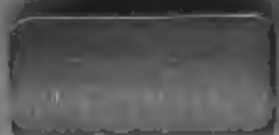




THE  
PENNSYLVANIA  
STATE UNIVERSITY  
LIBRARY













**HISTOIRE**  
**DE**  
**LA PARTICIPATION DE LA FRANCE**  
**À L'ÉTABLISSEMENT**  
**DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**







1875

1875





HISTOIRE  
DE  
LA PARTICIPATION DE LA FRANCE  
À L'ÉTABLISSEMENT  
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ET DOCUMENTS

PAR

HENRI DONIOL

MEMBRE DE L'INSTITUT DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

TOME CINQUIÈME



PARIS  
IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCC XCI

1, 3, 3, 1  
 D 1 1  
 + 1

IMPRIMÉ POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

DÉCISION DE M. LE GARDE DES Sceaux MARTIN-FEUILLE,  
 MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES

APPROUVANT LES PROPOSITIONS DU DIRECTEUR DE L'IMPRIMERIE NATIONALE  
 EN DATE DE 8 JUIN 1884



DROITS DE RÉPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS

L'une des planches de ce dernier volume reproduit la seconde des deux grandes tapisseries de Beauvais que j'ai antérieurement signalées comme passant pour avoir été destinées à Washington . Cette pièce dont l'original, ainsi que celui de la précédente, est d'une exécution remarquable, offre un peu la figuration de l'exposé qui me reste à faire : elle représente la reconnaissance des États-Unis par les nations de l'Europe sous les auspices de la France.

Cependant les huit chapitres qui suivent, et qui terminent l'histoire de notre intervention dans les affaires de l'Amérique, ne conduisent pas jusqu'au moment où la participation des armes françaises à la défaite de l'Angleterre put permettre au Roi, par la plénitude de ses conséquences, de commander au peintre l'allégorie composée là pour les yeux, et à celui-ci de la rendre avec l'ampleur qu'il y a mise. Comme dans la première de ces œuvres, la France, dans celle-ci, est sous les traits de Minerve avec le panache aux trois couleurs de la Maison de Bourbon. Minerve, majestueuse, serène, est assise sur un trône élevé, au centre d'un paysage plein d'abondance et de lumière. Sur elle plane la Gratitude, parée de ses précieuses fleurs et les repandant à poignée, tandis que le génie aîné de la Victoire accourt, les bras chargés de drapeaux, et que le coursier de la Guerre s'enfuit au loin avec effroi. À droite, sur le soubassement, l'Histoire tient unis en un faisceau brillant l'écu fleurdelisé de la France et ceux des autres puissances, montrant de cette manière aux regards le grand fait accompli. À gauche, le groupe des arts . la

Avant-propos du tome III

Musique, la Peinture, la Statuaire, célèbrent ce fait glorieux. A leurs pieds, occupant d'un côté à l'autre le plan inférieur du tableau, la Source s'échappe en nappe féconde, le Fleuve est assis tranquille et fort, le Dauphin présage une navigation propice, la Voile, détendue, encore attenante à son mât, vient d'apporter les produits lointains à l'Europe. Les détails qui vont être retracés n'amènent pas le lecteur jusque-là. Ils ne dépassent point la signature des préliminaires de la paix, à la fin de janvier 1763. L'objet qu'avait poursuivi sept années durant le gouvernement de Louis XVI est alors atteint. Ce qui a suivi n'a été qu'une conséquence nécessaire, le complément prévu. Il ne s'est plus agi que de dresser le protocole commun aux belligérants et à leurs alliés : je ne m'étais pas proposé d'aller plus avant.

On verra les deux ministres de France et d'Angleterre convancus, en négociant cette paix, qu'ils allaient clore définitivement un âge funeste. M. de Vergennes et lord Shelburne s'inspirent des mêmes principes l'un et l'autre. Ils visent l'un comme l'autre à ouvrir à leur pays une carrière en rapport avec les notions morales que leur siècle a répandues. M. de Vergennes se montre de nouveau le ministre qu'on lui fait connaître les circonstances précédentes, l'homme d'Etat supérieur de la politique large, droite, mesurée, solide. Lord Shelburne y déploie, fort au delà de ce qu'on savait de lui jusqu'à présent, voire en Angleterre, l'esprit élevé et le patriotisme viril du citoyen de premier ordre au sein d'une monarchie parlementaire qu'il est resté toute sa vie, dans l'ostracisme ou le jeta le grand service d'avoir tiré son pays de la guerre à l'encontre des préjugés qui y régnaient, et surtout à la place des compétiteurs à qui, un moment, il avait ravi le pouvoir.

C'est la première fois que ces négociations sont retracées. On

ne peut, en effet, accepter pour des relations historiques les assertions qu'ont avancées à leur sujet, dans ces dernières années, des Américains pressés d'attribuer aux États-Unis, en la personne de deux de leurs mandataires, le beau rôle au détriment du rôle qu'a rempli la France. Bien plus, un Anglais à qui ses liens étroits avec lord Shelburne auraient commandé de n'être ni incomplet ni inexact en retraçant la vie de ce ministre, l'est resté parce qu'il s'est à peu près contenté des renseignements de ces écrivains, prévenus ou intéressés. Les archives françaises offraient de tout autres indications sur le cours de cette grande affaire, je crois n'en avoir ici laissé échapper aucune. Sans redouter de trop m'étendre, je me suis imposé d'établir absolument la lumière. J'aurais manqué à l'obligation que me créait le grand prix dont l'Académie française a honoré mon livre avant qu'il fût achevé<sup>1</sup>, si je n'avais pas scruté tous les documents et tiré d'eux les faits tels qu'ils se produisirent.

L'affaire présentait deux ordres d'intérêt, connexes par le résultat final, mais différents en soi : celui de la paix de l'Angleterre avec le Congrès de Philadelphie et celui de la paix de l'Angleterre avec la France, pour celle-ci infiniment moins que pour les puissances engagées par elle dans son action. Le gouvernement de Louis XVI avait dit cela à plusieurs reprises; aussi, sur son initiative, les négociations se partagèrent-elles en deux courants dès le premier jour, sauf à se rejoindre pour la solution dernière. Toutefois, le courant américain fut arrêté avant l'heure par l'infidélité des représentants du Congrès. La perplexité et l'incertitude se trouvèrent jetées dans la négociation principale, parce que ceux-ci

<sup>1</sup> *L'Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis d'Amérique*, n'étant encore qu'un troi-

sème volume de sa publication, a reçu de l'Académie française le premier prix Gobert au concours de 1890.

traitèrent secrètement sans nous. Qui plus est, les résultats que nous poursuivions en vue de nos allies et de nous furent amoindris. Pour le démentressement et pour l'honneur de la France, ce point d'histoire était à marquer à tout jamais : je quitte la plume dans la conviction qu'elle m'a servi à le rendre définitivement certain.

On va assister à des alternatives successivement les plus flatteuses et les plus décevantes. C'est par là que passèrent, jusqu'à la dernière heure, les négociations de la part de 1793. L'imagination d'un romancier eût difficilement inventé des péripéties plus saisissantes que celles qui se dérouleront aux regards. Elles expliquent que le roi Louis XVI et son gouvernement se soient complu à faire exprimer, encore plusieurs années après, la satisfaction qui respire dans le tableau de haute lice reproduit au cours du présent volume. Ils voulaient marquer le souvenir d'une grande entreprise définitivement heureuse. Heureuse par les résultats moraux, en effet, et ils n'en avaient pas recherché d'autres. C'avait été leur conception politique. Conception toute moderne, qui rejetait loin en arrière celle des conquêtes ou des soumissions. Elle semblait destinée à devenir la loi d'une nouvelle époque en Europe, et elle fit école. Jusqu'au moment où les instincts antérieurs reprirent leur empire à la suite des guerres de la Révolution, il n'y en eut pas d'autre<sup>1</sup>. Aujourd'hui, les choses ramènent insensiblement à cette manière de comprendre et de conduire les conflits internationaux : on en connaît désormais l'origine.

<sup>1</sup> Toute la première partie de la carrière diplomatique de Talleyrand appartenait à cette école. Il en avait appris les principes autour de M. de Vergennes lui-même, avec les Gérard de Rayneval, Montmorin, Bourgoing et plusieurs autres. On ne les lui voit démentir que

lorsqu'ils étaient déjà effacés, recouvrent sous les faits nouveaux, et que Bonaparte, en qui ses faits devaient trouver leur grandiose et fait-il dire fatal artisan, apparut en maître utile à servir, il y revint plus tard, comme on retourne à une ancienne et salutaire tradition.

J'ai émis sur M. de Vergennes des jugements que jusqu'ici l'histoire n'avait pas prononcés. Je crois qu'elle les lui devait et que les circonstances dont vont être occupés les chapitres qui suivent les justifieront encore. Dans le vieux fonds de l'Imprimerie royale a été conservé le cuivre qui servait à décorer le plat du portefeuille ou de l'agenda dans lesquels furent souvent contenus ou notés les dépêches, les mémoires pour le roi, dictés à ce dernier grand ministre de l'ancienne monarchie par son patriotisme paisible, contenu et si profondément chaleureux sous sa réserve. On trouvera plus loin une planche de ce cuivre. Quelque positif que se fasse l'esprit humain, l'histoire des temps récents aura un jour ses légendes, aussi bien que l'histoire d'autrefois. C'est une satisfaction, en attendant, et quelquefois il est sain, d'en recueillir les reliques<sup>1</sup>.

Rochambeau ouvre et clôt en quelque sorte ce cinquième volume. Au frontispice, la photogravure de l'unique portrait du temps qui existe de lui, portrait, je l'ai dit déjà, trop jeune pour sa date; dans la seconde moitié, le texte de la majeure partie de sa correspondance d'Amérique, restée inédite jusqu'à présent. Cette correspondance n'intéressera pas uniquement par l'historique même, jour à jour et dans la plus exacte authenticité, de notre intervention armée au service des États-Unis, et par l'esprit d'initiative avisé, juste, rapide de ce commandant des

<sup>1</sup> Une autre planche de ce volume présente les deux projets de tapisseries du Mobilier national qui devaient rappeler la prise de Brimston-Hill et celle de Pensacola. Ni l'un ni l'autre quand l'exécution en fut interrompue, n'étaient été placés dans l'encadrement Louis XIV où l'on a vu les précédents.

- Le dessin de Brimston-Hill est de LaPon, dans les portefeuilles g<sup>h</sup> 74-75 des Estampes, à la Bibliothèque nationale, il y en a une gravure qui le lui attribue. On pourrait les lui attribuer tous, puisque Yorktown semble bien être de lui, et qu'il était le peintre officiel de ce moment.

troupes françaises, jeté à si grande distance des ordres et ayant besoin du sens politique à l'égal des qualités militaires; on sera frappé du profond sentiment de devoir national qui anima les chefs auxquels nos forces avaient été confiées. Eux et les officiers sous leurs ordres sont mus du même ressort patriotique. Nul écart véritable d'amour-propre ou de rivalité, nulle jalousie pernicieuse, une seule pensée les anime : rendre décisive pour le drapeau de la France cette campagne contre l'Angleterre. Parfois l'expression en est touchante et il semble qu'à cet égard le cœur américain de Washington batte à l'unisson du leur.

L'Angleterre, après nos défaites de la guerre de Sept ans, étant aussi forte de ses victoires et aussi maîtresse en Europe qu'a prétendu l'être de nos jours, et passé pour l'être, la puissance érigée au milieu du continent par le traité de paix de 1871. Pour des Français de notre temps, c'est un fait de grand intérêt que le gouvernement à qui Louis XV transmet son triste héritage ait, malgré des finances débiles, avec des moyens maritimes et militaires à peine rétablis, recommencé la lutte contre cette Grande Bretagne omnipotente, autrement dit tenté d'avoir raison de notre ennemi. C'est un exemple mémorable qu'il y soit parvenu comme il l'avait recherché.

Imprimerie nationale, janvier 1892



# HISTOIRE

DE

## LA PARTICIPATION DE LA FRANCE

À L'ÉTABLISSEMENT

### DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

— 000 —

#### CHAPITRE PREMIER.

##### POURQUOI LA MÉDIATION NE FUT PAS UTILISÉE. NOUVEAU CONCERT ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Probabilité que la guerre allait cesser et attention de M. de Vergennes à le prévoir — La médiation, visées de l'Autriche qui détournent d'y avoir recours obstacles élevés contre ces visées par le ministre, comment il s'était fait suivre en cela par l'Espagne, ses soins pour obtenir l'admission des Américains aux conférences peu d'appui que nous étions d'autre part, amenés à fonder sur la Russie, dispositions changeantes de Catherine II suspensions inspirées en conséquence par les médiateurs dépêche du ministre à ce sujet — M. de Vergennes pense que les deux Couronnes ne doivent plus compter que sur elles-mêmes, difficultés à craindre pour chacune de sa cour de Madrid celle-ci ne regarde qu'à Gibraltar notre impuissance à rien obtenir d'elle pour Jay — Mauvaise humeur et mauvais propos qu'il fallait endurer chez notre allié, Charles III est cependant satisfait de nous voir portés à une agression contre la Jamaïque comment le roi et ses conseillers malgré l'impatience ressentie par les ministres nouveaux venus, voulaient en finir et se contentaient de la part de l'Espagne de moins qu'il ne lui était demandé — Réunion nouvelle des escadres espagnole et française et leur nouvelle déconvenue défaite de Guichen par la croisière de Kapenfeld. — Les deux cours s'accordent néanmoins pour agir ensemble réponse distoute adressée en commun aux médiateurs réponse plus décourageante encore de l'Angleterre fausses propositions de paix de cette puissance en vue de rendre ses alliés suspects les uns aux autres, la chute du cabinet de Londres change la situation

Lorsque les derniers soleils de l'année 1781 descendaient vers l'horizon, l'on ne pouvait guère douter, à bien regarder aux choses,

1781

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

1766 que la politique suivie envers l'Amérique avec tant de ténacité par George III ne fût à bout. Les moyens de guerre de l'Angleterre étaient presque épuisés, les probabilités de succès ultérieurs pour ses armes amoindries, les ministres qui avaient été les organes du monarque devant le Parlement et devant la nation frappés par là d'impuissance. Évidemment il se produirait des apparences contraires, de l'hésitation, des délais; mais des yeux clairvoyants devaient préjuger que bientôt tout deviendrait tendance à la paix, comme il avait été visible antérieurement que, secrets ou ostensibles, tous les présages étaient à la guerre. Le roi d'Angleterre, pour se conformer à l'opinion qui s'affirmerait, pour accepter ou pour choisir des organes nouveaux, prendrait certainement des détours. Ayant porté son pays à de tels efforts et des hommes politiques à l'y seconder tellement outre mesure, il donnerait aux situations existantes le temps de se déplacer, aux propensions opposées celui de s'établir; mais assurément le changement arriverait.

Si M. de Vergennes avait immédiatement motivé sur le succès d'Yorktown un appel à nos alliés pour préparer avec nous une campagne qui pût être la dernière, il sentait tout auant le devoir d'être à l'affût des indices que la guerre allait cesser. Des notes qu'il recevait de donneurs d'avis bénévoles ou d'auxiliaires dont il accueillait les services, le montrent attentif à profiter de tous les avertissements, à sonder les dispositions qui se feraient prévoir, afin d'être prêt de son côté à y répondre et, s'il y avait lieu, à les suivre. Qu'était devenue la médiation, tandis que l'année s'achevait ainsi sans qu'il y eût été recouru? Si heureusement trouvée à l'heure où elle annulait les tentatives d'abandon par lesquelles l'Espagne nous paralysait, pour quoi ne l'utilisait-on pas? Cet expédient politique avait perdu beaucoup de son prix aux yeux du gouvernement du roi, presque aussitôt qu'à Madrid l'un s'était décidé à s'y ranger. Un premier mécompte avait été causé par la direction que l'Autriche voulait y donner. Vienne s'était dévoilée très vite comme prétendant accaparer la clef

de cette négociation, conçue par M. de Vergennes pour devenir une sorte de second traité d'Utrecht. On vait là à redevenir l'arbitre du continent en rompant les liaisons nouées par la France avec la Prusse; à cet égard, Madrid n'eut pas des impressions différentes de celles de Versailles. Dès l'abord Joseph II, écrivant à son ambassadeur à Versailles, lui avait indiqué ce but pour visée naturelle<sup>1</sup>. C'est à cause de cela qu'en 1780, à la demande de l'Angleterre, sa cour s'était empressée de se proposer comme médiatrice et que notre refus lui ayant alors fait manquer ce rôle, elle s'était, au premier signe de Londres, montrée heureuse de le remplir avec la Russie. Le ministre très infatué de Joseph II avait obtenu Vienne pour lieu des conférences malgré des objections de notre part et une vive répugnance de l'Espagne, et il voyait déjà son souverain remis ainsi à la tête du continent. De plus, il avait ramené à des termes raisonnables les exigences impossibles émises le premier jour par lord Stormont, décidé sous le gouvernement de George III à la mesure, nécessaire au préalable, de rappeler de Madrid Cumberland : il avait donc hâte d'ouvrir des opérations qui le désignaient à lui-même comme le réparateur glorieux des dedens jetés sur Marie-Thérèse et des atteintes portées à son œuvre<sup>2</sup>. On eût dit que ce n'était pas le gouvernement de

<sup>1</sup> Lettre du 10 janvier 1781; l'Empereur s'y demande si la France « aura la prudence pour « médiateur avec la Russie sans l'intervention « du roi de Prusse », ce qui, dit-il, « est le plus « grand bien qu'on puisse tirer de cette média- « tion ». Toute la correspondance arrivée du Maréchal d'Argentan sous les auspices de cette aide, et elle est confirmée en cela par la correspondance d'office de l'ambassadeur. Une des premières dépêches de celui-ci (21 janvier 1781) explique la plus à vive en déjà ainsi dans ce sens.

<sup>2</sup> Dans une dépêche du 15 mars 1781 à Montmorin M. de Vergennes se pait à dépeindre la nécessité avantageuse du traité de

Konigs. Informant l'ambassadeur que les dispositions de l'Espagne défavorables à la médiation ou allaient être au choix de Vienne pour lieu des conférences ont écrit dans cette capitale moins que de la satisfaction. Il ajoute : « Je ne suis nullement surpris « M. le prince de Kaunitz, toujours plein de « lui-même, n'ait pas sans en doute que l'ap- « pui qu'il croit aussi solidement que légitime- « ment établi de la supériorité de son ministère « et de la fertilité de son génie ne lui ait dis- « pensée toutes les difficultés qui pourraient « retarder l'acceptation d'une médiation dont « il aurait la principale direction et se le voit « bientôt en possession du rôle glorieux que son

1784 Catherine II, mais lui, qui avait proposé la médiation<sup>1</sup>. Il ne cessait de la précipiter, il parlait d'autorité pour son comédiateur; il voulait entamer les conférences sans qu'eussent été fournies des bases au sujet desquelles les intéressés pussent donner leur avis<sup>2</sup>.

À Versailles, naturellement, on se mettait en travers de ce zèle, dont le but se devinait. M. de Vergennes avait insisté à Madrid pour faire accepter l'entremise des deux cours, puis la fixation de la capitale de Joseph II pour siège des conférences; mais il montrait à cette heure l'à-propos de se retenir, en présence de l'empressement du ministre de l'Empereur. Qui plus est, il avait, à l'extrême déplaisir de Vienne, conduit la cour de Madrid à avoir un ministre auprès de Frédéric II. Beaucoup de mauvaise humeur provenait de tout cela chez le prince de Kaunitz; son souverain en ressentant de même et naturellement leur correspondant confidentiel commun, l'ambassadeur en France. Leurs lettres secrètes respectives, même les offices de ce dernier, en sont remplis. À la fin, le désappointement y est amer, et cette correspondance, si l'on s'y fait, laisserait sur M. de Maurepas et sur M. de Vergennes des impressions singulières, ce qui serait se tromper. Son but bien visible est d'ailleurs de rendre la Reine un pur instrument de l'Autriche sur le trône de France<sup>3</sup>.

« amour-propre » propose. Après cela il n'est pas étonnant que ce même amour-propre ait été affecté des restrictions que la cour d'Espagne semble mettre à une acceptation pure et simple sans le motif du cas restriction vu comme si il est vrai, comme M. le prince de Kaunitz l'assure, que le ministre Béqué a répété le mot du Cardinalinal. » *Exposé*, t. 602, n° 156.

Montanem avait justement cette observation le 29 janvier, et ajoute qu'elle n'avait pas échappé au roi d'Espagne ni à son ministre. (*Ibid.* n° 66.)

<sup>2</sup> M. de Kaunitz avait fait dire presque certainement à Madrid par son fils qu'il

représentant l'Autriche que les conférences se tiendraient à Vienne, que les ministres résident dans cette capitale au lieu de l'entremise en première ligne seraient les mandataires naturels, qu'on produirait l'armistice après quoi l'on fixerait les préliminaires. Rapport de Montanem du 19 janvier.

<sup>3</sup> L'auteur de la *Correspondance secrète de Miry Argoutou* paraît n'avoir pas pu commettre des erreurs de ce genre de la même heure. Dans les notes que le texte lui a suggérées il s'en est rapporté aux appréciations de cet ambassadeur en étayant ses assertions sur celles de Panovul, occupé par son agent d'intrigue par et simple auteur de

Comment et dans quel dessein le ministre de Versailles avait-il amené à le suivre ainsi le cabinet de Madrid, très en défiance dès l'abord contre une paix dont il ne serait pas le maître, et conséquemment contre la médiation, dans la crainte de ne pas s'y voir allouer ce qu'il souhaitait ? il est à propos de le dire. Cette raison, qu'il était « d'un grand intérêt pour les deux Couronnes de céder à la nécessité des circonstances et de ne pas laisser aux Anglais le mérite de se prêter seuls à une médiation dont il paraissait plus que difficile que nous refusions l'ouverture », avait premièrement convaincu le Pardo. Sur la question du lieu des négociations, un motif non moins déterminant, pour le Roi Catholique et M. de Floridablanca, était résulté de l'observation de M. de Vergennes que « la Russie elle-même et l'Angleterre avaient admis la proposition de Vienne pour siège des réunions »<sup>1</sup>. Le cabinet de Versailles avait du reste agi à l'égard de celui de Madrid dans la plus complète communauté, lui communiquant sa correspondance avec nos ambassadeurs à Vienne et à Pétersbourg, celle des ministres de Joseph II et de Catherine, et il avait insisté comme s'il se fût agi de nous-mêmes afin que les vues de l'Espagne sur Gibraltar restassent, dans les futures conférences, un élément obligé de discussion. Il avait à obtenir beaucoup du gouvernement de Charles III. Il fallait que l'Espagne ne parût pas moins attachée que nous à ce qui restait le point capital pour nous : l'admission des délégués américains aux conférences, et il y était parvenu. Aux yeux de M. de Vergennes, ce n'était pas seulement la suite nécessaire des voies

Maria-Antoniette. Comme c'était surtout avec l'Espagne que nous avions un intérêt dans la médiation, c'est la correspondance de M. de Vergennes avec Montmorin qui exprime le sentiment du gouvernement de Louis XVI sur ce sujet et explique soit le langage, soit l'attitude des conseillers du roi avec l'ambassadeur de Joseph II soit les dépêches de Versailles à notre ambassadeur à Vienne.

Montmorin motive avec précision cette défiance dans ses rapports du 29 janvier et du 6 février (au dernier. *Espagne*, t. 602 n° 74, M. de Vergennes du même, dans une dépêche postérieure qui résume les négociations entre les deux cours, 12 avril 1781 *Ibid.*, t. 603 n° 21.)

<sup>1</sup> Dépêches des 15 et 26 mars 1781 *Ibid.* (t. 602 n° 58 et 59).

10. qu'il avait dirigé les États-Unis et la conséquence des engagements par lesquels le gouvernement du roi se tenait pour moralement lié avec eux; c'était la sanction par l'Europe de notre entreprise contre l'Angleterre, de notre conduite depuis le commencement, des changements que cette entreprise avait eu pour but d'établir dans les conditions générales du continent. Nous pouvions d'ailleurs nous montrer d'autant plus résistants à Vienne que nous nous appuyions sur l'Espagne<sup>1</sup>, et nous avions trouvé Madrid en garde tout autant que nous l'étions nous-mêmes contre l'idée qu'auraient peut-être les médiateurs d'imposer un armistice dans les conditions préliminaires, comme contre un piège tendu au profit de l'Angleterre. M. de Vergennes avait pensé, dès le premier jour, que l'armistice assurerait tout au moins à la Grande-Bretagne la latitude de reprendre la guerre quand elle le voudrait, après avoir reconstitué ses moyens et avec des chances meilleures; il ne faiblit pas dans cette opinion.

Tout ceci est justifié par une dépêche que M. de Vergennes écrit à Montmorin à la date du 12 mai 1781 : « Vous verriez comble. M. de Vergennes ne s'est point vu en cela trompé. La sagesse du monarque de l'usage que vous avez fait auprès de M. le C<sup>te</sup> de Floride Bianchi de vos correspondances avec nos ministres à Vienne et à Petersbourg, que je vous envoie par le courrier. L'importance de la conduite des deux Couronnes ne pouvant que leur donner une force réelle dans la négociation de la paix et ne voulant vous laisser à désirer de notre part à aucun égard de tout ce qui peut en prouver le témoignage de notre entière confiance je joins ici M. la copie de deux lettres de M. le P<sup>re</sup> du Breuil des 12 et 14 du mois dernier et de nos réponses. Je n'anticiperai pas sur vos réflexions et sur celles de M. le C<sup>te</sup> de Floride Bianchi mais il me paraît d'autant plus intéressant que celui-ci vous les joigne, qu'elles nous mettent dans le plus grand jour les inten-

tions de vos et les desirs du ministère autrichien. Si jamais nous nous en étions donné quelque faveur ce sera notre faute et nous n'en aurons pas précisément demandé. Soit partialité de M. le P<sup>re</sup> de Lorraine pour l'Angleterre soit envie déraisonnable de mettre en activité une médiation qui flétrit son orgueil. Il n'est que trop sensible M. de Vergennes droit aux plus grands sacrifices de notre part. Il en est cependant d'une nature auxquels il n'est pas possible de se prêter, tel serait celui de donner les mains à l'ouverture du Cambrésis sans aucun préalable ni pour la satisfaction de l'Espagne ni pour l'admission du plénipotentiaire américain.

Des vœux aussi légitimes doivent nous donner nous offrir dans la demande qu'avont fait les médiateurs s'occupant de l'établissement du monde propre à avancer l'union de la négociation c'est une bonne position que nous avons prise il faut la tenir la plus que nous pourrons. » (Espagne t. 403 n° 73)

Les deux Couronnes avaient donc eu promptement des raisons communes de rester froides, presque raides, quant à la médiation. Au milieu de mai encore, M. de Vergennes marquait fermement qu'elles devaient garder cette attitude. Joseph II voyageait dans ce moment-là aux Pays-Bas; il était question d'un court séjour à Versailles au retour. « J'ignore, écrivait le ministre le 14 mai à Montmorin, si cette visite couvrira des vues politiques, mais l'Empereur nous trouvera bien préparés à ne pas nous laisser faire illusion. » Peu après, des motifs de nous sentir fort découragés dans notre confiance dans la Russie s'étaient ajoutés à ces raisons communes. A la cour de Catherine II, l'Angleterre n'était pas demeurée sans réagir par ses intrigues contre l'impulsion sous laquelle l'impératrice avait proclamé le principe de la liberté des mers et donné le signal de la ligue des Neutres. La soudaineté de cette impulsion ne rendait pas M. de Vergennes sans craintes d'un retour. Il l'écrivait à Montmorin dès le 22 janvier, à propos de la situation créée à la Hollande par la déclaration de guerre du roi George<sup>1</sup>. Peu après, Catherine manifesta du penchant pour Joseph II, et un traité d'amitié entre Vienne et Pétersbourg fut entrepris. Les Pays-Bas avaient paru devoir être vraiment soutenus par elle, mais en mars déjà il était à craindre qu'elle ne se bornât à leur offrir ses bons offices entre eux et l'Angleterre<sup>2</sup>, et son gouvernement était ou semblait être avec celui de Joseph II pour l'idée de l'armistice, dans laquelle M. de Vergennes ne voyait pas sans fondement la perte de tout le terrain gagné par la France et de toute l'œuvre politique qu'il avait pensé établir sur la liberté

<sup>1</sup> *Espagne*, t. 603, n° 67. — Le ministre exprimait à la fois l'avis que la Ligue peut les Provinces-Unies sous sa protection. Ses mots d'incertitude ayant été repoussés, et nous disant de cette ligue. « Nous sommes extrêmement à » que nous en tenons, disant-il à nous que la » changement de nous que la nouvelle de » du com de Landau a amené à un tel état

« dans les dispositions de Catherine 2<sup>e</sup> de son » peut à croire que nous l'avons pu constater » le caractère de cette princesse, répondant je » ne nous que nous inquiétions à cet égard. » La » même inquiétude est manifestée par lui la Su. » *Ibid.*, n° 64.

<sup>2</sup> Dépêche du 15 mars à Montmorin (*Ibid.*, n° 57.)

maritime<sup>1</sup>. Évidemment le cabinet de Londres trouvait dans la cour de Vienne un auxiliaire pour ramener à lui la cour de Russie. Bientôt la retraite de cette dernière s'étant accrue davantage. Au mois d'avril, notre ambassadeur auprès d'elle informait Versailles d'intentions ou de vues de M. de Kaunitz les moins propices pour les deux Couronnes; en même temps, les nouvelles qu'il donnait sur les dispositions actuelles de Catherine II et sur le désarroi politique qui s'ensuivait dans son gouvernement étaient de nature à préoccuper; M. de Vergennes manda confidentiellement à Montmorin que « la fermentation et l'intrigue étaient là extrêmes; que les opinions s'y combattaient et interprétaient toute bonne solution, que battue par des vents contraires, par son amour pour la gloire et sa facilité pour ses favoris, l'impératrice hésitant et ne déterminant rien; qu'elle paraissait toujours tenir à la neutralité armée et négligeait les moyens de la faire respecter; qu'elle augmentait le nombre des confédérés, venant d'y introduire le roi de Prusse, regardant les Hollandais comme partie intégrante de l'association bien qu'ils fussent en guerre avec l'Angleterre, exigeant d'eux toutes les formalités de la convention et ne témoignant encore d'aucune disposition pour les rétablir dans la condition de neutres ni pour leur prêter les secours que cette convention leur assurait<sup>2</sup> ». Deux jours

Dépêche du 26 mars au même. (*Espagne* : 603, n° 193. — « Je vous avais que je venais avec la plus grande confiance qu'une pareille proposition peut recevoir faveur d'un tel parti devant le ministre. Si l'on suspend les hostilités pour un terme d'un mois ou deux ans les Anglais profiteront de cet intervalle pour nous faire un parti en Europe et pour se ménager la moins de reconnaissance la guerre sur un système tout différent de celle qu'il est intéressant de finir. J'ai d'autant plus lieu M. d'être surpris que l'idée d'un pareil armistice ait pu naître en Russie qu'elle parait avoir opposé aux vues de Catherine 2<sup>e</sup> que nos propres intérêts. Les

Anglais ne s'occuperaient pas moins à diriger la confidentialité du Nord qu'à nous susciter des ennemis continus, et bientôt le projet si recommandable de l'établissement d'une coalition nous est anéanti. J'espère M. que nous aurons plus de succès au retour du courrier qui a porté à Vienne et à Pétersbourg la réponse de la cour d'Espagne et que nos deux courtes mieux éclairées pourront définitivement tracer la marche qu'il leur conviendra de suivre. »

<sup>1</sup> Dépêche du 22 mars. *Espagne*, t. 603 n° 143. — Le même jour, un pli supplémentaire nous développait et mit à l'ambassadeur « Je n'ai rien à ajouter M. à ce qu'une des



après, sur un nouveau rapport de notre agent, le ministre récrivit que ses inquiétudes n'étaient ni dissipées ni affaiblies et qu'il ne pouvait se promettre rien de bon du chaos d'intrigue qui fermentait. « Je prévois avec douleur, ajoutait-il, que la gloriole finira par l'emporter sur la solide gloire; ce pourra bien être fait de celle-ci si le comte Panin, excédé des dégoûts qu'on lui prodigue, effectue son projet de retraite; » puis, traçant du comte un portrait en rapport avec les choses heureuses que la participation de ce dernier lui avait permis d'accomplir, expliquant qu'à tout le moins on avait avec lui un système sur lequel il était sûr de compter tant qu'il y serait, au lieu que le système qui succéderait était inconnu, il donnait cours à l'affliction dont il se sentait pris jusqu'à ajouter : « La Cour de Russie, désormais en proie au choc de passions d'autant plus effrénées qu'elles seront peut-être plus viles, pourra bien ne plus être qu'un théâtre de contradiction, d'injustice et d'ineptie. En voilà assez sur cette dégoûtante matière ! »

Or, presque aussitôt après ce moment, il était devenu visible que,

« despatches de cette expédition conforme touchant la négociation que l'on cherche à dissimuler à Vienne, j'ai épuisé tous les détails à ce sujet. Je voudrais au surplus de renseignements à vous donner touchant les dispositions de l'Impératrice de Russie mais tout ce qui nous concerne de ce pays-là et de différents autres endroits ne nous autorise pas à partager l'espérance que le C<sup>te</sup> de Floride Blanche conceut que l'Impératrice de Russie serait à la veille de changer son rôle de puissance médiatrice en celui de puissance hégitimante. Il y a eu un moment M., où cette révolution semblerait facile probable mais l'attitude du P<sup>re</sup> Potemkin, l'opposition et nullement par M. Heras et peut-être par un autre ministre étranger peut avoir ralenti l'ardeur de Catherine 2<sup>e</sup> pour la nation qu'elle semblait affectivement « rien n'est encore prouvé mais je vous les

« Hollandais et même le Roi de Prusse font inquiets de l'événement. On prétend que M. de Panin est singulièrement dégoûté et qu'il « pense de sa retraite. Si elle avait lieu, il n'est pas douteux que l'enthousiasme pour l'Anglais reprendrait bientôt le dessus. Vous savez que « celui de l'Impératrice pour l'Empereur paraît « très décidé. Cela est au fond pas une rumeur « partie à autre voyage. » *Espagne*, 1 1803 n° 74

Dépêche du 14 mai. *Ind.*, n° 31.

M. de Vergennes y joignait un portrait du comte Panin : « Quelque ce ministre ne se distingue « point par des talents rares et qu'il n'est point « du tout l'activité nécessaire à sa place, il se « recommande sur tout par une grande sagacité « de principes et de vues et par une bonté bien « faite pour lui mériter l'estime et la confiance « du public. »

1761 suivant un mot du ministre, nos médiateurs communs étaient « bien  
 « plus empressés de se saisir de nos intérêts que de les favoriser ».  
 M. de Vergennes tenait ce langage à Montmorin le 31 mai, dans un  
 pli particulier accompagnant une dépêche de sa main où il discutait  
 les ouvertures que ces médiateurs venaient de faire officiellement à  
 Versailles, à Madrid et à Londres. Ouvertures vagues sur les points  
 que les deux Couronnes avaient chacune le plus d'intérêt à voir pré-  
 ciser, mais comportant par contre d'une manière formelle l'armistice,  
 jusque-là repoussé également de l'une et de l'autre. La Russie ne nous  
 avait donc guère défendus. « Après avoir arboré les principes les plus  
 conformes aux lois de l'humanité et à son amour pour la gloire, écri-  
 vait le ministre, Catherine II s'en relâche; soit caprice, soit séduction,  
 elle paraît porter aujourd'hui vers les Anglais la propension qu'elle  
 montrait auparavant pour nous. » En quoi les ouvertures semblaient  
 vagues, c'était en ce qui touchait d'abord l'Espagne, puis l'admission  
 des représentants de l'Amérique aux conférences. Fidèle à marcher  
 d'accord avec M. de Floridablanca en tout ce qu'on souhaitait à Ma-  
 drid, M. de Vergennes lui faisait remettre de nouveau par Montmorin  
 la copie de tout ce qu'il avait mandé à Pétersbourg et à Vienne et de  
 ce qu'il en avait reçu. En échange, à la vérité, il voulait être appuyé  
 par le gouvernement de Charles III au sujet des délégués américains.  
 Sa dépêche atteste une fois de plus que les intentions de Versailles à  
 l'égard des États-Unis n'avaient en rien changé. Il y est sensible égale-  
 ment que la médiation en elle-même devenait fort incertaine, à moins  
 que les événements n'obligeassent les deux Couronnes à subir les  
 conditions qu'elles redoutaient. Ni les propositions qui leur étaient  
 présentées comme préliminaires ne pouvaient, désormais, être tenues  
 pour acceptables, ni la bonne foi et les intentions de ceux qui les  
 posaient pour exemptes de suspicion. Le ministre du roi indiquait  
 déjà la pensée, qu'il n'allait guère tarder à formuler, que les deux

*Lettre particulière. Espagne (1763) n° 68*

Couronnes ne devaient plus compter que sur elles-mêmes. Précédemment, on a été témoin de la satisfaction de M. de Vergennes à annoncer l'intervention des cours du Nord, il faut s'entendre expliquer à Montmorin, pour qu'il en fasse part au gouvernement de Charles III, les raisons de refuser qui mettaient fin, à vrai dire, quoiqu'il dût en être encore question, à l'expédient politique conçu et dressé si opportunément le jour où il s'était produit.

Versailles le 31 mai 1762

Je ne serai pas le premier, M., à vous instruire des ouvertures pacifiques que les cours de Vienne et de Petersbourg viennent de faire au Roi par le canal de leurs ministres qui résident ici; elles sont portées à Madrid par un courrier autrichien parti d'ici le 28 au soir et il est vraisemblable que M. le C<sup>te</sup> de Florida Blanche vous en aura déjà fait connaître la teneur lorsque cette expédition vous parviendra.

Comme le Roi ne veut s'arrêter à aucune opinion avant de connaître à fond celle du Roi son oncle, Sa M<sup>te</sup> m'ordonne de vous envoyer les deux pièces ci jointes, l'une présente quatre articles pour servir de base à la négociation pour le rétablissement de la paix générale, et l'autre des observations dites verbales sur ces mêmes articles.

Avant de les analyser je crois devoir observer que le rédacteur en annonçant vouloir se rapprocher des intentions des puissances belligérantes les élague d'une manière à les rendre en quelque sorte méconnaissables.

L'article premier présente deux membres. Le premier qu'il sera traité à Vienne par les soins des médiateurs de tous les objets que les parties belligérantes jugeront à propos d'y proposer. Je ne me permettrai pas de présenter le jugement que la sagesse éclairée du cabinet d'Espagne en portera, mais cette généralité ne me semble nullement répondre à la manière franche et précise dont M. le C<sup>te</sup> de Florida Blanche s'est expliqué touchant la cession de Gibraltar et les conditions auxquelles le Roi son maître se prêteroit à la formation d'un Congrès.

Le second membre de cet article semble plus rapproché de nos vues, mais il n'explique pas suffisamment comment ni où les députés américains seront admis au Congrès et dans quelle capacité ils y seront reconnus. Nous ne

1701 pouvons pas exiger sans doute que l'Angleterre avoue et prononce immédiatement leur indépendance, mais nous ne pouvons pas aussi engager les Américains à aucune démarche qui caractériserait une reconnaissance à cette même indépendance, et à consentir de se paraitre au Congrès que comme des sujets humiliés qui viennent implorer la miséricorde de leur ancien maître. Nous ne pouvons donc nous dispenser d'insister que leurs pleins pouvoirs soient visés et qu'ils soient admis eux-mêmes dans la qualité de plénipotentiaires du Congrès. Cet objet nous étant direct je n'en fais mention ici que pour prévenir l'Espagne sur l'explication que nous sommes dans la nécessité de demander. Sa M<sup>te</sup> espère que le Roi son oncle voudra bien recommander à ses ambassadeurs à Vienne et à Pétersbourg d'appuyer sur la nécessité de cette explication. Les ministres du Roi dans ces deux mêmes cours auront l'ordre d'y tenir pour tout ce qui sera relatif à l'Espagne le langage qui sera prescrit aux siens.

L'article second n'est par lui-même sujet à aucune difficulté lorsqu'on sera d'accord sur le premier.

Il n'en est pas de même du troisième, qui énonce la proposition d'une armistice, celle-ci présente de si grands inconvénients qu'on peut s'étonner que les médiateurs ne soient autant pressés qu'ils l'ont fait de la mettre en avant, surtout connaissant les sentimens réunis des cours de France et d'Espagne. Il n'est pas présumable que les médiateurs regardent comme des préliminaires suffisans leurs ouvertures pacifiques, à les considérer dans le sens le plus avantageux, ce sont tout au plus des bases sur lesquelles on pourroit assiseoir un jour des préliminaires, et, comme je l'ai dit à M. le C<sup>te</sup> de Mercy, *ce sont des préliminaires, ils sont de forme et non de fonds*, et c'est cependant ces derniers qu'il faut établir avant de convenir d'un armistice.

Je pense que ce n'est pas sur ce point-là que les Anglois chicaneront. L'armistice peut leur paraître désirable parce qu'ils ont beaucoup plus à espérer qu'à craindre du bénéfice du temps et des accidens qui en sont la suite. Il n'en est pas de même de la France et de l'Espagne, qui auroient tout à perdre et rien à gagner en temporant. La situation de l'Europe ne peut plus s'améliorer à notre avantage; elle ne peut, au contraire, que se détériorer. Quoique depuis quatre ans nous tenions toutes les puissances de l'Europe dans un état d'observation qui nous garantit du moins leur im-

partialité si ce n'est un intérêt réel au succès de notre cause, il ne faut pas se dissimuler, M., que ce sentiment, qui n'est que l'effet de quelques circonstances que l'orgueil et l'avidité des Anglois ont fait naître, n'est pas le garent de la cessation de la jalousie dont l'Europe a été si longtems travaillée contre la maison de Bourbon, elle respire encore dans plus d'un cœur et peut-être ceux des médiateurs n'en sont-ils pas exemts. Considérons encore que l'impératrice de Russie, après avoir arboré les principes les plus conformes aux loix de l'humanité et à son amour pour la gloire, s'en relâche journellement et, soit caprice, soit séduction, semble faire porter aujourd'hui sur les Anglois la propension qu'elle montrait il y a peu de tems pour nous.

Si à ces réflexions générales on en joint de plus particulières, elles concourront toutes également à nous démontrer combien l'armistice nous seroit funeste. Je ne m'arrêterai pas ici à détailler les inconvéniens qui en résulteraient ainsi que du reste que pour l'Amérique, ils sont sensibles, et comme l'Espagne ne prend qu'une part très indirecte au sort futur de cette république naissante, ce n'est pas sur ce qui la regarde que nous devons nous attacher à fixer ses regards, mais il est d'autres points de vue qui sont de nature à devoir les arrêter.

*Espagne, 1803. 31. 10.*

Une lettre particulière dont M. de Vergennes faisait suivre cette dépêche portait en terminant : « Les nouvelles de Russie ne s'améliorent pas. M. de Panin doit être parti le 21 de ce mois pour sa campagne. Son congé est de quatre mois, mais à moins de circonstances graves, on prévoit qu'il pourra être infiniment plus long. »

Dans ce pli tout pénétré le ministre prévenant comme il suit à l'ambassadeur sa dépêche du 31 mai : « Je n'ai rien à ajouter, M. le Comte, à votre expédition de ce jour, M. le C<sup>te</sup> de Floride Blanche jugera sans doute comme nous, d'après les propositions des médiateurs, qu'ils sont bien plus empressés de se saisir de nos intérêts, que de les favoriser. Tenons nous pour dit qu'ils ne négocieront rien pour nous sortir de la ligne de nos armées. Une fois

avertis c'est à nous à nous tenir en garde contre les pièges qu'ils pourront nous tendre. Je ne crois pas qu'il faille nous presser sur le moment de répondre à la matière soumise bien qu'on y pense très sérieusement. Elle finit dans ce moment toutes mes pensées. Je ne cesserais même de m'en occuper continuellement, mais je ne m'arrêterai à aucune opinion déterminée avant de connaître celle de M. le Comte de Floride Blanche. Il en est cependant une

- 1781 Un mois plus tard, les dispositions étaient devenues si sensiblement moins bonnes que le ministre du roi considérait comme évanouis les avantages laborieusement cherchés l'année d'auparavant dans l'appui de cette puissance. C'est en chargeant Montmorin de communiquer encore d'autres informations pareilles à M. de Floridablanca qu'il parlait de la convenance de nous replier sur nous-mêmes : « Je ne me livrerai pas à des réflexions douloureuses sur un changement de conduite aussi inconcevable, écrivait-il à l'ambassadeur, mais nous ferons très bien de ne compter que sur nous-mêmes pour sortir honorairement de l'engagement dans lequel nous nous trouvons, et c'est le cas de déployer toute notre énergie comme tous nos moyens<sup>1</sup>. » Il y avait longtemps que le gouvernement du roi dépensait ses soins à obtenir de l'Espagne que les deux Couronnes employassent enfin leurs forces respectives à une campagne en commun plus étudiée que les précédentes, mieux conduite et décisive par là même. C'étaient là ces « autres points de vue » auxquels il souhaitait d'attirer désormais Madrid.

Nous devons ici revenir un peu en arrière. Une correspondance d'office presque de chaque jour, depuis la fin de 1780, complétée ou commentée par nombre de lettres privées ou de notes de M. de Vergennes et de Montmorin, témoigne de ce qu'il fallut aux conseillers du roi de patiente constance dans les vues, de volonté et de souplesse dans les efforts, contre les faux-fuyants, les détours, l'hésitation naturelle ou voulue du Roi Catholique et de son premier ministre, avant d'obtenir des réponses un peu précises sur le plan d'opérations de l'année 1781.<sup>2</sup> Ces derniers pensaient à Gibraltar et ne visaient presque à rien sinon à cette forteresse. Sur tout ce qui ne

<sup>1</sup> « Que m'entraîne malgré moi » est de regarder l'armistice comme le plus dangereux ennemi contre lequel nous pouvons donner ». *Espagne*, t. 603 n° 108.

Autre lettre particulière du comte de Vergennes à Montmorin, à la date du 18 juin 1781 *Ibid.*, n° 183.

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. 601 602 et 603.

leur paraissait pas les y conduire ou les y aider, et à plus forte raison sur ce qui semblait les en écarter, ils se réservaient ou se refusaient. Joindre les vaisseaux de l'Espagne aux nôtres pour recommencer la descente en Angleterre, « une autre promenade dans la Manche », disait Charles III<sup>1</sup>, ou pour une nouvelle campagne sur l'Océan, c'était les dévoyer; à leurs yeux, leurs forces maritimes appartenaient à ce rocher du détroit, qu'ils voulaient reprendre et que les marins anglais savaient secourir toujours à temps. Au lieu de chercher à le conquérir ailleurs dans une victoire commune, ils ne concevaient que le « blocus impossible de cette place journalièrement rafraîchie et ravitaillée<sup>2</sup> », et ils voulaient que comme eux nous y voulions nos forces. Aussi Montmorin, las du rôle ingrat qu'il remplissait, rappelait-il avec raison ce mot de son ministre, que « Gibraltar était un excellent allié pour les Anglais<sup>3</sup> ». Une opération dans les mers d'Amérique qui n'assurait point à l'Espagne les places de la Floride ne souriait pas davantage à Madrid, et surtout nous avions dû renoncer à obtenir là le moindre appui financier au profit des États-Unis et à nous mêler un peu ouvertement des négociations de leur représentant accrédité à Madrid. Assumer davantage une part quelconque dans l'échec à peu près continué éprouvé par les demandes de cet agent du Congrès auprès de M. de Floridablanca semblait inutile à M. de Vergennes. Le 12 avr., indiquant une fois de plus cette ligne de conduite à Montmorin, il lui disait avoir encore récemment engagé La Luzerne à la suivre dans ses conversations à Philadelphie; il n'empêchait pas l'ambassadeur d'essayer de ramener le premier ministre à des vues plus favorables, mais ne croyait point qu'il pût espérer d'y réussir. C'était à propos des 6 millions que le roi venait

*Espagne*, t. 601, n° 40; rapport de Montmorin.

<sup>1</sup> Dépêche de M. de Vergennes à Montmorin, du 12 avr. 1781 (*Ibid.*, t. 603, n° 2).

<sup>2</sup> Rapport du 12 mars 1781 : « Il y a long-temps, Monsieur le Comte, que nous m'avons

« dit que Gibraltar était un excellent allié pour  
« les Anglais. Cet allié leur devient de plus en  
« plus d'une très grande utilité. Dieu voudra  
« qu'il ne devienne pas une seconde fois la  
« cause d'un grand dommage pour l'Espagne. »  
*Ibid.*, t. 602, n° 145.

746 de donner à l'armée américaine et de l'emprunt qu'il allait négocier en Hollande pour le Congrès. « Je laisse à votre prudence », écrivait-il

Je laisse à votre prudence de communiquer ou de faire cette détermination à M. le comte de Floride-Blanche. peut-être engagera-t-elle ce ministre à être moins parcimonieux vis à vis de M. Jay. Si vous lui en parlez, tâchez, je vous prie, de lui faire sentir que si nous faisons la guerre pour les Américains, ils la font pour la cause commune, que par conséquent il est de l'intérêt des deux Couronnes de les mettre en état de la faire efficacement; mais je crains bien que vous ne prêchiez dans le désert.

M. de Vergennes n'était pas seulement bien fixé sur les parts aux quels M. de Floride-Blanche était arrêté; il en pressentait des difficultés pour le gouvernement du roi, et en effet elles ne manqueront pas au moment décisif<sup>1</sup>. En attendant, il fallait subir et surmonter les défiances du ministre de Charles III, l'injustice avec laquelle son caractère le portait à les manifester et à envenimer l'indécision de son souverain.

<sup>1</sup> Cette dépêche du 12 avril répondait à des rapports découragés de Montmorin. Elle approuvait l'ambassadeur des efforts qu'il tentait à Madrid en faveur des démarches de Jay, lui félicitant d'avoir obtenu un petit résultat, d'autant plus que nous n'étions pas en situation d'allier ou d'être de ce que nous avons fait déjà pour le Congrès et que Franklin le sortira « autrement de rien demander davantage. M. de Vergennes exprimait « d'abord comme il suit un motif de M. de Floride-Blanche : « Il y a longtemps M. que je suis convaincu que M. le C<sup>te</sup> de Floride-Blanche a des principes opposés à l'égard de l'Amérique qu'il ne sentiraient contraire à l'indépendance des États-Unis et qu'il nous causera autant qu'il sera en son pouvoir des embarras lorsqu'il sera question de traiter cette nation vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Dans cet état des choses

« je pense que nous interviendrons volontiers de « convertir M. de Floride-Blanche et que nous « n'avons rien de mieux à faire que de nous « unir avec fermeté le système que nous avons « adapté relativement aux Américains et d'aban- « donner au temps et aux circonstances la res- « solution de ce ministre. Je crois que le roi « contentement qu'il a des principes « de l'Âgès pourra y contribuer pour quelque « chose. Je n'entre dans aucune discussion sur ce « qu'il vous a dit par rapport au statu quo par- « ce qu'elle serait prématurée. Nous espérons que « lorsque nous traiterons cette matière je serai « en état de démontrer toute prévention que « à part que l'Âgès ne saurait être marchandé « dans la possession de New York. » *Espagne* t. 603 n° 25. On voit là une fois de plus com- bien peu, même sous Versailles, était porté à « en tenir au statu quo pour les États-Unis.



Le comte d'Áranda, non moins ardent qu'à une autre époque à pousser son gouvernement, entendait peut-être mal ce qui se disait à Versailles; il le rapportait en tout cas de manière à laisser Madrid redouter que par lassitude nous ne nous jetions dans une paix quelconque, nous souciant peu de ce qui en adviendrait pour l'Espagne. Les plus désagréables propos s'ensuivaient de la part de M. de Floridablanca. Avec sa véhémence ou sa mauvaise humeur si aisément excitable, il affirmait à Montmorin que nous voulions forcer l'Espagne à la paix au mépris des satisfactions qu'elle attendait, que sans nous inquiéter d'elle nous ferions par fatigue une paix telle quelle, qu'il le savait par les rapports du comte d'Áranda et aussi par ceux de ses espions à Londres. À tout cela il était nécessaire de s'opposer que des explications mesurées et de mettre encore des conseils utiles dans des réponses où difficilement il n'eût pas été sensible que les ministres du roi étaient blessés. Ces qualités sont loin de manquer à la correspondance de M. de Vergennes en ce moment-là<sup>1</sup>. Les dispositions ne s'étaient montrées meilleures à Madrid que lorsqu'on y avait connu les instructions emportées par le comte de Grasse, qui lui prescrivaient de se concerter aux îles avec les commandants espagnols. Par là, en effet, avait semblé se rapprocher pour Charles III un des grands objets de son ambition, qui était la Jamaïque<sup>2</sup>.

Si l'on avait multiplié les raisons, à Versailles, pour obtenir de nouveau la jonction des flottes des deux Couronnes dans les mers d'Europe, c'était en grande partie parce que la démonstration qui résulterait de leur union aurait frappé l'esprit du continent. À la vive acception de M. de Vergennes, le gouvernement de Madrid s'était absolument refusé à ces vues. Toutefois, il ne l'avait pas fait sans avouer

À l'annexe du premier chapitre on trouve en résumé et par extraits des échantillons de la correspondance échangée alors entre les deux cours.

<sup>1</sup> Le manuscrit de ces instructions porte :

L'approbation du roi est de la main de M. de Vergennes. *Espagne*, t. 603, n° 141. Il en envoyait le 10 mars une expédition de sa main sous le nom de M. de Castries à Brest par une autre au comte d'Áranda à Paris.

. 501

ses désirs du côté des Indes, outre ceux qu'on lui connaissait en Europe. Détruire les établissements anglais de la côte de Honduras, être aidé dans une entreprise contre la Jamaïque au prochain hivernage, voilà ce qu'il voulait. M. de Vergennes, répondant de sa main à Montmorin le 17 mai, n'avait pu s'empêcher d'exprimer d'abord beaucoup de tristesse que l'Espagne nous fit ainsi défaut<sup>1</sup>. La cour du Péterabourg nous abandonnait à cette heure : double motif d'être assombré. Il n'éleva pourtant pas d'objection sur notre participation à une attaque de l'île anglaise. Bien plus, dans un pli suivant, il redit à l'ambassadeur combien peu l'on pouvait nous supposer contraires au retour du Gibraltar à l'Espagne, et en ce même moment la résolution du roi d'envoyer une des escadres de Brest à Cadix vint soudain ravir son oncle. On se rend compte de la satisfaction qu'en eut Charles III quand on voit que M. de Flondablanca, pressant Montmorin avec une ardeur extrême de décider son souverain à ce parti, était allé jusqu'à garantir dans ces termes la gratitude de son souverain : « Si votre cour consent à ce que nous demandons, vous tiendrez une autre fois le Roi et vous en ferez ce que vous voudrez. Si vous vous y refusez, tout est dit pour toujours<sup>2</sup>. »

*Espagne, t. 663, n° 55.* . . . Le parti que prend la cour d'Espagne de se refuser à toute jonction est vraiment désespérant et Dieu sait qu'il ne voit pas la source de l'attachement des plus grands malheurs. Quand bien même tous ceux qui se présentent à l'œil petit comme conséquence possible de ce déplorable parti n'arriveraient pas à autre rien que l'espérance que résoutira de ne dédaigner d'aucun et d'immuable ? La forme la plus réelle des deux couronnes ne consiste pas seulement dans la représentation de leurs forces politiques, mais dans celle de leur union jusqu'ici si imprenable. Ce prestige va disparaître et avec des moyens bien supérieurs à ceux du moment nous devons dévorer l'humiliation de ne pas pouvoir tenir la main devant la

on de la peur de la rendre la plus dangereuse et par conséquent la plus timide . . . C'est plus pour multiplier nos peines. M. qui nous l'espère d'autre changement avantageux que je vous fais ces réflexions. Aussi préoccupé que l'est la réponse que M. le C<sup>te</sup> de Florida Blanca vous a transmise. Il n'y a pas lieu de se flatter que l'Esp<sup>ne</sup> revienne à un sentiment plus analogue à l'intérêt commun des deux Couronnes. Tout ce qu'il y a eu à dire pour l'y disposer à se soumettre à l'espérance . . . peut depuis plusieurs mois sans avoir produit le plus léger effet. Il est vrai que de malheurs toutes prévisions interceptant tout le bien qu'il eût été possible de faire et nous dévouant peut être aux indignités et à la honte . . .

<sup>1</sup> Lettre privée de Montmorin du 6 juin

Dans la bouche de l'Espagne, seulement, les expressions avaient un sens à part. Faire du roi ce que nous voudrions n'impliquant guère un concours moins marchandé qu'auparavant. Néanmoins ce fut, dans cette dernière guerre de l'ancienne monarchie, le point de départ des opérations militaires et navales qui mirent le plus effectivement les deux Couronnes en commun aux prises contre l'Angleterre. Non seulement le récit de ces opérations demanderait à être exposé avec plus de détail qu'il ne serait à sa place de le faire ici; mais il faudrait surtout relater les négociations laborieuses et tirailées auxquelles le caractère du gouvernement espagnol nous condamna de nouveau. Il y eut des jours de contentement relatif à la cour de Madrid. Une belle escadre, sous le comte de Guichen, vint de Brest se joindre, à Cadix, à celle de Cordova et se mettre sous le commandement nominal de ce marin décrépit. Elles portèrent ensemble à Minorque les troupes de Charles III destinées, dans la pensée de ce monarque, à prcluder, en enlevant cette île, à la conquête de Gibraltar, puis elles reprirent la mer à la recherche des flottes anglaises sur l'Océan et jusque près des côtes de la Grande-Bretagne. Les deux cours travaillèrent de concert aux préparatifs que leur accord comportait. Celle de Madrid se disait enchantée des nôtres et voulait convaincre Montmorin qu'elle ne manquait, elle, et continuerait à ne manquer à rien. L'ambassadeur n'en était persuadé qu'à moitié et manifestait encore des craintes; il provoquait par là d'autres sorties de M. de Floridablanca; mais à la fin de juillet, même, M. de Vergennes en était à « déplorer le temps que l'Espagne nous faisait perdre ».

Cependant l'entreprise sur la Jamaïque avait été assez souhaitée à Versailles pour qu'on restât disposé à y donner suite. Le comte de

*Espagne* t. 603 n° 120), accompagnant son rapport du même jour (n° 123) elle relate en détail les plans mis en avant par l'Espagne et ses dispositions en ce moment.

L'historique de ces négociations et des opérations de guerre qui les suivirent dans la

Méditerranée et sur l'Océan (*Ibid.* t. 603 605-606) compléterait utilement le tableau offert par le présent ouvrage de nos relations avec la cour de Madrid au raman du Pacte de famille.

<sup>1</sup> *Ibid.* t. 603 n° 57.

- 781 Grasse et le représentant commissionné du Roi Catholique aux Indes espagnoles, don François de Saavedra, l'avaient prévues dans leurs conventions pour l'emploi des forces communes<sup>1</sup>. Seulement, ils la laissent à tout le reste, ce qui la rejettent peut-être jusqu'en courant de l'année suivante, puisqu'elle n'avait pu s'effectuer une première fois, il fallait bien la combiner maintenant avec la situation de nos forces en Amérique et avec les opérations dans lesquelles ces forces se trouveraient engagées ou qu'il conviendrait soit d'y continuer, soit d'y entreprendre. Ce serait probablement l'occasion de porter là l'offensive vigoureuse et propre à devenir décisive que le gouvernement de Louis XVI désirait, et il envisagea surtout cette perspective. A la fin de septembre il avait tout préparé, et il s'efforça d'y amener Charles III. Déjà il parla de conférer au comte d'Estaing le commandement de l'armée navale et des troupes de terre que chacune des deux Couronnes fournirait. Mais indépendamment de ce que ce plan là aurait l'effet de faire participer l'Espagne comme auxiliaire à des opérations militaires en faveur des États-Unis, ce à quoi Charles III, ses conseillers, les vues politiques de son gouvernement étaient essentiellement contraires<sup>2</sup>, le cabinet de Madrid regardait présentement bien davantage vers la Méditerranée, à Minorque, où les soldats anglais tenaient encore dans le fort Saint-Philippe et où elle obtenait à cette heure même que nous lui envoyions des soldats, et bientôt à Gibraltar, où toute sa manœuvre tendait à nous attirer<sup>3</sup>. Les documents de ces

<sup>1</sup> A Versailles on n'est qu'à la fin de septembre le texte de cette convention conclue le 21 juillet 1781 par les deux commandants. M. de Vergennes en envoie copie à Montmorin le 3 octobre, dans la pensée qu'elle sera ainsi reçue à la cour de Charles III. *Espagne*, t. 668, n° 56.

<sup>2</sup> M. de Vergennes ne renonce qu'avec peine à chasser l'Espagne sur ce sujet. Il y revient particulièrement dans une dépêche du 14 octobre à laquelle Montmorin répondit le 21

en expliquant qu'on ne changerait pas d'avis à Madrid. Le ministre insiste de nouveau le 23 novembre. *Ibid.*, t. 663, n° 16 43 55 56, 58.

<sup>3</sup> Une dépêche du 3 octobre à Montmorin annonce le départ pour Minorque de 4.000 hommes sous le comte de Falkenberg tout en exprimant les craintes suscitées à Versailles au sujet du siège du fort Saint-Philippe. C'est aussi dans cette dépêche que M. de Vergennes propose le comte d'Estaing pour se

1791  
 négociations montrent qu'elles n'allèrent pas sans soulever à Versailles des mouvements d'impatience, presque de désaccord. Les ministres nouveaux n'étaient pas faits aux affaires de Madrid, ils se contenaient difficilement<sup>1</sup>. Ils n'avaient pas pratiqué la conduite endurante et la persévérance, les concessions plus d'une fois, que l'Espagne avait rendues nécessaires et sans lesquelles on ne fût probablement pas arrivé aux résultats dont, somme toute, on bénéficiait maintenant : ils se pliaient mal à continuer ce système, car M. de Vergennes, répondant privément le 2 octobre à un pl. de Montmorin qui retraçait une conversation vive avec M. de Floridablanca, lui reprochait ainsi qu'il suit de l'avoir relatée dans un office que le conseil devait connaître.

Vous me trouverez probablement, M. le Comte, un peu contradictoire l'entre dans le sentiment qui vous a dicté votre dépêche n° 59, il fait honneur à votre sèle, je suis fâché cependant que vous l'ayez exprimé aussi fortement que vous l'avez fait. Comme toutes celles de vos dépêches qui ont rapport aux opérations sont nécessairement communiquées à tous les ministres qui y ont part, je ne dois pas vous faire que quoique très très personnellement et devant tous la prospérité des affaires, nous ne sommes pas toujours d'accord sur les moyens de l'opérer, chacun a sa façon de penser et peut, sans être blâmable, se laisser déterminer par les objets présents, sans beaucoup d'égards sur les conséquences ultérieures qu'il est bon de prévoir pour les prévenir. C'est ce qui a manqué d'arriver très récemment, et j'ai eu des combats à rendre pour empêcher une résolution, laquelle, si elle n'eût pas épargné une scission, seroit au moins servie des récriminations, et comme on dit en espagnol, des reconventions dont Dieu sait quand nous aurons vu la fin. La cour où vous êtes y est bien plus habile que moi. C'est un genre d'escrime que je veux éviter parce qu'il est plus propre à gâter qu'à améliorer les affaires. Pour parer à cet inconvénient, je vous prie, Monsieur le Comte, de vouloir bien désormais borner vos dépêches vraiment ministérielles à la simple

commandement de la campagne à préparer après celle de la Jamaïque.

<sup>1</sup> On le voit à des expôts apportés en comité par Ségur et auxquels le roi mit même

aucun non approuve. Comme exemple l'Armée rédigé par le marquis de Castries et après par le roi dans le comité tenu dans le cabinet de Sa M<sup>té</sup> le 27 1<sup>re</sup> 1791. *Espagne*, t. 660, n° 206

- 174 exposition de ce qui se sera passé entre vous et les ministres espagnols; quant aux réflexions fortes et sérieuses que les choses ou votre prévoyance vous engageront à nous faire, rassemblez-les dans une lettre séparée. Le roi et M. le comte de Maurepas voyent toutes vos lettres, même les particulières, à moins qu'elles ne renferment des objets sur lesquels vous m'imposiez silence. J'en userai de même par la suite; de cette manière vos intentions seront pleinement remplies et j'espère que nos résolutions en seront plus calmes. Ce n'est pas le temps d'engager des querelles, il faut aller droit à notre objet; ce qu'il y a de plus instant est de finir et de bien finir

*Espagne. t. 805 n° 5*

On voit ici une fois de plus que le roi et ses deux conseillers, MM. de Maurepas et de Vergennes, menaient seuls la politique du royaume. A cette heure, voulant « finir et bien finir », ils se sentaient prêts à se contenter, de la part de l'Espagne, de moins que ce qui lui était officiellement demandé. Après le préambule qui précède, le pli du 2 octobre expliquait cela à l'ambassadeur, et un billet le lui confirmait le lendemain<sup>1</sup>. De là le regret du secrétaire d'État que la correspondance de Montmorin eût autant accusé les dissidences. Au reste, une dépêche du même jour précisait nettement les idées, les plans, les mesures du cabinet, non sans dire que le roi était « surpris de la facilité avec laquelle le ministère espagnol faisait abstraction des antécédents, prenait pour convenu tout ce qui était à notre charge et éludait de s'expliquer sur ce qui pouvait être à la sienne, » mais que Sa Majesté désirait se mettre d'accord et non se répandre en reproches<sup>2</sup>.

*Espagne, t. 805 n° 17.* — Il « était question d'obtenir de l'Espagne 8 000 hommes et deux vaisseaux après l'expédition de la Jamaïque pour opérer dans l'Amérique septentrionale. Or M. de Vergennes indiquait à Montmorin que fournirait elle seulement 2,000 hommes et trois ou quatre vaisseaux il ne craint pas devoir se plaindre. L'essentiel était disait-il que l'Espagne concourût dans une proportion

quelconque aux efforts que nous pourrions faire l'été prochain en faveur des Américains. »

<sup>1</sup> L'intendant du Roi confirmait le message : « n'étant point de déterminer nous ne convenir d'une manière claire et positive de ce que chacun des deux alliés aura à faire ensemble ou séparément pour rendre la campagne prochaine aussi utile et aussi glorieuse que celle que nous terminons l'a été peu, je vais résumer la

L'activité avait régné à la Marine et à la Guerre avec MM. de Castries 670 et de Ségur, remplacé les lenteurs et le désordre de Sartine. Non seulement les convois de la future campagne de la Jamaïque étaient prêts à prendre la large, mais on pouvait faire face partout. On prévoyait des efforts supérieurs de la part de l'Angleterre et l'on tenait à y répondre. « C'est à nous à redoubler de vigueur, avait mandé M. de Vergennes à Montmorin le 23 novembre; montrons une fois à l'Europe que notre constance ne se lasse pas aussi facilement qu'on le suppose. Si on apprécie en Espagne avec équité nos dispositions, on doit en être satisfait; elles embrassent la surface du globe, et j'espère que partout nous développerons des efforts peu communs<sup>1</sup>. » Le ministre parlait ainsi dans la satisfaction de la chute de Cornwallis. Mais nous devons encore payer d'un gros prix la terminaison de la guerre. La campagne renouvelée sur l'Océan avait mal fini, nous l'indiquons au précédent volume. Comme autrefois celle d'Orvillers, et pour des causes presque analogues, elle était restée nulle et par là même dissolvante pour l'union des forces communes. Cordova était retourné à Cadix, Guichen à Brest. Bientôt l'audacieuse énergie d'un marin anglais, Keppenfeld, qui était sans nom jusque-là, reporta les avantages du côté de la Grande-Bretagne avec beaucoup de pertes pour nous. Guichen, pour escorter le convoi sur la route des Îles et venir après se réunir de nouveau à la marine de l'Espagne à Cadix, sortit de Brest ayant dix-seuf vaisseaux. Le 12 décembre, Keppenfeld se jeta sur lui en profitant du vent. Bien que la croisière anglaise ne comptât que treize vaisseaux, elle enleva à l'escadre ou au convoi vingt navires, et les autres devinrent le lendemain la proie d'une tempête.

<sup>1</sup> substitues de la réponse de la cour d'Espagne et j'y joindrai les observations de S. M. sans en entreprendre à suivre le même ordre des raisons. C'est la dépêche tout à l'heure indiquée au note du 3 octobre 1781. *Espagne* t. 803 n° 16.)

*Id.*, n° 180. — M. de Vergennes disait

là. « Les peuples anglais nous encouragent de très grands efforts pour la campagne prochaine. Je les crois plus sages à proposer qu'à effectuer. Malgré cela il faut s'attendre à beaucoup d'énergie de la part de cette nation. Elle n'est pas accoutumée à céder sans malheur. C'est donc à nous à redoubler de vigueur.

178. Guichenot dut rentrer désespéré<sup>1</sup>. Présages inquiétants, au seuil de l'année nouvelle, et déjà l'on savait à Versailles que l'Espagne n'allait pas tarder à nous appeler à Gibraltar! Un pli particulier de Montmorin l'avait annoncé le 27 novembre<sup>2</sup>. Si sensible que fût l'échec, néanmoins, les événements de la Chesapeake nous valaient du crédit, et l'année 1781 ne s'achevait pas seulement dans une entente presque complète avec la cour de Madrid, l'ambassade se plaisait à rendre ce témoignage, mais dans la cordialité<sup>3</sup>.

L'accord n'avait pas été incertain un moment au sujet des conditions de médiation notifiées les premiers jours de juin par les cours de Vienne et de Pétersbourg. Il était plus facile de décider l'Espagne aux démarches négatives que de l'amener à l'action; satisfaite de l'insistance de la France en sa faveur pour Gibraltar, elle se refusa nettement à la clause d'armistice, émit, sur la nécessité que les conditions de paix nous dégagassent à l'égard de l'Amérique, des réserves

<sup>1</sup> M. de Vergennes donna à Montmorin le 3 janvier les détails que celui-ci doit communiquer à Madrid sur cet événement. *Espagne* (606, n° 2 et 3).

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. 605, n° 197. — « D'après une conversation que j'eus hier avec M. le C<sup>te</sup> de Floride Blanche il ne peut plus me rester aucun doute qu'on ne nous demande pour Gibraltar les mêmes troupes que nous avons à Minorque. Il m'a donné assez clairement à entendre que S. M. C. espéreroit que le Roi ne les lui retirerait pas. »

<sup>3</sup> Dans cette lettre du 27 septembre, Montmorin manda à M. de Vergennes : « Je puis vous confirmer avec autant de plaisir que de vérité que jamais il n'a régné plus d'intelligence entre les deux cours qu'en ce moment. Tous les rangs sont d'accord et tout le monde, même le ministre de la marine, est de la meilleure humeur possible. Toutes mes con-

versations avec M. de Floride Blanche sont cordiales et amicales. En un mot les choses se présentent sous un aspect si favorable que je suis un peu comme les marins qui regardent quelquefois le calme parfait comme le présage d'une tempête prochaine. Cependant en réfléchissant sur l'état actuel des choses je prends un peu plus de confiance. Il est certain que l'Espagne nous rend justice, et dans le fait ne nous sommes nous pas prêtés à tout ce qu'elle a demandé et n'avons nous pas même prévenu ses désirs en plusieurs occasions? Que qu'il en soit je me livre à la douceur de n'avoir point de raisons à meveyr, et en vérité je crains que cela suffise sur une mer qui est bien meilleure en ce moment. » Par la même courrier la tendresse le premier secrétaire de l'ambassade exprimait amicalement dans une lettre à Rayneval. (*Ibid.*, n° 197, 198 et 208).



dont les termes, bien que vagues et élastiques, parurent suffisants à Versailles; en conséquence les deux cours envoyèrent ensemble aux médiateurs une réponse dont le thème avait été préparé par M. de Vergennes. On n'allait d'ailleurs pas vite. C'est au mois d'août que cette réponse partit<sup>1</sup>, au commencement de novembre, les cours médiatrices engagèrent les belligérants à envoyer leurs mandataires à Vienne pour ouvrir le Congrès. M. de Kaunitz sentait le terrain manquer sous les espérances qu'il avait caressées et s'efforçait par là de le raffermir. Il fit faire dans cette vue de vives instances auprès de M. de Floridablanca par son ambassadeur à Madrid, pensant entraîner ainsi Versailles. Mais il n'aurait pas fallu vaincre uniquement la résolution contraire des deux cours; l'Angleterre, au même moment, élevait de nouveau les obstacles mis en avant par elle au début. On savait depuis le mois d'août que le cabinet de Saint James voulait écarter la médiation : le 6 novembre, date de la démarche des cours de Vienne et de Russie, il déclara à ces cours qu'à l'égard des puissances belligérantes ses ministres plénipotentiaires étaient munis de tous les pouvoirs nécessaires, seulement que le roi n'admettrait jamais, en aucune manière et sous aucune forme, l'entremise d'une puissance étrangère quelconque entre lui et ses sujets rebelles, qu'il entendait terminer en souverain, à sa convenance, une affaire qui était de son ressort privé, et qu'en cela sa résolution serait immuable. Les offices échangés entre les médiateurs et Londres ne modifierent en rien ce parti<sup>2</sup>.

Le cabinet de George III, qui se drapait ainsi avec fierté, en était revenu aux intrigues et s'y fiait pour mettre définitivement de son côté, à cette heure, les chances de la guerre. Il essayait la tentation

M. de Vergennes et Montmorin échangeant sur ce sujet plusieurs dépêches et rapports. *Espagne*, t. 603, n° 140, 168, 175, 189, 604, n° 34 (16, t. 606, n° 167).

<sup>1</sup> *Notes de la part de l'Angleterre*, n°

1151 par le chargé d'affaires de Russie. *Ibid.*, t. 605, n° 132. — OBSERVATIONS SUR LA RÉPONSE DE LA COUR DE LONDRES ET CORRESPONDANCE Y RELATIVE. *Ibid.*, n° 134 (17) 171.

1781 de l'intérêt particulier auprès de chacun de ses adversaires. Montmorin, le 7 août, relate que lord Hillsborough venait d'offrir à M. de Floridablanca, par l'intermédiaire de l'acolyte de Cumberland, le chanoine Hussey, de conclure directement la paix avec l'Espagne sur le pied de l'échange de Gibraltar contre Puerto-Rico. Ce n'était qu'un premier pas : à la fin de septembre, M. de Vergennes était abordé à son tour par un membre du Parlement autrefois en rapport avec notre Ferme générale, un Écossais du nom d'Eyrès. Celui-ci parla des intérêts commerciaux de la France comme d'objets sur lesquels le cabinet de Londres ne serait pas inébranlable. Le secrétaire d'État répondit que le roi était prêt à examiner avec ses allies les propositions de l'Angleterre si cette puissance en présentait; ce fut suffisant pour faire retirer cet émissaire, qui n'avait d'ailleurs aucun pouvoir à montrer<sup>1</sup>. Les ministres de George III ne cherchaient en effet qu'à rendre l'une et l'autre des deux Couronnes suspectes aux cours médiatrices, suspectes entre elles, et à les décrier en Amérique toutes les deux, celle de France surtout; les États-Unis se croisaient menacés d'abandon, étant tout particulièrement travaillés de nouveau, depuis un temps, par les messagers et par les artisans d'un rapprochement direct et immédiat avec la Grande-Bretagne.

La médiation s'éteignait ainsi dans les embûches de l'une des parties belligérantes, après avoir perdu beaucoup de son prix dans des explications stériles avec les médiateurs. M. de Kaunitz usant un peu d'intrigue, lui aussi, pour mettre en opposition la pensée de l'Espagne et celle du cabinet de Versailles<sup>2</sup>. Les derniers jours de

Dans sa dépêche du 3 octobre 1781, M. de Vergennes rend compte à Montmorin de son entretien avec Eyrès afin que l'ambassadeur en informe le comte d'Espagne. *Espagne*, t. 8 (2) n° 20. Cette dépêche aura sa place aux annexes du chapitre suivant avec d'autres de caractère analogue.

<sup>1</sup> *Ibid.*, n° 25. minute corrigée par M. de

Vergennes. — Le ministre dit là que M. de Kaunitz, dont son désir ardent de faire valoir précéder le comte de Viomé à la pacification avait mené à Mercy-Argenteau sur de prétendues informations de son fils que l'Espagne goûtait la réunion du Congrès ou contraire M. de Floridablanca avait élevé des objections courtoises.

l'année 1781, on en était à raisonner diplomatiquement soit pour réunir le Congrès soit pour établir au préalable dans quelles conditions il pouvait s'ouvrir. 1781  
 Suivant son habitude, M. de Floridablanca aurait facilement passé sur les objections, surtout au détriment des intérêts américains; ce fut l'occasion, le 20 décembre, d'une dépêche où M. de Vergennes eut à préciser une fois de plus à Montmorin que la politique du roi repoussait la moindre séparation entre ces intérêts et les nôtres<sup>1</sup>. Mais un émissaire secret de lord North allait bientôt manifester à M. de Vergennes lui-même l'éloignement qu'avait la cour de Londres pour l'intervention des puissances dans ses affaires, et le ministre, sans décliner aucunement la médiation de ces puissances, déclarerait à cet émissaire que le roi était prêt à traiter de la paix par tout autre canal si le gouvernement de George III désirait sincèrement essayer de le faire. Ceci avait lieu dans le mois de mars 1782. Presque au même moment on apprenait la retraite du cabinet anglais et l'avènement d'un cabinet nouveau dont les membres avaient assez vivement désapprouvé la politique de leurs prédécesseurs pour laisser supposer que la paix n'était pas impossible à négocier directement avec l'Angleterre, la médiation prenait fin, par suite, de toute manière.

<sup>1</sup> *Espagne* t. 605 n° 232.

## ANNEXE DU CHAPITRE I

### LA MÉDIATION

#### DEPÊCHE DU COMTE DE VERGENNES À MONTMORIN

[Au mois d'avril 1781, on eût dit que la médiation allait être entreprise. M. de Vergennes écrivait le 12 à l'ambassadeur qu'il ne cherchait pas à guérir les inquiétudes plusieurs fois montrées par M. de Floridablanca sur ce que nous voulions forcer l'Espagne à la paix, et que notre conduite étant absolument au-dessus du soupçon, ce serait nous avilir que de vouloir nous justifier des reproches d'un allié qui n'en était peut-être pas exempt lui-même : (dépêche de sa main, *Espagne*, t. 603, n° 21.) Il ajoutait que « si l'Espagne craignait de ne pas voir les médiateurs bien reliés pour ses intérêts, ce serait sans doute qu'elle ne leur paraîtrait pas faire beaucoup elle-même pour les servir, qu'au lieu de pousser avec nous la guerre contre notre ennemi de manière à inspirer à lui et aux puissances qui lui étaient attachées la crainte de voir cette guerre se prolonger, elle en laissant porter tout le poids sur nous, n'y semblait prendre part que comme spectatrice, et que si elle croyait qu'il convint de continuer ainsi dans le cas où la paix qui serait présentée ne donnerait pas toutes les satisfactions souhaitées, à son tour il n'hésiterait pas à affirmer qu'il vaudrait peut-être mieux soumettre aussitôt à une paix telle quelle que de s'y laisser amener par une suite d'humiliations et par un épuisement inévitable, à ses yeux, à moins que les plans ne fussent changés, que l'on n'agit ensemble dans le plus grand accord et avec une conduite plus vigoureuse et mieux combinée que celle qui avait été tenue jusqu'ici; que c'étaient là les seuls moyens d'éviter d'avoir à entendre à une mauvaise paix ».

Le ministre avait probablement laissé percer les mêmes idées dans ses conversations à Versailles, car le comte d'Aranda s'était empressé de transmettre comme des intentions arrêtées et actuelles ces réflexions, évidemment toutes conditionnelles. Dans une lettre privée, le 23 avril, Montmorin

transcrivant le texte de l'ambassadeur, texte formel dans ce sens. De là une suite de ces explosions habituelles à M. de Floridablanca. Il alla jusqu'à affirmer que ses supérieurs de Londres lui tenaient depuis vingt jours le même langage. Le 11 mai, M. de Vergennes répondant en particulier à Montmorin sur ce sujet, et sous la modération de son langage, sous les allusions déguisées qu'il employait, le froissement qu'il ressentait était visible :]

*de Vergennes le 11 mai 1781*

Je réponds, M. le Comte, à la lettre particulière que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 15 du mois dernier. N'ayant point vu les dépêches de M. le comte d'Aranda à son ministre, j'ignore jusqu'à quel point elles ont pu exciter l'humeur de celui-ci. Ce que je suis très certainement sûr que mes propos à l'ambassadeur n'ont pas dû y donner lieu. M. le comte de Floride-Blanche doit savoir que je ne suis pas de ces ministres qui s'exaltent et s'enflamment, que je mets beaucoup de patience dans les affaires et infiniment de plénitude dans la discussion. J'ai dit sans doute à M. d'Aranda, je vous l'ai même écrit, M. le Comte, et je le répéterai encore si l'on veut, que si nous ne pouvons pas mieux faire la guerre, il vaudrait mieux faire la paix, toute mauvaise qu'elle serait, parce qu'en dernière analyse nous y serions réduits par l'épuisement. Si on m'a fait dire plus, c'est qu'il a convenu à l'écrivain de charger le tableau, mais doute pour prêter plus de force à ses idées, mais si l'on me croit d'assez mauvaise foi pour vouloir forcer la paix à l'insu de notre alibi, me refusera-t-on la possibilité de couvrir ce défaut par un silence nécessaire? Quant à savoir que M. de Floride-Blanche vous a dit avoir reçu d'Angleterre qui le préparait à tout ce que M. le comte d'Aranda lui a confirmé, tout ce que je puis répondre est que je suis fâché qu'il soit ainsi mal servi. Pour moi qui connais le danger de ces sortes de correspondances, je n'ai eu et je n'ai encore aucun ministre en Angleterre, vous savez qu'il m'a tenu qu'à moi d'avoir tout le détail de la négociation de M. Camberland et du chapelain Hussey, je l'ai refusé. Lord Germaine ne fera pas passer par le même Hussey les détails de nos négociations, puisqu'il n'en existe pas, mais il provoquera les mensonges pour provoquer la méintelligence que j'ai conduite. Si on y est plus sensible à Madrid, j'en suis bien fâché, mais j'y sais pas de remède. Pour moi qui n'ai rien à me reprocher, dont la marche a été également franche et simple, je n'ai nul besoin de récriminer. Ma correspondance avec Vienne dont je suis exact à vous remettre les copies, vous fournit des armes pour répondre à toutes les attaques de M. le comte de Floride-Blanche, il ne supposera pas apparemment qu'elle est fautive et dirigée pour lui faire illusion.

Je me flatte que l'Espagne est guérie au moins de toute négociation particulière qui ne serait ostensible, elle ne pourrait en rechercher une sans manquer aux égards qu'elle doit aux médiateurs comme à son allié, et ce serait le cas où nous ne pourrions nous dispenser de lui en dire notre avis avec fermeté, mais si elle cherche à négocier ce sera secrètement, et il semble que c'est le goût de la cour où vous êtes. Si nous aimions à nous plaindre nous pourrions lui reprocher plus d'une réticence.

*Espagne, t. 603 n° 72*

[Du reste, dans une autre lettre particulière, trois jours après, M. de Vergennes metait le comte d'Áranda à couvert du moindre ressentiment de sa part et se donnait, disait-on, la satisfaction de reconnaître chez lui le patriotisme espagnol, par opposition peut-être à ce qu'il pensait de M. de Floridablanca à cet égard.]

Je ne suis pas surpris M. le Comte que M. le comte de Floride Blanche ait été ulcéré des dépêches qu'il peut avoir reçues de M. le comte d'Áranda. Ce n'est pas que je sache ce qu'elles renfermoient : ce dernier ne s'en est point ouvert à moi, mais honteux et humilié de tout ce qui arrive, il se sera sans doute expliqué avec toute l'énergie qui est dans son caractère et qui participe de la dureté. L'âme de M. le comte d'Áranda est forte ; mais comme elle n'est pas modifiée par un esprit tant tout ce qui émane de lui porte l'empreinte du principe. Malgré ce défaut, qui est grave, M. d'Áranda est un homme estimable, il connoît ses devoirs, il est exact à les remplir, et il n'est pas possible de porter plus loin l'amour et l'attachement pour sa patrie.

*Ibid. n° 82*

## CHAPITRE II.

### LES DISPOSITIONS DE GOUVERNEMENT DU ROI ET CELLES DU CONGRÈS DEVANT UNE PACIFICATION POSSIBLE.

L'absence de changement dans la politique anglaise, retraite de lord Germaine, Clinton et Greville remplacés par Carleton et Digby, les mondes de diviser continuent néanmoins de la part du cabinet de Londres, Harbrey et Moten ont de nouveau un mouvement. — Diffusion des idées générales à cette époque, opinions unanimes qui influent les esprits. Hutton en correspondance sur les intérêts commerciaux de l'Angleterre avec Dupont de Nemours, l'un des assistants de M. de Vergennes. — Harbrey et Franklin réponse noblement indignée de ce dernier à des indications du premier, qui parlent de conclure la paix avec la France. — Mêmes tentatives conciliées par Jared North sur John Adams dans les mêmes vues le chevalier Forth, envoyé en même temps à Vermilion, est déconcerté par M. de Vergennes. — Deux de propositions de paix séparées qui venant toutefois ensemble au ministre et Franklin, quand le cabinet Buckingham fut forcé par ses collègues d'arrêter alors par le gouvernement du roi de son intention de laisser le Congrès décider à son gré les instructions de ses ambassadeurs. — Préoccupations qu'avait eues M. de Vergennes d'écarter des ennemis entre les Etats-Unis et les Pays-Bas, néanmoins qu'il trouvait cependant d'une action concertée avec l'ambassadeur du roi, ministre anglois de procéder unique ou contraire par le Congrès. — Intention qu'avait cette assemblée après les observations de La Luzerne, impuissance commune par John Adams à la Haye. — Comment Franklin n'aurait pas d'ailleurs des efforts diplomatiques pour rendre l'attitude de l'Espagne favorable à la nôtre et préparer au mieux le terrain de la pacification. — M. de Vergennes dit qu'il se voit à faire participer nos intérêts au siège de Gibraltar, son espoir pour obtenir le concours de Madrid au secours des Pays-Bas. — Avantages procurés à John Adams par notre politique dans ce pays puisqu'il le gouvernement du roi paraissait ne que y mettre du sien, utile successeur par notre ambassade de la Haye à ne pas oser se méfier des résultats auxquels elle vient d'être parvenue ainsi par notre ambassade aux « Patriotes » et ministres qu'en tirant les demandes de John Adams leur véritable du gouvernement de Vermilion. — Nouvelle somme de 5 millions de livres aux Etats-Unis. — Langage tenu à l'Espagne pour l'engager à lui montrer du sien. — Débat au Congrès du débat sur les conclusions de la paix à la suite du mouvement suscité par Samuel Adams. — Impuissance très différente des précédentes qui président à la dissolution préventive commentatives de Louet à faire respecter les instructions des ambassadeurs, moyen inventé par Madison et voté par l'unanimité. — Livingston secrétaire d'Etat des affaires étrangères, quoiqu'il dût son élection à La Luzerne, il apporte le plus grand empressement à exécuter à Franklin des instructions conformes aux tendances du Congrès. — Opinion de La Luzerne sur ces tendances et sur leurs causes. — Ce qui fait passer de l'impression donnée par Franklin à ces instructions. — Probabilité qu'aurait bien que M. de Vergennes il en

renvoyait aux circonstances du soin de dicter les conditions définitives. — Formulés selon son manifeste une fois de plus par le ministre du roi d'assurer aux Américains toute liberté pour établir leurs relations avec l'Angleterre, il se borne à réserver pour la France le droit de s'avoir pas à continuer la guerre afin de forcer l'Angleterre aux conditions qu'elle exigera d'elle.

1781 George III avait ouvert la session du Parlement, le 27 novembre 1781, dans ce langage propre aux souverains, ou, sous un sens qui paraît formel, les mots, pour qu'il soit compris, en ont un différent. Au fond, le roi appelait les avis. La rumeur que l'indépendance des colonies serait peut-être actuellement la solution opportune circulait un peu partout : il n'était pas impossible que le monarque fût bien aise de s'entendre proposer ce parti<sup>1</sup>. Depuis plusieurs mois, son cabinet s'ingéniait à faire parler de paix à Versailles et à essayer, en même temps, de ramener à la Grande-Bretagne les États-Unis réconciliés. De nouveau, au mois de juin précédent, le correspondant anglais de Franklin, David Hartley, avait tenté de s'aboucher pour cela avec l'Américain, et celui-ci, en ayant aussitôt avisé M. de Vergennes, s'était dérobé sur le conseil du ministre<sup>2</sup>. Revenant, d'autre part,

<sup>1</sup> D'ailleurs, admis alors à prendre part à la politique autour de M. de Vergennes, d'abord du Chebourg au ministre le 10 décembre 1781 : une information dont il va être question tout à l'heure. L'entrepreneur avec cette mission rapporta des discours du roi d'Angleterre au Parlement et de l'anglaise qu'on en pouvait tirer : « Je veux du lien avec beaucoup d'attention » le discours du roi d'Angleterre je ne l'ay « écrit » ni « imprimé » ni « lu ». En invitant « son Parlement à s'occuper des affaires de l'Amérique il a l'air de tenir toujours au « système de la réduction, mais il envoie « aussi la parole à la grande question de l'indé- « pendance. Comme les délibérations provin- « ciales sont toujours publiques ou malicieuses « on doit connaître d'avance les propositions qui « voyeront l'air. N'est-il pas possible qu'il « en soit de force dire par son Parlement que sa

« impossibilité de la réduction de l'Amérique, « il ait traité avec elle comme indépendante? « Si c'est la son but, les délibérations seront très « vite il aura la honte de l'abandon de son « système au sujet d'un de ses intérêts nationaux « par la voie minime de la mission. Tout ce « plan peut être renversé par la fermeté de son « allié, que les plus grands motifs doivent re- « tenir de notre côté. S'ils refusent de traiter « nous leur ont dit et la nation anglaise n'en « aura que la honte. *Nil labor, hoc apud est* « « l'honneur d'être avec un profond res- « pect etc. De M. de Vergennes (Espagne) « 1781 n° 190

<sup>2</sup> La lettre de Franklin et celle de M. de Vergennes sont au tome 17 des *Écrits-Uns*, n° 54 et 55, M. de Vergennes dit avec raison que « l'Angleterre ayant la première recherché la « médiation des deux nations n'aurait pas



sux procédés tant de fois mis en jeu pour porter les États-Unis à abandonner leur allié, lord North avait de nouveau essayé d'ouvrir le champ contre la France et contre les puissances engagées avec elle. La recrudescence des menées fomentées par les « antigollicans » à Philadelphie, la publicité heurante donnée aux diffamations de Sedas Deane et à ses insinuations de faire directement la paix avec Londres, la réapparition de Temple et le retour de ses propos tout anglais, étaient l'effet de ces manœuvres. Elles avaient eu d'autres suites. Voyant John Adams en Hollande par brouille avec Versailles, on l'avait, dans la pensée d'agir sur ses dispositions connues ou supposées pour l'Angleterre, et au moment même où allait survenir dans la baie de Chespeak l'événement qui devait tout précipiter, envoyé sander au sujet des pouvoirs dont il était nanti en vue de la paix.

doute pas l'inconscience d'engager une négociation clandestine et qu'à moins que Hartley ne justifiait de l'aveu formel du cabinet anglais, Franklin devait étudier ses offres parce que la paix ne pouvait certainement pas s'effectuer sans même être facilitée par des négociations volontaires et non autorisées qu'en lui laissant un fourragement métairie à des paragraphes de gazettes ou à des déclarations parlementaires et que l'on risquait ainsi de se compromettre en pure perte.

D'ailleurs, dans cette lettre écrite de Cherbourg à M. de Vergennes le 24 décembre présumant comme il suit les projets qui précédemment avaient été suggérés à des membres des Communes pour les présenter ou les remettre au moment où le Parlement s'ouvrirait : « 1° de proposer aux Américains de reconnaître l'indépendance sans condition et sans médiation » et cette proposition est acceptée de retirer les troupes et les vaisseaux et renvoyer de tout aux Antilles aux Indes et au « Europe » 2° si les Américains ont gagné par ce procédé de bonne foi leur proposer un traité de commerce à termes égaux et une

« neutralité absolue dans la guerre entre l'Europe » 3° la paix avec la Hollande en reconnaissance de neutralité et les rendus tout ce qui a été pris. D'ailleurs tenant ces informations d'un corsaire américain le *Franklin* échappé de Weymouth il y avait un mois grand à l'armement du corsaire anglais qui avait pris. Le dernier avait saisi au capitaine américain les moyens de gagner Cherbourg dans un cargo avec trois de ses hommes ce qui indiquait la détermination de leur passer en Amérique par des bateaux autorisés cette somme des dispositions actuelles.

« M. de Vergennes prend ombrage avec raison de cette démarche qu'il peut avoir remarquée sans réprobation. Le 28 octobre à propos de l'histoire politique qu'il aurait voulu voir passer par les États-Unis avec les Pays-Bas. Il apportait de sa main à la minute rédigée par Heyrick à ce sujet cette plainte sur l'attitude qu'avait prise Adams. « J'ai dit souvent qu'il est recherché par des membres de l'opposition en Angleterre je ne puis pas dire que la correspondance soit bien active mais il a reçu des « nouvelles et je suis surpris qu'il ne s'en occupe

1762. Bientôt ces tendances avaient pris corps par le remplacement de lord Germaine, porté à la pairie dans les plis de son immense insuccès, puis par le rappel d'Amérique de Clinton et de Graves. Gui Carleton et Digby un général et un amiral propres l'un et l'autre à une mission de rapprochement, le premier esprit modéré, conciliant, le second encore sans passé dans la lutte, succédèrent au soldat qui avait dirigé la guerre sauvage pratiquée depuis 1779 dans les Carolines, dans la Virginie et qu'il venait de pousser à un degré plus violent en la faisant ouvrir dans le Nord par Arnold.

Parallèlement aux offres que Carleton répandrait en Amérique, lord North, en décembre, renvoya à l'œuvre à Paris les Anglais de bonne volonté, Hartley et le Morave Hutton, qui jusque-là s'étaient inutilement employés à faire rentrer Franklin dans le giron de la Grande-Bretagne. Hutton, cette fois, reçut un rôle différent. De quelque manière que la paix fût obtenue, il s'agissait par-dessus tout du commerce de l'Angleterre. La suprématie politique de cette puissance était entamée sur le continent par notre détachement de l'Autriche, par nos relations avec Frédéric II et avec la Russie, et l'on sentait sa domination des mers menacée en Europe soit par le précédent de la convention des Neutres, soit par les liens qui pouvaient être scellés entre l'Amérique et la France, voire entre l'Amérique et l'Espagne. Le cabinet de Londres savait de reste que cette suprématie commerciale, pour tant de motifs chère à son pays, était aussi l'un des grands mobiles qui avaient poussé MM. de Maurepas et de Vergennes à engager Louis XVI dans les voies suivies depuis son avènement. Les Colonies s'étaient trop servies comme d'appât, auprès de nous et auprès d'autres puissances, de leur commerce qui avait eu tant de valeur pour la Grande Bretagne; nous avions trop peu caché que nous y attachions beaucoup de prix : il était naturel que le ministère de

pourrait avec nous. Des cachoteries de cette espèce sont dangereuses. Se permettre des négociations secrètes c'est vouloir nous dé-

ner de la défense, ce qui ne peut être l'intention du Congrès. » *États-Unis*, t. 19, p. 24.

Saint-James, tout en ravivant ses intrigues en Amérique et autour des Américains qui se trouvaient en Europe, se fit une obligation première de chercher quelle part de ce commerce nous laisserions à l'Angleterre ou nous entendions lui disputer. Lord North donna à Hutton la mission de s'enquérir à Versailles ce qu'à cet égard on avait à craindre ou à espérer. 1764.

Le gouvernement du roi avait vu rapidement accourir autour de lui, pour la guerre, les fils de la première noblesse du royaume; la politique de paix entrevue à cette heure appelait d'autres personnes, au risque qu'elles fussent de moindre naissance, et M. de Vergennes ne laissant pas que de les rechercher. Les idées sur les choses publiques ou les notions à leur sujet prenaient le pas à cette heure. Restée auparavant du domaine de quelques-uns seulement dans les Cours, la prétention de conduire les choses se monnayait pour ainsi dire, et les esprits étaient relâchés à distance par l'échange intellectuel qui en résultait. Des perceptions ou des aspirations pareilles sur les rapports moraux des peuples et sur leurs relations nécessaires étaient nées d'une conception presque partout pareille de la destinée de l'homme. On se rapprochait, grâce à cela, par-dessus les frontières les mieux fermées. L'Angleterre n'avait pas pris la part la plus grande aux doctrines devenues communes, mais bien la mieux précisée et la plus pratique; par suite, ceux qui cultivaient ces doctrines entretenaient chez elle des amitiés ou des liaisons. Les visées de M. de Vergennes pour le développement des choses dans le royaume s'éclairaient à ces lumières nouvelles. Étudier l'économiste en lui serait aussi plein d'intérêt, nous l'avons déjà dit, que ses actes politiques en présentent<sup>1</sup>. Parmi les auxiliaires dont il utilisait l'aptitude se trouvait Dupont, Dupont de Nemours plus tard, que précédemment Quesnay avait eu pour collaborateur et qui était resté en rapport avec les disciples ou les sectateurs, voire les plus haut placés dans la plupart des

<sup>1</sup> Les deux aspects, chez M. de Vergennes, se complétaient l'un l'autre et pouvaient être reconnus aux mêmes sources.

1792 États de l'Europe, soit du grand physiocrate soit d'Adams Smith, qui, sous d'autres formules, avait à peu près pensé les mêmes choses que Quesnay. Dupont fut recherché par Hutton au sujet des conditions que mettrait la France à la liberté commerciale des colonies émancipées. Ses réponses étaient écrites de moitié avec le ministre, du Londres aussi les questions posées de concert entre Hutton et le ministre anglais. La correspondance, qui s'arrête quand lord North cesse ses fonctions, dévoile clairement le but où celui-ci tendait. Pendant les huit ou dix semaines qu'elle a duré (janvier à mars), Hutton cherche essentiellement à savoir quelle portion de liberté de disposer de leur commerce sera réservée aux Américains, car à Londres on les supposait sous la dépendance absolue de la France désormais. Quand le règne de lord North finit, au milieu de mars, Hutton demandait un passeport pour venir à Versailles « chercher des idées », mandait-il, autrement dit parler de plus près.

Après le changement du cabinet anglais, en tout cas, Dupont croyait avoir assez appris pour donner à entendre à M. de Vergennes que ses connaissances acquises ou bien ses relations rendraient utile qu'on lui confiât une mission à Londres<sup>1</sup>. Mais c'était dans la manière

La suite des lettres de Dupont à M. de Vergennes va de janvier à avril 1792. *États-Unis*, t. 19. *Angleterre*, t. 536 n° 40, 61, 73, 127, 128, 150. Elle est véritablement entretenue par lui sur les prescriptions du ministre et nous en reviens. Dupont, de son côté, écrit que les lettres de son correspondant sont distribuées à certains dans le cabinet de lord North. Le 5 février elles ont été interrompues depuis un temps et il craint que l'échec subi par Girardin sur l'Osion n'y ait fait renoncer. Il prie en conséquence M. de Vergennes de l'employer ailleurs, s'appuyant pour cela sur les relations qu'il entretient avec les personnes les plus riches de l'Europe. « Je suis dans vos amitiés », M. le Comte écrit, comme un outil mé-

« diocre dans actif et s'il est et qui ayant été « déçu dans des circonstances très diverses. « est connu par bien des noms différents. » ou « le bonheur de n'être tenu par aucune tâche. » Mais subitement par une seconde lettre du même jour, Hutton reprend la conversation écrite. Dupont demande alors conseil sur ce qu'il faut répondre. « Je penserais », mande-t-il « au ministre, qu'il faudrait me honorer à deux « points. » « Que je ne puis comprendre ce « qu'il veut dire en me parlant des Américains « dans la dépendance de la France, qu'il n'y a « pas de sens qu'un peuple qui a tout sacrifié « pour sa liberté soit jamais dans la dépendance « de personnes, que notre traité lui réserve de « ne refuser à aucune nation les avantages qu'il

dont l'indépendance des colonies s'établirait ou serait constituée que se trouvait le point essentiel pour l'Angleterre, car en grande partie le reste en dériverait. Or c'était un point à traiter par-dessus tout avec des Américains. Lord North en appela une fois de plus à la constance qu'avait Hartley à frapper à la porte de Franklin. Toutefois, ils apprirent promptement ensemble quel peu de chances trouveraient, auprès des hommes qui avaient alors le droit de parler au nom de l'Amérique, des entreprises de conciliation fondées sur une forfaiture de leur pays. Une lettre de Hartley, du 1 janvier 1782, mal comprise ou trop rapidement lue, fit croire à Franklin que d'après la conversation d'un M. Alexander, Américain de ses amis récemment recommandé par lui à Londres, les États-Unis avaient été représentés comme prêts à négocier directement sans la France. Jamais réponse plus noblement indignée ne suivit un avis aussi contraire aux sentiments de celui à qui il était donné. « Votre désir de la paix vous trompe, écrivit Franklin le 15 janvier, il vous a abusé sur ce qu'on vous a dit; il n'est pas possible qu'une assertion aussi dépourvue de

« sans cesse, que les Américains ne peuvent  
« être à nous plus qu'à l'Angleterre elle-même  
« et que la seule véritable utilité d'un État  
« éloigné étant dans sa commerce et la guerre  
« est pas très prolongée les Américains se  
« sent plus à l'Angleterre qu'à nous puisque  
« la langue qu'ils parlent et leurs anciennes re-  
« lations les conduisent naturellement à faire  
« plus de commerce avec les Anglais qu'avec la  
« France. » Un mot sur la postérité qu'il dé-  
« creu ou sur l'avis au commandant de Calais,  
« de la même genre. Mais en tout je ne puis  
« le dire que conformément à ce qu'il vous plaira  
« de m'ordonner. » Dans une troisième lettre,  
on voit que l'Union est très désireuse de venir  
« chercher des idées » à Versailles. On est alors  
en 12 mars. Depuis n'a pas encore bien dé-  
« mité le but de ses correspondances anglaises et  
« applaudit d'être toujours resté lui-même dans la

« vague des principes généraux et philoso-  
« phiques », du telle sorte que « le projet » été  
« simplement de nous surprendre et de nous  
« tromper avec son alibi. » Il semble que la pen-  
« sée naturelle des choses y donnera peu de satis-  
« faits et qu'il sera nécessaire que M. Hutton  
« parle plus franchement ». La satisfaction d'une  
« nouvelle lettre. Depuis s'y félicite après de  
« M. de Vergennes d'avoir dit l'avis pense que  
« Hutton communiquant ses lettres à Lord North  
« et il se félicite d'avoir toujours communiqué ce  
« qu'il répondait, et surtout de ce que M. de Ver-  
« gennes qui devinait de lui-même » d'autant  
« mieux dirigé la suite de son existence et empê-  
« ché qu'il ne dit rien de nature à nous compro-  
« mettre. De la dernière lettre, qui est du 5 avril  
« Il résulte que tout doit être chargé à Saint-James  
« Hutton, livré maintenant à lui-même est à la  
« fin plus libre et » déconcerté »

1782 *fondement* (il avait souligné ces mots) ait été émise, puisque vous l'avez portée à lord North comme émanée de nous, je dois être explicite et vous dire que, personnellement, une idée pareille ne m'est jamais venue, et qu'il n'y a pas une personne en Amérique, sauf quelques torys anglais, qui ne voulût repousser avec mépris la pensée d'abandonner un ami noble et généreux pour obtenir trêve d'un ennemi injuste et cruel. Quand en trahissant notre premier ami nous nous serions convertis d'infamie au point que pas une nation ensuite ne voudrait nous assister, combien ne penseriez-vous pas être en droit de nous traiter durement. L'Amérique, croyez-moi, est trop intelligente et elle est trop désireuse de la bonne opinion du monde pour se manquer à elle-même par une telle perfidie. Le Congrès ne donnera jamais à ses commissaires le mandat d'obtenir la paix à une si ignominieuse condition, et quoiqu'il ne puisse y avoir que bien peu de choses dans lesquelles j'oserais désobéir à ses ordres, je refuserais certainement de remplir celui-là si par impossible il m'était prescrit; instantanément je renoncerais à mes fonctions et je me bannirais pour toujours d'une aussi infâme patrie<sup>1</sup>.

Ces explications ne laissent pas augurer grand'chose des séductions dont le cabinet renouvelait l'essai en Amérique. Elles avaient du moins l'avantage de dévoiler les conditions qui seraient imposées le jour où le cabinet voudrait en venir à une tentative sérieuse. Mais il n'en était pas là, il s'en tenait encore aux piéges. Informé par Hartley du nom des commissaires que le Congrès avait nommés pour la médiation, il mettait plusieurs de ses membres en correspondance avec

<sup>1</sup> Bageyow. *Works of Franklin*, t. 7, p. 365.

Dans la lettre de Hartley, Franklin a écrit pas la que les dispositions prêtées à l'Amérique avaient pour première aux yeux de l'Amérique que les avait transmis le gouvernement de la France. Cela fut en partie causé entre eux. Hartley en tout cas a été pressé d'aviser lord North de la conversation d'Alexander, et

sa lettre du 2 janvier avait pour but de faire connaître en détail à Franklin les dispositions favorables et à la fois les restrictions ou les réserves qu'avait manifestées le ministre anglais. M. Bageyow donne en note le passage de la lettre d'Alexander à Franklin d'où étaient nés ces malentendus, ainsi que la lettre de Hartley cause de la vive réponse de Franklin.

J. Adams. On dépêchant même à celui-ci, à la Haye, un certain Digges, qui avait mission de savoir ce qu'on pourrait faire avec lui<sup>1</sup>. Digges se rebattit bientôt sur Franklin, qui le déclara peu recommandable et l'écoula pour son compte. Adams du reste, comme Franklin et sans l'avoir consulté, avait affirmé à Digges l'intention formelle des États-Unis de ne traiter de la paix que de concert avec la France. Il l'écrivit au Congrès et, sur le témoignage de notre ambassade à la Haye, M. de Vergennes n'en eut aucun doute<sup>2</sup>. Hartley, lui, s'efforça

703

C'est Hartley qui informe de ce fait Franklin, dans une lettre du 22 mars 1782, réunie par l'Américain aux Affaires étrangères avec d'autres, le 22. Ces lettres, toutes à leur date dans la correspondance (*États-Unis*, t. 20), donnent les renseignements que nous relevons ici. On lit notamment, dans celle du 22, ceci qui est à l'éloge de David Hartley : « Je vous en dis dans mes deux dernières lettres du 11 et du 12 de ce mois, que j'étais été informé que, tandis que j'étais en correspondance avec le ministre pour la paix, une partie des ministres avait transmis à M. Adams quelques communications et renseignements sur le sujet qui m'était inconnu. J'étais informé la nuit même de votre part des noms des quatre personnes autorisées à traiter. Je fis le ministre à cette occasion et je pris la liberté de lui dire ma façon de penser sur cet objet, pour autant qu'il m'était permis de le faire, et je lui disais nettement qu'il ne devait point en être le motif pour faire cette démarche à mon égard, parce que je lui avais dit librement que je n'avais partialité pour ni pour ni un parti, mais que j'étais prêt à me servir d'un autre canal si j'avais aucun droit de le lui proposer. Si vous pensez que mon devoir est de le lui proposer, je n'en aurai rien et je n'en aurai rien de plus à proposer à la cause

confiée à vos soins. Je ne doute nullement de gagner la liberté de votre conduite par aucune considération qui me soit personnelle. »

En ce moment-là, on a vu que des raisons plausibles de ne pas appuyer le cabinet de Londres naissent dans les intentions de paix qu'il montrait d'une façon déterminée et de penser qu'un cabinet nouveau, quel qu'en soient les membres et l'opinion, ne le serait point davantage. M. de Vergennes écrivait à Montmorin d'après ces données : « J'ai immédiatement en conséquence le 1<sup>er</sup> avril encore... Les membres de l'opposition ont toujours affecté d'être persuadés que la séparation de l'Amérique tenait moins à l'amour de l'indépendance qu'à la haine des Anglais contre les ministres, je crois que leur erreur est complète et est égale, mais il leur faudra du temps pour s'en convaincre, et ce pourra bien être que lorsqu'ils en seront débarrassés qu'ils se videront à désirer une pacification prompte. Déjà M. Franklin à Paris et M. Adams en Hollande ont été recherchés et sondés pour une paix particulière. Le premier très vivement par l'un des ministres et souvent les autres l'autre par le parti qui doit le remplacer. Ce qui me le fait pressentir est qu'un effort à M. Adams nous confierait avec le général Conway une victoire sur mesure de l'opposition. Quant qu'il en soit les deux plénipotentiaires américains qui ne s'étant point entendus en sont

702 d'ôter à Franklin la pensée qu'on songeait à proposer à l'Amérique une démarche déloyale. Il sentait ou il savait que le terrain allait marquer sous ses démarches par le fait d'un changement de politique. Le 28 février, en effet, avait été rejetée par les Communes, à une voix seulement, la motion qui tendait à renoncer à la guerre en Amérique et à reconnaître l'indépendance, et le lendemain avait suivi la proposition d'une adresse au roi pour l'engager à cesser cette guerre; la manœuvre destinée à engager le gouvernement de George III dans une voie différente de celle d'aujourd'hui était dès lors ouverte<sup>1</sup>.

Toutefois, ce gouvernement n'abandonnait pas encore les ruses. En ce moment même il expédiait à Versailles, pensant inspirer la déloyauté au gouvernement du roi à son tour, le chevalier Forth, adresse volontiers jadis par lord Mansfield et par lord North à M. de Maurepas. Forth passa une heure et demie, le 14 mars, chez M. de Vergennes, à noyer dans beaucoup de loquacité, d'abord l'offensante proposition de conclure la paix par le simple renouvellement du traité de Paris, puis celle de la conclure, au détriment des Américains, sur le principe de *l'uti possidetis* pur et simple. Il parut au ministre chercher à connaître les intentions, plutôt que présenter et débattre des clauses. La même réponse lui fut faite qu'à Eyrès, réponse verbale en premier lieu, mais deux jours après écrite, arrêtée avec le roi, et M. de Vergennes, en la remettant à l'émassadeur, obligea ce dernier à la viser et signer. Elle contenait tout uniment l'assurance des sincères dispositions du roi à entendre à la paix, mais aucunement sans ses alliés. M. de Vergennes se hâta d'informer de l'incident et Madrid et Philadelphie, en ne sachant d'ailleurs pas qu'il avait recherché le but

« toujours les alliés sont venant et très convenablement sur l'intention positive de leur com-muni- » de s'entendre à un seul traité de paix » en de trêve sans l'intervention et le concours » de la France. » *Exposés* t. 606, n° 210.

<sup>1</sup> La pensée que George III et son gouver-nement se faisaient faire ces propositions pour

changer de voie fut celle de M. de Vergennes. Il arriva à Vintennon le 8 mars, qu'il y avait là « en de la connaissance de » part des me- » nées pour se faire faire la même à aban- » donner la guerre contre les Américains, en » une déclaration préjugé de leur et être très pro- » chaine. » *Ibid* t. 606 n° 140.



de déjouer la cour de Londres. « Si le roi d'Angleterre a la volonté ou le besoin de la paix, écrivait-il à Montmorin le 22 mars, notre réponse doit lui paraître satisfaisante; s'il n'a voulu que jeter une pomme de discorde entre les allies, nous y avons obvié. » Le secrétaire d'État avait en le soin d'informer Forth qu'il mettait, au reste, les deux ambassadeurs au courant de tout ce qui s'était passé<sup>1</sup>. Malgré l'apparence d'être en l'air qu'avaient ces pourparlers, le choix de l'émissaire laissait concevoir au secrétaire d'État la pensée que l'intention d'en finir pouvait s'y deviner. Pour faire croire à cette intention en Angleterre et au dehors, toutefois, il fallait que d'autres hommes fussent au gouvernement. Aussi lord North avait-il annoncé le 20 mars au Parlement la volonté manifestée par le roi de changer son ministère.

Le détail de la session de 1782 des Communes anglaises, instructif et curieux pour l'histoire des pays parlementaires, se trouverait ici hors de sa place. La combinaison et la suite des motions par lesquelles George III fut conduit ou se fit conduire à la résolution de prendre d'autres ministres pour parvenir à la paix ne rentrent pas dans notre sujet, ni l'opinion non plus qu'il chercha ensuite à donner de son sentiment personnel et de ses actes. Les hommes par qui sa politique de guerre avait été soutenue avec le difficile dévouement que demandait sa ténacité disparurent; le parti du Parlement dans les rangs duquel la soumission des Colonies par la force n'avait cessé d'être combattue depuis le premier jour, et qui souhaitait que la reconnaissance de leur indépendance vint terminer la lutte, reçut le pouvoir en ses personnages les plus en vue. Autrement dit Fox et lord Shelburne devinrent ministres sous la présidence de lord Rockingham, qui avait imposé cette reconnaissance comme la condition de son avènement. M. de Vergennes et Franklin étaient alors non moins désireux

<sup>1</sup> Dépêches des 16, 22 et 23 mars. *Espagne* t. 606 n° 370, 378 et 385. *États-Unis* t. 20 n° 143.)

- . 703. l'un que l'autre de voir les propos de paix depuis un temps répercutés autour d'eux, propos contradictoires et conciliables uniquement par leur tendance finale, se condenser dans une négociation positive. Sur les dispositions du gouvernement du roi envers les États-Unis Franklin n'avait rien à apprendre. Aucune instruction n'avait été donnée à Versailles sans que le fond lui en fût indiqué, et, qu'il s'agit de la paix ou de la médiation, ces instructions avaient constamment témoigné la faveur dont on entourerait des négociations ouvertes par ces États pour leurs intérêts avec l'Angleterre, pourvu que nos nécessités politiques n'en souffrissent pas. M. de Vergennes, dans toutes les occasions, avait du reste explicitement montré ces dispositions à La Luzerne aux qu'il en instruisit le Congrès. C'est ainsi que répondant le 7 septembre 1781 aux premiers rapports de notre plénipotentiaire sur les débats relatifs à la médiation, le secrétaire d'État, qui s'applaudissait des prescriptions rédigées pour les commissaires et que satisfaisait surtout l'assurance de savoir Franklin adjoint à eux, ne laissait déjà naître aucun doute sur les intentions de la France. Il était frappé de la crainte, manifestée dans le Congrès, « de froisser la dignité, même l'indépendance des États-Unis, en les mettant à la discrétion de Sa Majesté », et il écrivait :

Pour dissiper cette inquiétude, vous pourrez assurer à qui il appartiendra que le Roi, bien loin de vouloir abuser de l'influence qu'il pourra avoir sur les négociations des plénipotentiaires américains, ne l'emploiera, au contraire que pour le plus grand avantage des États-Unis, et que s'il ne réussit pas à leur procurer toutes les conditions que chacun d'eux en particulier pourra désirer, la faute n'en sera certainement pas à lui, mais aux circonstances qui dicteront impérieusement la loi.

On ne supposait pas à Versailles, sans en avoir un peu le droit, qu'une preuve de notre attachement résulterait d'une manière claire, pour les États-Unis, de notre refus d'agréer les articles de médiation tant que l'admission des plénipotentiaires américains aux conférences

ne serait pas acceptée et fixée pour le mieux. On pensait que John Adams n'aurait pas omis de mettre en vue cette conséquence. Cette dépêche du 7 septembre disait par suite que « le roi ferait pour le fond ce qu'il avait fait ainsi pour la forme, qu'il ne voulait pas s'entendre imputer des décisions défavorables, se voir accuser de torts et se rendre suspect, qu'il serait donc aussi zélé pour procurer des avantages que réservé quand les conjonctures exigeraient des sacrifices ». La Luzerne était loué, en conséquence, d'avoir laissé le Congrès « reconsidérer » les instructions après leur adoption première. « La confiance du Congrès, écrivait-on, devait être aussi spontanée qu'illimitée », et l'on ajoutait :

Vous pourrez insinuer aux membres prépondérants du Congrès que si ce corps a, présentement ou dans la suite, le moindre regret d'avoir trop restreint la liberté de ses plénipotentiaires, le Roi verra sans peine qu'il leur en donne davantage.

*États-Lux. t. 18, n° 69*

Seulement, l'horizon politique était alors obscur, on redoutait de se charger ainsi de risques; La Luzerne aurait donc à insinuer

Dans cette dépêche le ministre montrait une vive satisfaction des efforts de La Luzerne et de la juste appréciation des choses qui lui en avait inspirés. Tout lui semblait surveillé du moment que Franklin paraissait devoir prendre le rôle principal, mais il manquait là une occasion de plus pour marquer ce que l'esprit de John Adams lui eût fait redouter d'obstacles si ce dernier fût resté l'unique négociateur. « Vous avez eu raison d'observer, M., que les premières instructions du Congrès étaient imparfaites, en effet, elles manquaient pour marquer le sort des États-Unis à la suite des affections et des préjugés du plénipotentiaire américain, et elles lui laissaient une entière liberté de suivre ou de rejeter nos conseils et notre avis. Il suffi-

« de connaître le caractère et les principes de M. Jean Adams pour sentir combien des pouvoirs aussi étendus seraient été dangereux entre ses mains et combien nous aurions été exposés à des scènes désagréables et même scandaleuses. Vous pourrez juger par ces réflexions M. que je lui ai fait un grand plaisir d'avoir communiqué avec autant de force et de vérité que vous l'avez fait le 1<sup>er</sup> projet d'instructions et d'avoir insisté sur les changements que le Congrès a adoptés. Les instructions telles qu'elles ont été expédiées, nous paraissent d'autant plus suffisantes, que l'ardeur l'opiniâtreté et la roideur de M. Adams seront tempérées par le calme le sagement et l'espérance de M. Franklin, et qu'en dernière analyse l'opinion du Roi tranchera les difficultés. »

1789 également que si le Congrès entendait aller de l'avant, ce serait avec l'entière responsabilité des suites. Mais on n'avait pas tardé à écarter toute autre pensée que celle de laisser une complète latitude à cette assemblée, parce que le cours des choses serait en définitive, le régulateur suprême. Le 7 octobre, bien qu'étonné, à la lecture des rapports par lesquels le plénipotentiaire rendait compte des derniers actes du Congrès concernant la médiation, de se sentir aussi peu compris ou si injustement apprécié, M. de Vergennes mandait qu'à tout prendre cette assemblée fût en vue de la paix ce qu'elle voudrait. « Je ne conçois pas », portent les premières lignes de sa dépêche.

Je ne conçois pas, M., pourquoi quelques membres du Congrès se tourmentent tant par rapport à la confiance que les plénipotentiaires américains ont ordre de nous témoigner, ils connaissent bien peu nos principes et notre façon de penser, et ils rendent bien peu de justice à l'intérêt que le Roi prend à la cause américaine. Quoi qu'il en soit, M., il y a un moyen bien simple pour les tranquilliser et pour les mettre à leur aise : c'est de laisser au Congrès une entière liberté de révoquer ou de renouveler, selon son bon plaisir, les instructions de ses plénipotentiaires. Vous ne devez point hésiter à en faire confidentiellement la déclaration au président du Congrès, ou le priant de la communiquer à cette assemblée : elle prendra en conséquence telle résolution qu'elle jugera à propos. Cette conduite de notre part fera, j'espère, sentir aux antigallicans l'inconséquence comme l'irrégularité de leurs dires et je suis persuadé qu'elle les fera rougir de leur méfiance et les convaincra de la nécessité de se vouer désormais au silence.

Tout cela était connu de Franklin et il y puisait une confiance entière. Il ne pouvait ignorer davantage l'adresse, la persistance, la patience mesurée avec lesquelles le gouvernement du roi avait cherché à faire des Provinces-Unies des Pays-Bas le pivot de la lutte contre l'Angleterre dans le Nord, ni l'intérêt qu'il avait mis ensuite à établir des rapports politiques entre les États-Unis et cette république. Cet intérêt venait de se raviver, quoiqu'il eût été d'abord assez mal ré-

compense à Philadelphie. Aussitôt la guerre déclarée par l'Angleterre aux Pays-Bas, M. de Vergennes, nous l'indiquions au précédent volume, avait signalé l'événement à notre plénipotentiaire comme un de ceux dont les États-Unis devraient profiter sans retard pour engager des liaisons avec le gouvernement de la Haye<sup>1</sup>. « Cet état des choses », écrivait le ministre.

182

Cet état des choses nous semble mériter toute l'attention du Congrès, si leurs Hautes Puissances prennent part à la guerre : il est possible qu'il s'opère un rapprochement entre les deux Républiques, en tout cas nous sommes d'avis que le Congrès ne doit pas négliger d'envoyer en Hollande une personne sage et éclairée chargée de ses pleins pouvoirs. Mais il est à désirer que le Congrès recommande bien sincèrement à ce plénipotentiaire de ne point se charger, comme a fait très imprudemment M. Laurens de papiers dont la connaissance pourroit compromettre les États-Unis ou leurs amis, il seroit également à désirer qu'il reçût sa principale direction de M. Franklin, afin d'éviter des démarches disparates et de donner aux affaires politiques du Congrès un ensemble qui puisse en assurer le succès.

*États-Unis. t. 15 n° 14, lettre de Rayneval*

Le cabinet de Londres, on se le rappelle, alléguait pour motif de sa déclaration de guerre la découverte, dans les papiers de Laurens saisis en mer, d'un projet de traité apporté à Philadelphie deux ans auparavant par un des Lee, qui, ne trouvant pas à s'occuper en France autour de son frère Arthur et de Franklin, s'était rendu en Hollande et était convenu là de diverses clauses à proposer au Congrès. Laurens, désireux en apparence d'aller reprendre les négociations, mais souhaitant, a-t-on supposé, de se faire capturer pour s'adonner à des intrigues de paix directe à Londres<sup>2</sup>, était porteur de ce projet,

<sup>1</sup> Dépêche du 9 janvier 1781 la onzième adressée à La Luzerne. Dans la tome IV chap. XI p. 539 nous avons indiqué ce détail.

<sup>2</sup> La Luzerne, dans un de ses rapports du

mois de novembre 1780. *États-Unis*, t. 14 n° 71) expose les circonstances d'après lesquelles on présumait que la prise de Laurens n'étoit pas volontaire de la part de ce dernier.

1793

et le cabinet du roi George y avait dénoncé de la part des Pays-Bas une hostilité formelle qui légitimait la rapacité de la monnaie<sup>1</sup>. Si à Versailles, en tout cas, on souhaitait que les États-Unis aissent rechercher cette république, l'expérience de son tempérament politique, des partis entre lesquels elle était divisée, des ménagements qu'elle tenait à garder, le but ainsi que nous y suivions nous semblaient rendre nécessaire que ce fût sous l'égide de notre ambassadeur ou d'après ses conseils. Les Américains, cependant, n'avaient pas douté qu'ils leur suffisaient de s'offrir pour qu'on se jetât dans leurs bras. Une fois en Hollande, John Adams, tout au désir de « rendre l'Amérique moins dépendante de la France<sup>2</sup> », comme il le disait à Franklin, s'était empressé de greffer sa suffisance sur la présomption naïve de son pays, de se faire envoyer des pleins pouvoirs de ministre à la Haye

et que les relations qu'il entretenait avec plusieurs membres du Parlement anglais étaient devenues pour-tout des ouvertures à Philadelphie en vue de la paix. Revenant sur ce sujet au mois de janvier suivant *États-Unis*, t. 15, n° 36, il écrivait : « M. Laurens l'en-préviendrait » et le « pourrions d'écrire au Congrès » une lettre sur « l'état de l'Amérique et » les « affaires » que de « plus » peu. Il rend compte de la manière dont « il a été pris après une chance de 3 heures et » d'après qu'après pour à la « une » une « preuve » « écrites » à un « instant », « ils ont néanmoins » « écrits » et qu'ils sont « tous » entre les « mains » des « Anglais ». Cette « circonstance » extraordinaire « ajoute » quelques « points » aux « soupçons » que « les » « uns » précédemment que la « peine » de « se » « garantir » « peuvent » être « préjudiciables ».

<sup>1</sup> M. de Vaugonne soupçonnait les faits comme il suit à La Haye : dans la dépêche précédente : « Il s'agit de survenir en Europe M. » « un événement qui du premier coup d'œil » « se présente d'une manière favorable pour » l'Amérique. Vous savez que l'imp<sup>er</sup> de Russie » « a conçu la plan d'une neutralité armée que » l'Angleterre et le Danemark l'ont adoptée et que

« les Provinces Unies ont été invitées égale- » ment d'y prendre part. La cour de Londres » « craint de la hostilité qui est née les Hollandais » « doit de se rendre à cette invitation » et de la » « circonstance que leur démarche devoit donner » « à l'ouvrage de Catherine 2<sup>e</sup>, a pris occasion » « des papiers touchés sur M. Laurens pour » « faire une querelle à la République et pour » « avoir un prétexte de rupture avec elle. Vous » « trouverez ci-joint la traduction du manifeste » « qui a été publié à Londres le 22 du mois » « dernier ainsi que de la proclamation qui se » « donne d'expliquer des lettres de marque. » « L'ambassadeur d'Angleterre a quitté la Haye et » « celui de Hollande a reçu l'ordre de quitter » « l'ambassade. Vous pouvez encore dans l'attente » « des premiers résolutions auxquelles le pro- » « tecté inévitable du roi d'Angleterre aura porté » « les États-Unis, mais nous avons tout lieu » « de penser qu'ils ne committeront dans une » « conjuncture aussi importante, que les lois de » « l'honneur et l'intérêt communs de la Répu- » « blique qui est de se maintenir enfin au » « point insupportable de la cour de Londres. »

<sup>2</sup> Voir supra. — P. p. 425 et 563.

afin d'y conclure à l'aise un traité, et le Congrès lui avait simplement  
 1781  
 sajoint de ne pas contrevenir à celui qui liait les États-Unis au roi.  
 Les politiques de Philadelphie regardaient sans hésiter les Pays-Bas  
 comme assurés de la protection de la Russie contre les hostilités de  
 l'Angleterre, tenaient la Russie pour pleinement disposée à recon-  
 naître l'indépendance des États-Unis, conséquemment leurs Hautes  
 Puissances, suivant la formule d'alors, pour d'autant plus portées vers  
 la république d'Amérique<sup>1</sup>.

La Luzerne, au mois de mai, fit la communication de l'avis de son  
 gouvernement ainsi que l'indiquait la dépêche du 11 janvier, et ce  
 fut au comité avec lequel il traitait la question de la médiation. L'As-  
 semblée se trouvant ainsi saisie, bien que d'une manière indirecte  
 Commons elle avait pu les devants, elle fut gênée de répondre et dif-  
 féra. Le 22 août seulement, et sur la formelle insistance cette fois du  
 plénipotentiaire, elle dit ce qui s'était passé. Elle ajouta alors qu'elle  
 « acceptait l'interposition de Sa Majesté T. C. ; que des pouvoirs ulté-  
 rieurs seraient transmis au ministre à la Haye pour conclure un traité  
 d'alliance entre elle, les Provinces-Unies et les États-Unis, et qu'il  
 serait enjoint à ce dernier de conférer dans toutes les occasions, de  
 la manière la plus confidentielle avec le représentant de Sa Majesté à  
 la Haye », mais elle limitait l'objet de ce traité « à la guerre présente  
 avec la Grande-Bretagne ». L'esprit étroit et ne doutant de rien qui  
 caractérisait les politiques de l'Est se retrouvait là tout entier : d'abord,  
 traiter sans intermédiaire, en second lieu ne pouvant s'engager au delà  
 de l'objet actuel afin de n'être pas tenu à réciprocité. Il y avait plus :  
 incapable à juger des situations respectives à l'étranger, on changeait la  
 portée de la communication de La Luzerne en autorisant Adams à  
 admettre « éventuellement comme partie contractante » S. M. Catho-  
 lique, qui était loin d'y penser<sup>2</sup>. Du reste, en véritable organe de ces

Rapport du La Luzerne, du 4 mai 1781.  
*États-Unis*, t. 16, n° 67.

<sup>1</sup> La Luzerne donne explicitement ces infor-

mations à Versailles le 24 août 1781. *Ibid.*,

t. 8, n° 40. Il commente sans son rapport

« à Philadelphie le 24 août 1781. —

742 dispositions, John Adams, aussitôt à la Haye et au risque d'empirer les rapports des Provinces-Unies avec l'Angleterre, avait pris la même attitude qu'il s'était donnée précédemment à Versailles. Le 21 avril 1781, notre ambassadeur auprès du stathouder faisait connaître qu'après avoir déjà adressé aux États-Généraux la copie de la décision du Congrès sur la Déclaration de la Russie et s'être vu sans réponse, Adams entendait néanmoins leur envoyer la lettre de créance qui légitimait sa présence à la Haye, qu'aucune objection ne l'en avait pu détourner, et que ce nouvel envoi n'ayant eu aussi pour effet que le silence, il avait livré à l'impression le mémoire remis par lui à Leurs Hautes Puissances.

Engager ainsi d'une manière ouverte les États-Généraux sans leur avoué dans la politique menée contre l'Angleterre, était une faute à éviter d'autant plus, en ce moment, que la Russie leur retirait l'appui sur lequel ils avaient eu le droit de compter. M. de la Vauguyon avait dû s'empresser à la Haye de dissulper Versailles du tout concours dans cette ardeur inconsidérée, et il en fut approuvé itérativement par M. de Vergennes, que n'étonnait du reste nullement l'invincible entêtement de John Adams. La Luzerne, on s'en souvient, manifesta à Philadelphie l'inquiétude que ressentait son gouvernement de voir ces allures intempestives annuler les soins par lesquels nous lachions

« *Memoire* — Il y a plusieurs semaines que  
« j'aurais communiqué à un comité du Congrès  
« l'offre que le Roi a bien voulu faire aux États-  
« Unis de ses bons offices pour une alliance à  
« conclure avec les Prussiens » etc. Le Com-  
« missaire de ce Comité » étant absent, l'affaire  
« était en quelque sorte oubliée, j'ai témoigné  
« à quelques membres du Congrès ma sur-  
« prise de ce que des offres aussi généreuses  
« étaient négligées, ces observations étant de-  
« venues sans effet, j'ai ajouté que les offres  
« du Roi étaient uniquement l'effet de son am-  
« our pour ses allies, et que si le Congrès voulait  
« pouvoir se passer des bons offices du Roi

« était le maître de surseoir cette négociation  
« par son Veto sans notre intervention,  
« mais que je désirais au moins une réponse  
« quelconque et que la déference anglaise qu'on  
« me en la fit pas attendre trop longtemps  
« En conséquence le Congrès a pris la ré-  
« solution de ce motif la résolution suivante qui ne  
« m'a été communiquée qu'après l'acte par le  
« Président »

« Sur ces détails il faut voir la correspon-  
« dance de M. de la Vauguyon avec les Affaires  
« étrangères et spécialement du 21 avril au  
« 17 mai 1781. *Hollande*, t. 544 n° 32 56  
« 63 67, 80.



de mettre les Provinces-Unies avec nous<sup>1</sup>; sur quoi le Congrès l'assura que les démarches de John Adams étaient désapprouvées et qu'on lui prescrivait la retenue<sup>2</sup>. Mais dans l'intervalle celui-ci avait eu le temps d'obéir à son impulsion. Il avisa le Congrès de son insuccès sans en paraître étonné. Il en fut même si peu décontenancé que, le mois suivant encore, il faisait notifier aux États-Généraux la ratification de la constitution américaine par les treize États de la Confédération<sup>3</sup>. Plusieurs membres, dans le Congrès, sentirent ce défaut de procédé, et la motion fut présentée de rappeler J. Adams. La Luzerne expliquait, le 18 octobre, que les amis de ce dernier avaient obtenu pour lui la mansuétude en acceptant qu'on lui enjoignît de se confier dorénavant à l'ambassadeur du roi tout d'abord<sup>4</sup> et l'on verra bientôt qu'il se trouva bien de ces ordres.

Un autre détail des dispositions de Versailles bien connu de Franklin en ce moment-là, c'est que non seulement l'attention du gouvernement du roi était à l'effet des indices de paix, mais qu'il ne cessait d'insister auprès de l'Espagne pour tout combiner afin de mener désormais en commun la guerre avec vigueur partout, aux Antilles, en

Ces faits ont été indiqués au tome précédent p. 362-363.)

<sup>1</sup> Rapport de La Luzerne du 25 septembre 1781 (*État-Uni*, t. 10 n° 109.)

<sup>2</sup> *Hollande*, t. 594 n° 121.

<sup>3</sup> La Luzerne écrivait à ce sujet au jour-là (*État-Uni*, t. 10 n° 36). Le Congrès a été informé par M. John Adams lui-même du résultat des démarches que ce ministre venait faire à la Haye et à Amsterdam pour se faire reconnaître par les États-Généraux ou par le pouvoir de Hollande, et l'on a vu en même temps le mémoire que ce plénipotentiaire a remis à cette occasion et qui a été depuis traduit et publié dans les gazettes de Hollande. Je n'ai eu aucune peine à faire savoir au Congrès tout ce que cette conduite avait d'imprudent, combien le mémoire en question

était peu propre à remplir l'objet proposé et à quel point le refus de ce plénipotentiaire était humiliant pour les États-Unis. Ce résultat a prouvé au Congrès que M. Adams était réellement peu propre à remplir le rôle dont il est chargé et il a été fait une motion pour révoquer son pouvoir et lui envoyer un rappel. Ses amis cependant ont représenté qu'il n'était pas juste de le punir d'un excès de zèle et que les mauvais succès de sa démarche devaient être attribués à la nature des circonstances et non à sa manière de négocier.

La motion a été rejetée mais on lui a demandé de nouveau de communiquer ses démarches à l'ambassadeur du Roi et de se diriger par ses conseils et l'on espère que l'insuccès de Sa Majesté rendra ses démarches ultérieures plus efficaces.

Amérique, en Europe, aux Indes<sup>1</sup>, et pour rendre ainsi le terrain plus facile en vue de la paix souhaitée. Maintenant que M. de Maurepas avait disparu, le gouvernement du roi c'était le roi et M. de Vergennes, bien secondés pour le détail à la Marine et à la Guerre. S'il fallait une preuve de plus que le secrétaire d'État fut certainement l'auteur de la politique suivie depuis le commencement du règne, on la trouverait ici, car aucune différence ne se montre dans la direction, moins encore une solution de continuité, quoique le premier ministre n'y préside plus. Les dépêches, les instructions sont animées du même esprit, elles sont des mêmes plumes et l'exacte continuation des précédentes. Afin de s'assurer de la part de l'Espagne un concours qui fût cette fois décisif, on ne lui marchandait plus le nôtre. Au commencement de février, le fort Saint-Philippe, à Minorque, était enlevé; Montmorin avait indiqué aussitôt l'opportunité de mettre les troupes françaises qui y avaient servi à la disposition de Charles III pour le siège de Gibraltar<sup>2</sup>; par suite, on avait renoncé à les rappeler et, le 16 mars, donné mission à l'ambassadeur de les offrir au monarque avec les munitions et les approvisionnements qui leur étaient destinés. En cela M. de Vergennes s'était employé à décider le roi et avait réussi<sup>3</sup>. Qui plus est, on cherchait à garantir aux Provinces-Unies le concours des deux Couronnes pour les mieux rattacher à notre action et les détourner d'une paix particulière. Mais l'on ne s'était pas borné à tâcher de lier ces Provinces avec Madrid<sup>4</sup>. A force d'avoir donné

<sup>1</sup> Il faut voir notamment, à cet égard, les dépêches à Montmorin, des 8, 14 et 16 mars. *Espagne*, t. 608 n° 140, 159, 167 et la lettre particulière de M. de Vergennes accompagnant la dernière. (*Ibid.* n° 168)

<sup>2</sup> Rapport de Montmorin des 16 février et 1<sup>er</sup> mars. *Ibid.* n° 117-119.

<sup>3</sup> *Ibid.* n° 179. — On trouve à l'annexe I ci-après la lettre écrite à cette fin à Louis XVI par M. de Vergennes le 9 mars. Elle fournit un nouvel exemple de la manière dont le ministre

et le roi préparaient ensemble les résolutions et dont M. de Vergennes les proposait au monarque.

<sup>4</sup> Il y a un lien à faire et non des indications séparées à donner comme ici sur la politique de Versailles à la Haye en vue de la guerre contre l'Angleterre pour l'indépendance des États-Unis. Les correspondances de M. de Vergennes et celle du duc de la Vauguyon, notre ambassadeur, conduisent à elles toutes ces lignes intérieurement, par la relation qu'elles présentent

partout au parti des « Patriotes » des encouragements opportuns, à force d'avoir tenu habilement en échec le stathouder dans ses propensions anglaises et fait échouer autour de lui une succession d'intrigues contraires, on était près de voir, dans la majeure portion de la République, ce parti antianglais manifester avec ensemble le désir

1702

des négociations d'une grande amitié avec une république fédérale à parlements multiples et qui agissait des parts très opposées entre eux. Après des péripéties diverses dans lesquelles se manifestèrent particulièrement le sens de M. de Vergennes et l'art de M. de la Vauguyon, l'ambassadeur pouvait, le 3 août 1781, annoncer que le stathouder venait enfin de mettre cette. (*Hollande*, t. 346 n° 53). On n'était pourtant pas au bout, sans peu à peu l'on gagnait du terrain, au risque de se voir plus d'une fois menacé de le perdre. À la fin de 1781 et dans les premiers mois de 1782 on se mit à discuter de faire marcher l'Espagne avec la Havre. Un pli de Montmorin, du 16 février 1782 *Espagne* t. 606 n° 91 explique que sur des dépêches du Vésulles du 1<sup>er</sup> et du 4 ces dépêches marquaient il avait informé M. de Floridablanca des pourparlers secrets dans la pensée d'une union. Le 16 mars, à la suite d'offres de coopération des États-Généraux (*Ibid.*, n° 173) et en envoyant à l'ambassadeur une note du M. de Castelnau sur les opérations de la campagne à poursuivre M. de Vergennes se putut plus complètement l'assurer qu'il était un accord possible. Il est bien important surtout de savoir qu'en voulant bien faire attention à ce qui est représenté par rapport à la Hollande. Ne l'espérons pas à la bastion d'une part particulièrement dont elle a eu déjà qui trop vivement sollicitée quelque médiation pour venir au secours. Ne parvenant dans une proposition quelconque avec de l'ennemi le disant sur la route du moyen qu'il peut nous opposer. (*Ibid.*, n° 167) Il s'agissait

d'obtenir la concours de l'Espagne pour attirer la grande flotte anglaise au sud de la Manche et obliger celle-ci, par cette manœuvre à quitter le Tonel où elle bloquait les forces navales des Pays-Bas. La note de M. de Castelnau, *Ibid.*, n° 161 développait l'avantage que trouveraient les allies à ce que les Hollandais pussent se livrer à une campagne offensive dans la mer du Nord et sur les côtes d'Angleterre au lieu des opérations purement défensives auxquelles ils se trouvaient réduits autrement et qui menaçaient de leur faire perdre encore cette année les bénéfices de leur commerce au profit de la Grande-Bretagne maîtresse de cette mer. Le 7 avril on est justement impatient à Versailles d'avoir la réponse de l'Espagne. Les États-Généraux veulent en donner le détail des opérations qu'ils étaient prêts à entreprendre. M. de Vergennes avait donc toutes raisons de presser M. de Floridablanca et d'écrire pour cela : « Le ministre désirerait savoir notamment que la marine hollandaise ne pourrait pas opérer dans la mer du Nord si les Anglais n'étaient pas occupés au sud de la Manche et contraints à y tenir en observation la plus grande partie des forces navales dont ils disposent en Europe. Je soutiens qu'il ne peut être indifférent de voir les Hollandais à la mer et de leur faire perdre la campagne. Ils pourraient y être d'autant plus les ennemis de l'ennemi en attendant que le nouveau ministre Espagnol s'étant joint à l'autorité de cette guerre peut abonder plus dans les concessions pour la paix que ne l'aurait été le précédent. » (*Ibid.*, n° 514)

1794

d'une union commerciale avec les États Unis, réclamer avec autorité des États Généraux l'admission de John Adams comme représentant de l'Amérique indépendante, et obtenir enfin ce résultat.

Adams repartait ici et vraiment modifié, au moins dans son attitude. Il suit maintenant les voies qu'en dernier lieu le Congrès lui a tracées. Il avait été rappelé à Versailles lors des prolegomènes de la médiation<sup>1</sup>. M. de Vergennes, on s'en souvient, s'était entretenu avec lui des propositions mises en avant par les médiateurs, des objections qu'y faisait le gouvernement du roi, et Adams avait répondu par des observations écrites. Sa prétention d'être le véritable et doctrinal interprète des États-Unis s'étant même marquée là d'autant mieux qu'il était provoqué, il avait cru que ces observations allaient être communiquées aux puissances médiatrices, si bien que M. de Vergennes avait jugé prudent de le detrouper dans des termes qui fussent propres à le retenir<sup>2</sup>. Quand ensuite la médiation avait sombré, Adams

Le 3 mai 1791, M. de Vergennes avait écrit à La Fayette de prévenir Adams que « les intérêts des États-Unis exigeaient sa présence à Versailles et qu'il valait bien s'y rendre dès que ses affaires le permettaient ». L'Américain suit ses sommées à marchandiser pour revenir. Il veut qu'on lui dise pourquoi. Le ministre d'Etat fut obligé de le faire savoir catégoriquement qu'il s'agissait du négociation pour la paix générale et que « l'on aurait peut-être le besoin immédiat de s'entendre avec les Américains » (Mallat, tome 534 n° 104, 127 137 148).

<sup>1</sup> Le ministre informant La Fayette de ces circonstances le 27 juillet (État-Les, t. 1, p. 145) disait d'Adams : « Il a paru très-étonné de ce que nous avons dit et tant en faveur de sa patrie et je me persuade qu'il en rendra au Congrès un compte qui ne manquera pas à désirer » (Mallat tome n° 101 102 et 127 se trouvent dans le même tome 17 à la date du 3 juillet, les observations écrites d'Adams

et une lettre de M. de Vergennes pour combattre la pensée qu'avait eue ce de les faire communiquer aux cours médiatrices. La nouvelle n'étant pas sans étonner du lui on voit prendre l'initiative car il lui écrit : « C'est par une suite de la confiance que je mets dans vos lumières et dans votre sagesse que j'ai pu vous proposer les deux cours imprimées et que je vous en prie d'y faire les observations dont vous les jugerez susceptibles. Les choses ne sont pas encore assez avancées pour qu'elles puissent être communiquées aux deux cours médiatrices. Comme vous l'avez vu dans notre projet de réponse, il est des préliminaires à remplir à l'égard des États-Unis et tout ce que nous ne serons pas vous ne sauriez paraître et par conséquent vous permettre le moindre acte ministériel en-dé-vant des cours médiatrices. En le faisant vous vous exposeriez au risque de compromettre en pure perte la médiation dont vous êtes revêtu ».

1783

était retourné aux Pays-Bas et c'est là que lui était arrivée la nouvelle de l'événement d'Yorktown. A Versailles, on eût souhaité de voir à la Haye, à cette heure, un autre négociateur que lui; mais on ne regardait pas comme moins essentielle qu'auparavant la présence, soit la soit à Amsterdam, de quelqu'un d'accrédité, on doutait seulement que celui-ci fût bien capable de participer à une liaison entre les deux républiques. Leurs Hautes Puissances avaient besoin, en ce moment, de ne pas s'embarrasser des États-Unis, M. de Vergennes s'en rendant compte et dirigeant en conséquence son représentant auprès d'elles. Néanmoins, le 18 octobre il recommandait de nouveau à La Luzerne de rappeler aux Américains l'utilité dont leur serait un mandataire<sup>1</sup>. Ce n'est pas qu'il n'y eût point eu de frémissement lorsque les Affaires étrangères avaient appris que notre plénipotentiaire s'était cru contraint de provoquer une réponse du Congrès à nos conseils. Cette information, datée du 24 août, était parvenue en décembre, c'est-à-dire au milieu de la satisfaction causée par l'événement de Yorktown. En présence du grand service rendu par nos troupes et notre marine, le gouvernement du roi avait été blessé du peu de considération montré pour ses offres. Il avait donc blâmé La Luzerne d'être revenu sur l'affaire, surtout de l'avoir reprise en quelque sorte officiellement quand ses premières ouvertures étaient restées sans suite. Il le lui avait dit même avec une certaine sévérité, dans une dépêche revue et corrigée en minute par M. de Vergennes, et il lui avait

« Quoi que les Provinces-Unies aient, en  
guerre avec la Grande-Bretagne, écrivent les  
craintes de Vergennes à La Luzerne j'ai lieu de  
croire qu'elles ne se rapprocheront pas dans  
ce moment des Américains de crainte d'en-  
gager par là les négociations de la paix,  
elles suivent en cela l'exemple de l'Espagne.  
Malgré cela, je continue de penser Monsieur  
que le Congrès fera très bien d'avoir à tout  
événement un accrédité en Hollande les  
circonstances pourront tôt ou tard le mettre

« à même d'autoriser une négociation avec la  
République et de préparer au moins les  
voies à une liaison quelconque entre les deux  
États. Mais il est important, comme je l'ai  
déjà observé dans ma dépêche n° 12, que le  
plénipotentiaire américain reçoive au direc-  
toire de M. Franklin afin d'éviter les dis-  
parates dans les négociations que le Congrès  
est et sera dans le cas de ouvrir en Europe.  
M. Adams est hic homme à en faire. » *Archives*  
*Am.* 1 101, n° 33

1701 enjoind de cesser l'entretien sur ce sujet, de le décliner même si le Congrès y revenait ; à quoi M. de Vergennes avait ajouté de sa main, voulant marquer plus expressément le prix qu'il attachait à cette attitude : « Je regarde cette tournure comme la seule propre à annuler la « Résolution défiante prise par ce corps, à faire sentir indirectement « combien cette défiance était peu obligeante pour S. M., et que nous « étions loins d'avoir envie de nous mêler des affaires des États-Unis « malgré eux<sup>1</sup> ». Trois mois après le ministre indiquait encore de rap-

Dépêche du 24 décembre. *États-Unis*,  
t. 19 n° 125. La Louverture avait alors à se  
souvenir que « dans la pensée du roi les Pro-  
vincs-Unies ne forment aucun pas vers les  
« États de l'Amérique tant que la guerre dure-  
« rait pour ne pas trop compliquer leur propre  
« querelle avec la Grande-Bretagne ».

<sup>1</sup> Cette dépêche du 24 décembre portait  
d'ailleurs : « Je suis M. par votre dépêche  
« n° 74 que le Congrès a jugé à propos de  
« garder le silence sur l'offre que vous lui avez  
« faite de l'entraine du Roi pour éprouver une  
« coalition entre les États-Unis et la Hollande  
« et que vous vous êtes déterminé à faire des  
« démarches ministérielles pour remettre cette  
« matière sur le tapis et provoquer une résolu-  
« tion. Nous aurions désiré, M., que vous au-  
« riez regardé la silence du Congrès comme  
« une preuve que votre première proposition  
« n'aurait pas dans les vûes de ce corps et  
« que vous vous fussiez déterminé d'après cela  
« à ne la point renouveler, et surtout à ne pas  
« lui donner une forme ministérielle. Lorsque  
« le Roi s'est porté à offrir son intervention  
« pour un service qu'il entendait rendre aux  
« Américains et non un service qu'il attendait  
« de leur part, mais il eût suffi, pour remplir  
« les intentions de S. M. de retirer le Congrès  
« sur la voie et de l'abandonner ensuite à ses  
« propres réflexions ».

« Quel qu'il en soit M. il convenait au service

« du Roi que vous ne demeuriez plus en vue seule-  
« ment à vos supérieurs, et même à les Américains  
« vous en reportant les premiers de leur dire  
« que S. M. les jugeait inutiles parce qu'elle a  
« lieu d'être convaincue que les Provinces-Unies  
« ne forment aucun pas vers les États de l'Amé-  
« rique, etc. » Il semblait que M. de Ver-  
gennes se sentit plus de liberté et sût dériver  
d'un air pour exprimer son sentiment sur  
les procédés des Américains, maintenant qu'un  
succès considérable était enfin dû à notre in-  
tervention. Dans cette même dépêche il man-  
dait au plénipotentiaire à propos de l'attitude  
et du ton qu'avait pris le général Laurens à  
Versailles :

« Vous vous êtes bien fait M. de dire à  
« M. Laurens notre façon de penser sur les in-  
« conveniences qu'il s'est permises en France et d'  
« lui dire que c'est officier même qu'il y a son  
« honneur à tenir vis-à-vis des puissances nées  
« lorsqu'on leur demande des secours, et que  
« s'il est parvenu à ses militaires d'ignorer les  
« formes et les mœurs des Cours il ne doit du  
« moins pas ignorer les premières règles de l'a-  
« bond et de ce qu'on appelle égards pour  
« qu'elles sont de tous les pays. Au reste M. je  
« vous prie de ne plus parler à M. Laurens de  
« ses torts : nous les avons entièrement oubliés  
« et nous finons par de l'attachement que cet  
« officier a pour sa patrie et des services qu'il  
« s'efforce de lui rendre ».

peler à J. Adams lui-même le souvenir de la blessure, dans la pensée 1782 qu'il ne le cacherait pas à Philadelphie.

Du reste, l'année 1782 allait s'ouvrir; fort grand était le prix attaché à ce que les Pays-Bas continuassent la guerre contre l'Angleterre et l'on s'efforçait de les y amener, mais fort grand aussi le prix de les voir s'y porter d'eux-mêmes. Nous voulions n'être pas responsables envers eux de leur résolution, n'avoir point, par conséquent, à en ajouter le poids à celui que nous imposaient déjà les États-Unis et l'Espagne. Le duc de La Vauguyon, qui avait passé le mois de janvier à Versailles, rentrait avec des instructions bien précisées dans ce sens. John Adams, en ce moment, n'était encore arrivé à obtenir ni un emprunt à Amsterdam, ni une réponse des États Généraux sur sa qualité de ministre des États-Unis, annoncée par lui à ce corps dès le 4 mai précédent. Le 9 janvier, les encouragements et le soutien que notre ambassade ne cessait de donner aux « Patriotes » ayant rendu ceux-ci très osés dans des provinces précédemment difficiles à émeuturer, comme la Frise, et dans la plupart des villes de la République, il avait demandé positivement une réponse. C'est à partir d'alors qu'il changea de manière, et ce n'est pas sans un intérêt de curiosité que l'on peut regarder ce grand contempteur des conseils des autres engagé dans le chemin que lui traça l'ambassadeur de France.

Adams était venu confier sa nouvelle démarche à l'ambassade sans beaucoup compter sur le succès, parce que l'esprit qui dominait éloignait à la fois la pensée de se lier avec les Américains et celle de se les aliéner<sup>1</sup>. Cependant, le mouvement en faveur d'une union commerciale avec eux, en vue conséquemment de faire accueillir par les États-Généraux les pouvoirs de l'Américain, se propageait visiblement; un mois après, on présentait qu'il serait bientôt général<sup>2</sup>. Le

<sup>1</sup> Ainsi parlent les rapports du Berenguer chargé d'affaires géant l'ambassade par interin, à la date des 11 et 15 janvier 1782 [Mollate, t. 347, n° 4 et 18].

<sup>2</sup> Rapports de La Vauguyon, des 20 et 22 Janvier, *Ibid.* n° 102 et 107. — L'ambassadeur, revenu de Versailles le 8 y avait adressé dès le 12 un tableau détaillé de la situation

1782 voué de « briser à jamais par là les chaînes qui avaient asservi les Pays-Bas à l'Angleterre » animait tout le monde<sup>1</sup>, la province de Frise prescrivait à ses députés de sommer les États-Généraux de se décider, tout au moins de donner au représentant des États-Unis le droit d'espérer qu'ils ne tarderaient pas à le faire. L'ambassadeur du roi tenait pour une règle dictée par les choses que la plus sûre manière d'atteindre au but consistait à avoir l'air de n'y pas viser. Les désirs des « Patriotes » étaient d'autant plus excités qu'il manifestait la crainte d'effrayer la partie timorée des États-Généraux s'il agissait comme ils le lui demandaient<sup>2</sup>. M. de la Vauguyon avait cela pour si vrai, que Adams étant devenu sur ces entrefaites acquéreur d'une maison à la Haye il redouta l'effet qui en résulterait et manda à Versailles : « J'aurais mieux aimé qu'il ne se pressât pas autant. » Sur de nouvelles instances portées devant Leurs Hautes Puissances par les députés de Frise et de Gueldre, l'exprimait l'inquiétude, le 7 mars, que J. Adams n'en prit occasion de se remettre lui-même en avant; il s'empressait de dire qu'il ne négligerait rien pour l'en détourner, pour l'engager à ne pas témoigner un emportement nuisible à ses vues et à imiter la contenance réservée dont nous lui donnions l'exemple. La conduite de notre ambassade était la bonne, Adams le reconnut par expérience et rechercha les conseils de l'ambassadeur. Il insista, qui plus est, en prodiguant les déclarations personnelles, pour que celui-ci lui ramenât la bonne opinion et la confiance du ministre du roi. Un pli de la main de M. de la Vauguyon fournissait ces indications à M. de Vergennes<sup>3</sup>, et il faut dire qu'il ne le fit que faiblement

des partis dans la République en ce moment  
*Hollande* t. 547 n° 82.

M. de la Vauguyon se manifeste dans ces termes le 26 février.

« Je les ai prévus » écrit à ce sujet l'ambassadeur, « qu'il n'aurait pas jusqu'à présent dans notre pays de secourir leurs efforts à cet égard autrement que par les vœux que

« nous formons pour le succès de ce qu'ils jugent  
« être aussi conforme aux vrais intérêts de leur  
« patrie. Ils ont applaudi M. le Comte à ce  
« nouveau témoignage de considération et ont  
« bien compris l'utilité d'un système aussi sage.  
« Ils me permettent d'ajouter que nous ne nous en  
« départirons pas. » *Ibid.* n° 128.

« La Haye 22<sup>e</sup> mars 1782 » *Ibid.* t. 548.



revenir, trop bien fixé que se sentait le ministre sur le caractère de l'Américain, le soupçonnant, d'ailleurs, de liaisons avec les Anglais et souhaitant de ne pas se trouver une fois de plus embarrassé de lui<sup>1</sup>. Mais pour le reste, l'ambassadeur n'était pas seulement approuvé; on lui expliquait en outre pourquoi il n'y avait pas lieu d'agir différemment : « J'ai bien de la peine », lui écrivait-on

J'ai bien de la peine à me persuader que les Hollandais se portent à avouer l'indépendance des États-Unis, rien ne rend cette démarche nécessaire dans le moment, et beaucoup de patriotes craindraient avec beaucoup de raison les embarras qui pourraient en résulter. Quoique nous pourrions voir avec quelque intérêt qu'elle eût lieu, parce qu'elle romprait toute mesure entre la Hollande et la cour de Londres, il nous importe cependant de ne la point provoquer même indirectement parce que nous ne voulons point nous imposer l'obligation de garantir les suites qu'elle pourrait avoir pour la République.

C'est le 7 mars qu'était tenu ce langage, et une seconde dépêche,

n° 2) « M. Adams, porteur cette lettre, est venu passer quelques jours à la Haye.

Il s'est entretenu plusieurs fois avec moi. Il m'a témoigné le plus ardent

pour la cause commune et pour les efforts généreux de la France consacrés par les plus glorieux succès. Il rend hommage à vos talents, à vos vertus, mais il semble craindre

de n'avoir pas mérité votre confiance. Je l'ai assuré que je vous avais entendu parler de lui de la manière la plus favorable. Il m'a prié de vous faire connaître ses inquiétudes et je dé-

clarerai que vous vous occupez avec une sollicitude à rendre de la tranquillité.

À ce sujet, M. de Vergennes, fort peu touché, répondait à l'ambassadeur, le 7 mars :

« M. Adams vous a prié de lui inspirer des dispositions favorables à son égard : j'ai toujours supposé à cet Américain de la loyauté et un patriotisme à toute épreuve, mais il a mani-

« été des principes équivoques sur notre al-  
« liance avec les États-Unis : il a d'ailleurs dans  
« le caractère une raideur et un orgueil qui le  
« rendent peu propre au métier de négociateur  
« et qui le conduisent toujours à embrouiller les  
« matières plutôt qu'à chercher des moyens de  
« conciliation. Quoi qu'il en soit, M. von pos-  
« sède beaucoup à M. Adams que l'estime que je lui  
« porte ne lui fait rien à désirer et que je suis  
« sûr de ne point plus disposer à lui réparer des  
« marque de la confiance que je mets dans sa  
« prudence et dans son attachement à la cause de  
« son patrie. Vous ferez bien, M. de la veiller  
« avec nous : je lui envoie des correspondances  
« avec le parti de l'opposition en Angleterre et il ne  
« peut être que très nécessaire de les lui ren-  
« voyer autant que possible. » Cette dernière pi-  
« èce était jointe par le courrier français à la m-  
« nute de la dépêche que suit de Boyneval Hol-  
« lande : 540 n° 21 )

qui développait la première, le répétait le 13. Les patriotes de la Frise paraissaient au gouvernement du roi « bien énergiques à l'égard des Américains », il doutait que les États-Généraux les imitassent, surtout en ce moment. « La Hollande donne l'impulsion, servait-on ce jour-là, elle jugera le pas trop glissant »; et l'on adressait confidentiellement à l'ambassadeur un avis motivé conforme<sup>1</sup>, en précisant encore davantage, à la suite, les dispositions qu'il convenait de montrer à John Adams et de faire voir à l'Amérique par son intermédiaire. C'est ici qu'on rappelait, avec une visible intention de reproche, le peu de propension marqué par le Congrès lorsque nous l'avions engagé à s'attacher les Provinces-Unies.

John Adams, en tout cas, avait cessé de commettre les fautes qu'on

« Ces vœux de M. sont pour vous seul, partant ce pli en substance. L'intention du roi comme je vous l'ai montré, dans une dernière dépêche, était de favoriser ou de contraindre les démarches de M. Adams. Nous serons fort aises que les Hollandais s'abstiennent de plus en plus de l'Angleterre en reconnaissant l'indépendance de l'Amérique mais le roi ne veut ni ne doit les engager à cette démarche parce qu'il ne veut point en garantir les conséquences. Ainsi, M. n'en poursuit profondément de la République vous résolvant sur cette façon de penser relativement à la demande de M. Adams, vous vous hâterez à répondre que le roi a annulé par sa conduite sa façon de penser à l'égard de la cause américaine mais que S. M<sup>e</sup> s'en fait une loi inviolable de ne s'occuper à personne d'arrêter ou de se permettre un empêchement et que S. M<sup>e</sup> croit d'autant plus un devoir attacher aucune opinion sur un objet aussi important vis-à-vis des Provinces-Unies qu'elle a adopté à leur égard un système de réserve dont elle est bien déterminée à ne pas s'écarter. Mais il importe au service du roi M. que le langage confidentiel que je vous envoie soit employé avec la discrétion

nécessaire pour qu'en revenant à M. Adams celui-ci ne puisse pas le représenter à ses supérieurs comme un ministre de mauvaise disposition de la part de S. M<sup>e</sup> et comme un changement dans ses principes. Je pense que vous ferez bien pour empêcher de se livrer aux soupçons de lui expliquer avec franchise mais avec distinguement le motif de votre réticence, s'il vous met dans la nécessité d'avoir une explication avec lui. Vous pourrez lui ajouter que le roi a jugé votre demande plutôt d'autant plus prudente qu'il sait que le Congrès a en quelque façon refusé à accepter l'offre que S. M<sup>e</sup> lui avait faite de se faire allier auprès des États-Généraux, et qu'elle se fut un devoir de convaincre ce corps du bien-fondé et de son éloignement pour tout ce qui pourrait lui nuire le plus léger ombage. Cependant vous pourrez vous montrer disposé à aider M. Adams de vos conseils et à lui donner toutes les notions qui pourront faciliter la marche des vues du Congrès. Vous remplirez de cette manière ce que nous devons à notre allié mais que nous craignons le risque de nous en promettre vis-à-vis des Hollandais. » (Hollande, t. 561, n° 36; minutes du Royaume.)

redoutait de lui et il ne les renouvela pas. Dans ce mois de mars 1783, le mouvement des « Patriotes » se prononçait partout, assiégeait à vrai dire Leurs Hautes Puissances, pénétrant parmi elles. L'oscillation soudaine de la politique anglaise désamperait le stathouder. L'art et la mesure de notre ambassadeur, la réserve et l'à-propos de ses conversations et de ses démarches auprès de ce prince, anglais d'attaches et insensiblement obligé de devenir le contraire pour ne pas se trouver en quelque sorte étranger au pays, tout cela, clairement appréciable, fut sans doute raison de l'excessive personnalité de l'Américain et de cet « ergotisme » natif dont il avait tant usé jusque-là. M. de la Vauguyon ne pouvait rendre des témoignages assez élogieux de lui, de son attitude, de ses sentiments pour l'alliance du roi<sup>1</sup>, et Adams ne méconnaissait alors nullement les procédés suivis à son égard. « Le duc de la Vauguyon, écrivait-il le 26 mars à Franklin, qui envoyait sa lettre au Congrès, a pris à mes affaires une bonne et amicale part sans cependant agir officiellement à leur sujet ». Les choses marchaient ainsi, aux Pays-Bas comme ailleurs, vers la solution la plus désirée, lorsque chez Franklin et à Versailles les rumeurs de propositions de paix avaient frappé les oreilles.

D'autres faits que le ministre du Congrès connaissait comme les précédents, c'est que le gouvernement du roi venait encore d'avancer aux États-Unis 6 millions de livres, et que par suite Franklin avait pu, à l'heure même, gager des traités protestés de nouveau sur Jay à

Rapport de La Vauguyon du 19 mars. *Hollande*, t. 569 n° 50. — L'ambassadeur y est à cet égard explicit. Il a adopté envers M. Adams, muni-t-il au ministre, la même attitude qu'il avait eue en répondant aux adresses trop impuissantes du stathouder. « Je me flatte d'être parvenu à ne lui laisser aucun doute sur le désir sincère qu'a S. M<sup>e</sup> du succès de ses démarches et en même temps à le bien convaincre que sa contenance passive était très importante à la cause com-

« mune. C'est en discutant avec lui que j'ai su  
« l'en adopter mon opinion et qu'elle est de-  
« venue la sienne sans que j'aie eu besoin de  
« lui laisser apercevoir qu'elle était conforme à  
« mes instructions. Il me témoigne beaucoup  
« de confiance d'amitié et jusqu'à présent il  
« m'a constamment développé les sentiments de  
« reconnaissance des États-Unis de la grandeur  
« du Roi et m'a paru persuadé que jamais il ne  
« s'écarterait des principes de leur alliance pré-  
« cienne avec S. M<sup>e</sup> ».

Madrid, faute des subsides financiers dont la promesse avait été pourtant positive de la part de l'Espagne. Si d'ailleurs le ministre des États-Unis eût entendu le langage de M. de Vergennes dans sa correspondance avec Montmorin, il n'eût pu qu'être plus sensible, au nom de l'Amérique, à la constance et à l'art déployés afin de disposer en leur faveur la cour de Madrid. M. de Florida-Blanca affirmait son éloignement pour leur indépendance à mesure, semble-t-il, que les apparences de pacification se montraient. Soit que, en présence de quelques troubles fomentés dans les colonies espagnoles, le politique, chez lui, fût obligé par position de redouter davantage l'imitation que susciterait cette indépendance, soit qu'il revînt à sa conception oubliée d'établir l'Espagne arbitre entre l'Angleterre et les États, par conséquent un peu entre elle et nous, il aimait à prédire à Montmorin leur ingratitude à notre égard. Il leur refusait (malgré lui écrit en dernier<sup>1</sup>) les moindres secours quoiqu'il les eût laissés entrevoir à leurs mandataires, et il n'avait encore de paroles bien nettes ni sur les plans formés contre la Jamaïque ni sur tout autre projet que celui d'attaquer Gibraltar. M. de Vergennes s'ingéniait par suite à lui présenter l'obligation de continuer la lutte et la nécessité de soutenir les États-Unis comme un intérêt capital pour l'Espagne autant que pour nous. Il faisait « les empêcher par là, lui faisait-il dire, de se laisser aller aux tentations de paix directe et séparée auxquelles l'Angleterre les livrait et les livrerait certainement encore davantage<sup>2</sup> ». Les dé-

Rapport du 30 mars. *Espagne* + 606  
n° 196

<sup>1</sup> Rapport du 18 mars. *Ibid.*, n° 174.

<sup>2</sup> Dépêches à Montmorin, notamment celles qui portent les dates des 14 et 16 mars. *Ibid.*, n° 159-164, leurs renvois sont renoués par celle du 1<sup>er</sup> avril n° 210. « Nous avons grand intérêt », conclut M. de Vergennes dans cette dernière. « Nous avons grand intérêt. M. que cet allié puisse avoir librement dans cette disposition. » et est de sa par-

« sévérité que dépendra le rapprochement  
« plus ou moins prochain de la paix. Nous ne  
« négligeons rien de ce côté-ci pour l'y affermer,  
« mais il me semble que la cour d'Espagne qui  
« partage avec nous un même intérêt de pré-  
« sence au défectueux devrait lui en donner  
« quelque témoignage de bienveillance et d'en-  
« couragement. » Le ministre, du reste, avait  
« nommé particulièrement le 14 mars à l'ambas-  
« deur « Je n'ignore pas et je n'oublie point M.  
« que la cour d'Espagne s'est montrée depuis le

pêches du ministre du roi, en effet, étaient écrites sous l'impression que le ministère auquel George III allait se voir forcé de recourir n'aurait pas pour la paix de dispositions différentes de celles du précédent, et viserait à détacher d'abord les États-Unis afin de revenir sur eux quand il aurait tiré d'affaire la Grande-Bretagne en Europe. Le secrétaire d'État s'efforçait à cause de cela de démontrer à l'Espagne la nécessité d'encourager l'Amérique.

1791

Aux États-Unis de même qu'à Versailles on avait parlé de la paix, mais dans des données tout autres. Sous l'empire de l'agitation fomentée par Samuel Adams ou par ses auxiliaires, et toutes les ambitions semblant justifiées par le succès de la Chesapeake, l'idée régnait, de l'extrémité du Massachusetts à Philadelphie, que la guerre devait être continuée plutôt que de ne pas imposer aux mandataires du Congrès en Europe le droit de pêche sur les côtes de l'Acadie et à Terre-Neuve comme la condition absolue de l'acceptation de la paix. Samuel Adams, sorti de l'assemblée, savait trop bien que celle-ci resterait forcément la spectatrice et bientôt la prisonnière d'une telle insurrection d'intérêts, impuissante qu'elle se trouverait à empêcher les comités populaires

« principe de la révolution plus opposé que li-  
« vable à l'indépendance des États-Unis. Ce  
« n'est pas la vue de dissiper cette opinion et  
« de la combattre mais en quoi ne me paraît  
« pas équivoque est que quel que doive être le  
« sort ultérieur de l'Amérique, si est d'un inté-  
« rêt égal pour l'Espagne comme pour nous  
« qu'elle ne se laisse point séduire par les en-  
« jurements de l'Angleterre et qu'elle n'inter-  
« rompe point ses efforts pour la continuation  
« de la guerre. Tout solidus qu'ils sont, ils divi-  
« seront toujours en quelque proportion ceux  
« de l'Angleterre et annuleront par consé-  
« quent la même de forces qu'elle voudrait di-  
« re uniquement contre nous. Que tel soit  
« son dessein actuel, c'est ce que nous ne pou-  
« vons nous dissimuler à nous de nous faire

« volontairement illusion, sans autre rôle que  
« dans » de ne rien négliger pour alimenter la  
« cause et l'ardeur des États-Unis de l'Amérique  
« et pour les engager à faire tous les efforts com-  
« patibles avec leur position et leurs moyens. Je  
« vous en prie. M. que le Roi voudrait sup-  
« pléer ces dépenses dans une proportion ra-  
« sonnable et déterminée à faire aux Américains  
« une avance de 5 millions de livres pour le  
« service de cette année, à raison de 500 mille  
« livres payables chaque mois » et de vendre les  
« forces des deux Couronnes aux Antilles et  
« dans les mers de l'Amérique tellement indé-  
« finies que jamais l'ennemi ne puisse les  
« rencontrer séparées. L'état de la marine an-  
« glaise en activité que je joins va faire la  
« preuve de la nécessité de cette avance. »

1782 d'en propager partout le serment. En liant sa manœuvre aux prétentions d'autres États quant aux limites à l'ouest ou quant à la navigation du Mississippi, il avait produit un ébranlement général. Continuer la guerre, d'ailleurs, n'arrêtait pas plus que précédemment les politiques de l'Est; la faisant faire par nous ils n'avaient point à s'inquiéter de ce qu'il en dût coûter quelque chose à leur population. Cette population, au surplus, tirait de la guerre de grands moyens de commerce. Aussi, le prétexte que l'Est avait donné le signal de l'indépendance rendait-il aisé de répandre l'opinion que cette indépendance n'existait pas en réalité sans la pêche à Terre-Neuve; et cette opinion était maintenant généralisée au point que le Congrès lui-même s'en défendait mal, tout en ne s'y phant pas encore ouvertement.

L'affaire était revenue en discussion au milieu de novembre. On l'avait débattue deux mois avec une ardeur extrême. Un des anciens de l'assemblée fédérale, Lowell, tenant la place de Samuel Adams comme porte-parole. Il s'agissait de rescinder les instructions qui paraissaient avoir constitué le roi de France maître de la négociation de la paix moyennant l'indépendance et le maintien des lieux existants avec nous; l'admission des États-Unis aux pêcheries sur toutes les côtes et à Terre-Neuve serait posée en principe inflexible, non plus parce qu'ils étaient les anciens sujets du roi d'Angleterre, mais en vertu du droit commun, dont ils n'avaient jamais pu se départir et dont on ne pouvait jamais prétendre les dépouiller<sup>1</sup>. Quand les ra-

Rapport de La Lamerie, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1782. (*États-Unis*, t. 20 n° 1.) C'est encore à un détail que M. Descreux a tenu avec exactitude même dans sa dernière édition t. V Ep. v chap. v p. 525. La Lamerie notamment dans son rapport du 1<sup>er</sup> fév. 1782, 25 et 26 janv. 1782, rend compte avec développement des débats qui eurent lieu de la part indirecte qu'il y prit, de l'insistance qui s'y était manifestée, des dispositions du Congrès et de la Résolution à laquelle s'était

arrêtée l'assemblée. *Ibid.*, n° 1 et 24 et 36-47. Il ne s'agit pas les craintes que les inscriptions pour nos pêcheurs les prétentions américaines et adique ce que nous aurions d'efforts à faire pour leur sûreté à défendre à Terre-Neuve. La prise de possession de Port-Breton au combat tire la mesure souveraine. *Ibid.*, n° 36. La Lamerie ayant été obligé d'en rendre en Virginie, Barbe-Marbais devant les habitants de cette question de paraphraser dans une suite de rapports la cor-

sonnements qu'avait autrefois détruits Gérard sur ce sujet eurent été remises; quand La Luzerne, dans des entretiens avec les principaux membres de l'assemblée, les eut assez réfutés par les mêmes arguments que son prédécesseur, Lowel vit les esprits inclinés : il alla alors jusqu'à montrer l'Est refusant d'accepter la paix, même l'indépendance, mais recevant de l'Angleterre, en échange, l'assurance des pêcheries, la session se produisant par suite dans l'Union, et tel fut l'effet de ces pronostics que nos amis eux-mêmes vinrent en alarmer le représentant du roi<sup>1</sup>. La Luzerne résuma bien par écrit les anciens rapports où Gérard avait établi l'absence du droit, pour les États-Unis, de pêcher hors de leurs côtes; il donna ce mémoire à lire à ses interlocuteurs, leur suggéra la pensée de s'en remettre encore au roi et de lui exposer le deuil que son intervention leur obtint les satisfactions qu'ils souhaitaient; malgré cela, le comité chargé de formuler la Résolution ne parvint pas à s'entendre, et le débat fut reporté devant l'assemblée. A admettre le sophisme de droit public posé de nouveau par Lowel<sup>2</sup>, que la pêche était de droit commun pour les nations, que les États-Unis étant une nation on ne saurait les obliger à renoncer à ce droit et que le Congrès devait interdire à ses plénipotentiaires d'en sanctionner l'abandon, on eût détruit les instructions de 1781. Quelque hésitant que le Congrès se trouvât à cette heure, il préféra suivre Madison, qui vint greffer quelque chose ressemblant à un supplément d'instructions sur la pensée suggérée par La

1782.

rapporteur antérieur au son chef. Il envoya entre autres le 13 mars, un long exposé dont un des duplécats fut intercepté par son Anglia. On verra plus loin que Jay imagine d'attribuer à cet exposé dans les négociations de la paix un rôle qu'il était loin de mériter. D'après des documents américains on voit malgré un point d'attache à ce rapport toute l'importance que Jay avait prêtée au docu-

<sup>1</sup> Samuel Adams ne pouvait être suspect

d'inclination à l'Angleterre, disait-on au plénipotentiaire, mais qui avait eu l'entraînement une obstination et un véhémence? Il ne fallait pas tenir l'imprudence et l'importance de se garder de ce que les imprudences d'Adams produiraient. (Rapport de La Luzerne du 5 janvier 1782.)

<sup>2</sup> Lowel était membre du comité de sages Madison jeune député de Virginie que ses fonctions appelaient à jouer désormais un rôle destiné à grandir

1793 Lausanne de faire appel à l'amitié du roi. Au fond c'étaient des instructions nouvelles et infiniment plus étroites que les précédentes. Elles affirmaient l'intérêt dont arguaient les députés de l'Est, elles enjoignaient aux plénipotentiaires « de faire, avec une énergie proportionnée à l'importance d'un si grand objet, leurs efforts pour obtenir une reconnaissance explicite du droit commun, pour les États-Unis, de pêcher dans les mers de l'Amérique du Nord, en particulier sur les bancs de Terre-Neuve », elles commandaient les mêmes efforts pour s'en tenir aux limites que les instructions primitives avaient indiquées, et ils représenteraient à Sa Majesté que si le Congrès n'érigéait pas ces *désiderata* en ultimatum, « c'était l'effet de la confiance qu'il avait en Elle, mais qu'il comptait fermement sur son amitié et son influence pour que les stipulations à venir leur assurassent la jouissance de tout ce que les Américains poursuivaient ».

En envoyant à Versailles le texte de cette Résolution nouvelle, Lausanne disait que ce serait sans doute « le dernier terme auquel les mouvements des États de l'Est et de leurs adhérents s'arrêteraient ». Le dernier, plutôt, où dans ce moment le Congrès les suivrait car pour aller plus loin il n'y avait qu'à se rapprocher ouvertement de l'Angleterre, et c'était le seul point sur lequel le Congrès nous demeurait fidèle. En réalité, il ne restait à peu près rien des concessions obtenues précédemment au nom de la sagesse politique par Gérard et par Lausanne. Nos alliés excellaient autant à cueillir les fruits qu'à faire peu pour les produire. Même les sages, parmi eux, s'empressaient de ne pas paraître en arrière. La Résolution ne fut prise que le 22 janvier, mais le secrétaire d'État des Affaires étrangères nommé au mois d'août, et qui n'était entré définitivement en charge que vers les derniers jours de l'année, n'avait pas attendu jusque-là pour donner à son ministre à Versailles la primeur de ce changement de direction. Lors de la création d'un département ministériel spécial aux relations



extérieures, La Luzerne avait positivement dirigé le choix sur Robert Livingston. Celui-ci était un esprit apte aux choses publiques et n'ayant besoin que d'apprendre à voir juste dans celles de la diplomatie; néanmoins, il ne s'était trouvé nommé qu'à une voix de majorité et il devait d'avoir obtenu cette voix à l'influence que notre ministre exerçait sur beaucoup de membres du Congrès. Aussitôt il mit de l'ordre dans les archives du comité qu'il remplaçait, il rechercha pour secrétaire un officier français que, sans heuter, La Luzerne autorisa à accepter ce service. En adressant ces détails à Vergennes, La Luzerne augurait de l'attachement à l'alliance qu'il connaissait à son égard, de ses rapports avec lui et de son esprit mesuré la plus efficace entente, estimant du reste commandée la retenue ou la prudence qu'apporterait celui-ci à leurs relations afin de ne pas maintenir en opposition contre lui les États qui l'avaient combattu<sup>1</sup>. Or ces États-là étaient ceux où la propagande de Samuel Adams avait le plus d'action; de cette action, propager partout, dérivait maintenant une prévention contre les votes du Congrès qui n'avaient pas satisfait les propensions publiques : la préoccupation du nouveau secrétaire d'État fut d'exprimer l'opinion présente sans s'inquiéter d'autres raisons, sans même avoir égard à l'opportunité contraire. Aussitôt entré officiellement en fonctions<sup>2</sup>, il tint pour admises les instructions complémentaires, et,

Rapport du 1<sup>er</sup> novembre 1781. *États-Unis*, t. 18 n° 66. — La Luzerne y disait notamment : « M. Livingston jouit d'une grande réputation : il a de l'expérience et des connaissances mais il est entièrement étranger au genre d'affaires dont il vient d'être chargé. Ses talents naturels le mettent peut-être au niveau de ce travail, il n'ignore pas la part que j'ai eue à son élection, mais elle n'a eu lieu qu'à une majorité de sept États : ce qui était la mesure la plus juste. Il suit que la plupart des autres lui étaient contraires et il parait jusqu'en ce jour à l'abri de toute observation à laquelle des raisons particulières

avec moi pourrissent donner lieu. Au reste c'est un homme d'un caractère uniforme, sûr et prudent. Nous n'avons à craindre de ce côté ni qu'il puisse se laisser pénétrer par les Anglais ni qu'il trouve le moyen d'influer sur lui. Je compte même qu'il y aura d'ici peu plus de secret dans les communications que je aurai dans le cas de faire. » Le secrétaire français appelé par Livingston était l'aide de camp Duportail, qui ne sentait obligation à quitter le service. En marge du brouillon de ce fait sur l'entente du rapport de La Luzerne M. de Vergennes a écrit : *Approuvé*.

<sup>1</sup> Livingston était antécédemment chargé d'affaires

102. dans la prévision que la débâcle éprouvée par l'Angleterre allait imprimer de la rapidité aux démarches, il indiqua à Franklin la série des prétentions excessives qui avaient eu cours antérieurement comme étant désormais la doctrine du Congrès. Ses instructions développèrent abondamment, sur la question des limites, sur celle de la pêche, sur celle des biens confisqués aux loyalistes, la sophistique qui avait été déployée avec insistance à tant de reprises<sup>1</sup>. Quant aux biens des loyalistes, du reste, il n'y avait que de rares personnes pensant à les rendre ou à en indemniser les dépossédés. En tête de son pli, Levisguelon exprimait tout ce que la Résolution Madison avait placé à la fin, la confiance que les États-Unis « trouveraient, dans l'attachement du roi envers eux, l'assurance de son intervention dévouée pour faire donner satisfaction à leurs désirs<sup>2</sup> ».

En d'autres termes, les États-Unis voulaient ce qu'ils n'avaient ni pu prendre ni rien faire pour prendre, et ils mettaient l'amitié du roi en demeure de le leur procurer. Ils passaient ainsi ouvertement sous la direction du parti de l'Est. En ce moment, La Luzerne recevait la dépêche du 7 octobre, qui l'autorisait à informer le Congrès de l'entière latitude où le gouvernement entendait laisser l'assemblée

de l'État de New-York. Il dut voter dans cette fonction avant de prendre tout à fait celle du ministre.

<sup>1</sup> Le nouveau ministre ne tarda pas à s'approprier de même les propositions publiques sur le sujet, indépendamment de la part des États-Unis, des appels à l'assistance financière de Versailles. Le 13 février par vint des déclarations de La Luzerne qui éloignaient l'éventualité de nouveaux subsides et en raison de la correspondance de John Adams, qui ne pouvait plus alors, espérer un emprunt en Hollande, il envoya une autre instruction à Franklin pour que celui-ci fût encore des démarches pressantes auprès du gouvernement du roi. Il se fonda tout naïvement sur les étranges allées

jetées dans la circulation par les Arthur Lee et les Isart, que « la France n'avait jamais eue de guerre qui lui coûtât moins qu'elle ne supportait pas de forts impôts, qu'elle n'eût pas eu à augmenter beaucoup son armée que son commerce sous la protection de ses flottes, n'eût jamais été aussi florissant etc. » — M. Bigelow a donné cette dépêche dans les *Works of Franklin*, t. VII, p. 388.

<sup>2</sup> Cette pièce est imprimée à sa date, 7 janvier 1782 par M. Bigelow. (*Ibid.*, p. 348.) Elle est si semblable à la Résolution du 22 qu'elle fut probablement écrite plus près de ce jour-là au moyen du rapport rédigé déjà sous doute par Madison pour présenter cette Résolution au Congrès.

de changer ou d'élargir les pouvoirs donnés à ses plénipotentiaires; naturellement, il attendit qu'une autre occasion se présentât de s'en ouvrir. Il manda cela à Versailles le 25 janvier, non sans expliquer qu'à espérer voir nos alliés s'arrêter à des considérations devant lesquelles céderaient leurs exigences, on compterait vainement. Il traçait, au reste, des partis, des gens qui les menaient, des diverses classes de la population, un tableau qui justifiait son sentiment, à quelques égards plus optimiste peut-être qu'il ne convenait. Ces informations attendues arrivèrent au gouvernement du roi et à Franklin par une de nos frégates, juste à l'heure où la perspective de traiter de la paix prenait de la consistance à Versailles. Si il fallait s'en rapporter à l'accusé de réception que Franklin fit à ces informations, il les aurait vues « avec d'autant plus de plaisir que les raisons développées dans la dépêche de Livingston étaient absolument conformes à sa propre opinion et lui apportaient des arguments de plus pour la soutenir<sup>1</sup> ». Empêché d'en écrire plus long ce jour-là, il s'y reprend trois semaines plus tard pour dire que « ses idées à cet égard sont aussi fortes que celles de son ministre, et qu'il pourrait ajouter d'autres points s'il ne devait pas craindre les inconvénients éventuels de l'interception de son pli<sup>2</sup> ». Ces « autres points », on s'en convaincra, étaient quelque chose; mais on peut juger du changement opéré dans les idées américaines, quand on compare à cette satisfaction de l'un des plus sensés et des plus reconnaissants l'assentiment explicite qu'il avait donné aux pouvoirs précédemment formulés par le Congrès pour ses commissaires à la médiation, pouvoirs plaçant les États-Unis par-dessus tout sous l'égide des dispositions favorables qu'ils connaissaient au roi envers eux. Franklin écrivait alors « avoir assez l'expérience de l'attachement que leur portait ce monarque, de la sincérité de son loyal ministre de qui jamais promesse qu'il en eut

<sup>1</sup> On trouvera à l'annexe II résumés la partie du rapport de La Luzerne qui présente en termes politiques des États-Unis au moment-là.

<sup>2</sup> Lettre du 9 mars 1783. *Papers of Franklin*, t. VI, p. 308.

<sup>3</sup> *Ibid.*, t. VII, p. 422.

1792. reçue n'était restée sans effet, pour qu'il ne pût qu'être assuré que la confiance était bien placée et aurait des conséquences heureuses<sup>1</sup>.

Mieux que personne Franklin savait ce qui était possible. Ne s'en remettait-il pas aux circonstances d'avoir à prononcer le dernier mot? On l'affirmerait sans faire tort à son patriotisme. M. de Vergennes, lui, se reposa sur elles absolument, en présence de ces convoitises si promptement développées dans le Congrès et si peu justifiées. « Il paraît, M., que M. Samuel Adams cherche à échauffer ses compatriotes sur l'article des pêcheries, écrivait-il à La Luzerne le 12 août; cette conduite est aussi maladroite qu'elle est impolitique, et M. Adams ne se la seroit point permise s'il eût réfléchi que ce sont les circonstances qui dicteront les conditions de la paix, que pour demander part aux pêcheries appartenantes à l'Angleterre, il faut ou les avoir conquises, ou être en état de les acquérir par des équivalents. très certainement l'Amérique ne se trouve et ne se trouvera probablement jamais dans aucun de ces deux cas<sup>2</sup>. » Quoi qu'il en soit, le parti de l'Est avait finalement donné ce cadre aux prétentions des États-Unis, et il n'était plus au pouvoir de l'un ou de l'autre de leurs commissaires de le rétrocur. La Luzerne faisait remarquer justement que s'il y avait lieu de ne point douter des intentions de Franklin envers nous, des avis pareils de sa part développeront malheureusement en Amérique les espérances que sa mission à lui était de restreindre<sup>3</sup>. Il ne faudrait pas moins compter avec ces prétentions-là. Le gouvernement du roi n'en était point gêné; le temps n'avait rien changé pour lui à l'idée, dont il s'était inspiré dans la dépêche du 7 octobre précédent, d'assurer toute liberté à l'Amérique pour débattre son traité avec l'Angleterre. Seulement, cette campagne des

<sup>1</sup> Franklin en effet restait ainsi avec empressement qu'ayant apporté à M. de Vergennes la copie déchiffrée de ces pouvoirs celui-ci avait été touché de la confiance absolue placée ainsi en son universain, et il mourait que le Congrès n'aurait jamais à le regretter

parce que le roi avait à cœur l'honneur la prospérité et l'indépendance des États-Unis. *Pamphlet* 30 mars 1782. Bigelow, *Works of Franklin* t. VI, p. 290.

<sup>2</sup> *États-Unis*, t. 22, n° 1.

<sup>3</sup> Rapport du 8 juin. *Ibid.*, t. 21, p. 90.

pêcheries et la Résolution qui la sanctionnait menaçaient de modifier une situation qui avait semblé ne devoir pas être changée. Elle rendrait peut-être plus difficile qu'auparavant d'aborder des clauses de paix avec les ministres de George III, et il était à propos de le dire. Ce fut la seule réserve indiquée dans les dispositions antérieures. Le 23 mars, l'oreille attentive aux rumeurs de pacification déjà entendues et à celles qu'il espérait entendre, M. de Vergennes écrira à La Luzerne dans ces termes, qui expriment la règle de conduite à laquelle on était fixé à Versailles, et qu'en effet on suivit exactement.

Il paroît, M., que les Américains continuent à s'occuper davantage des conditions de la paix que des moyens de se la procurer, cette réflexion m'est suggérée par leurs disputes éternelles sur les pêcheries. M. Samuel Adams et ses échos se caluieront je pense sur cette matière s'ils considèrent que le sort des pêcheries dépendra nécessairement, comme l'état politique des trois États-Unis, de la position où se trouveront les puissances belligérentes lorsqu'il s'agira sérieusement de la paix. Quant à nous, nous ne disputerons rien aux Américains qu'autant qu'ils voudroient porter atteinte à nos propres droits; mais ils ne se flattent sans doute pas qu'en dernière analyse nous ferons dépendre la paix du plus ou moins d'extension qu'on voudra bien accorder relativement à la pêche. Ils connoissent nos principes sur cette matière, M. Gérard les leur a très nettement expliqués, et nous sommes très résolu de ne point nous en départir, comme nous le sommes de ne point jalouser les Américains sur les avantages qu'ils pourront se procurer.

*États-Unis, t. 20, n° 140*

En reprenant ce sujet le 12 août, le ministre complètera de la manière que voici la pensée du gouvernement du roi :

Quant à nous, nous ne ferons point le sacrifice de nos propres pêcheries, nous ne prolongerons point les calamités de la guerre pour forcer l'Anglais au sacrifice des siennes. Au reste nous rendrons sans difficulté sur cet objet aux États-Unis les services que les conjonctures comporteront, mais nous ne promettons et ne garantissons rien d'avance.

## ANNEXES DU CHAPITRE II.

### I

#### CONCOURS DES FORCES DE LA FRANCE AU SIÈGE DE GIBRALTAR

LETTRE DE M. DE VERGENNES A LOUIS XVI.

Sire,

En réfléchissant sur la lettre de M. le comte de Montmorin, sur le contenu de la réponse du ministère d'Espagne, et sur la facilité avec laquelle il se prête au projet de V. M. pour l'établissement d'une croisière combinée, j'ai peine à croire que c'est par suite de confiance, ou pour justifier un changement d'époque au départ de la flotte espagnole pour Brest qu'il fait à Votre M<sup>te</sup> l'ouverture de la résolution où est le Roi Catholique de faire attaquer dans le courant de juin la forteresse de Gibraltar. Déjà je sais, par M. d'Aranda, que les ordres sont donnés pour y transporter les troupes, l'artillerie et les munitions qui ont servi au siège de Minorque.

Plus l'intérêt que l'Espagne attache à la prise de Gibraltar est décidé, plus nous en avons, Sire, que cette expédition réussisse et quelle ne languisse pas. Gibraltar pris, le Roi Catholique n'a plus de raison ni de prétexte pour vouloir retenir la totalité de ses forces vers le détroit, il importe donc de l'amener à les employer d'une manière utile et avantageuse à la cause commune. S'il y a un moyen de l'y disposer, et de l'engager à vous remettre la direction d'une partie de ses forces maritimes c'est de lui montrer du zèle et de l'intérêt pour l'expédition qui l'occupe. Si le roi d'Espagne demandait la coopération de V. M<sup>te</sup> elle ne pourrait la lui refuser, j'ignore quelle peut être l'intention de ce prince, mais je verrais le plus grand avantage à le prévenir par l'offre d'un secours réel. Dans la supposition qu'il ne seroit pas accepté, le roi d'Espagne ne pourroit être que touché et reconnaissant de cette démonstration de bonne volonté. Si on la reçoit V. M. aura acquis auprès du Roi son oncle le mérite d'avoir prévu son désir et auprès de sa nation celui d'avoir contribué à effacer la tache d'une humiliation qui lui est infiniment sensible.

Je sais, Sire, qu'il y a la dépense à objecter, mais que V. M. daigne considérer que la dépense aura lieu si la requête du secours est faite. J'observerai encore

qu'elle sera moindre si V M<sup>e</sup> prend dès à présent sa résolution; ses troupes sont à Minorque, elles y ont des aprovisionnementens qu'il est question de vendre et qui seront vendus à perte, une bonne partie de la dépense du transport se trouve donc déjà faite. C'est à V M. seule que j'ai l'honneur de soumettre ce point de vue, je n'en parlerai même pas dans le comité qu'elle m'annonce pour ce soir, à moins qu'elle ne me le prescrive; mais si j'étais assez heureux pour que mon idée rencontrât son approbation, il seroit instant de recommander à M. le marquis de Ségur de ne pas presser le rapel des troupes et la vente des aprovisionnementens qui sont à Mahon, et de m'ordonner de dépêcher un courrier à M. de Montmorin pour l'autoriser à faire, au nom de V M. l'offre de ce même corps de troupes pour concourir à l'entreprise sur Gibraltar. Je croirais même que ce seroit le cas où elle devoit écrire au Roi son oncle pour le féliciter sur le succès de Minorque, et pour lui marquer empressement pour le seconder à Gibraltar.

V M. m'a autorisé à lui soumettre toutes mes pensées. Je n'en forme aucune, Sire, qui n'ait pour principe et pour but votre gloire personnelle et l'avantage de votre service. Je puis m'égarer, la sagesse de V. M. et son excellente judiciaire me rectifieront.

Versailles le 9 mars 1782

*Archives nationales, K 864 n° 3 année 1782 n° 2. Minute.*

## II

### LES PARTIS DANS LE CONGRÈS ET AUX ÉTATS-UNIS.

#### LA LUZERNE AU COMTE DE VERGENNES.

A Philadelphie le 25 janvier 1782

Si l'affaire des pêcheries ou des limites me donne occasion de remarquer de l'inquiétude dans un certain nombre de délégués au sujet des pouvoirs que le Congrès a remis au Roi, je ne manquerai pas de déclarer à M. Livingston que cette assemblée a une entière liberté de révoquer ou de restreindre selon son bon plaisir les instructions de ses plénipotentiaires. L'opposition qui s'étoit manifestée précédemment est du moins pour le moment réduite au silence, elle pourra faire

passer quelques années au régime mais je doute qu'elle parvienne à faire changer l'ultimatum. De mon côté, j'existerai tout ce qui pourrait susciter une discussion qui e sensiblement affligé la partie la plus saine et la plus nombreuse du Congrès. Quant à la nécessité de faire des sacrifices à la paix si nous ne sommes pas en état de dicter les conditions c'est une doctrine que nous ne ferons jamais adopter à une classe d'hommes que la révolution et la guerre actuelles ont élevés qui, en recevant toute leur subsistance que la paix doit réduire à leur première condition, et qui par cette considération feront tous leurs efforts pour en différer l'époque couvrant leurs vûes secrètes du manteau de l'intérêt public. Leur parti est fortifié par les ennemis irréconciliables de l'Angleterre par ceux qui se sont enrichis des dépouilles des provinces et des royaumes et qui craignent d'être forcés à une restitution ou à des révisions par ceux qui ont fait des pertes irréparables, qui ont éprouvé des injures personnelles ou des traitements extrêmement rigoureux, à ceux-ci se joignent encore quelques particuliers patriotes qui, sans intérêt propre, ont voué à l'Angleterre une haine pour ainsi dire politique, qui regardent cette haine comme la sauve-garde de l'indépendance, qui ne sont point effrayés de la durée de la guerre, et qui pensent que plus elle sera longue, plus la brèche s'agrandira.

Telles sont Monseigneur les principales divisions du parti qui veut la guerre et qui jettent les hauts cris pour faire rejeter la paix ou la rendre impopulaire, et elle ne procure aux États-Unis tous les avantages qu'il affecte de se promettre. Parmi les membres qui le composent il y en a très peu que je me flatts de ramener à des sentiments plus modérés. Je ne tiens néanmoins échapper aucune occasion de faire comprendre à toutes les personnes qui jouissent de quelque influence qu'il faut s'attendre à recevoir la loi des événements, et que tout ce que nous pouvons faire est de travailler à les rendre favorables. Ces vertés sont mal vendues auprès du parti porté à la guerre mais sont reçues avec avidité par un autre parti infiniment plus nombreux, quoique dénué d'énergie et de vigueur. Ce sont tous ceux dont la guerre rend les fortunes incertaines ceux qui, sans aversion pour l'Angleterre sans affection pour la France ne desirant que le repos qui aspirent à voir se terminer les commotions actuelles, quel qu'il puisse être, ce sont des sectes nombreuses qui par principes religieux détestent la guerre et recevront la paix avec reconnaissance de quelque main qu'elle vienne et quelles qu'en soient les conditions ce sont enfin beaucoup de gens raisonnables qui jugent sagement des ressources de leur pays qui sont bien convaincus qu'abandonné à lui-même il rentreroit sous le joug britannique auxquels j'ai fait sentir du bonne heure le danger d'une guerre sur le continent de l'Europe et qui, sans s'engager trop avant dans l'examen des questions relatives aux limites, aux pêcheries ou aux autres conséquences, dédaignent purement la



paix qui assure l'indépendance des 13 États et conserve en leur entier les traités avec la France. Ce parti, Monseigneur, est tellement supérieur à l'autre, que je ne crains aucunement que les efforts de l'opposition puissent faire rejeter une paix dont l'indépendance et les traités seront la base, les opposants se verront entraînés malgré eux, et la paix sera reçue par tout ce continent. Mais „e m'attends d'ailleurs à tout ce que peuvent produire l'intrigue le mécontentement, l'intérêt personnel l'esprit de faction et plus les constitutions des treize États sont populaires, moins le gouvernement sera en mesure de mettre un frein à la licence de ce parti „.

*États Unis t. 20 n° 36.*

## CHAPITRE III.

### PREMIERS POCHEPABLES DE PAIX

M. de Vergennes, Franklin et La Fayette à l'affût des indices de pacification. Franklin écrit une lettre à lord Shelburne réponse qu'on lui fait adresser à Hartley conjointement à l'orth. — Recommandations néanmoins à La Luzerne de prouver les États-Unis contre l'effet d'une paix réparée argument qu'il emploiera à cette fin. Attention particulière de la cour au fait en l'Amérique traiter la paix libération avec l'Angleterre pourvu que celle-ci le fasse au même temps avec nous. — Minors qui avait le gouvernement du roi d'argent armé, du moment que l'indépendance semblait incontestable. comment le quantum des États-Unis, après avoir été le noeud des affaires générales n'en devenant plus que l'appoint. — Lord Shelburne dissipe les appréhensions par sa réponse à Franklin esprit qui anime en ministre il veut l'Occident Oswald rechercher avec Franklin les moyens de parvenir à la paix. — Pourquoi pourquière chez M. de Vergennes la défaite du comte de Grasse aux Antilles ne les interrompait pas. — documents que le Journal de Franklin faisait aux Américains sur ces pourparlers; comment les nôtres sont tombés dans les seules. leur insupportable véronité. — Oswald est postérieurement chargé de négocier avec Franklin pour l'Amérique et Th. Grenville avec le gouvernement du roi, quel'échange amical du M. de Vergennes avec Grenville celui-ci donne la proposition au ministre de recourir aux puissances médiatrices. défense des Hollandais par M. de Vergennes en tant que aux allies comment il engageait bien les négociations de la paix conformément aux vues qu'il avait constamment au ses. — Édit du 28 juin informant La Luzerne de tous ces détails; nouvelles recommandations au sujet des propositions que pourraient montrer les États-Unis à traiter séparément avec l'Angleterre la plus potentielle manière pour qu'ils ne se laissent pas aller à des ambitions exorbitantes, peur de découragement qu'avait produit la défaite du comte de Grasse. efforts de M. de Vergennes pour soutenir à ce sujet l'opinion du roi argument qu'on devra tenir La Luzerne auprès des Américains et du Congrès.

Arrivée de lord Shelburne comme chef du cabinet de Londres. lettres encourageantes de George III. à Louis XVI et de lord Grenville à M. de Vergennes. ambassadeur P. d'Herbert au nom de Grenville pour les négociations de la paix. — Opinion favorable qu'on avait de l'un à Versailles et toute contraire de lord Shelburne conception étroite du premier quant à l'indépendance des Colonies, conception plus vaste du second comment en survenant Oswald à Franklin lord Shelburne changea en qui s'accomplit après et comment il avait communiqué Oswald sans ignorer que Franklin ne demandait pas seulement tout ce qu'avait fixé le Congrès, mais parlait même de la question du Canada. — Franklin appelle ses collègues à Paris J. Adams reste aux Pays-Bas et Laurans donne absent sous prétexte de santé. Conditions de paix apportées london à Versailles par le comte de Grasse de la part de lord Shelburne suite qui y est donnée. Rayonnel arrive confidentiellement en Angleterre. Instructions écrites

pour ce dernier, attention qu'y apporta M. de Vergennes à ne pas blâmer les possessions traditionnelles, comme le cabinet de Londres. À l'opposé s'écartant de ces puissances et leur écart que s'étant sur notre demande. — Jay arrivé à la fin de juin, est conduit par Franklin chez M. de Vergennes. Il recherche le comte d'Aranda au sujet d'un traité entre les États-Unis et l'Espagne et tombe malade, les deux commissaires ne revoyant plus le ministre que le 10 août, à propos des pouvoirs envoyés de Londres à Oswald. Opinion intime de M. de Vergennes sur le succès de ces pouvoirs, il annonce à Montmorin, le 7 septembre, que John Adams a réussi à faire traiter les Pays-Bas avec les États-Unis.

M. de Vergennes et Franklin se préoccupaient ensemble de ne pas laisser les nouveaux ministres de George III supposer, à leur avènement, que les tentatives de pacification essayées par le cabinet précédent portaient sur le vide ou ne rencontreraient qu'antinomies si son successeur venait à les reprendre. La Fayette était maintenant entier officiellement dans les affaires de l'Amérique, élevé à ce rôle, on l'a vu, lors de son départ de Philadelphie. Le Congrès avait prescrit aux divers départements de lui communiquer leurs besoins, aux représentants des États-Unis à l'étranger de se concerter avec lui, et la correspondance officielle le montre suivant tout ce qui concernait ce pays, dans lequel il avait comme une seconde patrie englobée dans la patrie française. « Envoyé par l'Amérique pour représenter sa situation, écrit-il peu après à M. de Vergennes dans un « mémoire sur les entreprises à prévoir, par le général Washington « pour déterminer un plan de coopération, je joins à ces titres celui de « Français qui rapporte tout à l'intérêt de sa patrie, et celui d'homme « honoré de votre confiance qui présente librement ses opinions particulières ». Étant à la fois en intimité chez le secrétaire d'État et

1782

<sup>1</sup> Rapport de La Luzerne du 25 novembre 1781. *États-Unis*, t. 19, n° 93.

<sup>2</sup> « Paris le 18 avril 1782. » *Mémoires aux Amis de l'Amérique*. *Ibid.*, *Mémoires et documents*, t. 2, n° 15, retenu en voyage le 14 septembre à cause d'une grave maladie de l'un des fils de M. de Vergennes. La première partie du tome II des *Mémoires et Correspondance de La Fayette* contient diverses lettres

ou notes émanées de celui-ci en raison de ce rôle de commissaire supérieur des États-Unis et notamment une lettre généralement reconnue relatant la suite des réponses évanescentes des Souverains des refus dissimulés opposés par le gouvernement de Madrid aux demandes de Jay. Cette lettre qui porte la date du 20 mars 1782 se trouve aux *Affaires étrangères*. *Ibid.*, t. 20 n° 134.

1782 dans la confiance d'inquiétudes qu'il éprouvait d'ailleurs très vivement lui-même, il avait vu M. de Vergennes, ce même 20 mars et s'était trouvé empêché de lui donner avis d'une idée de Franklin; il la lui faisait connaître dans le billet que voici :

Vous êtes occupé, Monsieur le Comte, et je n'ai pas voulu vous parler d'affaires; M. Franklin m'a cependant fait part d'une idée qu'il m'a prie de vous communiquer.

Les ministres anglais, dit-il, s'exagèrent les obstacles que la France apporteroit à la paix, M. Forth, créature de lord North, ne leur rendra pas compte de sa mission, une lettre particulière de M. Franklin à un ami qui l'est aussi des nouveaux ministres, pourroit sans inconvénient leur faire connoître votre réponse

L. F.

*États-Unis* t. 20, n° 35.

Depuis, Franklin a relaté qu'un ami de lord Shelburne lui était récemment annoncé de Nice comme désireux de le voir en retournant à Londres, et que le lendemain, 21 mars, il eut avis de sa présence à Paris. C'était sans doute la personne à laquelle il pensait pour être l'intermédiaire avec les « nouveaux ministres ». En fait, c'est lord Cholmondeley qu'il reçut en passant, et, sur l'assurance de ce dernier que lord Shelburne serait heureux d'avoir de ses nouvelles, il lui confia le billet suivant. Souvent, ainsi que l'illustre Américain le dit dans ce récit, « de petites circonstances donnent naissance à de grandes « affaires », ce billet est la pièce initiale de la révolution qui s'effectua bientôt dans les choses :

Paris le 22 mars 82

Le lord Cholmondeley ayant bien voulu m'offrir de prendre une lettre de

JOURNAL DES NÉGOCIATIONS DE LA PAIX  
dans Bigelow *Life of Franklin*, t. III. — L.  
manque au récit de Franklin le billet de La  
Fayette à M. de Vergennes. M. Bigelow, qui a  
trouvé la lettre à lord Shelburne dans le

JOURNAL, ne l'a pas reproduite à sa date dans  
les *WORKS OF FRANKLIN*. Elle est en traduction  
traduction mauvaise à la vérité, aux Affaires  
étrangères, d'où nous la tirons après en avoir  
rétabli le sens littéral.

moi pour Votre Seigneurie, je saisis cette occasion afin de vous assurer la continuation de ma considération d'autrefois pour vos talents et vos mérites, et pour vous féliciter sur le retour des bonnes dispositions de votre pays en faveur de l'Amérique, lesquelles paroissent dans les dernières résolutions des Communes. Je suis persuadé qu'il en proviendra de bons effets. J'espère qu'elles tendront à produire une paix générale, désirée, j'en ai la conviction, par Votre Seigneurie avec tous les hommes de bien, paix que je souhaite de voir avant de mourir et à laquelle je contribuerais avec un plaisir infini en tout ce qui serait en mon pouvoir . . . J'ai l'honneur d'être avec une grande et sincère estime, etc.

B. FRANKLIN.

*États-Unis*, t. 20 n° 139

Le même jour, Franklin remettait aux Affaires étrangères sa nouvelle correspondance avec Hartley, « toutes les lettres », écrivait-il en soulignant, *all the letters*, celles qu'il avait reçues et les réponses qu'il y avait faites, « n'ayant jamais ressenti le moindre désir de les tenir secrètes<sup>1</sup> ». Le 12 avril, on voit le gouvernement du roi approuver le langage du représentant de l'Amérique, et celui-ci recevoir des mains de Rayneval une note concertée pour informer l'Anglais de ce que M. de Vergennes avait dit au chevalier Forth et pour le mettre à même d'en instruire le ministère nouveau, « S'ils aiment la paix comme ils l'ont fait présumer à la nation anglaise et à toute l'Europe, porte la lettre d'envoi, ils ne doivent pas être embarrassés : la France leur a ouvert une voie qu'ils peuvent, selon moi, suivre sans blesser la dignité de leur maître; s'ils ne la suivent pas, ils se flattent sans doute que le sort des armes procurera à l'Angleterre des succès qu'il leur a refusés jusqu'à présent; ce sera à la Providence à couronner ou à frustrer leurs espérances<sup>2</sup>. » Des pourparlers

<sup>1</sup> Lettre d'envoi à Rayneval, *États-Unis*, t. 20, n° 138.

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. 21, n° 18 et 19. — On faisait dire à Hartley par Franklin : « je vous

confiera que l'émissaire était M. Forth et qu'on l'a chargé ici de répondre aux ministres anglais que le roi de France désire la paix autant que le roi d'Ang<sup>te</sup> qu'il s'y prêterait

1782. commençaient ainsi d'accord. Non, cependant, que le gouvernement du roi eût l'esprit tranquille sur ce qui se passerait aux États-Unis devant les tentations que la cour de Londres ferait peut-être ajouter à celles qui y étaient déjà pratiquées pour elle. Rien ne nous avait encore autorisés à écarter la pensée que l'Angleterre courrait par tous les moyens après une paix séparée, afin de devenir maîtresse de se battre avec supériorité en Europe. Le 9 avril, au moment même où se combinait avec Franklin la note relative à Forth, on adressait avec chaleur à La Luzerne, en lui annonçant le ministère Rockingham, des réflexions par lesquelles il pût s'efforcer de détourner l'Amérique d'une forfaiture envers ses alliés et de démontrer que des offres de paix directe seraient suggérées par perfidie pure, on lui traçait à réponse qu'il devrait pousser le Congrès à faire incontinent, on l'assurait que les Pays-Bas étaient prêts de reconnaître à leur tour l'indépendance et de devenir un allié de plus, en sorte que les États-Unis ne sauraient préférer à cette garantie nouvelle l'avantage d'une solution « chimérique, frauduleuse ». Mais on répétait encore combien le gouvernement du roi entendait que les Américains traitassent de la paix en toute liberté avec l'Angleterre, pourvu que celle-ci la conclût en même temps avec nous. « Au reste », écrivait-on

Au reste, M., quoique nous désirions que le Congrès n'entamât aucune négociation directe et qu'il ne fût point une paix séparée, nous ne prétendons pas pour cela empêcher ce corps de suivre le système que nous avons nous-mêmes tracé dans la réponse que nous avons faite aux deux cours

« des qu'il le pourroit avec dignité et sûreté,  
« mais qu'il importait avant tout à S. M. T. C.  
« de savoir si la cour de Londres était disposée  
« à traiter également avec les alliés du la France.  
« M. Forth est parti avec cette réponse pour  
« Londres, mais il y a apparence qu'il ne sera  
« arrivé qu'après la retraite des ministres qui  
« l'avaient envoyé. Vous pourrez M. sans aucun  
« inconvénient faire usage de ces détails et

« vous le juges à propos. Ils furent communiqués  
« aux non-êtres ecclésiastiques par les papes de la cour  
« de France et de les courvaient, j'espère,  
« que le projet de nous séparer serait nous ille-  
« nous qu'il nous sera toujours. » M. *Engelke*  
*Life of Franklin* t. III p. 87, donne cette  
lettre comme étant du docteur Gault d'avoir  
conçu celle de Rayneval qui l'envoyait toute  
révisée.

médiateurs; nous sommes et serons toujours disposés à consentir que les plénipotentiaires américains en Europe traitent conformément à leurs instructions, directement et sans notre intervention, avec ceux de la cour de Londres tandis que nous traiterons de même de notre côté, à condition que les deux négociations chemineront d'un pas égal, et que les deux traités seront signés en même temps et ne vaudront point l'un sans l'autre.

Et en effet, la paix entre le Congrès et l'Angleterre se réduisait maintenant, pour le gouvernement du roi, à un détail facile de la paix générale, puisque la condition première constamment posée, l'indépendance, semblait acceptée. Bien plus, c'était un détail dont il ne nous importait que secondairement de nous mêler, car on avait assez entendu l'Angleterre manifester ses sentiments envers ses sujets rebelles pour se croire fixé sur les exigences qu'elle montrerait, et nous nous avions assez peu encouragé les Américains dans les leurs pour que l'on pensât qu'ils nous obligeraient à les appuyer. Il allait ainsi de soi de les laisser débattre à part des intérêts qui ne regardaient guère qu'eux-mêmes. On était d'ailleurs convaincu que la direction appartiendrait à Franklin, avec qui les idées étaient communes et dont la droiture valait une garantie. Peut-être y avait-il une autre considération, bien que l'on n'en trouve pas de trace. Nous étions engagés avec l'Espagne pour ses vues du Mississipi et de la Floride, singulièrement déplaisantes à presque tous les Etats comme au Congrès; or l'Amérique pouvait convenir avec l'Angleterre tels points qui rendraient nulles ou impraticables les obligations par nous contractées avec Madrid. L'œuvre difficile, inévitablement laborieuse, ce serait la paix entre nous et l'Angleterre, autrement dit la paix européenne : les préoccupations ne portaient que sur celle-là. L'Espagne avait été entraînée par nous dans la guerre avec des prétentions qui coûteraient à l'amour-propre des Anglais et à leurs possessions maritimes; les Pays-Bas, si longtemps des auxiliaires gardant au profit de la puissance commerciale de l'Angleterre les bouches de la mer du Nord, venaient, sur nos conseils, d'entrer dans cette guerre comme rivaux

1792 désormais de la Grande-Bretagne sur la mer, et en offrant un lien contre elle à d'autres puissances. La question des États Unis, après avoir été le nœud des affaires pendant plus de six ans, n'en devint donc plus sembler que l'appoint. Appoint nécessaire, qui ne se solderait pas avant la fin, mais qui, en attendant, pouvait être librement débattu, à la condition qu'il ne devint pas le moyen d'un concert ennemi formé contre nous.

Toutefois, dans le moment où l'on écrivait ce qui précède à La Luzerne, les appréhensions jusqu'alors conçues à l'égard de Londres diminuaient par le fait de lord Shelburne. Ce ministre n'avait pas seulement répondu à Franklin dans des termes qui donnaient un peu de confiance en l'esprit du ministère nouveau; sa réponse était portée en outre par quelqu'un pénétré de ses sentiments, de ses idées, et dont le langage laissait augurer dans le cabinet les dispositions où l'on était soi-même. L'éducation intellectuelle du dernier siècle avait en lord Shelburne un de ses fils les mieux formés. Il était de la grande famille morale à laquelle appartenaient M. de Vergennes, Franklin, Washington et la plupart des nobles esprits dont le nom est attaché aux affaires de l'humanité durant cette seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, où l'époque moderne se prépara d'une manière successivement si brillante et si terrible. « Me voici presque à la place où vous m'avez vu il y a dix-neuf ans, mandait le lord à Franklin le 6 avril, par l'intermédiaire du confident qu'il lui adressait, et comme je le faisais alors et plus tard je serais très heureux de m'entretenir avec vous sur les moyens d'aider au bonheur du genre humain; c'est un sujet beaucoup plus agréable à ma nature que les plans les plus remarquablement tracés pour répandre la misère et la ruine. » Ces paroles sont en quelque sorte l'exergue d'une ère dont l'entrée de lord Shelburne dans les conseils de George III marque l'avènement. Naturellement, il devait bien rester le serviteur de son pays et se conduire avec adresse au milieu des écueils que multiplierait inévitablement devant lui l'esprit de rénovation politique dont il allait se



constituer l'organe; mais la suite montra la sincérité de l'inspiration sous laquelle il agissait. Il présentait à Franklin, certainement pour que celui-ci le fit écouter de M. de Vergennes, un Écossais, Richard Oswald, connu de lui par leurs rapports communs avec Adam Smith et en qui de longues relations lui donnaient de trouver un auxiliaire aussi sûr qu'imbu de sentiments semblables à ceux dont lui-même était animé. Le nom de lord Shelburne et celui du secrétaire d'État du *Foreign office*, lord Grantham, resteront liés à ce qui, dans ces négociations, sera à l'honneur de l'Angleterre<sup>1</sup>.

Le 16 avril, Franklin avait avisé M. de Vergennes de la présence d'Oswald à Paris et de l'apparence que lord Shelburne entendait véritablement engager les pourparlers d'une paix générale. Le lendemain ces pourparlers commencèrent, à vrai dire, dans une

<sup>1</sup> Voici la traduction littérale de la lettre de lord Shelburne traduction corrigée, comme la précédente, sur celle qui fut faite aux Affaires étrangères à qui Franklin en remit peu après l'original. *Ann. Amer.* t. 4. n°. Cette traduction a été donnée déjà dans plus d'un ouvrage mais elle est trop incomplètement résumée de la lettre de Franklin transcrite il y a un moment pour que nous puissions l'omettre un. « Londres le 6 avril 1781. Cher Monsieur. J'ai été si ravi de votre lettre et de son reconnaissance de votre souvenir. Je me trouve ravi à peu près à la même situation que vous vous rappelés en avoir eu occupé il y a dix-huit ans, et je serais très heureux de m'entretenir avec vous comme je le fisais alors et ensuite en 1767 sur les moyens de procurer le bonheur du genre humain sujet beaucoup plus agréable à ma nature que les plus les mieux conçus pour régarder la religion et la dévotion. J'ai eu une haute opinion de l'étendue de votre esprit et de votre portée. J'ai souvent été redoublé à Paris

et à l'autre, et je serais encore aise de l'être autant que cela sera compatible avec votre situation. Votre lettre manifestant la même disposition, m'a fait vous envoyer M. Oswald. J'ai eu avec lui de plus longues relations que j'aye jamais eu le plaisir d'en avoir avec vous. Je le crois un honnête homme et après avoir consulté quelques-uns de nos amis communs j'ai pensé qu'il était le plus propre à ce que je projette. C'est un homme de paix et qui a de l'expérience dans les négociations pacifiques qui sont les plus importantes pour l'humanité. Cela m'a engagé à le préférer à quelques théoriciens de nos amis, ou à toute autre personne d'un rang plus élevé. Il est plusamment informé de mes vues et vous pourrez donner une entière confiance à tout ce dont il vous assurera. Du reste, si quelques autres informations d'être l'offre à vous, je suis prêt à l'accepter. Je souhaite de continuer la même simplicité et la bonne foi qui ont maintenu notre nom dans des affaires de moindre importance. La, l'honneur, etc. *SHEL BURN E* »

702 conversation d'une heure chez le ministre du roi ils eurent une première phase de deux mois. Deux mois pendant lesquels la nouvelle d'un événement déplorable pour nos armes avait été soudain apportée en Europe. Le 12 avril, presque à l'instant où se dessinaient ces prémices d'une situation si différente de la précédente, le comte de Grasse avait livré bataille à Rodney dans les Antilles et, après un engagement heureux, avait été complètement défait, son escadre en partie détruite, lui-même envoyé prisonnier en Angleterre. Mais l'événement n'arrêta rien, et il appartint à Franklin, qui presque le premier avait donné le signal de la répudiation de la métropole par l'Amérique et commencé ainsi la guerre, d'ouvrir le premier la porte aux négociations de la paix. L'histoire américaine possède, dans le *Journal* qu'il a laissé, le détail par jour de ces préliminaires; document intime que sa simplicité marque d'un caractère particulier de grandeur, imprégné qu'il est dans toutes ses parties de droiture envers l'Amérique et envers l'allié de l'Amérique, de dignité loyale envers l'Angleterre. Du côté de la France, au contraire, aucun témoin n'a jusqu'ici parlé. L'historique des faits est encore dans nos archives. Nous avons en nos alliés des complices qu'il fallait instruire de circonstances à ce point intéressantes pour eux; nous avions un confident nécessaire, le plénipotentiaire qui nous représentait à Philadelphie, par qui nous devions mettre le Congrès au courant de notre conduite, de celle des autres, des résultats obtenus. La correspondance du gouvernement du roi offre par suite une relation forcément fidèle, car controuvée elle eût vite été démentie. Les conférences qui se tinrent sont d'ailleurs résumées dans des notes écrites avec une rare précision, et aucune n'aurait pu être inexacte sans que le lendemain le révélât.

\* Le document a été publié pour la première fois par M. Bagelow, dans sa précieuse édition de la vie de Franklin (*Life of Franklin*, t. III); il se trouve dans ce tome au chapitre 174.

Mais les principales des lettres qu'il recense étaient communiquées par l'Américain à M. de Vergennes et on en trouve la copie ou la traduction dans le tome 21 des *Papiers-Versailles*.

Nous pouvons ne retracer que d'une façon sommaire ces commencements de négociation. Le cabinet de lord Rockingham était dans la crainte que la France ne manifestât des exigences humiliantes pour l'Angleterre<sup>1</sup>. Aussitôt rassuré à cet égard, devenu certain aussi des dispositions dont Franklin se sentait l'organe pour son pays, Oswald alla prendre à Londres un mandat plus explicite quant à ce qui ressortissait au ministre des colonies, c'est-à-dire quant à l'Amérique, et revint suivi de sir Thomas Grenville, particulièrement autorisé, pour ce qui regardait l'Europe, au nom de Fox ministre des affaires étrangères. M. de Vergennes, en effet, avait déclaré à Oswald le premier jour, et il le répéta à Grenville dès leur rencontre, qu'il s'agissait de la paix entre toutes les puissances belligérantes et particulièrement avec l'Espagne, sinon que la négociation était d'avance terminée. Dans ces conditions, Oswald ne pouvait plus être qu'un ami de lord Shelburne ayant permission ou tolérance de la cour de France pour rechercher avec Franklin des moyens de réconciliation entre les États Unis et l'Angleterre; il n'y avait lieu d'aborder le reste qu'avec un mandataire en titre du secrétaire d'État au *Foreign office*<sup>2</sup>. Entre les deux Anglais exista vite une sourde rivalité de pouvoirs et de but. Elle dérivait d'une positive contrariété d'idées entre lord Shelburne et Fox sur la question de l'indépendance de l'Amérique, contrariété rendue plus aiguë par l'opposition des deux ministres l'un à l'égard de l'autre, que Grenville envenima de Paris autant qu'il le put. Ce débat-là, toutefois, intéressait surtout Franklin, en ce qui nous touchait, malgré

<sup>1</sup> Bayleyn, *Life of Franklin Journal*, etc. p. 76.

<sup>2</sup> Des contemporains ont cru, au moment du voyage de l'un, ont trouvé dans le fait de ces deux missions parallèles une machination de lord Shelburne contre son collègue et l'organe de ses récriminations à ce sujet à la génération qui les a suivis. Cette dualité de plénipotentiaires était si bien reconnue nécessaire, qu'elle fut maintenue sous le ministère suivant et

continué une fois ce ministère survint. Oswald et Grenville d'abord. Oswald et Pitt-Rivers ensuite. David Hartley et le duc de Manchester en dernier lieu. M. Fr. Wharton, dans son *Treatise of international law*, t. II, § 150, a parfaitement résumé ce détail pour les Américains. Une lettre de Franklin à M. de Vergennes annonçant le retour d'Oswald (4 mai 1792, *Œuvres* t. II n° 45) la connaît sous son véritable nom en France.

1762. le désastre de Grasse et après des propositions insidieuses, des hésitations, des réticences, des délais correspondant, chez Grenville, à la manière disparate dont les conditions et même l'intention de la paix, conséquemment le sens et les clauses d'un traité, étaient envisagés dans le sein du cabinet anglais, on avait définitivement arrêté, à la fin de juin, que la paix n'embrasserait pas seulement l'Angleterre et les États-Unis, la France par conséquent en tant que faisant la guerre dans l'intérêt de ces derniers, mais en outre les alliés de la France, c'est-à-dire l'Espagne et la Hollande.

La première conférence avec Grenville s'était tenue le 9 mai, la seconde le 10, le comte d'Aranda ayant été appelé par M. de Vergennes à cette dernière pour bien constater qu'il s'agissait de traiter avec tout le monde, contrairement à l'idée première des Anglais. Ces deux rencontres n'avaient abouti qu'à obliger Grenville à solliciter de Londres des instructions plus étendues que celles dont il était porteur depuis le 26 mai, lorsque Grenville eut reçu d'autres pouvoirs, les conférences s'étaient continuées le 30, puis le 15 et le 21 juin. Ce dernier jour, le comte d'Aranda était présent ainsi que l'autre fois. Le cabinet de Londres avait établi comme un point de départ obligé le traité de 1763. Fox, que nous allons nous croire très favorable, ne s'inquiétait nullement de nous être en cela désagréable, et son représentant ne fit rien qu'un sentiment semblable n'inspirât. M. de Vergennes n'avait pas caché la répulsion que même le souvenir du traité de 1763 lui causait. « La mention seule m'en fait frissonner », avait-il immédiatement répondu, et il l'écrivait le 15 juin à Montmorin; « il faut l'oublier et tous ceux qui l'ont précédé, en faire un entièrement nouveau, fondé sur la justice et les convenances mutuelles; alors disparaîtront les sujets de division et de querelle entre les deux peuples ». Sa première pensée avait donc été de demander l'abrogation de ce traité funeste; mais d'autres puissances y figuraient, il eût été imprudent de mettre ainsi en mouvement tous les cabinets de l'Europe. Le ministre proposa au conseil du roi de prendre à son tour le traité pour base et, simplement,

d'en changer les clauses. L'Espagne n'était pas devenue plus prompte qu'auparavant, elle n'avait encore rien indiqué, on lui réserva Gibraltar et la Floride orientale, objets connus de ses desirs, en sorte qu'à cette séance du 21 juin nos conditions furent produites dans une déclaration posant ces principes : « Le roi désirait trop sincèrement le prompt rétablissement de la paix pour n'avoir pas appris avec la plus grande satisfaction 1° que le roi d'Angleterre était disposé à traiter en même temps avec toutes les puissances impliquées dans la guerre; 2° que S. M. Britannique se proposait de reconnaître et de déclarer directement l'indépendance des États-Unis de l'Amérique septentrionale, et que cet objet ne serait plus regardé comme une clause conditionnelle de la future pacification générale; après quoi le roi disait sans beaucoup spécifier qu'il espérait pour lui des arrangements aux Indes orientales, en Afrique, à Terre-Neuve, et un règlement de commerce en Europe à la convenance des deux nations ».

M. de Vergennes avait d'abord offert, même à Oswald avant tout entretien, que l'on portât l'examen des intérêts respectifs devant les puissances médiatrices, qui insistaient alors beaucoup pour en être saisi<sup>es</sup>. Ce n'était pas, on s'en convaincra ultérieurement, une manière de faire préférer que l'on traitât à Paris; toutefois, ce résultat s'ensuivit. Dès le 4 mai, Franklin sut par Oswald que le cabinet de Londres choisissait Paris<sup>2</sup>, ce que Grenville confirma et ce sur quoi les ministres anglais étaient d'ailleurs pleinement d'accord. Le second soin de M. de Vergennes avait été de déclarer que le roi ne parlerait pas sans l'Espagne ni la Hollande. Enfin, comme le représentant de Fox avait insisté à plusieurs reprises pour que la négociation se réduisît à la déclaration de l'indépendance des États Unis, à laquelle il avait affirmé que son souverain était prêt afin que les choses fussent replacées ensuite partout au point où les avait établies

<sup>1</sup> *Angleterre*, t. 537 n° 93. On trouvera à l'annexe I ci-après les résumés successifs antérieurs de ces conférences.

<sup>2</sup> *Parish* ne m'informait par un billet M. de Vergennes le 4 mai on lui annonçait le retour d'Oswald.

la paix de 1763; comme il nous avait même « jeté pour ainsi dire à la tête, suivant que M. de Vergennes l'écrivit à Madrid<sup>1</sup>, la cession de New-York, de Charleston et de Savannah », cherchant visiblement le moyen d'éloigner de nous les États-Unis, de les indisposer par des ambitions de notre part ou par l'explication de notre refus comme un moyen d'empêcher la paix, le ministre avait déclaré au nom du roi que « l'article de l'Amérique devait être traité directement avec les États-Unis et non pas avec la France, qui n'était point autorisée à cet effet ». C'était établir à la fois et notre désintéressement à l'égard de ces États et leur qualité indubitable de nation indépendante.

L'intérêt de l'Espagne dans les préliminaires de paix n'était pas sérieusement contestable, mais au sujet des Pays-Bas, Gronville avait manifesté son étonnement de l'appui que leur prêtait le roi et laissé bien voir que l'Angleterre tenait à les détacher de nous, ce qu'elle tâchait d'ailleurs de faire à la Haye par l'entremise de la Russie. Sur cela M. de Vergennes s'était expliqué adroitement deux fois, mais aussi avec son élévation habituelle et une fermeté qui y ajoutait un nouveau prix. « Quel lien existait avec les Hollandais, quels engagements de nature à les empêcher de traiter de la paix séparément? aucuns, avait-il dit, un engagement tout moral, mais dans lequel la dignité du monarque et la future tranquillité de l'Europe lui faisaient une loi de se renfermer. Les Hollandais sont en communauté de guerre avec Sa Majesté; elle leur a rendu tous les services qu'il a dépendu d'elle de leur donner quand l'Angleterre les y a jetés; services gratuits et volontaires, qu'elle continuera; rien, toutefois, ne les empêche de faire leur paix séparément en toute liberté; le roi ne les exhortera pas plus à s'y refuser qu'il ne l'a fait à prendre les armes. En tout cas, il ne les laissera pas à la merci d'une puissance aussi considérable que la Grande-Bretagne, les rapports et les liaisons politiques existant en Europe pouvant donner à craindre que la guerre ne vienne à se rallumer bientôt avec toutes les puissances<sup>2</sup> ».

Dépêche du 3. mai à Montmorin.      <sup>1</sup> Conférences du 16 et du 30 mai.

Ces préliminaires d'une paix qui paraissait possible étaient donc exactement ramenés par le ministre à la conception qui avait inspiré sa politique dès les premiers moments : avant tout, l'indépendance des États-Unis, absolue, complète et, qui plus est, discutée, constituée avec l'Angleterre par eux-mêmes et par eux seuls, les rapports commerciaux du monde, pensait-il, changeraient ainsi à notre avantage, ensuite les satisfactions qui pourraient être obtenues en faveur des alliés qu'il avait successivement attirés autour du roi; pour nous, des améliorations, tout simplement, aux conditions dans lesquelles se trouvaient notre vieil empire indien et nos possessions d'Afrique; enfin, couronnant l'évolution profonde qui serait des lors produite, un traité de commerce avec la Grande-Bretagne pour ouvrir à la France, replacée à son rang, une carrière économique dont le monopole semblait avoir été abusivement fixé de l'autre côté de la Manche par le cours précédent des choses. Le 28 juin, une dépêche étendue mettait sommairement La Luzerne au courant des circonstances survenues dans ces deux mois et de l'opinion que le gouvernement du roi en avait eue ou en avait exprimée à mesure. M. de Vergennes y continuait pour ainsi dire son pli du 9 avril, où il lui avait annoncé le nouveau ministère anglais et indiqué le sentiment de Versailles sur les éventualités qui pouvaient naître. Rappelant d'abord les insinuations plus ou moins sérieuses essayées tant à Passy qu'auprès de John Adams, le ministre retraçait comme il suit ce qui s'était passé :

Le nouveau ministère anglais etoit à peine entré en fonction, qu'il a adressé un émissaire à M. Franklin pour lui proposer une paix séparée; la même ouverture a été faite presque en même tems à M. Adams, et l'ancien ministère avoit pris précédemment des voyes obliques pour la faire parvenir au premier de ces pléniprès. M. Franklin a répondu aux uns et aux autres de la manière la plus convenable, et sur la communication qu'il m'a donnée de la mission de M. Oswald (c'est le nom du dernier émissaire anglais), je l'ai chargé de proposer à celui-ci de me voir s'il étoit devoir l'user. M. Oswald

n'a pas fait difficulté de se présenter chez moi, et à me répéter tout ce qu'il avoit eu ordre de dire à M. Franklin. Ma réponse a été conforme à celle du plénipotent américain et comme M. Oswald me laissait apercevoir le désir commun le bien-être que la cour de Londres avoit de la paix, je n'ai pas hésité à l'assurer que le Roi de son côté étoit très disposé à finir la guerre lorsqu'il le pourroit avec honneur et sûreté. Il faut que les dispositions que j'ai montrées aient été bien analogues à celles du ministère de Londres, puisque M. Oswald s'est déterminé à retourner lui-même à Londres pour chercher une réponse. Cet ambassadeur n'a pas tardé à revenir, et il a été suivi de près par M. Thomas Grenville, frère du lord Temple et ami particulier de M. Fox. Le premier a été chargé de renouveler à M. Franklin les dispositions du cabinet de Saint-James à l'égard de l'Amérique, le second a été chargé de s'amuser de celles du Roi, et de déclarer que le roi d'Angleterre ne demandait pas mieux que de traiter également de la paix avec S. M<sup>te</sup>. Cette ouverture n'a pu que nous être agréable; j'ai répondu à M. Grenville, de l'ordre exprès du Roi, que S. M<sup>te</sup> étoit prête à négocier de la paix à condition qu'elle seroit générale, et que les alliés et amis de S. M<sup>te</sup> seroient satisfaits. Tout ceci, M. , s'est passé avant qu'on eût en Europe des nouvelles de la malheureuse journée du 12 avril, il y avoit lieu de craindre que l'échec que notre armée venoit d'éprouver, et dont l'avis nous est arrivé au moment, pour ainsi dire, où j'en donnois ma réponse à M. Grenville, n'altérât les dispositions pacifiques du ministère de Londres. Mais mes appréhensions à cet égard n'ont pas été justifiées. Le roi d'Angleterre a fait expédier un plein-pouvoir en forme pour autoriser M. Grenville à traiter de la paix avec S. M<sup>te</sup>.

En me communiquant ce plein-pouvoir, l'ambassadeur anglais m'a déclaré que le roi d'Angleterre, pour faciliter la paix, étoit disposé à traiter de l'indépendance des États-Unis avec S. M<sup>te</sup>, à condition que, pour le surplus, les choses fussent remises sur le pied du traité de 1763. La réponse du Roi à cette proposition fut 1<sup>o</sup> que le plein pouvoir de M. Grenville étoit insuffisant parce qu'il ne faisoit aucune mention des alliés de S. M<sup>te</sup>, 2<sup>o</sup> que S. M<sup>te</sup> ne pourroit point traiter des intérêts de l'Amérique parce qu'elle étoit sous pouvoir à cet égard, que d'ailleurs il étoit de la dignité du roi d'Angleterre, comme de celle des États-Unis, d'établir une négociation directe entre eux sur cet objet, 3<sup>o</sup> que pour faire une paix solide et durable, elle devoit avoir pour



baze non le traité de Paris, mais la justice et la dignité de toutes les parties contractantes. 1782

Le ministère anglais a senti la force et la justesse de ces observations, et il n'a pas hésité à les prendre en considération, il vient en conséquence d'adresser à M. Grenville un nouveau plein-pouvoir qui l'autorise à traiter avec toutes les puissances impliquées dans la guerre. En me remettant une copie de cet acte, M. Grenville m'a déclaré que le roi d'Angleterre étant disposé à reconnaître et à déclarer directement l'indépendance de l'Amérique, cet objet ne seroit plus une clause conditionnelle de la paix, et pour ce qui concerne la France, le pléniprêtre anglais a proposé de prendre le traité de Paris pour base non de la paix, mais de la négociation qu'il s'agit d'établir. J'ai communiqué le 21 de ce mois à M. Grenville la réponse du Roi, et je lui en ai laissé prendre copie pour assurer l'exactitude de son rapport; vous en trouverez également une ci-jointe.

Tel est, M., l'état actuel des choses : je n'ai rien à ajouter, sinon que la Hollande est admise à la pacification générale, et que cette République pourra y participer ou décliner pour la seconde fois la médiation que l'imp<sup>er</sup> de Russie lui a offerte pour une paix séparée.

Le gouvernement du roi, cependant, s'étonnait de l'empressement montré ainsi à Londres pour la paix. Il restait défiant, par suite, tout en ayant l'idée que les causes de cet empressement venaient de « l'impossibilité de continuer la guerre et du désir, en déclarant spontanément l'indépendance des Colonies, d'éviter l'humiliation de la reconnaître par force ». Le résultat agréait, mais on n'étoit pas sans craindre que ces manifestations inattendues ne fussent utilisées pour pousser le peuple américain à conclure la paix séparément tout de suite. Le ministre demandait de nouveau à La Luzerne de retenir l'assemblée sur la pente où elle seroit peut-être attirée, de la porter à déclarer aux émissaires de Londres que c'étoit à ses plénipotentiaires d'Europe seuls à traiter, que la paix ne pouvait exister qu'à la condition de satisfaire les alliés de l'Amérique, et que celle-ci combattroit les armes anglaises quand même elles auroient évacué leur territoire.

1792 si elles restaient levées contre eux<sup>1</sup>. De nouveau aussi il rappelait les dispositions dans lesquelles était le roi relativement aux ambitions des Américains quant à la pêche de Terre Neuve et aux futures limites; il précisait surtout comment il envisageait les exigences qu'à cause de ces ambitions ils déploieraient peut-être pour consentir à la paix. En cela, il réitérait les déclarations et les conseils de sa dépêche du 23 mars et il y insistait. Il invoquait même de telle manière l'opinion de Franklin qu'évidemment ce dernier ne s'était pas montré à Versailles un partisan déterminé de la récente Résolution du Congrès, comme sa correspondance avec Livingston le donnerait à croire<sup>2</sup>. « Je prévois », écrivait sur ces sujets M. de Vergennes.

Je prévois, M., qu'il y aura encore de grands débats au Congrès au sujet de la pêche et au sujet des limites de quelques Etats. Si le Congrès ne se laisse pas entraîner par l'intérêt personnel et les clamours des provinces du Nord, il envisagera la paix comme le plus grand des bienfaits qu'il puisse désirer, il se gardera bien d'exiger la moindre faveur, à titre de droit, d'une puissance à laquelle une portion énorme de son domaine va échapper, il se bornera à demander ce que le droit commun assure aux Américains, et il se réservera de demander une plus grande extension lorsque l'Autre lui proposera des arrangements de commerce. Je me flatte surtout, M., que les Américains ne prétendront pas que le Roi se fasse fort de leur procurer l'extension de pêche qu'ils convoient, et encore moins qu'il fasse le sacrifice de ses propres pêcheurs pour les dédommager du refus de la Grande-Bretagne. S. M<sup>e</sup> ne consentira ni à l'un ni à l'autre; tout ce qu'elle pourra faire sera d'accorder ses bons offices selon que les circonstances le lui permettront, mais elle est invariablement résolue de ne point sacrifier le rétablissement de la

<sup>1</sup> « Le Congrès, avant d'être le maître ou le commandant, aura certainement besoin de direction dans les délibérations importantes qui vont l'occuper, elles nous intéressent autant que les Etats-Unis eux-mêmes. » *Etats-Unis* 1 21 n° 103.

<sup>2</sup> A ce sujet du reste, M. de Vergennes

ajoutait de sa main ce qui suit, dans une minute de dépêche de Rayneval pour La Lamoignon datée du 12 août. « Si M. Franklin se promet d'emporter ce point et d'autres non moins importants dans le cours de la négociation, c'est sans nous avoir consultés. » *Ibid.*, 1 22 n° 17.

paix à une prétention mal fondée. Vous voudrez bien, M., manier ces vérités lorsque vous le jugerez nécessaire, et employer tous les moyens que votre prudence et votre dextérité vous suggéreront pour les faire adopter. Je donne à M. Franklin la justice qu'il les a parfaitement senties, et s'il n'est pas lié par la volonté du Congrès je ne doute pas qu'il ne les prenne sans difficulté pour règle de sa conduite. Au surplus, M., si le Congrès ne parvient pas à obtenir la pêche telle qu'il la désire, je ne vois rien qui doive le forcer d'y renoncer explicitement, il pourra garder le silence et se tenir par là en mesure de faire valoir ses prétentions lorsque les conjonctures lui paraîtront propres à les favoriser.

Quant aux réglemens des limites de quelques États, nous ne nous en mêlerons point, mais nous désirons que les Américains n'entravent pas les négociations par des prétentions insoutenables. Leur continent n'est que trop vaste pour leur population, et ils seront longtems sans avoir besoin de s'étendre, pourquoi donc préféreroient-ils à la paix un futur contingent qui ne fera ni leur bonheur, ni celui de leurs arrière-pensées ?

La défaite du comte de Grasse le 12 avril avait ému le gouvernement du roi sans le troubler. Accident de guerre, à ses yeux, tout considéré; il pouvait impressionner l'opinion, mais les pertes subies jusque-là par l'Angleterre paraissaient très grandes et les nôtres ne semblaient point irréparables. Il nous commandait, au contraire, d'imposer par le sang-froid et l'assurance, par des ordres expédiés sur l'heure à nos chantiers maritimes. C'est ainsi que M. de Vergennes avait présenté la situation à Louis XVI. La présence d'un négociateur anglais à Versailles deviendrait peut-être, en ce moment, une grande tentation pour le roi d'abandonner, en échange de la paix, les conditions auxquelles il avait attaché du prix jusque-là et qui devaient caractériser son règne; le ministre s'était donc empressé d'en appeler aux sentimens du monarque, de raviver chez lui l'esprit politique dont s'étaient inspirés ses actes antérieurs. L'effet avait suivi pleinement, quoique la lecture du mémoire remis à cette fin au souverain rende sensible combien des dispositions très différentes avaient

1782 alors accés dans son entourage . Aussi M. de Vergennes avait-il tenu à lord Grenville un langage non moins ferme que si la défaite du 12 avril eût été subie par Rodney . Dans tous les corps de la nation se produisait une émulation de sacrifices pour remplacer les vaisseaux perdus . le ministre voulut que l'augure de ces forces nouvelles fût connu à Philadelphie . La dépêche écrite le 28 juin à La Luzerne se terminait donc comme il suit .

Je finis cette dépêche, M. par quelques réflexions sur le combat malheureux qui a eu lieu aux Antilles le 12 avril dernier . Cet événement, dont vous connoissez sans doute les détails, a vivement affecté le cœur du Roi, mais bien loin d'altérer le courage de S. M<sup>te</sup> il ne fait que lui donner une nouvelle énergie. S. M<sup>te</sup> a ordonné sur le-champ la construction de 12 v<sup>ts</sup> de ligne, la plupart de la première force, les pays d'État, la ville de Paris, et plusieurs corps en ont offert, en sorte que le Roi aura, dans le cours de la campagne prochaine, 20 v<sup>ts</sup> de ligne neufs à présenter à l'ennemi . D'un autre côté S. M<sup>te</sup> est fermement résolue de ne point changer une syllabe au plan qu'elle s'est proposé de suivre pour la future pacification, et elle fera les efforts nécessaires pour le soutenir. Nous ne doutons pas, M., que les Américains en applaudissant à la fermeté du Roi, ne fassent tout ce qui dépendra d'eux pour l'unir, et que si l'ennemi commun les laisse tranquilles dans leurs foyers, ils n'aillent les chercher partout où ils pourront le combattre . ce ne sera que de cette manière que nous pourrons le réquie à donner enfin les mains à une paix juste et durable

*États l'g<sup>s</sup>, 21 v<sup>ts</sup> 63*

La septième conférence avec Grenville consista en une visite pure et simple de ce dernier, le 9 juillet, pour apprendre au ministre du roi la mort de Rockingham, la démission de Fox, son remplacement par Shelburne avec la présidence du conseil, et l'intention positive qu'avait ce dernier de reprendre les pourparlers commencés<sup>2</sup> . Le 27 juillet, effectivement, George III nommant pour son plénipo-

<sup>2</sup> On trouve à l'annexe II du présent chapitre ce mémoire de M. de Vergennes. — <sup>1</sup> *Angleterre*, t. 537 n<sup>o</sup> 32.

1582  
 tentiaire à la cour de Versailles, à la place de Grenville, Alleyne Fitz-herbert, en ce moment plénipotentiaire à Bruxelles, et rentrait pour cela en rapports avec le roi de France par une lettre de sa main où la courtoisie pouvait sembler cherchée. Le 4 août, le successeur de Grenville se présentait au ministre du roi sous les auspices d'un pli de lord Grantham, maintenant secrétaire d'État du *Foreign office*, lettre autographe, en français, dont le langage tendait visiblement à montrer que le désir était sincère de continuer les prolégomènes de pacification générale ouverts sous l'administration précédente. On en fut frappé à Versailles; on souligna tout de suite sur cet autographe le premier endroit où ce sentiment se décelait. Il avait fallu pour cela que l'esprit de George III fût bien du chemin - c'était dû à lord Shelburne, et celui-ci, pour le mener au delà, aurait beaucoup encore à travailler; mais cette lettre royale et celle de lord Grantham marquaient le commencement d'opinions ou d'impressions respectives fort différentes des précédentes, et, au point de vue d'une négociation de paix, le commencement, pour chacune des deux nations, d'une situation véritablement nouvelle. George III avait écrit au roi, et lord Grantham à M. de Vergennes.

Monsieur mon frère,

Ayant fait choix du sieur Fitz Herbert pour se rendre à votre cour en qualité de mon ministre plénipotentiaire, je vous prie de donner une entière créance à tout ce qu'il vous dira de ma part, et surtout aux assurances qu'il donnera de mon estime singulière pour vous, et de mon désir sincère de voir heureusement rétablir entre nous une amitié ferme et durable.

Je suis, Monsieur mon frère, votre bon frère,

GEORGE R.

A Saint-James ce 27 juillet 1783

Monsieur,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que Mons<sup>r</sup> Grenville est devant charge de porter à la cour de Versailles les témoignages du désir du Roi

1782. *mon maître pour la paix*<sup>1</sup> et d'amener par la voie de la négociation une terminaison heureuse aux malheurs de la guerre, ne retournera plus reprendre les fonctions du ministère qu'il exerçait. Cette circonstance ne tenant en rien aux affaires relatives au public ne peut porter atteinte à la communication qui déjà s'ouvrait entre nos deux Cours. J'ai donc l'honneur de faire part à Votre Excellence que Mons<sup>r</sup> Fitzherbert qui aura celui de lui présenter cette lettre, ayant reçu les ordres du Roi, se rend à Paris pour y remplacer M<sup>r</sup> Grenville

Il est muni comme son prédécesseur, de plein pouvoirs, et son envoi fournit la preuve la plus convainquante des mêmes intentions pacifiques, et de la bonne foi qui dictèrent les instructions dont Mons<sup>r</sup> Grenville a été chargé.

Je ne doute pas que l'obéissance prompte de Mons<sup>r</sup> Fitzherbert aux ordres qu'il auront trouvé à Bruxelles, ou il est actuellement ministre plénipotentiaire de ma cour, ne soit un garant bien sûr de l'empressement avec lequel il travaillera au rétablissement d'une pacification conjointement avec Votre Excellence et tous ceux auxquels par les plein pouvoirs qu'il porte il est même de s'adresser

Votre Excellence me permettra à cette occasion de lui renouveler les expressions de ma reconnaissance des bontés dont Votre Excellence m'honora lors de mon retour d'Espagne par le chemin de la France, et que l'état des affaires m'empêcha malheureusement, alors comme à présent, de lui marquer autrement que par les assurances de considération parfaite avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur,

GRANTHAM

Angleterre, 1<sup>er</sup> 537 n<sup>os</sup> 152 et 153

Les impressions se prolongent encore avant de s'effacer sous d'autres, lorsque les circonstances viennent à changer. Fox, à cause de ses discours et de quelques paroles véhémentes, était tenu au dehors, et notamment à Versailles, pour l'organe véritable, dans le

Ce sont ces mots qui furent soulignés à Versailles.

parti opposé à lord North, de l'opinion qui voulait l'indépendance des Colonies. On avait la persuasion qu'il poursuivait là un de ces grands actes de désintéressement politique sans arrière-pensée qui jalonnent de loin en loin l'histoire. Lord Shelburne et ses amis, au contraire, apparaissaient comme les fauteurs ou l'espoir des anti-gaillicans américains et comme umbus de la pensée de tourner l'indépendance contre les adversaires de l'Angleterre en Europe. Même après avoir écouté Oswald, qui plus est devant le pli de George III et celui dont Fitzherbert était porteur, M. de Vergennes restait convaincu que de ce côté la France ne devait voir qu'ennemis. Avant La Luzerne, le 9 août, de la reprise probable des pourparlers, il n'hésite pas à trouver que le nouveau chef du cabinet « a voulu surprendre la bonne foi de M. Fox ou bien a changé de principes », que « ce dernier souhaitait franchement et loyalement la paix générale avec l'indépendance de l'Amérique, tandis que le but de l'autre était de tromper tout le monde et d'inspirer aux Américains des actes de perfidie<sup>1</sup> ». On dut mal penser de soi pour avoir écrit cette dépêche, quand, le mois d'après, on eut appris à connaître lord Shelburne; mais en ce moment-là on croyait avoir, pour en juger ainsi, cette raison que dès le 4 avril, secrétaire d'État des Colonies, lord Shelburne s'était hâté de faire partir Carlston pour l'Amérique avec les incitations à se séparer de la France qu'étaient chargés d'appuyer, sous ses auspices, les auxiliaires déjà familiers avec cette manœuvre. On en trouvait d'autres motifs en cet, d'abord, qu'au lieu d'un acquiescement aux demandes libellées par le roi à Grenville, Fitzherbert rapportait une réponse par laquelle le successeur de Fox appelait des explications qui semblaient remettre en question les points acquis, et, en second lieu, en ce qu'Oswald revenait sans pouvoirs officiels encore, muni simplement de la prétendue copie d'une commission diplomatique rédigée en termes tels que Franklin et son collègue Jay, ce dernier

<sup>1</sup> « Au moment où M. Grenville négociait avec nous, ajoutait le ministre, Shelburne suivait en ces mots marche oblique, marquée au coin de la plus mauvaise foi. » *États-Unis*, t. 22, n° 6.

1763. arrivé depuis peu d'Espagne pour les négociations, en étaient à examiner avec M. de Vergennes s'il convenait d'accepter un mandataire avec ces instructions-là ou s'il ne fallait pas en exiger d'autres. Le cabinet du roi voyait en cela la preuve que le ministère anglais, et lord Shelburne surtout, « ne se prêteraient qu'avec la plus grande répugnance à une paix générale et qu'ils ne négocieraient sérieusement et de bonne foi qu'à moins d'avoir perdu tout à fait l'espoir de diviser les alliés pour traiter avec chacun séparément ».

A peu de chose près, la vérité était à l'inverse de ces préventions. Pour Fox, l'indépendance dont il avait beaucoup agité le drapeau ne dépassait point les limites étroites dans lesquelles pouvaient la concevoir les esprits les plus imbus de la suprématie anglaise. Attitude politique, de sa part, et la célébrité de Fox se réduira peut-être, aux yeux de l'histoire, à des attitudes : des mots retentissants, peu de fond, beaucoup d'infidélité, envers les États-Unis, dans tous les cas, il eut plus tard une malveillance de rancune qui suscita en partie une guerre nouvelle. L'indépendance des Colonies : ce mot-là, à lui seul, disait beaucoup depuis six années. Il offrait ainsi un programme plein d'apparence pour une existence ministérielle opposée à celle des torys. On pouvait n'être pas empêché par lui de retenir en fait ce qu'on ne voudrait pas abandonner, ce que l'on prétendrait reprendre, de n'apporter qu'entraves, après, à cette indépendance qui s'était imposée; mais, en attendant, la réconciliation qui en résulterait permettrait à la mère patrie de rester haultaine en Europe, pouvant y user de tous ses moyens. Fox n'avait pas compris différemment les pouvoirs à donner à Grenville et ceux dont il l'avait rendu porteur; Grenville n'était pas disposé à les comprendre d'une autre manière, et lorsque M. de Vergennes s'était empressé de déclarer que « l'article

\* La France, conséquemment, était engagée à faire d'autres efforts encore pour que les États-Unis ne se laissent pas détourner par l'intrigue des Anglais de la résolution ou au

delà croyait de rester unis à la France. On ne doutait pas, lui disait-on de nouveau, que l'Angleterre cherchât maintenant d'autant plus à attirer à elle le Congrès et le peuple



de l'Amérique n'était pas à préparer avec la France, mais avec les États-Unis directement<sup>1</sup>, le plénipotentiaire savait que comme lui son ministre entendait le contraire. L'idée de trouver des avantages en concédant l'indépendance la leur faisait seule admettre; la perspective de placer ce don en tête d'un traité de paix allant à leur parti et à eux parce que nous serions comme garants de ces avantages. Franklin très vite éclairé à cet égard, envoyant à M. de Vergennes, le 24 juillet, des notes du cabinet de Londres à ses agents en Amérique, exprimant l'avis que le plan anglais visait tout simplement à séparer la France de l'Amérique et à diviser entre eux les Américains eux-mêmes. Et en effet, le cabinet Rockingham avait recommandé le 5 juin à Carleton et à Digby de présenter aux États-Unis l'offre de l'indépendance en dehors de toute condition de paix, de leur dire qu'il n'y avait donc plus lieu de continuer la guerre, que cette guerre se prolongeait pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, en vue desquels la France tenait chez eux des troupes, et que bientôt ces troupes y deviendraient peut-être un danger<sup>2</sup>.

À l'opposé de cette politique, lord Shelburne en concevait une nouvelle, pour la Grande-Bretagne, dans la résolution de se départir de son ancienne souveraineté sur l'Amérique septentrionale. Proclamer libres les États-Unis et les rendre tels en les développant; rechercher pour l'Angleterre les forces jusqu'ici méconnues qu'engendrerait un large commerce avec ce peuple, anglais de nature comme d'origine; il allait jusque-là, ayant la claire notion de ce que l'impulsion économique devait faire désormais surgir de puissance dans le monde. Il osait se fier à l'éclosion qui en proviendrait pour rendre à son pays, sur l'Europe ramenée à la paix, une suprématie plus féconde que celle dont ses rivaux avaient cru le déposséder<sup>3</sup>. Ni le roi ni le parlement

<sup>1</sup> *Reynolds: Works of Franklin*, t. 8, p. 135.  
<sup>2</sup> La réponse conforme de Vergennes, p. 138  
 et *États-Unis*, t. 21, n° 105.

<sup>3</sup> Une lettre adressée par lord Shelburne à

Jewell le 27 juillet 1782, à Paris, montre à cet égard le témoignage de l'étendue d'esprit de ce ministre et une preuve, déjà, de l'influence qu'il avait acquise à son tour au sein même du

1782 n'auraient regardé à une telle distance. Ils ne supporteraient certainement cette perspective-là que par gradation. Il était donc naturel que lord Shelburne laissât continuer leur cours aux moyens pratiqués avant l'avènement du ministère Rockingham et jugés seuls propres, alors, à procurer à l'Angleterre, en Amérique, une solution garantissant sa prédominance en Europe. Si ces moyens réussissaient, on verrait quelle suite leur donner, s'ils demeureraient sans succès, ils familiariseraient par là même les esprits avec les aspects autres qui eussent inquiété au moment présent. C'est pourquoi, nullement le maître, d'ailleurs, l'un des membres du cabinet seulement, ce ministre fit remplir à Carleton la mission dont le cabinet précédent avait investi ce dernier. Il laissa persévérer pareillement dans les intrigues tentées du côté de John Adams. Non content d'avoir inutilement expédié Digges à celui-ci, on lui dépêcha Laurens, devenu très Anglais par succès d'ambition. Laurens fut flanqué d'un agent interlope, Benjamin Vaughan, désormais destiné à tenir de près les plénipotentiaires des Etats-Unis, mais on ne reçut pas une réponse plus encourageante. Les bons résultats que l'aide de M. de la Vauguyon et l'intime liaison de John Adams avec notre ambassade procuraient aux démarches de l'Américain étaient alors dans leur plein; celui-ci avait assuré à Laurens, et ils avaient reconnu ensemble, que l'Amérique se refuserait à traiter séparément. Laurens s'était d'ailleurs montré assez peu confiant dans le cabinet de Rockingham que dans le précédent.

Ce qui est à retenir, plutôt que ces détails, c'est qu'en même temps qu'il participait aux procédés des successeurs de lord North, lord Shelburne avait fait personnellement autre chose, et autre chose qui eut de grandes conséquences : il avait envoyé à Franklin Oswald, intimement associé à ses conceptions propres. Aussi n'est-il peut-être improbable, on peut le penser, que lorsqu'il eut appris et de celui-ci

cabinet Rockingham lorsque George II. s'apprêta à former le cabinet suivant.

<sup>1</sup> Les trois personnages venant au à cet

allait une rencontre à Harlem. Lettres d'Adams à Franklin d'Amsterdam le 18 avril 1783. Bigelow, *Life of Franklin*, t. III, p. 85.

et de Franklin à la fois dans quels sentiments droits M. de Vergennes était disposé à aborder au nom du roi la question de la paix, il eût été le ministre le moins agissant pour que Grenville fût commissionné en vue de la paix générale. C'est lui qui avait fait mettre Franklin à même de connaître les documents qui concernaient la mission de Carleton et de Digby, documents dont l'impression était restée aussitôt si défavorable. A la date où la présidence du cabinet venait le chercher, lord Shelburne eût pu s'en tenir au plan que ces documents indiquaient. Il avait appris déjà par Oswald, en effet, toute l'étendue des vues de Franklin. Après leur première entrevue aux Affaires étrangères, où M. de Vergennes s'en était tenu à l'impossibilité de rien dire pour la France sans l'aveu de ses alliés et à l'obligation d'attendre que l'Angleterre parlât, Franklin s'était empressé d'aller, auprès d'Oswald, au delà de la simple revendication des frontières et des pêcheries que voulait le Congrès. Il avait sondé l'émis-saire sur la cession du Canada et de la Nouvelle-Écosse aux États-Unis. Il lui avait même laissé un exposé écrit dans lequel il ne cachait pas qu'à son avis personnel l'Angleterre devrait d'elle-même leur offrir le Canada, afin de ne pas établir entre les deux peuples un voisinage ombrageux et aussi afin de rendre facile, au moyen des territoires qui reviendraient ainsi à l'Amérique, d'amortir les revendications à l'aire des dommages privés provenant de la guerre ou d'en indemniser les victimes. Devant la réponse encourageante d'Oswald, Franklin avait immédiatement informé de son idée John Adams en Hollande, et l'affaire était en quelque sorte liée par l'assentiment de celui-ci<sup>1</sup>. Lord Shelburne n'ignorait donc point ce qui serait demandé, demandé par l'Américain qu'il estimait au-dessus de tous les

<sup>1</sup> C'est le 19 ou le 20 avril que Franklin e écrit ainsi à Oswald à cet égard. Son *Journal des négociations de la paix* est circonstancié sur tous ces points. Deux mois après, le 20 juin, Franklin écrivait à John Adams que « M. Oswald

avait beaucoup apprécié l'idée et avait reconnu que vu l'impossibilité ou l'on eût à indemniser les ayants droit en argent, il eût efforcé de faire adopter cette solution » (*Biographe, Life of Franklin*, t. III, p. 78 à 84).

1702. autres Il ne fit pas moins renvoyer Oswald à Paris pour reprendre sans restriction les pourparlers, et en même temps déléguer Fitzherbert par lord Grantham pour continuer ceux de la paix européenne.

Franklin avait mandé à Jay dès le 22 avril de quitter Madrid afin de se joindre à lui, et peu après informé John Adams de l'utilité qu'aurait pour eux sa présence. Cependant le premier n'était arrivé que le 23 juin. Le second avait regardé comme plus urgentes les affaires qu'il disait suivre en Hollande, et, conséquemment, différé de venir, à son avis, Laurens, qui circulait librement sur le continent, le remplacerait avec utilité. Laurens, en effet, après s'être consulté avec Vaughan le messager tauble des tentatives de paix séparée poursuivies par l'Angleterre, continuait à voyager pour raison ou sous prétexte de santé et ne se soucia point de rallier ses collègues. Le 4 août, Fitzherbert présenta à M. de Vergennes les demandes d'explications dont il était porteur<sup>1</sup>. De la part du nouveau ministère elles n'avaient été qu'une manière d'introduire à nouveau la négociation, dès le lendemain le secrétaire d'État donna des passeports au plénipotentiaire pour envoyer chercher les instructions que cette reprise comportait<sup>2</sup>. Le 8, Franklin transmit à M. de Vergennes une copie des nouveaux pouvoirs d'Oswald<sup>3</sup>, Jay et lui voulant avoir sur les termes qui les constituaient l'opinion du ministre du roi. Le 10, celui-ci et les deux commissaires de l'Amérique décidèrent ensemble qu'en attendant que des pouvoirs plus explicites arrivassent, les Américains n'auraient qu'à communiquer à Oswald une copie des leurs, mais que contrairement aux instances de ce dernier ils remettraient d'entrer en matière avec lui jusqu'à l'arrivée de la pièce authentique<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir le texte de ces demandes, *Angleterre*, t. 538 n° 79.

<sup>2</sup> *Ibid.* Les pièces de ce volume portent un double numérotage.

<sup>3</sup> *État des*, t. 22, n° 7. Aut 21 n° 164, ne trouve la traduction du pouvoir d'Oswald.

M. de Vergennes lui-même ajoutait ce qui suit, à la fin de la dépêche du 12 août à La Lamerie sur la minute écrite par Rayneval : « J'ai vu avant hier M<sup>rs</sup> Franklin et Jay, nous avons discuté la forme et le fond de la commission de M. Oswald nous sommes

Ni le ministre ni assurément l'un de ses deux interlocuteurs ne se doutaient de l'étrange suite qu'auraient bientôt cet entretien et la conclusion qu'ils y avaient donnée. Pendant ce temps, la scène changeait entièrement en ce qui concernait la France.

Lorsqu'en 1711 l'entourage de la reine Anne eut résolu de nouer malgré ses ministres et leur parti, la paix avec Louis XIV, successivement défait d'une manière cruelle et l'ayant demandée en vain, il prit pour en avertir le marquis de Torcy, qui avait été notre ambassadeur à Londres, un intermédiaire que son obscurité personnelle couvrait absolument. Lord Shelburne semble s'être proposé un but analogue en pensant, comme les torys du commencement du siècle, qu'il y avait mieux à faire qu'à continuer contre la France une guerre où les deux nations s'épuisaient. Il ne chercha pas un autre abbé Gauthier pour porter à une oreille sûre les mots nécessaires, mais le comte de Grasse était, à Londres, un prisonnier choyé au point que des impressions fort mauvaises en résultaient contre lui de ce côté-ci de la Manche, nul ne supposerait que le Premier lord de la Trésorerie confierait ses secrets à un officier décrié dans son propre pays. ce fut lui qu'il choisit. Le comte de Grasse, revenu libre à Versailles au milieu d'août, envoya soudain apprendre à M. de Vergennes qu'il avait reçu la confiance des intentions du lord Shelburne et promis de les lui communiquer verbalement. M. de Vergennes

« nouveaux qu'ils remettaient une copie de  
« leur plan pouvoir à ces commissaires anglais  
« et que malgré ses minimes ils différaient  
« d'entrer en matière avec lui jusqu'à ce qu'il  
« eût produit l'original même de sa commu-  
« niqué. » — M. de Vergennes avait fixé par écrit  
son opinion à cet égard et il y ajoutait le pro-  
jet de la réponse que Franklin et Jay devaient  
adresser ensemble à Oswald. *Écrit-Us, t. 21,*  
n° 145.)

L. Amiral écrivit à cette occasion, le 17 août

Le billet que voici à M. de Vergennes. « Mon-  
« sieur le Comte, — Lord Shelburne a désiré  
« me communiquer à Londres, dans une con-  
« versation particulière, ses intentions sur la paix  
« qu'il dit les plus sincères. Comme je ne sçais  
« pas encore le jour où S. M. me permettra d'être  
« à la Cour et qu'il peut vous importer de co-  
« noître ce que je suis chargé de vous com-  
« miquer verbalement j'ai l'honneur de vous  
« envoyer mon neveu le comte de Grasse du  
«quel pour vous les expliquer et vous avoir le

venait alors d'écrire, pour en délibérer dans le comité du roi, un mémoire en réponse aux demandes remises par Fitzherbert sur la pêche de Terre-Neuve et sur les autres points qui soulevaient pour nous la perspective d'un traité<sup>1</sup>. La révélation du comte de Grasse, si opposée à l'opinion que l'on avait du chef du cabinet de Saint-James, était de nature à surprendre. On aurait eu l'idée d'y voir « un roman fait à plaisir », ainsi qu'on l'écrivit aussitôt à Madrid<sup>2</sup>, si le comte de Grasse n'avait pas été connu pour un esprit de peu d'étendue, impropre à imaginer des bases de préliminaires aussi raisonnées. On prit cependant ces bases au sérieux, sans attendre l'avis de l'Espagne, à qui l'on n'avait d'ailleurs pas manifesté de grandes objections à leur sujet, on l'avait au reste assurée qu'en tout cas la personne qu'on chargerait d'aller s'enquérir à Londres de la réalité des choses serait sûre et particulièrement apte à les traiter. Le lendemain, par suite, le comte de Grasse envoyait au ministre une lettre pour être expédiée à Londres<sup>3</sup>, afin d'instruire lord Shelburne de l'effet produit par ses conversations, et certainement il y donnait à entendre de concert avec Versailles que le gouvernement du roi ne répugnerait point à dépêcher en Angleterre quelqu'un d'éprouvé, bien au courant et dont le voyage serait caché, surtout de l'autre côté du détroit.

Nulle réponse n'aurait séduit davantage que celle dont le chef du cabinet anglais fit suivre l'avis de l'amiral. Réponse de sa main et dans notre langue : tous les politiques de l'Europe entendaient, alors, on se voyait le français ! Lord Shelburne tenait pour exact ce que le

« honte de lui amener une telle réponse particulière. Je suis avec respect Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur. — Le Comte de Grasse. — Paris Hôtel du Modène, rue Jacob — le 17 août 1782 » (*Angleterre*, t. 538 n° 26-51.)

<sup>1</sup> La variante de ce mémoire est de la main de M. de Vergennes, (*Ibid.*, n° 46-96.) Elle fut revêtue de la forme diplomatique et de l'ap-

prouvé du roi dans le courant du 15 août (*Ibid.*, n° 56-117.)

<sup>2</sup> Dépêche à Montmorin du 18 août.

<sup>3</sup> Le comte de Grasse, en adressant cette lettre ouverte à M. de Vergennes, lui mandait : « Je me flâte d'avoir suivi vos instructions et que vous voudrez bien envoyer mes lettres en Angleterre après les avoir fait examiner » (*Ibid.*, n° 28-73.)

comte de Grasse avant pu rapporter J'amen plus ferme assurance de la résolution de conduire des négociations en pleine bonne foi, il ne permettrait pas même aux événements les plus heureux de changer quoi que ce soit à l'objet, bien arrêté, d'assurer la paix sur un fond durable<sup>1</sup>. Quand ce pli, daté du 3 septembre, arriva, le 5, le 6 peut-être, on était prêt à ce qu'il laissait augurer. Cette date du 6 septembre est celle d'instructions pour Rayneval, qui, naturellement, serait le mandataire. Ces instructions sont de la main du ministre, sur son papier à lettres privé, intimes des lors, mais trop circonstanciées, trop nettes aussi pour qu'elles n'eussent pas été réfléchies et arrêtées à l'avance. Dans deux plus du même jour pour lord Shelburne et lord Grantham, le second pli ne devant être utilisé que si la manière dont Rayneval serait accueilli l'autorisait à aller au *Foreign office*, M. de Vergennes expliquant avec une grande courtoisie que « le roi avait cru apercevoir dans les conversations de lord Shelburne rapportées par le comte de Grasse des moyens propres à faciliter une réconciliation.

<sup>1</sup> Lord Shelburne au comte de Grasse  
« A Londres, ce 3 j<sup>re</sup> 1763. Je me très  
« flatté. Voudrais, des sentiments que vous avez  
« bien voulu exprimer par rapport aux affai-  
« res que j'ai vu la satisfaction de vous té-  
« migner pendant votre séjour. Je puis vous  
« assurer que rien ne me saurait être plus  
« agréable que d'entendre de vous même que  
« vous étiez content du traitement que vous aviez  
« reçu en Angleterre. J'ai entendu avec un  
« plaisir très sensible les nouvelles de l'arrivée  
« que vous avez reçu à votre Cour. Il était dû  
« à votre conduite personnelle. Quant au dé-  
« tail que vous m'avez fait l'honneur de com-  
« muniquez à M. de C<sup>te</sup> de Vergennes de mes  
« sentiments par rapport à la paix et aux moyens  
« de la rétablir, je dois vous pour d'être per-  
« suadé de la confiance totale que je repose  
« dans votre sagesse. Je continue toujours  
« les mêmes dispositions à perfectionner un an-

« rage à durable à l'humanité. C'est pourquoi  
« j'ai beaucoup de plaisir à vous certifier les  
« sentimens de la bonne foi et de la simplicité  
« avec lesquelles nous sommes résolus de faire  
« conduire la négociation de notre côté avec  
« pureté sans équivoque même les plus in-  
« variables de porter aucun changement à notre  
« objet qui est d'établir la paix sur les  
« bases les plus permanentes. Il est impossible  
« après ce que vous me marquez de M. de C<sup>te</sup> de  
« Vergennes, de ne pas compter sur son désir  
« réciproque de mettre fin à tous nos diffé-  
« rends, et j'espère. Il desire de prendre  
« l'occasion de nous libérer mutuellement de  
« notre présence en Angleterre. — J'ai l'hon-  
« neur d'être avec la plus grande considéra-  
« tion Monsieur, votre très humble et très  
« obéissant serviteur. — Sincèrement. Angle-  
« terre, le 538 et 50 1763, copie de M. de Ver-  
« gennes.)

1762. autorisa son ministre à envoyer à Son Excellence une personne de confiance pour s'expliquer avec elle sur un objet aussi intéressant, désigné pour cela M. de Rayneval, collaborateur quotidien du ministre sur ces affaires, possédant toute la confiance de ce dernier et devant certainement mériter celle de Son Excellence, qui était prée de ne pas le retenir trop longtemps parce que sa présence était nécessaire à Versailles ».

En tant que point de départ de négociation, les propositions que le comte de Grasse avait données comme étant celles de lord Shelburne n'auraient pu être plus en rapport avec les vues constamment énoncées par le gouvernement du roi. D'abord et avant tout les États-Unis, proclamer leur indépendance entière, sans restriction, en second lieu, remplir les quelques desiderata exprimés pour la France; après quoi, et très explicitement, consentir aux satisfactions réclamées par elle pour l'Espagne et la Hollande; enfin, établir la liberté commerciale suivant les principes des neutres<sup>1</sup>. Si en paroles lord Shelburne avait été au delà de la mesure ou si le comte de Grasse les avait interprétées trop complaisamment, il n'y aurait rien que de naturel, et les

PROJET DE PRÉLIMINAIRES RENDUS LE 17 AOÛT 1762 PAR M<sup>r</sup> LE C<sup>te</sup> DE GRASSE COMME LA RÉPONSE DE SES CONVERSATIONS AVEC M<sup>r</sup> LE C<sup>te</sup> DE SHELBERNE ET DES DISPOSITIONS QU'IL LUI A MANIFIQUÉES.

Pour les États-Unis d'Amérique

L'indépendance la plus entière et la plus absolue sans conditions ni modifications.

À la France

Restitution de Saint-Lucie. Rétrocession de la Dominique et de Saint-Vincent.

Abrogation des articles des traités depuis 1713 au sujet de Dunkerque.

Une pêche sur le Grand Banc sous commodité libre, avec pouvoir de se faciliter sous les gênes du traité de 1763.

Un établissement esclavé pour la traite des nègres.

Le commerce et les établissements aux Indes orientales rétablis ou en l'état de 1749 ou de 1763 selon qu'il sera convenu ces préliminaires agréés.

À l'Espagne

Canton ou maintenance définitive de son escaquette dans le golfe du Mexique. Mahon ou Gibraltar à son choix. L'Angleterre devant servir un fort dans la Méditerranée pour son commerce au Levant.

À la Hollande,

L'est possible sauf à négotier lors du traité les concessions réciproques.

Pour toutes les autres

Une liberté de commerce suivant les principes de la neutralité armée. *Angleterre*, t. 538 n° 25-30, copie de la main de M. de Vergennes.]



instructions de Rayneval s'inspiraient de cette double provision. C'étaient celles d'une mission toute verbale, d'aller et venir simplement, et d'une mission qui concernerait par-dessus tout l'Europe : savoir si le ministère anglais avait bien les dispositions que l'on disait, puis rentrer aussitôt, dans le cas de la négative, demander immédiatement un passeport; répondre, si le désir d'être informé semblait se montrer, nul n'étant mieux au courant des affaires, mais défense de négocier en rien et interdiction de parler pour personne; seulement, s'il sentait certaine une sincère tendance à la paix, rappeler que les parties avaient accepté l'intervention de médiateurs et qu'il ne serait pas sans convenance de recourir à leurs offices.

M. de Rayneval passant en Angleterre prendra les précautions possibles pour n'être point reconnu. Il évitera à Londres d'y être trop ostensible et la rencontre des ministres étrangers.

Il fera demander une entrevue au lord Shelburne. Après lui avoir remis sa lettre qu'il accompagnera d'assurances convenables, il lui exhibera les points apportés et présentés par M. le C<sup>te</sup> de Grasse, et lui demandera s'ils sont exactement conformes à ses intentions et à ses dispositions.

Si le lord Shelburne les désavoue, M. de Rayneval lui déclarera que sa commission est finie, et sans autre explication il lui demandera un passeport pour sortir d'Angleterre.

Si le lord Shelburne reconnoît que ces points sont le résumé exact de ce qu'il a dit au C<sup>te</sup> de Grasse, M. de Rayneval lui fera connoître que les bases pouvant conduire à des préliminaires, sauf les modifications et les changements qui seront jugés nécessaires, il conviendrait que M. Fitzherbert eût des instructions analogues afin de ne pas perdre un tems précieux en de vaines formalités et à disputer pour savoir qui parlera le premier.

Si M. de Shelburne pousse M. de Rayneval de questions pour savoir quelles peuvent être les intentions de la France, il réservera, mais comme de lui-même, qu'elle s'est déjà expliquée par rapport à la pêche de Terre-neuve.

Que relativement à l'Afrique c'est un objet qui demandera vraisemblablement à être détaillé dans la négociation.

Que la proposition pour l'Inde telle qu'elle est conçue ne semble point

1782 adoptable et que si l'intention est de faire justice à la France il faudra prendre une époque des deux proposées.

Quant à Dunkerque nulle difficulté.

M. de Rayneval évitera soigneusement de paroître chargé de négocier et il aura attention de faire connoître qu'il peut d'autant moins entrer en négociation que l'intention invariable du Roi est de ne traiter que de concert et conjointement avec ses alliés et amis.

M. de Rayneval n'entrera point en explication sur les dispositions et les vœux du roi d'Espagne, il se bornera à dire que Sa M<sup>te</sup> Cath<sup>le</sup> désire la paix aussi sincèrement que le Roi et que nous avons lieu d'être persuadés qu'elle se prêtera volontiers à des conditions justes et raisonnables.

La proposition relative à la Hollande ne paroît pas admissible la restitution réciproque est de droit.

Si le lord Shelburne désire que M. de Rayneval voie le lord Grantham, il s'y prêtera. Je lui remets à cachet volant une lettre pour ce secrétaire d'État dont il pourra faire prendre lecture au premier.

Si M. de Rayneval aperçoit une tendance sincère à la paix et voudra bien rappeler à l'un et à l'autre de ces ministres les médiateurs, et leur faire sentir la convenance de ne pas les frustrer de l'intervention qui a été respectivement acceptée, en la ménageant de manière cependant qu'elle ne puisse pas retarder la cessation des hostilités.

Je laisse à la sagesse de M. de Rayneval les matières sur lesquelles il pourra être attaqué, bien instruit des affaires et de la manière de les traiter je ne suis pas inquiet qu'il ne règle ses réponses avec assez de prudence pour que les ministres anglois ne puissent en prendre avantage.

Il ne me reste qu'à lui souhaiter un bon voyage et à le prier de revenir le plus tôt possible. Il semble que dans la supposition la plus favorable un séjour de huit ou dix jours à Londres doit être suffisant.

Si M. de Rayneval a occasion de m'écrire, je lui serai obligé d'en profiter pour me donner un aperçu des dispositions qu'il rencontrera.

A Versailles, le 6 7<sup>bre</sup> 1782.

DE VERGÈNE.

Angleterre, 538 r. 51-1 kg.

On voit que l'éloignement manifesté par Grenville pour les puis-

sances médiatrices ne détournait pas d'elles M. de Vergennes, au moment où s'offrait la perspective d'une négociation rapide. Le ministre du roi ne voulait pas être accusé d'écarter leur intervention : ce fut sa grande raison de parler si souvent d'elles, quoiqu'il eût considéré comme « très heureux », sa correspondance avec Montmorin n'en permit aucun doute, de se passer de leurs offices dès que l'Autriche en parut la maîtresse. M. de Kaunitz savait bien que l'Angleterre tenait encore moins à laisser l'Empereur et son premier ministre s'ingérer dans ses affaires, mais il trouvait plus aisé de s'en prendre à M. de Vergennes et de lui imputer ses refus<sup>1</sup>. Pour le moment, le ministre de Versailles avait besoin d'empêcher qu'à Londres on ne donnât au vieux chancelier d'État de Joseph II des motifs de croire l'imputation vraie, et dans cette dépêche du 9 août si contraire à lord Shelburne, par laquelle il pressait La Luzerne de mettre le Congrès plus en garde encore qu'auparavant contre les menées de paix séparée, il lui expliquait pourquoi, en ce moment, il montrait encore la médiation à l'horizon, quoiqu'il ne pût ignorer le peu de cas qu'une fois de plus on en ferait. « Avant de quitter cette matière, mandait-il, je crois devoir vous parler des médiateurs », et il indiquait que ceux-ci ayant récemment adressé de nouvelles instances à la cour de Londres pour qu'on les employât, cette cour, le 29 avril, tandis que Oswald négociait déjà pour elle à Paris depuis deux semaines, leur avait répondu qu'elle était « prête à recevoir toutes les ouvertures pacifiques qui lui seraient présentées par leur canal, même à admettre aux négociations les Américains et les Hollandais » ; cependant, elle n'avait pas moins

À ce propos M. de Vergennes marquait à Montmorin ainsi qu'il suit, le 10 août, sa manière de voir sur Kaunitz : « Ce Chancelier d'État, qui nous apparemment charge si malicieusement l'honneur contre les Anglois, affecte malgré l'évidence et la notoriété des faits de nous imputer d'avoir cherché cette négociation et de lui avoir ouvert la voie. Ce se-

« proche est si peu raisonnable qu'il ne mérite l'attention que pour éviter soigneusement de tomber sous l'influence d'un ministre bien plus susceptible aux mouvements de son orgueil qu'à ceux de la même raison. Le ministre anglais ne se montre pas disposé à la censure et la suite de ses procédés n'annonce pas beaucoup de ménagements à son égard. »

762 envoyé à Grenville, le 21 mai, les pouvoirs plus étendus demandés par lui, et, bien plus, elle s'en était excusée auprès des deux cours médiatrices sur ce que nous avions provoqué les pourparlers. Il nous « été facile de nous disculper auprès de ces cours, ajoutait le ministre, nous avons dit que sans nous refuser à leurs offices, nous suivrions la négociation directe aussi longtemps que cela conviendrait à la cour de Londres. » Cette cour avait-elle répondu depuis aux cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg? c'était à savoir; en tout cas ces cabinets, ajoutait le ministre, « ne l'avaient pas empêchée d'envoyer M. Fitzherbert et de commissioner de nouveau M. Oswald. » M. de Vergennes continuait : « Quant à nous, notre conduite a toujours été franche, uniforme, conséquente, nous confierons volontiers nos intérêts aux médiateurs sur les bases qui ont été indiquées dès qu'il plaira à la cour de Londres de rompre les conférences directes qu'elle a provoquées. »

Hayneval rappellerait donc les puissances médiatrices au souvenir des ministres anglais, exactement comme M. de Vergennes avait tout de suite parlé d'elles à Grenville. Le ministre pensait sans doute, d'ailleurs, qu'un jour donné nous pourrions trouver avantage à appuyer sur les deux grandes cours européennes l'établissement de la paix générale, et qu'au moins il n'en coûtait guère de ne pas froisser leur amour-propre. Mais il n'y avait rien à mander de cela actuellement à Philadelphie, et, puisque les intérêts des États-Unis étaient sauvegardés des deux parts, rien à en dire non plus à Franklin ou à Jay. Jay était arrivé à Paris le 23 juin, sous l'impression qu'il allait conclure avec le comte d'Aranda, entre les États-Unis et l'Espagne, le traité dont il était resté impuissant à occuper le cabinet de

\* Peu après, M. de Vergennes mandait à Montmorin à propos d'une récente assistance de Mercy Argenteau pour que le traité définitif fût conclu à Vienne. « Je vous fais grâce d'autres détails moins agréables. Ce que je vous recommande, c'est que les médiateurs

« veulent, à tout prix s'engager dans nos affaires et que si l'Angleterre y consent il sera impossible de s'y refuser. mais le tout n'est pas grand si nous avons de bons préliminaires convenus. » Dépêche du 22 août répétée en substance le 18 septembre.

Charles III A Franklin, qui voulait l'emmener immédiatement chez M. de Vergennes, il répondit qu'à la suite des changements survenus en Angleterre les ministres espagnols lui avaient montré beaucoup d'empressement, de sorte qu'il tenait à se mettre en rapport tout de suite avec l'ambassadeur pour parler amplement de ce traité<sup>1</sup>. Après une visite au ministre du roi le 24 juin, ils s'étaient rendus par suite, le 29, chez le comte d'Aranda, à qui son impatience avait d'ailleurs fait mander Jay, et celui-ci avait fourni à l'ambassadeur l'occasion, avidement saisie, de garantir amplement les bonnes dispositions de l'Espagne. Le fond de l'entretien avec M. de Vergennes, le 24 juin, fut la débance à l'égard de lord Shelburne et de Grenville, les Affaires étrangères et Passy étaient alors à l'unisson dans ce sentiment-là. Aussi, le 28, Rayneval avait-il demandé à Franklin d'insister auprès de M. Livingston contre les tentatives de paix séparée que, ni les uns ni les autres n'en doutaient, Carleton devait rendre dangereuses. Et en effet Franklin écrivit aussitôt; il expliqua même que la France, l'Espagne et la Hollande étant absolument résolues à ne pas traiter individuellement, l'Amérique tenait la clef de la paix, de telle sorte que le Congrès se tromperait à méconnaître une situation aussi pleine de promesses<sup>2</sup>. Jay entra avec Aranda dans des négociations fort actives, mais bientôt tomba malade, Franklin commença à le devenir, et ils ne virent plus M. de Vergennes que le 10 août, à l'occasion de la commission imparfaite d'Oswald<sup>3</sup>.

Le résultat de tout cela fut que le gouvernement du roi n'eut, jusqu'au 7 septembre, ni à répondre à des rapports de La Luzerne ni à l'informer d'objets ou de prescriptions intéressant son office. Ce jour-là, toutefois, on prit occasion de quelques détails de correspondance pour faire connaître au plénipotentiaire, plus explicitement que

<sup>1</sup> Lettre de Franklin à M. de Vergennes le 28 août. (*États-Unis*, t. 23, n° 51.)

<sup>2</sup> Voir sur tout ceci le *Journal de Franklin*. Il donne à ses mandataires d'Amérique des détails

auxquels on peut avoir confiance, p. 370-375.

<sup>3</sup> Franklin envoyait le texte de cette commission ce jour-là « pour que Son Excellence l'examinât ». *Ibid.*, n° 7.

par le précédent courrier, la manière dont avait été envisagée la commission présentée d'abord par Oswald. A propos « de la forme et de la teneur de cette pièce », le ministre, dans sa dépêche du 9 août, avait dû se borner à dire que « la commission de M. Oswald était en forme de lettres patentes et conçue comme un acte domestique du gouvernement anglais, mais que les Colonies n'y étaient présentées ni comme rebelles, ni comme sujettes de la couronne britannique », ce qui indiquait évidemment chez lui la pensée que la commission en question pouvait n'être pas absolument repoussée. Maintenant il écrivait

Vous avez vu par un post scriptum de ma dernière expédition les termes où en étoient les deux plénipotentiaires américains vis-à-vis de celui de la cour de Londres; leur négociation n'a, depuis ce temps, fait aucun progrès. M<sup>rs</sup> Franklin et Jay ont fait quelques objections sur la forme et le fond de la commission de M. Oswald, et celui-ci en attend la solution, elles ne sont pas de nature à causer des embarras, et si la cour de Londres ne les prend pas en considération, elles pourront sans inconvénient être regardées comme non avenues. Les plénipotentiaires américains demandent que le Roi d'Angleterre s'explique sur l'article de l'indépendance préalablement à toute négociation et qu'il traite avec les États-Unis d'égal à égal. Je ne saurais prévoir sous quel point de vue le ministère anglois envisagera cette demande, s'il l'admet, comme M. Oswald doit l'avoir fait espérer, tout sera dit, s'il la rejette parce qu'il ne croira pas devoir commencer par où il s'agit de finir, je pense que la négociation n'en devra pas moins être entamée. On pourra juger des intentions de la cour de Londres par sa première proposition. Si elle « pour laine l'indépendance, on passera outre; dans le cas contraire on rompra. Telles sont, M<sup>r</sup>, les observations que j'ai faites à MM. Franklin et Jay, je les leur renouvellerai si les circonstances l'exigent, et, dans ce cas, je ne négligerai rien pour les faire adopter, il faut en politique savoir céder sur la forme lorsqu'on a lieu d'être satisfait pour le fond.

*États-Unis* 1 22 n° 60

Pour interpréter cette opinion du ministre du roi autrement que

284.  
dans son sens naturel, il ne se serait pas trouvé un esprit politique habitué aux procédés des États civilisés; on apprendra tout à l'heure que Jay se rencontra pour y voir une ruse. Du reste le ministre prenait plaisir à annoncer à La Luzerne que les négociations de John Adams à la Haye avaient réussi et que le traité de commerce des Pays Bas avec les États Unis allait être signé. Adams venait de faire demander l'avis de Versailles au sujet d'un traité d'alliance de leur part pour la durée de la guerre, et l'on relevant dans le projet de ce traité l'unique tort d'être inutile, puisque « les États Généraux ne séparaient point leur cause de la nôtre, et par conséquent de celle des Américains »

## ANNEXES DU CHAPITRE III

### I

#### PREMIÈRES OUVERTURES DE PAIX

*Substance de la 1<sup>re</sup> Conférence avec M. Grenville, le 9 mai 1782*

M. Grenville, après avoir remis au C<sup>te</sup> de Vergennes deux lettres, l'une de M. Fox et l'autre du duc de Richmond, a exprimé le vœu du roi d'Angleterre pour une prompte réconciliation et a déclaré que S. M<sup>te</sup> B<sup>te</sup> choisissait de préférence Paris pour le lieu de la négociation. Le C<sup>te</sup> de Vergennes a répondu, en exprimant, de son côté, le désir du Roi de voir bientôt la paix rétablie sur une base solide et durable, et en annonçant que S. M<sup>te</sup> n'aurait en vue que justice, réciprocité et dignité, qu'en surplus S. M<sup>te</sup> n'attachait aucune gloire à voir la négociation s'établir sous ses yeux, et qu'elle étoit disposée à choisir tel autre lieu qui pourroit convenir au roi d'Angleterre et même de faire cheminer la négociation par la voie des médiateurs. M. Grenville a répliqué que Paris étoit le lieu le plus convenable à tous égards, mais il a déclaré l'intervention des médiateurs.

Ce point déterminé, le C<sup>te</sup> de Vergennes dit qu'il ne pouvoit pas être question d'une paix partielle, et a demandé si l'entention du ministère anglais étoit de faire une paix générale. M. Grenville, après avoir fait une réponse affirmative, a dit que les ministres anglais desiroient savoir si l'on pourroit convenir des propositions générales d'après lesquelles on pourroit espérer d'établir une négociation avec probabilité du succès. La réponse du C<sup>te</sup> de Vergennes a été que le Roi ayant des allies ne pouvoit faire ni ouverture ni proposition, parce qu'il ne connoissoit que leur vœu pour la paix et non les conditions auxquelles ils sont disposés à la faire. Le C<sup>te</sup> de Vergennes a observé en même temps que l'Angleterre n'ayant ni allié ni associé à consulter étoit libre dans sa conduite comme dans son langage, et qu'elle pouvoit sans inconvénient exprimer ses intentions et ses vœux.

Cette réflexion a amené M. Grenville à faire l'ouverture suivante : comme l'indépendance de l'Amérique est l'objet direct de la guerre actuelle, cet article doit être essentiellement l'objet de la négociation. Le C<sup>te</sup> de Vergennes, après avoir fait sentir



que cette proposition n'étoit pas exacte — on a néanmoins passé la première partie, en observant toutefois qu'il est des choses de justice que le Roi et ses alliés auront à réclamer, que le traité de Paris froit de l'abus que la cour de Londres a fait de sa prospérité — avait besoin de révision, qu'au surplus au comte de Vergennes ne pouvoit pas s'expliquer davantage — quant à présent, qu'il rendroit compte au Roi des ouvertures de M. Grenville et qu'il espéroit pouvoir être plus explicite à la prochaine conférence indiquée pour demain.

*2<sup>e</sup> Conférence, le 10 mai 1782*

La conférence s'est tenue. M. le C<sup>te</sup> d'Aranda présent. Les mêmes objets qui avoient été agités la veille ont été traités de nouveau et pour ainsi dire dans les mêmes termes sans que de part et d'autre on se soit plus ouvert et qu'on ait donné lieu à former des expédiens. Le résultat a été que M. Grenville écrirait à Londres et M. le C<sup>te</sup> d'Aranda à Madrid pour se procurer des instructions.

*3<sup>e</sup> Conférence, du 26 mai 1782*

M. Grenville a ouvert la conférence par annoncer au C<sup>te</sup> de Vergennes qu'il étoit autorisé formellement à renouveler les assurances qu'il avoit déjà données des dispositions pacifiques du roi d'Angleterre, et répéter de la part expresse de ce prince les ouvertures de paix qui n'avoient été faites que par manière de discours dans les premières conférences. Pour justifier sa mission, M. de Grenville a remis au C<sup>te</sup> de Vergennes une copie des plein-pouvoirs qui venoient de lui être adressés.

Le C<sup>te</sup> de Vergennes après avoir assuré M. Grenville de la parfaite réciprocité des sentimens du Roi pour le prompt rétablissement de la paix, a fait lecture des plein-pouvoirs, mais ayant observé qu'ils n'autorisoient M. Grenville à traiter de la paix qu'avec la France — et qu'il n'y étoit fait aucune mention des alliés du Roi — le C<sup>te</sup> de Vergennes en a fait la remarque à M. Grenville — et il en a témoigné d'autant plus d'étonnement — que dès les premières conférences il l'avoit prévenu que le Roi ne vouloit ni ne pouvoit entendre à une paix séparée — et que cette question préliminaire a dû être le principal objet de l'expédition du courrier que M. Grenville a envoyé en Angleterre et par conséquent des réponses qu'il a reçues de sa cour. Le C<sup>te</sup> de Vergennes a de nouveau déclaré au plénipôté anglais que le Roi ne traiteroit pas

Le résumé de cette conférence est de la main de M. de Vergennes — de même celui de la 7<sup>e</sup> et dernière. Les autres ont été écrites par Rayneval.

séparément de ses alliés et particulièrement de l'Espagne et que si M. de Grenville n'était pas muni de plein-pouvoirs à cet effet la négociation se trouverait arrêtée dans son début et que lui C<sup>e</sup> de Vergennes n'avait plus la faculté de parler.

M. Grenville a avoué qu'il n'avait pas d'autres pouvoirs que ceux qu'il venait de produire, et sur la question si ses instructions ne renfermaient rien à cet égard, il a répondu qu'il était seulement autorisé à prendre *ad referendum* les objections qui lui seraient faites. M. le C<sup>e</sup> de Vergennes a répété ce qu'il avait déjà dit de la résolution du Roi de ne point traiter sans ses alliés, en ajoutant qu'il rendrait compte au Roi de tout ce que M. de Grenville venait de lui dire, et qu'il ne tenterait pas à lui faire part de la réponse de S. M<sup>t</sup>.

M. de Grenville a ensuite demandé s'il était une question d'admettre les Hollandais. M. le C<sup>e</sup> de Vergennes lui a répondu que les Provinces-Unies ayant été entraînés à la guerre sans motif de la part de la Grande-Bretagne, elles se sont adressées au Roi pour obtenir son appui, que S. M<sup>t</sup> leur a rendu des services et que quoiqu'elle ne soit engagée à rien elle pense être de sa justice et de sa générosité de ne pas les abandonner à elles-mêmes, que d'ailleurs le Roi désirait d'autant plus que la Hollande prît part à la pacification générale que la guerre continuant entre cette Rép. et l'Angleterre il serait à craindre vu les rapports et les haines politiques qui subsistent entre toutes les nations de l'Europe qu'elle ne se ralliât avec toutes les puissances bientôt après la signature de la paix. M. Grenville est convenu de la justice de ces réflexions, et il a avoué qu'il serait à désirer que la paix fût générale, parce que ce serait le seul moyen de la rendre durable, mais il ne s'est pas trouvé autorisé à prendre aucun engagement sur cet objet.

Le C<sup>e</sup> de Vergennes ayant de nouveau exprimé son regret de ne pouvoir vu la nature des plein-pouvoirs de M. Grenville, entrer en matière avec lui celui-ci a marqué le désir d'exprimer néanmoins les propositions qu'il a été autorisé de faire et le C<sup>e</sup> de Vergennes lui ayant répondu que, quoiqu'il n'eût pas la faculté de parler il avait bien celle d'écouter le pléniprè anglais lui a dit que le roi d'Angleterre était disposé à reconnaître l'indépendance des États-Unis de l'Amérique sept<sup>tr</sup> e. qu'il céderait même New York, Charles Town, Savannah et toute la Georgie, à condition que pour le surplus les choses seroient remises sur tout le globe dans l'état où elles étoient en vertu du traité de Paris. Cette proposition a donné lieu à la remarque déjà faite lors de la première conférence avoir que pour faire une paix durable, il convenait que ses parties se fissent justice réciproque.

Le C<sup>e</sup> de Vergennes a terminé la séance en priant M. Grenville qu'il rendrait compte du tout au Roi et qu'il feroit part au pléniprè anglais de la détermination de S. M<sup>t</sup>.

4<sup>e</sup> Conférence du jeudi 30 mai 1782

Le C<sup>te</sup> de Vergennes a annoncé à M. Gravelle qu'il avait sous les yeux du Roi les pleins-pouvoirs dont son M. Gravelle lui avait remis une copie, que S. M<sup>e</sup> a été surpris de voir que ces pouvoirs ne faisaient aucune mention de ses alliés, que cette omission empêchoit S. M<sup>e</sup> d'établir même un simulacre de négociation, parce qu'elle étoit irrévocablement résolu de ne point faire la paix sans ses alliés.

Cette réponse ministérielle a donné lieu à M. Gravelle de demander quels étoient les alliés du Roi, le C<sup>te</sup> de Vergennes a répondu que ces alliés étoient le roi d'Espagne et l'Amérique et que les Hollandais sans être les alliés de la France devoient avoir part à la pacification. L'observation concernant l'Espagne et l'Amérique n'a donné lieu à aucune objection de la part de M. Gravelle, mais l'exception relatif à la Hollande a donné lieu à M. de Gravelle de demander quelle convention subsistait entre le Roi et les Provinces-Unies, si celles-ci avoient avec S. M<sup>e</sup> des engagements qui les empêchoient de traiter de leur paix séparément. A cette demande le C<sup>te</sup> de Vergennes a répondu qu'il n'existoit aucun engagement de cette nature entre le Roi et la République, que les Hollandais étoient seulement en communauté de guerre avec S. M<sup>e</sup>, que le Roi, lorsque l'Anglais se trouvoit entraîné dans la guerre, leur a rendu tous les services qui ont dépendu de lui et qu'il continuera de leur en rendre, mais que ces services ont été gratuits et volontaires que les Hollandais ont toute leur liberté, que rien ne les empêche de faire leur paix séparée si cela leur convient, que le Roi ne les exhorte pas plus à se refuser à l'offre que le ministère anglais leur fait à cet égard, qu'il ne les a provoqués à prendre les armes mais que si les Hollandais jugent de leur intérêt de ne point suivre leur cause et s'ils sont déterminés à ne point traiter séparément avec le roi de Londres le Roi pense que sa dignité sa magnanimité et même la tranquillité de l'Europe étoient intéressées à ce qu'il ne lui laissât pas dans la main vis-à-vis d'une puissance aussi considérable que la Grande-Bretagne.

Cet article ainsi éclairci M. Gravelle a repris les propositions qu'il avait faites lors de la conférence du 26. Il a dit que l'Amérique étant l'objet de la guerre et le roi d'Angleterre étant disposé à donner toute satisfaction sur cet article la guerre devoit cesser faute d'objet. Le C<sup>te</sup> de Vergennes a répliqué 1<sup>o</sup> que l'article de l'Amérique devoit être traité directement avec les Etats-Unis et non pas avec la France qui n'est pas autorisée à cet effet, 2<sup>o</sup> qu'en admettant que l'Amérique soit l'objet de la guerre relativement à la France cet objet n'est pas unique, que le grand nombre de nos griefs sont consignés et dans les bureaux des ministres anglais.

en grande partie dans les observations faites sur le mémoire justificatif de la cour de Londres, que lorsqu'on veut traiter sérieusement, on part du point où l'on se trouve pour se faire justice réciproquement, qu'en surplus, en admettant même l'Amérique comme l'objet unique de la guerre avec la France, il restait l'Espagne à satisfaire, cette puissance n'ayant jamais rien eu de commun avec les Américains dont elle n'a pas encore reconnu l'indépendance. Mais M. Grenville revenant toujours à son texte, et citant, pour le justifier, une phrase renfermée dans des observations confidentielles remises aux deux Cours médiatrices, il lui a été observé que la cour de Londres elle-même était si persuadée que la France avait bien que l'Espagne, avait des intérêts séparés de ceux de l'Amérique, que dans une réponse qu'elle a fait remettre aux médiateurs elle a regardé la discussion concernant l'Amérique comme une affaire purement nationale et domestique, elle a rejeté toute intervention de toute autre puissance et a offert de traiter avec la France comme avec l'Espagne des objets qui peuvent concerner ces deux puissances. M. Grenville n'a fait aucune objection contre ce raisonnement, cependant il n'a pas déclaré se désister de sa proposition. M. Grenville ne pas cache le motif pour lequel la cour de Londres veut traiter directement avec le Roi les affaires de l'Amérique, elle voudrait présenter l'indépendance des États-Unis comme une compensation des conquêtes faites par les armées de S. M<sup>te</sup>, et M. Grenville craint qu'en traitant avec les Américains cette compensation n'edt pas lieu. Le C<sup>te</sup> de Vergennes a répondu que ce n'étoit pas encore le moment de s'occuper de cet objet, qu'il falloit auparavant convenir des objets préliminaires qui devoient antecéder l'établissement de la négociation.

Il a été observé à M. Grenville, que la négociation à établir directement entre l'Angleterre et les Américains, n'étoit qu'une affaire de forme mais il a répondu que cette forme emporterait le fond puisque si la négociation relative à l'Amérique devenoit étrangère à la France, il ne pourroit plus être question de compensation objet néanmoins qui entre dans les vues du ministère anglais. A cette observation il a été répliqué que la réponse du C<sup>te</sup> de Vergennes sans admettre le principe ne la rejettoit pas, et que c'étoit matière à examiner lorsqu'on seroit en mesure de discuter le fond.

*5<sup>e</sup> Conférence, du 15 juin 1782*

M. Grenville a remis au C<sup>te</sup> de Vergennes copie du nouveau plein-pouvoir qu'il avoit demandé, après lecture faite le C<sup>te</sup> de Vergennes en faisant entrevoir qu'il trouvoit personnellement le plein-pouvoir satisfaisant, a dit qu'il s'empreseroit de

se mettre sous les yeux du Roi, et de faire connaître à M. Grenville la réponse de S. M<sup>e</sup>, mais que lui M. Grenville seroit sûrment de lui-même que le Roi ne pourroit faire aucune réponse pour ses alliés, que le plein pouvoir seroit communiqué à M<sup>rs</sup>. d'Aranda, Franklin et de Berkenroode. M. de Grunville a agréé cette communication. Mais il a observé que, selon lui, elle ne devoit pas l'empêcher de s'occuper sur les conditions qu'il étoit autorisé à faire pour l'achèvement de la paix. Le C<sup>e</sup> de Vergennes étant disposé à l'écouter, M. Grenville a dit que le roi d'Angleterre étant disposé à reconnaître directement et de son propre mouvement l'indépendance de l'Amérique, cet objet ne devoit plus être considéré comme une clause conditionnelle de la paix générale, qu'en moyen de cette disposition lui, M. Grenville étoit chargé de renouveler la proposition qu'il avoit déjà faite précédemment, savoir que le Traité de Paris seroit pris pour base du futur traité de paix. Le C<sup>e</sup> de Vergennes a répondu qu'il ne pouvoit entendre prononcer le mot de traité de Paris sans frissonner, que selon lui, si falloit pour faire une paix juste et durable, oublier ce traité et tous les traités précédents, et régler les intérêts de toutes les parties belligérantes d'après les principes de la justice et d'après la convenance réciproque. M. Grenville, sans discuter ni rejeter l'idée du C<sup>e</sup> de Vergennes, a observé que lorsqu'il proposoit le traité de Paris pour base de la paix, il ne prétendoit pas dire que le traité devoit être renouvelé et confirmé dans tous ses points, qu'il entendoit seulement que le traité en question devoit servir de base à la négociation, et que si cette proposition ne convenoit pas au Roi, le roi d'Angleterre invitoit S. M<sup>e</sup> à en faire une autre qui put convenir à toutes les parties. La séance a fini par l'annonce de la part de M. le C<sup>e</sup> de Vergennes qu'il communiquerait le tout au Roi et ses ministres de ses alliés, et que son empressement à lui transmettre une réponse seroit analogue aux vœux qu'il feroit personnellement pour le prompt rétablissement de la paix.

*6<sup>e</sup> Conférence, du vendredi 24 juin 1782*

Le C<sup>e</sup> de Vergennes a lu à M. Grenville la réponse verbale du Roi tant sur le nouveau plein-pouvoir du roi d'Angleterre que sur les propositions qui doivent servir de base à la négociation. M. Grenville a trouvé l'exposé de ses propositions exact, il a seulement demandé qu'à l'article qui concerne l'indépendance de l'Amérique on eût disposé au lieu de *résolu*, et plus bas qu'un mot *pacification* on ajoutât *générale*. M. Grenville a pris copie de la réponse du Roi et a paraphé l'original.

Le C<sup>e</sup> d'Aranda étant survenu dans la conférence il lui a été donné lecture tant de la réponse du Roi que du nouveau plein-pouvoir du M. Grenville. Cet ambassadeur a remarqué que le plein-pouvoir nommoit le roi de France explicitement et

qu'il nommât qu'en termes généraux les autres puissances qui doivent prendre part à la pacification. Il a fait sentir que cette forme étoit contraire à la dignité du roi d'Espagne, et qu'il prévoyoit que ce prince n'y souscrirait point. Le C<sup>te</sup> d'Áranda, pour prévenir les longueurs, a proposé à M. Grenville de demander un plein-pouvoir séparé pour l'Espagne, ou un nouveau plein-pouvoir où personne ne seroit nommé explicitement ainsi que cela s'est pratiqué à Aix-la-Chapelle et lors du dernier traité de Paris. M. Grenville a senti la justesse de ces remarques et a promis d'en rendre compte à sa Cour, il a également pris *ad referendum* la réponse du Roi, pour quoi effet il a expédié un courrier le même jour 21 jan.

7<sup>e</sup> Conférence, du 9 juillet 1782

M. de Grenville s'est rendu le matin chez le C<sup>te</sup> de Vergennes et lui a dit d'un air très affligé qu'il avoit reçu la fâcheuse nouvelle de la mort du lord Rockingham, que le lord Shelburne avoit été nommé à la place du premier lord de la Trésorerie et que M. Fox avoit jugé à propos de donner sa démission qui avoit été acceptée.

Le courrier chargé d'apporter ces détails à M. de Grenville avec ordre de nous en faire part ne lui a remis aucune instruction relative à la négociation de la paix; il lui est seulement recommandé de déclarer que ce changement n'en apporte aucun aux dispositions du Roi d'Angleterre pour contribuer au rétablissement de la paix pourvu qu'elle puisse se faire d'une manière sûre et honorable.

On lui annonce l'envoi prochain d'un autre courrier avec des instructions

Angleterre, t. 537 n<sup>os</sup> 16, 48, 57, 83, 92, 181

## II

### MÉMOIRE DE M. DE VERGENNES À L'OCCASION DE LA DÉFAITE DU COMTE DE GRASSE

À ROY

Versailles le 27 mai 1781.

Sire

L'échec que les armes de V. M<sup>te</sup> viennent d'éprouver aux Antilles est sans doute

\* En tête de cette pièce M. de Vergennes a consigné cette mention : « L'original écrit de ma main a été remis à S. M. »

tes malheureux, mais il n'est pas irréparable, il ne change rien essentiellement au fond des choses, il ne peut avoir d'influence que sur l'opinion, toujours si utile à conserver, mais qu'il ne sera pas difficile, j'espère, de rétablir et de fixer.

Déjà depuis du temps, V. M<sup>e</sup> avait prévu dans sa sagesse que l'entreprise sur la Jamaïque ne pouvait plus avoir lieu à la première époque convenue, et qu'elle serait indispensablement renvoyée à un autre terme.

Il résulte de cette prévoyance, Sire, que la catastrophe que nous déplorons, plus heureuse peut-être qu'utile aux Anglois en ce qu'elle leur rend une partie du lustre qu'ils avaient perdu, ne peut nous faire souffrir qu'une éclipse passagère et faire sentir toute des ressources que V. M<sup>e</sup> trouve dans l'abondance de ses moyens, dans l'affection de ses peuples, et plus encore dans la fermeté et dans l'élévation de son âme, elle ne se montre sensible à ce revers qu'en raison du sort malheureux de ses sujets qui en sont les tristes victimes et que par des résolutions vigoureuses elle annonce la résolution décidée de ne rien négliger pour rétablir la fortune de ses armes. Les moyens ne manquent pas, tout consiste dans la sûreté de leur emploi.

Je ne me permets pas, Sire, de rien proposer d'individuel, le seul, l'actif et l'intelligent de M. le marquis de Castries ne manquant sûrement rien à desirer à V. M<sup>e</sup>.

Il paraît qu'il n'y a pas de nouvelles inquiétudes à concevoir sur le sort ultérieur de votre armée navale. Surant les relations anglaises l'amiral Rodney s'est porté sur Sainte-Lucie pour s'y réparer. L'armée a donc pu se rendre librement quelque temps à Saint-Domingue. Elle y aura trouvé 12 ou 15 vaisseaux espagnols qui lui donneront la supériorité qu'elle n'avait pas au combat du 12 avril.

Le plus instant, Sire, est de réparer nos pertes. Nous avons à regretter 5 ou 6 vaisseaux pris ou détruits par l'ennemi.

Ce serait le cas d'en mettre un nombre double sur les chantiers et d'en presser le travail avec une vigueur qui réponde à l'énergie de l'ennemi. Les Anglois peuvent se féliciter de la victoire, mais ils ne gagnent rien au fond, leurs pertes antérieures et leurs besoins intérieurs sont toujours les mêmes s'ils espèrent, c'est dans notre latitude. C'est donc en jamais le cas de nous montrer d'une manière propre à les débaucher et à devenir ce que lord North, dans le commencement de la guerre, a avancé au Parlement que la France débute toujours avec supériorité mais qu'elle se relâche dans ses efforts, avant que l'Angleterre multiplie et accroît les siens.

Ce qui vient de se passer, Sire, prouve que les vaisseaux à trois ponts ont le plus grand avantage. Ce genre de construction a été jusqu'à présent traité avec réserve de notre part.

Je demande très humblement pardon à V. M<sup>e</sup> d'oser lui soumettre ces réflexions.

Elle ne peut me refuser la justice que je ne me hasarde jamais à les produire sans y être provoqué par des circonstances majeures ou sans en être requis. Mais si V. M<sup>te</sup> daigne considérer le rapport de l'événement qui excite nos regrets avec l'état de ses affaires politiques, elle sentira que je me rendrais coupable de reticence si je ne lui devois pas jusqu'à mes moindres pensées.

Le vœu de V. M<sup>te</sup> est pour une paix juste et honorable, les ministres anglais paroissent ou affectent de le partager, mais le retour de bonne fortune qu'ils éprouvent peut enfler leurs prétentions et ranimer en eux les sentiments de prépotence et de presumption qui entrent dans le caractère de cette orgueilleuse nation.

Déjà, Sire, je crois en voir un indice dans la forme insidieuse du plein pouvoir que M. Grenville m'a communiqué. La seule condition sur laquelle V. M<sup>te</sup> m'avait ordonné de m'expliquer affirmativement comme un préliminaire indispensable étoit que la paix seroit générale et qu'elle se traiteroit conjointement avec tous ses alliés et amis. Cependant, le plein pouvoir se restreint à traiter privativement avec la France, et suivant l'aveu de M. Grenville, il ne peut recevoir qu'*ad referendum* les objections que j'aurai à lui faire.

Je n'estime pas, Sire, que le ministère anglais ait eu la coupable pensée de se flatter que V. M<sup>te</sup> pourroit et voudroit mollir dans la fidélité qu'elle a promise et qu'elle veut tenir à ses alliés. Quelle autre vue pourroit-elle donc s'être proposée que de gagner le temps d'observer la contenance de V. M<sup>te</sup> et de suivre l'impression plus ou moins profonde que peut avoir fait sur elle le désastre essayé par l'armée de M. de Grasse.

Le moment semble décisif, Sire, pour en imposer à votre ennemi et pour rassurer vos amis qui peuvent être ébranlés. J'ose lui représenter très respectueusement qu'il n'y a pas un moment à perdre. Le parti que V. M<sup>te</sup> prendra fixera l'opinion de son règne. Je ne me permettrai pas d'en dire davantage. V. M<sup>te</sup> a les guides les plus sûrs dans sa sagesse, dans la justesse de ses vues et dans l'élevation de son cœur.

Je suis, etc.

Archives nationales. K. 164. n° 3. année 1782. n° 3. Original.



## CHAPITRE IV.

### VOYAGE ET ENTRETIENS DE RAYNEVAL A LONDRES

Duquesne d'après le lord Shelburne en recevant Rayneval, premiers entretiens à Bowood Park, entretiens ultérieurs à Londres en commun avec lord Grantham. — Franchise qui avait caractérisé ces rencontres, événement politique qu'elles constataient, ce qui y fut dit sur l'indépendance, sur les principes des neutres, sur G. Bratt, sur l'union politique future de l'Angleterre avec la France, sur la liberté du commerce, sur le droit de navigation (George II). — Chaleureuse confiance manifestée par lord Shelburne, peu de place qu'avait eue l'Amérique dans ses conversations; réponse de Rayneval à l'unique question qui la concernait. — Demandes qu'avait déjà présentées Franklin à Oswald, notion prévenue qu'en possédait lord Shelburne quand il posa cette question. Intention qu'il avait peut-être en la faisant, rapide progression du cabinet anglais à accepter ces demandes dans ce qu'elles avaient d'essentiel, parti qu'y eut probablement la France. — Les commissaires américains gardent le silence envers le gouvernement du roi au sujet de leur négociation avec l'Angleterre, dépêche de M. de Vergennes à La Luzerne sur cette attitude de leur part, comment lui en était l'auteur, par suite de l'état de rupture de Franklin.

C'est au nouveau chef du cabinet anglais et non à nous que le secret important. Il avait eu le soin de ne pas rester à Londres pour recevoir Rayneval. Celui-ci arriva le 10 septembre et fut prié de venir trouver le ministre à Bowood Park, 95 milles plus loin. Du 13 au 15, Rayneval fut l'hôte de lord Shelburne, et entretenu par lui tout ce temps, jusqu'à ce que ce dernier eût épuisé dans des reprises successives la série d'interrogations qu'il avait projeté de faire, et qu'il en eût tiré tous les éclaircissements dont il aurait besoin pour poser devant le roi les données d'un établissement de la paix. L'initiative de ces entretiens étant son œuvre personnelle, toute liberté lui appartenait de questionner, d'entendre sans récriminations, de n'avoir pas d'agreur à retenir, même en débattant les points les plus sensibles aux préjugés de sa nation avec le confident de Versailles. Il était alors plus au courant que nous du peu de succès que trouverait

242

- 1.61 Carleton dans les tentations auxquelles il était allé soumettre les États-Unis; mais cette circonstance paraît avoir agi fort peu sur les dispositions apportées par lui à la rencontre qu'il avait souhaitée. La correspondance d'Oswald lui avait appris que la cour de France venait avec sincérité à cette rencontre, ne faisait pas des conditions aussi dures qu'il avait pu le craindre, ne chercherait point à traîner les choses en longueur<sup>1</sup>; avec la nécessité de conclure vite, qui était la raison de son avènement et de celui de ses amis au ministère, ce fut le mobile qui le dirigea.

Rayneval se réservait d'écrire un rapport détaillé; en attendant, d'après l'accueil que le roi, M. de Vergennes, leurs intentions pacifiques, avaient reçu en sa personne, il ne pouvait assez heureusement augurer de négociations futures<sup>2</sup>. Les indications confiées au comte de Grasse avaient seules motivé cette conversation; ni l'un ni l'autre des deux interlocuteurs ne l'en dévièrent. Le premier chef, qui concernait l'Amérique, fut mis hors de contestation tout de suite; il ne s'agit à peu près que de la paix en Europe. Naturellement, lord Shelburne ne reconnut pas le sens donné à ses paroles par le comte de Grasse. Cela allait de soi du moment que leur premier but était atteint, les conversations nouvelles devant peut-être engager davantage le ministre. Il avait causé avec le comte de Grasse, dit-il, sur la guerre et la paix, mais sans faire aucune ouverture formelle; il ne lui avait même pas caché s'être toujours montré contraire à l'indépendance; seulement c'était aujourd'hui « la pilule à avaler, et quoique de digestion difficile il fallait y venir »; l'objet, toutefois, pouvait se régler sans conditions; mais « s'il avait été question de Sainte-Lucie et

<sup>1</sup> Rapports d'Oswald des 15-17 et 21 août notamment. — La correspondance des plénipotentiaires anglais sur les négociations de la paix se trouve principalement dans les volumes du *Public Record office*, à Londres, intitulés *France*, t. 1857, 1857, 1858.

<sup>2</sup> Rayneval retourna à Londres le 15 sep-

tembre et rendit ce jour-là un compte succinct de sa mission dans un pli qui est transmis à l'archive ci-après. Il en fit porter un autre à peu près pareil « par une occasion sûre » à Calcutta pour être remis à la poste française en dernier mail le précédent, sous le n° 87-187 dans le tome 538 de l'Angleterre.

de la Dominique, et très vaguement de l'Inde, rien n'avait concerné ni l'Afrique ni Dunkerque, encore moins Gibraltar et les principes des neutres; néanmoins les dispositions restaient encore les mêmes, et en défaut de bases on avait un cadre<sup>1</sup>. Les conversations avaient donc commencé dans l'ordre tracé par ce cadre, et aussitôt tout l'énoncé de Grasse avait été passé successivement en revue, le matin, l'après-midi, avant dîner, chaque point repris à chaque fois et débattu de nouveau. Le soir, lord Shelburne était encore revenu sur plus d'un, principalement sur Gibraltar, puis sur les médiateurs, après quoi il avait expédié à George III un courrier relatant ce qu'il voulait apprendre au monarque. L'envoyé du roi, rentré à Londres le 16, avait recommencé en partie la matière avec lord Grantham et trouvé à ce chef du *Foreign office* les mêmes vues qu'au chef du cabinet.

Si la sincérité eût manqué dans ces pourparlers, lord Shelburne n'aurait eu qu'à se faire retenu: le roi d'Angleterre, informé, pouvait arrêter son ministre. Le ministre, au contraire, voulait aboutir et l'on continua. Il demanda à Rayneval un entretien de plus pour le 18, à Londres, à la première heure. Instruit des impressions personnelles du roi, il souhaitait, dit-il, de porter la question devant le cabinet. Tout, alors, fut encore examiné entre eux: Sainte-Lucie et la Dominique, la pêche de Terre-Neuve, les Indes orientales, l'Afrique, Dunkerque, les principes des neutres, les demandes probables de la Hollande, mais particulièrement ce qui concernait l'Espagne en Europe. Sollicité par son interlocuteur, Rayneval résuma dans une note qui put être soumise au Conseil les moyens d'acheminer les préliminaires de paix qui finalement leur avaient paru possibles, et le 19 le Conseil en délibéra longuement devant le roi. En conséquence, lord Shelburne et lord Grantham demandèrent à Rayneval de les revoir l'un

<sup>1</sup> Rapport de Rayneval. Ce rapport est aux *Affaires étrangères* sous le titre de *Correspondance de M. de RAYNEVAL avec les ministres anglais*. Chaque entretien y trouve analysé à sa date

le premier du 13 septembre, à Berwood Park, les deux derniers du 18 et du 19 à Londres, Angleterre, t. 538 n° 65-138 manuscrit de 46 pages in-folio.

1787 et l'autre le jour d'après; celui-ci reçut alors de tous les deux les assurances les plus encourageantes, avec l'invitation de revenir le lendemain pour préciser ensemble les réponses à emporter à Versailles. Ce lendemain, 21 septembre, dans une séance de trois heures et demie, les articles furent successivement repris de nouveau, discutés une fois de plus, les observations qu'y faisaient les ministres avec l'aveu du roi consignées en regard; on convint, seulement, que Rayneval ayant simplement un rôle confidentiel, une mission d'informations réciproques qui excluait tout engagement, ces observations ne seraient considérées par lui que comme l'opinion personnelle des deux ministres et resteraient secrètes à Versailles, comme, de leur côté, ils tiendraient secrète à Londres sa propre note. À l'offre de lord Grantham, d'écrire ces observations lui-même afin de leur donner toute l'authenticité possible, il répondit avec la courtoisie française que l'écriture du noble lord n'était pas nécessaire pour commander la confiance et il transcrivit de sa main les remarques en question. Les éléments qu'il fallait pour asseoir d'accord une négociation de paix se trouverent dès ce moment fixés<sup>1</sup>. Le résumé de cette conversation finale, article par article, termine le compte rendu de Rayneval.

Ces entretiens seraient probablement devenus un des grands jalons de l'histoire moderne, si la destruction imprévue de la monarchie française ne se fût pas produite si peu après. Ils constituaient un événement dans l'ordre politique. M. de Vergennes, quand il avait eu besoin autrefois de modérer l'Espagne, n'avait pas caché son sentiment sur le rôle qui appartenait à l'Angleterre parmi les grandes puissances et sur l'intérêt qu'il y avait à la laisser en situation de le

<sup>1</sup> La note dont il s'agit qui sera reproduite à l'annee du présent chapitre, est sur deux colonnes, celle de droite présente les demandes de Rayneval, celle de gauche les observations anglaises correspondantes. Elle porte sur cet

titre : NOTE CONFIDENTIELLE SUR LES MOYENS D'ACHÉVER LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX ENTRE LES MINISTRES ANGLAIS PAR M. GÉRARD DE RAYNEVAL LE 16 SEPTEMBRE 1783 (*Angleterre*, 538 n° 68-89).

remplir, une fois l'orgueil de cette nation abaissé et l'empire britannique contenu; maintenant se levait, pour la première fois depuis bien du temps, un premier ministre anglais reconnaissant la place due à la France, inspiré par l'esprit de son siècle jusqu'à oser entreprendre de changer en cela les préventions de son souverain et de son pays, jusqu'à concevoir l'union des deux peuples comme devant enfanter une nouvelle ère politique et à le dire avec chaleur à un envoyé français. Sanction morale éclatante donnée à la conduite du gouvernement de Louis XVI depuis ses commencements, et au ministre qui en avait été l'âme, en attendant la sanction positive qu'y apporterait un traité sous lequel disparaîtrait le traité désastreux de 1763! Le cours des choses pouvait dès ce moment être changé.

La part faite à ce qui était de politesse diplomatique chez lord Shelburne, d'attention à capter Rayneval par les prévenances et l'accueil, il semble que rarement deux nations se sont anciennement et si ardemment en rivalité et en guerre se soient mises d'elles-mêmes en présence avec de telles expressions de considération réciproque de confiance, de sincère intention de paix. Dès la première conférence du premier jour, on est des deux parts à jeu découvert. Il y a un point absolument décidé, acquis, c'est l'indépendance de l'Amérique. Indépendance absolue, complète; notre envoyé n'a à cet égard aucun effort à faire. La constance de la politique de Versailles depuis cinq années en dépit des difficultés, des succès, des intrigues, et l'événement qui a couronné cette politique dans la Chesapeake, ont placé au-dessus de toute contestation la nécessité d'une telle évolution. L'indépendance formait le premier article écrit par le comte de Grasse; quand Rayneval le lut en ouvrant l'entretien, il lui fut répondu de manière qu'il put mettre en regard : « Cet article est convenu; il sera sans restriction. » Sur le reste seulement des observations s'échangèrent. En ce qui nous touchait, il n'y eut rien qu'on pût appeler du désaccord; en ce qui concernait nos alliés, les principes de la neutralité armée, donnés par le comte de Grasse comme devant régir le

1782 commerce, furent seuls, chez le ministre de George III, avec la question de Gibraltar et la médiation, des occasions de résistance.

En véritable Anglais, lord Shelburne s'émut immédiatement au sujet du système des neutres. Il déclara n'en avoir pas dit un seul mot et rejeta la chose, en ajoutant que « sans doute nous ne donnerions pas là dedans ». Sur Gibraltar, ayant amené Rayneval, le premier jour, à énoncer que cette place « tenait essentiellement au cœur du Roi Catholique, que refusée elle serait un obstacle insurmontable pour la paix », il avait aussitôt répondu « qu'alors elle serait un rocher dans la négociation comme elle l'était dans la mer, que le roi, qui tenait à la gloire nationale, ne se laisserait jamais amener à ce sacrifice, qu'il nous appartenait de raisonner Charles III à cet égard; que d'ailleurs il ne nous convenait pas plus à nous-mêmes qu'à l'Angleterre de voir Gibraltar à l'Espagne », et bien qu'ensuite il eût demandé si celle-ci offrait quelque chose en compensation, il ne recula pas devant la perspective de continuer la guerre à cause d'un refus. Il mit à cela plus de vivacité encore dans l'entretien du lendemain, réitérant les instances pour que la cour de Versailles lui épargnât d'avoir à proposer ce sacrifice. « Je vous avec répugnance la nécessité de faire la paix, dit-il, mais cette nécessité existe et vous me trouverez aussi pacifique en négociant qu'actif s'il faut reprendre la guerre; je veux la paix sincèrement, je serai l'avocat de la France au Parlement, mais, pour Dieu! que M. de Vergennes soit le sien à Versailles. Céder Gibraltar, affranchir Dunkerque, fortifier Chandernagor, avoir un établissement militaire près de Terre-Neuve, abandonner le Sénégal, etc., tout cela est un tableau bien effrayant pour un ministre anglais. Si je proposais l'uti possidetis? Je ne le proposerai pas, je ferai ce qui dépendra de moi pour promouvoir la paix; mais je ne puis rien promettre ni même faire espérer sur Gibraltar. » Et dans la conférence du 18 il s'appesantit plus encore à ce sujet, quoiqu'il questionnât avec plus de détail relativement aux compensations que pourrait proposer l'Espagne. Quant aux médiateurs, il n'en voulut à aucun prix.

Rayneval lui ayant demandé au début son opinion à leur égard, il lui répondit sans hésiter qu'il n'était pas besoin d'eux; que les puissances du Nord n'avaient que faire de se mêler des affaires des deux pays; que les Kaunitz et les Potemkin n'y pouvaient rien comprendre, puisque ces pays y avaient de la peine eux-mêmes; et pourquoi faire jouer un rôle aux puissances du Nord? lorsque la France et l'Angleterre seraient reconciliées, elles devraient s'associer de manière à rester les arbitres du monde; c'avait été son opinion en 1768 quand il sortit du ministère, il voulait que la France et l'Angleterre parlaient à la Russie et à la Prusse de manière à empêcher ce qui a été fait en Pologne, pourquoi d'ailleurs aller chercher la cour de Vienne, fort liée avec lord Stormont et certainement très fâchée du changement qui venait d'avoir lieu? Lord Grantham tint à Rayneval le même langage après cela, dans leur conférence du 16 septembre<sup>1</sup>, et le 18, lord Shelburne, qui avait décidé George III à accepter les bases de préliminaires ressortant de ces journées de conférence, visiblement animé de satisfaction par leur résultat, revint à son thème de l'étroite union de son pays avec la France pour exercer ensemble la suprématie en Europe, dans des termes qui expliquaient assez pourquoi il avait si peu de penchant à jeter la paix au crible des puissances médiatrices. Laissons ici parler Rayneval :

Les objets de ma mission étant épuisés, Mylord Shelburne m'a dit avec le ton le plus sérieux et le plus réfléchi ce qui suit :

« J'ai été vivement touché de tout ce que vous m'avez dit du caractère du roi de France, de ses principes de justice et de modération, de son amour pour la paix, et, d'après l'opinion que vous m'avez inspirée, je désire non seulement de contribuer au rétablissement de la paix entre nos deux

<sup>1</sup> Il paraît qu'à Londres on se considérait comme abandonné par l'Autriche. Lord Grantham écrivit à Fitcherboert le 3 septembre, à propos de la médiation, que « la cour de Vienne » est évidemment donnée aux suggestions de la

France et n'épargne rien pour en pénétrer heureusement avec grand effet, l'impératrice de Russie et qu'il doit prendre à un motif du plus de ne parler que très discrètement des médiateurs. »

1782 « souverains, mais aussi à les amener à une cordalité qui fera leur honneur  
 « réciproque. Non seulement ils ne sont pas des ennemis naturels, mais qu'on  
 « l'a pensé jusqu'à présent mais ils ont des intérêts communs qui doivent les  
 « rapprocher. Autrefois on n'osait pas tirer un coup de canon dans l'Europe  
 « sans le consentement de la France et de l'Angleterre, et aujourd'hui les  
 « puissances du Nord veulent être quelque chose par elles-mêmes, mais nous  
 « avons de part et d'autre perdu notre considération pour nous être acharnés  
 « à nous faire du mal. changeons des principes aussi erronés, réunissons-  
 « nous, soyons bien d'accord et nous ferons la loi au reste de l'Europe, on  
 « est trop clairvoyant en France pour n'être pas convaincu, d'un côté, que le  
 « système de l'empire germanique est dénaturé, et que la Russie veut jouer  
 « un rôle et a des vus qu'elle ne communique ni à la France ni à l'Angleterre. Si  
 « nous sommes d'accord, nous reprendrons notre ancienne place et nous an-  
 « réterons toutes les révolutions en Europe »

La liberté du commerce était un autre point que lord Shelburne avait touché dès la première conversation; à cette heure finale il se plut à s'y étendre. Le 13 septembre, Rayneval appuyant « sur la nécessité de mettre à cet égard les choses sur un pied d'égalité », le ministre avait immédiatement exprimé un sentiment semblable en se retrayant contre « les préjugés nationaux », et montré le désir « qu'avec le temps et la réflexion on établit pour le commerce des deux nations une liberté suffisante ». Mais dans cet entretien du 18, qu'autorisaient l'acquiescement du roi et l'appui du cabinet, il fut autrement démonstratif. L'étendue d'esprit, l'inspiration toute moderne qui faisaient de lui l'homme d'État capable d'apprécier les mêmes vertus en son collègue de Versailles comme de le séduire par l'attrait des pensées communes, se dévoilèrent entièrement. « Un second objet qui entre dans mes vues politiques, expliqua-t-il ce jour-là à Rayneval, c'est de détruire le monopole du commerce. Je le regarde comme une chose odieuse, comme un vice dont la nation anglaise est plus affectée qu'une autre. Il demande autant de temps que de ménagements, car mes idées sont d'aplomb opposées au catéchisme des négociants



anglais; mais je m'en occuperai sérieusement et je me flatte que je pourrai m'entendre avec votre cour, tant à son sujet que sur notre amalgame politique. » Du reste, ce n'était plus de la flatterie diplomatique que ce ministre mettait maintenant dans ses rapports avec l'envoyé de Versailles, mais de l'estime et de la confiance chaleureuse. Il avait reconnu la vérité de ce qu'écrivait Fitzherbert à lord Grantham au sujet de Rayneval, qu'« il n'appartenait pas à l'école politique de la ruse et de l'intrigue<sup>1</sup> ». A Bowood Park déjà, craignant de s'être un peu abandonné au sujet des puissances du Nord, il lui avait répondu qu'« il se livrait à lui, qu'il ne mettrait plus de réserve dans sa manière de s'expliquer sans craindre de l'en voir abuser, qu'il avait exprimé à l'endroit des puissances médiatrices des choses propres à susciter des ennuis à l'Angleterre si l'on en faisait usage en France, mais qu'il était sans inquiétude en cela; que l'envoyé possédant la confiance de M. de Vergennes, il ajoutait foi à ses paroles comme si ce dernier parlait lui-même ». Aujourd'hui, continuant ses effusions, il avait, disait-il, « entretenu le roi sur tous ces points, rendu un compte fidèle de ce qui était affirmé des principes et des vues du roi de France; Sa Majesté y prenait la plus grande confiance et il avait lieu de croire que lorsque nous aurions fait la paix il s'établirait une parfaite cordialité entre les deux souverains; la conversion du roi n'a pas été chose facile, ses ministres ne lui avaient jamais parlé que de sa grandeur et de sa puissance, de sa supériorité sur les plus grands monarques et les plus grands ministres, de ses ressources infinies et de l'épuisement de la France, de la certitude de réduire à néant la marine naissante de ce pays; toutes ces idées avaient pris de fortes racines, c'était une tâche aussi délicate que difficile d'entreprendre de les détruire dans l'esprit du roi. j'en ai eu le courage, ajoutait lord Shelburne, et j'espère parvenir à une conversion totale si l'on me seconde de votre côté »

<sup>1</sup> Rapport du 1. septembre

(282) L'entretien qui suivit avec les deux ministres donna à Rayneval l'impression que dans cette animation de franchise il n'y avait pas, chez lord Shelburne, d'autre calcul sinon celui d'engager promptement des négociations qui pussent aboutir. En terminant, le chef du cabinet fit un peu blanc de l'épée anglaise. Ayant provoqué la rencontre, ce n'était rien que de naturel, chez lui, de vouloir paraître désintéressé de l'attitude à laquelle nous nous résoudrions, et prêt à prendre vigoureusement le rôle opposé à celui qu'il indiquait si nous l'y obligeions. Rayneval répondit non moins naturellement que nous lui souhaitions l'autre rôle. Rendons encore à cet égard la parole à notre envoyé, dont l'exposé est trop étendu pour que nous le reproduisions en entier :

Toutes ces matières ayant été épuisées, les deux ministres m'ont renouvelé leur désir encore de parvenir à la paix, et les espérances qu'ils ont conçues à cet égard d'après tout ce que je leur ai dit des dispositions du Roi, et ce qu'ils savent de celles du roi d'Angleterre, qu'ils verroient avec beaucoup de regret les calamités de la guerre prolongées, mais dans ce dernier cas, m'a dit le lord Shelburne, je n'épargnerai rien pour faire la guerre la plus vive, je négocierai de tous côtés, j'offrirai des îles, du commerce, des avantages partout pour procurer des amis à l'Angleterre et pour susciter une guerre sur le continent, qu'il vout toutes les conséquences de ce système, soit pour la France, soit pour l'Angleterre mais qu'il falloit d'une manière ou d'autre sortir de la crise actuelle, qu'il avoit déclaré au Roi en plein conseil, qu'il n'y avoit que trois choses à faire pour un ministre anglais, faire la guerre à toute entrance, ou faire une paix convenable, ou donner sa démission. J'ai répondu que je me flatois que Mylord rempliroit la seconde alternative, et que j'espérois qu'il ne seroit pas dans le cas de chercher des amis pour engager une guerre générale. Mylord Shelburne a accepté mon augure comme remplissant parfaitement ses vœux et en me rappelant ce qu'il m'avoit dit du système politique qu'il se proposoit de suivre lorsque la paix seroit rétablie.

L'Amérique, qu'il y avoit si peu de temps encore on considérait à Versailles comme devant être une pierre d'achoppement à cause de

ses visées propres et à cause des visées de l'Espagne contre elle, occupa, on le voit, bien peu de place dans ces conversations secrètes<sup>1</sup>. En faisant négocier directement les représentants des États-Unis avec ceux de l'Angleterre, le gouvernement du roi avait produit ce résultat. Il permettait à lord Shelburne d'abuser un peu Rayneval, de lui laisser penser que les ambitions des Américains étaient trouvées excessives, tandis que le cabinet avait déjà accepté de s'entendre sur elles avec eux. Ce ministre eut-il pour opportun de savoir par là si à Versailles on ne se méprenait pas à se croire sûr des Américains, et s'il

Le 16 septembre, Rayneval envoya porter à Cadix, pour être plus sûr de se promptement un rapport où il rendait compte au moins de son entrevue du matin. On y voit particulièrement que ce n'était nullement l'Amérique, mais Gibraltar qui faisait la grande difficulté. Voici la partie essentielle de ce rapport : « J'ai eu ce matin à 7 heures un entretien extrêmement intéressant avec M. Shelburne et il m'a dit bien, Monseigneur, de vous en rendre compte. Tout ce que j'ai dit à ce ministre du caractère et des principes du Roi vous que des vôtres. En, je puis le dire, tout bonnet touché, et je suis persuadé qu'il ira franchement à la paix. Mais comme il me l'a dit, il a une terre nouvelle à défricher. Cependant, les ministres du roi d'Angleterre m'ont dit entre autres à ce Prince, si ce n'est qu'il est le plus grand ennemi de la terre, qu'il a fait du plus grand crime que son père commettre, qu'il subjuguait l'Amérique et réduisait au néant le royaume de France, que la France a des embarras intérieurs qu'elle est épuisée etc. rentier du paradis même n'est pas une chose facile et c'est à quoi M. Shelburne m'a dit qu'il travaillait de se voir ce que l'on me dira vendredi et samedi. J'ai plus d'espérance que du succès pour ce qui nous concerne, mais je prévois de grandes difficultés à l'égard de l'Espagne. Je prévois que si l'on entre

par rapport à Gibraltar, on formera des prétentions du côté de la Floride occidentale ou sur Porto-Rico, on ne connaît que trop bien cet immense état de la mer et des finances espagnoles et cette connaissance est calculée pour beaucoup. J'ai été insupportable sur l'attitude de cette puissance. J'ai dit à M. Shelburne que je ne saurais pas à l'induire au secret, à lui faire fièvre de sans calculs et à me compromettre si j'entre en discussion sur les vœux du Roi. M. Shelburne m'a parfaitement bien compris et il a respecté son délicatesse.

Il m'en a dit infiniment, Monseigneur, de demander si longtemps dans ce pays-ci, mais je crois pouvoir vous assurer que ce n'est ni moi, ni ceux de cette administration anglaise. Les ministres ont pu être qu'on ne se soit pas aperçu de leur présence et de leur absence. Quant à moi, je serais parti sans attendre un résultat mais ils ont exigé que je ne m'en allasse point sans que j'eusse quelque chose de précis à vous rapporter. Ma tâche est de venir avec délicate qu'important, et j'en suis sûr. Monseigneur, que si je l'avais prévue je n'aurais pas eu le courage de m'en charger. Ce qui me tranquillise c'est que je suis demeuré strictement dans les bornes de vos instructions et que si je n'ai pas converti les ministres anglais, j'ai du moins tenu les choses à distance. » (Angl., t. 536 n° 73-157)

1782 n'existait pas au contraire des dissidences dont il pouvait tirer profit pour l'Angleterre? Rien n'établit qu'on doive le penser<sup>1</sup>. En réalité, les États-Unis n'auraient plus une seule fois occupé les conférences, après les premiers mots dits à Bowood Park, si dans la conversation à vraiment parler décisive du 18 septembre lord Shelburne, avant de se rendre au Conseil, n'avait pas questionné Rayneval sur ce que nous donnerions ou refuserions d'appui à leurs demandes. Ils ne sont pas même nommés dans les articles écrits en dernier lieu sous la dictée et avec les observations des deux ministres. Rayneval a retracé ses réponses à leur sujet, réponses très sommaires et en tout semblables au langage que le gouvernement du roi n'avait cessé de tenir à La Haye depuis trois années à l'adresse du Congrès. Ce fut après avoir ramené encore sur le tapis Gibraltar, puis la Hollande, que lord Shelburne interrogea l'envoyé français. « Est venu enfin », porte le compte rendu de celui-ci :

Est venu enfin le tour de l'Amérique. M<sup>rs</sup> lord Shelburne a prévu qu'ils auraient beaucoup de difficultés avec les Américains, tant par rapport aux limites que par rapport à la pêche de Terre Neuve, mais il espère que le Roi ne les soutiendra pas dans leurs demandes. J'ai répondu que je ne doutais

Lord Fitzmaurice, au contraire, a écrit dans la *Vie du comte de Shelburne* que le secrétaire anglais avait tiré de la réponse de Rayneval, reproduite d'ailleurs, informations fausses que la dissidence existait et qu'il n'y avait qu'à s'en servir. Mais il n'apporte pas à son assertion une preuve voire un indice émanant de Shelburne ou de lord de l'heure même Vaughan lui-même. Vaughan s'est affirmé, fort longtemps après que tel avait bien été le résultat de sa mission, résultat mensonger, qui plus est. Seulement les services américains sérieux accordent moins que de la confiance aux dires de Vaughan qui sont ceux d'un agent désavouable et cherché à se donner de la qualité. Lord Fitzmaurice dans cette biographie du premier ministre de

George III, s'est attaché plutôt aux généralités qu'à l'exactitude. Il suppose ou il affirme plus qu'il n'établit. Qui plus est on peut se demander s'il a bien lu le rapport de Rayneval sur les entretiens de Bowood et de Londres, rapport dont il s'appuie cependant. Mais certainement il n'a pas cherché et dans d'autres rapports ultérieurs. Rayneval ne s'est pas exprimé de manière à interdire d'interpréter les sentiments et les actes de lord Shelburne, ou en qui regarde la France, comme lord Fitzmaurice l'a fait. On trouvera plus loin une lettre du 25 décembre où lord Shelburne est discuté chaleureusement, auprès de M. de Vergennes, du tout même ayant eu pour but de nous tendre un piège au moyen de la négociation américaine.

pas de l'empressement du Roi à faire ce qui dépendra de lui pour contenir les Américains dans les bornes de la justice et de la raison, et Mylord ayant demandé savoir ce que je pensais de leurs prétentions j'ai répondu que j'ignorais celles relatives à la pêche, mais que telles qu'elles puissent être il me sembloit qu'il y avoit un principe sur à suivre en cette matière, savoir, que la pêche en haute mer est *res nullius*, et que la pêche sur les côtes appartenoit de droit au propriétaire des côtes, à moins de dérogations fondées sur des conventions. Quant à l'étendue des limites, j'ai supposé que les Américains la puiseroient dans leurs chartres, c'est-à-dire qu'ils voudront aller de l'Océan à la mer du Sud. Mylord Shelburne a traité les chartres de sottises; et la discussion n'a pas été poussée plus loin, parce que je n'ai voulu ni soutenir la prétention américaine, ni l'écarter, j'ai seulement dit que le ministère anglais devoit trouver dans les négociations de 1754 relatives à l'Ohio les limites que l'Angleterre, alors souveraine des 13 États unis, croyoit devoir leur assigner. Mylord Shelburne a beaucoup parlé de la révolution de l'Amérique, il l'a présentée comme notre ouvrage, et il a appuyé sur la perte énorme qui en résultoit pour l'Angleterre. J'ai répondu que la révolution américaine étoit l'ouvrage seul des ministres anglais, et qu'il n'auroit tenu qu'à eux que le Roi ne la favorisât pas, mais qu'il étoit un principe sacré en politique, savoir, qu'il valoit mieux prévenir que d'être prévenu, j'ai rapellé tous les faits qui ont forcé le Roi, contre son inclination, à faire usage de ce principe. Mylord Shelburne n'a pas contesté ces faits, il s'est appesanti sur la conduite mal-adroite des ministres et surtout sur les imprudences et les incertitudes du lord Stormont. Cette matière nous a de nouveau conduits aux principes et au caractère du Roi.

*Angleterre, t. 538 = 63. 30*

Non seulement lord Shelburne connaissait en ce moment-là les conditions de paix indiquées par Franklin à Oswald, et elles embrassaient toutes les ambitions américaines; mais, quinze jours auparavant déjà, celui-ci s'étoit vu autorisé à prendre comme point de départ des négociations celles mêmes de ces conditions sur lesquelles le premier ministre consultait Rayneval. Au moment de l'avènement du nouveau ministère, tandis que Grenville supportait mal, à Versailles,

1782 les rapports personnels d'Oswald avec Franklin, le confident du comte de Shelburne, avec qui seul la correspondance de l'Américain atteste que celui-ci voulait négocier, avait entendu l'énumération, formelle cette fois, article par article, des conditions qui devaient, les unes forcément, les autres opportunément, être le gage de l'établissement de la paix. Il y avait les points nécessaires et ceux qui étaient *conseillés* par Franklin à l'initiative de l'Angleterre. Comme le premier jour où celui-ci en avait parlé, ces points nécessaires étaient ceux qui avaient été déterminés par les dernières et impératives instructions du Congrès : complète indépendance, limites étendues à l'ouest, le Canada réduit pour le moins suivant les actes du Parlement de 1774 ou même d'après de plus restrictifs s'il en existait, liberté de pêcher à Terre Neuve. Les points *conseillés* se résument dans la libre cession du Canada aux États-Unis en compensation des ruines produites par la guerre, sin de reconcilier plus fermement les deux pays, suivant que Franklin l'avait expliqué tout d'abord, puis dans un traitement de leurs vaisseaux, au sein des ports de l'Angleterre, égal à celui des vaisseaux anglais<sup>1</sup>. Des prétentions si faciles à étendre et dépassant déjà beaucoup l'idée qu'on s'était faite à Saint-James d'une existence future pour les anciennes colonies, ne préoccupaient-elles pas le ministre au vue du jour où son envoyé serait en présence des autres collègues de Franklin? N'était-ce point là le motif de sa question à Rayneval? On peut supposer qu'il en allait ainsi, et ne pas croire que lord Shelburne ait eu tout simplement pour but de nous tromper. Il est toutefois certain qu'une dépêche de Townshend avait, dès le 1<sup>er</sup> septembre, autorisé Oswald à négocier sur la base des conditions nécessaires de Franklin.

<sup>1</sup> C'est le 9 juillet que Cervellio réunit pour la septième conférence, avait tout simplement annoncé à M. de Vergennes le changement du ministre, et deux lettres d'Oswald, portant les dates du 8 et du 10 du même mois, venant rapporter à lord Shelburne le récit des

deux entretiens détaillés que l'ambassadeur anglais venait d'avoir avec Franklin. *Recueil officiel, France*, t. 557 fol. 359 et 371. M. Bigelow a reproduit en note les parties importantes de ces lettres dans les *Works of Franklin*, t. V. II, p. 122 à 123.

La rapide gradation avec laquelle le cabinet Shelburne accepta ces propositions essentielles nous était-elle ou non due pour une partie ? C'est un point qui paraît devoir rester obscur. Il y eut du moins des concomitances qu'il faut relever ici. Que, dans cette gradation, la modération et le détachement montrés par le gouvernement du roi en cas d'une négociation de paix fussent pour quelque chose, on ne le dirait pas sans vérité. Soit à cause de cela, soit en raison de la confiance inspirée par le langage de Franklin en faveur du rétablissement des anciens liens d'affection, soit par suite de la manière pressante dont Oswald conseillait déjà aux ministres de George III de se hâter de reconquérir moralement l'Amérique, les pouvoirs d'Oswald avaient été renouvelés le 25 juillet dans les termes de « négociation avec les colonies ou plantations », termes conformes à la délibération du Parlement d'où ces pouvoirs étaient nés. Mais on a vu M. de Vergennes et Franklin ne les trouver suffisants qu'en regardant à leur essence, et Jay les tenait pour inacceptables. Ils permettaient du reste au négociateur de garantir l'octroi de l'indépendance si ces « colonies ou plantations » insistaient, en exigeant d'elles de ne pas vouloir ensuite davantage<sup>1</sup>, d'indemniser les sujets anglais violentés et de restituer les biens confisqués sur eux. M. de Vergennes ne jugeait pas entièrement sans raison que des pouvoirs libellés de cette manière laissent, au fond, la latitude de faire, à tout prendre d'essayer, ce qu'ils évitent de dire, ou, pour parler autrement, de négocier la paix sur le pied de l'entière indépendance; il avait donc engagé Fitzherbert à représenter cela à sa cour, ce qui pouvait bien porter un peu celle-ci à mettre, en définitive, les mots d'accord avec ce qu'ils donnaient à entendre.

D'autre part, Oswald adressant de nouveau, de Paris, des explications sur l'opportunité, sur la nécessité bien plus de saisir l'occasion. Dans une lettre qui accompagnait ses dépêches, le 17 août, il écrivait : « L'affaire américaine est à présent à ce point que l'indépendance

<sup>1</sup> *Termshead to Oswald*. le 1<sup>er</sup> septembre 1782.

1783 doit être accordée absolument et sans condition, autrement toutes relations ultérieures cesseront avec les commissaires, aussi bien que la négociation de M. Fitzherbert pour les traités étrangers. J'étais si bien convaincu que tel serait l'effet d'un délai, que j'ai promis de dépêcher exprès ce courrier sur ce sujet, avec mon opinion quant à l'obligation de souscrire à leurs demandes et en leur donnant toutes les assurances que je pouvais hasarder qu'ils n'auraient plus à craindre de retard ni de refus. Aum, lorsque lord Shelburne s'était senti la force d'oser le grand pas vers la France marqué par ses confidences au comte de Grasse, avait-il amené son souverain à placer la déclaration de l'indépendance en tête des conventions de paix, ce qui était reconnaître aux États-Unis le rang de nation. Ce n'était d'ailleurs qu'une manière moins étroite d'entendre et d'appliquer la délibération du Parlement grâce à laquelle les pourparlers avaient pu s'engager, et il faut dire que lord Shelburne n'avait pas attendu d'être premier ministre pour rechercher ce résultat, il mandait en ce moment même à Oswald que la résolution du 25 juillet était prise dans ce sens-là lorsque le cabinet Rockingham avait été dissous. Cette résolution du roi avait fait autoriser Oswald, le 1<sup>er</sup> septembre, à négocier avec les Américains sur la base des articles nécessaires<sup>1</sup>.

Si ce ne sont pas les entretiens de Rayneval qui firent suivre au cabinet Shelburne jusqu'au bout la pente sur laquelle ses chefs s'étaient engagés, ils furent donc loin de l'en détourner. A le penser et presque à le dire, comme on le verra tout à l'heure, M. de Vergennes ne s'illusionna certainement guère. Les derniers rapports d'Oswald avaient d'ailleurs démontré plus encore l'avantage que trouverait son gouvernement à ne plus se retenir d'y glisser, la certitude que les objections de Jay cesseraient si les pouvoirs des négociateurs reconnaissent formellement comme « États-Unis » les « colonies ou plantations ». Le

Le 4 septembre Oswald avait déjà donné à Geo. Franklin la lettre du secrétaire d'Etat et Franklin informé Rayneval, *États-Unis* t. 22

n° 51. Des dépêches de Townshend des 10 et 11 septembre confirmeront celle du 7. *Revue offic. France* t. 557 fol. 249 361 372.



19 septembre, en même temps que lord Shelburne et lord Grantham allaient fixer sur le papier avec Rayneval les points acceptables à la fois par le roi de France et par le roi d'Angleterre pour jeter des préliminaires de paix, les pouvoirs d'Oswald étaient rédigés à nouveau, précisément avec détail que les treize colonies, qu'ils dénommaient l'une après l'autre à deux reprises, formaient « les États-Unis » et que le plénipotentiaire traiterait valablement avec le représentant ou les commissaires auxquels ces États ou un corps en leur nom en auraient donné le mandat<sup>1</sup>. Toutes ces circonstances avaient concouru ensemble au résultat. Décision difficile, paraît-il, que de se confier ainsi absolument à la parole des Américains; il avait fallu tenir pour assuré qu'ils traiteraient définitivement, sinon l'on assumait devant la nation une responsabilité écrasante. Lord Shelburne, écrivant le 23 septembre à Oswald pour l'aviser de ce parti décisif, ajoutait que « jamais plus grand risque n'avait été couru et que si l'opinion ne les soutenait pas il était juste qu'ils le payassent de leur tête ».

Depuis près d'un mois Rayneval avait rapporté à Versailles les témoignages les plus propres à laisser entrevoir la paix<sup>2</sup>. Des

<sup>1</sup> La minute de cette nouvelle commission d'Oswald, dans le registre du *Record office*, est sous la date du 19 septembre, et l'expédition signée de George III sous celle du 22, avec cette remarque ultérieurement aux Affaires étrangères est certifiée conforme par Oswald le 1<sup>er</sup> octobre. *États-Unis*, t. 22 n° 77.

<sup>2</sup> Rayneval avait été porteur de lettres de lord Shelburne et de lord Grantham à M. de Vergennes, toutes deux en français et montrant au ministre une considération et une déférence précieuses. Lord Shelburne, notamment, lui avait écrit, sur son papier colonial : « Monsieur le Comte — Monsieur Rayneval — m'a remis la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire. J'ai eu depuis avec

« lui plusieurs conversations sur les matières importantes qui sont l'objet de sa commission.

« Je prie Votre Excellence d'être assurée de la satisfaction avec laquelle je me suis donné à « des instructions qui pussent faciliter les moyens « de rétablir l'harmonie entre nos deux nations. « Je dois aussi le remercier pour avoir chargé « de ses sentiments Monsieur de Rayneval, qui « a été expliqué d'une façon à me convaincre de « la bonne foi à laquelle, je l'ai vu répondre « avec une confiance réelle de ma part.

« Sur le sujet de sa commission Monsieur de « Rayneval fera certainement un rapport fidèle « à Votre Excellence de tout ce qui s'est passé.

« J'ai eu l'honneur de rendre compte au « Roi de tout et je ne saurais douter que les

1793. communications avaient eu lieu en conséquence avec Fitzherbert, avec Londres par l'intermédiaire de ce dernier, et pourtant les ministres du roi n'étaient instruits ni par Franklin ni par Jay de ce qui se passait entre Oswald et eux, autrement dit entre eux et le cabinet de Saint-James. Écrivant alors à La Luzerne, les Affaires étrangères n'étaient à même de lui donner aucune indication certaine sur les pourparlers qui se suivaient au nom de l'Amérique. Elles en faisaient la remarque avec regret, afin qu'il la portât au Congrès. Elles avaient du moins la satisfaction de l'informer combien nos relations avaient changé avec l'Angleterre et ouvert d'espérance. Après avoir répondu à divers objets et pourvu à quelques autres, on mandait à notre plénipotentiaire :

A Paris le 14 octobre 1793

Je vous ai informé par ma dépêche n° 39, M., de la situation où M<sup>r</sup> Franklin et Jay se trouvoient alors vis-à-vis de M. Oswald. Les objections qu'ils ont proposées contre la forme du plein-pouvoir de cet agent anglais jointes aux observations que j'avais faites de mon côté à M. Fitz-Herbert ont été prises en considération par le conseil de Saint-James. Il a été expédié un nouveau plein-pouvoir où les colonies sont nommées États-Unis, ce plein-pouvoir a été échangé contre celui des plénipotentiaires américains, ainsi cet article se trouve parfaitement en règle selon le désir et à la satisfaction du Congrès. On m'a assuré que les négociations sur le fond étoient entamées, et que le plénipotentiaire anglais étoit assez coulant, mais je suis hors d'état de vous en dire du positif à cet égard, M<sup>r</sup> Jay et Franklin se tenant dans la réserve la

« réponse que lord Grantham a faite sur les  
« moyens d'acheminer les préliminaires de la  
« paix se conviennent (sic) votre Excellence par  
« seulement de notre désir de la voir, non  
« de la fonder sur les bases les plus durables.

« Je me flatte que Monsieur Rayneval me  
« rendra justice à l'égard de la confiance que je  
« lui ai marquée et de mon désir de lui mar-  
« quer toutes les attentions personnelles qui n'é-

« toient pas moins dues à son mérite qu'à la  
« recommandation flatteuse qu'il avait l'avon-  
« tage d'avoir reçue de Votre Excellence.

« Je suis l'honneur d'être avec la plus grande  
« considération Monsieur le Comte, de Votre  
« Excellence le très humble et très obéissant  
« serviteur — SULLIVAN. — Londres le  
« 21 septembre 1793. — *Aspirant*, t. 534  
n° 75 201 1

plus absolue à mon égard : ils ne m'ont pas même encore remis copie du plein-pouvoir de M. Oswald. Je pense, M., qu'il sera utile que vous disiez cette particularité à M. Livingston, afin qu'il puisse, s'il le juge à propos, ramener les deux plen-potentiaires américains à la teneur de leurs instructions; mais vous aurez la plus grande attention de ne point présenter comme une plainte ce que je vous mande, et vous prierez M. Livingston de ne faire aucun reproche à M<sup>rs</sup> Franklin et Jay, parce que cela leur donneroit du mécontentement, ce qu'il faut éviter, il suffira que ce Ministre les excite à nous marquer la confiance qui leur est prescrite, et qui est analogue aux liaisons qui subsistent entre le Roi et les États-Unis.

Les négociations viennent d'être lues par des propositions formelles avec la France, l'Espagne et la Hollande, et nous sommes dans l'attente des réponses de la cour de Londres. Il nous seroit difficile de les prévoir; tout ce que nous savons est que les dispositions du roi d'Angleterre et de son conseil sont aussi sincères que les nôtres : nous en avons la certitude, autant qu'il est possible de l'acquiescer, par les entretiens qu'a eu avec les ministres Béquès M. de Rayneval, que le Roi a envoyé en dernier lieu en Angleterre; cette mission n'a pas eu d'autre objet que d'acquiescer des lumières sur les véritables intentions du ministère anglais indiquées dans des ouvertures qu'il nous avoit fait faire par une voie indirecte. Le premier objet des conférences de M. de Rayneval a été l'indépendance de l'Amérique, et l'expédition du nouveau pouvoir de M. Oswald met en état d'apprécier le langage qu'il a tenu sur cet objet. J'entre dans ce détail, M., parce qu'on aura appris en Amérique par les papiers-nouvelles le voyage de M. de Rayneval en Angleterre, et qu'il est possible que des mal-intentionnés cherchent à donner une fausse couleur à notre démarche.

*Étal. Unis, t. 22 n° 115*

D'où venait qu'à cette date M. de Vergennes écrit dans ces termes? c'est que Franklin, cloué par la goutte ou par les accompagnements de la goutte, ne pouvant se mouvoir, et que Jay avait pris le premier rang dans les négociations américaines. L'attitude que le ministre n'avait pas tort de trouver étrange chez les représentants de l'Amérique avait la sa cause, et cette attitude arriverait à être beaucoup plus

étrange encore. On a dit parfois que les choses marchaient sans les hommes, ce que l'histoire montre, plutôt, c'est qu'elles entrent dans des directions regrettables, souvent, quand elles passent en d'autres mains que celles qui les menaient d'abord. Entre les mains du second commissaire américain, ces négociations avaient revêtu le caractère de l'hostilité et de l'intrigue envers la France, perdu celui d'égards pour elle et de démarches ou de vues concertées dont Franklin n'aurait jamais pensé à les faire déchoir.

## ANNEXE DU CHAPITRE IV.

### ENVOI ET CONFÉRENCES DE RAYNEVAL À LONDRES

1. LE C<sup>te</sup> DE VERGENNES A S. E. M<sup>r</sup> LE C<sup>te</sup> DE SHELBURNE.

A Versailles le 6 septembre 1782

Monsieur le Comte,

M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> de Grasse à son retour d'Angleterre a rendu compte au Roi de l'accueil flatteur qu'il a reçu de V. Ex<sup>te</sup> et des conversations qu'elle a bien voulu lui accorder. Il a rapporté que discourant avec V. E<sup>te</sup> sur la convenance de la paix pour toutes les nations, Elle s'étoit ouverte avec franchise sur les moyens qu'Elle estimoit les plus propres à concilier les intérêts respectifs des parties belligérantes. M. le C<sup>te</sup> de Grasse en a remis un aperçu qu'il assure conforme aux intentions que V. Ex<sup>te</sup> lui a manifestées.

Le Roi croiant apercevoir dans ces ouvertures des moyens propres à faciliter une réconciliation, m'a autorisé à envoyer à V. Ex<sup>te</sup> une personne de confiance pour expliquer avec elle sur un objet aussi intéressant.

Le choix de Sa Majesté s'est arrêté sur M. de Rayneval, secrétaire du Conseil d'État. Il est très instruit des affaires présentes auxquelles il travaille journellement avec moi, il possède toute ma confiance et j'espère qu'il méritera celle de V. Ex<sup>te</sup> et ses bontés. Je la prie de ne pas le retenir longtemps, sa présence ici étant nécessaire.

Je désire ardemment que la commission dont il est chargé auprès de V. Ex<sup>te</sup> puisse contribuer à la réconciliation générale et rétablir entre nos deux nations l'harmonie la plus durable. Ce seroit une satisfaction précieuse pour moi de partager avec V. Ex<sup>te</sup> la gloire de terminer un ouvrage aussi intéressant pour l'humanité.

*Angleterre* 1538, n<sup>o</sup> 53-113. Minute de M. de Vergennes.

2. RAYNEVAL AU C<sup>te</sup> DE VERGENNES.

À Londres le 15 septembre 1782

Monseigneur

Je suis arrivé ici mardi à 8 heures du matin, mais je n'ai pas trouvé M<sup>d</sup> S. il

est à sa campagne à 95 milles d'ici. Je l'ai prevenu de mon arrivée. Il m'a invité à l'aller trouver, je suis parti sans différer, et je suis de retour ce soir. Je ne meurs trop me louer, Monseigneur, de l'accueil que j'ai reçu, ni des marques de confiance que M<sup>r</sup> S. m'a données. Elle est une suite de la façon de penser que ce Ministre a à votre égard, elle ne vous laisse rien à désirer et je crois qu'elle influera beaucoup sur les négociations. J'ai prisanté votre lettre et la note de M. de C. Cette note a été jugée mesurée à peu de choses près, en sorte qu'elle ne peut pas servir de base pour nos entretiens. Mais les dispositions de M<sup>r</sup> S. pour la paix étant en ce point plus sincères, ce ministre a exigé de moi que je discutasse avec lui les différents objets qui devront entrer dans la future pacification. J'ai commencé par prévenir M<sup>r</sup> que je n'étais aucunement chargé de négocier qu'il pouvoit juger par votre lettre que je n'étais autorisé qu'à m'enquérir de ses dispositions relativement à la paix. Après avoir ainsi fixé l'objet de ma mission, je me suis rendu au cabinet de M<sup>r</sup> S. Nous avons passé article par article la note de M. de C. Je ne vous transcris pas le détail de nos entretiens je me réserve de vous en rendre compte, ainsi que M<sup>r</sup> S. l'a désiré. Lors de mon retour à Versailles, je me bornerai à vous observer que ce premier ministre m'a paru bien disposé à l'égard des articles 1. et 2 (non compris Saint-Vincent, 3, 4 & 5, sauf à convenir du mode. L'article 6 a donné lieu à de fortes objections surtout relativement au Bengale. L'objet du 7<sup>e</sup> sera mis à discuter, le 8<sup>e</sup> a éprouvé la plus grande résistance, le 9<sup>e</sup> selon moi qu'il est rédigé, le 10<sup>e</sup> a été rejeté. Enfin M<sup>r</sup> S. croit que nous n'avons aucun besoin de médiateurs. Vous voyez Monseigneur que les deux articles 6 et 8 présentent des difficultés réelles; je ne suis si elles sont insurmontables, j'ai quelque espérance que l'on pourra s'entendre sur le 6<sup>e</sup>, mais je ne saurois prévoir quel parti on prendra à l'égard du 8<sup>e</sup>. Quoique jaye en défense d'entrer en aucune discussion sur les affaires de l'Espagne j'ai néanmoins cru devoir prendre sur moi d'assurer M<sup>r</sup> S. que selon nos notions cet article sera une condition sine qua non, que le parti de M<sup>r</sup> d'Espagne à cet égard est immuable et que jamais le Roi n'entreprendra de le faire changer.

Le résultat de nos différentes conversations a été envoyé à Windsor. Le Roi a demandé que le rapport du tout lui fût fait mercredi, je suis informé de sa résolution le soir même. et j'ai grande espérance de pouvoir partir jeudi ou vendredi au plus tard. M<sup>r</sup> S. desire faire une paix stable, et surtout de la faire promptement si l'on peut s'accorder. Je ne saurois trop vous dire Monseigneur, combien ce ministre est disposé à vous marquer une confiance sans réserve. Il m'a donné des preuves si sûres de cette disposition. Je la assure que vous aviez la même à son égard et qu'il pouvoit regarder ma mission comme une preuve de cette vérité. Je suis par-

suadé que cette confiance réciproque acheminera mieux les affaires que toutes les négociations et tous les négociateurs du monde. Au reste Monseigneur je réserve beaucoup de détails pour vous en rendre compte lors de mon retour, ainsi que M<sup>d</sup> S. l'a désiré vous serez sûrement très satisfait des principes politiques de ce ministre, et, ou je me trompe bien, ou vous serez contents l'un de l'autre. Je ne dois pas vous laisser ignorer que M<sup>d</sup> S. m'a assuré à plusieurs reprises et de la manière la plus expressive qu'ayant pris son parti pour la paix, il ne varierait point quelque événement qui puisse survenir, je l'ai assuré de mon côté que les événements les plus heureux ne feraient point changer le système de modération et de justice que S. M<sup>e</sup> a adopté.

Je suis avec un profond respect etc

DE AL

Ce 16 — Je sors de chez le L<sup>d</sup> G<sup>m</sup> ses dispositions sont aussi bonnes que celles de M<sup>d</sup> S. et leurs principes sont les mêmes.

*Angleterre t. 538 n° 66. 85*

3 NOTE CONFIDENTIELLE SUR LES MOYENS D'ACHEMINER LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX, REMISE AUX MINISTRES ANGLAIS PAR M<sup>r</sup> GÉRARD DE RAYNEVAL, LE 16 7<sup>bre</sup> 1782

1° Comme l'indépendance de l'Amérique est une chose convenue il n'y a aucune remarque à faire sur cet objet

Bien entendu la restitution réciproque des Grenades et de Saint-Vincent Tabago Saint-Christophe et Montserrat, etc.

2° Restitution de Sainte-Lucie et retrocession de la Dominique,

M<sup>r</sup> Fitz Herbert pourroit recevoir des instructions de traiter cet article. Il est bon pourtant de prévenir que la côte méridionale de l'île de Terre-Neuve ne sauroit être comprise dans cette discussion

3° Un arrangement pour la pêche de Terre-Neuve cette matière a été traitée consultativement avec M<sup>r</sup> Fitz Herbert. Si les idées qui lui ont été proposées sont jugées impraticables, je suis persuadé que les raisons en seront pesées avec équité à Versailles

M<sup>r</sup> Fitz Herbert peut être instruit de

5° Le Sénégal étant une ancienne

traiter les moyens de faciliter à la France une traite des negres.

Les instructions de M<sup>r</sup> Fitz Herbert sur ce sujet pourroient porter sur les objets suivants

Le Bengale sur le pied de 1763. Des moyens d'établir à Masulipatam un commerce libre et ouvert sur le pied de comptoir

Pondichery et ses dependances, les- que les restent à définir et expaquer par la négociation

On pourroit convenir de cette proposition

Aucune autorité n'ayant été donnée pour l'Espagne sur ses intérêts, il n'y a pas d'observation à faire sinon que le sujet de Gibraltar, qui est actuellement entre les mains du Roi ne peut être un objet de discussion.

M Fitz Herbert peut recevoir des instructions pour ce que la Hollande pro-

possession de la France, elle demande à le conserver avec ses dependances,

6° Rétablissement de la France dans l'Inde sur le pied de 1754 ou indiquer une autre époque postérieure à 1749. La France ne prétend pas acquérir des territoires dans l'Inde, elle demande seulement un arrondissement qui puisse assurer la tranquillité de ses comptoirs et fournir à leurs dépenses,

7° Abrogation de toutes les stipulations relatives à Dunkerque,

Espagne. — J'ai déclaré à l'égard du roi d'Espagne, que je n'étois autorisé qu'à donner les assurances les plus positives de ses dispositions pacifiques, mais mon désir personnel de mettre M<sup>lord</sup> Sheburne en état d'apprécier les moyens de promouvoir la paix, m'a déterminé à parler à Son Ex<sup>te</sup> de l'intention du Roi C<sup>te</sup> d'acquiesce Gibraltar soit par conquête soit autrement et en présumant que le seul intérêt de l'Angleterre dans la Méditerranée soit d'y avoir un point d'appui pour son commerce du Levant. J'ai dit que j'étois persuadé que de quelque manière que le Roi d'Espagne acquiesce Gibraltar, ce prince seroit disposé à assurer à la Grande-Bretagne un point d'appui dans la Méditerranée.

La Hollande. Il est notarel qu'elle demande la restitution de ce quelle a



poseroit. Le port de Trinquemalé cependant ne pourroit faire partie de la restitution.

La médiation est trop respectable pour que les cours belligérantes n'aient pour elle tous les égards possibles, elle n'empêche pas le progrès de la négociation qui pourroit s'achever avec la France et le Ministère britannique seroit sans doute porté à marcher d'un pas égal avec celui de la France à cet égard.

perdu. La France facilitera cette restitution.

Il conviendra de faire connaître les intentions de Sa Maj<sup>te</sup> B<sup>te</sup> à l'égard des médiateurs.

*Angleterre* L. 538 n° 68-186.

## CHAPITRE V.

### ATTITUDE ET CONDUITE DE JAY ET DE JOHN ADAMS À PARIS

Pourquoi l'on pourrait croire des antécédents de Jay qu'il conviendrait pour négocier à côté de nous, justement qu'au contraire il devait résulter de son rôle assigné à Madrid, mais qu'il réussisse à faire quelque chose à lui seul, il occupe la route d'Amsterdam du traité avec les Provinces qu'il avait été empêché d'entreprendre en Espagne. Personne qui sentent sans doute Jay autre qu'il ne s'était montré dans son ambassade ses premiers rapports avec Oswald ses récriminations contre l'Angleterre et son témoignage en faveur de la France, position inverse qu'il prit bientôt à l'égard de l'Angleterre et en même temps à l'égard de M. de Vergennes. — Cependant, Oswald avait dirigé Jay en faisant chez lui le rôle du substitut à Franklin qu'il n'a pas à représenter à lord Shelburne d'avoir voulu attirer les Américains mais sans compte de rien mais comme quoi Oswald y travailla lui au début du moment. — Songez de Jay envers la cour de France le voyage de Rayneval à Londres au contraire au rapport accepté de Burke-Merbers les arguments. — Que Jay était pourtant d'ancienne date mieux traitait que personne des motifs de la conduite de la France, montré de ses impressions sur le rapport de Burke-Merbers et sur les conseils qu'il reçoit de Rayneval relativement aux démarches faites avec le Canada, opinion de M. de Vergennes qu'on a en rapport Jay traitait l'affaire en un rapport Vaughan d'avis immédiatement à Londres de s'empêcher la plus tôt possible la chose qui limit l'Amérique à la France. — Derniers accords d'Oswald avec les commissaires, espérances anglaises et allemandes, le Canada en passe sous silence, pourquoi M. de Vergennes n'est sans doute pas couronné les avantages accordés à l'Amérique et le dévot lui en avait été confié, probabilité qu'il ne lui ignorait pas autant qu'il l'expliquait à La Luzerne. — Réaction produite à Londres par l'échec des états devant Gibraltar, lord Shelburne obligé de revenir en arrière, Strachey est adjoint à Oswald avec mission de diminuer les concessions auxquelles s'étaient en dernier. — Arrivée de John Adams à Paris, antipathie qu'il y apportait contre la France et contre Franklin, un brusque attitude envers celui-ci. — L'impose la formelle réclamation de substituer de communications avec Vergennes, pétitions américaines montrées par lui aux plénipotentiaires de Londres. — Mobile qui fit probablement agir Jay et John Adams, qu'ils n'honorèrent pas leur mandat et n'obtinèrent pourtant à peu près rien de plus que ce qui avait été accordé tout de suite à la considération dont était entouré Franklin.

6746 L'intervention de Jay, en ce moment capital, projetée sur le tableau des relations de la France de Louis XVI avec les États-Unis une ombre malsaine qu'il n'est pas loisible à l'historien de ne point traverser. On se rappelle Jay président du Congrès, impropre à

conduire, cedant sans caractère à l'impulsion, suivant à la fin la direction de Gérard parce que le cœur droit et le ferme esprit de celui-ci le dominèrent. Il eût semblé que des négociations à poursuivre en second rang, parallèlement aux nôtres ou associées avec elles, auraient convenu à cet esprit flottant, que deux années mal récompensées de séjour diplomatique à Madrid pouvaient laisser supposer formé à la mesure et à la patience. Le contraire s'était produit. Jay avait certainement espéré beaucoup du rôle qu'il venait d'avoir, et ce rôle était resté nul. En lui devait se sentir très froissé l'ancien homme nécessaire que le Congrès avait emprunté à la présidence de son État pour l'élever à la sienne, et envoyé après en Espagne comme à l'un des postes essentiels du moment. Quand il quitta ce pays, sa plume débordait de louanges pour la France, pour M. de Vergennes, pour Montmorin; elle était pleine d'expressions de reconnaissance et de flatterie pour leur accueil ou leur appui. Or il arriva visiblement pressé de faire quelque chose à lui seul, fût-ce l'opposé de ce qu'il trouverait entrepris. C'est pourquoi il voulait voir si vite le comte d'Aranda. Après avoir été malade trois semaines, en effet, il se mit à débattre avec l'ambassadeur espagnol, en vue du traité qu'il n'avait pu aborder à Madrid, les limites de l'Espagne et des États-Unis du côté de l'Ohio et du Mississippi. Qu'il ne fût pas parvenu à obtenir de M. de Floridablanca le moindre commencement d'examen, cela ne surprend point, étant donné le ministre; mais lui-même s'y était si peu prêté, qu'alors que ses instructions comportaient d'offrir le sacrifice de la navigation du fleuve pour obtenir l'assistance et le concours de l'Espagne, il s'était gardé d'en ouvrir la bouche parce que personnellement il était contraire à toute raison.

Qui Jay vit-il à Paris pendant sa maladie? Les anciens familiers d'Isart, d'Arthur Lee, de John Adams lors des séjours antérieurs de celui-ci ne formèrent-ils point son entourage? Le comte d'Aranda ne se plut-il pas à lui donner, sur la cour de Versailles et sur M. de Vergennes, les impressions malveillantes dont cet ambassadeur n'avait

1782. guère fait difficulté, surtout dans les derniers temps, de charger in considérablement sa correspondance? Jay n'avait-il, après tout, sous la réputation de juriste et de discoureur à laquelle il devait sa notoriété, que la préoccupation de son succès personnel et nul sens politique hormis celui de l'égoïsme américain sans considérations ni mesure enseigné par les Adams? Le fait est qu'il se montra soudain tout autre que ministre du Congrès à Madrid il n'avait été. Les négociations à suivre à Paris avec l'Angleterre auraient donc pu échoir à des mains plus appropriées; or au moment important, Jay mit ces négociations pour mortuë dans les mains de John Adams, que rendaient plus inopportunes encore l'étroitesse d'esprit de ce collègue, son amour-propre immense et les rancunes qui en provenaient.

Agir seul impliquait de penser différemment de celui des commissaires à la paix dont l'avis avait eu tout poids jusque-là : Jay n'eut garde de ne pas se signaler bientôt comme d'une autre opinion que Franklin. Si du terrain était déjà gagné à Londres et s'il risquait par là d'en faire perdre, il ne s'en inquiéta point. On ne voit pas qu'Oswald et lui se soient rencontrés avant le 7 août. Ce jour-là, sur le conseil de Franklin, l'Anglais alla l'entretenir du pouvoir encore incomplet qui venait d'être reçu de Londres. Du récit de leur conversation, envoyé le soir même à lord Shelburne<sup>1</sup>, et d'autres qui eurent lieu postérieurement, il ressort que Jay accueillit Oswald avec des manières très engageantes, mais en politique entier qui se tient aux extrêmes par commodité de raisonnement, multipliant les objections de détail comme quelqu'un qui, involontairement ou non, se rend mal compte des choses, et s'étendant sur ces objections avec une crudité brutale autant qu'avec peu d'à-propos. Son premier mouvement fut de déclarer inadmissible que l'indépendance derivât d'un traité, qu'il fallait que le Parlement la déclarât d'abord, solennellement, ordonnant que les troupes anglaises évacuassent les États-Unis et qu'après

<sup>1</sup> « Par le 7 août 1782. » *Record office, France*, 1 557.

le roi publiât les ordres d'exécution nécessaires. Mesure assurément trop sensible à l'amour-propre britannique pour qu'on la posât en négociation; Jay ne prétendit pas moins, un mois plus tard encore, en rédiger les lettres patentes et obtenir que sa rédaction fût envoyée à Londres<sup>1</sup>. Il s'était d'ailleurs repandu en récriminations dures contre l'Angleterre, contre la conduite de ses troupes, contre ses procédés envers la France lors du traité de 1763, en témoignages sur l'assistance qu'avaient trouvée en elle les États-Unis, sur la reconnaissance qu'ils lui devaient, sur l'obligation où ils étaient de ne point cesser la guerre tant qu'elle ne serait pas satisfaite; il compliqua plus que Franklin les conditions auxquelles l'Amérique pouvait accepter la paix, il sembla même mettre l'Espagne et la Hollande sous la protection des États-Unis, si bien qu'Oswald en conclut que les plénipotentiaires américains tenaient leur nation pour enchaînée aux belligérants du continent, pour leur arbitre entre eux et l'Angleterre, et manda que le sûr moyen d'arriver à la paix était de les détacher en les contentant.

Si l'on pouvait croire à la sincérité de Jay dans ces opinions excessives, on dirait simplement qu'il était mû par une adhésion mal raisonnée au système de Fox. En tout cas il ne tarda point à changer de terrain. A vouloir ainsi que l'indépendance fût d'abord déclarée, de sorte que les États-Unis vinassent au traité d'égal à égal, comme un État reconnu, Jay avait trouvé un biais pour amener à tout recommencer quant à l'Angleterre, et il le prit. Un biais, car en elle-même, la chose était une pure entité et ne pouvait rien ajouter aux clauses qui constitueraient le traité. Il se ménages, par analogie, le même biais relativement à la France. Le 10 août, après la conversation avec M. de Vergennes sur ce que devait valoir pour eux la commission d'Oswald, il dit à Franklin que, en émettant l'avis d'entrer en négociations quand même, le ministre du roi ne leur avait rien moins conseillé que d'agir

Rapport d'Oswald du 10 août. *Record office, France* L. 357

1793 contrairement à la dignité de leur pays, et paraissant tendre à empêcher l'Angleterre de reconnaître l'indépendance avant d'avoir tiré des États-Unis tout le parti possible, c'est-à-dire établi la paix du manière à satisfaire l'Espagne, les États-Unis étant tenus de continuer la guerre jusqu'à ce que leur indépendance fût proclamée. À partir de ce moment sa plate-forme fut établie, si ce mot de l'Amérique actuelle peut être employé ici.

Oswald avait été un fonctionnaire politique. Occupé depuis d'intérêts commerciaux, il en possédait encore en Amérique, il connaissait le caractère des Américains. Lord Shelburne l'avait choisi comme d'autant plus apte à la mission de débattre avec eux le rétablissement de leurs anciens liens. En ce négociateur, Jay avait affaire à plus forte partie que lui. Doué de patience autant que d'adresse, Oswald faisait tomber des raisonnements que Jay réitérait, mais qui ne se fondaient que sur des préventions cherchées. Il avait promptement reconnu, la lecture de sa correspondance n'en laisse pas douter, que la vanité de mener les négociations tout autant que Franklin, sinon à sa place, était le mobile de Jay; il s'était donc appliqué à rencontrer l'Américain, et malheureusement, à partir de la fin d'août l'état de santé de Franklin rendit ces rencontres opportunes. En excitant chez lui le désir d'aboutir, il l'avait successivement amené à ne plus penser à d'autre soin qu'à briser les liens des États-Unis avec la France. On voit Jay renouer rapidement à demander l'acte solennel de reconnaissance de l'indépendance qu'il exigeait d'abord du Parlement, puis à dicter au roi les lettres patentes qui en tiendraient lieu, puis à obtenir ces lettres patentes elles-mêmes, enfin se contenter de lire, dans les pouvoirs du plénipotentiaire anglais, le nom de « États-Unis » ouvertement donné aux treize colonies désignées chacune nominativement. Des mots, en définitive, couvrant le peu d'importance qu'avait en réalité la chose!

1. Voir les rapports d'Oswald, des 15, 17, 17, 18 août et 22 septembre. Les rapports ont été en partie reproduits en notes par M. Bigelow

dans ses *Works of Franklin*, t. VIII et par M. Francis W. Barton dans une dissertation de son *Digest of international law* t. III, p. 565.

Jay avait cédé à mesure que son importance lui paraissait grandir. Oswald put annoncer le dernier résultat à son gouvernement le 10 septembre et contribuer ainsi, en même temps que les entretiens de Rayneval et de lord Shelburne à Londres, à l'établissement des nouveaux pouvoirs qui permettaient à la négociation d'avancer.

Le ministère Shelburne aurait assurément pris plaisir aussi bien qu'un autre à voir les Américains se jeter dans les bras de la Grande-Bretagne sans tenir compte de nous. Ses prédécesseurs n'avaient visé qu'à cela, preuve que bien du monde y attachait du prix. C'eût été sans doute une source de popularité, et s'il n'entrait pas dans les principes du cabinet d'en faire son but, il n'en eût pas dédaigné le bénéfice. Le secrétaire d'État des colonies pressait donc Oswald d'aboutir. Mais lord Shelburne et lord Grantham ne se montraient pas à Rayneval moins désireux d'aborder rapidement avec la paix européenne, cela semble exclure chez eux toute intention désavouable. L'intention qui présida alors véritablement aux démarches dut être celle qu'inspira l'intérêt, c'est-à-dire celle de noyer promptement dans un horizon de pacification, de tranquillité, de vie politique et économique nouvelle, l'état de guerre et de sacrifices où l'Angleterre s'épuisait. La duplicité ne semble pas reprochable à lord Shelburne. Oswald, lui, qui avait accepté une mission et que sa correspondance laisse juger infiniment attaché à y réussir, n'avait pas été sans voir que la corde de la réconciliation avec la patrie commune, si persévéramment touchée en vain depuis cinq ans, et surtout celle d'une paix immédiate, qui délivrerait aussitôt l'Amérique des engagements dont elle était menacée si elle restait rivée à la France, résonnait singulièrement bien dans l'esprit de Jay; il ne s'était pas fait scrupule de porter le doigt sur cette corde. Il l'y avait mis, même, plus que n'autorisait que l'on s'y appliquât l'exactitude des dires dont il s'appuyait, et surtout plus que ne pouvait le permettre la confiance avec laquelle le gouvernement du roi avait donné aux commissaires américains la faculté de négocier librement à ses côtés. Il faut ajouter

1783 qu'en cela Jay tendit à l'Anglais des mains si empressées que celui-ci dut se sentir porté à les saisir, et c'est en quoi surtout fut regrettable l'état de santé de Franklin, qui ne rendait possibles avec lui que des communications rares et venant après coup. Du moins ce gouvernement, dont Oswald décrivait par manœuvre les intentions et les actes, avait-il si positivement rattaché la satisfaction de l'Amérique à tout ce qui pouvait être effectué, que l'Anglais était contraint de l'avouer. C'est à notre sujet autant qu'au sujet des objections de Jay, que, répétant le 18 août ce qu'il indiquait déjà le 17 sur la nécessité d'adhérer aux demandes américaines, il insistait une fois de plus pour que sa cour les admît. « Elles doivent être exaucées, recevait-il, soit pour l'Amérique en particulier, soit pour une pacification générale; rien ne peut être entrepris jusqu'à ce que l'indépendance soit assurée. » Ce qui est bien certain, dans tous les cas, c'est que Jay était complètement passé à l'Angleterre. La doctrine dont antérieurement Gérard avait signalé les dangers, « qu'entre un whig anglais et un whig américain il n'existait pas de différence, d'hostilité par suite », Jay l'avait sans scrupule pratiquée sous notre toit même et grâce à notre confiance.

La conversion de l'Américain suscita soudain chez lui des suspicions de toute sorte envers la cour de France, et il les a retracées lui-même avec passion dans un rapport ultérieurement adressé au secrétaire d'État Livingston. Ayant connu on ne sait comment le départ de Rayneval pour Londres, ce départ devint à ses yeux une preuve flagrante de complot contre l'acceptation des clauses de l'Amérique par lord Shelburne, prit le sens d'une machination en vue d'écarter les plus précieuses, de retarder la paix afin de tenir dans sa main les États-Unis et, comme il l'avait dit tout de suite à Franklin, de

« À Robert Livingston, 20 et 21 novembre 1783. » *Speeches, Diplomatic correspondence* (t. VIII de l'édition de 1830). — Ce rapport peut être pris pour une justification postérieure aussi

bien que pour une relation de plénipotentiaire justification par lui fournie qui devient simplement brutale quand se produit la difficulté de la prouver des preuves.



poser par eux sur les négociations de la paix générale. Un billet de La Fayette à M. de Vergennes, le 10 septembre, indique que Jay et lui devaient venir le lendemain entretenir le ministre des négociations engagées. Si le marquis ne s'illusionnait pas (et le contraire pourrait être probable), non seulement Jay, en ce moment-là, se serait trouvé disposé à rendre le ministre du roi juge des conditions qu'avec Franklin il posait à Oswald; mais M. de Vergennes, bien plus, en aurait déjà parlé et s'y attendait<sup>1</sup>. C'est dans l'intervalle que Jay apprit le voyage de Rayneval, de sorte qu'il s'abstint d'aller à Versailles. Tout devint dès lors trahison à ses yeux. Rayneval, en partant, lui donna sur sa demande, au sujet de sa négociation avec Aranda, un avis quant aux limites des États-Unis et à la navigation du Mississippi. Naturellement cet avis était emprunté aux idées qui avaient toujours été, à cet égard, celles des Affaires étrangères. Jay n'y voulut voir qu'une démonstration de plus d'hostilité. Il en chercha une autre dans un rapport de Barbé-Marbois remontant au mois de mars, dont un duplicata avait été intercepté par les Anglais et que, pour l'engager davantage à venir tout de suite à la paix, on s'était empressé de lui faire fournir, du reste assez imparfaitement déchiffre et traduit<sup>2</sup>. Vues fausses d'un esprit que, pour l'excuser, on voudrait dire dénué d'expérience suffisante, ou étroit et abusant auéme; mais vues volontairement

792

Vous le billet de La Fayette. « Paris ce 10 septembre 1783. — J'ai espéré avec l'honneur de vous voir aujourd'hui Monsieur le Comte et je devais de concert avec M. Jay vous parler sur les scrupules qui embarrassent notre négociation, nous vous porterons les instructions et les résolutions du Congrès, et votre opinion vaudra la réponse des plénipotentiaires mais nos quarante ne sont pas prêts et d'après ce que vous m'avez dit je ne vous puis d'aujourd'hui à retarder d'un jour cette consultation c'est je crois demain Monsieur le Comte que M. Jay pourra se rendre à Versailles et dans tous les cas, nous l'atten-

dront d'y dîner avec vous et de vous porter l'hommage du tendre et respectueux attachement avec lequel, ai l'honneur d'être votre très humble et obéissant serviteur LAFAYETTE — Ne prenez pas, je vous prie la peine de me répondre » (États-Unis, t. 22 n° 63).

<sup>2</sup> M. F. Wharton peu de jours avant sa mort m'avoya le texte anglais du rapport de Marbois, pour savoir s'il reproduisait exactement l'original. M. Wharton n'a pas la me réponse et vous le texte anglais n'est pas une altération mais une entrée en matière préliminaire de l'original. Voir cet original au tome III des États-Unis, n° 24.

1782 imaginaires, plutôt, et sans justesse. Le 18 septembre, pour la première fois, il informa le secrétaire d'État du Congrès et de son désaccord absolu avec Franklin dans les conceptions qu'il s'était faites, lui, et de la révélation, à son sens accablante, de notre hostilité contre la pêche, les limites et le Mississipi, dévoilée par ce rapport de Barbé-Marbois. Il réclamait, en conséquence, le droit, pour les commissaires, de sauver les États-Unis d'un danger précédemment ignoré du Congrès, à savoir que « la cour de France ne laisserait pas l'Angleterre reconnaître leur indépendance avant d'avoir assuré ses propres intérêts, obtenu pour l'Espagne de chasser tout le monde du golfe du Mexique et leur avoir refusé de concert avec cette dernière puissance de s'étendre jusqu'au Mississipi ».

Ces imaginations de Jay sont devenues pour les Américains un point d'histoire à élucider. Il faut bien ici s'y arrêter. Si Jay ne se montrait pas là absolument oublieux du passé, il se servait du souvenir qu'il en avait pour interpréter de parti pris à l'encontre des aspirations des États-Unis les opinions soutenues, à Philadelphie, devant lui par le représentant de Versailles, chargé de rapprocher de ces États l'Espagne. Personne, y compris Franklin, ne pouvait être mieux averti que lui des intentions auxquelles avait obéi la France et des nécessités que successivement elle avait dû accepter. Député, au début, c'est avec lui que correspondait intimement Silas Deane. Président trois ans après, il n'avait pas seulement vu se dérouler devant son siège les débats où ces intentions et ces nécessités avaient été le plus et le mieux montrées, les débats ardents de 1779 sur les conditions éventuelles de la paix, de la bouche même de Gérard, il avait

\* Sparks, *Diplomatic correspondence, etc.*, édition de 1830, t. VII. — Lord F. Ligonier, convaincu par les dires de Jay, tient pour fort avantageux à l'Angleterre que le rapport de Marbois ait eu sur l'Amérique tant d'effet. « Ce fait de l'argent bien placé, écrit-il, celui qu'on employa

à faire arriver ce document aux mains de Jay, puisqu'il le détermina à abandonner la France. » Jugement inspiré par le patriotisme anglais sans doute, mais un peu aux dépens de l'honnêteté de lord Shelburne ou de lord Grantham étant donné le moment où la chose eut lieu.

entenda en outre, et non une seule fois, les raisons souveraines qui obligeaient d'aller au delà du simple but de ne point aliéner l'Espagne, mais de rechercher son concours, fallût-il le payer. Qui plus est, il s'était rallié à ces raisons; il savait donc pleinement pourquoi, à Versailles, on pensait ainsi qu'on le faisait sur la pêche de Terre-Neuve, sur le Mississipi, sur les Florides, et comment ç'avait été dans l'intérêt de son pays. Il ne lui était jamais arrivé d'y trouver à redire étant ministre à Madrid et de se sentir empêché d'en savoir gré ou du moins de parler comme s'il en savait gré. Tout le temps qu'il s'était heurté en pure perte contre l'inflexible inertie du gouvernement de Charles III, il avait été en rapports intimes avec notre ambassadeur, il avait connu par lui les efforts que nous continuions à déployer à Philadelphie dans le même sens qu'auparavant, ceux qui étaient journellement déployés à côté de lui afin qu'on nous aidât à frapper des coups décisifs dont les États-Unis, somme toute, devaient profiter les premiers, et il avait assurément vu autant que d'autres que de l'accord formé enfin avec le gouvernement de Charles III provenait en partie l'événement heureux qui permettait de négocier à cette heure.

Rien de ce qui pouvait se dire maintenant sur tout cela n'était donc de nature à paraître à Jay une découverte, et eût été le moins qu'ayant vécu deux années dans la diplomatie il jugeât de la portée des paroles soit écrites soit verbales, de leur rapport avec les choses ou les éventualités, et ne doutât pas que la correspondance de M. de Vergennes avec La Luzerne ne l'eût confidentiellement réservé. Si Jay prêtait de bonne foi au ministre du roi la préméditation d'abuser des États-Unis pour satisfaire l'Espagne, il fallait qu'en lui manquaient les notions de ce que se devaient entre eux des États alliés. Que l'on suppose la moindre réahte à la présomption qu'il exprima tout d'abord, est-ce que M. de Vergennes ne se serait pas empressé de saisir tous les moyens de différer les pourparlers américains? Est-ce qu'il n'eût point évité d'y pousser immédiatement Franklin, comme

1793. au contraire il s'y était prêt? Mais d'une part Jay n'eut garde de s'arrêter à ces réflexions, et de l'autre les raisonnements de Franklin ne l'avaient pas fait revenir. Ou il était inapte, tout légiste fût-il, à distinguer le fond de la forme, ou il s'y fermait de parti pris et ne voulait pas reconnaître que si Oswald acceptait, lui, le pouvoir que les deux commissaires présenteraient au nom du Congrès, ce serait l'aveu implicite que l'Angleterre tenait bien les États-Unis pour existants et pour indépendants.

Si le rapport de Barbe Marbois avait la moindre valeur en lui-même, et ce n'était pas le cas, il s'expliquait de soi, après le débat qui s'était ouvert à Philadelphie il y avait six mois, tant avec La Luzerne qu'au Congrès, sur les instructions données aux commissaires. On se rappelle que, ce débat étant clos, le plénipotentiaire s'était rendu en Virginie. Marbois, s'emparant alors une fois de plus de la correspondance, avait paraphrasé à Versailles les dernières informations de celui-ci sur la recrudescence des ambitions américaines, au sujet desquelles ne s'était d'ailleurs produit ni un argument ni rien de nouveau, si ce n'est, de la part de La Luzerne et de son très incontinent secrétaire la pensée que nous ferions bien de brusquer par prévoyance l'expédition de Terre Neuve, dont il avait été question à plus d'une reprise, et de la part du Congrès l'affirmation excessive de ces ambitions, puis les ordres formels par lesquels il les avait sanctionnées en retirant les tolérances contraires autorisées par lui précédemment. Le Congrès avait même passé une Résolution spéciale interdisant à Jay de consentir à Madrid aucune concession quant à la navigation du Mississippi; il ne se savait pas délié de ce soin par le silence que de lui-même celui-ci s'était prescrit. C'est sur tout cela que roulait l'amplification de Marbois, et il en parlait très peu utilement, car dans sa dépêche du 12 août M. de Vergennes, qui avait, à cette date, tous les motifs de croire que les négociateurs des États-

Vous savez, sup. 1. p. 63

Unis ne se cacheraient pas de lui, mais réclameraient son appui, au contraire, pour des desirs si peu en rapport avec la faible opinion qu'à tout prendre on devait concevoir à Londres de leurs facultés militaires, M. de Vergennes, parlant à La Luzerne du pli de l'intérimaire, se bornait à en dire.

Le Sr de Marbois propose un expédient pour arrêter les espérances des Américains et les menées de M. Samuel Adams, mais le Conseil du Roi juge que comme nous ne sommes liés par aucun engagement, nous n'avons aucune mesure à prendre pour prévenir les clameurs et les reproches, et toute démarche de notre part tendante à ce but serait au moins prématurée d'ailleurs, nous avons du tems de reste pour nous expliquer lorsque la matière des pêcheries sera sérieusement discutée entre les plenipotes américains et le commissaire de la cour de Londres.

Quant aux inductions tirées des avis de Rayneval sur les négociations avec le comte d'Aranda, il n'y avait que le même oubli systématique de Jay pour expliquer la portée qu'il leur attribuait. A défaut de documents détaillés sur ces négociations<sup>1</sup>, ce qui était arrivé peut plausiblement se supposer. Il était survenu d'abord un fait occasionnel fort à propos. Jay n'ayant montré rien de plus pressé que de s'aboucher avec l'ambassadeur d'Espagne, le gouvernement du roi, dont toute la correspondance antérieure indique assez qu'il tenait à ce que nous ne prissions aucune part à la discussion des prétentions caressées à Madrid, avait dû trouver une opportunité singulière à voir s'expliquer ensemble, sur les fondements de leurs droits prétendus ou sur leurs convenances, les deux parties que les circonstances plaçaient à ses côtés. Si elles ne s'entendaient pas, ce serait au moins une manière de savoir en quoi elles différaient, et dans quelle mesure aux conférences de la paix générale, nous pourrions nous employer avec avantage pour l'Espagne ou nous abstenir. Il est certain

<sup>1</sup> Il est probable que la correspondance du comte d'Aranda avec Madrid contient des indications à ce sujet, mais leur intérêt serait secondaires.

1782 que Rayneval n'eut point de mission officielle. C'est Aranda, paraît-il, qui le fit appeler, et les conversations se seraient engagées plus tôt, sans la maladie de Jay'. Des lignes de futures limites, tracées sur les cartes de l'Amérique, avaient été échangées entre les deux parties lorsque, le 10 août, Franklin et Jay furent reçus par M. de Vergennes; Jay montra ces cartes devant Rayneval, qui s'étonna de ce qu'il demandait tant. Après quoi les choses languirent parce que Aranda, qui s'était efforcé d'obtenir des concessions, avait refusé de s'engager sous prétexte qu'il manquait de pouvoirs, mais tenu à transmettre à sa cour des propositions américaines écrites, et parce que Jay avait alors allégué qu'il ne devait pas aller plus loin avec un plénipotentiaire se prétendant non autorisé à délivrer des propositions fermes.

Que le gouvernement du roi attachât en ce moment aux rencontres du comte d'Aranda avec Jay un autre intérêt que celui-là, il ne pourrait en être trouvé ni une preuve ni un indice. M. de Vergennes expliquait au contraire à La Luzerne, le 12 août, qu'il se dégageait absolument de ce débat, et après il n'en fut plus question : « Je ne sais », écrivait-il.

Je ne sais, Monsieur, où en est la négociation entamée à Madrid par M. Jay, vous pourrez juger par là, que nous n'y intervenons pas, et cela nous convient d'autant mieux que, selon toutes les apparences, les deux parties auront bien de la peine à s'accorder sur le partage des territoires qui sont à l'Est du Mississippi et de l'Ohio. Nous garderons le silence le plus absolu jusqu'à ce que nous soyons invités à prendre connaissance de la discussion, et à en dire notre sentiment, vous voudrez bien, Monsieur, continuer à en faire autant de votre côté.

Vous nous guidez sur le rôle du comte Aranda américain à défaut d'autre document, quoique ce récit écrit trois mois après soit conçu avec l'intention visible de grouper les détails et les circonstances de manière à montrer un ou un négociateur sagace, ardent, et un

grand citoyen qui avait servi les États-Unis du perd de perdre ce à quoi il tenait le plus Jay dans ce rapport, allant jusqu'à rêcher de rendre sensu ce que dans les relations avec Oswald c'est lui non ce dernier qui avait eu l'initiative des propositions.

Cependant, Jay fut engagé par Rayneval, le 4 septembre, à venir causer encore de ces questions espagnoles chez lui le lendemain<sup>1</sup>. En cela, nous semble-t-il, le gouvernement du roi eut le but que nous supposons il y a un moment. Un but fort avouable; Rayneval engagea l'Américain à adopter des propositions à l'appui desquelles il avait préparé les observations écrites que celui-ci lui avait demandées, puis, le jour d'après il les lui adressait avec l'avis que le caractère d'ambassadeur du comte d'Aranda autorisait pleinement à lui faire des offres, et il engageait l'Américain à voir si ces observations ne présentaient pas la meilleure solution<sup>2</sup>. Que ces avis, donnés d'ailleurs uniquement à titre de conseils et en prenant soin de le dire, ne différassent point de ceux dont Jay avait entendu maintes fois l'expression antérieurement, cela ne pouvait ni sembler singulier ni paraître suspect; Rayneval discutait les ambitions américaines et celles de l'Espagne d'après le droit public et d'après l'intérêt des deux nations. L'indice d'un but, s'il faut en chercher un en dehors de la suite pure et simple d'une affaire à laquelle Aranda et Jay avaient appelé Rayneval, c'est qu'à la

Jay a inséré dans son récit la copie du billet d'invitation.

<sup>1</sup> Les observations, que Rayneval appelle un mémoire, se trouvent avec la lettre d'invitation à Jay, au tome 22 des *Œuvres*, n° 57 et 58, et il y en a un second sous le n° 59. On lit en marge de la page qui en est le début : plus tard à La Luzerne. Voici la lettre d'envoi en date du vendredi 6 septembre : « J'ai l'honneur M. de vous remercier, comme vous l'avez désiré, mes idées personnelles sur la manière de terminer vos différends du flint avec l'Espagne. Je désire qu'elles vous paraissent dignes d'être prises en considération. — J'ai fait réflexion M. sur ce que vous m'avez dit sur du défaut de pouvoir de M. l'ambassadeur d'Espagne. Vous m'avez selon moi, métre cette raison en avant pour vous dispenser de traiter au » et

« ambassadeur sans l'offenser et sans contredire ses premières démarches que vous avez faites vis à vis de lui. Cette réflexion me conduit à vous conseiller M. de révoquer M. le C<sup>te</sup> d'Aranda et de lui faire une proposition quelconque sur l'objet dont il est question. « celle qui résulte de mon mémoire me semble la plus propre à effectuer une conclusion raisonnable, mais c'est à vous à juger si je me trompe. parce que vous seul avez connaissance des lettres que les États-Unis peuvent avoir pour étendre leurs possessions aux dépens des nations que l'Angleterre même a reconnues pour indépendantes. Au reste M. quel que soit l'usage que vous croirez devoir faire de mon mémoire, j'en suis prié de le retenir au moins comme une preuve de mon zèle et de mon désir d'être utile à la cause de votre patrie. »

1762 lettre d'envoi il y avait ce *post-scriptum* : « Comme je serai absent pendant quelques jours, je vous prie d'adresser votre réponse à M. Hennin. » La mission de Rayneval était alors décidée; on avait dû, en conséquence, essayer de remettre en rapport Jay et Aranda. En abordant le chef du cabinet de Saint-James au sujet de la paix générale, il importait de connaître en quoi l'Espagne et les États-Unis pouvaient définitivement s'accorder. C'est pourquoi, le matin du départ de Rayneval, un entretien de trois heures avait eu lieu à Versailles avec Aranda. Il fallait évidemment savoir que dire au sujet de cette puissance ou pour elle, et l'on en a la preuve claire dans le récit des conférences de Bowood Park et de Londres.

Mais, ici comme là Jay avait besoin de ne trouver que machinations contre les États-Unis. Pour lui, Rayneval n'avait pu écrire que sous la dictée de son ministre, aller à Londres qu'après être convenu avec Aranda « d'empêcher ces États de s'étendre jusqu'au Mississipi, de posséder la navigation du fleuve, de rien recevoir de l'Angleterre en territoire au-dessus du 31° degré de latitude, certainement rien au nord de l'Ohio, et pour faire résoudre en faveur de l'Espagne ou, en tout cas, en faveur de la Grande-Bretagne, toutes les autres contestations de la cour de Madrid avec eux ». Complaisant sans mesure dans les imputations, il n'avait même pas douté que si les pouvoirs nouvellement rédigés pour Oswald le 25 juillet, et le commentaire qui en avait apporté la dépêche de Townshend du 1<sup>er</sup> septembre, pouvoirs dans lesquels, pourtant, on allait jusqu'à ne pas marchander l'indépendance et à prendre les propositions nécessaires de Franklin pour base de négociation, n'avaient pas littéralement reconnu les Colonies comme « États-Unis », c'était l'effet d'une manœuvre de M. de Vergennes sur Fitzherbert. Il ne vit pas la moindre difficulté, un jour, à tacher de convaincre Oswald que M. de Vergennes leur faisait soustraire leurs papiers. Même La Fayette lui fut suspect, tenu par lui tout simplement pour l'instrument de M. de Vergennes; pensant produire à lui seul le résultat qu'il recherchait, il avait, sans le



dire à Franklin, qui y eût été probablement contraire, remis à l'Anglais, pour en user à Londres, toutes les instructions du Congrès. 1792

Dans ces dispositions passionnées, Jay commit délibérément, et en s'y adonnant quoiqu'en se cachant de Franklin bien plus que pour le reste, un acte de trahison pure et simple qui fut en fait de peu d'effet, mais duquel il en espérait un grand, et il n'a pas manqué de le lui attribuer. Le compagnon officieux qui avait été accolé à Laurens en Hollande, l'Anglais Vaughan, se tenait autour des Américains, ferveur à Londres d'être très considéré de Franklin, offrant à Paris ses services, se vantant d'intimité avec le cabinet anglais, même de correspondance confidentielle avec lord Shelburne. C'était son rôle; mais Jay crut absolument en cet agent interlope, dont lord Shelburne a dit plus tard qu'il ne lui avait pas fourni un seul renseignement appréciable<sup>1</sup>. Il expédia le personnage à Londres pour y faire part en lieu utile des sentiments exprimés à Oswald au sujet des pouvoirs qu'il fallait donner au négociateur anglais, mais par-dessus tout pour démontrer, dans des termes sans scrupule qu'il lui revint par écrit et qu'il envoya plus tard aux États-Unis afin de s'en attribuer le mérite, l'avantage qu'aurait l'Angleterre, en « coupant le plus tôt possible la chaîne qui les liait à la France et en profitant de leur désir de trêver », d'empêcher que cette dernière puissance, « sous sa modération affectée », ne rejetât la reconnaissance de l'indépendance jusqu'à la conclusion de la paix générale. Sans que les intérêts de l'Espagne fussent satisfaits, Vaughan devait recommander d'admettre tout ce que les Américains voulaient du côté du Mississippi, du Canada, « Terre-Neuve; Jay appelait cela « prendre en définitive, à leur égard, une politique décidée et virile ». Il n'a pas un moment mis en doute que les

M. de Vergennes put en parler avant de partir qu'il est succombé à Londres dans le même moment. Leurs rapports, mêlés à la correspondance de cette époque aux Aff. étrangères approuvent suffisamment mentien ont mal placé la dépense qu'ils ont faite

M. de Vergennes le constate d'ailleurs lui-même dans un billet de sa main au sujet d'un autre Thurn qui ne lui faisait écrivain entretenir autour des hommes politiques de Londres et autour du cabinet de Saint-James. Angleterre t. 539 n° 4 - 12 décembre

- 1782 États-Unis n'aient dû à la félonie dont il avait pris pour instrument l'agent Vaughan, la rédaction des pouvoirs écrits pour Oswald, le 19 septembre, à la suite des entretiens de lord Shelburne et de lord Grantham avec Rayneval<sup>1</sup>.

C'est le 3 octobre seulement que quelque chose fut « entrepris » pour parler comme Oswald, entre les commissaires du Congrès et ce dernier. Les propositions *nécessaires* de Franklin avaient exprimé tout ce que demandait le Congrès. Jay ne trouva à y mettre sa marque qu'au sujet des frontières de la Nouvelle-Écosse avec la Nouvelle-Angleterre; il voulait les déterminer autrement. Oswald se dit sans pouvoirs à ce sujet, de sorte qu'il eût fallu en attendre de spéciaux si Franklin n'avait pas fait accepter que la question fût réservée à une commission qui la discuterait après la paix. Oswald consentit donc à envoyer à sa cour le projet de préliminaires ainsi préparé, et à en appuyer l'adoption. Franklin, qui put commencer alors à reprendre sa correspondance de ministre des États Unis, donna à Livingston, le 14 octobre, l'analyse de ce projet dont, à défaut de sa main, celle de Jay avait écrit le texte. Oswald n'en avait pas laissé passer la rédaction sans repartir des indemnités que l'Angleterre réclamait pour ses partisans américains. Dans cette affaire des indemnités, il s'agissait de deux sortes d'intéressés : d'abord des Anglais qui avaient vu abolir à leur égard toute dette des Américains dès le commencement de la révolution; ensuite des partisans de l'Angleterre aux États Unis, des

Le rapport adressé par Jay à Livingston le 7 novembre, contient au 1<sup>er</sup> texte une seconde édition de son exposé au cabinet anglais. C'est un acte de forfaiture politique tout nu, mais la vente de l'amiété de son pays et l'abandon de son allié à l'ennemi n'en sont pas moins là. Et Jay s'effrite enfin avec des raisonnements vagues sur le prix que l'acheteur trouverait au marché. Remarquons ici que la question des Indes et celle de Madagascar étaient discutées

quand Jay dressait ce mémoire plein de suffisance et d'insolence étalage diplomatique. Il n'eût été facile d'y dresser les choses de manière qu'elles paraissent découler de son action personnelle. Mais il n'y a de trace nulle part que le 11 septembre, date de l'envoi de Vaughan à Londres, personne excepté Franklin eût encore traité ces sujets comme Jay le faisait. Il était parvenu et simplement l'écho de son collègue.

«loyalistes», dont la dépossession avait été prononcée soit qu'ils se fussent réfugiés au dehors soit qu'ils eussent été un peu partout les auxiliaires des généraux de la Grande-Bretagne, qu'ils eussent soulevé les Indiens, formé des corps ou combattu dans l'armée anglaise. Toutefois, on avait simplement mentionné la demande d'Oswald, Franklin l'explique, lui et Jay ayant tout d'abord déclaré que les mesures sur lesquelles l'Angleterre fondait ses réclamations étaient émanées des divers États, en sorte que le Congrès n'avait qualité ni pour les abolir ni pour stipuler quoi que ce fût à leur sujet. Mais quelque chose d'entièrement absent de ce projet, c'était une trace quelconque de l'idée de cession du Canada, sur laquelle pen auparavant Franklin fondait en partie ses conceptions de l'existence future des États-Unis. Au rapport d'Oswald, il l'en entretenait antérieurement dans toutes leurs rencontres. Le 13 août encore, après la première entrevue de ce dernier avec Jay, il lui avait fait de cette cession une sorte de condition essentielle pour la réconciliation des deux pays et pour leur paix commune ultérieure. Pourquoi était-elle passée sous silence? Ni Franklin ni Jay ne l'ont dit, ni J. Adams, qui l'avait d'abord approuvée. On ne voit d'ailleurs nulle part que Jay s'en soit un seul moment inquiété et qu'Adams ait trouvé à propos d'y attacher de l'importance. Il n'en fut plus parlé?

Franklin écrivait donc, lui, son rapport à Livingston, juste à l'heure

Rapport d'Oswald du 13 août. «... Le Docteur revint à la fin sur le Canada comme il le faisait ordinairement à chaque occasion. Il observa et dit qu'il n'y avait ni voisinage possible ni bons rapports tant que cette contrée restait sous des États-Unis sur une si grande étendue serait sous un autre gouvernement que le leur. Je lui répondis que je sentais la valeur de ces raisons, mais que n'ayant point d'ordres à cet égard c'était mon métier à examiner plus tard. C'est là dans les pourparlers de la paix, la dernière mention

de la question de cession du Canada qui se trouve dans les documents dont l'histoire dispose à l'heure actuelle.

M. Francis Wharton (*Digest of international law*) s'est appliqué, avec peu de succès, nous semble-t-il, à établir que Franklin avait beaucoup avancé la cession du Canada par l'Angleterre et l'aurait même mené à fin. Il ne peut pas dire que s'en firent Jay et John Adams. Il s'est peut-être des négociations dernières cette grande conception de leur collègue. Jusqu'à production de documents nouveaux, on pourra

où M. de Vergennes exprimait aussi sa surprise de l'ignorance dans laquelle les commissaires américains laissaient le gouvernement du roi. Mais les négociations de ces derniers n'étaient encore qu'en chemin, et hormis d'apprendre qu'elles portaient positivement sur la totalité des ambitions dont le ministre était déjà avisé par les courriers de Philadelphie, le gouvernement du roi ne se serait pas trouvé informé de choses qu'il ignorait si Jay ne lui eût point caché leurs affaires. Comme, ni auprès de lord Shelburne par Rayneval, ni auprès de Grenville, ni auprès de Fitzherbert, ni avec Franklin il n'avait fait de tentative pour empêcher d'aller jusqu'aux points acceptés par le négociateur de lord Shelburne, comme il n'avait voulu éviter qu'une chose, l'obligation d'en assurer le bénéfice à nos alliés, on peut affirmer qu'il n'aurait rien objecté de bien sérieux. Il en savait sans doute plus qu'il ne l'indiquait à La Luzerne, puisqu'il mandait que « le plénipotentiaire anglais était très coulant ». Ne fût-ce que par La Fayette, en effet, qui ne quittait guère Jay et Franklin en même temps qu'il entrait librement à Versailles, ce qui se passait devant être

bien connu de Wharton se demander qu'il en savait dit aussi, mais on ne savait ni sur aucun moniteur l'établir. J. Adams a dit même à répondre à Franklin lorsque celui-ci l'informait de se prendre son conseil avec Drouilhet qu'il serait très avantageux d'obtenir le Canada si c'était possible et si cela était à la France.

L'auteur de la *Vie du comte de Shelburne* a cherché à montrer la part de responsabilité que les historiens voudraient peut-être attribuer à ce duc pour d'avoir amené les commissaires américains à traiter clandestinement avec l'Angleterre tandis qu'il négociait avec la France et que celui-ci se faisait aux plénipotentiaires de La Fayette. De ce que Franklin négociait pour l'opposition de la France, bien manifestée par la correspondance antérieure du M. de Vergennes sur l'état des marches écrites la presse

non du Canada par l'Angleterre. Lord Fitzmaurice a tenté la même chose le ministre des États-Unis à Versailles de conclure la paix séparément dès le premier jour ou il s'entretenait avec Canard. C'est une assertion nullement justifiée même la lettre de Franklin. Le secret avait certainement l'effet qu'il déterminerait la cour de France en faveur de la cession si l'Angleterre le faisait. On peut affirmer, d'après les antécédents et d'après la suite, qu'il n'est pas juste sans effort cette cour s'il avait pu conduire la négociation jusqu'au bout. L'opinion dominante de M. de Vergennes sur la possession du Canada n'avait pas été cachée à La Luzerne. On a vu le ministre lui écrire que si les Américains se procuraient cette province, il faudrait bien lui leur donner quelque dédommagement qu'en soit l'Espagne. Est-il bien improbable que Franklin communiquât cette opinion au ministre du Roi?

rapporté. Des lettres écrites alors par le marquis à Washington et à Livingston montrent qu'il était assez au courant pour que, avec son dévouement à l'Amérique, il entrevît, en tout cas, ou il supposât avec exactitude ce qu'elle gagnait. D'ailleurs M. de Vergennes prévenait La Luzerne contre « les interprétations malintentionnées » qui seraient peut-être données au voyage de Rayneval à Londres : probablement il en craint à Paris. Le ministre ne chercha néanmoins à rien arrêter. Ce n'était plus l'étendue des concessions qui le préoccupait, en tant qu'elles n'empièteraient pas sur nous, mais l'intérêt des Américains à n'être pas abusés par des lenteurs et le nôtre à ne pas nous voir désarmer contre les dispositions possibles de l'Angleterre, par un traité qui serait conclu en dehors de nous. Ni une représentation à leur adresse, ni une observation à Fitzherbert ne partirent du cabinet de M. de Vergennes, dont assurément la parole eût eu alors beaucoup de poids.

Décidé au point où les dépêches de Townshend avaient montré qu'on l'était à Londres, on fût rapidement arrivé à la paix si la situation militaire n'eût pas changé. Mais tandis que Rayneval rentrait à Versailles, la nouvelle que les armées de l'Espagne et de la France avaient échoué contre Gibraltar avec de grandes pertes, était venue apporter aux adversaires des concessions une autorité que la victoire de Rodney n'avait pas suffi à leur rendre. Le 12 septembre, au moment de succomber sous une attaque de formidable apparence, quand l'invention de batteries flottantes par un officier français semblait ne plus permettre de résister, la place s'était débarrassée de ses assaillants en incendiant leurs vaisseaux. L'amiral Howe, alors en mer pour ravitailler encore ce rocher si tenacement défendu, avait su profiter du désastre pour lui apporter abondamment, une fois de plus, les moyens de subsister et de combattre. La réunion des troupes de terre et des vaisseaux de la France et de l'Espagne avait produit,

*Mémoires et Correspondance, en tête du tome ..*

1763 comme précédemment, beaucoup de désaccord; de la présence des princes du sang au siège était un plus de recherche des plaisirs de cour et plus de rivalités que d'application à réussir : on se sentait donc à Londres une force nouvelle. L'opinion publique s'exaltant par suite, George II. n'était pas le dernier à revenir à des dispositions moins favorables que celles dont Oswald donnait le conseil et qu'il avait laissé espérer aux commissaires. Le cabinet dut céder à ce mouvement. En obligeant son négociateur à reprendre ses dires, il l'aurait déconsidéré; lord Shelburne expliqua confidentiellement à Oswald la nécessité où se trouvait son ministère de reculer, et il lui adjoint un second, Strachey, en ce moment sous-secrétaire d'État de lord Grantham, avec mission de réduire la portée des propositions jusqu'alors admises et, surtout, d'obtenir les indemnités demandées pour les partisans dépossédés de l'Angleterre.

John Adams s'était décidé à quitter les Pays-Bas. On le voit à Paris le 26 octobre, et préoccupé tout d'abord non des négociations de ses collègues, mais uniquement de se faire habiller et accommoder au dernier goût; il va jusqu'à le dire dans ses mémoires et à l'indiquer comme une nécessité caractéristique en France, se souciait peu, en jetant sur la nation ce petit ridicule, de se demander si on n'était point grâce aux sacrifices de cette nation singulière qu'il lui était donné d'être en ce moment non plus un rebelle, mais un plénipotentiaire, et de venir, libre et respecté, traiter avec des plénipotentiaires anglais<sup>1</sup>. A la vérité, il pouvait penser n'avoir pas besoin

La première chose à faire à Paris est toujours porte le journal de John Adams d'envoyer chercher un tailleur, un perruquier et un cordonnier, car cette nation a établi une telle domination sur la mode que ni habits, ni perruques ni souliers faits en tant autre lieu ne sont de mise à Paris. C'est une grande partie de la politique de la cour de commercer et d'écarter toute influence étrangère

« mais sur la mode parce qu'elle occasionne un commerce immense et se la France et les autres parties de l'Europe » Les partisans de la Nouvelle-Angleterre se passionnent à ces étranges goûts d'opinion sur la peuple français. La mode d'Europe on peut se souvenir se souvient qu'il n'est quelque point à leur persuader que nous n'étions pas un peuple de gens simples toujours en danger

de se hâter; il connaissait les idées qui avaient dirigé Jay et il les approuvait. Celui-ci, qui l'en avait informé tout de suite, était encouragé par lui dès le 13 août à ne rien accepter tant que la reconnaissance des États-Unis ne serait pas formelle, « ne se prenant aucunement, écrivait-il, comme le commissaire d'un quatrième État contre l'Angleterre ni d'une Colonie d'Amérique », autrement dit ne voulant servir en quoi que ce fût à la France ni à aucun autre État, se méfiant de tous et entendant bien ne s'inquiéter que des États-Unis.

On n'a d'ailleurs pas à chercher ce que comptait faire entre ses collègues ce nouvel arrive; l'incroyable supériorité qu'il s'attribuait sur tout le monde et l'inimitié dont sa jalousie native le remplissait lui ont dicté un journal où toutes ses intentions sont marquées. Il n'était pas à Paris depuis deux jours que, mis au courant chez Jay de ce qui s'était passé, il se promettait de se montrer l'adversaire de Franklin et d'être ainsi une sorte d'arbitre, ou plutôt le maître, entre Jay et ce dernier. Le Congrès lui avait conféré le rang de premier plénipotentiaire; mais le premier, moralement, c'était toujours Franklin, et il le sentait trop pour que, même au moment d'une négociation si décisive, il ne fût pas remué, prévoyant le grand renom qu'elle procurerait, par le souvenir du froissement qu'il ressentait de leur précédent voisinage. Il n'alla chez Franklin que le 19. Il était déterminé à le mettre à l'écart et il le fit durement. À peine entre, il lui déclara être de l'avis de Jay dans tous les désaccords que ses deux collègues avaient eus entre eux; il approuva l'envoi de Vaughan à Londres, il soutint Jay dans la proposition, immédiatement résolue, de continuer les négociations sans informer aucunement du caractère qu'elles prendraient le ministre du roi. Maintenant qu'il n'avait plus besoin de la France aux Pays-Bas et qu'il s'agissait, pour humilier Franklin, de nous manquer de foi au nom des États-Unis, l'antipathie qu'il nourrissait au fond pour nous lui était au auxiliaire

<sup>1</sup> Sa première visite avait été pour M<sup>lle</sup> Lest. On a vu tout ce que les deux ministres pu il recherchait et qu'il était disposé à servir.

naturel. Dans l'esprit de Franklin, en effet, la pensée d'opérer de concert avec nous avait seule existé. Non seulement Adams prit ainsi position, jetant brutalement Franklin entre l'amour de son pays et l'amour-propre, mais deux semaines passèrent sans qu'il rendit visite à M. de Vergennes. Le ministre ne l'aurait peut-être pas vu s'il ne l'eût fait avertir<sup>1</sup>. Bien plus, le matin du 29, jour où les conférences se rouvrirent, il avait montré chez Jay à Oswald et à Strachey, sur la question des indemnités, les dispositions les moins semblables à celles de Franklin, au point, lui-même le rapporte, de combler de joie les plénipotentiaires anglais, et il manifesta alors ces dispositions de nouveau. Voilà comment lui et Jay suivirent ensemble la prescription du Congrès, d'agir d'après les conseils de la cour de France.

Pour avoir rempli si peu conformément au mandat dont il procédait un rôle diplomatique d'autant de gravité présente et de conséquences ultérieures si sérieuses, Jay et Adams n'ont donné d'autres raisons que leur impression personnelle ou leurs suspicions; on ne saurait na point se demander s'ils n'obéissent pas à des mobiles différents de ceux qu'aurait excusés une conception du but et des clauses de la paix autre que celle de leur collègue, voire contraire, ce qui eût été dans leur droit. Jay imprima cette direction; ne fut-il pas inspiré avant tout par la pensée d'élever à son profit à Franklin le mérite, aux yeux des États-Unis, de conclure la paix avec l'Angleterre? Il ne connaissait point jusqu'à ce moment le doyen de l'indépendance américaine, et il n'en était connu que par l'échange de quelques lettres pour se faire aider par lui à sortir de l'humiliation politique qu'il subissait à Madrid. A trente-sept ans, dans le plein âge de l'ambition, il n'avait pu rien réaliser de ce qu'on attendait de lui. Franklin avait été couvert de diffamations au Congrès, maintes fois accusé d'impuissance ou d'inhabileté, rendu par la victime de la mobilité de sentiments qui

Adams a relaté que La Fayette lui exprima l'étonnement de M. de Vergennes de le savoir à Paris uniquement par les rapports du poltre,

qu'en ayant parlé à Franklin celui-ci l'engagea à rendre la visite due au ministre, et qu'il s'en acquitta en effet le 9 novembre.



est l'essence des démocraties absolues; maintenant qu'il était perclus, 782  
astreint par les souffrances à une inactivité gênante, ne parut-il pas  
tout simple à l'ancien président du Congrès de se substituer, dans  
l'œuvre de la paix, à ce vieillard dont le grand rôle fatiguait tant les  
jeunes? Et quel plaisir John Adams eût-il pu mieux goûter que celui  
de s'associer à un tel parti, qui lui présentait d'ailleurs la perspec-  
tive de prendre enfin la tête?

Si ce n'avait pas été là le mobile de Jay et aussi celui d'Adams, il  
faudrait le chercher dans une idée supérieure des conditions de la paix.  
Alors, ou l'un ou l'autre ou ensemble ils auraient changé le terrain  
qu'ils trouvaient préparé. Ils auraient proposé et fait aboutir d'autres  
ou de plus heureuses données que celles dont Franklin avait, à cette  
heure, presque définitivement arrêté les lignes avec le cabinet de  
Londres. Mais hormis, tant que Jay fut seul, de presser Oswald pour  
qu'il fit « couper les liens » entre les États-Unis et la France; hormis,  
une fois John Adams arrivé, de laisser concevoir aux négociateurs  
du cabinet Shelburne la pensée que l'Amérique indemniserait les  
partisans de l'Angleterre dépossédés ou ruinés; hormis d'abandonner,  
tout uniment par préférence, la cession du Canada, si amplement  
conçue par Franklin; hormis, en revanche, de transformer en dé-  
loyauté à l'égard de la France la droiture et les égards de celui-ci  
avec elle et de le placer, lui, dans la dure alternative de manquer à  
son pays ou de couvrir de sa participation leur malhonnêteté, Jay  
et Adams se virent, somme toute, imposer par les choses l'œuvre  
même antérieurement établie par Franklin avec Oswald. À la dé-  
loyauté ils n'avaient rien gagné dont Franklin n'eût déjà assuré le  
bénéfice à son pays par la considération qu'inspirait sa personne. Il

À cette heure même Arthur Lee, rentré  
enfin au Congrès par l'effet de la mobilisation  
d'impression à laquelle il est possible à l'in-  
térieur de porter le suffrage public, reprend, de-  
vant l'assemblée des démocrates venant

contre Franklin. C'était avec peu de succès à la  
vérité mais non sans réussir à décider la for-  
mation d'un comité d'enquête dont son acolyte  
devint le membre. Rapport de La Luzerne  
du 12 août 1782. *Etats Unis*, t. 22, n° 19.

- 182 n'avait pas seulement, du premier jour, tracé le plan de la paix dans toute l'extension possible, ses paroles et sa correspondance avaient répandu un air ambiant de réconciliation des deux pays que Jay et moins encore John Adams n'eussent jamais été aptes à produire<sup>1</sup>

Les dépêches de lord Shelburne à Oswald témoignent à bien des reprises l'effet moral qui était résulté des conversations de Franklin indépendamment de celui qui provenait de ses lettres et depuis le début des négociations. Il fut donné à son égard assez de preuves d'une considération exceptionnelle pour montrer que si l'on sut se servir de Jay et de J. Adams on se regardait lui comme le vrai représentant de l'Amérique. On s'essaya aux États-Unis depuis une vingtaine d'années de faire à Jay une gloire posthume de sa conduite envers la France. Nous avons indiqué l'opuscule publié dans ce sens par M. Jay en 1884 *New peace negotiations of 1782-1783*. MM. Hale dans le tome I. de leur *Franklin in France*, paru en 1888, se sont élevés de même en admirateurs du rôle que se donna Jay. La tentative n'a pas tardé à trouver des contradicteurs autorisés. M. Fr. Wharton notamment dans son *Digest* 1887, a rendu en

grande partie les choses à leur place avec beaucoup de justesse même en ce qui touche M. de Vergennes. M. Bigelow y a contribué aussi en une certaine mesure dans sa *Life of Franklin* 1888 et par ses citations des dépêches d'Oswald de Shelburne et de Townshend en notes dans les *Works of Franklin* 1888. On s'explique mal toutefois qu'un esprit aussi judicieux que M. Bigelow ait admis l'argument tiré par Bancroft contre les approbateurs américains de la conduite de la France de ce que la France et l'Espagne avaient conclu le traité secret de 1779 aux termes duquel la navigation du Mississippi et Gibraltar étaient promis à Madrid. Nous avons expliqué précédemment à quoi l'histoire doit son tour au sujet de ce traité et au sujet des engagements par lesquels nous pouvions nous croire liés en raison de ses termes. Ajoutons ici que Bancroft dans le tome V de son édition revue et parue aussi en 1888 inégalement abandonné Jay

## CHAPITRE VI.

### LES COMMISSAIRES AMÉRICAINS TRAITENT SECRÈTEMENT AVEC L'ANGLÈTERRE.

Attention du sort que mettait le gouvernement du roi à se tenir en dehors de la négociation américaine et à la laisser premier accord des plénipotentiaires anglais avec les commissaires américains, gardé par ceux-ci envers le gouvernement du roi. Reason qu'avait ce gouvernement, par suite pour ne violer les choses que devant les données anciennes qu'il n'était plus question du Mississippi même de la part de l'Espagne; exposé adressé à La Luzerne par M. du Vergennes le 23 novembre. Continuit néanmoins les communications se prétendaient amicales; mais qu'il y avait eu de la part de nous l'absence totale d'intérêt du cabinet de Londres à terminer avec ces représentants du Congrès. — Opposition qui se faisait entre les vœux de lord Shelburne depuis l'événement de Gibraltar, certitude qu'avait ce ministre de l'échec de Carleton dans les tentatives étouffées répétées de toute part, aux États-Unis, nécessité où il se trouvait en conséquence de conclure la paix. — Qu'il aurait été facile de traiter avec nous ainsi pas encore avec l'Espagne et la Hollande, état réel du cabinet anglais de négocier avec tout le monde en même temps il négociait Frédéricfort à Owschl et à Saratoy pour tenter avec les commissaires. Enfin il pour sur eux par la menace de l'apposition de la France; que ce moyen était inutile quant aux Américains et quant à nous. — Franklin annonce soudain à M. du Vergennes que ses collègues et lui ont signé leurs préliminaires, dangereux car ils pouvaient résulter de cette défection, révéler plusieurs qui y avait été mis. Cependant le fait atteignait personnellement M. du Vergennes après qu'il en exprima à La Luzerne, afin que ce projet dans la négociation que Raynval poursuivait en Angleterre. — Changement survenu là dans l'opinion, sur la continuation de la guerre déclarée de George III. avec nous qui en résulte dans le ministère. — Franklin en annonçant le départ d'un courrier américain pour Philadelphie et en insistant pour obtenir une nouvelle avance du roi, aggrave la blocus épuisée par M. du Vergennes. vous apprenant de son ministère adressée par ce ministre à l'Américain il en fut parti en même temps à La Luzerne. — Terras dans lesquels Franklin a connu causes diverses qui ramènent le gouvernement du roi de sa première impression, nouveau prêt de six millions de livres consenti par le roi aux États-Unis. Dépêche adressée à La Luzerne à cette occasion lettre de Franklin au directeur Cooper par laquelle est expliqué et confirmé le procédé de nos collègues.

Le ministre qu'Adams et Jay regardaient comme tellement à l'affût pour entraver leurs démarches s'en tenant fort éloigné. C'est un fait très certain, et des écrits américains modernes cherchent sans fondement

à le contester. Depuis les entretiens de M. de Vergennes avec Jay et Franklin, le 10 août, des propositions, des réponses et des répliques de l'une et de l'autre cour avaient été échangées avec Fitzherbert, en conséquence de la note que ce négociateur avait apportée, il ne s'y étant agi que de redresser pour la France les stipulations du traité de Paris quant à Terre-Neuve, à l'Afrique, aux Indes orientales, à Dunkerque, et aux conditions faites à notre commerce. Ni directement ni indirectement les États-Unis n'y avaient figuré. Fitzherbert, le 11 septembre, se plaignait à lord Grantham de la résistance de M. de Vergennes « à rien déterminer » ; la grande préoccupation du gouvernement du roi, en effet, c'étaient nos allies d'Europe. Il ne pressait point en ce qui nous regardait, il débattait pour se donner le temps de défendre leurs prétentions ou leurs intérêts. Le plénipotentiaire anglais et le comte d'Aranda avaient été mis en conférence, leurs rencontres continuant à l'arrivée de Strachey, et lord Grantham, le 21 octobre, invitait son représentant à les poursuivre, comptant que l'influence du ministre de Versailles amènerait la cour de Madrid à amoudrir ses embarrassantes exigences dont Gibraltar faisait le fond.

Que la négociation américaine marchât ainsi sans compliquer de ses difficultés propres les soins imposés par les ambitions de Charles III, on ne pouvait que s'en applaudir à Versailles. Aussi vit-on venir Strachey sans concevoir le moindre ombrage ; le 5 novembre Fitzherbert le mandait à sa cour. Le premier voyage de Rayneval avait été heureux pour le rétablissement des relations avec Londres, comme lord Shelburne venant, on le verra, d'en appeler pour ainsi dire à l'intervention de son ancien hôte de Bowood, on s'était décidé à renvoyer ce dernier en Angleterre, dans l'espoir d'un résultat analogue à l'égard des desirs du Roi Catholique, lourds à porter, mais qu'on avait prévus ne pas devoir l'être moins que l'indépendance des États-Unis et que l'on se faisait un point d'honneur de soutenir, de même que ces derniers, plus que les nôtres propres. Rayneval ayant retraversé la Manche, l'attention et l'attente de M. de Vergennes et du roi étaient surtout de

son côté. Ils pensaient si peu, le ministre en particulier, à entraver les États-Unis, que non seulement ni le Mississipi ni aucun territoire américain n'étaient pas plus visés dans les nouvelles instructions de l'émis saire que dans les précédentes, mais que le ministre du roi s'était tenu à l'écart des négociations des commissaires jusqu'à trouver à propos, en écrivant de nouveau par Rayneval à lord Grantham, de prier celui-ci d'en procurer la terminaison à nos alliés d'Amérique. Il ignorait qu'à ce moment-là Oswald et Strachey avaient achevé une première étape avec les commissaires et étaient prêts d'entreprendre la dernière. « Je prie V. E., disait M. de Vergennes à lord Grantham, de me permettre de lui recommander de nouveau les affaires des États-Genéraux et des États-Unis. Elles doivent marcher d'un pas égal avec celles des deux Couronnes. »

La discussion entre Jay, Adams et les envoyés anglais s'était ouverte sur tous les articles qui semblaient acquis le mois précédent. Limites, pêche, créances anglaises, indemnités, tout cela avait été agité de nouveau comme s'il ne fût rien resté du premier débat. Les collègues de Franklin avaient déployé beaucoup d'insistance : Jay pour étendre les limites futures, disputées d'ailleurs uniquement par l'Angleterre, Adams en vue des pêcheries, et les Anglais s'étaient efforcés non moins tenacement d'amoindrir ce qui avait été jusque-là concédé. Strachey avait trouvé dans les deux Américains, écrivait-il à Townshend, « les plus grands ergoteurs qu'il eût jamais rencontrés ». Néanmoins, le 8 novembre il avait pu aller porter à Londres et appuyer en personne des articles de paix qui avaient modifié les premiers uniquement en ce qu'ils accordaient des limites étendues au nord, à l'ouest, et l'assurance de voir rendre la validité aux créances anglaises antérieures à la guerre. Quoi qu'il en soit, les Américains, durant ces pourparlers, étaient demeurés sans rapports

*Angleterre*, t. 530, n° 21.

<sup>1</sup> C'est dans une lettre du 8 novembre, datée de Calais où il se reposait un jour en se ren-

dant à Londres, que Strachey écrivait : *These Americans are the greatest quibblers I ever knew*.

avec M. de Vergennes, ne l'informant de rien et ne lui demandant pas une seule fois si les avantages qu'ils recherchaient ne gêneraient pas ceux que poursuivait le roi.

Il n'y a pas de trace des sentiments de Franklin en ce moment-là. S'il se vit ou non infidèle à la confiance qu'il avait trouvée à Versailles lors de la commune recherche de la paix, s'il pensa à se retirer des négociations en s'y voyant déprimer avec le parti pris brutal que lui avaient signifié ses deux collègues, on n'en possède la confiance ni de lui ni de personne. Il jugea plutôt devoir continuer son assistance, supposant sans doute aider ou modérer, quelle à exprimer son opinion plus tard. Il fut un témoin parfois actif, mais qui s'astreignait absolument à se taire avec le ministre du roi. Jay, dans son mémoire à Livingston, dit qu'au moment où il avait, lui, fait faire à Vaughan le voyage de Londres, il était d'accord avec Franklin pour apprendre officiellement au ministre, par une lettre commune, la divergence qui existait entre eux et le gouvernement du roi sur la manière dont l'Angleterre avait à reconnaître l'indépendance. Démarche évidemment sans intérêt, sinon dans son propre esprit; mais l'arrivée des pouvoirs du 19 septembre, explique-t-il, avait rendu ce projet inutile. S'il fallait l'en croire, au reste, quelques jours après, le 29, il était venu à Versailles et, à propos de ses conversations avec le comte d'Aranda, avait presque nargué M. de Vergennes quant à la façon dont pourraient bien traiter les Américains et l'Angleterre. En tout cas, après cette conversation, dont Jay s'est plu à croire qu'elle interloqua M. de Vergennes<sup>1</sup>, celui-ci n'avait eu de leurs affaires aucun avis direct. Il dira tout à l'heure à son plénipotentiaire

Jay raconte que M. de Vergennes en l'engageant beaucoup à s'entendre avec le comte d'Aranda pour le traité sur lequel ils débattaient depuis deux mois faisait allusion au traité que la France avait conclu en 1778 avec les souverains américains. Il aurait alors répondu lui-même qu'il ne désirait rien de mieux que de prendre

exemple et de ce fait et des motifs que le gouvernement du roi avait donnés à la Grande-Bretagne pour son alliance avec eux. Le comte ajoute-t-il « ne parlez pas flatterie de mon discours. L'Amérique se croit, comme bien généralement on se voit, seule part que M. de Vergennes a eu soit à prendre.

à Philadelphie que lorsqu'on ne pouvait pas éviter de lui en parler on l'abusait sur leur portée par des indications vagues. Aussi, le 5 novembre les négociations furent rouvertes, et Fitzherbert montrait à lord Grantham le ministre du roi très ignorant de l'avance qu'elles avaient prise.

Rien de ce que connaissait alors le gouvernement du roi ne lui commandait donc, ni ne lui permettait guère d'envisager les situations respectives d'un autre point de vue que celui où il se trouvait placé jusque-là. D'une part l'extrême difficulté de servir nos alliés malgré une sincère application à le faire, la difficulté probable, surtout, d'amener l'Angleterre à accepter les grandes prétentions auxquelles ils semblaient tenir; de l'autre l'entière latitude qu'on entendait laisser à celui d'Amérique pour débattre et régler lui-même ses intérêts à côté de nous. Ne nous eût-il pas suffi, pour tout enrayer, de marquer en ce moment notre opposition aux concessions qu'exigeait cet allié-là? On peut le supposer. Rayneval repassait le détroit pour Gibraltar, c'est écrit en tête de ses instructions; s'il avait seulement indiqué de chercher du côté du Mississippi des compensations pour ce que l'Angleterre entendait refuser à l'Espagne, il eût mis au moins en suspens les bénéfices que l'Amérique obtenait. Mais pas un instant on ne s'était occupé d'y songer. En s'embarquant à Calais, Rayneval apprit par des courriers anglais que « les difficultés avec les Américains n'étaient pas levées », et que « l'article des réfugiés serait le plus difficile »; il écrivit cela à M. de Vergennes<sup>1</sup> parce qu'il avait un avis à ouvrir à Londres si ces « difficultés » continuaient. En effet, les dernières lignes de ses instructions lui conseillaient « d'engager les ministres britanniques à renvoyer au traité définitif ou à la décision de commissaires spéciaux la discussion des limites », dont on savait uniquement qu'elle « arrêterait les négociations », et aussi le débat concernant les prétendus loyalistes, au sujet desquels le ministre du roi

<sup>1</sup> Instructions du 15 novembre 1781. n° 538. — Les bureaux s'attribuèrent.

<sup>2</sup> Lettre du 18 novembre. *Asplinter*, t. 538. n° 157 198.

était d'avis que « l'on ne pouvait les réintégrer, et que l'Angleterre était à même de les dédommager<sup>1</sup> ».

Il fut du reste caractéristique de nos négociations en faveur de l'Espagne, que pas un moment on ne parla de la navigation du Mississippi, à laquelle elle tenait tant il y avait trois années et que Jay s'imaginait devoir être, avec les limites, un obstacle fondamental à nos yeux. Elle-même ne la réclama plus. Le cours des choses, ainsi que l'avait prévu M. de Vergennes, éliminait de soi ces prétentions de sa part, n'ayant rien fait, elle, à l'égard des Américains, que de propre à en ruiner le fondement<sup>2</sup>. Le 23 novembre, le ministre répond de sa main à une suite de rapports que La Luzerne a adressés entre le 15 août et le 6 septembre. Ce qu'il sait alors des circonstances et ce qu'il en pense est exposé là. Naturellement il juge tout suivant les données habituelles. Les Anglais expédiés en Amérique par lord North s'étaient inutilement efforcés de séduire les États-Unis; il n'en était résulté que des expressions d'attachement à l'alliance, de fidélité à en remplir les conditions, et M. de Vergennes prenait cette occasion de renseigner La Luzerne. La minute de sa dépêche est encore de lui; la chose la plus certaine qu'elle porte, c'est que le gouvernement du roi persiste intentionnellement à maintenir aux commissaires la liberté de s'entendre avec les plénipotentiaires anglais. « Le roi ne sera pas moins exact », disait le ministre en visant tout d'abord les ambitions des États-Unis, dont il craignait de voir imposer la charge au gouvernement de Sa Majesté :

Le Roi ne sera pas moins exact à les tenir de son côté [ces conditions].

Instructions du 15 novembre 1782 elles seront transcrites ultérieurement

<sup>1</sup> M. de Vergennes revenant sur ce sujet le 20 décembre date où les préliminaires étaient officiellement conclus, écrit à La Luzerne : « Je ne me dissimule pas M., que la conduite de l'Espagne à l'égard des États-Unis était un

« système d'éloignement entre les deux nations  
« dont les suites pouvaient être fâcheuses. Mais  
« il nous a été impossible de prévenir ce mal  
« et il est probable que leur voisinage qui va  
« s'étendre beaucoup plus qu'on ne l'avait  
« d'abord pensé l'aurait produit de lui-même. »  
États-Unis, t. 22 n° 186 bis.



mais il n'en existe aucun dans nos traités qui l'oblige à prolonger la guerre pour soutenir les prétentions ambitieuses que les États-Unis peuvent former soit par rapport à la pêche, soit par rapport à l'étendue des limites.

Je n'ai pas connaissance, M., qu'il ait encore été question entre le plénipotentiaire anglais et les commissaires américains de l'article de la pêche. Celui qui les occupe depuis assez longtemps est l'article des limites. Il n'est pas exempt de difficultés. Des deux parts on voudrait se réserver la rive de Penobscot, objet sans doute très intéressant pour l'une et pour l'autre des puissances. Les difficultés ne diminueront pas lorsque on procédera aux limites de l'intérieur du pays. Les Américains se sont pas moins exercés que les Anglois dans l'art de tracer des lignes indéfinies et de s'en faire un titre et un droit. Ils croient faire parade de modération s'ils veulent bien se contenter de la rive gauche du Mississipi pour terme extrême de la démarcation. Tel est à peu près, M., l'état de la négociation, du moins dois-je le supposer d'après ce que les commissaires américains veulent bien m'en dire. La seule chose utile qu'ils aient obtenue est la réformation du pouvoir du plénipotentiaire anglais dans lequel les trois provinces sont qualifiées d'États-Unis.

Si les commissaires américains sont exacts dans les comptes qu'il rendent à leurs commettans ils ne se plaindront pas que nous cherchions à influer et à les gêner dans leur négociation. Je réçois ce qu'ils veulent bien m'en dire ils savent que dans l'occasion je leur rendrai les bons offices qui sont un mon pouvoir, mais je ne me mets point sur la voie d'en avoir plus qu'ils ne peuvent être disposés à me dire; je serai toujours à tenu de venir à leur secours car je prévois qu'ils auront plus d'une difficulté à vaincre et même de très grandes s'ils persistent dans leurs premières prétentions. Malgré toutes les cajoleries que les ministres anglais prodiguent aux Américains je ne me promets pas qu'ils se montrent faciles ni sur les pêches ni sur les limites telles que les commissaires des États-Unis les entendent. Ce dernier objet peut s'arranger par des sacrifices et des compensations mutuels; mais par rapport au premier, pour pouvoir assésor son jugement sur son malin probable il faudroit savoir ce que les Américains entendent par la pêche. Si c'est la pêche volante, celle qui se fait sur des bancs éloignés des côtes, elle me semble de droit naturel, mais s'ils la prétendent telle qu'ils l'exercent à titre de sujets anglais, peuvent-ils en bonne justice vouloir retenir les droits

attachés à la qualité à laquelle ils renoncent? Que diroient les Américains si les Anglois prétendoient exercer la pêche sur leurs côtes?

Les difficultés relatives aux limites et à la pêche ne sont pas les seules à vaincre, il en subsiste une, M., peut-être plus épineuse que les deux autres. C'est la sort des loyalistes. Les commissaires américains d'après leurs instructions sans doute, paraissent résolus à ne rien entendre et à ne se prêter à aucune facilité à cet égard. Mais les Anglois peuvent-ils décemment et voudront-ils abandonner au mépris et à la misère des gens qui se sont sacrifiés par attachement pour eux? C'est un usage généralement reçu par toutes les nations policées de stipuler dans les traités de paix annulation et restitution des biens confisqués pour ceux des sujets qui se sont séparés de leur patrie et ont suivi la cause de la puissance qui lui faisait la guerre. Les commissaires américains opposent à cet usage, 1° l'impossibilité de leur part d'effectuer la restitution des biens quand bien même ils la stipuleroient, attendu que ceux-ci ont été confisqués par les législatures particulières qui en ont disposé et que le Congrès est sans autorité sur elles pour les engager et les obliger à rendre et 2° le peu de sûreté dont les prétendus loyalistes jouiraient s'ils rentroient dans les États-Unis, le ressentiment que les peuples conservent de leurs cruautés étant profondément grave dans tous les cœurs. Ces raisons sont bonnes sans doute, mais elles ne sauvent pas la dignité de l'Âgès qui ne peut abandonner entièrement des gens qui ne sont aujourd'hui dans l'embaras que parce qu'ils lui sont restés fidèles. Il est donc bien essentiel si on veut la paix de chercher et de trouver des expédients qui aplanissent cette difficulté. Les commissaires des États-Unis qui se trouvent ici ne semblent pas s'en être entrepris d'y travailler. La continuation de la guerre ne les effraie pas. Pevue qu'elle m'effraie beaucoup surtout quand je réfléchis que les États-Unis sans moyens propres et sans énergie pour s'en procurer par eux-mêmes se repaissent sans cause sur nous pour en obtenir.

Si la négociation pour la paix, M., étoit plus avancée de toute part, j'aurais de l'influence que le Congrès a bien voulu donner au Roi pour rendre les prépotentaires américains plus raisonnables, mais comme la conclusion de la paix ne tient pas seulement au plus ou moins de facilité qu'ils y apportent, il seroit prématuré de les presser, parce que la défiance qu'ils conçoivent de mes intentions les rendrait plus récalcitrans. Je me borne donc dans le peu

d'occasions que j'ai de les voir à leurs inspirer et à leurs recommander l'esprit de modération et de justice dont nous chercherons toujours à leur donner l'exemple. Il serait bon, M., que de votre part vous fîssiez des insinuations analogues à ceux des délégués du Congrès avec lesquels vous pourés vous expliquer plus confidement, mais toutefois passer aucun office ministériel. Il ne peut qu'être utile de préparer les esprits à la nécessité de la paix et de les amener à penser qu'elle ne s'obtient jamais sans des sacrifices respectifs. . . .

1781

*États-Uns, t. 22 n° 150*

Or, les commissaires allaient traiter sans nous le dire pendant que le gouvernement du roi restait ainsi dans ses dispositions premières pour l'Amérique et s'ingéniait à rendre la paix facile. Ils n'en voulaient pas moins demeurer convaincus que nous tâchions de les gêner. Comme ce ne pouvait pas être par Oswald, qu'ils avaient entièrement à eux, ni par Fitzherbert, parce que le fait eût trop vite été patent (et dans les six mois de correspondance de ce dernier, en effet, de juin à décembre, la négociation américaine est à peine mentionnée deux ou trois fois<sup>1</sup>), ils trouvaient qu'en leur avouant sa manière d'envisager les indemnités demandées pour les partisans dépossédés de l'Angleterre, M. de Vergennes « n'avait d'autre but que d'entraver la conclusion de leur traité afin d'avancer celui de la France et de ses alliés ». A la vérité, Oswald, qui écrit cela à Townshend le 15 novembre, ajoute : « Jusqu'où sont-ils dans le vrai, je ne prétends pas le savoir ». On aurait trouvé soit dans l'extension qu'ils réclamaient soit dans le partage qu'ils exigeaient à Terre-Neuve, des motifs touchant plus que le précédent aux intérêts européens et donnant envie de retarder ou d'éteindre les négociations qu'ils nous devaient d'être à même de suivre, si l'idée de le faire avait existé et si l'on n'eût pas, au contraire, obéi à celle de faciliter de leur part l'entente, comme on chargeait Rayneval de tenir à Londres un langage propre à agir de même

<sup>1</sup> Cette correspondance occupe au *Recueil officiel* le tome 58 de la France

1782 sur le cabinet anglais. Toutefois, lord Shelburne et l'auxiliaire fidèle qu'il eut dans cette grande affaire, lord Grantham, sentaient autant la nécessité de terminer avec eux que ceux-ci se plaisaient à nous prêter des vnes contraires. Représentant une évolution fort osée, lord Shelburne n'était pas entouré seulement des adversaires que créent le dérangement des ambitions et les rancunes de personnes; il en existait d'autres, suscités par le vieil esprit dominateur de l'Angleterre. La rapidité de la paix, et surtout de la paix avec l'Amérique, pouvait seule affaiblir l'opposition qui grandissait ainsi. L'événement de Gibraltar, en remontant les esprits, dotait d'une force inattendue ces sentiments confusés. Au moment de rompre définitivement le lien des Colonies, l'hésitation s'emparait d'avanlage du roi; une partie du Conseil pensant d'autant plus comme lui, il y fut mis en délibération et sans la fermeté de lord Shelburne et de lord Grantham on l'eût décidé), de rappeler Oswald, regardé à cette heure tout uniment comme un Américain de plus. Terminer pressait donc avant tout, l'heure du retour du Parlement étant d'ailleurs très prochaine.

Mais on avait aussi un autre motif d'en finir en ce que l'on était maintenant certain de l'inutilité des démarches de Carleton et de Digby aux États-Unis. L'insuccès de ces plénipotentiaires-là, effectivement, avait été complet. Si à Philadelphie comme dans les États de l'Est les convoitises n'avaient plus connu de bornes, depuis la fin de 1781, et si l'on s'était peu retenu d'en rejeter le poids sur nous quoi qu'il en fût, on n'avait manifesté que de l'éloignement pour l'idée d'en acheter la satisfaction par le retour à l'Angleterre. Les prévenances montrées dès le commencement de 1782 par les commandants ou par les émissaires que lord North avait envoyés avant d'expédier Carleton, n'avaient pas eu plus de conséquences à cet égard que l'intrigue ourdie par Silas Deane et l'appui qu'y avaient donné Arthur Lee et ses amis. Non seulement La Luzerne avait pu écrire alors et répéter depuis

<sup>1</sup> Une lettre de George III citée en partie par lord Fitzmaurice, assemblée avec desquelles se réunirent à lord Shelburne.

qu'aucune défection du Congrès n'était à craindre<sup>1</sup>, mais lorsque, au milieu de mai, Carleton, en arrivant, s'était ouvertement adressé à Washington, les dispositions antianglaises et la volonté de ne point entendre à la paix sans la France s'étaient affirmées davantage. L'action gouvernementale s'établissait inopinément dans la nouvelle république, sans que le plénipotentiaire fût intervenu le moindre moment. nombre de motions surgirent pour détruire chez les représentants de Londres l'espérance d'être écoutés du Congrès, et l'on put augurer qu'ils ne le seraient nulle part. La Luzerne annonça alors au nom du roi la naissance du Dauphin : les efforts des émissaires furent par suite l'occasion, presque partout, de manifestations d'autant plus empressées et d'autant plus vives en faveur du monarque et de l'alliance. L'État de Maryland prit l'initiative des Résolutions provinciales contraires à l'Angleterre. Les Jerseys, la Virginie avaient suivi son exemple lorsque la défaite du comte de Grasse aux Antilles était venue raviver non seulement l'activité, mais la jactance des partisans de la Grande-Bretagne. Le sentiment populaire s'exprima aussitôt avec passion, menaçant de pendre ceux qui inclineraient à la défection envers la France; le Congrès envoya dans toutes les provinces des délégués pour les soulever contre l'idée de faire la paix séparément au roi, et dans toutes se produisirent des délibérations conformes. Même l'antipathie de Samuel Adams pour nous ne put empêcher l'Assemblée du Massachusetts, sous l'inspiration d'Hancock et des patriotes de la première heure, d'affirmer « la détermination de rejeter avec la plus grande horreur et avec exécution toute proposition d'un accommodement séparé<sup>2</sup> ». A la fin de juillet, Carleton, s'adressant à Washington pour affaire militaire, avait encore essayé de toucher chez nous la corde du « rapprochement avec

1783

<sup>1</sup> Les rapports de La Luzerne des 9, 12, 21 février, 27 avril. *États-Les* : 20 et 21 sont ici-dessus très explicites.

<sup>2</sup> La Luzerne rapport du 22 juillet. De la part du plénipotentiaire les réformations se succèdent sur ce sujet sans intervalle depuis

le 14 mai, jour où l'écroûle de Carleton avait donné le signal de l'émotion. Il faut voir notamment ses rapports des 14, 18, 19, 22, 24, 29 mai, 2, 3, 4 et 14 juin, 3, 22 juillet 1783. *Ibid.*, t. 21 n° 52, 59, 62, 67, 70, 76, 86, 87, 93, 116, 136.

1782 la mère patrie », donnant aux Colonies le nom de « Provinces » comme en présage de l'indépendance, parlant de nommer des commissaires pour régler ce retour à des liens qu'il croyait chers. Immédiatement Washington avait répondu que c'étaient là des questions civiles placées hors de son ressort, transmis la dépêche au Congrès, et l'assemblée s'était empressée d'approuver tout uniment la réponse<sup>1</sup>. Ainsi s'était terminé le rôle de Carleton et de Digby, en provoquant les démonstrations les plus opposées au mandat qu'ils tâchaient de remplir; ils écrivaient de nouveau à Washington, deux jours après, que lord Grenville était en France pour négocier la paix<sup>2</sup>. Jay et John Adams auraient eu besoin de se retremper à ces sentiments de leur pays.

Tout cela avait été connu à Londres beaucoup mieux qu'à Versailles, de sorte qu'au mois de novembre lord Shelburne était à vrai dire acculé à la nécessité de se hâter. Des semaines le séparaient encore de la rentrée du Parlement, bientôt ce ne seraient plus que des jours; la raison d'être de son ministère était la paix, la paix plus largement conçue et plus fécondement assise que Fox n'avait paru la comprendre. Il fallait qu'il la conclût avant que les Chambres se rouvrissent. C'eût été aisé avec la France, mais il s'en manquait beaucoup avec les deux alliés de la France en Europe. « Je ne vous dis rien, » M., de l'état de notre négociation particulière, avait écrit M. de Vergennes à La Luzerne à la fin de son pl. du 23 novembre, il y a lieu « de croire qu'elle ne ferait pas un retard si celle des autres parties « belligérantes étoit plus avancée. » Effectivement, un rapport de Fitzherbert à sa cour, le 15, indique qu'avec nous on eût vite été d'accord. Toutefois, il s'agissait du Gibraltar, et Madrid se croyait le droit de nous obliger à obtenir la cession ou à le prendre, il y avait de plus les Pays-Bas, lents par la nature de leur gouvernement, outre que les dispositions à Londres leur étaient défavorables. Le cabinet de George III

<sup>1</sup> Rapport de La Luzerne du 28 juillet. *Notes d'Am.*, t. 21, n° 152.  
*Ibid.*, t. 22, n° 4.

<sup>2</sup> Rapport du 2 août.

souhaitait de conclure avec tous les alliés en même temps, la correspondance de lord Grantham avec Fitzherbert le témoigne. Au moment de renvoyer Strachey à Paris avec des préliminaires revêtés, le ministre du *Foreign office* mandait à son plénipotentiaire : « J'espère vivement que lorsque le point où en est le traité avec l'Amérique sera connu, le désir de terminer qu'a la France en sera excité et qu'elle emploiera dans cette vue ses meilleurs offices auprès de l'Espagne<sup>1</sup> » ; c'est la seule trace d'une corrélation intentionnelle avec la négociation américaine. Or il n'y avait pas là de vue désavouable, car six jours après, sans aucune recommandation d'en garder le secret avec M. de Vergennes, le même ministre donnait mission à Fitzherbert d'assister Oswald et Strachey dans les derniers pourparlers, pour y influencer en faisant craindre d'avoir recours à la France<sup>2</sup>.

La pensée de lord Shelburne, quand il présenta au cabinet les articles apportés par Strachey, avait été que tout en débattant encore au sujet des limites et surtout au sujet du partage de la pêche à Terre-Neuve, on ne pouvait plus s'attacher avec quelque efficacité qu'à obtenir des commissaires la validité des créances anglaises aux États-Unis, et à recevoir non pas même l'assurance, mais l'espoir qu'il serait trouvé une manière d'indemniser les loyalistes des dépossessions subies par eux. Le 14 novembre, on avait donc arrêté en conseil une nouvelle rédaction des articles de Strachey, et l'on déclarerait catégoriquement que l'on ne saurait s'en départir<sup>3</sup>. Cependant on entendait céder sur des détails : pour leur appréciation, Oswald aurait à

<sup>1</sup> Saint-James, 13 novembre 1781. *Record office, France*, t. 556 : Lord Pittamarius dit que lord Shelburne compte alors qu'une telle mission existait entre les Américains et nous, que très certainement nous ne contrecarions pas la guerre désormais dans le seul intérêt de l'Espagne, qu'il n'y avait donc qu'à traiter le plus tôt possible avec les commissaires, de sorte qu'il ne hâter à monter au secours des loyalistes. Il aurait fallu établir sur un docu-

ment au moins cette interprétation des motifs du ministre, car cela jette gratuitement un jour défavorable sur la conduite de lord Shelburne. Nous sommes en plus mal partagés nous, et il y en a cette preuve que lord Shelburne et lord Grantham ne craignent pas de faire un usage tel envers la France.

<sup>2</sup> Saint-James, 19 novembre 1781. *Ibid.*

<sup>3</sup> Townshend à Oswald du White Hall, 19 novembre 1781. *Ibid.*

1782 emprunter l'assistance de Strachey et de Fitzherbert. La plume de lord Shelburne précisait confidentiellement ainsi qu'il suit ces détails à abandonner, s'ils ne pouvaient être maintenus tels quels : avoir surtout satisfaction pour les loyalistes, mais en cela et dans le reste accepter tout ce que Fitzherbert, Strachey et Oswald ensemble jugeraient acceptable, au besoin, et « autant que les circonstances le feraient juger utile », se prévaloir de la France et de ses idées particulières pour agir sur l'esprit des commissaires, « laisser entrevoir à ces derniers la possibilité d'en appeler à la France »<sup>1</sup>. Un pli particulier de lord Grantham expliqua d'ailleurs de la même manière à Fitzherbert le rôle qui lui était conféré afin de terminer dans les termes les moins propres à soulever les adversaires du cabinet<sup>2</sup>. Mais il était trop tard pour essayer ainsi de passer sur les Américains : on leur avait trop promis et d'avance trop concédé. Il était plus tard encore quant à nous, quoiqu'il nous restât à insister beaucoup pour l'Espagne. Nous n'avions fait aucun effort à sa considération quant aux limites, pas davantage quant au Mississippi : la libre négociation que nous procurions aux États-Unis constituant à cette heure envers eux un assentiment que non seulement le gouvernement du roi n'eût pas retiré, mais qui n'aurait point accepté d'amourrir.

Strachey était reparti de Londres le 24 novembre. Trois jours après son retour à Paris, les mandataires anglais et les commissaires furent d'accord sur les termes définitifs. Laurens avait trouvé bon de se donner, à la fin, le mérite de participer à la paix ; il était venu joindre ses collègues. Le 29 novembre, Franklin rompit tout simplement le silence avec M. de Vergennes, par un billet dont la brièveté avait peut-être pour but de le sauver de l'embarras. Il informait de la conclusion le ministre du roi, et le lendemain il lui remettait le texte des articles

<sup>1</sup> Cette pièce, en date du 15 novembre, porte l'appellation de Townsend et de Pitt. C'est une note de lord Shelburne, inconnue.

renseigné sous la rubrique : *Actes du cabinet en marge est écrit confonction privée*.

<sup>2</sup> Saint-James, 13 novembre 1782.



qui venaient d'être signés<sup>1</sup>. Pêche, limites, Mississippi, les États-Unis se voyaient accorder presque tout ce qu'ils avaient demandé, pour l'Angleterre, le seul avantage, en dehors de la liberté de naviguer comme les Américains sur le Mississippi, résidait dans le rétablissement des créances antérieures et postérieures à la guerre et dans la promesse que le Congrès engagerait les divers États à traiter avec justice les loyalistes dépossédés. Oswald avait imaginé très heureusement ce biais, Franklin empêchant avec la plus vive insistance d'aller au delà ses collègues prêts à le concéder. Il n'avait d'ailleurs pas appuyé le reste moins ardemment qu'eux, sauf la navigation des Anglais sur le Mississippi. Mais ces collègues s'étaient gardés de prendre le vilain rôle envers l'Angleterre; envers la France, au contraire, il en restait un pénible qu'ils laissaient la qualité de ministre des États-Unis imposer à Franklin : c'était de faire connaître au gouvernement du roi qu'en mépris de leurs instructions et de l'engagement moral créé par elles pour les deux pays, ils avaient conclu occultement la paix, dût-elle réveiller autour de George III, désormais libre de se porter tout entier en Europe, la pensée à peine assoupie de fonder bientôt sur la France et sur les alliés de la France. Ils n'avaient eu, d'ailleurs, aucun souci d'affaiblir ou d'arrêter les négociations qu'elle suivait pour ces derniers ou pour elle. Adams, Jay et Laurens se croyaient à l'abri des reproches parce qu'il était dit dans le préambule des articles que ces préliminaires n'auraient de validité qu'à dater de la signature de la paix par nous-mêmes<sup>2</sup>, or l'Angleterre (et probablement son

1781

1. *Bulletin de l'anglais*. *États-Unis*, t. 22, n° 165, ainsi avec la traduction : « Monsieur, j'ai l'honneur d'informer V. E. que les commissaires des États-Unis ont terminé d'accord avec M. Oswald sur les articles préliminaires de paix entre ces États et la Grande-Bretagne. Demain j'espère je pourrai même d'en communiquer le texte à V. E. Avec grand respect j'ai l'honneur d'être Monsieur de V. E. le très obéissant et très humble serviteur, B. FARRIS. »

2. *KALB*. — Le texte des articles préliminaires se trouve en français au n° 167 du même tome 22.

3. *S* n'est tenué aux États-Unis des dérivés pour leur les commissaires de leur manœuvre action même les Anglais qui en profitent ne semblent pas avoir pensé qu'il y ait lieu de le faire. On le voit à la manière dont s'exprime lord Pittman à cette occasion. Pour mesurer à mesure les consciences des commissaires

1776 gouvernement précédent eût essayé d'en profiter) fût restée maîtresse de maintenir sa signature à elle et, par là, de détacher de nous les États (ma, quelques efforts opposés qui eussent été tentés ou quelques résolutions proposées par des Américains fidèles. Pure défection politique sous une apparence d'égards, venant d'athées que le gouvernement du roi, par des sacrifices de toute sorte, avait mis en situation de se faire si largement constituer, eux qui étaient restés si impuissants à conquérir personnellement leur place, c'était le mépris de toute loyauté comme de toute convenance. Franklin excepté, ils ne parurent en rien le comprendre. Dans cet ordre de conceptions, les sociétés commençantes sont frustrées, surtout quand elles s'établissent sur l'état démocratique absolu. Jay, John Adams, Laurens, furent là ce qu'étaient dans le Congrès Samuel Adams et son parti. Ils se tinrent pour supérieurs, et plusieurs de leurs descendants n'ont pas encore cessé de se complaire à les vanter.

Le procédé fut fortement senti par M. de Vergennes. Le ministre en était atteint particulièrement. Il subissait alors une fois de plus au sein de la cour, des animosités extrêmes. Les amis du duc de Choiseul ou le parti qui se croyait destiné au gouvernement sous son égide renouvelaient ardemment, depuis que M. de Maurepas n'était plus, le siège qu'ils n'avaient guère interrompu auparavant pour détacher le roi du secrétaire d'État chargé, depuis 1774, de conduire les affaires. Les échecs répétés de nos forces à cause des liens contractés avec l'Espagne en fournissaient des motifs qui semblaient nouveaux. L'impatience publique de voir finir la guerre s'y ajoutant, ces adversaires n'incriminaient pas moins le ministre de ne point sortir de cette guerre, qu'antérieurement ils lui avaient reproché de ne pas l'entreprendre.

« Américains et pour leur fournir un moyen de défense typique contre les reproches inévitables de la France écrit-il il fut déclaré dans la première que les articles étaient destinés à prendre place dans ceux de la paix etc. »

Depuis 1781 surtout ces animosités se

taient données carrière. Elles avaient pris beaucoup de violence à cette date. Une phrase de Beaumarchais dans une pièce par lui publiée qui critiquait la politique du duc de Choiseul relativement aux Colonies avait servi de texte à ce dossier et au duc de Pradlin M. de Vergennes

D'autre part, M. de Vergennes pouvait prévoir que nos négociations avec l'Angleterre seraient également attimées tout aussitôt. Cependant, au point de vue des conditions dans lesquelles allait, inévitablement, nous placer ce traité tout d'avances pour les États-Unis, il ne lassa pas que de regarder avec sang-froid. Il n'avait alors que des raisons de se fier aux dispositions de lord Shelburne et de lord Grantham. Écrivant à cet égard le 4 décembre à Rayneval, qui, on le verra bientôt, était

102

redigé alors pour le roi des explications dont les minutes achevées et recommandées dans son cabinet aux Affaires étrangères. *Mémoires et Documents Français* t. 400 n° 39 et 33.) D'autre part, il y a aux Archives nationales (*Correspondance de Vergennes*) une lettre du ministre au roi, fort attentive, qui se termine par l'offre de sa retraite et qui paraît être une refente de son ministère interrompue. Elle expose la politique du règne jusqu'à la date de 1780. La première de ces communications est d'explications, qui ont été n° 39 aux *Affaires étrangères* par le mal à propos peut-on dire la date de 1782. Il est immédiatement suivi du second plan décidé, non daté n° 33 sous la rubrique suivante : *Mémoires sur la politique anglaise sous le roi de France depuis 1774*. Arrivé au roi par la cour du Vaucluse. — Ces pièces sont l'une et l'autre de la main du ministre, la seconde semble la copie du l'autre. La première débute ainsi : il n'est pas fondé sur votre justice et sur la détermination d'une commission d'explication je pourrais le dire et devrais au plus juste me pres des préjugés que l'esprit de cabale et de faction ou la haine de réclamation fait naître et répandre avec abondance. Mais on a été par ailleurs moi qu'ils attaquent et qu'ils calomnient c'est le système que V. M. a adopté qu'ils déchirent et qu'ils condamnent. — Je serais me rendre coupable d'un excès d'auto-censure propre à j'imaginer que les malveillants ont fait l'honneur de me regarder comme le

seul auteur du système qu'ils réprouvent. Sans doute Sire, j'ai proposé à votre M<sup>te</sup> tout ce qui m'a paru pouvoir servir à sa gloire et à l'avantage de son royaume et je l'ai fait avec d'autant plus de confiance que je ne lui ai jamais présenté aucune idée qui n'ait été discutée et soumise avec M. le C<sup>te</sup> de Maurepas avant d'être soumise au jugement du V. M<sup>te</sup>. Vous le voyez de ces deux paragraphes dans la minute en tête de ce commencement de mémoire. — N'est dans un texte ou la fin des explications semble un plus minuté de l'autre ou la présumption tenant lieu de l'autre chacun trait pour juger ce qu'il n'est pas même à portée d'approfondir. Il ne doit pas paraître surprenant que ce qui avait été exposé un jour soit déposé ensuite à la cour et à la suite de la plus amère c'est ce qui arrive aujourd'hui par rapport au système dans lequel votre Majesté se trouve engagée contre l'Angleterre. Je n'ai pas l'auto-censure de regarder comme une attaque personnelle celle qu'on porte à ce même système ceux qui le réprouvent aujourd'hui avant moi que je n'en suis pas le seul et même autour de moi de mon devoir. Sire, du proposer à V. M<sup>te</sup> tout ce qui me paraissait devoir servir à sa gloire personnelle et à l'avantage de son royaume. Je l'ai fait avec d'autant plus de confiance que dans aucun temps je n'ai eu l'honneur de lui exposer aucune idée qui n'ait été présentée et soumise avec M. le C<sup>te</sup> de Maurepas.

- 1782 reparti l'avant-veille pour Londres après être venu soudain prendre verbalement de dernières instructions sur des bases presque arrêtées, il manifestait la pensée que nous bénéficierions probablement du besoin de solution attesté, croyait-il, par les sacrifices inattendus auxquels avaient consenti les Anglais. Il indiquait à l'émissaire ce qu'à cette fin il importerait qu'il fit, et il n'improuvait que par une qualification en elle-même modérée le traité signé par Oswald.

Vous ne vous doutez pas, M., lorsque vous êtes parti d'ici que la négociation des Américains étoit au terme de sa conclusion. Je reçus le lendemain matin un billet de M. Franklin qui m'annonçoit que tout étoit convenu et alloit être signé. En effet les articles préliminaires l'ont été le même jour par M. Oswald d'une part et par les quatre plénipotentiaires américains de l'autre. La traduction de ces mêmes préliminaires que je joins ici, M., me dispense d'entrer dans aucun détail sur leur contenu, vous y remarquerez que les Anglais achètent la paix plutôt qu'ils ne la font, leurs concessions en effet tant pour les limites que pour les pêcheries et les loyalistes excèdent tout ce que j'avois cra possible, quel est le motif qui a pu amener une facilité que l'on pourroit interpréter pour une espèce d'abandon, vous êtes plus en état que moi de le découvrir, mais ce que je ne puis m'empêcher de relever et que j'ai observé à M. Franklin est que malgré la réserve que les audits articles préliminaires ne sortiront leur effet que préalablement les termes d'une paix ne soient arrêtés entre la France et l'Anglo, la signature n'en est pas moins prématurée.

Si l'amour pour la paix a attaché aux ministres anglais les sacrifices qu'ils font si généreusement à l'Amérique, je dois croire, M., que ce sentiment s'étendant à tous les objets de la guerre, les conditions dont vous avez été porteur auront été accueillies favorablement. Puisqu'ils vous nous le confirmer incessamment, la nouvelle en sera mieux reçue ici qu'à Madrid, où suivant toutes nos notions la cession de Minorque déplaira souverainement.

*Angleterre, t. 539, n° 55.*

Mais, à l'égard des Américains, deux semaines s'écouleront avant que la blessure du ministre du roi se ferme. Deux semaines de fièvre,

à la vérité, pendant lesquelles toute la suite des choses se déroula. Le jour de la défection, exactement, le cabinet de Versailles touchait au succès de ses efforts pour l'Espagne. Gibraltar revenait à cette puissance en échange d'autres possessions dont nous-mêmes nous nous étions désintéressés pour elle. Rayneval était reparti avec le fils aîné de M. de Vergennes comme secrétaire de sa légation, il devait être bientôt rejoint par un chargé d'affaires espagnol et par un représentant des Pays-Bas, la paix étant presque convenue. Or à l'heure même de son retour, pour ainsi dire, on l'apprendra plus loin avec détail, l'avis que les clauses étaient signées avec l'Amérique arrivait au cabinet de Saint-James, et aussitôt les dispositions changeaient. Depuis un temps, quoique les négociations avec nous fussent restées favorables, les impressions étaient très vives à Londres. Dans un conseil de cabinet, il y avait deux mois, avait été envisagée la perspective de sacrifier Gibraltar, dont s'étaient préoccupés antérieurement des ministres comme Chatham et Stanhope, les lords Stormont et Hillsborough plus récemment. Lord Keppel exposant alors avec feu la possibilité pour l'Angleterre de rester maîtresse de la mer si l'on faisait appel à tous les moyens maritimes que l'on était encore en état de réunir, deux membres importants entre tous, les ducs de Grafton et de Richmond, s'étaient rangés à son avis, et ce n'avait pas été sans amener lord Shelburne et lord Grantham à se montrer plus réticents en face des demandes de l'Espagne. Depuis, les négociations s'étaient ébruitées peu à peu sous l'impulsion des adversaires de lord Shelburne, et un mouvement d'opinion contraire bien marqué en provenait : la nouvelle de la conclusion avec les États-Unis y mit le comble. Non seulement le monde politique, mais le public était agité, et Rayneval ne retrouvait plus le terrain qu'il avait quitté quelques jours auparavant. On croyait l'Amérique séparée tout à fait de nous désormais, on ne voulait donc plus rien céder, de sorte que lord Shelburne ne pouvait maintenir le principe des accords arrêtés qu'en affrontant une crise gouvernementale avant même que le Parlement rentrât. Le

1783 3 décembre, la signature entre Oswald et les Américains n'étant pas encore connue, le Conseil s'était profondément divisé. Il avait fallu que sans faiblesse le roi fût du côté du chef du cabinet pour que la scission ne devint pas immédiate. Lord Shelburne était allé jusqu'à répondre à Grafton, à Keppel, à Richmond, qu'ils n'avaient qu'à sortir du ministère s'ils le souhaitaient<sup>1</sup>. Les informations de Paris étant arrivées en cet instant-là, le roi n'avait continué à couvrir son premier ministre qu'en l'obligeant à demander à la France d'acheter par d'autres sacrifices encore la satisfaction d'assurer à l'Espagne la restitution de Gibraltar, si tant était qu'il fût possible au cabinet de persister à céder cette place.

Un courrier volumineux de Rayneval ayant apporté à Versailles l'aumône de ce retrait subit de bases qui, les jours d'auparavant, avaient paru définitives, on y était encore sous le coup de ce renversement de la situation quand Franklin vint rendre l'impression du moment plus aigüe. Non seulement régnait la préoccupation de réduire nos espérances, d'amener l'Espagne à amoindrir les menues et peut-être à y renoncer, mais de plus on était dans l'inquiétude légitime de savoir si les dispositions de l'Angleterre ne se refroidiraient pas davantage en présence de la disparition de l'Amérique, qui était notre grand facteur dans la guerre. Or juste en cet instant, le 15 décembre, Franklin écrit à M. de Vergennes qu'il allait faire partir le navire le *Washington* le lendemain à 10 heures<sup>2</sup>, avec les dépêches des commissaires pour le Congrès<sup>3</sup>, ayant reçu à cette fin un sauf-conduit du roi d'Angleterre. Et comme le singulier mélange d'indiscrétion à notre égard pour des subodes et de mépris de nos intérêts ou de nos convenances continuait de presider aux rapports des Américains avec nous, il fallait encore qu'en tenant aussi peu agréablement la plume pour ses collègues Franklin demandât s'il ne pourrait pas charger ce navire d'une

<sup>1</sup> Lord Fitzmaurice a fait de ces détails un récit malheureusement trop bref pour l'histoire du lord Shelburne — mais c'est le seul d'où l'on puisse tirer des informations à son sujet. — <sup>2</sup> *Éclairc.* t. 32 n° 179.

partie au moins des secours d'argent au sujet desquels il existait, de la part du ministre des États-Unis, des instances antérieures. 1782

Le Congrès et le surintendant Morris s'étaient empressés, en effet, de se déclarer impuissants à faire les frais d'une nouvelle campagne. Ils l'étaient réellement par le refus des États particuliers de voter des contributions fédérales. Pour mettre l'armée sur pied, de grandes avances de la France étaient indispensables une fois de plus. C'est pourquoi Livingston, en même temps qu'il imposait à Franklin de soutenir les exigences du Congrès quant aux conditions de la paix, l'avait, sans hésiter un moment, chargé de solliciter encore 20 millions de livres à Versailles. La Luzerne reconnaissait les besoins du trésor américain et La Fayette s'était activement employé à convaincre à ce sujet M. de Vergennes<sup>1</sup>. Toutefois, quel revirement n'avions-nous pas à redouter dans les sentiments des États-Unis lorsqu'ils apprendraient le changement effectué dans les choses? Pourquoi Londres s'empressait-il autant de les prévenir qu'il avait eu hâte de les détacher de nous? Deux inconnues auxquelles le ministre du roi ne devait pas penser sans anxiété. Franklin, ne s'en doutant pas, à coup sûr, avait ces préoccupations en disant au ministre, pour le décider : « Je crains que le Congrès ne vienne à désespérer s'il voit que rien n'est encore obtenu ». L'émotion déborda en M. de Vergennes. Il répondit à l'instant à Franklin dans les termes offensés qu'on va lire, et il écrivit pour La Luzerne avec froissement l'exposé, daté après du 19, de ce qui s'était produit de la part des commissaires depuis le 14 novembre :

A M. B. Franklin, ministre des États-Unis

VERSAILLES le 15 n<sup>bre</sup> 1782

Je puis être surpris, Monsieur, après l'explication que j'ai eue avec vous et la promesse que vous m'avez faite que vous ne presseriez pas l'obtention

Lettre du 22 novembre 1782 du marquis à M. de Vergennes (États-Unis, t. 22, n<sup>o</sup> 157)

1782. d'un passeport anglais pour l'expédition du paquebot *le Washington*, que vous me fassiez part que vous avez reçu ce même passeport et que demain à dix heures du matin votre courrier partira pour porter vos dépêches.

Je suis assés embarrassé, M., à expliquer votre conduite et celle de vos collègues à notre égard. Vous avez arrêté vos articles préliminaires sans nous en faire part quoique les instructions du Congrès vous prescrivissent de ne rien faire sans la participation du Roi. Vous allez faire luire un espoir certain de paix en Amérique sans même vous informer de l'état de notre négociation. Vous êtes sage et avisé, M., vous connoissez les bienséances, vous avez rempli toute votre vie vos devoirs. Croyez-vous satisfaire à ceux qui vous lient au Roi? Je ne veux pas porter plus loin ces réflexions, je les abandonne à votre honnêteté.

Quand vous aurez bien voulu satisfaire à mes doutes je prierai le Roi de me mettre en état de répondre à vos demandes.

J'ai l'honneur d'être, avec une véritable considération, M., etc

*Fin-Lettre*, t. 22 n° 22 (Minute de M. de Vergennes.

#### *Au chevalier de la Lucerne*

Versailles le 9 août 1782

J'ai l'honneur de vous envoyer, M., la traduction, au 30<sup>g</sup><sup>me</sup>, des articles préliminaires que les plénipotentiaires américains ont arrêtés, agréés et signés avec celui de la Grande-Bretagne pour être rédigés en traité lorsque les termes de paix seront convenus entre la France et l'Angleterre.

Vous applaudirez sûrement, M., ainsi que moi, aux avantages très étendus que nos alliés les Américains doivent recueillir par la paix, mais vous ne serez certainement pas moins surpris que je l'ai été du procédé des députés. Suivant les instructions du Congrès ils ne devoient rien faire sans notre participation. Je vous avais prévenu, M., que le Roi ne chercherait à influer dans la négociation qu'autant que ses offices pourroient être nécessaires à ses amis. Les députés américains ne diront pas que j'aie cherché à y intervenir, encore moins que je les aie fatigués par ma curiosité. Ils se sont tenus soigneusement éloignés de moi. M. Adams l'un d'eux venu d'Hollande où il avoit été accueilli et servi par notre ambassadeur, a été près de trois semaines à Paris sans imaginer qu'il me devoit une marque d'attention, et probablement je ne l'ai



rois pas vâ encore si je ne l'en avois fait aviser. Lorsque j'ai eu occasion de voir quelqu'un d'eux et de les interroger succinctement sur le progrès des négociations, ils se sont constamment renfermés dans des généralités, cherchant à me faire entendre qu'elle n'avançoit point et qu'ils n'avoient aucune confiance dans la sincérité des ministres anglois.

Jugés, M., quelle fut ma surprise lorsque le 30 9<sup>bre</sup> M. Franklin me fit part que les articles étoient signés, la réserve qu'ils ont mise à notre égard me laisse pas l'infraction à la promesse que nous nous étions faite de ne signer que conjointement. Je dois à M. Franklin la justice que le lendemain il m'envoya la copie de ces mêmes articles. Il ne se plaignit pas sans doute que je ne l'aie reçu avec des démonstrations de sensibilité. Ce ne fut que quelques jours après que ce ministre étant venu me voir je me permis de lui faire apercevoir ce que son procédé en brusquant cette signature avoit de peu obligé pour le Roi; il parut le sentir et s'en excusa du mieux qu'il put pour lui et pour ses collègues. Notre convention se passa ensuite, M. Franklin me parla du désir qu'il avoit de faire parvenir ces articles au Congrès, que pour cet effet lui et ses confrères étoient convenus d'un échange de passeports avec le ministre anglois pour la sûreté des bâtimens qui seroient expédiés. Je lui observai que cette forme me paroissoit dangereuse, que les articles n'étant que provisoires et soumis au sort de notre négociation, alors très incertaine, je croiois que cette apparence d'intelligence avec l'Anglois à la suite d'articles signés pourroit faire croire aux peuples de l'Amérique que la paix étoit consommée et embarrasser le Congrès dont j'étois bien éloigné de craindre une défection. J'ajoutai plusieurs autres raisons dont M. Franklin et M. Laurens qui l'accompagnoient parurent sentir la force. Ils ne m'épargnèrent rien pour me convaincre de la confiance que nous devons avoir dans la fidélité des États-Unis, et ils me quittèrent en m'assurant qu'ils se prêtoient à ce que je demandois.

Jugés de ma surprise, M., lorsque le 1<sup>er</sup> au soir je reçus de M. Franklin le billet dont vous trouverez la copie ci-jointe. Le ton m'en parut si singulier que je crus lui devoir faire la réponse que je vous transmetts pareillement. J'ignore l'effet que celle-ci aura produit, je n'ai point entendu parler depuis de MM. les commissaires américains, leur courrier n'est point venu chercher mes dépêches, et je n'ai pas connaissance s'ils l'ont effectivement expédié.

1781 seroit singulier, après la sentence que je leur ai faite, qu'ils n'eussent pas eu la curiosité de s'informer de l'état de notre négociation pour en instruire leurs maîtres.

Elle n'est pas encore aussi avancée pour ce qui nous regarde, M., que l'est celle des États-Unis, ce n'est pas que S. M<sup>e</sup> si elle n'eût pas mis plus de délicatesse dans ses procédés que les délégués américains n'eût pu avoir des articles signés avec l'Angleterre longtemps avant eux; il n'y a pas de difficulté bien essentielle aujourd'hui entre la France et l'Angleterre, mais le Roi a voulu que tous ses alliés fussent pleinement satisfaits, bien résolu à continuer la guerre quelque avantage particulier qu'on put lui offrir si la G<sup>de</sup> Bretagne vouloit en léser aucun. Il reste encore à concilier les intérêts de l'Espagne et ceux de la Hollande, j'ai bien d'espérer qu'on sera bientôt d'accord par rapport aux premiers, les bases fondamentales sont posées, il ne s'agit plus que de convenir des formes. Je crois que les États-Unis feront bien de contenter l'Espagne et de la ménager, elle les aura pour voisins. Quant à la Hollande je crains que ses affaires ne nous causent des retards et des embarras. Les dispositions du ministère anglais pour cette républ<sup>iq</sup>ue me paroissent peu moins que favorables.

Tel est, M., l'état présent des choses, je souhaite qu'il s'améliore et bientôt mais quoi qu'il doit arriver je pense qu'il est convenable que les membres les plus influens dans le Congrès soient informés de la conduite peu régulière de leurs délégués à notre égard; vous vous bornerez à en parler sans attacher à vos discours le caractère de plainte. Je n'accuse personne, je ne blâme pas même M. Franklin, il cède peut-être trop facilement aux impulsions de ses collègues qui affectent de ne connaître aucun égard. Toutefois leurs attentions sont pour les Anglois qu'ils rencontrent à Paris. Si nous jugeons de l'avenir par ce qui se passe présentement sous nos yeux, nous serons mal payés de ce que nous avons fait pour les États-Unis de l'Amérique et pour leur en assurer le titre.

Je ne vous dis rien, M., touchant les demandes d'argent qu'on nous fait, vous jugés bien que la conduite présente ne nous encourage pas à nous montrer faciles.

J'ai l'honneur d'être etc.

*États-Unis, 1<sup>er</sup> 22 n<sup>o</sup> 85. (Mante de M. de Vergennes)*

Mais ces sentiments changèrent soudain. Les collègues de Franklin n'auraient pas su s'excuser. Pour les rapports entre les deux pays, il fut heureux qu'il acceptât, lui, de le faire. Ils auraient récriminé, probablement; il préféra prier. Sur l'heure, le 17, il expliqua que le sauf-conduit du *Washington* était venu sans leur demande, il s'efforça d'atténuer, par la perspective des informations qu'ils enverraient eux-mêmes aux États-Unis les conséquences appréhendées des avis dont les Anglais pourraient charger le navire et assura d'ailleurs qu'aucune lettre de Londres n'était jusqu'à ce moment destinée à son courrier. Mais surtout il mit ce qu'il possédait de sentiment et ce qu'il éprouvait de gratitude, à louer le roi des bienfaits dont il avait mis l'Amérique en situation de jouir, à solliciter l'oubli d'un manquement qui n'avait eu rien de contraire, pensait-il, aux intérêts de la France, à invoquer l'appui en faveur de l'édifice si heureusement élevé et qui, par l'abandon, s'écroulerait. « On n'a rien arrêté », porte cette partie de la supplique de Franklin.

On n'a rien arrêté dans les préliminaires de contraire aux intérêts de la France et aucune paix ne se fera jamais entre nous et l'Angleterre que vous n'ayez conclu les vôtres. Vous faites cependant l'observation, juste en apparence, qu'en ne vous consultant pas avant leur signature nous avons été coupables de négliger un point de *bienveillance*; mais comme ce n'est pas par manque de respect pour le Roi, que nous aimons et que nous honorons tous, nous espérons que ce sera excusé et que le grand ouvrage si heureusement conduit jusqu'ici, si près de sa perfection et si glorieux pour son règne, ne sera pas détruit par une simple imprudence de notre part. Et certainement tout l'édifice va s'écrouler immédiatement, si vous refusez pour cela de nous donner assistance.

Je n'ai pas encore expédié le navire, et je vous demande la permission d'aller vous voir vendredi pour avoir votre réponse définitive.

Il est impossible d'être plus pénétré que je ne le suis de ce que chaque Américain, et moi particulièrement, devons au Roi pour la multiplicité et la grandeur de ses bienfaits et de ses bontés pour nous. Toutes mes lettres

1742 mi Amérique l'attestent, toutes tendant à faire penser dans l'esprit de mes compatriotes les mêmes impressions que je ressens dans le mien. Et je crois qu'aucun prince ne fut jamais plus aimé et plus respecté par ses propres sujets que le Roi ne l'est par le peuple des États-Unis. Les Anglais, je viens de l'apprendre, se flattent qu'ils nous ont déjà dévoté l'empire dont que ce petit malentendu restera un secret, et qu'ils se trouveront entièrement trompés dans leur attente.

Je suis, etc.

*États-Unis : 22 n° 181*

D'autre part, on va voir qu'une nouvelle série de rapports de Rayneval vint peu après éclaircir l'horizon. Le négociateur de Versailles croyait en lord Shelburne. Il s'était rendu compte de la crise que traversait le ministère anglais, il n'avait pas douté qu'un terrain de pacification ne pût être encore trouvé, et le 11 décembre il en indiquait les données de telle manière qu'on dût reprendre confiance. On avait eu d'ailleurs le temps d'obtenir que l'Espagne ne renfermât plus dans des limites impérieuses, comme précédemment, les satisfactions qu'elle souhaitait, on devait ainsi se supposer à même de faire prochainement cette paix, montrée presque impraticable par les informations de la semaine précédente. Nous dirons plus loin, d'ailleurs, que le gouvernement du roi fut amené à supposer que lord Shelburne avait abusé de nous, qu'à l'inverse de ses déclarations il s'était arrangé pour obtenir la signature des Américains afin de nous obliger à subir les conditions qu'il voudrait. On avait été trop foncièrement l'ami des États-Unis pour ne pas savoir comment le redevenir puisque l'on pouvait y trouver du prix, et l'on sentait trop bien l'intérêt de le rester pour les relations d'échange et de commerce qui étaient une de nos grandes visées dans l'avenir. Franklin, accompagné de Laurens, vint tenir à M. de Vergennes un langage propre à racheter la faute : le ministre récrivit donc à La Luzerne, le 21 décembre, non seulement afin d'annuler en quelque sorte sa dépêche du 19, mais pour le charger de faire connaître à Philadelphie que le roi avançait immé-

dialement au Congrès 6 millions de livres, dont 600,000 livres seraient emportées par le *Washington*.

Version de la 1<sup>re</sup> 1783

Ma lettre n° 45 étoit chiffrée, M., lorsque M. Franklin sentant l'irrégularité du procédé que je lui avois reproché, m'a écrit pour se justifier et m'a demandé une entrevue qui a eu lieu hier. Elle s'est passée très amicalement de part et d'autre, il m'a protesté que l'intention de ses commettans n'étoit pas de faire en aucun cas la moindre démarche qui put déroger à la fidélité qu'ils doivent à leurs engagements et que malgré le besoin et la convenance de la paix ils y renonceroient plus tost que de manquer aux obligations qu'ils ont au Roi et à la reconnaissance qu'ils lui doivent. M. Franklin m'a ajouté que lui et ses collègues ne pensoient pas différemment et qu'ils seroient inconsolables si leur conduite avoit pu déplaire au Roi et refroidir son affection pour les États Unis. M. Franklin a justifié du mieux qu'il a pu l'envoi précipité qu'il comptoit faire du paquet hot le *Washington*, et dont le départ est retardé, et a fini par me prier de vouloir bien ensevelir dans le silence et dans l'oubli ce mésentendu.

Comme je le lui ai promis vous voudrez bien, M., ne faire usage de ma lettre n° 45 qu'autant que les députés américains auroient rendu compte au Congrès de ce qui en fait l'objet.

Vous êtes instruit, M., des demandes du Congrès au Roi pour des secours pécuniaires. Elles ne montent pas moins qu'à leur faire un prêt de 20 millions de nos livres. Cette somme excède trop toutes les proportions pour y avoir égard. Cependant, Sa M<sup>te</sup> voulant donner aux États Unis une nouvelle preuve de son amitié et de l'intérêt qu'elle prend à leur bien être leurs accorde pour l'année 1783 un prêt de six millions de nos livres dont on va avancer immédiatement à M. Franklin six cent mille livres pour les faire passer par le *Washington* à M. Morris. Je ne vous dissimulerai pas, M., que cet effort est pesant après cinq années d'une guerre dont les dépenses ont été et sont encore énormes et que nous ne sommes pas assurés de voir finir si prochainement.

Vous sarez bien, M., de faire valoir cette nouvelle marque d'intérêt au Congrès, mais vous voudrez bien en même temps ne laisser aucune espérance

1793 que le Roi puisse être disposé à lui donner plus d'étendue soit par de nouvelles avances soit en lui prêtant son cautionnement. Les États-Unis ne se montrent pas assez disposés à se créer les moyens de faire face à leurs dettes pour qu'on puisse raisonnablement songer à acquiescer des créances sur eux. Celle-ci sera très certainement la dernière.

Je ne puis, M., vous rien dire d'affirmatif pour la paix, ce ne sera que dans la fin de la semaine prochaine que nous pourrions peut-être juger avec précision de ce que nous aurons lieu d'espérer. Si le paquet bot *le Washington* n'est pas encore parti, je serai exact à vous informer du véritable état des choses.

*Etats-Unis, 1<sup>er</sup> 22<sup>e</sup> d'Aug. Minute de M. de Vergennes.*

Trois jours après, M. de Vergennes annonçait à La Luzerne le départ du *Washington*, et il réduisait comme il suit à une simple imprudence politique, à une hâte insuffisamment réfléchie, la signature que les Américains lui avaient cachée.

*Versailles, le 24<sup>e</sup> 22<sup>e</sup> 793.*

M. Franklin, M., voulant faire partir son courrier pour informer le Congrès de ses transactions avec l'Angleterre, je ne crois pas devoir l'engager à le retarder encore, quoiqu'il me soit pénible de voir l'annonce de la paix prévenir sa certitude en Amérique. Notre négociation avec l'Angleterre laisse encore des incertitudes et des doutes que je ne puis dire quand et comment ils seront résolus. Il est donc très important, M., que vous préveniez les membres du Congrès du véritable état des choses, afin que réduits par l'espoir apparent de la paix, ils ne se laissent pas aller à des démonstrations qui pourroient faire soupçonner un plan de défection que je crains entièrement opposé aux principes et aux intentions de ce corps. Le Roi a trop fait jusqu'à présent en faveur des États-Unis pour qu'ils puissent douter que Sa Majesté désire sincèrement de leur procurer la plus prompte jouissance de la paix; c'est un bien dont elle partagera la douceur avec eux et qu'elle est très occupée à procurer à son peuple; mais sa volonté seule ne peut tout faire; le concours de celle de l'Angleterre est nécessaire, mais en voulant du moins en apparence la paix elle fait naître des difficultés qui peuvent la retarder si elles ne la font pas échouer. Dès que la négociation aura pris une tournure décidée, je serai

empressé à vous en informer par les voies les plus promptes. Peut-être la négociation aurait-elle marché plus rondement si les plénipotentiaires des États-Unis réfléchissant mieux sur les conséquences s'étoient moins hâtés de signer leurs articles provisionnels.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère attachement, M. etc.

*États-Unis*, t. 22, n° 52. Copie du ministre.

Le *Washington* emportait cette lettre avec des dépêches pour La Luzerne, et le ministre pensait devoir s'excuser à Franklin de faire passer un courrier aussi volumineux<sup>1</sup>. Dans ce retour des sentiments, le représentant du Congrès ne restait pas en arrière. C'était pour lui une profonde joie que l'Amérique eût obtenu des concessions si précieuses, visiblement, toutefois, il se sentait mal à l'aise devant le procédé qui les avait procurées. Les auteurs de ce procédé s'applaudissaient beaucoup du résultat à Paris même, paraît-il, comme, au milieu de novembre déjà, on a vu Jay s'empresse de le faire auprès de Livingston. Ce que Franklin s'était retenu d'exprimer tout d'abord, afin, sans doute, de ne pas manquer à son pays, il prit alors occasion de l'écrire à l'un de ses plus anciens amis d'Amérique, à ce docteur Cooper à qui, dans les commencements de son séjour en France, il se plaisait à manifester la reconnaissance que leur révolution devait au gouvernement du roi. Le courrier du *Washington* avait pour Cooper une lettre où, à l'encontre des fausses assertions dictées à Jay et à Adams par leur mauvais esprit ou par leur médiocrité politique, Franklin rétablissait au moins la vérité, et une copie de cette lettre était donnée par lui au cabinet de M. de Vergennes. « Je suis extrêmement peiné », disait l'Américain<sup>2</sup> :

Je suis extrêmement peiné d'entendre des Américains de ce côté-ci de l'Océan, et de penser qu'on peut entendre du vôtre un langage qui ne va à

<sup>1</sup> Bulet de M. de Vergennes à Franklin du 25 décembre. *Original, Works of Franklin*, t. VIII.)

<sup>2</sup> Lettre du 26 décembre. (*États-Unis*, t. 22, n° 143. Franklin y donnait d'abord sommairement connaissance à Cooper des articles

rien moins qu'à détruire la bonne intelligence qui a jusqu'ici régné si heureusement entre cette cour et nous. Il semble y avoir chez vous un parti qui souhaite de la détruire. Si ce parti pouvait y réussir, il nous causerait un préjudice irréparable. C'est notre solide union avec la France qui nous a donné de peser sur l'Angleterre et de trouver de la considération au sein de l'Europe. Si nous venions à manquer de foi à cette union sans quelque prétexte que ce soit, l'Angleterre nous mettrait de nouveau sous ses pieds et les autres pays nous mépriseraient. Nous ne saurions avoir assez de garde que des ressentiments privés propres à certaines personnes prennent de l'influence sur nos affaires. Vous entendrez beaucoup parler d'une dépêche interceptée que le ministère anglais nous a communiqué. Ce canal-là doit être suspecte. Elle a pu subir des additions et des altérations, mais en la supposant exacte, le zèle intempestif et erroné d'un secrétaire de légation ne peut pas être imputé au Roi qui s'est montré de tout de manière notre ami fidèle et notre allié solide.

Ces explications données à titre privé, Franklin ne tarderait pas à se voir obligé de les reproduire officiellement<sup>1</sup>. Leur brièveté n'empêchant pas qu'elles ne fussent complètes. Il se plaira à s'y étendre, il n'aura rien à y ajouter. M. de Vergennes n'eut pas tort de trouver, dans l'inspiration qui la dictait, une raison au moins de revenir à l'union et à la confiance mutuelle sur lesquelles le gouvernement du roi s'était reposé cinq années. De l'intimité de cette union une grande puissance nouvelle était née au monde : c'était un résultat mémorable si cette puissance nous restait amie. Il avait en effet servi au ministre de Louis XVI et à ce dernier roi de l'ancienne monarchie à retirer la France, comme ils le souhaitèrent dès le premier jour, de la situation

concédée à l'Amérique par les plénipotentiaires anglais et terminant par le souhait de revoir Cooper et l'Amérique avec les autres amis de mouir. *Bigelow Works of Franklin*, t. VIII.)

Il les avait adressés déjà la veille plus brièvement à Robert Morris (lettre du 25 décembre) à cause du « langage extravagant et violent langage en anglais et en français »

écrit-il pour lui tenu à Paris par un pensionnaire public ou compagnon public. C'est de John Adams qu'il parlait ainsi. « Il faut », dit-il, « continuer, ici et j'espère là-bas, ce langage est négligé à sa vraie source, au desordre du cerveau qui quelque fois conduit à des accès trop fréquents. » (Faint note par M. Fr. Wharton *ubi supra*.)



abaissée où elle était tombée par les erreurs de conduite dues pour beaucoup à la caducité de cette monarchie autrefois si brillante. En attendant, la signature occulte des commissaires américains nous avait fait perdre le bénéfice des conditions dans lesquelles nos préliminaires avaient été engagés, nous n'avons plus qu'à montrer cela dans tout son jour<sup>1</sup>. Autrement dit, nous avons à retracer, pour finir, les anxiétés que la France fut amenée à traverser et les sacrifices auxquels il lui fallut consentir pour arriver décidément à la paix.

782

Comme nous n'avons plus à parler des commissaires du Congrès, il est à propos de réparer ici une omission commise précédemment au sujet des conversations de Rayneval à Londres. Nous n'avons pas été strictement exact en disant (p. 132, qu'entre lord Shelburne et Rayneval il s'était agi de l'Amérique par un mot seulement de leur première conférence, lorsque le 18 septembre, ce dernier répondit comme nous l'avons rapporté. Déjà le premier jour de leur rencontre, lord Shelburne après avoir discuté nos demandes relatives à Terre-Neuve, avait ajouté « que sans doute

« les Américains formeraient aussi des préven-  
« tions à la pêche, mais qu'il espérait que le  
« Roi ne les appuierait pas ». A cette occasion, Rayneval écrit dans son exposé « J'ai répondu  
« que j'ignorais les vûes du Congrès sur l'ob-  
« jet en question mais que je croyais pouvoir  
« prendre sur moi d'affirmer que le Roi ne  
« protégerait jamais des demandes injustes. » C'était absolument conforme au langage constant de Versailles. Le 18 septembre Rayneval interrogé dans les mêmes termes qu'au-  
paravant ne fit que développer sa première réponse.

## CHAPITRE VII.

### LES NÉGOCIATIONS FINALES ET L'ESPAGNE.

#### LA SIGNATURE DES AMÉRICAINS ET LORD SHILDBURNE.

L'indécision et l'entente calculée de l'Espagne demandent une lecture dont elle nous charge ou se déchargeant. — Nécessité d'examiner les négociations faites au cabinet de Londres par le ministre précédent du Parlement, comment s'y prend lord Shildburne à l'égard des Américains avec O'Connell, en sujet de la France en déclinant à Rayneval. — Peu de probabilité du succès que l'on voyait à Versailles aux demandes de l'Espagne, efforts pour obtenir qu'elle présente promptement des dynasties au cas de Gibraltar, elle propose de nous venir Saint-Domingue à la condition que nous lui promettons ce qu'elle veut de l'Angleterre; danger de la voir partir directement ses propositions à Londres afin de tester nos nous. — Idée qui servait de passer Rayneval à Londres afin d'obtenir Gibraltar contre une nouvelle répartition des possessions aux Antilles instructions rapportées par lui épisode dramatique qui nous donne lettres de M. de Vergennes au ministre l'envoyé. — Extrême urgence de conclure, dépêche à Rayneval par lord Shildburne, obligation alléguée par ce ministre d'avoir de plus grandes exigences atmosphère politique différente de la précédente qui s'agit à cette heure à Londres approuvant générale à la mission de Gibraltar parti de la guerre dans le cabinet, rapports plans d'ambassade de Rayneval. — Impressions éprouvées à Versailles pendant qu'on y a de continuer à discuter nouveaux et plus minutieux rapports de notre ambassadeur sans arriver cependant dans le cabinet du ministre résolution immédiatement adoptée par le roi longan conférence avec le comte d'Aranda grande perplexité apparente de ces ambassadeurs importants comment qu'il dit prendre sur lui d'accorder à l'Angleterre. — Raison que l'on avait pu suite de regarder la paix comme assurée lettres personnelles accompagnées de lord Shildburne et de lord Grantham dont Rayneval avait été porteur importantes réponses pressées dont il était reparti chargé le vicomte de Vergennes surtout par lui comme secrétaire de légation. — Changement trouvé par autre message au cabinet à Londres même critique du cabinet anglais, la paix même y est remise en question par l'annonce de la signature des préliminaires avec les communistes de l'Amérique. — Lord Shildburne avait-il travaillé à produire cette situation? le principe de la cession de Gibraltar est cependant voté par le cabinet, grâce à l'appui du roi nous la condition d'équivalence suffisante. — Constante qu'avait déployée Rayneval pour ne pas laisser les négociations se rompre sur les objections de l'attitude de lord Shildburne un témoignage de la sincérité et de la valeur morale de ce ministre comme quoi la signature des Américains nous avait déchargés. — Extrême urgence même maintenant par le cabinet de Londres, note de lord Grantham qui les pressent, sentiments qui se résument à Versailles propositions de M. de Vergennes et langage digne dans lequel il se tenait Rayneval. — Soins que nous avons eus de déplacer le gouvernement du roi pour modifier l'Espagne, forces réunies au ce moment à Cadix par lui

deux Caciques sous le commandement du comte d'Esling et de La Fayette, résistants de M. de Floridablanca contre ses conseils. — Contraint par l'inquiétude apparente d'Aranda à cause des menaces anglaises il a consenti, était-il en son honneur de bonne foi? subite connaissance qu'il donna d'une dépêche de sa Cour remontant à trois semaines et indiquant que l'Espagne pourrait renoncer à Gibraltar. — Changement que cette révélation apportait dans les choses, minuscule qu'elle parut, vint à se faire connu à Rayneval; intention qu'avait sans doute le comte de Madrid, probabilité que le comte d'Esling avait lui-même indiqué sur elle, ménagements de Versailles dans cette occasion.

C'est pour l'Espagne que nous disputons la paix, et son alliance nous la rendant aussi difficile qu'elle avait rendu la guerre! S'il ne se fût agi que de nous, la paix aurait été conclue en quelques heures; mais l'Espagne de Charles III, dans les négociations qui se poursuivirent, fut indécise comme les faibles, avide comme eux, et elle chercha à tirer d'autant plus à soi qu'un autre était engagé pour elle. Un sacrifice de sa part allait s'imposer : on la vit pousser l'abus de nous jusqu'à y être prêts depuis des semaines sans nous le faire connaître, nous exposant par là à une rupture, et certainement elle se serait vite arrangée pour ne subir de l'événement que les conséquences les moins sensibles. Il avait fallu attendre ses résolutions pendant toute la durée des conférences avec Grenville, et, le dernier jour, stipuler pour elle un quelconque sort au jugé : M. de Floridablanca ne s'était décidé à parler que huit jours plus tard. Encore trouvait-il les négociations « trop précipitées », et mettait-il en avant des désirs sans bornes.

On ne doutait pas alors, à Madrid, d'enlever Gibraltar, on croyait qu'il serait temps de négocier ensuite, l'ambassadeur n'était autorisé à le faire maintenant qu'autant qu'il ne pourrait pas l'éviter. M. de Floridablanca, probablement, n'avait guère vu sans déplaisir la question de la paix s'engager si simplement et être portée à Versailles; par là s'évanouissait tout à fait le plan politique qu'il avait caressé, pour son amour-propre autant au moins que pour les intérêts espagnols en Amérique, de placer la pacification dans les mains de l'Espagne. Le gouvernement du roi, lui, encombré, accablé, dirait-on, par les prétentions de son allié, n'étant guère plus sûr de ce dernier, même, que

1762 dans d'autres circonstances antérieures, fut déferant jusqu'au bout et dévoué sans regarder si l'on ne mésusait pas de lui. Nous ne devons parler ici que sommairement de tout cela. Disons que lorsque Fitzherbert était arrivé, M. de Vergennes avait consulté Madrid sur la manière d'entrer en conférences avec ce plénipotentiaire, et proposé de commencer par les questions qui nous concernaient, questions « lointaines », celles-là, ou pour mieux parler faciles, « le vœu du roi d'Espagne et de son ministre étant, écrivait-il, que la négociation ne pût de consistance qu'après l'expédition de Gibraltar et, jusqu'alors, fût une sorte de simulacre empêchant les médiateurs de s'en saisir<sup>1</sup> ». C'est en vue de ce but que l'on prépara dans le comité du roi les articles à présenter par nous à la cour de Londres pour modifier le traité de 1763. La note en fut remise à Fitzherbert le 6 septembre, chacun des articles revêtu de l'approbation du roi<sup>2</sup>.

Cependant, M. de Florida-Blanca finit par s'expliquer. Cette fois, non seulement le Roi Catholique trouva bon qu'une personne de confiance fût envoyée à Londres en raison de l'avis donné par le comte de Grasse. Il était prescrit en outre à Aranda de s'ouvrir sans réserve à M. de Vergennes; Charles III voulait mettre celui-ci « à portée de diriger les affaires de l'Espagne comme il dirigeait celles de la France, le regardant à vrai dire comme son plénipotentiaire ». Résultait-il de là un amoindrissement des ambitions espagnoles? Au contraire; c'était pour la cour d'Espagne une manière de nous rendre garants de ce qu'elle voulait, et l'appétit de cette cour n'avait d'égal que les résistances à agir jadis si tenacement opposées par elle. Elle ne plaçait sous l'égide du gouvernement du roi rien moins que l'abandon des établissements anglais sur les côtes de Honduras, de Campêche, de Mosquitos et lies adjacentes, la possession de celles de Bahama et de la Providence, la cession de Gibraltar aussi bien que de Minorque, une part dans la pêche de Terre-Neuve<sup>3</sup>. A la charge

Dépêche à Montmorin du 10 août (Espagne, t. 808, n° 113 — <sup>1</sup> *Angleterre* t. 558, n° 117-119. — <sup>2</sup> *Ibid.*, t. 536, n° 91-95.

qu'elle jetait ainsi sur nos bras, il y eut peut-être cette compensation, 1782  
que l'ambassadeur, dont M. de Vergennes avait dit justement qu'il  
était « plutôt porté à marchander qu'à négocier », se sentit désormais  
plus de liberté qu'auparavant pour s'ouvrir. La partie fut liée par lui  
avec Fitzherbert; le 6 octobre, il remit au plénipotentiaire de Londres  
des propositions formelles dont le double était dans nos mains. De-  
mander Gibraltar ne paraissait pas suffisant à son souverain; il offrait  
bien deux positions en échange, Oran et Mazelquivir, qui ne paraissent  
probablement rien à l'Angleterre; mais il voulait la Floride outre le  
reste. C'est donc en toute raison que, déjà avant l'échec du siège de  
Gibraltar, il avait été prescrit à Rayneval d'écrire à Londres les ques-  
tions au sujet de l'Espagne, plus encore les explications. Maintenant  
que le « rocher » restait anglais, ses prétentions paraîtraient bien da-  
vantage inacceptables. Une note de lord Grantham, très courtoisement  
froide, avait en effet répondu que l'on attendait des propositions plus  
sérieuses<sup>1</sup>.

Ceci se passait au moment où le cabinet de Londres se trouva en  
présence des préliminaires américains dont Strachey était revenu por-  
teur. Par là même, commençait la crise décisive à laquelle devaient  
inévitavelmente conduire ce cabinet l'esprit dont s'inspirait son chef  
et les déconvenues politiques qu'avait produites son avènement. Le  
temps marchait; à la fin du mois suivant se rouvrirait l'arène par-  
lementaire; si le premier jour on n'y donnait pas au moins l'assu-  
rance que la guerre allait être close, les affaires tomberaient à coup  
sûr des mains de lord Shelburne. Il fallait donc que les ministres  
de George III fussent fixés à l'égard des Américains et, à la fois,  
eussent remis en voie utile les négociations dont nous nous étions  
constitués les agents. Les choses commandaient ainsi par elles-  
mêmes quand les instructions de Strachey furent écrites. En même  
temps lord Shelburne, à qui Oswald venait de demander ses conseils

<sup>1</sup> *Angliens*, t. 538, n° 93-162.

1788

personnels, les lui adressa avec développement. On a vu qu'aux yeux de ce ministre le grand intérêt pour l'Angleterre se réduisait maintenant aux créances et aux indemnités de déposssession, et qu'il attirait par-dessus tout sur ce dernier objet la sollicitude de son envoyé. Une autre chose lui semblait essentielle, c'était que celui-ci s'efforçât de ménager les sentiments de l'Amérique. Il restait bien dans les données ou il avait conçu l'indépendance des Colonies; il exhortait Oswald à empêcher que ces sentiments ne fussent froissés, à faire ainsi que l'union morale dans laquelle il plaçait le gage fructueux de la paix avec la nation future s'ensuivît d'autant mieux<sup>1</sup>. Pour ce qui était de la France, il ne montra parallèlement qu'en renvoyant le comte de Grasse à Versailles il n'avait point suscité légèrement des négociations, que c'était chez lui une politique voulue et qu'il mettait son honneur à y réussir. Son pli pour Oswald et les instructions de Strachey sont du 20 octobre; par une suite naturelle, le 22, il se tourna du côté de Versailles. Évidemment il n'avait pas mis ses plénipotentiaires à même d'en terminer avec les Américains afin de nous prendre entre une signature secrètement obtenue d'eux et des conductions de paix défavorables. Si les conjonctures se présentaient ainsi, quel ministre dirigeant, de quelque puissance que ce fût, en eût négligé la coïncidence? Mais ce qui semble être la vérité, c'est que lord Shelburne ne croyait point que tout serait fini, si adroiteaient les commissaires du Congrès pussent-ils être amenés à traiter sans nous, ou si peu loyalement les trouvât-on empressés à le faire<sup>2</sup>.

« Je recommande la question politique à votre plus sévère attention, disait lord Shelburne. Si nous voulons regagner l'affection de l'Amérique l'unon nous une autre forme, une commerce sans entrave, il nous pas de la moindre importance d'observer tous les moyens possibles de la satisfaire au jour qui, espère, sera prochain, quand les négociations nous ont plus leur dans une capitale étrangère, mais l'œil et presque sous le con-

« trôle d'ennemis tenaces, sous l'empire d'une nécessité absolue... Si les dispositions des commissaires sont telles que vous le dites à l'égard de la Grande-Bretagne et si l'on ne prend avec nous, j'ose à penser qu'ils sont partis à venir à nous, etc. »

<sup>1</sup> Nous nous arrêtons encore ici de l'opinion de lord Fitzmaurice sur la conduite de lord Shelburne envers la France. Lord Fitzmaurice a peu regardé dans les archives fran-

Pour s'adresser à Versailles, le ministre de George III recourut à 1792.  
Rayneval. Il fit appel à celui-ci de dispositions qui lui semblaient « op-  
posées à la facilité réciproque » sur laquelle il avait cru pouvoir  
compter, en faveur « de ce qui s'était ébauché confidentiellement entre  
eux dans les conversations de Londres », ainsi écrivait-il le 21 octobre  
à son commensal du mois précédent. Il continuait comme il suit :

Je me repose pourtant avec tant de confiance sur les dispositions de votre  
Cour, dont vous m'avez prévenu et qui m'ont été toute réserve de ma part,  
que je ne saurais douter, même après ce que je viens de lire, de la voir re-  
courir aux idées qui survinrent dans nos entretiens, et dont on a dû apprendre  
que dans aucun cas nous ne pourrions entrer en discussion de propositions  
qui seraient plus désavantageuses pour la Grande-Bretagne.

Pour moi ni le succès à Gibraltar, ni les nouvelles plus agréables de nos  
flottes, ni les difficultés intérieures que j'ai à combattre ici, n'auront l'effet de  
porter aucun changement (autant qu'il dépend de moi) dans les sentiments  
que je vous ai témoignés pour terminer la guerre par un accommodement  
honorable et modéré.

L'intention d'en venir à des points de discussion abordables était  
donc visible chez le chef du cabinet anglais. Les difficultés lui paraiss-  
aient faibles de notre côté; nous nous montrions, trouvait-il, plus  
exigeants qu'auparavant aux Indes orientales, voilà tout, et à ce sujet

quinte. En l'absence de notes en français pro-  
venant du ministre lui-même, il s'est lié aux  
documents américains et aux moins probants  
parmi ceux-là, à ceux qui ont été fournis par  
Jay et par John Adams. Les documents français  
me semblent contredire lord Fitzmaurice et  
prétendre de voir dans lord Shelburne un esprit  
élevé, non, comme son biographe y prête un  
habile et presque un fourbe. C'est en 1875 que  
lord Fitzmaurice a publié le tome III de la *Vie*  
du comte de Shelburne, auquel ressortissent les  
circonstances dont il s'agit ici, et, d'après lui,

c'est peu après l'apparition du tome X de Ban-  
croft, qui venait de mettre en circulation aux  
États Unis et en Europe les données inexactes  
dont nous pensions opérer le redressement. Non  
seulement le patriotisme anglais du noble lord  
se complait autant que le patriotisme de l'Amé-  
ricain à l'attribution de Jay et de John Adams.  
Non seulement il est bien aux, à l'imitation de  
Bancroft de leurs procédés à notre égard  
mais il a beaucoup emprunté la façon superfici-  
elle et sommaire de Bancroft de se servir des  
textes et des renseignements.

1783 il se bornait à demander si, « des nouvelles essentiellement bonnes à tous égards » venant d'arriver et pouvant « facilement élever les prétentions de la nation, il était possible de reculer ». C'est de l'Espagne qu'il s'inquiétait; il disait au sujet de cette puissance.

Mais de quelle vue peut-on regarder les propositions du comte d'Aranda? Est-il croyable qu'une négociation commencée de la sorte doit avoir des suites sérieuses, ou porter au but prétendu? Peut-on pour un instant croire que Gibraltar, qui a été toujours un objet si cher à la Nation, qui par sa belle défense a pris une nouvelle valeur, et sur lequel nous nous sommes nouvellement compromis à toutes les puissances du Nord (je vous écris comme je vous ai parlé, en pleine confiance), qu'au moment de la pacification elle ait subitement perdu son importance à nos yeux, et qu'elle soit devenu un objet de si peu d'intérêt, que d'être mise dans le nombre de ces places que l'on voudra sacrifier pour la convenance des parties contractantes? Ce ne sera pas à prix pareil que l'on pourra acheter la cession de cette forteresse importante<sup>1</sup>.

Le même jour, du reste, lord Shelburne aviait Fitzherbert de l'attente qu'il plaçait en Rayneval, lui détaillait les raisons, plus évidentes que jamais à ses yeux, du désir réel que nous devions ressusciter de la paix, de notre intérêt véritable à la rechercher, et il le pressait

*Anglais*, t. 336, n° 111-116. — Lord Shelburne terminait sa lettre en constatant que jusqu'à ce moment, la négociation restait grièvement blessée, puisqu'elle n'avait eu que très peu d'effet sur les fonds publics, et il s'en applaudissait à cause du prix qu'il attachait en cela au succès. Il paraît que la politique avait précédemment servi beaucoup à des jeux de homme et ce ministre tenait essentiellement à trancher à ce sujet sur ses prédécesseurs. Sa lettre débutait comme il suit : « A Londres ce 22 d'octobre 1782. — Monsieur — Je vous prie d'être assuré de la satisfaction avec laquelle j'ai appris de votre lettre du 24 sup<sup>re</sup> les nouvelles de votre arrivée à Versailles et que la confiance que je

vous ai marquée avait fait l'impression due à la sincérité.

« Vous jugerez bien que j'en ai été d'autant plus impatient de voir les sentiments déchirés de votre Cœur, qui doivent être trouvés dans les dépêches adressées à M<sup>lord</sup> Grantham, parce que vous m'avez fait espérer y voir les preuves d'une facilité réciproque.

« Il ne me sera certainement pas nécessaire de vous faire cependant remarquer la difficulté d'en douter, en doit s'appercvoir dans le contenu de ces papiers manuscrits avec ce qui s'est observé confidentiellement entre M<sup>lord</sup> Grantham vous et moi dans nos conversations à Londres. »



de faire entendre clairement à M. de Vergennes que pour nous et pour l'Espagne le moment était venu de répondre « par oui ou par non », à moins de subir des déceptions ultérieures infinies. On peut dire qu'une seconde fois il venait de prendre l'initiative d'avancer la paix, 1763.

Que l'Angleterre consentît à introduire l'Espagne au banc de Terre-Neuve, qu'elle acceptât même de réduire ses établissements du golfe du Mexique, le gouvernement du roi était convaincu d'avance qu'il n'y fallait guère compter. À l'heure où le comte d'Aranda avait remis les demandes de sa cour entre les mains de Fitzherbert, M. de Vergennes tâchait de le faire comprendre à Madrid, et il avait laissé voir au plénipotentiaire anglais combien ces demandes lui paraissaient énormes<sup>1</sup>. Obtenir Gibraltar était pour Charles III la grande affaire, en définitive, celle qui l'avait engagé dans la guerre : cela devait suffire pour qu'on y concentrât les efforts. La cour de Madrid, toutefois, se croyait si forte que, le siège levé, elle n'avait point douté qu'elle empêcherait l'escadre anglaise de ravitailler cette place, et Charles III s'était obstiné jusqu'à annoncer non seulement qu'il n'y renoncerait pas, mais qu'il continuerait plutôt la guerre seul, à tout hasard<sup>2</sup>. S'il existait un moyen de décider le cabinet de Londres, c'était d'offrir pour Gibraltar des équivalents de nature à compenser un sacrifice que tout, maintenant, rendrait plus difficile. M. de Vergennes fut néanmoins contraint de ne pas cesser d'insister auprès de M. de Floridablanca. Il était encore réduit à s'y employer à la fin d'octobre, à représenter, en raison de ses entretiens avec Fitzherbert, que, si des bases de paix n'étaient pas agréées à la rentrée du Parlement, l'espoir d'obtenir cette paix disparaîtrait et qu'on serait rejeté dans la nécessité d'une campagne nouvelle. La cour d'Espagne eut alors une inspiration qui parut à bon droit singulière, et qui pourtant eut son effet. Charles III écrivit à son neveu qu'il s'en rapportait à lui, qu'il lui céderait sa

<sup>1</sup> Dépêche de M. de Vergennes à Montmorin, du 6 octobre. (*Espagne*, t. 609 n° 22 et 23,

<sup>2</sup> Rapport de Montmorin, du 10 octobre (*Ibid.*, n° 29 et 30,

1742. part de Saint-Domingue et qu'il tirât de la possession de cette île les moyens de procurer à la couronne d'Espagne la totalité des conditions auxquelles celle-ci prétendait, que l'Angleterre dût persister après cela dans des exigences, il n'en doutait point, mais il ne doutait pas davantage que la France pût les vaincre en abandonnant l'île de Corée à la cour de Saint-James.

Implanter l'Angleterre au milieu de la Méditerranée, détruire ainsi les résultats soigneusement recherchés dans l'acquisition de cette île, pour l'Espagne presque autant que pour la France : cette idée n'avait pas arrêté le gouvernement de Charles III. Il n'est pas sûr que le comte d'Aranda, qui fut appelé au conseil du roi pour l'entendre expliquer, ni M. de Vergennes, qui en écrivit avec développement à Montmorin, soient arrivés à faire compter cette considération pour quelque chose. Le ministre avait craint tout de suite que la préoccupation de nos intérêts n'eût pas à Madrid le moindre poids à cette heure, même que l'on fût capable de les sacrifier absolument, c'est-à-dire de se tourner vers l'Angleterre et d'offrir à celle-ci Saint-Domingue directement. Il ne se trompait guère. Lorsque Montmorin exposa à M. de Florida blanca les motifs qui empêcheraient de céder la Corée, ce ministre ne dédaigna pas de laisser voir, comme une sorte de menace, son souverain disposé à présenter sa portion de l'île à la cour de Londres. « Le roi avait cru que l'abandon de Saint-Domingue à la France paraîtrait assez important à celle-ci, lui dit-il, pour faire le sacrifice de quelques autres possessions que nous donnions à l'Angleterre en échange de Gibraltar, mais si nous ne pouvions pas nous arranger on verrait si la même offre ou celle de Porto-Rico, directement faite aux Anglais, ne les déterminerait pas à souscrire aux conditions que désire le roi d'Espagne. »

Montmorin, en transmettant ces indications à Versailles, affirmait que, pour lui, à tout prendre, la cour de Madrid tenait uniquement

*Dépêche du 12 novembre portant l'approbation des rois. Espagne, 609 n° 101.]*

à trois points : Gibraltar, Minorque et la Floride; qu'elle ne pensât d'ailleurs pas que les Anglais perséverassent à conserver leurs établissements de la baie de Honduras, formés contrairement au traité de 1763, et que cette cour abandonnerait sûrement pour le bien de la paix le reste des demandes du 6 octobre<sup>1</sup>. Dans ces conditions, la proposition de céder Saint-Domingue était une écaurie. Elle ouvrait la possibilité d'échanger Gibraltar contre un arrangement nouveau des possessions aux Antilles. Puisque lord Shelburne semblait faire signe à Rayneval de chercher avec lui des conventions praticables, le mieux était de renvoyer ce dernier à Londres afin qu'il y déterminât le terrain sur lequel on pourrait décidément se mouvoir. Des instructions furent par suite délibérées en comité, signées par le roi le 15 novembre : le 18, Rayneval repassait le détroit. Ces instructions fixaient exactement l'émassadeur sur ceci, qu'avant tout il aurait à savoir si l'Angleterre entendait ou non céder Gibraltar. Au cas de la négative, il romprait et reviendrait; au cas contraire, il prendrait sans les discuter, *ad referendum*, les équivalents que l'on exigerait et il attendrait d'autres instructions. Pour le reste, il se dirigerait au mieux, prévenu d'ailleurs que le gouvernement du roi ne trouvait pas la moindre chance, et, à la vérité, pas le moindre droit pour l'Espagne à une place dans la pêche de Terre-Neuve. Si les pourparlers continuaient et si l'envoyé était questionné sur les conditions particulières à la France, il répondrait; diverses observations lui étaient indiquées à ce propos, et elles montraient qu'à tous ces égards on était fort près de l'accord. Au sujet de l'Amérique et de la Hollande, rien à dire sur les interrogations qu'on lui ferait peut-être, si ce n'est qu'il n'avait pas pouvoir de traiter pour ces alliés-là, et, comme nous l'avons relaté précédemment, il tâcherait de hâter par ses réponses la solution pour l'un et pour l'autre en même temps. Voici cette pièce, où l'on se convaincra, si c'est encore nécessaire, que bien qu'ils n'eussent des commissaires

<sup>1</sup> Rapport de Montmorin du 23 novembre. *Espagne* t. 609 n° 129.

1781 des États-Unis aucun indice du point où ceux-ci en étaient, ni le gouvernement du roi ni M. de Vergennes personnellement ne se mêlaient de l'objet de leur négociation autrement que pour souhaiter de la faire aboutir :

ENTRETIEN DU ROI LE 5<sup>e</sup> DÉCEMBRE 1781.

15 9<sup>he</sup> 1781

Le Roi désirant connoître les conditions auxquelles le roi de la Grande-Bretagne seroit disposé à faire la paix avec l'Espagne, Sa Majesté pour remplir cet objet s'est déterminée à envoyer à Londres le s<sup>r</sup> Gérard de Rayneval

La première chose dont celui-ci devra s'assurer est l'intention des ministres anglais relativement à Gibraltar, s'ils sont irrévocablement décidés à conserver cette place quelque condition qu'on pût leur proposer, il leur déclarera qu'il n'a plus rien à négocier, et qu'il a l'ordre positif de se retirer

Mais dans le cas où le ministère britannique se montreroit disposé à transiger sur Gibraltar, le s<sup>r</sup> de Rayneval l'invitera à s'expliquer sur les équivalents qu'il croira devoir exiger

Il y a lieu de croire que les ministres anglais ne refuseront pas de s'ouvrir au moins sur leur sentiment personnel, et dans ce cas il est naturel de supposer qu'ils parleront de la Floride occidentale, de Porto-Rico, de Saint-Domingue, peut-être même de la Trinité.

Comme le point essentiel de la mission du s<sup>r</sup> de Rayneval est de constater le consentement de la cour de Londres à la cession de Gibraltar, il ne discutera pas les équivalents qu'elle demandera, il les prendra *ad referendum*, en rendra compte, et attendra des instructions ultérieures.

Au surplus on laisse au s<sup>r</sup> Gérard de Rayneval la liberté de présenter au Roi une masse toutes les demandes de l'Espagne ou de traiter séparément et avant tout l'article de Gibraltar

Cette dernière méthode semble préférable, Gibraltar étant essentiellement le noeud de la difficulté. Mais quoique les autres objets soient moins importants, le s<sup>r</sup> Gérard de Rayneval, s'il est forcé de les discuter, ne s'attachera pas moins à les faire valoir, cependant il ne les présentera pas comme autant de conditions *sine qua non* de la paix, et si la résistance des ministres anglais est insurmontable, il se bornera à en rendre compte, et attendra les ordres ultérieurs que le Roi jugera à propos de lui donner sur ces objets.

On se ferait illusion si l'on se persuadait que le ministère anglais ne s'élèvera pas avec force contre la demande que la cour de Madrid fait relativement à la pêche de Terre-Neuve ; il est sensible que dans le cas même où il le voudrait, il ne pourrait point céder sur cet article, parce que le Parlement le désavouerait et le prendrait à partie, d'ailleurs à bien apprécier les titres invoqués par l'Espagne, on ne saurait s'empêcher de les regarder comme illusaires. L'Angleterre a pour elle des traités et une possession non interrompue, tandis que la cour de Madrid n'a que des prétentions surannées. Ces réflexions feront sentir au *s<sup>r</sup>* Gérard de Rayneval qu'il ne pourra pas exiger pour l'Espagne la participation à la pêche à titre de droit, parce qu'avec un mot les ministres anglais le réduiraient au silence, il ne la demandera donc qu'à titre de convenance, et il ne fera aucune difficulté de prendre *ad referendum* le refus qu'il est incontestable qu'il émettra à cet égard.

Le *s<sup>r</sup>* Gérard de Rayneval pourra insister davantage sur l'article relatif au commerce et sur le privilège de couper du bois de campêche, mais quelle que puisse être la résistance des ministres anglais, il maintiendra la négociation jusqu'à ce qu'il ait reçu des instructions ultérieures. Le seul article de Gibraltar refusé, comme il a déjà été observé, le mettra dans le cas de rompre et de quitter l'Angleterre.

Quant aux conditions de paix qui concernent le Roi personnellement, elles sont consignées dans la réponse remise à *M. Fitz Herald* le 6 de ce mois et dont la copie est ci-jointe.

Le *s<sup>r</sup>* Gérard de Rayneval y verra que les deux Cours sont à peu près d'accord sur l'article de la pêche de Terre-Neuve, et qu'il ne s'agit que de bien constater l'exclusive. On suppose que le ministère britannique ne fera aucune difficulté d'accorder le cap Rayn pour limite de la pêche française.

L'article du Sénégal demande des élucidations par rapport aux limites respectives et aux comptoirs français situés entre le Cap Verd et la rivière de Gambie. Le *s<sup>r</sup>* de Rayneval n'aura rien à négocier sur ces objets, il se bornera à soutenir notre propriété sur les comptoirs qui viennent d'être indiqués, à faire adopter pour règle, par rapport au Sénégal et à la Gambie, la possession respective et à convenir avec les ministres anglais de la forme dans laquelle les limites seront fixées.

Les arrangements relatifs à l'Inde demanderont une attention sérieuse de

1782. la part du s<sup>r</sup> de Rayneval. Il fera valoir notre désistement du droit de fortifier Chandernagor et surtout de nos anciennes possessions sur les côtes d'Orissa, et il insistera fortement sur une indemnité convenable autour de Pondichéry. Il demandera les territoires que la France possédoit en 1754, ainsi qu'ils sont spécifiés dans la note ci-jointe, et il sollicitera une extension soit au nord soit au sud de Pondichéry. Enfin il demandera que l'arrondissement de cette place soit fixé à la valeur de dix millions de livres.

Il insistera de plus et sans se prêter à aucune modification sur l'indépendance la plus absolue et la sûreté la plus entière du commerce des sujets du Roy dans la Bengale, de même que dans toute la presqu'île de l'Inde, qui devra se faire de la même manière et avec les mêmes privilèges que la compagnie française des Indes l'exploitait avant sa dissolution.

Pour ce qui est des Indes occidentales, leur sort dépendra du succès qu'aura la négociation relative à l'Espagne, mais dans l'état actuel des choses le s<sup>r</sup> de Rayneval se renfermera dans les dispositions contenues dans cet article dans la réponse au s<sup>r</sup> Fitzherbert.

On ne prévoit pas que l'article concernant le traité de commerce signé à Utrecht en 1713, puisse donner lieu à des discussions. Il est possible cependant que les ministres anglois ne trouvent trop court le terme de deux années qui est énoncé.

Dans ce cas le s<sup>r</sup> de Rayneval pourra en faire espérer trois; mais si on en demande davantage, il invitera les ministres anglois à charger de leur demande le s<sup>r</sup> Fitzherbert.

Au reste, le s<sup>r</sup> de Rayneval ne provoquera pas le ministère anglois sur les conditions de la paix qui concernent la France, mais s'il lui en parle, il ne refusera pas de les discuter. C'est dans cette vue que les intentions du Roi viennent d'être expliquées. Sa Majesté s'en rapporte à cet égard à la prudence du s<sup>r</sup> de Rayneval.

Comme il est possible que les ministres anglois, s'ils désirent fortement la paix, l'entretienement des affaires de l'Amérique et de celles des Provinces-Unies, il annoncera qu'il n'a aucune autorisation pour les traiter. Cependant s'il est pressé d'articuler une opinion, il appuiera sur la justice de la restitution de toutes les conquêtes faites sur les Hollandois, et il tâchera d'engager le ministère britannique à renvoyer au traité définitif ou à des commissaires

les discussions des limites qui arrêtent la négociation entre les commissaires  
anglois et américains. Quant aux prétendus loyalistes, le s<sup>r</sup> de Rayneval tâ-  
chera de faire sentir l'impossibilité de leur réintégration et les ressources  
qu'a la Grande-Bretagne pour les dédommager, et si cet article ne peut pas  
être arrangé présentement il sera utile d'en obtenir le renvoi au traité définitif

Fait à Versailles, le 15 novembre 1783

LOUIS.

Par le Roy GRAYES DE VERGENNES.

Angleterre, t. 538 n<sup>o</sup> 153 383 Original

Avec le nouveau séjour de Rayneval à Londres commençait un  
épisode émouvant. Les conséquences en seraient restées dans les fastes  
du siècle, si le siècle n'avait pas bientôt passé sous des données très  
différentes de celles qui y régnaient auparavant. La correspondance  
de l'émissaire qui détaille cet épisode à mesure des événements, offre  
l'intérêt de péripéties qu'une imagination inventive aurait agencées pour  
les rendre saisissantes. Rayneval apportait à lord Grantham et à lord  
Shelburne, de même que la première fois, des lettres privées de M. de  
Vergennes qui l'accréditaient, et, dans les témoignages de considé-  
ration, de confiance qu'elles exprimaient, « d'admiration » même pour  
lord Shelburne, il y avait plus que de la courtoisie de cabinet<sup>1</sup>. Ces  
lettres parlaient au reste comme ses instructions, « Sa Majesté, escri-  
-vait le ministre à lord Grantham, s'est déterminée à faire passer une  
« seconde fois en Angleterre M. de Rayneval pour concerter avec  
« V. Ex<sup>te</sup> les moyens les plus propres d'aviser à rendre effectives les  
« heureuses dispositions que le roi de la Grande Bretagne partage avec  
« Elle pour faire cesser les calamités de la guerre. » Il le répétait à lord

<sup>1</sup> Voici le début et la fin de la lettre du Mi-  
nistre : « Monsieur le Comte. J'envie à M. de  
« Rayneval l'avantage qu'il va avoir de faire sa  
« cour à V. Ex<sup>te</sup> et de l'entretenir. . . M. de  
« Rayneval connaît trop bien mes sentiments les  
« plus intimes pour que je ne m'en rapporte pas

« à lui de développer à V. Ex<sup>te</sup> ceux qui lui ré-  
« pondent de toute mon admiration et du très  
« parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur  
« d'être, etc. » Lettre du 15 novembre, Angla-  
terre, t. 538, n<sup>o</sup> 151 378 minute de M. de  
Vergennes.)

- 1762 Shelburne avec plus d'intimité, en disant que « M. de Rayneval lui rendrait compte du motif de sa mission, toute en rapport avec les vœux que S. Ex<sup>te</sup> lui avait manifestés dans son premier voyage; que les difficultés restaient encore grandes, mais non insurmontables si S. Ex<sup>te</sup> voulait bien s'occuper à les aplanir, et que le roi avait une véritable confiance en elle comme dans le roi de la Grande-Bretagne pour contribuer à rendre à l'humanité une paix solide et durable<sup>1</sup>. » On était au soir du 21 novembre, le Parlement rentrait le 26 : grande urgence, conséquemment. Quelques instants après son arrivée, Rayneval entra chez lord Shelburne et y resta en entretien jusqu'à une heure du matin. Le ministre lui avait aussitôt fait connaître que la cession de Gibraltar soulevait l'opposition la plus vive dans le cabinet et qu'elle y déterminerait certainement une scission. Après avoir entendu celui-ci repousser avec ténacité l'idée de cette cession, Rayneval avait cependant obtenu qu'il examinât les équivalents pouvant être demandés en échange; et comme la combinaison de trouver ces équivalents dans les Antilles, dût la France y concourir, sembla présenter une solution, lord Shelburne, vivement pressé, finit, c'est Rayneval qui parle, par « prendre sur lui de dire que le roi d'Angleterre transigerait sur Gibraltar si le roi d'Espagne offrait la restitution de ce qu'il venait de conquérir durant la guerre et y ajoutait soit Porto-Rico, soit la Guadeloupe avec la Dominique, soit la Martinique avec Sainte-Lucie ». Le lendemain matin, une lettre de George III approuvait le langage du ministre; immédiatement Rayneval adressait des

<sup>1</sup> *Angleterre*, t. VIII n° 250-276 et t. IX 378. — La lettre destinée à lord Grantham quoiqu'elle fût privée, gardait forcément un certain caractère officiel, s'adressant au chef du Foreign office. Ainsi M. de Vergennes y ajoutait-il : « Votre Excellence désire la paix. Je vous en suis plus que jamais sensible de ce côté-ci ; mais pour qu'il ait tout son effet il faut que tous les intérêts s'y réunissent, et est pour

« trouver les moyens d'apaiser cette grande  
« guerre que M. de Rayneval vous demandera  
« l'assistance et conseil. Je prie Votre Excellence  
« de rendre justice à la pureté des motifs qui  
« déterminent cette mission, elle vous prouvera  
« Monsieur le Comte, la confiance que nous  
« avons dans votre caractère loyal et vertueux.  
« Permettez-moi de vous dire que moi de la  
« justice qui lui est due. »



instances à Versailles pour que le conseil du roi délibérât sur ces trois alternatives et que sans délai on le fixât à leur sujet. 1782.

L'atmosphère politique, à Londres, était bien en effet, disait Rayneval, tout autre qu'au moment des entrevues précédentes. Au lieu du calme d'alors, une vive animation dans les esprits; au lieu de l'unité de vues dans le cabinet, la divergence la plus marquée. Le parti des marins ouvertement déclaré pour la guerre, lord Shelburne inévitablement contraint de présenter la paix en ouvrant le Parlement ou de perdre le pouvoir sous le vote d'une motion populaire qui appellerait le renouvellement de cette guerre, dont, il y avait deux mois, tout le monde voulait sortir; la pensée, dans l'espoir de circonstances meilleures, de proroger la rentrée de huit jours faisant question dans le ministère jusqu'à la menace de dissolution, inquiétant le public au point d'obliger le ministre à mettre dans le secret le lord-maire et la cité de Londres pour rassurer l'opinion, et, si l'on parvenait à calmer des dissidences avivées à ce point, la nécessité, dans tous les cas, de se déterminer en une semaine, voilà ce qui existait à cette heure. Les combinaisons pour la paix furent alors imaginées et pesées entre les deux chefs du cabinet et Rayneval. Afin qu'à Versailles on pût toucher du doigt l'état des choses et l'urgence d'une décision, celui-ci multiplie les rapports et les lettres particulières. Il a écrit le 21, il récrit le 22, il joint même à son second pli un memorandum informé qu'au courant de l'entretien lord Shelburne a tracé lui-même. Le 23, après le conseil de cabinet où la prorogation vient d'être résolue, il expédie un nouvel exposé détaillé et une lettre personnelle qui reviennent sur les entretiens, dépeignent comme revoltant les Anglais la pensée de céder Gibraltar après l'avoir, il semble, reconquis de plus grands sacrifices, si l'Espagne en exige, mais pas celui-là. Il reproduit les paroles de lord Shelburne, encore plus affirmatif que précédemment, et ses réponses à lui; itérativement il explique la situation, montre les dangers du renversement qui la menace, il a peur que l'on ne comprenne pas assez la nécessité de se hâter, il

1781. faudrait l'entendre en personne; aussi s-t-il demandé à lord Shelburne de le laisser partir ne fût-ce que pour un seul jour.

Le premier pli n'était parvenu à Versailles que dans la matinée du 24, et Rayneval avait eu des pressentiments justes : on pensait pouvoir de nouveau discuter. Il lui fut répondu le 25 qu'on ne se sentait pas autorisé à parler pour l'Espagne, dont on ne connaissait jusque-là que la prétention d'imposer ses ambitions coûte que coûte; qu'il était donc impossible d'annoncer à Londres une solution avant le 26, qu'une longue conférence immédiate avec Aranda avait bien eu pour résultat, à la fin, de faire retirer par celui-ci presque tout, Gibraltar excepté, mais qu'au moins fallait-il savoir du gouvernement de Charles III lui-même comment nous serions indemnisés des sacrifices auxquels nous consentirions dans les Antilles pour le rapprocher de l'Angleterre. Et quoiqu'il ne fût pas sans avoir une opposition, sans même encourir des critiques fort aiguës, quoiqu'il eût bien aussi le sentiment de la responsabilité morale qui incombait au gouvernement « vis-à-vis de l'opinion et du jugement publics », il avait de son rôle une idée qui n'en laissait concevoir qu'une assez faible de l'opposition d'un parlement pour rester persuadé qu'il appartenait au ministère anglais de contenir les chaudières et de calmer l'ardeur des marins anglais, tout autant qu'à Versailles on savait ne pas tenir compte de l'opinion non moins excitée des militaires de France. D'ailleurs, on assurait que le roi ne reculerait point devant les sacrifices lorsque la paix ne dépendrait plus que de sa décision, on attendait tout, par conséquent, des réflexions du ministère de Londres, et l'on croyait pouvoir dire finalement que celui-ci avait « plus à gagner que nous à prolonger la négociation ».

Angleterre, t. 538 n° 13, p. 19. — Nous résumons à l'extrême du présent chapitre tout ce qui est raconté dans la correspondance à laquelle a donné lieu cette seconde mission de Rayneval. Comme on va le voir, elle est

deux phases : celle des 21-23 novembre, celle du 4 décembre et des jours suivants.

<sup>1</sup> Retenons de cette dépêche, à l'honneur de M. de Vargemont, les passages qui vont : « Au reste, je dois vous dire, Monsieur

Mais tout cela, très développé en raison peut-être de dispositions personnelles au roi, relevé en tout cas par les fermes considérations habituelles à M. de Vergennes, fut rendu forcément inutile à peine écrit. Le lendemain au soir arrivèrent les plis de Rayneval du 23 : on ne pouvait plus regarder de la même manière. Sans délai, le ministre envoya ces nouveaux plis au monarque, prévint Montmorin de ce qu'ils renfermaient, et en indiquant au roi que « peut-être se trouvait-on en face d'une résolution hardie », il lui demanda quel langage il

« pour votre tranquillité et votre satisfaction  
« que le Roi a approuvé que vous ayez reçu et  
« vous soyez chargé de lui transmettre l'ouver-  
« ture que le lord Shelburne vous a faite, quel  
« qu'elle soit effrayante. Comment ce ministre  
« veut-il que nous concédions la médiation dont  
« il s'est paré jusqu'à ce moment avec l'exem-  
« ple de nos demandes? La restitution de toutes les  
« conquêtes de l'Espagne ne lui semble pas suf-  
« fisante pour compenser la cession du rocher  
« atolls et tous autres pour l'Asie du Sud-est.  
« Il faut du plus au Porto-Rico ou d'autres  
« îles d'un produit considérable. Il n'est pas de  
« peine à croire, Monsieur, qu'un pareil marché  
« ne soit pas connu en Angleterre, mais il le  
« sera très certainement en France et en Es-  
« pagne, et quoique nos nations n'aient pas  
« comme en Angleterre une influence dans les  
« opérations du gouvernement britannique, et en  
« sont pas moins tenus à considérer et à prévoir  
« l'opinion et le jugement public, l'indemnité  
« que l'Angleterre nous indique à prendre sur la  
« poche espagnole de Saint-Domingue, en sup-  
« posant que l'Espagne veuille s'y prêter, pour-  
« rait commencer à être de quelque avantage vers  
« la fin du siècle prochain, puisque ce pays  
« ne vaudra qu'en raison de ce qu'il sera revêtu  
« par des dépenses énormes. En attendant, la  
« France souffrira une perte réelle, mais cette  
« considération, quelque vraie qu'elle soit, n'empê-  
« chera pas le Roi de contribuer dans une pro-

« portion raisonnable au rétablissement de la  
« paix. Je puis vous confier, Monsieur, et Sa M<sup>té</sup>  
« vous permet de le confier au lord Shelburne  
« et au lord Grenville que lorsque la paix se  
« tiendra plus qu'à l'adoption d'une des deux  
« alternatives qui la concernent, elle aura fait  
« un sacrifice digne de sa dignité. Le Roi  
« laisse à votre sagacité de ne faire usage de cette  
« confiance, qu'autant que vous croirez qu'elle  
« peut tourner à bien.

« J'aurais désiré, Monsieur, pouvoir rendre  
« ces réponses et plus promptes et plus décisives  
« le temps physique et l'état des choses ne l'ont  
« absolument pas permis. Si le Ministère Bri-  
« tannique comme je me le persuade, veut  
« sérieusement la paix, il lui sera facile de com-  
« déter l'effervescence des nations qu'on pour-  
« rait faire se précipiter pour empêcher le  
« comen de Gibraltar à des conditions raison-  
« nables. L'influence matérielle sur ce corps  
« représentant est connue. Un ministre qui ne  
« l'aurait pas ne pourrait se contenter. Le  
« cri des courtes anglais ne doit pas avoir plus  
« de poids à Londres que celui de nos militaires  
« pour le maintien de la guerre. C'est dans  
« les amitiés de ce fléau qu'on trouve des  
« sources d'événement et quelquefois de ré-  
« ches, mais ces considérations n'ont empêché  
« pas à une administration sage et dévouée qui  
« n'a pour principe et pour fin que le bonheur  
« public... » *Angleterre*, t. 539 et 15.

1762 fallait tenir au comte d'Aranda, appelé à Versailles pour le jour d'après<sup>1</sup>. Ce jour-là, à 8 heures du matin, l'ambassadeur d'Espagne non encore arrivé chez M. de Vergennes, Rayneval y entra, il avait traversé la Manche en toute hâte, comme le laissant entrevoir son dernier pli. Le ministre le conduisit immédiatement au roi, et deux heures après le sacrifice était décidé : pour procurer Gibraltar au Roi Catholique, Louis XVI donnerait à l'Angleterre la Dominique et la Guadeloupe, sans même savoir si, en raison de cet abandon, il obtiendrait une indemnité de l'Espagne. Restait à faire parler Aranda; M. de Vergennes et Rayneval furent sept heures à lui dépeindre les nécessités présentes et à les raisonner devant lui. Avec la plus apparente et la plus croyable perplexité, tantôt se retranchant derrière la rigueur de ses instructions, tantôt paraissant céder, il put enfin mettre M. de Vergennes à même d'écrire sous sa dictée les articles que Rayneval emporterait à Londres, c'étaient à peu près les desiderata précédents de la cour d'Espagne, mais celle-ci rendait Minorque à l'Angleterre. Rayneval était donc à même de repasser la mer en emportant l'offre de cette île, ainsi que de la Dominique et de la Guadeloupe, en échange de Gibraltar.

Nos affaires à nous n'avaient pas demandé de si laborieuses négociations. Il n'y avait guère de débat que sur les limites de nos possessions dans l'Inde. Nous aurions voulu retrouver les limites de 1754, dont le territoire productif eût payé les frais d'établissements qui pourraient devenir fructueux. Lors des premiers pourparlers, ces

<sup>1</sup> M. de Vergennes avait écrit au roi : « Sur  
« — J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté  
« une nouvelle expédition de M. de Rayneval  
« Elle demandera Sans, beaucoup de médiation  
« et peut-être une résolution hardie. À tout  
« événement, j'ai prié M. de Montmorin  
« par le courrier que M. le comte d'Aranda ex-  
« pédie cette nuit à sa cour, et je prie cet am-  
« bassadeur de se rendre ici jeudi matin pour

« conférer avec moi. J'espère que dans l'inter-  
« valle Votre Majesté vaudra bien me donner  
« ses ordres et me prescrire le langage que  
« j'aurai à tenir. — Je suis avec le plus profond  
« respect, Sans, de Votre Majesté, le très  
« humble, très-obéissant et très-fidèle serviteur  
« et sujet. De VERGENNES. Versailles le  
« 26 novembre 1762. » Archives nationales,  
« K. 164 n° 3. année 1762, n° 4 original.

prétentions modestes semblaient admises. Toutefois, lord Shelburne 1782  
n'était dit également contraint à reprendre sur cet autre point ses concessions premières. Ici encore M. de Vergennes amena Louis XVI à céder. Le roi donna à ce sujet des instructions verbales à Rayneval, et le lendemain celui-ci se dirigea de nouveau sur Calais, à bon droit convaincu, et on l'était à Versailles autant que lui, qu'en ouvrant les mains à Londres il mettrait dans celles de lord Shelburne et de lord Grantham les préliminaires de la paix. Il était arrivé à Versailles, en effet, ayant des deux ministres anglais les lettres les mieux faites pour légitimer cet espoir : deux lettres de lord Shelburne et une de lord Grantham pour M. de Vergennes, qui dévoileraient en eux des politiques bien fourbes si leur langage n'avait pas été sincère. Ils répondaient, dans des termes empreints du plus évident désir d'établir l'accord, aux plus que Rayneval leur avait remis il y avait huit jours, ils exprimaient la persuasion d'avoir certainement posé les bases de cet accord avec Rayneval, prise par eux de la manière la moins équivoque, et, au moment du départ de ce dernier, lord Shelburne l'avait rendu porteur d'une seconde lettre encore plus affirmative, insistant pour qu'il revint avant la rentrée du parlement avec la décision attendue. On se croyait ainsi certain de la paix, la mission de Rayneval revêtait maintenant le caractère d'une légation; il aurait des protocoles à écrire, à échanger : on lui attachait donc un secrétaire. C'était le fils aîné lui-même du ministre, à qui son père souhaitait d'ouvrir ainsi la carrière publique; dans deux lettres personnelles à chacun des deux ministres anglais, M. de Vergennes leur présentait de la même manière à tous les deux ce secrétaire de choix.

Par ces deux derniers plis, au reste, le ministre du roi prenait en quelque sorte acte des choses. Pour l'histoire de ce moment, cette double correspondance privée entre Londres et Versailles a la valeur de pièces diplomatiques, nulle instruction écrite n'ayant été remise à notre envoyé. Lord Grantham, essentiellement prudent la plume à la main, restait réservé; mais lord Shelburne, dans le second de ses

billets surtout, s'était exprimé de manière à confirmer toutes les espérances<sup>1</sup> :

Monsieur le Comte,

Depuis que j'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence ce matin, M. de Rayneval a conçu l'idée, que son zèle a dictée, de partir lui-même incessamment pour Versailles. La proposition étoit trop d'accord avec mes propres sentimens pour que je ne m'y prlassse instamment, quoique je dois craindre pour sa santé dans l'entreprise d'un voyage si rapide. Je suis toujours assuré qu'on ne pût s'aviser d'un meilleur moyen d'applanir toutes les difficultés qui restent. Votre Excellence me permettra d'ajouter que rien ne nous fera mieux augurer d'une fin heureuse que de le revoir ici. Je mets trop de confiance dans les dispositions de Sa Majesté Très Chrétienne et de Votre Excellence pour ne pas me persuader qu'il sera chargé avec les explications qu'il faudroit pour rétablir la paix sur une base honorable et solide. M. de Rayneval est en état d'expliquer à Votre Excellence comme il est non seulement important mais indispensable, après la démarche que nous venons de prendre, d'être decules et de pouvoir communiquer notre décision à la rentrée du parlement.

J'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite considération, Monsieur le Comte, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

SHELBURNE

Londres, ce 23<sup>me</sup> Nov<sup>bre</sup> 1782

Angleterre, t. 539 n° 9.

En raison de ce langage, M. de Vergennes avait remis le pli sur-

On trouvera le premier des deux billets de lord Shelburne à sa date à l'annexe du présent chapitre. Lord Grantham quoique plus bref et plus vague indiquant suffisamment, dans les lignes qui suivent, ce qu'il sous-entendait. — Whitehall 23 de novembre 1782. — Monsieur le Comte. — La résolution que M. de Rayneval a prise de retourner lui-même à Paris est vraiment digne du zèle avec lequel il

« suit l'éclaircissement des grands objets qui  
« nous intéressent tous. Je suis persuadé que  
« V. Exc. approuvera sa démarche. Je veux  
« bien me flatter que nous le reverrons ici, et  
« je compte les moments jusqu'à ce que je  
« puisse me livrer à la satisfaction de voir ap-  
« planir toutes les difficultés qui pourroient re-  
« tarder la conclusion d'une pacification.

GRANTHAM. (Angleterre, t. 539, n° 8.)

vant à Rayneval pour lord Grantham, les communications prenant avec celui-ci leur portée officielle.

Versailles le 28 9<sup>bre</sup> 1781

Monsieur le Comte,

La promptitude avec laquelle nous renvoyons M. de Rayneval en Angré prouve l'intérêt sincère que nous prenons à l'accomplissement du grand ouvrage qui occupe avec tant de raison nos deux cours. M. de Rayneval est arrivé ce matin, il repart cette nuit, je souhaite que ce soit sous d'heureux auspices et que ce qu'il est chargé de présenter à V. Ex<sup>te</sup> lui paraisse nous faire arriver à ce terme heureux qui fait l'objet de nos vœux communs. J'espère avec confiance que la sagesse de V. Ex<sup>te</sup> y trouvera des moyens suffisants pour acheminer le grand ouvrage de la pacification. Je ne veux pas abuser du temps précieux de V. Ex<sup>te</sup> par des détails auxquels M. de Rayneval suppléera, V. Ex<sup>te</sup> peut prendre une confiance d'autant plus entière dans ce qu'il lui exposera, que ce qu'il lui dira touchant nos intérêts directs est l'expression des intentions du Roi, que Sa M<sup>te</sup> a daigné lui manifester à lui-même; quant aux intérêts de l'Espagne, c'est de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda qu'il a reçu sous la dictée les nouvelles propositions qu'il aura l'honneur de présenter à V. Ex<sup>te</sup>.

Je la prie de me permettre de lui recommander de nouveau les affaires des États-Généraux et des États-Unis de l'Amérique. Elles doivent marcher d'un pas égal avec celles des deux Couronnes.

J'ajoute à M. de Rayneval pour l'aider dans son travail un être qui m'est infiniment cher et qu'à ce titre je prens la liberté de présenter et de recommander à V. Ex<sup>te</sup>. C'est mon fils aîné, dont je desre de faire un sujet utile. J'en ai l'espérance, mais je ne m'y livrerai avec confiance qu'autant qu'il se rendra digne par sa conduite de l'estime et du suffrage de V. Ex<sup>te</sup>. Le sujet est bonnête et de la plus grande discrétion.

Angleterre, ( 539 n° 2 ) Minute )

A lord Shelburne, toutefois, le ministre écrivait dans ces termes.

Versailles le 18 novembre 1781

Monsieur le Comte,

M. de Rayneval est arrivé ce matin après une traversée bien contrariée. Il

1762. m'a remis la lettre dont V. Exc<sup>te</sup> m'a honoré le 23 de ce mois. Il repart cette nuit et lui porte des propositions de la cour d'Esp<sup>g</sup> plus modifiées. Sa V. Ex<sup>te</sup> veut bien les peser dans sa sagesse, je me flatte qu'elle y trouvera des bases suffisantes pour la consommation du grand œuvre qu'elle s'est proposé et auquel je désire de coopérer. Je ne puis me persuader qu'une nation aussi éclairée que la nation anglaise puisse se refuser à partager le vœu de l'humanité désolée par la continuation de la guerre. Les intentions du Roi mes maître pour en faire finir les calamités sont à découvert, V. Ex<sup>te</sup> verra avec quelle facilité et quelle magnanimité S. M. concourt à couper le nœud gordien de la difficulté sans aucune surtaxe effective pour son indébit V. Ex<sup>te</sup> a bien voulu me marquer assez de confiance pour me faire dire qu'elle ne craignoit pas de se mettre dans mes mains, je puis dire à mon tour que je suis dans les siennes, mais je n'en suis pas inquiet. Je compte sur sa loyauté. Eh! que n'hazarderons-je pas pour être utile au genre humain?

Le sacrifice exprimé de la part du Roi dans les propositions de l'Espagne n'est pas la seule facilité à laquelle S. M. se porte pour accélérer le rétablissement de la paix. Je m'en remets à ce que M. de Rayneval dira plus particulièrement à V. Ex<sup>te</sup> et à M. le C<sup>te</sup> de Grantham. Les ordres dont il est porteur ne sont point écrits, il les a reçus directement de la bouche du Roi.

J'ajoute à M. de Rayneval, etc.

*Angleterre, 1 539, n° 21 (Minute)*

Lorsque, le 1<sup>er</sup> décembre au soir, Rayneval rentra à Londres, les ministres semblaient confiants dans le résultat espéré. Lord Shelburne, en communiquant au roi la lettre de M. de Vergennes, avait eu ce sentiment, puisque George III, qui ne pardonnait guère au conseiller de Louis XVI la participation de la France à la résistance des Colonies, crut devoir répondre que « c'était encore des paroles françaises, mais qu'il augurait plus favorablement de la venue du jeune fils de ce ministre ». Au sein du cabinet, toutefois, la cession de Gibraltar n'était plus aussi admise qu'elle l'avait paru à son chef la semaine précédente. Chaque journée qui s'écoulait augmentait l'opposition du public à cette cession, et par suite l'animation des esprits dans le ministère. Le 3 décembre eut lieu la réunion critique Rayneval, la



veille, avait entretenu lord Grantham des quelques difficultés qui faisaient encore doute relativement à la France, puis, à titre privé, de la note dictée pour l'Espagne par le comte d'Aranda. On préparait le discours royal pour la rentrée du Parlement. Le cabinet s'assembla à 11 heures du matin; aussitôt les débats surgirent, et ils ne s'achèverent que la onzième heure après. Débats plus que passionnés, dans ce ministère formé quatre mois auparavant dans l'illusion d'une unité de but complète. L'inévitable séparation de plusieurs membres pouvait déjà être augurée on l'a vu antérieurement, quand, après une suspension de la séance, le courrier d'Oswald apporta l'annonce des préliminaires américains. Dès ce moment, la paix elle-même se trouva remise en question. Un changement de situation que nous créait la signature des États-Unis et de la méantellgence entre eux et nous qu'elle donnait désormais à supposer, le parti de la guerre avait reçu une impulsion redoutable.

Est-ce à dire que le premier ministre de George III avait su favoriser le soulèvement de l'opinion pour se faire retenu de céder Gibraltar, pour restreindre les concessions, agir sur le moral de Rayneval et l'amener à démontrer d'autant mieux à sa Cour la nécessité de plier? Vanterait-on avec quelque fondement, en lord Shelburne, le politique habile à côtoyer la duplicité sous l'apparence de la droiture, jouant le cabinet de Versailles et son envoyé, lequel aurait été sa dupe par médiocrité politique ou par imprévoyance? Il n'existe pas de documents pour étayer une interprétation pareille. Jay et John Adams ont peut-être pensé qu'elle serait celle de l'histoire parce qu'ils se conduisirent comme il le fallait pour qu'elle le devint; mais des preuves dont l'histoire dispose découlent une impression différente. « Il est étonnant, » écrit Rayneval le lendemain de cette réunion orageuse, combien les esprits sont montés pour la guerre et combien on se flatte en la continuant d'avoir les avantages les plus énormes du côté de l'Espagne; ce sentiment est augmenté par les rapports fâcheux que l'on reçoit de Madrid, par l'idée que jamais nos flottes combinées n'auront de

1712. « succès. » On croit être sûr de l'assentiment de toute la nation, ajoutait-il, surtout en lui faisant voir que l'on s'est refusé au sacrifice de Gibraltar et de la coupe du bois de campêche. Toutefois, le cabinet entier étant engagé dans les négociations avec nous, et plus que la plupart de ses membres George III lui-même, qui l'était particulièrement avec lord Shelburne et lord Grantham; quand la question de décider si l'on traiterait ou non sur le principe de la cession de Gibraltar fut définitivement posée pour que le discours du roi prît la paix générale ou la résolution de reprendre la guerre, la cession prévalut. L'influence du roi avait été visiblement nécessaire; seulement, elle s'était exercée à la condition que l'on exigerait encore d'autres équivalents en échange, et des équivalents de plus d'importance que ceux sur lesquels les deux ministres avaient fait porter les pourparlers. Outre la Guadeloupe, on voulut ou la Trinité ou Sainte-Lucie, sans compter des arrangements favorables quant aux Bahama et au Honduras. « Je crois être certain, manda Rayneval, que milord Shelburne a fait les plus grands efforts pour soutenir le système pacifique et que s'il avait faibli le parti de la guerre aurait prévalu; mais il est naturel de concevoir que le premier ministre ne saurait se soutenir et se justifier qu'en présentant à la nation anglaise des avantages réels pour le sacrifice de Gibraltar, contre lequel il y aura « un cri universel » ». Le plénipotentiaire rentra chez lui, à 2 heures après minuit, exténué, pour retracer ces péripéties; il en avait traversé les émotions depuis le matin et il venait de soutenir à la suite, contre lord Shelburne, la discussion la plus pénible afin de ne pas avoir à annoncer une rupture définitive à sa cour.

Les acteurs anglais de ces conjonctures paraissent n'avoir pas tenu à ce qu'il en restât d'autre relation que celle des procès-verbaux du cabinet<sup>1</sup>. C'est la seule qui existe. Elles dictaient au contraire des rap-

<sup>1</sup> Rapport de Rayneval. *Angleterre*, t. 539 n° 46) reproduit à l'annexe ci-après.

<sup>2</sup> La phrase que lord Filzmaurice a relaté de

ses circonstances donne à penser qu'il n'a été point du nom de lord Shelburne sur cette partie capitale pourtant de son ministère.

ports réitérés à Rayneval, qu'elles attristaient et troublaient. Il avait en la précieuse constance de ne pas laisser les négociations s'interrompre : cette vertu de diplomate les remit heureusement sur pied, malgré les circonstances qui menaçaient de les clore. Ces négociations auraient inévitablement cessé si la pensée lui était venue que lord Shelburne l'abusait ; mais il n'eut que la pensée opposée, et c'est celle qui paraît positive. D'autre part, en revanche, sa correspondance atteste pertinemment que la signature des préliminaires par les Américains enleva à la France le poids qu'à cette heure il lui aurait fallu. Après avoir exposé officiellement ce qui s'est passé et indiqué le terrain de discussion qu'il a du moins éventuellement reconstitué, il écrit particulièrement à M. de Vergennes : aux témoignages déjà portés par lui en faveur de lord Shelburne, il ajoute le témoignage suivant et un aussi sur lord Grantham. L'un de ses deux plus avant trait au vicomte de Vergennes ; il y parlait de lord Shelburne à propos de la besogne excessive dont ils se trouvaient inopinément chargés, lui et le vicomte, duquel il se plaisait d'ailleurs à dire combien sa présence à Londres était bien vue. « Sa venue », disait-il.

Sa venue a véritablement fait plaisir aux deux ministres à qui vous l'avez recommandé, ils l'ont regardé comme un nouveau gage de vos dispositions pacifiques. M<sup>d</sup> Grantham vous répondra peut-être aujourd'hui, mais M<sup>d</sup> Shelburne m'a chargé de l'excuser, il est véritablement accablé ; les mouvements qu'il se donne pour faire accepter la paix sont incroyables. Il porte un fardeau bien lourd. Nous allons demain voir la rentrée du parlement, c'est M<sup>d</sup> Grantham qui nous y conduira et nous placera.

Je réclame vos bontés, Monseigneur, pour ma besogne, ma situation est véritablement assez pénible qu'elle est délicate : cependant j'en vois une qui l'est davantage, c'est celle de M<sup>d</sup> Shelburne.

*Angleterre, t. 579 n° 47*

Lord Fitzmaurice dit notamment que Rayneval et son secrétaire furent les « hôtes » de lord Shelburne, la contraire résulte des ré-

lations émises de Rayneval : c'est à Rownd seulement que l'envoyé de Versailles habita sous le toit du ministre.

1783 L'autre pli, qui était un complément ajouté à titre privé à la dépêche principale, donnait en outre les informations que voici :

Il s'est certainement passé des choses très extraordinaires dans le conseil d'hier : M<sup>d</sup> Shelburne étoit épuisé, et M<sup>d</sup> Grantham est rentré malade chez lui. Le duc de Richmond est décidément contre la paix, ainsi que le lord Keppel et quelques autres membres du conseil. Les ministres qui sont pour la paix ont donc été obligés de monter à l'assaut, et ils ont emporté la place; mais vous concevez, Monseigneur, qu'ils ne peuvent justifier leurs principes et leur fermeté qu'en montrant des avantages à la nation : c'est là la véritable cause de la malheureuse extension d'équivalent que l'on demande pour Gibraltar. Comme il y a encore un conseil aujourd'hui, M<sup>d</sup> Shelburne a passé une partie de sa matinée à en voir plusieurs membres sur lesquels il compte, et il m'a dit être très satisfait de la conduite vigoureuse de M. Pitt, et il m'a assuré que lorsqu'il sera satisfait des conditions de la paix, il proposera plutôt un changement total dans le Conseil que de céder sur aucun objet; enfin ce ministre, échauffé par mes exhortations concernant les équivalents, m'a dit avec beaucoup de chaleur, « Mandes à M. le C<sup>te</sup> de Vergennes que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour faciliter les choses, mais que je le prie instamment d'en faire autant de son côté : cette déclaration vaut mieux que tous les détails dans lesquels je pourrais entrer : je suis fâché que M<sup>d</sup> Grantham ne soit pas témoin de cette déclaration pour la partager. »

*Angleterre 1 530 n° 48*

Trois semaines plus tard, le 25, les choses ayant été reprises sur d'autres bases et étant près d'aboutir, lord Shelburne est froissé par l'insistance vétilleuse de l'Espagne; il impute à cette puissance les périls qu'a courus et que pourrait encore courir la paix, et il confie à Rayneval, sur la réunion du Conseil du 3 décembre, des explications que celui-ci s'empresse de transmettre à Versailles. Le plénipotentiaire relate là, d'après l'aveu même un peu embarrassé du ministre anglais, l'effet produit sur les résolutions du cabinet par la signature des Américains; il n'en prend pas moins encore occasion de parler de

lord Shelburne dans les termes suivants, que les historiens de l'Angleterre feront bien de recueillir : « J'ai cherché », écrit-il 1781

J'ai cherché à justifier l'Espagne pour le fond, en l'abandonnant pour la forme de procéder ; mais je n'ai rien gagné, et M<sup>d</sup> Shelburne, pour me faire voir avec quelle facilité la conduite de cette puissance pourrait encore causer une révolution, m'a confié, sous le sceau du secret et pour vous seul, Monseigneur, l'avis qu'il a eue dans le long conseil où l'on a demandé Santa-Lucia. Cinq membres voulaient absolument profiter de la signature du traité avec les Américains pour rompre tout à fait la négociation avec nous et que ce n'a été que par des efforts incroyables, et par la prépondérance que lui donne sa place, qu'il a ramené tout le monde à son avis, que dans ce moment les mêmes membres sont encore pour la guerre, et que le surplus du conseil, composé de onze personnes, serait ficiel à enrainer dans la même parti. Cette confiance m'a donné lieu de parler de la marche précipitée que l'on a suivie avec les Américains, et je ne vous cache pas, Monseigneur, que mon langage tenoit un peu du reproche. M<sup>d</sup> Shelburne m'a observé que c'était une chose bien délicate tant par rapport au Conseil que par rapport aux commissaires américains, que de me faire une réponse ; il m'a cependant dit que l'on désiroit de ce côté-ci de finir avec les Américains avant la rentrée du Parlement, comme on désiroit de finir avec nous, parce que l'on vouloit prévenir les questions et l'intervention parlementaires qu'en surplus lui M<sup>d</sup> Shelburne avoit ignoré, jusqu'au rapport fait au Conseil, que les choses fussent aussi avancées et qu'on sût donné tant de facilités aux Américains, et qu'il les désapprouvoit intérieurement. J'en voulu saisir cette occasion pour faire quelques remarques sur les embarras que donneroit à l'Espagne l'article qui accorde aux Américains la navigation du Mississipi, mais M<sup>d</sup> Shelburne m'a répondu avec vivacité, que cela lui étoit indifférent, que peu lui importoit tout ce qui pourroit concerner l'Espagne, que cette puissance ne méritoit des égards que parce qu'elle est l'alliée de Sa M<sup>te</sup>, mais qu'il ne feroit aucune démarche en sa faveur. J'aurois vainement tenté d'insister sur mon objet : j'attendrai un moment plus calme pour la reprendre.

M<sup>d</sup> Shelburne vous prie avec instance, Monseigneur, de lui garder le secret sur les faits qu'il m'a confiés, parce qu'il veut éviter les tracasseries, et il m'a dit sans détour, que s'il en transeroit quelque chose, je perdrois

1782. sa confiance, vous jugez bien que je me suis empressé de le rassurer. Ce ministre n'ignore pas tous les soupçons que l'on a eus en France et que l'on a probablement encore sur sa probité, et il en est d'autant plus affecté qu'il ne croit pas les avoir mérités. Tous être de son avis, Monseigneur, et si je l'exprime, c'est que voyant les choses de près, et ayant une pratique journalière de M<sup>d</sup> Shelburne, je me crois en mesure de le connoître jusqu'à un certain point. Si je ne me trompe, ce ministre a l'âme élevée et le caractère fier et tranchant avec les manières les plus engageantes, il voit les choses en grand et déteste les minuties; il n'est pas obstiné dans la discussion, mais il faut le convaincre, et le sentiment opère plus sur son âme que les raisonnements. J'ai plus d'une preuve de cette dernière vérité. J'ajouterai que M<sup>d</sup> Shelburne a pour anus, qu'il a autour de lui, des hommes dont le choix lui fait honneur, pas un intrigant, pas un homme équivoque : un personnage de cette tournure n'est communément ni faux, ni capiteux, et je crois pouvoir dire que M<sup>d</sup> Shelburne n'est ni l'un ni l'autre, quoi qu'en disent certains personnages qui croient le connoître et qui ne le connoissent point. Vous me demanderez peut-être, Monseigneur, comment il est possible de combiner avec ce que je viens de dire la conduite de M<sup>d</sup> Shelburne relativement aux équivalents? Je vous ai donné plus haut et dans plusieurs de mes dépêches la clef de cette conduite. Celle des plénipotentiaires américains y a contribué essentiellement, et M<sup>d</sup> Grantham comme M<sup>d</sup> Shelburne en ont prévu les effets. La malheureuse nouvelle de la signature qu'ils ont faite, à votre insu, a donné lieu à l'extension des équivalents demandés pour Gibraltar, et M<sup>d</sup> Shelburne s'ét refusé de les demander, le conseil, selon toute apparence, aurait décidé la rupture des négociations.

*Angleterre, 1. 538 n° 112*

Voilà donc ce qu'avait produit la signature subreptice des Américains. Elle sauvait Gibraltar à l'Angleterre en mettant celle-ci à même d'en élever le prix et en nous désarmant pour le débattre. Ce n'est pas là une opinion française, par conséquent prévenue; c'est l'opinion naturelle; les Anglais l'ont encore aujourd'hui<sup>1</sup> Jay et John Adams

<sup>1</sup> L'auteur de la Vie de Lord Shelburne pourait cette opinion jusqu'à supposer, semble-t-il, que

M. de Vergennes en fut réduit à ne plus résister à l'Angleterre et qu'il n'avait pas eu, au début,

1782  
 faisaient inconsciemment cadeau de Gibraltar à l'ennemi de leur pays, au moment même où ce pays se déclarait plus que jamais attaché à la France, et ils nous empêchaient d'acquitter la dette contractée envers l'Espagne. Cette dette venait cependant, à la fin, de singulièrement servir aux États-Unis. Au langage de lord Shelburne en recevant Rayneval, le 4 décembre, il fut sensible que le chef du cabinet aurait laissé tomber les négociations, plutôt que de ne pas nous forcer à admettre un moyen à sa portée de ne point céder le rocher devenu une sorte de symbole du patriotisme anglais, outre que c'était pour la Grande-Bretagne la clef des deux mers. Aussi ce ministre avait-il immédiatement demandé puis exigé Porto-Rico, indépendamment du reste. Le Parlement s'ouvrait le lendemain, lord Shelburne savait bien que nous ne prendrions pas sur nous de disposer au nom de l'Espagne de cette riche colonie, et il avait dû supposer qu'à Madrid on se défendrait beaucoup d'y consentir. Rayneval ayant résisté avec instance, le lord s'était cependant rabattu à vouloir que le roi ajoutât du moins Sainte-Lucie à la Guadeloupe et à la Dominique. Comme Rayneval avait alors refusé de transmettre cette proposition à sa Cour, le ministre avait répliqué que dans ce cas « la paix devenait impossible » à moins d'autres combinaisons qu'il indiquait, et toutes nécessitant de recourir à Madrid. C'est seulement en acceptant, en dernier lieu, de saisir Versailles de ces propositions nouvelles, que Rayneval avait pu maintenir les pourparlers. Il y avait eu un moment où ils semblaient rompus. Pour en mieux assurer la continuation, il avait couché sur le papier les dernières ouvertures de lord Shelburne, les réponses qu'il y avait faites, envoyé le tout à celui-ci en vue de bien fixer les données; sur quoi le sous-secrétaire d'État du ministre était venu les préciser avec lui. Un autre entretien s'en était suivi avec les lords Shelburne et Grantham, un nouveau débat au

renouant même les exigences de nos alliés  
 « Vergennes, écrit R., acceptant l'inévitable,  
 « maintenant qu'il se trouve abandonné par

« ses alliés d'Amérique, concourait à faire dé-  
 « custer l'Espagne et la Hollande de leurs dé-  
 « raisonnables prétentions. » T. III p. 316.

1790 Conseil, et à la sortie de ce conseil, Rayneval, appelé une troisième fois par lord Shelburne, avait appris du premier ministre que la même opposition persistait contre la cession de Gibraltar, qu'il succomberait infailliblement, lui, et avec lui la paix, si les équivalents actuellement demandés n'étaient pas obtenus; qu'il fallait donc le mettre en mesure d'affirmer qu'ils le seraient. Le plénipotentiaire avait répondu qu'il n'avait pas pouvoir pour engager ainsi son souverain, et lord Shelburne s'était déclaré forcé de changer la langage pacifique du discours du roi en un langage de guerre. Il avait lu à Rayneval le paragraphe préparé dans le sens de la paix, et lui avait demandé si le roi pouvait sans se compromettre parler de cette manière. Le moment était solennel. S'inspirant de la même pensée de tenir la négociation ouverte qui lui avait réussi au premier moment, le plénipotentiaire s'était enhardi à répondre oui, en expliquant que, dans son opinion, il y avait espoir que tout fût agréé et en s'engageant à dire à sa Cour, quand il retracerait toutes ces péripéties, qu'il s'agissait d'un oui ou d'un non à quelques jours de date, de sorte qu'à Versailles on se déciderait bien en connaissance de cause.

Non seulement les notes qui se référaient à ce rapport étaient parties par le même courrier, mais une réponse de lord Grantham à la dernière lettre particulière de M. de Vergennes<sup>1</sup>, ainsi que cet autre ph

Lord Grantham écrivait le 20 avec la vérité que la circonstance, mais qu, dans cette circonstance n'exclut pas une insupportable incertitude. « Whitby le 4 décembre 1791. — Monsieur le Comte. — La lettre de Votre Excellence, l'arrivée de votre fils et le retour de M. de Rayneval m'ont donné une satisfaction si vraie que je ne puis m'empêcher par cette occasion de vous l'exprimer. Mes occupations incessantes et des vœux de goût qui a été sans un mouvement par une très mauvaise chute ne me permettent pas de m'occuper comme je pourrais sur un sujet qui m'est si flatter.

« J'ai remis à M. de Rayneval une réponse aux propositions de l'ambassadeur d'Espagne. Il aura l'honneur de les faire parvenir à Votre Excellence. Elle sentira combien je suis intéressé que nous puissions rapidement travailler à la conclusion d'une paix qui satisfasse à nos vœux.

« Votre Excellence me recommande les affaires des Hollandais et des Autrichiens, celles de ces derniers paraissent attendre que les arrangements de nos deux Cours pour acquiescer leur solidité. Celles des premiers dépendent de la vérité du don qu'ils m'ont offert pour la paix.



de Rayneval, du 4 décembre, auquel nous empruntons il y a un moment le témoignage rendu à la loyauté et à la dignité morale de lord Shelburne. Il expliquait encore là qu'on avait à Londres infiniment peu de considération pour l'Espagne et que, dans la question, c'était un grand facteur. « En définitive, il avait, disait-il, fait le possible pour déterminer le ministère anglais, obtenu des points auxquels on tenait à Madrid : ce ministre comptait donc maintenant sur notre appui pour mettre utilement en présence le comte d'Aranda et Fitzherbert, mais il ne fallait pas espérer davantage, et surtout il fallait redouter de perdre le ministère Shelburne, parce qu'à coup sûr il ne serait pas remplacé d'une manière dont on fût satisfait. » L'Angleterre offrait d'attribuer les deux Florides à l'Espagne contre Gibraltar, et c'était la solution que George III préférait<sup>1</sup>, ou bien de céder Gibraltar à cette puissance, soit contre Porto-Rico, soit contre la Guadeloupe, la Dominique et la Trinité; de toute manière, elle reprenait Minorque. Telles étaient les lignes principales tracées par lord Grantham le 4 décembre<sup>2</sup>.

Ce pli de Rayneval était presque de nature à décourager Versailles. Au premier moment, on trouva que les sacrifices si spontanément faits à la paix par le roi étaient méconnus, la condescendance du monarque parut ne dicter au ministère anglais que des prétentions par surcroît et « incroyables »; on perdit la confiance jusqu'alors placée en ce ministère. « J'avoue, Monsieur, que les bras me sont tombés en lisant votre dépêche », répondit M. de Vergennes aussitôt,

« Votre Excellence verra et pardonnera la franchise avec laquelle je lui écris cette lettre confidentielle, et me rendra justice sur ce que la brièveté de mes expressions ne déroge en rien au respect et à la confiance qui caractérisent les communications avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur. GRANHAM. Angleterre t. 539 n° 50.

Le prince quelques jours après, développa son avis à cet égard dans une lettre à Shelburne le 12 décembre où en outre de sa préférence, il ne cachait pas la pensée que la paix était urgente pour l'Angleterre (*highly necessary*). Lord Fitzmaurice, p. 512 a transcrit en partie cette lettre.

<sup>1</sup> Note remise par ce ministre sous l'antichambre. *Rapport aux propositions de l'ambassadeur d'Espagne datées le 28 novembre 1782* (Anq. terre, t. 539 n° 15).

1793. le 7 décembre, ne contenant guère l'amertume et s'étonnant que Rayneval eût conservé assez de sang-froid pour ne pas rompre toute négociation : Porto Rico, Sainte-Lucie, la Trinité! a-t-on assez peu d'opinion de nous pour croire que nous ignorons la valeur et l'importance de telles possessions? Après, M. de Vergennes en revint cependant à considérer le but, c'est-à-dire la paix, et ce but était d'autant plus à rechercher à présent qu'on avait semblé y atteindre et qu'on n'eût pas été pardonné de le manquer. Sainte-Lucie commandait la Martinique, cette dernière était annulée si l'on cédait la première. Le ministre, sous l'approuvé formel du roi, offrit de les abandonner toutes les deux, si l'Angleterre lui présentait des compensations ailleurs, notamment dans l'Amérique occidentale ou dans les Indes orientales, des compensations, toutefois, qui ne fussent pas, par leur importance minime, contraires à sa dignité, et aussi avec cette autre condition, que les propositions de la cour d'Espagne fussent agréées en principe et leur acceptation assurée.

Mais M. de Vergennes n'écrivit pas cela à Rayneval sans avoir eu avec le comte d'Aranda une longue conférence. L'ambassadeur y avait apporté de nouveau et soutenu le rôle perplexe déjà pris par lui quand il s'était hasardé à ceder Minorque. Pour prouver, bien plus, qu'il avait dépassé ses instructions, il s'était muni de la correspondance de M. de Floridablanca, et entre autres d'une dépêche récente qui lui interdisait de se relâcher sur rien. « Jugez de son embarras à la vue de cette injonction », mande M. de Vergennes, vraiment persuadé par le tourment d'esprit que jouait Aranda. C'était pourquoi le ministre avait immédiatement cherché et indiqué la combinaison de Sainte-Lucie et de la Martinique. Il ne s'illusionnait pas jusqu'à espérer de la voir admettre; en tout cas, avec une incontestable dignité dans la résignation, il exprimait le sentiment « de vertu et non de faiblesse » qui dictait au roi ce parti. « Le Roi », écrivait-il après avoir formulé l'offre.

Le Roi toujours dispose à contribuer, en ce qui peut dépendre de lui à

faciliter le rétablissement de la paix pourroit ne pas s'éloigner d'y entendre  
momentanément un équivalent juste et raisonnable de la part de l'Anglais. Sa Ma-  
jesté vous permet d'en faire l'insinuation aux deux ministres avec lesquels  
vous conférez, elle vous autorise même à écouter les ouvertures qu'on  
pourra vous faire pour un échange, soit dans l'Amérique occidentale, soit  
dans les Indes orientales. Sa Majesté a lieu de s'attendre, si un pareil arran-  
gement pouvoit avoir lieu, qu'on ne lui offrira pas des compensations mes-  
quines qui répugneront à sa dignité.

Le Roi a donné trop de preuves de sa modération, pour craindre la rup-  
ture d'une négociation, où le public impartial ne verra peut-être que trop de  
faiblesse de sa part pour la paix. Sa Majesté la désire de bonne foi. Il ne le  
dissimule pas. Mais ce désir est une vertu et non pas une faiblesse. Je n'ai  
que trop lieu de croire, Monsieur, qu'on s'y méprend en Angleterre, et qu'on se  
persuade qu'il suffit d'enfler ses prétentions pour obtenir. Le Roi a été au-  
devant de tout ce qui peut contribuer à faire cesser les calamités de la guerre,  
et ce ne sera pas sans le plus vif regret que Sa Majesté les verra se prolonger,  
mais dès qu'on lui en fera une nécessité, elle y souscrit avec résignation et  
ne fera jamais rien qui puisse blesser la dignité de son caractère et celle de  
sa Couronne. Je ne vous cache pas, Monsieur, que le ton du Ministère  
anglais dans l'occasion présente n'annonce pas ces ménagements de délica-  
tesse qu'on s'étoit promis en commençant la négociation, si telle ses préten-  
tions à volonté; mais est-elle accordée, elle ne suffit plus, on accroit les  
demandes, et l'on semble vouloir exclure tout terme moyen entre céder et  
rompre. On exige des réponses précises dans des délais qui ne laissent pas  
même le temps physique pour le voyage des courriers.

Ces remarques que je ne puis me dispenser de faire, ne me font pas an-  
gurer bien favorablement de l'issue de votre négociation. Je crois les Lords  
Shelburne et Grantham assez desirieux de la paix, mais ils cèdent trop à  
l'impulsion de ceux qui leur sont opposés, et ils ne sentent peut-être pas  
assez qu'en leur laissant gagner du terrain ils encouragent l'opposition et se  
préparent de plus grandes difficultés.

Ce seroit un long chapitre à écrire (et il faudroit l'avoir écrit pour  
que l'on connût entièrement M. de Vergennes) de retracer les soins

1. 42 pris par le gouvernement du roi, dès les premiers pourparlers de Rayneval à Londres, afin d'amener Charles III à se modérer dans les conditions auxquelles il voudrait consentir à la paix. Dans aucune des conjonctures où les deux Cours s'étaient vues engagées depuis 1775, le ministre de Louis XVI ne déploya plus de sens politique, de patience, d'art et de chaleur à la fois. C'est avec une véritable éloquence que tout le mois de novembre il avait fait parler le roi pour que son langage fût répété à son oncle, qu'il avait donné à Montmorin les raisons de détourner M. de Floridablanca de l'idée de continuer la guerre et de mettre à sa en départir un prix qu'il serait impossible d'obtenir, ou de rejeter les biens imaginés, les concessions présentées ou les partis qui s'imposaient. Après la défaite du comte de Grasse aux Antilles, et plus étroitement encore depuis l'échec subi à Gibraltar, les deux Cours avaient activement reformé leurs forces respectives, et arrêté le plan d'une campagne commune qui les porterait ensemble aux Antilles et en Amérique. Vigoureuse et dernière entreprise, pensaient-elles, et tout semblait avoir été combiné pour son succès. Le comte d'Estaing avait le commandement et La Fayette était à côté de lui comme major général<sup>1</sup>. A la date même où les courriers de Rayneval donnaient des préoccupations au vives<sup>2</sup>, La Fayette partant de Brest, conduisant à Cadix le convoi français, et le comte d'Estaing était en route pour Madrid, afin d'aller de là prendre la tête. En

Voir la tome 609 de l'*Espagne*, à peu près d'un bout à l'autre et un particulier aux nos 136, 137, 139, 156, 176.

<sup>1</sup> Les plénipotentiaires étaient par conséquent à l'ordinaire de La Fayette. On voit par une lettre de sa correspondance (t. II, p. 49 des *Mémoires*) que ce titre lui était conféré en discussion et que le comte d'Estaing avait été obligé de signer expressément aux troupes de recevoir ses ordres.

<sup>2</sup> On peut voir à cet égard *Espagne*, t. 609 n° 181 la pièce intitulée *Mémoire en forme de plan de la campagne en Amérique dans l'année*

1783, rédigé par le comte d'Estaing d'après les ordres du roi sous pour être par, de concert avec le comte de Montmorin, sous les yeux de S. M. L. afin que ce plan soit exécuté ultérieurement après la ratification de la cour d'Espagne et même avant que la ratification de S. M. ait achevé de le consacrer. C'est un manuscrit de 52 pages dont l'original avait été envoyé à Montmorin et dont son secrétaire M. de Bourgongne avait fait cette copie. On lit au bas : *Le roi approuve ce plan sauf les modifications contenues dans les 25 notes en marge. Au ministère de Saint-Louis, le 29 novembre 1783. — Signé FLORIDABLANCA.*

raison de ces préparatifs, qu'avait caractérisés une énergie jusque-là 1792.  
peu habituelle dans le gouvernement de Charles III, la cour d'Espagne  
s'était attachée plus qu'elle ne l'avait fait encore aux chances dont  
l'issue s'offrait à ses yeux, et elle mettait autant de ténacité dans  
les espérances qu'elle en avait apporté jadis à ne pas se livrer. M. de  
Floridablanca déployait, à se garder des raisonnements de Versailles  
en faveur de la paix, toutes les ressources de son esprit, tandis que  
M. de Vergennes dépensait la supériorité du sien pour vaincre sa ré-  
sistance. Le 29 novembre, c'est-à-dire le jour où Rayneval retour-  
nait à Londres, on voit le ministre du roi pressé au point d'envoyer  
à Madrid, sans prendre le temps d'en conserver copie, la minute  
même de sa lettre, en demandant à Montmorin de la lui retourner.  
En revanche, deux jours plus tard, on voit Aranda continuer le  
personnage trouble, s'étudier à paraître téméraire parce qu'il a con-  
sens à céder Minorque sans ordre de sa Cour, et écrire privément à  
M. de Vergennes son extrême inquiétude de s'être « embourbé »<sup>1</sup>.

À quelles vues, dans ces conjonctures, obéissait en réalité le comte  
d'Aranda? il était malaisé de le reconnaître et, par là, de deviner  
celles de Madrid. Le ministre prit les choses comme les apparences  
les montraient. C'était pour essayer de convaincre sans délai notre  
embarrassant allié de renoncer à Gibraltar et d'accepter les Florides  
à la place, qu'en présence du courrier de Rayneval du 23 il avait  
écrit si hâtivement à Montmorin le 26; le surlendemain, dans une  
dépêche portant l'approbation du roi, il relatait le retour subit de Ray-  
neval, les résolutions aussitôt convenues allant jusqu'à céder Minorque,  
et il se confondait en raisons pour faire valoir la légitime perplexité  
d'Aranda afin que l'on excusât chez ce dernier cette cession, qui sem-  
blait devoir contenter le cabinet de Londres et décider la paix immé-  
diatement<sup>2</sup>. Toutefois, il était arrivé que, parmi les papiers de M. de Flo-  
ridablanca dont l'ambassadeur d'Espagne s'était muni en venant chez

<sup>1</sup> *Espagne*, t. 808, n° 146 : dépêche du 1<sup>er</sup> décembre. — <sup>2</sup> Dépêche du 29 décembre. *Ibid.*,  
n° 139.

1782. M. de Vergennes, le 7 décembre, il s'en trouvait un du 23 novembre (l'avait-il prémédité ou était-ce par négarde) où l'obligation de renoncer à Gibraltar pour avoir la paix était éventuellement prévue par le premier ministre de Charles III qui n'en témoignait pas la moindre indignation. Celui-ci examinait simplement quelle importante compensation l'Espagne demanderait en échange. Il arriva, bien plus, que, M. de Vergennes ayant communiqué à Aranda ce qu'il écrivait à Rayneval, l'ambassadeur montra dans la lettre de M. de Florida-Blanca la phrase où son supérieur se détachait ainsi hypothétiquement avec tant d'aisance du rocher disputé qui tenait tout suspendu. Les hésitations du comte d'Aranda, son inquiétude apparente étaient donc simulées. Mais le prix qu'avait en lui-même l'abandon possible de Gibraltar voila au ministre du roi l'étrangeté du procédé, ou bien il ne voulut pas laisser apercevoir qu'il se doutait d'une ruse. Même avec Rayneval, il n'osa pas, semble-t-il, concevoir tout l'espoir que cette révélation autorisait. Il s'empressa de transcrire à celui-ci le passage de M. de Florida-Blanca, mais en l'indiquant seulement comme un indice qu'on pouvait obtenir un désistement et, par là, voir les embarras s'éclaircir. « Une chose bien intéressante », lui mandait-il.

Une chose bien intéressante que je vous prie de remarquer, Monsieur, pour en faire état, c'est l'article que je transcris. M. le comte de Florida-Blanca dit : *Il paraît que la plus grande difficulté pour la conclusion de la paix est Gibraltar. Je ne cacherai pas que le Roi veut soutenir cet engagement de toutes ses forces aussi longtemps qu'il le pourra. Malgré cela Sa Majesté désirerait savoir quel parti et quel avantage considérable l'Espagne pourrait tirer du traité, si par quelque motif elle faisait le sacrifice de se desister de la demande de Gibraltar*

Cependant, M. de Vergennes dirigeait Rayneval dans l'usage à faire à Londres d'une pareille notion. Avant tout il mettait le roi à la disposition du cabinet anglais pour présenter au roi d'Espagne des propositions utiles. Il ne voulait pas être garant du succès, mais il demandait la bonne volonté de ce cabinet et le temps nécessaire, son

souverain tenant à « ne brusquer ni violenter les résolutions du roi son oncle, mais à s'employer avec ferveur à émouvoir son cœur pour l'intéresser au bonheur général ». Néanmoins, le ministre ne pouvait cacher combien il envisageait avec joie la perspective qui venait de s'offrir. Toutes les difficultés écartées, toutes les oppositions que soulevaient, à Versailles comme à Londres, les cessions dont il s'agissait, anéanties immédiatement, quelle sérénité soudaine ! Le secret de ces cessions commençait à se répandre en France autant qu'il était ébruité en Angleterre, et les récriminations remplissaient déjà la Cour. Aussi le ministre craignait-il encore, et il s'en attristait en terminant sa dépêche, de se heurter de nouveau à une impasse, à un système arrêté à Londres de précipiter les exigences et de les accroître à la fois. Cette déception possible, il la redoutait non pas uniquement en ce qui concernait l'Espagne, mais aussi à cause de la Hollande, en faveur de laquelle, à Saint-James, on restait visiblement peu porté. Il pensait donc surtout à donner à la France l'attitude que sa dignité commanderait, ce cas arrivant Rayneval prendrait alors définitivement congé. Il romprait « une négociation qui n'était qu'illusoire, tandis que le roi ne recueillerait à coup sûr, à son sujet, que l'assentiment de l'Europe s'il en était réduit à la lui exposer ».

« Si le roi d'Espagne », écrivait sur tout cela M. de Vergennes

Si le roi d'Espagne pouvoit être disposé à renoncer à recouvrer Gibraltar, quelle facilité ne seroit-ce pas pour le ministère anglais et pour nous-mêmes ! Les clameurs de l'opposition ne le gêneraient plus et ne l'embarrasseraient plus. Cette prétendue compensation que nous devons recevoir pour prix de l'échange de Gibraltar ne seroit plus l'objet de l'envie et des murmures des planteurs et des négociants anglais, et nous tris contents de conserver Sainte-Lucie, la Martinique, la Guadeloupe et la Dominique et Saint-Vincent nous renonceroient sans regret à acquiescer la portion espagnole de Saint-Domingue à laquelle nous n'attachons pas à beaucoup près la valeur et le prix qu'on veut y mettre en Angleterre.

Je crois, Monsieur, avoir épuisé dans cette dépêche tous les moyens qu'il

est dans le pouvoir du Roi d'imaginer pour contribuer au rétablissement de la paix, mais à quoi sert de nous mettre l'esprit à la torture pour trouver des expédients, si le ministère anglais par une précipitation sans exemple ne veut pas d'une part donner le temps nécessaire pour disposer les esprits et les choses, et si de l'autre il annonce des conditions si dures pour les Hollandais, qu'entant voudrait dire qu'il ne veut pas la paix . . . .

Après vous avoir fait connaître, Monsieur, les dispositions du Roi, je dois vous expliquer ses intentions. Sa volonté est, si vous ne voyez pas un jour certain au succès de la négociation qui vous est confiée que vous ne perdiez pas le temps en des pourparlers inutiles, que vous preniez congé des ministres et que vous reveniez ici. Sa Majesté verra avec peine rompre une négociation dont elle avait espéré une toute autre issue, mais ce parti compromettra moins sa gloire que de continuer une négociation vraiment illusoire. Sa Majesté peut d'ailleurs exposer la conduite qu'elle y a tenue aux yeux des nations et se reposer sur le jugement qu'elles en porteront.

*Angleterre t. 139 n° 6.*

Ainsi, le gouvernement de Madrid avait pris son parti de Gibraltar, et, au risque de nous rejeter ensemble dans la guerre, il nous forçait à nous épuiser en disputant pour lui cette place. Jusqu'à ce qu'il sorte de ses archives des preuves que son ambassadeur en France engagea le souverain et le ministre à l'encontre de leurs vues et de leurs intentions, attestées par les dépêches officielles, on devra dire que ce gouvernement abritait tout uniment sous la réputation d'indiscipline du comte d'Aranda un désir d'en terminer dont, par orgueil, il ne voulait pas faire l'aveu. Le comte d'Estaing venait alors d'arriver à Madrid. Il avait été porteur des raisons de rechercher la paix qui animaient Versailles, comme de celles de doter sa mission militaire de tous les moyens d'en assurer l'efficacité. Charles III lui donna aussitôt le commandement de ses forces de terre et de mer réunies pour l'entreprise commune; mais auparavant il avait écouté les conseils que lui soumettait l'amiral et il est certain que ce n'avait pas été sans



effet. La phrase de la dépêche du 29 novembre ne fut-elle pas un des résultats des audiences qu'il avait eues? Il semble que l'on le serait pas sans droit de le penser. Devant cette phrase, M. de Vergennes n'en avait pas cru ou avait feint de n'en pas croire ses yeux. Il avait demandé à Aranda s'il pouvait se servir de l'aveu, et c'est sur l'affirmation de l'ambassadeur qu'il avait indiqué à Rayneval le parti qu'il convenait d'y chercher<sup>2</sup>. Le surlendemain, d'ailleurs, il en prenait acte en quelque sorte à Madrid. Relatant à Montmorin l'entretien qu'il venait d'avoir avec le comte d'Aranda, il transcrivait à notre représentant la partie du pl<sup>i</sup> adressé à Rayneval que lui avait suggérée la découverte des secrètes dispositions de Madrid<sup>3</sup>. Mais si le ministre et le roi ne se doutèrent pas ou ne voulurent point sembler se douter que cette cour dissimulait son amour-propre sous des exigences apparentes, la suite ne fournit que des raisons de penser que telles étaient en réalité les choses.

<sup>1</sup> Voir à cet égard les rapports de Montmorin, des 1<sup>er</sup> et 7 décembre. *Espagne* t. 609 n<sup>os</sup> 147, 149-150.)

<sup>2</sup> C'est ce qui résulte de la dépêche du 9.

*Ibid.*, n<sup>o</sup> 156 minute de M. de Vergennes.

<sup>3</sup> Rapport et lettre particulière de Rayneval du 12 décembre. *Angleterre* t. 539 n<sup>os</sup> 78 et 81.

## ANNEXE DU CHAPITRE VII.

### NÉGOCIATIONS DE RAYNEVAL A LONDRES

RAYNEVAL AU COMTE DE VERGÈNES.

A Londres ce 22 septembre 1789

Monseigneur

Je suis arrivé ici hier après 4 heures du soir. Je me suis annoncé tout de suite aux deux ministres, comme ils dînaient ensemble, ils sont convenus que je verrois le soir même M<sup>r</sup> Shelburne. Je me suis effectivement rendu chez lui à 9 heures et je n'en suis sorti qu'à 1 heure du matin.

Je crains devoir me dispenser, Monseigneur, d'entrer dans le détail de beaucoup d'objets qui ont été passés en revue dans notre long entretien. Je me bornerai à vous rendre compte de ce qui concerne l'Espagne.

J'ai dit à M<sup>r</sup> Shelburne l'objet de ma mission, et je ne saurois trop vous dire, Monseigneur, avec quelle sensibilité il a reçu cette nouvelle marque de confiance de votre part. Il m'a ensuite expliqué le système d'opposition qui règne dans le conseil du roi d'Angleterre relativement à Gibraltar. Il me assure que si l'Espagne veut se détacher de cette place, S. M. B<sup>m</sup> se porteroit probablement à des sacrifices considérables et même déraisonnables et il m'a interpellé de la manière la plus précise de lui dire péremptoirement s'il étoit possible ou non d'obtenir le désistement de S. M. C<sup>m</sup>. J'ai répondu d'une manière très expresse que non. Cependant, ma réplique M<sup>r</sup> Shelburne, il est impossible que l'Angleterre offre de transiger sur Gibraltar, et si j'en disois un mot au conseil, trois ministres se retireroient sur-le-champ. ce sont le D. de Richmond le lord Kreppel et, je crois, M. Townsend.

J'ai tenu cette proposition pour dire à M<sup>r</sup> Shelburne que s'il vouloit me dire que l'Angleterre céderoit Gibraltar dans le cas où l'Espagne lui offriroit un équivalent suffisant le Roi se chargeroit d'engager l'Espagne à faire cette offre et que cette tâche seroit beaucoup facilitée si lui M<sup>r</sup> Shelburne, vouloit m'indiquer confidentiellement à peu près en quoi l'équivalent pourroit consister.

Je ne rapporterai pas, Monseigneur tout ce que ce ministre m'a dit pour justifier

la répugnance qu'il m'a montrée pour cette marche : ni tout ce que j'ai dit de mon côté pour vaincre ses scrupules, il me faudrait écrire une conversation fort animée d'au moins une heure et demie. Je me bornerai au résultat qui est : que M<sup>r</sup> Shelburne m'a demandé avec autant de chaleur que d'insistance, si je connaissais les équivalents que l'Espagne voudrait ou pourrait offrir, ou me déclarant positivement qu'il ne pouvait pas être question ni de la Floride, ni de la Nouvelle-Orléans, que l'Anglais ne voulait pas acquiescer. J'ai avoué franchement que l'exception que M<sup>r</sup> Shelburne venait de faire, restreignant infiniment les moyens de compensation que l'Espagne pouvait avoir, et que je serais bien embarrassé d'indiquer des objets qui pussent satisfaire l'Anglais en exceptant Porto-Ricco, Saint-Domingue et Cuba, qu'en surplus si lui M<sup>r</sup> Shelburne m'y autorisait, je manderais à tout événement à Versailles, que le roi d'Angleterre serait disposé à transiger, et que l'on s'y occuperait des équivalents qu'il conviendrait d'offrir : que le Roi désirait vivement d'opérer le rapprochement des cours de Madrid et de Londres, il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour engager le Roi C<sup>m</sup> à faire une proposition convenable.

M<sup>r</sup> Shelburne s'est montré favorable des dispositions du Roi et m'a montré y mettre la plus grande confiance : mais aussi il a permis à voir l'Espagne comme ayant aucun objet de compensation à offrir. J'ai nommé Minorque mais vous concevez, Monseigneur que celle-ci, depuis la destruction des fortifications, a trop perdu de sa valeur pour mettre aujourd'hui un grand poids dans la balance des compensations.

Frappé de l'impossibilité où se trouve le roi d'Espagne de satisfaire l'Anglais, et surtout de la malheureuse résolution de ce prince de continuer la guerre même s'il n'obtenait pas sa paix, j'ai proposé à M<sup>r</sup> Shelburne de chercher, de faire des hypothèses, en un mot de me communiquer toutes les idées qui lui viendraient dans la tête : que telles qu'elles fussent, j'histoierais d'autant mieux à vous les transmettre que je connaissais le désir extrême du Roi de moyennir un accommodement.

« Mais, m'a répliqué M<sup>r</sup> Shelburne le Roi votre maître voudrait-il y concourir : en y contribuant ? Il y a les Antilles : serait-il porté à nous y faire une cession ? Je demurerais d'autant plus que cela pût être, que nous aurions par là de très grandes difficultés au sujet de la Dominique. » Je n'ai pu répondre autre chose sinon que cette hypothèse n'ayant pu être prévue ne pouvait point avoir été agitée dans le conseil du Roi, que par conséquent je me trouvais dans l'impossibilité d'en donner la solution, que néanmoins je me gardais de la rejeter, parce que j'ignorais sous quel point de vue elle serait envisagée, et que je me chargeois de vous la transmettre, afin que S. M<sup>e</sup> pût prononcer. Cette réponse a déterminé M<sup>r</sup> Shelburne à examiner la carte des Indes occidentales et à me faire ensuite l'ouverture

suivante : « Je prends sur moi de vous dire que le roi d'Angleterre pourra transiger sur « Gibraltar si le roi d'Espagne offre la restitution de toutes ses conquêtes en y jo-  
« quant soit Porto-Rico soit la Guadeloupe avec la Dominique soit enfin la Mer  
« des Indes avec Sainte-Lucie ».

Je me suis appliqué à faire sentir à M<sup>r</sup> Shelburne les difficultés que présente Porto-Rico et sur les deux propositions qui concernent la France j'ai observé qu'il m'était impossible de lui apprécier et de lui juger parce que jusqu'à présent per-  
sonne n'en avait eu l'idée. Cependant je ne les ai pas rejetées comme je n'ai donné aucune espérance qu'elles pourraient être prises en considération : je me suis borné à promettre Monseigneur de vous en rendre compte par un courrier extraordi-  
naire. M<sup>r</sup> Shelburne a insisté pour que mon courrier partît encore la nuit dernière  
vu la proximité de la rentrée du Parlement : cependant ce ministre a exigé de moi  
que j'expédierais un second courrier dans le cas où le Roi découvrirait ses erro-  
reurs : je l'ai promis, il était 7 heures du matin. J'avais commencé à rédiger ma  
dépêche mais comme je ne pouvais Monseigneur, qui vous rendre un compte  
traqué mon courrier devant partir au plus tard à 8 heures je me suis déterminé  
à retarder ma expédition jusqu'à ce matin. Mon rapport est encore incomplet,  
mais la brièveté du temps d'en au 16 et le passage de la mer me font impérieuse-  
ment la loi. Je me rends dans ce moment (à 9 heures du matin, chez M<sup>r</sup> Shel-  
burne où se trouvera M<sup>r</sup> Grantham, et j'achèverai ma dépêche en vous rendant  
compte du résultat de la conférence.

Je reviens chez moi dans cet instant, Monseigneur (à 10 heures après midi  
M<sup>r</sup> Shelburne avant mon arrivée chez lui, avait informé M<sup>r</sup> Grantham de la con-  
versation d'hier au soir et pendant que nous la résumions on a apporté au premier  
une lettre du Roi portant approbation des ouvertures qu'il en avait faites. Je ne puis  
que vous rendre la preuve de ce qui a été dit concernant l'Espagne parce que j'ai  
ma dépêche à transcrire, et que si mon courrier ne part pas dans deux heures il  
manquera la mesure de cette nuit.

M<sup>r</sup> Grantham a répété les trois alternatives dont je rends compte au commen-  
cement de ma dépêche, mais il m'a observé que nous nous occuperions inutilement  
de Gibraltar si ce point serrage la paix ne devait pas être sûr moyennant l'arrange-  
ment des conditions relatives à la France. Je ne vous rends pas compte aujourd'hui  
Monseigneur, des discussions concernant cet article parce qu'il me sera impossible  
de faire partir mon courrier : je me suis forcé d'en expédier un second demain ou  
au plus tard après demain, je me trouverai seul. Je reprendrai les affaires d'Espagne.

On désire Monseigneur, que l'on délibère en France sur les trois alternatives, et  
que vous m'informiez de la résolution qui aura été prise aussi promptement pour

que le roi d'Angleterre pût annoncer dans sa harangue la paix comme certaine et comme prochaine, s'il ne peut s'expliquer clairement et annoncer les équivalents pour Gibraltar, la cession de cette place deviendra un objet de débats, parce qu'il y aura une motion populaire pour la conserver comme cela est arrivé en 1721. La paix deviendra plus qu'incertaine et il ne sera plus possible d'empêcher la campagne prochaine, que les marins, le L<sup>d</sup> Keppel à leur tête, demandent à cors et à cris. Si le Roi adopte une des alternatives les deux ministres demandent, Monseigneur, que vous remettiez une note ministérielle à M. Fitz Herbert, et que vous l'adressiez à M<sup>r</sup> Grantham.

Je suis avec un respect infini, Monseigneur votre très humble et très obéissant serviteur.

GÉRARD DE RAYNEVAL.

P. S. M<sup>r</sup> Shelburne m'a prévenu que le roi d'Angleterre voulait avoir un entretien avec moi. Je tâcherai d'éluder, Monseigneur, jusqu'à ce que j'aye reçu vos ordres à cet égard. Il n'est pas question de présentation.

Je vous demande pardon pour la rédaction et l'écriture de cette dépêche, j'avoue que je suis fatigué de mon voyage, de mes entretiens et de mes écritures. Un secrétaire m'aurait été d'une utilité extrême.

Je suppose, Monseigneur, que vous aurez ouvert la lettre que M<sup>r</sup> Shelburne m'a adressée.

*Angleterre* 1 539, n° 1, Original.

À Londres le 12 9<sup>bre</sup> 1782

Monseigneur

Après avoir dîné hier chez M<sup>r</sup> Shelburne, je suis entré dans son cabinet et n'en suis sorti que vers 1 heure du matin. Ce ministre m'a parlé avec beaucoup de confiance de sa position personnelle, des ennemis que la paix a dans le conseil du roi d'Angleterre, de la nécessité absolue d'assurer la paix avant la rentrée du Parlement si l'on ne veut pas courir le risque de voir continuer la guerre. Je joins ici copie d'une note que ce ministre m'a donnée non pour l'envoyer mais pour soulager ma mémoire, vous y verrez que si la paix n'a pas lieu, il sera dans le cas de se retirer et je puis dire que ce sera une perte irréparable pour nous. Si, au contraire, la paix se fait, vous trouverez, Monseigneur, de grandes facilités pour cimenter une union durable entre les deux Cours. Le conseil est actuellement assemblé pour délibérer sur la prorogation du Parlement. Je sous secrétaire d'État de M<sup>r</sup> Shelburne doit venir m'avertir à l'issue du conseil si la proposition a été agréée, et je l'attends. Ce

ministre m'a pressé vivement de faire partir mon courrier aujourd'hui parce qu'il lui importe que vous connaissiez promptement l'état des choses, et que vous puissiez agir en conséquence. Cette campagne-ci a relevé le courage de la nation, et plus elle tardera, et plus la paix rencontrera d'obstacles, il y a même lieu de croire que s'il n'y a rien de déterminé avant la rentrée du Parlement, les ministres, malgré leurs bonnes intentions, ne seront plus les maîtres de leurs actions. Je suis par une voie indirecte que M<sup>r</sup> Shelburne trouvera des fonds pour cette année et pour l'autre. Je crois important, Monseigneur, de vous transmettre toutes ces notions, et de vous les transmettre promptement parce qu'il s'agit de la paix ou de la guerre.

Je suis avec un respect infini, etc.

Angleterre, le 539 n° 3

À Londres le 13 9<sup>bre</sup> 1761

Monseigneur,

Ma dépêche n° 4 vous fera connaître la fermentation qui est dans le conseil du roi d'Angleterre et l'agitation des ministres qui sont pour la paix, s'ils ne l'importaient pas la continuation de la guerre sera infaillible c'est à vous, Monseigneur, à tirer les conséquences qui résultent de là. Ce qu'il y a de certain est que si les ministres actuels se retirent, la perte sera irréparable pour la France ou je me trompe de la manière la plus grossière, ou vous pouvez compter sur les principes de M<sup>r</sup> Shelburne et sur la loyauté de M<sup>r</sup> Grantham, et vous aurez de grandes et importantes affaires à traiter avec eux après la paix. Leur salut ou leur chute est entre vos mains la réponse dont vous m'honorerez en décidant, mais quelle qu'elle puisse être ne désirez qu'elle soit prompte, et que vous vouliez bien calculer que nous sommes séparés par la mer, et que dans cette saison-ci on ne saurait se fier au vent un retard à Cadix pourrait avoir les effets les plus fâcheux.

Lors de mon premier entretien avec M<sup>r</sup> Shelburne ce ministre m'a bientôt mis au pied du mur en mettant très affirmativement hors de compte la Floride avec la Nouvelle Orléans, et je voyais l'objet de mon mission manqué, parce que je ne comptais plus à l'Espagne rien qu'elle pût offrir ayant démantelé Mahon, opération qu'elle payera chèrement. C'est cette position, dont les conséquences me frappèrent vivement, qui m'a porté à exciter M<sup>r</sup> Shelburne et à le prier de faire toutes les hypothèses qu'il jugeroit à propos. Porto-Rico, Saint-Domingue et Cuba l'ont d'abord frappé mais sachant l'impossibilité d'obtenir aucune de ces îles, je n'y pas cru devoir laisser ce ministre dans l'erreur à cet égard, alors il m'a dit : « Il nous conviendrait fort d'obtenir quelque chose dans les îles du Vent. — L'Espagne n'y a rien, » m'a répondu, nous seuls y avons des îles. — Hé bien, a répliqué M<sup>r</sup> Shelburne

« votre Roi voudrait-il nous céder quelque chose? Je l'ignore, mais faites des suppositions, des hypothèses, je me charge d'en rendre compte. »

C'est à la suite de ce discours que M<sup>r</sup> Shelburne a eu recours à la carte, qu'il a fait le partage et les trois alternatives dont j'ai rendu compte. « Mais, ai-je demandé, si le Roi accepte ce système, comment l'Espagne le dédommagera-t-elle? » par Saint-Domingue, m'a répondu M<sup>r</sup>, il est vrai, a-t-il continué, que cette cession vous donneroit une supériorité décidée et même dangereuse dans les grandes Antilles, et que l'Espagne liée par le traité d'Utrecht, au saut du faire sans le consentement de l'Angleterre nous ne nous arrêterons pas à ces deux difficultés. Je n'ai pas poussé cette discussion plus loin. Je m'estimois trop heureux d'avoir une connaissance positive des vûes de M<sup>r</sup> Shelburne concernant Gibraltar. Cette connaissance acquise, il étoit onze heures du soir, je demandai à M<sup>r</sup> si je pouvois espérer un courrier pour vous rendre compte, je voulois par là énoncer ses propositions. Il a hésité n'ayant ni l'aveu du Roi ni celui de M<sup>r</sup> Grantham. Ce n'est qu'à minuit à peu près, que M<sup>r</sup> Shelburne me dit avec une espèce d'effort sur lui-même : « Hé bien, M., je prends la chose sur moi, je suis sûr de la confiance du Roi. » aussitôt, et faites partir votre courrier sur-le-champ, parce que nous n'avons pas un instant à perdre d'ici au 6. Je suis rentré chez moi, et j'ai fait ma dépêche mais en la relisant je l'ai trouvée si étranglée que vous l'aurez prise pour un compte rendu. C'est là ce qui a différé le départ de mon premier courrier, parce qu'il n'aurait plus pu profiter de la marche du vent. J'ai d'autant mieux fait de différer, que la conférence du lendemain a mis le comble aux ouvertures de M<sup>r</sup> Shelburne.

J'ai ord. Monseigneur, de vous rendre compte de ces détails, afin que vous connaissiez parfaitement ma conduite. Il ne me restera rien à désirer si vous daignez me la pas improuver. Je vous supplie de calculer ma position, elle est véritablement pénétrée et délicate et j'ai besoin de tout mon courage et de mon cœur de répondre à votre confiance pour me soutenir. C'est qui m'a infiniment aidé, ou plutôt ce qui a tout fait, c'est la bonne opinion que l'on a du Roi, et la sécurité que l'on met dans votre honneur et dans votre probité. J'ose vous dire Monseigneur, que ce sentiment est salutaire pour vous, et que l'on est bien éloigné d'y faire participer les autres ministres. Je n'ose vous mander tout ce que l'on dit de M. de C. Enfin Monseigneur, on se flâte de recevoir une solution aussi satisfaisante que prompte. si cela n'étoit pas, il y auroit selon toutes les apparences, un bouleversement inévitable dans les personnes et dans les choses.

Je suis avec le dévouement le plus parfait et le plus respectueux, Monseigneur votre très humble et très obéissant serviteur.

DE BAYNEVAL.

P. S. Accoutumé à vos bontés, Monseigneur, et à votre indulgence, je me détermine à vous exposer mon sentiment comme je le dirois dans votre cabinet. Il ne vous faudra qu'un coup d'œil pour l'apprécier à sa juste valeur.

Si l'on ne répond pas aux trois alternatives que j'ai transmises, et si l'on se borne à dire que l'on va écrire en Espagne pour consulter, l'objet est manqué, le roi d'Angleterre ne pourra point annoncer la paix, il aura forcé de porter la nation à la guerre, et il s'ensuivra probablement une révolution dans le ministère, et très certainement la continuation de la guerre, il semble donc qu'une réponse sur le fond des choses seroit absolument nécessaire. Sans en donner une définitive, ne pourroit-on pas . . . . . (Le Rayneval proposant diverses solutions) . . . . . si mon courrier ne part pas dans un quart d'heure, il manque la marée. Les circonstances me paraissent si urgentes que je vais proposer à M<sup>r</sup> Shelburne de repasser moi-même à Versailles, ne fut-ce que pour une journée. Je le lui ai proposé hier, mais il s'y est refusé, croyant mon séjour ici absolument nécessaire.

*Manuscrit, t. 339, n<sup>o</sup> 10. Lettre particulière originale.*

*À Londres, le 23 novembre 1758.*

Monseigneur,

Le conseil a duré jusqu'à 8 heures du soir. M<sup>r</sup> Shelburne y a proposé la prorogation du Parlement jusqu'au jeudi 5 du mois prochain. C'étoit le parti le plus tranchant et le plus hardi que ce ministre pût prendre dans les conjonctures présentes, et où sa situation personnelle. Il a essuyé les contradictions les plus vives de la part de plusieurs membres du Conseil, notamment de celle du duc de Richmond et du lord Keppel, mais le roi, qui favoit d'abord encouragé, la soutenu, et la proposition a passé.

M<sup>r</sup> Shelburne, en m'annonçant cette détermination importante, m'a tenu à peu près le langage suivant : « La prorogation vient d'être adoptée, j'ose croire que l'on ne se méprendra pas en France sur le motif qui m'a engagé à la proposer : la confiance que vous m'avez inspirée pour votre Cour m'a fortifié dans mon desir de promouvoir la paix, et j'ai jugé qu'en ouvrant le Parlement le 26 le temps seroit trop court pour que l'on pût prendre à Versailles une résolution définitive sur les affaires de l'Espagne : si je me suis trompé dans mon calcul, si ma confiance est trahie, j'espère ma crédulité par ma retraite : ainsi, M<sup>r</sup>, a continué M<sup>r</sup> Shelburne, « je me suis mis à la merci de la France : elle va prononcer sur mon sort. »

À la suite de ce discours, prononcé avec beaucoup de force et du ton le plus sérieux, M<sup>r</sup> Shelburne m'a parlé du changement énorme qui s'est fait dans la dispo-



action des esprits, les personnes qui étoient les plus portées pour la paix et qui s'y prononcent le plus, ainsi que celles qui étoient pour l'indépendance ont totalement changé d'opinion. Les événements de cette campagne, tout ce qui en leur a été dit de la marine française, et surtout de celle de l'Espagne les amène et les porte à la guerre. L'amiral Keppel est le plus échauffé à cet égard. Son opposition est ouverte, il tient des concubinales avec ses amis, et si les négociations pour la paix se soutiennent il y a toute apparence qu'il sortira du ministère.

C'est donc actuellement, Monseigneur, au Roi à prononcer sur la paix et sur la guerre, et vous concevez avec quelle impatience on attend ici la décision de S. M.<sup>e</sup> Il parait qu'il est d'une nécessité absolue qu'elle soit parvenue les quelques jours avant la rentrée du Parlement, parce que la harangue du Roi doit y être adaptée, et que si ce Prince ne peut annoncer positivement que les bases de la paix sont établies, il sera obligé d'annoncer que ses espérances sont déçues, et d'échauffer la nation pour la continuation de la guerre. Les ministres sont décidés à ne pas faire de discours insignifiants ou équivoques.

Vous serez peut-être étonné, Monseigneur, que M<sup>r</sup> Shelburne avec les facilités qu'il auroit pour continuer la guerre, soit si chaud pour le rétablissement de la paix. Je trouve pour justifier cette conduite deux motifs également puissants.

1<sup>o</sup> M<sup>r</sup> Shelburne a d'abord adopté le système pacifique avec répugnance, et il s'y est tenu ensuite de bonne foi d'après la confiance qu'il a eue pouvoir mettre dans la modération du Roi et dans ses dispositions personnelles pour la paix. Ce ministre a fait partager son sentiment au roi d'Angleterre contre son penchant et contre la voix d'une partie de son Conseil. Il doit donc maintenir et consolider son système pour ne point perdre le crédit qu'il a acquis sur l'esprit du Roi et l'influence prépondérante dont il jouit dans le Conseil : si la maintient, d'un autre côté par la fermeté qui est naturellement dans son caractère. 2<sup>o</sup> Le plan d'administration de M<sup>r</sup> Shelburne exige la paix puisqu'il aura l'économie et des réformes pour base essentielle. Ce plan ne sauroit être mis en pratique tant que la guerre durera et que la paix n'aura pas donné la plus grande constance au ministère de M<sup>r</sup> Shelburne.

Je ne me permets aucune réflexion, Monseigneur, sur le parti qu'il conviendrait au Roi de prendre : mais je ne saurois me dispenser d'observer, que si les bases pour la paix ne sont pas fixées avant la première séance du Parlement et si le roi d'Angleterre n'est pas en état de l'annoncer dans sa harangue la paix sera un peu plus incertaine, parce qu'il n'y a pas un article qui ne donnera lieu à une motion et à des débats, et alors le roi d'Angleterre ne pourra plus avoir d'opinion, celle du Parlement lui fera la loi et vous concevez, Monseigneur, qu'elle nous sera contraire dans tous ses points. Et dans le cas où le Roi seroit le maître des délibérations elles

seront longues, et il sera impossible aux puissances belligérantes de ne point faire les frais de la campagne prochaine : elle serait inévitable dans les Antilles.

Mais, Monseigneur, ce qui me frappe le plus, si les choses demeurent indéfinies, c'est la révolution que subira probablement le ministère Bêue, le parti qui est pour la guerre sera prédominant, et il est facile de prévoir que les ministres qui viendront se garderont bien d'adopter le système du ministère actuel. Ce nouvel ordre des choses vous rejeterait dans le cahos d'où vous êtes au moment de sortir avec honneur, je puis même dire avec gloire, et les conséquences qui pourraient résulter de là me paraissent incalculables. Mais, de quelque manière que le Roi envisage la situation présente et future des choses, vous penseriez sûrement, Monseigneur, qu'il est important que la détermination de Sa M<sup>té</sup> parvienne ici aussi promptement qu'il est possible : si vous voulez bien vous mettre à la place des deux ministres anglais avec lesquels je traite, vous sentirez facilement qu'ils sont dans une grande agitation et qu'ils attendent votre réponse avec l'impatience la plus vive. Ils m'ont dit l'un et l'autre qu'ils ne craignent point de vous découvrir leur situation, parce qu'ils étoient persuadés que vous ne voudrez pas en tirer avantage pour hausser soit nos prétentions, soit celles de l'Espagne. Je les ai rassurés dans les termes les plus expressifs, je leur ai même dit que le plus léger soupçon à cet égard serait une injure pour le Roi aussi bien que pour vous. Ils m'ont aussi chargé de vous mander qu'une nouvelle prorogation serait de toute impossibilité.

Au reste, Monseigneur, je ne puis vous exprimer combien on répugne ici à la cession de Gibraltar. M<sup>r</sup> Shelburne en m'en parlant hier, m'a dit à plusieurs reprises que si l'Espagne vouloit se désister de sa demande, il mettrait les deux Parties aux pieds de cette puissance, ou bien qu'il lui offrirait Minorque. A cela ce Ministre m'a ajouté que sans cette malheureuse fortresse la paix avec l'Espagne serait infiniment facile. Je n'ay pu naturellement répondre autre chose sinon que je voyois avec douleur que le roi d'Espagne étoit irrévocablement déterminé à acquiescer Gibraltar, et que je ne pouvois donner aucune espérance de conversion. Peut-être jugerez-vous utile, Monseigneur, de faire usage de cette ouverture en Espagne, sans toutefois retarder la décision au moins conditionnelle sur les trois alternatives concernant la cession de Gibraltar.

Je suis avec un respect infini, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur,

GERARD DE RAYNEVAL

*Manuscrit, L. 539, n° 19*

## LE COMTE DE SHELburne AU COMTE DE VERGENNES

A Londres, ce 27 août 1782.

Monsieur le Comte,

La lettre que Monsieur de Rayneval m'a remise de la part de Votre Excellence, me donne une nouvelle preuve de la sincérité que je lui ai toujours attribuée. J'ose la prier d'être persuadée que je suis ou ne peut pas plus sensible de l'honneur de la confiance que S. M. T. C. daigne me faire. Je suis convaincu que les principes que nos deux souverains vont, j'espère, adopter mutuellement se confirmeront de jour en jour, aussi bien que les idées justes qu'ils doivent avoir conçues l'un de l'autre. La même procédure que mon naturel et ma raison ont conspiré à me faire poursuivre dans le commencement de notre correspondance se fera certainement voir plus clairement jusqu'à la fin. De ma part, Mylord Grantham et moi nous nous sommes si confidentiellement expliqués dans nos moyens avec Mons<sup>r</sup> de Rayneval sur tous les articles, qu'il ne me sera pas nécessaire à présent d'arrêter Votre Excellence plus longtemps. Je ne rendrais pas justice à Mons<sup>r</sup> de Rayneval si je manquais d'assurer Votre Excellence que j'étais bien aise de le revoir ici, le sachant être le mieux fait de personne que ce soit pour faciliter l'accomplissement de l'ouvrage également à souhaiter de part et de l'autre. Sa façon de se conduire lui a procuré l'estime et le respect de tous. Pour moi je repose en lui autant de confiance que je puisse donner à personne quelconque. Je suis sûr, que je puisse aussi me rapporter à lui pour témoigner dans toute son étendue ma haute considération personnelle et l'attachement parfait avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur

SHELburne.

Angleterre, l. 538, n° 7

## RAYNEVAL AU COMTE DE VERGENNES.

A Londres, le 4 août 1782.

Monseigneur,

J'ai eu, depuis mon retour à Londres, des entretiens bien pénibles sur les affaires de l'Espagne, et je ne vous cacherais pas, que j'ai été jusqu'à ce moment-ci dans la crainte que les négociations pour la paix ne se rompiissent sans retour. Je n'entrerai dans aucun détail sur tout ce qui s'est dit de part et d'autre, parce qu'il est deux heures du matin (je rentre dans cet instant), et qu'il faut que mon courrier parte au plus tard à 10 heures.

22

Je ne bornerai à vous mander, Monseigneur, qu'après avoir discuté avec M<sup>r</sup> Gren dans les intérêts particuliers du Roi je m'en communiqué confidentiellement l'écrit conformément les demandes de l'Espagne. Il y a eu aujourd'hui sur le tout un conseil qui a duré depuis 4 heures du matin jusqu'après 10 heures du soir. Cette dernière circonstance suffira pour vous convaincre qu'il y a eu de longs et de vifs débats. La cession de Gibraltar doit avoir éprouvé des obstacles presque insurmontables et elle doit occasionner la retraite de plusieurs membres du conseil. Mais enfin la question en a passé à l'affirmative.

On a examiné ensuite les équivalens, et selon ce que m'a dit M<sup>r</sup> Shelburne, tout le monde s'est réuni à demander Porto-Rico. Ce ministre a effectivement insisté on ne peut pas plus fortement sur la cession de cette île. mais on ayant rappelé ce que je lui avais dit à plusieurs reprises de la façon de penser du roi d'Espagne à cet égard il a demandé dans ce cas que le Roi ajoutât Sainte-Lucie à la Guadeloupe et à la Dominique. J'ai montré la plus grande surprise de cette nouvelle demande et j'ai déclaré qu'il m'étoit impossible de vous la transmettre. Ainsi me dit M<sup>r</sup> Shelburne, la paix devient impossible à moins qu'on ne laisse Gibraltar à l'Angleterre moyennant le sacrifice des deux Florides, et dans ce dernier cas nous tomberons promptement et facilement d'accord. Je n'ai répondu sur ce dernier article autre chose sinon qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de changer la résolution du roi d'Espagne, et qu'il étoit du devoir de Sa Majesté de la soutenir. Quant à la continuation de la guerre, j'ai dit qu'elle seroit un malheur commun, mais qu'il faudroit bien se déterminer à la subir si l'Angleterre le vouloit.

Vous conviendrez facilement, Monseigneur, quelle étoit, dans cette crise, ma situation intérieure. Je voyois le moment où tout l'édifice de la paix alloit s'écrouler et j'avois que la seule chose à laquelle j'aie ce à devoir m'attacher dans cette position, c'est de maintenir du moins la négociation afin de présenter au Roi le terme de prendre un parti définitif. J'ai donc repris la conversation, qui étoit tombée en descendant à dans l'hypothèse où le Roi se détermineroit au sacrifice de Sainte-Lucie la Floride comme elle est désignée dans l'écrit que j'ai confié dernièrement à l'Espagne. J'ai observé que dans ce cas tout ce que je pourrais faire ce seroit d'envoyer un courrier pour vous transmettre les nouvelles propositions de la cour de Londres. La réponse de M<sup>r</sup> Shelburne a été des plus négative, et il m'a même encore été que je ne pouvais pas envoyer de courrier, parce que je croyois être sûr que le Roi n'agréeroit point la cession de Sainte-Lucie, et que les moments étoient trop précieux pour faire des expéditions inutiles. Après des discussions absolument trop longues pour vous être transmises M<sup>r</sup> Shelburne m'a fait la proposition suivante nous donnerais à l'Espagne l'une des deux Florides à notre choix et selon une es

sera la Floride orientale, et l'on ajoutera à la Guadeloupe et à la Dominique ou Saint-Lucie ou la Trinité au choix de l'Angleterre. J'ai répondu sur la première alternative que je ne saurois prévoir ce que l'Espagne en penseroit, et si cette puissance se relâcherait de la limite tracée par M. le C<sup>te</sup> d'Aranda, et sur la seconde que quand le Roi même voudroit se prêter à un nouveau sacrifice, il ne sauroit admettre l'alternative, parce qu'il n'est point le maître de la volonté du roi d'Espagne à l'égard de la Trinité. La justice de cette réflexion a déterminé M<sup>r</sup> Shelburne à renoncer à la seconde alternative et ce ministre m'a interpellé de lui dire, si je croyois que la nouvelle proposition auroit agréé. Comme je n'ai pas cru devoir exposer une troisième fois la négociation à une rupture, je me suis borné à faire sentir, dans toutes leur force, les grandes difficultés que la nouvelle demande éprouveroit, et le peu d'espérance que j'avois qu'elle fût écoutée, j'ai consenti toutefois à voter la transaction.

Nous avons ensuite parlé des bayes de Campêche, et de Honduras. Je crois que la destruction des établissemens dans cette dernière baye sera consentie, mais on demandera un canton déterminé dans celle de Campêche pour la soupe du bouc avec un comptoir. Pour vous mettre en état, Monseigneur de juger que cette dernière proposition n'a aucun inconvénient j'ai l'honneur de vous envoyer le mémoire qui vous a été adressé il y a quelque temps par M. Favet, les notions locales que renferme ont eût vous convaincront que les seuls établissemens importants et dangereux sont ceux de la baye de Honduras, et du Yucatan, et que leur destruction donnera toute la tranquillité possible à l'Espagne dans cette partie de ses possessions.

Au surplus, Monseigneur, je crois devoir vous prévenir que je n'ai sur cet article rien admis ni refusé, et que la proposition de M. le C<sup>te</sup> d'Aranda est intacte mais je crois devoir vous prévenir aussi qu'on ne sauroit espérer de la faire passer, parce qu'elle attaque une ancienne possession de l'Angleterre.

On ne m'a fait aucune observation sur l'article concernant la commerce, aussi je suis autorisé à croire que l'on ne répugne pas au plan proposé par M. le C<sup>te</sup> d'Aranda, je me suis gardé de provoquer une discussion sur cet article de crainte de donner l'éveil sur les intentions de la cour de Madrid.

Tel est, Monseigneur, l'état actuel des choses relativement aux affaires de l'Espagne. Je ne vous dissimulerai pas que je craignois qu'elle occasionneroit une rupture, parce qu'il est étonnant combien les esprits sont montés pour la guerre et combien on se flatte, en la continuant, d'avoir les avantages les plus énormes du côté de l'Espagne. Je crois être certain, Monseigneur, que M<sup>r</sup> Shelburne a fait les plus grands efforts pour soutenir le système pacifique, et que s'il avoit fallu le

part de la guerre auroit prévu, mais il est naturel de concevoir que ce premier moment ne sauroit se soutenir et se justifier qu'en présentant à la nation anglaise des avantages réels pour le sacrifice de Gibraltar contre lequel il y aura un est universel. J'ai reproché à M<sup>r</sup> Shelburne avec chaleur le prix occasionnel qu'il met à un succès qui coûte annuellement beaucoup d'argent à l'Angleterre. Mais la réponse de ce ministre me para sans réplique : « L'Espagne nous obligea infiniment en nous laissant Gibraltar, que nous offrons de racheter par les deux Florides. » Il est, Messieurs, une vérité constante et avouée, c'est que l'Espagne est elle-même la cause du prix ridicule qu'on met à Gibraltar plus d'indifférence sur cette place en auroit indubitablement facilité l'acquisition.

Je fins cette dépêche, Monseigneur, en vous répétant que le désir de continuer la guerre a presque généralement prévalu, et que ce désir a principalement l'Espagne pour objet. Ce sentiment a été augmenté par les rapports flétris que l'on reçoit de Madrid par l'idée que nos flottes combattaient n'auroient de succès par l'avantage remporté en dernier lieu sur la rivière Neum par la supériorité que l'Angleterre a actuellement dans les îles, par la position de ses affaires dans l'Inde, par la facilité d'avoir des fonds, etc. et l'on croit être sûr de l'assentiment de toute la nation surtout en lui faisant voir que l'on s'est refusé au sacrifice de Gibraltar et de la coupe des bois de campêche. Je suis plus pénétré que je ne puis l'exprimer de l'énormité des sacrifices que l'on exige et je j'avoue aussi l'impulsion de la surprise que la proposition m'en a causée, j'aurois refusé péremptoirement de vous la transmettre, mais j'ai pensé que s'engageant à rien ni le Roi, ni l'Espagne, le ministre étoit trop critique pour prendre ce parti : et qu'il étoit de mon devoir de maintenir les choses en suspens pour que Sa Maj<sup>esté</sup> ait la liberté de prononcer sur la paix ou la guerre. Le Parlement s'ouvrira demain, mais les formes demandent le temps d'attendre une réponse jusqu'à lundi au soir sans craindre des débats embarrassants on appréhende d'autant plus les attaques de M. Fox sur Gibraltar, que c'est le seul point sur lequel il ne se soit pas compromis devant son conseil ministériel.

Je ne saurois me dispenser de vous observer, Monseigneur, que la session de la partie espagnole de Saint-Domingue cause beaucoup de douleur, j'en suis sûr qu'elle répugne au Roi on est bien éloigné de me croire, et ce seroit pour perdre que de vouloir convertir qui que ce soit à cet égard. La Cité croit plus que personne parce qu'on y croit déjà voir la France fournir de sucre tous les marchés de l'Europe, il est bien malheureux que le secret sur la proposition de l'Espagne ait été tenu : il s'en est à Madrid comme à Paris, et vous concevez Monseigneur, que l'on calcule en plus la valeur venue ou imaginée des dédompagemens proposés par Sa Maj<sup>esté</sup> que celle de Gibraltar.

Je suis avec un respect infini Monsieur, votre très humble et très obéissant  
serviteur

GERARD DE RAYNEVAL

P. S. Ma dépêche expédiée Monsieur et livrée à la douloureuse impression que m'ont faite les nouvelles propositions de l'Algèr, j'ai pris le parti de faire une nouvelle tentative auprès de M<sup>r</sup> Shelburne; je lui ai écrit en conséquence la lettre dont vous trouverez la copie ci-jointe, j'ai cru, d'ailleurs, devoir fixer les ouvertures qui m'ont été faites, ainsi bien que ses réponses. M<sup>r</sup> Shelburne n'a pas tardé à envoyer chez moi son sous-secrétaire d'État pour discuter avec moi une lettre et une note. L'exactitude de celle-ci a été reconnue.

Après m'être étendu sur l'équivalence des équivalents, M<sup>r</sup> Ord, qui n'avait aucune faculté pour les restreindre, m'a demandé des explications sur les bays de Honduras et de Campêche, il aurait voulu que les Anglois eussent le droit de couper du bois dans la baye de Honduras mais j'ai détruit cette idée et la proposition quantitative est restée telle que je l'avais rédigée.

Ensuite M<sup>r</sup> Ord m'a demandé l'explication de la limite que M. le C<sup>te</sup> d'Aranda a indiquée à l'égard de la Floride je lui en ai fait un croquis sur une carte, et je lui ai fait voir l'exagération du sacrifice demandé par M<sup>r</sup> l'ambassadeur d'Espagne, et la nécessité absolue de le lui accorder, si l'on veut que l'on délibère en France sur les nouveaux équivalents demandés.

Après cet entretien je me suis rendu chez M<sup>r</sup> Shelburne qui m'en avait fait prier et je devais passer de là chez M<sup>r</sup> Grantham. J'ai trouvé ces deux ministres ensemble, on d'abord venait de transcrire la note que j'avais adressée à M<sup>r</sup> Shelburne pour me la remettre dans la forme dans laquelle étoit celle que je lui avais remise de votre part. Mais nous sommes convenus que les deux notes ne seroient que confidentielles. Vous verrez, Monsieur, qu'il n'y a de changement qu'à l'égard de l'article du commerce. En le discutant, j'ai déclaré que si les traités de commerce entre l'Ang<sup>e</sup> et l'Espagne devaient être renouvelés, M<sup>r</sup> le comte d'Aranda retirerait ses propositions et que tout rentrerait dans le cahos. M<sup>r</sup> Grantham m'a répondu qu'il croyoit qu'on pourroit laisser l'article comme il étoit dans la note, que sans doute il y seroit répondu, et qu'alors on pourroit venir à des expéditions propres à satisfaire les deux parties cette ouverture m'a paru raisonnable.

J'ai repris après cela l'affaire des Florides, et la carte sur la table j'ai indiqué la limite demandée par M<sup>r</sup> le C<sup>te</sup> d'Aranda, on la réclamant avec les plus vives instances. Je donnai la justice à M<sup>r</sup> Grantham qu'il est entré dans mes rôles de la meilleure grâce du monde, il ne voit personnellement aucune difficulté à les adopter

mais il a différé d'y adhérer jusqu'à ce qu'il eût vu les membres du conseil, auquel il s'est rendu au moment où M<sup>r</sup> Shelburne, nouveau à la conversation, a partagé les sentiments de son confrère et je ne puis avant la clôture de ma lettre à mes sollicitations ont été effacées comme j'ai lieu de l'espérer.

À 6 heures du soir, M<sup>r</sup> Shelburne rentré du conseil m'a fait prior de passer chez lui. Il m'a dit qu'il y a eu la plus grande agitation dans le conseil, que la cession de Gibraltar ne a été l'objet et qu'après la séance, à quelques jours autres chez le Roi pour le presser de ne point céder cette place en l'assurant que s'il continuait la guerre il la conserverait. Ces circonstances n'ont point ébranlé M<sup>r</sup> Shelburne, mais elles l'ont fortifié dans l'opinion que s'il n'obtient pas l'équivalent qu'il a demandé son système pacifique sera renversé malgré lui. Cet état des choses a porté ce ministre à me déclarer que s'il n'obtient pas S<sup>t</sup>-Lucie ou la Trinité ou supplanter la paix est impossible, que cette proposition doit être regardée comme un ultimatum, et que sa réponse n'étant pas aussi prompte qu'il faut le parti qui est pour la continuation de la guerre prévaudra. Après cette déclaration M<sup>r</sup> Shelburne m'a dit que pour faciliter les choses autant qu'il étoit en son pouvoir, il m'autorisait à vous mander Monseigneur que les Florides seroient cédées à l'Espagne jusqu'à un point à déterminer à la pointe Sud-Est de la Floride, en sorte que l'Espagne aura toutes les îles qui sont dans le golfe du Mexique, M<sup>r</sup> Shelburne m'a requis de lui dire catégoriquement si je pouvois l'assurer qu'au moyen de cet arrangement le Roi agréerait la cession de la Guadeloupe, de la Dominique et de S<sup>t</sup>-Lucie (dans le cas où Porto-Rico ou la Trinité seroient refusées). J'ai répondu que je ne saurois prendre sur moi de prévoir la décision du Roi, et que lui M<sup>r</sup> Shelburne seroit le premier à me l'indiquer. En ce cas, m'a répliqué ce ministre je vous ferois de changer le discours de Roi, et au lieu d'un langage pacifique, de lui en faire un qui porte une question à la guerre.

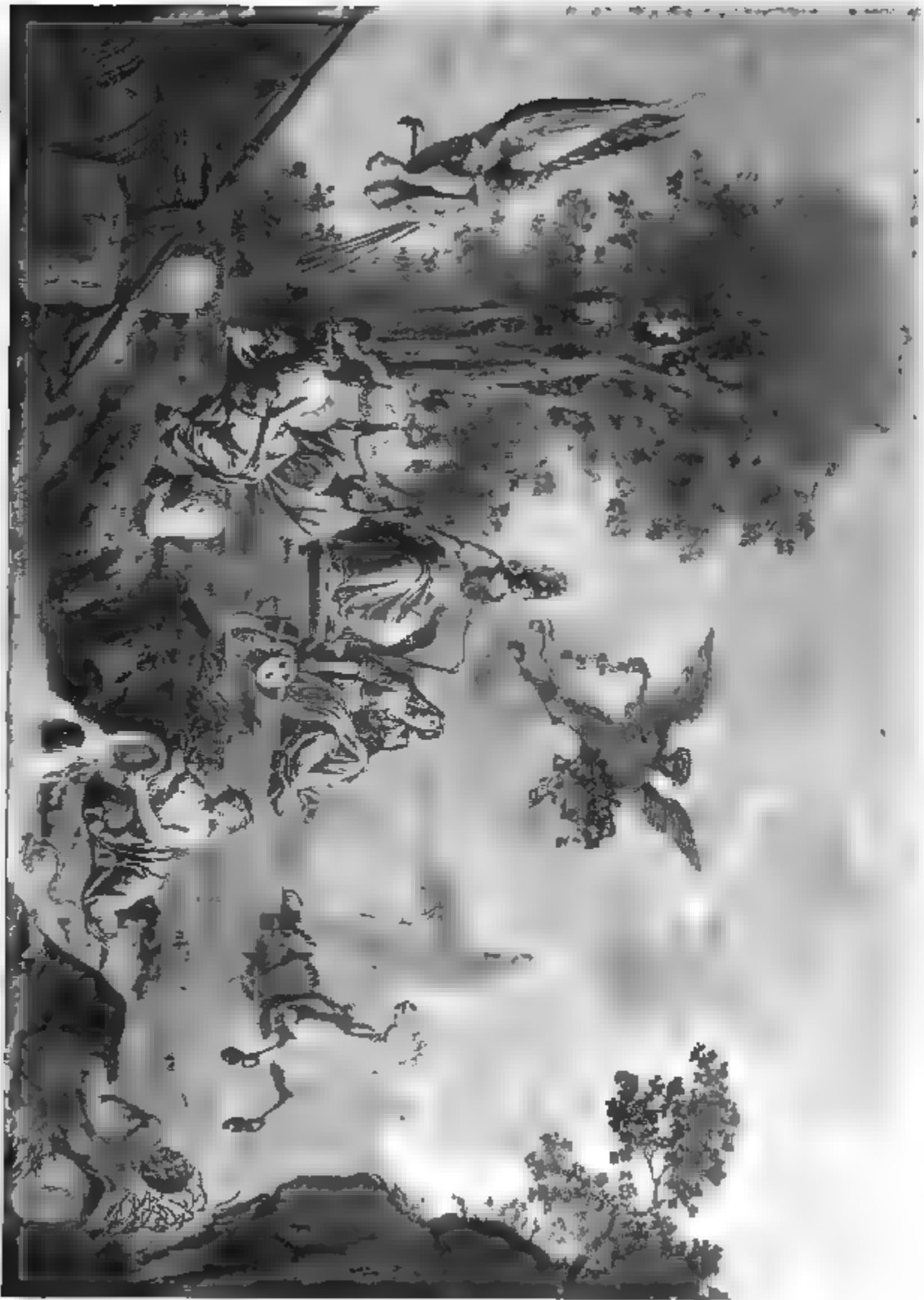
À la suite de cette annonce M<sup>r</sup> Shelburne m'a lu le paragraphe de la harangue relatif à la paix, il porte en substance, que Sa M<sup>te</sup> B<sup>te</sup> a les espérances les moins fondées pour une pacification prochaine. Le premier ministre a eu de moi de lui dire franchement si le Roi son maître pouvoit tenir ce langage sans se compromettre, je n'ai pas hésité à répondre qu'oui, et à ajouter pour satisfaire aux instances de M<sup>r</sup> Shelburne, que quoiqu'il soit hors d'état de prévoir le jugement du Roi sur les équivalents, mon opinion personnelle étoit qu'il y avoit quelque espérance qu'ils pourroient être agréés. En ce cas, m'a répliqué M<sup>r</sup> Shelburne le discours du Roi demeurera tel qu'il est mais la réponse que nous attendons de Versailles n'est pas catégorique, la paix ou la guerre est décidée et inévitable et cette réponse il importe qu'elle soit arrivée le plus tôt dans le jour de lundi prochain.





relatif à la paix, il porte son attention, que le M<sup>re</sup> B<sup>re</sup> a les o  
fondes pour une pacification prochaine. Le premier insiste à  
dire franchement si le B<sup>re</sup> a le maître pouvait tenir ce langage sans se  
sentir plus libre de répondre qu'on, et à lui, pour sa satisfaction.  
« Je ne puis pas dire que je sois bien d'accord »

« La guerre est décidée et inévitable, et  
il n'y a plus rien dans la pensée de l'





parce que les débats commenceront mardi et qu'il faut prévenir la fermentation qu'accroît chaque minute. J'ai été obligé Monseigneur de promettre que j'aurois l'honneur de vous transmettre tous ces détails avec la plus grande exactitude afin que le Roi pût se décider avec pleine connoissance de cause. Ainsi, Monseigneur c'est un oui ou un non que l'on attend au plus tard lundi prochain et je ne crois pas me tromper en disant que toute négociation ultérieure sur les équivalents serait non seulement superflue mais même dangereuse si l'on veut parvenir à la paix. C'est au Roi à prononcer.

Je suis obligé Monseigneur de finir mon rapport parce que je retarderois mon courrier, et lui ferois manquer la marée de demain matin. Il m'a été impossible de l'expédier avant dîner, ainsi que je me l'étois proposé. J'en ferai partir un second qui vous portera le résultat de ma conférence avec M<sup>d</sup> Grantham sur les objets qui intéressent Sa M<sup>te</sup>.

Je reçois dans cet instant l'écrit ci-joint de M<sup>d</sup> Grantham. L'article concernant la Floride ne doit pas être pris en considération. La déclaration de M<sup>d</sup> Shelburne doit servir de règle.

DE BAYNEVA.

Je joins ici un extrait du discours du Roi, que M<sup>d</sup> Shelburne a bien voulu me confier, dans l'espérance qu'il ne servira que pour votre direction.

*Angleterre* le 539 n 46

## CHAPITRE VIII.

### LES PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX. LEUR ÉCHO EN AMÉRIQUE

Transition à l'objet de ce chapitre : situation désavantageuse constatée par Reynaud au moment où lui parvenait l'avis qu'il était possible d'amener la cour de Madrid à renoncer à Gibraltar emprisonnant de lord Grantham à porter au conseil des ministres des propositions ou contre-propositions : offre à l'Espagne des deux Florides et de Minorque en échange de cette place. — Le comte d'Aranda, à l'écartement de Versailles, accepte amicalement pour sa cour, probable être que ses instructions l'y autorisent ; courte durée de la satisfaction qui en résulte : lord Sturmer entendait que la Dominiqne suivit le sort de Gibraltar. — Secoue d'opinion au sein même que suite M. de Vergennes relativement à sa dernière lettre écrite alors à Reynaud : comment elle explique le rapprochement in subit du gouvernement du roi et des commissaires américains : vues politiques qui avaient guidé au sein ce gouvernement. — Intrigues par lesquelles les dissensions étonnées de France favorisées à Londres : les adversaires de M. de Vergennes et le parti de la guerre autour de Louis XVI : écho que ces adversaires s'efforcent ménager en Angleterre. — L'entente est intervenant semblable avec emprisonnement des deux côtés, division plus grande qui s'élève dans le sein du cabinet anglais, action positive de George III pour la paix : offre faite à la France de Tientsin et de satisfactions à Pondichéry, en compensation de la Dominiqne : action suivie de la part de certains ministres : prélude de la chute des autres : Reynaud annonce que la paix est prochaine : M. de Vergennes l'informe que les préliminaires sont agréés. — S'occupe entièrement de lord Sturmer et de lord Grantham : que deux les préliminaires ils n'avaient point cherché à profiter contre nous de leur accord antérieur avec les Américains : M. de Vergennes appelle ceux-ci à la signature de ces préliminaires et fait comprendre les États-Unis dans l'armistice : il obtient des commissaires une déclaration disjoignant toute interprétation de leurs actes et renouvelant en quelque sorte l'alliance. — Laigue tenu par le roi d'Angleterre à Reynaud : et par Louis XVI à Fitzherbert : encore les conseils de M. de Vergennes, que leur vrai grief était de ne voir intervenir, par la continuation de la paix : le levier qu'ils avaient cherché de la guerre. — Ce qui concernait l'Inde et la Hollande, le gouvernement du roi fut-il capable de la voir les Pays-Bas ambassadeurs ? Constantes efforts déployés au contraire par M. de Vergennes en leur faveur. — Appréhension modeste autant que juste de ce ministre sur son œuvre, sentiments semblables exprimés par Reynaud : dépêche à ce dernier, résumant les vœux et les dispositions dont le nombre s'est accru. — Pourquoi l'Espagne n'aurait pu être tentée si elle s'était plainte, uniquement du gouvernement du roi pour elle : le comte d'Aranda l'avait-elle engagée à l'encontre de ses instructions ? Indirect du contraire : comment à Versailles on est à ce point ne pas paraître abus. — Effet que produisant au Congrès et dans les États : l'avis la signature des préliminaires : finches envoyés la France : renseignements de La Luzerne sur les rapports

renvoyés par Jay par Adams et sur ceux de Franklin : députations successives de M. de Vergennes attestant les faits et exposant la conduite de la cour de France : rapport de Franklin à Lafayette sur les faits et ceux de ses explications et les rendant définitives pour l'histoire. — *Chose de lord Shelburne* : avantages trouvés par ses négociations à conclure la paix qu'il avait conclue : termes simples dans lesquels M. de Vergennes en agréait La Lamerie.

Une fois la campagne de Virginie terminée, nous n'avons plus re-  
gardé aux affaires militaires en Amérique. Le séjour de notre corps  
d'armée sur les côtes de la Chesapeake; son retour ultérieur dans le  
Nord, en vue de concourir, le cas échéant, à l'attaque de New York,  
l'embarquement de nos soldats après cela pour les îles, les témoi-  
gnages qui furent rendus à leurs services par le Congrès au nom des  
États Unis et par Washington en raison de son commandement<sup>1</sup>; le  
comte de Rochambeau partant ensuite pour la France, le 14 janvier  
1783, avec le danger, à peine en mer, d'être capturé par une frégate  
anglaise comme le plus vulgaire officier, ces faits et d'autres ana-  
logues ou qui se lient à ceux-là devenaient des détails sans objet pour  
nous. Comme les faits qui auraient trait aux rapports du ministre plé-  
nipotentiaire français avec le Congrès et le gouvernement des États-Unis,  
ce sont des matériaux à réserver pour un autre ouvrage à entreprendre,  
un livre qui exposerait nos relations avec ce gouvernement pendant  
les vingt années écoulées entre la paix qui va être conclue et celle  
de 1804. Ce livre-là sera certainement écrit quelque jour. Il y aura

1783

« Washington avait été tout d'abord très in-  
quiet à l'annonce du départ de nos troupes. Il  
les remercia ensuite avec émotion, et notam-  
ment dans cette lettre à La Lamerie dont ce-  
lui-ci envoya la traduction à Versailles. — Du  
« Quartier général, le 23 avril 1783. — Mon-  
« sieur. — J'ai reçu la lettre dont votre Excel-  
« lence m'a honoré le 10 de ce mois. Diffi-  
« cilement les arrangements pris par le Congrès me  
« donnant lieu de croire que cette assemblée  
« en avait surmonté que les actives pro-  
« minences de paix ne soient bientôt mises d'un  
« traité définitif, je ne puis m'empêcher de adresser

« à un plus long séjour des troupes fran-  
« çaises dans ce continent. D'ailleurs je ne dois  
« pas oublier que ces braves gens, tant offi-  
« ciers que soldats, qui ont servi si noblement  
« et si honorablement les États-Unis, diffèrent  
« par des délais utiles leur retour dans leur  
« patrie et chez leurs amis, mais je désire ac-  
« cordamment qu'ils veulent bien être persuadés  
« en partant de la grande vénération que m'ont  
« toujours leurs services et du attachement  
« avec que je leur ai voulu personnellement.  
« — J'en ai l'honneur, etc. — G<sup>e</sup> Washington  
« aux-Unis le 23, n<sup>o</sup> 46

1782. de l'intérêt à voir s'établir et se développer, malgré les singuliers représentants qu'eut, à de certains moments, la France auprès du Congrès notre amitié mutuelle avec cette république, créée grâce à nous et qui sera punie alors, par les dédains méprisants de l'Angleterre, de la défection à l'alliance dont ses négociateurs s'étaient plu à donner le bénéfice au cabinet de Londres<sup>1</sup>. Mais nous ne devons plus nous intéresser ici qu'aux indices et aux négociations de la paix par laquelle serait sanctionnée la formation de la nation américaine et consacrée la participation que la France avait prise à son établissement. Pour achever l'œuvre qui a été poursuivie dans le présent ouvrage, nous n'avons qu'à conduire notre récit jusqu'à la signature des préliminaires de cette paix si disputée, et à reproduire les documents qui se rapportent à sa solution finale.

La dépêche de Versailles du 7 décembre n'étant parvenue que le 10 à Rayneval. Depuis cinq jours le Parlement avait effectué sa rentrée, qu'allaient, heureusement, suivre bientôt les vacances de Noël pour donner plus de temps. Les informations que le plénipotentiaire fut en situation de fournir, en raison de ses nouveaux entretiens, laissent l'impression que l'on n'avait plus affaire à des ministres libres de leurs actes; visiblement ils étaient contraints de les mesurer aux sentiments qui régneraient, au parti que leurs adversaires se concertaient pour en tirer, et la préoccupation en était évidente. Rayneval était encore sous le coup de son alerte de la semaine précédente, et lord Shelburne sensiblement ébranlé en voyant l'opposition grandir. Aux représentations du cabinet de Versailles, que le plénipotentiaire lui apporta dans toute leur force, ce ministre opposa les progrès de la fermentation dans le sein même du Conseil. Sur les conditions antérieurement

Dans les documents émanés de Talleyrand qu'a publiés M. Paillet (*La mission de Talleyrand à Londres*), il y a une lettre émanée adressée à lord Lansdowne (Shelburne) le 3 oc-

tobre 1792 ou Talleyrand fait un tableau alarmant de la ruine dont l'Angleterre absorberait ses anciens sujets, sans s'en rendre compte après le traité de paix.



débattnes, il s'en tint, comme toute, à ses réponses précédentes, sous une menace de rupture plus accusée. Rayneval fit de même de son côté, et ce fut au moment où ils semblaient toucher l'un et l'autre à une extrémité aussi malheureuse, que le plénipotentiaire, afin d'en-  
 . 783.  
 myer, parla des dispositions avouées par M. de Floridablanca. Lord Shelburne ne méconnut point que la scène changeait, même qu'un terrain avantageux semblait s'offrir; mais le temps qu'il faudrait pour déterminer ce nouveau terrain lui parut devoir presque détourner d'en entreprendre l'ouvrage. Il ne s'engagea guère à en occuper le Conseil que comme un chef chez qui la fatigue se révélait<sup>1</sup>. Dans le fait, Rayneval disait à M. de Vergennes, en lui écrivant à titre privé : « Il faut être sur les lieux pour juger de la fermentation qui règne dans ce pays-ci. Je ne cherche pas à pénétrer dans les replis du cœur de M<sup>r</sup> Shelburne, je ne suis garant de sa droiture que conséquemment aux résultats; mais ce que je crois voir clairement, ce sont les embarras de tous les genres qui environnent ce ministre, et la nécessité absolue où il est de justifier sa conduite par tous les avantages qu'il lui soit possible d'obtenir ».

Il s'en fallait, toutefois, que la résolution eût abandonné lord Shelburne. En tout cas, elle se retrouva entière chez lord Grantham. Rayneval entreteint ce dernier un moment après. Plus froid ou plus habitué aux incidents que lord Shelburne, moins occupé d'ailleurs des manœuvres politiques qui étaient nécessaires à cette heure, il aperçut

<sup>1</sup> « Ma dernière proposition, mandant à cet égard Rayneval à Vernet, a présenté à M<sup>r</sup> Shelburne un nouvel ordre des choses qui malgré l'avantage qu'il lui présentait ne lui a pas semblé entièrement exempt de difficultés, et la brièveté du temps qui restait pour négocier en Espagne et la peur d'apour du renou-  
 « Je me suis borné à faire valoir l'offre du Sa Majesté, à leur faire sentir à M<sup>r</sup> Shelburne combien elle devoit être agréée au ministère anglais et à demander que dans le

« cas où elle seroit agréée on confiat au Roi  
 « directement et non rétrovers les conditions auxquelles S. M. B. seroit disposé à traiter avec la cour de Madrid ».

« M<sup>r</sup> Shelburne m'a dit que le Conseil s'occuperoit le lendemain et qu'il seroit décidé sérieusement sur les trois propositions que je venois de lui faire. Je n'ai pas cherché à prolonger mon entretien avec ce ministre parce que l'heure du rendez-vous chez M<sup>r</sup> Grantham étoit passée depuis longtemps ».

immédiat dans la possibilité de garder Gibraltar la clef du dédale. « Si nous sommes assez heureux de conserver cette place, dit-il, nous serons invincibles pour l'opposition et vous y gagnerez autant que nous<sup>1</sup>. » Il transcrivit soigneusement, pour le Conseil du lendemain, les propositions de Rayneval, et il avait préjugé exactement : l'impression fut pareille à la même. Le plénipotentiaire avait, le soir même, précisé par écrit les points à décider; c'étaient exactement ceux d'auparavant, auxquels était ajoutée, tout d'abord, l'offre du roi de France « de faire toutes les démarches possibles auprès du roi d'Espagne pour le porter à se déster de la demande de Gibraltar<sup>2</sup>. » La politique de la paix fut vivement défendue, au Conseil, contre les ardents qui ne voulaient rien céder, et en sortant lord Grantham put annoncer à Rayneval une note par laquelle le chef du *Foreign office* l'informerait que Minorque et les deux Florides étaient proposées à l'Espagne en remplacement de Gibraltar, sous la réserve d'arrangements pour les Bahama et Campêche<sup>3</sup>. Le plénipotentiaire de Versailles

« ... Je suis sûr, comme vous en avez  
« l'air d'être à 10 heures, écrit Rayneval, je  
« lui ai répété à peu près les mêmes choses que  
« j'avais dites à son collègue, je ne vous cache-  
« rai pas qu'il a été plus ouvert que celui-ci, et  
« qu'il a senti une grande satisfaction en entre-  
« voyant la possibilité de conserver Gibraltar.  
« M<sup>r</sup> Grantham a pris notice de mes trois pro-  
« positions, afin de pouvoir en rendre compte  
« au Conseil, et il m'a dit qu'il pourrait aller en avant  
« d'envoyer à M<sup>r</sup> Shelburne... »

<sup>1</sup> *Ampliatoir*, t. 539, n° 73.

<sup>2</sup> « ... Le Conseil, explique le ministre en  
« voyant à dix heures, jusqu'à 3 heures.  
« Ce ministre m'a dit que l'on s'était attaché à  
« l'espérance de conserver Gibraltar, et que l'on  
« avait en conséquence délibéré sur les condi-  
« tions que l'on pourrait proposer à l'Espagne.  
« Selon ce qu'il m'a dit, il y a eu de très vifs  
« débats à ce sujet, et il n'a eu lieu de la part à

« arracher les propositions qu'il était autorisé à  
« faire, et qu'il m'a communiqué verbalement  
« telles que vous les trouverez dans la notice re-  
« jointe que je n'ai reçue qu'hier au soir. Cette  
« notice n'est pas signée parce que je n'avais  
« aucune autorité pour signer la réponse, et que  
« l'on trouve de être un anachronisme, et est à  
« vous Monseigneur à en juger. — La note  
« était accompagnée d'un billet de lord Gran-  
« tham qui débute ainsi : « Whitehall ce 21 D<sup>r</sup>  
« 1782. — Monsieur. — Ayant eu l'honneur  
« d'un bon billet de ce matin de vous pré-  
« venir que je devais prendre les ordres du Roi  
« et du Conseil de me adresser sur les propo-  
« sitions que contiennent le résumé de ce que  
« vous m'avez communiqué hier au soir, j'ai à  
« présent celui de vous faire tout le résumé  
« qui a été pris sur cet égard. Elle accompagne  
« ce bulletin, et en porte la date. » Ibid.,  
n° 73. — Voici cette note : « Sa Majesté Bri-

était pressé par les ministres anglais; leur silence sur le traité avec l'Amérique commençait à étonner le Parlement, et sans doute on ne tarderait pas à exiger qu'ils le rompissent en ce qui concernait l'Europe. Rayneval demandait donc à Versailles, le 12 décembre, d'être rapidement mis à même de savoir à quoi s'en tenir. De nouveau, toutefois, il se sentait obligé d'avertir M. de Vergennes de l'état des esprits, et l'on juge, en l'entendant, combien la signature des Américains avait privé la France du poids qui aurait fait rechercher la sienne.

... Je ne me permets aucune réflexion, Monseigneur, sur les détails que j'ai l'honneur de vous transmettre. Je me borne à vous supplier de considérer la délicatesse de ma position et d'être persuadé que si je n'achève pas les choses suivant le désir du Roi, ce n'est pas faute de zèle de ma part mais j'ai à traiter avec un ministère dont la position est infiniment perplexe. Il a à lutter contre une partie du Conseil, le duc de Richmond à la tête, contre le Parlement et contre les préjugés nationaux, Gibraltar est l'objet de la conversation de tous les cercles, et je ne sais pas si, dans le cas où contre toute vraisemblance, le roi d'Espagne ne faisait pas le sacrifice de son désir, le Parlement ne renverserait pas l'ouvrage du Conseil. Il règne une grande animosité et une grande insolence dans la Chambre des communes; si les ministres n'ont pas de quoi se justifier, ils seront, selon toutes les apparences, poursuivis avec un acharnement sans exemple et s'ils quittent le ministère, je le répète, une perte irréparable pour nous.

Le courrier de Rayneval n'était pas apporté à Versailles depuis vingt-quatre heures, que le comte d'Aranda donnait le dénouement de la singulière pièce jouée par lui pour le compte de son gouvernement, pensons-nous, non pour le sien propre. M. de Vergennes, après avoir fait lire ce courrier au roi, avait appelé l'ambassadeur, et celui-ci lui

\* Annuaire, pour l'année de la paix avec l'Es-

\* pagne cédée à cette puissance l'un de M.

\* Espagne et les deux Florides.

\* Elle demanda que les îles du Bahama lui

\* soient restituées et que le droit de pêcher

\* du bon du campachy sous les règlements

\* dont on conviendrait lui soit réservé. 1. de

\* Decr. 782. Angleterre, t. 539 n° 7.

1782. avait dit aussitôt le mot de la fin : « Il est midi », écrit le ministre au plénipotentiaire, le 16 décembre :

Il est midi, il sort de chez moi, et ce qui ne vous étonnera pas moins que moi, nous ne sommes pas dans la nécessité d'attendre une réponse d'Espagne. M. le C<sup>te</sup> d'Aranda accepte les propositions que M. le C<sup>te</sup> de Grantham vous a chargé de me transmettre, et pour gagner du temps et faciliter les explications qu'il est dans le cas de demander par rapport à la baie de Honduras et la coupe du bois de campêche et aux arrangements de commerce, il fait partir demain M. le Chev<sup>er</sup> de la Heredia, son secrétaire d'ambassade, pour traiter directement ces objets avec le lord Grantham, et même avec le lord Shelburne si celui-ci veut bien l'admettre.

*Angleterre* t. 539 n° 89

L'histoire n'admettra pas sans des preuves explicites que le comte d'Aranda n'ait point eu des instructions autorisant un tel parti. Toujours est-il que l'œuvre restée jusque-là si laborieuse paraissait dès ce moment achevée. Heureux, le ministre recommandait tout de suite à Rayneval de « ne pas perdre un moment » pour faire part aux lords Shelburne et Grantham des dispositions de l'Espagne, et « souhaitait » qu'ils éprouvassent en l'apprenant la même satisfaction que lui à les « annoncer ». La paix lui aurait été, de toute manière, agréable, continuait-il, mais « elle décevait de prix parce que le désistement de Gibraltar faisait disparaître les échanges dont il s'était agi ». Illusion prématurée, cependant; un autre obstacle surgissait à Londres. On y entendait maintenant ces échanges. Il y avait loin de la monarchie de France à celle d'Angleterre. M. de Vergennes et le roi pouvaient décider seuls, c'était interdit à George III et à ses conseillers. Il leur fallait, à eux, convaincre le Parlement ou plier sous sa volonté. Dans les derniers entretiens avec Rayneval, il avait été parlé encore de l'abandon de la Dominique à l'Angleterre : de la part de celui-ci ç'avait été comme d'une question écartée, du moment que l'Espagne se désistait de Gibraltar; de la part de lord Grantham, au contraire, comme

d'une chose acquise et sous-entendue ; en envoyant au plénipotentiaire la note relative à l'Espagne, lord Grantham avait même ajouté un mot dans ce sens. La Dominique était un poste entre la Martinique et la Guadeloupe. L'Angleterre l'avait revendiquée à ce titre en 1763 et voulait la ressaisir par le même motif. Quoique Rayneval mandât à Versailles qu'il croyait bien n'avoir pas autorisé d'espoir à cet égard, il ne cachait pas qu'en Conseil lord Shelburne avait promis l'île et se sentait à cause de cela dans un embarras extrême. Une semaine plus tard, répondant à M. de Vergennes qui avait, lui., rejeté immédiatement fort loin la prétention<sup>1</sup>, il se voyait contraint d'expliquer avec insistance que le cabinet ne pourrait point paraître devant le Parlement sans cette cession, qu'elle avait été considérée comme comprise dans la renonciation à Gibraltar, que c'était pour lord Shelburne une question personnelle outre une question politique, et qu'il fallait sérieusement craindre pour le grand ouvrage de la paix si sur cet article on n'accordait pas satisfaction<sup>2</sup>.

C'est de cette manière, en effet, que lord Shelburne, le même jour, présentait la chose à Fitzherbert, dans une lettre particulière accompagnant une dépêche de lord Grantham. De là deux semaines de contestations nouvelles, à Londres avec notre plénipotentiaire, à Versailles avec Fitzherbert. Par lassitude plus qu'avec fondement, il fut exprimé des deux parts des défiances qui contredisaient singulièrement l'estime mutuellement professée auparavant. M. de Vergennes n'admettait pas, en lui-même, qu'une opposition prétendue

Autre dépêche du 16 décembre. (*Angleterre*, t. 539, n° 90.)

<sup>1</sup> Rapport de Rayneval du 20 décembre et lettre à M. de Vergennes jointe à ce rapport. (*Ibid.*, n° 96 et 100.) Dans sa lettre le plénipotentiaire s'exprimait ainsi : « Comme un des plus importants de mes devoirs est de dire les choses comme je les vois, je ne puis me dispenser de vous observer, Monseigneur

« que si le ministère anglais n'est point content sur l'article de la Dominique, j'ai lieu « de craindre pour le grand ouvrage de la paix « et il me servit mon plus agréable de vous mander le contraire. Si le Roi ne cède pas aux instances du ministère, l'Angleterre ne sera pas moins compromise de la manière la plus grave et vous trouverez nécessairement que cette réflexion mérite quelque égard. »

1783. du Parlement pût arrêter le roi d'Angleterre et son ministère. Ministre d'une monarchie sans contrôle, prenant avec le roi seul les résolutions ou les les assurant, une considération pareille n'entrast point dans la notion qu'il avait de l'autorité souveraine. Il se refusait à croire que le cabinet de Londres ne trouvât pas de moyens pour apaiser un si minime incident, et surtout que la rupture en dût provenir. Pour la première fois, il se retranche derrière les forces réunies par les deux Couronnes, derrière le danger de ne plus être à même d'en empêcher le départ, « et, ajoute-t-il, tandis qu'on travaillait à arrêter l'effusion du sang humain, on aurait la douleur d'en voir répandre des torrents <sup>1</sup> ». Finalement, il jette avec déception la doute sur la loyauté dont son plénipotentiaire fait avec persistance honneur à lord Shelburne. C'est ainsi qu'il répond, le 30 décembre notamment, dans un pl. particulier à Rayneval, à cette lettre du 15 que nous transcrivons en partie un peu plus haut et où celui-ci, avec chaleur, se portait garant de la droiture du ministre de Londres. En ce moment-là, M. de

<sup>1</sup> Dépêche et lettre particulières du 15 décembre. Dans cette lettre, qui est de ce man., M. de Vergennes disait, à la fin : « J'ai toujours « désiré Monsieur de vous parler de mes prières « réelles pour que je ne vous pas qu'un peu temp- « tation de manier le gouvernement en langage de « paix. Ne sont grande mais vâ la laïcité du « ministère Bâle pour hâter la conclusion je « terrible que nous ne venons plus à tout d'un « arrêtir le départ. Le état présent de la négocia- « tion ne nous y invite pas. » *Angleterre*, t. 539 n° 114. Le 6, cependant, dans les disposi- « tions tout opposées résolvant des efforts du ca- « binet de Londres à l'Espagne le ministre avait écrit à Rayneval comme à vous pour hâter les affaires : « M. l'ambassadeur d'Espagne vous « prie Monsieur de vouloir bien recommander « et avec instance l'accélération de la négo- « ciation. Je crois que les ministres britan- « niques n'ont pas besoin d'être fortement sti-

« mulés à cet égard et que leur intérêt comme « le nôtre est de faire jouer et bientôt leur ac- « tion des dynamites de la paix et de borner les « dépenses de la guerre, qui sont très onéreuses « quand elles cessent d'être nécessaires. Rien « nous doit en montrant une belle occasion d'être « de l'écrit avec un succès très nombreux elle « se se venter à Cadix à une bien plus consi- « dérable 20 mille hommes à peu près de déter- « minant qui doivent en parler n'importe « que l'intention de faire une guerre melle. Je « n'ai pu être parti de cet événement lorsque « nous étions en contestation et qu'il était pos- « sible que la négociation se rompt ou termin- « en elle ne trouve maintenant, je ne crains « pas de vous en faire mention ce langage ne « peut plus sentir l'ambiguïté et la nuance. » *Ibid.*, n° 89. C'est à ces forces tantôt prêtes que faisait allusion M. de Vergennes, dans le pl. particulier du 15 décembre.

Vergennes venait de disputer avec Fitzherbert sur la Dominique, de rédiger les représentations qu'au nom du roi il avait développées à ce sujet et que Rayneval aurait à prendre pour instructions<sup>1</sup>. Énérvé par cette contestation renaissante, mettant sur le compte de la volonté des ministres anglais l'instabilité des négociations, il ne voit presque plus que ruse chez lord Shelburne. Le secrétaire du comte d'Aranda était arrivé à Londres porteur d'un pli de l'ambassadeur plein d'exigences vétilleuses dont ce ministre voudrait être débarrassé, et Rayneval avait appuyé ce désir auprès de Versailles<sup>2</sup>; d'autre part, la question de l'Inde restait en suspens en ce qui nous regardait et en ce qui concernait la Hollande. Dans ces circonstances décevantes, M. de Vergennes écrit à son envoyé :

1783

Versailles le 20 1<sup>re</sup> 583

Je profite, M., d'un moment de liberté dont je dispose pour répondre à votre lettre particulière du 20.

Je ne suis pas surpris de l'humeur que cause au Lord Shelburne ce qu'il appelle les minuties de l'Espagne, peut-être la partagerais-je si nous avions plus lieu d'être contents de ce ministre pour ce qui nous intéresse, mais en réfléchissant sur la marche qu'il tient avec nous depuis quelque temps, affaiblissant un jour ce qu'il avait promis et paroissant vouloir anéantir ce qui avait été convenu, il n'est que trop apparent que son but, s'il n'est pas de rompre brusquement la paix est d'en faire traîner la négociation de manière à se régler d'après les événements sur lesquels il compte à l'avenir.

Dans cet état des choses, j'estime, M., qu'il y auroit de l'imprudence de notre part de nous compromettre avec l'Espagne pour l'amener à des desseins qui ne nous conduiroient probablement pas à une fin heureuse. Si la rupture doit avoir lieu, il vaut mieux qu'elle vienne du fait de l'Espagne que du nôtre. Je ne puis vous dire à quel point je suis choqué de l'arbitraire mesquin qu'on nous a proposé pour Pondichéry et Karikal. S'il n'y a pas erreur au chiffre de votre dépêche qui porte la somme vous sentirez qu'un

Dépêche du 25 décembre. *Angleterre*, t. 339, n° 114. — <sup>1</sup> Rapport du 25 décembre. (*Ibid.*, n° 111.)

1783. revenu de trente mille livres sterling ne correspond pas à ce qu'on vous avait d'abord fait espérer. Joignez à cela la répétition de la Dominique et jugés de l'opinion que nous devons avoir de la sagesse du ministère anglais.

Lord Sturland parait se plaindre qu'on ne rend pas hommage à la sienne, j'ignore quelle est l'opinion la plus généralement reçue à cet égard en France comme en Angleterre, mais la sienne ne peut être déterminée que par la comparaison des faits.

En rapprochant ceux qui nous sont relatés, je ne suis pas sans embarras pour me fixer, je ne remarquerai, M., qu'une seule contradiction que je vous serai obligé de concilier. Faut-il rechercher sur les équivalens proposés par le Lord Shelburne lui-même et y ajouter Sainte-Lucie, faut-il ensuite nous répéter la Dominique et en faire une exigence, c'est le conseil qui lui force la main, et selon lui il ne cède que pour empêcher le parti qui incline pour la guerre de l'emporter. Tout se résout donc dans le conseil sans l'aveu duquel les ministres dirigeants ne peuvent rien proposer ni faire, cependant à l'occasion de la signature des articles avec les Américains le même Lord nous dit froidement qu'il ignorent qu'on eût accordé autant de facilités. Ne seroit-il pas plus loyal de dire nous avons vu jour à nous arranger avec les Américains, nous nous sommes hâtes de finir parce que nous voulons nous en faire un moyen pour les séparer de nous ou pour vous réduire à consentir aux conditions qu'il nous plaira d'accorder.

Tel est, en effet, M., le but que le ministère britannique a dû se proposer en se soumettant à des conditions assez peu honorables pour abandonner ceux qui lui sont demeurés fidèles, je ne négligerai rien pour y remédier, les Américains ont agi avec une précipitation qui ne seroit pas excusable s'ils en avoient senti les conséquences, mais l'idée d'une défection n'est point entrée dans leur tête et je suis persuadé qu'ils s'empresseront à la détruire si on s'obstine à la leur prêter.

L'induction que vous tirez, M., à l'appui de la bonne foi du Lord Shelburne des qualités estimables et vertueuses de ses principaux amis est sans doute d'une grande force. Mais les grands talens et les rares qualités excitent un enthousiasme dont les gens les plus froids et les plus sages ont souvent peine à se garantir et l'on ne peut disconvenir que dans ce genre ce Lord n'ait les plus grands avantages.



Je crains, M., que vous ferés bien pour vous comme pour moi, en rendant au lord Shelburne tous les hommages dont il se montre jaloux, de ne vous rendre ni sa caution ni son garant. Pour moi je proportionnerai mon jugement aux œuvres; je ne suis point défiant, mais très réservé à livrer ma confiance.

1763.

Je suis enchanté du bien que vous me dites de mon fils parce que je me flatte que vous ne m'aimés pas. Ma lettre d'hier vous informe des inquiétudes qu'on cherche à me donner à son sujet. Dites-lui, je vous prie, que semblable à la femme de César il ne lui suffit pas seulement d'être innocent, mais qu'il ne doit pas être soupçonné.

Angleterre, 2 539 n° 136

Il y a autre chose à remarquer dans ce pli, dont la minute est de M. de Vergennes, que des impressions d'amertume contrastant avec l'esprit de confiance d'auparavant. Le conseiller de Louis XVI y donne le secret de son retour si promptement opéré vers les Américains. On apprend du ministre que ce retour ne fut aucunement l'indice, de la part du gouvernement du roi, que le procédé de ces derniers parut moins défectueux à la réflexion qu'à l'heure même. Il est avoué que cette conversion si rapide fut un acte politique opposé à ceux dont on soupçonnait l'Angleterre occupée désormais contre nous. M. de Vergennes a écrit à La Luzerne le 21 décembre, on se le rappelle, pour retirer les appréciations qu'il avait portées le 19 sur la conduite des commissaires du Congrès, et pour lui annoncer l'avance des 5 millions de livres dont le roi faisait de nouveau bénéficier les États-Unis; le 30, il mande à Rayneval que le monarque entend répondre ainsi au calcul, visible à ses yeux, qui a porté le cabinet de Londres à en terminer avec nos alliés moyennant l'abandon des loyalistes, « afin de séparer de nous les États-Unis et de nous réduire à conclure aux conditions qu'il lui plaira d'accorder ». On verra, à l'heure de la signature des préliminaires, le ministre lier en conséquence les commissaires du Congrès par une déclaration destinée à donner, en quelque sorte, une nouvelle existence à l'alliance.

1763. Disons ici que Rayneval lui-même avait en son moment de doute au sujet des deux ministres dont il était si porté à soutenir la sincérité comme certaine. Il avait écrit le 12 décembre à M. de Vergennes que « le traité avec l'Amérique lui paraissait un rêve et qu'en s'y prêtant les ministres anglais avaient eu éventuellement en vue la defection des Américains<sup>1</sup> ». Heureusement, il ne fut pas nécessaire de s'ingérer davantage à reconquérir les Américains. Des causes nullement inhérentes aux conditions débattues avaient contribué à susciter à Londres des dissidences, ou à les grossir et à les envenimer. Si renfermée que fût constitutionnellement entre le roi et M. de Vergennes la conduite des affaires, l'écho s'en échappait, et c'était de telle manière que les adversaires du ministre pouvaient faire parvenir en Angleterre, suivant qu'ils en sentaient le besoin, des avis défigurant les intentions du roi ou bien annonçant l'arrièvement d'une politique opposée. Durant cette dernière partie des négociations, la correspondance de Rayneval avait indiqué à plusieurs reprises le retour de ces menées. Les informations de lord Shelburne signalaient le marquis de Castries comme en étant l'agent, et l'on apprend par les lettres secrètes de Mercy Argenteau à Kaunitz, aux mêmes dates, que le parti de la cour qui aspirait à devenir le gouvernement à la place de M. de Vergennes, et qui avait ouvertement pour coryphée le marquis de Bréteuil, notre ambassadeur à Vienne, cherchait en effet par M. de Castries à continuer la guerre, tandis que le roi et son ministre poursuivaient la paix. C'était le pendant du parti de Keppel et de Richmond dans le cabinet de George III. Un moment, ce dernier cabinet ne douta pas de l'exactitude de rapports adressés de Paris, qui donnaient avis d'un ultimatum de Versailles conçu dans cet esprit, ultimatum qui aurait été arrêté au conseil du roi après un débat aigü<sup>2</sup>. En tout

*Angleterre*, t. 279, n° 81.

<sup>1</sup> L'auteur de la *Vie de Shelburne* a pris en sérieux cette information qui ne saurait certainement pas du Fitzbisset et dont il finit

la date au 24 décembre. C'était en un complot américain notifié par Oswald ou peut-être un rapport de Vaughan. Au sujet du second, lord Fitzmaurice cite à la page 251 du

lan, le parti de la guerre autour de Louis XVI écoutait d'assez près aux portes pour être bien renseigné. Rayneval confie plusieurs fois à son ministre qu'il a appris à Londres même la teneur de ses dépêches avant qu'elles fussent dans ses mains. Quoi qu'il en soit, Versailles et Londres s'étaient expliqués. C'est, à coup sûr, avec empressement que les deux lettres particulières de M. de Vergennes dont parle Rayneval avaient dû être conçues afin d'effacer les impressions des jours précédents. A Versailles, l'entente s'était rapidement établie avec Fitzherbert sur les articles de paix qui ne concernaient que la France<sup>1</sup>, et Londres, dès que les difficultés avaient paru levées, on avait mis la même promptitude à se rapprocher. Lord Shelburne et lord Grantham étaient allés au-devant des interprétations dont leurs actes étaient l'objet, en avaient justifié la loyauté, avaient fait la lumière sur les impressions louches auxquelles ils prêtaient, et les derniers accords s'étaient ainsi trouvés faciles<sup>2</sup>. Le pli du 10 janvier apportait à notre envoyé des pouvoirs de ministre plénipotentiaire semblables à ceux de Fitzherbert en France. Le roi les lui conférait pour le représenter à la signature et aux réceptions que la réconciliation des deux cours impliquait; il aurait « tenir au roi d'Angleterre, lui marquer le ministre, le langage commandé par la circonstance et l'assurer que celle de la guerre n'avait jamais altéré l'estime du roi de France pour les qualités de ce souverain ni son amitié sincère pour sa personne ». Mais M. de Vergennes recommandait surtout au

1783.

louis III une appréciation d'Orwell qui est de nature à ne pas laisser le moindre crédit à ce personnage interlope.

Ces lettres manquent.

<sup>1</sup> Voir notamment les dépêches de M. de Vergennes à Rayneval, du 15 janvier, *Angleterre*, t. 540, n° 59 et 63.

<sup>2</sup> Les rapports et les lettres particulières de Rayneval, des 1<sup>er</sup>, 2, 3, 9 janvier sont remplis par ces explications des deux ministres. Leur

étendue nous empêche de les transcrire dans sa totalité mais même les historiens anglais, voire les simples biographes ne sauraient faire la récit des négociations de la paix de 1783 ou l'histoire de lord Shelburne ou de lord Grantham sans avoir mis à profit ces documents. Dans son rapport du 2 janvier Rayneval relate en particulier les observations de lord Shelburne au sujet des propos et des minimes concessions à la paix, attribuées à M. de Castries.

1783 plénipotentiaire d'être auprès de lord Shelburne et de lord Grantham, « l'interprète de son admiration et de son dévouement »<sup>1</sup>.

Ce n'est pas dans le cabinet de Louis XVI, mais bien devant le roi George, que s'était tenu un conseil de ministres où avaient été arrêtées des propositions dont l'ultimatum était la guerre. Quelques vigoureux efforts qu'eût déployés l'Angleterre afin de rentrer avec avantage en campagne, quelque emportées que se montrassent dans ce sens les dissidents du ministère à l'encontre de lord Shelburne et de lord Grantham, ceux qui comme le roi et comme ces derniers avaient la responsabilité véritable et la sentaient, voyaient que, en raison des finances, des moyens, des dispositions réelles de leur pays, ce qu'il fallait souhaiter c'était la paix et non le renouvellement de cette guerre. L'histoire doit retenir à l'honneur de George III, et la correspondance de ce prince avec lord Shelburne en est garante, qu'il ne fut pas le moins actif et le moins ferme d'entre eux à rechercher ce résultat. On lui avait dû déjà l'approbation d'offrir les Florides pour Gibraltar, on lui dut à cette heure les mérites d'accepter, sinon de suggérer, au prix de la dislocation du cabinet, qu'il fût fait à la France une offre de nature à éteindre la résistance de Versailles pour céder la Dominique, à savoir l'offre de Tabago en remplacement de cette dernière. Le 18 décembre, lord Grantham avait donné connaissance à Rayneval de ce projet de conclusion, afin que celui-ci demandât l'avis de sa cour et que l'idée pût être soumise sans retard à Saint-James en connaissance de cause. Ce projet comprenait, dans l'Inde, un agrandissement de territoire et quelques autres compensations autour de Pondichéry, il portait aussi l'expression de dispositions conciliantes à l'égard de la Hollande<sup>2</sup>. Le 4 janvier fut prise

<sup>1</sup> Le compte rendu aux deux ministres de « ce t à cet égard M. de Vergennes nous en sera « à la suite, supplée M., à ce que je ne dirai « pas par la connaissance que vous avez de mes « sentiments pour le lord Shelburne et pour le

« lord Grantham Américains qu'ils ont en moi « un admirateur et un partisan zélé. »

<sup>2</sup> Lettre détaillée à Rayneval de la main de lord Grantham et portant cette date du 18 décembre. *Angleterre*, t. 339 n° 126.)

par le cabinet de Londres la décision d'en présenter les propositions à Versailles; toutefois, en les transmettant à Fitzberbert le même jour, on lui écrit d'avoir à quitter immédiatement Paris si elles n'étaient pas admises. Le duc de Richmond et Keppel avaient abandonné le Conseil afin de ne pas participer au vote. C'était leur sortie du cabinet; malheureusement c'était aussi le prélude de la sortie du cabinet lui-même.

Naturellement, les rapports et les lettres de Rayneval s'étaient alors succédés en informations développées, minutieuses, répondant à tout, on peut dire justifiant tout<sup>1</sup>. Des deux parts, les préliminaires avaient paru posés désormais, semblé l'avoir été avec une satisfaction commune. On les avait donc signés, fait signer en conséquence, et avec elles l'armistice général. Un égal sentiment de grande estime de gouvernement à gouvernement et de personnes à personnes en résultait, et aussi l'espérance très sincère, d'un côté comme de l'autre, d'avoir jeté les germes d'un ordre européen plein de promesses. « Felicitons-nous mutuellement, Monsieur le Comte, sur l'accomplissement du grand objet qui va occuper nos souverains, nos cours et nos mêmes », écrit privément lord Grantham à M. de Vergennes le 10 janvier, en lui demandant de donner à Rayneval des lettres de créance

Le rapport du Rayneval du 28 janvier est entièrement sur cette séparation des deux ministres. La retraite de l'amiral Keppel et du duc de Richmond démontre ce que j'ai eu l'honneur de vous mander plusieurs fois qu'il y a eu plus d'une fois de grandes agitations dans le conseil de Saint-James. L'article de Trinquemont y a mis le comble. L'opinion sur la restitution de cette place a été extrême. M<sup>rs</sup> Shelburne outre de la résistance du Lord Keppel lui a reproché en plein conseil ses principes anti-pacifiques, ses causes ses conclusions pour faire manquer les négociations, et pour soulever le Parlement. C'est au sujet de ce même conseil que le premier Lord de

« l'Amirauté est entré chez le Roi pour lui annoncer sa prochaine retraite. Ce ministre n'est point regretté : on le regarde comme un très petit homme, mais avec les capotes. C'est le L<sup>r</sup> Howe qui le remplacera. Le D. de M. cherchant sa retraite surtout par singularité et par entêtement quo par mécontentement, on ne peut pas encore se le général Conway en voit son exemple. Il en 5 autres membres bien avant au manche, mais il y a espérance que l'on s'en ira à sa réforme. »

<sup>1</sup> Correspondance d'office et particulière indiquée il y a un moment et datée des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4 janvier 1763. *Angleterre*, t. 539 n. 9, 10, 11, 12, 13.

1783. analogues à celles de Fisherbert à Versailles<sup>1</sup>; la veille il avait remis au plénipotentiaire, dans la pensée de son départ, un pli où s'ajoutait déjà au témoignage de ses sympathies pour lui et pour le vicomte de Vergennes celui des sentiments qu'il éprouvait en raison de l'œuvre regardée comme accomplie<sup>2</sup>. Lord Shelburne, lui, obligé de préparer le Parlement à entendre et à sanctionner la défense de ses actes, n'avait plus guère, depuis un temps, le loisir d'écrire; mais ses paroles correspondaient exactement à celles de lord Grantham Rayneval, dans une lettre particulière à M. de Vergennes, après avoir rendu compte de l'audience du roi à la suite de la signature, lui manda, dans le pli tout à l'heure indiqué du 24 janvier :

J'ai eu une longue conversation avec M<sup>d</sup> Shelburne à votre sujet. Ce ministre m'a dit qu'il avait la démonstration de la pureté de vos intentions et de vos vues, et vous pouvez être sûr que sa confiance en vous est entière et même plus forte que jamais. Ce ministre me parait bien instruit des intrigues en France : pour en découvrir une partie, suivez les liaisons de M<sup>r</sup> Walpole.

Et si l'on se transporte à deux semaines plus tard que le moment de défiance et de tristesse dont témoigne la lettre de M. de Vergennes

<sup>1</sup> *Angleterre*, t. 539 n° 46.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 38. « Monsieur le Comte — Je ne laisse pas partir M. de Rayneval, ni le fils de V. E. sans renouveler par leurs mains les sentiments que j'ai eu l'honneur d'adresser à V. E. sur leur arrivée chez nous. »

« Je veux bien croire qu'ils ne retourneront pas mécontents de nous et que V. E. n'y aura rien de tel. Je leur permettrai un autre voyage — nous donnera de nouvelles occasions de les servir — comme ils méritent de l'être. »

« Je ne parle pas seulement de moi-même — mais je tiens de la vraie satisfaction qu'a comencé le Ministre de l'un et la suite de l'autre — au Roi, à mes confrères et à notre public. »

« M. de Rayneval sera garant de mes principes de mes vœux et de mes intentions de confirmer les vœux de nos Souverains, en établissant une correspondance respectable entre des nations qui nous ont si souvent aidés. »

« Les occupations de V. E. la mettent dans l'impossibilité de juger que les miennes ne me permettent pas d'abuser des moments précieux de V. E. La satisfaction que l'on doit ressentir est la garantie de celle que nous aspirons la perfection de notre grand ouvrage — et je n'ai rien de plus à cœur que mon espérance — que l'esprit et l'amitié de V. E. puissent égaler les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, etc. »

du 30 décembre, on se voit en présence d'un rapport de Rayneval 1783.  
qui débute comme il suit :

Monseigneur,

Je ne sais si je me trompe, mais je crois pouvoir vous féliciter sur la paix car je la crois ou signée ou au moment de l'être. Je me réserve à dire dans un autre moment ce que je pense de cet événement.

J'ai fait, Monseigneur, l'usage convenable de vos deux lettres particulières; je puis vous dire que toutes les impressions désagréables sont effacées que l'ancienne confiance est rétablie, et que l'on se tiendra en garde de ce côté-ci contre les faux rapports. Je m'abstiens de vous mander tout ce qui m'a été dit des intrigues et des intrigants de France, parce que la paix doit renfermer une amnistie générale; d'ailleurs ils sont punis de reste par la consommation du grand œuvre

Le plénipotentiaire écrivait de cette manière le 14 janvier. A quelques jours de là, son ministre, en lui répondant par une dépêche personnelle dont la minute encore est de sa main, lui annonçait tout d'abord la signature des préliminaires de paix, et cette signature fût intervenue plus tôt si les courriers n'avaient pas été empêchés pendant plusieurs jours de traverser la Manche :

Versailles le 20 janvier 1783

C'est avec la plus douce satisfaction, M., que je vous fais part que les articles préliminaires de la paix ont été signés aujourd'hui avant midi entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Les plénipotentiaires hollandais n'ayant pu y concourir, M. Fitzherbert nous a remis à M. le C<sup>te</sup> d'Aranda et à moi une déclaration qui comprend la répub<sup>l</sup> des Provinces Unies dans l'armistice nos Cours s'engageant à procurer l'acceptation des États-Généraux.

Les articles provisionnels arrêtés et signés entre la Grande-Bretagne et les États-Unis de l'Amérique n'ayant point pourvu à la suspension d'armes et M. Oswald se trouvant en Angleterre, les plénipotentiaires américains que j'avois

*Angleterre* 1790 n° 55.

- 1783 invités à la signature de nos préliminaires ont échangé avec M. Fitzberbert des déclarations respectives qui établissent entre la Grande-Bretagne et les États-Unis de l'Amérique cette suspension d'armes avec les mêmes clauses et les mêmes époques que nous avons admises. Je ne vous envoie pas copie de ces pièces parce que le temps me manque pour les faire transcrire et je compte d'ailleurs que le lord Grantham se refusera pas de vous les communiquer .

Les ministres de George III, s'ils avaient eu réellement l'idée de profiter contre la France d'un accord antérieur avec les commissaires américains, n'y pensèrent plus à cette heure. Les préliminaires anglais portaient expressément en préambule que cet accord ne vaudrait définitivement qu'associé à celui dont la France et ses alliés conviendraient avec la Grande-Bretagne. Entre les Américains et nous, toutefois, il y avait quelque chose de plus à faire, que de les convier à signer ces préliminaires, dans lesquels ils devenaient formellement partie. Les circonstances qui avaient présidé à la prompte réconciliation du gouvernement du roi et de leurs représentants commandaient une opération préalable. C'est pourquoi, le 18 janvier, M. de Vergennes, par un billet à l'adresse de Franklin, convoquait chez lui pour le surlendemain les représentants du Congrès, en leur laissant intentionnellement voir qu'il s'agissait d'un acte important<sup>1</sup>. Le ministre du roi trouvait en effet nécessaire que ceux-ci engageassent de nouveau, à vrai dire, leur pays envers la France. L'acte passé par eux le 30 novembre avec les plénipotentiaires anglais ressemblait à un abandon du traité qui, quatre ans et demi auparavant, avait lié les États-Unis avec nous; il était essentiel que, par leurs auteurs eux-mêmes, cet acte fût formellement réduit au fait momentané qui l'avait motivé. Il importait qu'ils proclamassent le maintien de

<sup>1</sup> Bagelow. *Works of Franklin*. I VIII p. 249.  
— M. de Vergennes appela « tous les commissaires présents à Paris et le petit-fils de Franklin à titre de secrétaire » attendu qu'il y aurait à traduire beaucoup d'anglais en français et

qu'il s'agissait de choses « très-importantes pour les États-Unis ».

Franklin répondit le même jour, que Laurens est aux eaux en Angleterre et Jay au Nordampt. Il n'y avait donc qu'Adams et lui à Paris.



notre alliance mutuelle et qu'ils déniaient ouvertement, comme un deshonneur pour leur pays, toute interprétation contraire pouvant autoriser dorénavant une action isolée de leur part. C'est ce qu'effectua une déclaration positive<sup>1</sup>. Pour Franklin, elle était naturelle, elle dut coûter à Adams, et peut-être aviva-t-elle chez lui les mauvais sentiments et les mauvaises paroles dont il remplissait sa correspondance avec l'Amérique. Le ministre avait du reste tout combiné pour mettre les États-Unis absolument à l'abri de l'Angleterre; il en forma de sa main La Luzerna dans les termes suivants, quand les préliminaires furent signés; la lettre est en quelque sorte l'acte de clôture de la campagne de paix entreprise par lui en commun avec Franklin, il y avait presque une année, et dont l'issue, contre leur

1763

<sup>1</sup> Voici cet acte : il porte pour seul titre le mot de *Déclaration*.

« Nous soussignés, ministres plénipotentiaires des États-Unis, etc. déclarons qu'en agissant et consentant à fixer par notre signature des articles qui avaient été discutés entre nous et M. Oswald, nous, de plus puissants à cet effet par S. M. le roi de la Grande-Bretagne, pour être insérés dans le futur traité de paix, nous avons eu pour objet que de faciliter et de constater la négociation dans laquelle les intérêts de nos Souverains doivent être préalablement traités.

« Quoique la promulgation de ces articles ne puisse positivement qu'ils n'aient d'effet que dans le cas où le traité de paix entre S. M. T. C. et S. M. Britannique sera conclu nous avions voulu manifester plus spécialement les intérêts de nos Souverains à cet égard parce que nous apercevions que la teneur du Traité préliminaire dont on qualifie ces articles met en Angleterre dans les papiers publics de l'Europe peut induire en erreur sur la nature de l'acte que nous avons signé le 30 du mois dernier.

« Les États-Unis de l'Amérique Septentrionale

« ont juré de faire connaître leur fidélité à remplir leurs engagements et leur reconnaissance pour S. M. T. C. regardant leur cause comme inégalement unie à celle de Sa M<sup>té</sup>. C'est la base des instructions que nous ont données et auxquelles de nos devoirs nous ne pouvons nous écarter de ce principe. Nous remplissons donc un de nos plus précieux devoirs en déclarant que les articles arrêtés et signés entre nous et le plénipotentiaire de Sa M<sup>té</sup> Britannique ne changeront rien à la position des États-Unis envers l'Angleterre tant que la paix entre S. M. T. C. et Sa M<sup>té</sup> Britannique ne sera pas conclue, et que nous rejeterons toute interprétation d'un article et toute restriction de la signature que nous y avons apposée qui seraient contraires à cette assertion. Nous espérons que ces vérités bien connues dissiperont tous les soupçons qu'on pourrait chercher à répandre sur les sentiments d'une République naissante dont l'honneur et les intérêts demandent également qu'elle s'établisse dans l'opinion générale comme mettant au-dessus de tout la fidélité et la constance dans ses engagements.

« Fait à Paris ce 20<sup>me</sup> Mars 1763. *Edm. Lar.*, 1763 n° 17.

1783 gré à l'un et à l'autre, avait été rendue plus d'une fois incertaine. La déclaration du 20 janvier était contenue dans le pli, qui portait .

A Versailles le 22 janvier 1783.

J'ai eu l'honneur, M. , de vous prévenir par mon expédition du mois dernier du progrès qu'avait fait la négociation des États-Unis pour la paix et de l'incertitude qui regnoit encore touchant le sort de la nôtre. Les difficultés qui eu retardent la marche ont été successivement aplanies, et enfin le 20. de ce mois les préliminaires ont été signés à Versailles entre la France et l'Espagne d'une part et l'Angleterre de l'autre. Les articles provisionnels arrêtés et agréés entre le commissaire anglais M. Oswald et les plénipotentiaires des États-Unis de l'Amérique septentrionale n'ont point pourvu à un armistice qui fasse cesser les hostilités en attendant la conclusion du traité définitif de paix, et le commissaire anglais ayant été appelé en Angleterre, j'ai invité les plénipotentiaires américains à se rencontrer chez moi au moment de la signature des préliminaires, et ils ont échangé avec M. Fitz Herbert, muni de pouvoirs du roi d'Angleterre, des déclarations respectives en vertu desquelles la suspension d'armes convenue entre nous et l'Angleterre aura son effet par rapport aux États-Unis de l'Amérique.

La négociation des Hollandais n'étant pas aussi avancée pour que la signature des articles qui les concernent put avoir lieu, et tout délai ultérieur pouvant entraîner beaucoup d'inconvénients, nous avons compris cette république dans l'armistice, en sorte qu'elle peut continuer à traiter sans être détournée par les alarmes de la guerre .

États-Unis, L. 23 n° 26.

Les réceptions royales amenées par les accords de paix qui terminant de grandes guerres, se ressemblent presque toutes. Ce sont des compléments convenus; le langage y est tracé d'avance. Celles de Rayneval à Londres et de Fitzherbert à Versailles empruntent leur intérêt au caractère de rénovation européenne imprimé aux négociations dont elles dérivent et aux démonstrations dont s'y rendirent mutuellement l'objet les politiques qui les avaient menés à fin. Presque à l'heure où Louis XVI entretenait Fitzherbert à Versailles,

le roi d'Angleterre recevait Rayneval. Celui-ci faisait connaître ainsi qu'il suit les circonstances de son audience et les impressions qu'elle lui avait laissées.

1762.

A Londres le 23 janvier 1762.

Monsieur,

Le courrier que vous avez expédié le 20 de ce mois est arrivé ici hier au soir après 6 heures. Le terme lui a été si contraire qu'il a été obligé de débarquer à Deal.

La nouvelle de la signature des préliminaires étoit attendue avec une vive impatience par le Roi et par ses ministres, et je puis dire qu'elle leur a causé une véritable satisfaction. Nous étions à table chez M<sup>d</sup> Shelburne, où il y avoit un grand dîner, lorsqu'on m'a prévenu de l'arrivée de mon courrier, je m'ai confié mon secret qu'au maître de la maison. M<sup>d</sup> Grantham est venu peu après, et a annoncé la paix avec un contentement qui est devenu général.

M<sup>d</sup> Grantham venoit de voir le Roi, et il étoit convenu avec Sa M<sup>té</sup> que j'aurois mon audience aujourd'hui. Cette audience a effectivement eu lieu, et j'en sors dans ce moment.

J'ai été introduit dans le cabinet du Roi par M<sup>d</sup> Grantham qui est resté en tiers. J'ai fait le discours dont je joins ici la copie. S. M. B<sup>te</sup> y a répondu d'une manière à me convaincre de la joie franche et sincère qu'elle avoit de voir la paix rétablie : ce prince m'a dit que les principes de justice que S. M<sup>té</sup> a développés dans toutes les occasions, la candeur et la droiture qu'il a remarquées dans sa politique, la simplicité et la pureté de ses mœurs et de sa vie privée lui avoient inspiré depuis longtemps une grande estime et une véritable amitié pour Sa M<sup>té</sup> et qu'il voyoit avec bien du plaisir le moment de pouvoir s'expliquer à cet égard, que la manière franche et libérale avec laquelle les négociations ont été suivies ont augmenté et fortifié ses sentiments, qu'il espéroit qu'il s'établira entre S. M<sup>té</sup> et lui une cordialité dont le germe étoit latent dans son cœur que dans ses principes, que la France et l'Angleterre étoient faites pour être amies; que leur union convenoit parfaitement à leurs intérêts bien entendus; qu'elle préviendroit la guerre non seulement entre les deux puissances, mais aussi entre les autres souverains de l'Europe, enfin S. M. B<sup>te</sup> m'a dit avec beaucoup d'onction et beaucoup de gaieté, qu'elle ne vouloit plus avoir la guerre avec la France. Ensuite ce prince s'est attaché,

1787 Monseigneur, à faire votre éloge, il a beaucoup appuyé sur la conduite franche et loyale que vous avez tenue dans tout le cours de la négociation, et il se flatte que tant que vous serez ministre, il n'y aura ni guerre ni discussion entre la France et l'Angleterre. S. M. Bâle a fini son discours par une dire des choses infiniment flatteuses, mais que je me garde bien de répéter. Mon audience a duré près d'une heure, il a beaucoup été question d'intrigues, et cette manière a encore fourni au roi d'Angleterre occasion de faire l'éloge de Sa M<sup>te</sup>. L'intervention des médiateurs n'a pas été omise; le Roi d'Angleterre a montré beaucoup de satisfaction de ce qu'elle n'a pas eu lieu, et ce prince a dit d'une manière très agréable, qu'il avoit toujours pensé qu'il falloit s'adresser directement à la France, qu'il étoit persuadé que c'étoit la voye la plus sûre et la plus courte pour parvenir à la paix, et que mon voyage du mois de septembre avoit convaincu de la justesse de son opinion et de ses espérances.

*Angleterre, l. 540, n° 91*

Nous venons de dire qu'à cette relation officielle Rayneval ajoutant une lettre privée pour M. de Vergennes; il y donnait au ministre le détail suivant :

Monseigneur

Je vous félicite bien sincèrement sur la conclusion de la paix, elle vous fait beaucoup d'honneur dans ce pays-ci, et je crois que vous pouvez la regarder comme un miracle, je puis vous dire que si le roi d'Angleterre n'avoit pas un penchant décidé pour le Roi et si l'on n'avoit pas ajouté foi à tout ce que j'ai dit de votre franchise et de votre probité, vous n'auriez certainement pas fait la paix. Le roi d'Angleterre m'a dit formellement, que sans mon voyage du mois de septembre la guerre auroit encore continué longtemps, et ce prince m'a remercié avec les plus vives expressions de l'excursion que j'ai faite à Versailles au mois de novembre, il a dit qu'il ne l'oubliera de sa vie. Je ne vous transmets pas, Monseigneur, tout ce que S. M<sup>te</sup> Bâle m'a dit du Roi et de vous parce que je serois trop long mais vous pouvez être assuré qu'en

*Londres le 24 janvier Angleterre, 540 n° 9*

cultivant bien les dispositions où sont ce souverain et ses ministres, vous ferez de l'excellente besogne dans ce pays-ci 1783

La lecture de la correspondance de Rayneval permet d'affirmer que ni la flatterie ni la jactance ne lui furent reprochables. C'était bien la vérité qu'il exprimait là. Les historiens seront-ils fondés à élever le blâme contre le ministre de Louis XVI à cause de cette grande satisfaction du roi d'Angleterre, en l'attribuant aux concessions obtenues de nous? Ce fut le très injuste jugement aussitôt répandu par les ennemis de M. de Vergennes. Ce qu'il faut dire, avec les documents anglais eux-mêmes, c'est que le besoin de la paix n'était pas moins ressenti d'un côté que de l'autre. Le courrier de Rayneval croisa sur la Manche celui qui portait en Angleterre le compte rendu de l'accueil fait à Versailles au plénipotentiaire de Londres, parallèlement à l'audience donnée au nôtre au palais de Saint-James. M. de Vergennes complétait aussi ce compte rendu par un pli personnel pour Rayneval, et là il écrivait à son plénipotentiaire :

Versailles le 24 janvier 1783.

Je n'ai aucune nouvelle de vous, M., depuis votre dépêche du 14. Je n'en suis point surpris, car après nous avoir tout dit vous avez jugé que vous étiez dans le cas d'attendre que nous nous expliquions à notre tour. J'espère que vous n'aurez pas été mécontent de nos dernières expéditions, surtout de celle du 20. Vous n'êtes pas de ceux dont le rétablissement de la paix ronge l'âme. Il y a bien des gens dans ce pays-ci qui éprouvent ce mal, heureusement ce n'est pas le plus grand nombre. Les gens sensés et impartiaux sont très contents de la chose et de la manière. Nos maîtres le sont infiniment. Je souhaite que M. Fitz Herbert rende un compte détaillé de l'audience que le Roi lui a donnée. Sa Majesté lui a parlé avec une franchise sur ses sentimens personnels pour le roi d'Angleterre et sur son intention d'entretenir la plus parfaite intelligence entre les deux nations qui doit intéresser la satisfaction de S. M<sup>te</sup> B<sup>te</sup>. Il a été également mention du lord Shelburne et du lord Grantham, et j'ai sans cette occasion pour rendre justice en présence de M. Fitz Herbert à la loyauté de leur caractère et à l'honnêteté souterraine de leurs procédés.

1783 pendant tout le cours de la négociation. C'est le démenti le plus solennel que je pouvais donner aux sottis et ridicules propos dont on me faisait honneur.

*Angleterre* : 1640. n° 56

On voit qu'il y avait « des gens », comme parle le ministre, dont le rétablissement de la paix « rongeaient l'âme ». Pour qu'il le dit si amèrement, ils devaient être en nombre et très visibles. En effet, même la correspondance d'offices de l'ambassadeur d'Autriche à Versailles relatait que, dans le parti dont MM. de Breteuil et de Castries étaient les personnages de marque, on n'entendait que dénigrement de la paix. M. de Kaunitz ressentait un tel mécompte d'avoir manqué le rôle de médiateur, que lord Grantham se plaisait à en faire confidence à Rayneval<sup>1</sup>, Mercy-Argenteau, en rapportant les propos qui circulaient, avait été agréable à son ministre, trop froissé d'avoir perdu l'occasion de rétablir son importance avec celle de son souverain, pour savoir gré à M. de Vergennes de sa parfaite attitude jusque-là à l'égard des médiateurs et même de celle qu'il garderait encore<sup>2</sup>. Le grand grief contre le ministre du roi, l'unique, au fond, c'était d'avoir conclu la paix. Par là, en effet, il avait brisé le levier que le parti de cour dont il s'agit

<sup>1</sup> Rapport de Rayneval, à partir la date du 14 janvier.

<sup>2</sup> A cette époque-là du moins M. de Vergennes s'occupait de mettre ses actes à cet égard d'accord avec ses actes précédents. Les médiateurs furent appelés à participer la paix. Voici le projet de proposition que fit pour cela M. de Vergennes tel qu'on le trouve au n° 17 du tome 540 de l'Angleterre. « Les préliminaires conclus et signés il semble que toutes les puissances belligérantes pourrassent passer un office distinct aux deux Cours médiatrices pour leur témoigner la sensibilité qu'elles éprouvent de la disposition que ces deux Cours impériales ont manifestée pour contribuer à la réconciliation générale. Des circonstances ayant mis les dites puissances bel-

ligerées dans le cas de se communiquer et de se concerter entre elles et la Providence avant d'élire leurs finables intentions par la conclusion des articles préliminaires, elles se font un plaisir de les communiquer confidentiellement à S. M<sup>te</sup> Impériale et elles croient ne pouvoir reconnaître d'une manière aussi équivoque l'intérêt qu'elle a pris à faire cesser les calamités de la guerre, qu'en servant S. M<sup>te</sup> Impériale à vouloir bien concourir à la perfection d'un ouvrage ainsi initié et contribuant par sa médiation le sort différent qui se trouvera pas à être caché et pour cet effet de vouloir bien mander des personnes nécessaires son ambassadeur ou ministre résidant à \_\_\_\_\_ pour intervenir à son œuvre satisfaisante. »

s'étant forgé de la guerre, au moyen d'affirmations répétées que l'Angleterre en était réduite à l'impossibilité d'avoir raison des forces combinées réunies à Cadix et d'autres forces françaises en outre, montrées prêtes à fondre sur l'Inde. De moins, ce n'eût été là qu'une contre-partie excusable des imputations élevées contre lord Shelburne à Londres par ceux qui émettaient la même assertion à notre sujet, en raison des escadres nouvelles formées en Angleterre. Mais un autre grief était celui d'avoir sacrifié dans l'Inde des postes conquis, au lieu de n'accepter que l'*uti possidetis*; celui-là, M. de Castries l'articula très ouvertement dans une explication avec M. de Vergennes.

Un grief de plus, et qui a fait plus de chemin, fut que, sans excuse, il s'était hâté d'en finir en laissant les Pays-Bas « dans le plus grand embarras ». Ainsi l'écrivit alors l'ambassadeur d'Autriche. Cette imputation-là dure peut-être toujours. D'abord, le mandataire des Pays-Bas se plaignit au moment même<sup>1</sup>, et, d'autre part, l'histoire des rapports du gouvernement de Louis XVI avec les Pays-Bas depuis leur adhésion à la déclaration des neutres n'a pas encore été écrite. Quand cette histoire aura tenté un écrivain, liés qu'elle est intimement aux relations dans lesquelles les premières guerres de la révolution française nous trouvèrent avec cette république; quand, par suite, la

Sur cela Rayneval fut obligé de relever à Londres le langage du mandataire de la Haye. Il écrivit à M. de Vergennes : « M. Tor avait une grande tendance à avoir le verbe haut, à parler de surabondance de guerre, j'ai blâmé de le tempérer, cependant il n'a pu se tenir tant à l'écart : mais M. de Castries lui a répondu avec un phlegme et une agresse qui l'ont déconcerté. J'aurais bien voulu au pas retirer les imputations que nous foudroyait M. Tor, mais j'ai jugé mon silence responsable : ces mathématiques Hollandoises se lassent tout poudres et les uns se sont jetés dans la guerre que pour enlaidir la paix. Il me semble que le Roi leur a rendu un service éternel en sauvant la

Cap et Colombo et en se maintenant de quelques-unes de leurs colonies. On est l'argent qui ils ont fourni au Roi pour faire la guerre ? Lui en fournissent-ils dans la vue de sauver Negapatam ? Cette question a un peu embarrassé M. Tor. Au reste je le crois constant de moi, malgré mes observations je lui ai déclaré que vous étiez personnellement aimé. Il faut que tout l'être M. de Castries du mariage que l'on s'agit de la république et qui mon sentiment ne pouvait pas être différent du vôtre. Il est dans l'ordre naturel des choses que les ministres anglais ne le partagent point et que nous préférons la paix. » Angleterre t. 540, n° 110.

1783. correspondance de M. de Vergennes, soit avec notre ambassade de la Haye antérieurement aux négociations de la paix soit avec Rayneval depuis l'envoi de ce dernier à Londres, aura été dépouillée ou produite, on verra quels soins attentifs, au contraire, prit le ministre du roi d'amoindrir en faveur des Provinces-Unies la rancune de l'Angleterre, de presser celle-ci d'admettre leurs demandes et d'accéder aux restitutions qu'elles souhaitaient. Dans une certaine mesure, insuffisante bien malgré lui, il surmontera les lenteurs inhérentes aux formes et aux procédés de leur gouvernement; à la fin, il leur rendra au nom du roi leurs possessions des Antilles, reprises par nos forces; dans la fixation des préliminaires, il arrachera pour elles à l'Angleterre Trincomale, l'une au moins des restitutions qu'elles ambitionnaient le plus. Il n'y a guère de dépêches ou de lettres du ministre à Rayneval ou les intérêts de la Hollande ne soient rappelés, défendus, donnés comme aussi chers au roi que les nôtres. « On se-je rabâcher, » écrit-il encore au plénipotentiaire lorsque tout va être fini, le 24 janvier, je ne puis cesser de vous recommander encore les Hollandais et leurs intérêts. Prêtez toute l'assistance à M. Tor pour procurer à ses maîtres une composition raisonnable. » Les Pays-Bas n'obtinrent pas tout ce qu'ils demandaient, il aurait fallu, pour le leur assurer, n'avoir subi ni la défaite de Grasse aux Antilles, ni l'échec de Gibraltar, ni la signature cachée des commissaires américains; il aurait fallu aussi qu'ils négociaient plus vite, étant données les conditions dans lesquelles la pacification s'effectua, et qu'ils n'y missent pas un prix supérieur à ce qu'avait valu leur appui. Mais qui aurait par-

Le 27 janvier 1783, c'est-à-dire quand on se était à préparer la rédaction du traité de paix définitif M. de Vergennes mandait à La Fournelle : « Vous connaissez dans l'attente Monsieur du parti que prendront les Hollandais » nous ne leur en voyons qu'un seul, c'est d'acquiescer aux conditions qui leur ont été proposées et les avoir très tôt ratifiés ou agréés sans

« parler que la république » faire de toutes « parts. Nous aurons à la fin de cette semaine » et résolutions finale des États Généraux. » *Arch. Des. t. 43, n. 54.* Et six mois plus tard le 27 août, presque au moment de la signature définitive du traité de paix entre les mains des cours souveraines le ministre au état réitéra à écrire à Montmorin au sujet de



donné le refus de la paix à cause des Pays-Bas, et de quelles récriminations n'eût-on pas chargé le ministre du roi d'avoir refait pour eux la guerre ? 1783.

La vérité, c'est que la paix dérangeait à la cour trop de calculs intéressés. M. de Vergennes mettait vraiment tout au point en disant à Rayneval : « Les gens sages et impartiaux sont très contents de la chose et de la manière, nos maîtres le sont infiniment ». Le politique s'ense qu'il était se peint là tout entier : sans apprêt, fuyant le faste, recherchant le solide et le trouvant. Au rapport de Mercy-Argenteau, on fut frappé et de la modestie et de la modération qu'il montra dans le succès, et de l'expression chez lui du principe, manifesté à plus d'une reprise dans sa correspondance, « qu'on ne devait jamais se laisser aller à abuser contre une grande puissance des circonstances les plus favorables ». Rayneval, qui le 28 janvier informait Versailles comme on l'a vu de la retraite de Keppel et de Richemond, de la probabilité de celle de Conway, peut-être de celle d'autres ministres, faisait un exact tableau de la réalité et, l'on peut dire, en sentait la grandeur sous les mêmes inspirations que son ministre, quand, à propos de la nouvelle crise par laquelle les partis préludaient au renversement de lord Shelburne et de sa politique, trop empreinte d'esprit moderne pour jouir alors de la durée en Angleterre, il écrivait à M. de Vergennes :

« ... que les clabaudiers viennent encore dire que les ministres anglais vous ont duppés, qu'ils ne voulaient point la paix. Je le répète, Monseigneur, et je le répèterai toute ma vie, cette paix est un miracle : deux nations grandes

en États pleins de lenteur. « Sans se mettre en retard par leur faute il faudra bien prendre le parti de signer sans eux. Ce ne sera pas sans regret de nos part. car en les laissant à la merci des Anglais ce sera leur faire reprendre la chaîne qu'ils ont eu tant de peine à seconner. Et ne pourrions pas au reste qu'il en résultât de

« grandes conséquences politiques. Les gens-sages ne veulent être ni si si si entêtés, ni si si si d'autre ressort que celui de leur cupidité. »

<sup>1</sup> Officié du 17 janvier 1783 cité par M. Flanmorionnet au note à la copie du même jour dans la *Correspondance secrète de Mercy-Argenteau*.

1763 frères, rivaux par principe comme par habitude, faisant la paix sans qu'aucune d'elles soit forcée de la demander, est une chose sans exemple. Le roi d'Angleterre, à ma première audience, m'a demandé quelle opinion j'avois de l'Angleterre, que je la croyois sans doute bien épuisée et hors d'état de continuer la guerre : j'ai répondu qu'avant de venir en Angleterre j'avois l'opinion de presque tout le monde sur la situation de l'Angleterre, mais que j'avois eu lieu de rectifier cette opinion, et que ma conduite (que le Roi avoit fort approuvée auparavant) en avoit fourni la preuve, j'ai ajouté que faire la paix lorsque aucune des puissances belligérentes n'étoit forcée de la demander, étoit un acte d'humanité et de bienfaisance qui faisoit plus d'honneur que des conquêtes. Mon idée a beaucoup plu au roi d'Angleterre et elle lui a donné lieu de se répandre en éloges sur le caractère du Roi, sur la confiance qu'il est porté à lui marquer, et sur la cordialité qu'il espère qui s'établira entre les Cours. nous avons eu, a dit ce prince un premier partage de la Pologne, il n'en faut pas un second. Ce prince fait le plus grand cas de vous, Monseigneur, c'est, m'a-t-il dit plusieurs fois, c'est un travailleur, c'est un ministre qui sait son métier, c'est un honnête homme. Vous me dispensez sûrement de rapporter mes réponses.

*Angleterre, 1<sup>er</sup> 540 n° 10*

Presque en même temps, le 1<sup>er</sup> février, M. de Vergennes s'étoit exprimé avec son plénipotentiaire de la manière suivante, qui résume les vues dont il avoit inspiré le gouvernement du roi en concluant les préliminaires de paix et qui, à la fois, indique bien non seulement les avantages qu'il pensait en voir sortir pour l'intérêt général, mais encore les dispositions qu'il apportait dans la situation nouvelle :

*A Versailles le 1<sup>er</sup> février 1763*

J'ai reçu, Monsieur, la lettre n° 21 que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24 du mois dernier.

Sa Majesté a entendu avec beaucoup de satisfaction le récit de ce qui s'est passé dans l'audience à laquelle le roi de la Grande-Bretagne vous a fait l'honneur de vous admettre et des sentiments que ce prince vous a chargés de lui exprimer. Le Roi en reçoit l'assurance avec d'autant plus de confiance et

de plaisir, que ses sentimens pour Sa M<sup>te</sup> B<sup>te</sup> ne diffèrent en rien de ceux qu'elle lui accorde, et que de cette réciprocité ainsi que de la conformité de leurs intentions et de leurs dispositions doit naître une intelligence entre les deux souverains aussi parfaite pour faire le gage d'une paix durable, et pour assurer sur des fondemens solides la paix générale de l'Europe. Le vœu du Roi est uniquement dirigé vers ce double but, et vous voudrez bien ne pas quitter l'Angleterre sans assurer le ministère britannique qu'il nous trouvera toujours très-empressés à aller au devant de tout ce qui pourroit réveiller les anciennes jalousies. Je suis un trop faible instrument pour me compter au milieu d'aussi grands intérêts, mais autant que mon influence pourra servir elle sera constamment dirigée au but de la conciliation. C'est un vieux préjugé que je ne partage pas qu'il existe des incompatibilités naturelles entre nos nations, j'y ai souvent réfléchi et je n'en ai jamais compris le principe ni la fin. Toute nation doit tendre nécessairement vers sa plus grande prospérité, mais cette prospérité ne sauroit être exclusive, car elle deviendrait bientôt nulle. On ne s'enrichit pas avec des nations absolument pauvres, il faut être riche pour se procurer des jouissances. Le champ de l'industrie est d'ailleurs si vaste qu'il y a à menacer pour tout le monde.

Ce bref exposé de ma façon de penser vous donne la clef des principes que je souhaite voir adoptés et suivis dans la négociation relative au commerce entre la France et l'Angleterre lorsqu'elle s'établira, ils sont déjà consacrés dans nos arrangements faits avec l'Amérique septentrionale. En posant cette base, je n'entends pas exclure les restrictions qu'une nation croit devoir admettre pour favoriser sa propre industrie. Nous ne demanderons pas à l'Angleterre de suspendre ses acts de navigation ou tel autre règlement qu'elle pourroit faire pour son bonheur intérieur, mais elle devrait, ce semble, établir une loi commune sous le bénéfice de laquelle chaque nation seroit admise.

Je désirerois bien, Monsieur, que ces pensées rapides prévenant votre départ d'Angleterre, vous pussiez les exposer et les discuter avec les ministres britanniques. Le jugement qu'ils en porteroient nous faciliteroit le choix des moyens pour la perfection de l'ouvrage dont il reste à nous occuper. Il me seroit également intéressant de connoître leurs vues et leurs idées relativement au système politique à former. Vous connoissez les nôtres et vous

1783

1785 pouvez affirmer que nous n'en avons pas une qui ne tende à la félicité universelle

*Angleterre* t. 540 n° 125

Ce n'est pas l'Espagne qui aurait pu faire écouter des plaintes; elle ne méritait et elle n'avait l'attention de personne. Pour les pays comme pour les hommes, le succès ne suppose pas toujours les vertus, la considération, en tout cas, pour les uns et les autres, ne s'attache qu'au caractère. Cette puissance souffrait amèrement dans sa vanité de ne s'être pas fait allouer Gibraltar, voire aux dépens de la France, les Florides et Minorque constituaient du moins un avantage singulièrement supérieur au concours qu'elle nous avait prêté. Elle trouva en outre dans le gouvernement de Louis XVI l'allié le plus empressé à panser sa blessure. Ce gouvernement, en mettant aussitôt à profit pour la paix l'acceptation des offres de Londres par le comte d'Aranda, était-il si crédule qu'il regardât cet ambassadeur comme se déterminant de lui seul, et non pas uniquement sans instructions, mais à l'encontre de la volonté de sa cour? Il y a toute raison de ne pas le penser. M. de Vergennes écrivait bien à Montmorin, le 17 décembre, que c'était « la plus étonnante démarche dont ambassadeur eût jamais pris la responsabilité, une démarche unique dans les fastes de la diplomatie »; l'obligation de douter qu'il se soit avancé ainsi d'autorité n'en est que plus évidente. Mais, à Versailles, on s'appliqua à paraître persuadé qu'Aranda avait agi de cette manière et à en consoler la cour de Madrid. M. de Floridablanca manifestait la plus vive colère, protestant que l'ambassadeur avait tout pris sur lui, le souverain affirma qu'il se voyait « entraîné malgré lui par la volonté de son agent », aussi M. de Vergennes, dans sa dépêche du 17 décembre, s'efforçait-il de munir Montmorin de raisons pour convaincre Charles III de l'utilité qu'il trouverait au sacrifice de Gibraltar<sup>1</sup>. Ce monarque, au

<sup>1</sup> *Espagne* t. 609 n° 176

reste, se donna juste le temps moral qu'il fallait pour sembler ému et prêt à ne point accepter ce qu'il appelait « des démarches suivies au delà de ses ordres », le 28 décembre, un pli de Montmorin emportait une lettre de lui pour son neveu, où il prenait le semblant d'espérer qu'on pouvait encore remédier au sacrifice, mais on il ajoutait que, au cas contraire, « les tendres sentiments de son cœur » à l'égard du jeune roi lui défendaient d'attendre « que celui-ci remplît tous ses engagements au prix d'extrêmes fâcheuses pour lui et pour ses sujets ». En fin de compte, Charles III et M. de Florida Blanca ne disconvinrent pas que l'Espagne était mieux traitée qu'elle n'avait été d'abord menacée de l'être.

Le gouvernement du roi sut pourtant ne pas avoir l'air d'être abusé. Tout en ménageant l'amour-propre de Madrid, il fit voir qu'il avait compris. Il défendit même la conduite du comte d'Aranda. C'est le roi qui parla. Il répondit à son oncle que « devant des raisons importantes exigées de nous par l'Angleterre et qui auraient compromis les possessions de l'Espagne dans les grandes Antilles, l'ambassadeur avait senti le danger et s'était décidé à faire usage de ses ordres du 23 novembre, que dès ce moment les Anglais, jusqu'alors raisonnables relativement à Gibraltar parce qu'ils doutaient de la possibilité de le céder, avaient offert des conditions si avantageuses que celui-ci avait cru devoir les accepter; que c'avait été de sa propre conviction, sans une insinuation de notre part pouvant déroger à nos engagements, décidés que nous étions à les remplir tous, mais qu'en l'état présent des choses il y avait impossibilité et même beaucoup d'inconvénients à changer le plan de la négociation ». Le comte d'Aranda aurait-il dû résister plus longtemps avant de consentir aux offres de Londres, tenter de reporter le débat à Madrid? Son initiative se borna-t-elle à se croire le droit de renoncer à se donner cette apparence et jugea-t-il que le moment de le faire était venu? Il n'y a pas un bien grand intérêt historique à le rechercher, la cour de Madrid, en tout cas, lui pardonna presque aussitôt.

1712. Quel écho trouvaient aux États-Unis le grand événement de la paix et la manière dont les plénipotentiaires américains y avaient participé? A la date des préliminaires, le Congrès n'avait encore que des rumeurs sur ce qui s'était effectué. Le courrier du *Washington* lui parvint le 13 mars. Une nouvelle insubordination dans l'armée venait de répandre des inquiétudes. L'ascendant moral de Washington l'avait arrêtée, mais nos soldats étaient partis dans quelles conditions se verrait-on si la guerre continuait? On eut donc une joie très grande. La Luzerne écrit que Washington « en versa des larmes et dit que c'était le plus heureux moment de sa vie ». Le Congrès se montra presque aussi froissé, en apprenant les procédés de ses commissaires dans la négociation, qu'heureux de la pacification elle-même. La Luzerne n'eut guère à se servir des instructions apportées par le pli de Versailles du 19 décembre, qu'afin d'empêcher l'éclat dont divers membres de l'assemblée, et avec eux plusieurs États se montraient disposés à prendre l'initiative contre la conduite de ses négociateurs. Le Congrès nous restait fidèle exactement dans les termes de ses dernières instructions pour la paix, et au témoignage de La Luzerne c'était le sentiment général. Arthur Lee et les antigallicans essayaient bien de faire regarder les préliminaires comme dégageant les États-Unis et donnant lieu de s'entendre désormais directement avec l'Angleterre; toutefois ils demeuraient impuissants à le faire admettre.<sup>1</sup> « Ces ministres », écrit notre plénipotentiaire, le 22 mars, en parlant des commissaires

Ces ministres ont rendu compte au Congrès du parti qu'ils ont pris de signer les articles préliminaires sans vous les avoir préalablement communiqués,

<sup>1</sup> Rapport du 19 mars. *États-Unis* n. 23 n. 146. La Luzerne dans ses rapports de ce moment-là exprime sur Washington et sur d'autres Américains des jugements qu'il y a quelque intérêt à recueillir. Nous en reproduisons à l'annexe de ce chapitre.

<sup>2</sup> Rapport de La Luzerne portant la date du 19 mars dans lequel il relate une conversation qu'il eut d'abord avec un des acolytes d'Arthur Lee — le député Bacon — de la Virginie comme Lee puis avec le président du Congrès. *Ibid.* n. 149.

ils n'alléguent aucun motif de cette conduite et plusieurs délégués ainsi que le président lui-même m'ont dit que cette discordance apparente leur causoit une peine inexprimable, que c'étoit la seule circonstance qui eût diminué la joie que leur a donnée la communication de ces articles, qu'ils désiroient que Sa M<sup>te</sup> pût savoir que rien n'étoit plus contraire aux intentions du Congrès et que les instructions données successivement aux plénipotentiaires avoient pour objet d'entretenir la meilleure intelligence et leur prescrivoient de ne rien faire que de concert, que l'on avoit inutilement cherché quelles pouvoient être les causes de ce procédé, qu'il paroissoit d'autant plus étrange que vous même, Monseigneur, avez dit aux plénipotentiaires que Sa M<sup>te</sup> desiroit que chacune des puissances négocîât pour elle-même à condition cependant de se communiquer toutes les circonstances des négociations réciproques, de les faire marcher de front et de ne conclure que de concert, et qu'enfin une grande majorité du Congrès étoit disposée à faire connoître aux plénipotentiaires qu'ils démentroient leur conduite à cet égard.

Un des délégués de la Caroline du Nord m'a dit même que son État sentoit si vivement la reconnaissance qu'il doit au Roi, qu'il étoit persuadé que l'assemblée expliqueroit son mécontentement sur ce point pour peu que je le désirasse. Vous voyez, Monseigneur, que rien n'eût été plus facile que d'exciter l'animadversion du Congrès, et même de quelques législatures contre les ministres des États-Unis, mais il m'a paru que ce parti n'auroit que des inconvénients, et j'ai détourné les délégués qui m'en ont parlé de toute démarche propre à faire de l'éclat en leur faisant observer que ce seroit donner lieu à l'ennemi de supposer une division qui n'existe pas entre le Roi et ses allies.

*États-Unis, t. 23 n° 126*

Pour relater ce qui nous reste à faire connaître, nous n'avons guère qu'à transcrire la correspondance échangée entre Philadelphie et Versailles. Les détails arriveront successivement, et tout d'abord ceux qui concernaient les dissidences par lesquelles les deux collègues de Franklin avoient tâché d'annihiler ce dernier. La Luzerne, qui conservait encore du fauble pour John Adams, mettoit plus qu'il ne le

1763 fallait sur le compte du cabinet de Saint-James ce qui était essentiellement l'œuvre de celui-ci et de Jay. Il écrivait le 19 avril

... Tandis que Sa M<sup>te</sup> voit à l'égard des Américains un système de modération et de générosité, il parait que la cour de Londres s'occupe des moyens d'y créer un parti contre nous, d'y élever son influence à nos dépens et d'alarmer les États de l'Est touchant nos vues à l'égard des pêcheries. Quelques-uns des plénipotentiaires ont mandé diverses circonstances qu'on tient extrêmement secrètes, mais suivant lesquelles « ils ont eu des ministres ou « ambassadeurs anglais qui nous nous étions formellement opposés à ce que les Américains fussent admis aux pêcheries d'une manière aussi étendue qu'ils l'ont été par les articles préliminaires. On mande que M. Franklin favorisait évidemment notre opposition, et que les termes avantageux que les Américains ont obtenus sont dus à la fermeté de deux des négociateurs et à la générosité de l'Angleterre, résolu à regagner par toute sorte de moyens l'affection des États-Unis malgré tous les efforts que nous ferions pour l'empêcher ».

M. Franklin tient un langage bien différent. Il écrit en date du 25 décembre : « Je suis d'opinion que le véritable intérêt politique de l'Amérique consiste dans l'observation la plus vigoureuse des engagements avec la France. C'est une étroite liaison avec cette puissance qui nous rend considérables aux yeux de l'Angleterre et respectables dans les cours d'Europe. Si nous rompions avec la France, sous quelque prétexte que ce soit, l'Angleterre nous foulerait aux pieds, et nous serions l'objet du mépris universel, ainsi nous ne pouvons être trop en garde contre le ressentiment de quelques individus qui voudraient le faire passer dans nos conseils. » J'ai les plus fortes raisons de croire que plusieurs de vos dépêches sont tombées entre les mains des Anglais dans les 6 ou 8 premiers mois de l'année dernière, époque où les dangers de la mer m'obligèrent de multiplier les expéditions de mes lettres jusqu'à sept. Quelques propos de divers délégués ne me permettent guère de douter que la cour de Londres ait tiré parti de ces dépêches pour rendre notre politique suspecte.

*Am. M., t. 24, p. 100*

Lorsque, à Versailles, on fut en situation d'apprécier sous quel jour perfide les collègues de Franklin présentaient dans leur pays les



actes du gouvernement du roi, il fut trouvé important de rétablir pour La Luzerne la vérité des faits, afin de le mettre à même de les rectifier s'il en reconnaissait le besoin ou si l'opportunité s'en montrait. On avait été instruit non seulement par les rapports de Rayneval, mais aussi par une lettre du docteur Cooper, lettre dont Franklin s'était empressé de communiquer un extrait au ministre du roi Cooper, répondant au billet de Franklin du 26 décembre, lui avait qu'il y avait bien en effet, à Boston, le parti que celui-ci lui dénonçait, un parti qui dénigrait les intentions de la France dans la négociation de la paix, qui imputait à Franklin de s'être mis avec elle contre les États-Unis et rapportait à John Adams tout ce qu'ils avaient obtenu, prétendant que ce dernier avait été contrecarré par nous en Hollande, Jay en Espagne, l'envoyé Dana en Russie<sup>1</sup>. M. de Vergennes écrivit alors longuement à notre plénipotentiaire sur ce qui s'était passé relativement aux limites, aux pêcheries et au sujet des imputations incroyables dont Franklin se trouvait abreuvé. Ce fut de sa part l'objet de deux dépêches, à six semaines de distance. À ses explications concernant les limites du côté du Mississippi, il saute aux yeux qu'il était loin de s'être fait encore une exacte notion des choses de l'Amérique. La Luzerne rectifia promptement les idées de son supérieur en dépeignant la croissante activité qui régnait déjà le long de ce fleuve, et le tableau était probablement de nature à étonner Versailles sur la rapidité des résultats qui devaient se produire. Mais, sur la suite, les explications du ministre sont le reflet, aussi calmes et précis qu'indiscutable, de la marche qui avait été suivie. Elles resteront sans appel dans l'histoire. Voici les premières en date qui remplissent presque à elles seules une dépêche du 21 juillet.

... Les limites, M., auxquelles l'Angleterre a consenti du côté du Mississippi, ont dû causer quelque étonnement en Amérique, car on ne s'étoit

<sup>1</sup> *États-Unis* t. 24 n° 92. Lettre du docteur Cooper à Franklin de Boston le 5 janv. 1783.

M. Bigelow a reproduit en note une partie de cette lettre t. VIII p. 341 des *Works of Franklin*.

1763 adroitement pas flatter que le ministère anglais irait au delà de la chaîne de montagnes qui borde les États-Unis pour ainsi dire depuis l'Ohio jusqu'à la Géorgie. Quoi qu'il en soit l'avantage qui résulte de là pour la république américaine est plus idéal que réel, en effet, la plupart des peuples indiens placés entre les États-Unis et le Mississippi sont des sauvages indépendants et sur lesquels la cour de Londres n'avait que des prétentions très illusoires ou au moins très équivoques, d'ailleurs, l'Angleterre en cédant la navigation du Mississippi a donné ce qui ne lui appartenait plus, il est de principe que les rivières appartiennent à ceux à qui appartiennent les bords, or l'Espagne était à l'époque du 30<sup>e</sup> g<sup>r</sup> maître des bords du Mississippi au moins depuis Natchés jusqu'à son embouchure dans le golfe du Mexique, et S. M. C. a été maintes fois reconnaitre dans cette propriété par les préliminaires signés le 20 Janv<sup>r</sup>. Il résulte de là, M., que l'Angleterre a cédé aux Américains un être de raison ou plutôt une source de querelles avec l'Espagne, et qu'ils ne pourront point, malgré leur traité, naviguer dans les parties inférieures du Mississippi sans le consentement de la cour de Madrid.

Je ne sais pas, M., comment on a pu imaginer que les limites accordées aux Américains du côté de l'ouest nous aient donné de l'humeur, et que nous ayons taché d'engager le ministère Bôun à les restreindre. Ce qu'il y a de très certain est que j'ai constamment ignoré l'état de la négociation entre les commissaires anglais et américains, que dans un entretien que j'ai eu avec M. Adams, si je ne me trompe pas au commencement de g<sup>r</sup>, en plénip<sup>re</sup> on m'a dit que des choses très vagues sur les limites du côté du nord sans faire mention de celles de l'ouest, et que je n'ai été instruit que par la lecture des articles provisionels.

Il est vrai que M. Jay ayant entamé une négociation avec M. le comte d'Aranda relativement aux limites des États-Unis du côté du Mississippi, et ne pouvant tomber d'accord avec cet ambassadeur, invita M. de Rayneval d'aplanir les difficultés qu'il rencontrait, et que celui-ci lui adressa, au moment de son départ pour l'Angleterre, un mémoire qui démontrait que ni les Américains ni les Espagnols n'avaient de droits sur les peuplades qui habitent les Apalaches et le Mississippi, mais cet écrit n'exprimait que l'opinion personnelle de M. de Rayneval comme il en a prévenu M. Jay, ainsi il ne pourrait être considéré que comme non existant relativement au ministère

au Roi. J'entre dans ce détail, M., parce que j'ai lieu de regarder M. Jay 4785  
comme l'auteur des insinuations qui doivent avoir été faites au Congrès pour  
nous rendre suspects, et que je juge devoir à tout événement, vous mettre  
en état de les détruire : pour vous fournir toutes les armes dont vous pourrez  
avoir besoin pour remplir cette tâche, je vous envoie copie du mémoire  
de M. de Rayneval, ainsi que de la lettre dont il l'a accompagné en l'en-  
voyant à M. Jay.

Quant à l'article des pêcheries nous en avons toujours dit notre sentiment  
avec la plus grande franchise vous pourrez, M., vous en convaincre si vous  
voulez bien reprendre la correspondance de M. Gérard. Il y a une différence  
entre établir des principes et exprimer des vœux : nos vœux ont de tout temps  
été pour les Américains, mais nos principes ont condamné leurs prétentions,  
et surplus en quel temps les avons-nous manifestés ? c'est lorsque nous avons  
vu l'Etat de Massachusetts disposé à mettre la paix et l'indépendance au prix  
du droit de pêcher sur les côtes de Terre-Neuve. Mais notre opinion ne pou-  
voit pas infirmer sur les négociations, puisque nous n'en connaissons point les  
détails, si qu'elles ont été terminées de la manière la plus brusque, la plus  
impie et, je puis le dire, la plus extraordinaire.

Cette dernière circonstance, M., a dû nous affecter vivement, parce qu'elle  
était un manquement de procédé et d'égards dont il existe peu d'exemples,  
et nous n'avons jamais douté que le Congrès ne partageât notre opinion à cet  
égard. L'intention où cette assemblée a été de sévir contre ses représentants a  
paru au Roi la satisfaction la plus complète, et S. M<sup>te</sup>, contente de cette dé-  
monstration, a fort approuvé les soins que vous avez pris pour empêcher que  
ses plaintes n'eussent des suites fâcheuses pour les plémphes américains. Il  
faut croire que l'admonition qu'ils auront probablement reçue leur fera sentir  
la nécessité de mettre dorénavant plus de mesure et d'égards dans leurs dé-  
marches, je puis même vous dire que j'ai depuis quelque temps lieu d'être  
satisfait du leur conduite, mais je suis fort en doute sur les principes de  
MM. Adams et Jay. Il me revient à leur égard des notions qui confirment ce  
que vous m'avez mandé du contenu de leurs dépêches. Leur jalousie contre  
M. Franklin est leur principal mobile, elle les irrite et les aveugle au point  
qu'ils ne rougissent point de dénoncer ce ministre comme vendu à la France  
et de rendre notre politique suspecte. Mais j'ai trop bonne opinion de la

1783. pénétration et de la sagesse du Congrès pour supposer que, malgré l'ostracisme qui y règne, il ne soutiendra pas un homme qui a rendu les services les plus importants à sa patrie, et qu'il ne rejettera pas avec mépris les insinuations que l'on pourra lui faire contre les principes et les sentiments de S. M<sup>e</sup>. J'apprends que M. Franklin a demandé son rappel, mais que le Congrès n'a pas encore prononcé sur sa demande. Je désire qu'il la rejette, du moins quant à présent, parce qu'il serait impossible de donner à M. Franklin un successeur aussi sage et aussi consultant que lui, d'ailleurs je craindrais qu'on ne nous laissât M. Jay, et c'est l'homme avec qui j'aimerais le moins traiter d'affaires; il est égoïste et par trop accessible aux préventions et à l'humeur.

Au reste, M., tous ces détails sont pour vous seul, vous n'aurez aucun usage à en faire, parce qu'en voulant servir M. Franklin nous courrions le risque de lui nuire en donnant une lueur de vraisemblance aux insinuations mensongères de ses collègues, cependant la réserve que je vous recommande ne doit pas vous empêcher de rendre justice à sa loyauté et à la constante sagesse de sa conduite lorsque l'occasion s'en présentera naturellement.

*Écrit à Paris, le 25 août 1783.*

A la date de la seconde dépêche, le traité de paix venait d'être sanctionné. Cette consecration de sa grande œuvre n'enlevait rien à M. de Vergennes de sa modération et de sa mesure habituelles. C'est sans vaine fumée, et comme pour laisser simplement aux temps ultérieurs un document positif, qu'il rappelait à La Luzerne la conduite pratiquée par le gouvernement du roi avec les plénipotentiaires, avec d'autres emissaires des États-Unis en Europe, et qu'il revenait encore, afin d'en montrer l'innocuité, sur le pli si absurde et exploité de Barbe-Marbois :

*À Versailles, le 7 septembre 1783.*

Je vois avec plaisir, M., que malgré la fermentation qui règne en Amérique les sentiments dus à la France ne sont pas affaiblis. Je sais cependant qu'il est des personnes qui s'efforcent de les détruire, et ces personnes sont en France, M. John Adams est à leur tête. Je suis informé d'une manière assez positive, que ce dernier a mandé en Amérique que nous avions cherché

à les contrecarrer en Angleterre relativement aux limites des États-Unis et aux pêcheries, que nous avons également cherché à lui susciter des obstacles en Hollande, que nous avons empêché M. Dana de réussir à Saint-Petersbourg, enfin que nous sommes cause du mauvais accueil que M. Jay a constamment reçu à la cour de Madrid. Des imputations de cette nature sont si absurdes qu'elles se détruisent par elles-mêmes; cependant comme j'ai lieu de croire qu'elles ont quelques adhérents en Amérique, et comme M. Adams doit y retourner incessamment, je pense devoir à tout événement vous mettre en état de les réfuter. Je n'ai rien à ajouter à ce que je vous ai déjà mandé sur l'article des limites et sur celui de la pêche. Je dois seulement vous prévenir à ce dernier égard M., que le ministère anglais a cru devoir, dans le courant de l'année dernière, communiquer aux plénipôtres américains une lettre du seigneur de Marlborough du mois de mars 1782, n° 225, et qu'il a tâché de nous rendre suspects sur l'article de la pêche en donnant une interprétation forcée aux réflexions que cette même dépêche renferme sur cette matière, mais il y a une observation péremptoire à faire à cet égard, c'est que l'opinion du seigneur de Marlborough n'est point celle du Roi et de son Conseil; d'ailleurs le Congrès sait parfaitement bien que les démarches indiquées dans la dépêche en question n'ont pas été faites, ainsi il n'y a aucune induction à en tirer contre les principes que le Roi peut avoir adoptés par rapport aux pêcheries.

Quant aux obstacles que M. Adams dit avoir rencontrés en Hollande par notre fait, ils n'ont jamais existé que dans l'imagination de ce plénipôte. Il est vrai qu'au mépris des circonstances où se trouvaient les Hollandais et des premiers éléments de la politique, il vouloit presser les États-Généraux de traiter avec lui; je lui ai alors observé que ses sollicitations seroient infructueuses, parce que la prudence ne permettoit pas encore à L. E. P. de les écouter. Mais aussitôt que j'ai eu lieu de juger que les Hollandais ne pouvoient plus se dispenser de prendre part à la guerre, non seulement j'ai fait conseiller à M. Adams d'aller en avant, mais j'ai même fait appuyer ses démarches par l'ambassadeur du Roi, et je ne crains pas de me tromper en disant que notre intervention a été plus efficace que toutes les propositions du plénipôte américain. Je me rappelle que M. Adams avoit le projet de tier un traité d'alliance avec le traité de commerce, et que j'ai trouvé ses vœux prématurés. Je

741 Congrès a pensé comme moi, puisqu'il n'a autorisé son pléniprè à conclure une alliance que pour la durée de la guerre.

Pour ce qui est de M. Dana, il me souvient parfaitement bien que se proposant de se rendre à Saint-Petersbourg il me consulta sur la conduite qu'il lui conviendrait de tenir à cette cour, je lui observai avec la plus grande franchise que, ne pouvant se flatter d'être admis comme représentant des États-Unis, la prudence voulait qu'il ne déployât aucun caractère public de crainte qu'il ne compromît la dignité du Congrès, et qu'il se bornât à se présenter comme particulier. M. Dana trouva mes réflexions très justes, il me promit même de ne point se rendre en Russie. Malheureusement M. Dana se rendit en Hollande, il s'y aboucha avec M. Adams, celui-ci changea la résolution de son collègue et le détermina à poursuivre sa route pour Saint-Petersbourg. Je n'eus plus d'autre parti à prendre que celui de le recommander à M. le marquis de Vercel et de prescrire à ce ministre de faire ce qui dépendrait de lui pour empêcher M. Dana de remettre ses lettres de créance, les exhortations de M. de Vercel ont réussi, M. Dana n'a jusqu'à présent pas déployé de caractère.

Reste M. Jay. J'en appelle à la probité de ce ministre relativement aux services que s'est efforcé de lui rendre M. le C<sup>te</sup> de Montmorin, on ne prétendra sans doute pas en Amérique que le Roi auroit dû se brouiller avec le Roi son oncle pour l'amour des Américains; Sa M<sup>te</sup> n'avait que la voie de la représentation, et l'ayant épuisée la prudence voulait qu'elle se voutât au silence.

Tels sont, M., les faits que M. Adams et ses adhérents démontrent pour nous rendre suspects à leurs compatriotes. Je ne sais si le premier agit par méchanceté; mais en lui faisant grâce à cet égard, je ne saurais me dissimuler qu'il agit au moins par esprit de vengeance : vous vous rapellerez sans doute, M., les plaintes que j'ai été forcé de porter au Congrès par rapport à ses principes et à ses démarches, vous vous rapellerez également que c'est à ma sollicitation qu'on lui a donné des adjoints. M. Adams ne me l'a jamais pardonné, et c'est là le principe de ses relations méchantes et des efforts qu'il fait pour rendre la France suspecte et odieuse; un pareil caractère est, selon moi, incapable de bien servir sa patrie, et je vous avoue que j'ai beaucoup de plaisir à le voir repasser la mer. Il intriguera, il cabalera, il nous calomnierà,

mais je présume que ces faits seront plus forts que lui, et que ses tentatives  
 n'aboutiront qu'à détruire la confiance que le Congrès peut avoir mis dans ses  
 intentions et dans sa probité. Au reste, M. , je vous prie de faire un usage dis-  
 cret des détails dans lesquels je viens d'entrer : vous ne les employerez que  
 dans le cas où M. Adams nous y forceroit, et s'il se tait ou si ses préventions  
 ne l'ont pas précédé, vous garderez de votre côté le silence le plus absolu.

*Écrit Us., t. 35, n° 44*

Franklin avait, par avance, mis le sceau à ces explications de  
 M. de Vergennes, destinées à être la parole de la France scellée, en  
 quelque sorte, sous les fondements de l'œuvre accomplie. En ce mo-  
 ment même, le 10 septembre 1783, Franklin, tiré par tant d'animo-  
 sité sans excuse de la serene patience qu'il puisait dans l'étendue de  
 son esprit, venait de sommer Jay et John Adams de démentir leurs  
 imputations, et il envoyait leurs réponses au Congrès. Jay, avec la  
 variabilité qui provenait en lui d'un jugement sans justesse, avait tout  
 de suite tourné à l'éloge, quant à John Adams, il avait rempli deux  
 pages « d'expressions louches et embarrassées, qui prouvent assez,  
 « mande La Luzerne le 3 décembre », qu'il est l'auteur de ces faux  
 « bruits ». Notre plénipotentiaire dit d'ailleurs, ce même jour, qu'Adams  
 s'était empressé de reprendre, auprès du Congrès, sur de nouveaux  
 motifs, sa guerre contre ce collègue, insupportable à son orgueil.  
 Mais deux mois déjà auparavant, le 22 juillet, à l'heure où M. de  
 Vergennes adressait à La Luzerne la dépêche qu'on a lue plus haut,  
 Franklin, qui s'était décidé à rendre compte au ministre Livingston  
 du résultat acquis par les commissaires du Congrès, des assidues  
 qui étaient nées entre eux et le gouvernement du roi, des satisfactions  
 données par eux en conséquence à ce gouvernement, avait écrit que,  
 « pour ce qui le concernait, ni la lettre de M. Marbois, à eux remise  
 par les négociateurs anglais (intermédiaires suspects, remarquait-il).

*Écrit Us., t. 35, n° 70.* Les lettres d'Adams et de Jay sont transmises à leur date (19 et  
 1 septembre dans *Digress, Works of Franklin*

1763 ni les conversations relatives aux pêcheries, aux frontières, aux loyalistes, etc., leur recommandant la modération dans les demandes, n'avaient eu un poids suffisant pour fixer dans son esprit l'opinion que la cour de France devrait les empêcher d'obtenir à aucun degré les avantages qu'ils pourraient obliger les ennemis de l'Amérique à leur accorder». Franklin avait prononcé là l'arrêt qui doit rester définitif, sur les dissidences survenues et sur les causes d'où ses collègues les avaient fait dériver. « Ces discours, continuait-il, sont très bien expliquables par l'appréhension fort naturelle que, nous reposant trop sur les moyens qu'avait la France de continuer la guerre en notre faveur, ou de nous fournir constamment de l'argent, nous n'insistassions pour avoir plus d'avantages que les Anglais ne voudraient nous en accorder et que nous perdussions par là l'occasion de faire une paix si nécessaire à tous nos amis. » Détaillant ensuite avec minutie la série d'accusations dont John Adams chargeait le gouvernement du roi et M. de Vergennes, il disait combien peu de fonds il y trouvait<sup>1</sup>, comment, à ses yeux, tout cela ne pouvait aboutir qu'à « provoquer le soupçon qu'il y avait en Amérique un parti considérable de gallophobes n'étant pas torys, à produire des doutes sur la continuation de l'amitié des États-Unis, et que comme de tels doutes auraient peut-

« Franklin à Robert R. Livingston. Paris  
« 22 juillet 1783 » dans *Bigelow. Works of  
Franklin*, t. VIII. « Je ne dois pas cependant  
« vous cacher qu'il est le ministre des États-Unis  
« à Versailles, que l'un de mes collègues est  
« d'une opinion d'horreur de la même nature  
« que les questions. Il pense que le ministre fran-  
« çais est un des plus grands ennemis de notre  
« pays, qu'il aurait voulu retirer nos frontières  
« pour empêcher l'immigration du notre  
« peuple, restreindre notre pêche pour faire  
« obstacle à l'augmentation de nos moyens, et  
« ramener les loyalistes parmi nous pour nous  
« en faire des ennemis qu'il a opposé particulièrement  
« à toutes nos négociations avec des courtoisiers

« gères et qu'il nous a fourni pendant la guerre  
« les secours que nous avons reçus uniquement  
« pour nous maintenir en vie afin que nous  
« finissions d'être plus affaiblis par elle que  
« songer à la gratitude envers la France est la  
« plus grande des folies et qu'elle résulterait  
« par cette gratitude de nous nous ramener à  
« un fait pas mystère d'avoir ces opinions, les  
« exprime publiquement quelquefois au pré-  
« sence des ministres anglais, et parle de con-  
« truire d'exemples qu'il pourrait produire comme  
« preuves dont nous cependant ne nous en-  
« core aperçu à moins que les conversations et  
« la lettre ministérielles et nous ne nous en-  
« tendrions comme tels »



être par la suite un mauvais effet, il pensait que l'on ne saurait prendre trop de soin de les dissiper<sup>1</sup> »

Le 14 janvier, en accusant réception à M. de Vergennes de la signature des préliminaires avec Fitzherbert, Rayneval ajoutait que « pendant remplir les intentions du ministre, il s'occupait provisoirement avec lord Grantham du traité définitif ». Le Parlement ne leur en laissa pas le temps. Le ministère Shelburne finissait presque en ce moment sa brève, mais très mémorable carrière. Entre le 3 et le 9 février, il avait échangé les ratifications respectives des préliminaires de paix et de l'armistice qui y était attaché : presque aussitôt après, il succomba sous les votes réunis de ses adversaires naturels, ceux qui trouvaient l'Angleterre humiliée par la reconnaissance des États-Unis, et des adversaires que l'on est toujours à peu près sûr de trouver dans les hommes que l'on a remplacés au pouvoir. Ces derniers, pour lord Shelburne, c'étaient lord North et Ch. Fox, houlrelés l'un et l'autre de ce que le pouvoir était sorti de leurs mains. Ils ne possédaient pas le nombre, mais ils avaient la situation, et ce furent eux qui héritèrent. La paix se trouvant conclue et le plus ou moins d'impopularité factice dont ils s'étaient évertués à l'entourer rejetée sur eurs prédécesseurs, ils avaient trop la conviction de sa nécessité, les uns ouvertement, les autres à part eux, pour qu'ils songeassent, eux ni personne, à la récuser. De toute manière, l'entreprise osée par le gouvernement de Louis XVI le jour de son avènement restait donc achevée. Il s'était mesuré avec les Anglais et il les avait contraints à

<sup>1</sup> « C'est pourquoi je vous écris ceci ajoutait Franklin au secrétaire d'État du Congrès dans cette dépêche du 22 juillet 1783 afin de vous mettre en garde croyant que c'est aussi de vous bien que je sache que je m'expose par là à une punition mortelle, et de vous prévenir relative ment aux mauditions de ce gentleman contre cette cour et aux exemples qu'il suppose de

son nouveau vouloir envers nous, que je tiens pour une imagination que je sache que le sont ses fantaisies sur ce que se compte de vos grâces et une même punition toujours à vous ploter contre lui et à employer les nouvelles de l'Europe à déprécier son caractère comme comme le dit Shakespeare. Bagatelles les gens disent que le vent est »

- 1783 souhaiter la paix; l'indépendance des États-Unis était définitive et le rang de la France en Europe reconquis. Le 27 février, M. de Vergennes pouvait mander à La Luzerne que « le Parlement d'Angleterre, bien que désapprouvant les conditions de la paix, avait promis au roi tout appui pour la maintenir religieusement, et que l'on était en droit de regarder cet important et salutaire ouvrage comme consommé ». On voit que d'avoir assuré ces grands résultats n'inspirait pas plus d'emphase au ministre du roi qu'il n'en avait montré à aucun autre moment, dans la poursuite qu'il en avait faite.

*Étab. fond. 123 n° 49.*

## ANNEXE DU CHAPITRE VIII.

### JUGEMENTS ET INDICATIONS SUR DIVERS AMÉRICAINS.

#### LE CHEVALIER DE LA LUZERNE AU COMTE DE VERGENNES.

*A Livingston.*

A Philadelphie le 25 janvier 1783.

Monsieur

J'ai eu l'honneur de vous informer l'été dernier de la disposition où M. Livingston étoit de donner sa démission dans le courant de cet hiver. L'état de ses affaires particulières, l'impossibilité où il étoit de faire face aux dépenses qu'exige le séjour de Philadelphie avec le traitement qu'il recevoit du Congrès et la nécessité où il s'est vu d'opter entre la place de secrétaire du Congrès pour les affaires étrangères et celle de chancelier de l'État de New-York, le déterminèrent à renoncer à la première. Le Congrès à qui il écrivit pour lui demander sa démission nomma un comité d'après le rapport duquel le 19 du mois dernier fut désigné pour procéder à l'élection de son successeur.

M. Livingston, homme estimable par son caractère et par ses talents, n'a pas eu occasion de déployer beaucoup d'habileté pendant la durée de son ministère, je n'ai eu qu'à me louer de sa confiance et je suis fâché que les circonstances l'aient forcé à cette démarche dont j'ai vainement tenté de la détourner, sa vanité ne lui a point permis de vivre loi sans ecart, et la dépendance où il étoit n'a achevé de lui rendre ses fonctions désagréables. Aux termes de ses instructions qu'il rédigea dans le tems de concert avec moi et que j'ai l'honneur de vous adresser, il ne doit dans les affaires essentielles rien déterminer que de l'aveu du Congrès. Cette forme indispensable de la constitution de cette assemblée entraîne cependant des lenteurs et des contrariétés dont M. Livingston s'est lassé et qui ont contribué à lui faire désirer sa retraite, le Congrès l'a vu avec peine, et le comité chargé de cette affaire lui a témoigné que l'on desiroit qu'il prit le tems nécessaire pour réfléchir sur le parti qu'il se proposoit de prendre. Il y a permis, et l'on s'est occupé du choix de son successeur, mais il n'a pas été facile d'en trouver un aussi propre que M. Livingston à

cette place et deux personnes de mérite, que la voix publique y nomme, ont déjà témoigné ne pouvoir l'accepter sans déranger leurs affaires et perdre un revenu certain et considérable que leur procure leur cabinet comme avocats.

On a parlé, mais très faiblement, de M. Lee et après quelques irrésolutions il a été convenu que M. Livingston resteroit en place jusqu'au mois de may prochain, et qu'alors on nommeroit son successeur.

M. Livingston, Monseigneur, m'a remis aujourd'hui la résolution du Congrès ci-jointe. Elle est un témoignage honorable et mérité de la conduite parfaite des troupes du Roy dans ce pays-ci pendant près de trois ans. La satisfaction qu'elles ont donnée est générale et les regrets que cause leur départ sont sincères et universels.

M. le C<sup>te</sup> de Rochambeau est parti ce matin pour Baltimore où il doit s'embarquer ainsi que les autres officiers généraux et inférieurs qui retournent en France.

Je suis avec respect, Monseigneur, etc

*États-Unis* 1. 23. n° 12

2. *Jefferson*

4. Philadelphie le 27 janvier 1783.

Monseigneur

*Le Romulus et la Guadriloue* vont faire voile de la Chesapeake pour France. M. Jefferson est parti hier et doit s'embarquer sur une de ces frégates.

J'ai eu quelques conversations avec ce ministre avant son départ. Il me paroît avoir des sentimens modérés sur les différents points qui pourront intéresser les États-Unis à la négociation de la paix. Témoin de l'extrême faiblesse de son pays et du peu de ressource qu'il offre pour la continuation de la guerre, il sent peut-être encore mieux que les trois autres plénipotentiaires, la nécessité de la paix. Il m'a témoigné qu'il desiroit qu'il subsistât après la guerre quelques causes de jalousie entre l'Angleterre et les États-Unis que les peuples n'auroient peut-être que trop de penchant à se rapprocher de cette puissance, qui de son côté n'épargnera rien pour les attirer vers elle, que dans cet état de choses si la Grande-Bretagne reprendroit quelque ascendant sur ses anciennes colonies anglaises, la longueur naturelle aux républicains rendroit la situation des États-Unis très critique. M. Jefferson est d'avis que des discussions sur les limites, des entreprises réciproques et quelques voyes de fait ne feroient qu'entretenir une inquiétude et une mutuelle méfiance à la liberté de son pays et il verra sans peine que cet article soit laissé indéterminé à quelques égards dans le traité, je sais que les meilleurs patriotes sont aussi de cette opinion.

*Ibid.*, n° 34

3. *Washington*

À Philadelphie, le 29 mars 1783

Messieurs

Le général Washington s'est conduit dans toute cette affaire [le soulèvement des officiers de l'armée] avec la sagesse qu'il lui est ordinaire, elle lui a concilié de plus en plus le respect et l'affection des peuples. Après huit années d'une guerre pendant laquelle il ne s'est presque jamais éloigné de son armée et n'a pris aucun repos, il a reçu la nouvelle de la paix avec la plus grande joie, elle lui a fait verser des larmes, et il a dit que c'était le plus heureux moment de sa vie. Il aura beau vouloir se cacher et vivre en simple particulier il sera toujours le premier citoyen des États-Unis, et quoique les gens du métier ne soient pas d'accord sur ses talents militaires, tout le monde l'est touchant ses vertus républicaines, et convient qu'il n'y a pas de caractère plus éminent parmi ceux qui ont eu part à cette grande révolution.

Je suis avec respect, Messieurs, etc.

Baltimore, 23 m<sup>rs</sup> 46.

À Philadelphie le 25 août 1783.

Messieurs

Le Congrès a reçu des nouvelles de M<sup>r</sup> Dana son agent à Saint-Pétersbourg. Il informe cette assemblée que la cour de Russie a refusé de reconnaître ses pouvoirs et qu'elle tient d'une date antérieure à celle de la reconnaissance de l'indépendance par l'Angleterre, mais que cette puissance est disposée à entrer en négociation aussitôt qu'il aura pu se procurer de nouveaux pleins pouvoirs. Cet agent a écrit des déductions pour prouver la validité de ses premières lettres de créance. Il a envoyé ces écrits au Congrès. On les a désapprouvés, ainsi que la conduite de M. Dana, et l'on a résolu qu'il aurait ordre de se retirer de Pétersbourg, et qu'à l'avenir aucun des ministres du Congrès ne solliciterait l'alliance ou l'amitié des puissances européennes sans y être formellement autorisé.

J'ai l'honneur de vous adresser la traduction de la résolution prise par le Congrès d'ériger une statue équestre au G<sup>d</sup> Washington. L'exécution en sera confiée aux artistes français. C'est le prix le plus convenable des grands services qu'il a rendus à son pays. Ce se il qu'un citoyen dans la situation où il se trouve peut accepter de la reconnaissance publique et le seul que peut lui offrir un gouvernement que la pauvreté oblige à la parcimonie.

J'ai aussi l'honneur de vous adresser une traduction du discours que le président

du Congrès a adressé à ce général en présence de cette assemblée et de la réponse qu'il lui a faite.

C'est peut être un, Monseigneur, l'occasion de vous peindre le caractère du G<sup>d</sup> Washington tel que les fréquentes occasions que j'ai eues de traiter avec lui m'ont permis de le connaître.

Cet homme que son siècle et peut-être la postérité mettront au rang des plus grands héros, et à qui ses ennemis refusent même les talents ordinaires, ne me paraît mériter ni tant de gloire ni si peu d'éloges. Il a reçu de la nature une vigueur de corps que la tempérance et des exercices n'ont fait qu'augmenter et qui n'a pu être diminuée par les fatigues de la guerre et les travaux du cabinet. Il est né impétueux et violent et la mort de M. de Jumonville commanda par ses ordres à y a pris du 30 ans prouve combien il avait alors peu d'empire sur lui-même, la réflexion et l'âge ont modéré ses emportements, et, si son caractère domine encore quelquefois, le public ignore ses orages, et ceux qui vivent dans son intimité en sont les seuls témoins. Sept années de commandement n'ont pas donné lieu de croire qu'il possède les grandes parties de la guerre, mais il est bon juge des talents, et il écoute volontiers les conseils des gens dont l'expérience lui est connue. Il est jaloux cependant de la gloire de l'exécution et ses confidents les plus intimes ont souvent eu de l'être lorsqu'il a pu avoir que le public leur attribue ce qu'il y avait de bon dans sa conduite. Il est naturellement incertain, et on l'a vu quelquefois dans les moments critiques dont une bataille perdue est suivie, ne savoir quelle résolution prendre et se laisser agiter par les conseils contradictoires de ceux qui l'environnent. Il aime la gloire, mais plus encore les applaudissements populaires et le faveur populaire quelquefois pour la conserver il a sacrifié la vérité et c'est ainsi qu'il cherche à rejeter sur l'armée française le blâme des retards qu'éprouvaient les opérations pour secourir la Virginie, mais ces taches sont effacées par de grandes qualités, s'il n'a pas le coup d'œil et la promptitude du génie, du moins il a un jugement sûr et il prévient avec soin du sagacité, et lorsqu'il a le temps de la réflexion et de l'examen, il lui arrive rarement de se tromper. Sa bravoure mérite d'être remarquée parce qu'elle est noble et telle qu'il convient à un général, quoique souvent au commencement de cette guerre elle l'ait entraîné hors des bornes de la prudence. Général d'une armée à peine organisée, commandant des soldats nouveaux et sans expérience sauvant la guerre chez des peuples et pour des États jaloux de leur liberté et de leurs propriétés autant qu'avant des secours que la guerre exige, on n'a jamais entendu le moindre murmure contre lui. Les furieux et les dissidents civils ont été portés à leur nombre mais son caractère et sa réputation l'ont préservé de toute attaque contre sa personne. Devant le plus puissant de tous ses concitoyens, il a été

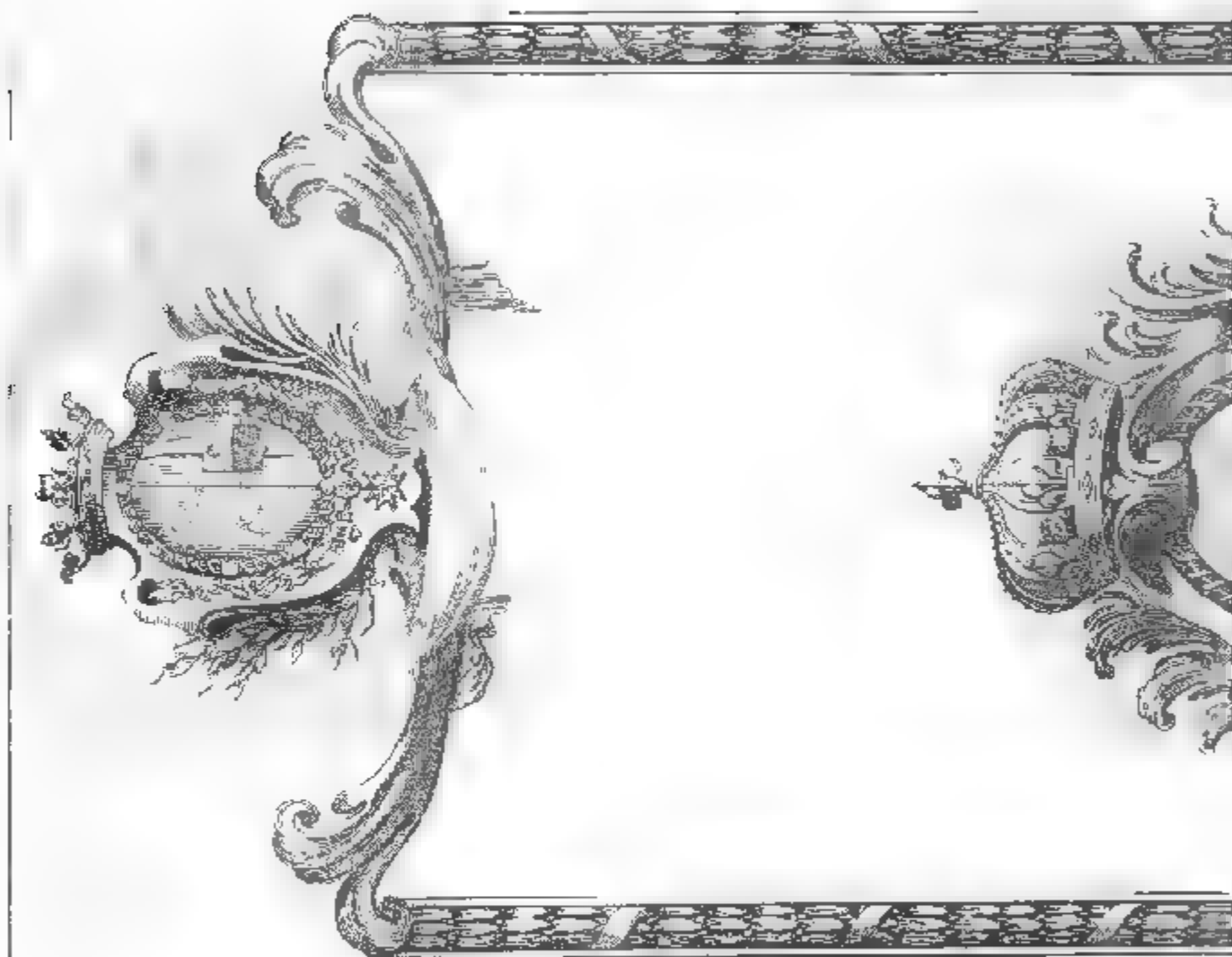
montré le sujet le plus obéissant et le plus fidèle aux ordres de ses maîtres. J'ignore si tenant l'armée dans ses mains, il n'a jamais eu l'idée d'abuser de son pouvoir pour asservir ceux qui lui avoient confié la défense de leur liberté, mais rien n'indique qu'il ait jamais eu cette pensée dont un ambitieux n'aurait peut-être pas vu tout le danger et l'imprudence. Donné de presque tout ce qui est nécessaire pour faire la guerre avec éclat et pour y obtenir des succès solides, hier général d'une armée nombreuse aujourd'hui chef d'un parti de milice fugitive, rien n'a pu ébranler son courage et sa patience. Connoissant bien tout le prix de ses services il est demeuré à son poste sans faire craindre sa retraite, et sans se plaindre avec aigreur de l'abandon où on l'a souvent laissé, pendant huit à neuf ans il n'a vu qu'une fois et qu'en passant son pays et ses possessions, et il ne les aurait point vus, si le changement du théâtre de la guerre ne l'y eût conduit, il a beaucoup de vertus particulières et des qualités sociales. Elles feront le bonheur de ceux qui partageront sa retraite, car il parait résolu à se livrer à la vie privée et à jouir en repos de sa réputation et de la satisfaction intérieure s'avoir rendu à un vaste continent les services les plus importants qu'il pût recevoir d'un seul homme, et si ceux qui l'ont connu particulièrement lui refusent toutes les qualités rares et précieuses qui constituent un grand homme, ils ne peuvent disconvenir cependant qu'il étoit difficile de rassembler dans un degré plus éminent la plupart de celles qui convenoient à sa position et qui étoient nécessaires pour conduire la révolution à une heureuse fin.

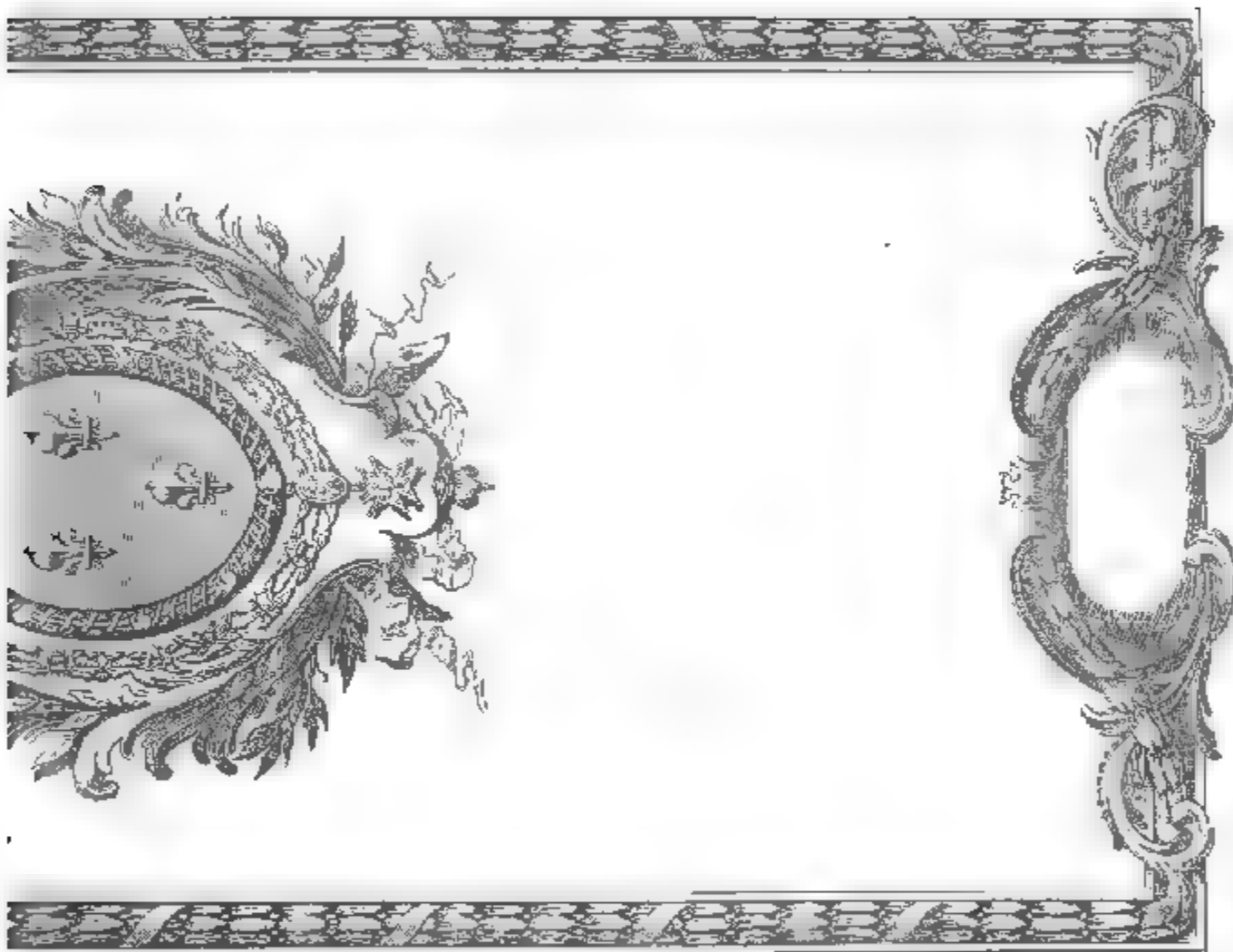
*États-Unis, t. 25. n° 12*













**APPENDICE.**

**CORRESPONDANCE  
DU COMTE DE ROCHAMBEAU**

**DEPUIS LE DÉBUT DE SON COMMANDEMENT**

**AUX ÉTATS-UNIS**

**JUSQU'A LA FIN DE LA CAMPAGNE DE VIRGINIE.**



# CORRESPONDANCE

## DU COMTE DE ROCHAMBEAU

JUSQU'À LA FIN

DE LA CAMPAGNE DE VIRGINIE.

[Le comte de Rochambeau a publié des *Mémoires* qui sont d'un militaire lettré et d'un esprit ferme et concis. Mais sa correspondance est restée manuscrite. Sauf les lambeaux que nous en avons donnés dans le précédent volume, elle a été peu connue jusqu'ici. Il fit tenir exactement copie des lettres qu'il écrivit ou qu'il reçut, des ordres qu'il signa, des documents auxquels il participa en qualité de commandant du corps expéditionnaire sous le général Washington. Cette suite de copies forme les volumes 3733, 3734, 3735 et 3736 du Dépôt de la Guerre (*Archives historiques*, sous l'intitulé : CAMPAGNE D'AMÉRIQUE, CORRESPONDANCE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU). Ce sont des registres d'une très bonne plume, où les pièces se trouvent placées suivant leur date ou suivant celle de leur réception. Sur l'envoi et sur la présence de nos troupes en Amérique de 1779 à 1782, le Dépôt de la Guerre ne possède pas beaucoup d'autres documents que celui là.

La première pièce reproduite dans ces volumes est un mémoire par lequel Rochambeau en acceptant du roi le commandement du corps expéditionnaire, indique comment il importe d'en composer l'effectif; la dernière est un rapport au ministre de la guerre, comte de Ségur, daté de Baltimore le 13 août 1782. Cette pièce finale renferme une adresse du gouvernement et

du conseil du Maryland, en date du 14 août, remerciant le général et remerciant aussi le roi des services que les armes françaises venaient de rendre aux États-Unis.

Les volumes 3735 et 3736, en dernier rempli seulement à moitié, contiennent presque exclusivement la copie de la correspondance entretenue avec notre ministre à Philadelphie et celle de ce dernier avec Rochambeau. Le général informant exactement La Lusarne de ses rapports avec Washington de la situation du corps expéditionnaire, de ses mouvements et de ceux de l'escadre, pour la gouverne du plénipotentiaire à Philadelphie ou pour qu'il en instruisit Versailles. Et en effet, on trouve dans la correspondance de La Lusarne avec les Affaires étrangères les comptes rendus des opérations qui étaient soit en projet soit en exécution. Mais dans cette correspondance entre le général et le plénipotentiaire, la subsistance et les fouritures de l'armée, les difficultés nées pour elle du papier-monnaie, du change, de l'usure des banquiers ou des négociants par les mains desquels avaient à passer nos traites ou notre crédit, forment l'objet principal : ces détails-là seraient ici de peu d'intérêt, nous allons les retrancher.

Bien que les lettres de Washington traduites dans les registres de Rochambeau soient aujourd'hui toutes imprimées en Amérique<sup>1</sup>, nous donnerons place à celles qui sont le lien nécessaire de la correspondance du général français. Il en sera de même de plusieurs lettres de La Fayette, quoique quelques-unes aient été transcrites dans les *Mémoires et Correspondance* de ce dernier. Quant aux lettres mêmes du comte de Rochambeau, leur texte restitué soit en entier soit un peu au long, éclairera le récit qu'elles nous ont servi à faire. Nous nous arrêterons toutefois au moment où le départ du comte de Grasse et celui de Washington laissent Rochambeau seul en Virginie, c'est-à-dire en novembre 1781. Du reste, on va retrouver l'indication de toutes les pièces sous la rubrique propre qu'elles ont dans le manuscrit à leur rang et avec le rappel du rôle que chacune y occupe. De celles que nous imprimerons, toutefois, nous supprimerons ce qui est purement technique ou détail secondaire, autre part, nous signalerons dans ces pièces

<sup>1</sup> *Sparks: Washington's Writings*; *Washington-Chancey Ford: Writings of G. Washington*, en cours de publication, actuellement chez G. P. Putnam & Sons, N. Y. York and London.



des divisions qui n'existent point dans le manuscrit, mais qui, tirées de la succession des faits, laisseront d'autant mieux distinguer le moment et l'objet auxquels elles se réfèrent ]

### VOLUME N° 3733.

[Les copies comprises entre le folio 1 et le folio 129 de ce volume sont relatives à la formation du corps expéditionnaire, à sa traversée, à son débarquement en Amérique ]

Folio 1 — COPIE DU MÉMOIRE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU ROI

J'accepte avec la plus vive reconnaissance la marque de confiance dont le Roi veut bien m'honorer, en me donnant un corps de ses troupes à conduire à l'armée de ses alliés en Amérique. Je proteste à Sa Majesté que j'emploierai jusqu'au dernier soupir tout mon zèle à le servir en cette commission, tel que puisse être le nombre de troupes dont elle voudra bien me donner le commandement.

Jose cependant lui observer pour la gloire de ses armes qu'un corps de 4,000 hommes est bientôt réduit, qu'il ne faut pas être fort tenace pour en perdre un tiers dans une action d'infanterie, que, dans les trois batailles de Laufeldt, Crevelt et Clostercamp, j'y ai perdu les deux tiers des troupes qui étaient à mes ordres. On ne pourrait envisager qu'avec horreur la perspective d'une défaite totale si un pareil corps après une bataille un peu disputée, était abandonné par sa droite et par sa gauche.

Un corps de douze bataillons ou de 6,000 hommes a plus de consistance, on peut en mettre un tiers en réserve, soit pour frapper un coup décisif, en cas de succès, soit pour protéger une retraite en cas de malheur.

Je ne citerai que deux exemples du règne de Louis XIV, dans un temps où les armées n'étaient pas à beaucoup près si nombreuses. Il envoya 6,000 hommes aux ordres de M. de la Feuillade joindre les Impériaux contre les Turcs. Ce corps se distingua à la bataille de Saint-Gothard. Il eut besoin de toute sa fermeté et de tout son ensemble pour résister à la cavalerie turque au passage de Raab.

Louis XIV envoya en Irlande avec le roi Jacques un corps de 6,000 hommes aux ordres de M. de Lauzun, et subséquemment à ceux de M. de Saint-Rhut aux

batailles de la Boyne et d'Igrum. Il fallut au détachement français toute sa constance pour se retirer sans être entamé après avoir été abandonné de l'armée catholique irlandaise qui était à ses ailes. Je ne connais point d'exemple dans les quatre dernières règnes où l'on ait envoyé un corps de 4,000 hommes au milieu d'une armée étrangère dans un aussi grand éloignement.

J'ose encore observer que le Congrès, ayant demandé à Sa Majesté un secours de 4,000 hommes, ne peut recevoir qu'avec une grande reconnaissance celui de 6,000 hommes qu'Elle voudrait bien lui envoyer. que cette augmentation est trop peu considérable pour lui donner de l'inquiétude après les marques répétées qu'il a reçues en tant d'occasions de la générosité du Roi, et j'ose persister à croire qu'elle est nécessaire pour le bien de son service et pour lui donner une consistance qui, dans les occasions critiques, puisse mettre à couvert l'honneur des armes de Sa Majesté.

## Folio 2. ARTILLERIE

L'artillerie de campagne dont on m'a parlé me paraît suffisante, et il n'y a rien à y ajouter que pour les pièces de régiments proportionnellement à l'augmentation des troupes demandées. Quant à celle de siège j'ai ouï dire que les insurgens n'en avaient point, ou fort peu, il me paraît cependant indispensable, pour frapper quelque coup décisif dans ce pays-là, d'avoir un train d'artillerie de siège à déposer, soit à Boston, soit dans quelque lieu reculé sur les derrières de l'armée que l'on fera venir au besoin. Vingt quatre pièces de 24 et autant de mortiers me paraissent le plus petit train que l'on puisse donner. Pour peu qu'une place soit défendue, on a bientôt une partie de ses pièces épuisées et hors d'état de servir. Il n'y a point de rechange à espérer comme quand on a Metz derrière soi. Il paraît, par les relations de Savannah, que les Anglais ont fini par avoir une artillerie formidable en batterie, il faut donc en avoir à leur opposer. J'ignore si la marine ne pourrait pas la mettre à fond de cale et en luster les vaisseaux.

## Folio 3. — VIVRES ET HÔPITAUX

La partie des vivres demande un mémoire particulier, et il sera indispensable de travailler avec le commissaire des guerres destiné à passer avec M. de la Fayette. Sa Majesté doit s'attendre à une guerre coûteuse, on paye tout chez les alliés jusqu'à la paille du soldat. J'espère au moins que je le garantirai des déprédations. Le choix des commissaires d'une probité et d'une exactitude scrupuleuses est essentiel, et je les supplie d'être persuadée que j'y porterai l'inspection la plus rigide. Quoi qu'il en soit,

le pays sans l'éloignement, l'Amérique en un mot, rendra la guerre chère. A la vérité, le Roi, en dépensant son argent, trouvera l'avantage de faire un grand bien au pays de ses allies en répandant de l'argent qui donnera une circulation plus active au papier monnaie.

Folio 3. — RÉSULTAT DE LA CONVERSATION DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
AVEC M. DE LA FAYETTE, POUR M. LE PRINCE DE MONTBAREY.

Une poignée de cavalerie nécessaire pour procurer un succès décisif dans la première minute de la déroute de l'ennemi et pour les patrouilles. Cavalerie anglaise 800 dragons qu'ils ont menés d'ici tous montés, cavalerie des insurgés toujours plus faible que celle des Anglais de 400 ou de 500, sans ordre ni tenue. New York inattaquable à moins qu'ils ne s'y dégarnissent. Dans ce cas raison de plus pour cette poignée de cavalerie, parce que le corps français aurait vraisemblablement la commission de faire son attaque par la plaine de Long Island, tandis que les insurgés se présenteraient par la tête de King's-Bridge.

Trop peu de mortiers, les Américains n'en ont point ou rien qui vaille, M. de la Fayette insiste pour six de 12, pièces d'augmentation pour Halifax.

Une quantité de pierres à fusil à cause de la pénurie des Américains.

Les harnais pour les chevaux d'artillerie et des vivres doivent être embarqués rien de tout cela en Amérique ou très mauvais.

Meuduit-Duplessys capitaine d'artillerie, a déjà servi aux insurgés par les anglais, agréable à Washington.

Beaucoup de farines et de biscuits, mettre de la brique en test pour les fours, tâcher d'apporter tout et de ne rien demander aux Américains qui manquent de tout.

Tricot pour les culottes ou peaux tannes pour guêtres et chemises, cuir pour soulers, et toute espèce de étoffes pour habillements, chapeaux fil et aiguilles.

Couvertures, tentes et marmites, bâtons de tentes, bidons gamelles outils de toute espèce.

Outre les sacs du soldat bien garnis, avoir de gros magasins par régiment.

Folio 3. — RÉSULTAT DE LA CONVERSATION  
DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AVEC M. DE LA FAYETTE  
POUR M. DE SARTINE, MINISTRE DE LA MARINE.

Rien sans la marine prépondérante escadre de dix ou douze vaisseaux de 64

Bâtimens à chevaux, très utiles à emmener pour servir de modèle aux Américains. Les Anglais s'en servent et les transportent dans toutes leurs entreprises avoir des bateaux plats enchâssés l'un dans l'autre.

Porter beaucoup de farines et de biscuits et généralement de toute espèce d'étoffes, toiles et cuirs, mettre de la brique en last pour la construction des fours.

Une copie de l'atlas apporté de Philadelphie par M. de la Fayette. L'imprimerie portative qu'avait M. d'Estaing, commode pour les proclamations et relations communes avec les alliés.

Folio 4 - MÉMOIRE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. DE SARTINE,  
EN DATE DU 1<sup>er</sup> MARS 1781.

État des chevaux de selle à embarquer pour le corps de troupes destiné à se rendre à Brest le 1<sup>er</sup> avril

Lieutenant général pour lui et six aides de camp	12 chevaux
Trois maréchaux de camp, cinq à chacun et aides de camp	15
Un major général et un maréchal général des logis	10
Un commissaire ordonnateur et deux ordinaires pour les trois	8
Six colonels commandants, trois à chacun	18
Six colonels au second, deux à chacun	12
Six lieutenants-colonels et six majors trois pour deux	18
Directeur des vivres et autres employés	7
Pour l'état-major d'un bataillon d'artillerie	10
Pour le corps du génie	10
Si l'on ne peut pas embarquer les hussards de Lauzun il faut au moins qu'ils embarquent pour les officiers d'état-major et autres	40
TOTAL	150

Il faut aussi que la légion de Lauzun embarque ses harnais complets, selles, brides et bottes, etc. Ces bâtimens serviront de modèles au lieu où nous arrêterons et l'on pourra en armer dans le pays au même instar pour un plus grand nombre, suivant le besoin que l'on en aura pour celle des expéditions à laquelle on se décidera.

Folio 5 - LETTRE ÉCRITE PAR M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
À M. LE PRINCE DE MONTEBAREY, LE 3 MARS 1780

Je viens mon cher Prince d'éplucher avec M. de Veymeranges les différents

etats qu'il vous a présentés. Je n'y ai pas pu faire grande réduction, parce qu'ils me paraissent porter sur le nécessaire et qu'ils sont faits de main de maître.

Vous aurez la bonté de traiter avec lui le traitement de chaque grade, tout ce que vous ferez sera bien fait et moi ni les miens ne demanderons rien de ridicule, nous voudrions pouvoir faire cette guerre à nos frais.

Je crois qu'il convient de vous faire présenter l'état des masses des régiments qui vont s'embarquer. 1° De mettre à leur niveau toutes ces masses en liquidant leurs dettes au début d'une pareille expédition, 2° de faire à chacun une avance de six mois de la masse générale pour amplettes de toute espèce en nature. Je crois qu'il conviendra que j'écrive incessamment une lettre de détail à chaque corps pour toutes les précautions qu'ils ont à prendre, et à se pourvoir de telles et telles matières. Je vous prie de dire à M. de Veymeranges la somme d'avance que vous aurez régiee pour que je puisse la leur annoncer.

Folio 5 DU MÊME AU MÊME, DU 5 MARS 1780  
EN LUI ENVOYANT L'INSTRUCTION DE M. ÉTHIS DE CORNY

Je joins ici, mon cher Prince, l'instruction détaillée que M. de Veymeranges a préparée pour la sœur de Corny qui a désiré qu'on lui détaillât les objets dont il devait s'occuper pour l'approvisionnement du corps de troupes. Elle m'a paru bien, j'y ai ajouté ce que vous verrez de ma main, si vous la trouvez bien et que vous m'autorisiez à la lui signer en lui donnant les fonds nécessaires rien ne retardera plus son départ.

*Extrait de l'instruction de M. Éthis de Corny*

Pour le service de l'artillerie, au moins . . . . .	400 chevaux
Pour le service des vivres . . . . .	300
Pour celui des hôpitaux . . . . .	50
<b>Total</b> . . . . .	<u>750</u>

À quoi il faut ajouter quatre chariots par bataillon pour le transport des tentes, couvertures et bagages des officiers, et cinq chevaux de selle par bataillon pour porter les vieux officiers ou infirmes.

Il faudra s'assurer en même temps de voitures ou caissons pour les vivres et les hôpitaux. L'usage du pays est d'atteler quatre chevaux à chaque voiture, il faudra s'y conformer. S'il était possible de se procurer ces moyens de transport à des prix raisonnables et de manière que le service fût également assuré, il faudrait préférer

ce parti à celui de l'achat de tous ces objets. On s'est convaincu que de manière ou d'autre il faut nécessairement avoir des moyens de transport attachés au corps de troupes et uniquement attachés à son service, parce que si l'on comptait sur les voitures à commander dans le pays, on s'exposerait à être arrêté à chaque marche que l'on voudrait faire.

Indépendamment de ces 750 chevaux, M. de Corny devra avoir aux moyens de se procurer 350 chevaux du pays propres à monter des troupes légères, dont on embarque les selles et les brides. S'il était possible qu'il réussît de les avoir promptement et à des prix raisonnables au moment du débarquement des troupes, il faudrait qu'il se bornât à cette opération qui serait la plus économique, mais s'il juge qu'il présente trop d'incertitude, il achètera les chevaux pour le compte du Roi et pourvoira aux moyens de les faire subsister et soigner suivant les usages du pays. Le meilleur serait d'engager les particuliers randoers à garder les chevaux jusqu'au moment de l'arrivée des troupes, en convenant avec eux d'un prix par jour pour la nourriture et l'entretien à charge par eux de garantir les accidents jusqu'au moment de la livraison. Ces chevaux devront être signalés dans un contrôle général dont il sera délivré des extraits signés doubles à chaque particulier. Si cet arrangement n'est pas praticable, M. de Corny y suppléera par ceux qui pourront être plus utiles aux intérêts du Roi, mais, de quelque manière qu'il opère, ce devra toujours être avec le concours de M. le chevalier de la Luzerne et M. le marquis de la Fayette auxquels il donnera communication de toutes les conditions qui lui seront proposées et qu'il pressera de voter les marchés qu'il conclura. On pense que ces marchés devront être faits avec la participation du Congrès ou de ses représentants.

M. de Corny instruira des moyens de procurer de la viande fraîche aux troupes au moment de leur débarquement, et d'avoir des bestiaux à la suite de l'armée pour trois mois de consommation. S'il peut trouver dans le pays des fournisseurs solvables qui s'engagent à procurer les bestiaux nécessaires lors de l'arrivée des troupes, il traitera avec eux, toujours, bien entendu, après en avoir conféré avec MM. de la Luzerne et de la Fayette. S'il ne peut avoir cette facilité, il en aura pour l'achat des bestiaux comme pour celui des chevaux. Il a un état exact de la composition du corps, d'après lequel il lui sera facile d'en calculer la consommation.

Folio 7 — COTE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Toutes ces précautions sont subordonnées à l'ordre que donnerait le général

Washington de venir le rejoindre ou de faire une marche quelconque dans le pays après le débarquement des troupes. Si au contraire le général Washington fixait le corps français à rester au point où il doit atterrir jusqu'au moment où il voudra l'employer à une expédition maritime alors il faudra que M. de Corny porte ses vues sur ce qui sera nécessaire pour aider au moment du débarquement et sur les approvisionnements à faire en chevaux de trait et de troupes à embarquer relativement au besoin que l'on en aurait au nouvel atterrage que donnerait le projet d'expédition. Bien s'informer des choses que l'on peut y trouver et de celles qu'il faudra transporter avec soi, pour les tenir prêtes à l'arrivée du corps de troupes, ainsi que les transports pour les envoyer afin de retarder le moins qu'il sera possible la célérité de l'expédition.

Folio 7. LETTRE DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY, MINISTRE DE LA GUERRE,  
À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De 9 mars 1780.

J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur, que le Roi vous a nommé pour commander les troupes qu'il rassemble à Brest et aux environs de ce port. J'aurai celui de vous faire passer incessamment les instructions de Sa Majesté d'après lesquelles vous voudrez bien donner vos ordres pour tout ce qui peut avoir trait au bien du service et à celui des troupes qui vous sont confiées.

Folio 8. DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY AU COMTE DE ROCHAMBEAU.

A Versailles le 9 mars 1780.

J'ai l'honneur de vous informer, Monsieur, que le Roi a nommé pour commander sous vos ordres les troupes que Sa Majesté vous a confiées MM. le baron de Viomenil, chevalier de Viomenil, chevalier de Chatellux et le comte de Wittgenstem en leurs qualités de maréchaux de camp et qu'elle a décidé que M. de Bexfle y servirait en qualité de brigadier faisant les fonctions de maréchal général des logis.

Folio 8. DU MÊME AU MÊME.

A Versailles le 10 mars 1780.

J'ai l'honneur de vous adresser, Monsieur, l'état des cantonnements que le Roi a assignés aux six régiments d'infanterie qui doivent s'embarquer sous vos ordres à Brest par lequel vous verrez les époques de l'arrivée de ceux qui doivent changer d'emplacement, à l'égard des régiments de Bourbonnais et de Royal Deux Ponts.

vous savez qu'il a été convenu qu'on les laisserait dans leurs quartiers actuels jusqu'au moment de leur embarquement. Je prévient MM. les comtes de Goyon et de Langeron de ces dispositions, et je leur mande de se concerter ensemble pour faire rendre ces troupes à Brest à mesure qu'elles pourront y être embarquées. Quant au second bataillon d'Auxonne du corps royal d'artillerie et des détachements de mineurs et d'ouvriers qui sont également destinés à servir sous vos ordres, ils seront rendus à Brest le 24 de ce mois.

Folio 8. — ÉTAT DES CANTONNEMENTS ASSIGNÉS AUX SIX RÉGIMENTS D'INFANTERIE DESTINÉS À S'EMBARQUER À BREST

Folio 9. — ÉTAT DES SECOURS ACCORDÉS AUX SIX RÉGIMENTS QUI DOIVENT S'EMBARQUER.

Folio 9. — ÉTAT DES EFFETS ET MUNITIONS D'ARTILLERIE QUI SERONT TIRÉS DES PLACES CI-APRÈS DÉSIGNÉES POUR ÊTRE RASSEMBLÉS À BREST ET COMPLÉTER, AVEC CE QUI EXISTE, L'ÉQUIPAGE DE SIÈGE QUI DOIT Y ÊTRE EMBARQUÉ

Folio 11. — ÉTAT DES EFFETS DEVANT ENTRER DANS LA COMPOSITION DE L'ÉQUIPAGE DE BREST ET QUI EXISTENT DÉJÀ DANS LES MAGASINS DE CETTE PLACE.

Folio 11 — ÉTAT DES DIFFÉRENTS EFFETS D'ARTILLERIE QUI COMPOSENT DEUX ÉQUIPAGES QU'ON RASSEMBLE À BREST, DONT UN DE CAMPAGNE ET L'AUTRE DE SIÈGE AVEC LE POIDS DE CHAQUE NATURE D'EFFETS.

Folio 13 — ÉQUIPAGE DE CAMPAGNE.

Folio 14 — RÉCAPITULATION

Poids de l'équipage de siège	2,645,770
Poids de celui de campagne.	635,740



Folio 15.      PRÉLÈVES DU CORPS ROYAL DE L'ARTILLERIE  
QU'ON ATTACHE AU SERVICE DE CES DEUX ÉQUIPAGES

*État-major*

*Troupes* . . . . .

*Général* . . . . .

*Noms des officiers d'artillerie et de génie* . . . . .

Folio 16. -- COPIE DE RÉMÉMOIRE REMIS À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
PAR M. LE PRINCE DE MONTALEMBERT

Il résulte des renseignements qu'on s'est procurés sur la situation des affaires de l'Amérique septentrionale en s'adressant à toutes les personnes qui peuvent en avoir connaissance soit par leurs relations avec ce pays-là soit par le séjour qu'elles y ont fait : 1° que l'aine d'espèces, le papier-monnaie est tombé dans le plus grand discrédit, il faut donc y porter des piastres, seuls monnaies qui ait cours dans ce pays pour, en les répandant avec prudence et ménagement, faire reprendre au papier-monnaie une valeur qui pousse le faire circuler dans le commerce intérieur à un taux convenable, concurremment avec les espèces, 2° que, par les lettres de change sur la France, on se procure des ressources dans le pays, et l'on contribue à relever le crédit du papier-monnaie presque aussi avantageusement qu'avec des espèces. On peut donc autoriser le trésorier de l'armée à tirer sur le trésorier de la guerre jusqu'à la concurrence d'une certaine somme, que l'on réservera à cet effet et que l'on pourra ainsi se dispenser de porter en piastres avec le corps de troupes, 3° que l'Amérique septentrionale est dans le plus grand dénûment, non seulement de toutes les choses nécessaires à son état actuel de guerre, mais aussi de celles qui le sont à tous les besoins journaliers de la vie ordinaire. Tellement qu'avec des espèces, il ne serait pas plus possible de se les procurer dans les villes de ce continent qu'avec du papier-monnaie, et que le peu de marchandises qui y arrivent se vend à des prix exorbitants, il est soumis à un monopole que l'abondance et la concurrence peuvent seules combattre avec succès. Il est donc de la sagesse et de la magnificence du Roi, qui veut secourir efficacement ses alliés, de prendre en considération les moyens de remédier aux maux que les circonstances leur font éprouver, et de leur faire ressentir les effets de sa bienfaisance au même temps qu'il les aide de ses forces pour soutenir la justice de leur cause. Pour cet effet, il convient de pourvoir abondamment à tous les besoins du corps de troupes que Sa Majesté

envoie en Amérique, mais encore de convertir en marchandises de première nécessité une partie des fonds destinés à cette expédition. Ces marchandises, achetées pour le compte du Roi et embarquées à la suite de son armée, seraient vendues à son profit en Amérique à des prix avantageux mais modérés. Cette vente, infiniment utile au pays dirigée avec droiture et intelligence comme on est en droit de l'attendre de la surveillance des chefs, donnerait les moyens de se procurer toutes les denrées soit par échange, soit par les fonds qu'elle produirait.

D'après cet exposé, on propose de distribuer ainsi qu'il suit les fonds accordés pour les dépenses pendant un an de l'expédition dont il s'agit, savoir

Le montant total des fonds.	7 674.280 <sup>fr</sup>
La soude avec le supplément se monte à la somme de	3 318.280 <sup>fr</sup>
Le traitement des officiers généraux de l'état-major de l'administration de l'artillerie et du génie celle de . . . . .	1,080,000
	<hr/> 4,398.280 = 4,398.280
Sur cette somme on fait une avance de trois mois avant le départ de France . . . . .	1 099.570
Reste à convertir en piastres et à porter comptant à la suite du corps de troupes . . . . .	3,298.710
Plus une somme envoyée d'avance en piastres ci.	50,000 = 50,000
TOTAL des fonds à convertir en piastres	<hr/> 3,348.710
Somme à employer en France pour l'achat de toutes les denrées et effets nécessaires au corps de troupes ci . . . . .	1,060,000 = 1,060,000
Somme à garder en France pour l'acquittement des traites que le trésorier de l'armée sera autorisé à de- livrer en Amérique . . . . .	966,000 = 966,000
Somme à convertir en marchandises pour le compte du Roi à envoyer en Amérique à la suite du corps de troupes. . . . .	<hr/> 1,200,000 = 1,200,000
	<hr/> 7,674.280

Il est évident qu'outre les avantages qui résulteront de ce plan de distribution il donnera des facilités à la finance pour fournir les fonds nécessaires pour l'expédition projetée. Le Gouvernement n'approuvant pas l'envoi des marchandises proposées pour la somme de 1,200,000 francs cette somme sera convertie en piastres et embarquée à la suite du corps de troupes à la deduction de 340 000 francs que l'on emploie en France à l'achat des effets nécessaires pour un habillement complet

neuf pour toutes les troupes auxquelles on en fera successivement la déduction sur leurs masses, ainsi il convient d'ajouter à la somme désignée pour être convertie en piastres ci. . . . . 3,348 710<sup>ff</sup>

Celle de . . . . . 860.000

Total de l'argent comptant à porter en piastres. . . . . 4,208,710

Folio 18. — COPIE DES LETTRES DE SERVICE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De par le Roi

Sa Majesté ayant jugé à propos d'assembler un corps de troupes dont elle veut et entend que le sieur comte de Rochambeau, l'un de ses lieutenants généraux en ses armées prenne le commandement. Elle mande et ordonne aux maréchaux de camp, brigadiers, colonels, maîtres de camp, officier du corps royal d'artillerie et celui du génie, généraux des vivres et autres commis, capitaines, chefs et conducteurs des gens de guerre tant de cheval que de pied français et étrangers qui serviront dans ledit corps de troupes et tout autre qu'il appartiendra, de reconnaître ledit sieur comte de Rochambeau en qualité de commandant dudit corps de troupes et de lui obéir et entendre en tout ce qu'il lui ordonnera pour le service de Sa Majesté à peine de désobéissance.

Fait à Versailles, le 1<sup>er</sup> mars 1780

Signé LOUIS,

et plus bas, le prince de Moyneaux

Folio 18. ÉTAT DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS QUE LE ROI A DÉSIGNÉS POUR SERVIR LES ÉQUIPAGES D'ARTILLERIE DE CAMPAGNE, DE SIÈGE, RASSEMBLÉS A BREST ET DU TRAITEMENT QUE SA MAJESTÉ LEUR A RÉGLÉ PAR MOIS À COMPTER DU 1<sup>er</sup> MARS 1780, INDÉPENDAMMENT DES APPONTEMENTS ATTRIBUÉS AUX EMPLOIS DONT SONT POURVUS DANS LE CORPS ROYAL LESDITS OFFICIERS, AINSI QUE LE COMMISSAIRE DES GUERRES, L'AUMÔNIER ET LE CHIRURGIEN-MAJOR, SAVOIR

Folio 20. — TROUPES DU CORPS ROYAL DE L'ARTILLERIE  
DESTINÉES À SERVIR LESDITS ÉQUIPAGES

Folio 20. — OFFICIERS DU CORPS ROYAL DU GÉNIE.

....

Fofo 20. — COPIÉ DE L'ORDRE DU ROI POUR LA NOMINATION AUX EMPLOIS.

De par le Roi,

Sa Majesté ayant jugé à propos d'autoriser le S<sup>r</sup> comte de Rochambeau, lieutenant général en ses armées, à pourvoir aux emplois de lieutenants-colonels, majors, capitaines et officiers subalternes qui viendront à vaquer dans les troupes dont Elle lui a confié le commandement son intention est que ledit S<sup>r</sup> comte de Rochambeau ait le pouvoir de nommer provisoirement aux emplois voulant que les officiers qu'il aura choisis pour les remplir y soient reçus et reconnus sur les certificats qu'il aura délivrés à chacun d'eux de sa nomination, tous ainsi que s'ils étaient pourvus des conusances, lettres, brevets ou ordres qu'Elle leur fera expédier. Mande et ordonne Sa Majesté à tous ceux qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécution du présent ordre. Fait à Versailles, le dix-septième jour de mars 1780.

Fofo 21. — COPIÉ DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE QUE SA MAJESTÉ A ORDONNÉ D'EXPÉDIER AU S<sup>r</sup> COMTE DE ROCHAMBEAU, LIEUTENANT GÉNÉRAL DE SES ARMÉES, COMMANDANT LE CORPS DE TROUPES FRANÇAISES ENVOYÉ PAR SA MAJESTÉ AU SECOURS DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

Sa Majesté s'étant déterminée à envoyer un corps considérable de ses troupes en Amérique au secours des États-Unis ses allies, a choisi le S<sup>r</sup> comte de Rochambeau, un des lieutenants généraux de ses armées, pour lui donner le commandement des douze bataillons d'infanterie qu'Elle compte faire commander sous ses ordres par quatre maréchaux de camp. Ce corps, auquel Sa Majesté a joint un équipage suffisant et proportionné d'artillerie de siège et de campagne, doit être prêt à partir de Brest dans les premiers jours d'avril, sous l'escorte d'une escadre de six vaisseaux de ligne commandée par M. le chevalier de Ternay.

Les intentions de Sa Majesté, en envoyant un secours aussi conséquent pour coopérer aux opérations arrêtées par M. le général Washington, généralissime des troupes du Congrès des États-Unis de l'Amérique septentrionale, sont

#### ARTICLE PREMIER.

Que le général auquel Sa Majesté confie le commandement de ses troupes soit toujours et dans tous les cas aux ordres de M. le général Washington.

#### ART. 2.

Que tous les projets et plans de campagne ou d'expéditions particulières soient

ordonnés par le général américain d'après le concert que Sa Majesté se flatte de voir régner entre les deux généraux en chef les généraux et les particuliers des deux nations.

## ART 3

Les troupes françaises n'étant qu'auxiliaires doivent à ce titre, ainsi que cela s'est pratiqué pendant la campagne de 1757 en Allemagne, céder le pas et la droite aux troupes américaines et cette décision doit avoir lieu dans toutes les circonstances générales ou particulières qui pourront se présenter. Le général français, qui a fait la campagne citée comme un exemple et qui, d'ailleurs, sait parfaitement les lois militaires, aura la plus grande attention à maintenir et faire observer cette disposition dans toute son étendue. Il aura soin d'en prévenir d'avance les officiers généraux et les troupes à ses ordres afin d'éviter toute difficulté qui pourrait troubler la bonne harmonie que Sa Majesté désire voir régner dans les deux corps réunis sous les ordres de M. le général Washington.

## ART 4

À grade égal et à date égale par une suite de l'article ci-dessus, le général américain aura le commandement et, dans toutes les circonstances, les troupes américaines auront la droite. Dans tous les actes militaires et capitulations, le général américain et les troupes américaines seront nommés les premiers et signeront les premiers, ainsi que cela s'est toujours pratiqué vis-à-vis des troupes auxiliaires et d'après les principes ci-dessus.

## ART 5

Sa Majesté entend et ordonne très expressément au S<sup>r</sup> comte de Rochambeau de tenir la main à l'exécution précise et littérale des quatre articles ci-dessus.

## ART. 6

Le corps des troupes françaises conservera dans tous les cas, ainsi que cela s'est toujours pratiqué, justice et juridiction sur tous les individus qui en feront partie. La décision de Sa Majesté sur un fait de cette nature de juridiction arrivé à Brest, vis-à-vis des troupes espagnoles, devant servir d'exemple d'après les lois respectives des nations sur cet objet.

## ART 7.

Sa Majesté, ayant pourvu à tous les besoins de ses troupes qui peuvent être

transportées d'Europe, attend de la prévoyance du Congrès et des ordres du général Washington qu'étant informés à l'avance du secours et de la quantité du secours que Sa Majesté s'est déterminée à faire passer dans l'Amérique septentrionale et le S<sup>r</sup> marquis de la Fayette ayant été spécialement chargé de les en prévenir, ainsi que de l'instant de l'arrivée de ce secours que tous les ordres les plus précis auront été donnés pour que les vivres nécessaires et les rafraichissements de toutes espèces soient fournis ainsi que les chevaux nécessaires aux transports de l'artillerie française et qu'ils soient tous à portée des lieux ou, d'après les circonstances, le débarquement des troupes françaises devra s'exécuter. Sa Majesté faisant passer avec le S<sup>r</sup> marquis de la Fayette un commissaire des guerres qui doit, par la suite, être employé près de ses troupes, espère qu'il sera pris avec ce commissaire toutes les précautions relatives aux vivres, aux hôpitaux et aux autres besoins des troupes françaises, cet article est de la plus grande importance et Sa Majesté compte que le Congrès et le général Washington voudront bien en sentir l'indispensable nécessité.

## ART. 8

Sa Majesté s'en remet à la prudence du S<sup>r</sup> comte de Rochambeau, à son zèle, à ses connaissances militaires et surtout à sa fermeté, du soin de maintenir les troupes françaises dont Elle lui a confié le commandement dans la plus sévère et la plus exacte discipline à tous égards, et surtout elle lui enjoint de faire régner par tous les moyens possibles la plus grande harmonie et le plus grand concert entre les troupes françaises les troupes américaines et tous les habitants soumis ou allies du Congrès des États-Unis de l'Amérique septentrionale.

Quoique le général Washington soit entièrement maître de disposer à son gré des troupes auxiliaires que Sa Majesté envoie en Amérique Elle désirerait que dans le cas où la division française ne serait pas immédiatement réunie au général Washington et qu'elle serait détachée pour une expédition avec un corps américain, chacun des deux officiers généraux ou français ou américain fût indépendant l'un de l'autre dans quelque grade qu'ils puissent être et agir de concert sans avoir ordre à recevoir ou à donner de l'autre nation.

Pour copie conforme à l'original, approuvé et signé de Sa Majesté, resté entre mes mains à Versailles, le 1<sup>er</sup> mars 1780

Signé LE PRINCE DE MONTBAREY

Folio 24 COPIE DE L'INSTRUCTION SECRÈTE POUR LE S<sup>r</sup> COMTE DE ROCHAMBEAU, LIEUTENANT GÉNÉRAL, COMMANDANT LE DÉTACHEMENT DES TROUPES FRANÇAISES ENVOYÉ PAR SA MAJESTÉ AU SECOURS DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

## ARTICLE PREMIER

Sa Majesté veut et ordonne au S<sup>r</sup> comte de Rochambeau de tenir autant que les circonstances pourront le permettre, le corps des troupes françaises dont Sa Majesté lui a confié le commandement, rassemblé en un corps de troupes et de représenter dans l'occasion au général Washington, généralissime des troupes du Congrès et aux ordres duquel les troupes françaises doivent servir, que les intentions du Roi sont qu'il ne soit fait aucun dispersement des troupes françaises et qu'elles servent toujours en corps d'armée et sous les généraux français, sauf les cas de détachements momentanés et qui devront sous peu de jours rejoindre le corps principal.

## ART. 2

Sa Majesté entend que le corps de troupes françaises qu'elle envoie au secours du Congrès des États-Unis de l'Amérique septentrionale se garde lui-même et soit chargé de tout le service qui peut intéresser la sûreté dans les camps, cantonnements ou quartiers que ce corps de troupes sera dans le cas d'occuper.

Pour copie conforme à l'original, signé et approuvé de la main de Sa Majesté, resté entre mes mains, à Versailles le 1<sup>er</sup> mars 1780.

Signé LE PRINCE DE MONTBAIREY

Folio 24 COPIE DU MÉMOIRE QUE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A PRÉSENTÉ

À Versailles le 9 mars 1780.

Messieurs les ministres veulent-ils bien me permettre de leur faire quatre questions sur lesquelles, dans tous les cas, je me suis toujours réservé de prendre leurs ordres?

Questions de M. le comte de Rochambeau.

Réponses.

1<sup>re</sup> Si l'on refuse de nous recevoir, quelle conduite devons-nous tenir et sur quelle expédition pourrions nous nous rejeter?

1<sup>re</sup> S'ils arrivent en mai, juin, juillet ou août, se replier sur Saint-Domingue à cause de l'hivernage.

2°. En cas de defection de la part des alliés, que deviendront les troupes du Roi?

3°. Ne serait-il pas prudent, même indispensable, de se procurer une place d'armes et de sûreté à tout événement?

4°. Jusqu'à quel point puis-je aider les alliés en argent, en lettres de change, en deniers de toute nature des gens qui manquant de tout, ont tous les besoins. Il convient que j'aie connaissance des secours que Sa Majesté veut bien leur donner.

2°. Dans ce cas qui ne peut être soupçonné, le général prendrait les moyens les plus sûrs pour regagner nos îles.

3°. Il n'y en a pas dans l'Amérique septentrionale dans tout état de cause, il faudra s'emparer et conserver Rhode-Island, mais il faudra faire le dépôt des choses les plus pressantes à Providence comme pouvant y être en plus grande sûreté.

4°. Ce que le Roi envoie avec ses troupes est uniquement destiné à l'entretien du corps qui passe aux ordres de M. le comte de Rochambeau.

Fait et arrêté au comite des ministres de Sa Majesté à Versailles le 16 mars 1780.

Signé LE PRINCE DE MONTBARY

De ces quatre grandes questions sur lesquelles le conseil du Roi voudra bien me donner ses ordres, dérive naturellement la nécessité indispensable d'arriver en force, et conséquemment l'impossibilité de séparer ses moyens. Il y aurait cent raisons de détail dont je pourrais me servir pour combattre cette séparation mais elles sont malades à ajouter. Tout Paris applaudit à une expédition quelconque dont il cherche à deviner l'objet, mais universellement on trouve les moyens trop courts. Que dirait-on d'une séparation qui se rejoindrait j'ignore où et je ne sais quand? Le Roi voudrait-il réduire un bon plan de campagne à de ix expéditions partielles qui, chacune de leur côté, peuvent éprouver les plus grands malheurs ou avoir de petits succès dans la prise ou défense de quelques redoutes tels que ceux du général Washington la campagne dernière, et dont la chance la plus heureuse sera une jonction tardive dans le moment où la saison des opérations sera prête à finir?



Folio 26      COPIE DE LA LETTRE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
AUX DIFFÉRENTS CHEFS DES CORPS À SES ORDRES.

A Versailles le 10 mars 1780.

Je crois Monsieur que M. le prince de Montbarey vous a prévenu que l'on n'embarquera que cinq cents hommes par bataillon choisis dans les plus robustes et que le surplus sera laissé en France à titre de compagnie auxiliaire, pour recruter et dresser les recrues sous la conduite d'un ou deux officiers choisis, et d'un nombre de bas officiers, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 25 mars 1776 qu'on laissera dans cette compagnie auxiliaire tous les infirmes et gens hors d'état de servir, qu'on y rassemblera tous les semestriers qui n'auront pas joint les convalescents sortis des hôpitaux et généralement tout ce qui pourrait avoir resté en France.

Il est indispensable, Monsieur d'employer les fonds d'avance qui ont été faits à votre régiment en approvisionnements nécessaires à l'entretien du soust, souliers et cures, tricots pour culottes, toiles pour guêtres, chemises, étoffes pour guêtres de laine, fils et aiguilles. Vous aurez soin d'embarquer aussi Monsieur, tout ce qui vous restera d'étoffe, chapeaux et autres matières de votre habillement. Pour quelque pays que soit destinée l'expédition projetée, il faut songer que l'on a besoin de tout, et qu'on ne trouve rien de ce qui est nécessaire à l'entretien d'une troupe. Il faut tâcher d'être pourvu d'un vivandier, d'un boucher d'un boulanger par régiment. Le premier peut s'approvisionner en vin eau-de-vie, salaisons et épicerie, et l'on tâchera de leur procurer les moyens de transport quand on sera à terre autant que les circonstances le permettront.

MM. les officiers doivent être pourvus de canonnières pour camper deux à deux, elles sont plus faciles à faire porter sur le dos des domestiques en de certains cas que des tentes.

Folio 27      DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE MAUREPAS

Paris, le 11 mars 1780.

[Rochambeau parle ici de l'idée que lui a communiquée le comte d'Aranda de faire partir le corps expéditionnaire par la Méditerranée si la sortie n'est pas possible par Brest et d'indiquer la possibilité de l'exécution en faisant transporter les troupes en poste comme autrefois Lézinois pour l'invasion du Grand.

Folio 28      L'intention du Roi est que les troupes aux ordres de M. le comte

v.

43

APProuvé par le Ministre

de Rochambeau, ainsi que les équipages d'artillerie de siège et de campagne et tous les approvisionnements nécessaires de toute espèce destinés à l'entretien et au besoin du corps des troupes françaises qui passent en Amérique, soient prêts à s'embarquer en totalité au moment même où l'escadre qui doit escorter ces troupes et les bâtimens de transport seront prêts même dans le cas où le département de la marine ne pourrait rassembler dans le premier moment et pour l'époque du départ la quantité de bâtimens de transport nécessaires ou que les vents et les circonstances obligeront à presser le départ d'une partie de l'escadre et des transports prêts par la crainte de retarder trop longtemps l'opération, en attendant le rassemblement général des bâtimens de transport. Sa Majesté autorise le sieur comte de Rochambeau à partager en deux parties la totalité de l'opération et des troupes et approvisionnements qui y sont destinés pour faciliter le départ de la première partie dont il prendra le commandement et qui sera composée à son choix de tout ce qu'il croira nécessaire et de ce que pourront contenir les bâtimens de transport prêts et préparés. Sa Majesté compte que le sieur comte de Rochambeau laissera pour commander la seconde partie de l'expédition le sieur baron de Vioménil avec ordre de rejoindre le plus tôt possible la première partie, s'en remettant au surplus, Sa Majesté, à la sagesse, la prudence et l'intelligence du sieur comte de Rochambeau et du sieur baron de Vioménil de l'exécution de toutes les parties de détail de cette opération, soit réunie soit séparée.

Fait à Versailles, le 20 mars 1780

Signé LE PRINCE DE MONTBAREY

Folio 18. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE PRINCE DE MONTBAHEY

A Rennes le 13 mars 1780

**Monsieur.**

Je suis arrivé hier au soir ici, et dans le séjour que j'y fais aujourd'hui j'ai vu que toutes les parties du service de terre s'accéléraient avec la plus grande vivacité. Je ne crains de retard que pour les effets de quelques régiments faute de rouliers, et à cause des chemins rompus qui les effrayent.

Folio 29. — COPIE D'UN MEMOIRE ENVOYE A M. LE COMTE DE ROCFAMBEAU

Folio 31. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE PRINCE DE BOURBON.

A Brest le 27 mars 1784

Monsieur,

Le plus gros tire-taine m'a été donné à Landernau; on en'y annonça l'entrée d'un convoi de Bordeaux de cent voiles dans la rade de Brest. J'arrivai un hier au soir et ma joie fut de courte durée, il n'y a pas un seul vaisseau de transport dans ces cent voiles, le plus fort est de 80 tonneaux et tout le reste n'est que des barques de cabotage. Je travaillai tout de suite avec M. le chevalier de Ternay et M. Hector. Le résultat est que la possibilité de tous les moyens dans le port de Brest est de s'embarquer que 5,000 hommes pour pouvoir partir le 8 avril si le vent et le cour de Londres le permettent. Voici ma répartition. Bourbonnais, Royal-Deux-Ponts que je regarde comme deux schels par la composition qu'aucun régiment français et dans le meilleur état. Saisonnais et Saintonge faisant 8 bataillons, 4,000 hommes. 600 hommes de la légion de Lausun, dont 300 hussards et 300 hommes à pied. 400 hommes du corps royal total 5,000 hommes. Je laisserai Neustrie et Anhalt qui arrivent les derniers à Quimper et Quimperle. Si, dans l'entre-temps, un coup de ciel nous faisant arriver de quoi embarquer plus du monde, je tirerais Neustrie puis Anhalt, mais il n'y faut pas compter. Les dernières nouvelles de Bordeaux à M. de la Porte sont que le premier vaisseau de transport doit descendre le 15 dans la rivière de Bordeaux, et l'on dit que le reste ne sera pas prêt avant le 6 ou le 8 d'avril. J'ai réduit au tiers de troupes de même les approvisionnements d'artillerie, de vivres, hôpitaux, effets de rechange, je laisserai un intendant de camp que je vous prie de vouloir bien nommer. Le chevalier de Castillon prend dès ce moment-ci le détail de l'infanterie, le baron de Vioménil et son frère sont indispensables, et je serai fort aise de les avoir à la tête des troupes. Ce serait donc le comte de Wittgenstein qui pourrait rester, à mon grand regret avec ses deux régiments dont Anhalt est du nombre, un tiers de l'artillerie un tiers de la légion de Lausun. Je crois inutile de vous mander qu'il n'y aura pas un cheval d'embarqué, que je me sers avec le plus grand chagrin de deux chevaux de bâtaille que je ne remplacerai jamais, mais que je ne veux pas avoir à me reprocher qu'ils aient tenu la place de 10 hommes de plus qu'on aurait pu embarquer. Les troupes commenceront à s'embarquer le 4 et elles le seront toutes le 6 ou le 7.

Je m'étais contenté du nécessaire le plus indispensable, le défaut de transport me réduisit dès le début à la diète de moyens. Je suis autorisé par mes instructions à faire cette séparation d'un tiers. Je vous supplie de vouloir bien par le retour de ce

courrier m'expédier l'ordre le plus absolu pour partir avec ces 5,000 hommes si le conseil du Roi qui est bon et sage l'ordonne ainsi. Cette séparation étant absolument contraire à toutes les vues militaires, suivant les mémoires que j'ai eu l'honneur de remettre au conseil, il est indispensable que M. le chevalier de Torray a moi ayons l'ordre absolu pour mettre à la voile avec cette réduction forcée par les circonstances, et notre devoir est d'obéir sans réplique avec tout le zèle qui nous anime l'un et l'autre pour le service de Sa Majesté.

*P. S.* J'ai reçu ce matin à 9 heures les paquets par le courrier de M. de Sartine concernant : 1.<sup>o</sup> l'ordre du Roi en commandement en cas de réunion aux Antilles, 2.<sup>o</sup> le chiffre de M. le comte de Vergennes avec M. le chevalier de la Luzerne. Je joins ici une lettre pour lui demander quelques explications dont je demande la réponse par le courrier, 3.<sup>o</sup> le double de l'instruction de l'intendant, le mémoire de M. de Vergennes sur le quartier d'hiver, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avec la copie de la lettre de change sur M. Holker signée Chaumant.

Folio 33 DU MÊME AU MÊME

Brest, le 3 mars 1780.

Monsieur,

Toutes les recherches de M. Hector au zèle et à l'activité duquel je ne saurais rendre trop de justice, se réduisent à nous armer de 5 transports à joindre à l'escadre de 6 vaisseaux, 2 frégates et 2 ou 3 cutters. Par le dépouillement que nous avons fait nous pourrions y embarquer les 5,000 hommes convenus c'est-à-dire les deux tiers de notre armement. J'ai eu l'honneur de vous rendre compte des troupes et officiers généraux, à moins que les ordres du Roi, par le retour du courrier, n'y apportent quelque changement. Voici les autres détails tels qu'ils ont été projetés hier au soir.

Folio 34 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. NECKER.

Brest, le 2 avril 1780.

[Sur les finances du corps expéditionnaire]

Folio 36 — DE M. LE PRINCE DE MONTEBAREY A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Versailles, le 31 mars 1780.

J'ai reçu Monsieur le Comte la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire

le 27 de ce mois de Brest. J'ai mis sous les yeux du Roi tous les détails qu'elle contient sur tous les objets relatifs à l'opération que Sa Majesté vous a confiée.

Sa Majesté approuve que, dès que les préparatifs de la marine vous permettront de partir avec les 5,000 hommes que vous m'avez mandés pouvoir embarquer ainsi que tous les détails contenus dans votre dépêche, vous profitiez du premier moment que les vents vous donneront la possibilité de partir de concert avec le chevalier de Ternay. Le Roi approuve les arrangements que vous avez proposés pour les régiments de Bourbonnais, Royal-Deux-Ponts, Saumur et Somme et les 600 hommes de la légion de Lausun et les 400 du corps Royal de l'artillerie.

Sa Majesté agréé l'arrangement proposé par vous, Monsieur le Comte, de laisser M. le comte de Wittgenstein maréchal des camps pour commander les régiments de Neustrie et d'Anhalt et la seconde division de ce que vous ne pourrez pas embarquer avec votre première division.

En tout le Roi s'en remet à vous sur tous les points pour l'exécution des ordres verbaux que Sa Majesté vous a donnés et des instructions qu'Elle m'a ordonné de vous expédier et que j'ai eu l'honneur de vous remettre.

Vous avez senti vous-même l'importance d'accélérer votre départ, je ne puis que m'en remettre entièrement à votre sagesse et à vos talents.

Je suis fort aise que vous ayez reçu tout ce que je vous ai fait passer par le courrier de M. de Sartine.

J'ai remis moi-même votre lettre à M. le comte de Vergennes et j'ai fait passer votre lettre à M<sup>me</sup> la comtesse de Rochambeau.

Vous connaissez depuis longtemps, Monsieur le Comte, les sentiments etc.

Folio 37. — DE M. DE SARTINE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles le 1<sup>er</sup> avril 1790.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du mois dernier pour m'accuser la réception des lettres du Roi qui vous donnent le commandement militaire de nos îles dans le cas où la suite de vos opérations vous y conduirait. Je suis bien persuadé que vous ne ferez usage de ces ordres que dans un cas forcé qui serait celui où l'objet principal de votre mission ne pourrait être rempli.

J'espère que cinq des navires de Bordeaux qui étaient le 20 au bas de la rivière auront pu se rendre à Brest assez à temps pour faire partie de l'expédition, mais je marque à M. le chevalier de Ternay que l'intention du Roi n'est point qu'il attende ces bâtiments, et que, même dans le cas où ils arriveraient lorsqu'il sera prêt à mettre à la voile, il ne doit point différer son départ pour les joindre au convoi.

Je sens toute l'importance de la célérité, et je suis bien assuré que, la sentant comme moi, vous emploierez de votre côté tous les moyens qui pourront accélérer le départ.

N<sup>o</sup> 37 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE SARTINE

Du 3 avril 1792

Monsieur,

J'ai reçu aujourd'hui par le courrier du M. de la Porte l'approbation du Roi à tous les préparatifs que M. le chevalier de Ternay, M. Hector et moi avions projetés et l'ordre de les suivre pour accélérer le départ de la première division. Nous tenons parole avec le plus parfait accord. Royal-Deux-Points a commencé hier à s'embarquer, la légion de Lannion suit aujourd'hui, et le dernier régiment sera en route le 8, si de très gros temps, plus favorables en un autre sens que nuables, ne retardent pas cette opération. M. le chevalier de Ternay croit à vue de pays pouvoir appareiller vers le 12, ayant été retardé sur bien des objets par ces quatre jours de pluie et de gros temps consécutifs. Il me reste actuellement, Monsieur, à vous remercier du vaisseau *l'Ardent* que vous nous accordez, cet avantage est plus pour la marine que pour la terre, parce qu'étant d'une très petite capacité, il ne peut recevoir qu'une compagnie de 58 bombardiers que nous étions obligés de laisser, et que je suis toujours fort aise de pouvoir emmener.

Permettez-moi maintenant, Monsieur, que j'aye l'honneur de m'occuper avec vous des moyens de nous faire arriver la seconde division. Elle sera composée des régiments de Neustrie et d'Anhalt, de deux compagnies de canonniers, de 200 hommes de Lannion et une de l'artillerie de campagne et des autres effets de vivres, hôpitaux et magasins d'effets de rechange que nous avons été obligés de laisser. Je viens de conférer avec MM. Hector et de la Porte. Il est possible que les six vaisseaux de Bordeaux faisant 3,400 tonneaux arrivent à bon port, les trois flûtes ou bâtimens du Lorient de 2,400 tonneaux étant vraiment pressés, quelques-uns de vos vaisseaux du Havre chargés de commissions particulières arrivant ici au retour, il est possible, dis-je, de faire partir cette seconde division quinze jours après nous sous l'escorte de trois vaisseaux de guerre, et je crois qu'ils pourraient encore avoir la porte ouverte, parce que je ne présume pas que les Anglois y soient devant ce port-ci qu'ils n'y soient en force majeure. Il me paraît bien difficile qu'ils puissent y être avant la fin d'avril ou les quinze premiers jours de mai ayant à expédier Vaulingham aux Indes occidentales, l'amiral Graves pour courir après nous selon en croit les papiers publics.

Pour conclure Monsieur, vous pouvez faire partir avec 7 000 tonneaux le der-

nier tiers, puisque avec 14 000 tonneaux nous emmenons les deux tiers. Mais pour avoir les 3,000 tonneaux, voulez-vous bien compter, Monsieur, que Lorient vous en fournit 2 400 et qu'il convient d'en presser l'armement vivement. Il m'est revenu que M. Thevenard avait ordre de le ralentir pour s'occuper des deux vaisseaux de guerre. Il serait bien nécessaire de tâcher que tout aille ensemble. Il se fait un armement à Saint-Malo qui n'arrivera jamais sans un passeport des Anglais pas plus que le Havre, ne pourriez-vous pas, Monsieur, donner l'ordre de faire passer tous les ouvriers, tous les matelots de Saint-Malo à Lorient, en tirer de Nantes et donner beaucoup d'activité au port de Lorient tant pour les trois flûtes que pour les deux vaisseaux de guerre. Alors, Monsieur, vous auriez de la satisfaction de pouvoir espérer de réunir une fraction à un tout qui, militairement, n'aurait jamais dû être divisé si les moyens de transport l'eussent permis.

Folio 39. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. NECKER

Du 5 avril 1780.

Monsieur,

Permettez que j'aie l'honneur de vous adresser copie de ma dépêche à M. de Sar-  
tine pour la prompte expédition de la seconde division qui est dans sa main s'il veut  
bien mettre vivement en œuvre les moyens qu'il a à Bordeaux et à Lorient. Dans le  
cas, Monsieur, que la totalité de cette expédition, absolument nécessaire au bien du  
service et à la gloire des armes du Roi parte dans le cours de ce mois comme j'ai  
bien de l'espérer, voulez-vous bien préparer et y faire arriver les fonds en consé-  
quence. Il devait m'être remis en piastres pour 4,200 000 francs c'est-à-dire à peu  
près le tiers il serait donc question de préparer les fonds du restant, mais si vous  
voulez, Monsieur, d'avoir la bonté d'en fournir effectivement une seconde somme de  
1,500,000 francs en piastres. Je crois qu'ayant 3 millions d'argent comptant à faire  
jouer à propos avec le papier de crédit, on pourra alors faire avec économie les af-  
faires du Roi. Je vous supplie en grâce Monsieur de vouloir bien donner et presser  
les ordres nécessaires, je crois que vous trouverez encore ici des piastres dans les  
fonds de la marine, et il en a passé beaucoup à Paris de la flotte espagnole.

Folio 40. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTEBNEY.

Brest le 5 avril 1780.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le duplicata de mes dépêches à M. de

Sartine et à M. Necker. Je supplie M. le comte de Maurepas, M. de Vergennes et vous Monsieur de vouloir bien presser et solliciter ces deux ministres pour qu'ils mettent tout en œuvre pour faire partir cette seconde division comme cela est en leur pouvoir.

Folio 40. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE WITGENSTEIN.

Du 9 avril 1780.

M. le comte de Witgenstein restera à Brest pour y commander la seconde division du corps de troupes que je suis obligé de laisser faute de transport. Elle est composée des régiments de Neustrie à Quimper, Arnaud à Quimperlé, deux compagnies de canonniers du régiment d'Auxonne à Brest de 200 hommes à pied de la légion de Lauzun à Landivisiau, des effets d'artillerie de siège et de campagne dont M. d'Aboville lui remettra l'état, de ceux des vivres, des hôpitaux et des effets de magasin de rechange dont M. de Tarlé lui remettra l'état. Il enverra un duplicata de tous ces états à M. le prince de Montbarey et en remettra un à M. Hector pour arranger les chargements dans les transports.

Folio 41. — DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles, le 4 avril 1780.

[Lettre d'approbation en tout ce qui précède.]

Folio 42. — DE M. DE SARTINE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles, le 9 avril 1780.

[Lettre d'approbation en tout ce qui précède.]

Folio 43. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBAREY.

Brest, le 22 avril 1780.

[Il annonce la fin des préparatifs et son embarquement pour le lendemain à bord du *Duc-de-Bourgoigne*.]

Folio 44. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. NECKER.

[Sur les finances du corps expéditionnaire.]



Folio 44. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE PRINCE DE MONTEBARY.

Monsi., le 13 avr. 1780

Sur les finances et la suite des dépenses déjà faites.

Folio 44. LE MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgoigne* le 17 avr. 1780

Monsieur

M. de Chousy arriva hier ici avec cinq officiers qui disent tous avoir des permissions de passer, sans avoir produit aucun ordre de votre part. M. de Quisat, M. de Brentano, M. d'Angeli et un aide de camp de M. de Chousy. M. le chevalier de Ternay ne put pas assigner une seule place à M. de Chousy, tant tout est rempli et surpressé pour les places d'officiers. M. de Chousy est obligé de rester avec M. le comte de Wittgenstein. Je lui ai remis ses lettres de service et ai déclaré aux autres que, d'après les ordres que j'ai reçus du Roi tant verbaux que par écrit, je n'en pouvais permettre l'embarquement d'un seul, même avec la seconde division sans des ordres de vous, Monsieur, par écrit. J'aurai l'honneur de vous observer que, m'étant tenu strictement aux six aides de camp que le Roi m'a fixés, MM. de Vionneuil en ont neuf à eux deux qui a été fort difficile d'emmener et que nous en avons déjà un grand nombre et assurément plus dans la proportion que de troupes. Il vient de nous arriver un accident, hier M. le chevalier de Ternay fit appareiller les transports pour aller mouiller à Berthoume, la *Comtesse-de-Noailles* vint aborder le *Conquérant* d'une si rude manière qu'elle a été obligée de rentrer dans le port et nous sommes obligés de laisser derrière avec la seconde division 250 hommes de Royal-Deux-Ponts, c'est un demi bataillon avec la compagnie de chasseurs de mous, nous n'avons pas besoin de pareils accidents pour être déjà bien faibles. Au nom de Dieu, pressés-nous cette seconde division on n'a nulle nouvelle du convoi de Bordeaux nous allons partir je vous répète, Monsieur, combien je compte sur vous et sur vos secours. Donnez-nous, je vous prie, des nouvelles de l'amiral Graves, quand on le saura lancé et sa destination si elle nous regarde.

Folio 45. LE MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgoigne* le 17 avr. 1780

Monsieur,

Une demi-heure après la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier le vent

3

IMPRIMERIE NATIONALE

a retourné à l'ouest, et nous voilà restés. M. le chevalier de Ternay vient de faire rentrer le convoi parce que tout annonce un gros temps. À quelque chose malheur est bon : ceci va nous donner le temps de rallier la *Comtesse-de-Noailles* et 250 hommes de Royal-Deux-Ponts que je regrettais beaucoup. Heureusement qu'il pleut aussi sur Portsmouth.

Folio 46. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBAREY

A bord du *Duc-de-Bourgogne*, le 19 avril 1780.

Monsieur,

Toujours vent debout et gros temps, la *Comtesse-de-Noailles*, portant le demi-bataillon de Royal-Deux-Ponts, est rentrée en rade. Le *Lion*, portant 250 hommes de Lauzun, vient de rentrer dans le port, hors d'état de naviguer par une voie d'eau considérable, on va le changer contre deux petits vaisseaux parlementaires venus du Havre et si le vent contraire dure deux jours on espère nous les renvoyer en rade le troisième jour. Je ne sais quel compte vous rendre de M. de Dillon colonel en second de la légion de Lauzun, il y a trois jours qu'on le cherche : il débarqua dimanche pour mettre des lettres à la poste : il remit son sabre au canot, lui dit de retourner à bord et qu'il reviendrait dans un des canots du port. On ne l'a pas revu, il n'est point sorti de Brest : on est à la piste de tous ses pas dans cette ville. M. de Lauzun qui y prend le plus vif intérêt dit qu'il ne lui connaît ni mauvaises affaires, ni aucun sujet de chagrin, il avait l'air gai et gaillard. Il faut cependant qu'il lui soit arrivé quelque grand accident.

Folio 46 DU MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgogne* le 20 avril 1780.

[Questions de solde des troupes et de finances.]

Folio 47 DU MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgogne* le 20 avril 1780.

[Sur un duel du comte de Dillon.]

Folio 47 DU MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgogne* le 1<sup>er</sup> mai 1780.

Monsieur

Le vent commence à se calmer avec un peu de pluie : ce qui nous fait espérer

du changement de temps à la fin de la lune. Le seul régiment de Bourbonnais a 50 malades, ce que j'attribue à cinq jours de pluie continuelle qu'il a eu depuis son départ de Lamballe jusqu'à son embarquement à Brest. Les autres régiments n'en ont que 12 ou 15 par régiment.

Folio 48. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTEBARY

A bord du *Duc-de-Bourgoigne*, le 2 mai 1780.

Monsieur,

Nous appareillons à 5 heures du matin par une première pointe de vent du nord que l'on espère devoir se renforcer. Nous primerons Graves, qui doit partir de Plymouth du même vent, mais ce dernier une fois réuni à Arbuthnot, nous rencogne dans un port jusqu'à l'arrivée d'une seconde division qui nous rende notre supériorité en marine et nous amène une augmentation si nécessaire en troupes. Il va sans convoi et arrivera plus tôt que nous à New-York. Je recommande les suites de cette expédition à l'amitié de mon cher et ancien camarade et au zèle de mon ministre pour le bien de l'État.

Folio 48. — DU MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgoigne*, le 3 mai 1780.

Monsieur,

Nous avons eu la plus belle parlanee et nous naviguons par le meilleur vent de nord-est sans accident et traversant le golfe avec le temps que nous pouvions désirer.

Folio 49. — DU MÊME AU MÊME.

A bord du *Duc-de-Bourgoigne*, le 5 mai 1780.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joints les noms des officiers dont j'ai rempli les ordres en blanc que vous avez bien voulu me remettre pour l'état-major de l'armée. Je les ai prévenus que sur ces 1 000 francs d'appointements par mois que le Roi veut bien leur donner, ils ne toucheront que 800 francs, me réservant le reste pour payer des élèves ou officiers dessinateurs à la suite de l'état-major qui, par ce moyen ne coûteront rien au Roi, et les uns et les autres seront très bien et très contents. J'en ai déjà destiné deux à cet emploi. M. Dumas, un de mes aides de camp et le baron de Clozen, de Royai-Deux-Ponts, parent du feu général de ce nom, qui dessinent tous deux parfaitement bien, ce sont deux sujets de grande espérance.

Folio 49. — NOMS DES OFFICIERS NOMMÉS A L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

Folio 49. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE PRINCE DE MONTBAREY

A bord du *Duc-de-Bourgogne* le 15 mai 1780.

Monsieur,

Enfin après quinze jours de vents contraires, nous parviendrons, je crois, aujourd'hui, à doubler le cap Finistère. Il y a eu trois vaisseaux de démâtés de leurs mâts de hune. *La Provence* a eu en outre la galerie de sa hune cassée mais on compte qu'au premier calme tout cela pourra se raccommoder. Voilà le plus dur de passé, et la saison doit nous favoriser. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres malades que ceux qui le sont de la mer parmi lesquels le marquis de Laval et mon fils jouent le principal rôle à notre bord. Vous recevrez, Monsieur trois de mes lettres en même temps, de différentes dates dont celle-ci est la dernière. Elles vous représentent toutes les assurances de l'invincible attachement et du respect, etc.

Folio 50. — DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

[Invitation à veiller sur les opérations financières qui auront lieu avec M. Holker et envoi d'une pièce secrète, qui a été lue par M. de Vergennes en comité.]

Folio 50. INSTRUCTIONS SECRÈTES POUR M. DE TARLÉ, COMMISSAIRE ORDONNATEUR DES GUERRES, FAISANT LES FONCTIONS D'INTENDANT

[Mémoire très étendu.]

Folio 58 DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

à Versailles, le 29 mars 1780.

Nouvel état de tracement pour les officiers d'artillerie et du génie.

Folio 61. — ORDRE AVANT LE DÉBARQUEMENT, ENVOYÉ A TOUS LES CHEFS DES DIFFÉRENTS CORPS

A bord du *Duc-de-Bourgogne* le 8 juin 1780.

Le corps de troupes que Sa Majesté envoie en Amérique est auxiliaire des États-Unis ses alliés et aux ordres du général Washington. On lui rendra les honneurs de

*maréchal de France* ainsi qu'au président du Congrès, on rendra aux gouverneurs et présidents des provinces les honneurs de *maréchal de camp*, et aux autres généraux des alliés les honneurs de leur grade qui sont assimilés aux nôtres dans l'ordre ci-après

Lieutenant général	Lieutenant général,
General major	Maréchal de camp,
Brigadier général	Brigadier,
Colonel	Colonel,
Lieutenant-colonel	Lieutenant-colonel, etc.

À grade et date égale l'officier des États-Unis prendra le commandement hors de cas, l'ancienneté y prévaudra.

Les troupes du Roi céderont dans tous les cas, la droite et le pas aux troupes alliées : les troupes françaises ajouteront à leur cocarde du noir, qui est la couleur des États-Unis de l'Amérique.

L'intention de Sa Majesté est qu'il y ait un concert et une harmonie parfaite entre les généraux et les officiers particuliers des deux nations.

On observera la discipline la plus sévère et la plus exacte à tous égards.

Le corps de troupes françaises conservera justice et juridiction sur tous les lieux où elles en font partie.

Toute espèce de maraude est défendue sous les peines portées par les ordonnances. Il est défendu sous les mêmes peines de prendre un morceau de bois, une botte de paille, aucune espèce de légumes que de gré à gré et en payant. Le bois et la paille seront fournis du magasin du Roi et en règle.

Toute faute de mutinerie, de désobéissance, d'insubordination, de mauvaise volonté, d'ivrognerie brutale et carillonneuse en un mot tous les cas qui, n'étant pas assez graves pour mériter un conseil de guerre, le sont assez pourtant pour exiger une punition prompte seront punis suivant les ordonnances de coups de plat de sabre ou par les esportaux de la prévôté, suivant la grandeur de la faute. Le soldat dans tous les cas graves, sera mis à fond de cale d'un bâtiment pour le temps qui sera déterminé.

Toutes les fautes légères de malpropreté, d'étourderie, de légèreté seront punies suivant les ordonnances par le piquet et par des fusts sur le corps. Pour rendre la peine plus sensible au soldat français, il ne fera point de service pendant le temps de sa détention.

Folio 62. — SUPPLÉMENT A L'ORDONNANCE DE 1776

(Il s'agit des feux de rang et de peloton.)

Folio 63. — SUPPLÉMENT AU RÉGLEMENT DU SERVICE DE CAMPAGNE

*Ordre de bataille*

Légion de Lauzun

Maréchaux de camp : comte de Viomenet, baron de Viomenet,

Brigadiers : comte de Custine, marquis de Laval

Soissonnais, Bourbonnais,

Santonge, Roy, Deux-Ponts

Folio 63. — RÉSERVE D'ARTILLERIE

Folio 64. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE PRINCE DE MONTEBAREY

A bord du *Duc-de-Bourgoigne*, le 13 juin 1780

Monsieur

Cette lettre aura plusieurs dates jusqu'au jour où nous la ferons partir après avoir atterri. Depuis le cap Finistère jusqu'ici, nous avons toujours eu des vents à souhait, à quelques exumas près. Tout le convoi bien ensemble, sans aucun accident. Nous apprîmes il y a huit jours, par la prise d'un bâtiment chargé de sept officiers qui allaient aux Îles du Vent et qui venaient de Charlestown, que cette place a été prise le 10 du mois dernier. Nous en avons la capitulation. Le général Lincoln et sa garnison prisonnière de guerre après une assez longue défense, que l'armée de Clinton était de 12 000 hommes, y compris les troupes de Savannah qui l'ont rejoint, que son projet était, après l'avoir augmentée des milices du pays, de marcher vers le nord des Carolines par terre.

Le 20 de juin, étant au sud-ouest des Bermudes nous découvrîmes cinq vaisseaux de guerre et une frégate au vent à nous qui arrivaient à toutes voiles nous prenant sans doute pour un convoi qui venait des Îles. Le chevalier de Ternay rallia son convoi derrière lui, se mit en ligne de bataille, porta au plus près du vent vers un de leurs vaisseaux qu'il crut pouvoir séparer du reste de la ligne anglaise qui tenait le vent au plus près pour ne pas se commettre. A l'instant où le vaisseau ennemi allait être joint, il revira de bord, passa à la demi-portée du canon de notre ligne et recula la bordée de tous nos vaisseaux, surtout celle du *Neptune*, du

*Jason* et du *Duc-de-Bourgogne*, qui en étaient les plus près. Le reste de la ligne anglaise ne fut que de loin pour protéger la jonction de ce vaisseau, qui d'avant-garde devint arrière-garde. Alors M. le chevalier de Ternay fit virer par la contre-marche et, serrant le vent au plus près, chercha à les engager. L'ennemi se tint toujours le plus au vent : il n'y eut encore que les deux derniers de leurs vaisseaux qui esquivèrent toutes nos bordées. La nuit arriva, l'ennemi gagna le large, et le chevalier de Ternay, allumant ses feux, continua sa route avec son convoi. Nous avons eu six hommes tués ou blessés sur le *Duc-de-Bourgogne*, autant sur le *Nephtune*, quelque perte légère sur le *Jason*. Nous avons ici un grandier de Bourbonnais de blessé, un obasseur de Saintonge sur le *Jason*, tous nos officiers de terre se portent fort bien, excepté M. de Saint-Maume qui a la fièvre tierce, très peu de malades sur la flotte.

Folio 65. LE 6 JUILLET

Depuis le 23 juin, beaucoup de calmes, de vents contraires, d'orages, enfin le 4 juillet, ayant trouvé fond, nous primes un bateau parti de New-York le 19 juin, portant du vin à Charlestown. Nous y apprîmes par le rapport unanime des prisonniers, que Clinton et Arbuthnot étaient revenus à New-York depuis quinze jours avec 6,000 hommes à joindre à 8,000 qu'ils y avaient laissés, qu'on nous y attendait et qu'on se préparait à nous recevoir, qu'on attendait également d'un moment à l'autre l'amiral Graves. Le soir du même jour au moment où nous allions mouiller, on vit distinctement, à l'entrée de la baie de Chesapeake, dix à onze voiles fortes. Tous nos meilleurs marins les ont jugées vaisseaux de guerre ou frégates. Nous conjecturâmes alors que c'étaient les cinq vaisseaux que nous avions combattus le 20, qui réunis aux vaisseaux de force d'Arbuthnot, nous attendaient là pour prendre leur revanche. Nous jugeâmes que le retour de Clinton à New-York rendant inutile notre atterrage au sud, nous serions très utiles à Rhode-Island. Le chevalier de Ternay revint de bord au soleil couché et fit fausses routes, dont le résultat fut de nous porter au nord-est, sur lequel nous gouvernons. Il nous arriva la nuit même un épisode assez singulier : deux frégates croisées vinrent poquer pendant la nuit sur le *Duc-de-Bourgogne* et nous saluèrent de quatre coups de canon à la portée du fusil et retirèrent ensuite. Comme nous étions en état de guerre et branc-bas, le chevalier de Ternay ne voulut pas répondre pour éviter le tumulte dans le convoi, il mit ses feux forma sa ligne de bataille et attendit le jour, où on les vit bien seules à deux lieues sous le vent, nous les chassâmes cinq heures sans pouvoir les joindre : étant excellentes voilières et s'alégeant de leurs chaloupes et canots qu'elles jeteront à la mer.

Folio 66 12 JUILLET

Depuis le 6 contrariés par les brumes, les calmes et quelques vents contraires, enfin nous sommes entrés dans le port de Rhode-Island avec tout notre convoi, à l'exception d'un transport portant 350 hommes du régiment de Bourbonnais qui nous a perdus dans la brume il y a quelques jours. Le chevalier de Ternay va faire partir l'*Hermione* que nous avons trouvée ici pour croiser et protéger sa rentrée, nous espérons qu'il arrivera ici ou à Boston. J'ai descendu à Newport et je m'occupe de tous les détails pour faire débarquer les troupes et camper dans le meilleur ordre et en bonne discipline.

Folio 66. DU 16 JUILLET

A notre atterrage ici l'État était consterné, le papier-monnaie perdait 60 pour 1, et l'État lui-même le retire à 40 pour 1. Washington a été longtemps à n'avoir que 3,000 hommes à ses ordres. L'arrivée de M. de la Fayette et l'annonce de ce secours a ranimé un peu les têtes, mais les torres qui sont au grand nombre, débattaient que ce n'était qu'un secours passager, comme ceux du comte d'Estaing. En vous remerciant notre réception ici, vous firez dans l'âme de tous les habitants de ce continent. Cette ville est considérable et peuplée comme les autres, de whigs et de torres. J'ai descendu avec mon état major sans troupes, personne n'a paru dans les rues, l'air triste et consterné aux fenêtres, j'ai parlé aux principaux, je leur ai tenu le même discours que je m'adresse au général Washington, que ceci n'était que l'avant-garde d'une plus grande furie et que le Roi était décidé à les soulever de toute sa puissance; les têtes se sont montées en vingt-quatre heures, et hier au soir toutes les rues, maisons, clochers furent illuminés, un feu d'artifice et les plus grandes réjouissances. J'y suis à présent avec une seule compagnie de grenadiers, jusqu'à ce que le bois, la paille soient rassemblés, mon camp est marqué et j'espère pouvoir faire débarquer les troupes demain. Vous sentez, Monsieur toute la conséquence qu'il y a à mettre de la suite à tout ceci. Les whigs sont contents mais ils disent que le Roi aurait dû envoyer 10 000 hommes et vingt vaisseaux pour pouvoir les chasser de New-York, que leur État était ruiné sans secours, qu'on ne peut pas avoir une recrue pour envoyer à l'armée du général Washington sans leur donner 100 piastres fortes d'engagement pour un service de six mois, et qu'ils supplient Sa Majesté de les secourir de toutes ses forces. Ce sera une guerre chère, nous payons jusqu'aux logements et le terrain du camp. J'y mettrai tout l'ordre et l'économie possible. Je ne suis point



jaloux d'autorité en matière de finances, je me suis fait un conseil d'administration composé des officiers généraux, de l'intendant et du premier commissaire des guerres que j'assemblerai tous les quinze jours pour faire les affaires du Roi le mieux qu'il sera possible. Nous serons très en sûreté ici pour le quartier d'hiver baraqué le pays est froid, mais très sain, nous aurons facilement des planches et du bois de l'intérieur. La marine et la terre se réunies s'y soutiennent mutuellement, et seront en état d'opérer offensivement dès que vous nous aurez mis en état de le faire. Le port a gelé l'hiver dernier, mais il y a quarante ans que cela n'était arrivé. Je regarde comme impraticable et impossible d'aller hiverner aux Antilles. Il faudrait y porter tout à coup en vivres ceux que nous ne tirerons que jour par jour de l'intérieur du pays, par la communication et la confiance qui va s'établir journellement avec les habitants. Les risques et la longueur d'une navigation dure, avec un navire, un mois pour débarquer et un mois pour rembarquer les troupes et toute leur suite au printemps, enfin, pour raison décisive, le risque à courir que les Anglais en notre absence ne reprennent ce qu'ils ont en grand tort d'abandonner.

Envoyez-nous des troupes, des vaisseaux et de l'argent, mais ne comptez pas sur ces gens-ci ni sur leurs moyens. Tout y est sans un écu et sans crédit, leurs moyens de force n'existent que par instant et lorsqu'on vient les attaquer dans leurs propres foyers, ils se rassemblent alors pour le temps du danger personnel et s'y défendent. Washington commande tantôt 15,000 hommes, tantôt 3,000 hommes, ceci est d'après les meilleurs renseignements du pays et une conférence que je viens d'avoir avec M. de Corny et le consul de France à Boston. De l'argent comptant, s'il vous plaît, les lettres sur France perdent 15 p. o/o, et des vaisseaux de 64 et même de 50, à cause des deux barres de New-York qui n'ont que trois brasses et demi d'eau.

Folio 68. — DU 17 JUILLET

Je n'ai nulle nouvelle du transport *l'Île-de-France* portant 350 hommes du régiment de Bourbonnais, 50 milliers de poudre, etc. *L'Hermione* est rentrée après avoir croisé jusqu'au banc de Nantasket, par le travers duquel ce transport nous a perdus dans les brumes. J'espère toujours qu'il arrivera à Boston.

J'ai reçu hier une lettre de La Fayette trop voisineuse pour être usée, mais remplie de propositions d'arséus et d'écoumes. Il propose d'aller tout de suite forcer la barre de Sandy-Hook et de débarquer mes troupes à Gravesend-Bay dans Long-Island. Il convient qu'il y a 15,000 hommes dans New-York et que l'armée du général Washington ne sera rassemblée que pour le 15 août au cas que nous débarquions ici, il propose de laisser les l'escadre et d'envoyer les troupes et le convoi à

New London, dans le Sund. Je joins ici copie de ma réponse qui est, je crois, tout ce qu'il y a à lui mander dans la circonstance.

Folio 68. — 19 JUILLET

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le plan de notre position et de celle de l'escadre. Il est fort juste, est dessiné par M. Dumas, mon aide de camp.

C'est avec la plus grande joie que je vous annonce que l'*île-de-France* avec tout son chargement est arrivée à Boston. Il y a beaucoup de malades et de scorbutiques à ce second bataillon, ainsi que nous en avons ici au premier de Bourbonnais et de Royal Deux-Ponts, ce sont les plus maltraités en tout 600 ou 700 malades dont la moitié et même les deux tiers guériront après trois semaines de repos.

Folio 69. — 22 JUILLET

L'ennemi fait ce qu'il doit faire, mais heurté par un peu tard. Graves après s'être réuni à Arbuthnot vient croiser devant nous avec neuf ou dix vaisseaux de ligne, cinq frégates et quatre autres petits bâtiments. Il mouille actuellement à Block Island dans l'objet de s'opposer à nos desseins et d'intercepter la seconde division de France, sa flotte est à notre vue et le cutter chargé de lettres et escorté par trois frégates a été obligé de rentrer hier, chassé par toute la flotte ennemie. Je compte en cavalier de la Luzerne qu'il sera bon de faire croiser à l'ouverture de la baie de Chesapeake ou de la Delaware pour avertir notre second convoi, dès qu'il paraîtra de débarquer au sud ou de venir à Boston, le premier parti est le plus sûr. Nous allons tâcher de faire aller nos lettres pour France par un bâtiment de Boston.

J'attends ici la partie de Bourbonnais qui a débarqué heureusement à Boston. Vous avez plus de 600 malades, outre 100 que nous laissons à Boston. La flotte en a plus de 1,000 dans ses matelots et n'a pas ici de quoi les remplacer comme Graves a fait à New York, un bon mois de rafraîchissement en rétablira plus de la moitié.

Folio 69. — 23 JUILLET 1781

Je vous avais Monsieur que si l'ennemi eût été plus vif à son arrivée, il nous eût un peu embarrassés. 1,500 hommes malades sur la flotte, 800 des troupes de terre, quelque artillerie de campagne débarquée pas un canon de siège. Nous fîmes des démonstrations de troupes ils nous donnèrent vingt-quatre heures. Huit pièces

le siège, quatre mortiers furent mis en batterie au Goulet, dix pièces de la *Providence* débarquées et placées à Conanicut, des troupes que j'ai fait passer pour renforcer celles de la marine, 200 hommes que j'envoyai au chevalier de Ternay sur ses vaisseaux pour aider à ses équipages. Avant hier ils vinrent tout le jour nous renifler à grande portée de canon, et mouillèrent la nuit à l'ouverture du Goulet. Au moment où nous devrions le plus instantamment être attaqués, ils s'en sont donnés de garde et ont bien fait, parce qu'il n'y faisait pas bon pour eux. Ils se sont éloignés hier et mouillent par le travers de Block Island, ayant toujours un vaisseau et deux frégates à nous observer, nous avons cru reconnaître les vaisseaux que nous avons combattus aux Bermudes, ils en ont onze de ligne, dont un de 50 la reste frégates ou cutters, en tout dix-neuf voiles. La *Fayette* arriva dans le moment et m'apporte des dépêches du général Washington.

P. S. — Si Clinton, que l'on dit devoir arriver ici avec un convoi de 10 000 hommes de New York, nous donne encore huit jours, je crois qu'il ne sera pas bien reçu.

Page 70. DL 2 AD17

Vous verrez par la lettre ci-jointe, Monsieur, au général Washington, du 30 juillet les termes où nous en étions vis-à-vis de Clinton, hier, nouveaux avis du général Washington et de tous les généraux observateurs sur le Sund, que toutes leurs troupes s'embarquaient sur Long-Island, sur beaucoup de transports, trente-six pièces de canon, des mortiers, et que l'on ne doutait pas que ce ne fût pour nous attaquer. J'ai demandé en conséquence les milices et si la fantaisie lui en prend, j'espère que nous lui ferons les honneurs de cette île.

Notre petit cutter a éprouvé tous les malheurs, il fut chassé le 16 par toute la flotte ennemie. Cette flotte se tint stationnée entre la pointe Judith et Block Island pour couvrir les manœuvres de Clinton dans le Sund. On crut avant hier le moment favorable pour le faire sortir, il périt à notre vue dans un endroit où M. d'Estaing coula bas des vaisseaux anglais, il y a deux ans. On a sauvé l'équipage et toutes nos premières lettres sont noyées. J'espère que vous aurez reçu le duplicata parti de Boston, et j'espère aussi que vous recevrez celle-ci par triplicata.

Toute notre marine trouve ce mouillage-ci pour l'hiver un peu triste et desirerait vivement de persuader à l'ami roi d'aller hiverner à Boston. Je ne crois pas qu'il s'y laisse entraîner, mais ceci n'est pas tenable sans marine. La terre et la mer s'y soumettent respectivement. L'armée de terre voit avec gaîté qu'elle y baraquera cet hiver, quand le parti sera bien pris, celle de mer sera aussi gaillarde. Il est d'une conséquence majeure que le Roi ait deux ports dans ce pays-ci, celui-ci et Boston.

les escadres les plus fortes ne peuvent bloquer l'un et l'autre ensemble, on est toujours sûr d'une communication ouverte, je désire que les ordres du chevalier de Ternay soient très positifs à ce sujet, les raisons politiques et militaires sont toutes pour hiverner ici. Je réponds de la discipline de l'armée, pas un homme n'a sorti de son camp pas un choi de pris, pas une plainte je ne réponds pas de même des matelots à terre et des querelles que nous aurons à Boston.

Folio 71. 5 AOÛT 1780.

Vous verrez, Monsieur, par mes deux dernières dépêches au chevalier de la Luzerne et au président du Congrès que je suis bien préparé à recevoir Clinton, et que je suis dans le cas de désirer plutôt que de craindre sa visite. La flotte anglaise est toujours à vue composée de vingt voiles dont dix vaisseaux de ligne. Elle mouille entre Block-Island et la pointe de Judith, ayant derrière elle le Sand et Long-Island. Je commence à croire que Canton ne s'y joindra pas. Nous n'avons pas de nouvelles de France depuis notre départ ni de la seconde division, nous avons des croiseurs partout pour les avertir de ce qui se passe devant Rhode-Island.

Folio 71. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport dans Rhode-Island le 22 juillet 1780.

Monsieur,

Les ordres du Roi mon maître m'amènent aux ordres de Votre Excellence. J'y arrive avec toute la soumission, tout le zèle et toute la vénération que j'ai pour votre personne et pour les talents distingués que vous montrez à soutenir une guerre à jamais mémorable.

Depuis le départ de M. de la Fayette, il nous est arrivé beaucoup de contradictions. Le départ de M. de Guichen avait dégarni le port de Brest de vaisseaux de transport, les ordres ont été donnés dès le mois de février de les remplacer par des convois du Havre de Saint-Malo et de Bordeaux. Les deux premiers ports ont été bloqués par une petite escadre anglaise, ceux de Bordeaux ont eu les mêmes vents contraires qui nous ont retenus si longtemps en rade. Le Roi s'est décidé à me faire partir avec une première division dans laquelle j'emmènerais tout ce qui serait possible d'embarquer à Brest. La marine royale m'a aidé de tous ses moyens et nous sommes parvenus à être en rade le 15 avril avec 5,000 hommes, artillerie de campagne, artillerie de siège et autres effets en proportion. Les vents contraires ne nous ont permis de sortir que le 2 de mai et, pour les détails de notre route, permettez

mes, pour ne pas allonger cette lettre, de vous prier de lire le compte que j'en rends au Ministre de France n° 1.

Nous voilà Monamur, arrivés à vos ordres. J'ai reçu les différentes lettres du 19 et du 23 mai et 20 juin de M. de la Fayette les circonstances du retour de Clinton et d'Arbuthnot ayant changé vos premiers ordres. Je suivrai ceux que vous m'adresser par celle du 20 juin et m'occupe de mon débarquement à Newport, dans Rhode-Island. Le chevalier de Ternay a déuré qu'en attendant le moment où nous pourrions opérer, nous nous soutenions respectivement dans ce poste-ci. J'y vais campé, Newport derrière moi, occupant toute la pointe de l'île du côté de l'ennemi. Le chevalier de Ternay ancrée dans le port et va établir un poste et des batteries dans l'île de Conanicut, dans cette position nous y attendrons toutes les forces anglaises. Un long séjour de rade à l'Irout, une longue traversée nous a donné beaucoup de maladies, mais fort peu dangereuses, et trois semaines de séjour à terre nous les rendra moins et bien portants. Dans le même temps je m'occupe avec M. de Corny qui, d'après les ordres de votre Excellence, a fait tous les préparatifs qu'il a pu à faire arriver les chariots pour les vivres, pour les bagages, les chevaux pour monter quelques officiers et si il est possible une centaine de hussards de Louan, et j'espère que dans un mois nous aurons en état d'opérer suivant les ordres de Votre Excellence. Dans ces intervalles, j'espère que la seconde division sera arrivée ou que nous aurons du moins nouvelle de son départ. Le Roi m'a chargé personnellement d'assurer Votre Excellence qu'il accourra aux côtés de tout son pouvoir, que cette avant-garde-ci sera soutenue de toute sa puissance, et la preuve la plus forte que je puisse vous en donner est que toute l'armée étant prête à s'embarquer au 1<sup>er</sup> avril si les vaisseaux de transport eussent été prêts et en assez grande quantité, que lors de mon départ M. de Chaillet était en rade avec beaucoup de vaisseaux, et que l'on s'attendait que l'arrivée du convoi de Bordeaux pour nommer la seconde escadre qui escortera la seconde division. Il est superflu de dire à Votre Excellence que j'apporte les fonds pour payer argent comptant tout ce qui sera nécessaire à l'armée du Roi et qu'elle y verra en une bonne discipline que sous les murs de Paris. Le général Heath m'a rejoint ce matin ici, je trouve ceci fort dépourvu de toute espèce de provisions, et les habitants y eussent toujours en crainte d'y voir revenir l'ennemi. Le général Heath a envoyé partout dans le continent faire part de notre arrivée de la discipline que nous tiendrons et du paiement en argent comptant. Je ne doute pas que d'ici à quelques jours il ne s'établisse ici un marché abondant. Je joins à cette lettre copie de mes instructions même de mes instructions secrètes, ne voulant avoir aucun secret pour mon général.

P. S. Je joins ici l'ordre de bataille de cette première division.

Folio 12. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE

Newport le 12 juillet 1780

J'ai reçu hier au soir Monsieur, à 10 heures la lettre du 9 dont vous m'avez honoré, lorsque toutes mes troupes étaient déjà débarquées ici. Le chevalier de Ternay répond sur tous les articles qui concernent la marine. Je n'ai à y ajouter que, soit d'ici, soit de New-London, nous ferons un débarquement à Long-Island conjointement avec les troupes de notre général dès qu'il jugera que nous serons tous en état d'opérer. Il me paraît, suivant votre propre lettre, que nos forces ne seront rassemblées que vers le 15 août. Ceci s'accorde parfaitement bien avec les temps de rafraichissements que nos malades qui sont en grand nombre, exigent après trois mois de séjour dans des vaisseaux; pendant cet intervalle nous supplions notre général de nous donner un rendez-vous à moitié chemin d'ici à son camp, où l'amiral et moi nous nous rendrons. En une heure de conversation nous conviendrons de plus de choses qu'avec des volumes d'écritures. Une armée de 15 000 hommes enfermée dans New-York exige des forces, de l'ensemble et de la combustion pour l'attaquer. Nous persistons à croire que les cinq vaisseaux que nous avons combattus faisaient même route que nous et devaient être arrivés à New-York à deux ou trois jours près au même temps que nous, que c'est Walmingham, et que Graves, sur la nouvelle du départ des Espagnols, aura en ordre d'aller aux îles avec de plus grandes forces. Ce ne peut être Arminhot, qui étant à New-York le 19 juin, nous avons des lettres de lui et des ordres signés de lui à cette époque par le bâtiment de New-York qui nous avons intercepté, et notre combat à 60 lieues au sud-ouest des Bermudes est du 20 juin. On vient de dire au chevalier de Ternay qu'un corsaire de Salem a pris un vaisseau chargé de bœufs faisant partie d'un convoi de trente-sept voiles venant d'Irlande. Il fait sortir demain trois frégates pour tâcher de l'intercepter avant sa rentrée dans New-York, et dès qu'il y en aura une de revenue, il la fera ressortir pour escorter à New-London vos efforts. Si vous n'avez mieux les faire débarquer à la Providence. Le Roi avait donné, il y a plus de quatre mois, 60,000 livres de poudre et 15,000 fusils au Port-Louis pour charger sur la frégate *l'Albion*, à Lorient. J'en fais dire quatre fois sous main et secrètement à Paul Jones de venir se mettre sous notre canon, je n'en ai pas entendu parler. On m'a dit qu'il y avait une querelle entre son équipage et les commerçants de France. Je crois que cette frégate n'arrivera qu'avec la seconde division. Je vous embrasse mon cher Marquis etc.

Folio 74 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

A Newport le 21 juil. 1780.

Monsieur

L'ennemi fait ce qu'il doit faire, mais heureusement un peu tard.

[Rochambeau répétait dans cette lettre les indications données par lui à Versailles précédemment le 22 juillet.]

Folio 75. RÉPONSE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU DISCOURS DE L'ÉTAT  
DE RHODE-ISLAND, SUR L'ARRIVÉE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Le 15 juillet 1780.

Le Roi m'envoie au secours de ses fideles allies les États-Unis de l'Amerique. Je n'amène pour le moment que l'avant-garde d'une plus grande force qui y est destinée, et le Roi m'a chargé de leur dire qu'il veut les soutenir de toute sa puissance. Les troupes françaises y vivront comme leurs freres dans la meilleure discipline, nous serons tous aux ordres du général Washington, et je serai enchanté de contourir à ses succès. Je suis tres reconnaissant des marques d'amitie que MM. les membres de l'Assemblée veulent bien me donner. Je les prie de compter sur moi et sur tout le corps qui est à mes ordres, à la vie et à la mort, comme leurs freres et leurs meilleurs amis.

Folio 75 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 20 juil. 1780.

Monsieur,

M. de la Fayette a rendu compte à votre Excellence de tous les avis qui nous sont arrivés par le gouvernement du Connecticut, par les généraux detachés de votre armée sur la rive gauche de la rivière du Nord à portée d'observer le Sund, enfin par votre adjudant de confiance, que Clinton s'embarquant avec un gros corps de troupes pour venir nous visiter. La position de leur flotte, toujours mouillée à vue sous Block-Island, avec trois frégates d'observation qui croisent entre la pointe de Judith et l'île de Block, semblait autoriser et masquer toutes ses mesures. Ma position était alors telle : mes troupes divisées dans l'île de Conanicut, et ici 1,500 malades de la flotte, 800 dans l'armée de terre : outre 200 hommes que je fournissais à la marine pour servir ses batteries. Je pris le parti 1° de proposer à l'amiral un

mouillage plus près de la ville et hors de la portée des mortiers que l'ennemi pourrait établir à Conanicut et d'abandonner cette île à un détachement d'observation, 2° de faire ouvrir des marches sur deux colonnes sur tous les points de débarquement avec toutes nos forces concentrées, 3° de travailler en cas de malheur, à réparer, assiéger et fortifier le camp retranché des Anglais derrière cette ville, 4° de requerr les États voisins de nous envoyer leurs milices pour nous aider de leurs bras et de leur courage dans ce petit moment de crise. Tous ces objets ont été remplis ou sont prêts à l'être. Les États voisins se sont portés à mes demandes avec une ardeur qui exige toute ma reconnaissance. Je ne crois pas devoir en abuser, et je viens de prier le général Heath et M. de la Fayette de renvoyer toutes les milices qui sont en chemin convoquées pour dix jours à leurs maisons et de retenir seulement celles qui le sont pour être nous à votre armée jusqu'à ce qu'un fort que notre état-major d'ingénieurs a tracé sous les yeux de M. de la Fayette et qui assure notre communication avec le continent vis-à-vis de Howland's-Ferry, soit achevé. M. de la Fayette m'assure que cela ne dérangera rien au plan que vous avez formé, dont il m'a communiqué une partie, et sur lequel nous devons avoir une conférence avec l'amiral cet après midi. Je ne répondrai, sur ce dernier article, que d'après cette conversation, je désire que mon général approuve notre conduite, que Clinton vienne ici jouer ses forces au hasard d'une descente où s'il était bien battu comme je l'espère, il nous procurerait bien les moyens de le suivre de près à New York dans cette campagne.

Folio 77 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. RUTINGTON,  
PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

Newport, ce 3 août 1781.

Monsieur,

Comme le premier soldat français de l'armée du général Washington, j'ai cru le devoir mes premières démarches et les offrir de mon respect et de ma soumission à ses ordres.

Depuis l'époque de mon arrivée, la partie militaire m'a occupé entièrement. À peine étions-nous arrivés ici, qu'une flotte supérieure à la nôtre, fort sçavée de nous avoir manqués aux différents points d'atterrage, est venue se présenter pour nous attaquer. La diligence des préparatifs de la marine de nos troupes et artillerie de terre a rendu vaine cette tentative. Il n'y a pas eu un coup de tiré quelque à la portée du canon, parce que nous avons grande envie de les engager, ce qu'ils n'ont pas voulu, et ils ont bien fait, ils restent ancrés entre Block Island et le point de Judith, masquant toutes les opérations de leurs transports dans le Sund. Il me



revient de toutes parts que Clinton avec 10,000 hommes veut venir secourir les opérations de sa flotte, mes dispositions sont faites pour le bien recevoir et lui faire les honneurs de cette partie de terre de nos allies. J'ai reçu avec la plus grande reconnaissance les secours les plus prompts des milices de l'État du Boston et de Rhode-Island, et la crainte de les troubler dans leurs récoltes m'ayant fait les renvoyer le 31, lorsque le 1<sup>er</sup> août de nouveaux avis de notre généralissime, de tous ses généraux observateurs du Sund et du gouverneur du Connecticut, sur la réalité des projets de Clinton, m'ont déterminé à les rappeler jusqu'à ce que, par un fort que je fais faire à la pointe de l'Île, ma communication avec le continent soit toujours assurée. Je désire plus que je ne crains que Clinton vienne ici, si il y était battu, ce serait un grand acheminement à la prise de New-York. Il me reste, Monsieur à assurer Votre Excellence des dispositions du Roi mon maître pour ses bons et fidèles allies. Vous avez eu connaissance des difficultés que le défaut de transports a occasionnées pour faire partir ensemble la totalité du secours qui vous était destiné, que le Roi m'a donné l'ordre le plus précis de partir toujours avec tout ce que je pourrais embarquer, d'assurer les États-Unis qu'il veut les soutenir de toute sa puissance et qu'il ne tardera pas à leur envoyer de plus grandes forces. J'espère que l'on aura rendu compte à Votre Excellence de la discipline des troupes françaises. Il n'y a pas ici une plainte et il n'a pas manqué un homme à l'appel. Nous sommes vos frères, nous nous conduisons comme tels avec vous, nous nous battons contre nos ennemis à vos côtés comme une seule et même nation.

Folio 78. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE

Neufort, le 4 août 1780.

Quoique dans une seule conversation, mon cher Chevalier, que j'ai eue avec le comte de Boston, j'aie deviné bien vite un esprit brouillon, jactant et fort occupé de se faire valoir, quoique je sois bien persuadé qu'il a chargé le tableau des affaires de ce pays-ci, j'en ai rabattu moult dans le compte que j'ai rendu à M. le prince de Monburey dont je vous ai envoyé copie, et je crois, si vous voulez le retire, que si vous le croyez chargé, il est conforme à ce que j'ai sous mes yeux et doit engager le ministre de France à faire un puissant effort ici en vaisseaux, argent et troupes régulières pour délivrer une bonne fois ce pays-ci de la tyrannie anglaise. Je vois par les milices de Boston, qui m'arrivent pour dix jours, sans tentes sans munitions, mal armées et sans provisions, qu'il faut les aider de tout, et qu'avec beaucoup de courage presque tous les moyens leur manquent, hors ceux d'une abondance de bestiaux. Le pain du pays est à 26 sous la livre argent dur, et les hommes boues

à Rhode-Island pour recruter l'armée du général Washington, pour six mois n'ont pas moins exigé et reçu la veille de mon arrivée que 100 piastres fortes. C'est une corde forcieusement tendue et qui a besoin d'une force puissante pour aider à les déhyrer. Je connais toute la bonté de l'armée continentale et surtout tout le mérite et la capacité du général mais il faut des vaisseaux, mais il faut de l'argent et au moins 5,000 hommes de troupes réglées d'augmentation. Il faut prendre 15,000 hommes qui vont se retrancher de leur mieux à New-York. Pour cela, il faut : 1° avoir la supériorité maritime, 2° débarquer une bonne armée de 15,000 hommes à Long-Island, 3° se présenter par les têtes du continent avec une pareille armée vis-à-vis de New-York. Il ne faut pas faire ici des affaires de Savannah.

Je n'ai pas plus de foi à l'attaque que Clinton projette sur moi. En tout cas, il sera bien reçu et je l'attends, j'espère que nous le battons et que M. Washington prendra New-York. Tout le bruit qu'il fait à ce que je crois est pour se donner le temps : 1° d'approvisionner et de se fortifier à Long-Island, en défendre du mieux qu'il pourra le débarquement, 2° tâcher de faire de Brooklyn une bonne citadelle, au reste, le temps nous apprendra à quoi nous en tenir.

Je me réfère à la lettre de M. l'Intendant mon cher Chevalier, pour les détails de nos subsistances et des achats qui ont été faits par les gens en sous-ordre de M. Holker. Il me paraît que son aperçu est tout ou moins au double de tout ce que nous achetons ici sur les lieux, avec les frais de route de transport de plus.

[Les pièces suivantes, jusqu'à celle qui provient du folio 176 du manuscrit, se rapportent aux circonstances advenues en conséquence de l'établissement de l'armée et de l'escadre à Newport, et aux démarches ou aux projets qui furent concertés dans l'entrevue de Hartford.]

Folio 79. DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Philadelphie le 19 mai 1780.

[Cette lettre attendait le corps expéditionnaire au cap Henry pendant qu'il atterrissait à Newport. Elle informait Rochambeau de la situation militaire ainsi que de l'opinion actuelle du général Washington sur les opérations à entreprendre. Elle est imprimée à sa date dans le tome I<sup>er</sup> des *Mémoires et Correspondance* de La Fayette. A la marge du registre de Rochambeau on lit :]

*Nota.* Je n'ai reçu cette lettre qu'après mon arrivée à Rhode-Island et lorsque l'ennemi, après la prise de Charlestown, s'était rassemblée en force à New-York.

Folio 84 — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE  
A MM. LE COMTE DE ROCHAMBEAU ET CHEVALIER DE TERNAY.

Au quartier général de Moristown le 23 mai 1780.

Messieurs,

Malgré le désir qu'a le général Washington de vous voir commencer sur-le-champ l'attaque de New-York, et malgré les raisons que je vous ai données en son nom pour ne pas différer cette opération, il est possible que l'état de la flotte, des malades ou les connaissances ultérieures sur la situation de l'ennemi vous obligent à débarquer à Rhode-Island, dans cette supposition, le général me charge de vous communiquer quelques détails sur les endroits les plus convenables pour votre sûreté et votre commodité.

[Cette lettre est écrite dans les mêmes vues que la précédente et porte à la marge la même mention.]

Folio 86, - DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Des hauteurs de Springfield ce 20 juin 1780.

J'ai l'honneur de vous informer Monsieur le Comte, que le général Clinton et l'amiral Arbuthnot sont revenus de Charlestown à New-York, et quoique je ne sois pas encore en état de vous donner des détails, je crois ne pas devoir perdre de temps à vous communiquer cette nouvelle.

[Même observation en marge.]

Folio 87 — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE  
A MM. LE COMTE DE ROCHAMBEAU ET CHEVALIER DE TERNAY.

Breakneck dans les Jerseys le 9 juillet 1780.

Messieurs,

Si j'ai mis un si long intervalle entre ma dernière lettre et celle que je vais avoir l'honneur de vous écrire, c'est que le général Washington voulait vous donner une idée plus précise des forces ennemies, de nos moyens de nos espérances, et que mes derniers avis se rapportaient à ce que j'aurais pu vous mander jusqu'à présent. Il est à croire que vous atterrez au cap Henry, et d'après les nouvelles publiques sur votre départ, nous pensons que vous y recevrez cette lettre.

90

En considérant les positions de l'ennemi dans les différentes parties du continent, il est aisé de voir qu'une supériorité maritime est nécessaire à toutes nos opérations, à moins cependant que la possession d'un port de difficile accès, et New-York seul paraît avoir cet avantage, ne diminue les risques de notre infériorité navale.

Il me semble d'après cela, Messieurs, que New-York est dans tous les cas et les suppositions un objet préférable à aucun autre. Cette ville est le pivot sur lequel roulent toutes les opérations des ennemis en Amérique et toutes les espérances qui peuvent rester au roi d'Angleterre. Sa situation centrale et maritime la rend infiniment dangereuse aux États-Unis. Elle renferme tous les torrens réfugiés et soutient ceux qui restent parmi nous. La conquête de cette place et des îles adjacentes nous rendrait maîtres d'une excellente armée des magasins et de la meilleure partie des ressources de l'Angleterre dans le continent. Elle porterait non seulement par la prise des vaisseaux armés, mais par celle des bâtimens de transport, des matelots, etc., un très funeste coup à la marine d'Angleterre, et en un mot, Messieurs, il est clair que l'expédition de New-York est la plus glorieuse et la plus avantageuse à la France et à l'Amérique, la plus désirable par les deux nations, et dans un certain cas la seule peut-être praticable. Elle décide l'indépendance des États-Unis et nous met à portée de tout entreprendre.

Jusqu'ici Messieurs, nos amis sur le port de New-York n'avaient pas été assez perfides qu'à présent, consulter séparément et ensemble les meilleurs pilotes, écrire leurs rapports qui se conformaient aux informations données par tous les marins et à l'opinion générale de l'Amérique, voire les précautions que nous avions prises jusqu'ici et elles semblaient être suffisantes.

Le général Washington et moi ne doutons aucunement de l'impossibilité d'entrer dans le port sur plus de deux vaisseaux de front, et des difficultés que trouveraient vos vaisseaux de 74. Vous verrez cependant que quatre vaisseaux peuvent passer sans danger à la fois et qu'un plus grand nombre entrerait en courant quelques risques. C'est après avoir rassemblé les pilotes renommés après avoir mille fois comparé les avis recherché les contradictions, enfin après avoir travaillé quatre jours et près de quatre nuits que je puis vous envoyer avec quelque certitude leurs opinions, leurs observations et la moins mauvaise carte possible sur laquelle ils ont fait des marques relatives aux écrits ci-joints. Les deux personnes qui ont signé et qui se rendront à votre bord à Black Point ou dehors de Sandy-Hook sont les plus connus par leur intégrité et leur capacité.

Nous allons à présent, Messieurs non pas avec la réserve dont on peut agir avec les étrangers, mais avec cette confiance d'amis justifiée par l'intimité de l'alliance, nous allons, dis-je, vous mettre entièrement dans le secret de notre situation. Parmi

les avantages d'un gouvernement populaire, il se trouve des inconvénients qui se font sentir au temps de guerre, et la crainte de donner peu de pouvoir à un petit nombre d'hommes met nécessairement de la lenteur dans les opérations. La dépréciation inévitable du papier-monnaie nous a empêchés de recruter et de rengager, elle nous a gênés dans tous nos moyens de subsistance et de transport. La perte de la garnison de Charleston et la nécessité d'opposer des troupes à lord Cornwallis dans les États méridionaux ont encore retranché une partie de notre petite armée, mais si les ressources du public sont diminuées, la vertu des particuliers est toujours la même, et d'après les mesures prises par les États vous savez mieux quelles sont nos espérances actuelles.

Nous avons aujourd'hui 7,000 hommes sous les armes que, sans me flatter, je puis vous répondre être égaux pour le moins aux meilleures troupes qui leur seront opposées. Vous en avez un grand nombre levés dans les différents États dont beaucoup ont déjà fait plusieurs campagnes et qui doivent recruter nos régiments de manière que le 1<sup>er</sup> d'août nous comptons avoir 14,000 hommes de troupes régulières sous les armes, ou outre de ce nombre, Messieurs nous aurons à la même époque 6,000 hommes de milice qui, comme travailleurs, comme troupes légères, ou derrière des retranchements, peuvent s'employer avec avantage qui pour la plupart ont vu des coups de fusil et sont aguerris par les incursions de l'ennemi. Peu de jours après nous pourrions compter encore sur des recrues pour les régiments continentaux et sur des milices montant à 6,000 hommes. Nous avons une artillerie de siège et des munitions de guerre, lesquelles, cependant, ne seraient pas suffisantes, mais les différents États nous en fourniront davantage et nous comptons aussi sur ce qui nous a été annoncé comme devant venir sur notre convoi.

Je remarquerai, Messieurs, que cet aperçu n'est pas donné sur les promesses qui nous ont été faites, mais sur l'examen particulier de ces promesses, et la réduction que nous avons cru devoir calculer pour ne rien vous faire espérer que nous ne soyons en état de tenir.

[Nous ne reproduisons pas la suite de cette lettre très étendue, mais restée sans effet. Le commencement qui précède offre l'intérêt de faire connaître les faras dont le général Washington aurait disposé pour enlever New-York de concert avec les troupes et les vaisseaux du corps expéditionnaire. La Fayette donnait ensuite à Rochambeau et à Ternay avec une grande précision sous la dictée du général en chef toutes les indications nécessaires sur l'armée anglaise, sur ses forces en garnison sur les défenses de New-York et sur les moyens de les attaquer. sur les mesures pris par le quartier général pour que le corps expéditionnaire ne manquât de rien sous son drapeau. Il terminait par ce *post-scriptum*.]

P. S. — J'ai l'honneur de vous faire cette lettre par triplicata pour qu'elle vous

parviennent à chacun des points où vous êtes attendus : le cap Henry, Black-Point et Rhode-Island.

Folio 95. — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE  
A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU ET CHEVALIER DE TERNAÏ

De Princeton dans les Jerseys le 15 juillet 1780.

[Inclure des compliments sur les succès et les mouvements des Anglais.]

Folio 96. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De quartier général le 16 juillet 1780.

Monsieur,

Je me hâte de vous faire part du bonheur que je ressens de la bonne nouvelle de votre heureuse arrivée et, en mon nom et à celui de l'armée américaine, de vous présenter les assurances de mes sentiments les plus vifs et les plus reconnaissants pour des allies qui viennent si généreusement à notre aide.

Comme citoyen des États-Unis et comme soldat dans la cause de la liberté, je reconnais avec les remerciements les plus sincères cette nouvelle marque d'amitié de Sa Majesté Très Chrétienne et je suis particulièrement très sensible à la confiance flatteuse dont elle m'honore personnellement dans cette occasion.

Je reconnais comme une des premières obligations que nous avons à ce Prince le choix qu'il a fait, pour commander ses troupes, d'un général dont la haute réputation et l'heureux accord des qualités sociales et des talents militaires me promettent les plus grands avantages pour le service public et ma satisfaction particulière.

Je vous prie d'être l'interprète de mes sentiments pour les officiers qui sont à vos ordres, et de les assurer qu'au plaisir que je me fais de faire connaissance avec eux je joins les desirs les plus ardents de leur procurer tout ce qui pourra leur être agréable et à leurs soldats, mais au milieu d'une guerre d'une nature et d'une difficulté aussi particulière, je ne me flatte pas de les dédommager du sacrifice qu'ils ont fait, mais de leur fournir telles occasions dans le champ de gloire où ils puissent déployer cette bravoure et ces talents que nous avons toujours reconnus avec applaudissement dans votre nation.

J'ai chargé le marquis de la Fayette de vous communiquer de temps en temps quelques intelligences et quelques propositions que les circonstances ont dictées. Je pense qu'il est si important de fixer immédiatement le plan de nos opérations et aussi secrètement qu'il sera possible, que je l'ai prie d'aller lui-même à New-London

et où il pourra vous rencontrer. J'ai la plus grande confiance en lui comme officier général et comme mon ami. Il est parfaitement instruit de mes opinions, il connaît toutes les circonstances de notre armée et de notre situation en général. Je vous prie de considérer toutes les informations et les propositions qu'il vous fera comme venant de moi. Je vous prie d'établir tous les plans avec lui, et je peux vous assurer que je me conformerai exactement aux intentions de Sa Majesté Très Chrétienne qui m'ont été transmises par ses ordres et signées de ses ministres. Permettez-moi de me rapporter au marquis de la Fayette pour les particulières assurances de tout ce que je ressens en cette occasion, ce que je fais avec d'autant plus de confiance que je connais son attachement particulier et son respect pour vous. J'attends impatiemment que les opérations puissent me procurer le plaisir d'une connaissance personnelle avec vous.

Folio 97. - DU MÊME AU MÊME.

Au quartier général en New-Jersey le 19 juillet 1780.

Monsieur,

Sur la première nouvelle de votre arrivée j'ai eu l'honneur de vous écrire la lettre ci-jointe mais dans l'espérance de l'apprendre de vous-même j'ai pensé qu'il était mieux de différer le départ du marquis de la Fayette jusqu'à l'arrivée de vos dépêches. M. de Rochefontaine me les a délivrées hier au soir. Les assurances que vous me donnez des intentions ultérieures de Sa Majesté Très Chrétienne ajoutent à nos obligations et à nos espérances. De notre part nous ferons tous les efforts qui sont en notre pouvoir. Les contrariétés que vous avez éprouvées qui ont retardé votre arrivée sont malheureuses, mais elles ont dépendu d'événements qu'il n'était pas en votre pouvoir de commander et j'espère qu'ils n'auront pas d'influence sur nos futures opérations. Mon opinion correspond parfaitement avec les motifs qui ont déterminé votre débarquement à Rhode-Island, et aux dispositions préliminaires que vous y avez faites. Je serai heureux d'apprendre que la santé de vos malades sera parfaitement rétablie, et que vous aurez reçu du pays des rafraîchissements nécessaires à leur état de santé.

Je ne peux vous exprimer ma sensibilité pour les marques de confiance et pour les assurances de vos sentiments contenues dans votre lettre, et je serai heureux en saisissant chaque occasion de vous convaincre combien ils sont réciproques de ma part.

Je suis, etc.

## Folio 98. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du quartier général le 27 juillet 1780

[ Avis des préparatifs d'une attaque contre Newport par les Anglais.

## Folio 98. — DU MÊME AU MÊME.

Au quartier général près Passaic Falls le 27 juillet à 10 heures du soir.

Avis de même nature.

## Folio 99. — DU MÊME AU MÊME

Du 31 juillet 1780

[ Avis de même nature et opinion sur la direction qu'il faudrait indiquer à la seconde division du corps expéditionnaire si elle parassait ]

## Folio 100. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Au quartier général, le 5 août 1780.

[ Cette lettre résume l'opinion que le général a émise à La Luzerne sur la direction qu'il conviendrait d'indiquer à la seconde division ]

Folio 101. — COPIE DE LA LETTRE DU GÉNÉRAL WASHINGTON  
A M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE.

Du 4 août 1780.

## Folio 102. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport, le 5 août 1780.

Monsieur,

Il y a quatre jours que le vent est bon pour l'arrivée de Clinton et je commence à désespérer de le voir venir ici. Nous sommes prêts à le bien recevoir il est arrivé un nombre très considérable de milices de Rhode Island et de l'État de Massachusetts-Bay. Je viens de convenir avec le général Heath de garder 3 500 hommes tant pour le camp retranché que pour le fort de Howland's-Ferry, afin d'assurer et de perfectionner la communication avec le continent et de renvoyer tout le reste à leurs maisons. Nous aurons tout ce qu'il nous faut pour voir la conclusion du projet



de M. Canton. Je joins ici à Votre Excellence un avis reçu de Boston qui nous donne un avant-goût de la seconde division. Dieu veuille que cette nouvelle se réalise. J'en tiens le cas secret ici pour que ces Messieurs qui sont devant nous ne soient pas instruits à temps d'aller au-devant d'elle. Je crois que la marche de Votre Excellence aura tenu Canton en suspens.

Folio 102. DU MÊME AU MÊME.

Newport, le 8 août 1860.

Monsieur,

Sur la lettre de Votre Excellence du 4 août, j'ai pris le parti 1° de renvoyer les indices en leur exprimant toute ma reconnaissance, il en est arrivé quatre fois plus que nous n'en avions demandé. Je dois distinguer à Votre Excellence le ministre Peter Hocker de la paroisse de Sillborough, qui a amené toute sa paroisse avec trois de ses enfants laissant la moitié des champs coupés. 2° De garder les recrues de trois mois du colonel Green et de l'État de Massachusetts pour achever le fort de Howland's Ferry qui assurera dans tous les cas possibles notre communication avec le continent. 3° De les faire travailler de manière à ne pas interrompre leurs exercices militaires, et je leur fournirai même quelque poudre à brûler. Je leur ai prêté tentes et marmites du peu que j'en ai de rechange. 4° Si vous le trouvez bon, de garder le général Heath, dont l'esprit et l'activité me sont nécessaires pour les intelligences et correspondances avec les États voisins. La flotte anglaise mouille à présent près l'île de Gardner à la pointe de Long-Island. Il y a un vaisseau de ligne et deux frégates qui croisent devant nous. Je me réfère à tout ce que l'amiral doit vous répondre sur les moyens de réunion de cette escadre avec celle de la seconde division.

P. S. — J'ai bien peur que la seconde division qu'on a cru voir au 56° degré de longitude et au 46° degré de latitude ne soit un convoi pour Québec qui a été bien houspillé par tous les corsaires de Boston.

Folio 103. — DU MÊME AU MÊME.

Newport, le 10 août 1860.

Monsieur,

Je soumets comme de raison à Votre Excellence mes idées et mon obéissance à ses ordres, mais, puisqu'elle désire que je lui donne mon opinion, la voici. Je ne pense pas que l'on puisse faire aucune entreprise sur New York et Long-Island sans une supériorité maritime. Le cas de l'offensive dans cette partie peut s'offrir de trois manières. 1° l'arrivée de la seconde division avec des forces maritimes qui donneront

la supériorité à la flotte française, 2° le cas d'un secours de M. de Gaschen après l'entreprise de la Jamaïque achevée, 3° le débarquement de New-York par un détachement de Clinton aux îles avec une partie de la flotte. Il est à présumer que ce cas n'arrivera pas, puisqu'ils ne l'ont pas déjà fait, et j'avoue à Votre Excellence que toutes les démonstrations que Clinton a faites pour venir m'attaquer au cas toujours fait craindre que leur véritable dessein ne fût de masquer un détachement sur la Jamaïque. Je vois par les lettres de Votre Excellence qu'il paraît avoir renoncé à ces deux chances et qu'il est occupé à se camper et à s'arranger à Long-Island, et sans doute à bien fortifier Brooklyn. La position de leur flotte mouillée sous l'île de Gardnar à la pointe de Long-Island, me confirme à croire que toutes leurs vues se portent à s'établir à Long-Island pour aussi longtemps qu'il leur sera possible d'y rester.

En attendant l'arrivée d'une des trois chances que je suppose dans le commencement de cette lettre, je pense qu'il est très important : 1° d'avoir un plan exact de Brooklyn et de tous les ouvrages qu'ils vont y ajouter, 2° de leur établissement à Long-Island et des points de débarquement où ils sont le plus en force, et des ouvrages qu'ils vont y faire, 3° du pilotage exact des différents points où l'on peut débarquer dans cette île, soit dans le Sud, soit à la pointe de l'île du côté où la flotte anglaise est mouillée actuellement. 4° aux premiers avis de l'arrivée d'une des trois chances sur lesquelles pouvant être fondées nos opérations offensives que notre général veuille bien nous donner un rendez-vous, à l'amiral et à moi pour que nous ayons combiné tout notre plan d'opérations. J'y mènerai les commandants d'artillerie et du génie. S'il était possible même de ne pas attendre l'une des trois chances arrivées pour concerter notre plan, je crois que ce serait encore mieux, pour une plus grande diligence dans l'exactitude des choses une fois convenues, au reste, il y a 15,000 hommes dans New-York et Long-Island. Je pense donc que pour faire une bonne opération il faut : 1° la supériorité de marine décidée, soit par un combat naval ou la rentrée de l'ennemi à Sandy Hook. 2° une armée de 15,000 hommes pour descendre à Long-Island, où le général Clinton doit venir me attaquer au débarquement avec la meilleure partie de ses forces concentrées, une pareille armée vis-à-vis de New-York. Je pense que notre général, qui en tant d'occasions a donné des preuves de sa capacité dans la guerre offensive et défensive, approuvera ces réflexions et qu'il ne veut pas que nous fassions ici le second tome de Savannah, au reste, il peut être sûr de mon obéissance et de mon zèle, dès qu'il aura une fois fixé le plan de ses opérations.

P. S. — J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence une lettre pour le chevalier de la Luzerne que vous avez la bonté de lui faire passer et vous le jugez à propos.

Folio 104. - DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Au quartier général, près d'Orangetown, le 8 août 1780.

[Avis matutins peu importants.]

Folio 105. - DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE A MM. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
ET CHEVALIER DE TERNAY

Au camp en avant d'Obbe-Ferry, le 9 août 1780.

C'est la lettre, fort étendue, sur l'opportunité d'attaquer New-York qui est imprimée dans le tome I des *Mémoires et Correspondance de La Fayette*. Rochambeau y répondit comme il suit.]

Folio 111. - DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE

Newport le 12 août 1786

J'ai reçu, mon cher Marquis la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 9 août. Vous me permettrez de vous renvoyer pour la réponse à celle que j'ai eu celui d'écrire à notre général le 10 de ce mois pour lui exposer mon opinion que vous m'avez demandée de sa part. Je me borne donc à attendre ses derniers ordres et à lui demander en grâce un rendez-vous pour que l'amiral et moi allions verbalement recevoir de lui en une conversation un plan définitif, on fera plus en un quart d'heure que par des dépêches multipliées. Je suis plus que personne au monde convaincu de ce que vous me mandez que sa marche a retenu Clinton qui voulait venir nous attaquer, mais je vous observerai en même temps qu'il y avait tout à espérer, qu'il aurait été bien battu ici et que pendant ce temps-là notre général aurait pris New-York. Sur ce que vous me mandez, mon cher Marquis que la position des Français à Rhode-Island n'est d'aucune utilité aux Américains, je vous observerai 1° que je n'ai pas encore ouï dire qu'elle ait nu à aucun d'entre eux 2° qu'il serait non pourtant de réfléchir que la position du corps français peut bien être de quelque chose dans l'évacuation que Clinton a faite du continent où il était pour se confiner à Long-Island et à New-York qu'enfin pendant que la flotte française est observée ni par une marine supérieure et rassemblée, vos côtes de l'Amérique sont tranquilles, vos corsaires font des prises très avantageuses et votre

Les éditeurs des *Mémoires et Correspondance de La Fayette* ont également inséré cette lettre à sa date dans leur tome I.

commerce maritime à toute liberté. Il me semble que dans cette double position on peut bien attendre une augmentation de marine et de force que le Roi m'a assuré devoir envoyer qu'on finira, puisque je n'ai pas une lettre de France depuis mon départ, je ne peux pas me flatter que la seconde division est en route et m'apporte des dépêches, puisque, si elle avait été bloquée par des forces supérieures, on m'aurait fait partir des côtes de France un avis quelconque. Je crains les Savannah et autres événements de cette espèce dont j'ai tant vu dans ma vie. Il est en guerre un principe comme en géométrie, on n'aide *jamais*. Au surplus j'attends les ordres de mon généralissime, et je le supplie de nous accorder, à l'amiral et à moi, une entrevue. Je joindrai la dépêche de ce dernier à ce paquet dès qu'il me l'aura adressée. Je vous embrasse, mon cher Marquis, du tendre de mon cœur.

Folio 12 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE.

Newport, le 14 août 1780.

J'ai l'honneur de vous envoyer, mon cher Chevalier, une copie de mes lettres du 10 et du 15 au général Washington, et de celle du 12 à M. de la Fayette. Ce dernier, après être convenu avec moi ici de toutes nos bases, m'a écrit de retour à son armée une dépêche de douze pages, où sûrement à l'instigation de quelques mauvaisetés il nous propose des choses extravagantes comme de prendre Long-Island et New-York sans marine. Il assure, dit-il, notre flanc droit du côté de Frog's-Point par des batteries de terre dans des îles dont l'armée de Washington s'empara. Il oublie qu'il reste un flanc gauche exposé à un débarquement que toute la marine anglaise exterminera, si elle préfère d'aller peut-être en même temps en faire autant au chevalier de Ternay abandonné ici à ses propres forces. Il me donne des instigations de politique, du désir des Américains, des efforts qu'ils ont faits dans cette campagne, qu'ils ne seront peut-être pas dans la possibilité de recommencer lorsque nous aurons eu le courage de reprendre l'offensive avec eux. Fm un mot m'ordonne même d'opinion de M. de Washington, qui m'écrit du même jour et se me parle point du tout de cette dépêche. Nous sommes infiniment contents, l'amiral et moi, des dépêches du ce général, et il est impossible d'en être plus reconnaissant. Je continuerai une correspondance directement avec lui et pour faire tomber toutes ses pâques d'écriture de quelques personnes jeunes et ardentes, que je vois qui l'environnent nous avons pris le chevalier Ternay et moi, le parti de ne plus répondre à tous ces entremetteurs et je m'adresserai toujours directement à mon chef pour recevoir ses ordres. Je vous confie d'amitié, mon cher Chevalier, ma conduite et mander-ai si j'ai deviné juste sur cette espèce de ruse.

qui, je crois, environne notre général et à qui sa bonne étoile l'empêche de se livrer.  
Je vous embrasse, mon cher Chevalier du meilleur de mon cœur.

Folio 113. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport le 14 août 1780.

Monsieur

Rien de nouveau à manger à Votre Excellence, toujours même croisière d'un vaisseau de ligne et de six frégates qui se retirent la nuit vers le mouillage de la flotte à l'île de Gardner. J'ignore si le marquis de la Fayette a communiqué à Votre Excellence la réponse que je lui ai faite à une dépêche très ample où il ne me dit pas un mot ni d'aucun ordre, ni même d'aucune opinion de Votre Excellence qui ne m'en parle pas dans sa dépêche du même jour. Le résultat de tous ses raisonnements est le desir le plus vif d'attaquer New York et Long-Island sans forces maritimes. On m'assure que mon flanc droit sera bien appuyé du côté de Frog's-Pont par les batteries que Votre Excellence établira dans des îles. On oublie qu'un débarquement et une communication nécessaire à toute armée et plus à celle qui fait un siège qu'à toute autre, a deux flancs : que si le droit est couvert, la gauche est à la merci de la flotte anglaise, qui choisira ou d'exterminer le débarquement ou d'aller en faire autant à la marine française abandonnée à Rhode-Island à ses propres forces ou de faire les deux successivement si le général Arbutnot n'est qu'un homme ordinaire que si l'on restreint la descente à Long-Island sur un seul point, on sera probablement battu au débarquement, ce qui n'arrivera pas quand, étant maître de la mer, on en menacera plusieurs et que l'on descendra sur celui qui sera le plus mal gardé.

Je prie Votre Excellence de continuer à me donner ses ordres directement d'être sûr de mon zèle et de ma soumission. Je ne saurais lui dire toute la reconnaissance que j'ai de ses dépêches, combien je respecte toute la force du génie sage et militaire qui les lui dicte. L'amiral pense de même et nous désirons bien pouvoir conférer avec elle pour préparer à l'avance tout ce qui sera nécessaire à l'offensive des qu'une des chances que nous espérons nous mètra à portée d'y prétendre.

Folio 114. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport le 15 août 1780.

AVIS SUR LES MOUVEMENTS DE LA CROISIÈRE ANGLAISE.

Folio 15. DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général près Brangstown, le 16 août 1780.

J'ai reçu successivement vos deux lettres du 8 et du 10. D'autres pressantes occupations m'empêchant de répondre à ce moment aux particularités de la dernière. Je me trouve seulement heureux d'observer que vos idées sont substantiellement les miennes, et j'espère qu'une explication subséquente éclaircira les peutes différences qui peuvent se trouver.

J'ai reçu avis que l'ennemi prépare derechef un embarquement.

Folio 15. DU MÊME AU MÊME.

Au quartier général à Grangeltown, le 17 août 1780.

[Avis peu important mais duquel il résulte que l'on comptait sur l'apparition prochaine de l'escadre du comte de Guichen.]

Folio 16. DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À MM. LE COMTE DE ROCHAMBEAU ET CHEVALIER DE TERNAY.

Au camp, le 18 août 1780.

Messieurs,

Comme j'ai les mêmes choses à vous soumettre permettez que cette lettre soit encore commune et sans me plaindre de l'interprétation de la dernière, permettez que je m'accuse ici de m'être bien gauchement expliqué, etc.

[Cette lettre encore se trouve imprimée à sa date dans le tome I des *Mémoires et Correspondance*.

Folio 18. DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Au camp, le 18 août 1780.

Après vous avoir écrit, Monsieur le Comte, une lettre commune avec M. le chevalier de Ternay

[La Fayette explique dans le *post-scriptum* de cette lettre qu'a été, du reste, imprimée à la suite de la précédente par les éditeurs de ses *Mémoires et Correspondance*, que l'opinion par lui émise avec chaleur en son nom en faveur de l'attaque de New-York n'est pas à lui tout seul. Vous avons expliqué que Washington s'étant servi de l'ardeur naturelle au marquis pour entraîner plus sûrement Rochambeau à l'attaque de New-York il reprit la responsabilité de son opinion dans la lettre suivante

Folio 128. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Au quartier général à Orangeburg le 11 août 1781.

Monsieur

Dans la dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire, j'ai seulement accusé la réception de la vôtre du 10 depuis laquelle j'ai eu le plaisir de recevoir successivement vos deux lettres du 14 et du 17. Dans l'idée d'une opération contre New-York j'ai toujours eu pour principe fondamental qu'il fallait avoir une supériorité maritime pour donner espérance de succès à cette entreprise. Me confiant cependant à une espérance morale que cet événement nous arrivera dans peu, j'ai cru que nous pourrions établir un commencement d'opérations avant l'arrivée de la seconde division dans laquelle j'aurais concouru. Les réflexions que vous faites sur la difficulté d'effectuer un débarquement à Long-Island sans une supériorité navale sont naturelles et judicieuses du point de vue où vous les voyez mais de la connaissance que j'ai de partie de la situation locale et des informations particulières que j'ai des autres, je pense que le débarquement pourrait être praticable. Dans la forme du terrain des deux côtés et dans l'étroit du Sund en quelques parties on peut trouver différents points de débarquement. L'ennemi ne peut pas laisser New-York à découvert spécialement si nous avons une fois pris pied sur cette île, et avoir suffisamment de forces sur Long-Island pour faire une opposition solide sur chacun de ces deux points. L'entreprise suppose une collection suffisante de bateaux pour mettre à la fois sur le bord de l'ennemi une force supérieure à celle que l'ennemi peut y opposer et qui je crois peut se rassembler. Leurs vaisseaux peuvent être contraincts de s'éloigner à une distance assez grande, pour ne pas incommoder le débarquement par le moyen des batteries de terre que l'on peut établir sur le continent et dans les îles adjacentes.

Mais, malgré qu'une telle opération peut être praticable, je tombe entièrement d'accord avec vous qu'il vaut mieux différer cette entreprise jusqu'à ce que nous ayons obtenu la supériorité maritime. Une des plus puissantes raisons est que votre flotte ne serait pas en sûreté à Rhode-Island sans une partie considérable de vos forces de terre qui la protège, et que dans ce cas nos forces combinées seraient trop faibles pour agir avec vigueur et confiance.

Quant à la méthode particulière d'opérer contre New-York nous pouvons dans ce moment-ci combiner différentes possibilités, mais nous ne pouvons pas fixer un plan définitif. Il y a trois moyens pour accomplir notre dessein . 1° en agissant d'abord avec toutes nos forces sur l'île d'York, 2° en commençant nos opérations

contre Brooklyn, dans Long-Island, avec la principale partie de nos forces, laissant un corps d'observation pour la sûreté de nos communications, bien retranché sur l'île d'York ou sur le continent. 3° en divisant nos forces en deux parties pour agir sur les deux îles à la fois. Lequel de ces plans doit être préféré relativement au temps où nous commencerons et à la force que nous aurons pour agir? Si les circonstances correspondent à nos espérances, je préférerais le dernier de ces plans. Dans ce dernier cas, nous nous établirions, s'il est possible, tous deux sur l'île de New-York et nous détacherions alors sur Long-Island une force égale à la totalité de celle que l'ennemi pourrait y porter pour agir contre nous.

En prenant poste à Long-Island, une force égale à la totalité de l'armée ennemie serait suffisante pour se garder contre les possibilités, mais après que nous y aurions pris poste et les précautions usitées les deux tiers de leurs forces seraient, à mon opinion, suffisants, tant pour la sûreté que pour la réduction des ouvrages. Malgré la facilité avec laquelle l'ennemi peut passer d'une île sur l'autre, ils ne hasarderaient jamais de retirer plus des deux tiers de leurs forces de l'île d'York pour attaquer le corps qui serait sur Long-Island pendant qu'ils y laisseraient une armée plus forte que la leur entière prête à tomber sur ce qu'ils y auraient laissé. Cela exposerait le principal point où sont tous leurs magasins à un trop grand danger, même avec leurs forces entières, ils n'auraient pas grande espérance de succès contre deux tiers de leur nombre retranchés.

Tels sont, Monsieur, mes sentiments que je suis heureux de trouver au principal correspondre avec les vôtres, nous devons supposer une supériorité navale comme la base de nos opérations offensives. Nous proposons tous deux la même distribution de nos forces, si les circonstances le permettent avec seulement cette différence que je pense qu'un moindre nombre suffira pour prendre poste à Long-Island.

Je désire ardemment que l'entrevue que vous proposez puisse avoir lieu. Je conviens que cela faciliterait beaucoup nos arrangements et cela seconderait le désir ardent que j'ai de vous assurer personnellement et à l'amiral de mon estime, mais à ma grande mortification et à mon grand regret il y a des difficultés qui ne sont pas aisées à surmonter. Nous sommes à 100 milles de l'ennemi, notre gouvernement populaire impose une grande circonspection. Si quelque malheur arrivait pendant mon absence, il serait suivi de grands inconvénients, cependant je tâche d'entreprendre aussitôt qu'il sera possible d'aller à votre rencontre dans un lieu convenable. Je vous prie de m'informer dans votre prochaine lettre à quelle distance l'amiral et vous jugez prudent de vous absenter de vos flottes et armées.

Dans une de mes dernières je vous informai que le *Henry Clinton* préparait un embarquement duquel il paraît que vous avez déjà reçu avis. J'ai reçu plusieurs



pareilles intelligences, et il s'y a eu dernièrement une presse chaude pour les matelots. Je ne peux cependant pas supposer qu'il ait repris l'intention de vous attaquer, et il y aurait trop d'inconstance dans leur conduite. Quelques-uns soupçonnent qu'ils veulent faire un détachement pour les Indes occidentales, s'ils méditent quelque chose de sérieux : cela paraît aussi probable qu'aucune autre supposition, mais je doute qu'ils aient rien de sérieux en vue.

Je vous suis très obligé, Monsieur, de la franchise avec laquelle vous m'avez donné votre opinion et des sentiments favorables que vous avez de moi. Votre conduite depuis votre arrivée a confirmé les préjugés que votre réputation m'avait donnés de votre habileté, et je me promets de vos conseils et de vos actions les plus grands avantages pour la cause commune. Je vous prie de m'obliger des premiers en toutes occasions et d'être assuré de la parfaite estime, etc.

Folio 123 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 19 août 1780

Folio 123 DU MÊME AU MÊME

Newport le 22 août 1780

Les deux lettres parlent de divers bruits apportés à Boston par *l'Alliance* sur les mouvements du port de Brest sur la seconde division sur la flotte espagnole etc. La seconde se termine comme il suit :

Je dois prévenir Votre Excellence que l'amiral et moi comptons donner à notre Rorle 24, veille de Saint Louis le bouquet de toute l'artillerie et de la mousqueterie. J'en ai fait prévenir les États voisins par le général Heath pour qu'ils n'aient aucune inquiétude. Ce sera le premier coup que les Anglais nous verront tirer. Je ne vois plus d'inconvénient à leur démasquer nos batteries qu'ils n'ont pas envie de venir visiter.

Folio 124 DU MÊME AU MÊME

Newport, le 23 août 1780

Monsieur

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 21. Je reçois au même temps des avis des généraux qui sont de ce côté de la rivière d'Hudson vis-à-vis le Sund qui assurent un embarquement considérable des troupes de Clinton. Un autre avis de Stonington, par laquelle on a vu la flotte de guerre anglaise dimanche

v

IMPRIMERIE NATIONALE

le 20 à l'ouest-sud-ouest de la pointe de Moncton, allant sur Sandy Hook. Je ne crois pas que Clinton soit assez fou pour venir ici, mais je crois fort qu'il va ou envoie un secours à la Jamaïque. Comme ceci peut être un des trois cas prévus pour l'offensive, celui de leur dégarnissement en troupes et marine à New York, je conjure Votre Excellence de nous donner le rendez-vous en question. L'amiral et moi pourrions aller jusqu'à Hartford, même jusqu'à Danbury pour cette conférence afin de lui éviter plus de chemin. Je suis trop heureux que mes idées militaires, subordonnées toujours à ses ordres, puissent s'accorder avec les siennes sur tous les points principaux, et quant aux détails si nécessaires pour l'organisation de tout ensemble une demi-heure de conférence et vos ordres aplaniront tous les obstacles. Il a paru aujourd'hui six vaisseaux ou frégates, dont deux fort près et quatre autres beaucoup plus éloignés. Quand Votre Excellence par ses intelligences de New York sera sûre de la destination d'un embarquement pour les Indes occidentales, nous pensons que c'est là le cas de ne pas perdre une minute pour la conférence que nous vous demandons pour agir tout de suite avec la plus grande vivacité.

Folio 123 DU MÊME AU MÊME

Newport le 27 août 1780.

Informations sur la flotte anglaise

Folio 125 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE

Newport le 27 août 1780.

Permettez mon cher Marquis à un vieux père de vous répondre comme à un fils tendre qu'il aime et estime infiniment.

Cette lettre, imprimée à sa date dans le tome I des *Mémoires et Correspondance*, n'a été reproduite en note au chapitre de notre tome IV qui correspond à ces circonstances.

Folio 127 RÉPONSE AUX SAVAGES DÉPUTÉS DES FRONTIÈRES DU CANADA

A Newport le 30 août 1780.

Le Roi de France votre père, n'a point oublié ses enfants. Il m'a chargé de présents pour vos députés, comme marques de son souvenir. Il a appris avec douleur que plusieurs nations trompées par les artifices des Anglais ses ennemis, avaient attaqué et levé la hache contre ses bons et fidèles alliés les États Unis de l'Amérique, il me charge de vous déclarer qu'il est l'ami franc et fidèle de tous les amis des Américains et l'ennemi décidé de tous leurs ennemis. Il espère de ses enfants qu'il

une tendrement qu'ils ne rendront jamais dans cette guerre contre les Anglais d'autre parti que celui de leur père

Folio 127. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport, le 31 août 1780

[Il lui rend compte de la visite des sauvages et l'avise de diverses circonstances relatives à la flotte anglaise.]

Folio 29. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Informations diverses.

Folio 130. — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 28 août 1780.

[Informations diverses.]

Folio 131. — DU MÊME AU MÊME

Du 2 septembre 1780.

Informations diverses.

Folio 132. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général Liberty-Pol ou Bergen-County, le 3 septembre 1780.

Informations diverses

Folio 133. — DU PRÉSIDENT HUNTINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Philadelphie, le 19 août 1780

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint un acte du Congrès du 17 de ce mois, par lequel vous serez informé qu'il a une juste reconnaissance de la vigilance et prudence que vous avez déployées, ainsi que l'amiral Ternay par les précautions que vous avez prises dans vos lettres du 3 de ce mois ainsi que de toutes vos attentions pour la milice des États voisins, le courage, le bon ordre et la bonne discipline de vos troupes méritent l'approbation du Congrès.

## Folio 133. — RÉSOLUTION DU CONGRÈS

Du 17 août 1780.

Résolu que le Congrès a une juste reconnaissance de la vigilance et prudence des commandants de la flotte et de l'armée de notre allié et des précautions mentionnées dans la lettre du comte de Rochambeau du 3 de ce mois aussi bien que de son attention pour les milices de ces États. Le courage et bon ordre et la discipline de ses troupes méritent la plus haute approbation du Congrès.

## Folio 134. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 3 septembre 1780.

[Informations diverses.]

## Folio 135. DU MÊME AU MÊME

Newport le 6 septembre 1780.

Monsieur,

J'ai reçu à midi la lettre du 3, dont Votre Excellence m'a honoré. J'avoue à Votre Excellence que je ne peux pas m'imaginer qu'il puisse entrer dans la tête de M. Clinton de venir nous attaquer, et je crois, sans aucune présomption, que s'il le fait il s'en repentira. Un vaisseau parlementaire, qui a amené au chevalier de Ternay des prisonniers, a dit à un officier de son bord sur lequel on peut compter que Arbutnot voulait, il y a un mois nous attaquer conjointement avec Clinton, qu'il a fait l'impossible pour déterminer ce dernier qui ne l'a pas voulu, qu'il a envoyé une frégate en Angleterre pour en rendre compte et qu'il y a actuellement de la desunion entre eux. La flotte anglaise a absolument quitté ces parages-ci il y aura demain huit jours que nous n'en avons rien vu. Nous supposons qu'elle a retourné à Sandy Hook dans quelque dessein. Je me perds dans les conjectures, et ce serait trop se flatter d'un changement de système dans le ministère anglais pour croire qu'il veut évacuer New-York pour se porter sur une de nos îles. Dans tous les cas possibles, il est de grande conséquence de tâcher de pénétrer leurs desseins.

## Folio 136. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 9 septembre 1780.

[Indications sur l'escadre du comte de Guichen qui a été rencontrée en mer.]

Folio 36. — DU MÊME AU MÊME.

Newport, le 11 septembre 1780.

Monsieur,

Je serai aux ordres de Votre Excellence, ainsi que l'amiral, le 20 septembre à Hartford. J'en tiens le cas secret comme Votre Excellence m'en ordonne. Je suis sensiblement affligé de la mauvaise nouvelle que elle a reçue de la Caroline du Sud. Je doute fort que Clinton ose se dégarner pour envoyer en Virginie, tant que nous serons ici en situation de menacer New-York et qu'ils sauront M. de Guichen courir les mers.

Folio 37. — DU MÊME AU MÊME.

Newport, le 11 septembre 1780.

Monsieur,

J'ai reçu à midi la lettre de Votre Excellence du 11. Le chevalier de Ternay et moi comptons toujours être à ses ordres au jour et au lieu qu'elle a prescrit et nous en tenons le cas le plus secret. Je crois que la flotte qui a couru sur le vaisseau rentré dans New-York et qui a cru être chassé par la seconde division, ne l'a été que par la flotte d'Arbutnot lui-même, qui après avoir convoyé et débarqué la flotte de transports qui est partie pour l'Angleterre est rentré au mouillage de l'île de Gardner. Je crois qu'il est de la plus grande conséquence d'entretenir Votre Excellence et de faire un plan d'après ses lumières par lequel la cour de France donne de puissants secours à ses fidèles alliés pour la campagne prochaine et qu'elle mette à vos ordres tous les moyens de dévorer ce pays-ci en les combinant avec ceux qui sont déjà dans les mains des États-Unis. J'ose prier Votre Excellence de vouloir bien dire au marquis de La Fayette que j'ai reçu ses deux lettres du 8 et du 10 dernier, dont je le remercie de tout mon cœur, en attendant le plaisir de le voir, et que je ne lui réponds pas pour ne pas mettre le hussard au passage des Ferrys à la nuit.

Folio 37. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général de Newbridge dans le comté de Bergen le 8 septembre 1780.

Monsieur,

Les grands préparatifs du général Clinton n'ont abouti jusqu'ici qu'à faire mettre

à la voile pour l'Europe environ quatre-vingt-dix voiles, de toutes grandeurs, avec quelques invaides nous sommes encore ennuyés des bruits d'un embarquement prochain dont l'objet le plus probable est une descente en Virginie. Nous avons reçu les plus désagréables nouvelles du général Gates dont l'armée a été défaite à Cambrden le 16 du mois dernier, dans laquelle la plus grande partie de ses meilleures troupes a été égorgée. Nous n'avons pas encore les détails, cet événement peut avoir les suites les plus sinistres pour les États du Sud, et il n'est pas aisé de dire jusqu'où cette influence peut s'étendre. C'est sur cette nouvelle que je ne serais pas étonné que l'ennemi fit un détachement de 4,000 hommes pour la Virginie.

S'il vous convient de nous aboucher le 20 de ce mois par notre entrevue à Hartford, j'espère que nous pourrions combiner quelques plans pour nos opérations futures que les événements nous mettront en état d'exécuter. Nos plans cependant ne peuvent être que des aperçus sur la possibilité des secours qui nous arriveront. Ce qu'il y a de plus malheureux pour cette contrée, c'est que les affaires requièrent absolument de l'activité de quelque côté que l'on regarde. Je compte ocher le temps de notre entrevue, j'espère que vous voudrez bien faire la même chose de votre côté.

J'ai reçu la nuit dernière votre lettre du 3. J'ai aussi reçu celle du 26 et je suis très aise que mes dépêches soient arrivées à bon port.

Le marquis de la Fayette et les commandants de l'artillerie et du génie m'accompagneront.

Folio 138 — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Au camp de la division légère le 8 septembre 1780

C'est avec un grand plaisir, Monsieur le Comte que je vois approcher le moment où je pourrai avoir l'honneur de vous revoir et mon cœur se fait une fête d'assister à votre entrevue avec le général Washington. Nous avons reçu des nouvelles du Sud fort fâcheuses, et entre vous et moi il paraît que le général Gates a fait de grandes fautes. Dieu veuille qu'avant le 20 nous recevions des nouvelles de France ou des îles qui fixent nos plans d'une manière plus certaine.

Folio 39 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général dans le comté de Bergen, le 11 septembre 1780

'Informations diverses.'

Folio 40. DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

À la camp près Hahama. le 10 septembre 780

Je viens de recevoir, Monsieur le Comte, une lettre de M. le chevalier de la Luzerne pour vous, et je m'empresse de vous la faire parvenir. Il est probable que vous ne serez pas encore parti lorsqu'elle arrivera à Newport. J'ai bien partagé l'humeur que vous devez avoir éprouvée en voyant que ni vous, ni M. le chevalier de la Luzerne, ni moi n'avions une seule lettre des ministres. Il paraît que nous devons espérer en Paul Jones et *l'Ariel*, mais Dieu sait quand ils arriveront.

J'ai reçu avant hier un triplicata de lettre écrite en chiffrés par M. de Vergennes, c'est un vaisseau marchand qui l'apporte et voici ce qu'elle contient.

Elle est datée du 3 juin, on ne savait pas encore la perte de Charlestown, on prévoyait le blocus de Brest et l'envoi de la seconde division ne paraissait pas bien prochain. On croyait que peut-être Graves ne viendrait pas ici. On avait rassemblé à Cadix la plus grande partie des vaisseaux. On comptait expédier en automne votre seconde division. On désirait savoir votre opinion. celle de M. de la Luzerne et la mienne sur la manière dont les troupes françaises prenaient ici. On me mandait qu'il ne se ferait rien en Europe, on nous exhortait à des efforts sans lesquels on ne pouvait pas espérer une bonne paix et à tâcher de rendre cette Amérique-ci un théâtre brûlant pendant cette campagne, mais pas un mot sur le nombre de vaisseaux, qui cependant doit décider à quel point nous pouvons remplir l'attente publique.

Adieu, Monsieur le Comte, agreez je vous prie l'hommage de mon tendre et respectueux attachement.

Folio 40. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De quartier général dans le camp de Breda le 13 septembre 80.

Monsieur

La nouvelle d'un embarquement se confirme de toutes parts et est au moment d'être effectuée. Un tel événement est de telle importance que nous devons dans ce moment rester à la tête de nos armées respectives. Ce qui m'engage à vous prier de remettre notre entrevue jusqu'au 15. J'espère que ma lettre arrivera à temps pour prévenir votre départ, et qu'il n'y aura pas d'inconvénients à ce délai. Je ne veux pas retenir l'express pour écrire à l'amiral, et je vous prie de lui faire part du contenu de ma lettre.

Je remercie Votre Excellence de sa lettre du 9 et des avis qu'elle contient, ces mêmes nouvelles sont venues de Philadelphie

Folio 41 DE M LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Au camp près Hakusac, le 13 septembre 1780

Les raisons qui retardent notre voyage, Monsieur le Comte, vous étant expliquées par le général Washington, je ne vous écris ici que pour témoigner mon exactitude en cas qu'il y eût des nouvelles à mander

Folio 14. - DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Newbridge, le 13 septembre 1780.

Monsieur

Je viens de recevoir des avis de très bonne part dont je vous envoie la copie ci-jointe. D'après l'apparence et l'accord de ces avis entre eux il paraît très probable que le comte de Guichen s'approche réellement de nos côtes. Si cela étant le cas il est d'une si grande importance de ne point perdre de temps pour concerter nos plans que je vous renouvelle ma proposition de vous voir, vous et l'amiral, le 10 de ce mois. Je serai à Hartford en conséquence.

Les inconvénients que peut occasionner notre absence, même en supposant les événements mentionnés dans ma lettre de ce matin ne peuvent pas balancer les avantages de l'entrevue sur la supposition présente.

Si le comte de Guichen arrive avant la fin de ce mois, je recommande toujours New-York comme notre principal objet. Dans cette vue, je ne puis m'empêcher de vous répéter combien il est essentiel que la flotte aille tout de suite prendre possession du port et que vos troupes fassent une jonction avec les miennes aussitôt qu'il sera possible, en passant par le Sund. Le premier de ces mouvements est dans mon opinion le point le plus critique de l'opération et la saison qui est déjà avancée, augmente la nécessité de nous dépêcher dans l'exécution.

Je fais mention de ceci en cas que l'arrivée du comte de Guichen ait lieu avant notre entrevue. J'ai ordonné aux capitaines Dobbes et Shaw de se tenir tout prêts à aller à la flotte au premier avis, soit par lettre, soit de l'amiral, soit de vous, écrite au capitaine Dobbes à Fish-Kill le fera immédiatement obéir.

Folio 142 INTELLIGENCES, INFORMATIONS DU GÉNÉRAL WASHINGTON



Folio 143 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE CHEVALIER DE TERNAY

Au quartier général dans la comté de Bergen, le 16 septembre 1780

Monsieur,

Je reçois dans ce moment-ci une lettre dont je vous envoie copie. Il est possible que ce soit la flotte de l'amiral Arbuthnot, et que celui qui les a vus ait pris ses grosses frégates pour des vaisseaux de ligne, mais vous serez plus en état de former un jugement là-dessus avant que cette lettre vous parvienne. Je vous communiquerai les intelligences que je pourrai recevoir mais j'ai cru que celle-ci était de trop grande importance pour la remettre.

Folio 143. — COPIE D'UN RAPPORT ADRESSÉ DE FREEHOLD  
DANS LE COMTÉ DE MONMOUTH,  
EN DATE DU 14 SEPTEMBRE 1780, AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Folio 144 — IDÉES MISES SOUS LES YEUX DE S. E. LE GÉNÉRAL WASHINGTON PAR M. LE  
COMTE DE ROCHAMBEAU ET M. LE CHEVALIER DE TERNAY RÉPONSE DU GÉNÉRAL  
WASHINGTON.

[Cette pièce a été imprimée dans les annexes du chapitre correspondant du tome IV

Folio 47 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON,

Newport le 15 septembre 1780.

Monsieur,

J'attends avec grande impatience des nouvelles de Votre Excellence et j'espère qu'elle sera de retour à son armée en bonne santé.

Nous avons trouvé à notre retour ici que notre marine avait pris l'alarme un peu chaude de l'arrivée de Rodney, ce qui a produit le bon effet de faire redoubler de précautions pour fortifier les îles et y augmenter les batteries considérablement. Mais ce dont je suis fâché par la crainte que cela ne déplaie à Votre Excellence, c'est qu'on a requis le général Heath de faire revenir le régiment du colonel Greene, qui n'était encore qu'à Greenwich, pour reprendre son camp dans cette île qui couvrait un débarquement très praticable à 3 milles de la droite de la position où la

marine est embosée. Avec tous ces moyens, nos marins se sont rassurés et paraissent aujourd'hui avoir la plus grande confiance à leur poste. Je supplie Votre Excellence de me mander si elle approuve que le régiment reste jusqu'à ce qu'on verra où se porteront les projets de l'ennemi. J'ai bien peur que nous ne soyons absolument rentrés dans notre défensive absolue jusqu'au printemps prochain. Par l'extraît de la lettre que j'ai trouvé ici à mon retour du commandant de Saint-Domingue, « la veille du départ de M. de Guichen pour l'Europe, il vint un bâtiment américain qui apprit que vous étiez bloqué par des forces supérieures. Je le menai à son bord, et je fis de mon mieux pour lui persuader que rien n'était plus propre à couronner sa glorieuse campagne que d'aider vous à dégager, il partit le lendemain, et ne m'a point dit ce qu'il voulait faire. Il a laissé neuf vaisseaux à Saint-Domingue ».

Vous croyez bien que je garde très secrète cette intelligence.

Folio 147. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBAUV.

New-York, le 27 septembre 1782.

Monsieur,

J'apprends de Boston que ma dernière dépêche du 9 septembre n'est pas encore partie et que je peux y joindre un supplément que les circonstances rendent très intéressant. Vous verrez par la copie de ma correspondance avec le général Washington ce qui s'est passé depuis. Gates a été battu dans le Sud près de Camden par le lord Cornwallis, il s'est retiré à Hillsborough vers les frontières de Virginie. Sa défaite a été très fâcheuse et très effrayante pour les États du Sud, quoique sa perte soit de 400 ou 500 hommes au plus, Kalb a été tué. Nous nous sommes battus quelques jours de voir arriver M. de Guichen, mais il paraît qu'il a pris le chemin d'Europe sans s'occuper de nous, et au lieu de M. de Guichen, c'est Rodney qui est arrivé le 13 à New-York avec dix vaisseaux de ligne et grand nombre de frégates, dont quatorze sont mouillées entre Block-Island et la pointe de Long-Island, et six sont restés à New-York. Il se prépare un embarquement considérable : les uns disent qu'il est destiné à une entreprise contre la Virginie ; d'autres, qu'ils veulent, à quelque prix que ce soit, attaquer Rhode-Island, nous nous préparons à les y bien recevoir. Nous avons eu notre conférence le 20 avec le général Washington, dont nous avons été infiniment contents. Il n'y a qu'une seule opinion sur tous les objets, et d'une voix unanime, ce général, le chevalier de Ternay et moi vous envoyons le mémoire ci-joint. Le résultat de notre délibération est de vous demander de l'argent, des vaisseaux et des troupes. Le premier article est le plus instant. Le prêt des troupes n'est assuré que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier et nos recrues

sur France commencent à perdre beaucoup. M. l'intendant vous envoie l'aperçu de notre caisse. Les vaisseaux et les troupes sont très instants à expédier, pour qu'ils puissent être arrivés de bonne heure au printemps, si l'on veut que nous puissions opérer offensivement, et le malheureux pays a besoin des secours les plus efficaces. Les officiers généraux et les troupes du Roi s'y sont fait honneur jusqu'ici par leur discipline, leur police et leur courage à soutenir une position où tout le pays a cru et croit encore que nous devions être écrasés. C'est un triste rôle que celui de se défendre, mais nous n'avons pas reçu ni par terre ni par mer aucun échec, et j'ose dire, Monsieur, que s'est tout ce qu'on pouvait espérer d'un pion aussi avancé.

Depuis notre départ, nous n'avons pas même reçu une lettre de France. Nous n'entendons rien au retour de M. de Guichen, qui a passé à notre porte sans nous secourir, et le seul dédommagement que nous espérons de nos peines est que le Roi et ses ministres voudront bien approuver notre conduite.

Folio 169. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Bourbon le 30 septembre 1780.

Monsieur,

Je viens de recevoir la lettre de Votre Excellence du 26, et suis très aise de la savoir de retour à son armée en bonne santé. Je ne sais si je dois la plaindre, je ne sais si je dois la féliciter de la découverte du complot affreux d'Arnold, quoi qu'il en soit, cela nous prouve que la Providence est pour nous et pour notre cause, et j'en ai fait plusieurs fois l'épreuve depuis le commencement de cette campagne.

*La Gentille*, frégate française, vient de nous arriver. Elle est partie de France à la fin de juin, arrivée à la Martinique le 30 août au Cap le 9 septembre dont elle est partie le 13 pour venir ici nous amener M. de Chouy, brigadier français distingué, et neuf officiers des régiments qui sont ici. Elle nous apporte des vieilles lettres, et mes plus fraîches du ministre sont du commencement de mai. J'ai reçu confirmation, par le commandant de Saint-Domingue, du parti qu'a pris M. de Guichen, on croit qu'il est parti sans ordre de la Cour, et sous le prétexte du mauvais état de sa flotte, et particulièrement de sa santé. Je ne doute pas que cette démarche ne soit blâmée, et il paraît certain que c'est la cause qui nous avait attiré Rodney dans ce pays-ci. Les Espagnols n'ont pas renoncé à entreprendre quelque chose. Les 1,000 hommes de M. de Saint-Simon sont au Cap à attendre leurs ordres, ainsi que l'escadre de neuf vaisseaux de M. de Montell, qui a pris une frégate anglaise. Le général Heath compte partir lundi ou mardi pour se rendre à vos ordres.

Folio 149. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE

Newport, le 4 octobre 1780.

La Providence est pour nous, mon cher Marquis, et cette entrevue si intéressante que j'ai tant désirée et qui m'a fait tant de plaisir est couronnée par un coup du ciel. Le chevalier de la Luzerne n'est point encore arrivé. J'ai pris le parti de décacheter votre lettre pour lui où je devais retrouver tous les détails de cette horrible conspiration, et j'en suis pénétré de douleur, et de plaisir de sa découverte.

Le chevalier de Ternay compte faire partir qui vous savez le 15 d'octobre. Il faut que vos lettres soient rendues avant cette époque. *La Gentille* vient d'arriver du Cap, avec M. de Choisy et quelques officiers de ces régiments-ci, partis du 26 juin de Brest arrivés à la Martinique au 30 août au Cap le 9 septembre et partis du Cap le 13 septembre. Ils disent qu'on crie partout après M. de Guichen, qu'il retourne en Europe sans ordre de la Cour, que l'on attend pourtant d'Europe une escadre à la Martinique et une ici. Il a laissé les Espagnols en force et neuf vaisseaux à Saint-Domingue avec le chevalier de Montal. Il est extraordinaire qu'il ne nous ait pas fait une visite en passant à notre porte. M. d'Estaing n'y aurait pas manqué.

Que va faire Rodney, qui aura fait un voyage en blanc? Je vous embrasse mon cher Marquis, etc.

Folio 150. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport, le 5 octobre 1780.

[Il l'interroge sur l'artillerie de siège à demander à Versailles en vue du siège de New-York, et il termine par ce *post-scriptum*

*P. S.* — Tous nos marins spéculent que M. de Guichen ne peut être retourné en France sans avoir reçu d'ordre, ils croient qu'il est allé à Cadix d'où il détacherait les treize vaisseaux français qui le remplaceraient dans ces contrées et qu'il irait avec sa flotte jointe à l'escadre espagnole qui est déjà à Cadix, effectuer la délivrance de nos vaisseaux bloqués dans Brest.

Folio 151. — DU MÊME AU MÊME

Newport, le 6 octobre 1780.

Monsieur

Un coup de vent des plus violents a agité nos vaisseaux et nos tentes, une assez

belle journée va réparer ces désordres passagers. On présume que l'ennemi doit en avoir été plus incommodé à l'île de Gardner

Folio 151 — DU MÊME AU MÊME

Newport, le 13 octobre 1780

Monsieur,

J'ai reçu aujourd'hui la lettre de Votre Excellence qui m'a fait le plus grand plaisir parce que j'étais dans une véritable inquiétude de n'avoir pas eu de ses nouvelles depuis le 26 du mois dernier. Je l'ai bien plaint d'avoir été forcé, malgré la bonté de son caractère, de faire un exemple nécessaire dans la personne du jeune major André. J'attends avec grande impatience la réponse de Votre Excellence à ma lettre du 6 de ce mois, sur les demandes nécessaires à former pour l'artillerie de siège. Je crois que l'on ne tardera pas à faire partir la frégate et la personne que vous savez. Nos nouvelles de la flotte ennemie sont qu'avant-hier elle a été sous voile toute la nuit et toute la journée une frégate est venue jusqu'ici, et quoiqu'on n'ait pas vu la flotte dans le jour on a suivi son cours la nuit au signal de ses fusées. Il a paru qu'après s'être portée à l'est jusqu'à la pointe de Judith, elle a fait un revirement de bord pour gagner le large. C'est ce que j'ignore absolument. Notre position de terre et de mer est ici respectable, et je suis bien persuadé qu'il ne prendra pas d'envie à Rodney de venir la visiter, etc.

Folio 153 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 6 octobre 1780.

Monsieur

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 12 de ce mois, et je me conformerai à ses ordres pour la demande de l'artillerie de siège. Le chevalier de Ternay a envoyé un cutter aux nouvelles de la flotte anglaise il me mande qu'il attend sa rentrée ici pour faire sortir ses frégates. André est mort honorablement et Arnold vivra avec infamie. Sa proclamation ne fait qu'aggraver son crime on vient d'apercevoir une frégate ou un corsaire qu'on signale à notre tour

Folio 153 — DU MÊME AU MÊME

Newport le 19 octobre 1780.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 14 de ce mois. Je n'ai rien de nouveau

à lui mander. La frégate et la personne que vous avez sont prêtes à partir, et le chevalier de Ternay attend un vent fort et très frais pour les faire sortir. Je prie Votre Excellence de vouloir bien faire passer cette lettre au chevalier de la Lomère.

Folio 154 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBARY.

Newport le 19 octobre 1780

Monsieur,

Il a été convenu unanimement dans notre dernière conférence avec le général Washington que, le 21 au 15 d'octobre nous n'avions aucune nouvelle de France, on expédierait une frégate et mon fils pour vous porter un duplicata de toutes nos dépêches depuis notre arrivée dans cette île jusqu'à ce jour. Il vous fera part de nos besoins : il vous expliquera les forces supérieures de mer et de terre qui nous tiennent en échec depuis plus de trois mois, la défense ferme et nerveuse avec laquelle nous leur nous les dents sur le premier rocher de nos côtes où nous avons atterri, sans qu'ils aient pu nous faire reculer d'un pas, le bon effet que cela a produit dans ce continent, qui était bien malade à notre arrivée, les commodes et les prises immenses qu'ont faits les Américains pendant cette campagne, toutes les forces de l'ennemi s'étant réunies contre nous, le rétablissement des affaires du Sud, après la défaite de Gates qui s'est rallié à rétablir son armée, parce que ni un vaisseau ni un homme de New York n'ont été jusqu'ici en état de secourir les opérations de Cornwallis qui n'a pas eu de forces suffisantes pour suivre sa victoire. La trahison de l'infâme Arnold qu'un coup du ciel a fait découvrir au général Washington en passant à West-Point au retour de la conférence. Il devait livrer le lendemain cette place aux Anglais et tout le dépôt de l'armée continentale, et venant de se sauver chez les Anglais deux heures avant l'arrivée du général. La fermeté avec laquelle le conseil de guerre a fait pendre le major André, premier aide de camp de Clinton, qui a été arrêté déguisé et chargé de tous les papiers de cette intrigue, voilà, Monsieur, le compte que je dois à mon maître et à mon ami, de l'abrégé de cette campagne. Il est actuellement question de parler de l'hiver prochain et de la campagne prochaine.

Nous faisons la guerre aux subsistances en tout genre, mais le pis de tout est que l'argent nous manque ; que nous n'avons pour le prêt que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier ; que le papier-monnaie est de 70 à 75 pour 1. de perte, que nos lettres de change de la marine et de la terre, trop multipliées, qui perdaient avant notre arrivée 25 p. 100, perdent à présent le tiers et perdront tout crédit quand nous n'aurons

plus d'argent, ce pays-ci ne faisant presque pas d'affaires d'argent en France, aimant mieux porter dans leur retour du tabac et des denrées dont, tous frais de fret et d'assurances prélevés, ils gagnent 50 p. 100, que le premier secours le plus prompt, le plus nécessaire et le plus instant est de l'argent. Sans quoi je ne peux répondre d'une armée qui aura tous les besoins et n'aura pas de quoi les payer. L'argent de France, surtout les louis, auront autant de valeur que les piastres. Je vous prie Monsieur, de vouloir bien faire part de cette dépêche à M. Necker, et le solliciter vivement pour un envoi prompt d'argent à la terre et à la marine.

Quant aux moyens de prendre l'offensive dans la campagne prochaine, les articles de notre conférence qui sont joints à cette lettre disent tout ce qu'on peut dire à cet égard et je ne dois rien y ajouter. New-York est l'objet capital. c'est le foyer de toutes les forces britanniques, on ne peut l'investir ni l'attaquer sans se mettre à cheval sur plusieurs bras de mer, dont la communication est tardive et précaire par la nature de l'élément, en supposant une supériorité maritime. Donc il faut être en force partout, préalablement être bien décidément maître de la mer et avoir tous les moyens pour en commencer le siège de très bonne heure, au printemps prochain.

Je joins ici l'état de l'artillerie de siège nécessaire à cette armée pour le siège de New-York. Nos commandants du génie et de l'artillerie pensent, d'après les plans du général Washington, qu'il ne faut pas moins de soixante pièces de siège pour deux attaques et nous espérons que nos alliés pourront en fournir le tiers tant bien que mal équipé.

De 13 octobre

Des calmes et des brumes les plus épaisses ont empêché de partir la frégate jusqu'à ce moment. Je viens d'avoir nouvelle du général Washington qu'un convoi de 3 000 hommes, grenadiers, chasseurs et détachements, est parti de New-York le 16, pour aller, à ce qu'on croit au Sud rejoindre le lord Cornwallis, que ce vide a été remplacé à New-York par un pareil nombre de troupes arrivées par un convoi d'Angleterre, dont deux régiments anglais et des recrues hessoises et écossaises qu'on y parle toujours d'entreprendre sur Rhode Island. La Fayette mande au vicomte de Noailles que le général Gates est rappelé par le Congrès, et que l'on envoie à sa place le général Greene commander dans le Sud.

Folio 158. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. RICARD.

Reçue le 24 octobre 1764

Monsieur,

On nous avait bien trompés lorsqu'on nous a dit en France que les ordonnances d'un an commerce par ce pays-ci suffiraient pour alimenter l'armée pendant une campagne. Vous verrez par mes lettres écrites à M. Holker que ce malheureux commerce est ruiné par la perte énorme qu'il a faite du papier dont on avait soldé ses marchandises. Il en sera bientôt de même de cette année, si vous n'avez la bonté d'y faire passer le plus promptement possible des fonds d'argent. Notre prêt a été assuré que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier. Dans toutes nos entreprises, nous sommes obligés de donner un tiers en argent d'or, et les deux autres tiers en lettres de change sur France qui perdaient avant notre arrivée 25 p. 100 et même le tiers. Vous croyez bien que ce que la marine et nous avons été obligés d'en repaier, pour ménager nos fonds d'argent, ne peut que contribuer à les discréditer davantage de manière que je vous avec la plus vive douleur que le Roi fait ici de très mauvaises affaires. M. le chancelier de la Légation s'est fait donner l'explication de ce discrédit des lettres sur France, qui est universel dans ce pays-ci. Peu de gens y font commerce avec la France, et ils aiment mieux faire un retour en talles ou autres denrées où tous frais de fret et d'assurances prélevés, ils gagnent encore 100 p. 100 que de prendre des lettres sur France où ils ne gagnent qu'un quart et un tiers, de manière que le nombre des lettres de change se multipliant et y ayant peu d'acheteurs, elles se discréditent journellement. Le papier du pays ne prend pas et est encore à 75 p. 100. Il y a aussi des lettres du Congrès sur l'Espagne qui perdent en proportion. On n'a pas encore établi de confiance au nouveau papier, enfin Monsieur, ce n'est qu'avec de l'argent que l'on fera ici les affaires du Roi avec ordre et économie, c'est la seule monnaie qui conserve sa valeur, celui de France sera aussi bien venu que celui d'Espagne, à peu de chose près. Cette guerre est d'une cherté cruelle. Il n'y a pas un bourgeois qui ne soit un très indépendant, et il ne donne rien, pas une maison pour loger, pas un terrain pour camper, sans vouloir de l'argent. Nous y vivons dans le meilleur ordre et dans la meilleure discipline, et sous cette sauvegarde jobienn pour les troupes du Roi ce qu'ils n'accordaient pas à leurs propres troupes. Pour 100,000 francs, nous avons fait réparer ici des maisons que les Anglais avaient dégradées, qui logeront l'armée l'hiver, au lieu de dépenser 100,000 ans à un camp huppé et les troupes seront reçues dans cette ville, chose qu'ils n'ont pas encore accordée à l'armée continentale. Enfin Monsieur, je vous supplie, pour les



intérêts du Roi, de l'argent, de l'argent et point de papier, qui est ruineux pour l'État. Je sais, Monsieur, combien la chaleur que je mets à désirer que le Roi fasse ici de bonnes affaires doit être agréable à un ministre qui depuis qu'il est en place, n'est occupé qu'à les lui rendre meilleures. Quant à moi, Monsieur, j'ose encore vous presser d'envoyer le plus promptement de l'argent. Je ne sais pas comment on peut répondre de la discipline d'une troupe qui aura tous les besoins, si elle n'a pas l'argent nécessaire pour se les procurer, ce qui arrivera à l'époque du mois de janvier.

Folio 157 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général près West-Point le 16 septembre 1780.

Monsieur,

À mon arrivée ici, j'ai trouvé une scène bien désagréable : une conspiration de la plus dangereuse conséquence a été découverte par un heureux accident. Elle avait pour objet de livrer ce poste. Le général Arnold a souillé sa propre gloire par la plus noire trahison, il s'est échappé à l'ennemi. Cet événement m'occasionne beaucoup de regrets et de mortification, mais il y a des traîtres dans tous les pays, et dans une révolution de cette nature, il peut paraître étonnant que le catalogue en est si petit qu'il n'en a paru jusqu'à présent que fort peu. La situation de l'armée me rend ici la présence du général Heath nécessaire. Je lui ai écrit à ce sujet. J'espère que son départ ne sera d'aucun inconvénient à Votre Excellence.

Folio 58 — DE M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Robertson's House près West-Point le 16 septembre 1780.

Informations diverses.

Folio 159 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du quartier général de Princeton, le 10 octobre 1780.

Monsieur,

J'ai reçu les lettres de Votre Excellence du 25 et du 30 septembre. Je vous suis très obligé des différents avis que vous me communiquez. Nous regrettons que cette campagne n'ait produit aucun avantage important comme nous avions raison de le désirer, mais il faut espérer de plus grands succès pour la prochaine. L'opération des Espagnols dans la Floride sera une diversion utile aux États du Sud si elle est suivie vigoureusement ; mais j'avoue que pendant que l'ennemi a une supériorité navale en Amérique, je n'ai pas l'opinion d'aucune entreprise qui exige la supériorité

sur mer J'approuve fort que vous ayez retenu le regiment de Greeno et je vous prie de le garder aussi longtemps qu'il pourra vous être necessaire.

Votre Excellence a entendu parler de l'exécution de major André les circonstances dans lesquelles il a été pris la justifient et exigeaient politiquement ce sacrifice. Mais comme il était plus malheureux que criminel et qu'il y avait beaucoup de choses intéressantes dans son caractère pendant que nous cédions à la nécessité de la vigueur nous n'avons pas pu nous empêcher de le pleurer

J'ai détaché deux divisions de West-Point et j'ai rapproché le reste de ce poste à une plus grande distance de l'ennemi.

Folio 59 — DU MÊME AU MÊME.

Du quartier général de Prackross le 12 octobre 1780.

Folio 160. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du quartier général de Prackross le 14 octobre 1780.

Folio 160 — DU MÊME AU MÊME

Du 18 octobre 1780

Folio 61 — DU MÊME AU MÊME

Du 24 octobre 1780.

[Les deux lettres précédentes et celle-ci ont pour objet divers renseignements, en particulier sur les mouvements des Anglais à New-York]

Folio 162 — DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 23 octobre 1780

Monsieur,

La frégate attend depuis le 16 un vent de nord et frais qui n'arrive pas. La personne et les paquets sont tout prêts depuis le 14. Je ne doute pas que l'embarquement de New-York dont votre Excellence fait mention dans sa lettre du 18 n'ait sa destination au Sud, ce qui y a de sûr, c'est que si elle vient à nous, elle joue avec nous à colin-maillard, car on en est depuis quatre jours à se mettre le doigt dans l'œil.

Folio 62. — DU MÊME AU MÊME

Newport le 29 octobre 1780.

Monsieur,

Nos frégates et la personne que vous savez sont parties hier au soir par un très fort vent du nord-est. Dieu veuille la conduire et qu'elle arrive à bon port. Je crois que la flotte anglaise, qui était devant nous, aura retourné sur Sandy-Hook.

Folio 162. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 27 octobre 1780.

Monsieur,

J'envoie à Votre Excellence un plan de notre position qui est assez bien dessiné. La flotte anglaise nous est venue voir aujourd'hui, et nous voyons treize voiles carrées mouillées entre Block-Island et la pointe de Judith. Je pense qu'au premier vent du nord elle rentrera à Gardner's Bay. Notre amiral attend un vent de nord-est frais pour faire sortir, qui vous savez. Voilà un trop beau temps et qui me fait rien de la peine par cette raison.

Folio 163. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du quartier général de Packness le 4 novembre 1780.

Monsieur,

J'ai reçu les lettres de Votre Excellence du 23, du 27 et 29. Je suis heureux d'apprendre que votre frégate et nos amis sont partis, et je fais les vœux les plus sincères pour leur arrivée à bon port.

Folio 163. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 10 novembre 1780.

Monsieur,

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 4 de ce mois, nous n'avons point de nouvelles de nos frégates, ce qui est bon signe. Arbutnot est donc dans la baie de Gardner, il s'y prépare, à ce qu'on croit, à y passer l'hiver. Hier et avant hier un vaisseau de ligne et une frégate sont venus patrouiller et ont retourné à la pointe de Judith.

Folio 164 DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport, le 20 novembre 1781.

Monsieur

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence du retour à Boston de deux de nos frégates. Elles ont laissé *l'Amazone* et notre courrier le 30 au soir à cent lieues d'ici vent arrière après avoir été chassées vainement par un vaisseau de ligne et une frégate croiseuse, et lui avoir pris à sa barbe le vaisseau de transport dont je vous ai fait mention.

Nous avons nouvelle par Boston que le bâtiment américain porteur de nos premières dépêches est parti le 13 pour Versailles, c'est par le retour d'un bâtiment appartenant aux mêmes armateurs que nous savons cette nouvelle . .

Folio 64 - DU MÊME AU MÊME

Newport, le 24 novembre 1781

Indiquons sa sa importance

Folio 65 DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M LE PRINCE DE MONTEBARY

Monsieur,

Cette lettre part avec M. Mayer, neveu de M. Gerard qui vous portera le triplicata de toutes mes dépêches dont mon fils a porté le duplicata. Depuis son départ il ne s'est rien passé d'intéressant. Rodney est parti avec six vaisseaux et en a laissé quatre à Arbuthnot qui a par ce moyen treize gros vaisseaux non compris les vaisseaux de 50. On dit qu'il va rentrer à New-York de sa personne, et qu'il laisse Graves dans la baie de Gardner, à la pointe de Long Island, pour continuer à nous observer.

Le major Fergusson a été complètement battu au Sud par un détachement de milices qui lui ont pris ou tué 1,200 hommes. Cornwallis se retire, très malade de sa personne, en litière, à Charlestown et son armée à Cambden. Voilà une revanche complète de la malheureuse affaire de Gates. Le détachement de 3 000 hommes de New-York a descendu à l'entrée de la baie de Chesapeake à Portsmouth, dans la rivière d'Élisabeth, province de la princesse Anne. Il a l'air de s'y établir pour en tirer des provisions, et n'est pas en état de faire de grands progrès dans le pays si n'est pas renforcé. Tous les États montrent beaucoup d'ardeur à préparer une

armée solide pour le printemps prochain, et ont déjà passé la résolution de ne plus engager que pour trois ans ou au moins pour la guerre. Si le Roi, comme ils l'espèrent, veut les secourir puissamment en troupes, en marine et en argent, je les vois résolus à faire de grands efforts au printemps. Les lettres ci-jointes que j'ai écrites au général Washington vous feront part de notre établissement au quartier d'hiver. Au nom de Dieu, Monsieur, pressez M. Necker pour un envoi le plus prompt d'argent. Nous allons en manquer au 15 janvier et ce sera beaucoup si nous pouvons pousser le prêt jusqu'à cette époque. Il ne faut pas compter sur le papier des États qui est sans crédit. Nos lettres de change perdent horriblement et nous faisons avec le plus grand ordre et la plus grande économie dans l'armée faute d'argent des affaires d'enfants de famille.

De 6 décembre

On a intercepté une lettre du brigadier Lesley qui commande à Portsmouth en Virginie le détachement de 3,000 hommes, il écrit au lord Cornwallis qu'il attend ses ordres pour le chemin qu'il a à faire pour se joindre à lui. Ce dernier s'étant retiré sur Camblen après la défaite de Fergusson le premier va probablement se rembarquer pour joindre Cornwallis dans la Caroline ou pour revenir à New-York, et la campagne des Anglais dans le Sud paraît actuellement manquée. Le général Washington a fait rentrer son armée en quartier d'hiver, elle va diminuer de moitié par le renvoi de tous les gens engagés pour six mois, constitution militaire insoutenable et dont les États vont se corriger. Le gros de son armée reste à West-Point, sa personne à New-Windsor un corps détaché à Moristown dans les Jerseys. Il est constant que Rodney est parti de New-York le 20 novembre, les uns disent avec six vaisseaux, d'autres avec dix, ce qu'il y a de sûr c'est que nous ne voyons plus dans la baie de Gardner que sept gros vaisseaux et deux qui croisent, non compris ceux de 30

Folio 166. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 3 décembre 760

Monsieur,

J'ai reçu du commandant de Saint-Domingue la lettre en chiffres dont je joins ici la traduction. L'expédition de Pensacola doit être faite ou manquée et je n'imagine pas que Rodney ait mis à la voile pour aller de ce côté-là. Je crois plutôt qu'il a été aux Antilles. Il est fâcheux que les Espagnols soient aussi fort attaqués par les maladies et qu'ils n'aient pu faire de la Havane qu'un aussi médiocre armement

Folio 16- — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
À M. DE RENAUD, COMMANDANT À SAINT DOMINGUE

De Saint-pierre le 10 décembre 1780

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, du 19 novembre avec le duplicata de celle du 25 octobre dont je n'ai pas reçu la première. Rodney est reparti pour les Antilles le 20 du mois dernier avec la même escadre qu'il avait amenée, il n'a gagné au voyage qu'à fait ici que d'avoir évité l'ouragan qui a désolé les Antilles. Washington et sa petite armée sont entrés dans leurs quartiers. Arbuthnot et Graves sont toujours à nous observer, mouillés dans la baie de Gardner, pointe de Long-Island. Les affaires du Sud ont pris une bonne tournure. Fergusson avec un corps de 1,150 hommes, à l'avant-garde du lord Cornwallis, a été entièrement défait par un corps rassemblée de différentes milices, commandées par cinq ou six colons, qui les ont tous pris, tués ou blessés. Lord Cornwallis a été obligé de se retirer à Camden, et sa personne malade à Charlestown. Un détachement de New-York de 2,500 hommes qui avait atterri en Virginie à Portsmouth, et qui devait se joindre à lord Cornwallis, va probablement se rembarquer pour le rejoindre dans un point plus reculé, et la campagne des Anglais me paraît également rompue dans cette partie. Je vous embrasse, mon cher Renaud etc.

P. S. — Si vous avez des nouvelles de France donnez-nous-en, n'ayant pas reçu d'autres lettres depuis notre départ que celles de la *Genève* qui étaient du 17 mai. Mes compliments aux officiers de Gâtinais de mon ancienne connaissance. J'ai reçu à Brest avant mon départ une lettre du lieutenant-colonel que j'ai envoyée au ministre, avec une vive sollicitation pour leur accorder la demande de prendre le nom de Royal-Auvergne, comme ils le désirent.

Folio 16B — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBARY

Saint-pierre le 18 décembre 1780

Monsieur

Je partis d'ici le 22 pour aller voir Boston et M. Hancock laissant ici le chevalier de Ternay avec une petite fièvre qui m'annonçait rien de fâcheux. Je reçus le 16 au matin un courrier du baron de Voméril qui m'annonçait sa mort du 15 au matin. Je repartis sur-le-champ et fus de retour ici hier au soir. Le Roi a perdu un bonhomme, un brave et bon marin que je regrette de tout mon cœur pour le

bien du service de Sa Majesté. La vivacité de son sang dans les moments critiques de cette campagne a causé sa mort. Il est impossible d'y avoir apporté plus de zèle et d'avoir donné un meilleur exemple. M. Destouches, qui le remplace dans le commandement, est un fort bon officier, fort considéré dans son corps et avec lequel je suis persuadé que nous perpétuerons l'union qui subsiste entre les deux corps pour le service du maître commun.

M. Mayer, porteur de cette nouvelle dépêche, n'a pas pu encore partir depuis le 30 du mois dernier, les vents n'ayant pas été assez frais pour hasarder sa sortie. Depuis cette époque, les nouvelles du Sud continuent à être très bonnes. Le brigadier Lesley s'est embarqué de Portsmouth en Virginie, pour aller à ce qu'on croit dans le Sud rejoindre Cornwallis, dont l'armée s'est retirée en fort mauvais ordre après la défaite de Fergusson, et accablée de maladies dont le général lui-même est violemment attaqué. Notre petite armée navale et terrestre jouit le meilleur air et de la meilleure santé nous nous procurons des subsistances en tout genre à un prix assez cher mais ce qu'il y a de plus c'est que l'argent est prêt à nous manquer, et qu'avec tout l'ordre, toute la discipline et toute l'économie, nous allons être forcés à faire des affaires d'enfants de famille.

Les Américains travaillent à faire de grands efforts pour former une armée au général Washington pour la campagne prochaine, dans l'espérance où ils sont de voir arriver ici, à la petite pointe des herbes, de grands moyens en argent, en vaisseaux et en troupes, de leur illustre allié.

Folio 149 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport, le 3 décembre 80

Monsieur,

Votre Excellence aura appris par une lettre du baron de Viomenil la perte que nous avons faite du chevalier de Ternay. Je l'avais laissé sans fièvre le jour de mon départ pour Boston et je vous avoue que j'ai été cruellement surpris d'y apprendre sa mort à la suite d'une maladie aussi courte et qui a tourné aussi tragiquement. C'est une perte cruelle pour notre service, c'était un très brave homme un très honnête homme et un excellent marin que je regrette infiniment. Il est remplacé par M. Destouches, brigadier des armées navales, homme de mérite et estimé dans son corps.

Folio 176 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE BOUILLE  
GOUVERNEUR DE LA MARTINIQUE.

De Newport, le 19 décembre 1780.

Je reçois, mon cher Marquis, votre lettre du 17 octobre, vous devez avoir reçu les miennes du 19 octobre que j'ai fait partir par plusieurs bâtimens. Rodney nous a quittés depuis un mois, emmenant dix vaisseaux et laissant Graves et Arbuthnot ici, vis-à-vis de nous, dans la baie de Gardner, avec neuf vaisseaux de ligne et trois de 50. Il est sûrement allé aux Antilles, et j'espère qu'il ne tardera pas à vous arriver des flottes de France capables de leur en imposer. Rodney n'a eu d'avantage de ce côté-ci que celui d'avoir évité le fameux ouragan qui vous a fait tant de mal. Nous venons de perdre le pauvre chevalier de Ternay, que je regrette infiniment; c'était un honnête homme, un brave et bon marin. Il est remplacé par M. Destouches, brigadier des armées navales, homme de mérite et estimé de son corps.

La défaite de Fergusson, qui faisait l'avantage de Cornwallis dans le Sud, par cinq ou six détachemens de milices, est un de ces coups de la Providence qui a sauvé ces États d'une attaque combinée qui aurait pu faire beaucoup de mal. Le brigadier général Lesley était débarqué en Virginie avec 2,500 hommes détachés de New-York. Il devait se joindre au lord Cornwallis et attendait ses ordres par une lettre de lui qu'on a interceptée. Cornwallis, après la défaite de Fergusson, ayant été obligé de se replier sur Camdden, Lesley s'est embarqué pour aller au Sud faire une jonction plus tardive. Le général Greene, qui va relever Gates dans le commandement de l'armée du Sud, est un homme actif et dont les talens font présager que cette campagne d'hiver dans le Sud aura une bonne fin.

Nous n'avons pas encore eu de nouvelles de France, depuis notre départ, que par l'arrivée de la *Gentille* et de M. de Chouy, qui nous a apporté des lettres du 1<sup>er</sup> de mai, veille de notre départ de Brest.

Je vous embrasse mon cher Marquis, etc.

Folio 17 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE DUC DE LAUREN

De Newport, le 22 décembre 1780.

Je reçois, mon cher Duc, vos deux lettres du 16 et du 21 de ce mois. Je suis fâché de la desertion de votre patrouille et vous avez pris les meilleures précautions pour obvier à la mauvaise surtout celle de ne pas vous emparer davantage de recrues de deserteurs bessois dont vous savez que je n'ai jamais eu bonne opinion.



Folio 171 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 2 novembre 1780.

Informations sans intérêt.

Folio 172 - DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du quartier général de Prackness, le 14 novembre 1780.

Mouvements de la marine anglaise.

Folio 172 DU MÊME AU MÊME

Du 16 novembre 1780.

Monsieur

La lettre de Votre Excellence, du 10, ne m'est parvenue qu'hier. J'ai le plus grand plaisir à apprendre que vos troupes ont pris leurs quartiers d'une manière aussi agréable pour elles et pour les habitants.

Je serai très aise de recevoir à mon quartier le chevalier de Chatellux, le comte de Custine, le marquis de Laval et le comte des Deux-Ponts. Je tâcherai de leur rendre agréable le temps qu'ils passeront à mon armée, et quand ils voudront aller à Philadelphie ils sont bien sûrs d'avoir cette permission que vous avez l'honnêteté de faire dépendre de moi.

Folio 173 DU MÊME AU MÊME

Du quartier général de Passaic-Park le 27 novembre 1780.

Monsieur

Je suis très obligé à Votre Excellence des particularités intéressantes qu'elle m'a communiquées dans ses lettres du 18 et du 20. Nous pouvons espérer à présent que notre convoi précieux et les choses importantes dont il est chargé arriveront à bon port.

Folio 174 DU MÊME AU MÊME.

Au quartier général de Windsor, le 10 décembre 1780.

Monsieur

J'ai reçu les lettres de Votre Excellence des 14, 16, 24 et 27 novembre et du 1<sup>er</sup> de ce mois. Pour me justifier d'avoir laissé tant de lettres sans réponses, je puis vous assurer que mon temps a été bien employé, depuis que j'ai quitté mon camp près Passaic-Park en visitant les quartiers d'hiver de l'armée entre Morriston et cette place.

50

IMPRIMERIE NATIONALE

J'ai éprouvé la plus grande satisfaction dans la visite que j'ai reçue du chevalier de Chateloux, du comte de Noailles, du comte de Damas, du comte de Custine et du marquis de Laval. J'ai seulement regret que leur séjour ait été si court. J'ai manqué de voir le comte des Deux-Ponts, qui venait de quitter mon quartier général étant en chemin pour Philadelphie avant que j'y arrive. J'espère m'en domnager à son retour.

Je prends l'occasion de vous envoyer celle-ci par le colonel Fleury, qui retourne à votre armée. J'ai été fort heureux de revoir cet aimable et bon officier dont j'ai éprouvé les services en beaucoup d'occasions.

Folio 75. DU MÊME AU MÊME

New-Windsor le 13 décembre 1780

Monsieur

J'informe Votre Excellence que j'ai reçu nouvelle de New-York qu'un autre embarquement se prépare dans cette place. Le détachement est de 2 500 hommes et doit être commandé par les généraux Knyphansen et Phillips. La destination n'est pas encore publiquement connue, mais supposée pour être au Sud. Cette information ne me vient pas par un canal très sûr. Dès que j'en aurai la confirmation par quelque meilleur autorité, je ne manquerai pas de la communiquer à Votre Excellence.

[Les lettres transcrites au manuscrit entre le folio 176 et le folio 235 se rapportent aux opérations tentées vers la baie de Chesapeake. Washington s'autorisa plus tard de l'avis ouvert par lui dans la lettre qui suit pour décliner la responsabilité du peu de succès dont furent suivies les deux entreprises faites de ce côté par Destouches. On se rappelle que Rochambeau se plut à étouffer les petites récriminations du général à ce sujet mais que Washington n'abandonna pas le système, commode pour lui, de mettre ses prévisions à l'abri après l'échec de nos vaisseaux.]

Folio 175. DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
ET À L'AMIRAL.

De New-Windsor le 15 décembre 1780

Messieurs

Depuis deux jours, j'ai eu l'honneur d'informer Son Exc. le comte de Rochambeau que sir Henry Clinton faisait un autre embarquement, ce qui est confirmé

dépasser par de nouveaux avis, mais je n'en ai reçu encore aucun qui fixe avec certitude le nombre des régiments ou corps qui y sont destinés, quoique tous conviennent que ce détachement est destiné à renforcer le lord Cornwallis et qu'il doit être de 2,500 hommes, et que c'est l'intention de le pousser très hardi aux opérations au Sud de la plus vigoureuse manière. On a reçu dernièrement à New-York des ordres du cabinet de Londres à ce sujet et l'avis que pour cet effet un renforcement puissant va leur être envoyé avec toute la diligence possible.

Quand on considère combien il est essentiel à l'indépendance des États-Unis et combien il importe à l'intérêt de leurs alliés que l'ennemi commun soit obligé d'abandonner ses conquêtes dans la Caroline du Sud et la Géorgie, je crois que Vos Excellences conviendront avec moi qu'il n'y a pas de moyens qu'il ne faille employer pour essayer de les en déloger dans le cours de l'hiver ou au printemps.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails de la situation de nos affaires dans le Sud. Vos Excellences connaissent que de la grande perte que nous avons faite d'artillerie et de munitions à Charlestown et de la défaite de notre armée près de Camden, nous ne pouvons seulement espérer que de rassembler une force de nouvelle levée capable de restreindre l'ennemi dans ses conquêtes dans la Caroline du Nord, et que, pour entreprendre de réduire Charlestown, supposé que nousussions amené d'hommes à cet effet, c'est une chose impraticable tant que toute l'artillerie et toutes les munitions propres pour un siège devront être transportées d'ici par terre.

Je suis informé par M. le marquis de la Fayette qui est encore à Philadelphie, qu'un vaisseau vient d'arriver de Lorient, qui a quitté ce port vers le milieu d'octobre, mais il ne fait aucune mention de la seconde division de terre ou de mer attendue en Amérique pour renforcer vos armées, ce qui me conduit à croire que cet événement si désiré est plus éloigné qu'il ne serait à souhaiter dans les circonstances où nous nous trouvons.

Une nouvelle qui m'a été communiquée en confidence par le chevalier de la Luzerne a tourné mon attention vers un nouvel objet et m'a donné des idées d'un plan qui, s'il peut être agréé par les parties nécessaires à son exécution, peut être suivi des plus solides avantages. La communication du chevalier de la Luzerne est que la cour d'Espagne a deux expéditions en vue contre les établissements anglais dans la Floride. Pensacola et Saint-Augustin. Le premier, consistant en 4,000 hommes escortés par huit vaisseaux de guerre, a mis à la voile de la Havane le 14 octobre. La force destinée contre le second est de douze vaisseaux de ligne, outre des frégates et gabotes à bordes et 10 000 hommes, ceux-ci doivent partir de la Havane dans le présent mois.

Le plan dont je suis occupé et que je voudrais soumettre à vos considérations

aurez l'avantage de combiner vos forces avec celles d'Espagne pour le dessein de soumettre totalement l'ennemi commun, non seulement dans les Florides, mais dans la Caroline et la Géorgie.

Je ne puis pas entrer dans ce moment dans le détail de ces affaires. Mes idées générales sont qu'on pourrait requérir l'amiral et le général des forces espagnoles, et par eux le gouverneur de la Havane, s'ils ne se trouvent pas eux-mêmes assez autorisés pour accéder à ce dessein, d'agir avec nous conjointement ou par diversion pour le dessein ci-dessus mentionné. En cas qu'ils y accèdent, ils doivent envoyer leurs flottes après qu'ils auront débarqué leurs troupes à Saint Augustin ou à quelque autre point pour faire une jonction avec l'escadre de Sa Majesté Très Chrétienne à Rhode-Island et prendre sous leur corvaie les troupes françaises et américaines destinées pour l'expédition contre Charlestown. Les premières de ces troupes s'embarqueraient à Newport, les secondes à Philadelphie. Je pourrais tirer de cette armée aux environs de 2,000 hommes au moins. Le comte de Rochambeau pourrait, à ce que j'espère, en amener le double, en laissant quelques infirmes avec des indiens du pays en suffisante quantité pour assurer vos dépôts d'hôpital et de provisions, si vous voulez les laisser derrière vous. Les corps et troupes se rassembleront sous les ordres du général Greene, en conjonction avec ce que les Espagnols pourront fournir dans la manière ci-dessus mentionnée. Toutes ces différentes troupes formeront une armée qui sera irrémédiable à tout ce que les Anglois pourraient y opposer et capable d'effectuer les choses les plus avantageuses aux puissances alliées.

Il n'est pas nécessaire de remarquer que la base de ce plan porte sur une supériorité maritime décidée, et que la flotte combinée doit opérer ensemble jusqu'à la fin de l'entreprise ou jusqu'à ce qu'elle soit abandonnée d'un consentement général. Je regarde ce point de supériorité maritime comme si essentiel que je soumette à vos jugements si vous devez faire à ce sujet une pareille réquisition au commandant des forces navales de Sa Majesté Très Chrétienne aux Indes de l'Ouest.

Je me flâte que Vos Excellences voudront bien regarder ces propositions dans le point de vue de toutes leurs conséquences, et franchement les approuver ou les rejeter, comme il vous paraîtra le plus convenable. En les faisant je n'ai eu vue que le bien général et n'en voudrais voir l'exécution qu'autant qu'elles seraient estimées convenables aux intérêts des puissances qui nous secourent si généreusement.

Je suis, avec le respect dû à l'avantage des États Unis,

Si ce plan peut rencontrer l'approbation de Vos Excellences je requiers le chevalier de Ternay de dépêcher une frégate, s'il peut en distraire une, avec la substance de ces propositions aux généraux de Sa Majesté Catholique.

Je tâcherai de faire passer de Philadelphie des duplicata et triplicata. Si vous l'approuvez, il n'y a point de temps à perdre pour en procurer une réponse. Je pense qu'un mois après l'avoir reçue je serai prêt à embarquer les troupes à Philadelphie si l'état de la rivière de la Delaware y permet ce transport. Je ne puis pas finir cette lettre sans faire mention d'un argument qui, dans mon opinion, peut induire les Espagnols à accepter nos propositions. Les forces que les Anglais ont en Caroline et en Géorgie sont si supérieures aux Américains qu'ils peuvent sans risque laisser de faibles garnisons à Charlestown et à Savannah, et jeter de tels renforts à Saint-Augustin, qui est une très forte place qui, probablement, ferait manquer leurs entreprises et, en cas qu'ils se trouveraient obligés de se retirer de l'une de ces colonies, je pense qu'ils aimeraient mieux abandonner les Florides et conserver nos colonies du Sud, pour en faire la base d'un traité de paix et les dédommager des vastes trésors d'argent et de sang qu'ils ont employés pour les conquérir.

Les Espagnols doivent d'ailleurs réfléchir que tant que les Anglais seront en possession de la Géorgie et de la Caroline du Sud, leur prise de possession de la Floride sera précaire et très dispendieuse.

Folio 178. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Newport, le 22 décembre 1780.

Monsieur

J'ai reçu la lettre dont Votre Excellence m'a honoré du 15 de ce mois, qui m'était adressée ainsi qu'au pauvre chevalier de Ternay dont vous avez dû apprécier le sort et que vous aurez, ainsi que moi, sincèrement regretté.

Depuis l'époque où Votre Excellence m'a écrit elle doit avoir reçu plusieurs lettres, tant par les nouvelles que je lui ai fait passer de Boston que par celles qui doivent lui être arrivées de Philadelphie, confirmatives des mêmes nouvelles qui paraissent changer beaucoup l'état où étaient les affaires au moment où Votre Excellence m'a écrit : 1° le changement de notre ministère de la marine, son remplacement par M. le marquis de Castries, un de nos meilleurs lieutenants généraux et des plus nerveux nous annonce indubitablement l'envoi d'une frégate qui nous apportera probablement un plan d'opérations et la certitude d'être puissamment secourus, 2° le rapport unanime qu'il se prépare à Brest un grand armement de vaisseaux de guerre, de trunks transports et de trois flûtes chargés de provisions pour ce pays-ci, 3° la nouvelle qui paraît également certaine, venant par voies différentes, que le roi d'Espagne a donné le commandement de ses armées de terre et de mer à M. le comte d'Estaing, qu'il s'est embarqué sur le *Terrible*, et qui, doit

faire voile de Cadix avec ses vaisseaux. Je présume que c'est pour aller aux Indes occidentales prendre le commandement général de deux nations.

Vu l'état actuel des affaires, Votre Excellence observera sans que moi qu'il serait prudent de ne point former de ce côté-ci de plan partial, qui dérangerait rien à celui que Votre Excellence a arrêté à Hartford et auquel je crois que notre ministère donnera toute préférence. Je vois d'ailleurs un grand inconvénient à envoyer d'ici, une frégate porter une réquisition du notre part à la flotte espagnole de venir se joindre à nous pour nous débouquer et nous convoyer dans la Caroline du Sud dans le dessein d'y agir conjointement avec eux. Il ne m'appartient pas d'approfondir jusqu'à quel point l'Espagne est liée avec les États-Unis de l'Amérique, mais ce que j'ose proposer à Votre Excellence, c'est que M. de Solano ayant reçu des ordres de sa cour pour le plan de ses opérations, soit sur Pensacola, soit sur Saint-Augustin, ce général ne se dérangera pas d'une seule minute dans le cours de ces deux expéditions pour venir nous chercher, et que, d'ici à six semaines environ, nous aurons certainement reçu des nouvelles de France et un projet de plan et des renforts pour la campagne prochaine. Quant au chevalier de Monted, qui commande actuellement la petite flotte française aux Indes occidentales j'ai nouvelle du gouverneur de Saint-Domingue, du 11 novembre, dont je joins ici la copie déchiffrée qu'il croise avec cinq vaisseaux aux abords du Cap et qu'il en a envoyé quatre à la Martinique. Votre Excellence jugera facilement que, dans cette position de défense surtout après le retour de Rodney dans les Antilles, il ne peut songer qu'à leur sûreté, en attendant des plus grandes forces de France, et que nous ne pouvons compter en rien sur lui. Ce sont là les réflexions que j'ose présenter à Votre Excellence d'après ce que j'apprends, sur le plan qu'elle nous a adressé, à quoi il convient d'ajouter que la nouvelle de l'embarquement de 2,500 hommes à New-York paraît positive mais que sa destination au Sud ne paraît pas tout-à-fait sûre, puisque d'après la nouvelle que je viens d'avoir par des points bien connus de substances qui arrivent du Sud, le bruit y est public qu'il a passé plusieurs transports chargés de troupes par Hell-Gate qui projettent une expédition dans le Connecticut que le gouverneur Trumbull mande au duc de Lamm qu'Arnold est sorti de New-York avec trois ou quatre régiments, et qu'il marche sur West-Chester. Je crains que ceci ne fâche toute l'attention de Votre Excellence et il me paraît difficile que les Anglais puissent en même temps fournir à une nouvelle expédition pour le Sud. Je soumets comme de raison toutes ces réflexions à l'appréciation de Votre Excellence et je laisse la plume à M. le chevalier Destouches qui lui rendra son opinion sur les choses qui concernent la marine.

Folio 180. -- DU MÊME AU MÊME.

Newport, le 25 décembre 1780.

Vous ne pouvez pas parvenir à trouver le vent frais et favorable pour faire partir M. Mayer neveu de M. Gérard avec le duplicata des dépêches dont mon fils a été porteur. Il y a trois semaines qu'il est en rade, ces mêmes vents doivent être favorables pour nous apporter des nouvelles de France, qu'il n'est pas possible que nous n'ayons d'ici à un mois.

Folio 81. -- DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New Windsor, le 23 décembre 1780.

Le baron de Vioménil m'a appris la mort prompte du chevalier de Ternay. C'est une perte que je regrette infiniment. Elle sera moins fâcheuse d'autant plus que le baron m'informe que le chevalier Destouches, qui le remplace, est un officier d'une réputation éprouvée.

Si le voyage de Votre Excellence à Boston a été pour nous juger, il eût été fort heureux pour nous que vous eussiez trouvé peu de traces d'ouvrages faits à la hâte par des soldats sans expérience et qui, restant debout, ne servent qu'à prouver notre ignorance dans ces premiers temps.

Folio 82. -- DU MÊME AU MÊME.

De New Windsor, le 3 janvier 1781.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 19 décembre depuis ma dernière du 23. J'ai reçu information, par un canal sur lequel je compte, que le détachement qui est parti de New-York le 20 du mois dernier consiste aux environs de 1,600 hommes et était principalement composé de détachements de différents régiments anglais, provinciaux et hessois. Le corps des chasseurs de la Reine est le seul entier. Arnold est le commandant. Il y a peu de doute qu'il ne soit allé au Sud.

J'ai reçu une lettre du résident espagnol à Philadelphie datée du 26 décembre dont l'extrait est ci. Il est arrivé hier de la Havane un vaisseau avec des lettres du gouverneur de cette place qui nous apprend la désagréable nouvelle que les vaisseaux de guerre qui avaient mis à la voile pour Pensacola sont rentrés en fort mauvais

état à la suite de l'ouragan du 18 décembre, que des transports, vingt-trois sont arrivés à Campêche avec 1,600 hommes et qu'on ne sait pas encore ce qu'est devenu le reste au nombre de quarante et un, mais que l'on travaille avec la plus grande activité pour reprendre cette expédition, et que quoique l'expédition contre Saint-Augustin ne soit pas abandonnée, il est probable que cet accident la retardera beaucoup.

Je suis en peine de savoir l'opinion de Vos Excellences sur le plan proposé dans ma lettre du 5 adressée conjointement à vous et au chevalier de Ternay. Si vous l'agréiez, le délai de cette expédition des Florides nous donnera plus de temps pour le communiquer au gouverneur de la Havane et aux commandants espagnols.

Ayant congédié toutes les nouvelles levées qui n'étaient engagées que jusqu'à la fin de décembre, je me trouve obligé de rappeler tous les détachements des troupes continentales, c'est pourquoi j'ai mandé au colonel Greene, dont le régiment doit être incorporé dans l'autre de cet État, de venir rejoindre l'armée. Je souhaite à Votre Excellence beaucoup d'années heureuses et je suis, etc.

Folio 183. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 1<sup>er</sup> janvier 1781

Folio 183. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GOUVERNEUR THURMALL

Newport le 1<sup>er</sup> janvier 78

Folio 85. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTEBATT

De Newport le 2 janvier 1781

Monsieur

Je profite de l'occasion d'un petit bâtiment qui part de Boston pour Cadix, pour avoir l'honneur de vous mander par trocicats le mort du pauvre chevalier de Ternay, que je regrette infiniment. J'espère continuer avec M. Destouches la même harmonie qui règne entre nos deux corps. Les nouvelles du Sud continuent à être bonnes. L'armée de Cornwallis est désolée par les maladies et par les milices, qui interrompent ses communications et qui ont toujours quelques petits avantages. L'état de cette armée occasionne, je crois, un nouvel embarquement qui se fait à New-



York de 3 000 hommes aux ordres, dit-on de M. de Knyphausen et d'Arnold. Les Anglais disent qu'ils attendent de grands renforts d'Europe. Nous sommes, Monsieur, dans la même espérance et j'attends de vos nouvelles avec la plus grande impatience, n'ayant reçu aucune lettre depuis l'arrivée de M. de Choisy qui m'en a apporté du 1<sup>er</sup> de mai. Nous sommes aux expédients les plus onéreux pour avoir de l'argent pour assurer le prêt du soldat.

Le crédit de la France sera perdu, dans ce pays-ci, au moment où la caisse sera absolument vide. La marine est dans la même crise. Toutes les opérations de papier sont ruineuses : celui de France est à 25 p. 0/0 de perte.

Du 10 janvier

Depuis la lettre du 2 de ce mois que j'ai eu l'honneur de vous écrire j'apprends par une lettre du général Washington qu'Arnold est parti de New-York pour le Sud avec 1 600 hommes au lieu de 3,000 que je vous avais mandé ci-devant. Il paraît que ce dernier détachement est occasionné par les différents échecs que reçoit en détail l'armée anglaise dans le Sud. Le lord Cornwallis est toujours malade. On ne peut de nouvelles que le détachement de New-York y soit encore arrive.

F. des 186 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 10 janvier 1786

Monsieur

Je reçois la lettre dont Votre Excellence m'a honoré du 3 de janvier. Je suis bien étonné qu'elle n'ait pas encore reçu celle que j'ai eu l'honneur de lui écrire le 22 de décembre en réponse à sa lettre du 16 du même mois, ce qui vient certainement de l'inexactitude des postes d'Hartford. Je crois que Votre Excellence jugera mieux que moi qu'après l'accident que l'ouragan a occasionné à la flotte espagnole et ces ordres qu'ils paraissent avoir de leur côté au faire les expéditions de Pensacola et de Saint-Augustin, nous ne devons pas nous flatter qu'ils s'écartent de ces deux objets qui leur sont prescrits, pour venir nous chercher ici. Je pense donc, puisque Votre Excellence me demande mon opinion, qu'il convient d'attendre des nouvelles et des renforts de France, avec un plan formé entre nos deux différentes puissances alliées, pour la campagne prochaine, et que la frégate que l'on pourrait envoyer d'ici pour proposer aux Espagnols de venir nous desouquer n'aurait pas d'eux une audience favorable, et ne les dérangerait point du plan qui leur a été fixé par leur cour au lieu que dès que nous aurons reçu des nouvelles de France, avec un plan que

je suppose être combiné avec l'Espagne, alors nous travaillerons à coup sûr et nous ferons tous nos préparatifs en conséquence. J'exposais dans la même lettre à Votre Excellence combien peu nous pouvons compter sur M. de Montsû, puisque, par les dernières nouvelles que j'ai du gouverneur de Saint-Domingue, il a été obligé d'envoyer quatre vaisseaux à la Martinique et d'en garder cinq au Cap, que dans cette position, il est obligé de se tenir sur la défensive, ainsi que nous, surtout depuis le retour de Rodney aux Antilles.

Il y a déjà près d'un mois que le régiment du colonel Greene est parti de cette île. Ignorez ce qui le retient dans le continent et je supplie Votre Excellence d'être bien persuadée que je lui remis sur-le-champ les ordres de Votre Excellence pour son départ dans le commencement de décembre aussitôt que j'en eus reçus. Je n'ai pas osé, dans ma dernière lettre, faire des compliments à Votre Excellence sur la nouvelle année, ne sachant point si c'était l'usage dans ce pays-ci mais je la supplie d'être bien persuadée que mes souhaits sont bien sincères pour sa gloire, pour son bonheur et pour le succès de ses armes.

Folio 187. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE.

De Newport, le 12 janvier 1781.

Sur les embarras provenant du papier-monnaie et sur la nécessité d'avoir de la monnaie d'argent.]

Folio 188. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New Windsor, le 8 janvier 1781.

Monsieur,

J'ai reçu les lettres de Votre Excellence du 22 et du 25 décembre et 1.<sup>re</sup> de ce mois. Les raisons données par Votre Excellence pour décliner dans ce moment-ci l'entreprise que j'avais pris la liberté de soumettre à sa considération sont très puissantes mais la représentation faite par le chevalier Destouches sur l'impossibilité de mettre son escadre à la mer, faute de vivres, de pain et d'argent, rend cette mesure impraticable, quand il n'y aurait pas eu d'autres empêchements.

Les fondements sur lesquels Votre Excellence a refusé de détacher un seul régiment à New-Haven sont très militaires. J'aurais bien désiré d'avoir plus d'ensemble dans mes quartiers mais j'ai souvent été forcé, contre mon propre jugement, de risquer des hommes pour la sûreté, la tranquillité et la demande des différents États pour éviter les cris du peuple. Votre paquet au chevalier de la Luzerne lui sera porté par une voie sûre.

J'ai reçu nouvelle que le détachement du général Leslie, qui laissa la Chesapeak à la fin de novembre se débarqua au cap Fear dans la Caroline du Nord. J'ignore si Leslie va seulement établir un poste sur cette côte ou s'il pénétrera dans la contrée.

Folio 188. DU GÉNÉRAL KNOX A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Lebanon le 11 janvier 1781

Il m'informe du soulèvement de la ligue de Pensylvanie.

Folio 189. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

Newport le 21 janvier 1781

Monsieur

Depuis la dernière lettre de Votre Excellence j'ai appris par le général Knox alors à Lebanon, la révolte des ligueurs de Pensylvanie. La peine que cela doit avoir causée à Votre Excellence pour les faire rentrer dans leur devoir m'a sensiblement affligé, et j'en serai très inquiet jusqu'à ce que j'aie des nouvelles positives de vous à ce sujet.

Nos frégates sont parties de Boston le 14 avec un petit convoi de vaisseaux marchands portant différentes denrées à notre armée. Il y a apparence que le coup de vent qu'il y a eu les aura obligés à gagner la pleine mer pour ne pas s'exposer à échouer sur les côtes.

Folio 190. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 26 janvier 1781

Monsieur,

Je reçois dans le moment la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 9 janvier. J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence de l'arrivée de nos frégates de Boston, avec le transport *l'Île-de-France* chargés de différentes provisions nécessaires à la flotte. Ces bâtiments étaient en mer depuis le 10, ont essuyé trois coups de vent très violents et nous en étions fort en peine. Le chevalier Destouches me paraît décidé à faire partir sous peu de temps deux frégates : 1° pour porter des armes qui doivent être à bord d'un bâtiment de New-London pour l'État de Virginie, 2° pour faire une croisière à l'entrée de la baie de Chesapeak et rendre la communication de l'ennemi avec le Sud plus incertaine. Je le sollicite d'y joindre un vaisseau bon voilier, mais il a de la peine à s'y décider. Je pense que c'est dans ce moment-ci le seul service que nous pouvons rendre aux États du Sud. J'ai bien

de l'impérat non d'apprendre le mouvement de la ligne de Pennsylvanie entièrement fin, et que Votre Excellence puisse pour d'un instant de tranquillité qui lui permette de venir voir cette partie de son armée.

*Février 1790. DE GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.*

*En Son Vainqueur le 20 janvier 1790*

Monsieur,

J'aurais écrit plus tôt moi-même à Votre Excellence sur les derniers troubles arrivés dans la ligne de Pennsylvanie, si je n'avais pas eu confiance que le général Knox promptement et le comte des Deux-Ponts vous donneraient les détails les plus exacts de cette affaire, et si je n'avais pas voulu attendre, pour être plus particulièrement instruit des particularités pour vous en donner une idée plus parfaite. Les causes des plaintes de cette ligne, composée en très grande partie d'étrangers et de quelques déserteurs anglais, vous sont en très grande partie connues. Le manque absolu d'habits, de paye et de tous vêtements à grande rareté des provisions étaient une trop grande épreuve pour des gens dont la plus grande partie n'était pas aidée par le patriotisme des citoyens, quelques-uns se plaignaient d'être retenus au delà du terme de leur capitalisme, et peut-être quelques instigations d'ennemis intérieurs apportaient à leur mécontentement et ont contribué à une issue désagréable. Le commencement de ces troubles et leur suite vous ont été racontés par le général Knox et ensuite par le comte des Deux-Ponts qui, ayant été témoin oculaire, a pu en connaître toutes les circonstances, c'est pourquoi, je me contenterai d'ajouter que, l'autorité civile ayant entrepris de finir cette dispute, il ne m'aurait pas été convenable d'intervenir dans des mesures conciliatoires qui ne se seraient pas accordées avec les principes de la discipline militaire, et que la matière étant en train d'être terminée, la manière dans laquelle elle a été suivie nous fait espérer d'en voir le fin.

Il est cependant extraordinaire que ces mêmes hommes, qui avaient perdu toute idée de leur devoir, aient conservé les sentiments de l'honneur jusqu'au point de rejeter les propositions les plus avantageuses de l'ennemi. Le reste de notre armée, les troupes de Jersey exceptées, étant principalement composées de natifs. Je me flatte qu'ils continueront à supporter les mêmes inconvénients qu'ils ont endurés jusqu'à présent, que je ne puis pas m'empêcher d'avouer être au delà des bornes de la patience humaine.

J'ai eu le plaisir de voir à mon quartier le comte de Charlus, le comte de Dillon et M. Dennis. Le premier m'a fait part du sujet de son voyage à Philadelphie, qu'il continuera suivant ses désirs.

Je me lamente beaucoup que le manque absolu d'argent, mal trop bien connu dans notre armée, m'ait obligé d'interrompre la chaîne de notre communication, mais la poste est si lente, et il est si important que nous ayons promptement des nouvelles l'un de l'autre que je vais renouveler la chaîne de cette place à Hartford, et je vous propose de renouveler de là à Rhode-Island.

Rien ne me ferait plus de plaisir que de vous aller visiter à Newport et de profiter de l'occasion pour faire une plus ample connaissance avec les troupes qui sont à vos ordres. Outre le plaisir que j'aurai à vous revoir, je pense qu'il sera très utile que nous passions avoir une seconde conversation sur nos affaires, et que je puisse profiter de vos conseils, mais les circonstances ont été telles qu'il a été jusqu'ici hors de mon pouvoir d'exécuter ce projet favori. Le premier moment où ma présence ne sera pas absolument nécessaire à West-Point sera destiné à aller visiter Votre Excellence. La réduction de ma famille par différentes circonstances, qui a été jusqu'à n'avoir pendant plusieurs jours qu'un seul aide de camp, et un nouveau poids d'affaires qui est tombé sur moi m'ont empêché d'écrire depuis quelque temps à Votre Excellence aussi souvent que je l'aurais souhaité. Par les dernières nouvelles de New-York nous apprenons que l'ennemi a rassemblé des transports dans la rivière du Nord. Il est possible qu'ayant entendu parler du mécontentement de nos troupes, ils aient intention de profiter de leur situation pour essayer ce que les circonstances pourraient bien leur présenter.

Le lieutenant-colonel Laurens, un de mes aides de camp, ayant été appointé par le Congrès pour aller en France négocier des affaires relatives à nos finances, aussi bien que d'autres articles de grande importance à notre armée, je l'ai envoyé pour conférer avec Votre Excellence et M. Destouches en conséquence de ses instructions, je crois qu'il sera dans peu de temps à Newport pour recevoir vos ordres pour France et profiter des avis que vous voudrez bien lui donner.

Folio 92 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 21 Janvier 1781

Monsieur,

La Providence est toujours pour notre cause. J'ai eu l'honneur d'instruire Votre Excellence, par ma dernière lettre, que nos frégates, après avoir essuyé les plus rudes coups de vent, étaient rentrées à bon port avant-hier. Ce même coup de vent a jeté à la côte deux vaisseaux anglais et une frégate qui étaient sortis pour intercepter la rentrée des nôtres. De ces vaisseaux, on dit qu'un a échoué contre la pointe de Montuck, que l'autre est rentré démanté dans le baie de Gardner, et que la

frégate est seule rentrée sûre. M. le chevalier Destouches attend des nouvelles plus exactes pour se décider à sortir avec son escadre. Il espère au moins que cela le mettra en mesure d'envoyer croiser à la baie de Chesapeake un vaisseau avec deux frégates, pour interrompre la communication de New-York avec le Sud. Je profite du retour du général Knox pour donner ces dernières nouvelles à votre Excellence.

Février 1793 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTEBART

De Newport le 17 Février 1793.

Monsieur,

Depuis la lettre du 2 et du 10 janvier que j'ai eu l'honneur de vous écrire, il s'est passé un événement fort extraordinaire c'est la révolte d'un corps de 2,000 hommes de l'armée continentale pour défaut de paye, d'habits et demandes de congé à l'expiration de leurs engagements, qui vient d'être apaisée en faisant justice à leurs griefs malheureusement trop fondés. La relation de cet événement est ci-jointe, n° 1. C'est un acte fort singulier de patriotisme, de vertu, d'ordre et de raison, au milieu du trouble et des fureurs les plus répréhensibles. Cela vous prouve à quel point est augmentée la pénurie des finances et de moyens de nos malheureux alliés, et combien ils ont besoin de secours. Nous serons incessamment en même besoin pour le défaut d'espèces, si vous ne nous en envoyez promptement. La Providence vient encore de nous bien servir, comme vous le verrez par nos dernières lettres au général Washington. Nous attendons deux frégates de Boston convoyant *l'île-de-France*, qui y avait relâché à notre arrivée dans ce pays-ci et qu'on a ramené chargée de provisions pour la marine. Les Anglais ont détaché quatre vaisseaux pour les intercepter, nos frégates ayant essuyé deux coups de vent des plus violents, sont rentrées à bon port avec le transport, après une navigation des plus pénibles, mais les mêmes coups de vent ont poussé à la côte de Long-Island les quatre vaisseaux anglais dont un a péri sur la pointe de Montock, l'autre a été dévasté et les deux autres sont rentrés, en le ramorquant, dans la baie de Gardiner.

M. de Corny, commissaire des guerres, étant atteint d'un asthme très violent, m'a demandé la permission de retourner en France, il profite de l'occasion de la frégate *l'Alliance*, qui porte M. Laurens, fils de l'ancien président du Congrès, qui est envoyé en France pour servir de second à M. Franklin. Ce M. Laurens est un homme rempli de mérite. Je prends la liberté de vous le recommander; quant à M. de Corny, il est parfaitement connu de vous et vous pouvez vous en rapporter aux renseignements qu'il vous donnera de ce pays-ci, qu'il connaît fort bien. En deux mots, Monsieur, sur Henry Clinton et moi nous en sommes sur la défensive.

à qui se fera la première visite. Si nous ne nous levons pas plus matin que les Anglais, et que les secours qu'on leur annonce d'Europe arrivent avant notre seconde division, ils nous feront une visite que j'aimerais mieux leur aller faire à New-York.

P. S. - Je joins ici copie des différentes lettres que j'ai écrites au général Washington, les nouvelles que l'on a du Sud sont que le premier détachement parti de New-York, aux ordres de Leslie, a débarqué au cap Fear, dans la Caroline du Nord, et que le second détachement, aux ordres d'Arnold se présente à l'entrée de la baie de Chesapeak. Le premier détachement est de 2,500 hommes, le second de 1,500.

Je joins ici une carte entière de l'île de Rhode-Island, qui a été levée avec soin et intelligence par M. Berlier dont j'ai donné à l'ainé une place de sous-aide dans l'état-major de l'armée.

Je vous supplie, Monsieur, de lire et faire lire à M. Necker mes lettres au chevalier de la Luzerne n<sup>o</sup> 5 et 7. Vous y verrez notre pénurie, que nous sommes au moment de montrer la corde, et que, si cela arrive, le crédit de la France y est absolument perdu.

Folio 194. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Newport le 2 février 1781.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre du 20 du mois dernier dont Votre Excellence m'a honoré. Je ne saurais trop admirer d'une part, la sagesse des mesures qu'elle a prises pour abandonner aux discussions du Congrès une affaire dont la discipline militaire ne pouvait connaître sans employer des voies de rigueur qui n'auraient pas été de saison, d'une autre part tous les sentiments de patriotisme, de vertu, de raison, dans une multitude troublée et révoltée, sous les formes les plus répréhensibles et les plus dangereuses. J'espère que tous les remèdes vont être apportés à la pénurie et aux besoins les plus pressants qui affligent votre armée et qu'enfin Votre Excellence aura le moment favorable de venir voir ce corps à ses ordres qui l'attend depuis le général jusqu'au soldat, avec la dernière impatience.

La chaîne de Lauzan va être poussée jusqu'à Hartford, suivant les ordres de Votre Excellence. J'ai vu le lieutenant-colonel Laurens. Je lui ai parlé dans toute la vérité de mon âme et je lui ai surtout bien recommandé d'ouvrir la sienne et de parler à cœur ouvert de l'état de détresse où se trouve ce malheureux pays s'il n'est puissamment secouru; mais le Congrès a des formes bien lentes. C'était avec mon

filz ou du moins tout de suite après lui qu'il fallait faire partir le colonel Laurens, il arrivera trop tard pour que son arrivée puisse influer sur le succès de la campagne prochaine si notre ministère ne s'est pas décidé auparavant à nous envoyer de puissants renforts.

Je joins ici copie d'une lettre que je reçois du gouverneur de Saint-Domingue, d'après laquelle Votre Excellence verra que les affaires de ce pays-là ne sont pas plus brillantes pour le moment que les nôtres. On varie sur la perte plus ou moins grande des Anglais dans la baie de Gardner, M. Destouches a envoyé un officier à l'île de Plumb, connaisseur et capable de le décider au parti qu'il voudra prendre en conséquence.

Le sieur de Corny commissaire des guerres connu de Votre Excellence, a une maladie de poitrine qui l'incommode beaucoup; il m'a sollicité vivement de lui accorder la permission de rentrer en France avec M. Laurens sur la frégate *l'Alliance*. L'état de sa santé et le prompt départ de cette frégate ne me permettent pas d'attendre le retour de votre agrément, et j'espère que Votre Excellence approuvera que je lui aie donné un passeport, il sera très utile à M. Laurens à son début dans ce pays-là.

Folio 115 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUYÈRE

Newport le 1<sup>er</sup> Février 1781

Je reçois dans le moment, mon cher Chevalier vos deux lettres du 8 et du 10 de ce mois. Rien n'a été plus sage et mieux pensé que votre réponse aux députés du Congrès. Par la dernière lettre que je reçois du général Washington, il paraît espérer que cette affaire est sur le point d'être terminée. Je trouve qu'il s'est parfaitement conduit en laissant à l'autorité civile la conciliation de cette émeute qui ne pouvait être traitée par l'autorité militaire sans des forces & des ressources qu'il eût été trop dangereux d'employer. Mais tout est-il fini et n'en éclora-t-il pas quelque autre? Je vous ai demandé le coup du ciel qui a fait arriver nos frégates à bon port, au milieu des coups de vent les plus violents et les plus répétés, tandis que des vaisseaux anglais, sortis de la baie de Gardner pour les intercepter ont été jetés sur la côte. L'un d'eux a reboué à la pointe de Montuck, l'autre demâté et remorqué par les autres.

Les rapports varient aussi étrangement infiniment sur le plus ou le moins de perte des Anglais. Le chevalier Destouches pour la constater a envoyé un officier de marine à qui j'ai donné des relais à New-London d'où il a dû passer dans un bateau à l'île de Plumb et sur son rapport il se décidera au parti qu'il doit prendre. C'est une



cruelle situation, mon cher Chevalier que la terre et la mer soient ici sans un écu et, par conséquent hors de mesure de suivre la moindre opération qui exigerait de nouvelles dépenses, puisque, dans l'établissement que nous occupons ici et dont tous les premiers frais sont solides nous allons y être en peu de temps hors d'état d'y faire le prêt à nos soldats. J'attends avec la dernière impatience des nouvelles des ressources que vous aurez pu nous trouver à Philadelphie, pour prolonger d'un mois, s'il est possible, notre existence. Je vous embrasse, mon cher Chevalier, etc

P. S. — J'ai vu ici M. Laurens. Le choix me paraît excellent, mais les formes lentes du Congrès l'envoient trop tard pour influer en rien sur les opérations de la campagne prochaine, qui seront décidées avant son arrivée. Il aurait dû partir avec ou un peu après mon fils, pour aller en France ouvrir son cœur sur l'état de détresse où est ce malheureux pays, et le besoin extrême qu'il a, non pas d'un cordial tel que celui qui lui a été donné l'année dernière par cette petite armée mais de secours prompts et puissants en tous les genres qui mettent en état de prendre New-York et d'y faire signer une paix glorieuse.

Folio 198 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New Windsor, le 24 janvier 1781

Monsieur,

J'ai reçu exactement les lettres de Votre Excellence du 10 et du 13 de ce mois. J'ai eu l'honneur de vous écrire le 20 très longuement, principalement au sujet de la ligne de Pensylvanie.

C'est avec une mortification égale que je me trouve obligé d'ajouter la nouvelle d'une seconde mutinerie que je craignais et qui a eu lieu dans les troupes de Jersey. Quand les avis sont parus, elle n'était que partielle ce corps étant divisé en plusieurs détachements, mais on craignait que la révolte ne fût la suite d'un plan concerté et que le reste ne suivît l'exemple. Aussitôt que j'eus reçu cet avis, j'envoyai un détachement de ces postes sous le commandement du général Howe, avec ordre de réduire les mutins à une soumission sans conditions, et j'ai requis l'autorité civile de n'intervenir en rien dans des termes de conciliation. Il me paraît essentiel que cet esprit de révolte soit étouffé par force et par des punitions exemplaires des principaux instigateurs de cette défection, les complaints et demandes de ces mutins ressemblient à celles de la ligne de Pensylvanie.

Il est difficile de dire jusqu'où s'étendra cette disposition dans nos troupes, qui n'ont que trop de sujets de mécontentement, mais j'espère pouvoir arrêter ici le progrès de ce mal

Le comte de Custine, le marquis de Laval et M. de la Corbière, qui m'ont fait l'honneur de passer ici en retournant à Rhode-Island, vous communiqueront tout ce que nous savons de la descente d'Arnold en Virginie, on dit dans les dernières nouvelles qu'il s'est embarqué, peut-être pour tomber sur quelque autre point, nous n'avons point d'autres nouvelles.

Folio 197. - DU MÊME AU MÊME

De New- Windsor le 29 janvier 1781

Monsieur,

J'ai le plaisir d'informer Votre Excellence que le détachement envoyé contre les indiens que j'ai mentionné dans ma dernière les a entourés dans leurs quartiers le matin du 27 et demandé qu'ils se rendent sur le champ, ce qui a été rempli de leur part sans la moindre résistance. Deux des principaux conjurés ont été exécutés et le reste a été pardonné. Vu l'apparence de repentir et de soumission qu'ils ont témoignée on n'a pas jugé nécessaire de faire une punition plus étendue.

Je crois pouvoir assurer à Votre Excellence que cet esprit de mutinerie est à présent entièrement soumis et qu'il ne se montrera pas davantage. Dans ce cas-ci il était très partiel car le nombre ne s'en montait pas à deux cents, une grande partie de la ligne ayant refusé de participer à leur crime.

[Washington donne ensuite des détails sur une petite affaire heureuse contre les Anglais à Wet-caster, puis des nouvelles des mouvements d'Arnold et de Leslie dans le Sud

Folio 99. - DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 3 février 1781.

Monsieur

J'envoie à Votre Excellence copie du rapport de l'officier de marine qui a vu et constaté, de l'île de Plumb l'état réel de la flotte anglaise. Je vais dans ce moment à bord de l'amiral pour savoir le parti qu'il veut prendre, soit de sortir en totalité, soit au moins de faire un détachement de quelques vaisseaux pour la baie de Chesapeake. On regarde assez généralement comme très dangereux de les aller attaquer embossés dans la baie, dont l'ouverture est beaucoup plus étroite qu'elle n'est marquée sur les cartes, mais je pense que deux vaisseaux de ligne et deux frégates doivent décrire toute l'expédition covale d'Arnold dans la baie de Chesapeake et que nous avons beau jeu sur lui dans ce moment-ci.

Je joins ici copie de la lettre que j'ai reçue du Cap, de M. de Saint-Simon commandant les deux régiments qui doivent agir conjointement avec les Espagnols.

Le comte de Custine m'a remis la lettre de Votre Excellence du 24. Je suis véritablement très inquiet de la peine qu'elle ressent pour tous les mouvements d'inquiétude et de mécontentement que les malheureuses circonstances occasionnent dans ses troupes, et je désire bien qu'après les avoir calmées elle puisse avoir assez de tranquillité pour venir nous voir ici.

*Position et force des vaisseaux ennemis dans la baie de Gardner*

A. Est N°	1	<i>Europe</i> , de	64 canons
	2	<i>Le Royal-Oak</i> , de	74
	3.	<i>Le Bedford</i> , dématé de tous ses mâts de	74
	4	<i>Le London</i> , de	90
	5	<i>Le Robuste</i> , de	74
	6	<i>Le Prudent</i> , de	64
	7	<i>Le Dammé</i> , à terre du <i>London</i> , de	50

*La Gaadeloupe* devant faire voile pour New-York par le premier bon vent.

La ligne est située dans le sud-est de Plumb-Island, environ à 4 milles, elle s'allonge de l'est-sud-est à l'ouest-nord-ouest.

Le vaisseau *le Calloden*, de 74, s'est jeté à la côte sans perte d'hommes, il a conservé sa mâture et ses canons, ce qui sert à remâter *le Bedford* et à remplacer quelques canons qu'il a jetés à la mer, ce dernier a les fonds très endommagés, il ne sera en état de naviguer que pour se rendre dans un port où l'on puisse le réparer.

Le vaisseau *le Fair américain*, de 64 qui avait appareillé avec les autres, est dématé de son grand mât et de celui d'artimon, on n'en a pas entendu parler depuis le coup de vent. Une partie considérable de l'équipage du *Calloden* s'est répandue dans Long-Island, et cherche les moyens de se rendre à la grande terre.

Folio 200 - DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 8 février 1781

Monsieur,

Je suis charmé des bonnes nouvelles que me donne Votre Excellence sur la réfection totale de la dernière émeute arrivée dans une partie de la ligne de Jersey, et de l'exemple de rigueur qu'elle a jugé à propos de faire pour terminer d'une manière stable ces mouvements de mutinerie. Je ne me flatte point d'avoir l'honneur de voir ici Votre Excellence qu'après qu'elle sera parvenue à pouvoir établir les provisions

de son armée d'une manière qui la tranquillise sur les besoins qu'elle pourrait avoir en son absence.

Le chevalier Destouches n'attend qu'un vent favorable pour faire partir un vaisseau de ligne de 64, doublé en cuivre, avec deux frégates pour aller vivement tomber sur le convoi d'Arnold, dans les rivières de Virginie. Il n'a pas voulu augmenter ce détachement d'un autre vaisseau, tous ceux de même force de cette escadre n'étant pas doublés en cuivre et n'osant pas commettre dans ces rivières des vaisseaux de 74, il dit d'ailleurs qu'il sera plus en état, avec le reste de sa flotte, qu'il tiendra prête à mettre à la voile, d'en imposer à la flotte ennemie qui est à la base de Gardner pour l'empêcher de faire d'autres détachements, et que son vaisseau, d'une marche égale avec ses frégates, sera d'une force supérieure au vaisseau de 40, et aux frégates qui escortent le convoi d'Arnold, pour le détruire et croiser sans risque à l'ouverture de la baie de Chespeak, ayant la marche la plus légère et la plus assurée.

Je joins ici à Votre Excellence les derniers rapports que j'ai reçus le premier, du consul de Boston, le second de la Grenade, par un brick arrivé à New-London, elle verra que les orages s'assemblent aux îles du Vent, ceux d'Angleterre y sont déjà rendus. Je ne peux pas me pas me flatter qu'une grosse armée, conduite par M. le comte d'Estaing arrivera aussi dans cette partie, outre la seconde division, pour nous donner à la pointe des herbes la prépondérance sur ces mers. La nouvelle de Boston me parait de trop vieille date pour n'être pas prématurée et il n'y a pas d'inconvénient que le comte d'Estaing ne nous arrive que le dernier. Quoiqu'il en soit, nous sommes à la veille de grands événements. Le sieur Destouches ne veut pas faire d'imprudence, en attendant, n'ayant pas de rechange pour remettre ses vaisseaux en état, même après un combat heureux. Telle est la dernière résolution qu'il m'a communiquée dans notre dernière conférence.

Les Anglais ont remué le *Bedford* avec les mâts du *Calloden*, on le voit distinctement de New-London.

Si Votre Excellence juge à propos de communiquer cette lettre au chevalier de la Luzerne, je la prie de lui recommander de la tenir très secrète, même vis-à-vis du Congrès, surtout l'article qui regarde le plan des opérations de M. Destouches.

Folio 20. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor, le 7 Mars 1781

Monsieur,

Je vous suis très obligé de l'agréable nouvelle contenue dans votre dépêche du

29 janvier J'espère que la confirmation mettra M. Destouches en état de prendre avantage de cet événement d'une manière aussi avantageuse à sa propre gloire qu'au bien du service. J'en attends des avis subséquents avec bien de l'impatience

P. S. — J'ai reçu vos lettres du 20 et du 26, le même jour que celle du 3 de ce mois. J'espère d'avoir le plaisir, s'il n'arrive rien d'extraordinaire, de partir le 15 pour aller voir Votre Excellence.

Folio 202. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 12 février 1781

Monsieur,

Le vaisseau de ligne et deux frégates sont partis le 9 au soir par le vent le plus frais et la plus belle parance. *L'Hermione* ayant perdu son mât de beaupré dans le dernier coup de vent n'a pas pu être de la partie mais dès qu'elle sera réparée elle ira rejoindre cette escadre légère. Si Arnold n'est pas à présent retiré des rivières de Virginie, je crois qu'il n'aura pas beau jeu. Il est inutile de dire à Votre Excellence que j'ai offert à M. Destouches tous les secours que la terre pouvait lui procurer pour cette expédition mais qu'il a préféré la rapidité du mouvement à des forces de terre qui l'auraient appesanti, les milices de Virginie étant bien suffisantes pour détruire les 1,600 hommes d'Arnold, si l'on parvient à exterminer ses vaisseaux. Votre Excellence veut-elle bien faire passer cette nouvelle au chevalier de la Luzerne, toujours avec l'injonction du secret, même pour le Congrès.

C'était hier le jour de la naissance de Votre Excellence nous avons remis à cause du dimanche, cette fête à aujourd'hui, et nous la célébrerons avec le seul regret que Votre Excellence ne soit pas témoin de l'effusion de nos cœurs

Folio 203. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE.

De Newport, le 12 février 1781

Il est parti le 9 au soir, mon cher Chevalier un vaisseau de ligne et deux frégates, tous doublés en cuivre et excellents marcheurs pour aller rapidement tomber sur le convoi d'Arnold dans les rivières de Virginie. J'aurais désiré que le détachement eût été plus fort, mais M. Destouches observe qu'il n'a pas un autre vaisseau de 64 doublé en cuivre, qu'il craint de commettre dans ces rivières un vaisseau de 74 que la force qu'il envoie est déjà supérieure à celle qui escorte le convoi d'Arnold, et qu'avec le reste de sa flotte, qu'il tient prêt à sortir, il est plus en

mesure de tenir en échec les vaisseaux anglais dans la baie de Gardner pour les empêcher de faire aucun autre détachement. Il est inutile de vous dire que je lui ai offert tous les secours de terre dont il pouvait avoir besoin pour cette expédition, mais il a préféré un mouvement rapide à des troupes dont le convoi aurait pu l'appesantir. N'étant pas douteux que les milices de Virginie sont suffisantes pour écraser Arnold, si nous sommes assez heureux d'exterminer son convoi. Je crois, mon cher Chevalier, qu'il convient de tenir cette affaire-ci très secrète, même avec le Congrès, jusqu'à ce que cette botte ait pu réussir.

Je reçois, mon cher Chevalier, votre lettre du 1. janvier. Vous savez l'état actuel de nos finances. Il faut tâcher d'engager M. Priest à patienter quelques mois et avoir l'adresse de Firmaceon qui savait emprunter de nouvelles sommes aux créanciers qui venaient lui demander des paiements. Je m'en vais dire à M. l'Intendant de répondre à M. de Marbois, s'il ne l'a pas fait.

*L'Hermione* n'a pu être de la partie, ayant perdu son beaupré dans le dernier coup de vent, des qu'elle sera radoubée, elle ira rejoindre cette escadre légère.

Page 303. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New- Windsor le 14 février 1781

Monsieur,

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 2, et je lui suis bien obligé de la communication de confiance des dépêches qu'elle a reçues de Saint-Domingue.

C'est avec plaisir que je transmets à Votre Excellence copie d'une lettre du brigadier général Morgan au général Greene, donnant nouvelle d'une victoire décisive gagnée par lui sur le lieutenant-colonel Cartleton le 1. janvier. J'espère que ce coup fortuné retardera les opérations offensives de Cornwallis jusqu'à ce que le général Greene soit en meilleure posture pour s'opposer à ses progrès, qu'il ne l'était par les dernières nouvelles que j'ai eues de lui au Sud, un peu avant cette action. Le général Morgan ayant eu avis qu'un corps de 250 Tories était en marche de Géorgie pour joindre l'armée anglaise, il détacha le lieutenant-colonel Washington avec le 3. régiment de dragons et un corps de milices à cheval pour les intercepter, il les rencontra, les chargea sur-le-champ, leur tua et blessa 150 hommes et fit 40 prisonniers, pas un homme de notre côté n'a été ni tué, ni blessé.

Je me propose de partir pour Newport vendredi prochain, si la rivière du Nord est passable et qu'il n'arrive rien d'extraordinaire.

Folio 104. — MÊME AU MÊME.

De New-York, le 13 Mars 1861.

Monseigneur,

La messe de Saint Mamie hier au soir m'a ramené votre lettre du 3 de ce mois. Il paraît par le rapport de l'officier de marine que les ennemis sont inférieurs au chevalier Destouches, et que, dans la situation du *Hadford* et de l'*America*, ils resteront dans cet état pendant quelque temps. Il paraît aussi que Votre Excellence espère que le chevalier Destouches se déterminera à sortir s'il le peut avec toute sa flotte, ou qu'il enverra un détachement à la baie de Chempunk à la quête d'Arnold.

Il y a dans cette baie une infinité de pontons où Arnold mettant ses vaisseaux sous la protection des batteries de terre peut défer une attaque navale et, en ramassant des provisions dont la contrée abonde et devant quelques ouvrages il peut sentir sa sûreté jusqu'à ce que l'ennemi après avoir réparé ses dommages ait repris la supériorité sur la mer et vienne à son secours. Portsmouth, où il était en dernier lieu, est particulièrement favorable à sa sûreté dans cette vue.

Cependant, à moins que les vaisseaux que M. Destouches aura envoyés puissent par bonne fortune tomber subitement sur lui étant embarqué et en mouvement d'une place à l'autre, il y a peu d'espérance de succès.

D'après ces considérations, si l'objet vous paraît d'importance suffisante, il est, en mon opinion, essentiel qu'il y ait un concert de mer et de terre, et que M. Destouches protège l'expédition avec toute sa flotte. Il peut mieux juger qu'un autre si cela est faisable, mais il me paraît probable qu'il doit préférer à une séparation d'aller avec sa flotte entière parce qu'en faisant un détachement il perdrait sa supériorité et donnerait le temps à Arbutnot de gagner New-York avec ses vaisseaux d'escorte et de suivre son détachement avec le reste.

Imaginant qu'il est vraisemblable que M. Destouches jugera convenable d'employer toute sa flotte en cette occasion et que Votre Excellence approuvera une coopération avec une partie de son armée, la connaissance de laquelle je ne puis pas juger par manque de connaissance de votre situation locale, pour donner à cette entreprise toute chance de succès, je fais tenir prêt à marcher un détachement de 1,200 hommes qui se mettra en mouvement sous peu de jours vers la Tête de l'Elle, pour s'embarquer à la tête de la baie et procéder à une coopération. Je ne différerai pas de faire marcher ce détachement jusqu'à ce que j'aye de vos nouvelles ou de celles de M. Destouches. Comme il n'y a pas un moment à perdre si l'expédition a lieu, et que l'inconvénient de remuer des troupes sans dessein est petit en

comparaison de l'avantage de gagner du temps, je l'aurais fait plus considérable, si j'avais pu épargner plus de troupes. Il arrivera au point de sa destination dans environ quatre semaines. Si le chevalier Destouches et Votre Excellence approuvent le projet d'une coopération dans laquelle toute sa flotte soit employée, il serait désirable que vous pussiez embarquer environ 1,000 hommes à bord des vaisseaux et beaucoup de pièces d'artillerie de siège, avec leurs approvisionnements aussi que vous pourrez en épargner de Newport. Cela donnera un degré de certitude à l'entreprise, qui serait précaire sans cela.

Les forces d'Arnold consistent à environ 1,500 hommes, et quoiqu'il ne soit pas formidable, une force inférieure de troupes réglées avec la milice le rendra difficile à réduire, mais avec l'addition du détachement que je vous propose d'envoyer l'affaire sera bientôt terminée. Cette addition est d'importance, mais l'envoi de l'artillerie est absolument nécessaire, et il serait trop long et d'une trop forte dépense d'envoyer d'ici par terre, dans cette saison, de la grosse artillerie.

Comme par ce moment les troupes vont être exposées à une marche désagréable et à quelque dépense, je serais bien aise de faire cesser ces deux inconvénients le plus tôt possible, si le projet n'est pas mis en exécution, et c'est pourquoi je prie Votre Excellence de me répondre immédiatement.

La prise d'Arnold et de son détachement sera un événement particulièrement agréable à cette contrée, d'un grand secours pour les États du Sud, et d'une utilité très importante pour nos opérations futures.

Je regrette que le présent projet me force à différer mon départ pour Rhode-Island, jusqu'à ce que j'aie de vos nouvelles, et me prive plus longtemps du plaisir que je souhaite avec impatience de voir Votre Excellence et son armée.

Fébr. 106. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL, WASHINGTON

De Newport le 18 février 1781.

[ Cette lettre donne des indications bientôt réalisées sur un grand succès qu'avait remporté le comte d'Estoung, elle continue ainsi ]

Le vaisseau anglais l'*America*, que l'on croyait avoir gagné le large, après le coup de vent, dévié, est rentré dans le baie de Gardner où ils ont actuellement huit vaisseaux embossés, y compris un de 50 et le *Bedford* mal remis. Je joins au plan à Votre Excellence qui m'a été envoyé avant-hier de Plumh-Island. La frégate l'*Hermione* sortira la nuit prochaine et va rejoindre notre escadre légère, qui, à ce que j'espère, aura fait son coup. J'attends toujours avec le plus grand désir l'arrivée de Votre Excellence dans ce pays-ci et suis, etc



Folio 207. — DE MÈRE À MÈRE

Newport le 20 février 1781

Monsieur,

J'ai reçu la lettre du 15 dont Votre Excellence m'a honoré, je l'ai envoyée sur-le-champ au chevalier Destouches qui vient de me faire passer sa réponse que je joins à cette lettre. Il est certain que le chevalier de la Luzerne, sur la demande du Congrès et du gouverneur de Virginie ne lui a jamais requis que le secours de quelques frégates et d'un vaisseau de ligne sans faire mention d'aucun transport de troupes, qu'il s'est occupé d'y faire passer avec toute la diligence qui a été en son pouvoir cette petite escadre. Il est encore certain qu'il est actuellement moins fort que les Anglais, qui se sont renforcés par le retour du vaisseau *l'America*, au bon ordre et le rassemblement du *Bedford*, et que le chevalier Destouches est affaibli au point du détachement qui a été fourni pour la Virginie.

S'il eût pu recevoir plus tôt le dernier plan de Votre Excellence, il se serait peut-être décidé à sortir avec toute sa flotte. Elle peut être assurée que ses ordres auraient été suivis par l'armée de terre, pour le détachement de 1,000 hommes sur les vaisseaux, et qu'elle eût sans doute entériné son sort lorsqu'elle est dénuée de toute l'artillerie de marine qui défend aujourd'hui les îles, mais qui est nécessaire à l'armement des vaisseaux, j'en ai resté peut-être un peu compromis avec tout le convoi de transports dont la plus grande partie ne peut pas passer la barre de Providence. Nous y aurons néanmoins fait la meilleure contenance possible et nous aurons au moins échoué, en cas d'attaque, de nous en tirer avec honneur. La nouvelle du succès du comte d'Estaing sur l'amiral Hood est encore arrivée ici aujourd'hui par un brick parti du 1<sup>er</sup> de ce mois du cap François. Les lettres particulières donnent cette nouvelle pour certaine.

Je salue bien sincèrement Votre Excellence sur le succès du général Morgan contre l'avant-garde de Cornwallis, et j'espère toujours avoir le plaisir de la recevoir sitôt que ses affaires le lui permettront.

P. S. — Je regrette infiniment que la lettre de Votre Excellence ne soit pas arrivée avant le départ du détachement que le chevalier Destouches a eu devoir envoyer d'urgence en Virginie, mais il remplira toujours l'objet. Il trouve Arnold trop bien retranché, de l'empêcher de faire aucun mouvement ni de nouveaux passages dans les rivières. Jusqu'ici ces Messieurs, dans la baie de Gardner, ne paraissent pas avoir eu d'éveil sur la sortie de cette escadre.

Folio 105. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New-Window, le 19 Janvier 1781

J'ai l'honneur de féliciter Votre Excellence sur l'heureuse arrivée du vicomte de Rochambeau à la cour de Versailles. Mon autorité dérive du président du Congrès qui, dans une lettre du 4 de ce mois, m'écrivit ce qui suit : « Par lettres qui m'arrivent dans l'instant de M. Carmichael à Madrid, je suis informé que le fils du comte de Rochambeau est arrivé sauf en France. J'espère que cet agréable événement sera suivi des choses que nous désirons. »

Depuis ma lettre du 15, je n'ai reçu aucune lettre de Votre Excellence et j'ignore si M. Destouches est sorti avec toute sa flotte pour aller dans la Chesapeake. La destruction du corps d'Arnold est d'une telle importance au bonheur des États du Sud que j'ai résolu de l'entreprendre avec le détachement que j'y envoie actuellement avec la milice, même s'il ne convenait pas à Votre Excellence de détacher une partie de ses forces, pourvu que M. Destouches fût en état de protéger nos opérations par une telle disposition de sa flotte qu'il commande la baie et empêche les secours de New-York. Par une lettre que je viens de recevoir du major général baron de Steuben, qui commande en Virginie, il paraît que nous devons beaucoup attendre de l'ardeur des milices de ce pays, mais une force additionnelle de troupes régulières à celle que j'envoie rendrait sans doute le succès plus prompt et plus certain. Si M. Destouches envoie quelques vaisseaux dans la baie pour y coopérer, il sera nécessaire qu'une frégate vienne à la tête de l'Elk, pour protéger le passage des troupes.

J'attends avec impatience la réponse de Votre Excellence sur ces différents points.

Folio 106. — DU MÊME AU MÊME.

De New-Window le 24 Février 1781

Monsieur

J'ai été honoré des lettres de Votre Excellence du 8, 12 et 18 depuis celle que j'ai écrite le 19 à Votre Excellence. La nouvelle que vous me donnez vient de toutes voies et a tant de marques d'authenticité qu'il faut espérer qu'elle est vraie. Si c'est ainsi sans l'interférence d'aucunes puissances à laquelle il ne paraît pas beaucoup de probabilité, je pense que nous pouvons regarder ceci comme un événement décisif d'une prompte et glorieuse fin de guerre, et que Sa Majesté Britannique, en dépit de son dernier discours, sera forcée à recevoir la loi.

Dans ma dernière du 19 j'ai informé Votre Excellence de ma dernière détermination sur le détachement de cette armée. La lettre ci-jointe pour le chevalier Destouches, que je vous prie, après l'avoir lue, de cacheter et de lui transmettre lui communiquera la marche de ce détachement le temps qu'il arrivera à sa destination et mes vœux pressés.

Il y a des bruits à New-York que le général Clinton a reçu l'ordre de sa Cour de concentrer ses forces à un seul point. Comme cela me vient par un canal suspect je n'y donne point de crédit, cependant si l'ennemi a reçu le coup dont les nouvelles de vos lles parlent, cet ordre en serait une conséquence naturelle.

La flatteuse distinction que vous avez payée à mon anniversaire est un honneur pour lequel je n'ose pas entreprendre de vous exprimer toute ma reconnaissance. Je me confie dans la bonté de Votre Excellence pour interpréter mes sentiments pour cette bonté de votre part et l'attention que vous avez eue de me l'annoncer.

Les mesures que nous avons à prendre pour l'expédition de Virginie diffèrent un vœu du Rhode-Island. Je veille pour voir si le général Clinton formera quelque nouveau projet en conséquence, quand cela sera éclairci et que j'aurai pris quelques précautions additionnelles pour la sûreté de ce poste-ci, je céderai à mon impatience pour témoigner en personne à Votre Excellence et à son armée tout mon attachement.

Folio 209. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE CHEVALIER DE LA LUZARNE.

Neufport, le 14 février 1781.

Je suis très sensible, mon cher Chevalier, à l'attention que vous avez bien voulu avoir de me donner des nouvelles de l'arrivée de mon fils par votre lettre du 12 février, que je reçois dans le moment par la voie du général Washington. Je vous avoue qu'elles m'ont fait le plus grand plaisir et qu'elles m'ont tiré de l'inquiétude où j'étais depuis un mois. Il faut espérer qu'il nous reviendra avec bonne compagnie. Depuis ma dernière lettre, j'en ai reçu une du général Washington, qui m'a dit que M. Destouches fût parti avec toute son escadre, et lui a répondu et lui a donné des raisons très fortes pour se contenter du détachement qu'il a fait sur la réquisition du gouverneur de Virginie, et qu'en emmenant toute l'artillerie qu'il a sur les lles, nécessaire au combat pour ses vaisseaux, il découvrirait ses transports, dont la flotte ne peut pas passer la barre et se réfugier à Providence. Il prétend d'ailleurs, qu'il est toujours supérieur à la flotte anglaise qui, depuis la rentrée de l'Amérique saute et saute et le remède du *Dedfort*, à huit vaisseaux de ligne embossés dans la baie de Gardner, il dit enfin, pour dernière raison, qu'après un combat

heureux il n'a pas le moindre rechange pour mettre sa flotte en état de coopérer à des succès plus solides qu'une seconde division paraît nous annoncer. Il tient ici sa flotte prête à sortir et j'ai commandé les grenadiers et chasseurs prêts à s'embarquer pour en imposer à la base de Gardner et l'empêcher de faire des détachements. Jusqu'ici elle ne permit pas avoir eu d'événement sur la sortie de notre escadre légère, qui s'est effectuée pendant la nuit du 10 au 11 très secrètement et par la plus favorable parance.

J'ai reçu votre lettre, mon cher Chevalier, à M. l'Intendant, je crois qu'il trouvera bien difficile d'empêcher que les entrepreneurs à qui il a été obligé de donner des lettres de change pour payement ne cherchent à les négocier partout où ils trouvent plus d'avantage. Jusqu'ici ils avaient paru fixer leur négociation à Boston et n'ont imaginé de se rendre à Philadelphie que quand ils ont vu ces lettres accordées par vos soins et par l'absence de M. Holker, mais, depuis son retour et une trop grande abondance des lettres de l'armée et de la marine répandues sur la place, il est naturel qu'elles s'y soient décriées au prorata de la quantité de vendeurs et du peu d'acheteurs. Je ne vois de remède à cela que de l'argent de France qui nous arrivera quand il plaira à Dieu.

Folio 2. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL DE WASHINGTON.

Reçue le 14 février 1781.

Monsieur,

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 19 de ce mois. Je suis bien étonné qu'elle n'ait pas encore reçu celles du 8 et du 12 que j'ai eu l'honneur de lui écrire d'après la dernière résolution prise par M. Destouches et le départ d'un vaisseau et des frégates pour la base de Chesapeake. J'ai fait passer la lettre de Votre Excellence à M. Destouches n'ayant pu y aller moi-même à cause d'un coup de vent. Je lui ai écrit et je joins ici la réponse qu'il m'a faite. Il y a déjà douze jours que je lui avais proposé de donner ordre aux grenadiers et aux chasseurs de se tenir prêts à marcher et de faire au moins toutes les démonstrations possibles pour en imposer à la base de Gardner. Il y accède par sa réponse et je m'en vais, en conséquence, les faire commander de se tenir prêts à s'embarquer.

Je ne saurais trop remercier Votre Excellence de l'attention qu'elle a eue de me donner des nouvelles de l'arrivée de mon fils. Je vous avoue que depuis un mois j'étais fort en peine de son sort, et que cette nouvelle m'a fait grand plaisir. Celles qui sont jointes à ladite lettre, confirmatives de tous les grands préparatifs qui se font à Brest, exigent absolument une conférence avec Votre Excellence sur ses

opérations intérieures. Je voudrais bien qu'elle vint voir cette partie de son armée où elle est fort désirée et que tous nos plans de détail fussent bien exactement convenus entre la marine et nous sous la direction de Votre Excellence.

Folio 211. DE M. LE CHEVALIER DESTOUCHES A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 14 février à 6 heures du soir.

M. de Tilly vient d'arriver mon Général avec sa division et le *Romulus*, vaisseau de 52 canons, monté de 44, quatre autres prises que M. de Tilly a envoyées à Yorktown, d'assez peu de valeur, et quatre autres de brûlées ne pouvant les amener et qui nous donnent beaucoup de prisonniers, mais, mon Général, Arnold est dans la rivière d'Elisabeth avec le vaisseau le *Charon* de 44 canons et deux frégates de 32. Aucun pilote du lieu n'a voulu se charger d'entrer l'*Écaille* dans cette rivière. La frégate la *Surveillante*, qui s'en est approchée plus près a resté échouée pendant vingt-quatre heures, on n'est qu'en déchargeant la frégate de ses canons et de son eau qu'on a pu la mettre à flot.

La prise le *Romulus*, qui tire moins d'eau que l'*Écaille* pourra nous servir à chasser ces pilotes de cette rivière. Je vais m'occuper de son armement. Je ne vous en dirai pas plus long ce soir, de crainte de vous faire attendre.

J'ai l'honneur de vous souhaiter le bonsoir.

Il y a 500 prisonniers.

Folio 212. DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New-Winster le 16 février 1781.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence une lettre à cachet volant pour le chevalier Destouches, en réponse à la sienne du 20 de ce mois, dans laquelle je m'explique plus particulièrement sur le fond et le sens des propositions que j'ai eu l'honneur de lui faire par votre canal. J'ajouterai aux observations contenues dans cette lettre que la proposition d'un détachement des troupes de terre rouait principalement sur la supposition d'une supériorité maritime dans lequel cas l'ennemi n'eût certainement pas entrepris aucune chose contre la garnison et les transports à Rhode-Island, et je peux assurer Votre Excellence que je croyais quelle pouvant assurer ces transports sous ses batteries de terre ou leur faire remonter la rivière de Providence, et que l'ennemi, même en acquérant une supériorité maritime avant la fin de l'expédition, ne pourrait pas détacher des forces actuelles qu'il a à New-York une force suffisante pour mettre en danger le reste des troupes sous votre

commandement, aidés par les milices voisines qui auraient pu voler à votre secours en moindre avis ou sur l'apparence de l'ennemi. Je vous prie instamment d'être bien persuadé que j'aurais été fâché que vous eussiez accepté ma proposition dans la croyance qu'elle pût être suivie d'aucune conséquence fâcheuse pour votre armée.

Mon bonheur s'accroît des nouvelles subséquentes qui vous sont arrivées sur l'affaire du comte d'Estung, cette répétition d'avis donne beaucoup de confiance à leur vérité. Je prie Dieu qu'ils se confirment dans toute leur étendue.

Par les nouvelles récentes de « Caroline, il paraît que le corps ennemi qui a débarqué au cap Fear a été joint par quelques torres et a pénétré 40 milles dans la contrée. Le corps paraît être celui qui nous a été annoncé par M. Adams, un de nos ministres, qui devait venir d'Angleterre sous le général Prevot. J'ai beaucoup de raisons de croire que Cornwallis est à présent dans ses opérations offensives et qu'elles ont commencé vigoureusement.

Les États du Sud sont dans une situation très désagréable, privés de tous côtés et destitues de tous moyens de résistance, d'armes, de munitions que par leur rareté et la grande distance on ne peut pas leur envoyer d'ici. La ligne de Pennsylvanie marchera au Sud aussitôt qu'elle pourra être recrutée et réorganisée.

Le Congrès, pénétré des dangers des États du Sud et croyant que le chevalier Destouches est supérieur à l'ennemi, a décidé « que cela n'était pas incompatible avec les projets de la campagne prochaine de presser quelque entreprise de votre armée ou partie d'icelle pour aller au secours de ces États ou faire une diversion en leur faveur. J'ai répliqué que le chevalier Destouches n'ayant pas la supériorité qu'ils imaginaient, la possibilité d'une entreprise par votre armée sur les États du Sud cessait. Le corps qui a descendu au cap Fear, par la nature de la navigation, peut seulement être couvert par de petites frégates.

Folio 2.3. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 25 Mars 1781.

Monsieur

Les lettres qui ont été trouvées à bord des bâtiments pris par M. de Trilly viennent de déterminer M. Destouches à suivre en toute le plan donné par Votre Excellence, pour tout risquer afin d'empêcher Arnold de s'établir à Portsmouth en Virginie. Votre Excellence a appris, par une lettre d'hier, que nos bâtiments n'ont pas pu entrer dans la rivière d'Elmaboth, faute d'eau pour le vaisseau de 64, que leur croisière n'a produit que la prise du *Memphis* de 44, de deux corsaires de

18 et 19, de quelques autres transports dont un d'assez grande conséquence, et d'environ 500 prisonniers. Les lettres qu'on a trouvées à bord de ces bâtimens annoncent un projet formé de s'établir à Portsmouth, et l'on a pris plusieurs familles de toriers qui retournaient dans leur patrie. M. Destouches fait armer avec la plus grande diligence le vaisseau de 44 qu'il a pris, qui, avec les frégates, pourront, à ce qu'il espère, remonter la rivière d'Elisabeth. Il soutiendra cette expédition avec toute sa flotte. Votre Excellence m'a ordonné d'y joindre 1,000 hommes et j'y en enverrai 1,200 parmi lesquels seront la moitié des grenadiers et chasseurs aux ordres du baron de Vioménil. J'y joins quatre pièces de 6, quatre pièces de 12 et quatre obusiers. La marine fourrera les pièces de 24, si elles étaient absolument nécessaires mais on présente que sur des détachemens de terre celles de 12 seront suffisantes. Quant à la découverte de cette rade avec environ 2,500 hommes qui me resteront sous les armes beaucoup de transports à protéger et fort peu d'artillerie de longue portée, je fais de mon mieux pour qu'il n'arrive aucun échec ni à nos transports, ni à nos magasins. Je compte requérir à cet effet l'État de Boston et celui de Rhode-Island de me fournir 2,000 hommes de milice pour le temps que pourra durer cette expédition. J'espère que Votre Excellence trouvera bon que je me serve de son nom auprès des gouverneurs de ces deux États.

La conséquence majeure dont il m'a paru que Votre Excellence regardait l'établissement d'Arnold a déterminé M. Destouches à tout sacrifier à cet objet.

Il est de la plus grande importance que Votre Excellence veuille bien donner les ordres les plus précis aux généraux de Virginie pour rassembler leurs milices et se concerter en toutes choses avec M. Destouches et le baron de Vioménil, à leur arrivée dans la rivière de James, et je crois qu'il serait absolument nécessaire que Votre Excellence envoyât en toute diligence un aide de camp leur porter ses ordres. Je réponds du baron de Vioménil, de son activité et de sa sociabilité pour correspondre avec eux dans le plus parfait concert. Je présume que tout cet armement sera prêt d'ici à huit jours, et que si les vents sont aussi favorables qu'ils l'ont été pour la partance de l'*Événle*, ce sera une expédition faite promptement. M. Destouches fera de son mieux pour faire réunir, par la protection de sa flotte, le détachement que Votre Excellence envoie sur la rivière d'Elk, mais il dit qu'il ne peut guère en répondre à cause de la longueur de la baie. Je prends le parti d'envoyer porter cette lettre à Votre Excellence par un de mes aides de camp pour qu'elle lui soit plus promptement rendue.

Folio 217 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windsor le 27 février 1781

Monsieur,

Je remercie Votre Excellence de l'agréable nouvelle qu'elle me donne du succès du détachement naval dans la baie de Chesapeake, continuée dans votre lettre du 24, et je suis heureux de trouver en même temps que M. Destouches se prépare à une plus ample coopération. J'ai renouvelé mes ordres envoyés au marquis de la Fayette qui commande le détachement, de pousser sa marche sur la Tête de l'Elu.

[Washington continue en renseignant Rochambeau sur les mouvements de Cornwallis en Caroline sur la situation de Morgan et de Greene en face de lui et sur l'absence des moyens de résistance du Sud. Il ajoute.]

L'idée de tenir votre flotte prête et en état de sortir me fait plaisir, en ce qu'elle en imposera à celle de l'ennemi dans la baie de Gardner et fera quelque diversion en faveur des États du Sud. Je vous prie de m'honorer promptement de vos dispositions subséquentes, pour que je puisse y faire correspondre les miennes. Votre Excellence peut être assurée qu'aussitôt que les circonstances mentionnées dans ma dernière seront effectuées j'aurai certainement le plaisir de lui faire une visite et à son armée. Je suis convaincu qu'il est essentiel que nous ayons une conférence et cela le plus tôt possible.

Folio 216 — DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU AUX GOUVERNEURS DE BOSTON ET DE RHODE-ISLAND.

De Newport le 27 février 1781

[Il leur fait connaître l'expédition qui a eu lieu, le plan, concerté à cette heure avec le général Washington, de porter toute l'escadre et une grande partie des troupes dans la baie de Chesapeake et il demande le concours de leurs milices pour garder les transports à Newport pendant l'absence de l'escadre et de son armée.]

Folio 218 — DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 27 février 1781

Monsieur,

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 24. J'ai fait passer celle



incluse pour M. Destouches et j'en joins ici la réponse. Tout ce qui concerne la terre est prêt à embarquer en vingt-quatre heures mais les arrangements de la marine me paraissent encore devoir durer une huitaine de jours. J'ai bien du regret que la nouvelle de M. d'Estaing ne se confirme pas, et je trouve que la lettre du député du Congrès de Madrid du 17 décembre, partie de Cadix le 28 décembre, infirme beaucoup cette nouvelle. Serait-il naturel que l'on sût dans nos îles, vers le 18 janvier, la nouvelle d'un combat donné dans les mers d'Europe, qui était ignoré à Cadix le 28 décembre?

J'espère que Votre Excellence aura reçu promptement la lettre portée par le baron de Closen mon aide de camp elle doit croire que, de mon côté il n'y aura pas de temps perdu pour la diligence de cette expédition.

Folio 218. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 2 mars 1781

Monsieur

Le baron de Closen m'a remis, le troisième jour, la lettre de Votre Excellence du 25. La diligence a égalé son zèle et vos desirs. La nouvelle agréable et importante contenue dans vos dépêches m'a déterminé à ne pas perdre de temps pour jour de la satisfaction que je me promets depuis si longtemps. J'espère arriver à Newport mardi de bonne heure, à temps pour avoir une conversation avec Votre Excellence et le chevalier Destouches avant le départ de la flotte. J'ai déjà donné tous les ordres que vous desirez aux officiers commandant en Virginie mais j'ai envoyé des ordres frais qui leur seront portés par le colonel Gouvion.

Sur mon chemin, j'ai rencontré votre dépêche du 27. Je vous félicite sur l'arrivée de *Astrée*, j'espère qu'elle nous éclaircira agréablement sur nos projets futurs.

La politesse du baron de Closen le fait insister à me devancer pour annoncer à Votre Excellence mon arrivée.

Folio 219. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON,

La Newport le 1<sup>er</sup> mars 1781

Monsieur,

J'ai l'honneur de faire passer à Votre Excellence l'extrait des lettres ministérielles que j'ai reçues par la frégate de M. de la Pérouse. Vous y verrez que mon fils est resté par ordre pour attendre le résultat d'un projet définitif. Par lettres paracédées du 20 du mois de décembre, toutes datées de Versailles, nous apprenons que le

prince de Montbarey a donné sa démission qu'il est remplacé par M. le marquis de Ségur, un de nos lieutenants généraux les plus distingués, ami du marquis de Castries et qu'il y a de grands événements dans le ministère. Ces circonstances, la mort de l'Impératrice-Reine l'attente de M. le comte d'Estaing, qui n'était pas encore arrivé à Brest lors du départ de la frégate, quoique parti de Cadix le 8 novembre, ont dû nécessairement mettre de la suspension dans les affaires. Je vous avais mandé dans ma dernière que le comte d'Estaing était arrivé à Brest avec cent cinquante voiles, sur une lettre d'un garde-marin qui était venu à terre pour chercher le pilote pour la frégate mais c'est une erreur. Il était attendu à Brest avec la plus grande impatience et tout ce que la frégate en rapporte, c'est qu'elle a rencontré un bâtiment hollandais qui lui a dit l'avoir vu dans un parage à environ 100 lieues de Brest.

Tous nos préparatifs se font ici avec la plus grande diligence, et j'espère que la flotte sera en état de mettre à la voile le 6 ou le 7 conformément aux dernières lettres que j'ai eu l'honneur d'écrire à votre Excellence.

Folio 220.      EXTRAIT DES LETTRES DE M. LE PRINCE DE MONTBAREY  
À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 2 au 11 décembre 1782

*Détail sur l'argent et les lettres de change que le Roi envoie par la frégate de M. de la Pérouse comme le secours le plus urgent, lequel secours n'est qu'un acompte pour attendre des moyens plus puissants qui vont être envoyés*

« Les objets contenus dans le résultat de la conférence d'Hartford ont paru à Sa  
« Majesté d'une trop grande importance pour qu'ils puissent être traités légèrement  
« Le Roi me charge de vous mander que lorsqu'il aura pris sa détermination sur  
« les projets de la campagne de 1783, il vous fera passer ses ordres en pourvoyant  
« aux moyens de toute espèce qu'il jugera nécessaires à l'exécution de sa volonté. »

Folio 220.      EXTRAIT DE LA LETTRE DU ROI

« Vous pouvez être sûr mon cher Général de mon extrême attention à votre po-  
« sition et à tous vos besoins tout ce qui pourra être nécessaire sera toujours prêt  
« dès que Sa Majesté me fera connaître ses ordres. Nous sommes tous ici fort occu-  
« pés de ce qui vous intéresse, et M. le comte de Maurepas l'est tout autant que  
« moi. Je garde ici M. votre fils que je vous ferai repasser lorsque j'aurai à vous

« faire parvenir les ordres définitifs du Roi. Tout le conseil du Roi est également intéressé à prévenir tout ce dont vous pouvez avoir besoin.

« La mort de l'Impératrice-Reine, dont la nouvelle nous est arrivée il y a trois jours, est un très grand événement. »

Folio 222. INSTRUCTIONS POUR M. LE COMTE DE VIOMÉNIL.

Du 5 mars 1781.

Le détachement composé de quatre compagnies de grenadiers ou chasseurs, de quatre détachements de capitaines commandants, de quatre détachements de capitaines en second et de 120 hommes d'artillerie formant 1,220 hommes, s'embarquera sur-le-champ aux ordres de M. le baron de Vioménil, de M. le marquis de Laval, le vicomte de Noailles, M. d'Anselme et M. de Camhus. Il y aura trois ingénieurs, un aide-marchal général des logis, un aide-major général, un détachement de l'hôpital ambulant, quatre pièces de canon de 12, huit de campagne et quatre obusiers. Si l'on a besoin de canon de plus gros calibre, la marine en fournira.

L'objet de ce détachement est, concurremment avec l'escadre et les troupes américaines, de tâcher de détruire celui qui est aux ordres d'Arnold en Virginie, que l'on dit avoir pris poste à Portsmouth, à l'embouchure de la rivière d'Elisabeth, dans la rivière de James. M. le baron de Vioménil est prévenu que le général Washington a fait partir de son armée un pareil détachement qui doit être rendu dans les quinze premiers jours de mars sur la baie de Chesapeake, à l'entrée de la rivière d'Elk. Il se concertera également avec MM. de Nelson et de Steuben qui commandent toutes les notions de Virginie actuellement sur pied. Comme notre égalité maritime ne peut être que momentanée, vu les secours que les Anglais ont sûrement retirés aux Antilles depuis l'époque de leur coup de vent, il est inutile de recommander à M. le baron de Vioménil la plus grande célérité dans cette expédition pour éviter à notre flotte de se trouver bloquée dans la baie de Chesapeake et revenir ici aussi promptement qu'il sera possible, réunir nos moyens pour les opérations futures.

Je joins ici l'extrait de mes instructions de la Cour en ce qui peut concerner nos opérations combinées avec les Américains. Il est prévenu qu'il y a quarante caisses d'armes à bord de l'*Herminette*, appartenant à l'État de Virginie, qu'il pourra délivrer aux majors généraux de Steuben ou Nelson, sur leur reçu.

Du 7 mars.

Le général Washington, en présent, autorise M. le baron de Vioménil à agir tout

de suite, si le bien du service l'exige, concurremment avec les milices du pays sans attendre le détachement qu'il a fait partir de son armée, en cas que les circonstances l'auraient retardé.

Folio 221 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AUX GOUVERNEURS DES ÉTATS DE BOSTON ET DE RHODE-ISLAND.

De Newport, le 14 mars 1781.

Monsieur

Je commence par remercier Votre Excellence de l'exactitude avec laquelle elle a bien voulu m'envoyer ici les milices que j'avais demandées, et je ne peux mieux lui témoigner ma reconnaissance dans le moment où je vois que la flotte ennemie paraît prendre le parti de suivre la nôtre, qu'en renvoyant la plus grande partie de nos milices et ne gardant ici que 300 hommes de l'État de Boston et 300 de celui de Rhode-Island pour le temps que durera notre expédition, dont j'espère un succès favorable.

Notre flotte est sortie le 8, celle de l'ennemi n'est sortie que le 10 de la baie de Gardner. Je crois qu'elle va prendre à New-York un convoi de troupes à bord des transports ce qui ralentira sa marche. La nôtre a toutes ses troupes à bord des vaisseaux de guerre et n'a pas un seul transport avec elle. Elles sont absolument égales en nombre de vaisseaux. Les Anglais ont l'avantage d'avoir des vaisseaux plus forts en canon mais la nôtre a un fier détachement de troupes à bord. S. Exc. le général Washington nous a honorés cinq ou six jours ici de sa présence. Je n'ai pas pu en faire avertir Votre Excellence parce qu'il m'a surpris et m'a apporté lui-même sa réponse à ma lettre, où j'avais l'honneur de lui faire part du parti pris du départ de notre flotte. Il a bien voulu approuver la disposition faite pour recevoir l'ennemi, au cas qu'après le départ de l'escadre et la découverte de cette rade, il eût plu à la flotte anglaise de venir faire ici un coup fourré. Il a trouvé que les ouvrages du continent, pour protéger les Ferrys, sont absolument dépourvus de canons de fer, il croit très essentiel que Votre Excellence veuille bien en envoyer à Tiverton, à Bristol, dans les redoutes qui protègent les Ferrys sur Rhode-Island.

Folio 222 — AU GOUVERNEUR DE RHODE-ISLAND SEULEMENT

Si Votre Excellence peut nous faire passer ici tout le canon de fer qui est à Providence il serait bien utile à nos batteries de la rade pour remplacer la nôtre et nous mettre à portée de lui faire faire tous les mouvements que les circonstances peuvent demander.

Folio 223 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU CHEVALIER HENRY CLINCHON

De Newport le 18 mars 1781

Propositions d'échange de prisonniers

Folio 223 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 18 mars 1781

Renseignements divers

Folio 224 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE CHEVALIER DE LA FLIZERNE,

De Newport le 21 mars 1781

Je reçois dans l'instant mon cher Chevalier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14, et je vois par votre réponse à ma lettre du 17 qu'apparemment on a oublié de joindre à la copie de la lettre au général Washington que je vous faisais passer, l'extrait des dépêches ministérielles dont il est parlé dans cette lettre, et qui me sont arrivées par *l'Astée*, que je joins à celle-ci.

J'ai vu depuis M. de la Pérouse, qui m'a dit en gros qu'à son arrivée et à celle de mon fils il a cru pendant huit jours qu'on allait faire passer ici 10.000 hommes, beaucoup d'argent et beaucoup de vaisseaux, en un mot tous les moyens de prendre l'offensive la plus décidée, qu'ensuite la nouvelle de la mort de l'Impératrice-Reine avait tout suspendu, et qu'on en a été pendant cinq à six jours extrêmement occupé, qu'enfin lorsqu'il est parti on commençait à se calmer sur la crainte que cet événement n'occasionnât une guerre de terre et que les espérances d'une offensive en Amérique commençant à se dissiper. Ajoutez à cela un ministre de la guerre ébranlé puisque les lettres particulières disent qu'il a donné sa démission le 20, l'attente de la grosse flotte de M. d'Estaing, qui n'était pas arrivée à Brest le 24 décembre, et vous verrez que nous ne pouvons compter sur aucun plan qu'à l'arrivée de mon fils, que l'on a gardé exprès pour nous faire passer les ordres du Roi

J'attends avec grande impatience, mon cher Chevalier, de vos nouvelles et de celles des succès de notre flotte dans la baie de Chesapeake. Nous avons bien envoyé le plus pur de notre sang, puisqu'il a resté ici une frégate qu'on n'a pas pu armer faute de matelots. Il n'est pas besoin d'ajouter qu'on a pris ceux de tous les transports. Je vous embrasse, mon cher Chevalier, etc

Folio 225. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Labanon, le 16 mars 1781

Monsieur

Par la lettre que j'ai reçue ici du marquis de la Fayette, je trouve qu'il s'est embarqué et s'est déterminé à descendre la Chesapeak jusqu'à Annapolis, le passage étant plus certain de là que de la Tête de l'Elk.

Je prie Votre Excellence d'accepter mes plus chaudes protestations de reconnaissance pour toutes les tentatives dont vous m'avez combié à Newport et d'être assuré que je suis, etc.

Folio 226. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Hartford, le 18 mars 1781

[Renseignements sur la flotte anglaise.]

Folio 226. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 21 mars 1781

Monsieur

J'attends avec une grande impatience les nouvelles de Votre Excellence de son heureux retour à New-Windsor, en bonne santé et peu de jours après des bonnes nouvelles de la baie de Chesapeak.

Folio 227. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windsor le 21 mars 1781

Monsieur

Je suis arrivé hier à midi sur mon retour je trouvai une nouvelle contradictoire à celle que je vous avais donnée à Hartford. Je suppose que les transports anglais ont fait quelque changement de disposition qui a donné lieu de croire qu'ils avaient mis à la voile et retourné à New York. Je crois que l'on peut être assuré qu'ils n'ont mis à la voile du Hook que le 13 de ce mois.

Je suis à tout moment dans des attentes très inquiètes des nouvelles de la Chesapeak. Dès que je les aurai, je vous les communiquerai.

J'envoie à Votre Excellence un papier de New-York dans lequel vous trouverez une déclaration de guerre formelle de la Grande-Bretagne à la Hollande. Je ne sais pas quel effet cela a produit dans la politique de l'Europe, mais je pense que les autres pouvoirs neutres sont liés à soutenir les États de Hollande une des causes de cette guerre alléguée par la Grande-Bretagne étant d'avoir accédé à la neutralité armée.

*P. S.* du 22 Les lettres de Votre Excellence du 18 me sont arrivées hier au soir. La lettre pour le chevalier de la Luzerne et pour sir Henry Clinton seront envoyées immédiatement.

La réponse que vous avez faite à S. Exc. le gouverneur Hancock étant la seule convenable dans mon opinion. Si les circonstances ne nous permettent pas d'entreprendre aucune opération de plus grande importance, peut-être pourrions-nous trouver une occasion de frapper quelque coup sur le petit détachement que l'ennemi a à Penobscot.

Je reçois dans le moment des lettres du marquis de la Fayette datées de York en Virginie du 15. Une flotte n'avait paru dans la baie.

Folio 228 DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New- Windsor, le 21 mars 1781

J'ai été honoré de la lettre de Votre Excellence du 21. Je n'ai reçu aucune nouvelle du Sud depuis la lettre du 15 du marquis de la Fayette dont j'ai parlé à Votre Excellence dans ma dernière. Je n'y conçois rien, car je pense que si une flotte avait atteint la Chesapeak le 20, je devrais en avoir des nouvelles, à moins qu'une dépêche n'ait été perdue. Je juge de l'inquiétude de Votre Excellence par la mienne, et je vous communiquerai le plus promptement tout ce que je recevrai.

Les transports de New-York ont mis à la voile deux fois et sont rentrés de même et étaient encore dans le Hook le 24 de ce mois. Ces nouvelles détruisent celles que je vous avais envoyées ci-devant. Le colonel Dayton croit qu'ils ont mis à la voile le 25.

Folio 228 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE VALNAY

De Newport, le 21 mars 1781

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous prier de vouloir bien remettre à M. de la Pérouse les dépêches que M. le baron de Closem vous a remises. Vous ne devez pas

être surpris que je cherche un autre correspondant pour les faire passer en France, puisque vous avez fait partir les vôtres et nombre de lettres de cette armée par le bâtiment qui a fait voile de Salem, sans m'envoyer un exprès pour me donner avis du temps où il serait prêt à partir, comme vous me l'aviez positivement promis. Il sera extraordinaire que le ministre de France reçoive par vos lettres et par celles de tous les particuliers de l'armée des nouvelles de l'arrivée de *l'Astree*, de la prise du *Romulus* et du départ de la flotte, sans que le général ait pris la peine d'en écrire un mot. Vous devez bien penser que, dans ma première dépêche, je ne peux pas me laisser ignorer la raison de ce retard.

Folio 129. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 25 mars 78.

J'ai reçu ce soir la lettre de Votre Excellence du 21 et du 22 de ce mois. Je suis très aise de la savoir de retour en bonne santé. Les nouvelles qu'elle a reçues de M. de la Fayette du 15, de York, par lesquelles il n'avait encore aucune connaissance de la flotte française m'inquiètent beaucoup. La sortie du convoi de transports de New-York dans la journée du 3 paraît se combiner avec le départ d'Arbutnot du 10 de la baie de Gardner et je trouve le temps bien court pour que le détachement de M. de la Fayette, s'il est resté à Annapolis, puisse faire sa jonction avec celui qui porte notre flotte avant l'arrivée de l'escadre anglaise et de son convoi. Les événements de cette partie et de celle de Cornwallis sont si intéressants que j'espère que Votre Excellence voudra bien me faire passer promptement les nouvelles qu'elle en aura.

Le chevalier de Chatellux est dans son lit malade, depuis quatre jours d'une fausse fluxion de poitrine qui à ce que j'espère, n'aura pas de suite. Les médecins assurent qu'il n'y a aucun danger, et sa maladie est au période qui en fait espérer bientôt la fin.

P. S. Je pense comme Votre Excellence que la déclaration de guerre contre la Hollande devrait engager les autres puissances qui ont accédé à la neutralité armée à la secourir, mais les Anglais auront toujours l'avantage de se garder les mains dans cette campagne, par la prise des matériels et d'une partie des possessions de la Hollande. Si la Russie, le Danemark et la Suède ne prennent pas les mesures les plus vigoureuses pour la venger les Anglais auront bien fait. C'est à l'avenir à juger cette question.



Folio 230. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Newport le 17 mars 781

Monsieur,

Notre flotte est rentrée hier au soir, et le chevalier Destouches a l'honneur de rendre compte à Votre Excellence par duplicata de son combat, vous ayant déjà écrit par *l'Hermès* qu'il a envoyée à Philadelphie. Je joins ici copie de la lettre que j'ai reçue du baron de Viomenil et de la perte du détachement des troupes de terre. Tout ce que je sais en gros, c'est qu'ayant eu connaissance du cap Charles le 14, de malheureux vents contraires les ont fait courir toute la journée et celle du 15, que le 16, le vent ayant changé, ils s'en sont rapprochés et ont trouvé par une brume l'escadre anglaise entre les caps de Virginie et notre escadre, que le combat s'est engagé à 1 heure, qu'il a duré jusqu'à 4 heures, qu'il a été très chaud surtout entre quatre vaisseaux de notre avant-garde et quatre de celle des Anglais, que ceux-ci très maltraités ayant le vent, ont mis en panne et suspendu le combat, que notre escadre a continué sa bordée à trois petites voiles et a allumé ses feux toute la nuit, que le lendemain une de nos frégates a vu la flotte anglaise entrer dans la baie de Chesapeake, ce qui a fait prendre le parti à notre escadre de rentrer ici ayant un des nôtres très maltraité. La terre et la mer ont renouvelé leur union par le courage respectif qu'ils ont eu dans cette rencontre, mais il est bien fâcheux que tous les hasards aient été contre nous et fait manquer le but principal. J'espère que nos allies seront au moins persuadés que l'on a fait tout ce qui était en notre pouvoir : il est au-dessus de l'humanité de régler les vents.

P. S. — La perte des gens de mer est assez considérable, le capitaine en second du *Conquérant* a été tué, et un autre officier que je regrette beaucoup. On débarquera demain tous les blessés. J'en ignore le nombre.

Folio 231. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À LE PRINCE DE MONTBARD.

De Newport le 16 mars 781

Monsieur,

Je hasarde par un petit bâtiment de Salem qui va à Bilbao cette lettre pour vous annoncer : 1° l'arrivée de la frégate *l'Astée*, le 28 février, qui nous a apporté des fonds dont nous avions le plus grand besoin, 2° votre dépêche du 9 décembre et une autre sans date et chiffrée que je suppose du 10 ou du 11, ou vous me mandez que la nouvelle de la mort de l'Impératrice-Reine n'est arrivée que depuis trois

jours que le Roi n'a pas encore déterminé le plan de la campagne de 1781 que vous gardiez mon fils pour me faire passer ses ordres et que la frégate fut immédiatement chargée du premier secours d'argent nécessaire objet le plus pressant, 3<sup>e</sup> le duplicata de votre dépêche du 29 mai dont je n'ai jamais reçu l'original. Depuis la lettre du 1<sup>er</sup> et du 3 février que j'ai eu l'honneur de vous adresser par M. de Corny qui était avec M. de Lauran sur la frégate l'*Athènes*, dont être arrivé à bon port M. Destouches a profité le plus vite qu'il a pu de l'échec que le coup de vent avait donné à la flotte anglaise pour envoyer, conformément à la résolution qu'il avait eue du Congrès et de l'État de Virginie, un vaisseau de ligne et deux frégates dans la baie de Chesapeake tomber sur le convoi d'Arnold, et tâcher de le détruire s'il continuait ses pillages dans ces rivières. M. de Tilly qui commandait ce vaisseau détruisit neuf transports, prit le *Ramapo* de 44 canons, sous Arnold, qui était fixé dans la rivière d'Élisabeth à Portsmouth, fit remonter ses transports sous la protection d'un autre vaisseau de 64 et de deux frégates, de manière à ce qu'aucun pirate ne voulût se charger d'y conduire notre vaisseau de 64. M. de Tilly revint tout de suite avec sa prise et 500 prisonniers. Pendant ce temps-là M. Destouches a mis toute son escadre en état de sortir, et, sur la nouvelle qu'Arnold se retirait à Portsmouth et paraissait vouloir s'y établir il se décida à suivre le plan qui m'était arrivé du général Washington. En conséquence il fit armer tout de suite le *Ramapo*. J'envoyai suivant le même plan à bord de nos vaisseaux de guerre un détachement de 1 : 20 hommes avec quatre pièces de 12 huit pièces de 4 et quatre obusiers aux ordres de M. le baron de Viomeny, M. le marquis de Laval, M. le vicomte de Nauillac, M. d'Anselme et M. de Cambis. Le général Washington a fait partir de son armée un pareil détachement aux ordres de M. de la Fayette qui doit se trouver sur la baie de Chesapeake à l'époque où notre flotte y paraîtra. Ces deux détachements ont ordre d'agir de concert avec l'escadre et les milices du pays pour tâcher de détruire toute l'expédition d'Arnold, conformément à l'instruction ci-jointe n<sup>o</sup> 1.

Le 7 le général Washington arriva ici, il vit partir l'escadre le 8. Il eut la bonté d'approuver la nouvelle disposition faite pour défendre cette rade après le départ de l'ennemi, et la convocation de quelq. milices du pays voisin pour m'aider à la soutenir au cas qu'il plût à la flotte anglaise d'essayer ici sur une frégate déarmée flûte de matelots, sur nos transports et nos magasins, un coup fourré.

Le 10 jeus nouveau à 5 heures du soir que la flotte anglaise était sortie le matin de la baie de Gardner et cherchant à doubler la pointe de Montuck, nous apprîmes aussitôt qu'un convoi de transports était prêt à partir le 8 de New York avec des troupes à bord sous l'escorte de deux frégates. Il est sorti le même jour que notre

escadre, elle le serrera de près. La flotte anglaise est égale à la nôtre en nombre de vaisseaux, le *Bedford* ayant été remplacé avec les mâts du *Catbird*. Elle est plus forte en canons, mais la nôtre est bien armée des équipages de tous nos transports et d'un bon détachement à bord. Elle a quarante-huit heures d'avance, il faut espérer qu'il en résultera un bon succès.

Il était indispensable de profiter de ce premier moment d'égalité de forces maritimes pour secourir les États du Sud. Cornwallis, après avoir eu son avant-garde défilée par le général Morgan, a fait la pointe la plus audacieuse. Il a serré et suivi de près l'armée du général Greene, qui a été obligée de se retirer sans perte et sans échec jusqu'à la rivière de Dan qui tombe dans le Roanoke, frontière de Virginie. Nos dernières nouvelles sont que Cornwallis, ayant ses flancs et ses derrières couverts par les milices de Virginie, a commencé à se retirer sur Hillsborough, que Greene avait repassé le Dan pour le suivre. Cette expédition sur Arnold ne peut pas se présenter dans un moment plus favorable et plus intéressant.

De 17 mars.

Notre flotte est rentrée hier au soir et le chevalier Destouches rendra compte de son combat du 16. Je joins ses copies de la lettre que j'ai reçue du baron de Voisins, n° 2, et de la perte du détachement des troupes de terre. Tout ce que je sais en gros, c'est qu'ayant eu connaissance du cap Charles le 14, de malheureux vents contraires les ont fait louvoyer toute cette journée et celle du 15, que le 16, le vent ayant changé, ils se sont rapprochés de la côte, qu'ils ont trouvé par une heure l'escadre anglaise entre les caps de Virginie et notre escadre, que le combat a été engagé à 1 heure, qu'il a duré jusqu'à 4, qu'il a été très chaud, surtout entre quatre vaisseaux de notre avant-garde et quatre de celle des Anglais, que ceux-ci très maltraités, ayant le vent ont mis en panne et suspendu le combat, que notre escadre, ayant un des vents si degrés qu'il a fait signal qu'il ne pouvait pas recommencer le combat, a pris le parti de continuer sa marche à petites voiles et a allumé ses feux toute la nuit, que le lendemain une de nos frégates a vu la flotte anglaise entrer dans la baie de Chespeak, sur quoi la nôtre a pris le parti de rentrer ici. La terre et la mer ont renouvelé leur union, par le courage respectif qu'ils ont eu dans cette rencontre : mais il est bien fâcheux que tous les hasards aient été contre nous et aient fait manquer le but principal. J'espère que nos alliés seront au moins persuadés que l'on a fait tout ce qui était en notre pouvoir : il est au dessus de l'humanité de régler les vents.

Je joins ses copies de la lettre n° 3 que j'ai écrite au général Washington d'après ce combat, et l'état des grâces que je demande pour les officiers qui se sont trouvés au combat du 16, n° 4.

..

Folio 235. DE M. LE BARON DE VIMÉNIL À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.<sup>1</sup>

*A bord du Duc-de-Rouergue le 19 mars 1781 à 30 lieues dans le sud des côtes de la Delaware.*

Mon Général,

Vous verrez par la relation que M. le chevalier Destouches vient de me remettre et qu'il m'a prié de vous adresser de sa part, toutes les contrariétés qui nous ont empêchés d'entrer et de prévenir l'escadre anglaise dans la baie de Chesapeake. C'est avec bien du regret que je vais vous rejoindre sans avoir rempli l'objet de l'instruction que vous m'aviez donnée. Nous serons peut-être plus heureux dans un autre moment.

M. le chevalier Destouches a manœuvré et servi le Roi et la cause de l'Amérique dans la journée du 16, avec une distinction qui doit lui faire honneur et lui assurer l'estime de nos ennemis. Il a été parfaitement secondé par tous les capitaines et officiers de son escadre. Nos troupes de terre ont mérité son estime et ont été utiles. Son combat a été audacieux, et soutenu avec une vigueur que nous avons tous admirée. Ce que j'ai vu enfin, mon Général, dans cette journée, du bon ton, de la résolution de MM. les officiers de la marine, ainsi que de la joie de tous les équipages au moment et pendant la durée du combat, m'a fait pleurer d'attendrissement. Sans ces nobles braves du *Conquérant*, M. Destouches eût attaqué l'escadre anglaise une seconde fois et les hasards nous eussent peut-être été favorables.

Si je ne vous amène pas un détachement victorieux d'Arnold, je vous promets du moins qu'il doit être fait au bruit du canon. Il est bien malheureux d'être obligé de renoncer par raison à une expédition qui pouvait à la fois délivrer la Virginie et influer très essentiellement sur les affaires de l'Amérique. Je ne vous dis rien de ma peine particulière, il vous sera facile de l'imaginer. Croyez, je vous prie, mon cher Général, que elle porte surtout sur le regret d'avoir manqué cette occasion de justifier votre confiance et de faire valoir l'opération dont vous m'aviez chargé.

P. S. M. le marquis de Laval, qui s'est trouvé sur le vaisseau qui a le plus souffert, ou qui a donné le meilleur exemple, a eu une contusion à la cuisse qui n'a point eu de suite.

MM. de Noailles, de Damas, de Sheldon, de Chabannes et de Lameth se sont montrés partout avec utilité et distinction et se portent à merveille. J'ai le même

Vous transportons à cette place, qui est la seule, le rapport de Viménil, mais à propos transcrit au folio 235 dans le registre de Rochambeau.

bien à vous dire de MM. de Menouville, Coët, de Blanchard et de tous mes autres aides de camp.

M. de la Touche, chargé par son amiral d'entrer dans le Delaware et de porter à Philadelphie les armes destinées aux Virginien, remettra à M. le chevalier de La Luzerne avec cette dépêche celles que j'ai prié mon amiral de faire passer très promptement à M. Washington et à M. de la Fayette, que j'ai prévus de notre retour à Newport pour qu'ils eussent à se déterminer en conséquence.

[Du folio 234 au folio 288, les documents transcrits dans le Volume n° 3733 concernent la période d'inaction du corps expéditionnaire et de l'escadre après la tentative de Destouches vers la Chesapeake. Ils se rapportent donc aux circonstances dans lesquelles on se trouvait à Newport avant l'arrivée du comte de Barras et lorsque le comte de Grasse fut annoncé. Nous négligerons ceux de ces documents qui ont trait à des projets dont il a été à peine question dans notre récit des événements, tels qu'une tentative sur Penobscot, demandée de Boston et à laquelle Destouches se montra très enclin contrairement aux avis de Washington, l'expédition secrète à laquelle La Pérouse était autorisé; un coup de main contre les défenses de Long-Island et du Sund, suggéré par un officier américain et que Washington appuyait, mais dont Rochambeau semblait peu partisan. Ces projets ne firent qu'occuper le temps jusqu'au moment où le retour de Rochambeau le fils, l'arrivée du comte de Barras avec lui et, bientôt, l'avis de la prochaine présence du comte de Grasse donnèrent aux faits leur dernier cours. Dans sa lettre du 31 mars à Washington, Rochambeau prévoit que les choses doivent amener et vont amener en effet la réunion du corps expéditionnaire aux troupes du général en chef, pour opérer ensemble selon que les circonstances le demanderont. Ses lettres suivantes indiquent que, suivant lui, ils seront, en définitive, appelés ensemble dans le Sud. Diverses lettres de Washington se trouvent ensuite, il faut que le lecteur les rapproche de celles qui ont été transcrites des folios 175, 178, 182, 186, 188. Ces lettres ont bien été imprimées sur l'original par Sparks, mais il importait de les reproduire ici, pour faire la lumière sur la préoccupation, qu'avait Washington, de faire croire autour

de lui que ce n'avait pas été sa faute, mais bien celle des généraux du roi. «  
[On n'était pas allé à temps détruire Arnold en Virginie.]

Folia 234. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU, AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Newport le 31 mars 1781.

Monsieur,

Votre Excellence a vu par le dernier combat du chevalier Destouches l'inutilité des combats de mer et des opérations combinées sur cet élément. Il ne faut pas se flatter d'y avoir de plus grands succès tant que nous n'aurons pas une supériorité décidée. Nous escadre après avoir reçu les plus grands honneurs par une opération «  
et des temps forces, » est revenue vingt-quatre heures avant l'action pour combattre «  
avec gloire, » mais les Anglais ont eu la profit. Notre escadre n'est pas en mesure d'escorter un convoi à la face d'une escadre supérieure qui après le combat le plus heureux pour nous l'aura connue elle a déjà fait, par aller s'embarquer à l'entrée de la baie de Chesapeake. Votre Excellence n'ignore pas d'ailleurs qu'Arbuthnot a dans ces mers à ses ordres trente-six frégates ou autres petits bâtiments très propres à bien houpiller un convoi dont l'armement, s'il était possible en matelots, ne pourrait jamais être secret.

Tout l'effort du Français va donc continuer à se porter au Sud. Si leurs efforts y sont urgents, je rappelle à Votre Excellence ce dont il a été question dans notre dernière conférence, c'est de marcher par terre à la rivière du Nord. Je vous mènais tout ce que je pourrai. Je laisserai ici 1,200 hommes avec 3,000 hommes de milice que l'on convoquera pour assurer l'escadre du Roi pendant qu'elle sera obligée d'y mouiller.

À l'époque à laquelle je pourrai me trouver à la rivière du Nord, nous aurons, «  
ce que j'espère, le plan de la campagne par le retour de mon fils. S'il est question du siège de New-York, ma marche à la rivière du Nord sera autant de fait pour cette opération, si, au contraire, ce que je ne présume pas, nous sommes réduits à la défense, vous ferez de moi à la rivière du Nord ce que vous voudrez, pour me pousser plus loin si la possibilité s'y trouve, ou pour me laisser à West-Point. Votre Excellence envoie une partie de ses forces au Sud. Ce dernier parti est le plus militaire, le plus convenable pour ne pas détruire la très petite armée française, et Votre Excellence sait que je lui ai toujours dit qu'en appuyant sur ce sentiment je parlais contre ma gloire et mon intérêt personnel puisque je continuais par mon grade partout où elle n'est pas. Mais il n'y a moi intérêt personnel qui puisse me faire préférer le parti de mener une armée à 300 lieues, au début d'une campagne,

pour achever sa destruction par les maladies de l'automne dans un climat malsain à cette époque.

Je soumetts ce projet aux ordres de Votre Excellence, et si elle l'approuve elle me donnera les surs, pour que je fasse mes dispositions préparatoires en conséquence. Quant au moment de l'exécution, ce sera à elle à le décider, sur les nouvelles plus ou moins pressantes qu'elle aura du Sud, sur le plus ou le moins de possibilité qui restera à M. Clinton de joindre un corps de 3,000 ou 4,000 hommes, à un retour plus ou moins prompt de l'escadre anglaise dans la baie de Gardner pour entreprendre sur l'escadre du Roi, qui se trouverait alors assez exposée, sous la sauvegarde des milices du pays.

M. Duportail, avec qui je viens de causer sur tout ceci, est absolument du même avis. Il part le 1<sup>er</sup> avril et compte être le 5 à New-Windsor. Il vous rendra compte plus amplement de la discussion que nous avons faite ensemble des différentes idées qui ont été traitées et pendant le séjour de Votre Excellence pour lesquelles j'attendrai toujours ses ordres avec respect et soumission.

Folio 137 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 3 avril 1781.

Monsieur

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 19 par laquelle je vois qu'elle ne peut avoir appris que le lendemain ou le surlendemain la nouvelle de la retraite de notre escadre. Elle aura reçu depuis une lettre de moi du 31 mars par laquelle je lui mandais d'après le résumé de tout ce qui a été discuté ici en sa présence, le mouvement qu'il sera possible de faire faire au corps français, lorsque les nouvelles du Sud deviendront urgentes au point de s'exiger. J'avais l'honneur de lui mander en même temps que M. Duportail et moi nous avions bien raisonné à fond de toutes les suppositions possibles, qu'il devait arriver le 5 à New-Windsor, et que je lui priais quand elle aurait pris sa résolution, de me donner ses derniers ordres pour que j'eusse le temps de préparer ce mouvement, tant pour les vivres que pour les transports de notre artillerie de campagne. Je ne vois pas encore bien clairement par les rapports qui ont été faits à Votre Excellence que le convoi de New-York soit parti. J'en ignore totalement la consistance.

Je crois qu'il est essentiel de ne se dégarnir que quand on sera bien sûr qu'il ne reste plus à New-York que ce qui est indispensable pour leur défense.

Je supplie Votre Excellence de vouloir bien faire passer la lettre ci-jointe à M. le chevalier de la Luzerne, et d'être bien persuadée du respect et du personnel attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

Folio 138 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE

Du Newport, le 4 avril 1781

[Après divers détails sur la situation financière du corps d'armée, le général continue à son ]

Je vous confie sous le plus grand secret et pour vous seul que la marine a des ordres pontifs depuis un mois, qu'elle a retardé jusqu'à son retour de faire partir pour une destination ses transports sous l'escorte d'une frégate, que La Pérouse m'a dit verbalement qu'il croyait être sûr que l'escadre du Roi aura l'ordre d'aller se rejoindre à la masse au printemps et qu'il ne présumait pas que ceci fût le premier objet de l'offensive pour le printemps prochain. Voilà tout ce que je sais, mon cher Chevalier. Je vous ai confié l'extrait de mes dépêches ministérielles, si les vôtres vous ont donné plus de lumière, vous me ferez grand plaisir de me les faire passer sous le même secret. Je vous dans votre réquisition au comité qu'il y est mention de 12,000 hommes de troupes de terre et de pareil nombre sur la flotte à nourrir. J'ignore d'où vous vient cette spéculation et je voudrais bien qu'elle se régularisât.

Je soutiens bien sincèrement, mon cher Chevalier, que la cour de France envoie un beaucoup d'argent tant pour son armée que pour venir au secours des Américains. Je suis parfaitement de votre avis sur tout ce que vous me mandez de sagesse et de réserve à mettre à leur administrer ces secours quand ils seront arrivés. Je n'ai rien de ma part qui me les annonce, mandez-moi, je vous prie, plus clairement si vous avez des nouvelles positives à cet égard.

Folio 140 D. GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windser le 3 mars 1781

J'ai reçu la nuit dernière la lettre de Votre Excellence du 27 annonçant le retour de l'escadre du chevalier Destouches à Newport. Quelques minutes avant l'arrivée de votre lettre, je reçus du chevalier de la Luzerne la lettre incuse à cachet volant, m'informant de l'action du 16 devant les caps de la Chesapeake. J'ai reçu également le chevalier Destouches et du baron de Vioménil des lettres par la même occasion.

Quoique je regrette que l'exécution de notre plan n'ait pu avoir lieu, j'admire la bonne conduite et la valeur du chevalier Destouches et de son escadre pendant le cours de cette action, et je suis heureux de voir par ces lettres et celles du



baron de Viomenil qu'il y a eu la plus généreuse émulation entre les forces de terre et de mer. Il sera très évident que la Grande-Bretagne ne doit le salut d'Arnold qu'à l'influence des vents et non à la supériorité de sa marine dans la dernière affaire.

J'ai reçu nouvelle sans avoir eu de particularités qu'il y a eu le 15 un engagement général entre le général Greene et le lord Cornwallis près Guilford-Court House dans la Caroline du Nord. J'attends impatiemment un détail officiel que je vous ferai passer.

Je suis fâché d'apprendre par votre lettre du 25 que le chevalier de Châtellux est fort malade. J'espère apprendre bientôt des nouvelles de sa convalescence.

Folio 24 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windsor le 3 avril 1781

Dans ma lettre du 31 dernier j'informais Votre Excellence d'une action entre le général Greene et le lord Cornwallis, qui a eu lieu le 15 mars. Les détails de laquelle je n'avais pas encore reçus alors. Je vous ai présent ici la copie de la lettre du général Greene, dans laquelle il donne les circonstances de cet engagement en détail. De ce détail et d'autres nouvelles, je suis persuadé que, quoique l'ennemi ait eu la gloire de maintenir le champ de bataille, le lord Cornwallis trouvera ses forces effectives grandement diminuées par le nombre des tués et blessés, et qu'étant encombré avec les derniers il éprouvera des obstacles qui retarderont et feront beaucoup de tort à ses opérations futures. Cela paraît avoir été le grand objet du général Greene par une lettre de lui écrite quelques jours avant l'action.

J'ai l'honneur de vous envoyer la relation de l'ennemi du combat du 16 du mois dernier entre les flottes française et anglaise, de leur aveu, trois de leurs vaisseaux sont entièrement désemparés, et comme ils ne se vantent pas, comme ils sont toujours disposés à le faire, d'aucun avantage considérable qu'ils aient obtenu, il est évident, dans leur propre opinion, qu'ils n'ont pas de quoi se glorifier.

Folio 26 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 4 avril 1781

Monsieur

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 31 du mois dernier. Nos troupes de terre et de mer regarderont son approbation comme la récompense la plus flatteuse du courage qu'elles ont marqué au combat du 16. Il est bien essentiel

l'avoir des nouvelles de l'embarquement de New-York en parti, et si les Anglais ne tentent encore de suivre des entreprises vigoureuses au Sud je crois que le lord Cornwallis avait décidé son mouvement rétrograde quand il a combattu l'armée de Greene et, je le présume, parce qu'il ne l'a pas suivie. S'il m'est permis de hasarder mon opinion sur un pays que je ne connais pas, il me semble qu'il faudrait tâcher de l'affamer, mais éviter de combattre. Je parle d'après le rapport envoyé par le gouverneur Jefferson, que le chevalier de la Luzerne m'a adressé.

Le chevalier de Chateaux est hors de l'hôpital, il m'est venu voir ce matin pour habiller.

Folio 142 DU MÊME AU MÊME

Monsieur,

J'ai fait part au chevalier Destouches des propositions du conseil de Boston pour Penobscot, et de la réponse que Votre Excellence m'a faite à ce sujet. M. le chevalier Destouches m'a paru saisir vivement cette entreprise. Il a fait demander par M. de la Pérouse un plan que des députés de Boston nous ont apporté d'après lequel il compte armer deux vaisseaux de 64, une flotte et deux frégates, et m'a demandé ce que je croyais nécessaire d'y joindre de troupes de terre.

et j'ai conclu en disant au chevalier Destouches qu'aussi persuadé que lui que le moment est très favorable pour cette expédition qu'elle peut être très agréable en donnant quelques suites à son combat du 16 mais qu'étant à vos ordres j'attendais l'approbation de Votre Excellence avant de lui rien répondre de positif.

C'est avec bien de la douleur que je vois le départ résolu de tous les transports. Il m'a montré l'ordre positif qu'il a reçu de son ministre par la frégate *l'Asoté*, et il doit les faire partir pour une destination sous l'escorte d'une frégate. Le ministre m'a marqué dans sa lettre que le convoi qui nous arrivera nécessairement pourra remplacer ce vide et que le Roi ne le laissera manquer d'aucun des moyens quand une fois le plan de campagne sera arrêté.

Folio 143 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE LA PÉROUSE

De Newport le 6 avril 1781

Votre requête mon cher La Pérouse a chargé dans les têtes du conseil de Boston tout l'état de la question. Au lieu que c'étaient eux qui nous proposaient de les aider dans cette expédition par ce que vous m'avez dit de la part de M. Hancock actuellement c'est nous qui les requérons dans le projet que nous avons de la

faire et ils ne peuvent nous rien donner, disent-ils, que des renseignements. Il sera cependant indispensable, lorsque vous partirez pour cette expédition, d'embarquer avec vous quelques-uns de leurs bons officiers de ceux qui étaient à celle du général Lowel, qui pourront donner des renseignements locaux et rassembler toutes les milices de la rivière de Penobscot. Il faut aussi que le conseil vous expédie un ordre pour leur rassemblement à votre arrivée. ménagez surtout, mon cher La Pérouse, le secret dans cette affaire, et que les officiers que le conseil aura désignés ne soient parvenus que la veille de votre départ. J'ai écrit au général Washington pour avoir sa permission, et l'on va préparer, pendant ce temps-là, tout ce qui sera nécessaire, ce qui se fera concurremment avec le ravitaillement du reste des vaisseaux et ne pourra rien donner à entendre au public. Le secret ne perdra pas un instant mais je crains Boston.

Folio 245 DE GENERAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor le 7 avril 78

Monsieur

J'ai été honoré de la lettre de Votre Excellence du 31 dernier, vos remarques sur l'incertitude des combinaisons qui dépendent des forces de terre et de mer, excepté le cas d'une supériorité absolue déclinée sur l'ennemi, sont judicieuses et contiennent les idées que j'ai toujours eues à ce sujet. En considérant sérieusement les offres que Votre Excellence veut bien me faire de marcher par terre avec toutes vos forces vers cette place New Windsor] excepté 100 hommes à ajouter à 300 hommes de milices pour la sûreté de la flotte, je suis d'opinion que, dans les circonstances actuelles cela doit être différé et que cela vous mettrait peut-être dans un mouvement qui ne ferait que vous troubler sans nécessité, outre la dépense considérable d'appeler un grand corps de milices, ce qui ferait tort au complètement des recrues des troupes continentales. le service de la milice étant préféré par le peuple à celui des troupes régulières, étant payé plus considérablement le devoir moindre et la discipline plus relâchée. Mes raisons pour différer les offres de Votre Excellence sont en résumé ce qui suit. Je ne regarde pas les troupes françaises comme essentiellement nécessaires ici jusqu'à ce que l'on puisse opérer contre New-York, ou jusqu'à ce que nous soyons obligés de faire de si grands détachements vers le Sud que nous soyons obligés de nous assister de vos troupes pour assurer le poste de West-Point et ses dépendances. la communication de la Delaware à la rivière du Nord et couvrir cette contrée contre les entreprises et les pillages de l'ennemi. L'ennemi ayant envoyé au Sud un nouveau détachement de

500 hommes j'ai envoyé au marquis de la Fayette ordre d'y pousser avec son détachement et de joindre le général Greene. J'espère encore être capable, avec le reste de mes forces et les secours qui commencent à arriver ici, d'effectuer le dernier dessein plus spécialement, puisque, dans une circonstance pressante je puis appeler un corps respectable de milices des contrées voisines. Il ne me paraît pas qu'une entreprise aussi considérable que celle contre New-York puisse être décidée jusqu'à ce que nous ayons un renforcement d'hommes et de vaisseaux d'Europe. C'est pourquoi je pense que les troupes à vos ordres peuvent rester dans leur présente position jusqu'à l'arrivée du vicomte de Rochambeau qui, j'espère, ne tardera pas, ou de quelques autres intelligens d'Europe, ou que les affaires du Sud deviennent plus critiques, mais, comme le mouvement de vos troupes peut faire un bon effet sur les craintes que l'ennemi peut en prendre à New-York et les empêcher de faire de nouveaux détachemens vers le Sud, je prie Votre Excellence de faire circuler le bruit que vous êtes prêt à joindre cette armée, et de faire des démonstrations pour préparer votre marche. En effet la saison qui approche, si nous ne sommes pas assez malheureux pour faire encore une campagne inactive, autorise les préparatifs pour entrer en campagne, quel que soit le théâtre de nos opérations qui non seulement donneront naissance à ce rapport mais en facilitant réellement l'exécution si le cas s'y lie, ce qui est assez probable.

Comme le général Duportail n'était pas encore arrivé hier, je n'ai pu conférer avec lui qu'aujourd'hui, après qu'il m'a en raconté tout ce qui s'est traité entre Votre Excellence et lui, et je lui ai dit mon opinion pour ne pas faire encore remuer les troupes de Votre Excellence du lieu où elles sont et les raisons qui m'engagent à cette résolution, il y a pleinement acquiescé et est du même avis que moi.

Depuis que j'ai commandé cette lettre, j'ai reçu celle de Votre Excellence du 3. Le détachement qui a deux fois mis à la mer et retourné, est à la voile finalement de Hook le 30 du mois dernier, j'imagine qu'il est arrivé à la Chesapeake le 20. Le marquis de la Fayette m'ayant écrit que la flotte ennemie, qui a quitté le port de New-Haven le 21, y a retourné le 23 avec nombre de transports, on dit que le détachement consistait en 1,500 hommes et est commandé par le major général Phillips.

M. Henry Clinton sera par ses ces détachemens trop affaibli pour penser à aucune autre opération offensive qui n'aura pas le Sud pour objet. C'est pourquoi si Votre Excellence a occasion de marcher de ce côté-ci, espère qu'elle pourra passer qu'un moindre nombre que celui mentionné dans sa dernière lettre sera nécessaire pour assurer la flotte dans le port de Newport, mais c'est une matière qui comme Votre Excellence l'observe ne peut être déterminée que sur la force effective que

en même lieu à New-York, quand nous nous réunirons et que le plan de campagne sera décidé.

Vol. 246. — M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

En Newport le 22 août 1781.

Monsieur

J'ai reçu la lettre du 7 de ce mois dont Votre Excellence m'a honoré. Je suis charmé que les affaires du Sud lui permettent de différer l'ordre de se faire rejoindre par mon petit corps de troupes, et je n'avais eu l'honneur de lui écrire que pour ne permettre de faire mes préparatifs pour le moment où la nécessité s'exigera. L'espérance d'une entreprise sur New-York et pour le dire franchement, le manque absolu d'espèces, m'ont fait différer jusqu'à l'arrivée de *l'Astée* l'achat des chevaux nécessaires à une marche de terre. Il y a quinze jours que j'ai donné la commission à M. Wadsworth de acheter peu à peu, pour ne pas être rançonné, 400 chevaux d'artillerie à ajouter à 160 que j'ai fait en total 560 absolument nécessaires pour traîner l'artillerie de campagne. Je compte louer des chariots attelés de quatre bœufs pour toutes les autres parties du service et pour les équipages des officiers. Quant à mon artillerie de siège ainsi que tous les wagons d'effets de régiment et de l'armée je compte, si Votre Excellence l'approuve, en faire le dépôt à Providence, où je laisserai une petite garnison de 400 ou 500 hommes pour leur sûreté à joindre aux milices du pays, car le coup averti bon pour M. Clinton s'il y envoyait 1,200 ou 1,500 hommes avec des petits bâtimens en état de passer la barre, dont il ne manque pas. De ce qu'ils n'y sont jamais venus, il ne faut pas conclure qu'un dépôt aussi considérable et aussi attenant ne fût pas capable de les y arrêter s'il y avait pas de force pour les arrêter. Quant à Newport, si l'escadre, lorsque je marcherai à une autre destination, un détachement de milices pour en garder les ouvrages et la rentrée aux escadres du Roi est absolument nécessaire. Si, au contraire, l'escadre du Roi y reste, Votre Excellence règlera le nombre des troupes que j'y dois laisser relativement à la possibilité qui restera à l'ennemi pour y entreprendre et la garnison de Providence qui se trouverait alors convertie par l'escadre du Roi doit en faire partie. Lorsque Votre Excellence prévoira quelle peut me faire faire un mouvement, je la supplie seulement de m'en prévenir le plus à l'avance qu'il sera possible, M. Wadsworth m'ayant demandé trois semaines pour pouvoir rassembler les chariots attelés de bœufs qui seront nécessaires pour les différents services et pour les équipages de l'armée, que je réduirai au pur nécessaire. En attendant, on achète toujours les chevaux d'artillerie, on renforce les magasins de farine à

Hartford, on évacue sur Providence nos poudres, nos fers coulés et tout ce qui n'est pas nécessaire des effets de l'artillerie de siège pour la défense de la rade et des magasins de l'armée. Tous ces mouvements suffisent pour faire présumer que l'on veut faire une marche par terre et rempliront à cet égard les vues de Votre Excellence pour donner à New-York l'espoir de se moins dégarnir. Je prévins Votre Excellence que la marche d'ici à New-Windsor sera fort lente, le passage des Ferrys d'ici à Providence la difficulté des chemins à joindre à la longueur des préparatifs, tout cela m'engagea à demander, aussitôt après que mon fils sera arrivé, les ordres de Votre Excellence si nous serions réduits à cette dernière, pour y mettre alors toute l'activité qui sera en mon pouvoir.

Nos préparatifs se font pour l'expédition dont j'ai parlé à Votre Excellence dans ma lettre du 6 de ce mois et sur laquelle j'attends ses derniers ordres. Tant que l'escadre anglaise sera à la baie de Chesapeake, je la regarde comme sûre, si elle revient à New-York pour se radouber, elle est encore insaisissable, mais si elle revient dans la baie de Gardner elle me paraît trop hasardée, et que l'objet ne mériterait pas tous les risques que cette expédition partielle aurait à courir. Je crains ce dernier parti de l'ennemi. Le gouverneur Trumbull a reçu un avis qu'il regarde comme sûr de l'apparition de vingt voiles anglaises dans le haut du Sund, et le duc de Lauzun me mande que le gouverneur a quelques inquiétudes sur les côtes du Connecticut. Je croirais plutôt, si la nouvelle est vraie, que c'est un convoi préparé pour le ravitaillement de l'escadre qu'ils supposent devoir arriver d'un jour à l'autre à la baie de Gardner. Si cela est, notre affaire est manquée, les préparatifs n'en vont pas moins leur train avec beaucoup de secret pour que rien ne la retarde etôt que Votre Excellence y aura donné son approbation si la position de l'ennemi permet de l'entreprendre. Je ne conçois pas comment les Anglais, beaucoup plus maltraités, se radouberont si vite, il faut encore trois semaines au Conquerant pour se mettre en état de sortir. Il est vrai qu'il a perdu une pièce bien essentielle et difficile à remplacer qui est son gouvernail. Le chevalier Destouches ne perd pas de temps à toutes ces opérations.

Folio 148 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windsor le 10 avril 1781.

Monsieur,

J'ai eu le plaisir de recevoir la lettre de Votre Excellence du 6 de ce mois. Je suis grandement obligé au chevalier Destouches pour la disposition qu'il montre d'entreprendre l'expédition de Pensacote et à vous pour les offres que vous faites de

fournir un détachement de vos troupes pour le même dessein. L'objet est certainement digne d'attention et, s'il peut être effectué, sera très agréable aux États, particulièrement à ceux de l'Etat M. Destouches peut mieux juger de la situation de la flotte ennemie, si elle peut être entreprise avec prudence, et Votre Excellence par les informations qu'elle a reçues, quel nombre de troupes sera nécessaire pour cette entreprise. Je suis persuadé qu'elle aura été calculée d'après l'éloignement de l'ennemi, pour vous suivre avec partie de sa flotte. Si le poste peut être emporté d'un coup de main ou s'il requiert assez de temps pour que l'entreprise puisse être interrompue avant sa conclusion, et en cas d'une escadre supérieure envoyée par l'ennemi, quelle sera la protection ou la retraite pour les vaisseaux et pour les troupes de terre dans une contrée inhabitée où un grand nombre périront faute de provisions dans la première entreprise? Tous ces points sont trop importants pour n'avoir pas été pesés dans votre conversation avec les députés de Boston qui ont pu vous éclairer sur chacun d'eux. La confiance que j'ai dans votre jugement vous assure de mon concours dans tout ce que vous jugerez à propos de faire en cette occasion. Je prends seulement la liberté de faire remarquer deux choses.

(Washington continuant en ajoutant des objections qui en résultent à son très peu parlant de l'opération.)

Folia 250. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

A Newport, le 14 avril 1781

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence d'hier de ce mois au sujet de l'expédition proposée par l'Etat de Boston, à laquelle vous voulez bien donner votre approbation sous deux restrictions. La première, qui regarde la marine, concerne le chevalier Destouches qui a l'honneur d'y répondre par la lettre ci-jointe. Quant à la seconde, qui regarde la terre, j'avais été assez heureux pour prévenir les sages réflexions de Votre Excellence. J'avais mis le chevalier de Chatellux en état de se passer de tout secours de nos amis environnais en lui donnant 800 hommes de troupes, quatre mortiers de 12 p. quatre pièces de 24, indépendamment de celles qui auraient pu tirer des vaisseaux par augmentation. Ce qui était plus que suffisant pour réduire un fort où il y a 300 hommes de garnison sans aucun souterrain ni chemin couvert ni aucun ouvrage extérieur. Ce détachement était tout prêt à s'embarquer, mais il m'a paru que les observations de Votre Excellence sur la séparation de l'escadre, sur le risque d'être interrompu par des forces supérieures dans le cours de l'expédition, que M. Destouches ne juge pas possible d'entreprendre avec

448 CORRESPONDANCE DU COMTE DE ROCHAMBEAU

ses seules frégates, ce sont les motifs qui lui font renoncer absolument à ce dessein pour le moment présent.

Folio 250 DE GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor le 8 avril 1781

[Il lui adresse un officier qui présente un plan pour attaquer avec certitude Long-Island.]

Folio 251 - DU MÊME AU MÊME.

De New Windsor le 10 avril 1781

[Indications sur un mouvement de Clinton d'âge en apparence vers le Sud.]

Folio 252 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 18 avril 1781

Votre Excellence a vu par ma dernière lettre et celle du chevalier Destouches que ses judicieuses observations ont totalement suspendu toute idée de son premier projet sur la demande du conseil de Boston. Il me paraîtrait bien intéressant de tâcher d'avoir des nouvelles positives si la flotte ennemie est en entier dans le Hook ou si elle est partagée entre la baie de Chesapeake et New-York. Dans ce dernier cas, M. le chevalier Destouches me paraîtrait avoir beau jeu pour aller croiser devant New-York et combattre celle des deux montées qui viendrait se réunir à l'autre, etc.

Folio 253. — DE M. HUNTINGTON, PRÉSIDENT DU CONGRÈS,  
A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Philadelphie le 6 avril 1781

Monsieur

C'est avec un grand plaisir que je m'acquitte de mon devoir, en vous transmettant le vœu sincère et les remerciements du Congrès assemblé des États-Unis que les commandants de l'armée et de la flotte de Sa Majesté Très Chrétienne ont si bien mérités par le zèle et la vigilance qu'ils ont, en toute occasion, manifestés pour remplir les généreuses intentions de leur souverain et l'affaire des États-Unis.



Folio 253. — RÉSOLVÉ DU CONGRÈS DU 5 AVRIL 1781

Résolu que le président du Congrès transmettra les remerciements des États-Unis au Congrès assemblé au comte de Rochambeau et au chevalier Destouches, commandants de l'armée et de la flotte que Sa Majesté Très Chrétienne a envoyées au secours de ses allies, pour le zèle et la vigilance qu'ils ont, en toute occasion, manifestés pour remplir les généreuses intentions de leur souverain et les desirs des États-Unis.

Qu'il présente ses remerciements particuliers au chevalier Destouches et aux officiers et gens de mer à ses ordres pour la bravoure, la fermeté et la bonne conduite qu'il a déployée dans la dernière entreprise contre l'ennemi à Portsmouth en Virginie, dans laquelle, quoique l'accomplissement du projet ait été contraire par des événements que l'on ne pouvait prévoir, le combat vigoureux du 16 mars dernier si courageusement et avantageusement mené devant les caps de la Chesapeake contre une escadre ennemie supérieure fait honneur aux armes de Sa Majesté Très Chrétienne et est un heureux présage d'avantages décisifs pour les États-Unis.

Paris, le 5 Mars 1781. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. HUNTINGTON,  
PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

De Newport le 18 avril 1781

Monsieur

Si j'ai été assez heureux pour mériter l'approbation de Votre Excellence et celle du Congrès, ce ne peut être que dans mon activité à suivre les plans du général Washington, et je réitère à Votre Excellence l'assurance qu'il n'y a pas d'officier général américain plus empressé que je le suis de suivre ses ordres, en toute possibilité humaine, pour leur exécution. Ce sont les intentions du Roi et la base des ordres qu'il m'a donnés. Je ferai part au baron de Vioménil, aux officiers supérieurs et particuliers de l'approbation que Votre Excellence et le Congrès voulez bien donner à leur conduite sur la flotte dans le combat du 6. C'est la récompense la plus flatteuse qu'ils puissent recevoir de leurs services et la seule qui puisse leur assurer celle de leur souverain.

[Ici doit être tout au moins placée l'indication d'un pli de Rochambeau à La Luzerne, répondant à ce dernier, le 14 avril. Il y a plus de quinze jours que nous nous préparons à l'expédition dont vous me parlez.]

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE

Ce plu expliquant que, bien que Rochambeau eût donné à Chastellux tous les moyens propres à assurer le succès, Deslouches avait renoncé à la tentative par des motifs tirés de la situation de l'escadre et par des considérations toutes de marine. La Luzerne envoie la copie de cette lettre à Versailles le mois suivant. (*États-Unis*, t. 16, n° 49.)

Folio 154. — SUPPLÉMENT DE LA LETTRE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
DU 16 MARS, À M. LE PRINCE DE MONTEBAËN.

De Newport, le 13 avril 1780

Le départ de cette lettre, faite du bâtiment, ayant été suspendu jusqu'à ce jour j'ajoutera à cette dépêche que Cornwallis, malgré sa victoire, a été obligé de se retirer à Cross-Creek, en descendant la rivière de Dan sur le chemin de Wilmington qu'il a abandonné les blessés nombreux et une partie des armes. L'escadre anglaise, après avoir protégé l'arrivée de 1,500 hommes de renfort à Portsmouth dans la rivière de James en Virginie pour renforcer Arnold, est rentrée à New-York où elle se maloube, ayant eu trois vaisseaux entièrement déséchoués pendant que la nôtre en fait autant ici au Gouverneur et à quelques autres vaisseaux dont la perte est beaucoup plus légère, que le général Washington m'a fait à sa lettre du 6 avril n° 5, une réponse qui, en convenant de l'utilité de l'expédition de Penobscot, marque cependant beaucoup d'inquiétudes de la séparation de l'escadre en deux parties et de la crainte que l'ennemi ne s'oppose à sa réunion, s'il était le premier repaire, ce qui a fait renoncer M. le chevalier Deslouches à toute idée sur Penobscot pour le moment présent. Toutes les nouvelles de New-York sont que Clinton va embarquer avec un gros corps pour aller en Virginie, s'il le fait je ne doute pas que le général Washington ne l'appelle auprès de lui, et je m'occupe à préparer tous les moyens, d'avance pour forcer la nature dans une saison où il n'y a pas encore une pointe d'herbe. Je ménage l'argent du ménage à tâcher d'avoir le prêt jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, passé cette époque, si mon fils ni aucun cousin n'arrive, nous nous retrouverons encore dans les affaires d'enfants de famille bien pures que celles que nous avons éprouvées en attendant l'*Astée*, parce que toute ressource d'argent cher me épuisée dans ce pays-ci et qu'on n'en trouverait pas avec 40 p. 100 de perte à nos traites. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien envoyer copie de cet article à M. Neckar, la lettre que je lui écris jointe à ce paquet étant de plus vieille date, et n'ayant pas le temps par le départ du bâtiment d'y faire un supplément.

Le combat de notre escadre a eu un grand succès dans nos alliés, et le Congrès nous a adressé le résolu le plus honnête à cet égard.

Folio 255. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 25 avril 78

Il répond à la lettre du 8 avril concernant le plan d'un officier pour attaquer Long-Island.]

Folio 256. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Windsor, le 22 avril 1788

[Accusé de réception des lettres des 15 et 18 avril et indications peu importantes.]

Folio 257. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New-Windsor, le 26 avril 1788.

[Indications sur les mouvements des Anglais à New York.]

Folio 257 — DU MÊME AU MÊME

De New-Windsor le 30 avril 1788

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir les lettres de Votre Excellence et du chevalier Des Touches du 24 et la vôtre du 26. L'absence de vos frégates rend le plan que le major Talmadge proposait impraticable pour le moment, cependant nous pouvons garder l'entreprise en vue et peut-être, au temps futur, trouver une occasion de la mettre en exécution avec succès.

J'enverrai dans le temps un officier capable pour prendre connaissance de la défense de Newport et de ses ouvrages.

Le général Bérville doit avoir à présent rapporté à Votre Excellence la substance de sa conférence avec moi et sa propre opinion sur les différentes routes de Newport à la rivière du Nord. Je ne peux seulement, comme je t'en déjà fait, que recommander à Votre Excellence de faire tous les préparatifs de sa marche et l'assurer derechef qu'elle sera instruite très promptement si les mouvements de l'ennemi rendent votre marche par terre nécessaire. Le détachement qui se prépare à New York n'ayant pas encore mis à la voile par mes dernières nouvelles peut-être l'attend que la flotte de guerre soit réparée.

Cette lettre aura dû être transcrite après la suivante qui explique son dernier paragraphe. Il y a eu erreur du copiste de Rochambeau, ou bien la lettre suivante n'arriva qu'après celle-ci.

3

Je m'adresserai dorénavant pour les affaires de mer au chevalier Destouches, par la méthode que Votre Excellence m'a marquée.

Folio 258. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Newport, le 22 avril 1781.

Monsieur,

La *Gazette de New-York* a publié une prétendue lettre interceptée de Votre Excellence à M. Laud Washington, dans laquelle se trouve un paragraphe : « Il est malheureux que vous m'ayez écrit en confidence, que la flotte et le détachement français n'ont pas entrepris l'expédition actuelle dans le temps où je se leur avais proposé. La destruction du corps d'Arnold aurait été inévitable avant que la flotte anglaise eût pu mettre à la mer, au lieu de cela on a convoyé la petite escadre qui a pris le *Romulus* et d'autres bâtiments mais qui ne pouvait, comme je l'avais prévu, rien faire sans l'assistance de quelques troupes de terre à Portsmouth. »

Si cette lettre est véritablement de Votre Excellence, il paraîtrait résulter de cette réflexion que le chevalier Destouches ayant eu le choix de deux expéditions proposées on a préféré de s'attacher à la plus petite de préférence à une plus grande que Votre Excellence désirait, mais je le supplie dans ce cas de se rappeler que la sortie du vaisseau et des deux frégates de Newport est du 3 février, sur la réquisition faite au chevalier Destouches par le Congrès et l'État de Virginie que la lettre de Votre Excellence portant le plan de faire sortir l'escadre entière avec un détachement de 1,200 Français qui devait agir concurremment avec celui de M. de la Fayette, est datée du 15 février que je ne l'ai reçue que le 13, que l'ayant communiqué tout de suite au chevalier Destouches, j'ai l'honneur de vous envoyer le 20 sa réponse, que notre escadre est sortie le 8 mars que, dès le lendemain du coup de vent qui a affaibli les Anglais à la fin du janvier, je n'ai cessé d'offrir de l'armée de terre tout ce qu'il seroit possible à la marine de transporter. Je n'entre dans aucun des détails qui ont pu employer quinze jours jusqu'au départ de l'escadre de M. Destouches parce que les raisons qu'il en a données à Votre Excellence ne sont pas de mon ressort, mais je ne lui soumetts cette explication que pour lui rappeler ces époques qu'elle voudra bien constater dans sa correspondance, pour qu'elle soit bien persuadée qu'en tout ce qui regarde la terre et le petit corps français que je commande il n'y aura jamais aucun retard dans toute exécution possible de ses ordres dès qu'ils me seront parvenus. Je supplie Votre Excellence, à cette occasion, de commander que comme je n'ai rien à commander à la marine, je crois qu'il conviendrait qu'elle voulût bien écrire directement au chevalier Destouches dès qu'il

est question d'une opération de son escadre, sauf à me l'adresser à cachet volant si elle désire que j'en sois le solliciteur. J'ai cru remarquer qu'il était sensible à ce que les plans qui le concernaient ne lui fussent pas directement adressés, et Votre Excellence n'ignore pas que chacun est jaloux de son commandement.

Quant à ce qui me regarde, j'ose espérer que Votre Excellence est bien persuadée que le Roi m'ayant mis à ses ordres, je les suivrai toujours par devoir et par inclination avec autant d'exactitude qu'aucun officier général de son armée.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 22 de ce mois. La rentrée de l'escadre anglaise à New York prouve le besoin qu'elle a de se réparer, va probablement suspendre l'embarquement annoncé de M. Clinton et nous donnera le temps de nous mettre en mesure de marcher à la rivière du Nord dès que Votre Excellence le jugera nécessaire.

Le combat de notre escadre aura toujours produit le bien réel d'avoir suspendu les opérations offensives dans le Sud et si des moyens rigoureux d'offensive ne nous arrivent pas ici dans cet intervalle, j'espère être au moins en état de marcher vers le 15 de mai aux premiers ordres de Votre Excellence. Pour ce qui regarde ce port-ci, je supplierai Votre Excellence de nommer un officier général de son armée pour y commander un corps de milices américaines, soit que l'escadre soit obligée encore d'y rester soit qu'elle tienne la mer parce que dans tous les cas, je le crois important à conserver pour les escadres de Sa Majesté. Si Votre Excellence approuve cette idée ne serait-il pas bon qu'elle ordonnât au général qui viendra commander ici de venir prendre des connaissances locales quelque temps avant l'époque où Votre Excellence réglera mon mouvement?

Je supplie Votre Excellence de me répondre sur tous ces points avec toute la bonté qui est dans son caractère, pour que je puisse préparer tout à l'avance à la plus prompte exécution de tout ce qu'elle m'ordonnera.

FOND 260. DE GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New Windsor. le 30 avril 1783.

Monsieur

J'assure Votre Excellence que j'ai ressenti la plus grande peine à l'occasion de cette partie de votre lettre du 26 de ce mois, qui relate une lettre interceptée des miennes, publiée par l'ennemi. Je suis bien malheureux qu'un accident ait mis à leur pouvoir de publier à l'univers aucune chose de moi qui puisse contenir la moindre explication impliquant quoi que ce soit de désagréable à vous ou au chevalier Destouches. Je vous assure sincèrement que je n'ai à ma possession aucune

copie de la lettre, si bien que je ne puis pas comparer à la publication en est juste. Les ennemis ont fabriqué beaucoup de lettres de moi, et même une suite de lettres, et il est assez probable qu'ils auront donné un tour différent à mes expressions dans ce cas. Je ne veux pas cependant n'avoir pas l'ingénuité de reconnaître que je la crois en général vraie. La copie néanmoins qui est parvenue à Votre Excellence diffère en quelques points de celle qu'ils ont publiée, comme vous pourrez l'apercevoir dans la gazette incusée. Quelque construction que l'on puisse y apporter j'espère que Votre Excellence la considérera comme une lettre à un ami particulier qui a la direction de mes affaires chez moi, qui n'a aucun trait avec les affaires publiques et sur la discrétion duquel je me confie absolument. Aucune idée pareille n'a été donnée par moi à aucun corps public, quand je dis que je crois que le sens général de cette lettre publiée est vrai je veux dire dans la mesure qu'il me paraissait alors quelques détails dans l'exécution de l'entreprise que j'avais proposer desquels j'ignorais à ce moment là la raison, et une idée de cette inquiétude était probablement exprimée dans ma lettre à M. Washington. Car l'insinuation apparente que la première expédition avait été préférée à une proposée par moi, je ne peux jamais en avoir eu l'idée, puisqu'elle aurait été injuste. Je me serais rappelé que ma première proposition ne put vous arriver qu'après le départ de la première escadre. Ma lettre, cependant, ayant été écrite en hâte, peut n'avoir pas été exprimée exactement.

J'ai appris dernièrement, quoique non officiellement, que la cause du délai auquel je fais allusion a été un manque de provisions pour la flotte. Pénétré d'une estime réelle et de confiance dans le chevalier Destouches, j'ai appris cette circonstance avec beaucoup de satisfaction.

Avec cette explication, je laisse l'affaire à son ingénuité et à votre candeur, et j'espère qu'elle ne fera aucune impression qui puisse vous laisser quelque doute sur l'entière persuasion de ma sincère estime et de mon attachement.

Folio 261 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE PRINCE DE MONTBARRY

De Newport le 26 avril 1781

Monsieur

J'ai eu l'honneur de vous mander dans ma dernière dépêche du 23 avril que le combat de notre escadre a eu un grand succès dans nos alliés et que le Congrès nous a adressé un résolvé très honorable. J'en joins ici la traduction littérale et la réponse que j'ai faite au Président.

M. Clinton a depuis intercepté et publié une lettre du général Washington à

un de ses parents, dans le dessein de jeter de la méfiance entre lui et les généraux français. Comme ce serait tout ce qu'il y aurait de pis, j'ai cru qu'il fallait étouffer cette tracasserie dans son origine, et je joins ici copie de la lettre que j'ai écrite au général Washington à ce sujet pour que respectivement il ne reste rien sur le cœur de part ni d'autre. Il est honnête et juste, et il sentira aisément qu'il n'avait plus les dates présentes lorsqu'il a fait part de cette réflexion à son ami.

Il est constant que Cornwallis, malgré sa victoire, se retire faute de subsistances, et après avoir éprouvé une grande perte dans son combat du 5 mars, il a abandonné tous les blessés américains et partis des siens. Le général Greene mande qu'il n'est pas encore certain si sa retraite se dirige sur la Pedee ou sur Grass-Creek pour se rejoindre au corps qui a pris poste à Wilmington, près le cap Fear Arnold, renforcé des 1 500 hommes que lui a amenés Phillips. Il est toujours à Portsmouth d'où il pille dans les rivières par petites incursions. L'escadre anglaise à New-York et la française à Newport travaillent à se rétablir, celle des Anglais a été beaucoup plus maltraitée, les Anglais ont été renforcés d'un vaisseau de 50 canons qui était je crois, à Charlestown.

Avec beaucoup d'activité, je crois qu'on pourra parer à tout en attendant que de grands secours de France nous mettent dans le cas de prendre l'offensive sur New-York, mais quoi la guerre de ce pays-ci traînera plus ou moins de temps, au prorata des secours qui viendront de France, mais ne se décidera jamais.

P. S. Je suis heureusement le seul ici à qui ce papier de New-York est parvenu, et j'espère avoir une réponse satisfaisante du général Washington assez à temps pour calmer le petit moment d'humeur que cela pourrait donner à notre marine.

Folio 263. — DE M. LE CHEVALIER DASTOUMES À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

A bord du *Duc-de-Bourgoigne*, au sud de Newport le 1<sup>er</sup> mai 1781.

Vous savez, cher Général, le desir que j'ai toujours eu de rendre utile aux États-Unis les forces qui se trouvent sous mon commandement. Elles ne tarderont pas à être en état d'agir, et je pense que, dans huit à dix jours, tous les dommages seront réparés et l'escadre aura pour quatre mois de vivres à bord.

Je ne pense pas qu'il soit possible de tenter une seconde fois de porter des secours en Virginie, malgré que ce soit l'État qui en aurait le plus pressant besoin, mais ce mouvement qui serait considérable de votre part, car il faudrait la majeure partie de vos forces, ne s'accorderait peut-être pas avec vos projets et ceux du général Washington, mais si nous reste le coup de main de Panobscot que je regrette

chaque jour qu'il n'ait pas été mis à exécution, car il aurait réussi infailliblement. Je pense qu'en y allant avec toutes mes forces et les troupes et artillerie que vous y aviez destinées, nous y réussirions encore. Quand bien même l'ennemi nous aurait occupé à cette besogne, je ne vois pas comment il pourrait s'y opposer. Il sera d'ailleurs incertain longtemps si l'escadre s'est portée dans la baie de Chesapeake ou ailleurs. Le public est assez disposé à croire que ce mouvement serait pour la Virginie.

Voilà mes réflexions, cher Général, je désire bien que vous les trouviez utiles. Je les crois telles. Ce serait un grand service à rendre à toute la partie du nord de l'Amérique. Il est inutile de vous dire combien le secret est important : pas un seul marin ne sait ce que j'ai l'honneur de vous marquer.

Paris 1781 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DESTOULLES.

De Newport le 1<sup>er</sup> mai 1781.

Vous savez, Monsieur, que je suis aux ordres du général Washington, et que je ne peux faire de mouvement que d'après son approbation. Vous me mandez que, d'ici à dix jours, votre escadre sera réparée et en état de sortir, ce qui donne tout le temps d'avoir sa réponse. Je joins ici la dernière lettre que j'ai reçue de lui, que je vous prie de me renvoyer. Vous verrez qu'il se prépare toujours un embarquement à New York, et vous savez par toutes ses précédentes qu'on lui mande que *Mr* Henry Clinton doit le commander en personne. Il est très probable qu'il ira encore la Virginie ou les États du Sud, et c'est l'opinion de ce général. Mandez-moi positivement, je vous prie, si vous pouvez transporter mon corps de troupes en totalité, y compris son artillerie de campagne et ses bagages nécessaires, tentes, marmites, etc., avec la partie d'artillerie de siège nécessaire pour forcer Arnold dans sa position, et dans ce cas, je tiens qu'il faudrait donner toute préférence à une entreprise dans le Sud. Si au contraire vous ne pouvez pas convoyer plus de 2,000 hommes, comme vous m'avez fait l'honneur de me le dire la dernière fois que nous avons conféré, ce nombre serait très insuffisant vis-à-vis d'Arnold qui a à présent 3 000 hommes retranchés, et à qui *M.* Clinton prépare encore un secours en personne, et je ne séparerai certainement plus mon corps que pour des détachements momentanés, suivant l'ordre formel que j'ai dans mes instructions. Si vous êtes donc, Monsieur, dans l'impossibilité de convoyer tout le corps français pour cet objet, et que vous desiriez entreprendre l'expédition de Penobscot, je serai part de votre demande au général Washington, et mon détachement pour cette expédition sera bientôt prêt si ce général l'approuve. Si vous partez avec la totalité de votre



escadre, je vous demanderai de laisser quelques canons pour assurer la batterie de Goat-Island, d'autant que je serai obligé de vous donner les mortiers et une partie des pièces de Brenton. Des que j'aurai votre réponse, j'enverrai sur-le-champ un courrier au général Washington, on fera dans le plus grand secret tous les préparatifs, et rien ne retardera de mon côté.

Folio 265. RÉPLIQUE DE M. LE CHEVALIER DESTOUCHES  
À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

*À bord du Duc-de-Bourgoigne, le 17 mai 1781*

Vous savez mon cher Général que le départ du convoi m'a mis dans l'impossibilité de transporter votre corps en entier, sans de son artillerie et de ses bagages. Je sens bien que le siège du mal qui afflige ce pays est dans la partie méridionale et j'aurais bien préféré me porter de ce côté-là. Penobscot est plus selon nos facultés. Je désire que le général Washington l'approuve, du moins il verra le désir que j'ai de suivre tout ce qui dépend de moi pour secourir ce pays, autant que les forces qui se trouvent sous mon commandement peuvent me le permettre.

Folio 265. CONFÉRENCE AVEC M. LE CHEVALIER DESTOUCHES, DU 2 MAI 1781

M. le chevalier Destouches m'a dit qu'il espérait que son escadre serait en état de sortir le 15 de ce mois, qu'il désirerait reprendre l'expédition de Penobscot avec toute son escadre. Sur quoi je lui ai observé qu'autant je l'ai trouvée inébranlable à faire au commencement d'avril, après la rentrée de l'escadre, par un détachement de ses forces navales et des machines, autant je trouve qu'il est dangereux de se livrer à présent à cette expédition qui, suivant les chances les plus favorables, ne ramènera l'escadre à Boston que sur la fin de juin, que l'expédition en elle-même est encore très vraisemblable à exécuter, mais nous sommes aujourd'hui à la veille de l'arrivée d'un plan de campagne qui nous est annoncé et d'un convoi que nous attendons d'une manière à l'autre, que, soit que ce plan soit offensif, soit qu'il soit défensif, le départ de l'escadre la porte au moins à 300 lieues de navigation dans le Nord et à six semaines de retard dans l'exécution de toutes les opérations qui nous seraient prescrites, qu'il a vu par les lettres du général Washington combien peu de valeur ce général attachait à l'expédition de Penobscot, qu'il n'est occupé que des efforts que les Anglais font dans le Sud, et que l'escadre, en se portant au Nord tourne le dos au lieu où est actuellement le théâtre de la guerre, sans espérer pouvoir faire aucune diversion qui puisse attirer l'attention de l'ennemi. Je lui ai

demande si l'ennemi continuant à porter ses efforts dans le Sud, il pourrait trouver quelque moyen d'y convoier mon corps de troupes avec le bagage nécessaire, mon artillerie de campagne et la partie d'artillerie de siège nécessaire pour déposter l'ennemi de Portsmouth. Il m'a répondu que, depuis le départ de ses transports, cela lui était impossible qu'avec ses moyens il ne pouvait transporter que 1 800 hommes ou 2,000 au plus. A quoi j'ai répliqué qu'Arnold étant retranché à Portsmouth en Virginie avec 3,000 hommes la totalité du corps français n'a rien de trop pour l'y forcer et que je ne séparerai certainement plus mon corps que pour des détachements momentanés, *qui doivent sous peu de temps rejoindre le corps principal*, suivant l'ordre formel que j'en ai dans mes instructions. Au surplus j'ai offert au chevalier Destouches de proposer de nouveau au général Washington ses idées sur Penobscot, et que je lui ferais part des miennes, il l'a cru inutile et a paru se rendre entièrement à mes objections. Enfin M. le chevalier Destouches a fini par me proposer d'expédier une frégate et une goélette dans le Sud, pour troubler les corsaires et le pillage des troupes et des torres de Long-Island et en conséquence je vais lui offrir toutes les troupes qu'il pourra transporter pour coopérer par terre et l'aider à la destruction de ces flottilles. M. le chevalier de Chateaufoux étant présent à cette conférence et a signé

Folio 267 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DESTOUCHES.

De Newport, le 3 mai 1781

Détails sur le même sujet.

Folio 287. RÉPONSE DE M. LE CHEVALIER DESTOUCHES À LA LETTRE CI-DESSUS.

Folio 267 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 4 mai 1781

[Même sujet. Rochambeau indique les dispositions prises par Destouches. On li. dans le cours de sa lettre.]

Je joins ici l'extrait de la lettre que je reçois du gouverneur de Saint-Domingue, qui fait espérer que ces secours tant annoncés arriveront enfin

Folio 169. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 5 mai 1781

Monsieur,

J'ai reçu les deux lettres du 30 du mois dernier. Jusqu'ici l'article de la *Gazette de New-York* sur la lettre à M. Laud Washington n'a été su que par moi. Je me suis bien gardé d'en parler à M. le chevalier Destouches, et je pris la parti que je crus le plus honnête, qui était celui d'en écrire avec candeur à Votre Excellence, étant assuré d'une réponse dans le même genre pour avoir les moyens d'étouffer cette tracasserie dès son origine. Le chevalier Destouches l'ignore, je crois, car il ne m'en a pas dit un mot, et je garde la lettre de Votre Excellence pour le tranquilliser si je lui vois la moindre inquiétude à cet égard. Vous avez bien raison de penser que la sorte du chevalier Destouches a été retardée du 19 de février, jour de la réception du plan de Votre Excellence jusqu'au 8 de mars, par la nécessité des approvisionnements. Les mouvements maritimes ne peuvent être bien vifs que dans un port bien fourni, et Votre Excellence connaît l'état où les Anglais ont laissé Rhode-Island. J'ai bien peur que les mouvements par terre n'éprouvent aussi dans ce pays-ci des obstacles que toute l'activité humaine ne pourra pas parer.

Il nous est venu ce soir deux gros bâtimens croiseurs qui sont peus va isseaux ou grosses fregates anglaises. Je crains qu'elles ne viennent de précaution, et pour parer le coup de pistolet que le chevalier Destouches se préparait à tirer dans le Sund.

M. de Bevilie ne sera ici que le 6 ou le 7.

Folio 170. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 7 mai 1781

Monsieur

Le chevalier Destouches n'attend qu'un vent du nord pour faire sortir deux vaisseaux et sa fregate pour chasser et faire rentrer dans New-York ces deux croiseurs ennemis qui ont été vus ici il y a deux jours. Il est intéressant de ne pas leur laisser le champ libre dans l'attente où nous sommes à tout moment d'un convoi de France. Il paraît certain que le *Chatham*, de 30 canons, venant de Charlestown a joint l'escadre ennemie. Le chevalier Destouches craint que, par la réunion de

ces petits vaisseaux de 44 et de 50 dont elle a plusieurs sur cette côte, elle ne reprenne assez de supériorité pour revenir encore stationner devant nous

Folio 270. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

À Newport le 8 mai 1781

Monsieur

Je reçois dans l'instant ce bulletin du consul de Boston « La frégate *la Contorce* » arrivée à Boston dimanche au soir en vingt-quatre jours de traversée. Le chef d'escadre de Barras est à bord avec le vicomte de Rochambeau. Je compte qu'ils arriveront ici demain dans la journée et Votre Excellence pense bien que je les attends avec impatience. Je crois qu'il sera convenable, dès que nous aurons reçu nos dépêches, que nous ayons une conférence avec Votre Excellence. C'est de quoi je lui rendrai compte par le premier courrier. Elle peut toujours fixer le lieu du rendez-vous. Le chef d'escadre est un homme d'une grande réputation, âgé de soixante et quelques années, ami intime de M. le comte d'Estaing. Il commandait son avant-garde quand il força ce port.

Folio 27 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 11 mai 1781

Monsieur

Mon fils est arrivé avant-hier et le chef d'escadre de Barras hier au soir. J'ai déchiffré mes dépêches, et le chef d'escadre n'avait ordre d'ouvrir les miennes que le 15 à son arrivée à Rhode-Island. J'en sais assez par les miennes pour voir qu'il est indispensable d'avoir une conférence avec Votre Excellence le plus tôt possible. J'attends la réponse de Votre Excellence à ma première lettre pour savoir le lieu qu'elle aura fixé et le jour qu'elle s'y trouvera. J'ai l'honneur de lui répéter que je crois que le plus tôt sera le mieux. Il faut désespérer que le chevalier de la Luzerne puisse y être. Je crois cependant que cela serait fort utile, au reste j'y mènerai le chevalier de Chateaufort.

Folio 27 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor le 7 mai 1781

Folio 272 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor le 11 mai 1781

Folio 272 — DU MÊME AU MÊME.

De New Windsor, le 13 mai 1781

J'ai reçu ce matin la lettre de Votre Excellence du 8. Permettez-moi de vous féliciter bien sincèrement de l'heureux retour du vicomte de Rochambeau, que j'espère être porteur de nouvelles agréables. J'ai fait passer tout de suite une copie de votre lettre au chevalier de la Luzerne à Philadelphie.

J'ai trouvé Votre Excellence à Weatherfield au temps qu'il vous paraît de m'indiquer pour conférer.

Je n'ai point eu de nouvelles de New-York depuis ma lettre du 1, excepté le rapport de deux déserteurs qui parlent d'un détachement de leur armée qui a mis à la voile la semaine dernière mais ils ne savent rien de la flotte.

Folio 272 — DU MÊME AU MÊME

De New-Windsor, le 14 mai 1781

J'ai reçu la nuit dernière la lettre de Votre Excellence, du 11. Comme vous requérez que je vous propose l'époque de notre conférence, je vous propose le 21 de ce mois à Weatherfield, ou je pense être le plus tôt possible pour que vous puissiez y être rendu. Le général Knox et le général Duportail m'y accompagneront. Je tâcherai d'être à Weatherfield le samedi après dîner, et j'ai choisi cette ville de préférence à Hartford parce que la dernière est occupée par l'assemblée de l'État qui s'y tient actuellement.

J'ai fait passer par exprès le paquet au chevalier de la Luzerne et l'informe du temps et du lieu convenus pour l'entrevue, mais je n'imagine pas qu'il puisse s'y trouver.

J'attends avec impatience le plaisir de voir Votre Excellence et le comte de Barras.

Folio 1-3. DE M. LE PRINCE DE MONTEBAY À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles, le 29 mai 1762.

Arrivé à Montebay par l'*Acris*, ainsi que les ordres, le 28 février.

La manière et l'art avec lequel M. le chevalier de Turnay a saisi le moment de sortir de Brest, le temps qui s'est écoulé depuis et la certitude que nous avons que les escadres anglaises sont encore aujourd'hui dans leurs ports ou n'en sont sorties tout au plus que depuis quelques jours, m'engage, Monsieur le Comte, à croire que votre traversée aura été heureuse, et qu'à l'époque où j'ai l'honneur de vous écrire vous touchiez au terme de votre navigation.

Les circonstances actuelles ont déterminé Sa Majesté à retarder encore pour quelque temps le départ de la seconde division des troupes à vos ordres, qui sont restées en Bretagne à ceux de M. le comte de Wittgenstein c'est-à-dire des régiments d'Autrich et de Nassau. Leur destination n'est point changée, il n'y a que le moment de leur départ qui soit retardé. Mais, comme lors de votre départ vous avez laissé une partie des effets de votre division au tout genre avec cette seconde partie de troupes à vos ordres, et que le retard de son départ pourrait mettre la partie des troupes qui sont avec vous dans le cas du besoin sur quelques articles, nous avons pris le parti de faire séparer les effets qui sont restés avec cette seconde division et d'en faire extraire toute la partie qui dépend ou appartient aux huit bataillons partis avec vous, et M. de Sartine se charge de faire transporter le plus tôt possible cette partie ainsi que tout ce qui peut vous être nécessaire à la Martinique par une expédition qui va se rendre dans cette colonie. Lorsque vous serez, Monsieur le Comte, instruit de l'arrivée de ce convoi dans cette colonie, vous pourrez, suivant le besoin, en tirer les choses dont vous aurez besoin en tout ou en partie. Je joins ici l'état des effets en tout genre qui seront transportés par ce convoi à la Martinique. Par le moyen des paquebots que le ministre de la marine va établir avec l'Amérique pour la facilité de la correspondance, j'aurai soin de vous tenir averti de tout ce qui pourra vous intéresser, tant pour les choses générales que pour les objets particuliers. Je vous avertirai par cette voie ou par toute autre qui se présentera, des changements qui pourront arriver et surtout du moment où Sa Majesté ordonnera le départ de la seconde division restée en Bretagne pour aller vous rejoindre. En attendant ce moment, cette division, aux ordres de M. le comte de Wittgenstein, reste dans le quartier de Quimper.

J'écris dans l'instant à M<sup>me</sup> la comtesse de Rochambeau pour lui demander si elle

n'a point de lettre à vous faire passer. Je les ferai joindre à cette dépêche si elle m'en envoie.

Vous connaissez depuis trop longtemps ma façon de penser et les sentiments qui nous unissent, pour que vous puissiez douter de toute l'attention que je porterai à tout ce qui peut vous intéresser en tout genre. Je vous prie d'assurer tous MM. les officiers généraux et supérieurs à vos ordres de tout l'intérêt qu'ils m'inspirent, comme particulièrement et utilement employés pour le service de Sa Majesté, et comme leur étant spécialement attaché comme particulier.

Folio 2-5. — DE M. LE PRINCE DE MONTBARRY À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Paris, 2 août.

M. votre fils est arrivé ici, Monsieur le Comte, le 26 de ce mois dernier, il m'a remis les dépêches dont vous l'avez chargé et il a rendu compte lui-même au Roi, à qui je l'ai présenté sur le-champ, de votre position au moment de son départ et de ce dont il avait été témoin.

Votre dépêche, qu'il m'a remise, contenait cinq paquets. Le premier était que le duplicata de votre dépêche du 3 août qui nous est arrivée dans le temps.

Les deuxième, troisième et quatrième paquets qui n'étaient que les doubles de votre correspondance avec le général Washington, le chevalier de la Lamerie, de la Fayette et Holker ne nous étaient pas parvenus.

J'ai rendu compte au Roi et à son conseil de ces différentes correspondances ainsi que du cinquième paquet qui contient les détails de votre position actuelle à Rhode-Island, de votre quartier d'hiver, la relation de votre conférence et de celle de M. le chevalier de Ternay avec le général Washington à Hartford. Le résultat de cette conférence qui expose vos projets respectifs pour la campagne de 1781, enfin les détails de vos besoins actuels et futurs sous tous les rapports. Sa Majesté m'ordonne de vous mander que, d'après les détails dans lesquels vous entrez, le besoin le plus urgent que vous ayez est le besoin d'argent et des fonds pour pourvoir à vos dépenses indispensables, en conséquence, elle fait partir la frégate qui vous porte un million en espèces plus 1,450,000 livres en papier sur différentes provinces des États-Unis de l'Amérique, plus une lettre de 2 millions de M. Franklin sur le Congrès. Sa Majesté fera suivre, le plus tôt possible, par un convoi qui vous portera de nouveaux fonds et les effets d'approvisionnement de toute espèce que vous avez demandés relativement à votre position actuelle. J'informe M. de Tilly de tous ces détails par la dépêche jointe à celle-ci.

Je suis autorisé à vous annoncer, Monsieur, que le directeur des Finances

pourvoir en argent à ce que vous ayez toujours par mois 400,000 francs en espèces pour subvenir à vos dépenses indispensables.

L'intention du Roi est que vous ayez la plus grande attention à cette opération de change de papier, et que les traités de toute espèce se fassent de concert avec ceux de la marine, de manière que le service de terre et celui de mer ne requièrent et ne se portent mutuellement aucun préjudice par la concurrence des opérations de finance que vous et M. le chevalier de Ternay serez dans le cas d'ordonner. Les objets contenus dans le résultat de la conférence d'Hartford ont paru à Sa Majesté d'une trop grande importance pour qu'ils puissent être traités légèrement.

Le Roi m'a chargé de vous mander que lorsqu'il aura pris sa détermination sur les projets de la campagne prochaine 1781, il vous fera passer ses ordres, en pourvoyant aux moyens de toutes espèces qu'il jugera nécessaires à l'exécution de sa volonté.

Sa Majesté m'ordonne, Monsieur, de vous marquer sa satisfaction sur la bonne intelligence, la concorde et la discipline dans laquelle ont vécu jusqu'à ce moment-ci les troupes à vos ordres, ainsi que sur la parfaite intimité qui a toujours régné entre vous et M. le chevalier de Ternay. Vous avez senti l'un et l'autre l'importance dont elle était au succès des armes du Roi, et Sa Majesté attend du zèle des officiers généraux, supérieurs et particuliers de ses troupes que le bon esprit qui y a régné jusqu'à présent et l'exacte discipline dont vous me mandez que les États de l'Amérique ont tant à se louer se soutiendront toujours.

Vous me connaissez depuis trop longtemps, Monsieur le Comte, pour douter du plaisir que j'ai à vous transmettre les marques de satisfaction de Sa Majesté et pour n'être pas persuadé que j'apporterai à l'exécution de ses ordres toute l'attention et l'exactitude qui pourront assurer vos succès.

P. S. — M. le marquis de Castries, ministre d'État et de la marine, me charge d'ajouter à ma dépêche qu'il est dans le cas de donner des ordres pour qu'on construise quelques bâtimens de transport, mais qu'on en conservera assez pour exécuter tous les mouvemens qu'il voudra faire.

J'ajoute encore que M. le chevalier de Ternay recevra des fonds par la même frégate et que les fonds de la guerre et de la marine étant également au Roi, doivent servir également dans le besoin à ses forces de terre et de mer.

Folio 277 DE M. LE PRINCE DE MONTEBAEV A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Versailles le 9 décembre 1780.

Vous pouvez être persuadé mon cher Général de mon extrême attention à votre



position et à tous vos besoins. Tout ce qui pourra y être nécessaire sera toujours prêt dès que Sa Majesté me fera connaître ses ordres. Nous sommes tous ici fort occupés de ce qui vous intéresse, et M. le comte de Maurepas l'est tout autant que moi.

Je garde ici M. votre fils que je ferai repasser lorsque j'aurai à vous faire parvenir les ordres définitifs du Roi. En attendant j'en aurai soin comme du mien propre. Tout le conseil du Roi est également intéressé à prévenir tout ce dont vous pouvez avoir besoin.

La mort de l'Impératrice-Reine, dont la nouvelle nous est arrivée il y a trois jours, est un très grand événement et nous plonge dans le plus grand deuil.

Je viens d'éprouver le plus sensible malheur pour mon cœur. M. d'Entragues est mort de la petite vérole au onzième jour, après dix jours de la maladie la plus grande mais qui s'annonçait le plus heureusement, mon cœur est pénétré de la douleur la plus vive et la plus ineffable.

Je recommande à vos bontés les sieurs Berthier, s'ils se rendent dignes.

Folio 278. — DE M. NECKER, DIRECTEUR DES FINANCES,  
A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 3 décembre 1760.

Confirmation détaillée des dispositions annoncées par M. de Montharey.]

Folio 279. — DE M. LE MARQUIS DE SÈGUR A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles, le 25 février 1781.

Arrivée par M. le vicomte de Rochambeau et le Comte de Concorde.

J'ai reçu, Monsieur, les dépêches adressées à M. le prince de Montharey que vous avez expédiées les 9 et 17 septembre, 6 et 10 janvier derniers. J'ai rendu compte au Roi de tout ce qu'elles contiennent. Sa Majesté a été fort satisfaite du bon compte que vous rendez de la discipline qu'on observe dans le corps d'armée dont elle vous a confié le commandement.

Elle m'a chargé aussi de vous témoigner sa satisfaction de toute la partie de votre correspondance avec le général Washington dont copie est jointe à votre lettre du 9 septembre.

Le Roi a encore donné son approbation à la conduite que vous avez tenue dans la conférence d'Hartford dont copie s'est trouvée jointe à votre lettre du 17 septembre et surtout à l'attention que vous avez eue de ne pas vous laisser déterminer par les vues que pouvait avoir Washington.

Sa Majesté s'occupe de vous procurer des secours

Vous devez sentir que sur des dispositions de cette nature, je ne puis rien statuer que d'après ce qui est arrêté au Conseil. Soyez au surplus bien persuadé, je vous prie que je m'occuperai très volontiers de ce qui pourra contribuer au bien-être du corps d'armée dont le commandement vous est confié comme de ce qui pourra vous prouver mon ancien attachement pour tout ce qui vous touche.

J'ai vu ici M. votre fils qui me paraît jouir de la meilleure santé et être dans la meilleure disposition de vous rejoindre bientôt. Vous imaginez bien que je désire fort que la traversée lui soit heureuse, et que mes vœux pour le succès de quelque un qui me touche d'aussi près ne sont pas moins sincères.

Folio 280. — DE M. LE MARQUIS DE SÉGUR À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles le 19 mars 1781

Le Roi ayant chargé M. de la Pérouse, capitaine de vaisseau, d'une expédition secrète dont il a ordre de vous instruire, l'intention de Sa Majesté est que vous mettiez aux ordres de cet officier 250 hommes tirés de votre armée, commandés par un lieutenant-colonel ou autre officier supérieur à votre choix, auquel il sera ordonné d'obéir à M. de la Pérouse tant qu'il sera à son bord et de suivre les instructions réglées entre les officiers de mer et ceux de terre au cas de débarquement. Sa Majesté vous recommande le secret le plus absolu sur cet ordre jusqu'à ce qu'il ait son exécution.

Folio 281. — DE M. LE MARQUIS DE SÉGUR À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Versailles le 9 mars 1781

Le Roi, Monsieur, ayant examiné et pesé le plan proposé dans la conférence d'Hartford, m'a chargé de vous mander qu'il ne croit pas devoir y adhérer, parce que Sa Majesté pense que ce plan loin de faire la convenance et le soulagement des États-Unis aggraverait plutôt les inconvénients et les embarras de l'Amérique, puisqu'il n'est pas douteux que du moment que les Anglais reconnaitront que la France est déterminée à un si grand envoi de troupes, ils se porteraient à en faire un tout aussi considérable, ce qui transporterait le théâtre principal de la guerre en Amérique et ajouterait à ses calamités, et Sa Majesté voulant en détourner la source et prévenir tout ce qui pourrait avoir l'air d'un intérêt particulier et donner lieu à la moindre inquiétude a cru non seulement ne pas devoir faire passer en Amérique

les 10,000 hommes demandés, mais même la seconde division qui devait vous suivre et qui n'a pu partir dans le temps, la flotte anglaise lui ayant barré le chemin. Mais Sa Majesté, pour ne pas priver ses alliés d'Amérique d'un secours qu'elle se proposait de leur donner et dont elle ne veut pas bénéficier, prend le parti d'y suppléer en argent, et elle assigne pour cet effet une somme de 6 millions tournois dont le général Washington pourra se prévaloir en France, pour fournir aux besoins et à l'entretien de l'armée américaine. Dans cet état, Monsieur, l'intention du Roi est que vous concouriez à toutes les opérations que ce général estimera utiles à la cause commune et lorsque vous en serez requis, vous ferez en conséquence les dispositions nécessaires pour les exécuter et pour commander avec vous votre artillerie, les approvisionnements et les munitions destinés à marcher à la suite le corps d'armée que le Roi vous a confié. Il y a cependant des cas et des conditions auxquels cette dépense doit être soumise :

1° L'intention de Sa Majesté n'est pas que vous abandonniez Rhode-Island, si l'escadre destinée à concourir avec vous à sa défense ne pouvant se retirer à Boston sans se compromettre, ou avant que des forces maritimes supérieures ne l'aient retirée de sa position de défense dans laquelle elle est réduite à Rhode-Island.

2° point été communiqué au général Washington. 3° Je dois vous prévenir, Monsieur, que, dans le mois de juillet ou d'août les forces supérieures maritimes qui viendront de vous être annoncées dégageront l'escadre de M. de Barras du port de Rhode-Island, et vous voudrez bien réserver pour vous seul la connaissance de cette disposition qui pourra être accélérée.

3° point été communiqué. — 3° Si par des événements imprévus et pour quelque cause que ce fût, l'armée de Washington se décomposait et perdait son existence, l'intention du Roi est que vous vous refusiez alors aux ordres ou aux réquisitions qui pourraient vous faire ce général de pénétrer dans le continent, parce que, dans ce cas, il serait prudent de vous conserver les moyens de prendre les ordres du Roi sur un nouvel état des choses pour vous retirer aux Antilles, si vous en aviez la possibilité, ou à Saint Domingue, suivant le mieux.

4° Si, au contraire, l'armée américaine conservait sa consistance sans cependant pouvoir entreprendre une opération combinée avec l'escadre, si celle-ci ne pouvait tenter quelque autre entreprise où elle aurait besoin du concours d'un certain nombre de troupes de débarquement, le Roi vous laisse le maître de les fournir, pourvu que le plan soit concerté avec le général américain.

5° Si, l'escadre de Rhode-Island dégagée l'armée américaine voulait agir vous êtes prié, Monsieur, que l'armée navale du Roi doit concourir à toutes les opérations qui seront estimées avantageuses à la cause commune.

6° Vous êtes aussi prévenu, Monsieur, que tant que les troupes du Roi occuperont Rhode-Island, on y gardera les bâtimens de transport destinés à y recevoir les troupes; lorsque, au contraire, l'armée que vous commandez pénétrera dans le pays et que l'escadre abandonnera Rhode-Island, cette escadre emmènera avec elle les bâtimens de transport qui ont été conservés et les conduira à Boston.

N'a point été communiqué jusqu'à la présente. 7° Si, par les différentes causes énoncées, vous conservez votre position dans Rhode-Island et que l'armée navale du Roi retirât l'escadre qui est dans ce port, je vous prévient que M. le comte de Grasse a ordre de vous laisser deux vaisseaux pour défendre le port et les bâtimens de transport qui sont nécessaires à votre armée. Voilà, Monsieur, les ordres que Sa Majesté m'a chargé de vous faire parvenir et que je suis bien sûr que vous exécuterez avec le zèle et l'exactitude que vous avez toujours employés à son service, et que vous continuerez d'entretenir la bonne harmonie entre l'armée du Roi et celle des Américains.

N'a point été communiqué jusqu'au post-scriptum. — Vous voudrez bien, Monsieur, employer tous les moyens possibles pour m'instruire de la position de votre armée dans tous les cas, afin que je puisse en rendre compte au Roi et vous faire parvenir les ordres de Sa Majesté en conséquence, ainsi que les secours qui pourront être nécessaires à votre armée.

Si, dans les opérations combinées entre l'armée de Sa Majesté et les troupes de terre, soit dans les colonies ou dans le continent de l'Amérique, il y avait diversité d'opinion entre les généraux de terre et de mer, l'intention du Roi est qu'il soit assemblé un conseil de guerre à la réquisition du général qui, le premier, croira devoir en faire la demande. Ce conseil doit être formé des trois plus anciens officiers généraux ou supérieurs de chaque service et présidé par le plus ancien des deux chefs. Tout doit s'y déterminer à la pluralité des voix et, au cas de partage des opinions, la voix du président aura la prépondérance. Il en sera dressé un procès-verbal pour un double en être envoyé au secrétaire d'État ayant le département de la guerre et un autre au secrétaire d'État de la marine.

P. S. — Vous aurez pu voir ci-dessus, Monsieur, que je vous observe que vous devez regarder votre armée comme auxiliaire de l'armée de Washington. Il est sous-entendu que vous devez toujours ne pas perdre de vue ce qui vous est prescrit par les deux articles de l'instruction secrète que le Roi vous a fait expédier.

Folio 284 DE M. LE MARQUIS DE CASTRIES À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Versailles le 7 mars 1781

*Plus vous aurai*

M. le marquis de Segur vous a prévenu, Monsieur, des ordres que le Roi a donnés pour une expédition dans la baie d'Hudson par des piquets tirés du corps d'armée sous vos ordres, et une partie des forces navales rassemblées devant Rhode-Island. Je ne puis que m'en remettre à ce que le ministre de la guerre vous aura fait connaître des intentions de Sa Majesté à ce sujet.

M. de la Perouse, capitaine de vaisseau à qui le Roi a bien voulu confier le commandement de l'expédition pour la partie qui concerne l'emploi des forces navales, vous donnera communication, Monsieur, de l'instruction que Sa Majesté lui a fait expédier. Je vous serai très obligé de vouloir bien procurer à ce commandant toutes les facilités et les secours qui dépendront de vous et qui pourront assurer le succès de l'expédition.

Folio 284 DE M. LE MARQUIS DE CASTRIES À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Brest le 21 mars 1781

Quoique le détail du département de la marine, Monsieur, ne me donne aucune relation avec vous et que MM. de Vergennes et de Segur doivent vous transmettre les ordres de Sa Majesté, je ne veux pas laisser partir M. de Barras, qui va prendre le commandement de l'escadre de Rhode-Island, sans vous faire connaître les dispositions générales qui regardent l'armée navale qui est sous voile en ce moment-ci, pour se rendre en Amérique. M. de Grasse qui la commande vous prévendra de l'époque à laquelle il passera dans vos mers. Il conduit vingt vaisseaux : il en trouvera dix aux îles, vous en avez huit de plus à lui donner ainsi maître de ses mouvements, de réunir ou de séparer ses forces. J'espère que pendant un temps assez considérable il sera maître des côtes de l'Amérique, et de concourir avec vous si vous voulez former quelque entreprise dans le Nord. J'ai fait charger sur un des bâtiments affectés par Sa Majesté différents ballots de drap qui sont envoyés aux Américains, l'ordre que j'en ai reçu depuis peu de jours ne m'en a pas laissé le choix et m'a obligé de laisser en arrière plusieurs effets qui regardent les officiers généraux de votre armée, marquez-leur-en mes regrets. Je profiterai de la première occasion pour vous faire passer à Boston ce qui restera d'effets. On vous envoie un si grand

nombre d'employés qui absorbent les moyens qui m'ont été demandés d'abord et auxquels je n'ai pu suppléer depuis.

Les 1 500,000 livres qui vous sont destinées ne sont pas toutes arrivées. Je garde M. de Barras avec sa frégate pour vous les apporter, une partie sera placée dans le convoi afin de moins risquer à la fois. J'envoie également 100,000 piastres à Rhode-Island pour l'escadre. J'espère que tout arrivera à bon port.

Les lettres que MM. de Ségur et de Vergennes vous écrivent et qui vous ont été envoyées depuis que je suis ici vous expliquent sans doute les intentions de Sa Majesté sur lesquelles, par conséquent, je n'ai rien à vous dire.

Les trois compagnies du corps de Laurum ayant dû faire partie de votre seconde division, en suivent le sort.

Folio 265. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR

De Newport, le 12 mai 178

Monsieur

Mon fils est revenu bien seul dans ce pays-ci, quoi qu'il en puisse arriver, il faut que le Roi soit servi comme il veut l'être et je vais commencer cette seconde campagne avec tout le zèle et j'ose dire la passion dont je suis pénétré pour sa personne et pour son service, en employant du mieux que je pourrai les très petits moyens qu'il laisse en ma puissance.

M. le comte de Barras et moi avons demandé un rendez-vous au général Washington pour fixer l'ouverture et le plan de la campagne d'après mes instructions dont je lui ferai part, à l'exception de l'article 2 que vous me mandez de réserver pour moi seul et de l'article 3, dont le cas fâcheux n'existant plus ne ferait qu'un souvenir désagréable pour lui. Il paraît par les dernières nouvelles que nous avons de New-York, que l'ennemi est décidé à porter l'offensive la plus vigoureuse dans le Sud. Leur escadre est répartie, descendue dans le Hook, prête à mettre en mer, renforcée de quelques vaisseaux de 50 qu'ils avaient à Charlestown et de nombre de frégates. Au cas qu'il soit jugé impossible ou très imprudent d'y envoyer l'armée par mer ma marche est préparée par terre pour me porter sur la rive du Nord aussi vite que la pointe des herbes le permettra. Le général Washington m'a mandé dans ses dernières lettres qu'il ne voyait rien encore de pressant.

Vous verrez, Monsieur par ma correspondance avec ce général, que la petite tracasserie que M. Clinton voulait nous faire, par la publication de sa lettre interceptée, est absolument étouffée et que la marine même n'en a pas eu connaissance.

Les numéros 4 et 5, joints au duplicata de la lettre à M. le prince de Montbrey, sont la réponse du général Washington à ma lettre n° 3 et ma réplique.

J'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser du 28 février et du 9 mars par première et deuxième et j'espère que vous voudrez bien être persuadé de tout mon zèle dans l'exécution de vos ordres. J'ai reçu aussi celle du 24 janvier relativement à quelques grâces et décisions pour l'artillerie.

P. S. Du 15 au soir. Toutes les nouvelles qui nous viennent de Philadelphie nous annoncent une dépréciation dans le papier continental qui approche infiniment d'un anéantissement total.

Folio 287 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE CASTRIES.

De Newport, le 13 mai 1781

Monsieur

M. le comte de Barras est arrivé avec mon fils. J'ai envoyé un courrier au général Washington pour convenir du lieu où nous pourrions conférer. Je ne doute pas que je n'aie le bonheur de continuer avec lui la parfaite harmonie qui règne entre la marine, la terre et le général Washington. Nous ferons part du résultat de cette conférence dont nos instructions doivent être la base et tout ce qu'on peut imaginer de nous sera de faire de notre mieux.

Ignorez, Monsieur, d'où me vient la quantité d'employés que vous me faites l'honneur de me mander que l'on envoie ici. Je vous proteste que je n'en ai pas demandé un seul. L'intendant dit qu'il n'a demandé que quelques infirmiers et boulangers parce que jusqu'ici les soldats font presque tous ces services.

M. votre fils, Monsieur, se porte à merveille, il a bien de la volonté et beaucoup de sagesse. Vous êtes tranquille actuellement sur l'école étendue qu'il m'a donnée, l'ardeur dans son voyage et à son âge était excusable, il en a senti les conséquences et nous n'en sommes pas moins bien ensemble. Je l'aime de tout mon cœur et ne lui ai rien vu que de franc et d'honnête.

Folio 287 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 15 mai 1781

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence, du 11 de ce mois. Le rapport du nombre de vaisseaux de l'escadre ennemie me paraît juste et confirmé tant par la correspondance du major Talmadge que par le rapport des prisonniers, ils ont sept gros vaisseaux deux de 50 et quatre de 44, avec les frégates. L'embarquement, suivant le rapport du major Talmadge, n'est que de 2 000 hommes et il spécifie les

régiments. Je crois que leur destination qu'on publie pour Wilmington, est la véritable, à cause des dragons et chevaux embarqués parce qu'il me paraît difficile de faire mouvoir des dragons en Virginie, à moins du projet de la Delaware dont il avait été question, mais Votre Excellence est plus en état que moi de juger la possibilité de leurs affaires.

Il est question, dans mes instructions, de 6 millions tournois dont Votre Excellence pourra se prévaloir en France pour fournir aux besoins et à l'entretien de l'armée américaine mais le chevalier de la Luzerne sera sans doute chargé de vous annoncer ces secours officiellement. J'attends la réponse de Votre Excellence pour la conférence que M. de Barras et moi vous avons demandée.

Folio 188 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE MARQUIS DE BOUILLÉ

De Newport, le 16 mai 1781

J'ai reçu mon cher Marquis la lettre du 20 mars que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire par l'officier de Bourbonnais, et je n'en ai pas reçu d'autre depuis six mois. Vous m'avez bien inquiété pendant tout l'hiver. Il est heureux que Roanoke ait eu un os à ronger à Saint-Eustache et que vos dispositions vigoureuses aient empêché de rien entreprendre de votre côté. Vous allez avoir vos coudées franches et je vous souhaite tous les succès que vous méritez. Vous savez le combat de notre escadre où elle a manœuvré avec science et avec gloire, mais dont le succès a été tel qu'on ne peut attendre quand non seulement on n'a pas la supériorité décidée, mais même une infériorité de canons considérable.

FIN DU VOLUME 2733.



## VOLUME 2734

[Les lettres et documents transcrits ci-après du folio 1 au folio 74 se rapportent aux circonstances qui firent décider la jonction des troupes de Rochambeau à celles de Washington et concernent l'exécution de cette opération jusqu'à l'arrivée du comte de Grasse en Amérique.]

Folio 1. — CONFÉRENCE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AVEC M. DE LA PÉROUSE  
ET M. LE COMTE DE HARRAS, LE 7 MAI 1781

M. de la Pérouse ayant décacheté ses paquets le 15 et m'ayant remis ceux qui me concernent, portant de lui donner 250 hommes aux ordres d'un lieutenant-colonel, dans la lettre de M. le marquis de Ségur et dans celle de M. le marquis de Castries 300 hommes d'artillerie d'augmentation avec les autres secours qu'il croira nécessaires pour l'expédition dont il est chargé.

Folio 2. — DE M. DE LA PÉROUSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De 6 mai 1781

Suite de la précédente

Folio 4. — CONFÉRENCE DE WEATHERFIELD DU 16 MAI 1781

*Observations du général Washington. Propositions de M. le comte de Rochambeau*

Il s'agit du plan à adopter pour la jonction de l'armée de Rochambeau avec celle de Washington et pour les opérations de l'escadre en conséquence.

Folio 10. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GOUVERNEUR GREEN  
À RETOUR DE LA CONFÉRENCE DE WEATHERFIELD, PRÈS HARTFORD.

De Newport le 26 mai 1781

Monsieur

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence le major Fleury qui est chargé de vous pour vous remettre la lettre ci-jointe de S. Exc. le général Washington, et lui requérir en même temps de faire rassembler tout de suite les 500 hommes qu'il a

v

60

IMPRIMERIE DE CECIL

reglés pour relever ici le corps français. L'amiral et moi croyons l'instant favorable pour faire faire à nos corps respectifs le mouvement projeté dans notre dernière conférence.

Je vous confie cette dernière particularité sous le secret, et prie Votre Excellence de donner tout de suite ses ordres pour le rassemblement à Newport des 500 hommes sous le commandement d'un officier distingué par son intelligence et son courage.

Je vous prie de l'envoyer de sa personne le plus tôt possible afin que nous conférions ensemble. Votre Excellence doit être bien persuadée des regrets que me laisse la perte de son parent le colonel Green, que j'estimais et aimais infiniment comme un officier des plus distingués.

Folio 10 LETTRES INTERCEPTÉES DU LORD GEORGE GERMAIN  
AU CHEVALIER HENRY CLINTON

À White-Hall le 7 février 1781

*Première*

*Deuxième*

Folio 2 AU MÊME

De White-Hall, le 7 mars 1781

*Troisième*

Folio 3 AU MÊME

De White-Hall le 7 février 1781

Folio 3. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 28 mai 1781

Monsieur,

L'escadre anglaise a gagné la rade, et notre escadre se prépare à mettre à la voile au premier bon vent. Je suis obligé de lui donner 900 hommes pour compléter ses équipages. Dès qu'elle m'aura laissé ma liberté, je ne tarderai pas à mettre en exécution le plan dont nous sommes convenus.

Julie 16 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE

De Newport le 28 mai 1781

Monsieur,

L'ennemi porte ses efforts les plus vigoureux dans la Virginie. Cornwallis marche de Warrington près la bay Fear pour se réunir sur le Roanok à Halifax avec les corps de Phillips et d'Arnold, ce qui lui va composer une armée de 8,000 hommes à Portsmouth, en Virginie, à l'embouchure de la rivière d'Elizabeth qui garde ce poste que l'ennemi a fortifié et d'où il ravage par ses petits bâtimens armés en guerre toutes les rivières de Virginie. Dans cette position le general Washington assure qu'il ne reste plus à New York que 8,500 hommes de troupes régulières et 3,000 hommes de milices. Il a requis M. le comte de Barras de se porter avec le corps de troupes françaises dans la baie de Chespeak. M. de Barras lui en a démontré l'impossibilité. Il a requis ensuite la marche du corps français à la rivière du Nord pour conjointement avec son armée, menacer et peut-être attaquer New-York pour procurer une diversion aux États du Sud. M. le comte de Barras dit qu'immédiat que l'ennemi se sera avancé, il doit se retirer sur Boston suivant les ordres qu'il en a. Il restera à Newport 500 hommes de milices du pays pour conserver les ouvrages de ce port, sur lequel l'ennemi ne paraît pas être dans la situation de pouvoir entreprendre.

L'escadre anglaise est venue il y a quelques jours croiser ici pendant cinq à six jours, il y en a quatre qu'elle a gagnés le large, on suppose qu'elle a remonté vers New York ou vers la baie de Chespeak pour favoriser les opérations offensives du Sud. Elle est composée de sept vaisseaux de ligne dont un à trois ponts, trois de 74 et trois de 64, de deux de 50, quatre de 40 et beaucoup de frégates. Ces dernières ne sont pas toujours avec l'escadre et elles se répandent sur toute la côte à l'appui de leurs différents mouvemens.

Vu l'état des affaires et de la crise très forte où se trouve l'Amérique et spécialement les États du Sud dans le moment actuel. L'arrivée de M. le comte de Grasse peut la sauver, tous les moyens qui sont entre nos mains ne pouvant rien sans son concours et la supériorité maritime qu'il peut y conduire.

Il y a deux points pour agir offensivement sur l'ennemi. Chespeak et New-York. Les vents du sud-ouest et l'état de détresse de la Virginie vous feront probablement préférer la baie de Chespeak, et ce sera là où nous pensons que vous pouvez rendre les plus grands services, d'autant qu'il ne vous faut que deux jours pour venir de là à New York. Dans tous les cas il est essentiel de nous envoyer, fort à l'avance, une

frégate pour prévenir M. le comte de Barras du lieu où vous devez atterrir ainsi que le général Washington, pour que le premier puisse vous joindre et le second puisse faire concourir les forces de terre avec vous.

*P. S. du 31 mai.* - Depuis cette lettre écrite M. le comte de Barras craignant que sa retraite à Boston ne fit un mauvais effet politiquement en Amérique et ne la mit sous le vent du sud-ouest, régnant dans cette saison de manière à la reculer d'un mois pour se joindre à vous et retarder d'autant toutes les opérations qui pourront être faites à votre arrivée, a pris le parti de tenir un conseil de guerre qui a décidé unanimement que vu le dégarnissement actuel de la garnison de New-York, qui ne doit pas lui permettre d'entreprendre il peut rester avec son escadre à Newport en sûreté ayant par terre 400 hommes de troupes que je lui laisserai et 1,000 hommes de milices américaines indépendamment d'un plus grand nombre qu'on peut convoier suivant les circonstances.

Il est inutile de vous mander, Monsieur, le service important que vous rendriez si vous aviez le pouvoir de nous amener ici un corps de troupes sur vos vaisseaux. L'armée de Washington et mon corps d'armée devant New-York seront bien faibles, et quoique la garnison de cette place ne soit pas à présent de plus de 8,000 hommes de troupes réglées, la nôtre ne sera guère de plus d'un tiers en sus. 5,000 à 6,000 hommes d'augmentation nous donneraient des moyens bien plus sûrs pour toute opération.

Folio 16. DU MÊME AU MÊME.

Newport le 6 juin 1783.

J'ai l'honneur de vous envoyer Monsieur, un mémoire qui m'a été remis par M. de Tarle, intendant de l'armée, d'après une conférence que nous avons eue avec M. le comte de Barras et M. de Grandchaum, major de l'escadre, sur le même objet. J'ai l'honneur de vous prier d'y vouloir bien en conterer avec MM. les administrateurs de Saint-Domingue et de la Martinique et d'examiner avec eux s'il ne nous serait pas possible de rendre au Roi ce service important.

Folio 6. MÉMOIRE DE M. L'INTENDANT PRÉSENTÉ À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

L'intendant a l'honneur d'observer à M. le comte de Rochambeau que les fonds qui restent dans la caisse militaire n'assurent le service de son armée que jusqu'au 20 août prochain, en supposant que les fournisseurs puissent continuer leurs achats avec des traites.

Que les fonds que l'on doit recevoir par le convoi ne prolongeront le service que jusqu'au 20 octobre.

Que le change des traites sur France pour espèces es, ici de 28 à 30 p. o/o de perte, et qu'il n'y a point d'espérance qu'il devienne moins onéreux.

Enfin que l'on ne trouvera pas à aucun prix quelconque assez de fonds dans cette partie de l'Amérique pour subvenir aux besoins de l'armée. D'après cet exposé et l'assurance qui a été donnée à M. le comte de Rochambeau par des personnes dignes de sa confiance, que le change des traites sur France pour des espèces était au pair dans les îles françaises des Antilles, ou qu'on pourrait au moins s'y procurer beaucoup de fonds à une perte infiniment moindre que dans l'Amérique septentrionale. L'intendant a l'honneur de représenter à M. le comte de Rochambeau qu'il serait du plus grand avantage pour les intérêts du Roi que M. le Comte voulût bien employer pour la sûreté du service de son armée l'influence de son crédit et réclamer un secours de l'armée navale dans les Antilles, jusqu'à la concurrence de 1,100,000 livres en espèces que l'on rembourserait au avec les frais et la perte sur la négociation par des traites du trésorier de l'armée sur M. de Scilly, trésorier général de la guerre.

A Newport le 4 juin 1781

Folio 17 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE MARQUIS DE SÉGUR

De Newport le 29 mai 1781

Sur la formation du détachement qui doit être fourni à La Perouse. }

Folio 7 SÉANCE DU CONSEIL ASSEMBLÉ, A BORD DU *BUC-DE-HOUBOGUYE*  
LE 31 MAI 1781

M. le comte de Rochambeau ayant été requis par le général Washington de faire marcher son armée dans le continent, et les instructions de la Cour portant que dans ce cas l'escadre quittera Rhode-Island et se retirera à Boston si elle le peut sans se compromettre, M. le comte de Barras a demandé qu'il fût assemblé un conseil composé d'officiers généraux et principaux de terre et de mer pour examiner si dans les circonstances actuelles et quoique les ennemis n'apportent plus d'obstacle à ce qu'il se rende à Boston il ne serait pas de l'avantage du service du Roi que l'escadre restât à Rhode-Island et si elle le peut avec sûreté.

## POUR 8 — DÉCISIONS DU CONSEIL

Il a été décidé d'une voix unanime que, pour le succès des opérations que l'on pourrait entreprendre et pour l'honneur des armes du Roi, il est convenable que l'escadre se maintienne à Rhode-Island et que cette position, dans les circonstances actuelles, est préférable à celle de Boston.

Il a été décidé que, vu l'affaiblissement connu de la garnison de New-York par les divers détachements qui en ont été tirés, les Anglais sont hors d'état d'attaquer Rhode-Island avec des forces considérables et que le détachement laissé par M. le comte de Rochambeau joint à 1,000 hommes de milices permanentes qui seront demandés au général Washington et à un plus grand nombre qu'on pourra convoquer en cas de besoin sera suffisant pour garder Rhode-Island et mettre l'escadre à l'abri d'insulte du côté de terre.

*N. B.* Le défaut d'unanimité parfaite sur cette proposition n'a consisté qu'en ce qu'un petit nombre des membres du Conseil ont pensé qu'il ne fallait que 500 hommes de milices permanentes pour mettre l'escadre en sûreté.

## PREMIÈRE PROPOSITION

L'escadre en se tenant à Rhode-Island est-elle plus à portée qu'elle ne le serait à Boston de coopérer avec les forces navales qui selon ce qu'on a lieu d'espérer, doivent venir des îles de l'Amérique dans le cours de l'été?

## DEUXIÈME PROPOSITION

L'escadre peut-elle rester à Rhode-Island avec sûreté, cette île n'étant gardée que par les milices américaines soutenues d'un détachement de 400 hommes de troupes françaises que pourrait y laisser M. le comte de Rochambeau?

## TROISIÈME PROPOSITION

Il a été décidé d'une voix unanime que la sortie de l'escadre dans le moment actuel pourrait retarder beaucoup

L'escadre ayant été dans l'impossibilité par la contrariété des vents et par la position de l'escadre et ne peut de sor-

le départ et les opérations de l'armée de terre dont elle emportera un détachement très considérable qui lui a été fourni pour compléter ses équipages que d'ailleurs, cet inconvénient ne serait probablement compensé par aucun avantage, puisqu'il est hors de vraisemblance que l'escadre puisse être d'aucun secours au convoi lequel, étant parti depuis soixante et onze jours, doit arriver à Boston avant le temps où elle serait rendue dans les parages où il serait possible de les rencontrer, et qu'en conséquence l'escadre ne doit pas sortir

Ainsi signé

Le chevalier BERNARD DE MARIGNY  
CHATEAU DE LA CLOCHETIERIE.  
LE GARDEUR DE TILLY  
Le marquis DE LAVAL  
DE LAUZUN  
BÉVILLE.  
VIOGNIER.  
VIOGNIER.

tir vers le 18 de ce mois, comme se le proposait M. le comte de Barras pour aller protéger l'atterrissage du convoi parti de Brest le 22 mars dernier et attendre à Boston est-il convenable qu'elle sorte actuellement pour cet objet ?

Ainsi signé

LAVILLEBESNE.  
Le chevalier DE MÉDÉE  
Le chevalier DE LOMBARD  
LA GRANDIÈRE.  
DESTOUCHES.  
CUSTINE.  
CHOISY  
Le chevalier DE CHATELAIN

Le Comte DE ROCHAMBEAU  
BARRAS.

Des copies ont été envoyées au général Washington et au chevalier de la Luzerne, le 31 mai 1781

Folio 20. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport le 31 mai 1781

Monsieur

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence les nouvelles que je reçois dans le moment du colonel Ledyard. Le rapport que fait son neveu à son arrivée de la Guadeloupe me paraît si circonstancié sur l'avantage du combat qu'a eu M. de Grasse qu'il donne la plus grande apparence de la vérité. Il faut cependant en attendre la

confirmation, mais cette nouvelle vient de produire un effet dont je crois que Votre Excellence sera contente. Le comte de Barras, au lieu de se replier sur Boston suivant ses ordres, s'est décidé à tenir un conseil de guerre dont j'ai l'honneur de vous faire passer le résultat. J'espère que Votre Excellence voudra bien envoyer le plus promptement possible l'ordre pour porter à 1 000 hommes les milices qui resteront permanentes sur cette île, à joindre à 400 hommes que je laisserai aux ordres de M. de Choisy, brigadier des armées du Roi et officier très distingué. Je pense que l'État de Boston peut fournir les 500 hommes demandés par le conseil de guerre en augmentation pour la sûreté de l'escadre, et qu'il est également convenable que Votre Excellence veuille bien envoyer à M. de Choisy un ordre pour convoquer un plus grand nombre, si les circonstances le requéraient, avec les lettres pour le gouverneur de Boston et de l'État de Rhode-Island. Il est inutile de dire à Votre Excellence qu'une des raisons qui a le plus déterminé le conseil de guerre à conserver l'escadre ici, c'est la crainte que l'Amérique n'eût pu regarder ce changement de mouillage à Boston comme une retraite et le désir d'être beaucoup plus à portée des opérations futures, lorsque la supériorité maritime que nous avons lieu d'espérer dans le cours de l'été sera arrivée dans ses mers. Votre Excellence sait que le port de Boston étant au-dessous des vents du sud-ouest, qui regnent dans cette saison, la jonction de M. de Barras avec les secours de mer qui pourront nous arriver aurait pu être retardée d'un mois, et, par conséquent, toutes les opérations qui en sont la suite.

Je ne saurais trop reconnaître à Votre Excellence de donner à l'escadre l'augmentation de milice qu'elle demande pour sa sûreté. Elle a droit à l'unanimité qui a régné dans le désir de se tenir plus à portée d'être utile à la cause commune.

Extrait DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE RÉGEMONT

De Newport le 1<sup>er</sup> juillet 1781

Monsieur

J'ai mis sous les yeux du général Washington pour servir de base à notre conférence, un extrait de mes instructions. Les articles qui ne lui ont pas été rapportés ou avaient réservés pour moi seul, ou n'étaient pas de nature à lui être communiqués.

Je joins ci-joint les propositions convenues entre M. le comte de Barras et moi avant mon départ, et les décisions du général Washington dans le mémoire ci-joint pour l'emploi de nos forces pendant la campagne prochaine. La copie de la lettre que j'ai écrite à M. le comte de Grasse d'après cette conférence, pour le



rendre compte de l'état des affaires de l'Amérique, 3<sup>e</sup> le résultat d'un conseil de guerre, demandé par M. le comte de Barras et tenu à son bord, qui décide d'une voix unanime que lorsque mon corps de troupes commencera son mouvement, l'escadre doit rester ici au lieu d'aller à Boston. Quoiqu'il y ait quelque hasard à courir dans le parti qui a été pris, ils n'ont pas paru devoir balancer le très grand inconvénient de se mettre au-dessous des vents régnant dans cette saison, et le danger de retarder d'un mois une jonction avec les forces que l'on peut espérer des Antilles dans le temps de l'hivernage pour tenter une opération au contre New-York ou contre la baie de Chesapeake, où l'ennemi dans le moment actuel a partagé ses forces, et c'est dans la Virginie qu'il médite les plus grands efforts qu'il veut faire contre l'Amérique.

M. le comte de Barras a considéré que, lorsque l'ordre lui a été donné de se rendre à Boston si l'armée de terre marchait dans le continent, la Cour ignorant l'état actuel des affaires de ce pays-ci, c'est ce qui l'a engagé à demander un conseil de guerre pour pouvoir s'en écarter. Il y a eu une unanimité complète et, contre l'ordonnance des conseils de guerre, pour la parti la plus vigoureuse. Je laisse au 600 hommes pour la protection de l'escadre avec les matelots américains aux ordres de M. de Chouy 280 hommes pour l'expédition de M. de la Pérouse plus de 200 soldats sont employés à conduire les chevaux de l'artillerie et aux différents services de la boulangerie et des hôpitaux. Le navire et les recrues ne sont pas arrivés. Il vous sera facile de juger, Monsieur, que je n'aurai pas 3,000 hommes sous les armes à mener à la rivière du Nord. Il est impossible d'avoir un homme du pays. Les Américains donnent jusqu'à 200 et 300 piastres, laissent 1,000 et 1,500 francs d'argent dur, d'engagement à leurs recrues, qui sont bien loin d'être complètes. Ils nous débarrassent tous nos vaisseaux, cela n'a pas jusqu'ici gagné le soldat. Le général Washington requiert avec d'autant plus d'empressement la marche du corps français que l'insécurité totale du papier continental et l'offensive vigoureuse portée dans la Virginie exigent très promptement une diversion sur New-York, soit en le menaçant soit en l'attaquant réellement, s'il peut en rassembler les moyens. Ce général ne voit pas d'autres ressources pour secourir la Virginie, son armée manquant de tout pour marcher. Il ajoute encore que la marche du corps français soutiendra le courage des Américains, qui commencent à tomber, même dans les États les mieux intentionnés. Voilà, Monsieur, l'état critique des affaires, nous y ferons tout ce qui sera possible et de notre mieux. Dieu veuille nous mener à bon port dans notre convoi, des recrues et de l'argent.

P. S. Depuis le 1<sup>er</sup> de ce mois le papier continental est absolument tombé. Aujourd'hui, 2 de ce mois, le convoi n'est pas arrivé.

Folio 22 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. DE LA PÉROUSE

De Newport le 2 juin 1781.

Je vous envoie, mon cher La Pérouse, par l'*Hermione* qui va vous rejoindre, les 50 hommes de Lanzaun, les outils et les caisses d'artifice qui étaient sur la *Gentille*. Je laisserai à Providence, etc. . . .

Folio 23 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New- Windsor, le 2 juin 1781.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 18. Je me flatte que M. de Barras ne rencontrera aucune interruption sur son passage.

Quand à Weatherfield, je vous donnais une esquisse de ce que j'imaginai que nous pourrions mettre en campagne cette année, mon calcul était fondé sur la probabilité et non sur aucune assurance des États qu'ils dussent fournir ce montant. Je prie Votre Excellence de ne pas la considérer comme une estimation officielle ou définitive. La dépêche de Votre Excellence au chevalier de la Luzerne sera envoyée immédiatement. L'occasion de l'arrivée du convoi que vous attendez est si favorable, que je ne pense pas qu'il y ait le moindre danger à craindre pour son atterrissage à la côte.

Le général Greene, par des lettres du 27 avril, était encore devant Camden dans la Caroline du Sud. Le lord Rawdon avait, le 25, fait une sortie vigoureuse avec toute sa force dans laquelle il a réussi à forcer le général à s'éloigner d'un mile ou deux. Notre perte en cette occasion a été 17 tués et 98 blessés. L'ennemi confesse avoir perdu 200 hommes, nous avons pris et emmené 50 prisonniers.

Le général Marion et le colonel Lee ont réduit un des postes de la communication de l'ennemi, appelé fort Watson, dans lequel ils ont pris 109 prisonniers. Si le lord Cornwallis ne marche pas au secours des postes de cette frontière, plusieurs autres postes tomberont entre nos mains.

L'ennemi restait à Petersburg en Virginie le 10 du mois dernier. Le marquis de la Fayette, avec son détachement, était à portée d'eux à surveiller leurs mouvements.

Fébr. 24. — DU MÊME AU MÊME

De New- Windsor, le 3 jan. 1781.

Par des lettres du 24 mai du marquis de la Fayette, le lord Cornwallis a formé la jonction avec le général Arnold à Petersburg, et comme un nombre de transports est arrivé avec des troupes à la rade de Hampton, je pense que c'est le convoi parti de New York le 3 de mai.

Fébr. 25. — DU MÊME AU MÊME

De New-Windsor, le 4 jan. 1781.

J'ai reçu la nuit dernière votre lettre du 31 mai par le duc de Lianon qui m'informe qu'il est autorisé par Votre Excellence et par le comte de Barras à entrer dans une libre communication avec moi, sur le sujet du conseil de guerre qui a été tenu à bord du *Duc-de-Bourgogne*, et de requérir mon opinion sur la convenance des déterminations qui y ont été prises.

J'avouerai à Votre Excellence qu'il y a un grand poids de raisons qui s'offrent pour retenir la Botte de Sa Majesté dans le port de Newport, de préférence à l'envoyer à Boston, mais, comme je ne peux pas penser qu'elle sera en sûreté dans tous les cas possibles dans le port de Newport, après que la plus grande partie de l'armée française aura été retirée, comme elle le serait au port de Boston, je reste attaché à mon opinion et au plan qui a été arrêté à Weatherfield comme préférable dans tous les cas considérés. Je ne voudrais cependant pas mettre mon seul jugement en contradiction avec celui de tant d'officiers expérimentés, surtout en affaires de mer, sur lesquelles j'avoue franchement mon ignorance. Je voudrais, toutefois pour éviter tout délai, poser la matière sur le pied suivant.

Si Votre Excellence, le comte de Barras et les autres membres du conseil de guerre pensent après une mûre délibération et d'après de nouvelles réflexions et de nouvelles informations qu'il s'en doit sentir dans la première résolution du conseil, vous pouvez faire usage des lettres que je joins ici pour le gouverneur de l'Etat de Boston et de celui de Rhode-Island, et que j'envie ouvertes à Votre Excellence. Si au contraire vous changez d'opinion, celle écrite par moi de Weatherfield au gouverneur de Rhode-Island sera suffisante pour le dessein d'appeler 500 miliciens pour le présent et un plus grand nombre quand le cas le requerra.

Dans tous les cas je souhaiterais que la marche de vos troupes soit pressée

C

autant qu'il sera possible. Les assemblées que l'ennemi fait dans le Sud demandent une collection de nos forces ici afin que nous puissions tâcher de commencer nos opérations. Je ne connais point de mesure si propre à porter du secours aux États du Sud, et aussi prompt, que de menacer sérieusement New-York. Votre Excellence se rappellera de toutes les raisons qui nous ont fait donner à cette opération la préférence sur toutes les autres, lorsqu'il en fut question à la conférence dernière. Et je vous assure que les cris des États du Sud sont si pressants, qu'il n'y aura qu'en voyant faire diligemment des préparations contre New-York qu'ils se contenteront et seront convaincus des avantages qu'ils peuvent retirer des forces qui sont à nos ordres dans nos quartiers.

J'ai envoyé votre lettre au ministre de France par un homme sûr du département du quartier général.

Folio 16. RÉUNION DU CONSEIL TENU À BORD DU VAMPEUR DU ROY LE *NEPTUNE*,  
LE 8 JUIN 1781.

Le général Washington ayant marqué à M. le comte de Berris qu'après avoir pris connaissance des délibérations du conseil tenu à bord du *Duc-de-Burgoyne*, le 31 mai, il recommande encore le parti de conduire l'escadre à Boston comme un port plus sûr dans toutes les circonstances possibles que Newport ne peut l'être, après que la partie principale de l'armée française en aura été retirée, et qu'il désire que cette affaire soit remise en délibération, M. le comte de Berris a demandé qu'il fût assemblé un nouveau conseil composé des principaux officiers de l'escadre et de l'armée pour considérer une seconde fois cet objet.

Le conseil assemblé et les deux premières propositions de la séance du 31 mai ayant été remises en délibération, on a persisté unanimement dans ce qui y avait été arrêté, et cela par les motifs précédemment exposés, auxquels on joindra les considérations suivantes afin de mettre en état de juger d'un coup d'œil de ce qui s'est passé relativement à cet objet.

A peine le comte de Berris fut-il arrivé à Newport que le comte de Rochambeau et lui désirèrent avoir une entrevue avec le général Washington pour lui faire connaître les moyens qu'il était en leur pouvoir d'employer et savoir quelles seraient ses intentions en conséquence de cette communication, mais le délai de l'arrivée du convoi et la crainte que l'escadre ennemie, qui était sortie de Newport, n'entreprît sur le convoi le décida à sortir le même jour que le comte de Rochambeau partait, et le pria de porter au général Washington ses opinions sur l'usage des forces de mer et l'en fit déposer. Le général Washington jugeant que la nécessité de faire agir

les forces de terre, soit pour attaquer New-York soit pour opérer une puissante diversion en faveur du Sud, devant décider à les séparer de l'escadre, il fut conclu en même temps que, d'après les ordres du Roi, celle-ci ferait voile pour Boston, où elle serait plus en sûreté qu'à Newport.

Il était clair que l'objet du général Washington était d'opérer une diversion avec les troupes de terre et que la destination de l'escadre était une affaire de précaution et même un sacrifice momentané du concours des forces navales au plan d'opération qu'on se proposait.

Mais les nouvelles qu'on a reçues depuis de l'affaiblissement de la garnison de New-York et de la tendance de tous les efforts de l'ennemi vers le Sud ayant diminué considérablement les probabilités de l'attaque sur Rhode Island et le désar extrême qui anime tout ce qui compose les forces françaises en Amérique pour concourir également et efficacement au bien de la cause commune ont donné lieu à de nouvelles réflexions. On a pensé que l'espèce de retraite de l'escadre dans le port de Boston, tandis que les troupes de terre marcheraient à New-York pourrait paraître aux ennemis une démarche contradictoire et affaiblir l'effet qu'une marche offensive par terre devait produire. D'après ces réflexions, on a jugé que le départ des troupes de terre étant décidé par le général Washington, celui de l'escadre ne pouvait avoir pour objet aucune connexion nécessaire avec le plan proposé par elle, mais une simple précaution que la prudence seule indiquait. Cette précaution n'étant plus jugée nécessaire par le monarque du Roi, elle a dû se débiter elle-même de n'être pas un obstacle au système général de la campagne auquel elle espère concourir par son séjour à Newport dans un moment-ci, et plus encore par la facilité qu'elle trouvera à agir plus promptement aussitôt que les secours qu'on a lieu d'espérer auront arrivés. Le seul obstacle qui pourrait s'opposer à cette nouvelle preuve de sa part venant de quelques articles contenus dans des instructions toujours respectables, mais dont la date ancienne et la distance où l'on se trouve d'Europe pourrait autoriser la modification. C'est pour s'affranchir de cette entrave que le comte de Barras a démis d'assembler un conseil de guerre, non pour proposer des plans différents de ceux qui ont été arrêtés à Weymouth, mais pour s'autoriser à y recourir d'une manière plus noble et plus efficace.

Ce conseil de guerre en opinant unanimement pour l'avis le plus ferme et le plus utile paraît remplir le double objet de donner une libre carrière au génie des deux généraux français et de rassurer la délicatesse du général Washington, à laquelle sans doute on doit attribuer le désir qu'il a montré de soumettre encore une fois l'objet de cette délibération à l'examen d'un conseil de guerre. Ce conseil n'a pas jugé que l'escadre serait compromise à Newport, mais, quelle que soit la

justesse de son opinion, le général Washington la pourra toujours considérer comme un pur mouvement de son zèle que elle ne pourra pas craindre d'avoir désiré ni provoqué.

Signé	Signé
Le chevalier BERNARD DE MABLEY	LAVILLEMORE
CHATEAU DE LA CLOCHETÈRE	Le chevalier DE MÉDINE
LE GARDEUR DE TILLY	Le chevalier DE LOMBARD
Le marquis DE LAVA	LA GRANDIÈRE
DE LAUZUN	DESTOUCHES
BÉVILLE	CURTIS
VIOMÉNIL	CHESY
VIOMÉNIL	Le chevalier DE CHATELLEUX

Signé LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
BARRAS.

Certifié conforme à l'original par nous, major de l'escadre

Signé DE GRACLAN

F. 102 28. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newport, le 9 juin 1781

M. le comte de Barras a l'honneur d'adresser à Votre Excellence le résultat du second conseil de guerre qu'il a convoqué à votre réquisition, si a persisté dans son arrêté du 31 et vous expose les motifs de sa conduite d'une manière que je crois devoir être agréable à Votre Excellence. Quant à mon corps de troupes la moitié s'embarque demain pour Providence et j'espère que l'autre moitié suivra de près quoique des 500 hommes de milices de Rhode-Island il n'y en ait encore que la moitié d'arrivées et que d'après les ordres de Votre Excellence que je n'ai reçus qu'hier par le retour du duc de Lauzun je n'ai pu envoyer qu'aujourdhui convoquer celles de Boston. Le duc de Lauzun ayant dit que Votre Excellence serait contente pourvu que je pusse partir le 20<sup>me</sup> pour Providence si j'ai nouveau de l'arrivée du convoi dont trois bâtimens séparés depuis plus de trois semaines sont déjà rendus dans différents ports, je pense que les détachemens des recrues et le trésor valent bien la peine d'être incorporés dans l'armée, et que quelques jours de séjour à Providence s'accorderont parfaitement avec les arrangements du colonel Wadsworth pour les subsistances, la fourniture des chevaux et wagons. Au reste ces séjours seront toujours subordonnés à ces ordres plus pressants que je recevrais de Votre Excellence et aux possibilités. Ma lettre et l'extrait de la conférence de Weatherfield

au chevalier de la Luzerne, du 28 mai, étaient chiffrés, mais ma dernière et le résultat du conseil au chevalier de la Luzerne, que j'ai fait passer à Votre Excellence par le duc de Lauzun ne l'étaient pas parce qu'il est parti tout de suite après le conseil, et il a dû prier Votre Excellence d'envoyer au chevalier de la Luzerne un officier ou quelqu'un de très sûr.

Folio 29. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE MARQUIS DE SÉGUR.

De Newport le 9 juin 78.

Monsieur

J'ai l'honneur de vous envoyer par supplément à ma dernière dépêche le résultat d'un second conseil de guerre tenu à bord du *Neptune* sur la réquisition du général Washington. La moitié de mes troupes s'embarque demain pour Providence, et l'autre moitié la suivra à ce que j'espère de près.

Folio 30. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Newport le 9 juin 78.

Monsieur

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la copie de la lettre que je reçois de M. le comte de Grasse apportée par le vaisseau de bon qu'a escorté notre convoi, il est arrivé aux deux tiers le reste dispersé près de la côte par un coup de vent. Votre Excellence sent toute la conséquence du secret absolu qu'il faut garder sur cette lettre et la nécessité en même temps de faire tous nos préparatifs en conséquence. J'ai déjà écrit à M. le comte de Grasse que Votre Excellence faisait marcher à la rivière du Nord pour menacer et même attaquer New-York lorsque les circonstances le permettront. Je lui ai rendu compte de l'état actuel de la garnison de cette place et de la force considérable que l'ennemi a portée dans la Virginie que le seul moyen qui vous paraît praticable pour les secourir est une diversion sur New-York que vous vous proposez dès que les circonstances le permettront. Je lui ai parlé des forces navales de l'ennemi que, vu les vents régnants, je crois qu'il ferait un grand coup en atterrissant à la baie de Chesapeak dans laquelle il peut faire une grande exertion sur les forces navales qui s'y trouveront alors, le vent régnant le ramenant ensuite devant New-York que s'il peut nous amener des forces de terre 5,000 ou 6,000 hommes de plus rendraient notre expédition bien plus probable et de l'argent des îles ou l'on dit que nos lettres de change sont au pair. Je prie Votre Excellence de me mander à Providence si elle a quelque chose à

ajouter à cette dépêche, parce qu'il sera possible que la frégate qui en sera le porteur ne fût pas encore partie au retour de sa réponse.

Folio 31. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

*À bord de la Ville-de-Paris, en mer, le 29 mars 1781.*

Reçu seulement cette dépêche le 10 juin par l'arrivée du vaisseau du Roi le *Sagittaire*.

Ma Majesté, Monsieur, m'a confié le commandement des forces navales qu'elle a destinées à protéger ses possessions dans l'Amérique méridionale et celles de ses allies dans l'Amérique septentrionale. Les forces que je commande, Monsieur, sont suffisantes pour remplir les vues offensives qu'il est de l'intérêt des puissances alliées d'exécuter pour parvenir à une paix honorable. Mais je dois avoir l'honneur de vous observer, Monsieur, que si les vaisseaux sont nécessaires à l'exécution des projets que vous pourriez former, il sera utile au service que MM. de Barras ou Destouches en soient instruits pour diriger dans les différentes passes les vaisseaux français, qui diffèrent beaucoup, par leur tirant d'eau, de ceux des Anglais.

Il me semble, Monsieur, qu'il serait avantageux à la cause commune que je fusse instruit à Saint-Domingue, où je serai à la fin de juin, non seulement des forces navales que les Anglais ont à l'Amérique septentrionale, mais encore des différentes stations et traverses qu'ils occupent, en quel nombre et de quelle manière ils les gardent afin de les surprendre et de pouvoir les enlever, s'il est possible, lors de mon atterrissage sur la côte.

Je m'adresse aux commandants des vaisseaux de me dépêcher plusieurs avertissements par des gens sûrs, le secret étant de la plus grande importance, et de vous instruire de leur départ.

C'est vers le 15 de juillet au plus tôt que je pourrai, Monsieur, être sur les côtes de l'Amérique septentrionale, mais il est nécessaire, attendu le peu de temps que j'ai à rester dans le pays, forcé d'ailleurs à l'abandonner à cause de la saison que tout ce qui pourra être utile pour la réussite de vos projets ne retarde pas un moment celui d'agir. Je serai infiniment flatté, Monsieur, de contribuer à vos succès, je ferai des vœux et j'aurai pour leur réussite comme bon Français et comme quelqu'un qui cherche à mériter votre estime et vous marquer les sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.



Folio 32. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRAMONT.

En Convention, le 15 juin 1781.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 19 mars par M. de Moniac, qui n'est arrivé que d'hier à Boston avec une partie de son convoi, le tiers ayant été dispersé par un coup de vent. M. le comte de Narbonne a l'honneur de vous répondre sur les pièces et tous les autres articles qui concernent la marine. Quant à ce qui me regarde, je joins ici un duplicata de la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 28 et le 31 mai. J'ai eu depuis cette époque quatre lettres du général Washington pour presser ma marche sur la rivière du Nord, qu'il regarde militairement et politiquement, dans les circonstances actuelles, comme absolument nécessaire et urgente. Le second conseil de guerre qui a été tenu sur la sûreté de l'ennemi, a été tenu le 8 et je suis parti le 10 pour me rendre ici où je vais rallier ce que je pourrai des réserves du convoi, le trésor et partir dans cinq ou six jours pour aller me joindre à ce général et tâcher en concert avec lui New-York de faire une diversion en faveur de la Virginie. Je ne dois pas vous dissimuler, Monsieur, que mes gens et sont à bout de vivres de leurs moyens que Washington n'aura pas monté de troupes de ce qu'il comptait avoir et que je crois quoiqu'il se cache sur cela qu'il n'a pas à présent 6,000 hommes que M. de la Fayette n'a pas 1,000 hommes de troupes régulières avec les milices pour défendre la Virginie et à peu près autant qui sont en marche pour le rejoindre que le général Greene a été faire une pointe sur Cambden où il se fait repousser et que j'ignore quand et comment il se réunira à M. de la Fayette, qu'il est donc de la plus grande conséquence que vous preniez à bord le plus de troupes que vous pourrez, que 4,000 ou 5,000 hommes ne seraient pas trop, soit pour nous aider à détruire leurs établissements à Portsmouth en Virginie près la rade d'Hampton où jusqu'ici ils ont toujours tenu 1,500 hommes pendant que les autres opèrent dans le pays et toutes leurs flottilles avec lesquelles ils vont travailler dans ces rivières le pauvre marquis de la Fayette d'une manière très fâcheuse, soit ensuite pour forcer le Hook en vous empruntant de Sandy-Hook par vos troupes de terre, ce qui doit faciliter à votre escadre l'entrée de cette barre, nous sommes sûrs que le *Sandwich* en septembre et le *London* en dernier lieu y sont entrés et sortis, enfin pour nous aider après à faire le siège de Brooklyn en supposant que nous pourrions nous établir avec 8 ou 600 hommes dans cette pointe de Long-Island et en conserver 5000 ou 6000 sur la rivière du Nord pour masquer King's-Bridge. Voilà Monsieur les différents objets que vous pouvez avoir en vue, et le tableau

L.

Manuscrit de la bibliothèque de la ville de Paris.

actuel et fâcheux des affaires de ce pays-ci. Je suis bien persuadé que vous nous y apporterez la supériorité maritime, mais je ne saurais trop vous répéter d'emmener aussi des troupes et de l'argent. J'ai eu l'honneur de vous écrire une lettre particulière sur le dernier objet, dont je joins encore ici un duplicata, au surplus j'ai l'honneur de vous répéter Monsieur, qu'il est indispensable que le général Washington et M. de Barras soient prévenus par une frégate du moment de votre arrivée et du lieu de votre atterrissage.

P. S. — Je vois par une lettre que vous écrit le chevalier de la Luzerne que M. Washington paraît désirer que vous atterriez d'abord au Hook, devant New York, pour séparer s'il est possible, l'escadre d'Arbutnot de ce mouillage. Je soumet, comme de raison, mon opinion à la sienne, cependant nos dernières nouvelles disaient que l'escadre ennemie après avoir moulé quelques jours en dehors du Hook avait appareillé et faisait voile au Sud.

Folio 34. — EXTRAIT DE LA LETTRE DE M. DE LA PÉROUSE,  
CAPITAINE DE VAISSAU DU ROI, À M. LE COMTE DE BARRAS.

À la mer, le 5 juin 1781

Vous sentez mon Général, d'après les détails que je viens de vous faire qu'on ne peut penser à l'exécution de la mission dont le Roi avait bien voulu m'honorer. En supposant que nous arrivions à Boston le 7 juin, les troupes de Newport ne peuvent y arriver que le 13. En désarmant tous les bâtiments de convoi on y trouverait à peine 245 hommes qu'il faudrait remplacer au *Sagittaire*; ceux qui restent sont hors d'état de recommencer tout de suite une traversée de quarante-cinq à cinquante jours dans les glaces et dans les brumes qui comme vous savez sont les vraies régions du scorbut dont ceux-ci sont déjà atteints, enfin etc.

Folio 35. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New- Windsor, le 7 juin 1781

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence une gazette de la Martinique du 3 de mai, qui annonce l'arrivée du comte de Grasse et donne un détail imparfait d'une action entre les flottes. Elle m'a été envoyée par le ministre de France, en me priant de vous la faire passer. Il paraît que le Comte, ne pouvant pas atteindre Hood, a retourné à la Martinique, et qu'on aiant immédiatement faire une entreprise sur Sainte-Lucie, dans laquelle il y avait une garnison de 1,200 Anglais.

Votre Excellence observera un paragraphe très extraordinaire dans ce papier, il est assuré que cinq vaisseaux ayant quarante-deux transports sous leur convoi se sont séparés du corps de la flotte et qu'ils étaient destinés pour Rhode-Island. Si vous avez eu de semblables nouvelles officielles ou si M. de Barras pense que cette circonstance est probable, dans ce cas l'escadre de Sa Majesté ne doit pas dans ce moment quitter Newport, mais s'y attendre ce renforcement. Peut-être les dépêches pour Votre Excellence et le comte de Barras, que je joins ici pourront-elles jeter plus de lumière et vous rendre capable de juger avec précision des mesures les plus justes à poursuivre.

Les nouvelles de Virginie sont très alarmantes. l'ennemi ayant concentré ses forces, marche au travers de cet État presque sans opposition, le corps du marquis de la Fayette étant trop petit pour rien faire, cela m'oblige derechef à prier Votre Excellence de presser sa marche autant que les circonstances pourront le permettre. Les raisons données dans ma dernière opèrent encore plus puissamment à présent en faveur de ce mouvement qu'elles ne faisaient auparavant.

Folio 36 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New Windsor, le 13 juin 1781

Monsieur,

J'ai été honoré des lettres de Votre Excellence, du 9 et du 10 de ce mois avec les nouvelles très intéressantes qu'elles contenaient que vous pouvez être sûr que je garderai très secrètes. J'espère que le convoi arrivera en sûreté à quelque port de l'Est, parce que je crois toute la flotte ennemie croisant devant le Hook. Le comte de Barras m'a fait part du second conseil de guerre. J'ai tant de respect pour l'opinion des membres qui le composaient que j'aurais été très satisfait qu'ils eussent seulement mentionné qu'ils persistaient dans leurs premières résolutions, mais les nouvelles raisons qu'ils donnent en faveur de la détention de la flotte à Rhode-Island ne me laissent plus aucun doute sur la justesse de cette mesure.

Je suis si parfaitement convaincu que Votre Excellence mettra toute la diligence possible dans sa marche, que j'ai seulement l'occasion de répéter ma première requête pour qu'elle puisse commencer aussitôt que les circonstances pourront le permettre.

Mes dernières nouvelles du marquis de la Fayette sont du 3 juin. l'armée anglaise, d'une force considérable, était entre Richmond et Fredericksburg. leur destination n'était pas certaine, mais, vu leur supériorité ils avaient la liberté d'aller où ils voulaient.

La copie incluse d'une lettre du président du Congrès vous donnera les dernières nouvelles de la Caroline du Sud.

Vos réquisitions au comte de Grasse remplissent tout ce que je pouvais désirer, vous ne sauriez trop, dans mon opinion, presser sur la nécessité d'amener un corps de troupes, plus spécialement dans le doute où je suis que nos forces américaines puissent être rassemblées au temps qu'il se propose d'être ici. 4,000 ou 5,000 hommes à ajouter à ce que nous pourrions certainement avoir à cette époque nous rendra capables, avec l'assistance de la flotte, de suivre notre objet. Il est à regretter que le séjour du Comte à cette côte soit limité, cette considération est un motif additionnel pour souhaiter une force qui nous mette en état de finir promptement notre opération.

Je prie Votre Excellence de se rappeler qu'à notre dernière conférence à Weatherfield, New-York fut considéré comme le seul objet praticable dans les circonstances. Si nous pouvions assurer une supériorité navale, nous pourrions peut-être trouver d'autres objets plus aises et également convenables. Si la frégate n'est pas encore partie je souhaiterais que vous expliquassiez plus amplement la matière au comte de Grasse. J'ai compris que vous lui donniez des vues sur New-York, mais, au lieu que vous l'aviez de venir immédiatement dans la Chesapeake ne serait-il pas mieux de le laisser juger, par les informations qu'il pourra recevoir de temps à autre, de l'état de la flotte ennemie sur la côte, l'endroit le plus avantageux pour lui pour faire son atterrager. Dans la lettre qui fut écrite au chevalier de la Luzerne de Weatherfield, dans laquelle il était requis de presser le comte de venir avec toute sa flotte, Sandy-Hook était mentionné comme le point le plus désirable de son atterrage parce qu'en arrivant subitement il bloquant certainement la flotte qui pourrait être dedans New-York et pourrait même avoir la bonne fortune de forcer l'entrée avant qu'on pût faire des dispositions pour s'y opposer, si la flotte anglaise n'y était pas, il la suivrait dans la Chesapeake qui est toujours accessible à des forces supérieures.

Folio 38. — ADRESSE DES HABITANTS DE PROVIDENCE ET DE L'ÉTAT DE RHODE-ISLAND  
À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Folio 38. — ADRESSE DE LA VILLE DE NEWPORT À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 11 juin 1781

Folio 39. — INSTRUCTIONS POUR M. DE CHOISY, BRIGADIER DES ARMÉES DU ROY  
COMMANDEUR LE DÉTACHEMENT FRANÇAIS À NEWPORT

De 6 juin 1781

Quatre détachements de 100 hommes, un détachement de 30 hommes de l'artillerie dont 20 bombardiers, formant au total 430 hommes avec quatre pièces de canon de campagne aux ordres de M. de Choisy, brigadier des armées du Roi, et de M. Després, major du Royal-Duaux-Ponts, resteront à Rhode-Island pour veiller à la sûreté de l'escadre conjointement avec les milices américaines qui ont été convoquées conformément à la décision du conseil de guerre du 31 mai 1781.

M. de Choisy est prévenu que M. le comte de Barras a demandé qu'on fît venir à la batterie de Brenton quatre pièces de canon de 24 et quatre mortiers de 12 pouces pour la sûreté de la rade et qu'il a été convenu que si l'escadre mettait à la voile pour une expédition combinée avec l'armée de terre, elle chargerait sur des vaisseaux de transport cette artillerie ainsi que celle qui est à Providence pour être envoyée à cette expédition, que si au contraire l'escadre quitte Rhode-Island pour tout autre objet étranger à l'armée de terre M. le comte de Barras enverra à Providence cette artillerie avant son départ.

Tant que l'escadre restera à Rhode-Island, M. de Choisy défendra avec toute la vigueur dont il est capable la position de terre. Il est autorisé par le général Washington pour appeler à son secours en cas d'attaque toutes les milices du pays. Il est prévenu qu'il y a huit pièces de canon américain sur la batterie de Goat-Island, qu'il y en a encore un assez grand nombre au fort de Battis-Hill, et qu'il pourrait même en faire revenir quelques-uns dans le lieu où il se jugera à propos. La marine en a placé deux petits à Connecticut pour servir de signaux.

Si l'escadre évacue Rhode-Island, M. de Choisy ne doit pas perdre de vue que dans cette île, il couvre tout le dépôt des munitions et effets en tous genres de l'armée française placé à Providence. Il se maintiendra, en conséquence, à Rhode-Island tant que ses forces le lui permettront et qu'il ne sera pas forcé à l'abandonner, auquel cas il se retirera à Providence pour y défendre à toute extrémité tout le dépôt de l'armée française. Il connaît toute l'importance du fort de Battis-Hill, qui assure la communication de l'île avec le continent, il y laisserait une garnison qui pût être abondamment à ses propres forces et lui donner la faculté de rentrer à Rhode-Island lorsque il le jugera à propos.

M. de Choisy se concertera avec M. le comte de Barras d'après les nouvelles qu'il recevra de M. le comte de Grasse pour l'époque où il conviendra de tenir

prête l'artillerie de siège que je laisse à Providence chargée sur des transports du pays tirant peu d'eau, pour être transportée au lieu que j'indiquerai dans le Sund et sous l'escorte navale qu'il conviendra de lui donner. Il s'embarquera avec ce convoi pour venir me rejoindre, et comme cette expédition ne peut probablement avoir lieu que dans le cas d'une supériorité maritime, il ne laisserait à Providence qu'une garde proportionnée pour les effets de l'armée française à joindre aux milices de la ville. Dans tous les cas, il sera très nécessaire que les milices américaines restent à Rhode-Island tant pour couvrir Providence que pour protéger la rentrée de l'escadre à Rhode-Island, suivant les dispositions convenues avec le général Washington. En un mot, il se concertera, pour tous ces différents objets, avec M. le comte de Barras et ils feront ensemble tout pour le mieux. M. de Chazy est prévenu que je laisserai une compagnie d'artillerie à Providence pour la garde de la manutention, des effets, de la grosse artillerie.

## Folio 40 — SUPPLÉMENT DES INSTRUCTIONS POUR M. DE CHOISY

## Folio 41 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Providence le 15 juin 1781.

Monsieur,

On a débarqué à Boston mes recrues aujourd'hui, aux environs de 400 hommes en état de servir et 160 atteints du scorbut. Ces 400 hommes arriveront ici samedi on les incorporera dimanche, et je partirai lundi 18 avec le régiment de Bourbonnais. Les chevaux d'artillerie et les wagons arrivent des différents côtes, j'espère que le mouvement de chaque régiment se fera ce surlendemain, mardi, mercredi et jeudi. S'il y a quelque retard indispensable dans les fournitures des chevaux et approvisionnements je séjournerai peut-être deux jours à Hartford, mais j'espère de n'y faire qu'un séjour et je compte être en quatorze jours à la rivière du Nord. J'ai de ma personne, après avoir passé Hartford, prendre les ordres de Votre Excellence à New-Windsor. On habillera et équipera les recrues en chemin faisant, ce dont elles ont grand besoin. J'en envoie moitié à Newport et fais revenir samedi moitié du détachement que j'y ai laissé, enfin je fais pour le mieux et pour la plus grande diligence, pour prouver à Votre Excellence mon empressement à me rendre à ses ordres. Je laisse ici deux compagnies d'artillerie avec mon artillerie de siège prête à embarquer.

Folio 42. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE

De Providence, le 14 juin 1781

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous envoyer ci-joint le duplicata de ma dernière dépêche. J'y joins copie de la dernière lettre que j'ai reçue du général Washington du 13 juin. La plus grande partie de mes recrues, à 100 malades près arrive ce soir, on les incorporera demain, et je pars après-demain pour la rivière du Nord on les équipera et habillera en route. Le général Washington n'a qu'une poignée de monde qu'il pourra peut-être porter à 7 000 ou 8,000 hommes lors de votre arrivée, et j'en doute par sa lettre. L'armée de Cornwallis est au milieu de la Virginie entre Richmond et Fredericksburg, et sera incessamment sur le Rapahannock. Vous sentez, Monsieur d'après cette position, combien il est nécessaire et urgent que vous amenez des troupes avec vous, ce pays-ci est aux abois, et tous les moyens lui manquent à la fois. Le papier continental est ardent. Permettez-moi de finir sans compliment. Je laisse cette lettre à M. le comte de Barras, qui compte vous envoyer une frégate porter ce duplicata.

Je ne peux que me rapporter à ce que me mande le général Washington, on ne peut dire précisément à M. le comte de Grasse où croisera Arbuthnot lors de son apparition dans ces mers, mais il est à croire qu'il le trouvera croisant ou devant Sandy Hook ou dans la baie de Chesapeake.

Folio 43. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR

De Providence, le 16 juin 1781

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointes : 1° la copie de mes lettres à M. le comte de Grasse, 2° celle des instructions laissées à M. de Choisy à Newport, 3° celle des lettres que j'ai écrites à M. l'Intendant, portant une disposition économique d'une foule d'employés qui nous arrivent dans le dernier convoi ; 4° copie de ma dernière lettre au général Washington. La plus grande partie de mes recrues, à 100 près, arrivent ce soir, on les incorporera demain et je pars après-demain pour la rivière du Nord on les équipera et habillera en route. Le général Washington n'a qu'une poignée de monde qu'il pourra peut-être porter à 7,000 ou 8,000 hommes dans un mois ou deux, et j'en doute encore par sa dernière lettre. L'armée de Cornwallis est au milieu de la Virginie entre Richmond et Fredericksburg et sera incessamment sur le Potomac. Le pauvre marquis de la

Fayette avec son détachement se retire au-devant d'un autre détachement de troupes de Pensylvanie que lui mène le général Wayne. Greene est toujours à sa pointe de Camblert dans la Caroline du Sud et l'on dit que lord Randon a évacué ce poste pour se retirer sur Charlestown, que Greene ne prendra sûrement pas. Le papier continental est absolument anéanti. Ces gens-ci sont à bout de voie et de moyens. L'expédition de La Pérouse est absolument manquée, il en donne les raisons à son ministre et la saison est trop avancée.

Folio 44. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De New-Washington le 17 juin 1781

Monsieur,

J'ai le plaisir d'envoyer à Votre Excellence deux copies de lettres du général Greene par lesquelles il paraît que nous avons eu quelques succès dans la Caroline du Sud. Les conséquences en seront importantes et le seraient davantage si nous avions dans ces quartiers une force suffisante pour poursuivre les avantages que nous y avons gagnés. Je n'ai aucune nouvelle du marquis de La Fayette depuis le 3 de ce mois.

S'il était praticable au comte de Barras d'armer le *Fantasque* et de joindre le vaisseau de 50 canons, dernièrement arrivé de France, à sa flotte, pour se mettre approchant de l'égalité avec l'ennemi et se rendre capable de prendre une position sûre dans la baie de Chesapeake, cela serait de la plus grande importance dans ce moment pour empêcher les réunions des forces de l'ennemi et que ceux qui sont en Virginie reçussent aucun secours par mer. Ils seraient alors bientôt réduits aux plus grandes difficultés et détresses. Je mentionne seulement ceci comme une idée qui m'a frappé, et non comme un conseil que je voudrais donner, par le peu de connaissances que j'ai dans les affaires navales.

Folio 44. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Windham le 20 juin 1781

Monsieur,

Je suis actuellement au troisième jour de marche avec le 1<sup>er</sup> régiment, éprouvant un grand inconvénient dans les wagons attelés de bœufs qui ramènent les tentes au camp qu'à la nuit et fort longtemps après l'arrivée de la troupe, plusieurs voitures de toutes espèces de cassés et des chevaux d'artillerie bien faibles dans de fort mauvais chemins, malgré ce que, j'espère arriver à Hartford le cinquième



jour mais comme les mêmes inconvénients seront peut-être encore plus grands dans les autres divisions qui me suivent, je crois que je serai obligé d'y faire séjourner deux jours pour rallier tout. Je compte en partir de ma personne pour aller à New Windsor prendre les ordres de Votre Excellence.

J'ai reçu les lettres dont Votre Excellence m'a honoré, du 13 et 17 juin, comme j'ai vu dans la lettre que le chevalier de la Luzerne écrit à M. le comte de Grasse que vous préféreriez qu'il fit sa première apparition vis-à-vis de New-York, j'ai mis par post-scriptum à la mienne que je soumettais comme de raison mon opinion à la vôtre, cette lettre est partie par le *Concorde*. Le comte de Barras m'ayant dit avant mon départ qu'il comptait faire partir une seconde frégate, je lui ai laissé un duplicata dans lequel j'avais inséré tout le paragraphe de votre lettre sur les points où vous désirez qu'il atterrisse sur ces côtes. Je lui ajoute que l'on ne peut pas lui indiquer d'avance où il trouvera l'escadre ennemie mais qu'elle croisera probablement ou vis-à-vis de New-York ou de Chesapeak, ou sera mouillée dans l'un de ces deux points.

J'envoie au comte de Barras le paragraphe de la lettre de Votre Excellence du 17 juin. J'ignore ce qu'il y répondra, mais je peux dire d'avance à Votre Excellence, d'après la conversation que j'ai eue avec lui la veille de mon départ de Providence, qu'il lui manque une quantité prodigieuse de matelots, qu'il compte en tirer de son convoi et du *Sagittaire* qu'il laissera désarmé, qu'il aura encore beaucoup de peine à armer les vaisseaux qui lui restent et qu'il s'en faut bien qu'il ne soit en état d'armer le *Fantasma* en matelots et en canons.

P. S. - Je félicite Votre Excellence des succès du général Greene, mais j'aimerais mieux le savoir réuni au marquis de la Fayette pour défendre la Virginie que tous les succès du monde en Caroline, où je ne le crois pas en état de prendre Charlestown.

Folio 45 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS.

De Windham le 20 juin 1781

J'ai l'honneur de vous envoyer, mon cher Amiral, la copie de la lettre que j'ai reçue du général Washington. Les succès du général Greene consistent dans l'évacuation de Camden par le lord Rawdon, qui se retire vers Charlestown, une copie de forts pris par les avant-gardes de Greene avec 400 ou 500 prisonniers, mais les forces offensives de l'ennemi sont concentrées en Virginie et j'aimerais mieux y savoir M. Greene à la défendre avec M. de la Fayette qu'à faire des

pointes dans la Caroline du Sud, où il ne prendra sûrement pas Charlestown. Je mande au général Washington que je vous fais passer copie de la lettre qu'il m'a écrite que je sais, par la dernière conversation que nous avons eue ensemble qu'il vous manque un nombre considérable de matelots, que vous comptez vous faire rejoindre par le peu de ceux qui sont en état de servir sur le convoi, en laissant le *Sagittaire* désarmé, qu'avec tous ces moyens vous ne pourrez pas encore compléter l'armement nécessaire à vos vaisseaux, et qu'il s'en faut bien que vous puissiez avoir de quoi donner au *Fantasque* du canon et des matelots, si vous avez quelque autre chose à lui répondre, je serai très aise que vous le fassiez directement sur un objet qui m'est étranger.

Folio 46 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New Windsor le 19 juin 1781.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 15, étant pleinement persuadé de toute votre activité et de votre zèle pour rejoindre mon armée. Je désire seulement que vous ne pressiez pas vos troupes par des marches trop rapides, mais que vous leur fassiez faire les séjours, dans leur route que vous jugerez convenables et nécessaires.

Par les informations que j'ai reçues de New-York il paraît qu'ils veulent prendre une position près de Eastchester où ils ont marché pour asseoir un camp. Je conjecture que ce mouvement est pour couvrir leurs fourrageurs et que, probablement dans cette saison, ils veulent s'employer à faire leur approvisionnement.

Vous trouverez ci-joint un extrait de la lettre du général Sullivan, que je reçois dans le moment. La nouvelle qu'elle contient n'est pas officielle, mais de quelques autres informations additionnelles, j'ai trop de raisons de craindre qu'elle ne soit trop bien fondée.

Folio 47 — EXTRAIT DE LA LETTRE DU GÉNÉRAL SULLIVAN.

Philadelphie le 11 juin.

Nous n'avons reçu aucune lettre officielle, mais je pense qu'on peut croire la nouvelle d'une flotte anglaise consistant en un vaisseau de 74, deux frégates, plusieurs sloops de guerre et quatre-vingt-quatre transports avec 4,000 hommes de troupes à bord, qui sont arrivés dans la baie de Chesapeake jeudi dernier. Cela donnera à l'ennemi 10,000 hommes en Virginie et le mettra en mesure de faire bien du mal à cet État.

Folio 47 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Du Hartford le 13 juin 1781.

Monsieur,

Je suis arrivé hier avec le 1<sup>er</sup> régiment; le 2<sup>e</sup> a doublé aujourd'hui, le 3<sup>e</sup> arrivera demain et le 4<sup>e</sup> après-demain. Je séjourne aujourd'hui et demain pour donner le temps aux voitures cassées, à nos jeunes chevaux d'artillerie et à nos bœufs de se repaier, j'en repartirai après-demain avec le 1<sup>er</sup> régiment pour aller jusqu'à Newtown, également sur quatre divisions successives. J'y serai le 18 au soir et j'y séjournerai probablement le 19 et le 30, pour me rassembler par brigades et marcher en deux divisions jusqu'à la rivière du Nord.

J'aurais bien désiré pouvoir aller faire ma cour à Votre Excellence à New- Windsor mais je pense qu'il convient mieux que je reste à la tête de ma brigade, et qu'il soit remettre ce plaisir à un moment plus tranquille. Si Votre Excellence veut me donner ses ordres et voir cette partie de son armée, je pense qu'elle pourrait venir à Newtown, où elle commencera à être plus ensemble. Si elle veut que le corps français se tienne sur la rive gauche de la rivière du Nord, n'approuvera-t-elle pas qu'on lui en donne jusqu'à Peek's-Hill, qu'on cherche entre Crown-Pont et la rivière du Groton une position pour se camper militairement? J'espère qu'elle voudra bien me donner ses ordres ou verbalement ou par écrit, dans le séjour que je compte faire à Newtown. Nous avons traversé jusqu'ici le Connecticut sans la moindre plainte, n'y ayant reçu que des bénédictions.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence, du 19 juin. Le camp qui doit se former à Eastchester me confirme dans le parti de me rassembler par brigades à Newtown. Je désire bien que la nouvelle du général Sullivan soit fautive et il est à espérer que le corps de troupes annoncé venu d'Angleterre dans la baie de Chesapeake se trouvera peut-être beaucoup moins considérable, il serait extraordinaire que 5,000 hommes eussent été destinés pour ce pays sans qu'on en eût eu la moindre nouvelle d'Europe.

Le corps de Landon marchera à hauteur de ma première division, par Middletown, Wallingford, North-Haven, Ripton et North-Stratford, où il se trouvera aussi le 18. J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la copie de la réponse de M. de Barras à sa lettre de 17, que je lui avais fait passer. Je crois qu'elle sera contente de l'avis qu'il a de faire ce qu'il sera en son pouvoir. Je vous envoie copie de ma réponse par laquelle je l'aide de tous mes moyens.

Folio 48. DE M. LE COMTE DE BARNES A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Newport, le 15 juin 1781.

Je viens de recevoir, mon cher Général, votre lettre ainsi que celle du général Washington, dont vous m'avez copié. Je m'empresse à vous faire parvenir ma réponse et à joindre ce que l'on m'a mandé de Boston. Tous les bâtimens du convoi sont arrivés à Boston, à l'exception du *Samuel*, qui est un des deux qui ont été obligés de mettre sous voiles étant mouillés près de Boston.

M. de la Pérouse me mande que le vaisseau le *Sagittaire* a ses malades à l'hôpital pour seroit de malheur, des corsaires de Boston débauchent les matelots du convoi, M. de la Pérouse a porté des plaintes au gouverneur Hancock et il a demandé la permission de visiter ces bâtimens. Le gouverneur a répondu qu'il alloit assembler le conseil pour en délibérer. Vous savez bien que c'est le moyen de donner le temps aux déserteurs de s'évader. Nous sommes ici pour le service des Américains, dès qu'ils ne se prêteront pas à empêcher la désertion, et qu'ils contraire les corsaires nous débaucheront notre monde, il n'y a pas moyen de proposer de faire sortir l'escadre. Cependant je vais employer tous les moyens possibles pour la mettre en état d'aller à la mer, mais je ne puis en venir à bout qu'autant que le gouvernement me procurera quelques secours en hommes et que vous m'aidera. Je ne désire que d'être utile si j'en ai le pouvoir. Vous n'ignorez pas qu'il me manque beaucoup de monde sur la totalité de l'escadre. Il faut, de plus, 120 hommes au *Sagittaire*. Il en faut à peu près autant au *Fantique*. Si vous consentez que je prenne toute la garnison qui est à Newport pour être embarquée sur l'escadre, sans que les quatre canons de 24 que vous avez laissés à Brant's-Punt, je donne en outre deux canons par vaisseau pour armer le *Fantique*, malgré ce secours et celui de l'équipage du *Conté*, que je désarmerai, il manquera encore bien du monde aux vaisseaux.

Cependant je me disposerai à me rendre à Chesapeake, mais je ne prévois pas être en état de partir avant vingt ou vingt-cinq jours parce que je suis obligé d'attendre le convoi de Boston, de prendre ensuite ce qui m'est nécessaire à bord de ces bâtimens, et enfin de les envoyer dans le fond de la rivière avant de leur enlever leurs équipages qui me sont aussi nécessaires.

J'écris à Boston pour qu'on fasse l'impossible pour armer le *Sagittaire*, ce qui n'est pas aisé. J'espère que sous peu de jours la partie du convoi qui doit venir à Newport partira de Boston.

La corvette la *Prudence* qui est arrivée aujourd'hui de New-London, a rapporté

qu'un corsaire américain avait déposé avoir rencontré quatorze voiles, à y a huit jours, au sud de Long-Island.

Je n'écris point au général Washington parce que je ne puis rien lui annoncer de positif. Lorsque mes dispositions seront faites, je l'en informerai, si toutefois quelque annonce de l'arrivée prochaine du comte de Grasse ne vient pas mettre d'obstacle à l'exécution du désir que j'ai de faire par moi-même quelque chose d'utile à l'Amérique. Dans ce cas, je n'hésiterai pas à sacrifier au bien général tous les projets qui sembleraient avoir ma gloire personnelle pour objet principal.<sup>11</sup>

PAGE 50. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS

De Hartford, le 23 juin 1781.

J'ai reçu, mon cher Amiral, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 22 de ce mois, et je la fais passer au général Washington à qui, sûrement, elle sera très agréable. Vous devez aussi avoir reçu une lettre de lui que je vous ai fait passer avant hier, qui vous donne une nouvelle qui mérite confirmation et que je ne peux pas encore bien éclaircir ici, sur la prétendue arrivée d'un corps de 4,000 hommes de troupes, avec un vaisseau de 74 venant de Cork, dans la baie de Chesapeake. Dès que j'aurai confirmation ou confirmation de cette nouvelle, je vous la ferai passer sur-le-champ. Il serait très extraordinaire que ce corps de troupes soit arrivé d'Europe sans que le Congrès ou le ministre de France, ou nous, n'en ayons reçu aucune nouvelle.

<sup>11</sup> Il faut ajouter ici, à la décharge de Barras, qu'il avait dû rendre à Versailles dès le 10 juin, le rapport surant, lequel se trouve aux *Affaires étrangères États-Unis*, t. 17, n° 25. « A Newport, le 10 juin 1781. — M. de Montaguier. — J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie du 8 juin du résultat du second conseil de guerre tenu à bord du *Naples*, le 8 de ce mois. Le général Washington ayant été d'un avis différent de celui du premier conseil de guerre relativement à la sûreté dans laquelle l'escadre serait à Newport après le départ de l'armée et ayant déclaré que cette affaire fut remise en délibération, j'en eus malgré l'immensité qui avait régné dans le conseil sur cet objet qu'il devait au

général Washington la déférence d'en assembler un nouveau selon son désir. Vous verrez Montaguier par ce qui y a été arrêté que le conseil a persisté dans son premier avis. Je n'ajouterai rien à ce qui est dit sur les motifs et les considérations qui l'ont déterminé parce qu'ils sont exposés avec toute leur force et toute leur étendue dans les délibérations mêmes du conseil, aux séances du 31 mai et du 8 juin. La différence d'opinion du général Washington me paraît provenir plutôt d'une extrême défiance que lui fait craindre de compromettre en manière menaçante les forces du Roi que d'aucune inquiétude fondée qu'il puisse avoir sur la sûreté de l'escadre. Je suis, etc. »

Lorsque votre escadre pourra sortir, mon cher Amiral, pour l'expédition que vous projetez à la baie de Chesapeake, je vous donne carte blanche pour vous servir de 400 hommes aux ordres de M. de Choisy, bien entendu que vous me les rendrez lorsque les circonstances vous mettront à portée de faire quelques opérations combinées avec nous, et que vous ne pourrez pas les emmener dans aucune autre contrée éloignée. A l'égard des quatre pièces de canon de siège, je vous avoue que je n'aurais jamais pu penser que la marine, qui en a tant, en eût besoin de quatre. Je vous prie donc de les envoyer à Providence avec les quatre mortiers, pour être prêts, à tout événement, à nous secourir dans nos opérations de terre. Je désire aussi, mon cher Amiral, que M. le major de Royal-Deux-Ponts aille à Providence avec tous les convalescents lors du départ de l'escadre, soit tous ceux qui sont restés derrière à Boston, soit de l'hôpital de Newport, soit de celui de Providence, pour en former une troupe qui, conjointement avec la compagnie d'artillerie restée à Providence, se mette en situation de défendre nos magasins, notre artillerie de siège et spécialement les vaisseaux de transport que vous serez dans le cas d'envoyer dans le haut de la rivière, et que je crois que vous ne pourrez faire mouiller qu'entre Patuxet et la barre de Providence. Vous vierez aussi avec M. de Choisy, si les milices de Boston vous ont joint, comme je l'espère, d'ici à l'époque du départ de l'escadre, s'il ne serait pas convenable de laisser ces autres milices de Boston pour garder Newport, où il n'y aura plus d'objet important, et d'envoyer à Patuxet, avec le major de Deux-Ponts, les milices de Rhode-Island pour défendre ce port conjointement avec la poignée de convalescents français, par cette disposition et le placement de quelques pièces de canon dans les batteries de Patuxet, on mettrait vos transports à l'abri et le dépôt de Providence en pleine sûreté, parce que le seul endroit praticable par où l'ennemi puisse venir attaquer Providence est en faisant sa descente à Patuxet. J'envoie à M. de Choisy mon cher Amiral, une instruction pour M. de Chastellum, major d'artillerie, que je crois l'ancien du major de Deux-Ponts pour la défense de Providence en cas que l'escadre vienne à sortir.

FOI 51. — MR ET LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. DE CHOISY.

De Hartford le 24 juin 1781.

Je l'honneur de vous envoyer, mon cher Choisy, copie de ma lettre à M. de Barras, laquelle vous servira d'instructions dans les cas et les circonstances qui y sont mentionnés. Comme je suis très pressé dans ce moment-ci et que, d'ailleurs, je ne pourrais que vous répéter les mêmes choses que je m'adresse à M. de Barras, je me dispenserai de vous en faire un détail particulier et je me contenterai de joindre

ic. les observations que j'ai faites relativement à la défense de Providence, pendant mon séjour dans cette ville. Lorsque vous les aurez vérifiées sur les lieux mêmes, elles pourront servir de base aux instructions que vous donnerez à M. de Chazelles, major d'artillerie, qui se trouvera, je crois, l'ancien de M. Després, et auquel, par conséquent, le commandement appartiendra. Ce sera, au reste, avec la plus grande confiance que je m'en rapporterai à vous sur tout ce que vous jugerez à propos de faire sur cet objet, lorsque vous aurez pris une connaissance plus particulière

Je vous embrasse mon cher Choisy du meilleur de mon cœur

Folio 52 OBSERVATIONS MENTIONNÉES CI-DESSUS

Folio 53. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De New-Windsor le 24 juin 1781

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 20 de ce mois, dans laquelle j'ai le plaisir de voir le progrès de la marche de votre armée et votre intention de venir de votre personne de Hartford droit à mon camp. soyez bien persuadé du bonheur que j'aurai à vous recevoir vous ne me faites pas mention de la route que vous tiendrez vous me trouverez à Peck's-Hill

Folio 53. — DU MÊME AU MÊME.

De Peck's-Hill le 17 juin 1781

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence, du 23 de Hartford, j'aurais eu le plus grand plaisir d'aller au-devant de vous jusqu'à Newtown mais indépendamment des arrangements nécessaires à l'ouverture de la campagne je suis retenu dans l'attente de l'arrivée du chevalier de la Luzerne Je suis heureux que l'idée de la position que vous jugez propre à prendre pour vos troupes s'accorde parfaitement avec les miennes et je donnerai à votre quartier-maître général tous les renseignements pour reconnaître votre marche jusqu'à ce camp.

Vous trouverez ci-jointe une copie d'une nouvelle que je viens justement de recevoir du chevalier de la Luzerne, et comme il est convenable que le comte de Barras en soit instruit, je lui en ai aussi transmis une copie. Je me flatte que le nombre de ce renforcement est exagéré.

Le lieutenant-colonel Cobb, un de mes aides de camp, aura l'honneur de vous

remettre cette lettre et reviendra à moi avec les dépêches et messages que vous voudrez bien lui remettre, ou, s'il vous convient de partir de Newtown avant votre armée, le colonel Cobb vous accompagnera.

Je vous prie de remercier le comte de Barras, par la première occasion que vous aurez de lui écrire, de l'envie qu'il avait d'embrasser l'idée que je lui avais suggérée.

Folio 54. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newtown le 28 juin 1781

Monsieur

J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence de mon arrivée ici aujourd'hui avec le 1<sup>er</sup> régiment, j'y séjournerai trois jours tant pour raccommoder les voitures que pour me rassembler par brigades. Je compte donc en partir le 2 prochain avec les deux premiers régiments réunis, et que le 3 la seconde brigade composée des deux derniers régiments, me suivra, au moyen de quoi le dernier régiment aura un jour de séjour. Je serai le 2 à Richburg et le 3 à Crown-Point où la seconde brigade me rejoindra le 4 et où j'espère recevoir les ordres de Votre Excellence. J'ai mandé à Votre Excellence que je laisserais mon artillerie de siège prête à embarquer à Providence et que je ne menais avec moi que les pièces de campagne, huit pièces de 12 et six obusiers qui, à ce que j'espère, arriveront à bon port. Le corps de Lauzun ira le 2 à Richfield, même jour que je serai à Richburg et le 3 à Panbridge, jour de mon arrivée à Crown-Point. Si Votre Excellence a quelque chose à changer à ces mouvements elle peut me donner ses ordres ici par le retour du hussard.

Folio 55. PARAGRAPHE D'UNE LETTRE DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
A M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE

Du 29 juil.

Si le comte de Grasse ne nous amène pas un corps de troupes quelconque, nous nous approcherons, nous menacerons, mais nous n'attaquerons pas New-York tant que le général Washington n'aura que 6,000 hommes et moi 4,000 ce qui fait 10 000 en tout, et l'on compte à New York, avec les réfugiés, 8,000 hommes au moins.



Vols 55 DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Fort-Mifflin le 30 juin 1781.

J'ai reçu hier au soir la lettre de Votre Excellence du 18, avec un postscript du 29. Le général en envoyant un détachement dans le comté de Monmouth, dans les Jerseys, pour rassembler des chevaux, bétail et fourrages, a si fort affaibli ses postes sur la côte du Nord, dans l'île de New-York, que je pense que c'est une occasion favorable pour tâcher de s'en emparer par un coup de main qui, s'il réussit, aura d'une conséquence extrême pour nos opérations futures. J'ai, pour cette raison, déterminé de faire cette entreprise la nuit du 2 juillet, mais, comme nous ne pourrions pas, avec le reste de nos forces, maintenir les avantages que nous pourrions gagner, je desirerais que Votre Excellence mit sa première brigade en marche demain matin, le reste des troupes suivant aussi vite que possible, et qu'elle tâchât d'atteindre Bedford la nuit du 3 juillet pour marcher de là immédiatement vers King's-Bridge, si les circonstances le rendent nécessaire. Vos magasins ayant été établis sur la route de Crown-Point, il ne sera peut-être pas en votre pouvoir de vous écarter de cette route, mais, si cela se peut, vous raccourcirez considérablement la distance en marchant de Ridgeburg à Salem et de là à Bedford, laissant Crown-Point sur votre droite.

Il y a une autre expédition qui me paraît très praticable dans la même nuit que nous attaquerons les ouvrages sur York-Island, et dont je voudrais confier l'exécution au duc de Lauzun, pourvu que son corps pût être porté à temps à un certain point. C'est la surprise du corps du colonel de Lanoy, qui est à Morristown sans être couvert par aucun ouvrage. Pour cet effet, le duc serait à Bedford le 2 juillet, à midi, s'il est possible, où il se joindrait par le colonel Sheldon avec ses chevaux et, sur sa marche, par environ 400 hommes d'infanterie qui commencent bien ce pays-là. Sur la supposition que le duc sera à Bedford au temps ci-dessus mentionné, il recevra de moi des instructions plus détaillées et de fort bons guides.

En tous les cas, je prie Votre Excellence d'envoyer ordre au duc ce soir, de continuer sa marche demain matin et d'être à Bedford le 2 juillet au soir, s'il ne peut y être à midi, dans ce dernier cas, l'entreprise sur de Lanoy ne pourrait plus probablement avoir lieu, et la légion, avec la 1<sup>re</sup> brigade de votre armée, seraient à portée de soutenir le détachement sur l'île de New-York, s'il peut avoir quelques succès. Je me mettrai en mouvement avec le reste de l'armée vers King's-Bridge, et je serai prêt à former une jonction avec Votre Excellence au-dessous, à tel point dont nous conviendrons.

Il est inutile de recommander le secret à Votre Excellence, ce qui le rend plus nécessaire en cette contrée, c'est que l'ennemi a, dans votre camp, nombre d'émisaires qui, sous l'habit de paysan avec des provisions et autres denrées, ont beaucoup d'attention à tout ce qu'ils peuvent entendre dire.

Je vous serai très obligé de me faire savoir par la ligne des esprits si votre 1<sup>re</sup> brigade et la légion peuvent marcher demain, et si la légion de Lauzun sera à Bedford le 2 juillet, à midi.

Dans ces circonstances, il est nécessaire que je marche d'ici lundi, c'est pourquoi je laisse au jugement de Votre Excellence s'il ne serait pas convenable de remettre notre entrevue jusqu'à ce que les armées soient descendues plus bas. Je prendrai soin d'établir une communication entre les colonnes et de prévoir qu'une jonction puisse être formée avant qu'il y ait danger d'être attaqué par l'ennemi.

Folio 56. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON

De Newtown, le 30 juin à midi.

Monsieur,

J'ai reçu, il y a une heure, la lettre de Votre Excellence de ce matin. Le 3<sup>e</sup> régiment français est arrivé ce soir assez tard, le 4<sup>e</sup> n'arrivera que demain au soir. Les troupes et l'artillerie surtout sont très fatiguées, malgré cela je ne balance pas à partir demain matin avec la 1<sup>re</sup> brigade, et j'espère que la seconde suivra le jour d'après. Je serai donc avec la 1<sup>re</sup> brigade à Ridgeburg le 1<sup>er</sup> du mois et le 2 à Bedford. J'espère que la 2<sup>e</sup> division pourra y être le 3, ce qui ne sera pas sans difficulté pour les hommes et les chevaux, qui auront marché six jours de suite en longues journées sans séjour. J'attends le duc de Lauzun que j'ai envoyé chercher, mais j'espère qu'il pourra partir demain matin pour aller à Ridgefield, qui est une journée de 12 milles, et qu'il sera le 2 à midi à Bedford.

Les subsistances ne sont pas notre moindre embarras, mais je vais forcer de moyens en tous genres pour tâcher d'en avoir jusqu'au 3, s'il est possible; après quoi j'espère qu'il pourra m'arriver un convoi de Fish-Kill. J'envoie le munitionnaire des vivres prendre à Peck's-Hill les ordres de Votre Excellence pour les moyens qu'il pourra employer pour nous faire arriver le pain, soit par terre, soit par eau.

J'envoie à Votre Excellence les nouvelles que j'ai reçues hier du correspondant du major Talmadge. L'arrivée du convoi de Lork dans le Hook me paraît mériter attention, ainsi que le passage de quelques troupes par Heligate sur York Island, où il paraît que l'ennemi rassemble des forces derrière King's-bridge. Si Votre Excellence change quelque chose à son projet, elle aura la bonté de me faire passer sa

lettre demain au soir à Redbank, où j'espère qu'elle me donnera ses derniers ordres.

Folk. 57. — LE GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Fort-Mifflin le 1<sup>er</sup> juillet 76.

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence de la dernière nuit, et vous suis en ce point pas plus obligé de la diligence que vous avez mise à faire honneur à ma requête.

J'avais reçu re-devant l'information qu'à vos Votrs Excellence, et quoiqu'elle ne soit pas aussi détaillée sur le nombre des troupes ennemies au mouvement la crainte qu'à l'insuccès de nos intentions la vraisemblance qu'ils rassembleraient leurs forces sur le point du nord de l'île de New York quand ils recevraient nouvelle de notre approche, étant des raisons fortes pour m'engager à renoncer à cette entreprise, mais en ajoutant aux autres raisons de la nécessité d'une exécution subite le présent quartier de la lune qui fixe le temps où l'on peut espérer quelques succès dans cette opération, qui dépend d'une surprise soudaine de ces postes dont l'appréhension ne peut se faire que de nuit, un délai à un temps plus avancé de la lune, qui exposerait notre détachement à être découvert, ne pouvait pas s'admettre. J'espère que ces raisons seront mon apologie auprès de Votre Excellence pour le désir que j'ai eu de hâter ses troupes, qui devaient être si fatiguées par la longue route qu'elles ont déjà faite.

Si nous sommes assez heureux pour réussir dans cette entreprise cela nous donnera des avantages inestimables dans nos opérations futures, et nous gagnera le temps qui aurait pris une grande partie de la saison pour établir notre communication avec l'île de New York. Je suis obligé cependant d'avouer à Votre Excellence que je ne suis pas fort chaud dans mes espérances, quoique je pense qu'il y a quelque probabilité de succès assez grande pour que je croie devoir en tenter l'exécution.

Cependant, d'après cette dernière information et que je ne veux pas risquer trop, j'ai ordonné au commandant de ce détachement le général Lincoln qui sera demain matin à bonne portée de reconnaître en personne la situation de l'ennemi et de s'informer lui-même par tous les moyens qui seront en son pouvoir, de leur force et de leur nombre, pour qu'il soit capable de déterminer la possibilité d'exécuter ce dessein. Sur ce pied l'entreprise sera réduite et soumise aux circonstances. Le général Lincoln ayant mes instructions pour se conduire éventuellement en conséquence de ses découvertes et de son propre jugement sur la probabilité du succès ou de manque de réussir, s'il obtient telle information sur la force et la position de

l'ennemi qui l'engage à abandonner l'attaque de leurs postes, il se mettra alors en situation de prendre une position qui couvre et protège l'entreprise du duc de Lauzun.

Je sera moi même instruit ponctuellement des mouvements du général Lincoln, comme l'armée que je commande se mettra en mouvement vers le point des opérations. Je serai à portée de donner de temps en temps les instructions et ordres que les événements rendront nécessaires, desquels Votre Excellence peut compter qu'elle sera régulièrement informée.

Les instructions pour le duc de Lauzun sont préparées autant que les circonstances le permettent, et se trouveront à Bedford à temps lors de son arrivée à cet endroit.

Folio 59. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Ridgeburg, le 1<sup>er</sup> juillet 1781 à 8 heures du soir.

Monsieur

Je reçois dans l'instant la lettre de Votre Excellence du 1<sup>er</sup> de ce mois. Le duc de Lauzun sera certainement à midi demain à Bedford, prêt à y recevoir vos ordres. Je compte y être à la même heure de ma personne, et ma 1<sup>re</sup> brigade arrivera dans la journée. La 2<sup>e</sup> ne pourra m'y rejoindre au plus tôt qu'après-demain. J'attendrai demain au soir des ordres de Votre Excellence pour marcher au delà de Bedford dès qu'elle le jugera nécessaire, soit avec la 1<sup>re</sup> brigade, soit avec le tout réuni, si les circonstances en donnant le temps.

P. S. — Nos plus grandes difficultés sont pour nos subsistances, mais nous tâcherons de les vaincre, surtout si nous pouvons recevoir des secours de Peck's-Hill, soit en bateaux, soit en voitures pour nous les faire arriver.

Folio 59. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Peck's-Hill le 2 juillet 1781

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence d'hier au soir, je crois qu'il sera fort bien que Votre Excellence marche demain à North-Castle où vous pourrez séjourner jusqu'à ce que toutes vos forces soient rassemblées, à moins que vous n'ayez des nouvelles ultérieures de moi.

Étant à North-Castle vous y serez dans la direction de recevoir vos vivres assemblés à Crown-Point il y a une route ouverte pour diriger vos troupes à White-Plains ou à tel autre point au-dessous suivant que les circonstances le requerront.

Le colonel Hull, actif et intelligent, aura l'honneur de vous remettre celle-ci. Il est chargé des instructions pour le duc de Lauzun, et étant parfaitement instruit de nos mouvements projetés et de la scène des opérations, il restera avec le duc pour l'aider de tout son pouvoir; il sera en état de répondre à toutes les questions que Votre Excellence pourra lui faire.

Folio 60. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Valentine's-Hill le 3 juillet 1781.

Le comte de Fernan aura l'honneur de vous remettre celle-ci. Les opérations de ce jour sont finies, mais je ne suis pas assez heureux pour pouvoir vous informer qu'elles aient rempli nos désirs, quoique j'aie raison de croire qu'il en résultera toujours quelque avantage pour nos opérations futures, par la commodité que j'ai eue pour reconnaître la position et la force de l'ennemi sur tout le nord de l'île de New York. J'aurai l'honneur de vous communiquer moi-même les détails lorsque j'aurai le plaisir de vous voir.

L'armée américaine et la légion de Lauzun marcheront demain matin à White-Plains. Si cela convient à Votre Excellence, je serai assez heureux pour la recevoir avec ses troupes après-demain à cet endroit. Quand j'aurai l'occasion de causer avec Votre Excellence, j'espère pouvoir lui exposer l'utilité et l'avantage de faire notre jonction à cet endroit d'abord, pour dans cette position, faire nos préparatifs pour l'opération prochaine.

Folio 60. — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Au camp près de White-Plains, le 4 juillet 1781.

Peu de minutes après mon arrivée sur ce terrain, j'ai reçu la lettre de Votre Excellence de ce matin. Si j'écouterai le désir que j'ai de voir votre armée réunie à la mienne, je vous requerrai de marcher demain matin de North-Castle, mais quand je considère la fatigue que vos troupes ont eue dans leur longue et rapide marche dans une saison aussi chaude, je suis plus incliné à souhaiter que vous leur donniez un séjour dans votre camp, et cela d'autant plus qu'il n'y a aucune nécessité dans ce moment-ci de forcer la marche. Je laisse entièrement à votre disposition de se déterminer sur l'un ou sur l'autre. Je désire seulement que Votre Excellence me donne avis de son approche pour que je puisse avoir le bonheur d'aller à sa rencontre et la conduire moi-même au camp que je lui propose, qui sera à 4 milles de ce côté-ci du village de White-Plains.

Folio 6 DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M LE COMTE DE BARNAS

du quartier général au camp des Plaines-Blanches à 3 heures du soir  
du New-York le 8 juillet 1781.

Nous avons fait, mon cher Amiral, la marche la plus rapide pour nous rendre au du douz du général Washington, sans une seule plainte et sans laisser un homme derrière, excepté des amoureux de Schenectady qui auront recours aux leurs maîtresses à Newport et que je vous prie de faire rechercher.

Le général Washington, ayant eu envie de reconnaître les postes des ennemis le 2 de ce mois se portant de Pack's-Hill vis-à-vis de King's-Bridge à la pointe du jour ayant un détachement à son avant-garde aux ordres du général Lincoln. Le légion de Lauzun à la gauche devait chercher à surprendre le poste des chasseurs de Delinney à Moermon et le corps français doublait ses marches pour arriver à l'appui. Le détachement du général Lincoln ayant été découvert à la petite pointe du jour, tout fut en alarme à New-York et nos détachements avancés n'ont pu prendre que quelques patrouilles et tirer quelques coups de fusil. Le général Washington en profita toujours pour faire sa reconnaissance, et notre jonction s'est faite dans ce camp-ci avec un grand applaudissement de la part des Américains sur une marche aussi prompte dans une saison où le chaleur est excessive, et par des pays du montagné où les chemins sont de la plus grande difficulté. Notre marche jusqu'ici par la nouvelle que nous avons du Sud parait produire une diversion. Cornwallis, qui prenant M. de la Fayette dans l'intérieur de la Virginie, s'est replié sur Richmond d'abord et nous avons nouvelles assez raisonnables, quoiqu'elles ne soient pas officielles qu'il se replie par la rivière de James sur Williamsburg. Il n'y a point de nouvelles de Greene mais il est certain qu'il est arrivé de Cork un secours de 3,000 hommes dont la plus grande partie a resté à Charleston pour soutenir le lord Rawdon, qui avait la mesure excessivement serrée par le général Greene.

Si M. le comte de Grasse peut nous arriver avec un corps de troupes, nous pourrions faire quelque chose dans ce pays-ci. Si au contraire Rodney arrivait longtemps avant lui vous ne sauriez pas que de se occuper beaucoup à Rhode-Island, ou en attendant du Commandant. Si vos troupes de terre étaient fixées à Rhode-Island, en appuyant alors votre gauche à la batterie de l'île de Ross, où vous avez votre droite, je suis persuadé que l'ennemi ne pourrait rien faire sur vous. Dans ce port, qu'il ne faudrait prendre qu'à l'extrémité, les navires du pays pourraient se retirer sur le fort de Fort-Hill, et M. de Clouy étant fort à l'évacuer à Rhode-Island serait

se retire sur Brenton Point, où vous les embarquerez dans la nuit avec ses quatre canons et quatre mortiers et irez mouiller sous Conanicut hors de la portée du canon de Rhode-Island. J'espère, mon cher Amiral, que vous ne serez pas dans le cas d'avoir recours à ce mouvement, et je ne vous point d'apparence que l'ennemi puisse faire aucun détachement de troupes de terre à moins d'évacuer la Virginie, ce qui aurait toujours fait une grande diversion. Pour conclure donc, mon cher Amiral, si M. de Grasse arrive le premier ou très peu de temps après Rodney, je crois que le conseil de guerre a pris le meilleur parti, si au contraire Rodney arrive quelque temps avant M. de Grasse, il faudra se tenir extrêmement alerte où vous êtes, et sur le moindre mouvement d'embarquement de la part de l'ennemi à New York, dont nous vous donnerons des avis, convoquez toutes les milices du pays dont le général Washington assure que vous aurez 6 000 hommes promptement en cas d'une alarme réelle. Je vous prie, mon cher Amiral, de vouloir bien communiquer cette lettre à M. de Chouy et faire passer la lettre incluse à mon ministre par la première occasion que vous aurez pour France s'il part plusieurs bâtiments, et d'envoyer par duplicata au ministre copie de la présente dépêche que j'ai l'honneur de vous écrire, qui contient les mêmes choses que je lui mande.

Le chevalier de la Luzerne est arrivé hier au soir et il vous écrit par le même courrier.

Je vous embrasse, mon cher Amiral du meilleur de mon cœur

Folio 63. — DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M LE MARQUIS DE SÈGLE

Au quartier général au delà des Plaines-Manches, à 3 lieues de l'île  
de New-York, le 6 juillet 1781

Monsieur

Je joins à cette lettre la copie de la dépêche que je viens d'écrire à M. le comte de Barre, qui vous mettra au fait de notre marche et de notre position actuelle. Nous avons fait 220 milles en onze jours de marche. Il n'y a pas quatre provinces dans le royaume de France où nous eussions pu voyager avec plus d'ordre, d'économie et sans manquer de rien. Il y a eu nécessairement de grosses dépenses, mais rien de gaspillé, et ce qui est peut-être le premier exemple, pas un officier particulier, dont plus de la moitié ont fait la route à pied, qui n'ait été nourri par les officiers généraux ou supérieurs, de vivres grossiers, sans être obligé de mettre soupe au feu. Vous ne plaiguez pas, Monsieur, l'argent dépensé utilement pour l'État, je crois que cette dépense a été très essentielle à nos alliés de l'Amérique. Au nom de Dieu, Monsieur, ne nous oubliez pas pour de l'argent et des fonds

réels au mois d'octobre, nos vivres manquent de tout, et le subside qu'ils ont permission de tirer en lettres de change va bien discréditer cette monnaie.

Il n'est plus aucunement question de papier continental et c'est de l'argent dor qu'il faut à ce pays-ci, qui en manque absolument. L'armée de nos voisins n'a pas 4,000 hommes sous les armes, on espère qu'elle se portera peut-être d'ici à un mois jusqu'à 6,000 ou 7,000 hommes, ce sera là le *sec plus ultra*, avec 4,000 hommes que nous aurons. Il y a 8,000 hommes dans New-York, y compris les troupes des réfugiés.

P. S. — Depuis cette lettre écrite, nous avons nouvelle de M. de la Fayette que son avant-garde, commandée par le général Wayne, avait eu un choc assez vif avec l'arrière-garde de Cornwallis, qui a déjà marché 100 milles en rétrogradant. Les Américains ont eu quelques pertes d'hommes, mais celle des Anglais est plus considérable. M. de la Fayette s'est très bien conduit dans le début de cette campagne en Virginie, en reculant sagement et à propos et avançant de même.

Folio 64. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHOISY

Au quartier général de Philadelphie, au camp des Plaines-Blaucens  
à 3 lieues de l'île de New-York, le 10 juillet 1781.

Le général Washington adresse à M. de Barras, mon cher Choisy les nouvelles qu'il reçoit de New-York et qu'il regarde comme fort authentiques. Il paraît positif que l'ennemi s'est séparé d'un de ses gros vaisseaux qui a été forcé d'aller se réparer à Halifax, et que l'amiral Arbuthnot s'en est allé en Angleterre. L'amiral Graves est rentré avec la flotte dans le Hook dans cette position, où l'ennemi nous laisse les maîtres de la mer, si M. le comte de Barras juge à propos de sortir avec son escadre pour aller dans la baie de Chesapeake, je te laisse le maître de prendre les 400 hommes sous vos ordres pour compléter son armement et, dans ce cas je vous renvoie à l'instruction que je vous ai adressée le 24 juin dernier pour la sûreté et la garde du dépôt d'artillerie et d'effets du corps français restés à Providence, en y laissant le major de Deux-Ponts avec tous les convalescents excédant le détachement de 400 hommes et étant actuellement soit à Newport, soit à Providence, soit à Boston. Ce major sera aux ordres du major d'artillerie, qui est son ancien. Je joins ici une lettre du général Washington qui l'autorise à se servir du canon qui est à Providence pour se porter à Patuxet et concourir avec les bâtiments du Roi que M. de Barras, en cas de sortie de son escadre, doit y envoyer, à la défense de la rivière de Providence.



Le général Washington vous prie de ne faire remettre cette lettre au général Green qu'au moment où vous serez prêts à mettre à la voile, afin que le secret ne s'ébruite pas. Je vous prie cependant d'aller en personne à Providence fixer la disposition que le major d'artillerie et le major de Deux-Ponts auront à faire après votre départ, et concerter avec la marine le lieu où les transports devront mouiller.

Je joins ici la duplicate des observations que je vous ai envoyées le 24 juin dernier sur la défense de Providence et de Patuxet.

Folio 65 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Au camp de Philippsburg, devant New-York le 29 juillet 1781.

Je viens de recevoir la réponse de M. de Choisy à ma lettre du 11. J'ai envoyé à Votre Excellence une lettre de M. le comte de Barras. Il paraît décidé à ne sortir que pour sa réunion avec la grande flotte, mais il me demande par sa dernière lettre et par celle de M. de Choisy, d'aujourd'hui que Votre Excellence voudra bien lui faire part du plan définitif de ses opérations afin qu'il puisse en instruire M. le comte de Grasse dès le premier moment où il paraîtra dans ces parages. Je supplie Votre Excellence de m'accorder demain dans la matinée, à 1 heure qui lui conviendra, une heure de conférence. Je mènerai avec moi le chevalier de Chateaux, et si Votre Excellence veut, faire avertir M. Duportail pour nous servir respectivement d'interprète et convenir de ce que Votre Excellence jugera à propos de proposer à M. de Grasse dans toutes les suppositions.

Folio 65 -- DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS.

Au camp de Philippsburg le 21 juillet 1781.

Une petite escadre de cinq voiles, Monsieur a remonté la rivière du Nord pour intercepter la navigation de nos vivres et nous a pris un bateau de pain qui a donné dedans pendant la nuit, mais cette escadre, dont l'amiral était de seize canons, a payé cher cette incursion : nos pièces de 12 et nos obusiers l'ont fort maltraitée. Le feu a été à bord et a fait jeter plus de 20 hommes à la mer dont un nous est venu au rivage et nous a appris qu'un de nos obus avait mis le feu et causé une grande alarme et que plus de vingt de nos boulets avaient percé le bâtiment. Je ne crois pas qu'ils reviennent de sitôt chercher du pain frais.

Nous avons fait avant-hier, le général Washington et moi, une reconnaissance par les Jerseys, où nous avons bien vu tous les ouvrages de l'ennemi sur York-Island et cinq ou six petits camps qui les soutiennent. Nous n'avons vu que fort

peu de vaisseaux de transport, et je ne crois pas du tout que l'on songe à vous aller faire visite tant que nous serons ici.

Je joins ici la réponse du général Washington à la demande que je lui ai faite de votre part sur le plan définitif de ses opérations. Vous y verrez que cela roule sur deux points : ou New-York si les moyens que M. de Grasse amène nous en procurent la facilité soit en forçant Sandy-Hook, soit en nous amenant des troupes de terre, et je vous confie, sous le plus grand secret, que nos deux armées réunies ne sont pas plus fortes actuellement que la garnison de New-York, sinon nous marcherons à la baie de Chesapeake, à la Tête de l'Élé, pour délivrer la Virginie. Dans ce cas, il faudra que l'escadre vienne nous y chercher pour nous convoyer par la baie jusqu'au point où nous trouverons le lord Cornwallis. Le général Washington pense que vous devez passer à Providence, après le départ de l'escadre vos transports, non seulement pour nous amener notre grosse artillerie, mais aussi pour passer l'armée dans la baie où l'ennemi se trouvera. Il pense que vous jugerez mieux que lui de l'escorte qu'il conviendra de donner à ce convoi précieux, lorsque les circonstances nous permettront d'en faire usage.

Vous pourrez prendre, mon cher Amiral, les 400 hommes de M. de Chazy pour nous les rendre au point où nous opérerons conjointement, il suivra, du reste, l'instruction que je lui ai donnée pour laisser à Providence le major de Deux-Ponts et tout le surplus du détachement et les convalescents, pour garder tout le dépôt des effets et habillements de l'armée qui s'y trouvera conjointement avec les milices américaines de Rhode-Island.

FOUR 67 — RÉPONSES  
DU GÉNÉRAL WASHINGTON

Il est presque impossible dans ce moment-ci dans les circonstances et l'incertitude où nous sommes, de fixer un plan de campagne définitif. Les mesures définitives dépendront des circonstances au moment de l'arrivée du comte de Grasse et surtout des circonstances suivantes :

1° De la situation de l'ennemi dans ce moment,

2° Des secours qu'il amènera avec

QUESTIONS  
DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

M. le comte de Berris, par sa lettre du 13 et M. de Chazy par celle du 15 juillet me le demande encore de la part de M. de Berris quel est le plan définitif que Son Excellence se propose, pour qu'il puisse en instruire M. de Grasse à son arrivée et le mettre en état d'opérer de concert. Je supplie Votre Excellence de me faire la réponse que je dois lui faire, et de me mettre à portée en même temps de faire à l'avance

lui en de la forme que nous aurons alors.

3° Des opérations de la flotte au moment de son arrivée et des avantages qu'elle pourra remporter.

4° Du temps que la flotte restera sur ces côtes et de la supériorité maritime pendant son séjour.

Si la flotte du comte de Grasse arrive tard dans la saison et le Comte ne juge pas à propos de tenter de forcer le Heca ou n'y réussit pas s'il n'amène point de troupes de terre avec lui, et si les Américains ne sont pas considérablement augmentés, je suis d'avis que, dans ces circonstances nous devons mettre une garnison suffisante à West-Point, laisser quelques troupes continentales et quelques milices pour couvrir le pays autour de New York et transporter le reste de l'armée, tant française qu'américaine, en Virginie. Si l'ennemi continue d'y être forcé, la saison et d'autres circonstances permettront d'y agir dans une saison plus avancée. Pour être préparé à cet événement, je juge très nécessaire que M. de Barras tienne tous ses transports prêts à prendre à bord le détachement sous M. de Choisy et la grosse artillerie qui est à Providence, et à mettre à la voile pour aller au-devant des troupes soit dans la Delaware, soit dans la baie de Chesapeake, comme il sera ultérieurement convenu.

Mais si la flotte arrive à temps, n'est point gênée pour le temps, peut forcer

les préparatifs convenables pour le corps de troupes que je commande. On suppose que le comte de Grasse ne juge pas praticable de forcer l'entrée du Heca et qu'il n'amène pas avec lui de troupes de terre, dans ces deux cas qui ne paraissent que trop vraisemblables, puleque, d'une part, tous les marins regardent la barre de Sandy Hook comme unforçable et, de l'autre que la Cour en annonçant l'arrivée de M. de Grasse, ne fait mention d'aucune troupe qu'il doit amener, dans cette supposition, dis-je. Son Excellence croit-elle qu'elle puisse avec une armée qui, réunie au corps français, ne forme guère plus de monde qu'il n'y en a pour la défense de New York, entreprendre avec succès sur cette place?

Si Votre Excellence ne pense pas qu'il soit praticable de le tenter, ne peut-on pas tourner ses idées sur la Virginie, diriger M. de Grasse à la baie de Chesapeake et y le faire marcher, soit une partie de l'armée de Son Excellence, soit le corps français jusqu'à la Tête de l'Eick où M. de Grasse, maître de la baie, viendrait le convoyer? Ne serait-on pas alors en état d'entreprendre avec succès contre le nord Cornwallis et de le forcer à l'évacuer? Cette marche du corps français demandant à être préparée, il faut dans ce cas, que M. de Barras avertisse avec lui toute notre artillerie de siège et tous les transports nécessaires au passage du corps français dans la baie de Chesapeake.

le port de New-York et enfin trouve les forces anglaises séparées, je suis d'avis que l'entreprise contre New-York et ses environs doit être notre objet principal.

Pour ôter à l'ennemi la possibilité même de faire une jonction et pour préparer leur ruine, j'avais le plus grand désir que si M. de Barras eût cru que le départ du *Royal Oak* lui donnât la supériorité, il fût parti pour la Chesapeake cette mesure ayant la supériorité, je la désire ardemment, je suis d'avis qu'il n'en peut résulter que beaucoup de bien et point de mal. M. de Barras nous a communiqué, par ses lettres à Votre Excellence et à moi, les raisons qui l'en éloignent.

Enfin, tout bien considéré, je ne vois pas ce qu'on peut faire de plus que de suivre le plan arrêté à Weatherfield et de recommander au comte de Grasse de venir tout de suite à Sandy-Hook de s'emparer s'il est possible du port de New-York au moment de son arrivée et ensuite, d'après les circonstances qui auront lieu de former un plan de campagne définitif sur les apparences les plus sûres.

Au camp de Philippsburg le 19 juillet 1781

Folio 69. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS

Au camp de Philippsburg le 16 juillet 1781

J'ai l'honneur de vous envoyer mon cher Amiral un duplicata de ma dernière dépêche que nous soupçonnons avoir été enlevée par des torres parce qu'on a trouvé dans les chemins des lettres particulières qui en faisaient partie et qu'on

suppose que le paquet a été éventré. Comme ma dépêche et la conférence du général Washington étaient en chiffres, il n'y a que le mal du retard.

Je joins aussi en une lettre que j'ai reçue hier au soir du général Washington, qu'il me prie de vous faire passer. Si vous êtes effectivement supérieur en force à l'escadre de Graves, je crois que voilà une belle occasion pour rendre un service important.

J'ajoute à cette lettre un bulletin de nos opérations depuis notre arrivée ici. Si le lord Cornwallis est en route pour revenir sur New-York, nous aurons rendu au moins un grand service à la Virginie, et cette nouvelle s'accorde avec celle que nous en avons du 8 et du 9 où il paraît sûr qu'il s'est retiré de Jamestown et s'embarque sur la rivière de James.

P. S. — Si le lord Cornwallis, ou du moins la plus grande partie de ses troupes arrive à New-York, indépendamment de l'avantage qu'il y aurait à aller attaquer le convoi en mer je crois encore, mon cher Amiral, qu'étant actuellement supérieur en vaisseaux depuis la retraite du *Royal Oak* à Halifax, que l'on dit hors d'état de servir, je crois, dis-je, que votre escadre sera plus en sûreté à tenir la mer qu'à Newport, et que vous pourriez y rendre des services très importants.

Folio 70. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR.

Au camp de Philippsburg, le 26 juillet 1781.

Monsieur

J'ai l'honneur de vous envoyer le bulletin de nos opérations depuis notre jonction à l'armée américaine. Il paraît que l'objet de notre diversion est rempli, nos dernières nouvelles du Sud sont que le lord Cornwallis a repassé la rivière de James à Jamestown, et celles de New-York sont que l'escadre est partie du Hook le 21 pour aller au Sud, où on croit qu'elle va convoyer le tout ou une partie des troupes du lord Cornwallis pour les emmener à New-York. Si cette nouvelle est vraie, New-York va être mis dans le meilleur état de défense, et du moins la Virginie sera fort soulagée.

J'avais eu l'honneur de vous mander, Monsieur, que j'avais, à la recommandation de la Reine et d'après votre lettre du 9 mars, fait M. le chevalier de Lameth aide-marshal général des logis surnuméraire, avec des appointements que je lui faisais payer en gratifications, mon fils vient de me remettre sa place en me priant de lui en conserver l'exercice sans appointements, lorsque son service de colonel en second de Bourbonnais, à qui il doit toute préférence, lui permettrait de le faire. Je

n'ai pu qu'approuver son désintéressement, qui s'accorde si bien avec toute l'économie que je dois établir ici dans toutes les parties. En conséquence, il n'y aura à commencer du 1<sup>er</sup> du mois prochain que les trois aides-maîtres de logis fixés par le Roi, qui seront payés en cette qualité et M. de Lameth ne l'aura été que deux mois par extraordinaire.

Je joins ici copie de la dernière conférence que j'ai eue avec le général Washington relativement à un plan d'opérations que M. de Barras demandait qu'il déterminât définitivement pour l'arrivée de M. de Grasse, et copie des lettres que j'ai écrites à M. de Barras en conséquence.

P. S. M. de la Fayette a mordu deux fois l'arrière-garde de Cornwallis avec des succès brillants, et s'est en tout parfaitement bien conduit dans toute sa campagne de Virginie.

Folio 71 JOURNAL DE CE QUI EST PASSÉ DEPUIS L'ARRIVÉE DU CORPS FRANÇAIS  
AU CAMP DE PHILIPPSBURG

Le 13 juillet une petite escadre de cinq voiles remonta la rivière du Nord ou d'Hudson pour intercepter la navigation de nos vivres. Elle s'arrêta devant Tarry Town, qu'elle commença à canonner à vue close. Un poste de douze hommes de Soissonais, commandé par un sergent qui était là pour protéger quelques bûcheurs conjoints avec un détachement des Indiens du Sixième, s'opposa à un débarquement qui ne put être efficace. Un bateau chargé de poudres fut la maladroite de donner dans l'escadre pendant la nuit et fut en vain. Cette escadre dont l'amiral était de son canon paya cher cette incursion. Nos pièces de 12 et nos obusiers aux ordres de MM. de Neuvris et de Vertou l'ont fort maltraitée. Le feu a été à bord, 20 hommes se sont jetés à la mer dont un est venu au rivage et nous apprit qu'un de nos obus avait mis le feu au bâtiment et cause une grande alarme et que plus de vingt de nos boulets l'avaient percé, on ne croit pas qu'ils reviennent de si tôt inquiéter nos convois.

Le 9<sup>e</sup> le général Washington et le comte de Rochambeau firent une reconnaissance par les Jerseys, d'où ils virent à loisir tous les ouvrages de l'ennemi sur York Island. Ils distinguèrent très bien cinq ou six petits camps qui les soutiennent, faisant face à la rivière du Nord, et dont le plus fort était de deux bataillons.

Le 21 au soir un détachement de 3,000 hommes, dont 2,500 Français aux ordres du chevalier de Clatellux, maréchal de camp, marcha sur Ring's Bridge, où les deux corps se déploieront à la pointe du jour, dans une position respectable

sur laquelle on a resté quarante-huit heures, pendant ce temps la légion de Laumun avec des bataillons de grenadiers américains et français poussèrent à droite et à gauche depuis la rivière du Nord jusqu'au Sund aux points de Morrisania et de Frog's Neck, on repêcha tous les postes que l'ennemi avait sur le continent, on prit une vingtaine d'hommes et de chevaux, ce qui facilita au général Washington et au comte de Rochambeau la reconnaissance qu'ils firent avec leurs ingénieurs respectifs et M. de Bévile qui levèrent le plan de tous les ouvrages situés sur l'île de New York, derrière la rivière de Harlem jusqu'à la pointe de Morrisania et celle de Horse Neck dans le Sund. En revenant à Morrisania, le général Washington poussa une troupe de dragons qui étaient avec lui sur un vaste de réfugiés qui n'avaient pas eu le temps de s'embarquer, qui furent tués ou pris MM. de Vauban, Dumas, Berthier, Closen et Laubarhière aides de camp de M. le comte de Rochambeau se joignirent aux dragons américains et M. de Damas eut son cheval tué sous lui, d'un coup de canon tiré des batteries de l'autre côté de la rivière, c'est le seul effet qu'ont produit un feu assez considérable de canon des forts et des bâtimens de garde des rivières de l'ennemi, avec beaucoup de tiraillement de leurs chasseurs à pied et à cheval qui n'ont pas tué un seul homme dans toutes ces reconnaissances. Le détachement français était composé des régimens de Bourbonnais, commandé par M. le vicomte de Rochambeau, de ceux des grenadiers et chasseurs de Soissonnais, commandé par M. le comte de Charles, et de la légion du duc de Launay.

Folio 72. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE DAMAS.

Au camp de Philippsburg, le 2 août 1781.

On nous avait trompés mon cher Amiral lorsqu'un déserteur nous a dit qu'une partie des troupes du lord Cornwallis était arrivée à New York. Toutes les nouvelles que nous avons reçues depuis et confirmées par tous les rapports disent que c'est le reste de la garnison de Pensacola et que rien n'est encore arrivé de la Virginie, ce qui nous donne beau jeu mon cher Amiral si vous êtes en état de sortir.

Folio 73. DU MÊME AU MÊME.

Au camp de Philippsburg, le 3 août 1781.

J'ai reçu, mon cher Amiral, votre lettre du 30 du mois dernier, j'ai communiqué au général Washington les raisons que vous donnez pour ne pas sortir de Newport. Leur solidité et la persuasion où il est de votre bonne volonté à faire tout ce qui dépend de vous pour la cause commune l'ont entièrement satisfait. Je vous

520 CORRESPONDANCE DU COMTE DE ROCHAMBEAU

envoie la lettre que le général Washington écrit à M. Hancock, gouverneur de l'État de Boston, pour presser les milices qui doivent se rendre à Rhode-Island. Je vous prie de communiquer ma lettre à M. de Choisy.

Folio 73. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

Au camp de Philippsburg, le 3 août 1781.

[Détails sans importance.]

Folio 73. DU MÊME AU MÊME.

Au camp de Philippsburg, le 6 août 1781.

[Suite des mêmes détails.]

P. S. — J'ai été hier au soir à Mamaroueck voir passer le convoi de trente-deux voiles qui descendent le Sund. Ce sont tous petits bâtimens, la plupart à un mât et quelques-uns à deux mâts. Je saurai par une patrouille que j'ai envoyée à Stanford ce matin s'ils sont entrés dans la baie de Huntington ou s'ils descendent plus bas.

Folio 74. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS.

Au camp de Philippsburg, le 13 août 1781.

Je vous envoie aussi, mon cher Amiral, un rapport qui m'est venu par le chevalier de la Luzerne, qui me mande que M. Monteil est arrivé le 18 au Cap et qu'on n'y avait rien encore de M. de Grasse.

J'ai reçu, mon cher Amiral, votre lettre du 8 avec les détails du succès des deux frégates qui m'ont fait grand plaisir. J'espère qu'elles sont encore à la poursuite du même convoi et que, si elles le joignent, elles en tireront un plus grand parti.

[Les pièces qui suivent, les dernières à reproduire ici, peuvent être considérées comme se rapportant toutes à la campagne de Virginie.]

Folio 76. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du Cap, le 28 juillet 1781.

J'ai reçu, Monsieur le Comte, à mon arrivée au Cap le 16 juillet, les dépêches que vous avez eu la bonté de m'adresser dans cette partie, et qui m'ont été remises par M. de Raynaud. J'ai vu avec bien du chagrin la détresse où se trouve ce



continent et la nécessité du prompt secours que vous sollicitez. J'en ai conféré avec M. de Lillancourt, qui a pris le commandement de ce gouvernement le jour même de mon arrivée et je m'en engage à lui donner sur la garnison de Saint-Domingue en général les détachements des régiments de Câtanes, d'Agénas et de Tournai faisant ensemble 3,000 hommes, 500 hommes d'artillerie, 100 dragons, dix canons de campagne, quelques canons de siège et mortiers. Le tout sera embarqué sur vingt-cinq à vingt-neuf vaisseaux de guerre qui partiront de cette colonie le 13 août, pour se rendre en toute diligence dans la baie de Chesapeake, lieu qui me paraît indiqué par vous, Monsieur le Comte, et par M<sup>r</sup>. Washington, ou la Lousne et de Barras comme le plus sûr à opérer le lieu que vous vous proposez. J'ai fait aussi tout possible pour vous apporter les 100,000 livres que vous devez être de la dernière nécessité. La colonie n'a pas été en état de vous faire cet envoi, mais j'en prends à la Havane par une frégate, et vous pouvez compter sur cette somme. Comme je ne puis rester sur le continent avec mes troupes qui sont commandées par M. de Saint-Simon avec tel de camp, que jusqu'en 15 octobre je vous serai obligé Monsieur le Comte, de m'employer promptement et utilement afin que ce temps soit efficacement mis à profit soit contre les forces maritimes de nos ennemis soit contre leurs forces terrestres, mais il me serait de toute impossibilité de vous laisser ces troupes plus longtemps, et ce pour bien des raisons d'abord parce qu'une partie est aux ordres des généraux espagnols et ce n'est que sur la promesse qu'elles seront renvoyées dans ce temps où ils comptent opérer que j'ai obtenu la permission de m'en servir comme parce que l'autre partie servant de garnison à Saint-Domingue, M. de Lillancourt ne peut s'en passer dans le moment où les forces maritimes sont occupées ailleurs. Toute cette expédition ayant été concertée que sur votre demande et sans que les ministres de France et d'Espagne en fussent prévenus, je me suis cru autorisé à prendre quelques chose sur moi pour la cause commune, mais je n'oserais changer tout le plan de leurs projets par une transplantation d'un corps de troupes aussi considérable. Vous sentez bien, Monsieur le Comte, la nécessité de bien employer un temps précieux. J'espère que la frégate me devancera assez pour que je trouve tout prêt et que, dès le lendemain de notre arrivée, nous pourrions remplir les vues que vous vous proposez et dont je doute aussi ardemment que vous la réussite.

Par les efforts que j'ai faits pour satisfaire et répondre à toutes vos demandes et aux besoins tant de l'armée que vous commandez qu'à un soulagement de vos alliés vous devez concevoir le désir que j'ai d'apporter un changement à votre position et à la face des affaires. Je marque à M. de Barras et à M. de la Lousne mon arrivée, au premier afin qu'étant instruit il puisse agir séparément ou de concert pour la

cause commune, au second pour qu'il nous fasse préparer nos besoins dans le voisinage de nos opérations afin que je puisse donner tout le temps possible au soulagement des Provinces Unies de l'Amérique

*P. S.* Si j'ai des pilotes à l'entrée de la rivière de Chesapeak ou des avis de votre part, je me porterai avec mes faibles secours où on les croira le plus convenable mais, je vous le répète, ces troupes et mes forces navales ne peuvent être que passagères : l'une tient la garde de Saint-Domingue et l'autre la sûreté des îles du Vent

Folio 76. DE M. LE COMTE DE BARRAS À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Newport, le 1 août 1781

Je vous envoie, mon cher Général, une copie de la lettre que je viens de recevoir de M. de Grasse. Je n'ajouterai rien à ce qu'il dit, sinon que je me mets en état de sortir, j'attendrai cependant votre réponse pour décider dans quelle partie je dois me porter d'après le plan d'opérations que le général Washington et vous aurez proposé à M. de Grasse

« J'ai vu avec bien du chagrin la détresse où se trouve le continent et la nécessité du prompt secours que demande M. de Rochambeau. J'en ai conféré avec M. de Tillancourt etc. »

[Le comte de Grasse avait reproduit la sa lettre au comte de Rochambeau, en la terminant par le post-scriptum suivant à l'adresse de M. de Barras

« *P. S.* — Je te laisse le maître de venir me joindre ou d'agir de ton côté pour le bien de la cause commune, donne-m'en avis seulement pour que nous ne nous réunissions pas sans le vouloir »

Folio 77. DU MÊME AU MÊME.

De Newport, le 12 août 1781

Vous verrez, mon cher Général, par le post-scriptum de la lettre ci-jointe dont je vous envoie copie, que M. le comte de Grasse ne compte pas sur moi pour opérer. Il me laisse le maître de le joindre ou d'opérer de mon côté en lui en donnant avis pour ne pas nous séparer. Je crains que vous ne puissiez faire aucune entre-

prise sur New-York. Les pilotes que j'ai consultés ici m'ont tous dit qu'il n'y avait que 17 pieds d'eau à la basse, en ce cas, les vaisseaux ne peuvent y entrer armés. D'ailleurs, je ne pense pas que M. de Grasse soit arrivé à Chesapeake avant le 20. Si vous voulez entreprendre sur New-York, il faut lui dépêcher des courriers par terre pour l'en prévenir afin qu'il s'y rende. Avant que vos paquets lui soient parvenus et qu'il soit rendu à New-York, nous serons en septembre, si vous n'attaquez pas New-York, il est inutile que nous soyons trente-six vaisseaux sur cette côte pour ne rien faire. Je vous propose de faire une expédition de mon côté sur l'île de Terre-Neuve, il en est fait mention dans mes instructions, mais il faut pour cela que M. de Chouy s'embarque avec les troupes qui sont ici. Après l'expédition je reviendrai à Boston.

Je vous prie de communiquer ma lettre au général Washington, à qui j'ai l'honneur d'écrire, mais à qui je ne parle de rien pour ne pas retarder le départ de cette espérance. Réponds-moi sans perdre de temps, au moment où je recevrai réponse, je mettrai sous voile. J'ai déjà fait embarquer partie des canons que j'avais sur les batteries. Si vous voulez votre artillerie dans quelque autre lieu qu'à Providence, mandez-le-moi, je la ferai passer sous une escorte.

Ne perdez pas un moment pour écrire en France, les besoins de l'escadre me font d'y envoyer une frégate. Je n'ai différé jusqu'à cet instant que dans l'espoir que M. de Grasse me joignant, nous rendrions compte au ministre de son arrivée et de nos opérations, mais je ne puis retarder davantage.

Paris 79 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE BARRAS

Le camp de Philadelphie le 15 août 1781

Je vous avoue, mon cher Amiral, que le projet de Terre-Neuve nous a un peu surpris, le général Washington et moi. Il en est parlé dans vos instructions, mais comme d'un accessoire dont le secours direct à l'Amérique septentrionale est le premier et le principal objet. M. de Grasse nous mande qu'il arrive avec vingt quatre ou vingt-neuf vaisseaux, mais ce n'est vingt-quatre, Rodney pouvant venir avec vingt vaisseaux et réuni à Graves lui sera supérieur, enfin, mon cher Amiral, jamais ce ne fut le moment ni l'intention de notre maître de déauner ses forces, c'est au contraire l'instant de leur donner toute la supériorité par votre jonction avec M. de Grasse. Je dois vous ajouter que les six-huit transports arrivés dernièrement sous l'escorte de deux frégates à New-York sont 3,000 hommes de recrues hommes venant d'Europe suivant tous les rapports, qui, pendant quatre-vingt-trois jours de traversée, ont fait le tour au nord de l'Angleterre. La Virginie n'est donc

peut encore dériver, les dernières nouvelles disent que Cornwallis est à Portsmouth, qu'il a embarqué 3,000 hommes et que ses vaisseaux ont remonté 15 milles dans la baie de Chesapeak. Il est donc probable que le renfort arrivé à New York, d'une part, et l'arrivée de M. de Grasse à la baie de Chesapeak, de l'autre, vont nous obliger à marcher le plus tôt possible à la Tête de l'Elk dans ladite baie. C'est là qu'il faut réunir tous nos moyens pour en chasser totalement l'ennemi, et je vous avoue que M. Washington et moi ne consentirons jamais à ce que vous ameniez le détachement de M. de Chazy partout ailleurs que pour une opération combinée avec nous et avec M. de Grasse. Je vous prie donc, mon cher Amiral, de venir nous y joindre et de vous faire servir par votre artillerie. Je n'entends pas non plus comment, ayant toutes les provisions de M. de Grasse, vous pouvez vous dispenser de les lui envoyer à son arrivée dans la baie. L'escadre de l'ennemi de vant le Hook est composée de six vaisseaux de ligne, deux de 50 et des frégates. Je crois qu'il vous sera facile de l'éviter et que le hasard de vous trouver juste sur le chemin de Rodney et dans le même point serait le plus extraordinaire, et une de ces chances contre lesquelles il y a mille à parier contre un.

P. S. *Le général Washington ajoute de sa main que, si l'on doit ajouter foi à tous les papiers qui viennent d'Angleterre, l'amiral Digby est annoncé avec six vaisseaux de ligne, ce qui donnerait à la flotte ennemie la supériorité sur M. de Grasse, en cas que M. de Barras persiste à ne vouloir pas l'aller joindre.*

Fais. Bo. DE M. LE COMTE DE BARRAS À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

St. Vesprien, le 17 août 1781.

Je reçois, mon cher Général, votre réponse et celle du général Washington à mes lettres du 12 de ce mois. Je suis fâché que le projet que je vous ai communiqué éprouve une si forte opposition de votre part à l'un et à l'autre. Je l'ai cru et je le crois encore plus avantageux à la cause commune qu'une jonction avec M. de Grasse, regardée comme inutile par ce général même qui connaît mieux que nous les forces qu'il doit amener à cette côte et celle que Rodney est en état d'y conduire. Cependant, comme votre avis et celui du général Washington sont absolument opposés au mien sur ce sujet, je me décide à tout événement à me rendre à Chesapeak avec mon escadre, et à y porter votre artillerie comme vous le désirez et quelques autres bâtimens de transport. Je dois vous répéter cependant que cette réunion est hasardeuse, et je présume que M. de Grasse en a senti les inconvéniens lorsqu'il m'a laissé la liberté de ne pas venir le joindre à Chesapeak. Je

le juger à propos. L'escadre de Graves, telle qu'elle est, ne m'arrêtera certainement pas, mais, selon ce que marque le général Washington, son amiral peut être renforcé par Digby, et selon l'opinion générale Rodney doit venir incessamment sur cette côte. La rencontre que je pourrais faire de l'une ou de l'autre de ces escadres n'est point une de ces chances contre lesquelles il y a mille à parier contre un. Ce doit au contraire, être le résultat des combinaisons des ennemis qui lorsqu'ils me sauront à la mer, doivent tourner toutes leurs vues et diriger tous leurs efforts pour intercepter mon escadre et mon convoi. Quel qu'il en soit, je n'hésite pas à me rendre à votre réquisition et à celle du général Washington, et je vais rembarquer mon artillerie la devant moi en état de partir au premier vent favorable.

Le projet de Terre Neuve et celui sur Penobscot qui en aurait été la suite étant tout à fait abandonnés, il devient presque inutile d'entrer dans aucun détail sur les mesures que je comptais prendre dans le cas où ils auraient eu lieu. Je ne puis cependant me dispenser de répondre à votre objection relativement aux provisions demandées par M. de Grasse pour l'hiver prochain. Son est une partie, et, sans doute, mais il y en a une autre partie à Boston, et il faudra que M. de Grasse prenne des mesures pour l'en tirer. Le même convoi aurait escorté le tout, et j'avais déjà destiné pour cet objet le *Romulus* et quelques frégates qui auraient attendu à Boston les ordres de M. de Grasse et lui auraient conduit ses transports à Chesapeake à la Martinique ou à Saint Domingue, ainsi qu'il l'aurait désiré, cette escorte, quoique plus faible que celle que fournira mon escadre, aurait peut-être été plus sûre parce qu'il eût été difficile de connaître la destination de ce convoi et qu'il eût formé un objet moins capital pour les ennemis.

Au surplus, mon cher Général, mon projet a été formé dans un temps où je devais croire que les ennemis allaient retirer la plus grande partie de leurs forces de la Virginie. D'après les informations les plus positives que je recevais de vous, du général Washington et de M. de la Fayette et les réquisitions qui m'étaient faites en conséquence. Ils ont pris un parti tout opposé, et l'en résulte sans doute qu'il faut de plus grands moyens que je ne l'avais compté pour les chasser de cet État. Mais ces moyens sont entre vos mains et je ne vous pas que ce nouvel état de choses exige de plus grandes forces navales, au surplus je me console beaucoup, malgré l'utilité du renfort que je conduirai à Chesapeake de pouvoir être compté parmi ceux qui auront contribué à la délivrance de la Virginie, si elle s'effectue dans cette campagne, mais j'aurai été plus heureux encore de pouvoir faire envoyer à la fois deux échecs aux ennemis.

Je n'attends que vos dépêches pour faire partir *l'Arcté*. Je suis fâché de ne

pouvoir pas retarder assez le départ de cette frégate pour qu'elle porte celles de M. le chevalier de la Larnue, mais je ne puis le laisser ici avec sûreté après mon départ.

J'ai l'honneur de vous observer que je suis obligé, en partant d'ici, de laisser quelques flûtes désarmées, pour prendre la plus grande partie de leurs équipages pour les besoins indispensables des vaisseaux. Si j'eusse été dans la partie de l'Est, je les aurais conduites à Boston. Je crains bien pour ces bâtimens

Folio 82. DE M. LE COMTE DE NOCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE RÉQUIER

À camp de Philadelphie, le 16 août 1781

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie de la lettre que j'ai reçue de M. de Grass. Les 1,200,000 francs qu'il nous apporte répondent à la demande que je lui ai faite par la lettre n° 2 que je lui ai écrite, sur la négociation onéreuse de nos lettres de change. Vous trouverez, au n° 3, la copie de la lettre que M. de Barras m'a écrite en m'annonçant l'arrivée de M. de Grass, au n° 4 la réponse que je lui ai faite de concert avec le général Washington. Ces différentes correspondances vous mettront au fait de notre situation actuelle et de ce que nous pensons que l'on peut entreprendre dès que les forces navales seront arrivées. Je me contenterai donc, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous informer qu'il est arrivé le 11, dans New York, un convoi de vingt voiles portant 1,200 recrues hommes et trois régiments anglais, faisant au total 3,000 hommes, que le fait est certain, quoique le nombre des hommes se trouve peut-être exagéré, que la garnison de New York se trouvant actuellement de 11,000 ou 12,000 hommes, il n'y a plus rien à faire contre cette place même avec le petit secours que M. de Saint Simon nous amène, que nous partons en conséquence le général Washington et moi, pour aller à la Tête de l'Éik, sur la baie de Chesapeake, avec le corps français et 2 000 hommes que peut prendre ce général, laissant le reste de ses troupes dans la forteresse de West Point, que nous ferons de notre mieux et que si le lord Cornwallis n'est pas encore décampé de Portsmouth et n'a pas évacué toute la Virginie nous espérons en rendre bon compte. Je vous supplie, Monsieur de me permettre une réflexion qui se fait naturellement dans tout ce pays-ci c'est qu'on a fait dire au Congrès que, pour ne pas augmenter les calamités de l'Amérique, on n'envoyait même pas la seconde division parce que les Anglais envahiraient sans doute autant de monde qu'il en serait parti de France. Le fait est qu'il est arrivé à Charlestown il y a deux mois, 1,000 hommes, et à New-York 3,000, et

que le corps français a reçu 500 recrues. Je ne cesse de leur dire que 6 millions à tirer sur France prouvent la générosité et la bonne volonté de Sa Majesté, mais en les recevant avec la plus grande reconnaissance il est certain que cela ne leur donne pas des soldats puisque les recrues de l'année dernière ont monté de 100 piastres argent dur d'engagement jusqu'à 300 piastres, et que je n'ai cessé de mander que le patriotisme de ce pays-ci ne consiste qu'à marcher comme milicien quand l'ennemi est bien près de leurs foyers. Je crois que l'armée de M. de Grasse va faire un très bon effet et leur donner une nouvelle preuve de la bonté de Sa Majesté.

Folio 83. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE CHOISY

Au camp de Philippbourg le 17 août 1781

Je ne doute pas mon cher Choisy que M. de Barras ne se soit rendu aux réquisitions du général Washington et aux miennes, et qu'en conséquence il ne vous embarque pour venir nous rejoindre dans la baie de Chesapeake. Vous menerez avec vous notre artillerie de siège et les compagnies d'artillerie qui sont à Providence. Vous pouvez ne laisser à ce dernier endroit qu'une centaine de convalescents aux ordres du major Després pour conjointement avec les milices américaines garder le dépôt de nos effets jusqu'à ce que les circonstances nous permettent de les faire rejoindre.

Folio 83. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE COMTE DE GRASSE

Au camp de Philpysburg le 1<sup>er</sup> août 1781

M. Duportail, Monsieur, a l'honneur de vous porter le résultat de nos réflexions et de la conférence que le général Washington et moi avons eue d'après la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire datée du 28 juillet que nous avons reçue le 15 d'août. Vous pouvez lui donner une confiance entière. C'est un homme d'un mérite également reconnu par les deux nations et qui connaît parfaitement ce pays-ci. Je ne saurais trop vous remercier de tout le zèle et l'honnêteté que vous avez mis à faire honneur à mes demandes. Nous allons tout de suite nous mettre en marche pour vous seconder et profiter du temps que vous pouvez donner à cette côte. Il paraît que le lord Cornwallis persiste dans la résolution de ne pas abandonner la Virginie, il faut tâcher à frais communs, de l'en faire vivement repentir.

DE M<sup>RE</sup> LE GÉNÉRAL WASHINGTON ET LE COMTE DE ROCHAMBEAU  
A M<sup>RE</sup> LE COMTE DE GRASSE

En camp de Philippsburg le 17 août 78

Monsieur

En conséquence des dépêches que nous avons reçues de Votre Excellence par la frégate la *Concorde* nous avons jugé qu'il était convenable d'abandonner pour le moment l'entreprise contre New-York et de diriger nos efforts vers le Sud, afin que, si nous ne pouvons pas entreprendre contre Charlestown même, nous puissions reprendre et nous assurer des États de la Virginie, des deux Carolines et de la Georgie. Nous ajouterons à nos raisons pour abandonner la première démarche cet. de l'arrivée d'un renfort ennemi de près de 3.000 hommes. Nous avons donc résolu de faire marcher tout le corps français et tout ce que nous pourrions de l'armée américaine vers la Chesapeake pour y joindre Votre Excellence.

Nous allons mettre sous les yeux de Votre Excellence les cas principaux qui pourraient arriver et d'après lesquels nous serons obligés de concorder ultérieurement nos plans, nous y ajouterons quelques courtes observations, vous voudrez bien les passer dans votre esprit et préparer votre opinion pour le moment où nous aurons le plaisir de joindre Votre Excellence en Virginie.

\* Que fera-t-on si l'ennemi a la plus grande partie de ses forces en Virginie à l'arrivée de la flotte française?

1<sup>o</sup> Ou dans le cas qu'il n'y en aurait qu'un détachement?

2<sup>o</sup> Ou dans celui que toutes les forces anglaises aient évacué la Virginie?

À la première question la réponse nous paraît être d'attaquer sans perte de temps l'ennemi avec nos forces réunies.

Sur la seconde, il nous paraîtrait convenable d'envoyer une partie de nos forces qui fût assez considérable pour réduire l'ennemi et de déterminer l'usage qu'on ferait du reste. Dans ce second cas il y aurait deux choses à considérer l'ennemi aura envoyé la plus grande partie de ses forces de Virginie ou à New-York ou à Charlestown. Si c'est à New-York, quoiqu'il soit très peu probable dans les circonstances présentes Charlestown n'aura qu'une garnison faible et il sera possible de l'attaquer avec avantage, si c'est au contraire à Charlestown l'ennemi sera supérieur au général Greene qu'il sera en état de repousser tout l'État de la Caroline du Sud et conséquemment la Georgie. Nous croyons donc que, dans ce dernier cas, nous devrions détacher à la Caroline du Sud une force suffisante pour en mener tenir la campagne et resserrer l'ennemi dans Charlestown ou ses environs. Dans la supposition du troisième cas qui est que l'ennemi aurait absolument évacué la



Virginie, nous jugeons qu'il serait nécessaire de faire un établissement solide à Portsmouth ou tout autre endroit plus convenable afin d'être en état de protéger une flotte dans la baie de Chesapeake, et d'employer le reste de nos troupes de terre et les vaisseaux convenables au service dont il a été fait mention dans l'article précédent, c'est-à-dire soit au siège de Charlestown, si on trouve que la garnison en est suffisamment faible pour espérer le succès, soit à couvrir et à s'emparer du pays si le contraire est démontré.

Un nombre de circonstances dont nous différons l'exécution jusqu'à ce que nous ayons la plume de confier avec Votre Excellence pourrait nous faire reprendre notre entreprise contre New York. Nous observons seulement que l'exécution de tous ces plans ci-dessus suppose une supériorité navale décidée excepté le plan de marcher avec un renforcement dans la Caroline du Sud. Votre Excellence voudra bien nous permettre de lui montrer en peu de mots toute l'importance de Charlestown et les grands avantages que l'ennemi tira de l'avoir en sa possession. C'est le centre de la puissance anglaise dans le Sud. En l'occupant ils ont une influence très dangereuse dans tout cet Etat, parce que c'est le seul port de mer, le seul endroit d'où les gens du pays puissent tirer les marchandises étrangères qui leur sont essentiellement nécessaires. Charlestown sert un grande partie à couvrir et à subjuguier la Géorgie. De là l'ennemi peut aussi pousser des petits postes dans la Caroline du Nord. S'ils en ont sur la Chesapeake, ils auront l'air de posséder un espace de 500 milles sur la côte et auront ainsi un prétexte pour faire des demandes qui dans les cabinets des cours d'Europe, seraient très nuisibles aux intérêts de l'Amérique.

Nous ne connaissons pas suffisamment la position de Charlestown pour entrer dans un détail sur la manière la plus convenable de l'attaquer, cela n'est pas non plus nécessaire dans ce moment-ci. nous ne parlerons pas de la probabilité que nous aurions d'y succéder. Votre Excellence voudra bien s'en rapporter là-dessus au brigadier général Duportail, commandant le corps des ingénieurs au service des États Unis et qui aura l'honneur de présenter cette lettre à Votre Excellence. Il était principal ingénieur à Charlestown pendant la plus grande partie du siège, il a été longtemps prisonnier de guerre dans les environs et a eu occasion d'y faire des observations qu'il a judicieusement mises à profit.

Plus des cas, outre ceux dont nous avons fait mention pourront se présenter, c'est pour cela que nous avons jugé à propos d'envoyer M. Duportail à Votre Excellence. Il connaît parfaitement toutes nos affaires dans cette partie-est de l'Amérique et nous le recommandons à Votre Excellence comme un officier sur les talents et l'intégrité auquel vous pouvez placer la confiance la plus entière.

Nous observons à Votre Excellence qu'il sera très essentiel, pour accélérer le service, que vous envoyiez à la Tête de l'Esq toutes vos frégates, transports et bâtiments propres à transporter les troupes américaines et françaises à l'embouchure de la baie, nous tâcherons, de notre côté, d'avoir tous ceux qu'on pourra trouver à Baltimore et les ports adjacents, mais nous avons raison de croire qu'ils seront en petit nombre.

Folio 86. DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De Chatham, le 27 août 1783.

Monsieur,

Par la nouvelle que j'ai reçue depuis mon arrivée à cette place, je trouve que l'ennemi a jeté ses troupes sur Staten-Island, cette circonstance et le desir de rallier l'arrière-garde de nos deux armées m'engagent à faire séjourner les troupes américaines un jour à Springfield et je prie Votre Excellence d'en faire de même à Whippany. Cette halte n'occasionnera aucun délai, parce que je n'eusse pas pu avant ce moment faire rassembler les bateaux de la Delaware à Trenton, sans que cela eût annoncé notre projet, mais un exprès étant parti à ce dessein, j'espère qu'une partie des vaisseaux qui nous sont nécessaires sera vendredi prochain à cette place quand l'embarquement pourra commencer.

Je compte aller après-demain vers Philadelphie et je serai bien aise de savoir votre détermination touchant ce voyage.

Si Votre Excellence veut précéder son armée, nous nous assignerons un rendez-vous.

Folio 87. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GÉNÉRAL WASHINGTON.

De Whippany, le 27 août 1783.

Monsieur,

Je reçois dans ce moment la lettre de Votre Excellence. Je ferai un séjour ici, selon vos ordres avec la 1<sup>re</sup> division, qui sera jointe par la 2<sup>e</sup> demain dans l'après-midi. J'attendrai vos ordres pour faire marcher le tout après-demain. Quant à moi, je joindrai Votre Excellence dans l'endroit que vous jugerez à propos de fixer, pour précéder vos troupes à Philadelphie et faire les préparatifs nécessaires.

Folio 87 — DU GÉNÉRAL WASHINGTON À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Chatham, le 28 août 1781

Il me paraît que la force ennemie sur Staten-Island n'est pas considérable et quelle n'a d'autre objet que celui de la défendre. C'est pourquoi je laisse au jugement de Votre Excellence si elle fera marcher son armée en une ou en deux divisions à deux jours suivants, cela n'occasionnera aucun délai, comme la 2<sup>e</sup> arrivera lorsque la 1<sup>re</sup> sera embarquée.

Comme je me propose d'aller par la route d'en bas, je ne pourrai rejoindre Votre Excellence qu'à Princeton, où je demanderai à dîner pour 3 heures, afin que nous puissions aller coucher à Trenton, à 12 milles plus loin, comme ce serait une journée de 54 milles de Whippany, je pense qu'il serait expédient que vous en fisses une partie ce soir. Le colonel Smith, un de mes aides de camp qui connaît bien le chemin, aura l'honneur de vous conduire au rendez-vous à Princeton.

Folio 88 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. DE LILLANCOURT,  
COMMANDEMENT À SAINT-DOMINGUE.

De Philadelphie, le 2 septembre 1781

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour me faire part de votre nomination au commandement de Saint Domingue. Ce choix n'a pu qu'être applaudi dans cette colonie et j'entends dire qu'il a été généralement approuvé. Vous débutez avec moi, Monsieur, par des manières qui exigent toute ma reconnaissance, et j'attends avec grande impatience l'arrivée de M. le comte de Grasse avec les secours qu'il nous a annoncés et auxquels vous vous êtes si bien prêtés. Nous nous sommes tout de suite mis en marche, le général Washington et moi, pour aller à la Tête de l'Elk, à la tête de la baie de Chesapeake, concerter et unir nos opérations avec M. le comte de Grasse. Il est arrivé à New York 3,000 hommes de recrues hessoises et anglaises, Hood y est aussi arrivé avec trois vaisseaux, ce qui rend cette place maintenant, elle est à présent 11,000 hommes de garnison. La flotte, réunie à Graves, forte de vingt-deux vaisseaux y compris deux de 50, est sortie avant-hier faisant route vers la baie. J'espère que M. de Grasse y sera arrivé et en rendra bon compte, surtout si M. de Barras a pu le rejoindre, le moment est bien intéressant.

Folio 88. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR

De Philadelphie, le 3 septembre 1778

Monsieur,

Je profite du départ d'un vaisseau d'ici pour vous envoyer le duplicata de ma dépêche du 16 août, qui doit être partie par la frégate l'*Arct*. J'ajoute à celles n° 5, copie de la lettre que nous avons écrite à M. de Grasse, au lui envoyant M. Duportail à son embarquement, n° 6, copie de la réponse que j'ai reçue de M. de Barres qui s'est enfin déterminé à partir le 25 pour gagner le large et faire sa jonction en prenant un grand détour avec notre artillerie de siège sous son convoi. Hood est arrivé le 28 devant le Hook. Les deux escadres réunies ont mis à la voile le 31 au soir et ont le cap Sud. Nous n'avons encore aucune nouvelle de M. de Grasse. Je vous avoue que ce moment-ci est bien intéressant, qu'un des coups les plus intéressants de cette guerre dépend de celui qui aura la supériorité des forces navales dans la baie. Cornwallis se retranche à force à York et Gloucester. Le général Washington et moi sommes partis le 20 du camp de Philadelphie, le passage de la rivière du Nord nous a tenu quatre jours malgré cela les Américains et la 1<sup>re</sup> division des Français arriveront ici aujourd'hui et nous serons le 7 à la Tête de l'Elk. Nous avons fait notre marche de manière à donner des inquiétudes à Clinton pour Staten-Island et Sandy-Hook jusqu'au dernier moment. J'avais fait établir une boulangerie française à Clitham, derrière Springfield, à 4 lieues de Staten-Island et notre marche sur Philadelphie n'a été démasquée que le 29. Leur flotte est partie le 31 sans emmener un seul homme de la garnison de New-York qui reste à 12 000 hommes. Si M. de Grasse est en sa course maître de la baie, nous aurons force de bonne besogne. Les deux flottes ennemies réunies composent vingt vaisseaux de ligne et deux de 50 voient notre position. Vous juges avec quelle inquiétude nous attendons et sommes surpris que M. de Grasse ne soit pas encore arrivé, étant parti du 4 au 6 de Saint-Domingue.

P. S. — J'ai appris en route que la frégate la *Magicienne* était arrivée à Boston avec 1 800,000 francs sans avoir aucune lettre ni ordre de votre part. J'ai l'honneur de vous remercier toujours de l'argent, qui nous arrive bien à propos. J'ai pris les mesures pour la faire arriver en sûreté, à ce que j'espère, par la route des montagnes que m'a donnée le général Washington.

M. Laurens arrive dans ce moment de Boston, il est arrivé à bon port avec tout ce dont était chargée la frégate la *Résolue*, après une traversée de quatre-vingt-six jours.

Folio 89 — DE M LE MARQUIS DE SÉGUR A M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Marly le 14 mai 1781

[Ces deux dépêches de France et les quatre suivantes n'étaient arrivées à Boston, par la frégate *la Resolue*, comme on vient de le voir, que postérieurement au départ des troupes pour joindre Washington. Dans celle-ci le ministre annonce son entrée à la Guerre et accuse réception des informations qu'il avait reçues à l'orient par l'intendant Corny.]

Folio 90 DU MÊME AU MÊME

De Marly le 15 mai 1781

Le ministre se plaint de l'exorbitance du change et de toutes les opérations de finances. Ordre d'en découvrir la source sans ménager personne.

Folio 91 DU MÊME AU MÊME

De Versailles le 17 juin 1781

Approbation de l'entreprise concertée avec le général Washington et Destouches, et félicitation sur l'attitude des troupes.

Folio 92 DU MÊME AU MÊME

De Versailles le 28 juin 1781

Satisfaction du Roi du bon esprit qu'atteste la correspondance sur les relations avec le général Washington. Rien à faire connaître dont Rochambeau n'ait pas été instruit déjà par son fils.

Folio 93 DU MÊME AU MÊME

De Marly le 16 août 1781

Envoi de munitions, équipements, habillemens, instruments de chirurgie aux Américains. [Le ministre ajoute.]

Vous savez Monsieur que l'intention du Roi est que vous aidiez également les États-Unis dans toutes les occasions où vous pourrez sans exposer le service de l'armée que vous commandez à en souffrir. Je ne puis donc que vous répéter ce qui vous a déjà été marqué à cet égard, en vous assurant que vous vous rendrez agréable à Sa Majesté en ne négligeant rien de ce qui peut contribuer à maintenir l'harmonie et la bonne intelligence qu'il est essentiel de faire régner entre les habitants des États-Unis et les troupes du Roi.

Folio 92 — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR.

De Philadelphie le 4 septembre 1781

Monsieur,

J'ai reçu par M. Laurens, qui a eu la plus longue et la plus pénible traversée, la lettre du 5 mai que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Les négociations de ce pays-ci roulent sur une douzaine de commerçants qui sont les maîtres de l'argent qui est dans le pays par leur crédit. Ils ne dépendent pas de vous ni de nous, Monsieur, ni même du Congrès. Ils ouvrent et ferment leur bourse à leur volonté, et la seule arme que nous puissions avoir pour croiser leurs opérations, toujours très avides, est de répandre de l'argent quand nous en avons pour faire tomber leurs spéculations et le prix du change. Le seul remède à tous les maux qu'ils peuvent nous faire est d'avoir beaucoup d'argent comptant, et je ne connais point de pays où l'autorité puisse disposer des bourses des particuliers, bien moins dans celui-ci que dans tout autre.

La cupidité des agioteurs est ici au suprême degré. Leurs troupes, toutes nues, ne tirent pas un écu de la poche du commerçant le plus patriotique qu'à un intérêt immodéré. Les Français y sont établis suivant les mêmes errements, ainsi, Monsieur, je n'ai personne à vous nommer en particulier. Si j'en connaissais un dans l'armée, la justice en serait bientôt faite, mais tout être commerçant dans ce pays-ci ne vise qu'à plus grande fortune et a une cupidité démesurée. Le seul remède à y apporter est de pouvoir se passer de leur secours avec beaucoup d'argent comptant.

De Chester à 12 milles de Philadelphie, le 5 septembre 1781

P. S. — Le général Washington et moi recevons dans l'instant la lettre ci-jointe du général Gist, qui commande à Baltimore, cette fin de campagne s'annonce bien et les secours externes qui doivent concourir à son succès arrivent si à propos que vous ne devez pas douter de toute l'activité que nous allons mettre pour être bientôt en état de coopérer avec M. de Grasse et les troupes qu'il nous amène.

Folio 93 — DU PRÉSIDENT DU CONGRÈS À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Philadelphie le 4 septembre 1781

Monsieur

J'ai l'honneur d'exprimer à Votre Excellence la satisfaction du Congrès dans sa

honneurs que les troupes de Sa Majesté Très Chrétienne sous votre commandement lui ont rendus.

La superbe apparence et la discipline exacte de chacun de ces corps fait le plus grand honneur à leurs officiers et présage les services les plus distingués dans une cause qu'ils ont épousée avec tant de zèle.

Folio 93. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De cap Henry, le 2 septembre 1781

J'ai cru, Monsieur, devoir répondre à M. Washington à la lettre commune qui m'a été remise par M. Duportail, connu depuis longtemps par sa réputation, ce que vous m'en avez dit m'a porté à lui faire connaître sans réserve tout ce que je pouvais faire et combien j'étais touché de n'être pas à même de faciliter et d'accélérer l'arrivée de vos armées. Étant pas présent, je ne ai conduit avec moi que les vaisseaux de guerre qui pouvaient me donner la supériorité sur les armées réunies d'Angleterre pour que rien ne s'opposât à nos entreprises, et je m'étais reposé sur vos moyens pour les attaques, les marches, etc. dont je ne pouvais avoir aucune connaissance. Heureusement que le lord Cornwallis s'est mis dans une position qui nous donne du temps et l'espoir de s'en emparer.

Mes troupes sont parties par la rivière de James pour se joindre à celles de M. de la Fayette et j'espère, par le beau temps qu'il fait, qu'elles seront jointes. Sur la parole de M. de Guinat, que j'ai trouvé ici à mon arrivée du 5 au 6 de ce mois, et quoique je sois convenu que l'on marcherait tout de suite pour l'attaque d'York, je vais suspendre tout jusqu'à votre arrivée, qui me fait, je vous assure, grand plaisir par la crainte que j'ai de division de M. de Saint-Simon avec ce général.

Je voulais garder ici M. Duportail, mais il a préféré aller joindre M. de la Fayette et je lui ai donné les moyens de le faire. Fâché de n'avoir pas eu plus de temps à le garder, mais accoutumé depuis longtemps à faire des sacrifices, je me suis résolu à ce dernier, par les bonnes raisons qu'il m'a données.

Vous avez vu, Monsieur le Comte, que j'ai à vos ordres 1,200,000<sup>fr</sup> que j'ai pris sur moi d'emprunter aux Espagnols.

Folio 94. — DE M. DUPORTAIL À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De cap Henry, le 2 septembre 1781

Mon cher Général,

Je ne vous ennuierai pas d'une longue lettre ou je ne ferais probablement que

vous répéter une partie de ce que M. le comte de Grasse vous mande. Mais venez vite, mon Général, venez vite, non pas que nous ayons envie de tenter de prendre York sans vous, je ne crois pas qu'on roule ce projet. Nous nous contenterons, je pense, et ce sera beaucoup de gloire pour nous si nous réussissons, de préparer la conquête, d'empêcher l'ennemi de rassembler les moyens de défense autant que possible, et cela sans nous compromettre et nous mettre en danger. Notre jeune général a la tête mûre et, avec toute l'ardeur qu'il a, il est capable d'attendre le moment et de ne pas vouloir cueillir le fruit qui n'est pas mûr. Mais M. de Barras, avec notre artillerie de siège, etc., aujourd'hui le 2 septembre, le 15 d'octobre est bien près! Cependant je suis résolu de ne voir qu'en beau dans ce moment-ci et j'espère beaucoup.

P. S. En vous attendant, mon Général, nous tâcherons de faire toutes les reconnaissances possibles. Sur cela je me rappelle un certain officier qui, ayant ordre de reconnaître un poste, trouva l'occasion de s'en emparer, si par suite chose allait nous arriver j'espère pourtant que vous nous le pardonneriez. Je suis bien fâché de n'avoir pas du temps pour écrire à M. le chevalier de Chateaufort, mais permettez-moi de lui faire les mes compliments?

Fébo 95. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE COMTE DE GRASSE

De Head of Elk, le 7 septembre 1781

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire par le cutter qui est venu à Baltimore. L'officier qui en était porteur est arrivé ici une heure avant nous.

Une partie du corps américain est déjà arrivée, la première brigade française arrive aujourd'hui et la seconde demain. Il est bien fâcheux que les moyens de transport que l'on a pu rassembler ici soient aussi courts, et je ne me flatte pas que M. de Barras, qui n'est parti que le 20 de Newport, puisse nous en procurer de longtemps. Voici, Monsieur, la route qu'il tient, nous avons eu l'honneur de vous le mander par M. de Gourville mais, comme il serait possible que cette lettre vous arrivât par la baie plus tôt que lui, je vais vous répéter de mémoire la route que M. de Barras vous mandait qu'il comptait faire. Partant de Newport, soixante lieues dans l'est pour gagner le large, de là soixante lieues au sud, puis courir à l'ouest pour aller à la baie d'Albemarle, d'où il comptait envoyer une frégate savoir qui était maître de la baie de Chesapeake. Je crois, Monsieur, qu'il est essentiel que vous soyez instruit de cette direction pour assurer sa jonction avec vous. La flotte



anglaise a été vue à la hauteur des caps de la Delaware, dimanche dernier Elle est partie le 31 de devant New York Hood a amené trois vaisseaux Graves l'a rejoint avec sept, cela fait vingt-deux de 50 et des frégates de 44 et autres. Toutes les nouvelles et gazettes mentionnent toujours que Dighy doit arriver avec six vaisseaux c'est ce qui nous a fait insister si fortement pour que M<sup>r</sup> de Barras vint nous rejoindre, indépendamment de toutes les autres raisons militaires et nécessaires.

Voici à peu près le parti que nous allons prendre pour les moyens de nous réunir. 1<sup>o</sup> embarquer ce que nous pourrions sur le peu de transports qui sont rassemblés, et nous avec pour aller conférer avec vous et de là joindre M. de la Fayette, 2<sup>o</sup> faire marcher le reste par terre jusqu'à Baltimore pour y attendre le retour des bateaux ou continuer la marche par terre s'ils ne peuvent pas revenir ce qui sera très long et très pénible, vu tous les passages des bacs. Vous juges Monsieur, de tout notre empressement à aller vous remercier, vous avez répandu une joie universelle dans toute l'Amérique dont elle est envivée. Tâchons de conserver nos têtes et de faire de la besogne bien conduite aussi promptement qu'il sera possible. Si vous pouvez nous accrocher tout ou une partie des transports du Cornwallis qui sont dans la rivière d'York, ce sera un double service bien important que de les lui ôter et de nous les donner.

Fiche 95. INSTRUCTIONS POUR LE RANG DE YOMÉKIL ET POUR X SON PÈRE

A Head of EdB is a member of the EdB

M. le baron de Vioménil fera passer la Susquehanna, tant au Ferry qu'au gué, devant les reconnaissances qui en ont été faites, qui doivent être corrigées et confirmées par la reconnaissance que M. Dumas a fait faire dont le rapport n'est pas encore arrivé.

L'intention du général Washington est des que les troupes seront arrivées à Baltimore 1° que la cavalerie de la légion de Lausum continue sa marche par terre, de manière à faire les plus grandes journées possibles, et autant que les substances dans les différents genres, tant pour les hommes que pour les chevaux pourront le permettre, 2° que M. le baron de Vioménil embarque à Baltimore tout ce qui restera de l'armée s'il est possible. Le général Washington espère que, par les ordres qui ont été donnés dans les différentes matières, il y aura suffisamment de bâtimens pour embarquer le tout. Cependant si le nombre n'étant pas complet, son intention est qu'un régiment ou une brigade française, si le nombre des vaisseaux le permet, s'embarque la première ensuite les Américains et après la

seconde brigade française. Son Excellence est persuadée qu'il vaut mieux que cette seconde brigade attende le retour des premiers bâtimens pour s'embarquer, que d'entreprendre une marche par terre au delà de Baltimore. Quant à l'artillerie de régiment, si elle peut être embarquée avec les régimens auxquels elle est attachée on doit la préférer sinon lui faire suivre par terre le même chemin qu'aura pris la légion de Lauzun.

Les équipages des troupes et toutes les voitures généralement doivent suivre par terre le chemin qu'aura pris la légion de Lauzun. Ce chemin est le même qui a été donné par le général Washington à Philadelphie pour les endroits principaux qu'il n'a fait qu'indiquer, sauf à y corriger les erreurs de détail que les connaissances locales mettront à portée de rectifier.

Le général Washington a promis à M. le comte de Rochambeau, qui marche vingt-quatre heures après lui, de lui faire passer ses ordres pour les troupes s'il a quelque chose à changer à leur direction ou des détails plus circonstanciés à leur envoyer, et M. de Rochambeau les fera passer très promptement à M. le baron de Vioménil.

Folio 97. INSTRUCTIONS POUR M. DE CUSTINE.

De Head of Elk, le 8 septembre 1781.

L'intention du général Washington est que M. de Custine, avec les détachemens américains et français qui s'embarquent à Head of Elk, aille débarquer dans la rivière de James pour rejoindre le marquis de la Fayette, à moins que M. le comte de Grasse, à qui il a fait part du départ de nos troupes, ne juge à propos de les faire débarquer dans un autre point, au vant ce que les circonstances pourront alors exiger. Nous ignorons encore si ce sera le cutter *le Serpent* qui pourra venir convoier la flottille américaine et française, et s'il n'y a pas de bâtiment français, il faudra que M. de Custine et le général américain désignent un commodore américain pour commander le tout, afin que tous ces bâtimens marchent de concert en bon ordre et en bonne discipline.

*Composition du détachement aux ordres de M. le comte de Custine.*

Un bataillon de grenadiers de Bourbonnais aux ordres de M. le vicomte de Rochambeau.

Un bataillon de grenadiers de Soissonnais aux ordres de M. le vicomte de Noailles.

L'infanterie de la légion de Lauzun aux ordres de M. le duc de Lauzun.

Les pièces de 12 et les obusiers avec des détachemens d'artillerie proportionnés.

Folio 98 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE BARON DE VIOMÉNIL.

De Mont-Vernon, près d'Alexandrie le 10 septembre 1781

Voilà mon cher Baron la route par terre que doivent tenir la légion de Lauzun et tous les équipages. Le général Washington, après toutes les informations faites, trouve qu'il n'y a rien à y changer. On a donné ordre partout de raccommoder les chemins et de préparer les ferrys, cependant il faudra toujours avoir quelques aides-marcheaux des logis à l'avance avec des travailleurs. Je vous avoue, mon cher Baron, que l'état de détresse dans lequel j'ai vu Baltimore pour les bateaux ne cesse de m'inquiéter. Je viens de repartir au général Washington et de lui demander ses derniers ordres à ce sujet, il est toujours dans la ferme persuasion qu'il vaut mieux attendre à Baltimore le retour des bâtimens du premier convoi que l'entreprendre à marche par terre, qui est longue et pénible mais qu'il convient de vous laisser le maître conjointement avec le colonel Lincoln, de calculer vos moyens que vous prévoyez, par le retour du premier embarquement et par les bâtimens que les quartiers-maîtres espèrent avoir en augmentation, pouvoir embarquer toutes vos troupes par un second convoi, le parti d'attendre ce second convoi à Baltimore doit être préféré. Si au contraire, vous ne pouvez tout embarquer et que par vos spéculations vous prévoyez être obligé de laisser une partie de vos troupes pour un troisième convoi alors il vaudrait mieux faire marcher cette partie de troupes par terre avec les gros équipages.

La nouvelle qu'on avait dit à Baltimore d'un corsaire anglais qu'on disait être dans le Potowmack me paraît dénuée de tout fondement mais la canonnade du 5 a été entendue de partout. Nous ne savons pas un mot de ce que ce peut être, nous partirons demain et nous serons le 14 ou le 15 à Williamsburg.

*Route de Williamsburg*

	à Elkridge-Landing 8 milles
	à Bladensburg 30 milles
De Baltimore	à Georgetown, sur le Potowmack
	à Fredericksburg
	à Caroline-Chart House
	à Newcasne,
	à Williamsburg

On croit que le Rappahannock peut se passer à gué 2 milles au-dessus de Fredericksburg à Falmouth.

Folio 99 DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

De camp Henry, le 4 septembre 1781.

M. de Saint-Césaire, capitaine du pavillon de mon armée, est chargé, Monsieur le Comte, d'aller annoncer à S. Exc. le général Washington les moyens que je prends pour faciliter son arrivée. Le mérite de cet officier, son intelligence et la confiance particulière que j'ai en lui, le regardant comme mon second, sont les motifs qui me l'ont fait choisir, et je suis persuadé que vous en serez content. Et d'avance l'arrivée des vaisseaux que je destine à cette expédition. Le tirant d'eau des autres ne m'a pas permis d'en ajouter un plus grand nombre, mais tels que je les ai désarmés, ils porteront bien, je pense, pour un si petit trajet, 4,000 hommes, j'aurais dû pouvoir faire davantage mais à l'impossibilité nul n'est tenu, et l'on doit voir que je ne laisse aucune occasion de remplir les vues de la Cour.

M. de Saint-Césaire est chargé de vous dire combien je vous désire et toute l'étendue de ma confiance. Votre arrivée est plus agréable pour moi qu'un renfort de 4,000 hommes, ce n'est pas adulation, mais c'est une vérité d'un marin à un brave militaire.

Adieu, Monsieur le Comte, j'attends bien impatiemment l'instant de vous répéter de vive voix toute la sincérité de l'attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

Folio 99 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE.

De camp de Williamsburg, le 13 septembre au matin.

Nous sommes arrivés ici hier au soir Monsieur le général Washington et moi et y avons reçu cette nuit vos lettres du 4 et votre dernière du 13 de ce mois au marquis de la Fayette. Nous vous envoyons le comte de Fersen, mon premier aide de camp " pour vous féliciter sur votre combat du 5 et sur votre jonction avec M. de Berras et vous prier de nous envoyer, lorsque vous le jugerez à propos et le plus tôt sera le mieux, un bâtiment pour nous mener à votre bord et y conférer sur toutes nos opérations, et pour vous prier de donner un cutter ou un autre petit bâtiment au comte de Fersen pour aller jusqu'à Baltimore presser le départ de notre petite flottille qui a été arrêtée à Annapolis quand nous avons appris en route que vous aviez mis à la voile pour combattre l'ennemi. Il est chargé en même temps de lettres pour M. le baron de Voiron pour entamer le reste sur les bâtiments que vous avez la bonté d'envoyer, et pour y joindre des farines et biscuits

pour un mois dont cette contrée manque beaucoup, enfin pour beaucoup d'ordres de détail que le général Washington envoie.

À moins qu'il n'arrive un renfort d'Europe, ce qui me paraît difficile, je doute fort que vous renvoyiez les Anglais à la base. Digby s'est annoncé depuis longtemps, mais avec six vaisseaux seulement, nous ne le savons que par les papiers anglais, mais aucun n'a dit qu'il soit parti.

Je vous renouvelle, Monsieur, toute ma reconnaissance, et les assurances de l'invincible et très parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

Folio 100. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE VICOMTE D'ARNOT,  
COMMANDANT LA CAVALERIE DE LA LÉGION DE LAUZEL.

De Williamsburg, le 16 septembre 1781.

Les circonstances actuelles demandant Monsieur que l'on renforce le corps du brigadier général Georges Weedon, qui est campé à Gloucester-Court-House, j'ai l'honneur de vous écrire que l'intention du général Washington et la mienne sont que vous vous y dirigiez avec la cavalerie de votre corps pour vous y rendre à ses ordres. Vous vous ferez suivre par les équipages tant de votre cavalerie que de votre infanterie, parce qu'il est probable que dès que votre infanterie sera arrivée elle ira vous y rejoindre avec le duc de Launay.

Je vous prie d'ordonner à tous équipages et à tous ceux de l'armée qui vous suivent de suivre la première route qui vous a été indiquée pour se rendre à Williamsburg en observant cependant que le pont de Newcastle étant rompu, il faut se diriger sur Tod's-Bridge et Ruffen's-Ferry pour venir à Williamsburg, au lieu de suivre la route de Newcastle. Je vous prie de laisser un officier à Bowlinggreen où je vous envoie porter cette lettre, à qui vous remettrez un extrait de la route que doivent tenir les équipages de l'armée pour venir à Williamsburg, et qui restera audit Bowlinggreen jusqu'à ce que tous les équipages de l'armée aient passé afin qu'il n'y ait pas d'erreur au changement de route que vous avez pris, qui ne regarde que ceux de votre légion.

Il sera nécessaire aussi que vous laissiez le commis de M. Wadsworth, qui marche avec vous, pour conduire la colonne d'équipages et l'approvisionner dans un pays tout dévasté. Vous vous en passerez d'autant plus facilement que vous n'avez que deux petites marches pour vous rendre au camp du brigadier George Weedon, et que vous avez plus de ressources en choisissant quelque officier de votre corps pour faire votre approvisionnement dans un pays moins dévasté que celui-ci.

*Route que tiendront les équipages de l'armée pour se rendre à Williamsburg  
excepté ceux de la légion de Lanzan*

De Bowlinggreen } à Todd's-Bridge,  
                              } à Rullen's-Ferry,  
                              } à Williamsburg

Les distances et les marches ne sont pas marquées on s'arrangera sur la possibilité des subsistances.

Folio 101. DE M. LE MARQUIS DE CASTRIES A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU \*

*Pour vous seul*

Le Roi a prévu, Monsieur, que les opérations de l'armée navale, dont elle a confié le commandement à M. le comte de Grasse pourraient la porter sur l'Amérique septentrionale avant l'époque où la saison rend la navigation de ces mers trop dangereuse pour former des expéditions. M. le comte de Grasse a ordre de se concerter avec vous sur les opérations qui paraîtront encore praticables avant que l'hiver termine la campagne. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien examiner avec ce général sur quelle partie il vous paraîtra préférable d'agir soit sur Penobscot, sur Halifax ou Terre-Neuve, et je ne puis que m'en rapporter à vous et me référer aux ordres de Sa Majesté qui vous auront été transmis par le ministre de la guerre sur le nombre et l'espèce des troupes que vous estimerez pouvoir remettre à la disposition de M. le comte de Grasse pour les expéditions qu'il aura concertées avec vous. Comme cet officier général doit vous donner communication de la partie de ses instructions qui concerne l'Amérique septentrionale, je n'entrerai dans aucun détail sur ce qui lui a été prescrit à cet égard, et je me réfère, Monsieur, à ce que ces instructions vous feront connaître des dispositions que Sa Majesté a ordonnées relativement à ce qui peut intéresser le corps d'armée dont elle vous a confié le commandement.

Folio 102. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE

*De camp de Williamsburg le 23 septembre 1781*

Nous arrivons, mon cher Chevalier, de la flotte pour conférer avec M. de Grasse, il est inutile de vous dire combien nous en avons été contents, puisqu'il est impos-

\* NOTE. Cette lettre a été remise à M. le comte de Rochambeau par M. le comte de Grasse à leur entrevue dans la nuit de Chesapeake le 17 septembre 1781.

sible d'apporter plus de secours à cette besogne-ci et tous les moyens qui sont en sa puissance. Nous avons été contrariés cinq jours pour venir de la flotte ici, et ces mêmes vents sont favorables pour faire descendre la baie de Chesapeake au baron de Vioménil et au reste de nos troupes. Vous n'avez pas reçu de mes nouvelles depuis le départ de Head of Elk, puisque nous n'en avons nous-mêmes sur notre route que nous faisons à 60 milles par jour, qui est de très vagues et très incertaines sur la sortie de la flotte et le combat avec l'amiral Hood. Ce n'est donc qu'à notre arrivée ici et à la flotte que nous avons su le vrai que vous devez savoir actuellement. M. de Grasse a repoussé l'amiral Hood, a fait sa jonction avec M. de Barras et tout va bien. Je ne doute pas que dès que Digby aura joint, ils ne reviennent tenter les hasards d'un nouveau combat. Il me paraît que M. de Grasse est dans le dessein de les bien recevoir.

Comme il faut tout prévoir, mon cher Chevalier, et qu'il serait possible que M. Clinton tentât une diversion dans la Delaware, vous n'ignorez pas que nous avons un trésor sous la conduite d'un commissaire des guerres et d'un détachement d'infanterie qui est en route de Boston sur Philadelphie par la route de Springfield et de New-Windsor. Je vous prie, mon cher Chevalier, de le diriger, selon les événements et les circonstances, par les routes de l'intérieur du pays pour qu'il puisse voyager avec sûreté.

Je vous prie de vous rembourser ou sur ce trésor ou sur l'argent que nous avons prêté à M. Harris et qu'il doit nous rendre le 1<sup>er</sup> octobre.

P. S. Je vous joins ici, mon cher Chevalier, la route que tient le trésor.

Si vous avez quelques bâtimens qui partent pour France, je vous prie d'en voyer la copie de cette lettre à M. de Vergennes, qui mettra notre ministère au fait de l'état actuel des choses.

Folio 103. DE M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

De Philadelphie, le 14 septembre 1781.

Des rapports qui me paraissent authentiques, mon cher Général, portent que M. Digby est nommé pour venir prendre le commandement de la flotte anglaise sur ces côtes, et que M. Graves remplacera M. Parker à la Jamaïque. Le prince William Henry prit congé de la famille royale d'Angleterre à la fin de juin et devant partir de Londres le 29 pour se rendre à Portsmouth. Ces détails pourront vous mettre en état de former quelques conjectures sur les mouvemens ultérieurs des flottes et escadres anglaises.

Je vous prie Monsieur le Comte, d'être persuadé du tendre et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc

P. S. du 15

[Ce post-scriptum contient diverses informations reçues de New-York. Elles font aussi l'objet de la pièce suivante.]

Folio 103 NOUVELLES DE NEW-YORK

Septembre 1781

Folio 64 — DE M. LE COMTE DE GRASSE A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

A bord de la *Ville-de-Paris* le 14 septembre 1781

Vous verrez, Monsieur le Comte, que la nouvelle de l'arrivée de Digby change nos opérations. Je vais mettre sous voile au premier temps qui me le permettra pour me tenir devant la baie, empêcher l'ennemi d'y venir le combattre et ne me pas laisser prendre dans une souricière. Il est impossible, par les courants qui y a où nous sommes mouillés, de s'entraverser et surtout à nous qui n'avons plus d'ancre et de mauvais câbles. Je vous laisse les troupes de M. de Saint-Simon jusqu'à réussite ou que je puisse rentrer. Si j'étais forcé par les vents à la suite d'un combat à ne pas revenir vous auriez la honte de faire passer les régiments à la Martinique sur les vaisseaux qui restent en rivière, que je vous enverrai tout de suite, ou, si vous voulez prendre sur vous vous renverrez seulement à Saint-Domingue un régiment des trois que j'ai apportés, avec les recrues diverses qui doivent compléter les régiments qui y sont restés et les soldats d'artillerie dont la colonie ne saurait se passer. Mais tout cet n'est qu'un cas que les événements extraordinaires m'empêchassent à les venir reprendre, de manière que ma sortie ne change en rien nos opérations que dans les 600 hommes que j'aurais pu vous fournir si j'étais descendu au bas de la rivière d'York mais c'est bien peu de chose si je puis empêcher un renfort de se joindre à Cornwallis.

Je vous renvoie la lettre de M. le Chevalier de la Luzerne parce qu'il m'en a écrit une pareille.

Tout doit être arrivé dans James. Apprenez-moi la fin heureuse afin que nous puissions nous rejouer et nous féliciter sur nos succès, c'est ce dont je me tiens d'autant plus ainsi que de vous prouver combien je suis votre serviteur.



Fol. 108. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE

De Williamsburg le 25 septembre 1781

Dans la dernière conférence que nous avons eue ensemble, mon cher Amiral, il m'avait paru que vous étiez dans la conviction que, votre flotte embouchée dans le rivière d'York avec une très petite partie dans la rivière de James, vous y pourriez attendre toutes les forces anglaises, c'est aussi l'opinion de tous les pilotes du pays. Votre idée étant de réunir tous nos moyens pour l'opération importante et décisive que vous avez amenée jusqu'à présent au point le plus intéressant. Les nouvelles que nous vous avons fait passer du chevalier de la Luzerne ne sont point antithétiques, elles portent sur des rapports de New-York qui disent que Digby a envoyé deux frégates et qu'il est près de la côte avec un convoi de beaucoup de transports. Le chevalier de la Luzerne ne parle point du nombre des vaisseaux de guerre, le président du Congrès mande que l'on dit à New-York qu'il amène six vaisseaux de guerre, mais il observe en même temps que ce rapport peut être exagéré. Dans tous les cas, le général Washington est bien d'avis que vous n'avez rien à craindre dans la baie, pour ne pas mettre au hasard une affaire aussi importante que celle-ci, et pour toutes les autres raisons de détail dont il vous fait part qui rendent si nécessaire à notre opération la liberté de la navigation dans toutes les rivières de la Chesapeake. Nous avons cependant également notre ignorance sur les raisons militaires qui appartiennent à la marine et dans lesquelles vous devez être meilleur juge que personne. Si vous persistiez donc à croire que vous devez mettre à la voile et aller combattre l'ennemi en dehors des caps, nous vous prions avec la dernière instance de nous couvrir par votre flotte de manière à ce que l'ennemi, par une longue nuit ou vent favorable ne puisse pas entrer dans la baie avant vous. Le projet d'aller devant New-York, dont vous nous demandez notre avis nous paraît sujet aux plus grands dangers parce qu'il est à craindre que si la nouvelle du lundi ou est vraie, leur réunion avec Hood doit être faite, qu'ils n'aient sûrement pas perdu une minute pour se mettre en marche pour secourir Cornwallis et vous pourriez dans la nuit, passer à côté les uns des autres sans vous voir, au reste, vous vous attendez sûrement qu'ils harceleront tout pour faire passer des secours à Cornwallis et nous ne doutons pas que vous ne fassiez tout ce qui peut dépendre de votre courage et de vos talents pour leur fermer le chemin.

Nos troupes débarquent à force et je compte que dans deux jours tout sera rassemblé ici, si nous pouvons avoir des chevaux pour trainer notre artillerie de

campagne des chariots pour nous porter notre pain d'ici au camp devant York et rapporter ici nos blessés, nous ne tarderons pas à nous porter en avant, et je crois pouvoir vous assurer que nous y serons avant le 1<sup>er</sup> d'octobre. Cependant pour n'être retardé en rien dans nos opérations, je vous prie de m'autoriser, dans les moments de besoin, à demander du secours de tous les vivres, farines et biscuits qui sont sur les transports de M. de Barras, notamment sur l'*Union* et la frégate qui en sont chargées comble, comme aussi de m'autoriser à leur ordonner de descendre notre artillerie de siège dans le point que nous jugerons le plus favorable lorsque nous serons devant la place.

M. Duquesne commandant le *Loyaliste*, dont le bâtiment étant démâté, est ici et va nous débarquer nos six obusiers, il a été sur l'ordre de M. de Mortellin au-devant les a sauvés au moment où il coulait bas et s'est acquitté de sa commission avec autant de zèle que d'intelligence. Le marquis de la Fayette vous porte nos dépêches, mon cher Amiral et vous expliquera verbalement tout ce qu'il est inutile de vous mettre par écrit, mais je me réserve de vous renouveler les assurances de mon inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. — Je ne réponds pas mon cher Amiral, à l'article qui regarde les troupes de M. de Saint-Simon, parce que j'espère fort que vous serez bien le maître, après cette expédition de les conduire où bon vous semblera, et que je n'ai aucune autorité ni pouvoir pour en garder ici une partie ni leur faire changer la garnison à laquelle elles ont été destinées par la Cour.

Folic 106. OBSERVATIONS DE M. LE COMTE DE GRASSE DANS SA CONFÉRENCE  
AVEC M. LE MARQUIS DE LA FAYETTE.

[Détails tout à fait superflus dont l'intérêt est expliqué par la lettre suivante.]

Folic 108. DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

A bord de la *Ville-de-Paris*, le 24 septembre 1780.

Il est vrai Monsieur, que j'avis cru sur l'aspect de la carte, que mon armée embossée devant York pouvait ne rien craindre de la part des ennemis mais étant sur les lieux, je me suis détrompé et je vois que je ne remplit pas l'objet que je m'étais proposé d'empêcher tout secours au lord Cornwallis en gardant le mouillage où j'étais lorsque, ai eu le plaisir de vous voir chez moi. Je couvre toute la baie, et je peux presque répondre qu'il n'entrera rien que malgré moi.

Dans la position où je suis, nous manquons d'eau, de bois à brûler et de rafraîchissements pour les malades, dont le nombre est considérable tant pour les scorbutiques que pour les blessés du dernier combat.

Vous me trouverez toujours le même, Monsieur le Comte, et quoique les vivres du *l'Union* et du *La Fayette* fussent destinés pour mon escadre des îles du Vent, je consens volontiers à ce que vous preniez des farines d'un de ces bâtiments la quantité qui vous sera nécessaire, et vous pouvez compter que je me porterai en tout ce qui est en mon pouvoir pour terminer une entreprise qui doit décider de la paix.

Je ne pense pas que le capitaine qui commande le bâtiment où est notre artillerie refuse de la débarquer au lieu que vous lui indiquerez, mais s'il se faisait non seulement je vous autorise et vous prie de lui donner des ordres en conséquence, mais en cas d'un nouveau refus, vous aurez la bonté de lui montrer cet article ou de lui en donner un extrait. J'ai l'honneur de vous observer que, si vous l'envoyez hors de la rivière de James, vous risquez que les vents et les calmes ne retardant vos opérations, comme j'en ai fait convenir M. le marquis de la Fayette. Il vous dira les nouvelles que j'ai reçues de la Cour, qui ne me permettent point de rester dans cette partie en novembre, par bien des raisons. Agréez, Monsieur le Comte, de manière à ne point faire gronder quelqu'un qui vous est entièrement voué et qui a pour vous autant d'estime que d'attachement.

Le ministre me mande de lui dire si vous garderez dans ces parages quelques vaisseaux pendant l'hiver. Il m'ordonne de vous en laisser deux pour la sûreté de Rhode-Island. Je pense que vous n'en avez pas besoin : 1° parce que dans cette saison, les vaisseaux sont inutiles, 2° parce que deux vaisseaux sont peu de chose auprès des forces que vous aurez. Il suffira, je pense, que l'on vous en envoie une plus grande quantité dans la belle saison, et dans le mois de mai au plus tard.

J'attends votre réponse sur ce point pour faire mes dépêches au ministre. Je vous prie de ne pas me la faire attendre, parce que la frégate qui est à Boston me paraît pressée de s'en retourner.

Adieu, Monsieur le Comte, je vous renouvelle l'assurance de tous les sentiments que vous m'avez inspirés, ils sont aussi sincères que l'attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. — M. de la Lazerne me charge de vous prier de lui renvoyer le plus tôt possible l'express qui a apporté ses lettres, et je vous prie d'en tenir un tout prêt pour lui porter les dépêches pour la Cour.

Folio 110. - DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE DUC DE LAUREN.

De Williamsburg, le 27 septembre 1781.

Je reçois, mon cher Duc, votre lettre du 26, le général Washington et moi sommes convenus de la faire passer tout de suite à M. de Grasse par M. de Choisy, que je lui envoie pour prendre le commandement des troupes de garnison qu'il voudra lui donner pour aller vous rejoindre. Il va venir mouiller dans la rivière d'York et sera très à portée de vous les faire passer. Il sera bon que vous fassiez reconnaître derrière votre position un lieu où il puisse débarquer et faire sa jonction avec vous en sûreté. Si M. de Grasse envoie un très gros corps, Bougainville je crois, voudra en prendre le commandement, si ce n'est que 600 ou 800 hommes peut-être le laissera-t-il à M. de Choisy, qui ne fait aucune difficulté de servir à ses ordres. Dans tous les cas, ce corps français allant s'augmenter assez considérablement, le général Washington et moi pensons qu'il est bon d'y avoir un commandant supérieur qui soit français et puisse commander le brigadier général américain. Dès que vous aurez fait reconnaître le lieu où les troupes pourront débarquer en sûreté derrière vous, envoyez un officier à bord de la *Ville-de-Paris* pour en faire part à M. le comte de Grasse et les y conduire.

Je vous embrasse, mon cher Duc, etc.

Folio 110. - DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE COMTE DE GRASSE.

De Williamsburg, le 27 septembre 1781.

Vous êtes, mon cher Amiral, le plus aimable amiral que je connaisse, vous allez au-devant de tous nos desirs, et je crois que nous allons faire de bonne besogne. Votre situation dans la rivière d'York doit abréger le siège de moitié. Je vous confie que nous espérons pouvoir faire notre mouvement demain à la pointe du jour et nous approcher le plus près possible de Yorktown, ce qui se combinera à merveille avec le mouvement de notre flotte.

Je joins ici, mon cher Amiral, la lettre que je viens de recevoir de M. le duc de Lauren, qui est campé avec le général Weedon près d'un endroit marqué sur la carte sous le nom de Throgmorton dans le comté de Gloucester. Vous verrez par cette lettre que, ne devant pas compter beaucoup sur la milice, il est très nécessaire de renforcer ce corps, et peut-être en viendrons-nous jusqu'au point de faire une fausse attaque sur Gloucester. Je vous propose donc, dans le moment nocturne, de faire descendre 600 ou 800 hommes de vos garnisons de vaisseaux pour

se joindre au corps campé dans le comté de Gloucester. Comme je n'imagine pas que M. de Bougainville veuille partir avec un si petit détachement de vos troupes, je vous envoie M. de Choisy, dont vous connaissez l'expérience, afin que si vous voulez lui confier ce détachement il en prenne tout de suite le commandement. Si les circonstances exigent un nombre plus considérable de vos forces, comme par exemple si nous étions dans le cas de soutenir une attaque en règle de ce côté, et que M. de Bougainville veuille alors en prendre le commandement M. de Choisy servira avec plaisir sous ses ordres. Je pense que, dans aucun cas M. de Choisy ne peut guère gêner M. de Bougainville, et que celui-ci trouvera en lui un très bon second pour le mettre à la tête de vos troupes de garnison qui n'ont point d'officiers supérieurs. Je vous observe encore, mon cher Amiral, qu'une des raisons qui déterminent M. de Washington et moi à envoyer M. de Choisy est que le duc de Lauzun se trouve aux ordres d'un brigadier général américain plus ancien que lui, qui a commandé jusqu'ici les milices dans cette partie. Au surplus tous ces arrangements sont soumis à votre décision ultérieure. La lettre du duc de Lauzun vous fera encore mieux connaître les motifs qui nous engagent à vous les proposer.

Folio 1. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE DUC DE LAUZUN.

Au camp devant Yorktown, le 30 septembre 1781.

Je reçois dans l'instant mon cher Duc votre lettre du 28 et du 29. J'y réponds à la hâte, parce que nous sommes occupés à nous loger et à prendre possession de tous les ouvrages extérieurs du fort Cornwallis qu'il nous a abandonnés cette nuit. Nous l'investissons et le serrons au plus près depuis le haut de la rivière d'York jusqu'au bas. Dans plusieurs endroits nous sommes à demi-portée de fusil, il est réduit à son corps de place qui n'est pas bien formidable. Laissons arriver notre artillerie de siège et nous le mènerons grand train. Veillez de votre côté mon cher Duc. J'espère que M. de Choisy vous joindra avec un détachement. J'ai dit au chevalier de Chatellux de nous envoyer un chariot de l'hôpital ambulante des qu'on le pourra. Vous êtes le maître d'acheter du vinaigre pour votre troupe, et l'on vous remboursera. Tout ce que vous ferez sera pour le mieux.

Je vous embrasse, mon cher Duc, &c.

P. S. — Le comte de Grasse devait mouiller à l'entrée de la rivière d'York, mais il prend le parti de rester entre les deux caps afin de mieux veiller sur les deux rivières. Ainsi c'est probablement de là qu'il vous enverra le détachement.

Folio 117 — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE NOCHAMBEAU

De 29 septembre 1781.

Voilà, mon cher Général, le dernier sacrifice que peut faire votre amiral, et encore se fait-il à contre-cœur si vous l'exigez, mais il faut que je vous observe auparavant de faire débarquer les 800 hommes que vous demandez à la réquisition du M. le duc de Lauzun, que j'ai dans mon armée beaucoup de malades, dont le nombre augmente journellement : que les blessés que j'ai eus dans la dernière affaire, au lieu de se rétablir, périssent faute de rafraîchissements, et que, demandant continuellement 800 hommes que vous me demandez, non pour un coup de main, mais pour tout le temps de l'opération, on quoi je me suis toujours refusé, vous dessemes totalement mon armée. D'ailleurs, cette troupe sur la rive de Carnarvon me paraît fort aventurée, et elle peut par quelques événements se trouver entre la route de ce général et son armée, position désavantageuse sans doute pour l'armée ennemie, mais qui mettrait cette troupe dans le cas de ne pas joindre mon vaisseau avant la fin du mois prochain, ce qui me mettrait dans l'impossibilité d'exécuter les ordres que je viens de recevoir de la Cour par l'Esperance.

Pour ne pas faire masquer l'objet que nous avons entrepris, je consens à donner les 800 hommes que vous demandez, mais c'est contre ma conscience et peut-être au déshonneur du pavillon du Roi, mais envoyez-moi les bâtimens propres à faire ce transport au lieu que vous indiquerez, ayant perdu plusieurs chaloupes par la vent de nord de l'autre jour, et celles qui nous restent nous fournissent de l'eau et du bois pour le journalier, dont nous ne pouvons nous passer absolument. Vous avez vu, par les demandes que je faisais à M. de la Fayette que ce n'est pas par honneur ni pour faire naître des difficultés, puisque je demandais des petits bâtimens pour faire le service de l'armée.

Si les bâtimens qui sont en rivière ne vous sont plus nécessaires, je vous prie de les faire partir et de me les envoyer me joindre pour que je puisse faire faire la distribution des vins dont ils sont chargés pour mon armée.

J'ai l'honneur de vous observer aussi que l'artillerie de siège sera mieux déchargée et plus promptement dans quelque partie de James river que de la faire transporter dans la rivière d'York, parce que l'ennemi étant maître de cette rivière il peut pendant la nuit incendier le bâtiment et nous priver d'une chose très utile et dont nous ne pouvons nous passer, et que d'ailleurs il faut que les vents servent à point nommé, puisque, pour sortir de la rivière de James, il faut faire faire l'est, et pour entrer dans celle d'York il faut faire l'ouest. Si les vents ne nous servent

pas, qu'il y ait du calme, du vent frais que le bâtiment par quelque événement s'échoue, le siège sera retardé, et, s'il l'est trop, il sera manqué, parce que je suis obligé, comme je vous l'ai marqué, à la fin du mois, pour être au rendez-vous indiqué, dont il ne m'est pas possible de ne pas m'y rendre sans risquer de faire manquer des opérations combinées que l'on regarde comme assurées et tendant à procurer la paix sous peu de temps. Voilà Monsieur le Comte, ce que j'ai sur le cœur, ce que je fais malgré moi, mais je ne veux rien avoir à me reprocher, mais aussi ne me mettez pas dans le cas de rendre inutile une si forte armée.

Folio 14 DE M DE CHOISY À M LE COMTE DE ROCHAMBEAU

*A bord de la Ville-de-Paris le 29 septembre 1781*

Mon Général,

Je suis arrivé ici hier à midi. J'ai trouvé plus de difficultés de la part de M. de Grasse que je ne m'y attendais. Elles ont pourtant été levées. Je partirai ce soir ou demain matin avec 800 hommes. Ces troupes n'avaient ni tentes, ni bidons, ni marmites, mais j'ai demandé les tentes que nous avons trouvées provenant des prises que nous avons faites en venant ici. Je les prends au compte du Roi, au prix qui sera réglé avec M. de Guichen. J'en emporte cent dix, tant pour les 800 hommes que pour les officiers; il en restera encore trente à la disposition de M. de Guichen et six d'officier. Lorsque ces 800 hommes retourneront à leurs bords, je garderai les cent dix tentes de soldat, qui, je crois, seront très nécessaires à votre armée. Vous ne m'avez donné aucune instruction. Je vous prie de vouloir bien me mander quel est l'objet que j'ai à remplir et je ferai l'impossible pour exécuter vos ordres. Lorsque je serai un peu instruit de ma position et de celle de l'ennemi, j'aurai l'honneur de vous en faire part, mais j'attendrai pour cela que j'aie tout vu par moi-même. Je n'ai pas un seul chirurgien. Je vous prie de vouloir bien m'en voyer tout de suite tous ceux dont vous croirez pouvoir vous passer.

*P. S.* Je dois vous observer que M. de Grasse a défendu aux officiers du détachement de s'écarter plus de 10 milles de Gloucester, dans le cas où les ennemis tenteraient de s'échapper par là.

Folio 14 DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M LE COMTE DE GRASSE,

*Au camp devant Yorktown le 30 septembre 1781.*

Je vous fais mon compliment, mon cher Comte, sur les bonnes nouvelles que

le général Washington vous envoie et qu'il a reçue du président du Congrès. Vous avez fait beaucoup plus de mal à Hood que vous en vous en êtes vanté. Digby n'est point encore arrivé, et ce prétendu renfort ne paraît pas, par les papiers anglais, devoir être jamais plus fort que de six vaisseaux.

Vous recevrez, au même temps que celle-ci, la réponse du général Washington aux différentes questions que vous lui avez faites.

Vous avez commenté dès avant-hier notre investissement, il a été complet hier au soir, depuis le haut de la rivière d'York jusqu'au bas de la même rivière, et nous avons serré la mesure de si près au lord Cornwallis, par le moyen des bœufs, des rideaux et des creeks qui nous ont favorisés, qu'il a été forcé cette nuit de nous abandonner tous ses ouvrages extérieurs, où nous avons passé notre journée à nous loger, ce qui le ramène infiniment et le réduit à défendre son corps de place qui n'est pas bien formidable. Nous sommes actuellement occupés à faire débarquer notre artillerie de siège à Treball's-Landing, dans la rivière de James, qui n'est qu'à 7 milles d'ici. Dès que nous pourrons, avec le peu de chevaux que nous avons, nos équipages ne devant arriver que le 3 octobre, nous faire joindre par notre artillerie de siège, j'espère que nous mènerons cette affaire-là grand train. Je crois, à vue de pays, que nous formerons notre principale attaque par le bas de la rivière. Il serait bien important, mon cher Amiral, que le commandant de la petite escadre qui la bâque eût l'ordre de vous de la remonter pour se mettre à notre hauteur et concerter ses mouvements avec les nôtres. J'espère que, si l'est pas en état par lui-même de forcer le passage, nous pourrions y aider beaucoup en prenant à revers la batterie qui menace la rivière, que j'ai vue de très près aujourd'hui, à la portée du fusil et qui ne me paraît pas bien formidable. Je vous avouerai, mon cher Amiral, que le général Washington et moi avons toujours une inquiétude dont il n'y a que vos vaisseaux qui peuvent nous guérir. C'est que lorsque le lord Cornwallis se sentira prêt à succomber, il ne vienne à nous échapper en remontant la rivière dans ses transports, dans une nuit très longue, et chercher ensuite à nous devancer par des marches forcées sur le haut de la rivière de James, en passant aux différents gués pour se sauver sur la Caroline. Il serait peut-être obligé de faire de grands sacrifices, mais cela vaut mieux que d'être pris. Par la même raison, le détachement que je vous ai demandé, aux ordres de M. de Chouy, dans le comté de Gloucester, est bien important pour qu'il n'aille pas nous donner une rafale de sa côté-là plus vous pourrez lui donner de troupes et mieux cela vaudra, parce qu'il sera en état de s'approcher et de ramener Gloucester de plus près.

Ne pourriez-vous pas, mon cher Comte, augmenter l'escadre de la rivière d'York de l'*Experiment* et des autres petits bâtimens qui tirent peu d'eau, qui pourraient



plus facilement savoir de très près le lord Cornwallis s'il prenait le parti de s'échapper par la rivière d'York, dont je viens de vous parler ci-dessus. Vous avez jugé, par notre position actuelle, qu'il n'y a plus de retraite du côté de celle de James.

Vous aurez tout pourné à Hampton, et le gouverneur Nelson y envoie un des membres du Conseil pour vous procurer tous les secours que vous demandez pour vos malades. J'ignore le temps que le *Rossini* mettra à nous débarquer notre artillerie, mais vous connaissez toute l'activité du capitaine qui n'en perdra pas pour vous aller rejoindre, après avoir tous les transports.

Il me reste actuellement à vous répondre, mon cher Comte, à l'article de votre lettre sur lequel M. le marquis de Castries demande réponse, sur les deux vaisseaux de ligne que vos instructions vous permettent de me laisser. Je pense comme vous, mon cher Amiral, que pour défendre ces rivières il faut ou une escadre supérieure, maîtresse du la mer, que probablement vous ne me laisserez point ou une petite escadre légère de vaisseaux tirant peu d'eau qui puissent remonter les rivières à mesure que l'armée de terre, ou de l'ennemi est obligée de remonter dans le pays après avoir chassé et disposé les différents postes. J'aimerais mieux rien que deux vaisseaux de ligne qui me gêneraient dans tous mes mouvements et dont je serais obligé de sacrifier l'armée pour être le gardien. Le général Washington pense la même chose, mais, comme vous le croyez bien, qu'on laisse une flotte dans ce pays-ci, mais si l'on ne peut pas en laisser une, il préfère une petite escadre légère qui puisse suivre en remontant les rivières, les mouvements de l'armée. C'est une chose que nous raisonnerons plus à loisir quand nous tiendrons Cornwallis.

Folio 116 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. DE CHOISY

Le camp de Saint-Yves le 30 septembre 1781

Vous soupçonnez, mon cher Choisy, que le corps de Tarleton a passé cette nuit du côté de Gloucester, par beaucoup de chevaux jetés à la rivière que l'on voit vaguer sur le rivage, et parce que les sentinelles avancées ont beaucoup entendu crier cette nuit. Cette cavalerie n'est pas formidable, car le jour de l'investiture nous l'avons vue tout entière, et elle ne m'a pas paru de plus de 100 chevaux de l'Apocalypse. À en juger par ceux que nous avons vus tués et restés dans les chemins. Vous êtes homme de guerre, mon cher Choisy, et je ne doute pas que vous ne preniez une position qui sans vous compromettre réserve l'ennemi, autant qu'il sera possible. Il est intéressant que vous fassiez des démonstrations et que vous donniez de l'inquiétude aux ouvrages de Gloucester par les petits détachements

qui tiraient des coups de fusil. Le tout, cependant, est subordonné à ce que vous trouviez une position dont le duc de Launay m'a parlé, qui vous approche sans vous commettre.

P. S. — Nous ne tarderons pas à ouvrir la tranchée, et je ne crois pas que ceci soit une affaire bien longue.

Folio 117 — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Faites-moi le plaisir de me mander si, actuellement que vous avez enfermé Cornwallis dans son enceinte, vous avez toujours besoin que la rivière de James soit gardée si fortement. Je voudrais bien les faire revenir ici me joindre et ne laisser dans la rivière de James que le *Sandwich*, le *Cormoran*, etc. Si vous n'y voyez point d'inconvénient, marquez-le-moi et je les rappellerai.

Vous m'aviez promis de m'envoyer mes demandes et les réponses de M. de Washington, mais vous l'avez oublié. Faites-moi le plaisir de me les envoyer et de me donner des nouvelles de ce que font les troupes et des événements. Il serait bon que chaque jour il me parvint un bulletin de l'armée par les vaisseaux qui sont en rivières ou d'York ou de James.

J'ai omis le compliment dans mon autre lettre, mais dans celle-ci je vous dirai, aussi sans compliment que quoique je fasse semblant d'être fâché contre vous, je vous respecte trop, cher Général, pour ne pas vous aimer de tout mon cœur.

Folio 117 — DE MÊME À MÊME

Du 2 octobre 1781

Je ne vois rien d'impossible, mon cher Général, à faire forcer le passage d'York à quelques-uns de mes vaisseaux. Il y a du canon à essayer, mais il faut dire dans ces circonstances comme on disait ci-devant pour les Jésuites, mais ce passage forcé par deux, trois et même quatre vaisseaux n'obvie pas à la crainte et à la possibilité que le lord Cornwallis ne fasse sa retraite par cette rivière en la remontant, parce que du moment que mes vaisseaux auront remonté jusqu'au-dessus de la ville, à la distance que vous le jugerez à propos, on détachera quantité de brûlots sur ces vaisseaux de manière qu'il sera impossible à ces vaisseaux dans l'étroit de la rivière de les éviter, et surtout si, comme je le ferais moi-même, on multiplie ces infernales machines à l'infini, ce qu'ils feraient d'autant plus facilement qu'ils nous priveraient de ces bâtiments avec une espèce de justice et d'une manière où nous ne

pourrions pas nous en plaindre. Nos bâtimens se déforment facilement d'un ou deux brûlots, mais il est impossible de se garnir de plusieurs sans autres à la voile, et la rivière est trop étroite pour pouvoir les éviter. Je ne trouve d'autre remède que celui-là, et il me paraît essentiel surtout étant dépourvu des bâtimens propres à détourner ces sortes de bâtimens secondaires.

Vous me mandez, mon cher Général, que vous êtes appuyé sur les rives de la rivière de James et que Cornwallis est renfermé dans son campement. Si cela est ainsi je vous en fais mon compliment ainsi qu'au général Washington, d'autant plus que cette position vous met à même de former des batteries sur les bords de la rivière, et d'empêcher les bâtimens de transport de remonter, d'ailleurs il est rare que la nuit il y ait beaucoup de vent dans la rivière — ce ne peut être que la marée montante qui lui facilite les moyens de s'échapper et de se soustraire au sort que nous lui préparons.

D'ailleurs les vaisseaux du bas de la rivière seront avisés de la nuit et de la passer autant que faire se pourra — et en conséquence de ce que vous me mandez je donne ordre à l'*Esperment* de venir au bas de la rivière d'York, et je place le *Romulus* jusqu'à l'extrémité, pour lors les bâtimens employés au transport ne pourront plus être combustibles et la force des deux vaisseaux et de quelques frégates marchant bien doit détruire cette armée de fuyards.

Il sera bon de convenir d'un signal entre nous pour nous faire connaître lorsqu'on apercevra dans le port d'York des mouvemens d'embarquement. Il est presque impossible de faire l'embarquement la nuit et le départ dans la même nuit et votre position doit vous mettre à même de voir ce qui se fait dans le port. Si vous voulez quelques officiers de marine pour éclairer cette partie, je vous en détacherai quelques-uns qui y verront à vous les motions à même de voir.

Des batteries sur la bord de la rivière, si elles sont possibles, doivent empêcher les transports de remonter. Il n'y aurait que le *Charron* et la frégate qui pourraient passer, mais tout le reste ne passerait pas, lorsqu'on ne peut pas se défendre ou se réchauffer au feu du canon et de la mitraille. Je manderai aussi au *Romulus* de venir à York pour être à même de remonter à la poursuite de Cornwallis, et je vous enverrai les deux mortiers et les deux cents bombes que j'ai apportés. Ces petits mortiers pourront vous servir à mettre le feu à quelques bâtimens dans le port, et si on se communiquait cela pourrait leur ôter ce moyen de retraite qui me paraît nécessaire de leur ôter, mais par des moyens plus solidement et qui sont des batteries sur la côte qui les intimideront et leur en faisant perdre l'idée. On m'a dit que, dans les redoutes, l'ennemi avait tiré du canon — il pourrait servir à former ces batteries sur une des rives de la rivière qui est celle d'York.

Il est impossible à des vaisseaux de remonter la rivière pendant le jumeau, toute cette flotte ne peut donc marcher que dix heures sur vingt-quatre heures, et pour peu que le vent soit contraire ils ne remonteront pas. Il me semble que, alors vos troupes peuvent les joindre, les empêcher de débarquer et les empêcher de faire leur retraite, si j'en juge par les cartes que j'ai sous les yeux. Mais à tout cela le local fait tout et démontre plus sûrement la facilité ou l'impossibilité de la réussite.

J'ai envoyé à M. le duc de Launay des hommes, ils sont sans souliers, etc. Mènages-les, je vous en prie! J'en ai fait la même prière à M. le duc de Launay.

Vous auriez reçu ma réponse une marée plus tôt si j'avais eu quelqu'un pour me déchiffrer la lettre du général Washington, ne pourriez-vous pas, avant de me l'envoyer, me la faire traduire? Cela accélérerait bien notre correspondance ici. De vous à moi je serais fâché d'être privé d'en recevoir de ce général dans d'autre moins que le sien. Il écrit aussi bien qu'il fait la guerre. Ah! quel homme!

Je vous ai proposé d'établir notre correspondance par le bas de la rivière d'York, elle sera plus prompte et plus facile et réglée par les deux marées. Un bulletin suffira lorsqu'il n'y aura rien de bien particulier.

Folio 120. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE

Au camp devant Yorktown le 3 octobre 1781

J'ai reçu, mon cher Amiral par le salut de M. Duhourg, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, du 2 au soir. Je vous renvoie, mon cher Comte, la lettre du lord Rawdon. Le général Washington a la plus grande répugnance à ce que vous lui donniez la permission de voir le lord Cornwallis. Il dit qu'ayant commandé dans le Sud et en connaissant toutes les affaires politiques et militaires, cette entrevue peut être dangereuse et que certainement elle ne nous sera bonne à rien. Je vous prie de remettre cette entrevue au temps où nous serons peut-être assez heureux pour les réunir.

Le général approuve infiniment mieux que moi, mon cher Comte, que vous nous envoyiez une couple d'officiers de marine qui, en passant à la petite escadre, conviendront des signaux qu'ils donneront, si ces Messieurs voulaient évacuer York soit par le haut de la rivière, soit en se retirant à Gloucester. Ce sont deux cas différents pour lesquels il sera nécessaire d'avoir des signaux de jour et de nuit. Je vous réponds que nous les mettrons dans le cas de voir de près, par nos postes avancés et sans aucun risque à moins d'imprudence. La rive gauche du dessus de la rivière est escarpée ce qui nous indiquerait qu'elle a plus de profondeur, mais tous les

pilotes d'ici, dont je ne vous réponds pas, prétendent que la rivière est bonne partout, en remontant, jusqu'au confluent des deux branches. Ce qui le donnerait à penser, c'est que l'ennemi n'ayant d'abord coulé que quatre vaisseaux sur la rive d'en bas pour forcer vos vaisseaux à se mettre dans le but de leurs batteries qui sont élevées, en ont coulé huit autres qui ne barrent guère que la moitié de la rivière, à ce que vient de me dire le général Washington. Quant à moi, ma gauche m'a occupé et je n'ai pu aller à la droite ce matin.

Nous allons faire, mon cher Comte, ce que vous nous proposez et quoique notre grande attaque soit projetée par la basse York, nous comptons en faire une autre par la haute York qui en même temps défendra la rivière aussi bien que les boulets pourront aller. Mais je crois que les obus, dans cette partie, vont faire une grande déconfiture dans leurs vaisseaux. Envoyez-nous, mon cher Comte, deux officiers de confiance à qui nous puissions nous adresser pour toutes les choses que l'occasion fait naître et nous ferons avec eux pour le mieux. Nous préparons nos moyens et je crois qu'une fois commencé cela ira grand train.

Je vous embrasse, etc

P. S. Si Cornwallis faisait la fugue dans le comté de Gloucester ne pourriez-vous pas rassembler des embarcations près de notre petite escadre, afin de faciliter les renforts à M. de Choisy par le bas de la rivière. Nous allons aussi tâcher de nous servir des bateaux plats des Américains qui sont dans la rivière de James, pour tenir prêt un corps de troupes qui aille casser les ponts de cette rivière au-dessus de Richmond, et lui tenir tête en attendant l'armée.

Page 12. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 5 octobre 1781.

J'ai reçu cette nuit, Monsieur le Comte, votre dépêche et celle du général Washington mais cette dernière étant en anglais je ne puis la faire traduire exactement et je perds une infinité de choses qui peuvent être intéressantes. Ne pouvez-vous pas dorénavant faire traduire ses lettres sur les lieux? Il se pourrait même que l'officier que j'ai à mon bord, qui sait mal l'anglais, n'y fût pas, et je serais privé par là de pouvoir lire et répondre au général. Faites attention, je vous prie, à cet article.

Je commence à manquer de biscuits dans différents vaisseaux, je ne sais comment y remédier. Tous mes bâtimens de transport sont employés dans la rivière de James. Je ne sais comment en envoyer prendre à Baltimore.

Je vais vous envoyer deux officiers de la marine auxquels vous pouvez vous

confier. Ils ont tous les deux les talents nécessaires et pour le secret et pour l'action. Ils se rendront en camp par le bas de la rivière d'York, où il est plus convenable d'établir notre correspondance.

Je vous envoie des dépêches que j'ai eues d'une espèce d'officier que j'ai fait parler, sur la peur d'être pendu comme espion. Elles me paraissent conformes à ce que vous me mandez. Mais je vous prévienne que, quelque envie que j'aie de faire faire à nos vaisseaux tout ce qu'ils peuvent faire, ils ne peuvent rien faire de pilotes. Il n'y en a pas un dans nos vaisseaux qui veuille entrer dans la rivière, et il en manque plusieurs pour que chaque vaisseau en ait un. Tous ceux du bas de la rivière d'York en manquent.

Recevez les assurances du même attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc.

Fébo 123. RAPPORT FAIT PAR LE COMMANDANT D'UN BATEAU ARRÊTÉ EN SORTANT DE LA RIVIÈRE D'YORK PAR LES CHALoupES DES VAISSEaux QUI EN PORTENT LE BLOCUS, ET QUI EST MAÎTRE SUR LES VAISSEaux DE SON ARMIÉE.

Dix à douze gros bâtimens du commerce ont été coulés bas devant York, et l'on a placé des pieux en avant de ces bâtimens afin d'empêcher que nos vaisseaux s'approchant assez de la ville pour y débarquer des troupes, ce qu'ils craignent infiniment. Le *Charon* et le *Guadalupe* sont enbassés devant York, de manière à défendre plutôt la ville que le passage de la rivière. Douze grands bateaux, en forme de deux-pièces, contenant 10 hommes chacun, ont été rassemblés depuis quelques jours. M. Cornwallis désire en avoir un plus grand nombre, il ne lui a pas été possible de se les procurer. Les vivres lui manquent, il a presque plus de moyen d'en avoir. M. Terleton passa avant-hier d'York à Gloucester avec 400 chevaux.

Les principales fortifications d'York sont de la partie du levant. L'espoir de M. Cornwallis est d'être secouru par l'armée de M. Graves, qui peut être composée de vingt-neuf vaisseaux trois arrivés sous les ordres de M. Degby quatre qui doivent arriver incessamment, et les vingt-deux de M. Graves. Les troupes qu'ils se proposent d'envoyer pour secourir M. Cornwallis se montent à 10,000 hommes composés d'une partie de la garnison de New-York.

Le lord Cornwallis paraît être disposé à s'évader plutôt que d'être pris. L'espoir de voir arriver la flotte le fera tenir le plus longtemps qu'il lui sera possible. Ses dispositions annoncent qu'il craint infiniment que nos vaisseaux passent devant York. Mardi dernier il repart pour la seconde fois les dépêches de New-York par un très petit bâtiment, dont la route nous est connue. Elle sera demain gardée par des corvettes.

Quelques brulots sont disposés à être conduits sur nos vaisseaux lorsqu'ils voudront monter la rivière. Une corvette est à côté d'un creek qui est au couchant d'York deux autres sont devant Gloucester, le vaisseau *le Charron* est actuellement désarmé.

Il y a beaucoup de malades et il n'est pas possible à M. Cornwallis de passer ses troupes d'York à Gloucester dans une nuit, faute de bateaux.

Du 4 octobre 1781

Folio 23. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE GRASSE

Au camp devant York le 6 octobre 1781

Je ne vous ai pas écrit, mon cher Comte, depuis trois jours parce que j'ai eu la fièvre et que je n'en suis pas encore tout à fait quitte. Le corps que vous avez donné à Chouy et la légion de Lauxun ont chargé vigoureusement les 400 chevaux de Tarleton et, nonobstant le feu de l'infanterie l'ont forcé à rentrer dans la place avec perte de 50 hommes et Tarleton blessé.

Je vous confie que nous ouvrirons nos tranchées aux deux attaques ce soir. Le marquis de la Fayette dit que vous avez sur votre flotte le nommé Lally, qui est le meilleur pilote de la rivière d'York, le général Washington et le gouverneur Nelson vont travailler à vous en procurer d'autres. J'attends ici avec grande impatience Grancham et l'autre officier que vous m'annoncez, quand nos attaques seront bien appuyées au bas et au haut de la rivière, que nos batteries seront placées pour prendre des revers sur la batterie qui en menace l'entrée, ces Messieurs jugeront mieux que nous le moment où la marine pourra nous seconder et le rapport que vous m'envoyez me prouve la peur qu'ils en ont. Nous serions bien sûrs alors que personne ne pourrait nous échapper.

Le général Washington me charge de vous mander que M. Lally est un gentil homme de ce pays-ci, le meilleur patriote et le plus excellent pilote du pays, notamment de la rivière d'York, et que si vous voulez vous adresser à lui, il est plus capable que personne de vous procurer tous ceux dont vous aurez besoin.

Je vous embrasse etc.

Folio 24. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 7 octobre 1781

Je viens de recevoir, Monsieur le Comte, une lettre de vous qui m'a fait grand plaisir. M. de la Fayette m'a fait part de votre maladie et je vous jure qu'elle m'a

plus inquiété que les ennemis. Je suis bien aise que vous soyez mieux ménagé-veus ou à moins de vous toujours, mais plus dans ce moment-ci que tout autre.

Vous devez avoir vu mes deux envoyés vous en serez content, j'espère. Ils ont toutes les qualités que l'on peut exiger : sang-froid, connaissances, de l'esprit et du monde, ils sont bons à connaître et vous avouerez que j'ai le tact bon pour employer les hommes dans les affaires importantes.

Le nommé Liby est à bord du *Vallant* je le fais demander pour qu'il me nomme d'autres pilotes : un seul ne suffirait pas dans un cas de cette espèce.

J'ai entendu cette nuit et toute la soirée un tapage considérable. Vraisemblablement que vous avez mesuré vos instruments avec ceux du lord Cornwallis ? Faites-le-moi, d'une manière.

Toute votre artillerie est-elle rendue ? Faites-moi part de vos projets quand ce serait en chiffres, avec les envois sont sûrs, et il n'y a rien à risquer. Bonjour, cher Général, ménagez votre santé et conservez-moi votre estime et votre amitié.

Folia 115. P. S. — On me mande que M. l'intendant de l'armée est en état de me rendre les farines que vous avez prises sur les bâtiments venus sous l'escorte de M. de Barrau. Ce serait me mettre dans le plus grand embarras et à l'impossibilité de les prendre, que de m'obliger à aller les prendre au quartier. Il me semble qu'il serait plus facile de me faire donner, en passant, celles qui passent près de nous dans différentes petites goélettes ou bateaux jusqu'à la concurrence de ce que vous avez pris. Nos bâtiments à rames sont essentiellement occupés aux différents charbons, ils sont presque tous hors d'état de servir, par les grosses mers qu'ils essuient dans ce mouillage et tous les échouages obligatoires près de la côte. Vous manquez d'eau, de bois à brûler, de rafraîchissements. Et le service de l'armée de terre qui ne laisse pas que d'être considérable, mais que peut-être vous nous en saurez grand gré.

On a fait demander trente livres de bougie pour l'artillerie. Je puis vous assurer que malgré la bonne envie de ne vous laisser manquer de rien, je ne suis nullement pourvu des objets autres que ceux d'armement, et je vous assure avec vérité que nous sommes courts de toute espèce de denrées essentielles, né nous ayant donné l'armement que de six mois et y ayant déjà plus de huit mois que nous sommes à la mer. Ainsi, cher Général, n'imputez mes refus qu'à l'impossibilité de satisfaire à vos demandes et à la prudence à laquelle je suis obligé de ne pas me dégarnir des objets pour nous de première nécessité et dont il est au moins de nous pourvoir d'un peu. — Je ne demande en est une prière.

M. de Barrau : nous a remis et remis pour et entière



Folio 118. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 11 octobre 1781.

Plus je réfléchis, mon cher Général, et plus je vois que l'armée que je commande est en danger dans la position où elle est actuellement. S'il est vrai que l'ennemi ait six vaisseaux avec Degby qui, joints aux dix-huit de Graves, feront vingt-quatre, ils pourront tenter de venir au secours de Cornwallis, s'ils me savent ici où nous sommes, parce que je ne puis pas bien disposer l'entrée de la rivière du Chesapeake, et une fois mouillés au cap Henry, j'aurais de la peine à les en chasser.

Mes chaloupes et mes bâtimens à rames me sont d'une absolue nécessité pour les besoins de l'armée, et je ne puis m'en détacher pour plusieurs jours, afin de les mettre à même de passer l'armée combinée de l'autre côté de York. C'est tout ce que je pourrais faire à un jour fixe.

Je manque d'eau de boue à brûler de viande fraîche et je n'ai pour me procurer toutes ces premières nécessités qu'une partie de mes chaloupes, en ayant perdu plusieurs dans le vent du nord sur la côte du cap Henry, peu de jours après avoir eu l'honneur de vous voir à mon bord.

Je vais faire monter le baillant en dedans de la rivière, mais avec ordre de pourchasser l'armée de Cornwallis dans la rivière s'il veut remonter, et se retirer si les bruits peuvent l'inquiéter. Il serait inutile de le faire remonter actuellement la rivière sans les secours dont il peut avoir besoin et que je ne puis pas lui donner faute de moyens. Ah ! que je vois, mais trop tard, que des projets faits sans communication du local et des moyens sont des enfans mal conformés ! J'aurais cru cette opération sûre et calculable, comme me l'a marqué le général Washington, que la retraite était impossible d'après MM. de Guinat et Daportail, parce que, me dit-on, il n'y avait que des défilés et des défilés sans nombre. Aujourd'hui, je vois que M. de Cornwallis a mille moyens pour nous échapper, en nous abandonnant partie de son artillerie et de ses gros équipages, qu'il peut se joindre avec les troupes de New York, soit par terre ou autrement, et qu'alors il est plus fort lorsque vous m'avez rendu M. de Saint-Simon et mes garnisons, que je regarde comme bien aventurées si lord Cornwallis les veut peigner avant de gagner les terres, avant d'être jointes par votre armée.

Comment se peut-il que dans un pays ami à ce que l'on nous assure, le général Washington ou le Congrès n'ait pas des bâtimens propres aux passages des rivières ? Vous, Général, qui savez comment on passe les rivières en Europe, n'y a-t-il pas moyen de faire des ponts flottans, des radeaux en cuir de bœuf ? ne pourrait-on

pas dans ce moment, faire avertir du côté de Gloucester tous les habitants de recourir à plusieurs milles leurs chevaux et leurs bestiaux? Par ce moyen, la retraite de Cornwallis serait impossible, ne trouvant dans le pays qu'il aurait à parcourir aucun moyen de transporter ses troupes ni de les sustenter. C'est au pays à procurer les moyens qui sont nécessaires et non à l'étranger qui n'y est appelé que pour donner un coup de main avec des forces tout opposées à celles qu'il fallait. Je n'avais envisagé cette opération-ci pour ce qui me regarde, que pour rendre la marine anglaise inutile et ne correspondre au reste que par les troupes de M. de Saint-Simon pas même de les sustenter, etc., mais je vois tout autre chose. Je me suis trop fié aux circonstances, et je me suis enfourné dans une affaire qui peut tourner à mon désavantage et à l'humiliation de la nation.

Toutes ces réflexions Monsieur le Comte, sont de vous à moi mais elles n'en sont pas moins réelles. Que je serai content lorsque je serai hors de la Chesapeake, et surtout si je pouvais vous laisser ce pays content de vous et satisfait de moi qui suis et veux être serviteur.

Folio 12; DU MÊME AU MÊME

Du 12 octobre 78.

Un Hessois, prisonnier à bord cher Général, homme de bonne société et qui se fait aimer de nous tous, est inquiet des risques que courent quelques parents et amis qu'il a dans la place d'York. Je lui ai demandé leurs noms et je vous les envoie tels qu'il me les a donnés. Je vous serais obligé, en cas qu'ils tombassent en votre pouvoir de leur faire sentir le poids de ma recommandation et de m'informer des événements qui pourraient les concerner, s'il en vient à votre connaissance. J'espère cette grâce de vous d'autant que cela ne peut nuire à la cause commune.

J'ai donné ordre au *Vaillant* de remonter, je n'ai d'autre cutter que celui qui garde le petit passage du côté de Gloucester où mes vaisseaux ne peuvent pas aller. Vos galères seraient propres à cet usage, ne pouvez-vous vous en procurer? Que fait la fièvre? La tranchée l'a fait évader, sans doute. J'apprendrai avec plaisir qu'elle vous ait quitté et qu'à sa place nous soyons maîtres d'York et de tout ce qui est dedans.

Folio 128 — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 14 octobre 1781

Je n'entreprendrai mon cher Comte, dans aucun détail avec vous sur la demande que vous me faites. Je viens de répondre au général Washington, qui m'avait écrit

au même sujet, et je pense qu'il vous communiquera ma lettre. Je me borne donc à vous dire que je ferai toujours tout ce qui dépendra de moi pour contribuer au bien général, et à vous répéter combien je désire voir finir notre opération.

Je suis charmé, mon cher Général, que vous ayez osé de me parler de votre fièvre, cela me fait présager que vous lui avez donné la chasse. Ce n'est pas la comme il en faut agir avec Cornwallis. Adieu, mon cher Comte, amenez-nous-le bien vite, et j'aurai autant de plaisir à vous embrasser que j'en trouve à vous dire que je vous aime bien sincèrement.

P. S. J'ai l'honneur de vous renvoyer la lettre de M. de la Luzerne, il a eu la bonté de m'envoyer l'extrait de la Gazette.

Avant que j'eusse eu le plaisir de faire connaissance avec vous, Monsieur le Comte, j'avais envoyé à Baltimore une de mes prises avec prière de la décharger et de la charger des farines que M. le chevalier de la Luzerne m'avait marquées être en magasin pour mon armée dans cette rivière. Aujourd'hui elles arrivent, et il se trouve que ce bâtiment, nommé le *Scharp*, est chargé de farine pour l'armée de terre, et on me donne de ce bâtiment permission de prendre huit cents quarts de farine à compte de douze cents que vous avez ordonné de prendre dans la Seine, mais en nous rendant les douze cents quarts je serai à court de trois cents, par ce qui a été fourni par divers bâtiments de guerre comme l'*Experiment*, etc. Vous voyez que je n'avance pas besoin, puisque, n'ayant que deux seuls bâtiments pour me procurer les farines achetées pour ma subsistance à la concurrence de trois mille sept cents barils qui sont à Baltimore, non seulement je ne puis pas disposer de ces deux bâtiments, mais même on prend mes farines! Comment me sera-t-il possible de les remplacer avant mon départ et avec quoi nourrirai-je mon monde une fois à la mer? C'est, ma foi, trop tirer la couverture. Je consens à mon tour sauf ce qui pourra en arriver, mais ne me luez pas le pain de la main et les moyens de m'en procurer.

Folio 129. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE COMTE DE GRASSE

À camp devant York le 13 octobre 1781

Il est certain, mon cher Comte, que vous avez fait beaucoup plus de mal à la flotte ennemie que votre modestie ne s'en étant vantée, que Digby n'est arrivé qu'avec trois vaisseaux seulement, que je ne leur vois pas avec sa réunion plus de vingt-cinq ou vingt-six vaisseaux en état de tenir la mer, et je vous envoie pour preuve la lettre que je reçois dans l'instant du chevalier de la Luzerne dont je vous

pres de tirer copie, et de me renvoyer l'original pour que je n'oublie pas à y répondre sur d'autres objets qu'il traite.

Notre opération, mon cher Comte, est toujours très calculable, et l'on vous a fait les obstacles beaucoup plus grands qu'ils ne sont réellement et que nous ne les voyons. Je ne connais plus qu'un moyen à Cornwallis de nous échapper, encore est-il susceptible de terribles difficultés. C'est celui de passer du côté de Gloucester, de chercher à percer M. de Choisy, non pas pour s'en aller à New York, ce qui est de toute impossibilité par les rivières qu'il aurait à traverser sans aucune espèce de moyen, mais pour chercher à remonter les branches de celle d'York jusqu'aux ponts et aux gués, ainsi que celle de James, et de là s'évader dans les Carolines. Vous devez être persuadé, mon cher Comte, que nous avons déjà prévu tout ce que nous pouvons lui opposer d'obstacles : 1° M. de Choisy se retranche et fait des abatis pour défendre avec vigueur sa position, 2° le général Washington a quelques bateaux plats dans la rivière de James, qu'il consacre pour pouvoir à la minute envoyer un corps de troupes couper les ponts et rompre les gués et le mettre entre deux feux. Il n'est donc question, mon cher Comte, que de nous procurer les moyens pour protéger un nombre de bateaux que nous allons faire descendre des deux branches de la rivière d'York à 4 milles au-dessus de nous, afin de pouvoir faire joindre M. de Choisy par une brigade au moins promptement, et le mettre en état de combattre avec avantage Cornwallis.

Mais comme nous ne pouvons pas faire venir ces bateaux, que la *Gandolphe* et le *Bry* qui sont encore entiers, nous brûleraient, c'est pour cela que le général Washington vous demande de faire passer deux frégates pour protéger ces ponts volants. Notre opération est alors sûre et démontrée.

Notre siège va aussi bien qu'il puisse aller, notre deuxième parallèle a été ouverte, comme je vous l'ai mandé, sans aucune perte. On a perdu une douzaine d'hommes, cette nuit en la perfectionnant, par des grenades et des petites bombes que l'ennemi a osé d'y jeter. Tout se passe le plus heureusement du monde jusqu'à présent, mais il faut s'attendre que nous éprouverons quelques contrariétés. Nous voilà à la portée du pistolet de deux ouvrages détachés de leur corps de place. Si nous voulions les emporter trop tôt, peut-être nous serions-nous repoussés, en tout cas, l'on recommencerait. Mais nous continuerons à conduire cette affaire de manière qu'il est impossible qu'elle aille plus loin que la fin d'octobre et que les troupes ne prennent la poire que quand elle sera mûre sans quoi nous ferions des sottises qui ne seraient pas de votre goût ni de celui de tous les bons militaires.

Je vous embrasse etc

Folio 131. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE COMTE DE CHATEL

Aut camp devant York le 15 octobre 1781

Nous avons emporté cette nuit, mon cher Comte, l'épée à la main, les deux redoutes de la gauche de l'ennemi, tué ou pris la plus grande partie de ce qui était dedans. Les grenadiers de Gâtinais et de Royal-Doux-Ponts, ayant à leur tête le baron du Violoncel et le comte Guillaume des Deux-Ponts ont franchi tous les obstacles malgré un feu considérable avec la valeur la plus distinguée, et le logement s'est fait pour réunir ces deux ouvrages à notre deuxième parallèle. Le plus petit de ces ouvrages a été emporté par les Américains aux ordres de M. de la Fayette, et c'est la batterie qui était la plus menaçante sur la rive d'York, l'autre grande redoute, qui était beaucoup moins mûre, l'a été par les Français, et nous y avons perdu 60 hommes, tués ou blessés.

Vous avez toujours fait mon cher Comte bonne commune avec la marine depuis dix-huit mois comme frères et servant le même maître, vous croyez bien, mon cher Comte, que je suis à mille lieues, après tout ce que vous avez fait pour nous, de vouloir tirer la couverture et vous gêner le moins du monde dans vos vivres. La *Prise* a été déchargée et envoyée du consentement de M. de la Villefranc, d'Annapolis à Baltimore charger des farines pour la terre parce qu'il ne pouvant embarquer l'armée qu'avec six jours de vivants, non seulement vous pouvez prendre, mon cher Comte les mille cents barils que M. de Granchin vient de me dire que nous redlevons à votre armée pour les avances qu'elle nous a faites tout compte déduit avec M. de Granchin, mais vous pouvez même la faire décharger tout entière à votre bord, pour la renvoyer en chercher d'autres à Baltimore pour le service de nos deux armées, cela sera plus expéditif et je vous enverrai de Williamsburg des goëlettes vous en chercher au soir et à mesure de nos besoins parce que par le dernier compte qu'on m'a rendu l'on n'avait que pour huit jours de farines en magasin, tant pour ma petite armée que pour le corps de M. de Saint-Simon et le détachement de M. du Chassy.

Vous allez la nuit prochaine cerner l'ennemi de batteries à ricochets à la petite portée du fusil de ses ouvrages dans notre seconde parallèle. Elles tiendront toutes sous deux fois vingt-quatre heures. Dans cette position, je garantis le lord Cornwallis à nous dans six jours au plus tard, si vous pouvez faire remonter le *Vaillant* qui n'a presque plus de feu à essayer.

Le général Washington craint de vous répondre à votre lettre sur les bateaux à roues que vous demandez, parce qu'il dit qu'il ne veut répondre que des choses

dont il est sûr il peut donc vous assurer certainement des bateaux plats qui sont à sa disposition, dont il y a une vingtaine qu'il va faire charger sur des chariots, de la rivière de James à celle d'York, qui seront prêts à joindre *Le Vaillant* dès qu'il sera mouillé. Quant aux autres bateaux, le gouverneur Nelson a fait une presse dans le pays, dès qu'ils verront un vaisseau de protection dans le haut de la rivière, il est probable qu'ils y arriveront en foule, mais le général ne peut pas vous répondre de la quantité, parce qu'ils ne sont pas à ses ordres immédiats comme les bateaux plats, lesquels sont d'excellents bateaux à rames dans l'usage de nous passer toutes les rivières.

Je vous embrasse, etc.

FOLIO 132 — DE M. LE COMTE DE GRASSE A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

A bord de la *Ville-de-Paris*, le 16 octobre 1781.

J'ai des excuses à vous faire, mon cher Général, de la lettre de ce matin, j'aime mieux pourtant avoir des excuses à vous demander que de vous voir dans vos torts. La faute est à moi et je ne balance pas à vous prier de me faire grâce, persuadé que vous me pardonnerez connaissant les motifs de ma faute. Je suis provençal et marin, voilà bien des titres pour être vif, je m'avoue coupable et j'espère en votre amitié.

Mille félicitations, je vous supplie, aux personnes qui ont montré le plus grand courage. Je voudrais être à même de les féliciter moi-même, mais mon compliment, passant par votre bouche, augmentera le prix de l'hommage qu'on doit à ceux qui se couvrent de gloire comme ces Messieurs.

Je suis désolé que les vents soient si constamment contraires pour remonter la rivière d'York. Au premier beau temps, *le Vaillant* et *l'Experiment* y monteront. C'est à vous et au général Washington de leur fournir, par les bateaux plats, les moyens de se garantir des flammes que l'on pourrait y envoyer. Si les moyens ne me manquaient pas, je les aurais fournis moi-même, mais ils me manquent et en toute espèce. Je ne pouvais pas prévoir que tout ce que l'on nous a donné du port de Brest fût mauvais et très mauvais.

Vous m'avez mis du baume dans le sang en me faisant entrevoir la fin du siège pour dans six jours. Comme je vous embrasserai si cela est! Je le désire plus que tout autre, non pas que je doute de la réussite, ni que je craigne que vous perdiez du temps, mais par tout ce dont on me berne les oreilles dans cette partie éloignée et isolée.

On me demande des officiers à échanger, tous ceux que j'ai, à l'exception des

marins sont au service de l'Amérique. Si vous, mon cher Général, et M. Washington n'y mettez aucun obstacle, je vous les remettrai tous avec plaisir, et vous en confirmerez l'échange de la manière dont vous le jugerez à propos. J'en ai écrit à M. de Chateaufort en répondant à une lettre de lui à ce sujet, et je lui mande que je suis à ses ordres et aux vôtres.

Jamais plus mauvaise expédition que celle de la *Prise*, elle est à une petite lieue de nous, et jamais elle n'a pu nous accoster. Le bâtiment ou le capitaine ne valent rien. Je prendrai seulement quelques farines qui sont à moi dedans, et je ferai remonter tout le reste par les bateaux ou petites goélettes que l'on expédiera à cet effet. Si les bâtiments montent dans la rivière de James, ils n'en sont plus.

Guérissez-vous donc, cher Général, faites mon remède, je suis sûr de lui, comme vous de Cornwallis.

Vous connaissez, mon cher Général, la sincérité des sentiments qui m'attachent à vous.

Folio 34. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR.

Au camp devant Yorktown, le 20 octobre 1781.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer le duc de Lauzun porter au Roi la nouvelle de la prise du comte Cornwallis et de son corps de troupes.

Le comte Guillaume des Deux Ponts portera le duplicata et le mémoire pour les grâces. Ce sont les deux officiers supérieurs qui ont eu les deux actions les plus distinguées, suivant que vous le verrez par le journal qui vous mettra au fait de tous les détails.

Ma fièvre s'est guérie moitié dans mon lit, moitié à la tranchée, mais je reclame toujours un congé dans ma poche, au cas que ma santé ne puisse pas soutenir l'air de ce pays.

J'espère que Sa Majesté recevra bien le duc de Lauzun. La nouvelle qu'il porte est, je crois, capitale dans les circonstances actuelles. Depuis les généraux jusqu'au dernier soldat, il n'y a eu qu'un ton de faire jour et nuit tout ce qui était dans la possibilité pour le service de Sa Majesté et chercher à plaire à un maître adoré dans cette petite armée.

P. S. Nous avons 8,000 prisonniers dont 7,000 de troupes régulières, 800 matelots et 24 pièces de canon, dont 75 de fonte.

FOUD 135. — *ARTICLES DE LA CAPITULATION FAITE ENTRE SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL WASHINGTON, COMMANDANT EN CHEF LES FORCES COMBINÉES DE L'AMÉRIQUE ET DE FRANCE, — SON EXCELLENCE LE COMTE DE ROCHAMBEAU, LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES DU ROI DE FRANCE, GRAND-CROIX DE L'ORDRE ROYAL ET MILITAIRE DE SAINT-LOUIS, COMMANDANT LES TROUPES AUXILIAIRES DE SA MAJESTÉ TRÈS CHRÉTIENNE EN AMÉRIQUE; SON EXCELLENCE LE COMTE DE GRASSE LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES NAVALES DE SA MAJESTÉ TRÈS CHRÉTIENNE, COMMANDEUR DE L'ORDRE DE SAINT-LOUIS, COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE NAVALE DE FRANCE DANS LA BAIE DE CHESAPEAKE, D'UNE PART,*

*ET LE TRÈS HONORABLE LE COMTE CORNWALLIS, LIEUTENANT GÉNÉRAL DES FORCES DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, COMMANDANT DES GARNISONS D'YORK ET DE GLOUCESTER; ET THOMAS SYMONDS, ÉCUYER, COMMANDANT LES FORCES NAVALES DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LA RIVIÈRE D'YORK, DE L'AUTRE PART*

## ARTICLE PREMIER

Les garnisons d'York et de Gloucester, y compris les officiers et matelots des vaisseaux de Sa Majesté Britannique ainsi que les autres marins, se rendront prisonniers de guerre aux forces combinées de l'Amérique et de la France. Les troupes de terre seront prisonnières des États Unis et toute la marine sera prisonnière de l'armée navale de Sa Majesté Très Chrétienne.

## ART 2

L'artillerie les armes, l'habillement le trésor militaire et les magasins publics de toute espèce que ce soit, seront remis sans aucune déprédation aux chefs des différents départements appointés pour les recevoir

## ARTICLE PREMIER

Accordé

## ART 2

Accordé



## ART 3

A midi, aujourd'hui, les deux redoutes sur le flanc gauche d'York seront délivrées, l'une à un détachement d'infanterie américaine l'autre à un détachement de grenadiers français. La garnison d'York marchera jusqu'à un endroit dont il sera convenu, en avant des portes, l'arme au bras, les drapeaux dans leurs etuis et les tambours battant une marche soit anglaise, soit allemande. Ils mettront bas leurs armes et retourneront à leur camp où ils resteront jusqu'à ce qu'on les fasse partir pour l'endroit de leur destination. Deux ouvrages de Gloucester seront délivrés à 1 heure à des détachements des troupes françaises et américaines envoyés pour s'en emparer. La garnison sortira à 3 heures après midi. La cavalerie aura l'épée nue les trompettes sonnantes, et l'infanterie défilera comme celle d'York. Ils retourneront à leur camp jusqu'à ce qu'ils aient entièrement évacué.

## ART 4

Les officiers garderont leurs épées. Les officiers et soldats conserveront leurs propriétés particulières de toute espèce. Aucune partie de leurs bagages ne pourra jamais être assujettie non plus que leurs papiers à être recherchée ni inspectée. Les bagages et papiers des officiers et soldats pris pendant le siège leur seront aussi conservés. Il est sous-entendu que la propriété des habitants de cet État qui

## ART 3

Accordé

## ART. 4.

Accordé

serait entre les mains de la garnison  
d'une manière visible peut être réclamée

## ART 5

Les soldats resteront en Virginie  
Maryland ou Pensylvanie et resteront  
par régiment autant qu'il sera possible  
Ils auront les mêmes rations qui sont  
accordées aux soldats au service de  
l'Amérique. Un officier supérieur de  
chaque nation anglaise, anspach et hes-  
soise, et d'autres officiers sur leur pa-  
role dans la proportion d'un par cin-  
quante hommes auront la liberté de  
résider auprès de leurs régiments, de les  
visiter souvent et d'être témoins de leur  
traitement. Ces officiers recevront et  
leur distribueront l'habillement et les  
autres choses nécessaires. On accordera  
des passeports pour cela, quand ils se-  
ront demandés

## ART 6

Le général tous les employés civils  
et les autres officiers qui ne seront point  
employés comme il est dit dans l'article  
ci-dessus, qui le désireraient, auront la  
permission d'aller, sur leur parole, en  
Angleterre, à New-York, ou à tout autre  
poste de l'Amérique maintenant à la  
possession des forces anglaises, à leur  
option. Le comte de Grasse leur don-  
nera les vaisseaux nécessaires pour les  
porter à New York dans dix jours à  
compter de la présente date s'il est pos-  
sible comme parlementaires, ils de-  
meureront dans un endroit dont on

## ART 5

Accorde.

## ART 6

Accorde.

conviendra jusqu'à ce qu'ils embarquent. Les officiers du département civil de l'armée et de la marine sont inclus dans cet article. On donnera des passeports pour aller par terre à ceux auxquels on ne pourra point fournir de vaisseaux.

## ART. 7

Les officiers auront la permission de garder des soldats auprès d'eux comme domestiques, selon ce qui se pratique ordinairement dans le service. Les domestiques qui ne sont pas soldats ne seront pas regardés comme prisonniers et pourront aller avec leurs maîtres.

Accordé.

## ART. 8

*La Bonnetta* sloop de guerre, sera équipée et commandée par son capitaine et son équipage et laissée entièrement à la disposition du lord Cornwallis du moment que la capitulation sera signée. Elle prendra à bord un aide de camp pour porter des dépêches au chevalier Henry Clinton. Les soldats qu'il jugera à propos d'envoyer à New York pourront partir sans être examinés quand ses dépêches seront prêtes. Sa Seigneurie s'engage, de son côté, que le vaisseau sera rendu aux ordres du comte de Grasse s'il échappe aux dangers de la mer, qu'il n'emportera aucun des effets publics qu'on tiendra de ceux de l'équipage ou des soldats passagers qui manqueront quand on le rendra.

## ART. 9

## ART. 8

Accordé.

## ART. 9

Les marchands conserveront leur propriété, auront l'espace de trois mois pour en disposer ou l'emporter, ils ne seront point considérés comme prisonniers de guerre.

## ART. 10.

Les natifs ou habitants des différentes parties de ce pays-ci, à présent dans York et Gloucester, ne seront point punis pour avoir joint l'armée anglaise.

## ART. 11

On fournira des hôpitaux pour les malades et blessés. Ils seront soignés par leurs propres chirurgiens sur leur parole, et on leur fournira des médicaments et des provisions des hôpitaux américains.

## ART. 12

On fournira des chariots pour porter le bagage des officiers restant avec les soldats et des chirurgiens quand ils seront en marche pour soigner ces blessés; cette dépense sera aux frais du public.

## ART. 13

Les vaisseaux et bateaux dans les deux ports, avec toutes leurs provisions, canons, agrès, etc., seront délivrés dans l'état où ils sont à un officier de la ma-

## ART. 9

Les marchands pourront disposer de leurs effets. L'armée alliée aura le droit de préemption. Les marchands seront considérés comme prisonniers sur leur parole.

## ART. 10

On ne peut consentir à cet article, il est entièrement du ressort civil.

## ART. 11

Les magasins des hôpitaux qui sont à présent dans York et Gloucester seront délivrés pour l'usage des blessés et malades anglais. On accordera des passe-ports pour leur procurer d'autres provisions de New-York selon que l'occasion l'exigera. On fournira des hôpitaux pour les malades et blessés des deux garnisons.

## ART. 12

On fournira des chariots, s'il est possible.

## ART. 13

Accorde.

ne qui sera appointé pour cela; on débarquera auparavant les propriétés des particuliers qui avaient été mises à bord pour leur sûreté pendant le siège.

## ART 14

On ne violera aucun article de la capitulation sous prétexte de représailles. S'il y a quelques expressions douteuses, elles seront interprétées selon la teneur et le sens ordinaire des mots.

## ART 15

Accordé.

Fait à York, en Virginie, le 19 octobre 1781.

Signé CORNWALLIS.

THOMAS SYMONDS.

Traduit littéralement d'après l'original resté entre les mains du général Washington

Folio 140. JOURNAL DES OPÉRATIONS DU CORPS FRANÇAIS  
DEPUIS LE 15 D'AÔÛT 1781.

Nous reçûmes le 15 d'août, par la frégate *la Concorde*, les réponses de M. le comte de Grasse, qui nous annonçait sa prochaine arrivée dans la baie de Chesapeake avec 3,000 hommes aux ordres de M. le marquis de Saint-Simon. Il fut, en conséquence, résolu de mettre le corps français en mouvement le 19, avec 2,000 Américains. Le reste de l'armée de Washington fut destiné à rester à la rive gauche de la rivière du Nord, aux ordres du général Heath, pour couvrir West-Point.

Afin de mieux masquer notre mouvement à M. Clinton et lui persuader que nous allions par la rive droite de la rivière donner la main à M. de Grasse pour forcer Sandy-Hook et nous emparer de Staten-Island je fis partir sur le champ M. de Villenazy, commissaire des guerres, pour aller établir une boulangerie à Chatham qui n'est qu'à 3 lieues de Staten-Island. Son travail fut couvert par un petit corps d'Américains jusqu'à l'arrivée de notre avant-garde. Je le mis dans le secret et lui dis que mon intention réelle était de nourrir l'armée avec cette boulangerie dans sa marche jusqu'à Philadelphie, mais qu'il fallait persuader à l'ennemi, par toutes ces démonstrations, que l'objet était d'attaquer le Hook et Staten-Island. Il s'acquitta

si bien de sa connaissance et du secret dont il était le seul dépositaire, qu'il fut permis canonner par les batteries de M. Clinton pour ramasser les briquebutes de navires détruits sur l'embouchure du Rariton dans le Hook. Cette manœuvre a empêché M. Clinton d'envoyer aucun secours au lord Cornwallis, et les dernières lettres que lord Cornwallis a reçues de lui demandaient des secours pour New York au moment où ce dernier était déjà investi dans la Virginie.

La rivière du Nord nous tint quatre jours pour y passer nos troupes, notre artillerie de campagne et nos équipages. Malgré cela, nous arrivâmes le 1<sup>er</sup> septembre à Trenton sur la Delaware, où la sœur-chère nous donna le hasard heureux d'un gât qui nous procura le passage le plus prompt de la rivière. Nous arrivâmes le 3 et le 4 à Philadelphie où les troupes françaises défilèrent dans le meilleur ordre et rendant au président du Congrès assemblé les honneurs prescrits par la Cour. Le Congrès témoigna toute sa reconnaissance des secours généreux du Roi, des grands efforts qu'il faisait en faveur de ses alliés, de la discipline inépuisable des troupes et du bon état où paraissait le corps français après une marche aussi fatigante.

La 1<sup>re</sup> brigade était commandée par M. le baron de Vioménil, et la 2<sup>e</sup> par M. son frère, et cette discipline s'est soutenue sans interruption par leurs soins, ceux de M. le chevalier de Chastellax, major général, et de tous MM. les officiers supérieurs, au point de n'avoir pas occasionné une seule plainte dans une marche de 160 lieues.

Nous fîmes le 6 septembre à la Tête de l'Elk, sur la baie de Chesapeake, où nous trouvâmes les lettres de M. le comte de Grasse qui nous faisait part de son arrivée dans la baie, le 28 août, du débarquement des troupes de M. du Saint-Simon pour joindre à Jonestown le corps de M. de la Fayette. L'officier porteur de ces dépêches était arrivé depuis une heure, et c'est peut-être le hasard le plus extraordinaire qu'une expédition combinée des flots sous le Vent et du nord de l'Amérique se soit trouvée au rendez-vous de la baie, dans le sud de l'Amérique, à une heure de différence. Le peu de transports que l'on avait pu rassembler dans la baie, où les Anglais depuis six mois avaient tout détruit, ne nous permit que d'embarquer les grenadiers et chasseurs des deux armées l'infanterie de Laman, aux ordres de M. le comte de Castane, du duc de Laman, du comte des Deux-Portes, du vicomte de Nouilles et du vicomte de Rochambeau, qui ne purent mettre à la voile que le 11. Le baron de Vioménil continua à marcher par terre avec l'armée jusqu'à Baitimore et Annapolis.

Le 8, le général Washington et moi et le chevalier de Chastellax prîmes les devants à marches forcées de 60 milles par jour. Nous arrivâmes le 14 à Wittemberg, où nous trouvâmes le marquis de la Fayette réuni à M. du Saint-Simon,

qui y avaient pris une excellente position pour nous attendre. Le lord Cornwallis était occupé à se retrancher à York et Gloucester barrant la rivière d'York par ses vaisseaux ancrés et quelques-uns coulés bas dans le chenal. On estimait nos effectifs de troupes, tant régulières que miliciens de ses vaisseaux disparus, environ à 5,000 à 6,000 hommes.

Après toutes les nouvelles les plus inquiétantes que nous avons reçues le long de la route sur l'apparition de la flotte ennemie la sortie de celle de M. de Grasse au combat donné dans la journée du 5, deux frégates anglaises qui avaient paru dans la baie nous avertirent enfin dans la nuit du 14 au 15 par une lettre de M. le comte de Grasse, le rapport circonstancié des faits suivants. L'amiral Hood avait rejoint le 28 août l'escadre de Graves devant New York, elles avaient fait voile toutes deux, le 31, vers la baie de Chesapeake, au moment où notre mouvement par terre sur Philadelphie avait été démasqué. L'escadre anglaise, forte de vingt vaisseaux, arriva le 5 au cap Charles, comptant y trouver M. le comte de Grasse. Celui-ci, ayant encore 1,500 hommes dans toutes ses chaloupes qui avaient été débarquer les troupes de M. de Saint-Simon et n'étant point encore de retour ne put alors pas à couper ses câbles et à aller combattre l'ennemi avec vingt-quatre vaisseaux, laissant le reste à bloquer Cornwallis dans les rivières d'York et de James. Ceux-ci s'éleva au vent l'avant-garde de M. le comte de Grasse, aux ordres de M. de Bougainville, atteignit l'arrière-garde anglaise qui fut très maltraitée. M. de Grasse ayant pu revenir quelque temps entra le 11 dans la baie, où il trouva l'escadre de M. de Barras qui, étant partie le 25 août de Newport avec dix transports portant notre artillerie de siège, était entrée le 10 dans la baie à bon port. Les deux frégates anglaises se trouvèrent entre les deux escadres et furent prises. On détacha tout de suite les dix transports de M. de Barras, les frégates et les prises de M. de Grasse pour aller prendre nos troupes à Annapolis, sous les ordres de M. de la Villegaignon, commandant le *Romulus*, qui avec le baron de Vioménil, mit une telle activité qu'il arriva le 25 au creek de Williamsburg, où l'on débarqua l'armée le 26 et le 27.

Le 28, l'armée alliée partit de Williamsburg à la pointe du jour se porta sur Yorktown, et le corps français, composé de 7,000 hommes, commença fluvieusement depuis le haut de la rivière d'York jusqu'au marais près la maison du colonel Nelson en profitant des haies, des rideaux et des creux de manière à rompre l'ennemi jusqu'à portée du pistolet de ses ouvrages. Les trois brigades françaises se partagèrent le terrain et se campèrent à l'abri du canon de l'ennemi. M. le baron de Vioménil commandant les grenadiers et chasseurs de l'armée à l'avant-garde, et notre escadron se fit un plus près sans la perte d'un seul homme. Ce même jour se

corps américain fut obligé de s'arrêter sur le terrain ci-dessus, dont tous les ponts étaient rompus, et d'employer le reste de la journée et la nuit pour les reconstruire. Le 29, l'armée américaine passa le marais, y appuya sa gauche et sa droite au bas de la rivière d'York, et l'investissement de Yorktown se trouva complet et serré d'aussi près qu'il était possible.

L'infanterie de Laumun étant débarquée le 23, marcha aux ordres du duc de Laumun pour rejoindre sa cavalerie, qui avait été dirigée par terre dans le comté de Gloucester, aux ordres du brigadier général Woodes, qui y commandait un corps de milices de 1,200 Américains. Toute la légion y a été réunie le 28, jour de l'investissement de Yorktown.

La nuit du 29 au 30 l'ennemi, craignant d'être insulté dans la position un peu étendue qu'il avait fortifiée, prit le parti de nous abandonner tous ses ouvrages extérieurs et de se réunir au corps de sa place. Nous passâmes la journée du 30 à nous loger dans ses ouvrages abandonnés, qui nous mettaient à portée de resserrer l'ennemi dans un cercle bien moins étendu, et nous donnaient les plus grands avantages.

Le même jour, les transports portant l'artillerie de siège ont descendu jusqu'à Treebitt's-Landing, à 7 milles d'ici, où nous allons nous occuper des moyens de la faire débarquer. Nos équipages ne devant arriver que le 5 par terre, le pays étant coupé de rivières, nous n'avons pu rassembler que trente chariots qui font le service de nos rivières, et 180 chevaux d'artillerie qui sont des moyens bien courts en attendant l'arrivée de nos équipages.

Je ne dois pas omettre que pendant que nos troupes venaient sur la baie nous trouvâmes le temps le général Washington et moi d'aller de Williamsburg à bord de la *Ville-de-Paris* concerter nos opérations. Le comte de Grasse ajouta aux précédés dont nous étions déjà occupés depuis son arrivée dans ce pays-ci avec tous les moyens que nous lui avions demandés celui de concerter en deux heures de temps tout ce qui pouvait tendre à faciliter nos opérations dans les détails, de sorte que l'on peut dire que tout est arrivé à point et à propos, et que, s'il y a une opération qui présente de grandes probabilités, c'est celle dont nous avons le bonheur d'être chargés dans ce moment-ci.

Le 29, j'envoyai M. de Chouy à M. le comte de Grasse lui proposer de lui donner le commandement d'un détachement de ses troupes de garnison, pour aller renforcer le duc de Laumun dans le comté de Gloucester, M. le comte de Grasse remit 800 hommes à M. de Chouy, qui rejoignit le duc de Laumun le 1<sup>er</sup> octobre. Le 3 du même mois, M. de Chouy marcha en avant pour resserrer Gloucester et prendre sur position à 3 milles de cette place. Le corps de M. de Chouy était com-



posés de la légion de Lannou, de son infanterie tirée des vaisseaux, et de 1,200 hommes de milices aux ordres du brigadier général Woeden. Tarleton se trouva avec 600 hommes sur cette position, dont 400 chevaux et 200 hommes d'infanterie. Le duc de Lannou l'attaqua si vigoureusement, nonobstant le feu de son infanterie, qu'il le culbute, blessa M. Tarleton et força ce détachement à rentrer dans Gloucester avec perte de 50 hommes. M. de Billy-Dillon et M. Dutestre, capitaines au second, y ont été blessés. MM. Robert Dalton, de Sheldon, Belfroi et Monthurel s'y sont distingués. Il y a eu 3 blessés tués et 11 de blessés. M. de Choisy a pris une position à 3 milles de la place et ses postes avancés n'en sont qu'à 1 mille.

À la même époque, le comte de Vioménil fit attaquer par 100 volontaires aux ordres du baron de Saint-Simon, et deux compagnies de grenadiers et chasseurs d'Agénou, tous les paquets que l'ennemi avait dans le bon ou deçà de la redoute de droite. Il les repoussa sur la redoute; 1 officier d'Agénou fut blessé et 6 ou 7 volontaires de la troupe aux ordres du baron de Saint-Simon.

La tranchée a été ouverte dans les deux attaques au-dessous et au-dessus de la rivière d'York, à environ 600 à 700 toises de développement, et quatre redoutes qui appuient la droite, la gauche et le centre. L'ennemi a porté toute son attention à la petite attaque de gauche, ce qui a garanti celle de droite, qui n'a perdu personne et qui, au jour, s'est trouvée à l'abri. Les régiments de Bourbonnais et Souverain y montent la tranchée, aux ordres du baron de Vioménil. Les Américains y fournissent trois bataillons. L'attaque de gauche au-dessous de la rivière, soutenue par le régiment de Tournai, a un peu plus souffert: 1 officier de bombardiers et 6 ou 7 grenadiers de Tournai ont été blessés. On y travaille à deux batteries pour prolonger les ouvrages de l'ennemi et battre leurs vaisseaux.

La tranchée a été relevée, la nuit du 7 au 8, par les régiments d'Agénou et de Saintonge, aux ordres de M. le chevalier de Chateaux. On y a perfectionné les travaux de la nuit précédente et commencé l'établissement des batteries, on y a perdu 4 hommes, tués ou blessés.

La tranchée a été relevée la nuit du 8 au 9, par les régiments de Calvados et de Royal Deux-Ponts, aux ordres de M. le marquis de Saint-Simon et de M. de Gastine, brigadier qui avait déjà monté la première tranchée. Comme il est seul brigadier, il monte la tranchée de deux jours l'un. On a fort avancé toutes les batteries et fait un boyau de communication derrière la gauche de la parallèle, afin d'avoir plusieurs débouchés. Il y a eu 5 hommes tués de coups de canon.

La tranchée a été relevée, la nuit du 9 au 10, par les régiments de Bourbonnais et de Souverain, aux ordres du comte de Vioménil. On y a perfectionné les batteries dont la plus grande partie a été faite la nuit à la pointe du jour, ainsi que la

batteries de l'attaque de Tournai. Quarante bouches à feu, y compris celles des Américains, ont bientôt fait taire celles des canons. On a eu 3 hommes blessés.

La tranchée a été relevée, la nuit du 10 au 11, par les régiments d'Agénais et Saintonge, aux ordres du baron de Vioménil et de M. le comte de Custine. On a continué un feu très vif de toutes nos batteries tant de l'attaque de la droite que de celle de la gauche. On a mis le feu au Charva et à trois autres transports de l'ennemi et dirigé beaucoup de bombes de 12 pouces du côté de leurs magasins, sur le penchant de la côte sur la rivière. L'ennemi n'a répondu que de pièces volantes, pendant la nuit, qui ont blessé 2 hommes.

La tranchée a été relevée, la nuit du 11 au 12, par les régiments de Gâtinais et de Royal-Deux-Ponts, aux ordres du chevalier de Chateaux. On y a ouvert la seconde parallèle à 170 toises du corps de la place, avec la perte de 4 hommes, tués ou blessés.

La tranchée a été relevée, la nuit du 12 au 13, par les régiments de Bourbonnais et de Souverain aux ordres de M. le marquis de Saint-Simon. On y a perfectionné la seconde parallèle avec trois redoutes et commencé l'emplacement des batteries. L'ennemi a fait beaucoup de feu de petites bombes, de grenades et de canon, qui ont tué ou blessé 14 hommes.

La tranchée a été relevée par les régiments d'Agénais et Saintonge, aux ordres du comte de Vioménil, la nuit du 13 au 14. On y avança prodigieusement toutes les batteries de la seconde parallèle et les redoutes qui les défendent. L'ennemi redoubla son feu, et la perte fut de 30 hommes tués ou blessés cette nuit.

La nuit du 14 au 15, la tranchée fut relevée par les régiments de Gâtinais et de Royal-Deux-Ponts aux ordres du baron de Vioménil. On y joignit quatre compagnies de grenadiers auxiliaires et nous résolûmes de faire attaquer, à l'entrée de la nuit, les deux redoutes détachées de la gauche de l'ennemi. M. le marquis de la Fayette fut chargé de celle de notre droite avec les Américains, et le baron de Vioménil de celle de la gauche avec les Français. 400 grenadiers débouchèrent à la tête de cette attaque, aux ordres du comte Guillaume des Deux-Ponts et de M. de l'Étrade lieutenant-colonel du régiment de Gâtinais. L'attaque était soutenue par le régiment de Gâtinais. MM. de Vioménil et de la Fayette firent une disposition si vigoureuse et si nerveuse qu'ils emportèrent les deux redoutes à la main, tuèrent, blessèrent ou prirent la plus grande partie de ceux qui les gardaient. Il y eut 68 prisonniers, dont 1 major et 11 officiers, et le logement s'est fait en joignant nos redoutes par des communications à la droite de notre deuxième parallèle. On va travailler à y établir les batteries des Américains qui, conjointement avec les nôtres, vont former le fort Cornwallis et battre à ricochet toute sa place d'une manière qui lui sera très

fâcheuse. Les troupes ont marqué la vigueur la plus brillante. Le comte Guillaume des Deux-Ponts a été légèrement blessé d'un coup de canon qui lui a couvert le visage et les yeux de petites pierres, mais sans aucun danger. Le chevalier de Lamotte, à qui M. de Bévile, maréchal général des logis, avait permis d'aller à cette attaque, y a été blessé de deux coups de feu dans les deux genoux, assez considérables. M. de Sircuil, espagnol de chasseurs de Gâtinais, et 2 autres officiers de ce régiment y ont été blessés. C'est par là troisième fois que M. de Surault, fort jeune encore, a reçu des blessures dans différentes occasions : celle-ci est malheureusement très grave. Nous avons eu un honnête tué ou blessé. Les troupes se louent de la bonne disposition du baron de Vioménil et lui, infiniment du courage et de la valeur des troupes. J'ai cru devoir accorder au nom du Roi, aux quatre compagnies de grenadiers et chasseurs de Gâtinais et de Royal-Deux-Ponts deux jours de paye de gratification, indépendamment d'une récompense plus considérable pour les porte-haches et autres qui leur ont frayé le chemin dans les abatis et dans les palissades.

La nuit du 15 au 16, la tranchée fut relevée par les régiments de Bourbonnais et Saisonnais aux ordres du chevalier de Chateilux. Le premier releva douze heures à l'avance pour assurer l'attaque et fut relevé par Agénois à l'entrée de la nuit. L'ennemi fit une sortie de 600 hommes de sa meilleure infanterie, il trouva de la résistance à toutes les redoutes et se jeta sur une batterie dans la seconde parallèle, dont quatre pièces venaient d'arriver et n'étaient pas encore en batterie. Le chevalier de Chateilux fit marcher les paquets d'Agénois de droite et de gauche et sa réserve sur cette sortie. On en tua et blessa plusieurs, on fit 6 prisonniers et la suite s'enfuit. Les quatre pièces incluses ont tiré six heures après. Il y a eu 39 hommes tués ou blessés dans cette nuit.

La nuit du 16 au 17, la tranchée fut relevée par le régiment d'Agénois, qui releva douze heures d'avance et le régiment de Saintonge aux ordres de M. le marquis de Saint-Simon. Toutes les batteries de la seconde parallèle tirant ce matin à la demi-portée de fusil. M. le marquis de Saint-Simon a été blessé d'une grappe de canon qui lui brisa sa botte et lui fit une forte contusion à la cheville du pied, ce qui ne l'a pas empêché d'achever son service. Il y a eu 6 ou 7 hommes tués ou blessés.

Dans la journée du 17, la tranchée fut relevée par les régiments de Bourbonnais et de Royal-Deux-Ponts, aux ordres du comte de Vioménil. L'ennemi commença à parlementer. La capitulation a été signée le 19 au matin, par laquelle le lord Cornwallis et tout son corps d'armées sont prisonniers de guerre. Les Américains et Français ont pris possession des deux redoutes à midi. La garnison a défilé à 2 heures.

tambour battant, portant ses armes, qu'elle a remises en faisceaux, avec une vingtaine de drapeaux. Il en a été de même à Gloucester. Les compagnies de grenadiers de Bourbonnais et américaines sont dans les redoutes, et les troupes ennemies évacueront demain pour être conduites dans l'intérieur du pays. Le vicomte de Noailles et le colonel Laurens ont dressé les articles de la capitulation, conjointement avec deux officiers supérieurs du lord Cornwallis.

Il y a eu 8.000 prisonniers, dont 7.000 de troupes régulières et environ 1,000 matelots, 214 pièces de canon, dont 75 de fonte.

Folio 49 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. D'ARANDA ET À M. DE MONTMORIN,  
AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE

Au camp devant York le 24 octobre 1781

Monsieur

Je manquerais à la reconnaissance si je n'avais pas l'honneur de vous marquer toute celle dont je suis pénétré pour les secours que j'ai reçus des Espagnols dans cette expédition. M. le gouverneur de Saint-Domingue a eu l'honnêteté de me prêter pour jusqu'à la fin de ce mois les troupes de M. de Saint-Simon, qui étaient à ses ordres. M. de Solano et les habitants de la Havane ont remis en vingt-quatre heures à M. de Grasse 1,200,000 livres qui m'étaient de la première nécessité mon trésor étant arrivé à Boston, d'où le transport par terre n'a pas encore permis qu'il m'ait rejoint. Je vous supplie Monsieur de vouloir bien mettre aux pieds de Sa Majesté Catholique l'hommage de toute ma reconnaissance et de vouloir bien solliciter qu'elle ait la bonté d'en marquer sa satisfaction à M. de Solano, à M. le gouverneur de Saint-Domingue et aux habitants de la Havane.

Folio 150 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE.

Au camp devant York le 26 octobre 1781

Je vous demande pardon mon cher Chevalier de vous avoir trompé dans ma première relation. Je nous ai mis au rabais. Nous avons plus de 8000 prisonniers, dont plus de 7,000 de troupes régulières, 800 matelots 214 pièces de canon dont 75 de fonte, et 22 drapeaux. Nous sommes dans l'embarras de toutes ces richesses pour les évacuer dans l'intérieur.

Rien ne pu déterminer le comte de Grasse à nous mener à Charlestown que nous aurions certainement pris avant la fin de novembre. Il nous a dit que les ordres

de la Cour le maîtrisaient et qu'il avait un traité signé avec les Espagnols pour être rendu avant le 1<sup>er</sup> de novembre à un rendez-vous donné.

Je vous embrasse, etc.

P. S. — Il faut croire après tout ce qu'il a fait, qu'il lui est impossible de pousser la pointe plus loin, car nous avons beau jeu.

Folio 150. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Je ne suis plus inquiet, mon cher Général, sur le sort de mes malades, d'après l'assurance que vous voulez bien me donner que vous les recommanderez à Wilhamsburg. L'éloignement de cette ville, joint aux difficultés et au peu de moyens que j'ai de les y envoyer, m'aurait fait désirer que l'établissement fût plus à portée de nous, mais, puisque vous me faites l'honneur de me dire qu'ils seront mieux là que partout ailleurs, je vais m'occuper de leur embarquement. Si vous pouviez, mon cher Comte, me procurer quelques petits bâtiments pour les transporter, ce serait une nouvelle obligation que je vous aurais.

Les bâtiments que je compte vous laisser sont le *Romulus*, l'*Hermione*, la *Diligente* et la *Résolue*. Quant aux transports que vous me demandez, s'il ne s'en trouve point dans la rivière d'York je ne vois aucun moyen de vous en procurer, mais vous pourriez faire désarmer pour un moment une de vos frégates, et vous vous trouveriez, par ce moyen, à même de remplir votre objet. La frégate la *Diligente* serai-je crois, la plus propre à cette opération.

Je désire autant que vous, mon cher Général, que l'armée anglaise vienne me présenter une nouvelle occasion de travailler pour l'honneur du pavillon, mais je vous avoue que je crois nos ennemis trop prudents pour s'exposer à recevoir une nouvelle leçon. Au reste, s'ils viennent, nous tâcherons de la leur donner bonne.

Je pense mon cher Général qu'il serait prudent de renvoyer en Europe tous les marins anglais, pour la raison que, en les leur renvoyant cela leur donnerait l'avantage d'avoir des équipages complets tandis que les nôtres ne le sont pas à plus d'un tiers près.

Adieu, mon cher Comte. Je vous renouvelle l'assurance de toute mon amitié.

Folio 151. — DE M. LE COMTE DE GRASSE À M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Du 10 octobre 1781

J'ai l'honneur de vous adresser mon cher Général, un paquet pour le chevalier

de la Luxerne. Je vous prie de la lui faire passer par la voie la plus sûre, parce qu'il contient les signaux de l'armée ennemie.

Adieu mon cher Comte, je n'ai rien de nouveau à vous marquer. Souvenez-vous quelquefois de moi lorsque je vous être éloigné, et soyez persuadé que je ne vous oublierai jamais. Je vous embrasse cher Général, et de tout mon cœur.

Folio 151. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M. LE COMTE DE GRASSE.

Au camp devant Yorktown le 28 octobre 1781.

J'arrive du port, mon cher Général, et j'y ai trouvé M. de Montguon, qui y est resté absolument seul. Toutes vos troupes sont parties, et il ne reste pas un canot ni un matelot français. Nous avons cependant sur les bras 240 officiers à envoyer à New York suivant la capitulation, 800 matelots à envoyer en Europe, suivant vos intentions, 1 500 malades prisonniers à faire remonter dans le haut de la baie de Chesapeake, 214 pièces de canon anglaises à évacuer et faire remonter dans l'intérieur du pays, toute l'artillerie de siège américaine et française à y faire remonter également, et toutes les troupes du général Washington qui doivent y retourner pour prendre leurs quartiers sur la rivière du Nord. Vous devez vous soucier, mon cher Amiral, de l'engorgement où cela nous met. Envoyez-nous donc, je vous prie le plus tôt possible, le *Romulus*, l'*Harmonie*, la *Diligente*, une autre frégate, si vous pouvez, à la place de la *Résolue* qui, étant à Boston, ne peut nous rejoindre de sitôt, et tous les transports que vous pouvez épargner. Le général Washington désirerait bien, mon cher Amiral, que vous pussiez nous donner quelques jours à nous couvrir, jusqu'à ce qu'une partie de ces grands mouvements-là soit commencée. Vous sentez de quelle conséquence il serait si, après votre départ, l'ennemi venait nous bloquer et qu'il nous trouvât dans un pareil inconvénient. Il réclame aussi les bateaux plats qu'il a remis entre les mains de M. de Grandchain, dont il n'y a plus qu'une demi-douzaine ici dans le port. Donnez-nous encore quelques jours, mon cher Amiral, et surtout des moyens pour remplir les objets ci-dessus mentionnés, nous vous souhaiterons ensuite un bon voyage et la continuation des succès que vos talents et votre activité méritent.

Je vous embrasse, etc.

Folio 152. — DE M. LE COMTE DE GRASSE A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU.

Du 29 octobre 1781.

L'arrivée du *Romulus* en rivière vous prouve, mon cher Général, que je m'occupe

entièrement de vous et de vos opérations. Je vais faire rentrer le *Deligente*, si elle ne l'est pas déjà, ainsi que tous les bâtimens qui nous sont mutiles, dans le nombre desquels vous en trouverez de très propres au transport de votre artillerie, sauf après leur mission, de les faire vendre au profit des équipages de l'armée.

Avec quelques dollars on pourriez-vous pas aussi vous servir du *Sandwich* et du *Loyalité* qu'un particulier et les États de Virginie ont achetés? Ces bâtimens trouveront plus de facilité à avoir des conducteurs que ceux portant pavillon français, par la disette où nous sommes d'équipages, seule raison qui m'ait forcé à les vendre. Vous avez aussi le *Commerce* et le *Prudence-Charlotte*, qui sont vendus aux mêmes particuliers et aux mêmes États de Virginie. Je vous, par l'énimération des bâtimens à flot et ceux que je vous de vous nommer, j'en ai encore les deux bricks soi-disant parlementaires, je vous, dis-je, que vous avez plus de bâtimens qu'il ne vous en faut pour remplir tout le service. Il ne manque à tous ces bâtimens que des bras et des têtes pour les conduire. Quelque bonne volonté que j'aie, il m'est impossible d'en fournir, mais le *Remulus*, quoiqu'il soit mal armé lui-même, peut y mettre des gens pour les conduire, ou bien les faire commander par les pilotes des rivières et les armer d'Américains, principalement ceux qui ne sont point destinés pour sortir de la Chesapeake.

Il n'est pas possible dans ce moment-ci, de faire rentrer l'*Hermione* elle est à l'observation sur l'escadre anglaise et je n'ai point de frégate en état de la remplacer dans cette mission essentielle. Pour ce qui regarde le *Résolu*, il me semblerait impossible de vous la remplacer ici par une autre. Il ne me restera dans mon escadre que trois frégates et ce n'est pas assez pour une armée aussi nombreuse et aussi considérable.

Si les ennemis prennent leur parti et s'en retournent, comme j'ai lieu de le pressumer, je vous donnerai avec plaisir quelques jours de séjour dans cette base, mais ce séjour ne peut être long. De façon ou d'autre il faudra que je vous quitte, muni de la crainte de partir sans que vous soyez tout entièrement satisfait. Soyez bien persuadé qu'il n'y a que l'impossible qui m'empêche de vous satisfaire, tant que je le désirerai, pour ne rien laisser derrière moi qui puisse me faire tort dans votre esprit, étant flaccé plus qu'on ne peut l'être d'avoir fait une connaissance particulière avec vous, et de mériter votre estime et votre amitié.

P. S. — Vous auriez pitié de moi, mon cher Général, si vous voyiez dans quel état je suis. Je ne puis ni parler ni écrire. Mon mal empire tous les jours et j'ignore quel en sera le terme. Plus je vais, plus je suis convaincu qu'un homme de mon âge ne n'est plus bon à conduire une machine comme celle-ci.

Folio 154. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GOUVERNEUR NELSON

Au camp devant York, le 6 novembre 1781

[Il s'agit de dispositions demandées au gouverneur de la Virginie relativement au logement, à l'approvisionnement et à la distribution des troupes.]

Folio 155. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE CHEVALIER DE LA LUZERNE

De Williamsburg le 16 novembre 1781

[Le général envoie au plénipotentiaire diverses indications sans importance générale. La lettre commence comme il suit.]

J'ai reçu mon cher Chevalier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 de ce mois, et la résolution du Congrès qui y était jointe, qui est infiniment honnête.

[Elle se termine par ce post-scriptum.]

P. S. — Nous sommes dans les limbes ici, et n'avons nouvelle d'aucun endroit de la terre. Les deux seuls vaisseaux qui nous soient arrivés nous viennent de Providence.

Folio 56. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. DE L'ANGLE,  
COMMANDANT LA FRÉGATE *LA RESOLUE*

De Williamsburg le 8 novembre 78

[Il s'agit de commissions intéressant l'armée, qui ont été confiées à ce commandant lors de son départ de Boston pour la baie de Chesapeake.]

Folio 57. AU CONSEIL ASSEMBLÉ DE WILLIAMSBURG.

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir les assurances de la reconnaissance de MM. du Conseil de la ville de Williamsburg pour les secours effectifs que le Roi mon maître leur a donnés par ses armées de terre et de mer en coopérant avec ses fidèles allies sous les ordres du général Washington à la réduction de l'armée ennemie qui desolait depuis si longtemps cette malheureuse contrée. Les ordres du Roi concourent également à la poursuite de nos ennemis communs et à la protection qu'il doit à ses allies. C'est en suivant ses intentions que le corps de troupes



à mes ordres reste dans ce pays pour le préserver de nouvelles invasions et le soulager de la garde dispendieuse pour cet État qui a occasionnée depuis le commencement de la guerre l'entretien permanent d'un nombreux corps de milices. La raison militaire m'a déterminé, de concert et avec l'approbation de S. Exc. le général Washington et S. Exc. le gouverneur Nelson, à y établir les quartiers que nous y occupons. J'ai attendu patiemment, depuis la reddition du lord Cornwallis jusqu'à ce jour que le logement fut arrange par MM. les officiers de la ville de Williamsburg, l'absence de la plupart d'entre eux pendant ces troubles, l'arrivée de la mauvaise saison, la nécessité des subsistances, enfin les maladies m'ont déterminé à y envoyer un barack-master-general breveté par le général Washington et autorisé spécialement par les ordres du gouverneur Nelson, pour y faire le logement des malades et des troupes de la manière qui serait le moins à charge aux habitants avec l'ordre de réparer aux frais du Roi toutes les maisons qui pourraient être promptement rétablies pour y loger le soldat. C'est ce qui a été exécuté, et je vois avec grande satisfaction que les griefs dont les particuliers se sont plaints se réduisent à deux mauvaises baraques qu'on a accepté de cénoler pour réparer les maisons susceptibles de loger la troupe. Le particulier à qui elles appartiennent m'en a parlé et s'en est retourné fort satisfait de la promesse que je lui ai faite que ses matériaux seraient estimés et payés. La discipline extrême que le corps français a gardée pendant son séjour en Amérique, où il a traversé 750 milles de pays, et les marques de satisfaction qu'il en a reçues du Congrès et de tous les États où il a passé sont de sûrs garants à MM. du Conseil de la ville de Williamsburg de la tranquillité de la sagesse et du bon ordre qu'on observera dans leur ville en vivant avec eux comme de bons frères et de fidèles alliés.

Folio 158. DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU GOUVERNEUR NELSON.

De Williamsburg, le 21 novembre 1781.

Lettre de même nature que celle du folio 154. Elle se termine par le post-scriptum suivant.

P. S. J'ai reçu une adresse du Conseil de Williamsburg dans laquelle j'ai cru percevoir quelques inquiétudes sur le logement des troupes françaises. Je leur ai fait la réponse ci-jointe que je confie à Votre Excellence de laquelle ils m'ont paru très contents, et le logement s'est fait avec beaucoup d'ordre et de tranquillité.

Julie 189. — DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉBASTI

De Williamsburg le 23 novembre 1781

Monsieur,

J'envoie cette lettre à Philadelphie, au hasard qu'il se trouve un bâtiment qui parte pour France parce que dans l'état où les Anglais ont laissé la baie de Chesapeake, la commerce ne s'y remontera pas encore de quelques mois.

Depuis le départ de la *Saratoga*, l'escadre anglaise forte de vingt-sept vaisseaux, dont trois de 50, a paru le 17 octobre au cap Henry, après s'être assurée, pendant deux fois vingt-quatre heures de la réalité de la réduction de Cornwallis et de l'inutilité du secours qu'elle disait lui apporter, elle a fait voile vers le sud, au nombre de quarante-quatre voiles. Nous supposons que c'est pour corriger M. Clinton à Charlestown avec un corps de troupes que les uns disent de 5,000 hommes et les autres de 4,000 hommes.

La flotte de M. de Grasse est sortie le 4 novembre pour retourner aux Antilles, sauf le détachement des vaisseaux et du régiment de Gâtinais qu'il doit vous avoir mandé devoir renvoyer à Saint-Domingue. Il m'a laissé en une petite escadre très légère, dont le *Rossini* est le plus gros vaisseau aux ordres de M. de la Villebrune, mais à la vérité, cette escadre ne me gênera point dans les mouvements que les circonstances pourraient exiger, puisque je pourrais lui faire remonter la rivière jusqu'au point où je ne crois pas que l'ennemi puisse venir l'insulter. J'ai mis les troupes dans les quartiers de Hampton, York, Gloucester et Williamsburg, entre les rivières de James et d'York, où je crois qu'elles passeront un hiver tranquille que leur campagne laborieuse leur a bien mérité.

Le général Washington a marché vers la rivière du Nord avec les 2,000 hommes qu'il avait amenés. Il a envoyé les 2,000 continentaux qui étaient avec M. de la Fayette rejoindre le général Greene au Sud, et les malades ont retourné avec plaisir dans leurs foyers.

Je tiens à entretenir autant que la saison et l'ennemi le permettraient une armée entre les deux caps, parce qu'il me paraît essentiel que tout ce qui me sera adressé de France le soit ici directement sans escorte suffisante, sans passer à Boston, d'où je ne peux le retirer que par une marche par terre de 300 lieues, qui est excessivement fatigante et dispendieuse dans un pays où la journée d'un cheval et d'un bœuf se paye un écu par tête, et autant pour le voiturier sans compter la nourriture.

Les opérations qui peuvent se présenter dans la campagne prochaine ne peuvent

rouler que sur deux points qui exigent tous les deux de grands moyens. New York et Charlestown avec une grande supériorité maritime, il faut des troupes et de l'argent. Je ne peux trop avoir l'honneur de vous répéter, Monsieur, que le défaut de population dans ce pays-ci le prix excessif auquel sont montés les engagements, ne peut pas permettre à l'Amérique d'augmenter son armée, et que c'est beaucoup si avec les secours d'argent que la Roi lui donne elle parvient à l'entretenir sur le très petit pied où nous l'avons vue cette année. On ne peut donc espérer de rien faire dans ce pays-ci sans doubler au moins le corps français soit par des secours partant directement de France soit en les faisant venir directement de nos îles, en même temps que la supériorité maritime. Ce dernier parti devrait être préféré en observant le plus grand secret. Ce qui s'est passé cette année est un coup où la fortune nous a bien aidés, et si il était arrivé un malheur à une de nos pièces de rapport qui se sont trouvées réunies si à point, nous aurions été fort embarrassés, mais nous n'avions rien de mieux à faire que de le tenter et quoique cela nous ait réussi par la confiance excessive de l'ennemi, j'espère que l'on voudra bien nous mettre à portée d'agir d'une manière plus sûre.

Folio 160. Du PRÉSIDENT DU CONGRÈS A M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU

Monsieur,

Vous concevez plus aisément que je ne puis vous l'exprimer tout le plaisir que je ressens en obéissant aux ordres du Congrès, contenus dans un acte passé le 29 de ce mois, dont j'envoie une copie ci-incluse à Votre Excellence.

En réfléchissant aux obligations nombreuses que mon pays a à S. M. T. C. je ne puis qu'être vivement affecté des sentiments de la reconnaissance, ces sentiments saugmentent à la vue d'une brave armée qui est venue de 1 000 lieues à notre assistance immédiate, sous les ordres d'un grand général rempli d'expérience qui avec une courtoisie, un zèle, un jugement et une fermeté qui lui sont particuliers a seconde si heureusement et accéléré les mouvements de l'armée alliée pour la réduction de l'armée anglaise à York, commandée par le général le comte de Cornwallis, et les a obligés à se rendre prisonniers de guerre.

Vous, Monsieur, vous êtes ce général, c'est à vous que j'ai le bonheur de présenter dans ce moment-ci les remerciements des États-Unis assemblés en Congrès, pour les services éminents que vous avez rendus dans cette occasion importante.

A

Folio 16. — RÉSOLVÉ DU CONGRÈS

A M LE COMTE DE ROCHAMBEAU PAR LES ÉTATS-UNIS ASSEMBLÉS EN CONGRÈS.

Résolu que les remerciements des États Unis assemblés en Congrès soient présentés à S. Exc. le comte de Rochambeau pour la cordialité, le zèle, le jugement et la fortitude avec lesquels il a secondé et accéléré les mouvements de l'armée alliée contre la garnison anglaise à York.

Résolu que deux pièces de campagne prises sur l'armée anglaise à la capitulation d'York soient présentées par le commandant en chef de l'armée américaine au comte de Rochambeau et qu'il soit gravé dessus une inscription portant que le Congrès ayant considéré la part glorieuse qu'il a eue à effectuer cette prise, a cru devoir les lui présenter.

Résolu que les États Unis assemblés en Congrès feront ériger une colonne de marbre à York, en Virginie ornée d'emblèmes marquant l'alliance entre les États Unis et Sa Majesté Très Chrétienne avec un récit succinct de la reddition de l'armée du lord Cornwallis à S. Exc. le général Washington, commandant en chef des forces combinées d'Amérique et de France, à S. Exc. le comte de Rochambeau commandant les troupes auxiliaires de Sa Majesté Très Chrétienne en Amérique, et à S. Exc. le comte de Grasse, commandant en chef de l'armée navale de France dans la baie de Chesapeake.

Résolu qu'il sera ordonné au secrétaire des affaires étrangères de requérir le ministre plénipotentiaire de France d'informer Sa Majesté Très Chrétienne que le vœu du Congrès est qu'il soit permis au comte de Grasse ainsi qu'au comte de Rochambeau d'accepter deux pièces de campagne prises sur l'armée de Cornwallis comme une marque de leur satisfaction.

Extrait des minutes

Signé CHARLES THOMSON secrétaire

Folio 162. — DE M LE COMTE DE ROCHAMBEAU A M MAC KEAN, PRÉSIDENT DU CONGRÈS

De Williamsburg le 15 novembre 1781

Monseigneur

Je suis vivement pénétré des marques honorables d'approbation que Votre Excellence et les États Unis assemblés en Congrès voulez bien donner à ma conduite et à celle du corps français, en coopérant aux efforts de nos allies sous les ordres de S. Exc. le général Washington, à la réduction d'une armée qui désolait depuis si

longtemps ces malheureuses provinces. Les forces de terre et de mer que le Roi mon maître a réunies pour cette importante expédition ont prouvé la fidélité de son attachement à la cause commune. Quant au corps français qui est à mes ordres, il est toujours pénétré de ses devoirs pour cette cause et prêt à concourir à tout ce qui pourra contribuer à la sûreté et à la protection que le Roi doit à ses alliés. Les ordres de S. Exc. le général Washington l'ont fait rester dans cette province pour la préserver de nouvelles invasions et lui épargner la continuation des frais qu'une milice permanente occasionne à cet État depuis plusieurs années. Nous tâcherons de remplir ses vues en continuant à y servir avec le même zèle. La réduction du lord Cornwallis n'a pu que resserrer les nœuds qui unissent au général Washington pour le service des treize États-Unis et, pour me servir d'une expression favorite d'un de nos meilleurs rois, c'est « entre eux et nous à la vie à la mort ». Je supplie Votre Excellence de présenter au Congrès les expressions de ma plus vive reconnaissance et d'être personnellement persuadée de l'estime et du très profond respect, etc.

Folio 163 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU À M. LE MARQUIS DE SÉGUR

De Williamsburg le 25 novembre 1783

Monsieur

J'ai l'honneur de vous envoyer le résolu du Congrès que je viens de recevoir et la réponse que j'y ai faite. J'ai eu de répondre positivement sur les deux pièces de canon gravées que le Congrès veut bien m'offrir parce que je ne peux les accepter sans l'agrément de Sa Majesté à qui je vous supplie de le demander.

Une nouvelle nous arrive de New York, qui mérite encore confirmation. C'est le retour de la flotte anglaise devant la Hook, la rentrée des personnes de Clinton et du prince Guillaume, et que Leslie a été envoyé à Charlestown seulement avec 2 500 hommes. Comme cette nouvelle est vraisemblable elle est assez croyable.

Folio 163 DE M. LE COMTE DE ROCHAMBEAU AU CHEVALIER HENRY CLINTON

De Williamsburg le 9 décembre 1783

Cette lettre est relative à des échanges de prisonniers, elle porte le post-scriptum que voici : ]

P. S. — Lorsque le lord Cornwallis et son armée sortirent de York, il me fit part du besoin qu'il avait d'argent et je partageai avec grand plaisir le peu de fonds que nous nous trouvions avoir alors dans notre caisse. Je n'y mis qu'une seule condition.

sur le remboursement, qui devait nous en être fait par la caisse militaire de New-York. Je ne rappelle cette anecdote à Votre Excellence que parce qu'il n'en est point fait mention dans les dépêches que j'ai reçues par le retour de *la Bonnetta*.

[Le reste de la correspondance transcrite dans le registre de Rochambeau n° 3734, se rapporte à des faits postérieurs au moment où s'est terminé notre récit des événements, et, avec ce récit, le présent ouvrage. Nous arrêtons ici, en conséquence, la reproduction de cette correspondance.]











## TABLE DES CHAPITRES.

### CHAPITRE PREMIER.

#### POURQUOI LA MÉDIATION NE FUT PAS UTILISÉE NOUVEAU CONCERT ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE.

Probabilités que la guerre allait cesser et attention de M. de Vergennes à le prévoir. — La médiation, visées de l'Autriche qui détourne d'y avoir recours, obstacles élevés contre ces visées par le ministre, comment il s'était fait suivre en cela par l'Espagne, ses vœux pour obtenir l'admission des Américains aux conférences, peu d'appui que nous étions d'autre part, amènes à fonder sur la Russie, dispositions changeantes de Catherine II, suspensions inspirées en conséquence par les médiateurs, dépêches du ministre à ce sujet. — M. de Vergennes pense que les deux Couronnes ne doivent plus compter que sur elles-mêmes, difficultés à craindre pour cela de la cour de Madrid, celle-ci ne renonce qu'à Gibraltar, notre impuissance à rien obtenir d'elle pour Jay. — Mauvaise humeur et mauvais propos qu'il fallait endurer de notre allié, Charles III est cependant satisfait de nous voir portés à une agression contre la Jamaïque, comment le roi et ses conseillers malgré l'impétuosité renouée par les ministres nouveaux venus, voulaient en finir et se contentaient de la part de l'Espagne de moins qu'il ne lui était demandé. Réunion nouvelle des escadres espagnole et française et leur nouvelle déconvenue, défaite de Gravelin par la croisière de Repenfort. Les deux Cours s'accordent néanmoins pour agir ensemble, réponse dilatoire adressée en commun aux médiateurs, réponse plus décourageante encore de l'Angleterre, fausses propositions de paix de cette puissance en vue de rendre les alliés suspects les uns aux autres, le conseil du cabinet de Londres change la situation.

ANEXE. — La médiation

### CHAPITRE II

#### LES DISPOSITIONS DU GOUVERNEMENT DU ROI ET CE LES DU CONGRÈS DEVANT UNE PACIFICATION POSSIBLE

Indices de changement dans la politique anglaise, retraite de lord Germaine, Clinton et Graves renouées par Carleton et Digby, les menées de division continuent néanmoins de la part du cabinet de Londres, Hartley et Hutton mis de nouveau en mouvement. Diffusion des idées générales à cette époque, opinions communes qui relient les esprits, Hutton en correspondance sur les intérêts commerciaux de l'Angleterre avec Dupont de

Nouveau, l'un des auxiliaires de M. de Vergennes. — *Marble et Franklin* réprimés noblement indignés de ce dernier à des indications du premier, qui parvient de conclure la paix sans la France — *métiers* tentatives conclues par lord North sur John Adams dans les mêmes vues — le chevalier *Forth*, envoyé en même temps à Versailles — *est* descendu par M. de Vergennes. — *Désir* de propositions de paix secrètes qu'avaient toutefois insensibles ce ministre et Franklin, quand le cabinet *Bonkingham* fut formé : preuves répétées données alors par le gouvernement du roi de son intention de laisser le Congrès étendre à son gré les instructions de ses commissaires. — *Préoccupation* qu'avait eue M. de Vergennes d'établir des relations entre les États-Unis et les Pays-Bas : nécessité qu'il trouvait, répondant d'une action concertée avec l'ambassadeur du roi — *manière* singulière de procéder unique ou contraire par le Congrès, satisfaction qu'accorda cette assemblée après les observations de La Luzerne — *impudence* du John Adams à la Haye. — *Comme* sent Franklin magnifiait peu, d'ailleurs, les efforts déployés pour rendre l'attitude de l'Espagne respectable à la nôtre et préparer au moins le terrain de la pacification, M. de Vergennes décida le roi à faire participer nos forces au siège de Gibraltar — *son* sort pour obtenir le concours de Madrid au service des Pays-Bas. — *Avantages* procurés à John Adams par notre politique dans ce pays — *pourquoi* le gouvernement du roi paraissant ne pas y mettre de suite, utilité reconnue par notre ambassade de la Haye à ne pas accabler rapidement les résultats obtenus elle vient, crédit assuré aussi par notre ambassadeur aux « *Partisans* » et bénéfices qu'en tiraient les hommes de John Adams, tout véritable du gouvernement de Versailles. — *Nouvelle* avance de 6 millions de livres aux États-Unis, langage tenu à l'Espagne pour l'engager à les accepter de son côté. — *Reprise* du Congrès du début sur les conditions de la paix à la suite du mouvement excité par Samuel Adams — *inspiration* très différentes des présidences qui présidaient à la discussion — *propositions* combattues de Lowell à faire rescinder les instructions des commissaires, moyen tenu fourni par Madison et suivi par l'assemblée. — *L'ingratitude* méritoire d'État des affaires étrangères — *quoiqu'il* dût son éléction à La Luzerne, il apporte le plus grand empressement à exécuter à Franklin des instructions conformes aux tendances du Congrès — *opinion* du La Luzerne sur ces tendances et sur leurs causes. — *Ce* qu'il faut penser du sentiment donné par Franklin à ces instructions — *probable* qu'au lieu que M. de Vergennes il s'en remettait aux circonstances du soin de dicter les conditions définitives. — *Faiblesse* intention manifestée une fois de plus par le ministre du roi d'annoncer aux Américains toute liberté pour établir leur chance avec l'Angleterre — *il* se borne à réserver pour la France le droit de se voir pas à continuer la guerre afin de forcer l'Angleterre aux sacrifices qu'elle exigeant d'elle.

1.

Annexes. I. *Canons* des forces de la France au siège de Gibraltar. — II. *Les* partis dans le Congrès et aux États-Unis.

10

## CHAPITRE III.

## PREMIÈRE POURPARLIER DE PAIX.

M. de Vergennes — Franklin et La Fayette à l'effet des milices de pacification, Franklin avait

une occasion d'écrire à lord Shelburne, réponse qu'on lui fait arriver à Hartley, conjointement à Forth. — Recommandation adressée néanmoins à La Louette de présenter les États-Unis contre l'offre d'une paix séparée : arguments qu'il emploiera à cette fin. — L'attitude formelle de l'union en tout cas l'Amérique traitée la paix librement avec l'Angleterre : parce que celle-ci la traite au même temps avec nous : tel est le sentiment du roi d'agréer ainsi du moment que l'indépendance n'aurait pas été contestée. — Comment la question des États-Unis, après avoir été la base des affaires générales, se termine plus que l'appart. — Lord Shelburne dissipe les appréhensions par sa réponse à Franklin, esprit qui n'aime ni à se laisser séduire par l'éloquence de Franklin ni à se laisser séduire par l'éloquence de Franklin. — Premiers pourparlers entre M. de Vergennes et le comte de Grasse aux Antilles ne sont interrompus pas, documents que le Journal de Franklin fournit aux Américains sur ces pourparlers, comment les notes sont envoyées dans les archives, leur incontestable vérité. — Oswald est nommé chargé de négocier avec Franklin pour l'Amérique et Th. Grenville avec le gouvernement du roi. — Conférences successives de M. de Vergennes avec Grenville : celui-ci écarte la proposition du ministre de recourir aux puissances médiatrices, défense des Hollandais par M. de Vergennes en tant que son allié, comment il engageait bien les négociations de la paix conjointement aux deux qu'il avait conjointement faites. — Député du 24 juin informant La Louette de tous ces détails : nouvelles recommandations au sujet des propositions que pouvaient montrer les États-Unis à traiter séparément avec l'Angleterre : la plénipotence insistait pour qu'ils ne se fussent pas aller à des conditions successives : peu de désavantage qu'avait produit la défection du comte de Grasse, effets de M. de Vergennes pour soutenir à cet effet l'esprit du roi. — Argument qu'en devenant La Louette auprès des Américains et du Congrès. — Avènement de lord Shelburne comme chef du cabinet de Londres. — Lettre au Congrès du Congrès III à l'art. XVI et de lord Shelburne à M. de Vergennes au sujet de l'édit de l'édit de Grenville pour les négociations de la paix. — Opinion favorable qu'en avait de Forth à Versailles, et toute confiance de lord Shelburne : conception étroite du premier quant à l'indépendance des Colonies, conception plus vaste du second, comment en renvoyant Oswald à Franklin, lord Shelburne avait en ce qui se rapportait après et comment il avait comme donne Oswald sans ignorer que Franklin ne demandait pas seulement tout ce qu'on lui offrait le Congrès mais parlait même de la session du Canada. — Franklin appelle ses collègues à Paris, J. Adams reste aux Pays-Bas et Laouette demeure absent sous prétexte du mal. — Conditions de paix apportées soudain à Versailles par le comte de Grasse du la part de lord Shelburne : mais qui y est donnée. — Rayneval envoyé confidentiellement en Angleterre. — Instructions écrites pour ce dernier : attention qu'y apporte M. de Vergennes à ne pas laisser les puissances médiatrices : comment le cabinet de Londres à l'appoint écartant ces puissances et leur disait que c'était sur notre demande. — Le 10 arrive à la fin du juin, est conduit par Franklin chez M. de Vergennes : il recherche le comte d'Aranda au sujet d'un traité entre les États-Unis et l'Espagne et tombe malade : les deux commissaires ne reviennent plus le matin que le 10 août, à propos des pouvoirs envoyés de Londres à Oswald. — Opinion incertaine de M. de Vergennes sur la validité de ces pouvoirs : il annonce à Montmorin, le 7 septembre, que John Adams a réussi à faire traiter les Pays-Bas avec les États-Unis.

*Annexe. — I. Premières ouvertures de paix. — II. Mémoires de M. de Vergennes à l'occasion de la défection du comte de Gramont.*

## CHAPITRE IV

## VOYAGE ET ENTREVIENS DE RAYNEVAL À LONDRES.

Franchises d'esprit de lord Shelburne en faveur de Rayneval, premières entretiens à Bowood Park, entretiens ultérieurs à Londres, en commun avec lord Grantham. — Franchises qui avait caractérisé ces rencontres élevant politique qu'elles constituaient en ce qu'y fut dit sur l'indépendance, sur les principes des neutres, sur Gibraltar, sur l'union politique future de l'Angleterre avec la France, sur la liberté du commerce, sur la difficulté de convaincre George III. — Chacun des sentimens manifestés par lord Shelburne; peu de place qu'avait tenu l'Amérique dans ses conversations, régime de Rayneval à l'unique question qui la concernait. — Demandes qu'avait déjà présentées Franklin à Oswald, notion précise qu'en possédait lord Shelburne quand il posa cette question, intention qu'il avait peut-être en la faisant, rapide progression du cabinet anglais à accepter ses demandes dans ce qu'elles avaient d'essentiel, part qu'y eut probablement la France. — Les ambassadeurs américains gardèrent la silence envers le gouvernement du roi au sujet de leur négociation avec l'Angleterre. — Dépêche de M. de Vergennes à La Luzerne sur cette attitude de leur part, comment Jay en était l'auteur, par suite de l'état de maladie de Franklin.

*Annexe. — Faits et conférences de Rayneval à Londres.*

## CHAPITRE V

## ATTITUDE ET CONDUITE DE JAY ET DE JOHN ADAMS À PARIS.

Pourquoi l'on pourrait induire des antécédents de Jay qu'il manquait pour négocier à côté de nous; franchement qu'au contraire il devait ressentir de son rôle manqué à Madrid, mais qu'il manifesta à faire quelques choses à lui seul, il occupa le comte d'Aranda du traité avec les États-Unis qu'il avait été empêché d'entreprendre en Espagne. — Raisons qui rendirent sans doute Jay averti qu'il ne s'était montré dans son ambassade, ses premiers rapports avec Oswald, ses observations contre l'Angleterre et son témoignage en faveur de la France, position relative qu'il prit bientôt à l'égard de l'Angleterre, et en même temps à l'égard de M. de Vergennes. — Comment Oswald avait chargé Jay en flattant chez lui le désir de se substituer à Franklin, qu'il n'y a pas à reprocher à lord Shelburne d'avoir voulu attirer les Américains sans tenir compte de nous, mais surtout quand Oswald y travailla, lui au delà de la mesure. — Suspense de Jay envers la cour de France, le voyage de Rayneval à Londres son confirmation, un rapport intercepté de Barthélemy lui signifiant. — Que Jay était pourtant d'ancienne date, même instruit que personne des motifs de la conduite de la France, même de ses impressions sur le rapport de Barthélemy et sur les conseils qu'il reçut de Rayneval relativement aux démarches avec le comte d'Aranda, opinion de M. de Vergennes quant à ce rapport, Jay imbu d'ailleurs

en envoyant Vaughan directement à Londres de couper le plus tôt possible le chaîne qui lie l'Amérique à la France. — Premier accord d'Oswald avec les commissaires anglaises et indemnités. — Le Canada est passé sans silence, pourquoi M. de Vergennes n'a-t-il pas contesté les avantages accordés à l'Amérique et le détail en en avait été confié : probablement qu'il ne les ignorait pas à tant qu'il l'expliquait à La Fayette. — Réaction produite à Londres par l'échec des allies devant Gibraltar lord Shelburne obligé de revenir en arrière. — Strachey est adjoint à Oswald avec mission de dissuader les commissaires auxquels il consent à ce dernier. — Arrivée de John Adams à Paris, négociation qu'il y appartient contre la France et contre Franklin. — brève attitude envers celui-ci il expose la fermeté résolu de s'abstenir de communications avec Versailles, prévenant ainsi par lui aux plus graves leçons de Londres. — Mitchell qui fit probablement que Jay et John Adams qu'ils n'hésitent pas leur mandat et n'obtiennent pas tant à peu près rien de plus que ce qui avait été accordé tout de suite à la considération dont jouit encore Franklin.

## CHAPITRE VI.

## LES COMMISSAIRES AMÉRICAINS TRAITENT MÉRÉTEMENT AVEC L'ANGLETERRE

Attention de tout ce qui installe le gouvernement du roi à se tenir en dehors de la négociation américaine et à la favoriser, premier accord des plénipotentiaires anglais avec les commissaires américains obtenu par ceux-ci envers le gouvernement du roi. — Reconnaissance de ce gouvernement par suite pour n'envoyer les choses qui avaient les données anciennes qu'il n'était plus question du Mississippi même de la part de l'Espagne ; ce point adressé à La Fayette par M. de Vergennes le 23 novembre. — Comment administrer les commissaires en prétendant entraver même qu'il y avait eu de la force si nous l'assurons de l'intérêt du cabinet de Londres à terminer avec ces représentants du Congrès. — Opposition qui se formait entre les vues de lord Shelburne depuis l'événement de Gibraltar, certitude qu'avait ce ministre de l'échec de Carleton dont les tentatives étaient repoussées de toute part aux Etats-Unis nécessaire où il se trouvait en conséquence de conclure la paix. — Qu'il avait été facile de traiter avec nous sans peine avec l'Espagne et la Hollande. — désir réel du cabinet anglais de signer avec tout le monde au même temps. — il adjoint Fréherbert à Oswald et à Strachey pour traiter avec les commissaires. — fait-il pour sur son par la menace de l'appui de la France que ce moyen était facile quant aux Américains et quant à nous. — Franklin annonce soudain à M. de Vergennes que ses collègues et lui ont signé leurs préliminaires d'arrangement. — conséquences pouvant résulter de cette décision. — réserve d'ailleurs qui y avait été mise. — Comment le fait atteignait personnellement M. de Vergennes. — opinion qu'il en exprimait à La Fayette. — effet qui en provenait dans la négociation que Reynolds poursuivait en Angleterre. — Changement survenu dans l'opinion sur la continuation de la guerre. — hésitation de George III. — division qui en résulte dans le ministère. — Franklin en en lançant le départ d'un courrier américain pour Philadelphie et en insistant pour obtenir une nouvelle séance du roi. — approuve la mesure approuvée par M. de Vergennes. — en prison de son sentiment adressé par un message à l'Américain. — il en fait part au roi.

temps à La Louisa. — Travaux dans lesquels Franklin a obtenu encore divers succès qui méritent le gouvernement du roi de sa première proposition; nouveau prêt de 6 millions de livres consenti par le roi aux États-Unis. — Dépêches arrivées à La Louisa à cette occasion, lettre de Franklin au docteur Cooper par laquelle est amplifié et complété le précédent de son ordinaire.

271

## CHAPITRE VII.

LES NÉGOCIATIONS FINALES ET L'ESPAÑOL  
LA SIGNATURE DES AMÉRICAINS ET LORD MELBOURNE.

Indéfini et incertain schéma de l'Espagne demandant sans tarder d'être mise en œuvre et se déclinant. — Nécessité d'annoncer les négociations faites au cabinet de Londres par le comité prochain du Parlement au sujet de la France au duc de Devonport. — Peu de probabilité de succès que l'on voyait à Versailles aux demandes de l'Espagne, efforts pour obtenir qu'elle présente promptement des équivalents au donjon de Gibraltar; elle propose de nous céder Saint-Domingue, à la condition que nous lui procurions ce qu'elle veut de l'Angleterre, danger de la voir porter directement ses propositions à Londres afin de traiter avec nous. — Idée qui servirait de renvoyer Raynold à Londres afin d'obtenir Gibraltar contre une nouvelle répartition des possessions aux Antilles, instructions communiquées par lui époque à laquelle qui commence, lettres de M. de Vergennes accablées l'un après l'autre. — Examen minutieux du système, décrets à Raynold par lord Melbourne obligation alléguée par ce ministre d'être de plus grandes exigences atmosphère politique différente de la précédente qui régnait à cette heure à Londres opposition générale à la cession de Gibraltar, parti de la guerre dans le cabinet, rapports pleins d'animosité de Raynold. — Les propositions énoncées à Versailles, pensée qu'on y a de continuer à discuter, nouveaux et plus nombreux rapports du notre ministre; un arrêté semblable dans le cabinet du ministre, résolution immédiatement adoptée par le roi, longues conférences avec le comte d'Aranda grande perplexité apparente de cet ambassadeur, importante occasion qu'il lui faut prendre sur lui d'accorder à l'Angleterre. — Raisons que l'on avait pour suite de regarder la paix comme assurée lettres personnelles encourageantes de lord Melbourne et de lord Gougham dont Raynold avait été porter importantes réponses privées dont il était rapporté et accepté la victoire de Vergennes annoncé par lui comme nécessaire de la légation. — Changement tenté par notre envoyé en renvoyant à Londres même critique du cabinet anglais, le parti anglais y est remis en question par l'annonce de la signature des préliminaires avec les commissaires de l'Amérique. — Lord Melbourne avait-il travaillé à produire cette situation? le principe de la cession de Gibraltar est cependant voté par le cabinet, grâce à l'appui du roi, sous la condition d'équivalents suffisants. — Constatons qu'avait déployé Raynold pour ne pas laisser les négociations en suspens, les explications de l'attitude de lord Melbourne ses témoignages de la sincérité et de la valeur morale de ce ministre, comme quoi la signature des Américains nous avait déçus. — Examen minutieux de la situation par le cabinet de Londres avis de lord Gougham qui les prévient, certainement que on résoudrait à Versailles propo-



action de M. de Vergennes et langage digne dans lequel il en instruit Rayneval. — Son rôle qui n'eût eussé de déployer le gouvernement du roi pour modérer l'Espagne, forces réunies en ce moment à Cadix par les deux Couronnes sous le commandement du comte d'Estaing et de La Fayette; résistance de M. de Floridablanca contre nos conseils. — Contrebande de la supériorité apparente d'Aranda à ceux des conclusions auxquelles il a consenti, était-il en ce lieu de homme sûr? subite connaissance qu'il donne d'une dépêche de sa Cour remontant à trois semaines et indiquant que l'Espagne pourrait renoncer à Gibraltar. — Changement que cette révélation apportait dans les choses, satisfaction qu'elle produisit; usage à en faire indiqué à Rayneval; intention qu'avait sans doute le roi de Madrid, probabilité que le comte d'Estaing eût beaucoup influé sur elle; ménagements de Versailles dans cette occasion. . . . .	207
AUSÉE. — Négociation de Rayneval à Londres.	243

## CHAPITRE VIII.

## PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX. LEUR ÉCHO EN AMÉRIQUE.

Transition à l'objet de ce chapitre — situation désavantageuse constatée par Rayneval en voyant ce lui parvenant l'avis qu'il était possible d'amener le roi de Madrid à renoncer à Gibraltar — empruntant de lord Grantham à porter au conseil des ministres des propositions en conséquence — offre à l'Espagne des deux Florides et de Minorque en échange de cette place. — Le comte d'Aranda, à l'étonnement de Versailles, accepte immédiatement pour sa cour, probabilité que ses instructions l'y autorisent — suite donnée de la satisfaction qui en résulte, lord Shelburne entendait que la Dominique suivit le sort de Gibraltar. Retour d'Espagne auquel eût été par suite M. de Vergennes relativement à ce ministre, lettre écrite alors à Rayneval, comment elle explique le rapprochement à l'égard du gouvernement du roi et des commissaires anglais, vues politiques qui avaient guidé en cela ce gouvernement. — Intrigues par lesquelles les Américains étaient, du France favorables à Londres, les avances de M. de Vergennes et la part de la guerre autour du Louis XVI de ce que ses adversaires s'étaient ménagé en Angleterre. — L'entente est maintenant établie avec empressement des deux côtés — devenu plus grande que jamais dans le sein du cabinet anglais — action positive de George III pour la paix — offres faites à la France de Ténégue et de satisfaction à Pondichéry, en compensation de la Dominique — action ouverte de la part de certains ministres — prélude de la chute des autres — Rayneval annonce que la paix est prochaine, M. de Vergennes l'informe que les préliminaires sont signés. — Sièges contentement de lord Shelburne et de lord Grantham, que dans les préliminaires ils n'avaient point cherché à profiter sous nos de leur accord intérieur avec les Américains, M. de Vergennes appelle ceux-ci à la signature de ces préliminaires et fait comprendre les États-Unis dans l'opération — il obtient des commissaires une déclaration démentant toute interprétation défavorable de leurs actes et renouvelant un quelque sorte l'alliance. — Langage tenu par le roi d'Angleterre à Rayneval, et par Louis XVI à Fitzherbert — encore les conseils de M. de Vergennes, que leur vrai grief était de se voir enlever, par la conclusion de la paix, le levier qu'ils avaient cherché dans la guerre. — Crise concernant l'Inde et la Hollande — le gouvernement du roi fut-il

	Page.
coupable de laisser les Pays-Bas embarrassés? Constants efforts déployés au contraire par M. de Vergennes en leur faveur. — Appréciation modeste autant que juste de ce ministre sur son œuvre. — Sentiments semblables exprimés par Rayneval. — Dépêche à ce dernier, résumant les vues et les dispositions dont le ministre s'était inspiré. — Pourquoi l'Espagne n'aurait pu être écoutée si elle s'était plainte, empressement du gouvernement du roi pour elle; le comte d'Aranda l'avait-il engagée à l'encontre de ses instructions? Indices au contraire. — Comment à Versailles on sut à ce sujet ou pas certains abus. — Effet que produit au Congrès et dans les États-Unis la signature des préliminaires fidèle envers la France. — Renseignements de La Luzerne sur les rapports envoyés par Jay par Adams et sur ceux de Franklin. — Dépêches successives de M. de Vergennes rétablissant les faits et exposant la conduite de la cour de France. — Rapport de Franklin à Livingston mettant le sceau à ces explications et les rendant définitives pour l'histoire. — Chute de lord Shelburne, avantages trouvés par ses successeurs à maintenir la paix qu'il avait conclue, termes amples dans lesquels M. de Vergennes en instruit La Luzerne.	158
ANNEXE. — Jugements et indications sur divers Américains.	303

## APPENDICE.

CORRESPONDANCE DU COMTE DE ROCHAMBEAU  
DEPUIS LE DÉBUT DE SON COMMANDEMENT AUX ÉTATS-UNIS  
JUSQU'À LA FIN DE LA CAMPAGNE DE VIRGINIE.

AVERTISSEMENT	31
VOLUME 3733.	
Formation, traversée et débarquement du corps expéditionnaire	33
Établissement de l'armée et de l'escadre à Newport, entrevue de Hartford avec Washington, projets concertés	354
Opérations tentées vers la baie de Chesapeake et leur succès	394
Période d'inaction du corps expéditionnaire et de l'escadre.	437
VOLUME 3734.	
Circumstances qui accélèrent la jonction des troupes de Rochambeau à celles de Washington, exécution de cette opération, arrivée du comte de Grasse en Amérique.	473
Conquête de Virginie.	52

# TABLE DES PLANCHES DE L'OUVRAGE ET DES FAC-SIMILÉS.

## PLANCHES.

### TOME PREMIER.

	Pages.
LE COMTE DE VERGENNES photogravure typographique d'après le portrait peint par A. Carlet et gravé par Vangelisti. — <i>Frontispice</i>	
RUNES DU CHATEAU DE VISSAC lieu d'origine de La Fayette heliogravure typographique	671

### TOME II.

LA FAYETTE, photogravure typographique d'après le portrait en pied peint par Le Paon et gravé par Lecomte. — <i>Frontispice</i>	
ARMES DU MARQUIS DE LA FAYETTE d'après un plât de reliure lui ayant appartenu.	370
CHATEAU DE CHAVANAC lieu de naissance et propriété de La Fayette heliogravure typographique	377
YAKTOWN La Fayette à cheval heliogravure typographique d'après une maquette de tapisserie du Mobilier national. Voir t. II p. II	477

### TOME III

GÉRAUD DE RAYNEVAL, Général-Alexandre phototypie du portrait peint par Pezai conservé dans le salon d'attente de l'ancienne salle du Congrès à Philadelphie. — <i>Frontispice</i>	
PLAN DE LA SÉANCE DU CONGRÈS lors de la remise des lettres de créance du ministre plénipotentiaire du roi, d'après un dessin de Gérard de Rayneval, . . . . .	312
CARTE DES ÎLES DE RHODE-ISLAND ET DE NEWPORT d'après l'atlas de Carrington	331
LA GRENADÉ, heliogravure typographique d'après une maquette de tapisserie du Mobilier national. Voir t. II p. II	46
TRIOMPHE DE WASHINGTON, phototypie d'une tapisserie représentant l'Amérique l'une des quatre parties du monde. <i>Description</i> t. III, p. VII	617
CARTE DE THÉÂTRE DE LA GUERRE DANS L'AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE PENDANT LES ANNÉES 1775, 1776, 1777 et 1778, heliogravure de celle qui fut présentée au roi par CAPITAINE DE CHERNOY aide de camp de La Fayette . . . . .	857

## TOME IV

LE GÉNÉRAL WASHINGTON, photographie typographique du portrait peint par Le Paon d'après celui que le général avait fait faire pour La Fayette et gravé sur l'original par Lemire. <i>Frontispice</i>	Pari
LE COMTE DE ROCHAMBEAU, héliogravure typographique d'une aquarelle agrandie d'Armand Dumaresq, d'après le tableau de la reddition de Yorktown, par Trumbull, au musée de New-Haven	617
ROCHAMBEAU ET SON ÉTAT-MAJOR A LA REDDITION DE YORKTOWN, photographie au trait du tableau de Trumbull	667
MÉDAILLE DE L'INDÉPENDANCE, gravée par Dupré sur la commande de Franklin héliogravure typographique	673

## TOME V

LE COMTE DE ROCHAMBEAU COMMANDANT LES ARMÉES DU ROI EN AMÉRIQUE héliogravure typographique d'un portrait du temps, retouché d'après une amnistie de famille. <i>Frontispice</i>	
RECONNAISSANCE DES ÉTATS-UNIS PAR LES NATIONS DE L'EUROPE SOUS LES AUSPICES DE LA FRANCE phototype d'une tapisserie de Beauvais représentant l'Europe l'une des quatre parties du monde. <i>Description</i> , t. V p. I, II,	157
PLAT DE PORTEFEUILLE OU D'AGENDA AUX ARMES DU COMTE DE VERGENNES œuvre de l'imprimerie nationale	308
PENSACOLA ET BRIMSTON HILL héliogravures typographiques d'après des maquettes de tapisseries du Mobilier national. Voir t. II, p. II	590

## FAC-SIMILÉS.

« Approuvé » d. r. t. I<sup>er</sup> p. 345 t. I<sup>er</sup> p. 626 824 et *passim* dans les volumes suivants

Signature de M. de Vergennes t. I<sup>er</sup> p. 136 t. III p. 590 — de M. de Maurepas, t. II, p. 705  
 du comte d'Estang t. III p. 177 — de Gilbert du Motier (nom sous lequel La Fayette fut inscrit sur le registre des passagers de la *Victoire* t. II p. 385 — de Gilbert du Motier, marquis de la Fayette t. II p. 326 — de Gérard, t. III, p. 303 — du comte de Montmorin t. III p. 548 — du chevalier de la Luzerne t. IV p. 401 — du marquis de Guéménégol, t. I<sup>er</sup>, p. 371 — de M. de Florida Blanca t. III, p. 691 — de Franklin, Silas Deane et Arthur Lee commissaires américains, t. II p. 630 — des compagnons de La Fayette sur leurs actes d'embarquement à bord de la *Victoire* Boisjart baron de Kaib chevalier de la

Colombe Bedaux (Landon Frères) Comte de Vigny, de Fayols, de Valfort de Lesser, Capitaine, chevalier du Busson t. II p. 419, 420.

Plaque in-4° intitulée *Traité d'amitié et de commerce conclu entre le Roi et les États-Unis de l'Amérique septentrionale, le 6 février 1778* voir la note 1 de la page 521 du II<sup>e</sup> tome, t. III, p. 534

Titre et dernière page d'une plaque in-4° intitulée *Exposé des motifs de la conduite du Roi Très Chrétien relativement à l'Angleterre accompagné d'un pareil exposé de ceux qui ont déterminé le roi d'Espagne dans la parti qu'il a pris à l'égard de la même puissance* t. III p. 823

Dernières lignes d'une lettre de Washington à Franklin t. IV, p. 396

## ANNEXE COMPLÉMENTAIRE.

ORDRENCES DE M. DE HAYNEVAL AVEC LES MINISTRES ANGLAIS t. V

p. 603

7

11

EXPLIQUER VOTRE P



## CONFÉRENCES DE M. DE RAYNEVAL

AVEC LES MINISTRES ANGLAIS.



[ Dans le chapitre iv du présent volume, nous nous sommes borne à analyser le récit que Rayneval écrivit, sous le titre qui précède, à la suite de ses premières conférences avec lord Shelburne et lord Grantham à Bowood Park et à Londres, du 13 au 20 septembre 1782. Le texte de ce récit nous paraît alors devoir exiger, par son étendue, une place dont nous ne pourrions pas disposer pour le transcrire. A l'heure actuelle, il est visible que la place ne fait pas défaut, nous reproduisons donc ici dans son entier la relation de Rayneval. L'importance historique n'en serait pas douteuse quand même des écrivains américains dont la préoccupation a été, dans ces dernières années, de bâtir un piédestal à John Jay et à John Adams, ne lui en donneraient pas une particulière. Le récit de Rayneval est une flagrante démonstration, ajoutée à tant d'autres, de la scrupuleuse loyauté politique du gouvernement de Louis XVI avec les États-Unis et de celle du ministre éminent jusqu'à ce jour presque inconnu, qui en conduisit les affaires depuis sa fondation jusqu'à la fin de 1786 ]

*Vendredi, 13 septembre 1782*

Après que le lord Shelburne eût lu la lettre dont j'étois chargé, il s'est fort étendu à louer les qualités de M. le comte de Vergennes, et à me persuader des dispositions où il est de lui prouver sa confiance. J'ai observé à mylord que M. de Vergennes est très disposé à lui laisser toute sa sienne et à faire ce qui dépendra de lui pour obtenir du retour, qu'une première marque de confiance de M. le comte de Vergennes étoit mon envoi. Mylord s'y est montré très sensible, et m'a remercié surtout d'être venu le trouver à sa campagne. Ensuite il m'a parlé de ses dispositions sincères pour la paix ainsi que de celles du Roi, il m'a assuré que ces dispositions

étaient invariables, quelque événement qui pût survenir. J'ai assuré mylord de mon côté que l'on pensait ainsi en France et que la justice et la modération dirigeraient essentiellement la conduite du Roi dans la future pacification. Ensuite j'ai observé que ce n'était pas une paix plâtrée, une simple trêve qui convenoit aux deux nations, mais une paix solide et durable. Mylord m'a répliqué en me rappelant que M. le comte de Vergennes avait dit plusieurs fois à M. Oswald qu'il falloit faire une *paix stable* que ce mot lui avoit beaucoup plu et qu'il le prenoit pour base de sa conduite et de ses espérances.

Après ce préambule, nous sommes venus aux propositions remises par M. de Grasse. Mylord m'a dit qu'il n'avoit fait aucune ouverture formelle à cet officier général qu'ils avoient causé ensemble sur la guerre et la paix, que dans le cours de la conversation mylord a dit qu'il avoit toujours été contraire à l'indépendance que c'étoit la peste la plus dure à digérer, mais qu'il sentoit la nécessité de l'éviter et que cet objet pourroit être réglé sans conditions. Qu'il avoit été question de Sainte-Lucie et de la Dominique, qu'il s'en étoit vaguement de l'Inde, qu'il n'avoit été dit ni de l'Afrique ni de Dunkerque, ni des mers de Gibraltar et des intérêts des neutres.

Après cette explication, mylord m'a renouvelé ses vœux pour la paix, et pour une paix prompte et durable. Il sentoit parfaitement que l'indépendance seule ne sauroit nous satisfaire, à lui que l'avoit exposé M. Fox, que nous avions d'autres objets à régler que le roi d'Angleterre étoit disposé à nous faire justice, et que lui mylord desiroit infiniment que je le missis en état d'entretenir le Roi sur nos prétentions, afin qu'il pût lui mettre à même de rapporter avec moi une solution satisfaisante.

Je me mis rendra aux instances de mylord. J'ai repris le papier renfermant les propositions remises par M. de Grasse, et je les ai répétées et discutées l'une après l'autre.

1<sup>re</sup> *L'indépendance.* Cet article est convenu, il sera sans restriction.

2<sup>re</sup> *Sainte-Lucie et la Dominique.* — Ces deux objets ne foront aucune difficulté. Il n'est pas question de Saint Vincent.

3<sup>re</sup> *La pêche de Terre-Neuve.* J'ai expliqué notre système à mylord. Je lui ai dit que jamais nous n'avons été d'accord avec l'Angleterre ni sur la concurrence ni sur la position de Pointe à Pitre. Qu'il convenoit de trancher ces deux difficultés en faisant un nouvel arrangement, selon lequel chaque nation pêcherait exclusivement dans la partie qui lui seroit assignée. Mylord a adopté ce principe mais la discussion approfondie de la question a été renvoyée jusqu'après l'examen de la carte.

4<sup>re</sup> *Les Indes Orientales.* J'ai dit que nous avions autrefois des possessions dans



cette partie du monde que nous les avons perdus par le traité de Paris, et que pour nous faire justice sur ce point, il conviendrait de nous ramener dans l'état où nous étions en 1756. Cette proposition ayant effrayé mylord, je lui ai observé que ce n'étoit pas par esprit de conquête qu'elle étoit faite, qu'auant que jamais, le Roi n'a nullement envie d'acquiescer des domaines, des royaumes dans l'Inde, que son but étoit d'y faire librement et tranquillement le commerce et d'être le maître chez soi. Que c'est par cette dernière raison que Sa Majesté demanderoit des territoires près de Karikal, de Pondichéry et de Madagascar, que d'ailleurs il étoit juste que le Roi eût des territoires qui passent sous l'entree de ses comptoirs. Quant au Bengale liberté entière de commerce, restitution de nos comptoirs sans restriction humiliante, telle que seroit la défense de fortifier Mylord s'est recré contre le terme humiliant, il a dit que jamais il ne proposeroit rien de pareil, cependant il n'a pas goûté l'idée de fortifier, et il m'a observé qu'il vaudroit mieux, pour la tranquillité réciproque, adopter pour l'Inde le principe que nous avons proposé pour Terre-Neuve, c'est-à-dire séparer les deux nations de manière que n'ayant rien de commun, elles n'aient aucun démêlé. J'ai répondu que comme ce que j'ai dit de l'Inde n'étoit qu'un aperçu, et comme le but essentiel du Roi étoit de régler dans cette partie du monde comme ailleurs, les choses de manière à prévenir de nouvelles querelles, j'ai prié mylord de me communiquer ses idées en lui permettant que j'en rendrais un compte fidèle à Versailles. J'ai plusieurs fois insisté sur ma demande et j'ai eu lieu de croire que je serois satisfait.

5° *Afrique.* — J'ai observé qu'il nous falloit une extension pour la traite des nègres et que cet article pourroit être discuté à Versailles, ne voulant pas articuler le Sénégal, mylord m'a répondu qu'il n'étoit pas assez au fait quant à présent pour discuter cet article. Je lui ai fait la même remarque à mon égard et nous n'avons pas été plus loin.

6° *Danemark.* — Mylord m'a répondu que cet article n'a pas encore été discuté, mais qu'il étoit très persuadé qu'il n'éprouveroit aucune difficulté de la part de S. M. Britannique.

7° *Commerce.* — Je suis entré dans le détail des difficultés aux articles 8 et 9 du traité de 1713, et j'ai ajouté sur la nécessité de mettre les choses sur un pied d'égalité. Mylord a été entièrement de mon sentiment, il s'est recré contre les préjugés nationaux, il m'a assuré qu'il étoit très disposé à mettre le commerce entre les deux nations dans une liberté convenable, mais que ce que l'on ne pourroit pas faire dans ce moment devoit être le fruit du tems et de la réflexion.

8° *L'Espagne.* — J'ai dit que je n'étois chargé de rien concernant cette couronne, que lorsque je suis parti, M. le comte d'Aranda n'avoit encore reçu ni instructions

en plein pouvoir, et que tout cela ne devoit lui arriver que quelques jours après mon départ, mais que je pouvois assurer mylord que le roi d'Espagne étoit parfaitement disposé à faire la paix à des termes convenables. Sur cela mylord m'a observé que je devois naturellement connaître les vus et les désirs de la cour de Madrid et qu'il est à supposer que j'en ais quelque chose par M. le comte d'Aranda. J'ai répondu que je doutois que cet ambassadeur fût pleinement instruit des intentions du roi son maître que je l'avois vu le jour de mon départ et qu'il ne m'avoit parlé que des dispositions pacifiques de ce prince sans rien m'articuler. Que pour ce qui étoit de mes connoissances personnelles je croiois d'après tout ce que j'ai vu depuis 1778 que Gibraltar tenoit essentiellement au cœur du Roi Catholique, et que j'étois persuadé que si ce point n'étoit pas accordé, il seroit un obstacle insurmontable pour la paix. Mylord m'a répondu qu'il lui paroissroit comme à moi que Gibraltar seroit un rocher dans la négociation comme il l'est dans la mer, qu'il lui sembloit impossible d'amener le Roi à en faire le sacrifice, parce qu'il tient à la gloire nationale, que ce point avoit donné lieu à des discussions entre mylord et M. Fox, que depuis ce temps il n'en avoit plus été question. Et mylord, insistant toujours sur la difficulté d'abandonner Gibraltar surtout si l'on étoit pas pris, m'a fait entendre que nous avions du crédit en Espagne et que nous devions avoir des moyens de mettre S. M. C. à la raison. J'ai répondu que ce prince étoit très entier dans ses sentimens, et que si nous cherchions à le convertir sur l'article de Gibraltar, la seule chose qui en résulteroit seroit de nous rendre suspects, chose que nous devons éviter à tous les titres. Mylord a tâché de me persuader qu'il ne nous convenoit pas à nous mêmes que l'Espagne eût Gibraltar, qu'aussai il nous importoit d'empêcher cette acquisition. J'ai répondu qu'on nous soupçonnoit en Espagne d'avoir cette pensée secrète et que c'étoit une raison de plus pour nous de ne point solliciter le roi d'Espagne, parce qu'il nous accuseroit d'avoir l'intention de lui faire sacrifier ses intérêts aux nôtres. Je me suis attaché à diminuer l'importance de Gibraltar qui n'a ni port ni rade et à faire sentir à mylord que sans Minorque Gibraltar n'est rien. Après avoir assez longuement discuté ce point, sur lequel j'ai eu lieu de juger mylord intérieurement d'accord avec moi, mylord m'a dit mais dans le cas de la cession, qu'est-ce que l'Espagne pourroit nous donner en échange? Cette question m'a mis dans le cas de renouveler la déclaration que je n'étois chargé de rien de la part de l'Espagne et que j'ignoerois parfaitement les intentions du Roi Catholique sur l'objet en question. Mais mylord s'est montré très incrédule sur l'article de mon ignorance. Alors j'ai cru devoir faire usage de l'autorisation que m'avoit donnée M. le comte d'Aranda. J'ai dit en conséquence à mylord que je supposois que l'intérêt de l'Angleterre étoit d'avoir un point d'appui dans la Medi-

terrants pour son commerce du Levant que je crois d'après cela que si le roi d'Espagne donnait satisfaction sur cet objet, il ne resterait plus rien à désirer à la cour de Londres. Mylord sans admettre explicitement mon principe, a insisté en conséquence à ce que lui indiquasse le point qui pourrait être cédé. Alors je me suis attaché à persuader à mylord que Minorque démantelée ne pouvait plus remplir l'objet de l'Angleterre, et que selon moi, cette puissance gagnerait beaucoup au change si le roi d'Espagne lui cédait la ville d'Oran avec le port de Minalquivir. Mylord n'a ni rejeté ni admis l'ouverture et il m'a simplement dit qu'il ne connaissait pas la localité, et il m'a demandé si l'on ne voudrait pas plutôt céder Majorque, à quoi j'ai répondu que je ne pouvais lui donner aucune solution à cet égard, que sa surplis j'ignorais l'état de l'île de Majorque, mais que je crois que les Espagnols n'y avaient aucun établissement maritime.

Après cette discussion, mylord m'a dit qu'il aurait supposé le roi d'Espagne dans l'intention de céder quelque chose dans les îles. J'ai encore allégué mon ignorance à cet égard. Tous ces détails ayant été épuisés, mylord en est revenu aux grandes difficultés que présentent l'article de Gibraltar, et sans néanmoins déclarer la chose impossible, il ne m'a donné aucune espérance de l'obtenir. Ma réponse a été que Gibraltar était pour le roi d'Espagne autant que son existence que je tromperais mylord si je tenais un autre langage, et que la résolution de S. M. Catholique était comme immuable. Le cas de la non réunion du siège a été remis sur le tapis. J'ai pris de là occasion d'observer que si l'Espagne ne prend pas Gibraltar et que si le siège est abandonné, la guerre ne sera point finie pour celle, qu'elle se fera que changer d'objet, et qu'alors l'Angleterre, pour ne servir de l'expression de toute l'Europe, perdrait un allié précieux, et que nous aurions un accroissement de forces considérables pour agir là où les conjonctures l'exigeraient.

Mylord est convenu de la justesse de ma réflexion mais il s'est attaché à présenter les finances espagnoles comme étant dans un mauvais état, à cela je n'ai répondu autre chose sinon que je n'avais rien ouï dire qui confirmât l'opinion de mylord, que pour ce qui nous concernait, je pouvais l'assurer que nos fonds étoient arrangés pour la campagne prochaine, mais que le Roi désirait infiniment qu'ils ne fussent employés que pour démarquer. Mylord m'a dit qu'il n'étoit pas aussi avancé mais qu'il se fut occupé de cet objet, et qu'il espérait ne pas rencontrer de grandes difficultés.

Au surplus il n'a pas été question ni du golfe du Mexique ni de la baie de Honduras, et j'ai évité soigneusement de parler de ces deux objets.

5° *La Hollande* — Mylord m'a demandé si je ne savais pas ce que demandaient les Hollandais. J'ai répondu que je supposais qu'ils demanderaient ce qu'on appelle

restitués en intégrum, et des dédommagemens pour les pertes qu'ils ont essuies. Mylord a répliqué qu'il ne devoit pas être question de ce dernier article, et que le premier lui paroissoit inadmissible. Je me suis borné pour cette fois à répondre que nous avions de quoi faciliter les restitutions et que l'article des indemnités pourroit être discuté lors du traité définitif. Mylord, sous répondre à ma double remarque a dit qu'il étoit étonné que le Roi eût entraîné les Hollandois dans la guerre. J'ai répliqué que nous n'avions jamais eu l'intention de nous mesurer les Provinces-Unies, que nous ne leur avons jamais demandé autre chose que le maintien de la liberté de leur pavillon selon les traités, que c'est le ministère anglais qui a poussé les Hollandois vers la France et qu'il étoit naturel que nous les repoussâmes. Ces détails ont donné lieu à une dispute contre le lord Stormont, et à des remarques sur les services que nous avons rendus aux Hollandois en sauvant le Cap et Colombo. Mylord n'a ajouté relativement au Cap qu'il conviendrait à toutes les nations commerçantes dans l'Inde qu'il fût neutre et livré en propriété à des colonies qui seroient obligées d'admettre toutes les nations. Je me suis borné à répondre à cette réflexion épisodique qu'en effet le Cap ouvert à tout le monde seroit plus utile que dans l'état où il est actuellement, mais que c'étoit matière à reprendre dans d'autres tems.

*Liberté de commerce selon les principes de la neutralité armée.* Mylord a ne d'avoir dit un seul mot de tout cela à M. de Grouse. Il a rejeté la chose très-loin, en me disant que sans doute nous ne donnerions pas là dessus. J'ai dit que cet article avoit effectivement étonné à Versailles, parce qu'on y savoit que le principe dont il s'agit n'étoit aucunement du goût de la cour de Londres. Mylord a fini par déclarer que jamais il ne seroit question de cet article.

La conversation a été reprise après le déjeuner et une assez longue promenade.

Elle a commencé par l'article de Terre-Neuve. Nous avons pris une carte de cette Ile. J'ai de nouveau expliqué les faits et les principes relatifs à la pêche, j'ai insisté à Mylord sur ce que nous voulions sacrifier, et ce que nous demandions en échange en portant ce dernier objet jusqu'au cap Mai. Mylord a paru dans l'aveu de la justice et de la nécessité de notre principe, il est convenu également qu'il falloit oublier la discussion sur Pointe-Arche et faire un arrangement *ex aequo et bono* mais il m'a observé qu'il y avoit des établissemens à l'ouest du cap Mai et que nous donc nous n'en prétendions pas la cession. Mylord a fini par dire qu'il ne seroit pas difficile de nous abandonner jusqu'au cap Race. J'ai répondu que je ne regardais pas cet établissement relativement au cap Mai comme un établissement, et que j'avois lieu de croire que l'on conviendrait aisément lorsqu'on discuteroit de nouveau la matière à Versailles. J'ai jugé ce langage convenable dès que Mylord s'est

montré disposé à aller jusqu'au cap Raza. Nous n'avons pas discuté le point où nous aurions un établissement. Mylord a dit que la note envoyée par M. Pitt-Herbert indiquait bien là. J'ai répondu que cette indication était vague et purement consultative, que cette île avait été nommée comme on auroit pu nommer les îles de la Madeleine celle du Saint-Jean. Cet article discuté pour ce qui nous regarde Mylord a dit que sans doute les Américains formeraient aussi des prétentions à la pêche, mais qu'il espéroit que le Roi ne les approuverait point. J'ai répondu que j'ignorais les vues du Congrès sur l'objet en question, mais que je croiais pouvoir prendre sur moi d'affirmer que le Roi ne protégerait jamais des demandes

1<sup>o</sup> objet. — *Les Indes Orientales.* — J'ai montré sur la carte Karikal, Pondichéri, Madraspatan, Yanaon et le Bengale. J'ai répété sur tous ces objets ce que j'avois dit dans la première conversation. J'ai observé que l'époque de 1748 n'étoit pas plus admissible que celle de 1763, que le lord Chatham, mettant sa gloire personnelle à la place de celle de son pays, chercha, dans la négociation de 1761, à nous dépouiller de tous les côtes et que les malheurs survenus après cette époque, avoient consolidé son système et son ouvrage, qu'une conduite pareille ne pouvoit avoir des effets durables, et que selon moi, il convenoit aux deux nations de ne point renouveler la faute de M. Pitt que c'est dans cette vue que nous proposons à l'Angleterre à se prêter aux arrangements que nous proposons pour les Indes que si l'époque de 1754 ne convenoit pas, il feroit nous en indiquer une autre que nous passions raisonnablement admettre, ou bien nous assigner un arrondissement dont le revenu pût fournir à nos dépenses et assurer notre tranquillité. Quant au Bengale, j'ai renouvelé les demandes déjà faites. Nous ne sommes convenus de rien. Mylord s'est borné à voir de la difficulté à arranger cet article, et à répéter que c'étoit nous de perdre un monde qu'il ne falloit pas en perdre un second à quoi j'ai répliqué que nous ne voulions rien conquérir dans l'Inde, que nous ne désirions que d'y être libres et tranquilles.

*Afrique.* — Mylord m'aient vivement pressé de lui dire ce que nous désirions dans cette partie du monde j'ai commencé par établir que l'on nous avoit escamoté par un trait de plume Arguan et Portandis en 1773 comme dépendances du Sénégal quoiqu'ils n'y eussent jamais appartenu, ensuite j'ai fait remarquer que par la perte du Sénégal nous avons été mis hors d'état de pourvoir nos colonies suffisamment de nègres, que les Anglois y pourvoient en nous vendant chèrement leur rebut, que lorsqu'on nous demanda le Sénégal en 1761, nous demandâmes en échange Annamabon, et que la cette dernière proposition ne convenoit pas plus

aujourd'hui qu'en 1761, il était naturel que nous conservassions le Sénégal. Mylord a répondu qu'il sentait la nécessité de nous cantonner en Afrique comme en Amérique et que nous pouvions bien arrêter il pensait que nous pourrions y parvenir d'une manière ou d'autre.

La conversation étant finie j'ai demandé à mylord s'il jugeait à propos que je visse le lord Grantham que je me mettais à cet égard entièrement sous sa direction, je lui ai donné à lire la lettre que j'avais pour ce ministre. Mylord, après l'avoir lue, m'a dit que je serais très-bien de voir le lord Grantham, que celui-ci avait connaissance de la conversation rapportée par M. de Gasse; que je trouverais un ministre bien disposé et en qui je pourrais avoir une entière confiance.

Après dîner, mylord m'a de nouveau entretenir avec ses enfants, il avait voulu du rapporter les détails de cet entretien. Je remarquai seulement que j'ai parlé avec beaucoup de plaisir sur l'article de Gibraltar, que mylord m'a écouté avec beaucoup d'attention, qu'il m'a dit avec émotion qu'il se levait entre mes mains qu'il allait me le champ devant un exprès au Roi pour lui rendre compte de nos entretiens et savoir ses intentions. La conversation a fini par l'article des médiateurs. J'ai demandé à mylord quelles étoient ses vues à leur égard.

Il m'a répondu franchement que nous n'en avions pas besoin, que les puissances du Nord n'avoient que faire de se mêler de nos affaires; qu'il ne concevait pas que les Kaunitz et les Potemkine puissent y rien comprendre, tandis que nous avons de la peine à les comprendre nous mêmes.

Mylord s'est exprimé au sujet des puissances du Nord d'une manière à me persuader qu'il n'en faisait aucun cas. Il est étonné que l'on consente à leur laisser jouer un rôle, et il pense que lorsque la France et l'Angleterre seront réconciliées elles devront s'imaginer de manières à demeurer les arbitres de la tranquillité publique. Il m'a rappelé à cette occasion le système qu'il avait en 1768 lorsque i a quitté le ministère. Il voulait se concerter avec la France pour tenir un langage ferme et tranchant à la Russie et à la Prusse, et prévenir par là tout ce qui s'est fait en Pologne. À la suite de cette épisode mylord m'a demandé pour quelle raison nous voulions faire jouer un rôle à l'empereur dans notre pacification. J'ai observé que nous n'avons pas les auteurs de la médiation que c'est la Russie qui l'a provoquée que c'est le ministère de Londres qui l'a établie et que c'est ce même ministère qui a appelé Sa Majesté Impériale. En convenant de ces vérités mylord m'a dit qu'il supposait la cour de Vienne très-fâchée de la révolution arrivée dans le ministère anglais à cause des liaisons qu'elle avait avec le lord Stormont, et à la suite de cette remarque mylord m'a montré un grand éloignement pour la cour de Vienne. Il croit que nous favorisons son projet de commerce dans l'Inde, j'ai répondu qu'on

ne nous avoit jamais surpris, et que nous n'avions gueres de faveur à accorder dans un pays où nous étions dans une entière nullité.

Quant aux médiateurs, j'ai dit à mylord que nous ne pouvions qu suivre l'impulsion que nous donne l'Angleterre, qu'il nous convenoit très fort de traiter directement si nous pouvions parvenir à nous entendre, que nous avions franchement répondu, en dernier lieu, aux deux cours impériales qu'en suivant une autre marche nous croirions nous rendre coupables du crime de lèse humanité que d'ailleurs, quoique la médiation nous convint, mylord peut se rappeler que nous vi avons arrêté l'activité à cause des Américains, et l'Espagne à cause de Gibraltar. Mais j'ai prie mylord de conclure que nous ne tenons pas invinciblement à la médiation, et j'ai fini ce premier entretien sur cette matière en disant à mylord qu'il me suffisoit de connaître ses intentions au sujet des médiateurs, et que je verrois avec une grande satisfaction que nous passions nous entendre sans aucune intervention étrangère. A cela mylord m'a répliqué que vu les dispositions réciproques il ne faisoit que trois personnes pour faire la paix. Ici, M. le comte de Vergennes et moi par le canal de qui les deux ministres pourroient s'expliquer franchement, cela nous a donné lieu de parler de M. Fitzherbert comme l'organe du ministère anglais, et mylord a exigé que je lui écrivisse directement dans le cas où nous aurions quelque éclaircissement à demander, et qu'il en useroit de même, que cette méthode lui conviendrait d'autant mieux qu'il met une entière confiance en moi, parce que j'ai celle de M. le comte de Vergennes, et que toute autre personne se trouveroit dans la plus grande réserve.

Cet entretien fini mylord Shelburne a fait son expédition pour le Roi, et l'a envoyé par un courrier.

*Samedi 15*

J'ai eu un long entretien dans cette matière. Mylord Shelburne l'a commencé de la manière suivante : « Je vous ai dit hier que je me livrois en vos mains je vous le répète, j'ai voulu dire par là que je ne mettrois plus aucune réserve dans ma manière de m'expliquer avec vous, et que je ne crains nullement que vous en abusiez, je vous ai dit bien des choses contre les puissances du Nord, et qui, si or en faisoit usage en France, pourroient susciter des tracasseries à l'Angleterre, mais qu'il n'avoit aucune inquiétude à cet égard, et qu'il continueroit de me parler sans réserve. » J'ai rassuré mylord en en appelant à l'opinion qu'il a du caractère de M. le comte de Vergennes ainsi qu'aux principes qui font la base de la politique de Sa Majesté, politique qui n'a d'autre but que de vivre en bonne intelligence avec toutes les nations et de concourir au maintien de la bonne harmonie entre toutes.

Ceci a conduit mylord Shelburne à reprocher à M. le comte de Vergennes d'avoir enlevé la Ruane à l'Angleterre, mais ce reproche a été fait sous la forme de *jeu*. J'ai répondu que M. le comte de Vergennes n'avait jamais eu l'intention d'éloigner la Ruane d'aucune puissance, mais qu'il a vu un instant favorable pour détruire les préjugés si chers que l'impératrice avait à l'égard de la France. À cela mylord a répliqué : « Prenez garde que nous ne vous rendions la pareille ».

De là nous sommes entrés plus sérieusement en matière, nous avons commencé par l'article de Dunkerque, mylord m'a dit que lui personnellement ne faisait aucune difficulté à l'accorder, et qu'il espérait qu'il en serait autant de la part du roi d'Angleterre, mais a ajouté lord Shelburne : je me persuade que la France ne prendra pas à la France de rétablir le port de Dunkerque, parce qu'il serait impossible à la Grande-Bretagne de supporter une pareille lutte sur la Tamise. J'ai répondu à cette observation, que je ne supposais pas qu'on voulait gêner le Roi, mylord a repris avec vivacité : « Non, je suis bien éloigné de vouloir vous imposer des conditions secrètes, mais j'ai cru devoir vous parler franchement, afin que l'on connût bien notre façon de penser à Versailles. » Je me suis chargé d'en rendre compte et j'ai laissé tomber la conversation sur cet article, parce que je ne voulais rien dire soit pour assurer, soit pour effaroucher mylord Shelburne.

Nous avons pris ensuite l'article des Indes orientales. Mylord Shelburne a renouvelé les difficultés déjà agitées dans les précédents entretiens, mais il a principalement insisté sur le Bengale. Selon lui il n'y a aucune difficulté à nous rendre nos comptoirs et à nous accorder liberté entière de commerce, mais il regarde le droit de fortifier et d'avoir des troupes comme un principe inévitable de guerre, à cause de l'attention que nous donnerions à notre droit, que si les ministères étoient stables il n'auroit pas cette appréhension, que les Français ont les premiers porté l'esprit d'agression dans l'Inde et que M. Duplex avait été très loin à cet égard. J'ai répondu 1<sup>o</sup> que le Roi ne voulait pas empiéter sur la souveraineté de l'Angleterre dans le Bengale, mais qu'il demandait à être le maître dans ses comptoirs et ne pas dépendre d'autrui, qu'une garde de 100 000, 200 000 hommes ne seroit point faite pour inquiéter l'Angleterre dans une contrée où elle a une puissance énorme, que si jamais le Roi avoit envie de faire la guerre, il n'auroit pas besoin de chercher noise dans l'Inde, que les prétentes ne manquent jamais aux grandes puissances, que par conséquent nos troupes dans l'Inde ne devroient pas être un objet de jalouxie et d'inquiétude, qu'au surplus le ministère anglais pouvoit prendre une confiance en lui dans les principes persévérans du Roi, que Sa Majesté aime la paix et qu'elle s'efforcera toujours de la maintenir, que c'est avec ces dispositions que Sa Majesté est montée sur le trône qu'elle y a constamment été entretenue par son ministère



et que mylord seroit dans l'erreur : si la supposition fautive à laquelle il s'attachoit n'étoit que la conduite de M. Duplex ne pouvoit point nous être opposée, parce que dans le temps où ce gouverneur étoit dans l'Inde il pouvoit acquiescer sans empêcher sur les Anglais qui n'avoient pas alors acquis les possessions actuelles qui leur appartiennent aujourd'hui dans cette partie du monde : que ces possessions étant reconnues par un traité solennel, il n'étoit pas à présumer ni que le Roi ordonnât des impositions, ni qu'un gouverneur fût assez osé pour en faire de son chef, qu'il falloit donc regarder comme sans fondement les appréhensions que l'Angleterre prendroit soit de la garde que nous mettrions à Chandernagor, soit des tranchées territoriales que nous posséderions dans la presqu'île de l'Inde. Ces réflexions n'ont pas empêché mylord Shelburne de revenir sur la difficulté relative au Bengale, et il m'a demandé si je ne connoissais aucun expédient qui pût la surmonter. J'ai répondu que je n'en connoissais aucun : mais, m'a observé mylord : « Vous avez la confiance de M. de Vergennes : j'ajoute foi à ce que vous me dites comme s'il me parloit lui-même, vous connoissez ses sentiments : je vous prie de me les confier. » J'ai répondu que je ne savois que ce que je venais de dire : et que si M. le comte de Vergennes étoit présent, il ne dirait rien de plus que moi, parce qu'il ne le pourroit sans avoir pris les ordres du Roi. J'ai fini par inviter mylord à confier à M. Fitzherbert le plan qu'il jugeroit propre à concilier nos intérêts respectifs dans l'Inde : il me l'a promis.

Il a de nouveau été question de Gibraltar. Les premières difficultés ont été rappelees, et mylord s'est récrié avec chaleur contre toutes les cessions qu'on paroissoit envisager de l'Angleterre : qui en mot devoit être infiniment sensible à une évacuation anglaise, que l'Angleterre étoit encore en état de faire deux ou trois campagnes : et que lui mylord ne seroit pas fâché de tenter l'aventure : mais ajouta-t-il ces réflexions n'altèrent point mes dispositions, je vois avec répugnance la nécessité existante, et vous me trouverez aussi pacifique ou négociant, que je serai actif si il faut continuer la guerre, je vois la paix sincèrement : je suis l'avocat de la France au Parlement, mais pour Dieu que M. le comte de Vergennes soit le main à Versailles : il faut rapprocher, réunir nos deux nations, et prévenir la guerre autant que cela sera humainement possible. J'ai répondu à tout cela que si l'Angleterre juge devoir continuer la guerre, il faudra bien que la France en fasse autant, que je pouvois assurer mylord et que ce n'étoit pas un propos de négociateur, que nos fonds pour l'année prochaine étoient prêts, et que depuis le commencement de la guerre le Roi n'avoit mis qu'un seul impôt, savoir le troisième 20<sup>e</sup>, que si l'on se bat encore quelques campagnes il n'en résultera qu'un plus grand épuisement pour les deux nations, et qu'au bout du compte il faudra bien qu'elles fassent la paix, que selon

moi si venait un jour pour tout le monde, prévenir les maux et les dépenses de la campagne prochaine, que les dispositions réciproques m'en donnaient l'espérance, et que je pouvais assurer mylord que M. le comte de Vergennes prêcherait sans cesse la justice et la modération, parce qu'outre que c'est là sa morale en politique, c'est aussi celle du Roi, et que moi mylord soutenant la cause de la France contre les clamours de l'opposition, il y a lieu de croire que l'un relâchera à faire de la besogne solide et durable.

Ces épisodes finies, mylord est revenu à notre texte. Il est effrayé de la cession de Gibraltar, il ne voit pas comment on osera la proposer à la nation : céder Gibraltar, affranchir Dunkerque, fortifier Chandernagor, avoir un établissement militaire près de Terre-Neuve, abandonner le Sénégal, etc. tout cela, dit mylord, présente un tableau bien effrayant pour un ministre anglais. Si je proposeais l'*uti possidetis* ? je ne le proposerais pas : je ferais ce qui dépendra de moi pour promouvoir la paix, mais je ne puis rien promettre ni même faire espérer sur l'article de Gibraltar.

De là nous avons repris l'article de la Hollande, mylord a montré un grand désir d'acquiescer Traquemaie, parce que ce port seroit un excellent point d'appui pour la navigation de l'Inde. J'ai rapellé ce que j'avois déjà dit de la restriction à faire aux Hollandais, mais j'ai évité d'entrer en discussion sur cet objet en disant que je ne connoissois point l'état des choses dans l'Inde.

Nous avons fini la conversation par l'article des médiateurs. J'ai demandé à mylord si, dans le cas où nous reviendrions directement de nos faits, il ne conviendrait pas de faire figurer les médiateurs lors du traité définitif. Mylord m'a dit qu'il n'étoit guères en état de répondre à ma question, et il m'a prié de discuter cet article avec lord Grantham. Au surplus mylord a encore manifesté son éloignement pour la médiation.

Nous avons parlé du secret à observer dans le cas où nous résoudrions à établir des préliminaires, je l'ai assuré qu'il seroit gardé fidèlement de notre part. Mylord craint les joueurs dans les fonds publics et il désireroit extrêmement prévenir leurs manœuvres. J'ai dit que l'on pourroit arriver aux moyens de terminer dans le plus grand secret en donnant le change aux courtiers. Mais mylord craint les Américains et les Hollandais : j'ai encore dit qu'il y auroit moyen de les dérouter, principalement en leur faisant ignorer l'état de la négociation entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Cet article tient infiniment à cœur à mylord Shelburne.

#### Du 16

Le lord Grantham a été prévenu de mon arrivée par my lord Shelburne. Je lui

ai reçu la lettre de M. le comte de Vergennes. Après l'avoir lue, il m'a exprimé ses vœux sincères pour la paix et ses dispositions à y concourir de toutes ses forces. Je lui ai dit assez succinctement ce qui s'étoit passé à Bowood Park, il s'est arrêté aux mêmes difficultés que mylord Shelburne, cependant en disant qu'il avoit besoin de plus de lumières sur l'article de l'Inde comme sur celui d'Afrique, à l'égard de Gibraltar le lord Grantham a été ou ne peut pas plus négatif.

Quant aux médiateurs le lord Grantham n'en a pas plus envie que mylord Shelburne. Il pense qu'ils ne sont propres qu'à causer des langueurs et des embarras et il m'a observé que nous devons nous entendre sur cet article afin de marcher dans la même mesure vis-à-vis des médiateurs et que nous devons surtout éviter de nous heurter respectivement. J'ai répondu que j'étois persuadé que l'on ne trouveroit aucune difficulté à cette marche à Vienne, et pour convaincre le lord Grantham que nous n'entendions pas mal par le ministère anglais, je lui ai cité le contenu de notre réponse aux médiateurs. Il l'a fortement approuvée en disant que c'est le langage de la raison, et qu'il devoit s'adresser aux médiateurs. J'ai trouvé occasion de demander au lord Grantham l'explication du langage tenu dernièrement par M. de Mercy. Il m'a dit que sa réponse à M. Simolin avoit été que l'Angleterre ne repoussoit aucunement à une médiation quelle avoit agréé, mais qu'il étoit impossible de s'y lever sans avoir des bases sur lesquelles les négociations pourroient être établies. À cetui mylord Grantham a ajouté que les deux cours médiatrices ne sauroient être blessées si nous parvenons à nous arranger sans elles et que c'est le desir du ministère britannique.

Nous ne sommes pas entrés dans de plus grands détails. Mylord Grantham m'a dit qu'il viendroit mylord Shelburne, et ensuite le Roi, et qu'il feroit tout ce qui dépendroit de lui pour que je puisse m'en retourner promptement en France avec des solutions satisfaisantes.

Mardi 18

Mylord Shelburne m'ayant fait prier de passer chez lui à 7 heures et demie du matin je m'y suis rendu exactement. Mylord m'a dit qu'il desiroit infiniment d'avoir un entretien avec moi avant que d'aller au Conseil, que depuis que nous nous sommes vus il a reçu plusieurs lettres du Roi qui le mettoient dans le cas de me demander encore quelques explications. Mylord m'a demandé en conséquence si j'étois autorisé à traiter avec lui les différents objets qui doivent être réglés, si j'étois en état de lui donner des solutions sur tous, et s'il pouvoit prendre pour base ce que je lui dirai, qu'il a d'autant plus besoin d'avoir des idées fixes avant d'entrer au Conseil qu'il sera dans le cas de fixer celles du Roi, et qu'il lui importoit de

pouvoir répondre à toutes les questions et résoudre tous les doutes, qu'il lui importait surtout de ne donner ni fausses notions, ni fausses espérances, parce qu'il seroit beaucoup de peine à les détruire.

J'ai répondu à mylord Shelburne que je ne pouvois que lui rappeler ce que je lui avois déjà dit, savoir que je n'étois aucunement chargé de négocier, que le seul objet de ma commission étoit de connaître ses dispositions pour la paix d'après les ouvertures faites par M. de Gram, que je croyois cependant pouvoir prendre sur moi de lui donner les élucidations dont il pourroit avoir besoin, et que j'étois persuadé que je ne serois point démenti à Versailles.

Après ce préambule mylord m'a demandé si je pouvois lui donner une idée déterminée sur ce que nous demandons dans l'Inde. Je lui ai réitéré les principes de justice et de convenance que j'avois précédemment mis en avant, mais mylord m'ayant permis de fixer encore mieux les choses la carte à la main, je m'y suis prêté, et je lui ai tracé à l'égard de Pondichery, la ligne qui part au nord de Alamparvé, prend un demi-cercle par Gynji, et de là va aboutir à la rivière de Chalembran. Quant à Karikal et à Manipotan je me suis borné à dire que nous y avions des terrains en 1, 54 mais que j'étois hors d'état d'indiquer précisément ce qui nous conviendrait que c'étoit une affaire à discuter à Versailles. Il n'a aucunement été question du Bengale ni de Mahé parce que nos vues de nos deux côtés n'avoient pas besoin d'explication ultérieure.

Sur l'article de l'Afrique, j'ai répété succinctement ce qui avoit déjà été dit dans les précédentes conférences.

Dunkerke n'a pas été discuté de nouveau, mylord m'a seulement dit que le roi d'Angleterre, selon lui, devoit s'intéresser médiatement sur cet objet et en faire une affaire de sentiment et il m'a répété son désir personnel qu'après la paix nous ne nous occupions pas de le réparer parce que cette démarche détruiroit la confiance et la bonne harmonie. Je lui ai répondu que le Roi seroit guidé par l'amour qu'il a pour la paix, mais que je supposois qu'on ne lui imposeroit aucune condition restrictive.

Les intérêts de l'Espagne ont été fortement agités, mylord Shelburne s'est occupé sur Gibraltar il s'est appliqué avec chaleur à me prouver que la mission en étoit impossible, il m'a parlé de la résistance que cet article éprouveroit au Conseil, que le lord Keppel lorsqu'il lui en a parlé, lui a dit nettement que si on parloit de céder Gibraltar, il prendroit son chapeau et s'en aroit. Je lui ai répondu que le premier lord de l'amirauté n'avoit vu qu'en marin, que la politique doit envisager l'objet dont il s'agit sous un autre point de vue, qu'en surplus je ne pouvois que répéter le prix que le roi d'Espagne attachoit à l'acquisition de Gibraltar.

En supposant dit mylord Shelburne que l'Espagne soit satisfaite sur l'article de Gibraltar que voudrait-elle encore? A cette demande j'ai déclaré de nouveau que je n'étais chargé de rien concernant cette puissance. Mais dans ce cas que voulez-vous que nous fassions? dit mylord Shelburne. Quelle détermination pourrions-nous prendre pour accélérer la paix? Si vous pouvez au moins me donner une indication des vues ultérieures de l'Espagne, vous me mettriez par là fort à mon aise j'aurai des matériaux pour le conseil du Roi. Pressé ainsi j'ai dit à mylord Shelburne que pour les espagnols j'allais lui dire mes idées personnelles, mais je comptais bien que cela ne mènerait à aucune conséquence. J'ai après cela dit à mylord Shelburne, que je supposais que l'Espagne voudrait affranchir le golfe du Mexique et ayant demandé ce que j'entendais par le mot affranchir, ai répondu que c'était éloigner du golfe les Anglois. Ce n'est pas, a répliqué mylord Shelburne, par les Florides, mais par la Jamaïque que nous faisons la contrebande. J'aurais cru en outre, ajouta-t-il que l'Espagne en échange de Gibraltar pourroit nous rendre la Floride occidentale avec un petit arrondissement du côté de la Nouvelle-Orléans cela nous mettrait à même de consoler la nation en lui montrant les vastes terrains qui sont depuis le golfe du Mexique jusqu'au pôle arctique ne croiriez-vous pas, a continué mylord, que l'Espagne donnerait ses mains à cette préparation. J'ai répondu à cette dernière question que je ne connaissais que le désir de l'Espagne d'être seule maîtresse dans le golfe du Mexique pour prévenir la contrebande, mais que je ne saurais dire jusqu'à quel point elle étoit attachée à cette idée, que le ministère anglais étoit en mesure de le savoir, M. d'Aranda ayant certainement reçu ses pleins pouvoirs et ses instructions.

Mais, repart mylord Shelburne, l'Espagne ne pourroit-elle pas au moins nous céder, ou en portion de St-Domingue ou bien Porto-Rico. J'ai répondu que la partie espagnole de St-Domingue étoit importante par le bétail qu'on y élevoit et que cette partie ne pourroit convenir qu'à la France, qu'à l'égard de Porto-Rico je savais que l'Espagne y attachoit la plus grande valeur et qu'elle craindroit d'en tout plus d'en faire la cession à l'Angleterre que par là cette puissance se trouveroit au vent des flots-sous-le-vent. Ainsi, a répliqué le lord Shelburne d'un côté on ne veut pas de nous, parce que nous serions au vent, et l'on veut nous chasser de l'autre à cause de la contrebande, sans doute que l'Espagne voudra aussi nous expulser de la baie de Honduras et nous priver du droit de couper du bois de Campêche? Je le suppose. ai-je répondu Il faut donc a continué mylord Shelburne que l'Espagne ait envie de continuer la guerre plus tôt que de céder sur tous ces objets. Mais nous savons parfaitement bien que sa flotte est en mauvais et très mauvais état, que ses meilleurs effets perdent jusqu'à 15 p 100 et que l'Amérique

méridionale est dans la situation la plus critique. Je ne vous cache pas que l'Espagne a beaucoup à perdre, et qu'il sera bon continuer la guerre avec elle. Pour ce qui est de la France, nous ne pouvons que chercher à acquiescer de la gloire vis-à-vis d'elle, nous n'avons rien à lui prendre. Il en est tout autrement de l'Espagne. Il faut que le roi de France soit satisfait, et qu'il intervienne pour mettre celui d'Espagne à la raison. J'ai répondu à ces réflexions qu'en effet l'Espagne avait des possessions exorbitamment étendues, que par conséquent elle était attaquable dans bien des points, qu'il était également très possible que l'Amérique méridionale subît tôt ou tard une révolution, mais que c'était un futur contingent sur lequel on ne pouvait dans ce moment-ci faire aucun calcul, qu'en surplus le Roi, s'il en était besoin, se ferait un devoir d'exhorter le roi d'Espagne à être modéré dans ses prétentions, mais que Sa Majesté ne pourrait aucunement parler de l'abandon de Gibraltar, que pour ce qui était des autres points, je ne saurais prévoir ce que le Roi pourrait faire parce que j'ignorais le degré d'importance que Sa Majesté Catholique y attachoit. J'ai encore sans cette occasion de dire à mylord Shelburne, que je n'étais chargé de rien à l'égard de l'Espagne, et que si je lui disais quelque chose de positif de ses intentions, je me tromperais. A cela lord Shelburne m'a répondu, que dans ce cas nous regarderions comme non-avenu ce que je lui avais dit de l'Espagne, et qu'il n'en ferait aucune mention. J'ai accepté cette proposition avec reconnaissance comme remplissant parfaitement mon instruction.

Nous avons ensuite repris l'article de la Hollande. Mylord Shelburne m'a montré la suite de tout ce qui a été pris à la République, ensuite il m'a répété que le port de Trincomalee convenoit à l'Angleterre. J'ai répondu que je n'avais aucune autorité pour discuter les intérêts de LL. HH. PP., que tout ce que je pouvais dire étoit qu'Elles désiroient la restitution de toutes leurs possessions : cela ne sera pas, à ce que j'espère, a dit mylord Shelburne, et nous n'avons pas été plus loin sur cet article.

Est venu enfin le tour de l'Amérique, mylord Shelburne a prévu qu'ils auroient beaucoup de difficultés avec les Américains, tant par rapport aux limites que par rapport à la pêche du Terre-Neuve, mais il espère que le Roi ne les soutiendra pas dans leurs demandes. J'ai répondu que je ne doutois pas de l'empressement du Roi à faire ce qui dépendra de lui pour contenir les Américains dans les bornes de la justice et de la raison, et mylord ayant désiré savoir ce que je pensois de leurs prétentions, j'ai répondu que j'ignorois celles relatives à la pêche, mais que telles qu'elles pussent être il me sembloit qu'il y avoit un principe sûr à suivre sur cette matière, savoir, que la pêche en haute-mer est *res nullius* et que la pêche sur les côtes appartient de droit au propriétaire des côtes à moins de dérogations fondées

sur des conventions. Quant à l'étendue des limites j'ai supposé que les Américains la mesureroient dans leurs charrues, c'est-à-dire qu'ils voudront aller de l'Océan à la mer du Sud. Mylord Shelburne a traité les charrues de sottises, et la discussion n'a pas été poussée plus loin parce que je n'ai voulu, ni soutenir la prétention américaine, ni l'abandonner. J'ai seulement dit que le ministre anglais devait trouver dans les négociations de 1754 relatives à l'Ohio les limites que l'Angleterre, alors souveraine des 13 États unis, croyoit devoir leur assigner. Mylord Shelburne a beaucoup parlé de la révolution de l'Amérique, il l'a présentée comme notre ouvrage, et il a appuyé sur la perte énorme qu'il en résulteroit pour l'Angleterre. J'ai répondu que la révolution américaine étoit l'ouvrage seul des ministres anglais, et qu'il n'auroit tenu qu'à eux que le Roi ne la favorisât pas, mais qu'il étoit un principe sacré en politique, savoir, qu'il valoit mieux prévenir que d'être prévenu. J'ai rapaté tous les faits qui ont forcé le Roi, contre son inclination, à faire usage de ce principe. Mylord Shelburne n'a pas contesté ces faits, il s'est appuyé sur la conduite maladroite des ministres et surtout sur les imprudences et les incuries du lord Stormont. Cette matière nous a de nouveau conduit aux principes et au caractère du Roi. Je rendrai plus bas compte de ce qui a été dit plus particulièrement à cet égard.

Après avoir ainsi repassé toutes les matières qui venoient d'être rapportées, mylord Shelburne m'a demandé si je ne voudrois pas, uniquement pour soulager sa mémoire, lui donner une note renfermant nos différentes prétentions, qu'elle lui seroit infiniment utile pour pouvoir les discuter sérieusement avec le Roi. Je n'ai trouvé aucune difficulté à condescendre à cette demande, en prévenant mylord Shelburne que ma note ne pourroit avoir aucune valeur ministérielle, n'étant pas autorisé à la donner. La note que j'ai remise est la même que celle où j'ai écrit ces observations de mylord Grantham.

Les objets de ma mission étant épuisés mylord Shelburne m'a dit avec le ton le plus sérieux et le plus réfléchi ce qui suit :

« J'ai été vivement touché de tout ce que vous m'avez dit du caractère du roi de France, de ses principes de justice et de modération, de son amour pour la paix, et d'après l'opinion que vous m'avez inspirée je désire non seulement la continuation au rétablissement de la paix entre nos deux souverains mais aussi à les amener à une cordialité qui sera leur bonheur réciproque. Non seulement ils ne sont pas des ennemis naturels mais qu'on l'a pensé jusqu'à présent, mais ils ont des intérêts communs qui doivent les rapprocher. Autrefois on n'osoit pas tirer un coup de canon dans l'Europe sans le consentement de la France et de l'Angleterre, et aujourd'hui les puissances du Nord veulent être quelques choses par

« *affes-mêmes, ainsi nous avons de part et d'autre perdu notre considération pour nous être acharné à nous faire du mal, changeons des principes aussi erronés, réunissons-nous, ayons bien d'accord, et nous ferons la loi au reste de l'Europe, on est trop clairvoyant en France pour n'être pas convaincu, d'un côté, que le système de l'Empire germanique est défectueux, et que la Russie veut jouer un rôle et a des vues qui ne conviennent ni à la France ni à l'Angleterre. Si nous sommes d'accord nous reprendrons notre ancienne place et nous arrêterons toutes les révolutions en Europe.*

« Il est, a continué mylord Shelburne, un second objet qui entre dans mes vues politiques, c'est de détruire le monopole du commerce, je le regarde comme une chose odieuse, comme un vice dont la nation anglaise est plus affectée qu'aucune autre. Mais cet objet demande autant de soins que de ménagements, parce que nos idées sont diamétralement opposées au système des négociants anglais, je m'en occuperai sérieusement et je me flatte que je pourrai m'entendre avec votre cour tant sur cet objet que sur notre *amalgam* politique. J'ai parlé au Roi sur tous ces points. Je lui ai rendu au même temps un compte fidèle de tout ce que vous m'avez dit des principes et des vues du roi de France. Sa Majesté y prend la plus grande confiance, et j'ai lieu de croire que lorsque nous serons fait la paix, il s'établira une parfaite cordialité entre ces deux gouvernemens »

À la suite de ce discours prononcé avec beaucoup de chaleur, mylord Shelburne m'a dit que la conversion du roi d'Angleterre n'avait pas été une chose facile que ses ministres ne lui avaient jamais parlé que de sa grandeur, de sa puissance, qu'ils l'ont toujours élevé au-dessus des plus grands monarques et des plus grands ministres, qu'il a des ressources infinies, tandis que la France est épuisée et sans crédit, et qu'en continuant la guerre il parviendra infailliblement à réduire au néant la marine naissante de la France. Toutes ces idées, selon mylord Shelburne, avaient pris de fortes racines dans l'esprit du roi d'Angleterre, et que c'était une tâche aussi difficile que difficile d'entreprendre de les détruire, que cependant lui mylord a eu le courage de l'entreprendre, qu'il se flatte d'avoir réussi jusqu'à un certain point, et qu'il espère parvenir à une conversion totale s'il est bien secondé de notre côté.

J'ai répondu, sur l'article concernant le Roi, que l'opinion que mylord en avait eue parfaitement exacte, que je pouvais l'assurer que ses ministres ne lui ont jamais parlé que de justice et de paix, et que Sa Majesté prouverait dans tous les temps sa répugnance pour les ravagemens et pour l'ambition, qu'avec de pareilles dispositions il ne sera pas difficile d'établir de la cordialité entre Sa Majesté et le roi d'Angleterre, que je pensais comme mylord sur le mauvais effet résultant des



querelles toujours renaissantes entre la France et la Grande-Bretagne que j'étois persuadé comme lui que ces deux puissances cessant de s'épuiser réciproquement et se déterminant à se mieux entendre, elles demeureroient les arbitres de la tranquillité de l'Europe, puisque elles seules étoient en état de payer des subsides, que j'étois persuadé que mylord trouveroit de grandes facilités à Versailles pour tout ce qui pourroit assurer la paix générale et pour opérer un rapprochement sincère et permanent entre la France et l'Angleterre. Qu'à l'égard de ses principes sur le commerce, ils étoient entièrement conformes à ceux que l'on a adoptés en France sur cette matière que M. le comte de Vergennes, personnellement, passoit que la liberté étoit l'âme du commerce, et que les privilèges exclusifs accordés à telle ou telle nation lui nuisent essentiellement, que mylord peut juger par là combien il trouva de facilité et d'empressement pour l'exécution de son plan.

Le même jour, mercredi les ministres ont eu une conférence très longue avec le Roi, je n'ai eu rien le soir à dîner, mais ils se sont bornés à me donner rendez-vous pour le lendemain.

Je me suis rendu d'abord chez mylord Shelburne de très grand matin. Il m'a dit que le Roi étoit parfaitement bien disposé et au delà de ce qu'il pouvoit espérer, que le lord Grantham comme secrétaire d'État étoit chargé de répondre aux différents points indiqués dans ma note confidentielle, qu'en surplus, il me verroit encore avant mon départ conjointement avec le secrétaire d'État, et que je pourrais être assuré qu'ils feroient l'un et l'autre tout ce qui sera en leur pouvoir pour que je fusse en état de porter une réponse positive et satisfaisante à Versailles.

Je me suis rendu ensuite à 11 heures chez le lord Grantham, il m'a dit à peu près ce qui est contenu en marge de la note que j'avois remise. En même temps ce ministre m'a prouvé qu'il vouloit encore me voir avant mon départ conjointement avec mylord Shelburne, afin de pouvoir tirer les matières encore plus au clair, s'il étoit possible, et me mettre en état de m'en retourner pleinement instruit. J'ai reçu le soir un rendez-vous pour samedi à midi. J'ai été exact au rendez-vous et y ai trouvé mylord Shelburne.

Les deux ministres ont commencé par me renouveler leurs dispositions sincères pour la paix et m'assurer de celle du Roi. Mylord Shelburne a ajouté qu'il étoit beaucoup plus sensible des sentimens de ce prince qu'il n'avoit osé l'espérer, et que je pouvais être assuré qu'on avoit de leur côté à la paix avec la franchise dont on donnoit l'exemple en France, et dont j'avois fait usage dans le cours de nos entretiens avec les deux ministres, que c'est par une suite de cette résolution de leur part qu'ils alloient me communiquer leur façon de penser sur les articles renfermés dans ma note confidentielle, que je pouvois prendre confiance dans leurs

observations, parce qu'elles avoient l'aveu du Roi, que je devois cependant plutôt les regarder comme renfermant leur opinion personnelle que comme une résolution ministérielle, parce qu'elles n'ont pas encore été munies de la sanction du Conseil, formalité nécessaire et pour la sûreté des décisions et pour celle des ministres, qui répondent sur leur tête de tout ce qu'ils font, qu'ils espèrent en conséquence que les réponses que mylord Grantham, comme secrétaire d'État, alloit me communiquer ne seroient regardées que comme confidentielles et secrètes, ainsi qu'ils en ont usé et en usent à l'égard de ma note.

J'ai répondu à ces remarques préliminaires que j'étois très content de recevoir les réponses des deux ministres dans la forme proposée; qu'elle me convenoit d'autant plus qu'étant sans caractère et sans autorisation pour négocier, je ne pouvois convenir de rien et recevoir rien de ministériel, mais que le manière de nous expliquer de part et d'autre n'en devoit pas moins mériter la confiance réciproque, hâtes de la grande besogne dont on alloit s'occuper.

Après ces observations, mylord Grantham a repris ma note, en a lu une différens articles ainsi que les observations que j'ai écrites en marge de chacun. Ce secrétaire d'État avoit rédigé ses articles sur une feuille séparée, et il m'a dit qu'il les écrirait de sa main sur ma note si je le désirois, sinon qu'il me prout de les transcrire, je lui ai répondu qu'on n'avoit pas besoin de son écriture pour prendre confiance dans ses réponses, et je me suis chargé de transcrire ses observations, je l'ai fait et il a collationné ma copie.

Tous les articles ont été analysés et discutés succinctement, la séance ayant duré trois heures et demie. Je ne raporterai pas tout ce qui a été dit je me bornerai aux objets suivans.

#### RESTITUTION DE SAINTE-LUCIE ETC.

Mylord Shelburne a dit qu'ils connoissoient parfaitement l'importance de cette île, tant par sa situation que par sa fertilité, que les officiers commandant dans les îles écrivoient avec les plus vives instances pour engager le ministre à la conserver, que les derniers ouragans avoient causé la révolution la plus heureuse à Sainte-Lucie et à la Barbade, qu'ils avoient détruit l'insalubrité de l'air et qu'il y avoit lieu d'espérer que Sainte-Lucie deviendroient nécessairement une colonie aussi florissante qu'elle est importante en temps de guerre. Que l'on n'ignoroit également pas la grande utilité de la Dominique, située entre la Martinique et la Guadeloupe, mais que toutes ces raisons ne seroient point prises en considération, que les deux îles en question demeureroient à la France mais qu'il espéroit que toutes les îles prises sur les Anglois seroient restituées sans difficulté. Je n'ai rien répondu sur Sainte-

Lucie autre chose, sinon que cette île avait été très insalubre jusqu'à présent qu'elle avait été le tombeau de nos troupes et que l'on ignorait en France la révolution heureuse qui s'y était faite en dernier lieu. A l'égard de la Dominique, j'ai observé que cette île, par sa position, étoit un sujet de querelles journalières, et qu'il convenoit également aux deux puissances qu'elle fût possédée par la France. Pour ce qui est de la restitution des autres îles prises sur les Anglois, j'ai répondu que je n'avois aucune raison de croire que le Roi vouloit en conserver aucune et que j'étois persuadé que Sa Majesté seroit disposée à les restituer. Il n'a pas été question des établissements hollandais repris par les armées du Roi. L'acte qui termine la réponse anglaise est relatif aux îles qui pourroient encore être conquises.

PÊCHE DE TERRE-NEUVE.

Mylord Shelburne a dit qu'il supposoit que le gouvernement du roi d'Angleterre sur cette île demeureroit intacte, j'ai répondu de la manière la plus affirmative, en assurant mylord Shelburne que les articles relatifs à cet objet seroient libellés de manière à le pleinement satisfaire. Quant au lord Grantham, avant de lire sa réponse il m'a dit avec une vivacité qui n'est pas dans son caractère : « Nous nous persuadons Monsieur, qu'il n'est pas question de votre part de demander un établissement soit civil soit militaire dans l'île même, parce que cela seroit inadmissible. » J'ai répondu que l'intention du Roi n'étoit aucunement d'avoir un établissement quelconque sur l'île même de Terre-Neuve qu'elle en demandoit un sur une autre île dans le voisinage pour pouvoir protéger et contenir les pêcheurs français, que l'Angleterre elle-même devoit désirer que nous ayons un point d'appui fortifié, parce que cela empêcheroit les commandans anglais dans ces parages d'abuser de leur force pour vexer et insulter les Français, comme cela est arrivé perpétuellement jusqu'ici.

Vous avons repris ensuite le point où notre pêche doit être bornée, savoir le cap Mez. Les deux ministres m'ont observé que, depuis que nous nous étions vus ils avoient pris des informations sur l'état de la côte méridionale de Terre-Neuve et qu'on les avoit assurés qu'il y avoit beaucoup d'établissements sédentaires dans cette partie qu'il seroit impossible de les détruire, et que, sans doute, nous ne l'exagérons point, que tout ce que l'on pourroit faire étoit d'aller jusqu'au cap Raye. J'ai répondu que j'étois persuadé que l'on ne regardoit pas à Versailles l'indication du cap Mez comme un ultimatum que nous ne demanderions rien d'impossible, que je priais les deux ministres d'examiner jusqu'où il leur seroit possible d'aller, en indiquant la baie de la Fortune ou celle du Désespoir, mais ces deux baies m'ont été présentées comme remplies d'habitations. Alors j'ai dit

que part-être on seroit saisi par en France de la baye des Banques ou Casques située au revers du cap Raye. On m'a répondu, mais en hésitant, que cette baye étoit très vaste et qu'elle renfermoit des établissemens comme les deux précédentes, sur cela, j'ai pris le parti de dire que sans doute on mettroit M. Fitz-Herbert en état de discuter cet objet particulier à Versailles.

#### TRAITE DES NÈGRES

On m'a montré de grandes difficultés pour la cession du Sénégal, mais on m'a assuré que l'on nous offrireroit des cantons d'où nous pourrions tirer les nègres nécessaires pour l'exploitation de nos îles. J'ai répondu franchement que M. Fitz-Herbert trouveroit M. le comte de Vergennes infiniment insistant sur l'article du Sénégal, qui est une ancienne possession française dans laquelle il est juste et raisonnable que nous restions. Sur cette remarque, mylord Shelburne m'a invité à déterminer ce que j'entendois par Sénégal, afin de mieux fixer la nature de notre demande. J'ai répondu que je ne saurois pleinement satisfaire à sa demande, sans d'être suffisamment instruit, mais que je supposois qu'il étoit question de toutes les dépendances de la rivière de Sénégal, ainsi que des comptoirs énoncés dans le traité de Paris, savoir Saint-Louis, Pector et Galam, à quoi il fallut ajouter Arguin et Portendic. « Mais vous sçavez, dit le lord Grantham, que notre Sénégal comprend la rivière de Gambie, l'intention de la France seroit-elle d'avoir le tout? » J'ai répondu qu'autant que je sache les vus du Roi ne portent que sur le Sénégal français, sur le Sénégal que nous avons possédé avant la guerre de 1755 et non sur la Sénégambie, quoique nous la possédions actuellement en entier, que l'Angleterre seroit rétablie dans ses comptoirs situés sur la Gambie. « Mais, a repris encore le lord Grantham, en conservant Arguin et Portendic, vous ôtez aux Anglois un objet important de commerce celui de la gomme arabique. » J'ai répondu qu'effectivement les deux comptoirs dont il s'agit n'étoient utiles que pour la traite de la gomme, mais que je ne croyois pas qu'en nous les restituant les Anglois perdissent cette traite, que si j'étois bien instruit, elle n'étoit pas maluare, que tout ce qui résulteroit de la cession dont il est question, seroit que les Anglois verdroient moins de guerre aux Français.

#### L'INDE

\* L'article du Bengale a été longuement discuté. On voudroit que nous renoncassions à l'idée de fortifier Chandernagor, que cette idée donneroit de l'ombrage, etc. Tout ce que j'ai dit au contraire n'a pu l'emporter sur la crainte d'effaroucher la nation anglaise, mais on a désiré trouver une tournure qui pût contraindre

de part et d'autre, et j'ai été pressé d'en indiquer une, je me suis excusé, parce que chaque parole devant être mûrement pesée, la chose demandoit du temps et de la réflexion et que cela ne pourroit se faire qu'à Versailles.

2° On veut nous assurer un commerce sûr et libre sur toute la côte d'Orissa, si nous nous contentons d'avoir un comptoir à Maszipatam. J'ai parlé de la convention provisionnelle faite en 1754 entre MM. Godeheu et Saunders, les deux ministres venant de la lire d'après l'indication que je leur en avois donnée quelques jours auparavant, mais ils l'ont trouvée insupportable, parce que la nature des choses est essentiellement changée dans cette partie de l'Inde depuis 1754, que la compagnie a beaucoup de traites avec les princes du pays, et qu'il seroit à peu près impossible de les refondre, que l'on prendroit les mesures les plus propres pour la sûreté et la liberté de notre commerce, et que cette matière deviendrait un objet de législation. Les deux ministres croyoient que l'expression *commerce sûr* que j'emploie renfermoit l'idée de territoire, d'où l'on pourroit conclure que notre intention étoit d'avoir en nos mains et d'établir par nous-mêmes la sûreté que nous réclamons. Je me suis empressé de rectifier cette fautive interprétation. J'ai dit que nous ne pouvions point prétendre établir la sûreté dont il s'agit par nous-mêmes, hors de notre territoire, mais que nous demandions que l'Angleterre assurât cette sûreté partout où elle est souveraine dans l'Inde, et qu'elle ne la troublât point ailleurs. Cette explication a satisfait les deux ministres, et ils ont tout promis relativement à la sûreté réclamée.

#### PONDICHERRY

On n'a pas réclamé contre l'arrondissement que j'avois précédemment indiqué. On a seulement parlé de Juji, qui est une forteresse. J'ai dit qu'on pourroit la demour ou la rendre au souverain du pays. Mylord Shelburne a répondu que ce seroit à l'Angleterre à faire les arrangements convenables à cette place.

#### DUNKERQUE

Il n'y aura aucune difficulté relativement à cet article. Le droit du non rétablissement a encore été exprimé. Au surplus, l'intention des deux ministres est que la renonciation du roi d'Angleterre ait plutôt l'air d'un hommage qu'il ferait au Roi que d'une condition exigée et forcée. J'ai assuré qu'on ne laisseroit sûrement rien à desurer aux deux ministres sur la manière de libeller cet article, ainsi que tous ceux qui seront compris dans le futur traité, qu'ils auroient toute l'entreprise du désir cordial des deux souverains de vivre ensemble dans une parfaite intelligence.

## L'ESPAGNE.

J'ai dit que la réponse que l'on me donnoit à l'égard de l'Espagne me contentoit d'autant plus qu'elle étoit parfaitement analogue à mes instructions. J'ai seulement demandé si la dernière phrase excluait toute discussion. On m'a autorisé à dire qu'elle n'étoit relative qu'à moi et qu'on entreroit en discussion avec M. le comte d'Aranda, lorsqu'il auroit fait sa proposition.

## HOLLANDE.

J'ai jugé ne devoir entrer dans aucune discussion ultérieure sur les intérêts de la Hollande.

## MÉDIATEURS.

Cet article n'a pas fourni matière à une nouvelle discussion. J'ai jugé que les ministres anglais veulent éviter les médiateurs, mais que leur intention est d'éviter aussi tout blâme en se conduisant avec beaucoup de circonspection.

Toutes ces matières ayant été épuisées, les deux ministres m'ont renouvelé leur désir sincère de parvenir à la paix, et les espérances qu'ils ont conçues à cet égard d'après tout ce que je leur ai dit des dispositions du Roi, et ce qu'ils savent de celles du roi d'Angleterre, qu'ils verroient avec beaucoup de regret les calamités de la guerre prolongées. « mais dans ce dernier cas, m'a dit le lord Shelburne, je n'épargnerai rien pour faire la guerre la plus vive, je négocierai de tous côtés j'offrirai des îles du commerce, des avantages partout pour procurer des amis à l'Angleterre et pour susciter une guerre sur le continent, » qu'il voit toutes les conséquences de ce système, soit pour la France, soit pour l'Angleterre, mais qu'il falloit d'une manière ou d'une autre sortir de la crise actuelle, qu'il avoit déclaré au Roi, en plein Conseil, qu'il n'y avoit que trois choses à faire pour un ministre anglais, ou faire la guerre à toute outrance, ou faire une paix convenable, ou donner sa démission. J'ai répondu que je me flatois que mylord remphrait la seconde alternative, et que j'espérois qu'il ne seroit pas dans le cas de chercher des amis pour engager une guerre générale. Mylord Shelburne a accepté mon augure comme remplissant parfaitement ses vœux, et en me rappelant ce qu'il m'avoit dit du système politique qu'il se proposoit de suivre lorsque la paix seroit rétablie.

*Angleterre, t. 538, n. 65 et 38.*

## INDEX ANALYTIQUE DE L'OUVRAGE.

### A

**Acheson (John).** Délégué au Congrès à la place de Silas Dumas, 111, 113 à 116. A des relations influentes avec l'Angleterre qu'Arthur Lee, 113. — Sa lettre pour Washington, 163. — Reçu par M. de Vergennes comme un des adhérents du parti qui favorisait l'Angleterre, IV, 2. — Ses mauvais propos au sujet de la France, 87, 88. — Se porte à Versailles le défenseur des Loo, 128. — Pourquoi il avait une lettre de M. de Vergennes et comment il s'en servait, 128. — Re-tourné en Amérique sur le même navire que La Laurens, 125. Portant qu'en fait se déroule, 127. — Considéré le Congrès uniquement comme une assemblée diplomatique, 148. Atteint à Versailles et manœuvre de comprendre son mandat, 149. — Se croit envoyé pour traiter à son sujet de la paix, autorisé à décrire sa mission, pouvant résider soit en France soit ailleurs, 110, 111. Rapports échangés avec M. de Vergennes, 112 à 113. — Question entre ces deux ministres français relativement au papier monnaie, 114 à 119. — N'avait pas crainte d'écarter que la France était trop heureuse d'avoir dans l'Amérique le moyen de tenir l'Angleterre en échec, 116. Prend le rôle de représentant effectif du Congrès et voudrait changer la destination de Rochambeau et de Ternay, 119, 120. — Revient à prétendre faire connaître au cabinet de Londres le mandat qu'il croit avoir de traiter la paix, 121, 122. Manifeste plus ouvertement que jamais ses dispositions antipathiques; rupture entre le ministre et lui, 122 à 123. — Pourquoi M. de Vergennes avait décliné la rétrocession de France, 123, 124. Transpire à Amsterdam en politique

**Acheson (John).** [Suite.]

conduite à la France, 125. Prendre en revanche à propos des pétards, antérieurement à ce que pensait M. de Vergennes, 126. — N'est pas moins dévoué officiellement par le Congrès, 127. Envoie au président la déclaration de la Russie sur le droit des neutres, 127. A demandé de nouvelles instructions au sujet de la paix et à cette occasion soulevé la question de la pêche du Terre-Neuve, 136, 137. Est l'objet de préventions, de la part de M. de Vergennes, contre l'accord conclu de l'écou de nouveau pour négociateur, 151. — Présente au ministre de prétentions pour les États-Unis en cas de négociations de la paix, 151, 152. — Vient se donner à la Haye malgré notre ambassadeur. In qualité de ministre plénipotentiaire, 161, 162. — Ne sera plus chargé seul des négociations de la paix, 169. Ré du traité de commerce avec l'Angleterre, 112. — Interrogé à l'inspiration de certains Anglais sur les conditions de la paix, répond que les États-Unis ne traitant qu'avec le concours de la France, V, 23 à 24, 39. Atteint imprudemment et innocente en Hollande, 14 à 19. Revient à Versailles, non sans se faire prier, s'était encore passé en négociateur prédominant; avait toutefois paru mécontent pour les États-Unis, 15. — Trouvé à Amsterdam par la nouvelle de la reddition de Yorktown, 33. Faut de réconfort, reçoit recherche notre ambassadeur. Se marqua de La Vauguyon, mais mal à propos eût été une mission à la Haye, 55, 56. — Sollicite l'appui de ce dernier pour faire changer l'opinion de M. de Vergennes à son égard, 58, 57. — A modifié sa

## Ames (John — Suite)

cordants et se base des précédents de l'ambassadeur, 54 sq. — Tente à rejoindre Franklin à Paris, 100. — A abouti avec la Hollande, 1.

*Belissimo angustium* en matière, en France, 166. — Approuve Jay, à qui il a écrit de ne rien accepter tant que les États-Unis ne seront pas revenus, 167. — Met Franklin d'accord à l'égard. — Maître aux présidents américains anglais son opposition aux idées de Franklin, 68. — Ne peut que médiocrement venir à M. de Vergennes, 102. — Visite possible de sa conduite dans la négociation de la paix, 168 à 170. — Jugé par Brachet, 173. — Ce qu'il manda en sonnom aux États à Philadelphie après les préliminaires de paix, 291. — Ce que lui attribuaient ses amis, 292. — Opinion de M. de Vergennes à son sujet et sur ses imputations, 292 à 299. — Opinion de Franklin, 299, 300.

Ames Samuel — Vient que les attribues Gérard, 102 à 107. — M. de Vergennes l'indique comme chef, avec John Adams d'un parti opposé à l'Angleterre IV 3. — Caractère de sa politique, 11. — Défendait Temple au Congrès, 12.

Est à lui seul la majorité dans le comité formé pour répondre à Gérard sur la prétendue attitude de sonner la paix avec la France, et après qu'il n'y a pas moyen de répondre, 25 à 30. — Répondit auprès de Gérard des liaisons avec Temple, 30, 31. — Chef de « la faction de l'Est », 37. — Très favorable aux propositions de Gérard en vue de négociations éventuelles pour la paix, 70 et suiv. — N'est pas suivi, par le Congrès, 81, 82. — Propose tout à Gérard que John Adams en l'honneur de la couronne de l'Etat de son côté pour conserver leur indépendance, et que « Samuel Adams et Richard Lee avaient agité pour l'union avec les conventions anglaises », 86. — Surprenant vouloir laisser à d'autres conventions le temps d'arriver de Londres en sorte que la paix se fût en Amérique et non en Europe, 85.

Angleterre vivement cette dernière opinion en plein Congrès, 89. — Antipathie certaine pour nous, mais surtout pour ce qui n'était pas lui, ou pour toute action impétieuse à la mener, 102. — Écrut d'après ce d'avoir avec de réels dans son État après la démission avec l'Angleterre et ne

## Ames (Samuel — Suite)

voyant guère au delà, 89, 90. — Son parti en France qu'il fut tout le mouvement de l'histoire diplomatique avec l'Angleterre, 91. — Dit qu'il craignait que les États du Sud et ceux de l'Est ne s'écartent, 106. — Soutenait avec son parti, que les habitants de la Nouvelle-Angleterre avaient le droit de pêche à Terre-Neuve comme autres sujets de la Grande-Bretagne, 106. — Oublié d'aller à Boston pour se défendre, 167. — Avant d'arriver et dirigé à sa guise le comité populaire de Boston, 168. — Paragraphe La Jollette à la tête du comité du Massachusetts, 215, 216. — Adversaire résolu, ainsi que son parti, des propositions tendant par le Congrès dans l'organisation politique, 296. — Propose Arthur Lee pour occuper les Affaires étrangères, 297. — Quitte le Congrès et n'y reparait plus de huit mois, 299. — Effet de son absence, 300. — Son parti retarde le départ des instructions pour la paix, 312 à 315. — Pousse le Massachusetts aux demandes pour les propositions, 370. — Les fait attendre par les députés de la Nouvelle-Angleterre, 379. — A excité ses partisans contre les projets de paix, V, 61. — Imprimait à sa presse le Massachusetts d'après ses horreurs, sous prétexte de la paix, 379, 380.

Ames Samuel (La date n°). V 291, 303.

Ames — L'espérance de l'Espagne est tout ven par M. de Vergennes, 111. — Elle débute médiocrement, 112, 113. — La question revient, 175, 293. — Conditions de la paix avec l'Espagne, 294. — Proclame, W, 580. — Opinion du comité d'après la paix, 294, 295.

Ames Samuel (La date n°). — Nomme ambassadeur d'Espagne à Londres, XI 14. — Imprimait produite par ce chef à Versailles, 102. — Représente comme devant travailler en vue de la neutralité de l'Espagne, 19. — M. de Floridablanca assure qu'il n'avait pas d'autres instructions que les anciennes, 78. — Sa santé redoublée à Versailles, 161. — C'est que l'Angleterre manifeste quelques choses pour que l'Espagne reste neutre, 167. — N'avait pas dit que la paix avec l'Angleterre avait dû s'accorder avec la France et les Colonies, 198, 199. — Examine sur la paix avec l'Angleterre, 213. — But lui fixe les conditions de M. de Vergennes touchant l'indépendance





## ANALYTIQUE. Suite :

ambassadeurs prêts à 381. Bataille avec M. de Vergennes, 383. Arme dix vaisseaux de ligne pour. Trouve intérêt à laisser agir le Portugal d'après. Défend la poursuite des succès, II. 38.

Voulu intervenir en France, 13, 14. — Se préoccupe de l'union de Du Chaffaud, 38. Cherche à empêcher toute union avec l'Espagne, 76. — Tente de faire passer celle-ci avec le Portugal, 76. Inquiète par l'arrivée de Pombal en France, 100. Agissait comme si la paix devait certainement venir ou si elle voulait la rompre, 106. Continue à jouer l'indifférence en Espagne, 121. 126. — Refuse de s'expliquer sur ses intentions et parle seulement à l'indirect qu'à Versailles 146. 149. — Tente une union après des succès étrangers 155. 157. — Conditions indiquées pour la paix et propositions à la France 167. 168. En conduite en Corse 188. — Cherche à dégoûter l'Amérique de la France et de l'Espagne, 336, 337. — Offrit des subsides au Maroc ou de se joindre avec nous et nous avons de la victoire 442. 445. — Répondit et se plait au sort de notre réputation, 474. 475. — Prone déjà la loi négative et compte d'y ajouter des rigueurs 503. Nous avait fait faire des menaces pour sauver son crédit par les dépenses auxquelles nous aurions consenti, 536. Expédierait une flotte en Amérique ou une d'essai de victoire dans une colonne 541.

Reçoit des passeports avec la légation de Paris, 645. Instructions à Howe pour traiter directement avec les Colons 660. 619. Ne négocierait auprès des commissaires de l'Amérique ni les offres additionnelles ni les peines 653. 654. Induite d'affaire après d'eux 703. Agne au lieu, 711. Têtu du refus des membres du Congrès, 681. France ne désire pas par la déclaration du traité de la France avec les Colons mais s'oppose à tout dans son intérêt, III. 2. Gagner à attendre 3. — Condition de paix qu'elle posait aux Colons 45. — Offert de rendre la Floride à l'Espagne, 68. — Rejetant l'adhésion de la France 116. — Insiste de nouveau d'une attitude française sur ses sites, 120, 132. Avantages que sa situation lui donne sur nous, 154. Vult circuler des bruits

## ANALYTIQUE. Suite

L'accommodement avec les États-Unis 172

Avait envoyé d'acheter le précédent du Congrès et Washington 189. Demande qu'elle passe au nord, après Oumant, par l'intérieur de l'Espagne 508. Demande que nous supplions une victoire, que nous craignons une victoire, et se cherche que ses débris 504. 504, 573. Item plus vigoureusement que jamais 580. — A toute liberté de rétablir ses forces maritimes par suite de l'union que l'Espagne a imposé aux autres, 590. Jugé loin de toute disposition à la paix, relative à l'indépendance des États-Unis, impuissante à les convaincre, nous disons de traiter directement avec eux 693 à 695. — Prévoit d'une distance sur ses sites par l'impossibilité pour la France et l'Espagne de le faire, de même d'une attaque de la Amérique, 602. Supplie envoyer des forces aux Antilles 633. Fait une réponse noble aux offres de médiation présentées par l'Espagne, 641.

A posait un arrangement avec la partie prise de retourner à son point d'Amérique et de quitter la France, 646. — Garde le silence sur les propositions étrangères, 660, 661. 673. — Répondit dans l'impair de notre final par la pose de l'union-lance divinisée; les offres de médiation de l'Espagne pour dissuader les États-Unis et lui recommandait à elle la même idée. — La domination sur nous, craintes qu'inspirent ce puissance 700. Accordé par M. de Vergennes de braver toutes les nations rivales, 706. — Connu à l'extérieur à la suite du Danemark, mais lève les mains sur les services que sa marine a rendus, mais non à aucun engagement de sa part en leur occasion qu'elle dépendra des succès ouverts des traités qu'il est avec elle, 717. Fait déclarer à la Haye que les vaisseaux hollandais avant suspendu tout ceux qui transportent des approvisionnements maritimes pour la France, 741. Perd toute chance de nous joindre dans une guerre européenne 746. — Entendit, si elle ne pouvait l'éviter, accepter elle-même, sans l'intercession de personne l'indépendance à un certain sujet renvoyé 747. Prendre garde de se séparer d'après les propositions d'arrêter médiateur de l'Espagne, 747. Cherche à faire entendre aux Colons la possibilité d'une telle,

**Américains. Suite.**

770, 771. Hauteurs d'attitude, d'orgueil, d'indépendance, de son honneur qui le distinguent dans ces événements. 775. — A envoyé à Franklin un projet de loi sur lequel sur celui de Charles III, 792. — Répond au Congrès des remontrances du parlement et s'empêche de jouer la médiation entre les deux Couronnes, IV 339. — Fais circuler le traité du dédoublement des États-Unis. 339. Ses questions concernant la prochaine signature du la paix jugées la France, sur l'initiative de l'Espagne, 466. — S'agit avec empressement les victoires de la Russie, 512. — Propose aux États-Unis la remise que la France veut s'emparer de Rhode-Island. 526. — Répond aux États-Unis sur le refus du Nord. 541. Ses plans déjoués par les défectives interruptions de lord Cornwallis. 639. 640. — Souhait impuissant à poursuivre la guerre. V, 1. — A réagi à Pittsbury contre l'influence française et tenté pour cela un peu d'insinuer dans la cour de Vienne, 7 à 9. — Lève de nouvelles objections au sujet de la médiation et préfère revenir aux intrigues. 25 26. — S'efforce de rendre la France et l'Espagne impuissantes, surtout aux États-Unis. 26. Souhait au contraire de domination menacée par notre dédoublement de l'Amérique par la ligue des neutres, par nos relations avec la Russie et Frédéric II, 34. — Adresse au roi en vue de faire savoir la guerre, 40. — Son gouvernement paraît dans les intrigues. 26 27, 32 à 35. 36 à 41. — Pense du caractère de lord North à celui de Rockingham. 36. — Le détail de la négociation de la paix avec le Congrès important pour au gouvernement de Versailles. 79. — Voit former le ministère d'Amsterdam, 92. — Mentions différentes entre Fox et lord Shelburne de comprendre la politique, 94 à 100. 100 à 104. — Son premier ministre confie avec un envoyé de Versailles, 106, 108, 121 à 129. — Son représentant à Paris sa négociation avec Jay et John Adams. 136 à 140. — Besoin qu'ils aient de faire la paix, 140, 144. — Amusement qui y est suscité par les conditions de paix qu'a acceptées Shelburne. 146 à 150. 154. — Interdiction de son roi après leur signature, 170 à 174. — Voit lord Shelburne renvoyé par lord North et Fox, 302. Anticipation. — Parti existant entre la France

**Anticipation. Suite.**

dans le Congrès des États-Unis. IV 173, 174. 198 à 206. 221. 409. Anticipation. — Parti politique en Espagne auquel le comte d'Aranda passe pour appartenir. III 19. Anticipation. Le comte a ambassadeur d'Espagne au sein premier ministre d'Espagne de servir au pouvoir, I 32, 49. — Son caractère. 40. — S'abstient d'envoyer à Londres les instructions de son gouvernement. 41. — Sa plainte du comte de Guines, 148. — Correspond avec M. de Vergennes. 197. — Dissuade la convention de non-marche, 219. — Son rôle est tel que la France et l'Espagne. 224. — Émet l'idée d'un rapprochement de l'Espagne et assure que l'Espagne sera la révolution de la France, 226. 244. 245. — Chargé de demander des troupes espagnoles pour Saint-Domingue. 269. 270. 40. — Inquiet des agissements de l'Angleterre, 262. — Rend quelques-uns par lui comte M. de Vergennes. 262. — Sa conversation avec M. de Montpas, 264. — Depuis communication du mémoire de M. de Vergennes sur la guerre, 577. 578. — Répondance la politique de M. de Guines. 578. — Transmet à Madrid les observations de Versailles sur la réponse de l'Espagne au mémoire précédent. 690. — Anticipation pour M. de Grimaldi, qui s'oppose à la guerre. II, 17. 26. — Empêche d'écouter des nouvelles de la convention de M. de Vergennes avec Franklin. 113. — Remet communément et après de toutes les parties des Américains. 121. — Voit Franklin et son collègue. 171. — Son rapport avec Arthur Lee. 171. — Son désir que la guerre ait lieu contre l'Angleterre, 171. — Voudrait une alliance formelle avec l'Amérique. 171. — Profète les conséquences de M. de Vergennes et l'absence de son fils. 172, 173. — Ne se pas moins retenu caractère du Saint-Espoir, 175. — Convoque la guerre pendant commander son armée, 187, 188. — Renvoie de son frère Arthur Lee à Madrid, et annonce à son frère l'arrivée de celui-ci, 195, 197. — Répond au vue de l'alliance américaine. 210. — A pour d'être mis, 220. 227. — Sa partie avec d'une réponse diplomatique de M. de Floridablanca, 266. 269. — Communique un mémoire de son dernier, 261, 262. — Est admis en conseil du roi, 264. 265. — Envoie à Madrid

## ANCIENNE (Le comte de) (Suite 1)

avec l'archevêque d'Albi 167. — Avoit écrit la cour d'Espagne que le traité de la France avec le Congrès était signé, 164. Embarras de la détermination de la France 166. Met au compte des ministres de Versaille au premier jugement sur la politique de ce comte, II, 17. Exclu de la médiation que l'Angleterre passait près de demander à l'Espagne 17. Rapport avoir entretenu le roi de France à la guerre, *ibid.* et fin. En est déchargé par M. de Vergennes, 70. S'était plaint de n'avoir pas été avisé de la confirmation du traité par le Congrès 70, 71.

Considéré comme partisan de la guerre dans la pensée qu'on a mis que lui pour mettre le commandement 80. — Opinion de M. de Vergennes à son sujet 142, 163. Tient le combat de la Bala-Pauze pour des « fautes » qui prolongent une suite. 51. — Avec M. de Floridablanca que le comte d'Estung a mis à la suite de Toulon 81. Signale les malheurs dont est menacé cet objet. 184. — Tous systématiquement par sa écrit ou devant des négociations politiques 511, 512. Transmet par suite aux amis étrangers sur les intentions de Versaille 512.

Contraint de cet entêtement au point d'en être exclu, 512. Laisse amplement étranger aux négociations de M. de Floridablanca pour avoir fait payer le comte de l'Espagne, 516.

Avoit adressé à ce comte une lettre de remerciement et d'excuse *ibid.* — Comte: il avait cherché par tous les moyens à pousser le roi d'Espagne à la guerre *ibid.* et 517. Mène au comte des affaires d'Allemagne par M. de Vergennes 477. Ignore la jonction future des deux flottes 750. Envoie à M. de Vergennes la lettre d'Almodovar contenant la réponse de l'Angleterre 71, 772. — A écrit à Madrid que le comte d'Estung prendrait le commandement des deux flottes pour aller contre Plymouth 466.

Avoit tenté auprès de la cour une ouverture pour qu'elle eût le commandement de la flotte à Estung 461. Apporte le plan de campagne de Charles III 303. En confère avec M. de Maurepas, se montre très parti pour la descente en Angleterre, 512. Insinue à Madrid que nous accepterions n'importe quelle paix tant nous sommes de l'Espagne. V, 7. Appelle à la

## ANCIENNE (Le comte de) (Suite 1)

première conférence avec Castille pour la paix 84. Pour avoir cherché à la pour traiter avec lui 166. N'a pas voulu s'engager avec celui-ci en prétendant que le roi ne lui en avait pas donné le pouvoir, 166. Pourqu'il appelé à un entretien à Versaille le matin du départ de l'Espagne pour Londres, 169. — Est en conférence avec le philosophe anglais 172. Son appartenance perpétuelle avec M. de Vergennes, pour être le roi avec le ministre et Bayona, pour gouverner les armées de la cour au vue de la guerre, 200. Autre conférence avec M. de Vergennes où il prend la même attitude, 211, 217.

Signale dans la correspondance de M. de Floridablanca l'avis que l'Espagne pourrait renvoyer à Gibraltar. 150 à 161. Appréhension de M. de Vergennes fait connaître que la cour acceptée les propositions de l'Angleterre, 263, 264. Opinion approuvée au gouvernement de Louis XVI sur l'attitude de l'archevêque, 266, 269.

ANCIENNE (Le comte de) — Informé de l'arrivée de la marine des ventouses envoyées par la marine anglaise en aide à Saint-Pierre-Martinique, I, 431, 432, 462. Envoie par la France des renseignements sur les opérations des Anglais et des Américains, II 37.

ANCIENNE. En pourpense avec Clinton pour l'avis Westpoint, IV, 396, 397.

ANCIENNE (Le prince de). Admis à Versailles avec le roi, I 147. Opine pour la guerre avec le Portugal 312. — Vient contre cette proposition, 312. — Nature et caractère. II, 21. Voudrait une autre politique. 72. On le voit aussi par l'avis 72. Opinion de Montmorin sur lui et sur le prince de la France. III 38, 39.

Manifeste à Montmorin qu'il est satisfait de la signature de la convention 74.

ANCIENNE. A qui Versaille voyait son alliance utile à 514. — Offre d'intervenir auprès de l'Angleterre pour amener la paix, 397, 398. — s'entendrait avec Catherine II moyennant le soutien de l'Espagne, II 143. Fait remarquer sur l'Électorat de Bavière III 82. — Trouve trop en intimité avec l'Angleterre. 104, 105. Mène au rapprochement de la France avec Frédéric II 107. — D'où vient son influence en Bavière 111. — Accepte l'arbitrage du roi

A. VERTUE. *Amir*

de France 466. L'envoi du représentant de ville de médecine, IV, 119. Seigne dans cette rue 213, 218. Effet produit sur les résolutions de Versailles par la mort de l'impératrice mère, 335. 213. — Aurait voulu pour la del de la médecine

CERVANTES. *Amir*

son et même voir quelque chose avec la France V 21. — Le duc de Bourbon-père de La Fayette et du vicomte de Noailles, II, 298 301 303, 411. III, 207, 210, 211.

## B

BARRINGTON (Edmond de) *Amir*. — Chas. M. Barrington 1 492. Reconnu par Franklin à Silas Deane, 492. Était aux yeux du Foreign Office. Y a fait connaître les relations de Deane avec l'Espagne, 501. Ce qu'il a appris de celui-ci II 209. — Autres détails le concernant 551 608. Délégué à M. de Vergennes par Franklin pour aller en France instruit dans cette rue par La Fayette, revenu contraire au projet d'une expédition, IV 211, 212. A-t-il été réellement l'agent de l'Angleterre? 213.

BARRINGTON (George). — L'opinion germanique qui régnait dans une *Maison des États-Unis* à quel point elle a servi I v. Arrivé à Franklin la relation des instructions espérées d'Amérique par Silas Deane 486. Reçu de l'Amiral Barrington comme un espion du gouvernement anglais, 492. Devant nos amis allemands de Louis XVI et de M. de Maurepas, 510. Innuent quant aux vices de Frédéric II 621. A pu être le premier des vices du comte de Breghin sur les Colonies II 73. — Présumé momentanément et pourqu'on la participation de la France à leurs affaires 117, 118. Établi clairement la défection du général Lee à Monmouth, annulant le résultat de l'intervention de la France aux États-Unis 260, 261. N'est pas de critique contre le comte d'Albion mais s'est mépris au triennat de son comte sur les opérations et sur les vices de ce dernier, 220 à 222. Interprète contrairement à la vérité le traité de 1779 entre la France et l'Espagne, et pourquoi 762 à 764. A cherché depuis sans fondement à établir la vérité pour les États-Unis, de traiter directement avec les Anglais IV 18. Tranquille dans sa dernière édition en vue de son opinion propre ses lettres montrant que Washington avait bien de

## BARRINGTON (George) (Suite.)

voir l'alliance de l'Espagne proposée à son École 39. Insuffisance de son exposé des débats du Congrès en 1779, 46. Indique une date erronée pour le rapport du Congrès 78. Est d'accord les obligations contractées avec la France pendant la libération des États-Unis, 31 112. — Pense vraisemblablement que la faction de l'État regardait le sentiment du public 183. Constate l'obligation dans laquelle étaient les États-Unis de contracter des emprunts avec la France 390.

Prend parti pour John Adams en un sens très subtil que des ambassadeurs de la correspondance de ce dernier, 410. — Peu de compte qu'il a tenu des documents de ses archives dans son chapitre intitulé *La France oppose le présent besoin de la paix*, 460. — Well informed en parlant de la paix 503 504. Reconstruit et partit pris, 578, 812. Attribue naturellement à Washington toute la campagne de Virginie, 628.

BARRINGTON John III 262, 272.

BARRINGTON, J., 294, 434; II 382.

BARRINGTON, secrétaire de La Fayette, IV, 333.

Tout profane et infatigable à Meyer, secrétaire de Gérard 334. Bientôt fait en fait la situation des États-Unis 376, 379. Remplace intérimairement La Fayette 384. A proposé des expéditions d'abord et Lee contre Franklin et des efforts des États-Unis en vue de la défense, 384. Signale les efforts tentés pour enlever ou amoindrir la situation de Franklin à Paris 432. Remet au Congrès en mémoire une la nécessité de faire des concessions, 547, 548. — Ajoute dans un résumé, de mêmes détails au rapport de La Fayette sur la discussion des finances 804. Interrompue de nouveaux succès une série de rapports sur l'affaire des jacobins V 61 63. Conclusion tirée par Lee d'un de



**EMERSON De' [Suite]**

- Sympathies secrètes pour Versailles III, 713.  
 S'excuse de présenter des observations sur le  
 Règlement de navigation adopté 713 714. —  
 Espère la conclusion de ce règlement 714  
 Engage le Suédois et la Hollande à faire des dé-  
 marches à Londres pour la liberté de leur pavillon  
 sué. Transmet à Stockholm et à la Haye des  
 ordres en vue de la neu neutralité, 714. Propose  
 des armements communs, *ibid.*  
 Ette Le docteur député de la Caroline du Nord  
 IV 43 44.  
 Esparb Le marquis de) ambassadeur de France  
 à La Haye, I, 331, 363 364 604, 605.  
 Esparb Le marquis de). Propose par Quatre-  
 vent et agréé à Versailles pour être envoyé en Amé-  
 rique, I 129, 130, 149. — Comment parvient  
 son premier rapport, 166 166. — Ses rela-  
 tions avec le Comité de correspondance secrète,  
 166 à 168 Ses réponses, 168, 169. Avertit  
 mal à propos pour lui-même sa mission, 168  
 b. c.  
 Esparb (De'). gouverneur de la Martinique II  
 475. Aux Antilles, attendant le moment  
 d'agir. III 177. Mal avec Estang, ne l'avait  
 pas secondé dans l'attaque de Sainte-Lucie, 639.  
 Avait pris la Dominique, 591. S'empare  
 de Saint-François, IV 605.  
 Esparb Le premier secrétaire d'ambassade à  
 Madrid III 18. — Dépêche le roi d'Espagne et  
 M. de Flacabance 19. Diffuse Montmorein  
 de 41. Sur les ministres d'Espagne et sur le  
 prince et la princesse des Asturies, 41 à 47.  
 Assure que personne n'a eu vent de la trahison  
 46.  
 Esparb Le marquis de) ambassadeur de France  
 à Vienne, I 11 12 367. 607: II 644 300:  
 II, 105 104, V, 170 181  
 Esparb Le marquis de) officier français chargé  
 de présenter à Estang les demandes du Congrès  
 de 126. — Commande la campagne de François  
 de la Caroline du Sud, 156. Informe Estang  
 de la nullité des ressources, 156, 157, 157 à  
 159.

- Esparb — Recommandé par Silas Dumas à La  
 Fayette IV 100.  
 Esparb Charles-François comte de, — Ambassadeur  
 confident de Louis XV I 14. Avertit d'abord  
 l'étude du projet d'invasion en Angleterre, 636.  
 Gouverneur intérimaire de Lorraine, disgracié  
 dans l'esprit de Louis XVI officiellement par M. de  
 Vergennes *ibid.* Souhaitait de voir la France  
 reprendre son rang, 637. Ymettait sa faveur  
 des Colons, 640. Amène Keth chez Silas  
 Dumas 641 643. Suit de la soirée passée  
 chez lui par le duc de Gloucester à Metz 645  
 646 647. Ce qu'il espérait II 70. Lettre  
 à Keth développement son projet, 71, 71. Re-  
 met au ministre Montbaurcy le chiffre de la cor-  
 respondance de Keth 171, 172. Informe  
 celui-ci qu'il mena l'expédition, 72. — L'avait vanté  
 grandement au ministre Saint-Germain 101  
 Voir Franklin, 116. Fait venir à sa compagnie  
 à Ruffec La Fayette et Keth, 178. Recommande  
 Murray à Franklin, 104 105. Adresse au roi  
 son plan de descente en Angleterre 649 65.  
 Le traité plus ou moins passé pour lui avec  
 Dumas est dénoncé en Amérique, 180. Juge  
 la guerre imminente et s'efforce d'y travailler, *ibid.*  
 Lettres au ministre Saint-Germain 65: 658  
 669. Lettre au roi 65: 651 Mémoire sur  
 la situation actuelle de la France et de l'Angleterre  
 et Ministre intérieur, 651 661  
 Esparb (Le maréchal duc de) — Gouverneur de  
 Lorraine et des Trois-Évêchés I, 636 — Numé-  
 ré au commandement des troupes schabandou entre  
 Rouen et Dunkerque III 71. On désigne les  
 officiers généraux qui survivront sans ses ordres  
 123. Remplacé dans ce commandement par le  
 comte de Vaux à la suite de dissensions sur les  
 manœuvres IV, 127  
 Esparb, commandant anglais aux Colons à  
 149, 150 II, 505 500 648 III 111.  
 Esparb commande une escadre anglaise III 60  
 141. — Paraît dans la Delaware bien après La  
 Fayette et avec son escadre en défense, 165.  
 Envoie des vaisseaux à Havre, 591. — En dirige  
 sur les lies IV 3.

## C

**Canada dirigé d'ailleurs du Prince à Capetown**, III 713, 714, 715 724 725

**Canada** (Lord 1, 445 478, 479.

**Canada** Le comte de. Journal de bord du *Leopard*, III 374 à 382.

**Canada**. Redoutablement à Bonsoir du dire que nous n'y pouvons point, I, 109. Préjugé qu'après sept heures d'attente à quai nous ne pourrions pas monter de notre navire si l'on s'opposait les obstacles. 24. Intention de se transporter à l'Angleterre afin qu'elle pût par là sur les États-Unis III 156 à 158. Le comte d'Estaing pourra en réchauffer le site, mais aidera les États-Unis à le conquérir que par des coquilles 191, 192. L'Espagne veut nous le faire attaquer. Grand reconnaît que les États-Unis le convoient 291. Fret attaché par La Fayette à ce que cette conquête ait lieu et qu'on s'en tienne de Washington, 412 417. Les propositions de paix espagnoles ont pour première condition que la possession en soit garantie à l'Angleterre, 557. Examen par le Congrès du vote de La Fayette 417, 418 et IV, 36 à 40. — Opinion ministérielle de Washington, tout que New-York et Newport ne soient pas dévoués, 40.

Plan du marquis de Saxe faire l'entreprise par les troupes des États-Unis appuyées d'un corps français 72. Caland avait combattu toute entreprise sur cette province à moins qu'elle ne devint un quelconque État 74. Washington tenta de ramener La Fayette et La Lamerie à l'idée du succès l'expédition 365 366. La comtesse en est dévouée par Franklin à Oswald elle leur prouva ses intentions V, 33 104 124. Pourquoi cette comtesse ne figure-t-elle pas dans le projet de proclamation remis au comte à Oswald par Franklin et Jay? 63. — Probabilité que Franklin signerait pas ce qu'on dit plusieurs fois au ministre et notamment à La Fayette que si les Américains se présentaient le Canada il faudrait leur le leur laisser 104.

**Canada** officier de La Fayette III 313

**Canada** Gu et Ducor. Remplacement Clouston

**Canada** Gu (Saxe).

et *Comte* rappelle, V, 34 97. *Estimé* dans leur mission 181 182.

**Canada** Lord marquis de. en Amérique, III 374 400.

**Canada**, marquis de la légation de Paris, II 338, 369, 370.

**Canada** Le marquis de. *Remplace* M. de l'artère à la Marine, IV 649. *Devenir* au

Conseil l'impossibilité du plan de descente en Angleterre, 218. — A l'égard de l'Espagne le même sur les opérations futures 243. Ce nouveau et surveiller à l'égard le départ de l'expédition du comte de Guise 344. A vu *Comte* le colonel Lamerie, et fait part à M. de Vergennes des intentions de ce dernier, 387. *Reçoit* en l'honneur de l'ambassade les instructions qui lui en est venu chargée, 388. *Contre* l'ambassade de la marine ministère, 389. Plus actif que *Saxe* V 13. Note pour faire prendre l'offensive aux Hollandais dans la mer du Nord 32. Principal auteur avec le marquis de Brébant, des mesures contre M. de Vergennes et sa politique, V. 170. — Not de note qui dépeint le pays, 180. *Reproche* vivement à M. de Vergennes d'avoir sacrifié des points importants dans l'Inde. 181.

**Canada** L. I, 200, 208 II, 184 213 301 302, 378, 731, 740, IV 336 437, 491 à 511 V, 3 8.

**Canada** (L. marquis) I, 539, 561, II 434

**Canada** ou *Canada* de *Canada*. *Remplace* de d'après l'ambassade à Londres des plénipotentiaires les points des Anglais et demandant l'appui de son à ce sujet, III 111.

**Canada** III 301 d'Espagne.

*Année* 1775, 1776. I, 9, 10 13 191. Sa sollicitude pour la France et son avancement à ce qu'elle se prépare contre l'Angleterre 104 111.

Maintenant le *Port* de *Canada* 39. *Propose* une descente à Alger. 25. — *Lettre* promise aux Américains à Louis XVI, 140. *Se* plaint de M. de Guise 98 197. *Répond* à sa lettre particulière. 293. Son admiration pour



## CONTINUATION.

M. de Vespignani 598 599. Croix à l'appui  
arrêté de la conquête du Portugal, 598. Les  
espagnols et les portugais 600. — 601  
602 à 611, 609, 610. Voudrait voir des  
coups de main à Saint-Domingue et ne pas  
envoyer à Buenos-Ayres, répond à Oudin qu'il  
s'oppose jusqu'à ce qu'on ait vu les Por-  
tugais de qui dépendent 611 612. Arrête les  
démarches faites par la France 612. Envoie  
le traité qu'il a obtenu pour l'Amérique 614

Acceptation des officiers de la France pour ser-  
vir en paix avec l'Angleterre 614 à 615. 615. 616.  
Ordonne l'armement des colonies espagnoles  
58. — Ne pas revenir à la conquête d'Algar  
593. — Donnant des ordonnances de l'An-  
gletterre 616. Laisse deviner qu'il ne partira  
pas à la guerre que maintenant un peu, et observe  
à la lettre dans la pensée qu'il ne retournera pas  
à la même chose. Doute que l'Angleterre se rende  
pas le Portugal 617. — S'élève sur sa qua-  
lité pour les armées 618. — Se refuse à négocier  
pour premier ministre un conseil de M. de Lau-  
rençot 619. Demande que le Portugal soit con-  
cédé par l'Angleterre 620. Adresse à Oudin  
qu'il se prépare 621

Année 1773. — Thèse de se réformer tout en  
maintenant l'empire 622. — Arrête  
623. — Mécontent de son armée  
624. — Voudrait voir son armée  
à Saint-Petersbourg 625. — Insiste sur  
l'envoi de troupes françaises à Saint-Domingue et  
sur point de savoir qu'il n'en a pas 626  
627. — Ce qui a été fait en son nom avec  
Arthur Lee, 628. — Envoie des troupes de  
renfort dans les Indes 629 630. — Satisfait du  
relèvement de son armée 631. — Demande  
à l'expédition immédiate de troupes françaises à  
Saint-Domingue 632. — Pour comme M. de  
Vespignani sur l'importance de l'expédition de  
son armée 633. — Faut l'Angleterre  
pacifique et s'oppose à l'envoi des propositions  
qu'il a faites 634 635. — Entretien diplomatique  
avec Oudin, 636. — Donne une réponse décisive  
637. — Dit que la France ne peut accepter des  
deux propositions que l'Angleterre a fait faire par  
Ferdinand 638, 639. — Déclarent la guerre à cette  
puissance si elle attaque la France et approuve

## CONTINUATION.

les mesures 640. — Est d'avis de suspendre les  
négociations dirigées sur Cadix, 641.  
Répond à Oudin d'Oudin, 642. — Après avoir  
puisé l'état de guerre avec les Espagnols  
dans les conseils de Vespignani à ce sujet 643.

Tout est en l'air les mesures militaires  
644. — Malgré les efforts de Montmorency on ne  
faut à donner notre armée pour la France que  
de l'argent 645

Année 1774. — Se fâche pour le fait de notre  
trêve avec les Américains, 647 à 648. — Voudrait  
avoir notre armée 649. — Refuse notre offre  
de des mesures de guerre 650. — Voudrait que la  
France ne fût pas en situation 651, 652 653

Lettre à Louis XVI pour se tenir à l'écart  
654 655. — Manifeste son mécontentement à Mont-  
morency 656 657. — Refuse l'entrée de Cadix à la  
France d'Espagne 658. — Aborde par Montmorency  
sur le point que la France a été obligée de prendre  
659. — Satisfait pour la réponse 660.

Comme que de porter aide à la guerre française  
on propose une détermination de guerre 661. — Ne  
faut rapporter ce qui se passe chez la France des  
Américains 662. — Particulièrement en faveur pour  
Montmorency 663. — Répond qu'il lui fait à propos  
de l'expédition américaine 664. — Croit que l'Espagne  
est mal assurée de la maison qu'il avait joint  
à la médiation de l'Espagne, 665. — Satisfait de  
ce que la France a accepté cette médiation 666

Se met à propos d'arrêter qu'on voudrait com-  
mencer une guerre 667. — Se propose d'il  
puisse son attention à la France, 668. — Op-  
pose d'arrêter de la commission que l'Angleterre a en-  
voyé les hostilités, 669. — Experte à Montmorency  
le regret que nous ne l'ayons pas attendue pour  
attaquer l'Angleterre 670. — Indique par M. de  
Fleischmann comme approuvant la part qu'a  
prise Louis XVI dans les affaires d'Allemagne  
et l'effet au sein de 671 672. — En réponse  
d'arrêter aux questions de Montmorency sur le  
moment où nous sera la commission d'arrêter  
de l'Espagne 673. — Faut d'arrêter de savoir  
notre intention de nous de nous et rappelle à Mont-  
morency qu'il a toujours dit ne pouvoir être joint  
avec la fin d'arrêter 674. — Manifeste son point de  
vue d'arrêter 675. — Arrête d'arrêter 676. — Arrête d'arrêter 677.

Crahan II. *Suite*

conditionnel donné à sa participation 493, 494

— Son caractère suivant M. de Floridablanco 494

Vainement suppose d'être jeté dans la guerre sans que nous lui ayons rien garanti, 495, 496.

Note dans laquelle il parle et où la proposition d'interdire, 497.

Profilon supérieur que grandir une attitude nette. 500. — Jugé à Versailles

aucun dans une affaire de l'Espagne des troupes de paix 500. — En donne l'acte négatif à l'égard de l'Angleterre, 501

— Marque un début grandiose pour « voir clair » dans les intentions de cette puissance, 514

— Nous paraît dans ces conditions de propositions. 516. — Satisfait de la manière

de l'ambassade française à l'égard et impatient d'avoir des nouvelles de celles d'Espagne: approuve la

manière de celles à l'égard quand elle fut en même temps, 518. — Parole à l'égard qu'il arrivera à

rendre la paix avec l'Angleterre 521. — Contre

avant à ce sujet pour l'Espagne 522. — Remarque mal à propos l'exemple de la paix de Vervins

pour donner l'idée d'une action au faveur des négociations à l'imitation de celle qui fut accordée aux

Provis. 525 526. — Veut de décrire une négociation à l'égard 526. — Indiqué de Vienne

même avant de la début d'être à la grande-ambassade, sa fille, qu'il en prendrait pas part à la guerre 528

— *Année 1778.* Parole à l'égard qu'il prend

sur la paix, 530. — Plutôt de l'emprisonnement du Louis XVI à ce point en son à son digne. nous

raporte un point de vue de l'Espagne à la guerre. 531. — Acceptant comme contingent ce

que le traité de Versailles indiquait 532. — Impact de l'absence de l'Angleterre sur sa proposition 533

— *Après la paix signée de* l'Espagne qui traitait pour les Provis. les effets

du Règlement public par la France au faveur des

affaires 531. — Très affecté de la réponse de l'Angleterre à sa proposition de paix, 532.

Est de nouveau présenté par son premier maître comme ne voulant pas reconnaître les

États-Unis avant que l'Angleterre l'ait fait afin d'éviter de les donner un exemple à sa proposition

celles en s'engageant avec eux 533 534. — Sa satisfaction de la signature de la Convention

à l'égard l'Espagne est une action de la guerre de reconnaissance d'Espagne 534 535

Crahan III. *Suite*

— *Année 1778.* — *Écrit à l'égard que nous devons* attendre l'Angleterre chez elle, 535. — *Il*

— *Il* de reconnaître les armées envoyées des États-Unis et de recevoir en audience l'ambassade

en Europe, 536. — Son direction de l'Espagne l'ambassade de l'Espagne 537. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

— *Il* de l'ambassade de son ambassade et de sa mission dans le sud des États-Unis, 538. — *Il*

CAROLAN *M.* *Suite.*

Convoit en fin de compte d'être orien. build qu'il en s'y attendait. 249.

CAROLAN-TASSERON. Succède à Napoléon en Russie III 113 114

CAROLAN. Le comte de. fils du marquis du Cambrésis, IV 347 348

CAROLAN. Le duc de. commandant l'avant-garde de l'armée. n'a pas vu un pas compris les ordres d'Orville III, 491

CAROLAN. Le chevalier de. II 317; IV 545 556 557

CAROLAN Lord. I 66 103 II 449 666 676 678 III 1

CAROLAN. Du. major à l'armée d'Esting, envoyé par lui au général Washington et au président du Congrès, III, 322. — Témoignage du ce qu'il veut, ibid. Devient l'intendant avec l'armée, 327, 328. Juge l'armée américaine, 328. — Annonce l'arrivée de la flotte 329 330. Met l'armée en garde sur l'effectif et la valeur des troupes américaines, 330 à 34

Il a prévu le départ de la flotte de l'armée pour Rhode-Island 341. Lui signale le mauvais état de leur service d'approvisionnement, 341. — l'ordonne de l'armée de l'armée, 347. Le renvoie sur l'armée américaine 348 à 354. Charge d'ordonner pour la vice-amiral, IV, 555.

CAROLAN. Le duc de. I, 4 à 8, 9 240, 240. 241 249, 267, 636; II 140 143 III, 4

CAROLAN. — Leur la conduite des Français et de celle d'Esting au rapport au Congrès la nouvelle de la levée du siège de Saratoga IV, 565 566

CAROLAN Lord. Remplace le général Howe, avec mission d'envoyer Philadelphie et de se porter sur New York, III 568. — Signe le traité des conventions anglaises à la place de Johnston, 400. Officiers au Congrès de l'armée, au nom du roi d'Angleterre, la convention de Saratoga, 411. — Surveille et détermine tout ce qu'il peut attendre, IV 8. — Effrayé par la campagne d'Esting vers Charleston, rappelle les garnisons de Montserrat et de Newport. 567. — Se rend devant Charleston, 346. A été nommé à l'armée de l'armée un occupant en France de la présidence nom. Canadisme signifié par La Fayette. 37. Obligé de se retirer rapidement dans la

CAROLAN *Suite*

camp retranché de New-York, 378. Occupant la tranchée d'Arnold pour se faire New-York, 398. A reçu l'armée de Cornwallis et mené dans la nuit le général Phillips, 615. Inquiète sur la défense de New-York propose à Cornwallis de se retirer dans les places fortes et de se retirer 1,000 hommes, 643 644. — Commande et dirige l'armée, en conséquence de ses troupes, 666. Sort de New-York et paraît au camp Henry huit jours après la capitulation de Yorktown, 667, 668. Rappelle en Angleterre V, 34. Avant fait, pour lui faire par Arnold la guerre au voyage, ibid.

CAROLAN. Le comte de, l'anglais. confident d'Arthur Lee par qui le parti whig à Londres était supposé instruit III 159.

CAROLAN. Le duc de. confident de La Fayette II 166.

CAROLAN. L'acte de leur malheur en France à 1, 2. Tentatives extérieures de l'armée à leur sujet 4 à 8. — Se préoccupent d'elle s'empare à W de Vergennes. 7. — Premier mot les concernant dit à l'armée anglaise de l'armée. 12 3. Première indication du rôle qu'elle pourrait prendre première indication qui leur est donnée, 40 à 44, 60 à 64 66. Passe à Versailles pour aller à l'Angleterre la liberté de ses mouvements, 73. On pense que l'Angleterre se tout faire pour les dompter. 86. Récoltés par nous et dans quelles vues, 125 129. Récoltés par l'Angleterre 169. 1, 1, 172. Opérations et progrès qu'il fallait abandonner pour les soutenir, les différends de M. de Vergennes à ce sujet, 140, 149. Leur Comité de correspondance nouvelle et notre émissaire d'Amérique, 166. Mende qui ont une pour elle en France et embarras causés par leurs agissements 277. Dévoient la courre contre les armées anglaises 406. — Selon deux capotes leurs forces à Versailles 140 187. Elles demandent certainement notre appui 495. — Arrivent à l'armée du comte par leur intention avec l'armée et C<sup>te</sup>, 502. Prévoient leur indépendance et déclarent la guerre à l'Angleterre, 549. Effet produit en France. 430 632. Dévoient pour un événement d'Amérique. II 16.

Recoltés par nous et dans quelles vues, 125

Recoltés par l'Angleterre 169

1, 1, 172. Opérations et progrès qu'il fallait

abandonner pour les soutenir, les différends de

M. de Vergennes à ce sujet, 140, 149.

Leur Comité de correspondance nouvelle et notre émissaire

d'Amérique, 166.

Mende qui ont une pour elle en France et embarras causés par leurs

agissements 277.

Dévoient la courre contre les armées anglaises

406. — Selon deux capotes leurs forces à

Versailles 140 187.

Elles demandent certainement notre appui

495. — Arrivent à l'armée du comte par leur

intention avec l'armée et C<sup>te</sup>, 502.

Prévoient leur indépendance et déclarent la

guerre à l'Angleterre, 549.

Effet produit en France. 430 632.

Dévoient pour un événement d'Amérique. II 16.

Recoltés par nous et dans quelles vues, 125

## Canton. Suite.)

communisme auprès du gouvernement du 20  
318 à 321. — Serait compris formellement dans  
les négociations de médiation III 53 59.  
Rapport du lieutenant de vaisseau Bonneville sur  
les insurrections lors du retour affluant vers elles  
152. Leur population est approximativement  
haute à la France 167.

Congrès de commerce maritime. I 106, 108.

Conférence avec Bonaparte. 166, 169 161 —

Envoie un délégué en France, 170. Nomme  
François Duro et Jefferson commissaires près  
le congrès de France II 99. Devient Comité des  
affaires étrangères 150. A fini d'Arthur Lee  
son agent temporaire à Londres III 167.

Congrès international. Établit provisoirement  
dans l'État de Pennsylvanie et bientôt propagé  
à 10 154 11.

Congrès aux affaires internationales. II 156 III  
158, 400; IV 70, 7 74 33a.

Congrès à Washington pour la réforme de l'acte. Revue  
de trois mandats du Congrès sous la présidence  
de Washington IV, 347 316.

Conférences américaines. Au plénier à Phila-  
delphie du centre sous nouvelles II 148.

Congrès reconnaît que la France subit l'in-  
fluence des colonies avec la métropole, 119.

Annouciant le départ de La Fayette comme le  
général de l'armée de la France. I 1, 113. —

Recommande pour les prisonniers de la République 104  
à 102. Expose la situation, 169 160. —

Demandant à la France et à l'Espagne 8 mil-  
lions de livres à défaut d'une alliance, 150 à 161.

— Reçoivent de faire admettre un représentant  
à Rocher 155; — Décide par M. de Vergennes à  
obtenir réparation pour l'Espagne contre les com-  
missaires américains 167. Répond au mémoire  
qu'ils ont remis à Aranda 161 à 162.

Informant M. de Vergennes que l'Angleterre les  
pousse de se réconcilier et qu'ils pourraient y  
consentir. 166. Se plaignent des lenteurs de  
la France et de l'Espagne 166. Examen au  
rapport au Congrès à l'avantage de la France,  
119 110.

Appartient à M. de Vergennes le  
dépêche manuscrite la victoire de Saragossa 111  
112.

N'ont en réalité jamais répondu aux  
vœux de l'Angleterre 156. Annouciant au  
Congrès la résolution du roi de conclure un

## Conférences américaines. Suite.

traité d'amitié et de commerce, 167 à 168.

Leur gentilité ne faisait connaître la signature  
de l'alliance avec la France 161 162. — Re-  
çoivent un peu que l'acte de l'acte les voyants  
qui partent les traités en Amérique sans alliance  
et la guerre engagée des livres, 199 100. Re-  
çoivent le roi, III 1. Lettre de recommen-  
dation à M. de Vergennes annonçant la ratifica-  
tion du traité par le Congrès 119 110.

Conférences américaines. Arrivent en Amérique

avec Carlos III 157. — Mémorandum opposé  
dans leur camp 158. Circulaires échangées  
à leur arrivée 158 159. S'efforcent de séparer,

161, 165, 171, 172. Écrivent au président  
Laurens 165 à 168. Sont servis par les cir-  
constances et leur peu de succès, 168 169.

Interprètent la résolution de Saragossa à leur  
avantage en interprétant le Congrès; déçoivent  
l'alliance avec la France comme autres autres

167, 199. Reçoivent un mémoire signé par  
Clinton 100. Vont quitter les États-Unis 100.

Congrès. La. Quitte l'endroit de Gironne le

septième jour, IV, 158. Arrive à Rocher et  
distingue le comte de Rocher ainsi que le comte  
de Rocher 161.

Conférence. Le.

Table I. — Observe les points à tous les autres  
autres que ceux du Congrès, 168. Arrive  
impétueusement la signature du traité avec la  
France, 166.

Table III. Suite à Yorktown, 170. Rap-  
porte à Rocher 171. — Vote une alliance de  
recommandation au roi, 166 — Invoque l'acte  
de nouvelles ord. — Annonce les impôts et  
les livres pour le retour des officiers français

111. Décide que Rocher donne à entreprendre  
un pouvoir 112. En réponse à la notification  
des bills conciliatoires, 117, 118. — Un  
parti de ses membres appuie la proposition de  
Gironne pour voir Washington de La Fayette et  
des officiers français, 161 — Fait signer du  
nouveau et publie les articles de Confédération,

168. Traités contre les commissaires anglais  
169. Interrompt la lecture de leurs ordres à  
cause des expressions offensantes pour la roi  
de France, 171 172. Ne répondent pas à la  
lettre du lord Carlisle ord. 165 à 11.

Canada. L<sup>re</sup>. [Suite.]

Réconforté par l'arrivée de Gérard, 273. Re-  
mporte la paix qu'après évacuation des États-  
Unis par les troupes anglaises, 274. Reçoit  
Gérard en audience, 274 à 279, 311 à 314.  
Succès relatif de ses armées, 296. — Les rapports  
de ses plénipotentiaires sont les documents con-  
crets de ses travaux *ibid.* Sa situation affec-  
tueuse et son esprit, 315 à 320. — Implorant à  
son retour l'excuse d'Elstung, 323. — Concomitant  
pendant la retraite de l'armée à Boston, 326, 335.  
— Envoie Steadman solliciter et supplier Guil-  
lota, 337. Situation que son impuissance et  
les circonstances lui font des ennemis  
amis anglais, 337. Ses intentions en con-  
science, 338. Débats sur l'insubordination de  
la convention de Bunker et sur l'intervention  
de Berthelot et de Temple, 338 à 400.  
Vainc momentanément la proposition de Laussat,  
401. — Reconnait les assens à Versailles,  
402. — Pour être débarrassé de son ennemi  
compte que les Anglais partiront pour les An-  
tilles et qu'ils les y mènent, 407. — Manifeste  
souvent ses inquiétudes, cherche à se débarrasser de son  
ennemi sans cesse d'affaires et surtout de voir  
s'aggraver les fâcheux de la guerre *ibid.* — Bru-  
sque que l'arrivée au sein des Américains ne veut se  
réduire à une pure défiance, 410. — Refuse diffi-  
cilement de rendre la parole de Bugey, 411.

Forme un comité pour examiner le projet de  
la Fayette sur le Canada, 417, 418. — Adopte  
le mémoire de Gouverneur Morris pour servir d'in-  
struction à Franklin dans ses démarches à Ver-  
sailles, 418. — Accorde un congé à La Fayette  
le comble de ses vœux et de ses recommandations  
después d'une séjournée pour le reconduire en  
France, 420. — Divisions et inquiétudes qui le  
parquent mais véritablement prompt à tout pour  
le Français, honneur rendu au comte d'Es-  
ting, 421. — Demande d'interceder le ministre  
Jurgens, deux articles du traité de commerce,  
510, 511. Résolutions sur les effets du traité  
d'alliance, 519 à 521. Informé par Gérard que  
le roi a agréé les offres de pacification de l'Es-  
pagne, s'approprie bientôt ou résout les con-  
ditions du traité proposé, 615 à 616.

Tout IV. — Plus d'un à croire que le chef  
des plénipotentiaires s'agissait, 5. — A peu près con-

Canada. L<sup>re</sup>. [Suite.]

ditions nouvelles par le fait de notre alliance,  
5. Différence entre les membres et différences  
d'avis et de conduite entre le Sud, le Nord ou  
l'Est, 9. — Ses nouveaux membres s'accordent  
de ce qui s'est fait avant eux, 10. — Présidente  
l'assemblée à l'égal de Versailles, 11. — Carie  
qui s'en suit, 12. — Un certain antipathisme  
est reconnaissable dans son sein, 13. — L'été  
trop facile à faire passer, qu'il n'est pas de  
d. Mieux entre un whig anglais et un whig amé-  
ricain, 24. — Forme un comité pour répondre  
aux questions de Gérard sur la portée de l'al-  
liance: fait répéter à son dernier que les États-  
Unis ne peuvent pas conclure la paix sans l'assent  
du roi: demande conseil au plénipotentiaire sur  
les moyens d'apaiser Temple, 25. — Adopte  
l'avis du plénipotentiaire, 26. — Enchaînement  
des amercuns d'un par les Américains la portée  
positive des intentions de guerre promises par  
l'Amérique, 33. — S'occupe néanmoins de  
guerre en Amérique et voit à cet égard un nou-  
veau point de vue, 33, 34. — Répond d'avoir  
l'assurance de l'Espagne interroger Gérard sur les  
moyens à demander à cette puissance en échange  
des Florides, 34, 35. — Son nouveau président  
lui a dit que Gérard, 36. — Le président  
Gérard et Washington en conférence sur la con-  
quête du Canada, 37. — Adopte le rapport du  
son comité qui décide pour le moment cette entre-  
prise, 40 à 41. — Voit un capital de 12 millions  
de dollars, malgré le cours de certains papiers-  
monnaie et avec à l'exception et à la paye de  
l'armée, 44. — Demande à Gérard la preuve de  
l'arrivée d'Elstung pour la Grèce avant que  
les Anglais qui menacent même la Caroline mé-  
ridionale, 46. Nos observations sont montrées  
devant leurs dispositions hostiles *ibid.*

Quelques uns de ses propositions s'accordent  
avec ses intentions, 47. — Reçoit communication par Gérard de  
la dépêche exposant les conditions auxquelles la  
paix pourrait avoir lieu par les bons offices de  
l'Espagne, 49. — Formation d'un comité des  
affaires étrangères, 50. — La question du Mi-  
nister et de quelle rectifier, 77, 78. — Com-  
mission Steadman Adams et les Américains s'opposent à

Conrad (Le) *Sicil.*

le maître. 78, 79. — Opéra qui y régnait de la puissance à l'abaissement des nouveaux barons par l'union de la France et de l'Espagne, 80. — La part de l'État dans la cession de la Nouvelle-Écosse et de la pêche sur les côtes. 81. 82

Admiral Sir John qui y apparaît. 83 à 84

Vive discussion sur la proposition de placer cette colonie dans le roi de France. Irritation de Samuel Adams. 89. — Revient à la question du Mississipi et des limites, progression des empires et de l'hostilité envers la France. 93, 94

Reçoit au mémoire de Gérard sur l'espérance de donner une solution. 94. — Non pour la dé-  
fense des États-Unis et par conséquent pour l'ar-  
mée. 106. — Reçoit que les troupes anglaises  
d'occupent New-York. 117. — Ce qu'il désire  
obtenir d'Edmund pour déloger la Géorgie. 118.

Oublie bientôt ces préoccupations et  
voit le débat sur les conditions constitutionnelles de  
la paix. 124. — On ne peut fractionner depuis cette  
époque et non auparavant, *ibid.* — Reste néanmoins  
sans l'assentiment du motif plétopolitain, 134.

Conduit par les mains de celui-ci à une  
proclamation en faveur du roi et de l'Al-  
bany. 141, 142. — Envoie à Washington le  
point de vue du roi avec Gérard les opérations  
de la prochaine campagne. 142. — Impression  
tout individuelle qui le dégoûte, 151, 152.

— Influencé par les comités populaires. 157. —  
Reçoit en même des tentatives qu'il fait pour  
obtenir la question des pêcheries. 158. — Froid  
en bien avec Gérard pour l'appuyer de son  
161.

Demande au roi des secours et des appro-  
visionnements pour 3 millions de dollars, se  
demandant ainsi un rôle opposé comme gouverne-  
ment à celui qu'il suit comme assemblée publique.  
163. — Assiste au corps de Fr. dans le même  
sujet de la déclaration de l'indépendance que fait  
chanter Gérard et se méfie de la portée du roi et  
de la cause. 165. — Action opposée sur son  
part de la part de l'État. 169 à 172. — Série  
de notes adressées par ce parti et voit au vu et  
duquel la question des pêcheries ne devra faire  
l'objet d'un ultimatum que dans un futur traité  
de commerce avec l'Angleterre. 171 à 172

Intimité des tentatives de l'opposition après ce  
vote sans succès de diminuer encore les  
Conrad (Le) *Sicil.*

État, 179. — Reçoit bientôt que ce résultat,  
non à 186. — Répond sur les conditions dans  
lesquelles les États-Unis s'engageront pour le  
pays. 186 à 187. — Répond et répondant  
du point de l'État pour assurer les États, 187 à  
189. — Publie ses conclusions au faveur de la  
Peyote pour détruire les droits anglais imposés  
sur le roi d'abandonner les Américains. 189.

— Reçoit les débats sur le Mississipi. 189.

Donne ordre à Lincoln d'agir de concert avec les  
généralistes espagnols, mais se tient au point à  
la Louisiane. 191. — Manifeste ses sentiments  
de gratitude pour le roi et les lui fait connaître  
par La Lumber. 192. — Répond et agit dans  
son autorité par les comités populaires et leurs  
journaux. 194.

Seu président engage La Lo-  
uvre à s'adresser directement aux gouverneurs  
des États. 194. — Un député demande l'assis-  
tance d'une commission d'enquête qui enverrait la  
suppléante navale à Angleterre. 193 194. —  
Dispositif d'acier manque de précision. 194 à  
195. — Que paye ne convient pour parler au  
général à Washington. *ibid.* — Mouvement pour  
améliorer à l'état des finances. 196.

Cette ap-  
proche sous la présidence de Washington, pour  
améliorer l'armée. 197, 198. — Reçoit de la  
Louvre l'annonce des ministres de la France sur  
les indications pour réorganiser les services  
de guerre. 198.

— Prend une résolution en  
faveur de la gratitude due à La Peyote. *ibid.* — Se  
trouve de l'œuvre des troupes françaises. *ibid.* et  
197. — A conduit à Washington plus de pou-  
voirs et l'a autorisé à correspondre avec les États  
disposés. 197. — Renouvellement des choses inappre-  
hensibles mais vote pour un principe une armée  
permanente. 198 199. — Renouvellement en vain  
les espérances de l'agent de l'Espagne et expose  
le sien au même traitement à Madrid. 197, 198.

État défait d'obtenir Les mais non de l'acte  
signé par lui et son assentiment qu'il suffisait  
d'être influencé auprès du roi pour tout obtenir.  
199. — Déclara d'envoyer à Versailles le bilan des  
États-Unis et la demande d'un prêt de 25 millions  
pour entretenir 12,000 hommes jusqu'à la fin de  
la guerre. 199, 200. — Se refuse à se prêter  
de Franklin et s'en va envoyé extraordinaire et  
ministre Lesmes que Franklin proteste. 200.

1. 1. 1. 1. 1. 1.

394. — Réapprouve la dernière lettre John Adams à notrepée en mission, 417, 441 à 444. Similitude d'avoir un représentant auprès de Catherine II et s'engage à la débauche de l'impératrice sur le droit des neutres. 439. — Unanime l'adoption de l'engagement de l'ambassadeur de Gales à l'arrivée du Saint. 564. — Lui propose de se joindre à l'Union. 564. — Reconnait les commandants des forces françaises après la tentative de Des Touches dans la Chesapeake. 578, 599. — Répond par son refus original à l'impératrice d'agir de l'union en gouvernement effectif et de faire signer les traités existants. 593. — Grand exemple qu'il a tenu en se refusant à signer les traités. 595. — Votez les oppositions et résolutions sans succès proposées par suite, 596.

Son départ de l'Assemblée pour aller les forces au Nord tandis que le danger est au Sud, 601. — Voté de nommer des ministres et de le nommer Robert Morris secrétaire des Finances. 607. — Travail à ce sujet pour les Affaires étrangères et pour la Guerre, 608. — Il y a dans les demandes dont il avait chargé le général Lee pour un fait pas moins les avis sans prédominer dans son sein. 598. — Influencé par La Fayette qui l'Angleterre a accepté la résolution du 12 mai 1781 que le Congrès ne se sépare pas avant de la réunion des États. 609.

Répond comme toute suivant le désir de Versailles après des efforts continus, 600-601.

Instructions données à ses plénipotentiaires 602 à 604. — Parte leur nombre à cinq, en partie sous l'influence du nombre qui paraissait se faire entendre Franklin, 609. — L'apportant veut résoudre les débats après la victoire de Germantown, 611. — Rend des témoignages publics à Rochambeau et au comte de Casse, sur la nouvelle de la résolution de Yorktown, 670. — Les deux questions à la majorité unanime de ce grand fait. 671-673. — Redouble l'effort et d'ailleurs les convaincant La Fayette que les États-Unis ne pouvaient plus résister que par la coopération armée de la France. 674. — Rend la parole à l'Etat agitant la question des pêcheries. 674. — Les États-Unis ont le plaisir sur le terrain de la souveraineté qu'ils prétendent leur être due. 680-683. — Chacun

Cousins (La). Suite.]

seul devant et s'engageant en faveur de la Fayette. 683.

Tout V. — Accepte l'intervention du roi pour un traité avec la Hollande et promet à John Adams de conclure l'union avec notre ambassadeur, 67. — Réapprouve la conduite d'Adams et la poursuit la retenu, 49. — S'agit par l'opinion générale sur la question des pêcheries. 62. — Le débat en est reporté devant lui. 63. — Accepte la résolution de Madison. 63, 64. — Témoignage et vote qu'il donne à La Fayette. 75. — Favorise des amiraux aux dires d'Adams pour y combiner les intérêts du parti anglais contre la France, 181. — Déclare à La Fayette qu'il est dans l'impossibilité de faire les lois d'une nouvelle campagne, 190. — Présente des garanties qu'il avait envoyées à Paris au gouvernement, et l'œuvre de la conclusion de la paix, 190.

Convention. Projet de loi du 12 avril 1779 entre la France et l'Espagne. IV. 686 à 687, 700, 803. — Copie, notamment de Du Casse sur l'Amérique, II, 318. III. 221; V. 298.

Congrès (Le premier), 221 et notamment de Franklin, III, 187, 200, 291. 611 IV. 34. V. 199.

Commissaire. Le chevalier de, secrétaire général l'ambassade de Pétersbourg. III, 722. — Avisé par Caillard des résolutions du Danemark à Londres. 601. — Pense que la France en viendra à conclure avec le pape de l'Angleterre. 732. — Croit probable l'alliance de la Russie avec l'Angleterre, 738. — Découvre Vercellotti qui a tout été confiné dans les résolutions de la Russie, 739-740. — Mais bien accablé du comte Pour qui se fait des intrigues de l'ambassadeur anglais. 764. — Ne résistait pas à faire remontrance à ce ministre que l'alliance maritime proposée par la Russie était à interdire la mer du Nord au profit de l'Angleterre. 764. — Chargé de présenter à ce dernier de nouvelles observations sur le projet de l'impératrice, 767.

Congrès. Lond. — Suite des débats de la part des représentants du Congrès. IV, 571. — A été ordonné Clinton et proposé de porter la guerre dans le sein de l'Amérique et la Virginie. 611. — Rapport de la Commission en Virginie. 606. — Bureau d'envoi à Clinton. 629. — Ne s'agit

## CARRUTHERS (Lord). [Suite]

pas à quitter La Fayette à la mer. 539. — Pour-  
quoi il s'est arrêté et a reculé vers le sud. 541 à  
543. Représente à Clinton qu'il faut le ren-  
voyer en Angleterre ou bien abandonner New-  
York et partir en Virginie le centre des opéra-  
tions. 544. Se voit renvoyer à Yorktown et à  
Gloucester. 544-559. Avait comploté avec  
l'élite les ouvrages de défense de Yorktown et ne  
se fut pas d'illusion sur son sort s'il n'eût point  
succédé. 560. — Écrivait des pamphlets et  
espions. 568.

LOURY (L'Intendant). Parle au 17<sup>th</sup> avec La  
Fayette, revenu pour raison du mois, IV, 286  
556-557. Rencontre Castries à Lorient et lui  
dépose la situation des États-Unis, 557.

CONDAT TROUSSEROU, adjudant général désigné  
pour devenir le directeur de l'artillerie et du génie  
américains et chargé en attendant, de tirer des  
armes des armes pour les aider aux Français.  
I, 484. Bismarckhaus fait finir son traitement  
par Sédu Daine, 501-502. Espion activement  
ses armes. 515. Dait enlever en Amérique  
une compagnie d'artilleurs et d'ingénieurs, II,  
50. — Opère et sous-ordres américains à sa  
sujet. 56. Ce qu'il veut dit naturellement et  
sa mission pour devenir davantage. 56. Abuse

## CONDAT TROUSSEROU DU [Suite]

Daine et Bismarckhaus pour ses intrigues, retarde  
tout pour les acheter et mettrait Bismarckhaus aux  
pays des Américains. 6. 308. Obéit de sa  
mission au mar à Lorient, sur l'Amphitrite, et la  
mission humaine à Lorient. 314. S'est fin, con-  
duire par le duc de La Rochefoucauld et le che-  
valier de Chastillon chez Franklin et surprend sa  
bonne foi. 317. Ce qu'a dit de lui La Fayette  
est. — Ses lettres et ses intrigues, 353 à 359.  
— Mort espionne volontaire, 364.

CONDAT (Le comte de), ambassadeur de Suède à  
Versailles informe M. de Vergennes d'un homme  
trouvé par la cour pour échapper à la prison  
de l'Angleterre. III, 785, 786. Offre des van-  
tages à La Fayette. IV, 231.

CONDAT (Le premier comte du Foreign Office)  
débarque à Londres avec le chapelain irlandais  
Mossey IV 455. Prend pour le domestique de  
Mossey, 456. Reçu à Amsterdam par Charles III  
ibid. Avise le ministre anglais des propo-  
sitions que la Russie a faites à l'Espagne, 463.  
Fut considéré à la cour de Madrid et s'adressa  
surtout les ennemis de la France, 500. — Ses  
premières sur l'indépendance. 500, 501. — A  
misé pour la cause de l'indépendance par l'Angle-  
terre. 501.

## D

D'ALBENHE. Reconnaitre au retour du roi de  
France Bailhère envoyé à Frédéric II. VII, 32.

D'ALBENHE. Surve le mouvement de la Russie.  
II, 161. Motivait par l'Angleterre dans la  
dernière guerre et la victoire. 112. Se trouva  
en raison de conventions américaines, à l'abri de  
la chute des maîtres accordés par la France  
ibid. Se refusait aux propositions de la Russie  
qui menaçaient la mer du Nord au détriment de  
la France, 790.

D'ALBENHE. Envoyé à Versailles par le Comité  
de correspondance américaine du Congrès. I, 270  
486. Ses instructions lui furent à Bismarck-Du-  
bourg; ce qu'il doit faire. 487 à 489. Change  
de mission une fois reçu par M. de Vergennes  
491 à 493. Écrivait qu'il a la mission d'acheter  
des armes venant avec Harbath et C<sup>ie</sup> ibid.

## D'ALBENHE. [Suite]

donne Bismarck-Dubourg, 498. 500-501. Ses  
rapports avec Gérard. 500. Sa mission dans  
l'Europe. Bismarck, envoyé à sa rencontre, 501.  
502. Ce qu'il retour de Chastillon aux affaires.  
502. Annonce au Congrès que l'Europe attend  
la déclaration de l'indépendance, 549. Allusion  
chaus lui pour s'engager au service des Colonies.  
643 à 644. Nouvelle la déclaration de l'indé-  
pendance et vint le Congrès des hommes dis-  
pensés de la France. 644-645. Kuf lui  
fut présenté par le comte de Broglie. 645-646.  
Inquiet de l'affaire de Billore. II, 30. Re-  
servé par la déroute qui fut l'Espagne, 30.  
Fut avec en relation avec le gouvernement,  
avec Bismarckhaus et d'autres, 50, 51. Son  
service aide les Anglais à dominer les marins. 55.



Deuxième Série. [Suite]

16. À nobilité le désir des Colons de s'affranchir leur nom, 57. Eloge qu'il fait de Du Coudray, 61. Son plan avec Keith ses conditions d'alliance, 62, 64. Le ministère de Keith, 63. Il se rend à Gênes, 64. L'avis la déclaration d'indépendance à Amsterd., 61, 62. Rapport sur l'état politique de l'Europe, 60. Vainqueur de des communications du Congrès pour le cas de France, 60. Veit avec plusieurs Arthur Lee dans les mêmes fonctions, 100. L'opinion de Keith à Paris, 102. Annonce l'arrivée de Franklin, 104. Se rend à Edouard Bancroft, 100. Explications avec Brounswick, 100. Marchés à Vienne, 102, 104. Keith, 101 à 103. Mémoire pour agir sur la France, 109 à 113. Développement d'une attaque rapide contre l'Angleterre, 116. Fait proposer que les Américains non reconnus se donnent à elle, 119. 116. S'est entendu proposer de se pointer le projet de La Fayette, 115. Informe le Congrès des intrigues de Du Coudray, 118, 119. S'occupe de la conduite du seigneur, 118. Prépare le départ de La Fayette, 116. Grands succès au marquis et à ses officiers, 119. Demande que le Congrès ratifie son accord, 121. L'achève et lui et La Fayette après de M. de Vergennes, 120 à 123. Reconnaît M. de Vergennes, 124. Satisfait de l'impression produite par le départ de La Fayette, 125. Informe le Congrès, 124. Rapports fréquents avec M. de Vergennes, 61. Ses relations avec Gênes, 647, 648. Plein de gratitude pour la France, 761. Est comblé par John Adams III, 68. Appelé par le Roi des intrigues d'Arthur Lee, 176. Part avec d'une lettre de Franklin reconnaissant ses services à la patrie du roi comme secours de ses relations avec le gouvernement français et proposer sur la victoire du comte d'Alban, avec autre propre accord, 171, 73. A présenté au roi un plan de campagne ou vice-amiral, 189. Démission à Chester avec Gênes, 193. Objet ses expéditions d'Arthur Lee notamment après son départ de France, 179, 180. Est accablé de lettres à cause de ses expéditions pour la France, lettre de Gênes à son sujet, 195. Attend de puis tena même pour répondre aux assurances

Deuxième Série. [Suite]

parides autres lui IV 7. On la accepte les difficultés françaises, 11. L'avis de Keith, 11 à partir il y avait deux mois, et maintenant on lui impose même, 13. Adresse aux citoyens américains, 16 il dénonce les Lacs comme suppôts de Buchanan et de Temple, 14. Note qu'il portait un soutien à l'armée du Congrès, 5. Son affaire dans le Congrès, 14. Il adresse un factum au Congrès contre les Lacs, 119, 120. Se rend par les «antagallians», écrit de Gênes des lettres contre la France et pousse les États-Unis à conclure avec l'Angleterre, 116. De la France, suggère par Louisa au point de M. de Vergennes et à M. de Gênes, 11, 121, 122. En la France et de l'Angleterre lettre de M. de Vergennes, 125, 126. Discute contre M. de Vergennes et lord Stormont, 129. Les questions ont encore étudié par M. de Vergennes, 127. Ne reçoit pas accepté par M. de Vergennes, 128. Descriptions. Lettre de la Martinique à M. de Vergennes, I, 142. Des Tancas Le chevalier. Prend la commandement par intérêt de l'armée IV 569. Répond à Washington qu'il ne peut la mettre en mer sans le venir, 170. Révèle à envoyer deux frégates dans la baie de Chesapeake et leur qu'on un vaisseau, 171 à 172. Y conduit toute l'armée avec ses troupes, 176. Arrive en même temps que les Anglais et les combat avec grand succès, 176 à 177. Reçoit à Newport, 180. Deuxième. Embarque anglaise, conduit par à Arthur, il se rebat sur Franklin V 19. Deuxième. — Carrière avec par les Anglais, I, 170 à 180. Correspondance avec sur les, 187. — Comment M. de Vergennes envisage l'affaire, 128. Deuxième. La. — L'avis par M. de Bouffé, 11, 121. Question de l'abandonner à l'Angleterre V 144 à 145. Échange avec Tancas, 144. D'Orléans. Le comte correspondant la Route de New York, 191 à 192. 191, 192, 193, 194. Deuxième. Départ au Congrès et journaux, 191.

**DE BOUSSAULT.** Secrétaire du comte de Broglie, II 42. Confie à Kallb la mission destinée à se débarrasser d'ibid. Les écrits 65. A Kallb envoie 373. A propos du *La Fayette*, 375. Son frère, « le petit Dubou », sollicite le service de Victor pour en devenir l'embarquement à Bordeaux, revient en France, 376 381 11 513.

**DUPONT, FRANÇOIS-JACQUES.** Intermédiaire au France des colonies insurgées I 373 481 583. Ne croit leur représentant officiel 489. Critique par l'importance que prend Rousselle à leur sujet, *ibid.* Présente Silas Dumas 491. Difficulté à venir de ce dernier, 497. Essai de rendre son conducteur et de l'accompagner, 498, 501. Engagé par Rousselle, mais non enlevé, 502, 503 505. — Son rapport avec Ponce 499 505 507. — Demande l'envoi au Amérique de la Taille et de Boishartman: embarque 15.000 francs pour les Colonies, émet des en faveur du Du Coudray. 508 509.

**DU BOUTIER, Le chevalier ou BRYAN (du)**

Officier et parent du *La Fayette* II 415, III 215, 222 223

**DU CALAVERA (Le comte).** — Commande l'armée destinée à faire respecter les pavillons de la France II, 32. — Ses instructions données par Louis XVI 51 à 53. — Se dirigeant sur la Martinique et y débarquant des troupes, 52. Défendait les vaisseaux espagnols 52. Commandait Saint-Domingue, *ibid.* Remplace le comte d'Orvilliers dans le commandement de l'armée de la Manche, IV 241

**DUMONT.** — Commande avec compétence à M. de Vergennes le discours de George III, V 31. Indique les projets suggérés à des membres des Colonies qui vont d'arriver à la paix 33.

**DUMAS.** — 1, 2, 86 à 92 190, 341 11 742, III 66

**DUPONT.** — Officier français, nommé secrétaire de Livingston, V 65

**DUPONT DE NEMOURS.** Secrétaire et disciple de Quinby. un rapport avec Adams Smith, V, 36. Répondre aux questions de Hutton 38, 37

## E

**ELDER (William)** commissaire anglais en Amérique II 308.

**ELDER, ambassadeur d'Angleterre à Berlin,** a fait signer la chambre d'Arthur Lee et a été nommé de son pays II, 710.

**EMERSON, secrétaire d'ambassade pour l'Espagne à Londres** I, 14 49. Remplace le prince de Masserano malade, II, 15. — Avec qu'il transmet à Madrid 774. Chargé pour le roi d'Espagne de demander à George III la mission du ministre North 804. Voudrait que l'Espagne se lève plus étroitement avec la France 818. Lettre à M. de Flandrin transmettant la réponse de lord Weymouth à la demande de médiation, III, 75 à 77

**EMERSON.** Son allié est délégué à Vienne, III 1 84 88. Voudrait s'annoncer le Portugal 11

Difficulté de résoudre son différend avec ce pays, 76. Son point de vue diffère du nôtre vis-à-vis de l'Angleterre, 106. Demande notre médiation au sujet du Portugal, 105. Fluctue

**EMERSON. Suite.**

de son premier ministre contre Gaites, 104.

Voudrait découvrir les rapports de l'Angleterre avec la Russie, 107. Confirme initiale avec M. de Pombal, 108. Désire se joindre sur Lohme, 109. Surveille contre le ministre portugais, 113. Consulté par M. de Vergennes de se joindre à la France d'envoyer des vaisseaux en Amérique et de se garder des positions importantes, 114 à 117. — A pour des forces de l'Angleterre en Amérique 117. Sa situation politique, 119. Hapture de tous pourparlers avec le Portugal, 121. Souhaite contre lui une action commune avec la France, 122.

Reconnait que l'Angleterre est l'ennemi commun.

127. Louis engage la France et en chassé à l'écart, 128. C'est vain de prolonger la querelle de l'Angleterre avec les Colonies, 129 131.

Le roi se dit cependant décidé à recourir ses armes, 131, 132, 136. Défiance de son gouvernement à notre égard, 137. — L'incident du

*Espagne. Suite*

*Expédition, 436. — Son succès, 444. —* Ne peut pas être évitée par les efforts anglais allés à la France et à l'Espagne les colonies avec l'appui de la France, 443. *Mémoire de son gouvernement à dire ce qu'il craint du Portugal 449 470. — Présumptions causées par sa loi à Verviers 475 526.* *Nécessité pour nous de l'empêcher contre l'Angleterre, 488. —* Ne peut être évitée que par nous car nous en avons fait un prix de voir nos ambitions satisfaites et en conséquence du Portugal acquiescé. 489 à 497. *Suivi à Bilbao un vaisseau anglais, 493 504. —* Répondre la main et tout le monde, 509. *San Sebastian en réponse à celui de la France 120 à 122. —* Répond de sa politique. 127. — Répond au mémoire de M. de Vergennes sur un concert entre les deux Lorraines 128 à 135. — Vient des troupes françaises à Saint-Domingue. 137. — Envoie des renforts aux Indes occidentales 152. — Fera passer à Saint-Domingue les troupes de Cadix. *San Sebastian qu'on veut en Amérique, 158. —* Fera de venir à l'apparition de la guerre, 166. *Le roi contre l'Angleterre sans aucun qu'on ne le laisse pas commencer avec les États-Unis, 166 190. —* Ne plus en plus près à l'abandon. 166 à 190. — Répond aux autres notes américaines 195 à 204. — Son gouvernement s'efforce de diffuser l'union avec nous 209. — Pour des questions d'intérêt afin de retarder le moment du séder. 219 à 240. *Refuse l'offre de lui verser une somme, 290. —* Ne donne pas participation effective à la France qui contre des profits certains M. 22. *Opinion qu'elle affecte d'avoir de nous, 23. —* Ne voit pas sans inquiétude la prospérité des États-Unis, 20. *À la fin de l'année que les Anglais lui font la guerre, 28. —* Montmorin veut qu'elle se déclare pour la France afin que la guerre ne commence et que les nations qu'elle attend d'Amérique soient arrivées M. 147. *Pou d'avis de l'Espagne du comte d'Aranda 470. —* Affaire du refroidissement pour les ambassadeurs justement prêtés à nos ambassadeurs, 472, 473. *Tout que son intention et son abstention nous amène, 480. —* Commence à changer d'attitude 491. *Pourrait peut-être prendre part à la guerre 493 à 496. —* Carrière de ses relations avec nous avant et après

*France. Suite*

et moment 507. *—* Les prétentions d'Amérique au sujet de nos intérêts. *Idem. —* Ce que nous y avons perdu et l'Amérique ce qu'elle a gagné, 508. *Pour les prétentions des Américains nous à présent avec nous 509. —* Propose une conclusion par son autrisme, *Idem. —* La France des tentatives en vue de la paix sans la menace de se déclarer pour la guerre 513 à 514. *Une note est envoyée à cette fin à Alexandre, à Grantham et à Montmorin, 515. —* Continue le double jeu de présenter la paix d'une main et de l'autre la guerre 518, 519. *Sanction des conditions qu'elle a obtenues sans satisfaction à l'égard de celles qu'elle souhaite nous, passant en les sans proposer. 641 642. —* Voudrait l'Amérique et la Mobile en Amérique, Gibraltar en Europe, mais abandonne ses prétentions sur la Jamaïque et l'île Minorque sans importance. 643. *Admet la présence des déserteurs américains à la condition V. 2. —* Met tout en jeu pour nous attirer à l'ennemi, 20. *Il était résolu à la jonction des deux flottes dans les mers d'Europe 19. —* Il refuse à tout événement 24. *Indéfini et évite tandis que nous despatchons la paix pour elle, 202. —* Les demandes anglaises, l'attitude nous pousse à la prochaine campagne. 236 237. *Insiste dans sa volonté de la part de Gibraltar, 238.* *Proteste. Le comte 27, l'attaché général approuve par cette façon parvenue à la ruine des critiques sur la politique des ministres, M. 571. —* On donne avis à Montmorin de la destination de son vaisseau pour l'Amérique et les motifs que le gouvernement du roi avait d'en envoyer une, M. 4 à 5 7. 15. *À ordre de ne se déclarer dans aucun port espagnol 51. —* Les instructions ont de déclarer la flotte de Howe, 64. *Annonce son attitude sur l'Océan, 81, 82 179. —* Réticence qui nous les choses elles nos attitudes sans Choiseul avait été le campagne d'été du duc de York de Louis XVI, les notes françaises sur la marine venant probablement de lui, 176. *Aspirent à un grand état du mer nous avec nous pour les mers d'Asie et d'Amérique. 181. —* Alliance, origine nous, géographie, relations, 177 178, 197, 198. *Son attitude d'après les prétentions de Saint-Domingue*

Lafayette (Le comte de). *Suite*]

Se propose à dîner. 179. — Écouteait Silas Bane à Paris et a dû se contenter qu'il se retire à faire passer Gérard avec lui. 180. — Arrive probablement à Toulon et met son pavillon sur la Langueble, *ibid.* — Avec plusieurs personnes pour s'entendre avec le Congrès quant aux opérations militaires et des correspondants et intermédiaires des colonies étaient présents dans ses ordres, *ibid.*

Éloigné par ses intermédiaires parce qu'il appartenait à l'armée de terre. 183-184. — Avant sa reddition jusqu'à la fin de la guerre son ordre est complet et au état d'âge, 185, 186. — Comment, sans être une l'Ordre, il avait déclaré l'existence de la guerre. 185, 186, 187-188. — Incident de sa traversée, arrivé trop tard au port des États-Unis et de Venise. 188, 189. — Avant concerté avec Gérard le rôle à remplir, ses attentions envers le plénipotentiaire, ses pas passagers qui lui troublèrent. 189. — Conversation écrite avec son 190-91, 192 à 196. — Instructions qu'il avait.

197, 198. — Origines de l'armée et de son distinguant ses intentions de plume. 198. — Places russes et relatives en Espagne, ce qu'il voulait faire de Terre-Nouve et de Saint-Jean. 199. — En quoi ses dissensions avec Gérard concernant l'histoire. 199. — Il débarque Gérard et Bane. *ibid.* — Lettre enthousiaste à son départ. 204, 205. — Ignorance de ses intentions, accusant d'erreur distinct la guerre sans ordre du roi de la faire. 207, 30. — Pourquoi sa présence devait peu servir en ce moment à l'Amérique. 209. — Sa lettre à Washington ordonne au major de Chou. 211, 212. — Impression du Congrès à l'arrivée, ne parait à la parole de Randolph. 213. — Est accablé par les bruits, apprend l'arrivée prochaine du héros, descend immédiatement à terre et établit ses communications avec Washington, 214, 217. — Informe en général de l'impossibilité d'apprendre de New-York. 221, 226 à 271. — Fait part aux commandants de

troupes de plan d'attaquer Newport et en est blâmé à tort par eux. 222. — Avantages qui peuvent résulter. 222-223. — Force des Anglais à Newport et nullité de ses moyens. 223. — Ses qualités dans des conditions pareilles. 223-224. — Répète le temps qu'on lui fait perdre. 227. — Mais qu'il aurait pu autrement sauver aux

Lafayette (Le comte de). *Suite*]

Anglais. 227. — Supplé. Sullivan de sa tête. 228. — Répond de sauver La Fayette à son bord, lui fait part de ses ordres. 230, 231. — Lui donne le commandement des troupes de débarquement. 240. — Prépare des batteries d'attaque. 241-242. — Force la passer avec lui

attendant. 242. — Contient dans la plus exacte par l'attaque imprévue de Sullivan. 243. — S'empare par l'arrivée de Bane, forme de nouveau la passer à sa rencontre. 244. — Discret comme Bane par un ouragan pendant qu'il était absent vers New-York. 245. — Revient devant Newport contre l'avis de ses capitaines. 246. — Ce qui était promis. *ibid.* — Montrait encore la Langueble malgré ses craintes d'agression, afin de donner l'exemple. *ibid.* — Débat avec Sullivan, qui voulait les soldats de l'armée. *ibid.*

Objet de garde son monde malgré les instances de La Fayette et de Gerard. *ibid.* — Fait venir sur Boston pour y répondre ses arrivées. 245-246. — Vous postulez de Sullivan, que les sont apparus avec révérence. 251. — Ce qu'il avait dit à La Fayette et à Gerard. *ibid.* — Opinion du Congrès sur ce qui s'est passé. 256-257. — Prépare à Boston, rapport au Congrès, offre de se joindre avec ses soldats aux troupes de Sullivan; mais compte à Versailles. 260, 261, 267 à 271.

Rapporte à Washington sa lettre à Sullivan. 265 à 271. — Répond aux ordres et la tient au milieu du Congrès son camp soutenu à Pontcharlot, intimé avec La Fayette. 266. — Déclat de l'union. *ibid.* — Prépare une campagne dans la Nouvelle-Écosse. 268. — Rapporte que le capitaine débarrasse La Fayette du prisonnier lord Cardigan. 273. — Officié avec que l'armée par une Révolution du Congrès. 271. — Attend à Boston les Anglais, vient au s'établir à attendre l'attaque. 273. — Reçoit des chars américains, vient en apprenant la présence des troupes du roi. *ibid.* — Adresse à tous les autres Français de l'Amérique après avoir en langage symbolique répété à Boston se manifeste, que les instructions l'accommodent à terre. 273-274. — Appareille et part de la mer à Venise la moitié rendue de sa campagne. 275-277 à 284. — Venise, signifié de l'absence de ses nouvelles. 280. — Observe dans l'attaque de Saint-Louis. 284.

## L'Espagne. La seconde [1]. Suite.]

Avant l'ill. de Vergennes et Pombal ne donnerent un pareil traitement, IV, 471-472. — À l'égard de Charles III un préjugé sur les opérations à effectuer, 472. — Fit paraître un manifeste ne se détachant pas d'ill. Prend la mer en se faisant même par cinq vaisseaux espagnols 473. — Avait conféré le manque de confiance en l'Espagne déjà marqué par M. de Floridablanca, 491. — Rendit à l'Etat 543. — Désigné pour commander les flottes française et espagnole V 226. — Se mit en route pour Madrid, ibid. — Espère à Charles III un soutien et secours de commandement des forces de terre et de mer, 140.

Evén. géométr. aux Pays-Bas-Unis. — Le duc de la Veigoyen est nommé ambassadeur du roi au près d'aucun ill 703-704. — Obligé par les généraux des paysans de Hollande à demander à l'Angleterre réparation des dommages portés par elle à leur navigation 717. — Font voter par les États de Hollande la suspension provisoire de la clause du traité de 1674 sur la libre navigation des approvisionnements maritimes et conséquemment cette clause, 719. — Plan qu'avait M. de Vergennes d'agir sur eux par l'opinion du dehors ibid. — Menacé par le gouvernement du roi de voir suspendre le règlement sur la navigation contre ils accèdent l'effet de leur vote précédent 719. — Répondit que par des lettres aux ambassadeurs de toutes nations d'env. 721.

Evén.-Unis. — L'avis d'env. au moment de la bataille de Monmouth et après, III 250-251. — Député de la loi de l'impôt de réversion commencement de l'avis divergences et causes multiples qu'elle ont 251-252. — Place leur déjà par les amirautés contre Washington les Voe et les Adams 253. — Y a eu l'arbitrage, mentionné devant le roi d'Angleterre, mentionné dissimulé, membres du Congrès ou de l'armée; anticipations pendant toutes la France, 253-254. — Murray ou comte de Broglie sur les questions qui régissent, ibid. — Consent général toutefois, vers la France, 256-257. — Effets de Washington dans ce sens, 257-258. — Les deux tiers des habitants des principales villes sont pour l'Angleterre, 271. — L'avis français uniquement fondé sur le papier-monnaie ou

## Evén.-Unis. Suite.]

personnes typiques qu'ils ont faits à cet égard; obligé d'avoir recours à la France, l'avis qu'il fut avec l'opinion de l'opinion de l'avis de l'avis national, 402-403. — Les nations qui leur ont donné par le roi conquies les objets quelques modifications qu'ils ont et la reconnaissance de l'avis de la France avec la Suisse les impressions marquées sur les personnes par les personnes et les personnes contre les personnes de la France 404-405. — Voulant transporter en Amérique la guerre de la France contre l'Angleterre, 416. — Leur indépendance est pour nous la condition sans que non de toute négociation de paix, 423. — Répugnance de l'Angleterre à la leur reconnaître, 401. — Voulent composer dans la terre que le roi d'Espagne voudrait négocier, 428. — Conditions mises pour eux par M. de Vergennes à cette négociation 401. — Ne peuvent obtenir la suspension de l'Espagne. — Difficultés qu'ils ont rencontrées, IV 11-12. — Ceux de Versailles et par les Voe sur leur différend possible 3. — Indépendance de la liberté absolue et sans gouvernement qui y règne pour développer les passions individuelles 3. — Faction antifranchise, la parti de la France et du roi bien connus néanmoins 19-20. — La même du peuple est fidèle à l'alliance 10-11. — Mais qu'ils soient de l'assistance effective de l'Espagne manifestation républicaine qu'en avait faite Washington 31-32 33-34 35-36 37-38.

Grands affaires que leur appaie l'avis 49-50. — Aspiration générale à la paix 112-113. — Retour d'enthousiasme pour l'indépendance du roi, au milieu des divisions entre les États et des extrêmes de personnes 135. — Comité populaire, dévouement sans règle 156-157. — Quatre États délibèrent qu'ils se séparèrent de la Constitution devant une motion unanime à la France, 157. — Les États du Sud sont dans l'opinion que la possession des territoires du Mississippi est fondée sur leurs chartes, regardant ainsi comme à eux, une ancienne possession prise par les Anglais 134. — Convention que la France avait, après Yorktown dictée la loi à l'Angleterre 679. — Leur parti continuant malgré tout, la convention avec l'Angleterre et même l'Angleterre 684. — Persuadés qu'ils

ÉTATS-UNIS. *Suite*

n ont qu'à s'offrir aux Pays-Bas pour que ceux-ci aillent au-devant d'eux, V, 46-47. — Ont des motifs de paix différents que les Européens, le pacte de Samuel Adams entreu leur force pour soutenir la guerre pour les pêcheries, 61. N'avaient à cela qu'à gagner la guerre se faisant par nous et leur commerce n'étant que plus actif, 62. Passent ouvertement sous la direction du parti de l'Est, 66. — Pourraient débattre eux-mêmes leurs inté-

ÉTATS-UNIS. *Suite*

rêts de paix avec l'Angleterre, 79. Leur indépendance est un point acquis dès les préliminaires, 146. — Sont déçus dans l'Etat-Uni et non plus Colonies ou Plantations dans les pouvoirs donnés à Oswald, 137. Justifié de la maison de Carleton et Digby auprès d'eux, 181. — Puisse de leur défection par les décrets de l'Angleterre, 260. **Evénements.** Apports des offres d'indemnité de l'Angleterre à M. de Vergennes, V, 26.

## F

**FAUL,** greffier du stadhouder de Hollande, partisan de l'Angleterre, est troublé par la lecture du traité de la France avec les États-Unis, III, 707.

**FALQUIÈRES** (Le chevalier de) M. de Vergennes lui refuse l'autorisation de s'engager aux Colonies, I, 667-668.

**FAYOLLE** (Le chevalier de) compagnon de La Fayette, II, 223.

**FAYON** (L'abbé), précepteur de La Fayette, I, 659 à 661.

**FERGUSON,** secrétaire des commissaires britanniques en Amérique, III, 298.

**FERRI** (Le baron de) confident de Frédéric II, I, 788-789.

**FISCHMAYER** ministre de Prusse, III, 110.

**FITZGERALD** (Alfred) ministre plénipotentiaire anglais à Bruxelles, remplace Gordon à Versailles, V, 92 à 95. — Maintenu à cette fin par lord Grantham, 100-171, 175, 189, 198.

**FLEMING** (Lord) auteur de la *Vie du comte de Shelburne*. Erreurs de fait ou d'appréciation de sa part, V, 152-154, 183-185, 208-209, 231, 270, 277.

**FLURY** (De), aide de camp français de Washington, III, 333, 335, 338, 340, 342-372 à 374, 414, 415-416.

**FLORENTIN** Le comte ou premier ministre d'Espagne.

*Année 1766* — Succède à Grimaldi et est censé donner suite à la même politique, I, 126 à 128.

*Année 1777* — A été indiqué par ses précédentes sa position vis-à-vis de la cour, 198.

## FLORENTIN. Le comte ou. [Suite.]

Mal vu de l'entourage du prince des Asturies et du confesseur du roi et supposé devoir changer de politique envers la France, 199-200. — Mené toutefois un bonnes dispositions à Oms, 227. Est lié avec M. de Caldas, ami de la France, 278. Invite lord Grantham à faire donner des explications sur le désarmement demandé par l'Angleterre, 232. Admet la nécessité de précautions contre le Portugal, mais pour comme condition de l'entente des deux Couronnes l'envoi de troupes à Saint-Domingue, 233 à 235.

Ten nouveau de ses instructions à Amade, 235. — S'est rendu la satisfaction du prince des Asturies et embarrassé notre ambassadeur par ses préférences, 250 à 253-254. Rétorque avec avantage les raisonnements de M. de Vergennes en traçant le programme de la politique espagnole, 263 à 265. — Rendit de sa réponse aux réclamations de lord Grantham à propos de l'arrestation d'Arthur Lee avec Grimaldi, 283-284. Explications à Oms, 284. Espérait que l'Angleterre rechercherait la médiation de la France et de l'Espagne, 293, 294. Froux de ce que son idée n'est pas été adoptée à Versailles, 295.

Diffère de prêter son concours, 296. Développe ses vues jusqu'au, 297 à 302. — Tardé volontairement d'envoyer son plan d'action commun, 342-343. — Annonce la prise de Sainte-Catherine, 434-435. — Se réserve à l'égard de la politique proposée par M. de Vergennes quant au Portugal, et fait de craindre les indiscrétions

**FLORENCE.** La cour du. [idem.]

de Versailles, 439 442 443. Fait rapporter en manuscrit anglais les accords pleins de l'Espagne 444. Cherche à inspirer confiance à M. de Vergennes, 473 475. — Ne veut rien faire pour les Catholiques tant que le futur du Mexique n'est pas assuré 486 487. Rapporte à la cour de France les idées de celle de Madrid dans un mémoire suivi d'une lettre particulière à M. de Vergennes 483, 486. Répond notamment à lord Grantham à propos du commerce des États-Unis et refuse la réciprocité des mesures contre les pirates 496. Son langage encore évasif dans un mémoire sur l'alla-toto à prendre, 552. Récuse du nouveau avec lord Grantham à propos des accords de la France 566 567. Continue à se débiter en répondant à M. de Vergennes 569 à 571. Avait pourtant reconnu la nécessité d'avoir un agent aux Colonies 566. — Veut réduire les Espagnols par des expéditions dans la Méditerranée, 582. — Trouve utile d'associer un subalterne aux Américains 586 589. Pousse jusqu'à l'orgueil par la pensée que la France a traité avec les commissaires du Congrès, mémoire confidentiel à Aranda 621, 625. Insiste de nouveau pour l'envoi de quelques Donsuques à Saint-Domingue, 697. Dit avoir peur que la France ne serait prête que dans deux années 702. — Ne veut pas faire la guerre pour rien 702.

Quand il est venu à Aranda en 1763. — Digne par le traité de la France avec les Américains 749. Lettre à Aranda sur ses engagements avec les Catholiques, 763 à 770. Le charge de s'en expliquer à Versailles 770. — Ne répond pas comme on s'attendait 770. — Avise Aranda que le roi ne trouve à Londres que des dispositions défavorables à la guerre. III 15. — Prouvait que tout ce qui Montmorency 13 19.

Vient répondre à ce dernier 22 23. — Qu'il lui de «Don Quichotisme» la dissolution de notre traité à l'Angleterre, 23. — Se plaint de ce qu'en France on n'apprend pas ses talents 24. — Se croit point sur le roi 24. — Il est du parti modéré 24. — Faut de ses vivacités au digne qu'il a en 2 qu'on ne s'en avec un

**FLORENCE.** La cour du. [idem.]

quand 27. Son caractère d'agent Espagnol 29. — Abandon Montmorency et au même temps mettaient l'Angleterre à seoir à la neutralité de l'Espagne 49. Enchaînant Montmorency d'une assurance de médiation et lui demandait en sujet la neutralité du côté d'Aranda 57. — Estimait que son caractère eût reculé la neutralité 58.

Fait, malgré Montmorency des propositions en vue d'une médiation de l'Espagne, 59. Change de langage quand il est informé que la flotte espagnole revient du Mexique 71. — Apprend avec plaisir le départ de l'escadre d'Estang ne l'ayant pas eu possible, et qu'elle a ordre de défendre les possessions de l'Espagne avec soin que celles de la France, 71. Dit que le foudroyer de son réponse l'a obtenu du côté espagnol une ruse et efface la neutralité de ce que le Portugal s'oppose de nous avec nous des rapports 72. — Est d'accord avec le roi pour voir comme nous le danger d'être dupes des Anglais et pour reconnaître la nécessité de ne pas inquiéter les Américains 73.

Vient répliquer lui-même selon ses idées la neutralité de la médiation et la neutralité d'Aranda 74.

La grande colère apparente contre les Anglais qui vient avoir demandé la médiation, vive réponse qu'il lui fait 75. S'empare par suite avec Grantham et lui dit que l'intimité de l'Espagne avec la France est un motif qui paraît 76. — Est-ce qu'on ne nous brûle l'Angleterre et nous l'indignation des Français nous en faisons la paix avec nous nous de l'Espagne 79. Est d'accord, comme M. de Vergennes, de faire un grand pied à l'Angleterre en Amérique, et affirme qu'il nous peut donner à la France 80. — Il est d'accord de d'écarter de nous faire l'histoire en détail 80. — Nouvelle conversation avec lord Grantham 81.

— Insiste à Montmorency que nous devons profiter du moment favorable momentanément pour le Parlement britannique contre la diffusion de l'Angleterre 82. — Insiste d'après les assurances de M. de Vergennes, de penser que les deux Couronnes vont tirer bon parti des circonstances 83.

Tâche de ramener ses paroles précédentes en disant qu'on ne se soit pas attaché à la médiation, sans conseil d'écarter une bataille sur mer 472 473. Répondant de nouveau avec nous en

FRANÇOIS-ANON (Le comte DE — *Suite*.)

se souvenant de l'échec de son armement pour la guerre, 474. — Répondant cependant à lord Liverpool, à propos du combat de la Belle-Poule, en insistant l'opinion à l'Angleterre 474. Ne sent pas même son erreur avec Montmorin 475-477. — Semblait se jouer de notre ambassadeur, 484. — Affète de croire que nous pourrions tout seuls tenir tête à l'Angleterre. 493. Indique cependant un changement prochain d'attitude *idéol*. Récrimine encore contre Versaillais ainsi pour par les engagements du Duc de la Milla, mais souligne les lignes d'une importante action commune. 494. Se souvient d'avoir le caractère du roi et le dépeint 494. — Surprend par Montmorin attendre que nous offrions à l'Espagne ce qu'elle désire 496. — S'efforce contre les propositions de lord Weymouth qui plaint à lord Grantham et y porte réclamation. 498. Envoie cependant des instructions détaillées à Admettant et renvoie de publier ses motifs de recourir à la guerre, 499. S'applique à nous supplier le plus possible et à se débiter, dit qu'un tel succès la situation du roi qu'on lui faisait des offres trop considérables pour n'être pas agréées, 510. — S'attache à paraître vouloir la guerre, la guerre à « grand spectacle » comme les Français la faisaient aux Carolingiens 511. — A rebâtir Arnould à l'égard de tout accommodement préliminaire, 512. — Croit que la France se débarrassera des dévotionnaires de l'Espagne, 513. Note qu'il avait remis pour l'entente entre elle et nous 524 à 524. Conçoit de nouveau un plan pour la pacification en Ardèche et l'Espagne dans la pensée que la paix est possible. 526-527. Entend utiliser l'indépendance mais veut être la subordination pour en préserver les possessions en Espagne, 529. — Se détermine à engager sa cour et parle de la guerre avec rhétorique à Montmorin, 531. Critique la vanité française à côté de la temporisation qui lui a permis, à lui, de garder un vœu à l'Angleterre 533. Fait entendre que l'Espagne agit certainement avec la France, et qu'il y attache sa renommée par son rôle 534, 535. — Est vaincu de sa politique à cette date. 536. — Différence de son langage d'avec celui du roi. — Jugé l'un et l'autre d'une même distance contre nous. 538.

FRANÇOIS-ANON (Le comte DE — *Suite*.)

Doute que par lequel il arrive à Londres une telle manifestation au vu de la paix et revient à Montmorin ainsi qu'à M. de Vergennes dans un tel personnel au plan d'opérations communes, 538, 539 à 541. — Revient à nous directement à Grantham, 539. Explique enchaînement au vu de Montmorin en insistant pour surtout le détail d'être insensé des avantages que peuvent offrir l'Espagne, 544-546. S'attache comme plus à se cacher d'Arnould et assure qu'il reste également avec Arnould, 546.

Année 1778. Parvient à ce que s'explique sur la méthode que l'Espagne doit suivre de la guerre pour obliger Versaillais à la paix, 546-547. — Entretient avec Montmorin à ce sujet, 547. — Avoir les renseignements à Londres les détails de par ceux de Versaillais 548. — Plus attentif que jamais qu'il ne faut rien attendre de Londres. 549. — Faut à accepter les plans d'Arnould de Versaillais et insistent de les suivre, *idéol*.

Preuve que la cour d'Angleterre parle autrement de vive voix que par écrit et est impatienté par la lenteur d'Arnould. 55. De nouveaux honneur entre les deux du pain et contre Versaillais du plan d'action proposé par Versaillais; développe des objections dans un instant. 551 à 555. — Revient plus d'instinct pour la guerre, maintenant qu'on ne peut s'appuyer les Anglais qu'en Angleterre, ainsi lord Grantham à Madrid et Arnould à Londres, 553-554. — Avoir toujours été d'avis et l'est encore de laisser le roi de France fier à finir avec l'Autriche afin qu'il ne soit pas l'Angleterre, 553. Lettre à M. de Vergennes au faveur de la guerre, 554 à 555. — Son plan des opérations 554 à 555. Avoir ses projets contre le comte anglais dans la Belgique et approuve la politique de M. de Vergennes de Hollande 559, 559. — Prend d'avis sur les conventions avec la France; dans des ordres pour que l'Espagne puisse agir au plus vite, 564. — Ne veut en finir qu'avec des profits et surtout, enjoint de spéculer rapidement, 564.

A prouver que l'Angleterre avait une réponse nulle et transmet à Arnould, en la venant des autres au départ. 565. — Lors de la guerre comme au comte de Montmorin et Confirme lui-même à M. de Vergennes que



MONTMORIN. — Le comte de J. *Suite.*

Les conseils espagnols ont refusé si la nouvelle signature attribuée de Londres a été par conséquent celle d'un d'entre eux ou en son absence et le comte d'Almodovar parvenant par Paris afin qu'on y mit informé aussitôt du résultat, paraît dissimuler sans aucun-pensée souhait que les États-Unis soient permis d'attaquer le Canada 720 à 722. — Ne s'était pas moins abstenue de formuler son projet de convention avec nous 721

Étant la prétention qu'on ne peut les armer qu'après la restitution de Gibraltar par l'Angleterre et la union du royaume de Danemark 723 724. Raison qu'il donne à Montmorin pour expliquer qu'il n'a pas été fait mention du Paix de famille dans la déclaration de l'Espagne à l'Angleterre 724. Avant d'éc. à M. du Vergne sur le sujet du traité-cumult de l'Espagne, 13 131

Année 1780. S'était fait de réclamation notre intervention afin de faire passer par le Congrès des instructions que l'Espagne souhaitait dans le sud des États-Unis, 263. Demande que l'ambassadeur de Gênes s'approche du camp Finestre pour que les volontaires espagnols fussent en mesure aux milices, 322. Avant son départ en mission pour faire diriger au Nord son frigate destinée à Tonnar et Rochambeau 325. S'était fâché que le déplacement de leurs armées par les deux Couronnes en 1779 amenerait l'Angleterre à occuper le pays et qu'il le désirait de bien égarer les possessions de l'Espagne au détroit des États-Unis 440. Avant peut-être avoir vu de la faiblesse de son pays 446 447. — V. le contenté de ne voir deviné par Montmorin 449. — Entretenus souvent où il lui offrait les signatures certaines 45. Précise les informations en direction à M. du Vergne, 452. Se souvient d'être resté influencé minime sur l'opinion du roi espagnol avec Cumberland 45. Informe Versailles des circonstances qui ont amené le départ en Espagne 456. — Cause à Montmorin le mauvais état de la marine espagnole 461. Voisait avec plaisir l'union à la tête des autres réunis sous son mal reçu par le roi à ce sujet 463. A écrit Cumberland des propositions de la Russie, 465. Souhaite que nous Montmorin, affecte de dire que le roi ne veut

MONTMORIN. — Le comte de J. *Suite.*

plus envoyer ses vaisseaux à Brés avec les autres 470 471. S'était plaint vivement de l'union 49. Se retire de Cumberland, désapprouve qu'il prolonge son séjour dans le port, avait vu les actes de l'Angleterre et surtout l'absence de Gibraltar 500. — Diminution du mouvement avec Montmorin sous des réclames sous des amiraux 506. — Ne voulait ni de la médiation de la Russie ni d'aucune autre. Afin d'être pour être l'ambassadeur, ibid. — S'embarrassait peu des États-Unis, disait qu'ils ne pouvaient leur victime, 509. Demandait à se représenter de la Russie et même pour les placer un représentant à Berlin, 512.

Année 1781. On, surpris à vouloir s'opposer chez au représentant des États-Unis, nous avons coup à garder spécialement pour l'Espagne la navigation du Mississippi, 591. Dit que nous voudrions faire l'Espagne à la paix sans obtenir aucune satisfaction pour elle, V, 17. Souhaitait que nous participions à une attaque des îles anglaises, 17, 18. Assure à Montmorin que si nous ordonnons Charles III à Gibraltar nous devons de ce moment ce que nous voudrions 74.

De plus au plus éloigné de l'intérieur aux États-Unis et refuse à Jey les armées prévues 80.

Ne répond que brièvement, pendant que l'on confie avec Genève, 203. Avant probablement en avoir déploré la question de la paix d'arrêter le mariage, et par là à Versailles ibid.

Ne veut pas de faire entendre à Montmorin qu'il offrait à l'Angleterre la portion que possédait l'Espagne à Saint-Domingue 210. Déplorait son renouveau d'opérer à se garder contre les renouveau de M. du Vergne pour la paix 237.

Calme toute contre l'union 239.

Fourme (Le vicomte de J. — Major général à l'armée d'Albayre devient l'union, IV, 246, 249 30.

Œuvre de l'union du cabinet de Londres, II 506 537, 538 591, 596, 598 771, 807 808 V 40. Par Charles, I, 136 437, III 246, V, 23 90 91 à 96.

France. Esprit politique qu'y avait l'Angleterre, lors de l'établissement du roi I, II. En fait de la situation en Europe à ce moment.

10 10

Conclut qu'elle doit avoir une

France. *Suite.*

L'Autriche 11 à 13. *Adieu à Charles de France* l'alliance de l'Espagne, 26. Notre seule situation à l'égard du roi est rapportée à l'Espagne 22, 24, 214, 315. Notre intérêt et nos points de vue sont différents du ceux de l'Espagne quant à l'Angleterre, 266. Rapproché par lord Stormont à une intervention directe, 197. — Préjugés qu'il nous fait avoir quant au caractère colonial et quant au Canada, 215. *Réflexions sur la conduite qu'il tenait à la France de suite à l'égard des Catalans*, 243 à 245. *Requêtes adressées au roi* par l'Angleterre ainsi que l'Espagne, soit que les colonies reconquissent l'indépendance, soit qu'elles restent communes, *Considérations écrites à ce sujet*, 1 à 4 170. L'Espagne s'oppose de cette connaissance dans sa conduite 436. Ce que Frédéric II écrit de la France 466. *Rapports avec la cour de Londres* 447 à 469. *Médiation avec l'Angleterre entre l'Espagne et le Portugal* 49, 469 à 471. *Considérations sur le parti qu'il convient de prendre, etc.* 367. *Amour-propre de la Grande-Bretagne* contre elle rapportée par M. de Vergennes 366. *Seule espèce de l'Espagne et l'Angleterre d'un moment de longues guerres*, 492. *Avait droit elle devait attendre que la cour de France était pour elle* 596. — *Effet qui y est produit par la détermination de l'indépendance*, 621, 632, 633. *Union étroite dans ses entreprises contre l'Angleterre* 664. — *À propos de l'attitude efficace et l'assurance de sa seule force*, 636. *Plus des raisons à opposer avec l'Espagne, M. de Vergennes* 189. Sa «*conscience*» aux les efforts du continent européen contre un motif du ne pas devenir étrangère à l'Amérique, 24. *Plus possible à la guerre que la suite, avant Franklin*, 308. *Effet produit par la députation de La Fayette, accablé connu*, 392 à 411. *Questions sur les mesures à prendre pour la préservation contre l'Angleterre*, 409 à 411. *Changement dans les circonstances générales pour elle et pour l'Espagne à la fin de 1777, 431, 432. Opportunité de chercher à détacher le Portugal de l'Angleterre* 439, 441. Pourquoi convenait de continuer la guerre 415 à 446. *Mémoire adressé au Roi, adressé à la France et l'Espagne sous les signatures* 461 à 464. — *Lord Stormont de*

France. *Suite.*

*monde qu'elle ne peut pas des temps au fin* 439 à 441. — *Importance de la circonstance des «*affaires*» 471. — *Succès contre les ennemis de l'Angleterre* 566. — *Négociations pour une des rapports avec le Portugal* 604 à 610. *Roulette par la médiation de l'Espagne*, 612. *Rien et l'Angleterre d'après le cours de l'Espagne*, 636 à 638, 673 à 681. — *Près selon les avec de Londres, de sa voie directe la guerre* 707. *Puis toute machine dans sa situation vis-à-vis de l'Espagne et dans la relation de sa mission* 708. — *Cajolerie du roi de Prusse à son égard* 709. *Attitude à la mort de l'Électeur de Bavière*, 743. *Il faut qu'elle courrait à sa cour par l'Espagne avec elle* 741. *Déjà l'Espagne matériel de son intervention en faveur des États-Unis, m.* *À la fin qu'elle s'empare de la part de l'Espagne l'occupation des engagements du Pape de Rome* 5. *Avant elle été marquée par d'autres ministres que ceux de se trouver* 4 à 5. *Raison qu'il y avait pour elle de favoriser la victoire du roi de Prusse* 39, 117. *Qu'elle ne devait pourtant pas se laisser séduire de l'Ordre*, 119, 120. *Impatience essentielle réconciliation en Amérique* 124. *Avantages que l'Espagne pouvait tirer* 148. — *Empêchement par l'attitude de l'Espagne d'une de représailles contre l'Angleterre* 154. *Antipathie au peuple américain*, 167. *Trompe au Américain par les événements*, 247. *À quel l'Espagne oblige les améliorations de l'Espagne et intérêt qu'elle y avait perdu* 307 à 308. *Beaucoup d'obtenir le soutien des autres puissances*, 345. *Provisionnel intérêt de l'alliance* 466. — *Attitude qui lui a permis de sur le continent l'occupation de son territoire par la Prusse et l'Autriche*, 674 à 701. *Pour qu'elle soit du côté de l'Espagne, IV.* *Difficulté que lui occasionnent les États-Unis* 707. *Partis soutenus dans le Congrès à son sujet, et suiv.* *La voit naître d'unides persécution dans les États du Nord et de l'Est* 11. *Mal venue même après les membres du Congrès «*bien intentionnés*» 19. *Déjà que m. de la France et l'Espagne se peuvent conclure pour ou contre avec l'Angleterre sans leur intérêt communément supérieur*, 35, 36.**

## FRANCE. Suite.

Washington croit prudent de ne pas recevoir son ambassadeur de la part du Canada 39, 40. Son ministre à Philadelphie est associé aux affaires politiques par le Congrès, 44. Ses rapports avec le Congrès en 1779 67 et suiv. — Voyait ses propres possessions convoitées, mais pouvait penser qu'on lui laisserait Terre-Nova, 81. Ses lettres antipathiques au gouverneur du Vermont 127 à 129, 131, 136. Trouve néanmoins des sympathies secrètes dans plusieurs États 128 à 136.

Son représentant est obligé de se tenir à distance 177 à 180. Ses adversaires cherchent à l'entraîner en combattant l'Espagnol 186. Celle-ci est devenue présente d'une manière hostile dans ses négociations avec l'État-Uni 183. — Événement que nos soldats y avaient obtenu, 182. — Ses négociants sont mécontents sans égard pour les raisons relatives au papier-monnaie 114 à 116. Minime dévouement dont s'annoncent pour elle l'année 1784 117. Infidélité de l'Espagne envers elle 118 à 120. — Exécration d'après qu'elle supportait après à son alliée 187.

France. Aucun premier assistant à Londres.

1. 6. Sa lettre à propos de Hartsley, 11, 66.

Il est envoyé à M. de Vergennes d'un avis secret avec Arthur Lee, 70.

France. Agent de Beaumarchais en Amérique vient en aide à La Fayette, 11, 114. Lui propose de s'embarquer sur le *Vier Indigène*, 112. — A accepté des arrangements avec le Congrès pour le paiement des fournisseurs de guerre, 19, 31.

France (Benjamin) 3. 115. Membre du Comité de correspondance secrète 166. Procure au Congrès du matériel de guerre 180. A rédigé les instructions de John Adams 186. Son retour en France en 1778, 11, 64. Devient les vœux du comte de Baglin, 70. Prendra la part de la nation qui a amené 87. Remise à un des commissaires du Congrès près la cour de France, 99. — S'adresse de Nantes à Bordeaux-Duisburg, à Boston et appelle Arthur Lee à Paris 100. Impression de son arrivée 104.

Demanda à présenter ses lettres de créance 1.

Reçu courtoisement par M. de Vergennes avec ses collègues 13, 1, 6 et 110. Minime

## FRANCE. Suite.

assisté chez M. de Beaumarchais, 19. Trouve nouvelles sur l'Amérique, 136 à 139. Informa Morris de son arrivée, 127. Son rôle, continuant d'être en France 126. — Ce qu'il pensait ainsi que ses collègues sur son départ: certains que la France met la guerre mais que la cour hésite, 128. Impair les retards à Beaumarchais, 126. Son union à Dany, recherché par les politiciens les guerriers et les militaires 116. Amant, par suite, à recommander Du Coudray et, dans son impatience de voir partir les secours à l'armée espère qu'il a demandé le rappel de Siles-Denis 127 à 128. Espérait avec sa femme à provoquer la rupture avec l'Angleterre 128. — Se change d'agir sur l'Espagne et présente un mémoire à Madrid 129, 132. — Substitua son adversaire Beaumarchais 131. Demanda aussi l'Espagne à l'Angleterre 131. Accusé par l'Angleterre d'accepter à faire déclarer la guerre à l'Angleterre 131. Exprime à Arthur Lee le peu de bien qu'il pense de lui 61. Mal disposé pour les opérations de Rodriguez-Morales 131 à 132.

Avait l'intention de faire connaître à M. de Vergennes la reconnaissance de l'Amérique avec l'Angleterre 131. Tente ensuite avec l'Angleterre ont déjoué par sa correspondance, 136 à 137.

C'est qu'on ne devrait pas s'être quand on a des malheurs 137. Ses relations avec Milton Beaumarchais à l'égard de l'Angleterre, 70, 138. Déjà dans ses négociations avec plusieurs d'Arthur Lee 11, 119. Affirme à Adams et à Adams que les bruits de négociations entre Adams et Washington ne sont pas fondés et que sa correspondance avec Hartsley ne sera transmise à Versailles 173. — Témoigne du dévouement de Adams à la cause, certains ne 174. Avant d'arriver à l'arrivée de l'arrivée à la part du roi 176. Membrement autorisé à interpréter les paroles du Congrès à propos du traité, comme l'indiquant les parties américaines 183. Instruit par M. de Vergennes de l'état des pourparlers avec l'Espagne, peut disposer à accepter ce que le roi la France et d'accepter ou prêter à une lettre à l'Espagne 183 à 184. Avait répondu à Hartsley une fois de plus qu'il espérait tenir négociation avec la

● **Volume 1**    ● **Volume 2**    ● **Index**

France 546. — Deux universités répandues sur son territoire par Arthur Lee et Howard, IV 3. — Quel sort la France supporter de France, 37. — A propos à M. de Vergennes de nommer au Congrès d'accepter en vedette comme ambassadeur du pair, 135. — Lui propose Édouard Laurens pour aller en Irlande, grande confiance en ce dernier 134 à 133. — Fait intervenir M. de Vergennes afin de s'être pas envoyé en Hollande. 116 147. — Écriture à La Fayette un ambassadeur pour les occasions futures par le roi et explique qu'il se retire d'en demander davantage 117 118. — À la fin le Congrès de l'assemblée générale d'un corps de citoyens. 113 — Prévenu par le président du Congrès de l'arrivée du général Laurens, 542. — A demandé le retrait des services demandés à La Fayette 428. — Mène au Congrès que les généraux de John Adams ont blessé M. de Vergennes 423. — Éloigne et désapprouve les vœux de John Adams a été étonné de le voir envoyer. 415 à 416. — Confiant dans le gouvernement de son voyage et qui se fient de moi autour de lui nager et s'inscrivent pas 436. — En appelle de nouveau à l'assistance du roi 439 440. — Est informé officiellement du don de 6 millions de livres et s'est entretenu avec M. de Vergennes pour leur acceptation 450. — Ce qu'il pense du résultat obtenu par le colonel Laurens et de la fidélité de notre armée. 561. — Annonce au Congrès les 6 millions de livres pour Washington 548. — Remercie le roi pour l'offre de la prise de Yorktown 463. — Répond dignement à Hester sur la proposition que lui a présentée celle-ci, représentant les États-Unis traités de la façon discriminatoire avec les Anglais dans la France V. 37. 38. — N'ignore ni ne méconnaît les maux que le gouvernement du roi dans l'intérêt des États-Unis 41 49 50. — Singularité de l'approbation qu'il donne aux instructions pour la paix reçues du ministre Livingston, après celle par lui donnée aux instructions antérieures 56 à 58. — Préoccupé avec M. de Vergennes du ne pas laisser les ministres anglais passer que des propositions de paix non-sensibles parleront en la voie 52. — Lui fait remarquer par La Fayette l'idée d'insister en rapport avec les maux de Londres 6. — Conclut à tout Chat

Frequency	Weight	Score
1	1	1
2	2	2
3	3	3
4	4	4
5	5	5
6	6	6
7	7	7
8	8	8
9	9	9
10	10	10
11	11	11
12	12	12
13	13	13
14	14	14
15	15	15
16	16	16
17	17	17
18	18	18
19	19	19
20	20	20
21	21	21
22	22	22
23	23	23
24	24	24
25	25	25
26	26	26
27	27	27
28	28	28
29	29	29
30	30	30
31	31	31
32	32	32
33	33	33
34	34	34
35	35	35
36	36	36
37	37	37
38	38	38
39	39	39
40	40	40
41	41	41
42	42	42
43	43	43
44	44	44
45	45	45
46	46	46
47	47	47
48	48	48
49	49	49
50	50	50
51	51	51
52	52	52
53	53	53
54	54	54
55	55	55
56	56	56
57	57	57
58	58	58
59	59	59
60	60	60
61	61	61
62	62	62
63	63	63
64	64	64
65	65	65
66	66	66
67	67	67
68	68	68
69	69	69
70	70	70
71	71	71
72	72	72
73	73	73
74	74	74
75	75	75
76	76	76
77	77	77
78	78	78
79	79	79
80	80	80
81	81	81
82	82	82
83	83	83
84	84	84
85	85	85
86	86	86
87	87	87
88	88	88
89	89	89
90	90	90
91	91	91
92	92	92
93	93	93
94	94	94
95	95	95
96	96	96
97	97	97
98	98	98
99	99	99
100	100	100

mandley une lettre pour lord Melbourne sur  
 ses relations avec les Américains et sur les  
 propositions de paix. Il est informé de tout ce  
 qui a été dit à Paris 27 — Envoie à M. de  
 Vergennes la promesse à Paris d'Oswald et l'ex-  
 posé intention de lord Ashburton d'engager  
 des pourparlers de paix 31 32 — Le premier  
 à préparer la paix, comme il a été proposé au  
 premier à donner le signal de capituler à l'Angle-  
 terre 32 — Semble ne s'être pas montré au par-  
 lament dans les discussions parlementaires du Congrès  
 33 34 — Avec M. de Vergennes que les plé-  
 nipotentiaires de l'Angleterre cherchent à séduire  
 la France de l'Amérique et à dissuader les Améri-  
 cains 37 — Expose par écrit à Oswald les po-  
 sitions des États-Unis sur le Canada et le Nou-  
 veau-Mexique et en informe John Adams 44  
 À propos de devenir aussi que Jay à Paris 45  
 Consulte M. de Vergennes du conseil avec Jay  
 sur la valeur des nouveaux pouvoirs d'Oswald  
 46 — Prié par Raymond de présenter le Congrès  
 contre les efforts que pourrait faire Crichton  
 assure cette assemblée que si la France et l'Espagne  
 et la Hollande n'entendaient mieux séparément et  
 que la paix du pays est dans leurs mains s'ils  
 font de même 104 — Écrivent souvent par ap-  
 peler. Avant partant à Oswald, par conditions  
 nécessaires de paix et conditions générales, les  
 desirs de l'Amérique pour mettre fin à la guerre  
 134 — Comment il plaçait dans les conditions  
 générales la question du Canada 142 — Pour la  
 justice et mentionné par Jay auprès d'Oswald  
 143 — Avec Jay chez M. de Vergennes 144  
 Adresse à Philadelphie l'adresse du projet de  
 propositions faites à Oswald 145 — Avant-  
 voirment obtenu au conseil le conseil du Canada  
 par l'Angleterre 143, 144 — Ce qu'il fit et  
 propos d'arrêter les négociations de son collègue  
 145 — Informé Vergennes, par un billet de la  
 conclusion de la paix pour les États-Unis et les  
 vœux pour après le traité des articles 54 55 —  
 Pour ce à l'été sign la promesse que maintenant il  
 peut se passer ou en en garantissant à M. de Ver-  
 gennes le respect du traité de Washington pour  
 partie au Congrès les déclarations relatives à la  
 conclusion de la paix et en demandant le récompen-  
 se de services d'avant précédemment présentés 146

## FACONNE, COMMANDEUR GÉNÉRAL.

1. Faconne manifeste comme un collègue et vient avec Lamoignon s'expliquer verbalement 192, 193. — On sentait mal à l'aise des procédés que ses collègues avaient suivis et l'avis à Cooper 199, 200. — Condamne le langage tenu à Paris par John Adams, 200. — Invéctives ses collègues à une conférence par M. de Vergennes, 176. — Approuve la discipline présentée par le ministre et s'abstient à vrai dire, les menues de fabrication, 277. — Communication à et discute la lettre qu'il avait reçue de Cooper, 192. — Annonce à Adams et lui de rétracter tous les faux bruits répandus sur lui par eux 194. — Écrit à La Vergotte que jamais la France n'avait espéré les États-Unis d'obtenir les avantages qu'ils paraissent se procurer, 199 à 200.

FACONNE. — Campagne de La Fayette. III 163

FACONNE II. — Surveillent l'admission de la France

1 440 — Tendent à élargir les Colonies

153. — Jugent que l'Angleterre se fourvoie 45-

— Se refusent contre cette proposition 396

— Sont les des décisions. 196 197. — Instructions

et lettres écrites par lui à ses agents *ibid.* — Son

role à l'égard des États-Unis, 597. — Refuse

d'encourager l'Angleterre et se plaint d'elle 677

à 516 — Favorise les Américains 513. — Se

approche de la France, 611 616. — Écrit au

comte de Goltz que l'établissement de la cour

pourra amener une rupture II 13. — S'ap-

plaudit des difficultés de l'Angleterre 344

— Interdit du ton de M. de Vergennes avec lord

Stewart, 345. — Adresse Goltz à répondre

à — Insiste sur l'importance des négociations, à la demande

de l'avis consultative dans les ports français. —

— Demande du temps

pour traiter avec les commissaires américains

— Envoie un message, mais sans succès, à l'effet

de le rassurer par Maitland à Londres qu'il n'est

pas en négociation de sa part avec eux 557

— Adresse Goltz sur l'opinion que l'un des Amé-

ricains en France. 558 — Demande de dispo-

sition favorable et de sollicitude pour nous

706 — Goltz ne veut voir parler l'homme de

débuter la guerre à l'Angleterre. 709. — A grand

soin de nous faire reconnaître de temps

en Allemagne. — lui écrit tout à fait et même en

français 709 710. — Rafale d'une affaire à

## FACONNE II. Suite.

monter avec la France en la Russie 711. — A-

tout à son affaire à lui III 61. — S'était

montré des Chanceliers des deux de voir rouvrir

avec Versailles les rapports diplomatiques, 89.

— Écrivant son mémoire à l'usage de Goltz

pour nous rassurer de lui, 9. — Impu-

ment de l'ambassade qu'il suggère à l'Académie

sur le marquis de Pons notre ministre à Berlin

91 93. — Revient et amène l'ambassade, que le

cabinet de Versailles a envoyé à ses manœuvres

93, 94. — Adresse qu'il lui manifeste pour

M<sup>re</sup> de Pompadour, cause à ses yeux de sa rup-

ture avec la France, 94. — Trouve apportés

après le comte de Tressan que la France aide

d'avantage les Américains, et mène à Goltz

que c'est le moment de nous consacrer de

leur avec lui 99. — De plus en plus pressé

d'entendre, mène à Goltz les signaux d'un accord

politique contre l'Autriche, *ibid.* — Demande

qu'on lui envoie quelqu'un ayant la confiance

de M. de Vergennes en 101. — Reçoit l'avis

entre marquis de Jaucourt, et voit être suffi-

samment déboulé 101. — Impuissant du voyage

qui lui est demandé à Vienne, mais lève et

renvoie par son retour et par ses communications

*ibid.* — Change Goltz de faire savoir que la

France s'en va pour nous voir à l'égard de l'Angle-

terre soit qu'on ait des avantages à tirer de la guerre

des Colonies, 104. — Part plus durement après

la mort en conseil du marquis de Pons 111

— Appare des lors sur l'idée de nous voir avec la

Russie, *ibid.* — Envoie plus d'ambassade sur les

dispositions de la France et voudrait que Goltz

se aye Jaucourt, 112. — Enquiert auprès du

marquis de Laigues notre ambassadeur à Péters-

bourg qui s'en va Berlin, et auprès d'autres

Français 115. — Maitresse Goltz de se bécoter

et de nous voir lui recommandant de s'occuper de

Goltz *ibid.* — Pense plus à Versailles et

finant demander à Arthur Lou des communications

sur l'Amérique. *ibid.* — Annonce les

États-Unis de que la France les nous reconnaît

116. — Affirme que l'Angleterre sollicite son al-

liance mais qu'on peut être assuré, *ibid.*

— Demande à Goltz d'abandonner franchement la

cause de Versailles. *ibid.* — Nouveaux efforts

dans la même voie, 117. — Vainement dans la

**Ferdinand M. Jute,**

*Discours de l'ouverture, 127. — Convention avec Ruissie, 128. — Propositions pour M. de Mauguin ibid. — Principes des finances de la France, 129, 130. — A Gaitz sur l'intérêt poli-*

**Ferdinand M. Jute,**

*tique européen de la France et de la Prusse, 129, 131.*

**Ferron.** — Un des membres du Parlement chargé des informations sur les, 4 London, 171

## G

**Galiani Don,** ministre d'Espagne à Madrid à l'union avec la France, 1, 426 526 526 M, 27, 11, 16 12, 1-2.

**Garcia,** alternant avec premier ministre, chargé d'affaires, premier secrétaire, ministre sur l'administration anglaise, 1, 37. — Son opinion des Anglais sur la rôle que joue la France aux Colonies, 40, 41. — Ses qualités diplomatiques, 67. — Ses opinions, 69. — Contre au retour de lord Clive à la mission et qu'il accepte des embarras, 69, 70. — Indique l'opinion de certains politiques anglais sur nous, 71, 72.

— A-t-il tenu le compte rendu des ministres du Parlement, 73, 74. — Trouve des inductions pacifiques au ministre anglais, 80. — Discut par ambassadeur, suite de l'union qui demandent son rappel, 80. — Mentionne alternativement comme premier ministre, 96. — Annapolis infirmement, 100. — En attendant lequel et ce qu'il veut, 101. — Informations relatives aux monnaies du ministre anglais, 170. — Sur l'état d'esprit des Américains et leurs hommes, 180. — Opina pour qu'on leur accorde des secours, 181. — Invité à poursuivre la question de l'axe, 182, 183. — Rapport sur la question portugaise, 183. — Bénéficiaire d'un obsequium qu'il doit remplir, 187, 188. — Crut que l'Angleterre veut éviter une guerre malgré ses préjugés sur les Colonies et donne en preuve la manifestation qu'il veut d'écarter pour lord North, 188 à 189. — Compte qu'il rend de la motion répétée de lord Graham en faveur des Latins, 189. — Conclut sur les affaires d'Amérique, 189. — Change de manière de voir quant à la guerre après un discours de Fox et expose les craintes de l'Angleterre, 189 à 190.

— Présente à lord Weymouth les plaintes de Versailles, 190 à 191. — Envoie les nouvelles aux parties par lord North, 191. — Reçoit

**Garcia,** suite,

la mesure et l'activité de la situation anglaise, 191.

— Réponse sur la résolution du Congrès qui a décidé la guerre, 191, 192. — Déclare que l'Angleterre a intérêt à engager le Portugal à régler ses affaires, 192. — Expose l'importance de la proclamation de l'indépendance de l'Amérique, 192. — Sont entrainés avec lord Balfour au sujet du Portugal, 192. — En expose les conséquences politiques, 192. — En donne la traduction, 192 à 193. — Crut que l'Angleterre se mettrait à l'œuvre comme au Portugal de former les parties des volontaires portugais, 193 à 194. — Sur les sentiments anglais, 194, 195. — La dit suite de l'union et ses résultats, 195, 196.

— Gardé par Noddy comme premier secrétaire, 196. — Nulle solution de continuité de lui à New York au contraire de ce qui avait eu lieu de 1800 à lui, 196. — Discutée par le Foreign Office, et obligé de combiner à l'occasion les imputations des journaux anglais contre lui, 196 à 197, 198. — Tient la parole pour insinuer, 197. — Lettre à M. de Vergennes, 198, 199.

**Garcia,** commandant l'armée américaine du Nord, 199, 200, 201, 202, 203. — Son projet à devenir le bénéficiaire d'un mariage avec Washington, 201, 202. — Crut pouvoir attaquer New York, 202, 203. — Y renonce à l'égard son oncle après l'affaire de Newport, 203. — Est déchu de son commandement dans le Sud en suite de la bataille de Camden, 203. — Invitément proposé pour le ministère de la guerre, 203.

**Garcia,** Le chevalier (M), secrétaire d'ambassade à Berlin, fait l'intérêt du marquis de Pomé, 203 à 204.

**Gordon III** roi d'Angleterre, 1, 79, 80, 173 (52 M 74). — Expose les communications au Amérique avec des plumes guineas, 100, 101.

1. *Journal of Management Studies* 1996, 33, 1011-1027

déclaration au Parlement N. 6 Poivre encore  
la position de Louvain à Londres M. 2 Fac-  
situation à l'imminence de la guerre, 87. Bond  
publicque en déclaration de guerre à la Hollande.  
966. Poursuite à maintenir les États Unis  
974. Effet de son entêtement, 984. Re-  
présent pardevant l'Espagne, 992. Fait à mu-  
nistrer les États-Unis V. 2. Qu'aurait pu-  
le concours des puissances étrangères entre eux  
et lui 35 Discours à l'occasion de son Par-  
lement, 32 Nomme pré-sidentaire Pré-  
sidentiel en remplacement de Grenville 33. —  
Faites autographe à Louis XVI dont — Approuve  
les négociations de lord Shelburne avec Bonaparte  
1793 Alerte Maisse bien disposé après le succès  
de C. traitant 106. Sentiment tout Stothurpe en  
concomit de cabinet, 190 Après la signature  
des conventions américaines obligé de recourir  
à demander d'autres secours à l'Espagne pour

Confirmez le langage de ce dernier relatif  
ment à l'étranger de Giboulins. r. 6 132.

l'ensemble qui se pose doit servir pour l'Angleterre elle-même. Ne faut pas se laisser entraîner et se laisser faire pour y aborder et en venir dans deux fois les dépenses déterminées.

LEONARD DE BAYONNE. L'ancien premier ministre  
répondit à Gervais, 1, 17-18. À Guizot sur  
le motif qu'on les Anglais d'empêcher la diffusion  
des Espagnols devant à pr. 17-18. À Gervais  
sur l'admission prolongée des ministres espagnols  
19-20. 599. Devoir insérer à l'Assemblée de la ré-  
sistance et de l'Assemblée des États de la N. 20

Discuter à Oron la situation de Vergennes  
d'après D'Arcand avec l'Empereur, 24, 25

Chargé d'annoncer à M. de Branc que ce qu'il attendait pour lui. Rapport sur les mandats des Anglaises auprès des commissaires et sur les pourparlers de la même, 3<sup>es</sup> 708. Un rural

a l'assay par un des des nos pour informer les com-  
munistes que le roi congolais des Etats-Unis et  
signera un traité de commerce et d'amitié avec  
nos 65- Nos avons une École-Unis pour un

1. Die erste Gruppe ist die Gruppe der "Kleinrentner". Diese Gruppe ist die größte Gruppe und besteht aus denjenigen, die eine kleine Rente erhalten. Sie sind in der Regel älter und haben eine geringere Lebenserwartung.

Calculus in Riemann's *Lehrbuch*, [S. 100]

nam à M. de Vergennes en indiquant bien comme une de ses actions contraires que les an-  
ciens l'obligent à ne monter à bord qu'en l'ap-  
puyant.

On distingue deux cas : soit enroulé quadrifurcés  
indépendamment : soit les deux enroulés à 180°. Exemple :

amplitude par rapport à la position de repos de 0,4, 0,105 et 0,5.

258. *Signale les expositions des Français pré-  
sentes en Amérique* 231 293 **French coast**

dant à Laib en protection pour Murray et Pavlov  
332. Fact connaître, court aux avant les États

Usus et les procédés des Anglais 185 — Impression  
sans damier, à l'aquarelle de Fontaine. 186

Plan de pârşire din Cămpulung la amonteul braş F  
 cauză cu Tită amonteul la amonteul din lăcaşul din

roi 587. Différents parties du Congrès et au

[illegible]

Membre du Vœuville sans attitude et in réception  
 m'ont pas à faire, c'est à dire...

En discussion, par 10 voix sur 12, la motion de la droite est adoptée.

Lachale, 1774      Admonitionen an die Kinder  
 des Herrn von Lachale      1774

ne pas dire trop clairement quels lieux engagent

les États-Unis pour nous embarrasser de montrer  
cela à Versailles. Il a efforcé de fournir des blâmes

partout, que se produisent des Cassegrains, des à l'autre

27<sup>th</sup> et 28<sup>th</sup> — Touaille à faire sur les relations de l'Espagne et écrit qu'il y paraîtra le 9

Remarque: une grande industrie à la conquête du Canada combat l'idée du représentant espagnol.

que vendram nous la faire accompagner, notre-  
tante avec ses amis. 107 à 115. Fréquent

informativelle, die von privaten Unternehmen  
in Verfall. Ihre Funktion jugendliche nur bei

à 29,5. — L'absence d'opinion que démontrent alors

les idées morales et assure de ce représentant d'une grande mansuétude à s'adapter à une nation

toute population, etc. Réserve ab il se tiene  
quant aux affaires de l'Inde. Ind. Pré-

voici à tort le général Lee comme une victime de Washington, exprimé bien le sentiment public.

au devant à Versailles pour l'arrestation de son

## GÉNÉRAL DU BAVOIS. Contad. [Suite.]

arriverait juste à point, 397, 398. Deux rapports à M. de Vergennes, 398 à 399. — Envoie la lettre adressée par les commissaires anglais au président du Congrès, 395. Son audience de réception, plus de la moitié du Congrès pour cette audience 397 à 398. Autres rapports à M. de Vergennes 398 à 399. Mandat à Verailles les opérations proposées par Washington sur New-York et comparées avec Esting 398. Avise de la proposition de Sullivan, 399, 398. A propos de l'opinion des Anglais et des Américains adressée par ce dernier au Congrès et obtient qu'ils ne soient pas rendus publics 397. Correspondance entretenue à ce sujet avec Esting 398. Les Anglais qui la gros de l'armée et du peuple attribuent qu'à un haut amiral américain l'intérêt à Newport et que Sullivan a été l'hôte par tout le monde 399. — L'Américain a répondu que sa mission pourra être rendue, 398. 398. Confirme la Mission à la légation britannique 398. — Remarque sur les conditions dans lesquelles se trouve le Congrès et sur les soins qu'il prend de le modifier. *Idem.* Affaire de la convention de Saratoga et des offres des commissaires anglais 397 398. Pour savoir de la solution dans lequel dans l'esprit du Congrès 398. Relève un bon effet produit par l'annonce du mariage imminent de la princesse avec le Prince pour que quelques nouvelles commémorations qu'il en a distribuées sont dévot qu'il en ont le plus une pour l'union de la France avec les États-Unis 398. Demande au Congrès d'utiliser l'encadre et voit qu'on ne voit plus d'une campagne active 398. Fait prévenir les gouverneurs des Îles d'une attaque imminente de la part des Anglais 398. Informe qu'ils vont sur Christchurch et qu'en offrant au nom du roi d'Angleterre de souscrire la convention de Saratoga, Clinton a tenu le langage le plus arrogant *Idem.* Croit que les Américains n'ont pas de vues sur Terre-Neuve et nous en abandonneront le possession 397. Contre avec le comité français pour examiner les vues de La Fayette sur une campagne contre Halifax et le Canada, discutée avec Gouverneur Morris les conclusions présentées au Congrès et au conseil le conseil à Verailles 398 à 399. Tableau des incidents dont ont soulevé le Congrès

## GÉNÉRAL DU BAVOIS. Contad. [Suite.]

révolutions auxquelles il l'aurait en faveur du comité d'Esting, 401. Éloge de la révolte après de La Fayette avec le comité du Congrès, 401. Rend compte de la suite des événements à l'encadre 403. A informé Verailles que le Congrès souhaitait vivement la coexistence de l'Espagne 403. Voudrait que cette proposition devint le concours et pour en indiquer la nature, 404. — Se voit reconnaître par M. de Vergennes de son point de vue en fait de ce qu'en faisant au même moment avec l'Espagne, et approuve d'avoir donné les propositions relatives à Québec et Halifax 404. Rend compte par le comité a demandé son rappel IV, 3 4. A signalé la construction donnée au Congrès par la présence d'un représentant du roi, 5. Dit que la loi est vraiment intervenu dans le moment de la grande crise des États-Unis et qu'en attribuant les droits de vote à tous les habitants du Congrès au terrain tandis qu'ils étaient la solution des questions et des passions personnelles 5 6. Tableau du Congrès au cours pas les Américains mais pour un gouvernement populaire, 7. Signale les dispositions opposées entre les députés du Sud et ceux de l'Est et du Nord et ce que nous avons à en considérer d'abord. *Idem.* Les occasions d'attribuer les causes françaises et la danger pour du vote et d'avoir remplacé à Paris par l'acte 9. — Espère à tout dans de nouvelles élections fait connaître ce qui a eu lieu pour l'état de Pensylvanie 10. Obligé de reconnaître l'idée que les fournisseurs proposés par les navires de Bismarck devaient être positifs ; offre au Congrès de compenser le dit par des substances pour l'encadre 11. Rend compte avec détail des déclarations de Miss Dams contre Arthur Lee et de leurs conséquences, 13 14. Inspire probablement les rédacteurs du *Journal de Maryland*, 15 16. Voit maintenant la relation qu'il y avait entre les déclarations d'Arthur Lee et l'interprétation donnée à ses paroles propres à Paris. Au sujet de la prétendue féculle qu'aurait les États-Unis du faire directement la voie pour l'Angleterre sans la France, 3 6. Demande au Congrès de s'expliquer à ce sujet devant La Fayette son président, prodigue de paroles mais peu prêt à mettre les principes



## Cérémonie au Rayon de la Couronne. (Suite.)

un cœur, 18. 20. 21. — Rend compte du hon-  
neur de l'État de Philadelphie, pourquoi il a été  
choisi et des témoignages donnés à cet égard  
19. 20. Signale la célébration du  
jubilé du Congrès, 21. — A réclaté contre  
la publication du traité d'alliance, puis a en traité  
ensuite, 21. 22. — Explique les faits qui ont  
conduit à la déclaration de Laurens et montre com-  
ment le parti est arrivé, 22. à 23. — *Idem* d'une  
déclaration du comité qui a été formé pour ré-  
pondre à ses questions sur les engagements de  
Paley les assurances les plus formelles que les  
Etats-Unis ne peuvent pas et ne voudront pas  
renouer la paix avec la France, 23. — Approuve  
et milite non sur Laurens et sur son acte, mais  
sur le précédent du Congrès, 23. à 24. — *Idem* d'une  
déclaration avec ce dernier, il s'engage à faire porter  
l'empire de Philadelphie sous le drapeau, 24. 25.  
Reçoit les explications de Drayton, Henry Lee et  
Samuel Adams sur les incidents relatifs à la paix  
et à l'Empire, 26. 27. — *Idem* le Congrès nom-  
me Samuel Adams et son parti, à déclarer que  
« les Etats-Unis et la France ont le droit de  
renouer la paix ou de se faire l'un avec l'autre, 28. à  
29. — A réclaté les œuvres de Paley qui  
se font de lui, 29. 30. 31. 32. à 33. — Fait  
remarquer que le Congrès a pris les arrangements  
nécessaires avec l'agent de Bonaparte, et  
qu'il ne peut de lui-même qu'un acte de  
dévotion et de gratitude, et est assés de membres du  
Congrès et de journalistes pour diffuser la pa-  
cifique France, 34. 35. — Interrompt notamment  
par Joy, sur l'assistance que les Etats-Unis pou-  
raient attendre de l'Espagne, 36. — Intervention  
avec ce dernier et Washington sur le même sujet  
ensuite qu'il a donné un répondant, 36. à 38.  
39. à 40. — Reçoit de Joy son assurance du rejet  
par le Congrès, sur le rapport de Washington  
des plans de la Fayette pour le Canada et une  
assurance d'assistance des sentiments de l'assem-  
blée à l'égard du roi, 41. — Approuve par Ver-  
milion pour un conduit dans cette question, 42.  
Le Congrès l'associe à l'examen des affaires  
étrangères, 43. — Remarque sur l'assistance  
à son parti, etc. 48. à 50. — Laisse à Laurens  
sur des démarches anglaises et informe au Congrès  
à ce propos, 50. 51. — A communiqué à Joy

## Cérémonie au Rayon de la Couronne. (Suite.)

les dépêches relatives à l'acceptation de la paix  
sous la condition de l'indépendance par l'inter-  
médiaire de l'Espagne, 51. 52. à 53. 54. 55. 56. 57.  
58. 59. 60. — A réclaté naturellement à proposer  
à l'Espagne les avantages demandés par elle lors-  
qu'il s'agit de France et de Bonaparte, 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. — A réclaté également des dispositions  
à l'égard de l'Espagne, 71. 72. — *Idem* et Bonaparte  
discutent sur le parti et au grand comité du Con-  
grès, 73. à 77. — Peut croire avec permission le  
Comité à propos que Richard Lee ne pourra chan-  
ger le courant, 78. — Sa motion est devenue un  
ordre du jour pour les membres du Congrès,  
79. 80. — *Idem* sur le sentiment de l'as-  
semblée quant à l'acceptation de la paix, 81. —  
En continuant en présence de la possession du  
parti de l'Etat à la République-Française et à la paix  
sur son côté, du dire que le roi a été obligé à  
accéder à l'indépendance mais non de nouvelles  
propositions, 81. — Conclut que l'on souhaite  
de laisser l'Europe à la France et à l'Angle-  
terre, 82. — Assure que la majorité du Congrès  
est contre son adversaire, 83. — Questionne sur  
le personnage de cet adversaire et notamment Ver-  
million à leur sujet, 83. à 85. — *Idem* sur  
son Richard Lee concernant son frère Arthur, 86.  
87. — Sur les Lee et les Adams, 88. 89. —  
Consentement à l'opinion qui lui est exprimée  
qu'il ne peut pas devoir mettre formellement le Con-  
grès en demeure de se décider, 90. 91. — Sans  
que de nouvelles communications anglaises ne viennent  
rendre les choses plus dangereuses pour l'at-  
tention, 91. — Obligé à dissuader du nouveau  
côté le parti de Samuel Adams la question des  
affaires et du Mississippi, qu'il prévoit devoir se  
compliquer de propositions aux picheries de Ter-  
rebonne, 92. 93. — Se décide à adresser un mé-  
moire au Congrès pour lui en dire, 94. —  
Il lui semble que le parti de l'Etat ne peut pas de  
ses demandes des conditions aux qui ont, 95.  
96. — A annoncé officiellement au Congrès l'ad-  
mission que le roi lui impose de renouer la  
France, 96. — Plus rassuré que le gouvern-  
ement du roi sur les demandes d'argent des États-  
Unis, priant par la plus amicale le Congrès à  
accepter la paix, 97. — Trouve plus de diffi-  
culté à agir par le fait du renouement de

## Cérémonie au Congrès. (Continué.)

Congrès que certains des membres espèrent du succès. 104. — Ils insistent en outre sur l'absence des Adams et des Lee et sur leurs points de vue la question des pêcheurs. 105. — Tenue la force de faire honte aux fautes de la présidence qui ont les États-Unis d'en pousser une part. 107. 108.

Suite de rapports à Versailles sur les conditions auxquelles les États-Unis accepteraient la paix. 109 à 113. — À la suite le comte d'Esting de la demande du Congrès qu'il parte des ministres et des députés à Saratoga, et informe M. de Vergennes des vues officielles à ce sujet. 114.

La forme l'assemblée des représentations du comte d'Esting. 115. 116. — Est reçu personnellement au camp de Westington. 117. — Il est reçu personnellement le dîner du général en chef qu'il vient plutôt brûler les transports anglais devant New-York. 118. 119.

Débatte au nouveau à Versailles les intrigues anglaises des Lee. — fait part de l'envoi probable d'Arthur Lee à Madrid et de l'intérêt qu'il y a d'empêcher de l'y accorder. 120. 121.

— Nouveau mémoire au Congrès pour l'inter les résolutions. 122 à 124. — Discute ensuite avec des députés la question des pêcheurs. 125 à 127. — Informe l'assemblée de Paris de son compte d'Esting. 128. — Regarde l'expédition que finit avoir comme une entreprise nouvelle exigeant son honneur du traité d'Albany, une compensation des Américains et décline cette opinion avec le Congrès, qui s'en remet au fin du compte à Gérard et Westington de faire les opérations de la campagne. 129 à 131. — S'abuse sur l'issue probable de la question des pêcheurs et pourquoi. 132 à 134. — Se décline à la suite diplomatiquement par un infatigable au Congrès. 135 à 136.

Se propose de faire appel à l'opinion publique en exposant la conduite du roi de France envers l'Amérique en regard de l'opposition la mention contre lui. 137 à 139. — Heureux effet résulte de l'autorisation qu'il a donnée aux députés amis de la France de faire connaître dans leurs États respectifs les vraies dispositions du roi. 140. — Nouveau mémoire au Congrès contre le danger de faire évanouir les chances que l'Europe s'ouvre à la France en faveur de l'Amérique. 141 à 143. — Expose à Versailles les motifs de l'opposition pour les pêcheurs, et

## Cérémonie de Reversal. (Continué.)

maillonne de nombre des partisans de la paix. 144, 145. — C'est utile que l'on voie quelque chose à la Nouvelle-Angleterre. 146. — Qualifie le parti des Lee de « faction anglaise » en raison du nom de « faction française » donné par l'un d'eux aux partisans de la France. 147. — Pour que la question des pêcheurs ne domine pas celle de la paix accepte les propositions qui sont faites et les recommande à Versailles. 148. — Annonce l'adhésion de la Virginie à la Confédération et pose l'autonomie de cet État et du Maryland et leur déclaration de se constituer comme une par le fait sans qu'elles aient l'une et l'autre obtenu du roi de France. 149 à 151. — Effusion pour le « même caractère » en répondant à Jefferson. 152.

Signale l'organisation politique de la multitude dans les divers États et reconnaît qu'il s'était trompé en parlant du Comité de Philadelphie. 153. — Se dit rassuré par le nombre de démission du Congrès et se promet de rester que le spectateur et se borne à critiquer la mesure. 154. — Relations et entretiens avec Jefferson. 155 à 157. — Se réunit avec Westington. 158, 159, 160, 161. — Mémoire au Congrès au sujet de ce que lui-même le comte d'Esting pour la Géorgie et la Caroline. 162, 163.

Sur l'entente de divers États contre le parti de l'Est. 164, 165. — Convention avec Jefferson. 166 à 170. — Expose la raison des propositions des anglicistes sur les pêcheurs et les déclarations qui s'en suivent. 171 à 173. — Est opposé à l'idée d'une trêve et pourquoi. 174 à 176. — Sur la position de Franklin. 177. — Intervient quelquefois après de lui et de nos partisans dans le Congrès. 178 à 181. — A insisté sans succès dans l'efficacité de la trêve. 182. — Moyens nouveaux et mis en œuvre pour le faire voter du Congrès. 183 à 185. 186. — Répond aux contradictions de cette université qui insiste tout entier sur le Dieu qu'il fait chanter le jour anniversaire de la déclaration de l'indépendance. 187. — Transmet le nouveau message du Congrès à l'assemblée du roi. 188 à 190. — Efforts et moyens qu'il emploie pour diriger le vote. 191 à 193. — Confère avec Laurens, qui lui admettent un vote délégué. 194 à 196. — Rend compte des résultats obtenus. 197 à 199. — Explique que la

ARMÉE DE BARREREA, *Comité* 1

partie de l'Est s'arrangera pour prolonger la guerre que le moyen de sauver les États-Unis est de leur opposer la paix toute faite, signée l'accession au Congrès au sein des divisions et l'impossibilité d'y établir l'union, 201 à 203.

Conseille un engagement du roi en faveur des pétitionnaires afin de sauver le parti anglais 201 à 203. Satisfait du rapport présenté par la commission des pétitionnaires pour la paix 204 à 205.

Satisfait des États-Unis après les victoires remportées par la marine et l'armée aux Antilles après l'union de notre union avec l'Espagne, et espère même par les événements, *donc* l'Est peut par le Congrès, la guerre n'étant pas terminée, de continuer à traiter les questions relatives à l'entente avec l'Espagne 205. Décide le Congrès à offrir à l'Espagne les Florides à condition d'accorder la libre navigation et un port sur le Mississippi 206. Son portrait, fait par le peintre Peale et placé dans la salle du Conseil des États-Unis pour rappeler sa collaboration dévouée, 209.

Hummages rendus à son caractère par toutes les fractions de l'assemblée et au dehors 210. Ce qu'il pensait du rôle rempli par lui ne qu'on en pensait à Versailles et qui s'exprimait d'une vive 211, 212. A été fait connaître au détail les instructions dont Adams était chargé 211.

AMERICA Lard, ministre de George III, 1, 29, 39, 56, 113, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

AMERICA 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

AMERICA 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 79

Gouvernement au roi. *Suite.*

Esquisse, sans l'approuver du roi, les vœux qu'il souviendrait de soulever. 242. Obligé de soutenir Louis XVI contre l'opposition de la cour. 251, 252 — Engage l'Espagne à envoyer des secours au Portugal. 298. Répond sans cesse pour être au sujet du Portugal. 321, 322

Premières observations sur les et premières lettres demandées à la nation à l'égard de l'Angleterre. 342 à 349. Advertissement qu'il envoie. 352. Efforts de dissuader Madrid d'une action en Europe. 423 à 424. Établit des contacts et prend des mesures contre celles des Anglais. 478. S'efforce à empêcher l'Espagne d'entrer en guerre contre le Portugal. 486, 487 — Ce qu'il désire plutôt que la guerre contre le Portugal. 471. Point de départ de la politique d'action en considération proposée par M. de Vergennes. 486 à 497. Sur la conduite à tenir en présence des dispositions de l'Espagne. 517, 518. Ce qui distingue sa politique de celle de l'Espagne. 519.

Tome II. Instructions promises à l'ambassadeur de Du Châtelet de faire respecter le pavillon et les personnes de la France. 31 à 33. S'applique à obtenir les lettres séparées en Angleterre contre ses intentions. 106 et 107. Prévoit au roi le mécontentement par les communications du Congrès à l'assemblée de Franklin. 108.

S'efforce de rassurer l'Espagne à l'interprétation de ses desirs et aux dispositions de l'Europe en cas d'une guerre avec l'Angleterre. 148 à 149 et 151. Doit protéger le Congrès contre d'une agression de la Russie. 323 à 324. Pousse à signer à l'égard de l'Autriche. 407. De même avec l'Espagne après la mort du roi de Portugal. 431 — Bénit des lors à signer les Lettres. 433 à 444. Envoie à Madrid, sans l'approuver du roi, le mémoire de M. de Vergennes tendant à s'attacher à ces dernières. 423 à 429. Trouve opportun de protester encore à Londres des intentions pacifiques du roi. 477 à 481. Renouvelle les observations transmises aux ambassadeurs. 483. Fait connaître à Madrid la nomination de Montmorin pour ambassadeur. 498. Impression des espérances anglaises qu'a apportées l'ordre. 500. Arrête la conduite avec l'approuver du roi.

Gouvernement au roi. *Suite.*

527. S'efforce d'y mener la nation de Madrid. 530 à 537. Est assuré que Charles III soutiendra l'honneur de la maison de Bourbon ; insiste à demander que le roi défende de même le dignité de sa couronne. 545 à 547. Craind de voir apparaître une flotte anglaise dans le golfe du Mexique. 550. — Approuve ainsi et malgré tout pour l'Amérique. 558 à 560. Une de ses premières tentatives pour aborder à entrainer l'Espagne. 564 à 568. Arrête du tout même sans en être troublé de s'occuper au milieu l'honneur ou de méfiance. 571 à 574. Résolu à éviter qu'il soit entravé les Américains et à insister encore pour cela en Espagne. 574 à 578. Négociations au sein de l'union anglaise avec le Portugal. 604 à 606.

Réponses aux communications américaines. 611 à 618. Vient de donner par l'événement de Saratoga. 621 à 622. Prend le parti de secourir du Congrès des États-Unis. 625 à 628.

Presque disposé à agir seul en Espagne relative à l'Espagne. 632 à 633. — Envoie l'ordre approuvé aux communications américaines la situation du roi se mécontente les États-Unis et de signer avec eux. 637. Puis dans les circonstances un nouveau sentiment du roi. 708. Le roi personnellement et son gouvernement annoncent au roi d'Espagne qu'ils ont commencé à traiter avec les Américains et s'efforcent à le convaincre de faire de même. 711 à 714. Répond aux objections de l'Espagne de manière à montrer complaisance que tout est préparé. 741 à 744. Fait savoir à Londres qu'il ne sera pas dérangé par les événements de l'Europe. 741 à 747. À retardé par défiance pour l'Espagne mais signe enfin le traité d'alliance. 751 à 754. Peu de jours qu'il avait et qu'il avait, ses représentants qu'il l'engageait au. 763. — N'est plus occupé que de se pas se l'union indépendante par l'Angleterre. 806. — Envoie de ses dépenses. 806. Cherche à enlever ou à éviter son influence sans douter que l'Espagne ne se soit obligée de la suivre. 808. Opportunité qu'il avait. 809. Lettre du roi et dépêches annonçant au roi d'Espagne la notification de l'alliance à Londres. 817 et 818. Répondent à l'ordre ainsi l'ordre des lettres américaines de lord North. 823.



## Les comités du mt. (Suite.)

mais qu'il faut passer à Madrid 346 348.  
 Dépêche ministérielle écrite sur ce sujet à Gênes.  
 348 à 352. Répondant d'être sûr, à propos  
 des navires en Amérique et à l'Île-de-France  
 352 361. Répond au gouvernement de Ma-  
 drid : quant à la lettre que celui-ci venait  
 adresser pour les États-Unis par sa confiance  
 accordée pendant aux dispositions de l'Espagne  
 361 à 362. N'admettent une lettre pour les  
 États-Unis qui soit compatible avec les engagements  
 du mt. 362 à 363. États-Unis ont-ils  
 le prétexte de la part de l'Espagne pour éventuelle-  
 ment avoir à poursuivre cette lettre, 363 à 368. —  
 Premier (comité) à proposer à cet égard 368 à  
 373. Répond à la Déclaration confidentielle de  
 la cour d'Espagne sur ce qu'il en sera de suite,  
 et expose quelle proposition de paix il lui  
 doit faire à quelle action commune s'opposer  
 373 à 380 381 à 384. S'applique à con-  
 tenir les motions de cette cour et à la man-  
 quer aux dispositions du Pacte de famille, 384 à  
 389. Peut de confiance et de garantie qu'elle  
 avait pendant en elle 389 à 392, 393 à 398.  
 — S'empresse de faire connaître les négociations  
 à Philadelphie, 393 à 395. À des motifs non  
 moins d'en être 395. — Expose à Montmorency  
 l'approuver du mt. un projet de convention avec  
 l'Espagne 395 à 398. Voudrait surtout savoir  
 ce que les deux navires de l'Angleterre dans la  
 Méditerranée 398. Adresse à l'ambassadeur de  
 Madrid sur les instructions parvenues l'ap-  
 prouvé, motivées par les observations de l'Es-  
 pagne, 398 à 402. — Avant tout l'Espagne ou  
 au moins des relations engagées avec la cour de  
 France 402. — Réponse et objections sur le plan  
 d'attaque contre l'Angleterre proposé par l'Es-  
 pagne, 402 à 405. Dépêche à Montmorency sur  
 le projet de convention avec Madrid 405 à 407.  
 Nouvelles objections au plan de l'Espagne  
 407 à 412. Réponse sur la médiation de  
 cette puissance et à propos de la jonction pos-  
 sible de ses flottes avec les nôtres 412 à 416.  
 Admet un règlement renouvelant les précédents  
 sur la négociation des navires et y ajoutant 416.  
 Attendait un succès plus rapide de son dé-  
 marche auprès des États-Unis 416 417. Mot  
 ce mouvement dans cette cour la Suède et la

## Gouvernement du mt. (Suite.)

unanim. 417 à 419. Profits des plaintes faites  
 par les armateurs ou les marins afin de passer  
 les États-Unis 419 à 420. Les impôts de con-  
 sultat la convention avec l'Espagne, 420. Sa  
 motion relative de l'arrêt signé 420. Elle  
 montre sur les mobiles de l'Angleterre, 421.  
 Tome IV. (Contient l'analyse de tout ce qui  
 concerne la part des États-Unis, 24. Part  
 à reprendre le projet de soulèvement de l'Inde  
 24. Avantages perdus à sa détermination contre  
 l'indépendance de l'Espagne, 24. Croit même  
 pour les États-Unis de s'entendre avec cette  
 puissance 336. — Trop convaincu de la néces-  
 sité de l'Espagne 436. — N'efforce de faire ap-  
 précier à Madrid l'importance de la Russie contre  
 l'Angleterre 436 437. C'est le moment ap-  
 proprié pour renouveler le projet de dévotion en  
 Angleterre, 437 à 438. D'accord avec Franklin  
 pour payer en espèces les traites des États-Unis  
 relatives aux marchandises livrées à son époque 438  
 441. Attendait du mt. à ce que l'Espagne de  
 faire la paix ne soit pas empêchée 441. Répon-  
 sive pour les États-Unis un emprunt aux États-  
 Unis, 441 à 442.  
 Tome V. — Expose d'arrêter Charles III à com-  
 battre l'union de son flottes avec les nôtres aux  
 Indes et en Amérique 20. — Requête de voir  
 le Congrès se laisser persuader par l'Angleterre  
 de conclure une paix séparée 20. Ne repart  
 dans la paix à négocier entre les États-Unis et  
 l'Angleterre qu'un détail de la paix prélimi-  
 naire et qui ne lui importait que secondairement  
 20. Se détermine en voyant l'Angleterre si im-  
 portante à la paix, 20. L'ère, sous l'impulsion de la  
 détermination de Rodney aux Antilles 21. — N'oublie  
 aucun motif de juger la situation avec les États-  
 Unis et qu'il espère en même temps à intervenir  
 dans leur négociation 21. Ne suppose pas  
 que l'Angleterre consente à introduire l'Espagne  
 au haut de l'océan 20. Ne pourrait pas  
 lui de présenter les demandes de Charles III  
 21. Peut confier en lord Stirling 21.  
 Fait comprendre à Madrid qu'il ne s'est pas  
 agité sur l'attaque d'Alger 21.  
 Goussier (Lord), 1, 253 à 255 256, 257 à 259.  
 Goussier (Lord), 2, 259 à 261 262 à 264. 265 à 267.  
 Goussier (Lord), 2, 267 à 269 270 à 272. 273 à 275.  
 Goussier (Lord), 2, 275 à 277 278 à 280. 281 à 283.  
 Goussier (Lord), 2, 283 à 285 286 à 288. 289 à 291.  
 Goussier (Lord), 2, 291 à 293 294 à 296. 297 à 299.  
 Goussier (Lord), 2, 299 à 301 302 à 304. 305 à 307.  
 Goussier (Lord), 2, 307 à 309 310 à 312. 313 à 315.  
 Goussier (Lord), 2, 315 à 317 318 à 320. 321 à 323.  
 Goussier (Lord), 2, 323 à 325 326 à 328. 329 à 331.  
 Goussier (Lord), 2, 331 à 333 334 à 336. 337 à 339.  
 Goussier (Lord), 2, 339 à 341 342 à 344. 345 à 347.  
 Goussier (Lord), 2, 347 à 349 350 à 352. 353 à 355.  
 Goussier (Lord), 2, 355 à 357 358 à 360. 361 à 363.  
 Goussier (Lord), 2, 363 à 365 366 à 368. 369 à 371.  
 Goussier (Lord), 2, 371 à 373 374 à 376. 377 à 379.  
 Goussier (Lord), 2, 379 à 381 382 à 384. 385 à 387.  
 Goussier (Lord), 2, 387 à 389 390 à 392. 393 à 395.  
 Goussier (Lord), 2, 395 à 397 398 à 400. 401 à 403.  
 Goussier (Lord), 2, 403 à 405 406 à 408. 409 à 411.  
 Goussier (Lord), 2, 411 à 413 414 à 416. 417 à 419.  
 Goussier (Lord), 2, 419 à 421 422 à 424. 425 à 427.  
 Goussier (Lord), 2, 427 à 429 430 à 432. 433 à 435.  
 Goussier (Lord), 2, 435 à 437 438 à 440. 441 à 443.  
 Goussier (Lord), 2, 443 à 445 446 à 448. 449 à 451.  
 Goussier (Lord), 2, 451 à 453 454 à 456. 457 à 459.  
 Goussier (Lord), 2, 459 à 461 462 à 464. 465 à 467.  
 Goussier (Lord), 2, 467 à 469 470 à 472. 473 à 475.  
 Goussier (Lord), 2, 475 à 477 478 à 480. 481 à 483.  
 Goussier (Lord), 2, 483 à 485 486 à 488. 489 à 491.  
 Goussier (Lord), 2, 491 à 493 494 à 496. 497 à 499.  
 Goussier (Lord), 2, 499 à 501 502 à 504. 505 à 507.  
 Goussier (Lord), 2, 507 à 509 510 à 512. 513 à 515.  
 Goussier (Lord), 2, 515 à 517 518 à 520. 521 à 523.  
 Goussier (Lord), 2, 523 à 525 526 à 528. 529 à 531.  
 Goussier (Lord), 2, 531 à 533 534 à 536. 537 à 539.  
 Goussier (Lord), 2, 539 à 541 542 à 544. 545 à 547.  
 Goussier (Lord), 2, 547 à 549 550 à 552. 553 à 555.  
 Goussier (Lord), 2, 555 à 557 558 à 560. 561 à 563.  
 Goussier (Lord), 2, 563 à 565 566 à 568. 569 à 571.  
 Goussier (Lord), 2, 571 à 573 574 à 576. 577 à 579.  
 Goussier (Lord), 2, 579 à 581 582 à 584. 585 à 587.  
 Goussier (Lord), 2, 587 à 589 590 à 592. 593 à 595.  
 Goussier (Lord), 2, 595 à 597 598 à 600. 601 à 603.  
 Goussier (Lord), 2, 603 à 605 606 à 608. 609 à 611.  
 Goussier (Lord), 2, 611 à 613 614 à 616. 617 à 619.  
 Goussier (Lord), 2, 619 à 621 622 à 624. 625 à 627.  
 Goussier (Lord), 2, 627 à 629 630 à 632. 633 à 635.  
 Goussier (Lord), 2, 635 à 637 638 à 640. 641 à 643.  
 Goussier (Lord), 2, 643 à 645 646 à 648. 649 à 651.  
 Goussier (Lord), 2, 651 à 653 654 à 656. 657 à 659.  
 Goussier (Lord), 2, 659 à 661 662 à 664. 665 à 667.  
 Goussier (Lord), 2, 667 à 669 670 à 672. 673 à 675.  
 Goussier (Lord), 2, 675 à 677 678 à 680. 681 à 683.  
 Goussier (Lord), 2, 683 à 685 686 à 688. 689 à 691.  
 Goussier (Lord), 2, 691 à 693 694 à 696. 697 à 699.  
 Goussier (Lord), 2, 699 à 701 702 à 704. 705 à 707.  
 Goussier (Lord), 2, 707 à 709 710 à 712. 713 à 715.  
 Goussier (Lord), 2, 715 à 717 718 à 720. 721 à 723.  
 Goussier (Lord), 2, 723 à 725 726 à 728. 729 à 731.  
 Goussier (Lord), 2, 731 à 733 734 à 736. 737 à 739.  
 Goussier (Lord), 2, 739 à 741 742 à 744. 745 à 747.  
 Goussier (Lord), 2, 747 à 749 750 à 752. 753 à 755.  
 Goussier (Lord), 2, 755 à 757 758 à 760. 761 à 763.  
 Goussier (Lord), 2, 763 à 765 766 à 768. 769 à 771.  
 Goussier (Lord), 2, 771 à 773 774 à 776. 777 à 779.  
 Goussier (Lord), 2, 779 à 781 782 à 784. 785 à 787.  
 Goussier (Lord), 2, 787 à 789 790 à 792. 793 à 795.  
 Goussier (Lord), 2, 795 à 797 798 à 800. 801 à 803.  
 Goussier (Lord), 2, 803 à 805 806 à 808. 809 à 811.  
 Goussier (Lord), 2, 811 à 813 814 à 816. 817 à 819.  
 Goussier (Lord), 2, 819 à 821 822 à 824. 825 à 827.  
 Goussier (Lord), 2, 827 à 829 830 à 832. 833 à 835.  
 Goussier (Lord), 2, 835 à 837 838 à 840. 841 à 843.  
 Goussier (Lord), 2, 843 à 845 846 à 848. 849 à 851.  
 Goussier (Lord), 2, 851 à 853 854 à 856. 857 à 859.  
 Goussier (Lord), 2, 859 à 861 862 à 864. 865 à 867.  
 Goussier (Lord), 2, 867 à 869 870 à 872. 873 à 875.  
 Goussier (Lord), 2, 875 à 877 878 à 880. 881 à 883.  
 Goussier (Lord), 2, 883 à 885 886 à 888. 889 à 891.  
 Goussier (Lord), 2, 891 à 893 894 à 896. 897 à 899.  
 Goussier (Lord), 2, 899 à 901 902 à 904. 905 à 907.  
 Goussier (Lord), 2, 907 à 909 910 à 912. 913 à 915.  
 Goussier (Lord), 2, 915 à 917 918 à 920. 921 à 923.  
 Goussier (Lord), 2, 923 à 925 926 à 928. 929 à 931.  
 Goussier (Lord), 2, 931 à 933 934 à 936. 937 à 939.  
 Goussier (Lord), 2, 939 à 941 942 à 944. 945 à 947.  
 Goussier (Lord), 2, 947 à 949 950 à 952. 953 à 955.  
 Goussier (Lord), 2, 955 à 957 958 à 960. 961 à 963.  
 Goussier (Lord), 2, 963 à 965 966 à 968. 969 à 971.  
 Goussier (Lord), 2, 971 à 973 974 à 976. 977 à 979.  
 Goussier (Lord), 2, 979 à 981 982 à 984. 985 à 987.  
 Goussier (Lord), 2, 987 à 989 990 à 992. 993 à 995.  
 Goussier (Lord), 2, 995 à 997 998 à 1000. 1001 à 1003.  
 Goussier (Lord), 2, 1003 à 1005 1006 à 1008. 1009 à 1011.  
 Goussier (Lord), 2, 1011 à 1013 1014 à 1016. 1017 à 1019.  
 Goussier (Lord), 2, 1019 à 1021 1022 à 1024. 1025 à 1027.  
 Goussier (Lord), 2, 1027 à 1029 1030 à 1032. 1033 à 1035.  
 Goussier (Lord), 2, 1035 à 1037 1038 à 1040. 1041 à 1043.  
 Goussier (Lord), 2, 1043 à 1045 1046 à 1048. 1049 à 1051.  
 Goussier (Lord), 2, 1051 à 1053 1054 à 1056. 1057 à 1059.  
 Goussier (Lord), 2, 1059 à 1061 1062 à 1064. 1065 à 1067.  
 Goussier (Lord), 2, 1067 à 1069 1070 à 1072. 1073 à 1075.  
 Goussier (Lord), 2, 1075 à 1077 1078 à 1080. 1081 à 1083.  
 Goussier (Lord), 2, 1083 à 1085 1086 à 1088. 1089 à 1091.  
 Goussier (Lord), 2, 1091 à 1093 1094 à 1096. 1097 à 1099.  
 Goussier (Lord), 2, 1099 à 1101 1102 à 1104. 1105 à 1107.  
 Goussier (Lord), 2, 1107 à 1109 1110 à 1112. 1113 à 1115.  
 Goussier (Lord), 2, 1115 à 1117 1118 à 1120. 1121 à 1123.  
 Goussier (Lord), 2, 1123 à 1125 1126 à 1128. 1129 à 1131.  
 Goussier (Lord), 2, 1131 à 1133 1134 à 1136. 1137 à 1139.  
 Goussier (Lord), 2, 1139 à 1141 1142 à 1144. 1145 à 1147.  
 Goussier (Lord), 2, 1147 à 1149 1150 à 1152. 1153 à 1155.  
 Goussier (Lord), 2, 1155 à 1157 1158 à 1160. 1161 à 1163.  
 Goussier (Lord), 2, 1163 à 1165 1166 à 1168. 1169 à 1171.  
 Goussier (Lord), 2, 1171 à 1173 1174 à 1176. 1177 à 1179.  
 Goussier (Lord), 2, 1179 à 1181 1182 à 1184. 1185 à 1187.  
 Goussier (Lord), 2, 1187 à 1189 1190 à 1192. 1193 à 1195.  
 Goussier (Lord), 2, 1195 à 1197 1198 à 1200. 1201 à 1203.  
 Goussier (Lord), 2, 1203 à 1205 1206 à 1208. 1209 à 1211.  
 Goussier (Lord), 2, 1211 à 1213 1214 à 1216. 1217 à 1219.  
 Goussier (Lord), 2, 1219 à 1221 1222 à 1224. 1225 à 1227.  
 Goussier (Lord), 2, 1227 à 1229 1230 à 1232. 1233 à 1235.  
 Goussier (Lord), 2, 1235 à 1237 1238 à 1240. 1241 à 1243.  
 Goussier (Lord), 2, 1243 à 1245 1246 à 1248. 1249 à 1251.  
 Goussier (Lord), 2, 1251 à 1253 1254 à 1256. 1257 à 1259.  
 Goussier (Lord), 2, 1259 à 1261 1262 à 1264. 1265 à 1267.  
 Goussier (Lord), 2, 1267 à 1269 1270 à 1272. 1273 à 1275.  
 Goussier (Lord), 2, 1275 à 1277 1278 à 1280. 1281 à 1283.  
 Goussier (Lord), 2, 1283 à 1285 1286 à 1288. 1289 à 1291.  
 Goussier (Lord), 2, 1291 à 1293 1294 à 1296. 1297 à 1299.  
 Goussier (Lord), 2, 1299 à 1301 1302 à 1304. 1305 à 1307.  
 Goussier (Lord), 2, 1307 à 1309 1310 à 1312. 1313 à 1315.  
 Goussier (Lord), 2, 1315 à 1317 1318 à 1320. 1321 à 1323.  
 Goussier (Lord), 2, 1323 à 1325 1326 à 1328. 1329 à 1331.  
 Goussier (Lord), 2, 1331 à 1333 1334 à 1336. 1337 à 1339.  
 Goussier (Lord), 2, 1339 à 1341 1342 à 1344. 1345 à 1347.  
 Goussier (Lord), 2, 1347 à 1349 1350 à 1352. 1353 à 1355.  
 Goussier (Lord), 2, 1355 à 1357 1358 à 1360. 1361 à 1363.  
 Goussier (Lord), 2, 1363 à 1365 1366 à 1368. 1369 à 1371.  
 Goussier (Lord), 2, 1371 à 1373 1374 à 1376. 1377 à 1379.  
 Goussier (Lord), 2, 1379 à 1381 1382 à 1384. 1385 à 1387.  
 Goussier (Lord), 2, 1387 à 1389 1390 à 1392. 1393 à 1395.  
 Goussier (Lord), 2, 1395 à 1397 1398 à 1400. 1401 à 1403.  
 Goussier (Lord), 2, 1403 à 1405 1406 à 1408. 1409 à 1411.  
 Goussier (Lord), 2, 1411 à 1413 1414 à 1416. 1417 à 1419.  
 Goussier (Lord), 2, 1419 à 1421 1422 à 1424. 1425 à 1427.  
 Goussier (Lord), 2, 1427 à 1429 1430 à 1432. 1433 à 1435.  
 Goussier (Lord), 2, 1435 à 1437 1438 à 1440. 1441 à 1443.  
 Goussier (Lord), 2, 1443 à 1445 1446 à 1448. 1449 à 1451.  
 Goussier (Lord), 2, 1451 à 1453 1454 à 1456. 1457 à 1459.  
 Goussier (Lord), 2, 1459 à 1461 1462 à 1464. 1465 à 1467.  
 Goussier (Lord), 2, 1467 à 1469 1470 à 1472. 1473 à 1475.  
 Goussier (Lord), 2, 1475 à 1477 1478 à 1480. 1481 à 1483.  
 Goussier (Lord), 2, 1483 à 1485 1486 à 1488. 1489 à 1491.  
 Goussier (Lord), 2, 1491 à 1493 1494 à 1496. 1497 à 1499.  
 Goussier (Lord), 2, 1499 à 1501 1502 à 1504. 1505 à 1507.  
 Goussier (Lord), 2, 1507 à 1509 1510 à 1512. 1513 à 1515.  
 Goussier (Lord), 2, 1515 à 1517 1518 à 1520. 1521 à 1523.  
 Goussier (Lord), 2, 1523 à 1525 1526 à 1528. 1529 à 1531.  
 Goussier (Lord), 2, 1531 à 1533 1534 à 1536. 1537 à 1539.  
 Goussier (Lord), 2, 1539 à 1541 1542 à 1544. 1545 à 1547.  
 Goussier (Lord), 2, 1547 à 1549 1550 à 1552. 1553 à 1555.  
 Goussier (Lord), 2, 1555 à 1557 1558 à 1560. 1561 à 1563.  
 Goussier (Lord), 2, 1563 à 1565 1566 à 1568. 1569 à 1571.  
 Goussier (Lord), 2, 1571 à 1573 1574 à 1576. 1577 à 1579.  
 Goussier (Lord), 2, 1579 à 1581 1582 à 1584. 1585 à 1587.  
 Goussier (Lord), 2, 1587 à 1589 1590 à 1592. 1593 à 1595.  
 Goussier (Lord), 2, 1595 à 1597 1598 à 1600. 1601 à 1603.  
 Goussier (Lord), 2, 1603 à 1605 1606 à 1608. 1609 à 1611.  
 Goussier (Lord), 2, 1611 à 1613 1614 à 1616. 1617 à 1619.  
 Goussier (Lord), 2, 1619 à 1621 1622 à 1624. 1625 à 1627.  
 Goussier (Lord), 2, 1627 à 1629 1630 à 1632. 1633 à 1635.  
 Goussier (Lord), 2, 1635 à 1637 1638 à 1640. 1641 à 1643.  
 Goussier (Lord), 2, 1643 à 1645 1646 à 1648. 1649 à 1651.  
 Goussier (Lord), 2, 1651 à 1653 1654 à 1656. 1657 à 1659.  
 Goussier (Lord), 2, 1659 à 1661 1662 à 1664. 1665 à 1667.  
 Goussier (Lord), 2, 1667 à 1669 1670 à 1672. 1673 à 1675.  
 Goussier (Lord), 2, 1675 à 1677 1678 à 1680. 1681 à 1683.  
 Goussier (Lord), 2, 1683 à 1685 1686 à 1688. 1689 à 1691.  
 Goussier (Lord), 2, 1691 à 1693 1694 à 1696. 1697 à 1699.  
 Goussier (Lord), 2, 1699 à 1701 1702 à 1704. 1705 à 1707.  
 Goussier (Lord), 2, 1707 à 1709 1710 à 1712. 1713 à 1715.  
 Goussier (Lord), 2, 1715 à 1717 1718 à 1720. 1721 à 1723.  
 Goussier (Lord), 2, 1723 à 1725 1726 à 1728. 1729 à 1731.  
 Goussier (Lord), 2, 1731 à 1733 1734 à 1736. 1737 à 1739.  
 Goussier (Lord), 2, 1739 à 1741 1742 à 1744. 1745 à 1747.  
 Goussier (Lord), 2, 1747 à 1749 1750 à 1752. 1753 à 1755.  
 Goussier (Lord), 2, 1755 à 1757 1758 à 1760. 1761 à 1763.  
 Goussier (Lord), 2, 1763 à 1765 1766 à 1768. 1769 à 1771.  
 Goussier (Lord), 2, 1771 à 1773 1774 à 1776. 1777 à 1779.  
 Goussier (Lord), 2, 1779 à 1781 1782 à 1784. 1785 à 1787.  
 Goussier (Lord), 2, 1787 à 1789 1790 à 1792. 1793 à 1795.  
 Goussier (Lord), 2, 1795 à 1797 1798 à 1800. 1801 à 1803.  
 Goussier (Lord), 2, 1803 à 1805 1806 à 1808. 1809 à 1811.  
 Goussier (Lord), 2, 1811 à 1813 1814 à 1816. 1817 à 1819.  
 Goussier (Lord), 2, 1819 à 1821 1822 à 1824. 1825 à 1827.  
 Goussier (Lord), 2, 1827 à 1829 1830 à 1832. 1833 à 1835.  
 Goussier (Lord), 2, 1835 à 1837 1838 à 1840. 1841 à 1843.  
 Goussier (Lord), 2, 1843 à 1845 1846 à 1848. 1849 à 1851.  
 Goussier (Lord), 2, 1851 à 1853 1854 à 1856. 1857 à 1859.  
 Goussier (Lord), 2, 1859 à 1861 1862 à 1864. 1865 à 1867.  
 Goussier (Lord), 2, 1867 à 1869 1870 à 1872. 1873 à 1875.  
 Goussier (Lord), 2, 1875 à 1877 1878 à 1880. 1881 à 1883.  
 Goussier (Lord), 2, 1883 à 1885 1886 à 1888. 1889 à 1891.  
 Goussier (Lord), 2, 1891 à 1893 1894 à 1896. 1897 à 1899.  
 Goussier (Lord), 2, 1899 à 1901 1902 à 1904. 1905 à 1907.  
 Goussier (Lord), 2, 1907 à 1909 1910 à 1912. 1913 à 1915.  
 Goussier (Lord), 2, 1915 à 1917 1918 à 1920. 1921 à 1923.  
 Goussier (Lord), 2, 1923 à 1925 1926 à 1928. 1929 à 1931.  
 Goussier (Lord), 2, 1931 à 1933 1934 à 1936. 1937 à 1939.  
 Goussier (Lord), 2, 1939 à 1941 1942 à 1944. 1945 à 1947.  
 Goussier (Lord), 2, 1947 à 1949 1950 à 1952. 1953 à 1955.  
 Goussier (Lord), 2, 1955 à 1957 1958 à 1960. 1961 à 1963.  
 Goussier (Lord), 2, 1963 à 1965 1966 à 1968. 1969 à 1971.  
 Goussier (Lord), 2, 1971 à 1973 1974 à 1976. 1977 à 1979.  
 Goussier (Lord), 2, 1979 à 1981 1982 à 1984. 1985 à 1987.  
 Goussier (Lord), 2, 1987 à 1989 1990 à 1992. 1993 à 1995.  
 Goussier (Lord), 2, 1995 à 1997 1998 à 2000. 2001 à 2003.  
 Goussier (Lord), 2, 2003 à 2005 2006 à 2008. 2009 à 2011.  
 Goussier (Lord), 2, 2011 à 2013 2014 à 2016. 2017 à 2019.  
 Goussier (Lord), 2, 2019 à 2021 2022 à 2024. 2025 à 2027.  
 Goussier (Lord), 2, 2027 à 2029 2030 à 2032. 2033 à 2035.  
 Goussier (Lord), 2, 2035 à 2037 2038 à 2040. 2041 à 2043.  
 Goussier (Lord), 2, 2043 à 2045 2046 à 2048. 2049 à 2051.  
 Goussier (Lord), 2,

## GROËS (Lett. - Suite)

revenir, II, 543. — Visitant une frégate en route 641. — Fait part du départ de Boston au sujet de Franklin, 771-772. — De retour des prisonniers sur les Danois par les Anglais, III, 714. — L'un d'eux trouve que le moment est venu pour la Hollande de manifester ses sentiments en faveur de la France, 723.

## GROËS PUMPHREY. Lett. du Malinche III, 707

GROËS. Lett. ambassadeur d'Angleterre à Madrid, I, 29. Demande à M. de Grimaldi que les vaisseaux américains soient capotés des ports espagnols 580. — Blâme le Portugal, II, 15. — Explique les armements de l'Angleterre, 30-31. — Demande à Oates si l'Espagne traiterait à l'amiable avec le Portugal, 78. — Offre à M. de Grimaldi la détermination de l'Angleterre et la France sur le point d'Espagne, 145. Manifeste des craintes au sujet de nos armements, 147. Rêverie sur l'idée du désarmement universel, 150. Se plaint à M. de Floridablanca de l'absence d'Action Lee en Espagne, 203. — Informe aussi la France 443. — Pour que le nouveau ministre de Charles III sera mieux réçu à la France que M. de Grimaldi, 444. Acquiesce à la mission de dire qu'il défend de donner drapeau ou enseignes nouvelles aux Colonies l'Angleterre ne veut cependant employer toutes ses forces militaires à calmer la mer à tout événement avec l'Amérique, 495, 496. — Se plaint des courriers réfugiés en Espagne 566. Annonce que sa cour va envoyer des navires aux Colonies 567. — Questionne de nouveau M. de Floridablanca à propos de ses armements 790-799. — L'absence des armements particuliers de l'Angleterre, III, 77. Dit que la France doit à cet égard une réparation 78. — Pousse l'Espagne à entreprendre la médiation 173. — Fiert un langage malin à celui de lord Weymouth 323. — Croit que le Parlement anglais reconnaîtra l'indépendance des Colonies 557. S'abstient de parler au Quai après la réponse de l'Angleterre 748. Quitte Madrid plein de défiance pour la roi, 775. Ambassadeur d'Etat du Foreign Office, V, 31. Annonce par Pinckney la lettre autographe du roi, 93-94. Espérait voir la France soutenir l'Espagne à atteindre au but, 170. — Les doute sur un déclin possible.

## GROËS (Lett. - Suite)

105. — Lettre à M. de Vergennes, 20. — Présente au duc de Choiseul trois décrets de la paix 111. — De retour à M. de Vergennes 113. 133. — Conversation avec Rayneval 145-161. — Offre Minerva et les Florins à l'Espagne contre Gibraltar, 161, 163. — Informe Rayneval de l'intention du roi de donner Téhé à la France en échange de la Dominique, 172. — Demande, en exprimant une doute sérieux pour M. de Vergennes, que des lettres de créance soient données à celui de Pinckney avant son voyage à Rayneval 174-175.

GROËS. Lett. Oates 30. — Chargé du commandement de quelques vaisseaux en destination de la Martinique III, 179-630-649. On décide le départ de son escadre pour les Antilles, il doit s'entendre avec les commandants espagnols pour en déloger son loyer à Rhode-Island IV, 511-545. — Prend la mer le 20 mars 1781, et se rend à la Corde qui porte Oates et le soutien de Rochambeau 550. — Washington et Rochambeau lui mandent les vœux qu'ils pouvaient 620.

Le Sagittaire arrive de son nouvelle 621.

Compte de son voyage à la cour espagnole qu'il met au service des généraux 630. — Découvert par Rochambeau de venir devant New York, on se rend à la baie de Washington et dirige sur la baie de Chesapeake 640 à 649. — Le 30 d'arriver aux dépens du départ de France 649. — Communique avec Rochambeau, 650. — Annonce qu'il fait suite vers la baie mais qu'il ne pourra y demeurer au delà de deux mois 650-651, 656.

Il s'est fait perdre 200,000 livres à la Havane, 660. — L'absence de son livre de sonner l'alarme 661. — Suspects de ne voir rien dans la baie et de ne pouvoir agir 660. — Réclame les troupes; aurait voulu tenter un coup de main sur Yorktown en est retenu par La Fayette 661-662. — Se jette sur la flotte anglaise et la met hors d'état de continuer la lutte 663. — Washington, Rochambeau et La Fayette viennent à son bord conférer avec lui 664. — Sur l'avis d'une attaque probable de l'armée anglaise veut à l'envie se faire voir mais s'abstient aux représentations qui lui sont portées par La Fayette 665-666. — Obligé, après avoir d'abord compté, de se retirer à continuer le voyage vers Charleston et

COLOMB. Le comte de . Suite.

milieu contre Wilmington 674, 675. Capture avec Washington une nouvelle expédition pour l'année suivante 675. Battu par Rodney aux Antilles et fait prisonnier, V 60. — Envoyé par lord Stirlinghouse pour apporter à M. de Vergennes des propositions confidencielles en vue de la paix, 101 102. Répond à lord Stirlinghouse dans les termes dictés par le gouvernement du roi, 103. Gouverneur commandant, anecdote de New York, IV 372 443. V 35. Gouverneur major général de Washington II 353 III 333 347 391, 393 610, 613, 614. Gouverneur (Henry). Envoyé par Fox à Versailles pour traiter de la paix, V 53 à 55. Thomas, comte M. de , chef du ministère de la guerre I 460.

COMTESSA (Le marquis de) premier ministre d'Espagne. I, 14 141 à 147, 153 421. Répond favorablement à lord Grantham au sujet du Portugal 29. Prépare une expédition contre les Indes-occidentales 47. Crée les tentatives des Portugais en Amérique, *ibid.* Recommande des expéditions à l'Angleterre 48 49. Partage l'avis de M. de Vergennes à ce sujet 54. Desire avoir comme agir en cas de guerre avec cette puissance, 142 143. Engage l'Espagne en écrivant à M. de Vergennes 148. Propose des conditions pour l'annexion du prince des Asturies aux Asturies 147. Veut voir les effets de l'Espagne et de la France en cas de guerre, 47, 143. Craint qu'il y eût une attaque de l'Espagne contre le Portugal 174. — Demande la médiation de la France 185, 186. Argue par M. de Vergennes 186. Exprime ses craintes au sujet d'une attaque des colonies espagnoles par les Anglais et pousse à les surveiller. 203 204. Mène une entreprise contre Alger. 203, 204. Souffre de l'état d'incertitude politique de l'Espagne 253. Change d'avis de coalition par des nouvelles à grander 297. Croit opportune et possible la conquête du Portugal et 17 portugais ungué les conseils de M. de Vergennes 298 299. Concéde la France à l'avis contre l'expédition contre l'Espagne en indiquant par celle du Brésil, refuse d'envoyer des troupes à Buenos-Ayres 300 à 304. Fait exposer par Aranda la duplicité des Anglais et le moyen à employer pour s'en gu-

ERNADE. Le marquis de, [Suite.]

nerre, 333, 334. Engage son ambassadeur à présenter un projet de loi provoquant la réunion d'un conseil de l'Espagne et se demande si l'homme a été venu de se préparer contre l'Angleterre 336 à 337. — Fait des objections au sujet de la Louisiane pour servir de dépit aux approvisionnements de guerre qu'on lui avait envoyés aux Colonies 341. N'aurait pas moins que le roi d'Espagne reconnaît la nécessité de recevoir celles-ci 370 371. Approuve les nouvelles conditions par Aranda en vue de la défense de la Louisiane et de Saint-Domingue 413. Reconnait l'opinion du conseil de Versailles et cache pourtant la suspicion contre la bonne foi de la France 416, 421. N'approuve pas la détermination de l'armée espagnole 431. Manifeste ouvertement sa défiance à l'égard de la France, 437. Crée de coalition avec Charles III de son côté, d'une manière précise 470. — Exprime de nouveau une grande confiance en M. de Vergennes 485. Écrit à Aranda que son conseil est disposé à tout pour servir mieux de la conduite du Portugal, et le dit à son ambassadeur. 501 à 506 512. Arrête les résolutions définitives, 517. À Aranda à propos des conseils donnés par M. de Vergennes, 530. Répond au sujet de la paix avec Alger. 543 546. Envoie avec Aranda 570. Lui répond sur les conditions qu'a faites M. de Vergennes relatives aux dispositions qui peuvent la France à s'allier avec l'Espagne, 579 600. — Remarque qu'il faut agir comme si l'on avait rupture avec l'Angleterre 600. En refuse à accepter les conditions espagnoles *ibid.* Indicate la politique anglaise et craint une attaque sans guerre déclarée, 601. Influence Aranda de la réponse faite à lord Grantham au sujet des nouvelles conditions 558 à 590. Mène à M. de Vergennes l'opinion du roi sur la situation de l'Espagne *ibid.* Écrit à Aranda au sujet des conditions de celui-ci avec M. de Vergennes 604 à 612. Craint de voir l'Angleterre chercher à compenser la perte de ses colonies aux dépens de l'Espagne et de la France 605 608 609. — Envoie d'avis à M. de Vergennes 607. — Se demande si la France et l'Espagne sont prêtes 608. Croit utile la prise de Minorque et reconnaît



CHATELAIN. Le comte de . *Suite.*

comme vengeance du mépris de l'Espagne  
6. — Revient à la conquête du Portugal et  
à la France de déterminer le moment de  
se déclarer contre l'Angleterre. 612, 613. Ses  
conclusions. 612, 613. Sur les armements  
de l'Angleterre. 613. Expose à Asanda qu'il  
faut attaquer l'Angleterre pendant qu'elle est en  
campagne ses armées. 619. Ne peut plus  
attendre des secours que sous sa participation de  
guerre des Armées aux affaires. II, 25. Vient  
sur son ordre, ambassadeur à Rome. 26. Sa  
bonne réponse à lord Grantham à propos des  
armements de la France. 27, 31. Explique  
affaires de Bilbao à Grantham. 39. A donné à  
Charles III la comète de sa victoire la plus pré-  
cise. 117. 28. L'empire de sous abaisserment et  
d'empire d'empire de sous l'apprentissage. 143. Car-  
rière sous sous de grands développements au  
répondant à Versailles. 154. Fait connaître  
M. de Vergennes des propositions de désarmement  
qu'a formulées le gouvernement anglais pour la  
diminution. 154, 156. S'efforce à lord Grantham  
pour médiateur entre Paris et Londres. 156.  
Fait connaître par le ministère d'Asanda au duc  
de Valentia avec les Cadix et qui l'histoire de  
France de ne pas s'y laisser séduire. 172. Im-  
prouve à son ambassadeur d'écarter le prince des de-  
vances. *Ibid.* Voudrait que notre escadre fût à  
Brest au lieu du Toulon et qu'une escadre espag-  
nole partît pour Saint-Domingue. 174. 177.  
Voudrait avoir convaincu Charles III de ne  
point rompre de la France un rôle important  
dans une indépendance certaine, et croire, l'ignorer  
à son attachement aux espagnols au sujet du Saint-  
Domingue. 184. Affirme pour l'autorité des  
races d'Asanda, qu'il avait utile comme la France.  
Éprouve l'Amérique. 186, 187. 189 à 194.  
Retient autour Lee à Vittoria. 191. 197. Ce  
qu'il avait à en dire. 195.  
CHATELAIN. Le comte de . ministre de Saint-Gotha à Ver-  
sailles. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

CHATELAIN. Le comte de . *Suite.*

heureux avec les Anglais. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

*Comte*. La comte de. [Suite.]

*Comte*, 73. Croit probable une alliance de la Russie avec l'Angleterre, 178 177. Revient sur cette opinion 184 185. Sacrifie les intérêts de l'Espagne au sujet du Portugal, 188 189. S'oppose de l'idée d'une alliance de la France avec l'Angleterre sous l'Espagne, 190. — Met les torts sur le compte de cette dernière puissance 19 191. À propos d'une convention avec lord Rochford sur la Russie 191, 193. Continue à voir dans l'alliance avec l'Angleterre une garantie de paix 193 194 197. — Supprime toujours l'Espagne, 195 196. — Vaut des conclusions inopportunes à lord Minto

*Comte*. La comte de. [Suite.]

field, 227, 228. Récusé de son fonction par le roi, 226. Embarras causés par lui à son successeur, 226 227. Intervention de la reine en sa faveur 226. Vient en appeler au roi, mieux qu'il ne le méritait, 221 à 222. Ramène le rapport de M. de Villeneuve, 225. — Serait nommé ambassadeur à Vienne, 227. — Son successeur au sujet de l'Espagne 221. — L'absence de la reine des navires dans par les Anglais 226. Demande à faire revivre Bonaparte, 221 222. — Rapporte des confidences du duc de Gloucester au ministre de Naples 221 222.

*Comte* III, en de suite, III 713 714, 715.

## II

*Comte* (Le colonel, aide de camp du Washington III 328 331 332 IV 321

*Comte* premier président du Congrès se rendait à l'école à l'école III 228. Quinze ans et malade, commande une campagne de volontaires 331. Lettre au comte d'Essex, 227.

Se rend à Boston pour se mettre au service du vice-roi 323 324, 326. Approuve un idiom et surtout celui de La Fayette 410 417 414

*Comte*. La ville de occupée avec Amsterdam dans les restrictions apportées au règlement sur la navigation des neutres III 731

*Comte*, ministre d'Angleterre en Russie, démission de Potemkin et par lui de l'impératrice, IV, 424, 425

*Comte*. Tous de retour de Washington avec Richardson et Tracy, IV 321 322. Demande qui y sont arrivés, 404 à 407.

*Comte* David, membre du Parlement lui avec Franklin se disent non de la France, a rapporté à l'Assemblée des paroles des ministres anglais menaçantes pour elle 1, 583. — Le comte de Noailles se suppose à tort chargé par Franklin de porter à Londres des offres de paix II 707. — Ses suggestions et ses tentatives auprès de Franklin même auprès de M. de Vergennes III 25 173. — Ses vues, une fois de plus avec des termes l'accommodement tels que Franklin les eût agréés s'ils eussent produits plus tôt, 28. — Avait une opinion sur Arthur Lee 28 282 321

*Comte* [David], [Suite.]

225 227. — Envoie de nouveaux de l'école à l'école Franklin lettres qu'il échangeait, V 32 33 34

*Comte*, commandant à Boston, IV 324, 326, 328 IV 324

*Comte* ministre de France dans le duché de Saxe-Coburg III 22

*Comte* La prince). Conversation avec Richelieu, III, 25, 28. Suppose que si Chénier avait été ministre les affaires des colonies seraient peut-être terminées, 27. Opinion sur le mariage de l'empereur. — À l'Assemblée à propos du voyage de l'empereur 223

*Comte* (Lord). — A fait offrir à l'Espagne par l'empereur l'échange de Gibraltar contre l'Espagne, V, 26.

*Comte*, délégué par Leroy de Chénier comme agent pour l'Amérique II 615. — En quoi son attitude se manifeste 615 616. — Part pour l'Amérique 626. — Est seul autorisé à parler officiellement III 170. Récusé de son emploi, 182, 183.

*Comte* France en. — Le gouvernement du roi pense à y révoquer le parti républicain, pour inspirer le dévouement de la neutralité à sa population en vue de l'arrivée de la révolution I 228. Intérêt qu'ont la France et l'Espagne à la maintenir neutre. II 186. De plus en plus opposé au gouvernement du stadtholder qui reçoit sa direction de Londres, III 701 702 et suiv. —

## HOLLAND PROTECTOR ON. [Suite.]

Reus aux États-Unis de leur œuvre en empruntant à la ne pas révéler l'Angleterre. IV, 553.

Evénement précité par son parti des «*protestes*» dont la plupart du monde et des États généraux, V, 45-46 30 à 31, 56 et sur HESTERWORTH, l'un des officiers recommandés par le comte de Replin II, 73.

MORTALIS ET C<sup>o</sup> LA MAISON KENNEDY I 403, 404; II, 315, 346, 347.

HOWE Les deux. — Le général a deviné l'union et fait retraite à Halifax I, 409. — Sans nommer aucune autre place pour l'un grandement l'autre commandant de la flotte contre les Colonnes 452-464. Le général annonce la déclaration de l'indépendance et de la guerre à l'Angleterre, 549. — Faut lire de sa défaite par les Américains au moment où il transporte le reste de Long-Island 614. Malheureux malade de cette victoire II 343. — Devait prendre à revers, par le Canada, les troupes du Congrès tandis que l'amiral avait mené Philadelphie, 553. Selon les informations a donné les derniers 555-556. — Préféré grande victoire, celle de au point de vue de la Brandywine, 611 à 613. — Supplément de la liste des survenants de par au Congrès au même temps que Firth était en France 821. Des avis de Londres la pré-

## HOWE Les deux. [Suite.]

sentent au pourparlers avec Washington, III, 172.

Yonnet d'incriminer au Congrès les bills de lord North quand notre traité d'alliance fut approuvé 187. Est rappelé en Angleterre et remplacé par Clinton, 258. L'amiral se serait vu acce-

voir dans la Delaware si notre seconde flûte arrivait à temps, 299. Évite d'être atteint devant New-York grâce à la lenteur des fonds 330, 331. Échappe au risque de la tempête à la poursuite des armées d'Estimé, 344-345.

Howe, major de l'armée américaine, reçoit la Fayette et ses compagnons abondant en Amérique III 312.

HUBERT Les chanoines IV, 454 301, 520.

HUTCHINSON président du Congrès se démet de ses fonctions par fatigue des discussions qui y règnent IV 596. A remis sur la liste des plénipotentiaires le nom de Franklin à sa place naturelle immédiatement après celui de John Adams 613.

HUTCHINSON chef des Marsons va voir Franklin, II 705, 740-771. 7, 1. — Adressé de Londres à Dupont, Dupont de Nemours plus tard, pour connaître les conditions de liberté commerciale que la France ferait aux Américains. V, 30. Demande à venir à Versailles, ibid. Ses lettres et questions se succèdent, 36-37. Démuni par la retraite de lord North 37.

## I

INSTRUCTIONS. — Remises au comte De Choiseul par le conseil du roi II, 51-52. — Supplémentaires rédigées pour Moltke 617. Envoyées à Alexandre par le comte III, 623-625. Remises au comte de Vaux au sein du comité tenu chez M. de Maupeou IV, 236. Arrêtées par le Congrès en vue de la négociation éventuelle de la paix et données à John Adams, 540-541.

INLAND (Tray) de soulèvement de l'Angleterre I 325, 328 612, III 603 637 849 IV 231.

INLAND, un des assistants d'Arthur Lee à Paris, en Europe puis à Philadelphie. Imputations auxquelles il se livre contre Franklin IV, 4. N'en invente et n'en répand pas de nouvelles contre la France 387 à 389.

## J

JATROCHY Le marquis de. Envoyé aux instructions d'été du roi de France II 709-711 101-102 111-112. Major général de l'armée française au Havre, a apprécié toutes les qualités attribuées au comte de Vaux IV, 237, 238.

JAY John, président du l'État de New York, du

JAY John, l'indépendant à une extraordinaire et nommé président du Congrès pour remplacer Laurens IV, 25 à 27. Présente rapports avec Gérard 27. Caractère et sentiments 26 à 28. D'origine française, manifeste à Gérard son attachement à

127 John Adams

Falliance 16 — Lui demande ce qu'il faut faire contre Temple 161. — Pour le conseil des Anglais, 29. — Explique sur les secours que l'Espagne demandait au-delà. 35. — Craint qu'elle ne se fût donnée au pouvoir. 36. — Tend véritablement à lasser à la France toute la charge de la guerre 37. — Hostilité avec Washington et Gérard 38 à 40. — Détails les motifs qui ont engagé le Congrès à ne rien tenter contre le Canada, mais assure que c'en était à une diversion 41. — Laisse diriger les débats du Congrès sans motif 54. — Vu par Gérard près d'abandonner l'alliance. 177. — Envoient par ce dernier, ont assuré à la faire entendre du Congrès un grand comité 177 à 181. — Carrière qu'il menait à cette heure et plus tard, 182. — Tenait dans notre main sous l'impulsion de Gérard 190. — Élu par le Congrès, lui et quatre autres par le parti de l'Est 199. — Homme principal tentant à Madrid, 209. — Indécision de La Luzerne à son sujet 326. — Ses propositions compromettent ses prétentions du parti de l'Est 332, 333. — N'obtenant rien à Madrid est obligé de s'adresser à la gendarmerie du gouvernement de Versailles 365. — Avant de faire admettre, jugé par M. de Vergennes en se rendant en Espagne 429. — Opposé à toute convention territoriale en faveur de l'Espagne à cause des conditions particulières à l'Est de New-York 434. — Avec la peur d'emprisonnement qu'il avait, craint le veto du tout concouru malgré appui « venant d'Amérique » de notre ambassadeur 161.

Se lève de Franklin 594, 595. — Mène à Paris par ce dernier. V, 200. — Confère avec lui avec M. de Vergennes à propos des pouvoirs d'Oswald 161. — Pourquoi soupçonne qu'il se conduise avec le comte d'Aranda un traité entre l'Espagne et les États-Unis, 108. 109. — Avant d'arriver été couru par ce dernier à une amercure 109. — Visite avec Franklin chez M. de Vergennes et chez son ambassadeur 161. — Impulsion d'hostilité envers la France donnée par les négociations avec Oswald pendant le malin de Franklin, 129. 130. — Mène qu'il ait avec d'Aranda un 126, 126. — A une John Adams de moitié dans ses négociations 130. — Sa première manière avec Oswald 161. — Mais qu'il

127 John Adams

peut et qu'il applique au sujet de la France 140. 149. — Assure qu'il a accepté tout ce qui venait à l'Angleterre, 150 à 151. — Soupçonne tout dans la conduite de la France et en prévient Livingston 152, 153. — Signale son dévouement avec Franklin nos prétendues dispositions contraires aux prétendus motifs qu'aux Américains et se charge le droit de signer les États-Unis 155. — Commentait pourtant nos intentions même que personne 154 à 156. — Dans quel intérêt Vermillin voulait-il être au moment de sa négociation avec Aranda 161. 169. — Mais qu'il ne fût de la maison de Bagnival à Londres, maintenant attribuée à M. de Vergennes même des machinations à La Fayette 160. — Ne pas craint de remettre à Oswald, en dehors de Franklin, toutes les négociations du Congrès 160, 161. — Favorise l'agent anglais Vergennes d'engager le comte de Casagrande à traiter séparément avec la France avec les États-Unis 161, 162. — Fut probablement mal vu, ainsi que John Adams par l'indécision de se substituer à Franklin dans l'œuvre de la paix 169, 170. — Adams et les partisans le dissuadent avec les motifs anglais, 173. — Fuit à Livingston que d'accord avec Franklin il se rendit chez le comte de M. de Vergennes qu'il lui présentait comme son négociateur 174.

Commentaire que ce dernier Michael d'Amérique leur avait 179. — Avant que complètement avec La Fayette et John Adams le beau rôle à l'égard de l'Angleterre et surtout à Franklin la même avec nous, 186. — Suffisamment mal à l'abri des reproches lui et avec par la prétention de leur traité 186. — Avant tout uniment, avec ses collègues arrivés à l'Angleterre la permission de G. de la Fayette et complété la France de l'acquiescer avec l'Espagne. 230, 231.

Interprète, II 99 100; IV, 153, 155, 607

Interprète député du Maryland, IV 159.

Interprète, négociateur anglais aux États-Unis pour négociation III 306 448

Interprète et négociateur d'Autriche, II 403, 427 à 430

Interprète Le marquis de Castiglione de France à Pétersbourg, II 244 III 115.

Interprète La nomination des ambassadeurs et du parti de l'Est IV. 79 109 à 101, 261

K

**KALL** Le baron de. *Président au service de France* employé aux Colonies par le comte de Choiseul, avant avec sous les ordres du duc et du comte de Broglie I 617, 618. Pourvoyeur la grande du brigadier dans l'armée royale ne recherché pour être envoyé en Amérique 619, 620. Présenté à Dumas par le comte de Broglie afin d'entrer au service américain, 621. Amène le baronnet à Silas Dumas La Fayette. Reçoit au Siège des autres lies, 640. — Les signale l'impulsion de l'Amérique au Maréchal. 61, 62. — Envoie par l'Américain comme major général avec quatre autres officiers et Maréchal. 63. Est retenu par l'Américain des vœux du comte de Broglie. *ibid.* Au Havre, pour l'Amérique, 64. Apprenant l'arrivée de Franklin, adresse à Dumas un mémoire afin de leur connaître à Franklin les idées du comte de Broglie. 64, 65. À qui rendent en document 66 à 69. Annonce à Dumas la démission de partir. 74, 75. Essaye inutilement d'être l'Amérique à Nantes, 76. Participe aux résolutions de La Fayette et au départ de la doctrine de Paris et de Bordeaux, 77, 78 à 111. — Correspondance avec M<sup>me</sup> de Kall sur les incidents concernant le mariage. 78 à 80. Informé celle-ci de la sentence arrivée de La Fayette à Paris et qu'elle veut continuer leur route 80, 81. Sa réception en Amérique,

**KALL** (Le baron de). [Suite]  
82a. Écrit au comte de Broglie que la proposition dont il était chargé n'est pas favorable, *ibid.*  
Avec l'assentiment du comte de Broglie, un chiffe de correspondance et était entré dans l'esprit de devenir brigadier en France. II 170, 171. — Avec correspondance avec M<sup>me</sup> de Kall et avec le comte de Broglie. C'est que La Fayette n'abandonne pas de Longère la permission de partir, en compagnie et lui laissant rentrer en France plusieurs de ses officiers et les autres, *ibid.* 170 à 172. Discute avec le Congrès, 174, 175. Sa correspondance avec le comte de Broglie, *ibid.* — Dumas, entre autres détails le nom des Français qui restent au service de l'Amérique. 109, 111.  
Son impression sur l'antagonisme des parties aux États-Unis. IV 19.  
**KALL** M<sup>me</sup> de. II, 100 à 111.  
**KALL** biographie allemande de Kall, II, 413.  
**KALL** Le prince de, grand ministre d'Autriche I, 377, 593, IV 3, 31, V, 3, 4, 15, 16, 107, 111.  
**KALL** correspondant aux des vœux anglais, 11, 119, 121, 122, 127, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148.  
**KALL** (Le comte de. II, 37.  
**KALL** chef de l'artillerie américaine repousse les propositions de Du Coudray. U 351

L

**LA CROIX** lieutenant de vaisseau américain dans la *Belle-Paule*, III, 149, 63, 104.  
**LAUR** Le comte de, ambassadeur d'Espagne en France. II, 136, 144, 20.  
**LA FAYETTE** Le marquis de.  
Année 1775 et 1776. — *Extrait* qui lui présente l'entreprise de la France aux États-Unis I 10.  
Son paroles sur la paix de 1763. 4.  
Amène à Metz au duc du Gloucester avec le comte de Broglie 633, 640. Est le seul témoin qui en ait parlé et n'a été consulté par personne, 640, 641. Comment il se trou-

**LA FAYETTE** (Le marquis de). [Suite]  
vait II, 641. Décidé des vœux anglais à aller se battre pour les Américains 642. Présenté par Kall à Silas Dumas, 647. — Origine, et l'homme, éducation, jeunesse, mariage, 651 à 666. — La culture de l'Épée de laur, 663. Actes de courtoisie et générosité, 671 à 678.  
Année 1777. — Jugement sur Du Coudray II 317. Abandonner voulu à braver les obstacles et à partir pour l'Amérique, 371, 373, 375. Rétablie sur son blason la devise du maréchal de La Fayette, 373. Son combat avec

## La Fayette. Le marquis de [Suite.]

Recommande et autres fidèles du comte de Broglie 373 à 375. Se charge d'acheter un anneau et d'y enluminer tout le monde 375. Connaissait-il les usages du comte? 377. Comment il paye la part du banquet 378. — Signe avec Silas Deane la lettre qui l'accuse comme major général 380.

Conditions qu'il y met 381. — Marque son projet par une visite de vingt jours à Londres chez l'ambassadeur son oncle 382. À Bordeaux, assiste chez son autre oncle gouverneur de Guyenne, *ibid.* — Remarque sous son nom reconnu de Gilbert du Motier 386.

Ordre de retour et de voyage en famille qui lui est suppléé 386. Sa lettre au duc d'Angoulême 389. Le Gouvernement était si bien opposé à son départ que ses suppléants à cet égard, confondues à l'aise 393 à 396. 398 à 403. 415, 418.

Ne désespère pas d'être autorisé 404. Sort de Bordeaux pour Passay *ibid.* Marque d'être reconnu 405. Dans l'ordre de lever l'armée *ibid.* Seduction qu'il veut 413. Sa lettre à la marquise de La Fayette pour s'excuser, 415 à 418. 422 à 425. — Ce qu'était la place à ses yeux, 428. 429. — Renvie à Valenciennes au lieu d'australlement de l'Inde. 47. — Successeur de l'Épée de bois, 418. Son acte d'enthousiasme et celui de ses compagnons. 429, 430.

Année 1778. Arrivé aux environs du comte d'Estang la présence de l'ennemi en Amérique, III 178. Attendu à Morville par le duc d'Angoulême qu'il venait retrouver à Bordeaux 208.

99. D'abord la mail des officiers venus avec lui dont le grade de major général lui est reconnu par le Congrès. Il est mis à la disposition du général en chef 214. Avoir été sur le point de repartir, 223. Placé par Washington à la suite dans son état-major puis dans celui de Greene *ibid.* Raisons qui le font proposer par Washington et désigner par le Congrès pour commander une division 224. Écrit que les commissaires anglais « sont plus à craindre que « nos hommes » 259. À remarquer le premier effet de l'autorité formée contre West 263. Avant d'être assigné à la petite Croix à être prêt *ibid.* — En outre déjà d'une manière facile pour venir la France aux États 266. — Appelé au Congrès 266.

## La Fayette. Le marquis de [Suite.]

Le serment d'une armée unanimement consent à tout jamais à l'Angleterre 266. Continuité de la plume des commissaires anglais, ou autre de se battre eux-mêmes et du subvenir de sa bourse aux besoins de l'armée 267. — Titres que lui envoie auprès du Congrès l'affaire de Monmouth 323. 324. Écrit au comte d'Estang aussitôt informé de sa présence dans la Delaware 324. 325. Post-scriptum que Washington lui fait ajouter, 325. 326. Considération dont il jouit autour de ce dernier, 334. Insuffisance

pour la défense des Américains et besoin de revoir les maps français, plein de l'espérance d'être avec les ordres du comte d'Estang, 335. Tempresse de faire savoir à Washington qu'il va commander une division à l'armée de Rhode-Island *ibid.* Écrit au comte d'Estang le plaisir qu'il éprouve à recevoir un ordre et s'efforce d'être mis à la tête du même bataillon, 337. Cause d'erreur que lui donne l'armée, 339. Pénalisé en venant à bord de ce qu'avait de défectueux au système d'officier par la France contre les prescriptions du roi *ibid.* Écart de l'armée d'Estang le commandement des troupes de débarquement et au retour Washington 340. Washington le recommande aux troupes employées à l'attaque de Mifflin 341. — Arrivé à l'ennemi en route entre l'ennemi et le camp 342.

Explique à Washington le changement de point d'attaque effectué subitement par Sullivan, 343. Écrit à Estang sur cet événement, 343, 344. S'efforce en vain avec Greene de détourner l'ennemi à fournir des hommes pour l'attaque 345. Comment il en fut part à Washington 345. 346. Pourquoi il signe la lettre écrite alors par les généraux américains 34, 346. À noter son langage véritable, mais espère à Kelling l'effet moral des circonstances 348 à 354.

On mit de lui sur Colonel 365. Explique à Washington ce qui s'est passé, 364, 365. À été envoyé à Boston par le comité des généraux et par Sullivan, et rend compte à Washington de son voyage 369. Indiqué à Estang une série de plans de campagne 408 à 410. C'est lui-même pour les États-Unis d'envoyer le Canada 410. À demandé à Washington la permission de proposer

LE FAYOTTE. Le marquis DE. [Suite.]

quit lord Carlisle en duel et combat avec deux de ses adversaires 413. — L'incapacité de l'illustre, sans moyens suffisants de garder le secret de Blanche-Jacqueline *ibid.* Impatient de voir l'ennemi agir et de commander sous le comte d'Estimong 414. — Est persuadé que si on se voyait démentir des troupes à Versailles il se retirerait 415. — Impatient de ce qu'une déroute en Angleterre pourrait s'effectuer sans lui, et l'écarter à l'ennemi en conséquence 415 416 417. — Le plus en plus agité par les projets d'expédition 416 417. — Vu les propositions à Pétion plus, 417 418. — Les discute avec le conseil du Congrès à B. Est généralement approuvé par l'assemblée dans un discours sur les intentions particulières de l'ennemi 418. — Demande à Washington et sollicite du Congrès un coup pour se rendre en France 420. — Témoignage que il veut aller donner *ibid.* — Ce que Gérard écrit de lui à Vergennes 422. — Espérait servir en Amérique officier de l'armée française pour une campagne française 424. — Avait reçu un prêt de France après de Bonhomme, *ibid.* — Voulait passer en mer modeste en route pour Boston 426. — Lettres à Estimong et à France, 426 428. — Année 1779. — Vu un instant seulement par M. de Vergennes à l'arrivée à Versailles 44, 3. — A été l'objet des témoignages du Congrès en partant d'Amérique. 229. — Subit huit jours d'arrêt pour la fièvre, mais est bientôt recherché par MM. de Montreuil et de Vergennes *ibid.* 30. — Engagé immédiatement dans plusieurs projets contre l'Angleterre 230 231. — A été le témoin à Edmund Bunker qui on avait étudié le soulèvement du Hérault 231 232 233 234. — Reçoit le commandement des dragons du roi et de l'ennemi en formation pour une descente en Angleterre 235. — A Washington sur la réponse négative qu'il rapporte Richard Boscawen 235 236. — A conquis M. de Vergennes par sa correspondance avec ce ministre, connaît les projets et impatient de recevoir des ordres 235 à 236 237 238 239. — Non seulement venu en rapport avec le Congrès et Washington mais aussi chargé de les informer 236. — Leur recommandation. Le La Fayette, qui emporte ses intentions *ibid.* — Demande à Washington au point d'arrivée qu'il de-  
-

LE FAYOTTE. Le marquis DE. [Suite.]

vient-marcher plusieurs des jours du comte de Vergennes pour une expédition 237. — Lettres du marquis à M. de Vergennes il souhaite de se voir en Angleterre, 238 239. — Avec certainement avec l'avis après du ministre les nouvelles impressions provenues des informations d'Amérique 239. — Engage le président du Congrès et Washington à modifier les discordes intérieures 240. — Envoie à M. de Vergennes sur « une expédition en Amérique », un mémoire demandé dont M. de Montreuil prend lecture 240 241. — Estime surtout par les Illustres, a écrit à Washington qu'il sera l'un des premiers officiers en Angleterre, 241 242. — Attente des circonstances et le rend à M. de Vergennes, 244. — Langage à envoyer des troupes à la Grande et de la à Boston, *ibid.*, 245. — Signale à Washington les dissensions entre Arthur Lee et Franklin *ibid.* — Demande M. de Vergennes au projet d'expédition des troupes en Amérique 279. — Jure qu'il se fera de l'expédition, présente à observer toutes les Américains 270 à 274. — Reçoit au se donne la mission d'exposer le projet à M. de Montreuil 277, 278 280 à 281. — A été soumis de commander et de pourvoir mais expose ce qu'il a à faire à son en déloger un autre 277 à 279. — Envoyé pour solliciter le corps d'armée et pour pour la réception, 280. — Porteur d'instructions approuvées de la main du roi s'embarque à bord de l'*Albatros* pour Boston, mais comme officier n'est ni nommé des États-Unis 280 281 282 283 284 285. — Connaissant il lui était permis d'agir 285. — Instructions particulières de M. de Vergennes, 284 285 à 286. — Avec Washington de son service et en même temps M. de Vergennes 286. — Au camp de Washington 286. — Fait par venir à La Fayette les lettres du ministre et mande à se dévouer que les troupes françaises soient bien venues 286. — Ce que Washington le charge d'exposer et de donner au Congrès 286. — Informe M. de Vergennes de l'état des choses et retourne au camp de Washington avec les ordres du Congrès 287 288 à 289. — Sur la demande du général rédige deux manifestes engageant les Canadiens à se soumettre, 289, 291. — Adresse à M. de Vergennes le tableau des grands efforts qu'il fait les États-Unis des Français du monde

**Le Farnes (Le marquis de). [Suite.]**

de la France 371, 373. Envoyé à Rouquet par Washington pour concourir avec Rochambeau à l'expédition contre New-York, 372. Y retrouve une seconde fois son parent à la tête, quoiqu'il soit le commandant d'un corps américain d'avant-garde et, de plus, chargé en quelque sorte du pouvoir par Vergennes 373 à 375. En duel puis réconcilié avec Rochambeau, qui lui sert comme un père 380. Participe à la conférence de Hartford 382.

Année 1781. Avant d'être par le colonel Laurens à M. de Vergennes, explique les causes qui interrompent l'action et appuie les conclusions de Hartford 384. — L'influence de l'augmentation de l'armée américaine et de la nomination de Greene pour remplacer Gates à l'armée du Sud 384. Parqu岸 il présente Washington de venir quelques jours contre New-York 385. À Philadelphie après le licenciement de son corps d'armée, 386. — Dirigé sur la tête de l'île avec un millier d'hommes pour attendre l'arsenal de munitions avec Ben Yonatan 387. Rapellé, adresse au lord de sa marche et de sa retraite 388, 389. Chargé par Washington d'aller rejoindre Greene en Caroline, mais arrêté par un détachement en Virginie pour contester les droits anglais 391. — À l'arrivée d'un détachement de ses soldats au secours et attendu en vain sans de Wayne qui devait le rejoindre à 6. Se trouve à tout un plan pour être pour le titre « d'homme » ayant un titre Cornwellis avec 7.000 hommes d'inf. Inspire une vive inquiétude à Rochambeau, 394-395. Sa campagne contre Phillips et l'arsenal puis contre Cornwallis 395-396. Ce qu'en dit Rochambeau à Versailles 396. Reçoit immédiatement l'ordre de ce qu'il a fait à Washington à la marquise de La Fayette, à M. de Vergennes et à M. de Monrope, 397 à 401.

Apprend que les Anglais quittent la Virginie. — Avant de leur Wayne et son corps d'armée d'une mauvaise pose. Il demande à Washington de le rappeler devant New-York, 404, 405. — Comprend qu'il ne s'agit d'aller contre ce qu'il est tout prêt. 405, 406. — À l'usage de l'histoire qu'il a écrit de l'armée que Cornwallis se retirait devant lui 408-409. Informe de la situation M. de Vergennes et de Monrope 409. Envoie Cornwellis devant

**Le Farnes (Le marquis de). [Suite.]**

du camp de Greve 410. S'entretient en privé avec impudemment sous ses ordres, 411. Reçoit Greene d'agir jusqu'à l'arrivée de l'armée du Nord, 412. Ses lettres à Washington en ce moment; attire une en dernier compagne lui-même la victoire pour les États-Unis, 414.

Parti au camp de Greve, à bord, les laissons de Washington et de Rochambeau pour découvrir l'armée de l'ennemi en haute mer, 415. — L'élève l'épave battue avec les troupes américaines et des deux navires de Yorktown, 417, 418. — Ses lettres au général à M. de Monrope et de Vergennes le capitaine 419-420. Annonce par Westinghouse à bord de l'ennemi afin de devenir ennemi et une autre la campagne à Charleston au du main à Wilmington, 421. À ordre de conduire un troupe à Gouss pour agir avec lui dans la Caroline sud. Devant être occupé par quelque l'ennemi, demande et obtient de Washington d'être autorisé du Congrès de passer en France 422. Recommandation des intérêts américains faite à un dévouement par le général en chef, 423. L'élève le gouverneur de la Virginie, Jefferson, contre les préventions de la France, 427. — Avant d'arriver qu'il trouve à Philadelphie et raison de sa popularité 428.

Chargé par le Congrès d'une lettre d'adieu pour lui à l'adresse de son pays, recommande du nouveau en France par l'alliance avec les États-Unis et désigne ses agents du Congrès en Europe pour qu'ils concluent avec lui des intérêts de l'Amérique sud. Déclare officiellement sa ténacité dans les affaires qui le concernent et à la fois Français dont toutes les pensées sont pour son pays V. 75. — Communique à M. de Vergennes une idée de Franklin pour cacher les dispositions du ministre anglais au sujet de la guerre, 76. — Il est voir M. de Vergennes avec lui, 123. Major général du camp d'Kotting dans la campagne à entreprendre en Amérique de concert avec l'Espagne à l'arrivée du Nord à Cadix le camp de France 126. Pourrait encore dans cette qualité par les infirmités militaires, 127.

La France. Le drapeau en Amérique pendant la traversée auprès de l'Armée de Rochambeau 128.



La Lettre (le chevalier de). *Suite.*

1. — Une antichambre, *ibid.* — Son appropriation des choses au Rivière *ibid.* Pourquoi l'on n'adapte point au style *ibid.* et 14. — Va remplacer Gérard en Amérique premièrement après de ses instructions, IV, 4. — Jugement sur Samuel Adams, 89. — Débarque à Boston et passe par le camp de Washington avant d'arriver à Philadelphie, 105-115. — Envoie à Vergennes la copie du rapport de Lancelotti sur les opinions de Suamath, 185, 186. — Remarqué par Samuel Adams qui reconnaît comme suffisants des secours financiers 125-126. — On lui fait remettre par un Canadien un mémoire affirmant la facilité de réduire la Nouvelle-France, et on lui montre les plans de Yare-Nova comme susceptibles aux fins de l'État 126. — Trace à M. de Vergennes un portrait mal justifié plus tard de John Adams 126, 127. — Utilité que Gérard eût un mémoire; ce que celui-ci dit alors de Jay, 127, 128. — Entretien avec Washington à son camp, 129. — Vient à Versailles qu'un subside de l'Espagne au bout de quelques jours pour décider les Américains envers elle *ibid.* — Rendue à des dispositions plus favorables à l'égard de celle-ci le comte de Vergennes qui lui a été en conférence avec Washington 132. — Communique à cette assemblée la dépêche où M. de Vergennes accusait le parti anglophobe et demandait le plan d'une campagne vigoureuse 131, 132. — Explique que un rebutant, 132. — Mandé qu'il n'a pas consenti à le signer 133. — Caractère de sa correspondance avec les Américains qui peut se voir avec *ibid.* — Trop pressé de provoquer des explications du Congrès 136. — Conversations à ce sujet 136-138. — Se plaint au gouverneur Rutledge des prétentions exagérées des États du Sud 136. — Un député virginien lui fait mention au même moment 137. — Réduit à regretter qu'il ne se trouve pas, dans le Congrès, un esprit vigoureux, exposant la thèse française *ibid.*

S'est vu engagé par le président à se occuper des États particuliers à proposer d'obtenir la sanction du Congrès et n'a pas été à son office 141-142. — Entend un député du Delaware lui demander, comme Samuel Adams l'avait fait à Boston, que le roi leur envoie des forces militaires, un autre que la sanction d'une grande

La Lettre (le chevalier de). *Suite.*

proposition n'est pas restreinte et sur ce point vigoureusement contrebalancée au troisième volume que ces forces soient employées à conquérir la Nouvelle-France, 143 à 145. — Avant son arrivée au Congrès reçoit l'assemblée d'envoyer à la dévotion et aux extrêmes où se trouvaient les États Unis, 145. — Signale les déprédations et les abus qui étaient commis 147. — Fait connaître à Versailles les nouvelles pressées par suite, 149. — Au camp de Washington, en compagnie de Morda et de Bartholomew, *ibid.* — Donne à son fils la direction dont aura besoin le Congrès en lui annonçant l'arrivée du Tormoy et en le laissant en demeure d'arriver à la constitution de l'armée en-dehors de la zone de Washington 166 à 168. — Adresse à chaque État en particulier pour leur faire prendre les mesures de défense et pour le comte de Grasse des rues de Washington 168-169. — S'efforce de décrire avec l'exactitude l'opinion défavorable que se généralise au sujet des Américains 179. — À Vergennes sur la rencontre des généraux à Hartford, 182. — Est retourné au camp à poursuivre le Nord. — Est parti de ses impressions à Versailles, 189-195. — À reçu de Washington et recommande à Vergennes une note proposant les hommes négatifs des États pour former une armée de 25 000 hommes qui leur est nécessaire 196. — Informe M. de Vergennes que le Congrès a tenu les membres d'Arthur Lee 196-198. — A débauché les opinions au profit de Samuel Adams qui veut faire rappeler Franklin et diriger le mouvement à n'être pas contraire à celui-ci la délégation du commissaire à envoyer à Versailles 199-204. — Convoque après sa tournée que les Anglais sont aussi embarrassés que les Américains, 204. — Message sur la coopération des forces françaises avec celles des États Unis 209-211. — Avise M. de Vergennes que le Congrès a désapprouvé la manière d'agir de John Adams 217-222 à 224. — Invité de Versailles à venir sur la rivière pour une proposition de l'Espagne 228-229. — Fait annoncer par Washington l'idée de se jeter sur le Canada à laquelle le général en chef était résolu pour éviter de l'ennemi, 266-268. — Inquiet de la situation où se trouvent les Carolines et la Virginie 266

## La Réunion (La chambre des députés). [Suite.]

Obligé d'empêcher au des députés du Nord de proposer une entente contre la Canada, tant que tous les dangers sont dans le Sud 597. 598. Continuant de combattre ouvertement la candidature d'Arthur Lee pour les Affaires étrangères, et au ont filé par Versailles 597.

Informe le Congrès que l'Angleterre accepte la médiation de la Russie et de l'Autriche, mais que le gouvernement du roi a suspendu son adhésion jusqu'à ce que le Congrès des États-Unis, 599. — Reçoit une lettre de l'Angleterre sur les tentatives faites — Faisant la tentative et avec le aide des instructions données pour la négociation de la paix 603 à 606 617 à 621. 606 à 70. — Résolutions qui a été prise en conséquence des décrets de son gouvernement et de l'influence du roi, 607. — Comment bien que Samuel Adams fut absent du Congrès et n'avait pu obtenir ces résolutions, mais ne fut de deux membres des agents et ses pages 607 608. — Que c'était uniquement après avoir des États-Unis et à après la conclusion des arrangements avec le Congrès de la Convention dans la Convention 610. — En ce point, rien qu'on y consentait, la motion de surseoir la discussion sur les instructions pour la paix et être leur expédition 611 à 613. — Informations sur l'acceptation des négociations et les propositions de paix 613 à 616. — Pour quoi l'acceptation n'était pas en son pouvoir. — Unanimité les opérations militaires à poursuivre et notamment au sujet de New-York 618.

Voulu au camp des White-Plains assister à la session des affaires françaises et américaines 630 631. — Arrivé par la route de Genes de son 631. — Reçu les lettres de Philadelphie sur la réunion des deux généraux, 636. — Formant qu'il était des mouvements de Cornwallis, 639. — Tableau du danger ou l'absence de Genes à York Clinton 666. — Rapport des plaintes de Cornwallis contre Clinton 671. — Le président de la conception et de l'entente de la mission à New-York 671 673. — Défend les honneurs du roi contre l'incertitude de son amiral Murray 677 678. — C'est que la paix est souhaitée par tout le monde 681.

A été soutenu les efforts pour empêcher le commerce des États-Unis avec l'Angleterre.

## La Réunion (La chambre des députés). [Suite.]

601. — Sur les manœuvres diplomatiques de Sirs Burre et de ses adversaires, 601. — Comme nation au Congrès relativement à l'espérance que se voyaient les États à s'entendre avec les Français Unis quant à l'attitude respectueuse de John Adams et vice versa par l'Assemblée, 607 à 610. — Rend compte d'un nouveau débat sur les plaintes, des notes du Lord Campbell Samuel Adams, de l'inscription du moyen terme qu'a formé Madison, 611 à 64. — A été à la nomination de Livingston comme médiateur des relations étrangères autour d'un effort pour que à devenir le secrétaire de ce dossier en temps un bon résultat, 64, 65. — Plus optimiste qu'il ne l'était 67. — Répondit les parties du Congrès et des États-Unis 71 à 73. — Informé de la formation du ministre Bonaparte, mais à dire pour l'opinion des Américains d'attendre à des propositions de paix utiles et à lui montrer qu'ils auront toute latitude pour défendre leurs intérêts avec l'Angleterre, 78, 79. — A été déjà affirmé et répété qu'une diffusion a été à entendre de la part du Congrès 81. — Reçoit la manifestation en faveur de la France présentée au Congrès par l'Assemblée de la nomination de despatch, ibid. — Rapporte les sentiments qui se sont manifestés au sujet de la signature des propositions de paix et au sujet de la conduite des plénipotentiaires américains 89 91. — Fait connaître la manière dont ceux-ci ont rendu compte de leurs actes 91, 92. — Rectifie les idées que se faisait M. de Vergennes du mouvement de population qui se produisait le long du Mississippi 93. — Jugement et réflexions sur les propositions présentées aux États-Unis, 93 à 97.

Informé Le marquis de Castiglione du comte de Broglie I 136 II 374

La Rochefort-Du-Roi II 439 799 841 III IV 644

La Pinson Du comte de France le vicomte de Rochambeau et colonel aux États-Unis IV, 364 533 536

La Rochefort (De) capitaine de vaisseau aux Indes III 132

La Rochefort-Collin (De) duc de III 132

La Rochefort Du marquis au comte de Broglie II 374 619

**LA TROISIÈME** — commandant l'*Harriet*, bombar-  
dement à son bord la *Forêt* IV 240. 245  
**LA WALLACE** M. de I 348 349  
**LA WALLACE** Le comte de I 379 450 704 100  
à son oncle Henry président du Congrès. En route  
chez Calmes après l'entrée de Calmes à Philadel-  
phie III, 244 249. Donne lecture au Congrès  
de la lettre qu'il a écrite, ainsi que Washington  
les commissaires anglais 279 346 à 348.  
L'ambassadeur une lettre de lord Carlisle  
25 — Répond au discours de réception de  
Calmes 274 276 277. Répond au toast du  
Congrès aux commissaires anglais 3 à 31  
Secourt maintes à Calmes les documents produits  
par les commissaires anglais pour la ratification  
de la convention du fort Mifflin pour les objec-  
tions qui sont mises dans le débat les réponses  
des commissaires et soutient le plénipotentiaire  
de l'ordre de son influence auprès des députés du  
Congrès 400. Trouve regrettable en écrivait  
à Washington, que les États-Unis n'aient succédé  
à une hypothèse sur l'existence nationale  
à des puissances étrangères, et obligés de faire  
les emprunts en France 443 444. Suit avec  
Pena IV 7. Qualifie gravement les imputa-  
tions portées par John Doane contre Arthur Lee  
1 — Avant l'entrée de son oncle dans la ville en  
Inde de son oncle pour le plénipotentiaire Franklin  
en France 2 — S'applique à convaincre Calmes  
que l'influence de Richard Lee n'est pas à craindre  
21 — Tâche d'élever le débat sur les révéla-  
tions de John Doane, révoque ses fonctions par  
suite du trahison de ses motions à ce sujet la  
fait en intervenant John Doane 23. N'écrit  
personne pour venir parler en faveur de son oncle  
de Samuel Adams 24 — Annonce d'ailleurs Cal-  
mes de son oncle à la cause de l'indépendance  
dans le fait de son oncle 25 — Son sens po-  
litique et sa clairvoyance tant qu'il s'appuyait sur  
Washington 26. Révoque par le doute pour  
aller conférer avec Calmes sur la question de l'Es-  
pagne et lui présente des moyens de faire 29 3  
95 — Pense pour être les premières valables  
ment par les Anglais V 43 44. Devenu  
Anglais par influence d'ambition 98. Rent  
allé avec Vaughan trouver John Adams en Hol-  
lande et voyageant en Europe, 100. Venu à la  
fin rejoindre ses collègues à Paris 101 — En

**LAURENS** (Henry) [Sous]  
avec Jay et John Adams, 104. Accompagne  
Franklin pour expliquer et ensuite la conduite  
des plénipotentiaires auprès de M. de Vergennes  
98  
**LAURENS** Le colonel aide de camp de Washington  
III, 242, 324, 326 329 331, 430. Délégué  
par le Congrès pour porter à Vergennes les de-  
mandes d'assistance et d'argent improuvées par  
le général en chef, IV 390, 391 — Remplace-  
ment Franklin le cas échéant 390 — Fait à Cal-  
mes le plus sévère tableau de la situation des  
États-Unis 537 — Non sévère malgré-  
ment du gouvernement du cas 559 à 560  
565. La société un peu en dessous à M. de  
Vergennes au moment de son départ 564  
Méthode à Boston apportant de l'argent à Ro-  
chambeau 564  
**LAURENS** Le duc de — L'apporte une ambassade M  
649. Observations adressées de Londres à  
M. de Mazarin 649 650. Ambassadeur à la  
cour de Vienne 650. — De même nommé  
que M. de Mazarin 653 654. Valé à Londres  
par faveur de George III, après la rupture avec  
nous III 4 — Vient au secours M. de Mazarin  
654 655 — A contribué la capture de Tar-  
leton, IV 166 — Appointé à Versailles la ma-  
jorité de la médiation de Vichy 656 657  
658  
**LAURENS** Le duc de — Avant d'être au gou-  
vernement du roi Frédéric-Michel Hamilton  
officier anglais pour un plan d'attaque des côtes  
d'Angleterre III 649. Nommé ambassadeur  
à la Haye 703 706 — Instructions qu'il en-  
voie, 704 — Explique qu'il en a une sur-  
veillance, 706 — Reçoit un ordre de la légé-  
ration de Paris de surveiller la route de notre vaisseau  
avec les États-Unis 707 — Établit à nous les  
moyens des amiraux 716 717 — Informe qu'il  
a favorisé en Hollande les agents du Congrès et  
que les amis de la France ont soutenu le Gouver-  
nement à demander réparation à Londres  
77. Dirige de Versailles en vue de l'union  
des Pays-Bas avec la Suède et le Danemark pour  
une conduite commune 722. Reçoit avec  
499 autrement que par voie de propagande  
713. Prend par les « patriotes » de faire dis-  
cuser la France et recevoir un mémoire concerté

Le Vaucluse (Le duc de) *Suite.*

avec eux dans cette vue, 724. Rapit de Versailles commencement d'un projet de modification du règlement de navigation qui en existe le règlement de la République 723-724. En a donné connaissance aux États généraux et ne veut pas transmettre au roi la réponse donnée qui n'a été faite. 727. — A préparé avec les amis de la France un plan de conduite qui consistait aux États de l'avis qu'il y a lieu de leur faire sentir notre mécontentement *ibid.* A informé du seroit partant répondu, que la loi ne veut pas exister en mesure et demande qu'on ne se précipite pas 730. — Chargé de proposer aux États de Hollande un emprunt pour les États-Unis et répondu par eux sans le présence de ses amis honorables, IV 349. Discuté à la séance de la cour de Versailles de tout arriver dans les démarches incessantes du John Adams, on est approuvé à Versailles, V 48. Correspondance avec M. de Vergennes pour supprimer peu à peu de tous le subside et son parti 51. Revenu à la Haye après un mois d'absence pour de nouvelles instructions 55. Aida et dirige John Adams, 55 à 59. Ministre dont il avait et fait par dans le cas de la France le parti contraire aux Anglais. *ibid.*

Le Bernois, capitaine de la Frigate E 383 à 385.

Les Artisans. Remarque interlope de Franklin à Londres, I 368-369. En rapport à ce titre avec Bismarck, la venue de Languet et les whigs du Parlement, 368, 379. Remplacé par M. de Vergennes de venir à Paris 384. — Offres de ce parti tenu par Bismarck 403-404. — Opérations dont il avait parti et qui n'ont pas de suite, 404.

Envoyé à Saint-Denis (avec choix) un de ses mandataires 414. Vaincu comme à la place de Jefferson E 300. Appelé à Paris par Franklin *ibid.* — A été surpris par Daine et être, avec d'autres Américains par l'Anglais, *ibid.* Remarqué qu'on agissait sur de lui il se retire plus vite en affaires que ses collègues à Versailles 171, 172. Arrivé à Madrid par Aranda déguisé en effet par Franklin et Saint-Denis pour s'y rendre retenu à Valence par ordre du roi d'Espagne 176-187. — La

Les Artisans *Suite.*

qu'il avait proposé et demandé à Grimaldi, 185 à 187. — Se rendit en Allemagne. 318. — A été déjà nommé du comité de Göttinge l'association pour les missions américaines de faire le commerce en France, 348. Y est à la recherche d'un port pour la vente des primes américaines 413. — Appelé à Berlin un projet de traité avec l'Amérique, 557. — Venu à l'effet de ses collègues à cause de son caractère méfiant, 611. Aida à Berlin par Versailles et recommandé de même à Vienne III 109-110. — Les événements, sa nature, fut la première fois en France des événements d'adaptation qui ont pour nous le genre de peuple américain et s'en contentent le mandataire 187. Révisé par lui en son séjour avec M. de Languet, Bismarck et même dans les intrigues de Du Coustoy contre M. de Vergennes, 188. Avant d'être parti de Berlin de la signature du traité de paix avec la France pour que au moins, même en fait que à l'assemblée, 189. — Arrivé à Paris au Langue contre Saint-Denis. 73. — Fait agir M. de Languet auprès du M. de Mureux 174. Revenu à Washington et à Paris avant qu'on ne se soit de Paris, 183, 179-180. — Répondit à Madison 181. Avant d'être arrivé directement de la ratification de traité par le Congrès 184. — Est arrivé au Congrès par un député de l'Est et du Nord, IV 9. Dirige Franklin pour le faire rappeler et le remplacer à Versailles *ibid.* Propose des combinaisons financières, 12. Chargé en Amérique 78. — En correspondance avec l'Angleterre et ses amis d'Angleterre. 134, 135. Vaincu, aller à Madrid. 146. — Membre des Américains à Bayonne 149. Continue ses relations avec Bismarck, *ibid.*

Reçu des Américains contre Franklin 197 à 369. — L'œuvre de suppression des coutumes contre Saint-Denis, 596. — Se jette dans la question des pêcheries 610. — Favorise les Américains de Paris. 680. — Recommande les Américains contre Franklin. V 169.

Prise que les Américains de Paris de gagner les États-Unis de leurs liens avec nous 180.

Les Le général. Postulons révolution, qu'il avait fait à Bayonne de l'Amérique qu'on avait



## LOUIS XVI (Suite.)

d'Espagne qu'il va solliciter le traité à l'Angleterre. 611 à 616. Approuve la déclaration que notre ambassadeur dépose à Londres, 614. — Approuve la transmission à M. de Vergennes, la réponse de son oncle M. 17. Approuve la médiation offerte par l'Espagne, 62.

Donne le marché de Brégis au commandement des troupes rassemblées entre Dunkerque et Namur 71. Fait faire une réponse vague aux menaces du roi de Prusse, 118. Supprime l'occupation de la Bavière au tant que la constitution de sa couronne n'en sera pas altérée. 119. Annonce à Charles III, en lui apprenant la promesse de la reine la détermination de leur chef le moyen d'aligner l'Angleterre l'œuvre qu'il est phœnix. lève dans les affaires d'Allemagne et l'avis de l'envoi d'un ministre délégué. 125 à 127. Approuve le mémoire composé pour servir d'instructions à Gérard, 153. 157.

Annonce au comte d'Aranda le départ de l'escadre d'Estimé 181. — Lettre au grand amiral de France pour la délivrance de commission de course, 201, 202. Fait transmettre à Montmorin des instructions pour obtenir une réponse positive de l'Espagne, 449, 450. Approuve les instructions envoyées à M. de Muri pour en avoir de la lettre à adresser pour les Américains, 596. — Approuve le projet de convention présenté à l'Espagne 647. — N'adhère pas à traiter une affaire que MM. de Muri et de Vergennes 649. — Approuve la note envoyée à Montmorin pour mener à fin, malgré les oppositions continues, l'amien avec l'Espagne 670, 671. Remarque le roi de Suède de son compliment à la suite des remontrances des vassaux français avec ceux de l'Angleterre 711. En lève au roi d'Espagne exprimant la satisfaction

## LOUIS XVI (Suite.)

tion de le voir se joindre d'adhésion à une 772. Communique au comte de Vaux le plan de la descente en Angleterre, IV, 230. Pour que ne soient pas à La Fayette le commandement des corps de troupes envoyés en Amérique et y appelle le comte de Rochambeau 277. — Répond personnellement à Charles III de l'avis offert des propos de paix directe avec l'Angleterre dont Johnston était chargé. 446 449. Répond aussi personnellement à son oncle sur les avis reçus de M. de Flanckhausen, et se dit prêt à entendre à des propositions de paix si elles sont honorables 464. Donne au comte d'Estimé le commandement de l'escadre destinée à se joindre à celle de l'Espagne 463. Fait expédier à Brest des ordres affinités pour la sortie de France et pour l'armement de ses autres drames à se rendre à Cadix 546. Répond en réponse à la demande du Congrès, la lettre que rédige M. de Vergennes metant 6 millions de livres à la disposition de Washington et regrette que l'état des finances lui interdise d'aller au delà, 549 550. Approuve chacun des articles remis à Pittsbury, d'un traité de paix qui se terminerait à modifier le traité de 1763, V, 101.

Se décide sur l'heure à abandonner la Dominique et la Guadeloupe à l'Angleterre pour assurer Gibraltar au roi d'Espagne, 120. Donne à Rayneval des instructions verbales concernant l'Inde 121. — Explique l'ordonne à Charles III pour révoquer l'ordonnance de l'Espagne et montre que son gouvernement avait vu clair comme d'Aranda n'avait pu même agir qu'il ne l'eût fait dans l'intérêt de la paix, 169.

Lafayette. Joueur membre du Congrès, III, 820.

Tient la place du général Adame comme chef du parti du Roi V, 61, 63.

## M

MONTMORIN (M. DE). — Commande le détachement envoyé à terre par le comte d'Estimé III, 217.

MONTMORIN. Départ de la Virginie V, 63 64.

MONTMORIN. Le comte DE. — 196.

MONTMORIN (M. DE). — Répond au ministre de M. de Vergennes 1 222.

MONTMORIN. Le marché DE, suppose agir sur la reine puis sur Franklin II 316, 317 371 IV, 275, 276.

MONTMORIN M. DE. Ambassadeur de France à Londres I, 611, 612, 626.

MONTMORIN (Le doc DE, I, 476 477.

Memoires Lord, 1. Voy. 479. 480. II. 77. 247. 328, 363. 364.

Manzanos (Le prince de) ambassadeur d'Espagne à Londres. Favorable à la politique de la France. I. 56. Informe Grenville des dispositions de lord Rochford. I. 5, 156. — Envoyé à Madrid pour être communiqué à M. de Vergennes un pli secret où il tenait trop manifeste l'attitude de Vienne. 17 à 19. Ordre qui lui avait donné d'Espagne. 141. Informe du ralliement probable de l'Angleterre et de la Russie. 177. 178. Fait décider le rappel de Guise, 207. 226.

Mort de la nation à cause de son animosité au sujet du Portugal, 420. 421. Se rendait avec l'Angleterre, 446. Signale à Madrid des dissensions de l'Autriche à Londres. 508. — Comme les armements de l'Angleterre. 600. Devoit le grade de marquis de Noailles. 820. Seul compte de son entretien avec lord Weymouth, II. 6. En fait part à Noailles qui s'inquiète.

6. 7. Reconnaît pour la France et l'Espagne la nécessité d'arriver. *ibid.* Admet Madrid que les Colonies refusent tout accommodement. 26. Caricature de sa correspondance. 76.

Se plaignant à lord Suffolk de l'arbitraire d'une frégate anglaise, protestant de sa modération aux événements, d'un côté de sa propension. 76. 77. — Envoie Noailles à proposer les armements à Vienne. 104. 105. Fait part de l'impuissance de l'Angleterre sur les autres et sur l'arrivée de l'ennemi à Paris, 103. N'est pas rassuré par les dispositions qu'affecte l'Angleterre pour la paix. 106. 106. Lord Suffolk justifie devant lui les armements anglais. 105. 106. Sans une politique; il tient au garde Madrid contre les propositions anglaises et fait passer sa lettre par Amade pour qu'elle soit lue à Vienne. 150. Communique une phrase de M. de Vergennes sur le langage double qu'on tient à Londres. 151.

Transmet une convention du marquis de Noailles avec lord Suffolk. 151. 152. — Ce qu'il conclut d'un entretien avec lord Mansfield. *ibid.* Sur le dévouement de la France les affaires de Portugal la prouve des ministres. 206 à 207. Estime que l'Angleterre tend au piège. 209. 210. Fait part à Noailles de plaintes de lord Suffolk. 216. Communication avec lord Mansfield, 217. Rendrait les éventualités de la

Memoires (Le prince de). Voyez I.

part de l'Angleterre. 221. Vouloir qu'on se tint ses papiers au point de partir pour Vienne. *ibid.* Croit que l'Angleterre n'attendra que qu'en l'attaque. 232. Très malade. 236.

Décédé et remplacé indépendamment par le chevalier d'Escurro, 264.

Mercier-Dumas. L'un des aides de camp de Bonaparte. IV. 567.

M. de M. Le prince de M. gouverneur militaire de la G. Répond à lord Sturmont. 108. 109. Repart avec Bonaparte. 240, 279. Retourne pour des réflexions sur la nécessité de servir les Américains et de se préparer à la guerre avec l'Angleterre, 284. Confirme au roi et au ministre ses lui. 326. Parvient à lord pour la cause américaine, 322 à 324. Pour pour opposé à la guerre en raison de la défaite de Long-Island. 41. — Recommandations au marquis de Noailles à Londres, II. 7. Répond qu'il lui fait sa communion avec M. de Vergennes.

21, 22. Envoie Bonaparte à sejourner au plan de finances à Vienne, 27. Répond à Noailles à propos des armements. 110. Comint un vote dans la politique de l'Espagne, au départ de Grenville, 126. Lettre à Noailles sur les dispositions de l'Angleterre et à propos des prisonniers anglais. 229 à 231. 236. — Refuse au vicomte de Noailles la permission de s'en aller aux Colonies. 253. 253. Envoie des lettres de l'ingénieur. 259. 260, 260. A notre ambassadeur à Londres au sujet de La Fayette, 260, 261. 262 à 263. Répond à lord Sturmont, 260.

Rendrait de se fier ses armements d'après par des commissaires américains. 426, 712. Envoie Bonaparte. 417. — Lettre au marquis de Noailles après la repatriation de Bonaparte. 704, 705. S'explique avec le comte de Goltz. 709. 711. Réprime pour la première fois à en donner les propositions du gouvernement du roi vers Frédéric II. 711. — Affligent tellement qu'il fait de l'état de ses ressources pour poursuivre la guerre. IV. 467. 468. — Reçoit Noailles pour constituer le cabinet. 492. Estime des dangers de l'Espagne tandis que nous ne nous plaignons au lieu de ce qu'elle fait manquer.

499, 500. Pour entendre de la bouche de Louis les détails de la prise de Yorktown, 500.

Reçoit de se fier ses armements d'après par des commissaires américains. 426, 712. Envoie Bonaparte. 417. — Lettre au marquis de Noailles après la repatriation de Bonaparte. 704, 705. S'explique avec le comte de Goltz. 709. 711. Réprime pour la première fois à en donner les propositions du gouvernement du roi vers Frédéric II. 711. — Affligent tellement qu'il fait de l'état de ses ressources pour poursuivre la guerre. IV. 467. 468. — Reçoit Noailles pour constituer le cabinet. 492. Estime des dangers de l'Espagne tandis que nous ne nous plaignons au lieu de ce qu'elle fait manquer. 499, 500. Pour entendre de la bouche de Louis les détails de la prise de Yorktown, 500.

**Mémoires (Le comte de). Suite.**

- les plus qui s'en soient appropriés et mourut peu après 683. — *Sugests exprimés sur lui par M. de Vergennes à La Fayette* 684 à 689.
- MARTEAU** Le comte de. L'un des officiers de chanc. du comte de Beugnot II 374. — *Arrive avec La Fayette à Paris* 404. — *Revient en France*, III 222. — *Dépense le ministère des parties anglaises* 264.
- MARSHALL** Fleuret de Rivière III, 212 à 214.
- MARTIN** Le comte de I, 75; III 71, 73, 74 660, IV 51, 512 214 516 223, 226; V, 10 22 24, 26.
- MARTIN-ARNAUD** (Le comte de) ambassadeur de la cour de Vienne à Vienne III 204, IV 539, V 365 262 283.
- MARTIN** secrétaire de Cabanis IV, 224.
- MARTIN** Le général III 257, 258.
- MARTIN** fin de I 611 III 607 76 IV 684, V 50.
- MARTIN** Don Juan son négociant de la République de l'Espagne à Philadelphie, II, 291 292, 611 IV, 35, 75, 229 246 249 250.
- MARTIN** Hamilton, officier anglais pendant la guerre des Américains en France III 619.
- MARTIN** (Le) ambassadeur à Vienne II 370 373 500 521.
- MARTIN** secrétaire ambassadeur de M. de Vergennes à la Cour de M. de M. 622, III 270 272, IV 619 621, 622 623.
- MARTIN** (Le comte de). Pourquoi chose comme secrétaire d'Etat II 433. — *Annoucié de sa nomination au roi d'Espagne par Louis XV* 699. — *Arrive au départ ambassadeur de M. de Floridablanca avec Oudin* 580. — *À demander des réceptions que des nouvelles soient données aux Colonies* 631. — *En nature au ministère d'Etat*, au même 691. — *Croit que l'Espagne ne résistera* 692. — *Traité du gouvernement de Charles III et portrait de M. de Floridablanca* 693. — *Conférence par laquelle il arrive à conclure ce traité et à en obtenir de l'argent pour les Colonies* explique que l'Espagne refuse d'agir à moins de l'être de sa main 694 à 702. — *Pourquoi cependant qu'il y aura encore* 739. — *Dit que l'Espagne résistera des par l'ennemi du parti* pour sans être de suite avec les Américains 77 248. — *Croit*

**MARTIN (Le comte de). Suite.**

- qu'elle nous laisse seuls, 748 754. — *Reçoit les impressions de M. de Floridablanca, à la suite des dépêches annonçant l'entente avec les Américains* explique avec ce dernier 750 à 757.
- *Croit à des intentions de l'Espagne* 794.
- *Annoucié qu'elle refuse les dix millions offerts* 104. — *Rapporte une conversation de M. de Floridablanca avec lord Grantham* 796 799.
- *Dépense les ministres espagnols*, III 9. — *Avant de la nomination du marquis d'Almodovar pour ambassadeur à Londres*, 14. — *Entretien avec M. de Floridablanca* 18. — *Dépense du nouveau et ministre et fait part du mécontentement de Charles III, sa* — *Croit que l'Espagne continuera malheureusement les obligations du Pacte de famille et en les réclame* 104. — *Reçoit l'ambassadeur de M. de Floridablanca avec lui, au sujet de la réunion des forces de l'Espagne aux nôtres*, 104 à 113. — *Conversation avec Charles III* 114. — *Opinion sur notre position actuelle vis-à-vis de l'Espagne*, 116, 117. — *Sur Charles III son ministre et le prince des Asturies*, 118 à 119. — *Assure qu'il a reçu du monarque* 121. — *Avise Varnille que M. de Floridablanca a posé d'une demande de médiation de la part de l'Angleterre*, 127. — *Comprendra qu'il y a objection* 128, 129.
- *S'aperçoit que M. de Floridablanca veut gagner du temps au conseil par moyen d'empêcher la proposition si elle ne produit* 129, 130. — *Se défend de ne pas le voir sans et démentir ce contraire leurs bonnes relations* 130 131. — *Commence à croire que la prétendue demande de médiation n'a été qu'une suite du ministère espagnol pour différer* 131. — *Échange de témoignages de confiance entre lui dans une*, 132 133. — *Explique que non seulement l'idée d'une médiation a été adoptée chez lord Weymouth mais que cela se tient à ce que la France ne peut se présenter la déduction de son alliance avec les États-Unis* 134. — *Communique la réponse faite à Espartero* 135. — *D'après un entretien avec le roi, pense que l'Espagne a fait les mêmes* 136. — *Reçoit l'ambassadeur de M. de Floridablanca avec lord Grantham* 137. 138. — *Croit que le départ d'Almodovar pour Londres ne change les dispositions*, 139. — *Croit que la guerre que les vaincus, l'Espagne et*



## MONTMORIN. Le comte de. [Suite.]

jointure à nous et que M. de Floridablanca arche-  
vesque de Tolouse dans cette vue. 3. Complètement  
approuvé par Vergennes dans ses efforts à Ma-  
drid 118. Reçoit ordre du rapport du même  
ministre de la flotte pour le salut de  
Charles III 118. Est mis à l'ordre du jour  
sur le conseil que l'agression ait venue de  
l'Angleterre, 119. Originaire de l'abbaye  
de Saint-Etienne et d'abord au couvent, 120. 121.

Fait connaître qu'on est inquiet de ce que le  
roi de Sardaigne d'Espagne, à 121. Jean  
Joseph de Corda que lui envoie M. de Floridablanca  
à 121. Poursuivre que la neutralité officielle  
fût plus à des amitiés personnelles, 121.

Son opinion sur la fin de la guerre  
qu'il affiche 121. Tente inutilement de nou-  
veau de déterminer l'Espagne, 121. Pre-  
sente d'abord convaincu qu'elle n'est de notre part  
qu'une satisfaction qu'elle donne 121.  
Inutilité de l'envoi de Vergennes au roi d'Espagne  
à Madrid 121. Annonce que l'Espagne se déclare neutre  
121 à 122. Annonce que les dispositions ont  
changé et qu'elle se déclare bientôt 122.  
Langage que lui dit son collègue M. de  
Floridablanca 122. Rapports et lettres multi-  
pliées 122 à 123. Reçoit de M. de Floridablanca  
le message d'après lequel il faut, et  
pense qu'il faudra offrir de ne conclure la paix  
qu'en laissant à l'Espagne Sabatier, la Jamaïque  
et la Floride, 123. Annonce sur les flottes  
de Madrid 123. Pour dire ce que les lettres  
acceptées par elle dans le traité des deux camps  
à l'Angleterre, indiquent pour une discussion  
de guerre 123. Tient M. de Floridablanca pour  
converti par ambition de faire parler de lui et  
demande l'autorisation de partir dans la con-  
science des choses nécessaires pour le voyage 123.

Même la mention d'être partie au-  
jourd'hui 123. Transmet les propositions du Roi  
Catholique 123. Reçoit le contentement de se  
montrer les prévisions de son ministre et ob-  
tient qu'il donne son conseil du point d'honneur 123.

124. Remarque à M. de Vergennes de vouloir  
d'abord en vue d'être à Londres les projets  
communiés à Madrid afin de savoir par le Roi  
ce qu'il en pense, 124 à 125. Avant de partir  
M. de Floridablanca que le roi de France ne se

## MONTMORIN. Le comte de. [Suite.]

trahissait rien de l'engagement, pris par lui  
d'écrire l'indépendance des États-Unis et l'indé-  
pendance de leur territoire 124. Fait comprendre  
qu'il ne s'agit pas de l'Angleterre et de l'Espagne  
qui sont les seuls à se battre 124. Fait par-  
tir à M. de Vergennes sur la cause de Madrid  
sur le roi et le premier ministre 124 à 125.

Avant des conditions auxquelles la paix pour-  
rait être faite et ne dissuade pas de la voir, 125  
à 126. Dit que le ministre de Charles III est  
parti pour la guerre et que l'Espagne la poursuit  
à fond, non pour les États-Unis mais pour elle-  
même 125 à 126. A l'égard de l'Espagne la voir  
dans les affirmations du ministre et celles du roi  
et les trouve l'un et l'autre bien durs à manier 126.

127. Transmet une note de M. de Floridablanca  
et une lettre personnelle de ce dernier  
au Roi de France. 127 à 128 à 129 à 130 à 131 à 132.  
Remarque à l'égard de l'Espagne  
et dépouillant M. de Floridablanca comme un  
ennemi 130 à 131. Confirme ses appréciations  
nécessaires, 131. Exprime le bien que le roi  
et son ministre pensent de M. de Vergennes et  
dit qu'il faut en passer par où se veulent, 131.

132. Conclut d'ailleurs au projet de convention  
qui a été rédigé par lui avec M. de Floridablanca  
132 à 133. Annonce que le roi et le ministre  
paraissent impatients de la guerre 132 à 133.  
Remarque sur le point et son son 133.

134. Remarque sur le point et son son 134.  
135. Remarque sur le point et son son 135.  
136. Remarque sur le point et son son 136.  
137. Remarque sur le point et son son 137.  
138. Remarque sur le point et son son 138.  
139. Remarque sur le point et son son 139.  
140. Remarque sur le point et son son 140.

Explique confidentiellement les raisons de sa  
résistance 140 à 141. Donne son dessein de  
convenir à Paris pour signer la fin 141.

142. Dit qu'il faut finir le moment et accep-  
ter les offres de l'Espagne 142 à 143. Reçoit  
l'avis de son ministre M. de Floridablanca  
rapporté sur la relation des deux flottes 143.

144. Reçoit du jour au jour pour la signature  
de la convention, 144. Avant de partir de Madrid

145. Remarque sur le point et son son 145.  
146. Remarque sur le point et son son 146.  
147. Remarque sur le point et son son 147.  
148. Remarque sur le point et son son 148.  
149. Remarque sur le point et son son 149.  
150. Remarque sur le point et son son 150.

## MONTMARTRE (Le comte de). [Suite.]

Informe Versailles des ordres transmis à Alençon sur le sujet de la médiation de la France, 773

Révoque la traite de la déclaration que son ambassadeur venait au ministère britannique, 781

Transmet les mêmes demandes par M. de Fleury à Madrid pour avoir sans mentionner les obligations du Pacte de famille, 794. Répond aux opinions sur le peu d'intérêt porté aux Andalousiens par l'Espagne, IV 313-314. — Dit qu'elle ne leur donnerait rien gratuitement, 321. — A son avis, le cabinet de Londres ne servirait de la médiation auprès d'Ovion pour amener la médiation entre nous, 322. Renvoie constamment qu'une négociation directe s'engage entre Londres et Madrid, et annonce l'arrivée du capitaine Hussy, 356.

Inquire des dispositions de l'Espagne à notre égard, 364-365. Dépêche M. de Floridablanca comme dévoué, 367.

Plus d'insulte au même, et obligé de restreindre l'impudence du comte d'Estaing en présence de l'ambassade des deux, 387 à 404. Plus calme et revient même que le comte d'Estaing explique les causes multiples des tergiversations de l'Espagne, 471.

473. — Voudrait que l'on recût sur les mesures prises par Richelieu relativement au papier de banque acquiesce de Madrid, 473. — Insiste pour que l'on adopte à Versailles le plan qui a été communiqué par le comte d'Aranda afin d'empêcher Charles III de se jeter dans les bras de l'Angleterre, 493. Espère avec tristesse la médiation amicale que offrira le pape à Madrid

## MONTMARTRE (Le comte de). [Suite.]

sur le papier, 514. Trouvé par lui un « véritable Andalousien » dans son de la cour d'Espagne, 514.

Les de elle inutile qu'il remplisse, V, 114

115. Récuse par M. de Vergennes d'avoir un peu trop marqué des dissidences à Madrid, 111

112. — Fait savoir que l'Espagne va demander que nous évacuons devant Gibraltar les troupes que nous avons à Minorque, 114. — Assure qu'il n'a jamais rien plus d'intelligence avec les deux cours qu'en ce moment, ibid.

Affirme que lord Milledenburgh a fait offrir par M. de Floridablanca de faire directement la paix moyennant le séquestre de Gibraltar contre Pombal, 116.

Dit que Charles III menaçait de continuer until la guerre à tout hasard, plutôt que de ne pas récupérer Gibraltar, 119. — Explique à M. de Floridablanca pourquoi le roi ne consentirait pas à céder la Corse à l'Angleterre, 120.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Explique au ministre espagnol que l'Espagne ne pourrait pas de faire des offres directes à Londres, 110.

Explique d'ailleurs à quel point les partisans tiennent au fond le cœur de Madrid, 111.

Nantes. Entre au Comité général, II, 181. — Le quitte, IV 489. Écrit mal avec l'écriture, dont le papillage l'arrête, 491. — Prend de son côté le parti, parait l'avis le plus raisonnable à l'assemblée, publie le Compte rendu et est reçu par M. de Mairoux, 492. A été envoyé du haut en bas par le gouvernement de Philadelphie pour servir aux parties d'égale et de change, 510.

Nantes. Leur union, conçue par M. de Vergennes au profit de la France, III, 127-679 701-710. — Adjonction concernant la navigation

## NANTES (Suite.)

des navires en temps de guerre, 709, 710. — Arrêt du Conseil d'État du 10 mai, à l'occasion de 26 janvier 1780, et sous le regard des sujets de la république des Provinces-Unies des Pays-Bas, la ville d'Amsterdam accepte les avantages annoncés par l'arrêté premier du règlement du 26 juillet 1770 pour la navigation des navires, 707, 710. — Déclaration successive des puissances de l'Europe qui en acceptent l'Angleterre, IV 437. — Voir Valenciennes, infra 1779 et suivantes.

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-

Nantes. Le comte de... — Désigné pour l'ambas-



Onom. Le marquis a p. [Suite].

nouveau traité du Portugal 320, 1. In-  
fluence de la démarche qu'Aranda doit faire en vue  
d'une action commune 332. Rend compte  
des observations de M. de Grimaldi et du roi,  
331 341. Objections au sujet de la Limi-  
taine 344. Le roi d'Espagne satisfait de nos  
résolutions d'armement 345. — Rend compte  
de sa conversation avec M. de Grimaldi sur le  
Portugal, 321 332. Analyse la dépêche qu'a  
écrite Aranda 413. Récuse à faire passer  
quelques bataillons à Saint-Domingue, 430 431.  
— Influence que l'Espagne n'exerce pas de  
longue à Mexico-Heyon 432. — Annonce la dé-  
faite des Espagnols en Andalousie 505. — Re-  
voque les résolutions de Grimaldi qui vaudraient  
qu'on s'occupât de Saint-Domingue 533. Dit  
que le roi d'Espagne n'est pas opposé à de nou-  
velles négociations, 549. Affaire du drapeau,  
541. A répondu aux accusations portées contre  
lui 542 à 544. Sur la reconnaissance commu-  
nale que lui l'Angleterre a la France en Espagne  
56 558. Fait à Paris avec les États hispa-  
niques 558 560. Sur la méconnaissance  
entre Grimaldi et Aranda 278 579. — Sur la  
paix avec Alger 294 595. Annonce à Charles III  
les refus nationaux du Portugal II, 15. Sur  
l'affaire de Lisbon 39, 40. Conversation de  
Charles III maintenant ce manque d'union qu'on  
ne met pas au désespoir, 77. Expliquons  
sur les marins espagnols portugais et anglais  
127. C'est que le roi d'Espagne approuve les  
préparatifs de la France 128. Convention  
de Grimaldi sur le désarmement, 146 148.  
Explications avec de ce dernier avec lord Gren-  
ville 56. Sur les livres de l'armée et de la  
marine espagnols 157. Répond à Charles III  
et à Grimaldi la réponse sur les mesures à con-  
venir contre les entreprises de l'Angleterre, 172.  
Général qui inspire à Charles III une  
note de motifs d'Aranda insistant pour qu'on  
fasse alliance avec les Espagnols et répondre de  
Grimaldi 71 174 177. Tenait pour l'an-  
née de succès à Saint-Domingue et ailleurs  
183 184. Dissensions du gouvernement de  
Charles III avec Aranda, et cette protestation de  
opinion de se démettre 187, 188. Annonce  
arrivé prochainement du M. de Floridablanca et au

Onom. Le marquis a p. [Suite].

signes politiques probables, 98. Anglaise Ge-  
raldi 199. Conversation avec M. de Florid-  
blanca 21 229. De sa mission avec lord  
Grenville 232. Opinion de M. de Florid-  
blanca sur la nécessité pour nous d'acquiescer au  
sarcasme à Saint-Domingue 233 235. Intention  
malicieusement optimiste sur les vœux de celui-ci 232  
à 235 236. Tenait les explications de lord  
Grenville sur Arthur Lee 283 284. Change  
à recevoir en croisant M. de Floridblanca; se  
porte devant des dispositions et des idées du roi  
d'Espagne 289 à 292. — Pourquoi il est con-  
staté dans son antipathie 433. — Annonce que  
Charles III est de l'avis de M. de Vergennes pour  
supprimer le Portugal de la France, 439.  
Prévoit à cet égard les effets de Vauvillain, 471.  
A remis au roi d'Espagne les instructions  
interdisant l'entrée et la vente des grains sans  
licence dans les ports 482 490. Annonce que  
l'Espagne soutiendra la France contre l'Angle-  
terre en cas d'attaque de celle-ci 544. Entre-  
tiens de M. de Floridblanca et Grimaldi sur  
l'attitude commune de l'Espagne et de la France.  
546 567. Réponse sur les intentions de notre  
allié envers nous, 566 569 574. Quitte Ma-  
drid: ses fiançailles, sa correspondance et qu'il  
avait fait 584. — Lui et M. de Vergennes se concertent  
avec M. de Floridblanca sur les liens à établir  
entre la France et le Portugal 590 606 à 608.  
Prévoit chez M. de Vergennes et M. de Vergennes  
ses résolutions dernières pour l'alliance avec les  
Colonies 734.

Onom. Richard). Les avec lord Shelburne sur  
des rapports communs avec Adam Smith, en-  
voyé à Frankfurt et nommé par le duc de  
W. de Vergennes V. 81. — Retourne à Londres  
prendre un mandat plus précis en vue de négo-  
ciations de paix, et revient accompagné de Tho-  
mas Grenville délégué par Fox, 83 85. En  
présence et les entretiens avec lui sont relatés par  
M. de Vergennes à La Courbe, 87. 88. — Reçoit  
et transmet à Londres les demandes de Franklin  
pour la paix 99. Remet de son pouvoir par  
M. de Vergennes avec Franklin et Jay, 100 135.  
Autorisé par lord Shelburne à négocier sur le  
point des conditions nécessaires indiquées par  
Franklin 34. Arrive à Londres pour que

## CHAPITRE (Recherches) I. 150-1

Les motifs de vouloir les Américains. 176-180  
— Les négociations avec les Américains pendant la maladie de Franklin, 180-181. — Divers

## CHAPITRE (Recherches) II. 150-1

La situation des conditions de la paix avec les Américains et l'envoi à Londres du projet de préliminaires qu'ils ont été. 160-161.

## P

PAIX DE FAMILIARITÉ. 1, 112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-2643-2644-2645-2646-2647-2648-2649-2650-2651-2652-2653-2654-2655-2656-2657-2658-2659-2660-2661-2662-2663-2664-2665-2666-2667-2668-2669-2670-2671-2672-2673-2674-2675-2676-2677-2678-2679-2680-2681-2682-2683-2684-

## PÉLAGIE (Suite.)

doit être fournie aux États-Unis par la France et par l'Angleterre en commun sur la leur propre. 127 à 129 — Opinion donnée à Gérard par des Américains de l'Est. 137 à 139. Il en conçoit à tort toute l'importance, manœuvre des adversaires. 142 Mémoire spécial qu'il adresse au Congrès. 144 à 147 Nouvelles manœuvres du parti d'Adams et nouveau mémoire de notre plénipotentiaire. 147 à 152 — Appétition qui s'élève au Congrès et dans divers États. 152 à 157 — La question entre dans une dernière phase. 172, 173. — Quatre États déclarent de sortir de l'union américaine si la Résolution proposée est votée. 174, 175. — Entretien de Gérard avec le président du Congrès et deux autres membres. 177. 181 — Accordant des adversaires grâce à cette question. 182 à 191 — Moyen terme que fait proposer Gérard. 191 à 198. Il est décidé que la question ne sera posée que lors du traité de commerce à débiter avec l'Angleterre. 197, 199.

Samuel Adams fait pétitionner les provinces de l'Est pour que le Congrès renvoie la question. 677, 679. Dangerux terrain sur lequel elle est alors placée. 580. Termes aboutis qu'elle reçoit. V, 61, 62. — Résolution moyenne suggérée par Madison. 63, 64. — Instructions données à Franklin pour en faire une condition formelle de la paix. 85, 86, 156. L'Angleterre, en signant les préliminaires, consent à partager la pêche de Terre-Neuve même. 185, 188.

PAKET fourneau d'armes et d'approvisionnement aux Américains. I, 182, 183, 199, 505, 507. — Voir DÉMOURÉ.

PEPE membre du Congrès. I, 172, IV, 7, 8.

PELLEGRIN ambassadeur de France à Charleston. IV, 166, 302.

PONCE (Le marquis de), ministre du Portugal. I, 30, 75, 76, 85, 168, 193, 330, 331, 419, 471, 515, 491, II, 4, 5, 14, 15, 132.

PONS (Le marquis de) ambassadeur de France à Berlin, rend compte des dispositions de Frédéric II pour la France. II, 129, 130. Le qu'il pensait et ce qu'il dit. 708. Peu prié par Frédéric II, III, 92 à 94. Jugé complaisamment par le prince Henri. 97. Chargé, au début de l'année 1778, d'apporter à Frédéric des communications amicales sur la situation des affaires. 99. L'aurait-il informé Versailles des bonnes dispositions que ce monarque nous manifeste. 100. — Annonce le passage de Jean-Claude à Berlin. 101. — Rend compte des démarches d'Arthur Lee à Berlin. 109, 110. — Nullement apprécié d'ailleurs par Frédéric et ne se faisant point aux paroles de celui-ci, qu'il dit voir uniquement à nous braver avec l'Autriche. 112. En congé pour plusieurs mois et remplacé par le chevalier de Gœtters. 161.

PORTUGAL (Le comte de Montev) aide de camp de La Fayette. III, 261, 344, 345.

PORTUGAL (Le). I, 118, 176, 185, 186, 330, 331, 420 à 423, 515, 516, 536, 538, 587, 598, 599, 491, III, 72, IV, 474.

POMERAI, sous-secrétaire d'État aux Colonies.

Auteur présumé d'un mémoire communiqué au comte de Guines pour engager la France à s'allier avec l'Angleterre. I, 184, 186. — Regardé comme l'auteur aussi d'un mémoire attribué à lord North. III, 198.

PRESTON, major général anglais à Savannah. V, 163, 164.

PROVINCES UNIES. Voir PAYS-BAS HOLLANDAIS.

PULASKI, Polonais enrôlé par les Américains au service des Colonies. I, 394, 395.

## Q

QUÉBEC. — Adversaires anglais de la France aux États-Unis. III, 406.

## R

RAIBAUD, seigneur à Bordeaux, de qui La Fayette acheta la Victoire. III, 208.

RAVET. Le château de, lieu de rencontres et de pourparlers du comte d'Estaing. III, 178.

**BAUTREAU (Joseph-Mathias Gélusé m).** — Remplace son frère comme premier commis, III, 16. — Envoie à Franklin son avis en sujet des offres apportées par Foote V 77 78. — Envoiyé à Londres en suite des ordres faits par lord Shelburne 103. — Carnetier de sa mission et renseignements qui lui sont donnés, 103 à 106. — Sait qu'il devra prendre au sujet des puissances manufacturières, 107, 108. — Avait fait savoir Franklin auprès de Lord Shelburne contre les tentatives de paix négociées offertes par Carleton aux Etats-Unis 109. — Reçu par lord Shelburne son avis à Londres mais à Bowdler Park, 111. — Ses entretiens avec ce ministre 110 113. — Vait ensuite lord Grantham à Londres, 113. — Prend avec lord Shelburne et lord Grantham les articles à proposer, 113 115. — Rend compte à M. de Vergennes des conversations qu'il a eues 114 à 116. — Montrer que la question de Gibraltar serait la plus difficile à traiter, 116. — Récite comment lord Shelburne avait engagé la question de l'Andalousie 117. — Premier rapport sur sa réception à Londres 117 à 119 120 à 121. — A communiqué Joy chez lui pour parler des choses de l'Espagne et s'en engage à rendre son avis 120 121. — Retourne démission à Londres les propositions de cette puissance 121. — A Londres de nouveau pour la question de Gibraltar et uniquement pour elle 121 125. — A informé Vergennes du changement qui s'est produit dans les dispositions de l'Angleterre 126. — Avant répondu à Shelburne au sujet des protestations américaines que « le roi ne soutiendrait jamais des demandes injustes » 126. — Après l'abandon du sujet de Gibraltar, lord Shelburne s'en retourne à lui pour recevoir les conclusions sur les protestations de l'Espagne, 127, 128. — Nouvelles instructions le chargeant de savoir si l'Angleterre consentait ou non à céder l'Andalousie et de rendre bientôt dans la cas contraire 121 à 125. — Était porteur pour lord Shelburne et lord Grantham de lettres personnelles de M. de Vergennes 115. — Son entretien avec lord Shelburne 118. — Retourne à M. de Vergennes les oppositions qui existent dans le cabinet de Londres contre le plan, explique que les Anglais ne veulent pas se débarrasser de Gibraltar et demande à venir en rendre compte à Paris, 127, 128. — Autre instance chez M. de Ver-

**BAUTREAU (Joseph-Mathias Gélusé m).** [Suite.]

gennes est conduit par celui-ci en conférence avec le roi avec le roi, repasse le dit plan partout d'instructions venant de Louis XVI de lettres pour les ministres et mandant le fils de M. de Vergennes en qualité de secrétaire de légation 128 129. — Trouve les esprits beaucoup plus ouverts pour la guerre et retour à quelles conditions la cession de Gibraltar a été présentée dans le conseil 128 129. — Constatant qu'il avait mis à un peu inférieur depuis les négociations, 129, 131. — Explique de quel poids a pesé contre nous la signature accidentelle des protestations par les plénipotentiaires américains 129 à 130. — Retourne les propositions qui se produisent et la part de considération qu'on a pour l'Espagne 131 à 133. — Sa correspondance sur les négociations, 131 à 137. — Relation de leur phase nouvelle, 136 à 137. — Insiste pour faire voter la Dominique à l'Angleterre, 137. — Avant d'être au moment de la cession des provinces anglaises 138. — Récite à M. de Vergennes les instructions qui s'adressent au tour de lui 139. — Retourne les diatribes et les affirmations répandues dans le cabinet anglais 139 143. — Transmet les conclusions de lord Shelburne pour M. de Vergennes et sollicite le ministre de la signature des plénipotentiaires 143 à 145. — A été reçu par George III et rend compte de son audience, 145, 146. — Lettre particulière à M. de Vergennes, 146, 147. — S'est vu obligé de relever le langage du ministre de la Hollande, 147. — Impression que il avait de l'assurance de George III 148.

**BAUTREAU (Joseph-Mathias Gélusé m).** — Reçoit protestation de l'État de Pensylvanie adressée par tous les moyens à Louis XVI au Congrès 15 16.

**BAUTREAU (Joseph-Mathias Gélusé m).** — Reçoit l'assurance de M. de Vergennes au sujet de son avis sur le plan de M. de Vergennes, et continuant la discussion qui peut avoir sur l'Angleterre la révélation des Colonies I, 141 143, révélation de la part de l'Angleterre contre elle 143 144 pour que la France soit prudemment 144 l'Angleterre qu'elle n'est pas de la France d'aujourd'hui 144 145. — Que craindre une révélation des colonies françaises et espagnoles, 144 145, comment la France pourra agir, 145, 146. — Reçoit l'assurance de

**ARMEMENTS. Suite.**

. *Amphibious et de Flakodique*, 246. *quartel de*  
*Fogues* *donc* à elle *porter* *convoit* 247, 248  
*notre* *intervention* *et* *notre* *convoit*, 248, 249.  
*Importance* *de* *cette* *pièce*, 249, 250. *Ré-*  
*flexions* *sur* *la* *conduite* *à* *avoir* *relativement* *à*  
*l'Espagne*, III, 133, 159 à 163.

*Approuver* *le* *Le* *normes* *ambitions* *qui* *ont* *eu*  
*Faustin* *à* *avoir*, II 476.

*Boers* (I *id.*), *ambition* *sur* *la* *Sagittaire*. — *A*  
*début* *la* *réception* *faite* *à* *l'armée* *française* *à* *Phi-*  
*ladelphie* IV 664.

*Donnamont* *Le* *comte* *de*, *finissant* *plusieurs*  
*années* *en* *commandement* *des* *troupes* *américaines*  
*en* *Amérique*, IV 279. *Il* *est* *en* *sa* *pour*  
*immédiatement* *un* *accusation* *à* *son* *augmentation*  
*d'effectif*, 280. *Placé* *par* *ses* *instructions* *dans*  
*le* *commandement* *de* *Washington* *à* *la* *grosse*  
*de* *l'armée* *américaine*, 283. — *État* *des* *choses*  
*en* *recevant* *à* *Rhode-Island* 274. *Voulait*  
*convaincre* *des* *opérations* *à* *entreprendre* *avec* *quel-*  
*ques* *un* *de* *plus* *maître* *ou* *de* *moins* *ardent* *que* *La*  
*Fayette* 275. *Rebuté* *le* *président* *du* *conseil*  
*d'Union* *et* *l'écrivit* *au* *marquis* *ibid.* *A* *fait*  
*connaître* *à* *Washington* *le* *projet* *de* *l'armée* *qu'il*  
*dépense* *de* *l'entretien* *mensuel* *ibid.* *Réplique*  
*en* *appelant* *à* *La* *Laure* 278. *Est*  
*renvoyé* *par* *la* *réponse* *de* *Washington*, *par* *les*  
*représentants* *du* *La* *Fayette* *et* *dont* *probablement*  
*à* *ce* *dernier*, 280. — *Se* *retrouvait* *à* *New-*  
*York* *avec* *Washington*, 28 362. *Appare*  
*capable* *de* *maintenir* *d'état* *de* *la* *Guerre* *la* *dis-*  
*position* *d'argent*, *de* *troupes* *et* *de* *vaisseaux* *un-*  
*animement* *financé* *dans* *la* *conférence*, 363.  
*Il* *avait* *le* *compte* *aux* *filles* *porter* *et* *soutenir*  
*son* *demande* *à* *Verailles*, 364. *Trouve* *qu'un*  
*aurait* *du* *faire* *partir* *avec* *lui* *le* *colonel* *Laure*  
*ou* *son* *d'explorer* *celui-ci* *trois* *mois* *après*, 365.  
*—* *Voyait* *clairement* *la* *situation* *des* *États-Unis*  
*et* *ce* *que* *l'on* *avait* *nécessaire* 363. *Il* *avait*  
*une* *supplémentaire* *dont* *on* *étend* *son* *Ré-*  
*249*. *A* *recommandé* *au* *colonel* *Laure* *de*  
*partir* *à* *Verailles* *à* *cette* *époque* 327. — *Pro-*  
*posait* *en* *attendant* *les* *événements* *politiques*, *et*  
*attendant* *son* *destin* *à* *venir* *Washington* *à* *son*  
*camp* *et* *notamment* *Philadelphie* 366 367. *Faisait*  
*part* *au* *président* *en* *chef* *de* *l'armée* *américaine*  
*parvenue* *à* *Boston* *et* *lui* *transmettait* *avec* *sa-*

**Donnamont (Le comte de). [Suite.]**

*Il* *avait* *la* *nouvelle* *voie* *du* *renforcement* *de*  
*Montmorency* *par* *le* *marquis* *de* *Castelnau*, 367 368.

*Est* *sollicité* *par* *Washington* *de* *combattre* *avec*  
*les* *commandants* *espagnols* *des* *Amérindiens* *une* *en-*  
*treprise* *dans* *la* *Champlain* *Trois* *mois* *après*  
*des* *renforts* *par* *le* *brigadier* *Des* *Touilles*, *il*  
*répond* *énergiquement*, 369, 370. *Arrive* *à*  
*Washington* *et* *à* *La* *Laure* *Fogues* *de* *Ylly*  
*dans* *la* *baie* *de* *Champlain* *avec* *quelques* *navires*  
*371*. — *Informé* *le* *président* *en* *chef* *que* *l'armée*  
*avait* *l'offre* *de* *venir* *à* *d'un* *détachement* *de*  
*troupes*, *Des* *Touilles* *aurait* *fait* *l'expédition*  
*et* *dépêché* *un* *aide* *de* *camp* *en* *vue* *de* *déclarer*  
*la* *campagne*, 372, 373 374. *Expresse* *à* *La*  
*Laure* *son* *impossibilité* *en* *ce* *moment* *présent*  
*mal* *à* *Newport*, 376. — *Fait* *connaître* *à* *Wash-*  
*ington* *l'importance* *de* *Des* *Touilles* *et* *la* *solli-*  
*citude* *qu'il* *avait* *pour* *les* *troupes* *et* *les*  
*équipages*, 377. *Connaît* *maintenant* *que*  
*la* *poste* *la* *plus* *utile* *est* *qu'il* *aille* *avec* *un*  
*commande* *aux* *ordres* *de* *Washington* *pour* *épé-*  
*cher* *un* *un* *l'ennemi*, 378. *En* *informe* *sur-*  
*tout* *le* *président* *en* *chef* *par* *Duportail*, *observant*  
*qu'il* *y* *apporte* *lui-même*. — *Arrive* *l'armée* *de*  
*compte* *de* *Des* *Touilles* *et* *du* *chevalier* *de* *Beau-*  
*mont* *à* *Boston* *et* *déclare* *une* *nouvelle* *conférence*  
*382*. *En* *connaissant* *et* *son* *force* *dévoient*  
*en* *rendant* *compte* *à* *Verailles* *du* *retour* *de* *son*  
*fil* *et* *de* *la* *situation* *que* *s'ensuit*, *ibid.* — *Oppose*  
*à* *des* *opérations* *contre* *New* *York*, *et* *s'oppose*  
*également* *à* *y* *convenir*, 389 390. *A* *fait*  
*connaître* *à* *Washington* *l'importance* *de* *l'armée*  
*du* *comte* *de* *Castelnau* 390. *Représente* *Bar-*  
*re* *par* *la* *séance* *d'un* *conseil* *de* *guerre*. *d'un*  
*même* *l'ennemi* *à* *Boston*, 390, 391. — *De-*  
*vant* *ce* *qu'il* *avait* *convenu* *avec* *Washington*,  
*envoie* *une* *frégate* *à* *la* *recherche* *de* *Genève*  
*quand* *le* *l'ennemi* *apporte* *les* *ordres* *de* *ce* *dernier*  
*392*. *A* *mis* *à* *la* *disposition* *de* *Barre* *pour*  
*recommencer* *l'expédition* *de* *Des* *Touilles* *les*  
*hommes* *qu'il* *avait* *laissés* *à* *Newport* *en* *attendant*  
*Washington*, 393 394. — *Présente* *de* *la* *campagne*  
*et* *l'importance* *de* *l'armée* *La* *Fayette*  
*trop* *exposé* *en* *Virginie*, 395 396. *Même* *par*  
*la* *meilleure* *situation* *de* *l'armée* *commune*, 396.  
*Signale* *à* *Verailles* *que* *c'est* *à* *tout* *prendre* *le*  
*moment* *qui* *s'agit* *et* *en* *donne* *l'exemple* *en* *se*



**Am-nawant** (Le comte de). *Sicte.*

rendent à l'armée du Nord sans qu'on connaîtait la faiblesse 637. Prêt à aider Washington dans sa camp de main sur New York, malgré la fatigue des troupes ind. Murex disciplinée, compacte et prompt de son corps d'armée qui est reçu par Washington dans les White-Plains 438. Ligne qu'il adresse à Verandine sur la campagne de La Fayette en Virginie 640. Averti agresseur au comte de Grasse, tant en l'opinion de New York comme la combatant Washington le danger qui existait du côté de la Virginie et lui avait demandé de l'argent et des troupes, 646 à 648. Fait connaître ce détail à Washington, 648. Contre lui, avec le général en chef de la défection de Barret de ne pas se rendre à Grasse; de l'en débarrasser rapidement 652 653. — Annonce à Verandine le départ de l'armée pour le Sud 653, 654. C'est bien à lui qu'étaient dus l'arrivée de Grasse à l'entrée de la Chesapeake et l'engagement de Washington à la campagne de Virginie 656. Inventif Yorktown du conseil avec Washington, 666. Annonce au comte de Grasse l'entêtement des deux redoutes de Caruallie, 667. Ce qu'il avait de la rapidité des commerçants américains, 668. Remarque pour le Français le 14 janvier 1783 et court presque aussitôt le danger d'être pris par une frégate anglaise V 519. Sa correspondance en tant que commandant du corps expéditionnaire, jusqu'au 9 décembre 1781 312 à 510.

**ROCHAMPEL** Lord, ministre de George III, I, 39 116 à 118, 124, 149, 150, 192, 201, 211.

**ROCHAMPEL** Lord. Son ministère succède à celui de lord North; se voit succéder peu après V 119.

**ROCHE** (L'amiral), III 328, III, 329, IV, 363 365, 663 V, 69.

**ROCHE**, ministre français nommé par le cabinet de Londres dans le ministère du comte de Guise 1 254 308.

**ROCHE**, attaché aux Affaires étrangères s'entend à Polonois II, 394. Choisi pour assister aux « revues » du roi de Prusse, III 93. — Partout de la recommandation de D'Alembert ind.

Dans des nouvelles satisfaisantes de la santé de ce prince, 94. Sa visite au prince Henri 94, 95 96. Mémoires sur son voyage à Berlin, 127 à 129.

**ROCHE**. Faus bruits d'alliance avec l'Angleterre I, 173, 185, 191. Ministre d'être de l'Espagne envers elle, II, 181. Guerre profuite avec la Turquie 301. — Raisons qu'il lui voyait de se joindre plutôt du côté de l'Angleterre que du nôtre III 733. Pas nous disposés à se joindre à la ligue des neutres que M. de Vergennes ne le pousse 735, 736. — Annonce au duc de Richelieu qu'il la seule qu'elle se serve des moments pour défendre ses idées 736. Son projet de former une « chaîne de navires » avec le Danemark et la Suède en vue de faire respecter leurs côtes respectives, 744. Change de disposition 790. — A envoyé des propositions écrites à Londres IV 510. Ouvre la médiation de concert avec l'Autriche 513 516. A voulu son appui aux Provinces Unies V 11.

**ROCHE**, gouverneur de la Caroline du Sud. Appelle le comte d'Estaing pour défendre Charleston IV, 158. Vient au Congrès pour ce pour ce qui s'est produit il fait une réponse à la Lamerie sur l'ambition des États du Sud 110.

### 8

**SAN** M. de, premier ministre portugais II 601 à 604.

**SAN**, commandant des forces espagnoles aux Antilles, 7, 10.

**SAN**, Le. — Quitte l'armée de Grasse pour aller à l'Inde IV, 556 630.

**SAN** (Le comte de). commandant la légation de l'Espagne, rend compte au comte d'Estaing

**SAN** (Le comte de). [de la.]

du débarquement de Grasse III 193. Retour à Washington et à Rochambeau les messages du comte de Grasse IV 664.

**SAN** (Le comte de). 1 103, 104, 130, 131, 178, 177, 197 à 201, 244 443.

**SAN** (Le comte de). ministre de la guerre T 170 179. — Répond aux Considérations, 180.

**Barre-Gommard** (Le comte de). *Idem*.  
*Sur les sciences* 359. — *Sur les sciences avec*  
*le comte de Bouffé*, 639. — *Romain Rollé en*  
*Amsterdam* 646.  
**Barre-Lucas** *Idem*. Le comte d'Estaing venait  
 en faire une promenade fréquente, III, 196.  
**Barre-Pass** M. de, chargé d'affaires d'Angleterre  
 à Paris, I, 87, 197, 262, 459, 460, 465, 467.  
**Barre-Pass** M. de. À propos de Rollé explique  
 au comte de Bouffé pourquoi le roi ne peut pas  
 élire un étranger au titre de brigadier en France,  
 I, 639, 640.  
**Barre-Savary**, officier depuis lui à Berlin dans  
 une légation, III, 199.  
**Barre-Simon** (Le comte de) commandant les  
 troupes de terre américaines par le comte de  
 Grasse, IV, 65. — Se place sous les ordres de  
 La Fayette, 66.  
**Barre-Vivier** *Idem* de). — Pris par le comte  
 d'Estaing, IV, 203.  
**Barre-Lacomme** *Idem* de). Enlevé aux Portu-  
 gais par Coridon, II, 137.  
**Barre-Lucas** *Idem* de). — Se rend aux Anglais, 177,  
 461, 479, 481. — Va se dire supérieur par le  
 comte d'Estaing, 19, 230.  
**Barre-Roulet**, chargé de l'intérieur du comte de  
 Guise à Versailles, II, 712.  
**Barreux** Lord, I, 444, 477, 478; II, 130 et 131,  
 509.  
**Barre-More**. — Ruse, à l'instigation de Danton, servant  
 l'armée française, III, 116.  
**Barreux**. — Rendu à Guise par Burgoyne, II,  
 600.  
**Barreux** M. de, ministre d'Etat de la marine in-  
 tendant avec Bannister, I, 134, 279.  
 Dui partager l'avis de M. de Vergennes quant aux  
 Considérations, 184. II, 383, 443, 467.  
 Ordre au sujet des échanges de destination  
 de l'Amérique, 296, 413, 483, 522, 523.  
 Informe M. de Vergennes d'ouvertures du pays  
 faites aux Américains, 705. — Demande qu'on  
 mette l'embargo sur les navires anglais, 74. —  
 Annonce au comte d'Estaing sa nomination de  
 vice-amiral des mers d'Asie et d'Amérique, III,  
 176, 177. — Lui envoie à Toulon Gérard et  
 Félix Douce, 188. Rapporte l'impuissance de la  
 marine hollandaise à suffire à nos approvisionne-  
 ments, 782. Son impuissance et sa situation

**Barreux** (M. de), [Suite].  
 IV, 186. Est remplacé par le comte de  
 Castries, 489. Pourquoi il n'est pas parti  
 avec les autres, son départ et ses engagements, 490,  
 491.  
**Barreux** ministre du comte de Guise à Londres,  
 I, 454; II, 189.  
**Barreux**, IV, 120, 129, 263 et 265, 302 et 307.  
**Barre** lorsqu'il accompagnait Arthur Lee à Berlin,  
 III, 109, 110.  
**Barreux** (Le comte) ministre du Financier pré-  
 vient le représentant anglais à Stockholm que le  
 Danemark et la Suède armeront des vaisseaux  
 pour protéger leur pavillon, III, 762.  
**Barre** (Le comte de). — Rempart Montfort  
 à la guerre, IV, 189. — Prison à Stockholm  
 les ordres du roi, 547, 548.  
**Barreux** commissionnaire à la suite de l'expédition  
 parti à Berlin le 10 août 1756 avec les commis-  
 saires français, II, 11, 12, 153, 187, IV, 16.  
**Barreux** La marine française ainsi que des ré-  
 gimes espagnols, I, 456, 540, 543.  
**Barreux** Lord, ministre de l'opposition dans le  
 Parlement anglais, I, 279, 453, 454, 473, 475,  
 545. Dénonce les secours fournis par la France  
 à l'Amérique, II, 469. Affirme l'existence d'un  
 traité entre la France et les Colons, 634.  
 Reçoit une lettre de Franklin par lord Chalmers,  
 IV, 75. Lui répond dans des termes en-  
 couragés des plus encourageants tendant et lui  
 fait porter sa lettre par l'Amiral O'Connell au  
 comte de Grasse, II, comme les avec Adam Smith  
 de 81. Bénédict et divergence de vues entre  
 Fox et lui, 82. Devient chef du cabinet par  
 la mort de Rockingham, 92. Avoir fait faire  
 du chemin à l'esprit de George III dans la voie  
 de la paix, 93. Parvient à Versailles sans  
 l'appui des ambassadeurs anglais, 95. Ré-  
 sultat qu'il espère de l'indépendance des États-  
 Unis, pourquoi il avait fait porter Castries et  
 Rigby avec leurs instructions précédentes, 96,  
 97, 98. Avoir en tout son admet O'Connell  
 à Franklin et le lui renvoyait sachant que  
 l'étendue des demandes de sa dernière, 99.  
 Charge le comte de Grasse, premier de passer  
 à Londres d'apporter à M. de Vergennes des  
 confidences tendant à la paix, 101. — Répond  
 en français à Grasse en manifestant son pro-

*Brutus Lord (Suite).*

ministres d'Etat 101, 102. Fait demander à Bayneval de venir le trouver à 35 milles de Londres, 111. — Commentait mieux que nous l'insolence de Carleton aux États-Unis, mais ne parvint pas pour agir sous cette influence 111, 112. — Adressa l'interpellation demandée par Greville à ses paroles et s'entretenant par mots d'argent deux jours durant 112, 113. — Émotion sur la motion des ministres sur Gibraltar, sur les modifications sur la puissance qu'exerçait l'Angleterre et la France en Europe une fois réglée, sur la liberté du commerce, 116 à 119. — Peine de déconfort pour Bayneval 119. — Les espérances conduites à leur fin sous George III du loin, *ibid.* — Vainement même s'il n'y eut pas des discussions entre la France et les États-Unis et s'en servir 121. — Parle de l'Amérique pour exprimer le désir que le roi de France se souvienne par les espérances quant aux limites et à la pêche du Terre-Neuve 121, 125, 126. — Commentait paraitrait dans les conditions de paix proposées à Oswald par Franklin, 121. — Lettre personnelle à M. de Vergennes, 127, 128. — Question l'absence de duplicata 121. — À Oswald, sur la motion et on se trouve le cabinet de ministres et de lui adjointe Stourmer chargé de la faire 128. — Sa considération pour Franklin 128. Intérêt qu'il voyait à la paix 128, 129. 132. — Marqua à ses plénipotentiaires les délais à être donnés et ceux à maintenir, 134. — Répondit à Oswald en lui recommandant d'éviter de froisser les Américains, afin de les rapprocher plus étroitement de l'Angleterre, 134. — S'adressa directement à Bayneval pour répondre aux négociations quant à l'Espagne, 137, 138. — En vint à l'indulgence et la prudence d'obtenir de M. de Vergennes une réponse par son ou par son, 138, 139. — Répondit à Bayneval la violente opposition que rencontrait la motion de Gibraltar et sur quel terrain seulement le roi pourrait l'accepter, 146 à 148. — Lettre à M. de Vergennes, 151, 152. — À son lieu à George III la réponse de son ministre 152. — S'adressa joint de Bayneval 151. — Calcula d'ailleurs à Versailles les efforts combinés du lord Stourmer pour la paix 151. — Témoignage qu'il porta sur lui de son caractère, 159, 160. — Discussion entre

*Brutus Lord (Suite).*

sur des conditions négatives, 161, 162.

Élevait par l'opposition il venait d'une rupture entre les deux nations le motif des questions proposées de l'Espagne, 161, 162. — À l'égard que à l'insolence l'impossibilité, à cette heure de se présenter au Parlement sans lui apporter le soutien de la Dominique par la France, 163. — Amertume qu'inspiraient contre lui à M. de Vergennes ces négociations décevantes, 167, 168. — Suppléa à Bayneval les sentiments d'une entière confiance en M. de Vergennes, 174. — Répondit et compléta par lord North et Fox 174.

Espagne. — Lors où on avait mentionné l'union des flottes française et espagnole, III, 730-731.

France (le cabinet). — Agent de lord Germain dans les pourparlers de la paix II, 319. — Son rôle, *ibid.* IV, 460-461.

Lord North. — Lors de détachement de la flotte de North et de leur campagne en Amérique, III, 111.

Messieurs Les. — Parle pour l'Angleterre beaucoup d'indulgence sur les États généraux et particuliers, III 711. — Vint les villes américaines de Hollande et de plénitude 717. — En de l'avis Bayneval, 715. — Compliqua et chercha à amoindrir les difficultés des États 730. — Fait intervenir aux villes d'accepter des avantages — vint à Amsterdam et à Harlem par les négociations de la paix sur la navigation navale 731. — Vainement tenta braver la France avec la République 730. — Vint hautement mais vint avec le giron français, V, 51. — Voir Les Valenciennes *Page 1100* MALLARD.

Brutus Lord, ambassadeur d'Angleterre à Paris d'abord pour son amitié contre la France 11, 19. — Chargé d'annoncer à Versailles que l'Angleterre avait tout commerce des Colonies et avec elle, 41, 42. — Affirma que l'Angleterre était la paix, 75-76. — Son attitude de retour, à l'ambassadeur, avec M. de Vergennes et de Malesherbes il y exprima la crainte que la France ne souffrît des effets aux Colonies 190-191. — Sa motion polémique, sur laquelle qu'il vint, 197, 198. — Malesherbes impression qu'il eut de la nomination de Genet comme chargé d'affaires au départ de Gènes, 191. — Est mis en congé 191. — Demandé à Versailles

**BRUNNEN (Lord). [Suite.]**

par l'affaire du Portugal, soutient que Pombal n'a que du bon sens intérieur. 526. — Avec son gouvernement des offres faites à Keith d'aller en Amérique, 639. — Esquisse de reprendre les négociations relatives au Portugal, pour donner crédit aux traités pacifiques de George III. 64. — Sont entré en avec M. de Vergennes des amonitions de lire qu'il suppose des lois pour favoriser la contrabande de guerre. 19. an. Lettre à Murray Keith sur ces amonitions, où il déclare que l'Angleterre a la volonté d'en faire du surabondant, 21. — Autre lettre où il constate que le ministère français ne cherche pas la guerre, mais que le peuple y est très porté, 32. — Relation d'un entretien de M. de Vergennes avec lui. 44. 45. Demande si l'Espagne avait décidé à traiter à l'amiable avec le Portugal. 78. — Des prime avec amonitions contre Franklin, 102. Rapire dans les bureaux de Mure pour déterminer la France de la guerre et est instruit de M. de Mairoux. 104. A proposé le dévouement. 105. A été offert une entente aux amonitions universelles et entraînant immanquablement M. de Mairoux du dévouement. 107, 109. Se plaint à M. de Vergennes que la France accueille les amonitions universelles tandis que l'Espagne leur refuse l'entrée de Madrid. 145. Demande à M. de Vergennes la question de l'indépendance par les forces anglaises, 227. Répond le bruit d'un accommodement probable avec les États-Unis, 335, 336. Suppose, à Versailles autour les Américains à l'Angleterre. 340. 341. — En forme lord Grantham que M. de Pimodition pour la France d'envoyer des troupes à Saint-Domingue. 441. 445. Entretien sur la carte des mers, 474. — Revient sans motif au sujet des gens de la République qui a nommé Franklin. 478. Répond amonitions des écarts des Américains. 486. Insiste à venir entendre avec M. de Mairoux la réponse aux propositions de Fort Saint Ignace, 527. Chez M. de Vergennes, résumant de nouveaux renseignements sur les Américains et demande formellement à M. de Mairoux qu'il ne soit pas accusé de troupes dans nos colonies, 539. 542. Répond à Versailles l'annonce d'une déclaration y tenir en Amérique et pour affecter mille de

**BRUNNEN (Lord). [Suite.]**

la République, en tenant en parvenant celle de la capitalisation de l'Amérique. 550 à 551. — Demande avec l'histoire des expéditions à M. de Vergennes sur le traité de la France avec les Américains, 745, 753. — Les questions sur nos amonitions et sur nos traités signés avec les Colons. 790. 793. — L'un des de son capital. 809. Refuse à lord Hillsborough de prêter sa plume pour écrire G. leulter à l'Espagne en échange de la paix, 19. Sur Sur. — Résumant contre la France, mais accepte la solution de la France sous la condition que la cour de Vienne soit obligée à cette dernière puissance. 512. 513.

**BRUNNEN.** Particulièrement parti à accepter les vues de la France sur les mers, 11. 713. A été en à offrir des primes anglaises, 112. Répond se pas continuer la guerre, 122. Fait des représentations à Pombal sur le projet de la chaîne de mers. 1705.

**BRUNNEN (Lord), ministre du Portugal (Offre).** Négociation avec la France, 1. 191. Au prime Mairoux à propos du Portugal. 413. Au Mairoux. 450. Se plaint à Grantham de l'annonce de guerre des vœux français. 463. Critique la conduite de M. de Pombal. 464. — Pour venir de paix à M. de Mairoux. 464. Conservation du même sentiment avec le marquis de Mairoux pour l'Anglais à la paix. 443.

**BRUNNEN (Du).** Quatre Femmes de Grantham avec cinq vaisseaux à la hauteur des Indes et se dirige vers l'Inde. 19. 556.

**BRUNNEN.** Excellente impression produite en Amérique par le renouvellement de l'alliance de la France avec elle. 405. 406.

**BRUNNEN (major général de l'armée américaine).** M. 353. Commande les troupes du Nord dans le Rhode-Island. 11. 329. — Ce qu'il est un ardent. 333. — Vient expliquer au comité d'État les opérations qu'il propose et retarde celles du vice-amiral. 337. 338. Adapte de l'indépendance du mouvement des Anglais. 342. Change l'accommodement le plus d'attentes, 343. 344.

**BRUNNEN (le commandant des soldats de l'armée pour l'armée).** 345. — Son désir de s'emparer de Newport et d'aller qu'il en a. 347. — Souffre les officiers contre le commandant par un ordre

SULLIVAN. *Suite.*

du jour injurieux 348. Envoie le colonel Laurens porter à ce dernier ses protestations 351. Les rétracte publiquement et les condonne néanmoins, 351 352. Son impétuosité exposée à Washington par La Fayette 355. — Effectue

SULLIVAN. *Suite.*

enfin sa retraite, 366. Dangereuse situation où il laisse l'armée de Rhode-Island 408. — Est envoyé contre les sauvages de l'Ouest, IV 127. Député au Congrès devient un auxiliaire gagé de La Luzerne 608.

## T

## TAMPLE. Lord I 403.

TAMPLE agent anglais aux États-Unis. III 400 401. IV 13 25 29 30 681.

TERNAT Le chevalier de. III 579 659. Chargé de transporter et de soutenir le corps de Rochambeau en Amérique, IV, 286, 287. Partage le commandement avec ce dernier, et ils se rendent appuyés au secours par la flotte de Guichen 355.

Ce que valait en lui le marin — ce qu'il eut la tort de ne pas faire 373, 374. Écrit sur les États-Unis des lettres découragées, 373. A délaqué en tout cas à Newport le convoi français sans succès, 374. Mort presque subitement et remplacé intérimairement par Des Touches, 569.

TERRE-NEUV. La pêche de, I, 72 89, 381 382 447 661 53 607, II 159 320 à 322 713, III 5 33. Idée du comte d'Estaing de s'emparer de cette Ile et de celle de Saint-Jean pour les frayer en quatorzième État des États-Unis, 194 302 616, IV 537. — Suivant Gérard, les Américains voudraient la voir aux mains de la France V, 75 81. Discussion au Congrès sur la pêche et prétentions des adversaires de la France 105 106 151 536 537, 678, 679.

TEXIER créancier du comte de Guines I 379.

THOUVENOT secrétaire du Congrès IV 491 et *passim*.

TICONDEROGA. — Pris par les Anglais II 515 537.

TILLY Le BARON DE. Commande les vaisseaux envoyés par Des Touches dans la Chesapeake, IV 571, 574.

TOL représentant à Londres des Provinces Unies réponse qu'il sature de la part de Rayneval, V 283.

TOUR Le sieur annemi tenace du comte de Guines I 169.

*Traité d'amitié et de commerce conclu entre le Roi et les États-Unis de l'Amérique septentrionale, le 6 février 1778. A Paris, de l'imprimerie royale, M DCC LXXVIII, III 554 555.*

TOLÉ Question d'une qui serait accordée aux États-Unis sur la demande de l'Espagne III 594 à 596 598 601 602, IV 495 503.

TOURILLANT DE. Son récit du combat d'Ouessant III 535.

TONGY I 9. Tantie à envoyer sa réponse aux Consulats 180. Redoute les dépenses 181 182. Ses idées sur les colonies, *ibid.* Crut seulement une réconciliation des colonies américaines avec l'Angleterre 182. Ses mal résumées, 359.

TONGY (La) I 303, 304.

## U

USON Le comte de, ambassadeur de France à Stockholm III 712 722.

USON Le traité d' II 334 III 70, 785 786.

## V

VAN-PONT M. DE compagnon de La Fayette II 606 IV 213.

VATHELM (Benjamin) agent du cabinet de Londres, V 100 16.

Sur le compte du. Roughe la neutralité de l'Espagne dans le commandement de l'armée française pour la guerre en Angleterre, IV, 137.

Voyageur. CARRON GUYON, comte de. *ambassadeur d'État des affaires étrangères*

*Année 1776. — Arrivé de Madrid à Versailles à la fin de juillet, I, 12.*

*Mémoire au roi sur la situation de la France, 2 à 4. Ses propositions politiques dans le conseil, 19.*

*Rapport secret sur la situation politique de la France au*

*jugement qu'il y porte quant à l'Angleterre et politique qu'il indique à l'égard de l'Autriche, 14 à 21.*

*Quelques la sur la formation d'un*

*à combiner la guerre, et lui expose le plan du*

*sorte de l'Espagne pour un développement de la*

*glorieuse, 23 à 4. — Vient de passer ministre d'Espagne pour lui, 25.*

*Dépêches à Gènes et à Osnaburg sur la note que tiendra l'Angleterre*

*entre l'Espagne et le Portugal, et sur la situation dans laquelle le roi a reçu la France, 27 à 31.*

*Écrit la note de protestation toute la correspondance de*

*l'État de son moyen, 36. — À Osnaburg, en vue d'attirer à nous l'Espagne, 35 à 36.*

*Année 1777. — Appelle l'attention de son*

*ambassadeur à Madrid et à Londres sur les affaires d'Amérique, 1. 40 à 44.*

*À Madrid quant au rôle républicain de la France et de l'Espagne à l'égard de l'Angleterre, 5. à 8.*

*Approuve Charles III et de son plan de l'Angleterre et de son projet de*

*maritime, 54. — À l'égard de la*

*puissance hors d'état de son*

*étant occupé des Colonies, 55. — Souhait de voir la*

*de l'Amérique passer à son*

*ambassadeur, 56. — Écrit avec l'ambassadeur à la*

*signature de l'Angleterre, et*

*écrit la note de l'Espagne aux colonies, 67 à 71.*

*À l'égard de l'Espagne, 72. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 73. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 74. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 75. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 76. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 77. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 78. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 79. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 80. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 81. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 82.*

*Année 1778. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 83. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 84. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 85. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 86. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 87. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 88. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 89. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 90. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 91. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 92. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 93. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 94. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 95. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 96. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 97. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 98. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 99. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 100. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 101. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 102. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 103. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 104. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 105. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 106. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 107. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 108. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 109. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 110. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 111. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 112. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 113. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 114. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 115. — Écrit la*

*note de l'Espagne aux colonies, 116. — Écrit la*

Famenson. Le comte de. *Suiv.*

au ministère du Pont de l'Isère sans devenir ministre de politique 171 à 175. Opposé à ce que l'Espagne détache la guerre au Portugal, les Anglais demandent aussitôt se réconcilier avec les Colons. 176. Refuse contre Galian la possibilité d'une alliance de l'Angleterre avec la Russie et reçoit copie de sa dépêche à Ouman pour être soumise à Grimaldi 177 à 184. — Accepte pour le roi le mandat de médiation à l'égard du Portugal mais sans avoir interviewé d'abord le roi de Portugal, celle de l'Espagne devant sans doute le choisir 185 à 187. — À Galian sur un ministre envoyé par cet ambassadeur pour voir si l'union de la France avec l'Angleterre à l'union de l'Espagne 189 à 195. Convient avec lord Stourmont restant à son autonomie 196 à 200. — Pousse l'Espagne à se faire une garnison en Amérique, 203. Recommande à Galian de bien agir selon ses instructions avec lord Weymouth qui a remplacé lord Hardwick. 204. — Pousse l'Espagne à la guerre 204. Estime que les Anglais sachent qu'ils ont de guerre allée avec l'alliance de la France, et lui dire à lord Hardwick que l'Angleterre tendait à occuper la part de la France et l'Espagne pour empêcher leur lutte dans le golfe du Mexique 204 à 206. Vient qu'on ne cache plus à l'Angleterre ses intentions défensives, 208 à 209. — A fait qu'on se préoccupe de la restauration de la France grâce à l'assurance des Colons 210 à 217. Ses initiatives défensives sur la situation actuelle des colonies anglaises et sur la conduite qu'il convient à la France de tenir à leur égard, 218 à 225. L'ar. et M. de Montepan se bécotaient dans deux vases 226 à 227. — A dit qu'on ne doit pas se laisser aller.

Année 1788. Arrivée au roi au sein du conseil royal de Beaumarchais 228 à 234. Fait rappeler Galian et avant son départ à Versailles démissionner son portefeuille 235 à 239. S'étant servi auparavant de la légation de l'ambassadeur pour solliciter Londres de l'ingratitude envers par l'exagération des forces anglaises dans l'Amérique 239 à 240. Explique à Galian qu'il n'est pas l'ami de l'Angleterre. 240, 27. Fait demander aux ministres par le roi leur avis sur un mémoire de Beaumarchais visant à rétablir la France aux affaires de l'Amérique 27 à 29.

Famenson. Le comte de. *[Suite.]*

Obligé de prendre en main les dispositions de l'Espagne comme aux dépendances des autres 293 à 294. — A obtenu aux ambassadeurs l'habitude habituelle de recevoir périodiquement des bulletins qu'on lui envoie de France 295. Fait demander au roi d'Espagne d'envoyer un vaisseau dans l'Atlantique 299. Discute contre Grimaldi sur le fait d'élire les dangers d'une guerre avec le Portugal estime que l'Angleterre le soutient et dépeint l'état de la France à la fin du dernier règne 301 à 316. Conclut que l'Espagne doit éviter les petites entreprises et envisager ses vues dans l'Amérique 313 à 317. Fait examiner au conseil les instructions de l'Espagne: adresse à Ouman le Mémoire de considérations et sur la politique indiquée par Madrid au profit de celle qu'il a suggérée dans le Mémoire, 320 à 341. — Donne la cour d'Espagne des instructions au conseil 345 à 348. — Bataille au roi la cour d'Espagne au conseil 349 à 354. Recommande à la monarchie par l'effet de sa démission 355 à 361.

Fait donner un million aux Colons et de rendre à l'Espagne d'âge de même 372 à 376. — Thèse d'inspiration la prudence aux armateurs qui opèrent pour l'Amérique. 376. Prend par Galian l'union au portugais avec les Colons 376. Prescrit à ce dernier d'abandonner la question de l'union de la France, pour rester uniquement à l'effet des renseignements 383 à 384. Quoique Beaumarchais beaucoup de renseignements diffère le moment de s'engager avec les Colons 385 à 386. Répond au nouveau à Ouman qu'il est d'union de l'Espagne contre le Portugal, l'Angleterre s'en prendra aux colonies espagnoles 421 à 424. S'efforce de convaincre l'Espagne d'envoyer des troupes de terre en Amérique 425 à 426. Cause de la guerre d'Amérique aux colonies ou aux dépendances avec les autres et veut différer d'envoyer des troupes à Saint-Domingue 426 à 429. S'élève contre la guerre pour la guerre 429. Diffuse le roi d'Espagne de la monarchie et de l'union qu'il ne peut tenir avec l'union du Portugal 433 à 436. — Pousse que Grimaldi, sur les observations à autre ambassadeur, espère aux préparatifs donne des nouvelles de l'Amérique 437, 438. Incident du Septième ministre les deux recommandes à Ouman de voir à ce sujet la





Vanderbilt. Le comte de. [Suite]

S'efforce de rendre le comte de Nodding.  
16 Admire l'activité de l'Angleterre et regrette  
que la France ne puisse agir de même *ibid.*  
Reçoit à Nodding une convention avec lord  
Stewart 29, 30. Se peut croire que l'Angle-  
terre nous accorde la guerre et détermine à l'au-  
tomneur qu'elle ne nous accorde à nous la  
guerre sérieusement mais que nous y répondrons  
avec vigueur, 31 à 33. — à Oron sur le lan-  
gage du cabinet anglais et sur son action à Lon-  
dres 33. Inquiétude à l'égard du mouvement  
de Grinnell et regret du départ de celui-ci  
36, 39. Annonce que nos armements anti-  
maritimes reculent, 31 32. Fait part à Nodding  
de ce que lord Grantham a écrit à Grinnell  
les armements de l'Angleterre sur les côtes, 33  
à 35. Lui écrit que le cabinet anglais ne fait  
aucun et veut la victoire de Long-Island qu'il fin  
d'ailleurs des armements mais que la guerre se  
déclare une l'Angleterre, 36. À Oron sur  
l'affaire de Nodding 39. À Nodding sur les com-  
pliments qu'on lui adresse anglaise sur son caractère  
avec lord Stewart, sur les affaires du Portugal  
et de l'Espagne au Portugal, sur la guerre pos-  
sible entre l'Espagne et le Portugal, sur le carac-  
tère de lord North et sur la nécessité qu'il est  
ministre de continuer la guerre en Amérique sur  
l'obligation pour nous de se pas exiler la sur-  
prise de 1755, 41 à 49. Avec Oron des né-  
gociations pour l'Espagne avec les Turcs et les  
Russes barbaresques 54 55. Se laisse  
prendre au piège anglais en accusant Oron que  
l'Angleterre est de bonne foi au sujet de Pombal  
mais ne croit pas moins les effets de l'autorité  
de la cour sur les Américains 70 à 81  
Désire d'autant plus d'en savoir au sujet  
avec l'Espagne et annonce l'arrivée de Franklin au  
Porto 8. Écrit à Nodding qu'il ne voit pas  
un rapprochement possible de l'Angleterre avec  
les Colonies l'insulte du Facade de Franklin,  
le change de faire entrevoir à lord Stewart des  
nouvelles de notre part en même du fait que sa-  
tisfaire la nature. 82 83. Très occupé de  
mission à partir la présence de Franklin 83.  
Fait sentir par Nodding les nouvelles du *Lauton*  
*Chronicle* sur des antécédents qui seraient des  
dangers à Siles Buzon, 106, 107. Répond à

Vanderbilt. Le comte de. [Suite]

lord Stewart sur les victoires des anglais en  
Amérique, 109  
Avril 1777. Informe Nodding du nombre  
de vaisseaux que la France et l'Espagne pourraient  
posséder, et les parts de la voie de Franklin  
111. — Adresse voir la légation américaine et  
fait voir, 112. Le reçoit en secret 113. — Com-  
munique à Nodding les propositions de Franklin  
et les fait connaître à Oron 113 à 116. —  
Adresse à l'Espagne nos rapports avec la France.  
117. — Fait indiquer aux Américains une an-  
dresse du 117. Reçoit à M. de Mouton  
et envoie au roi la mémoire remis par Franklin  
118 119. Envoie à Oron la liste des dis-  
cours écrits, 121 à 124. Envoie Nodding  
en présence des possibles nouvelles des anglais  
à constater sans réclamation nos griefs contre la  
marine anglaise 129. Rapporte l'expérience  
que la hille sur la course nous pas lire, 130  
Adresse de la division qui a été prise, 131  
Déjà tenté par l'idée d'adopter une ligne des nouvelles  
contre la domination maritime de l'Angleterre,  
demande à Nodding des informations détaillées  
131, 132. Manifeste le vœu que l'Angle-  
terre se soit unie avec les grands intérêts  
133 134. — Envoie de nouveau la miniature de  
gagant à une plus haute appréciation des choses  
136. Répond à Oron et à Grinnell sur le lan-  
gage des ministres anglais d'insister sur leur  
part et sur la politique anglaise au dernier à  
Nodding, 138. Admette à Nodding la nécessité  
d'adopter l'idée d'un divorce. 55. — En-  
voie la situation à M. de Floridablanca 156  
Demande des copies de la correspondance de M. de  
Choiseul 157. — S'efforce de savoir avec Ma-  
drid les projets américains et les vœux d'union in-  
diqués antérieurement par le comte de Choiseul. 161  
à 169. Mémoire à ce sujet recommandant  
d'attendre que l'Angleterre déclare la guerre. 169  
à 170. Prend connaissance avec des nouvelles  
de voir ministres du roi d'Espagne et du roi de  
France et adresse la note approuve la disposition  
des forces espagnoles se qui couvrent au même  
Porto de l'Espagne au Canada, et détermine l'ac-  
tivité de leur partie un corps de troupes pour  
Saint-Domingue 176 à 183. Commence sa-  
voir même à décrire l'union 184. Est et a

VENEZUELA (Le comte de). [Suite.]

toujours été parvenu de rentier en Turquie, et avait supporté pour cela une épave de dix-huit ans. Chacoul. 164. Entend qu'on apporte cette nouvelle au même instant. 165, 166. Jura à 200. — à Ouzon qu'on ne doit pas en se méprendre, on parait de leur disposition l'Angleterre à rendre l'Europe à propos de la guerre qu'elle fait au Colombie, 168.

L'effort du départ d'Arthur Lee qu'il ne parait pas et qu'il est venu à Amende, 169.

Sur le rétablissement proposé par l'Angleterre, 168. 169. En prend encore une pour faire

arrêter les intentions de M. de Floridablanca. 169 à 171. Transmis à Amende la copie de la lettre du roi étant de la situation de l'Angleterre en Amérique, explique qu'il n'est pas de même à Paris, n'aurait pas de temps à Saint-Domingue et même attend du côté de Constantinople 171 à 172. — Envoie après du tout à Ouzon, avec des instructions en conséquence, 171. 172. Comptes se

construit par une instance nouvelle sur l'intérêt qu'a la France de préserver l'empire des ambitions de la Russie, et suppose même qu'on ne puisse le faire en aucun cas l'Angleterre; mais donne les mêmes observations à M. de Laigle à Pétersbourg et à M. de Bessou à Vienne. 172, 173.

174. Rapporte la bonne impression qu'a faite au roi M. de Floridablanca, on se met

ensuite à l'idée d'adopter le Portugal. 175, 176. — Explique plus intimement à Ouzon la

difficulté de donner des défenses à l'Angleterre. L'apparition d'un voyage en Espagne de temps à

Saint-Domingue la crainte que l'Angleterre ne

face une division sur Terre-Neuve 176 à

177. Marque la satisfaction de l'Espagne que

prend M. de Floridablanca et donne l'assurance

qu'elle maintient d'accord. 177 à 178. Le fait

insistant que l'on craint de voir une

Amende comme les propositions de détermi-

ner de l'Angleterre. 178. Convoque par

l'intermédiaire d'un député espagnol du

gouvernement de l'Espagne depuis l'affaire de

la guerre de 1763. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

VENEZUELA (Le comte de). [Suite.]

Amende et puis de se défendre de l'Espagne 187

à 188. Réplique avec l'apparition du roi à

M. de Floridablanca et avec l'histoire des

rapports des deux cours jusqu'à 189, 190 à 191.

Interprète véritablement à Ouzon cette

réplique 190 à 191. — Réplique qui est l'in-

terprète pour le ministre d'Amende et sur

que les explications de M. de Floridablanca ont

entraîné Versailles 189, 188. — En expose

encore son contentement, 192. Approuve la

réponse d'Ouzon à Floridablanca, au sujet de

l'idée de voir que les deux Courons pour-

raient devenir indépendantes vis-à-vis l'Angleterre et les

Colombes 191. 192. — Remarque de M. de

la réponse aux ministres anglais qu'il ignore

le but de l'avis de Franklin à Paris, 192.

Remarque à Ouzon d'assister au mariage de

l'empereur qu'il aura avec Silex Dume. 193.

Fait donner par Silex personnel aux rois

des Américains de passer. 193. 194. — Envoie à

Amende la traduction des propositions de Ouzon

et les décrets. 195. Fait remettre M. de

la réponse du roi qu'il a tenu à lord Suffolk sur

le séjour de Franklin en France, 196. Fel-

icitations diplomatiques à lord Stormont sur la

victoire de Minto-Island. 197. — Ne s'illumine

que sur l'importance des négociations anglaises. 198.

Ministre que l'Angleterre et le Portugal sont

intéressés à défendre la Turquie. 199. Répond à

Amende à propos des preuves, 200. Répond que

l'Angleterre a accordé l'indépendance aux

Etats-Unis, 201. — Se met des craintes sur

l'indépendance pour agir à Versailles et à Madrid.

202. Avise Ouzon de propositions anglaises

faites aux Américains, de ce qu'il lui a engagé à

les entendre, et des réflexions qu'il leur a suggé-

rées, 203 à 204. Affaires de Du Coudray et de

Donneront 205 à 206. — Envoie des lettres

de l'Espagne. 207. — Envoie à Amende à propos

du coup de tête de La Fayette la crainte de voir

surgir la guerre, 208. Répond que celui-ci ne

tombe entre les mains des Anglais. 209, 210. —

Avise Amende que La Fayette a été rejoint à Sa

intention et est parti, 211. Envoie aussi que

le roi a répondu la copie des officiers français

faits prisonniers par les Anglais. 212, 213.

Ministre au roi sur la situation que doit prendre

## Venezuela. Le comte III. [Suite.]

la France en Europe sur la convention d'échange sur les bords de l'Autriche et de ne pas subir d'abus des agissements mais de ne faire le champion de l'ordre et de la justice entre les deux parties 406 à 410. — Finissent la guerre avec l'Angleterre et parle des moyens à prendre, 409 à 410. — Répondre que pour la forme le second digne de La Fayette 6 et 411. — N'y a pu être eue une occasion d'être il n'est pas 413. — Répondre au roi sur la visite de Joseph II à Versailles 417 à 420. — A Osnabrück après la victoire des Espagnols à Navarre continue sur la situation qu'a déterminé le Portugal, et sur le rapprochement que le Roi Catholique devrait éprouver maintenant entre le royaume et la France, 420 à 424. — Prévenant que l'ambassadeur aura à prendre dans cette vue, 420. — Explique à Madrid les raisons dont se fonde le gouvernement du roi dans sa conduite et qui ont permis de reconnaître la marine à 5 à 428. — Approuve de rejeter l'idée d'un désarmement 429. — Lui dit que M. de Floridablanca n'est pas plus disposé 430. — L'appelle à surveiller de plus en plus les vues d'une constitution entre l'Angleterre et les colonies maintenant la carte de lord North du ministère, 434 à 436. — Rapporte à Osnabrück les principes auxquels le roi a tenu pour protéger le commerce des Américains contre les discussions de moins en moins modérées de l'Angleterre, demandant en cela le concours du roi d'Espagne et au Mexique d'autant plus de se pourvoir d'avoir plus tôt des secours à Saint-Domingue.

50 à 433. — Explique à Madrid un mécontentement surprenant pour l'apprentissage du roi une politique commune au roi de l'acte 434 à 436. — Répond sur l'intérêt qu'il y a à rapprocher de nous le Portugal, et surtout à Osnabrück d'annoncer M. de Floridablanca à son ambassadeur, 439 à 441. — Fichte du schisme ne manquer par de faire passer et parler la distance des parties de l'Angleterre, 451 à 453. — Répond par des protestations pacifiques à la suite de l'Angleterre que le droit de visite est sur les premiers navires espagnols en dehors le port de l'Espagne, du roi gracie 454 à 456. — Explique à Madrid cette réponse 457. — Informe Osnabrück sur les questions relatives au mariage 463. — Continue de presser Madrid, un avertissement de prendre garde de

## Venezuela. Le comte III. [Suite.]

prudence vis-à-vis de l'Angleterre, 466 à 467. — Mandat à Osnabrück l'incident du commerce américain Osnabrück 468. — Fait connaître par le roi à son oncle la reconnaissance d'Osnabrück par Madrid, 469. — Dirige les communications et les plans de M. de Floridablanca mais ne compte que sur la force des faits pour défendre le gouvernement de Charles III, 470 à 474. — Son protestation contre le droit de visite portanda par l'Angleterre, 475 à 479. — Remarque Naville de ses réponses à lord Weymouth 481 à 483. — Répond inopinément contre le droit de visite 486 à 488.

— Ratification aux communications américaines des propositions sur les canaux 500 à 503. — Mandat à Madrid au sujet des traités de Fort-de-M. de Masséna que véritablement la guerre se déclare que le gouvernement du roi a aura son intérêt pour l'Espagne mais qu'il ne peut se plier aux exigences de l'Angleterre 508 à 512. — Note conforme qu'il a rédigé et que le conseil adopte 517 à 519. — Dépêche à Osnabrück et lettre à Floridablanca, plaçant les deux camps devant la perspective prochaine de la guerre à moins du point leur considération on s'abandonne, 520 à 523.

— Intéressé de savoir l'Espagne et le Portugal réconciliés 525. — A Madrid sur une proposition au sujet de la part de l'Angleterre et sur l'indépendance les informations 526 à 528. — A Osnabrück, après l'abandon de Ticonderoga par les Américains, lui dit ne pas laisser croire à Madrid que non seulement de satisfaction aux plans de l'Angleterre 537. — Lui envoie les conclusions aux chambres de commerce et aux universités sur les corsaires et sur les prises 537, 538. — Sur l'acte et sur les armées 538 à 540. — Informe avec détail Osnabrück des propositions faites par lord Sturtevant de leur rejet par le roi, de la conservation de la reconnaissance avec lui, 540 à 543. — Avec Naville en même temps pour que cela se termine à Londres le langage qu'il faut, 543 à 546. — Lui écrit pour dire que nous faisons le même service que de nous en l'Angleterre laquelle pense d'échange de son mais nous de rendre, 546. — A Osnabrück, sur l'aspect absolu qui a été montré par le roi les ouvertures de Londres il annonce que nous ne pouvons pas nous en faire une idée certaine de l'Angleterre, 547. — A Madrid dans

## Venezuela. Le comte 307. [Suite.]

Le *recurso amaro* 548. — Ne s'est pas que l'Angleterre souille la page la dit confidentiellement à Madrid et fait appel de nouveau à sa vigilance, 549-550.

Réfuté par un mémoire le mémoire de Floridablanca 551 à 555. — A envoyé à Orono celui des Américains avec ordre d'aller à son sujet l'avis de Charles III et de ses ministres 561. — Dit que Louis XVI est décidé à secourir les États-Unis et explique les démarches de la France 561 à 566.

Aurait pu-être dû avoir moins d'égards et de précautions pour satisfaire M. de Floridablanca 565-566. — Accusé par ses détracteurs de n'avoir pas suivi le sentiment de se dévouer au service de l'Amérique 571. — A été souvent au service de l'ambassade de Viceroyage, 571.

Fait que l'indépendance envers l'Espagne et de la contrainte qu'elle lui imposait. 573. — Lors la formation de M. de Floridablanca devant les Anglais 573-574. — Voudrait qu'à Madrid on se décidât du système au service de l'Amérique et la dit encore à Orono 575-576. Les *reunions de finances* remises à un jour des *reunions de politique* 576 à 578. — Avertissement à Orono qu'on a besoin quelquefois d'envoyer aux États-Unis et que la roi leur fera tenir 3 millions en quatre termes l'année suivante 579-580.

Répond à Floridablanca au sujet des *Recherches* 583, 584. — Le *Ministre de l'Intérieur* achèvement des affaires du Portugal 586. — Avertissement pour envoyer à la France les *bonnes dispositions du Portugal*, 586-587. — Fait que Montmorin de ve qui a été dit à Orono à ce propos 586-587. — Change de terrain quand Montmorin est installé, il s'efforce d'éloigner l'Espagne de donner du dire ce qu'elle veut faire 587-588.

Meurtre qu'elle accorde des *subsidies* précaution aux États-Unis. 589. — Fait engager Floridablanca à ne pas se laisser enlever par la *campagne* du roi d'Angleterre 590. — Demande à l'avis de Chaurmont au commandant pour l'envoyer comme agent aux États-Unis 615. — A Madrid, par les bruits d'une victoire anglaise répandus par lord Stirling 61. — C'est à ce moment en attendant à Montmorin la victoire de Gates à Brandy 611. — Un peu plus tard en voyant les larmes de guerre imminente 612-613.

Fait que se même temps à Madrid de la prin

## Venezuela. Le comte 307. [Suite.]

de l'Amérique par Rome 623, 624. — L'avis que M. de Montague et lui ont décidé qu'il fallait se fortifier de l'alliance des États-Unis 623. — Dit que dans la séance du roi, M. de Montague étant parti, les *démarches* d'un confesseur à venir avec les *ambassadeurs*, 625-626. — Charge Chaurmont de les présenter 626, 627. — Prépare à Madrid, pour agir dans la même sens au *Amérique* des *instructions* qui promettent le concours de la marine de Bourbon 627-628.

Traîne à Montmorin la conclusion des *démarches* venant en conséquence par les *conversations* américaines 629 à 631. — Récit positivement à son ambassadeur qu'on est « au point de la crise » et qu'il doit demander au roi d'Espagne une *prompte* solution sur la question d'un traité avec les États-Unis 632 à 636. — Envoie avec les *ambassadeurs* et *instructions* montmorin de l'ambassade 636. — Lettre écrite par laquelle il lui expose la *partie* écrite et où il écrit à vrai dire les *motifs* de ce moment 637 à 642. — Autre lettre où il explique que c'est le moment ou jamais, que l'indépendance de l'Espagne est des *jours* plus en jeu que le même

mais qu'on ne peut aller le *jugement* après cela, ne voulant pas que les *réponses* du présent et ceux de la *postérité* soient son *indifférence*. 643 à 645. — C'est le roi de se « *provoquer* par soi-même » et « *ambassade* » 645 à 647. — Insiste sur le *danger* du *maneuver* anglais après des *ambassadeurs*, 642, 646, 648, 649. — Envoie l'avis de faire des *propos* à l'avis de Rome 647, 648. — Avis Montmorin de la *renouveau* de Rome avec un *ambassadeur* anglais, 648-649. — Ne peut pas pour les *ambassadeurs* à cet égard par l'ambassadeur 649. — Embarras de dire à Madrid que la France s'est *entière* *entière* avec *ambassade* les *ambassadeurs* de l'Espagne. 650.

Première dépêche pour l'avis de donner à Montmorin la *déclaration* du roi, de signer la *lettre* d'alliance avec les États-Unis 661 à 663. — Dépêche nouvelle développant la *situation* de soi et la *nécessité* d'engager *intéressamment* avec les *ambassadeurs* la *guerre* contre l'Angleterre, 664 à 667. — Se résume avec lord Stirling au sujet de la *réduction* de l'Espagne 704. — A engagé Chaurmont à décrire les *propositions* du *point* de l'Angleterre 703 à 705. — Est plus impatiente

Vannoyen. Le comte de. *Suite*

par l'arrivée du Maréchal-Martin chez Franklin.  
70

Année 1776. Il informe Montmorin des tentatives de l'Angleterre, mais que la crainte de M. de Floridablanca son oncle, R., 706. Il est de ce avis pour la première fois un traité de Paix à Madrid, à propos des capitulations de Bay de Prusse 709. Indigné du veto des papes d'Arthur Lee par Louis 710 711. A rédigé pour le roi et M. de Montepan le mémoire exposant au roi d'Espagne la nécessité de faire la France contre l'Angleterre 712.

Il joint pour Montmorin une lettre explicative où il se laisse entendre à dire qu'on a jugé devoir «*raisonner*» à toutes mains qu'on peut être amené à «*engager*» tant l'avis de l'Espagne 711 à 713. Complète lui-même le mémoire en l'accompagnant, 717 à 734. Il est de la rédaction du roi 734. Explique de nouveau les motifs qui ont déterminé le roi, et que l'Espagne pourrait faire, puisqu'elle ne veut pas s'allier à la France la différence de lui à Floridablanca 735 à 736. Cherche même à dissiper les idées fausses de l'Espagne 736 739. Répond aux deux questions de Madrid, tant qu'il lui faut signer des décrets qui doivent avoir l'Espagne considérant à porter un secours 741 à 742. Fait lire ces explications au roi, qui les approuve 743. Recommande à Vassier de se charger des correspondances à Londres pour le moment où la guerre sera ouverte 744.

45 — Il voit que la mort de l'Électeur de Bavière ne déterminera pas de susciter l'Angleterre comme notre principal ennemi, 745 746. Croit qu'on avait beaucoup à Londres qu'une main-morte des affaires de l'Allemagne 746. Informe Montmorin que les traités avec les Autrichiens sont signés 748. Répond à la lettre de Montmorin sur les intentions de l'Espagne qu'on a attendue le retour de ses émissaires pour achever les arrangements avec les Autrichiens, 750 à 751. Insiste pour obtenir le secours de l'Espagne.

Il est parvenu de son côté de répondre aux questions de l'Espagne, 752 à 756. Lettre d'envoi de cette réponse à Montmorin, avec des instructions nouvelles, 759 à 767. Lettre à Madrid

Vannoyen. Le comte de. [Suite]

sur les questions de lord Stourmont touchant son alliance avec l'Amérique 764 765. Va surtout chercher à convaincre le prince de M. de Floridablanca 765. Croit que la guerre a été faite par un coup de l'Angleterre contre la volonté de la Motte-Piquet, 766. Acquiesce des complaisances du moment rapportés à Montmorin l'obligation d'obtenir des secours de l'Espagne et l'intérêt qu'elle a à stipuler pour elle-même, offre la meilleure opinion de Floridablanca sur notre marine annonce le projet de pacification des Colonies présenté par lord North, et voudrait son alliance les confidants du Perle, 800 à 803.

Envoie à son ami le soin de correspondre avec Madrid, mais se tient prêt contre toute surprise de la part de l'Angleterre 805. Redonne vivement le langage des ministres anglais 806. N'est pas digne des communications de l'avis chez M. de Montepan. 807, 808. Fait passer à Montmorin pour un ministre Madrid que l'homme est digne et la guerre imminente craint que son traité avec le Congrès n'arrive à Philadelphie trop tard pour sauver l'Angleterre: sent qu'il y a surprise à son public; dit que le roi enverra à Londres une déclaration positive, 809 à 811. Adresse à Madrid cette déclaration avec une lettre personnelle du roi pour le roi d'Espagne et expose les raisons qu'on attend, 811 à 818. Envoie en particulier à Montmorin les conditions politiques et détaillé les vues du roi, 818 à 821. — Envoie après de Madrid pour que le texte de la déclaration du roi ne soit pas tenu secret à Londres 821 822. Unité qu'il y a beaucoup 823. Instructions qu'il donne à l'ambassadeur pour la suite de cette déclaration, 825 à 827, donne des ordres à qu'il envoie immédiatement Londres et la, recommande encore de la tenir à quelqu'un le soin de le renseigner, 831. Envoie à lord Stourmont, ses propositions 832. Répond, devant le conseil la suite des circonstances politiques qui ont provoqué le traité avec les États-Unis et commande de le déclarer à l'Angleterre 832 833 841 à 843. Répond soigneusement à Montmorin que la France n'a pas voulu rompre le commerce des États-Unis quoiqu'elle lui offrait mais bien le rendre libre afin que l'univers soit dirigé 836 837. Pourrait





Vandermonde (Le comte de). — *Suite*

avec le roi personnellement. Le suit à Madrid de faire  
suggestions à Charles III qui lui donne satisfaction  
immédiate dans le Pacte de famille vers deux mois  
après, 484, 485, 516 à 526. Ne s'occupe pas  
des protestations d'ignorance de M. de Floridablanca  
quant aux intentions du nouveau ven-  
dant, mais s'il n'a eu pas d'autres influences en-  
tre ses que celles de ce ministre, et ne s'occupe pas  
que d'insinuer l'absolutisme possible des intérêts  
espagnols à ses dépens au profit de ceux de  
l'Amérique, 484 à 487. Révoque à Montmorin  
le projet de mandats concrets par M. de Floridablanca  
sur les motifs qui ont obligé à la  
guerre, 492. Ne s'occupe pas de venir des doutes  
quant à la validité des résolutions de l'Espagne,  
et est inquiet de propositions de paix que peut  
venir transmettre l'ambassadeur des 501. Por-  
tendait que Charles III s'abuse à croire à la paix  
et que l'Angleterre ne rendra pas satisfaction, 503.  
Avait annoncé à Montmorin que l'au-  
tre d'Orléans était repassé la mer, fait  
immédiatement connaître qu'il se rendait à Brét  
503. Explique à Montmorin ce qu'il a à faire  
en raison des dispositions actuelles de l'Espagne  
et les questions qui se posent sur ses projets  
504 à 507. Fait part à Montmorin de l'im-  
pression où se place la situation créée à Madrid  
507 à 513. A voulu démentir de l'engage-  
ment du roi d'Espagne l'intervention du roi d'Es-  
pagne, et en avoir la copie à Montmorin 512,  
514. A pu se confondre dans les promesses  
de l'Angleterre, 516, 517. Voudrait démentir  
l'Espagne de passer à une dévotion en Angle-  
terre, 517, 518. A répondu les moyens qu'il  
fournit pour l'Espagne, 518. Insiste sur le  
pour de diminuer la puissance de l'Espagne des  
deux Couronnes comme inspirant seule le roi de  
France 518 à 519. Annonce qu'il a ordre de  
réviser le projet des conditions auxquelles Sa  
Majesté entendrait à la paix, sous la réserve abso-  
lue de l'indépendance des États-Unis 519 à 520.  
Correspondance à propos de certains articles  
du traité d'alliance 520. A Montmorin de  
nouveau sur le projet des conditions de la paix  
521 à 523. Est en faveur de la liberté, dont l'in-  
dépendance est l'indépendance des États  
Unis l'union de plusieurs articles 523, 524 à 525.

Vandermonde (Le comte de). — *Suite*

— Cherchant à y introduire la question de la rupture  
des négociations ministérielles qui ont été éprouvées le  
traité d'Orléans 523, 524 à 526. — Est dit que  
peut à poursuivre l'Espagne en Espagne comme  
la puissance future des États-Unis, 524 à 525.  
Fait le bien qu'il se croit fondé à donner de  
leur constance et de leur amour, 525. Est  
vant à Gérard, a offert d'éclairer les interpréta-  
tions que les tentatives de Charles III pour la  
paix suggèrent peut-être une dévotion 525  
526. Constatant d'insinuations qu'il lui  
adversaire par suite au sujet du Canada et du Mi-  
niste dans la crainte d'un Lou et leur influence,  
526 à 527. Insiste du nouveau pour que  
Montmorin obtienne une solution de Madrid  
527, 528. Répond une fois de plus aux insi-  
nuations contre sa personne insinuations,  
528. — Est prêt pour l'Espagne de toutes les  
propositions possibles 528, 529. — Sur notes  
initiales « Plus de paix, plus de guerre » 529.  
A protesté au roi un ordre de dévotion à  
prendre qui ne venait plus, 529. Est Mont-  
morin en garde contre une insinuation de son  
engagement par l'Espagne, à propos de la robe  
que celle-ci proposerait aux États-Unis 529  
530. Responsabilité par lui pour des conseils  
qu'il a donnés au roi 530. — Notes et lettres au  
monarque complant à l'ambassadeur l'intervention  
de l'Espagne malgré les amitiés qu'elle y met  
530 à 531. Comment avec Montmorin ainsi  
qu'avec Gérard. J'insiste sur la situation des  
affaires qu'il donne, 531 à 532. Se confond  
avec Franklin pour ce qui concerne les États  
Unis 532. — Sur l'Espagne en Espagne 532 à 533.  
— Répond et plus particulièrement dévotion de  
le roi et approuve qu'il a rédigé pour Madrid  
et lettre particulière à M. de Floridablanca 533  
à 534. Insiste que la légation de Paris man-  
quant de pouvoirs pour traiter de la paix, et s'est  
d'ailleurs concerté et entendu avec Franklin en  
détail d'Arthur Lou et d'Adams, 534 à 535.  
Insistons à Montmorin où tout est exposé et  
proposé 535 à 536. Presque certainement, du  
moins, à l'Angleterre qu'elle ne peut ni ne peut  
administrer l'indépendance des États-Unis 536.  
Est que cette puissance traiter directement avec  
une puissance qui se fait en même temps à la



VANGUEN. *Le comte de.* (Suite.)

France. 601. S'explique sur les avantages que l'Espagne nous richasseroit pour son secours, 601 à 609. Très effrayé de voir cette puissance déterminée à vouloir tout à 611.

Sur la guerre de l'indépendance avec l'Espagne 611. Informé l'avant des pourparlers avec l'Espagne et le charge d'en faire part aux principaux membres du Congrès 613 à 615. Vénalité de l'opinion qu'il porte à Franklin sur la trêve 617. Lui formellement le plénipotentiaire que la pensée du roi est de réserver aux Anglais le Canada et la Nouvelle-Écosse. 618.

Année 1778. S'empresse de s'occuper et d'annoncer à Montmorin quand le manque de son nombrer M. 623 644. Au sein des nouvelles dépêches de Montmorin voudrait que la réunion des vaisseaux Anglais et espagnols eût lieu le plus tôt possible 621, 619 640. Sur les raisons à prendre avec l'Espagne et sur les avantages qu'elle devra retirer de la guerre. 650 à 654. Approuve Montmorin dans ses négociations avec l'Espagne, 654, 655. Rétardait de la franchise de ce ministre et envoie une lettre pour lui 655 à 658. Trouve qu'il manque de confiance, proteste pour retarder la signature de la convention à passer, et que l'Espagne nous aura finalement mis en situation, trop tard, d'être engagés avec ses seuls forces 657 à 660.

Écrit et en en quatre nouvelles dépêches en lettres approuvées relatives à la convention 663 670. A été espéré ces négociations à notre ambassadeur à Vienne 671. Informe Montmorin des efforts du roi pour rétablir la paix entre la France et l'Autriche et fait respecter les avantages que nous pouvons tirer ailleurs de ce point de l'Autriche M. 675 676. « Je suis »

« échoué par suite les négociations de l'Angleterre au même 676. Entendait exactement Aranda de ces affaires, 679. Vient à établir la libre navigation des mers, 677, 678. — Dit aux d'envoyer aux Anglais la suprématie des mers 702. Son avis économique plus important soulevé dans la correspondance maritime par la question du commerce 702 703.

Approuve dans la liberté maritime un peu groupé à réunir l'Europe contre l'Angleterre.

VANGUEN. *Le comte de.* (Suite.)

703. A été fait nommer le duc de la Vanguen ambassadeur aux Pays-Bas parce que c'était la nation à laquelle cette politique imposerait le plus et l'avait même des instructions qu'elle demandait 703 704. — Récuse mission à l'ambassade de rendre les États généraux en vue d'une convention pour la sécurité de la navigation et du commerce entre la France l'Espagne et aux 705 706. Charge La Vanguen d'expliquer notre état d'âme aux États généraux, 706. S'entend avec Frachin pour faire agir d'accord à Amsterdam l'agent qu'il avait l'Autriche et donner le mot à lire au Personnage de Hollande 707. — A été pour nous de nous présenter les Anglais comme agresseurs au sujet de la *Belle-Poule*, malgré les dénégations de Kappell 708. A été fait exister les esprits entre les pressions faites par ce dernier en vertu des prétentions de l'Angleterre communiquées par l'agent américain le capitaine même du traité d'alliance, et annonçait ensuite que des mesures préliminaires du roi devaient porter les États généraux à agir à Londres pour faire venir leurs nationaux de la franchise du pavillon neutre, 708, 709. — Envoie à La Vanguen avec ordre de le communiquer à son père, pour voir l'effet qu'il produirait le contenu réglement du roi sur le commerce des mers 709. Suppose à cet effet les négociations hollandaises enclenchées, 711. Approuve les démarches de la chambre de commerce de Fribourg qui a porté des plaintes à Londres et sollicite l'appui du roi 712. M'informe par lettre La Vanguen à savoir le Comte Plessenbourg que des réclamationes poursuivent à notre égard. L'a fait mettre le roi du Suède à même d'adopter le règlement d'ad. Se plaint néanmoins un peu contre mesure de l'indulgence qu'avait le ministre de Danemark pour l'Angleterre - 3 74. Adresse néanmoins à son agent à Copenhague et à Stockholm des instructions pour pousser les cours de Suède et de Danemark à adhérer au règlement de neutralité en prévenant ces cours qu'il défend de la faire dans les six mois s'ils en pouvaient le contraire 715 716. — Théorise ensuite qu'elle agiraient sur les États généraux dans les mêmes vues, « à leur intention », à l'égard des Pays-Bas de les porter

**VANGUARD** *Le sentinier*. *Indes*,  
à agir uniquement par ses moyens, 719.  
Vient à une alliance intime avec eux et veut  
qu'ils soient en nous leur égale, 720. Re-  
çoit le veto de La Vanguayon, se lui permettant  
que d'écarter les espérances, 720. Met l'adminis-  
tration à même de dire que, le cas échéant, le  
roi prouve les Pays-Bas comme alliés de l'An-  
gletterre, des avantages sur les autres ma-  
rins, 721 722. Dirige La Vanguayon à  
engager la Hollande dans la cause d'une am-  
nistie avec le Danemark, et la Rade, 722 à  
724. L'acte des démarches faites à Berlin  
à Copenhague et à Stockholm, 724. Es-  
père le satisfactionment du roi et autorise  
l'ambassadeur à montrer le projet d'un nouveau  
réglement dérochant les avantages du pri-  
vilege. 724. Indique que la partialité des chefs  
de la République pour l'Angleterre sera cause  
de la rupture et en fixe la date prochaine,  
726 727. Recule leur conclusion, 728. -  
Avis également Montmarin de ces circonstances.  
728. L'affirme que les États généraux sont  
devenus sur leur vote, 729. Fait tout com-  
muniqué à M. de Florimblanc, 729 730.  
Sur de nouvelles indications ordonne d'ap-  
pliquer le règlement restrictif, non à Amsterdam  
et à Maastricht, 730. Annonce cette décision au  
représentant du Danemark et à Montmarin, 731.  
De là se donne qu'il a l'espoir d'arriver à la  
fin de sa mission, 731. Annonce à son retour  
du roi de Prusse, 732. Annonce qu'il peut en-  
tendre l'affaire avec une satisfaction de Flé-  
mincy, 732 733. Connaît lui-même en  
cela les circonstances et les principes politiques  
qu'il avait fait présenter, 733 734. Direction  
raisonnements et instructions par lui données au  
chevalier de Carstén, notre chargé d'affaires,  
734. - C'est le moment opportun de faire pré-  
venir le comte Panin de l'état de la ligne des  
cours du Nord, 737, 738. Mais espérance  
maladroite qu'il se sentait 739. En revient à  
proposer le moment de la réunion des forces des  
deux Couronnes ou, au moins, à M. de Florim-  
blanc, l'état des négociations précédentes, 740 à  
741. Ne croit pas que l'Angleterre doute  
l'Espagne, 741. Impression de nouveau le chef  
Amador, 741. Reconnaît, à la réponse de

**VANGUARD** *Le sentinier*. [Suite.]

L'Angleterre que le peu ne peut plus prouver  
que des dévouements, 747 748. Avant voyagé  
Montmarin à demander à l'Espagne une aide im-  
médiate pour l'Amérique, 753. Tête impatient  
d'une solution, 754. Espère à l'ambassa-  
deur, au nom du roi la satisfaction de quelques  
de savoir la convention des deux cours signer  
762 à 764. - Lui confère en montrant dans  
un pli particulier et Mlle de Florimblanc  
764 766. Montre à Montmarin la courtoisie  
des honneurs de la Marine, 766. Poursuivre des  
termes de l'unionisme obtenu par l'Espagne à  
Londres grandement surpris en se lisant le  
texte sans espérer avec l'ambassadeur, 766 à  
769. Dépose la responsabilité des suites  
dans les propositions que Madrid a faites, 770  
à 771. Montre à Montmarin la situation avec  
un jour plus de précision, 774. - Se transport  
dans les motifs qu'il attribuait à l'Angleterre pour  
avoir repoussé les propositions de l'Espagne,  
774 775. Avant les méditations que nous  
sont persuadés, 776. Pense qu'il faut justifier  
à l'Europe les causes de la guerre, nous défend  
du rôle d'agresseur et revient à l'opportunité  
pour les deux Couronnes de le faire par un in-  
termédiaire, 777 à 780. Avant à La Vanguayon que  
la France doit être au côté des Espagnols de  
Hollande contre la république, 781, 782.  
S'efforce de faire parvenir le titre de l'union des  
marines marées par le Danemark, insinuant qu'il am-  
ment la Suède et le Danemark à y entrer, 783. -  
Se plaît à voir ces deux puissances mal disposées  
au succès d'un projet contraire de la Russie,  
785. Instructions à Carstén au vue du différen-  
de la Russie de donner suite à ce projet, 786  
787. - Avise dans cette vue à d'autres motifs, 787.  
Écrit au marquis de Pons à Vienne, pour  
substituer l'affaire du roi de Prusse sur Carls-  
sue II à celle que l'Angleterre occupait alors au  
sujet de l'inspiration, 788 à 790. Présente  
à Montmarin la situation comme un homme sûr  
quant aux Pays-Bas et favorable du côté de la  
Hollande, 790. Lui annonce le sujet que l'Es-  
pagne n'est occupé que finira pour point de  
réunion des deux flottes et plus encore qu'elle  
n'est pas en le courage de se résigner du Prus-  
se de finira dans la destination qu'elle a notifié

Vanuxem Le comte de. *Suite.*

à Londres pour négocier qu'elle se détermine à la guerre 791 à 794. Etienne à Montmorin 790. — Capitaines du ministère négocier à l'Europe notes conduites 121 à 122 de l'Angleterre 796. Adresse à notre ambassadeur à Vienne en exposé plus intime, 796, 797. — Suite à Montmorin le comte de La Fayette 797. — Répond à Gérard sur l'opinion qui doit tenir les Américains quant au droit de navigation en pleine mer 797. — Répond que le Congrès ait publié la loi 797. Approuve le président-procurer au sujet du Canada, en lui faisant part des intentions de l'Espagne relativement à cette province et à l'Asie 811. — Répond à Gérard sur ce que se dit sur le sujet des Américains 811. — Suite au comte de Vanuxem de la guerre d'Amérique 811. — Répond au Congrès ce qui lui attirent le mépris des autres nations 817. Explique quelles mesures les États-Unis doivent faire à l'Espagne et combien le gouvernement du roi reste le même dans ses dispositions pour l'Amérique 817. Lui remette le plan qui forme l'Espagne pour gouverner le pays et lui recommande de le faire au Congrès 817, 100. Marque sa satisfaction des réponses de Gérard et de La Fayette relative aux droits de navigation de la mer de l'Espagne mais reconnaît que si les Américains y consentent de ce pays il faudrait bien le leur laisser sans à satisfaire l'Espagne d'ailleurs 817. — Recommande encore l'abandon au trafic à cette puissance de la navigation sur le Mississippi 817. Confie à Gérard que le roi quoique ne pouvant plus assister financièrement les États-Unis finissent éventuellement l'ancien à 6 p. 100 d'une somme de 3 millions qu'il leur a fait faire 817. Stigmatise la conduite du Congrès à leur égard en vient à suivre l'opposition de ceux de ses membres qui se poussent vers l'Angleterre 817. 100. Invite Gérard à la fin de la guerre et à l'engagement à poursuivre la guerre 817. 100. Se reprend à l'idée du renouveau de l'Union prouvant que les puissances ne joindront à la révolte, et laisse La Fayette s'y employer 817 à 818. — Fait remarquer à M. de Montmorin le plan de la déroute en Angleterre 818. — Se couche pas à Madrid

Vanuxem Le comte de. *Suite.*

la maison impressionnés par les nouvelles que Gérard avait données de l'Amérique 818. — A demandé à La Fayette un mémoire sur l'intervention militaire aux États-Unis 818. Tient éloigné les collègues de Montmorin 818. Faisait Arrière Les John Adams et se, à propos de Montmorin 817. 100. Se retire de rang à John Adams 818. — La Fayette sur les intentions d'Arthur Les comte Cabard et Montmorin 818, 100. — Prend Montmorin à l'attention au Paro de bonnes dispositions envers les États-Unis afin de porter les grands coups en Amérique dans la prochaine campagne 818. — Année 1790. A goûté l'idée de La Fayette d'envoyer des troupes aux États-Unis, et semble en avoir préparé le projet ou du moins en avoir le projet IV 818, 100. Récite à la fin des instructions qu'exportera le marquis avant à se décrire en commun selon informe La Fayette de la résolution du gouvernement du roi 818, 100. Instructions supplémentaires qu'il remet à La Fayette sous le nom de Projet particulier au vu du ministre les droits de l'Espagne quant à la Floride 818 100. Appel par lui fait à « Plument » de Washington pour que le général ait le courage du sang de nos soldats 818 100. Informe La Fayette que le roi a accordé à Franklin 3 millions de livres, qui sont bientôt doublés 818. — Donne par après à La Fayette et à La Fayette une raison du non-embarkement de la totalité des troupes de l'Amérique 818 100. Inquiet de la hauteur de l'Espagne dans pour beaucoup dans la détermination du roi de rester la déroute en Angleterre 818. — Suite à Montmorin 818. — Prend au risqué que les grands coups devraient être portés en Amérique et avait souhaité que l'ambassadeur agit dans cette vue 818. Voit clairement que les retards de l'Espagne seront nuisibles 818. — Se retire à l'Asie après de l'Espagne la cause des États-Unis 818. — A été autre que le roi d'Amérique est sûr et de son côté d'après l'Amérique d'Amérique 818. — Avait demandé à Montmorin et se posait le projet de leur renvoi par l'Angleterre 818. — Répond à M. de Montmorin qui n'est pas venu d'accepter la satisfaction de ce côté de l'Amérique 818.

Vainqueur (Le comte de). *Suiv.*

garantir comme une dette d'honneur du roi la liberté et l'indépendance des États-Unis 339, 340. — À La Fayette il est accueilli dans les bureaux d'une société patriotique que les grands coupes divisent deux parties en Amérique 350-351. Informé Montmorin que le roi envoie 6,000 hommes et 10 vaisseaux et 2,000 hommes qui iront renforcer Washington, 251 à 263.

Correspondance avec La Luzerne sur la question des pêcheries et du Mississipi, 360 à 361. Répond par un refus à la demande d'assistance financière que Jay a adressée de New York sans succès qui a été de son avis avec Franklin 360. — Supplé à la vacance de John Adams. 4 p. — Répond à un message que le président envoie du sénat américain devant lui au cabinet de Londres 41. Travaillement avec cet envoyé 412. Maronopa qu'il est en danger à Montmorin des nations qu'il a sur le point du Congrès hostile à la France 414. — À La Luzerne, afin d'obtenir pour les négociations françaises supportant la dépendance du papier-monnaie un débarrasement, dérange la correspondance avec John Adams sur le même sujet, sollicite Franklin d'être en voyage et Franklin 415 à 418. — À John Adams sur la démission et la tête du corps expéditionnaire français aux États-Unis 422. Envoie à Franklin la correspondance d'Adams et lui demande de la communiquer au Congrès 422. Répond favorablement à ce dernier en déclarant un ami que Franklin comme représentant des États-Unis, et retourne à La Luzerne la sensation et les difficultés à se doubler du monde surpris 423, 424. Remarque que comme de son côté retourne à Paris dans la supposition que de prétendus projets de pacification, maladroite autour du roi d'Espagne rendraient la première utile 424. Dit à tout à La Luzerne que la solution intervenue sur la question des pêcheries a souvent pas d'obstacle, même de la part d'Adams, dans la négociation de la paix 426.

Finisse le plénipotentiaire sur un parti pris pour une mission privée pour réorganiser l'armée américaine 427. Est satisfait de la réponse du Congrès au sujet des devoirs de l'Espagne sur les Mississipi soutient le droit de cette puissance à conquérir sur l'Angleterre les terres à la

Vainqueur (Le comte de). *Suiv.*

du Mississipi concède à ce sujet le silence à La Luzerne, 427, 428. Autres explications à La Fayette et à La Luzerne sur les retards d'expédition 429 à 432. — Répond comme à Montmorin, au sujet de l'Angleterre qu'il veut bien s'affirmer d'humilité dans son sentiment, 432 à 434.

Compte sur l'appui du roi de France auprès de la Russie 434, 435. Informe La Luzerne et Montmorin des résolutions du comité directeur portugais et envoie à celui-ci la copie du rapport de Carmona 436-437. Engage La Luzerne à demander au Congrès de reconnaître les événements américains au même régime, 437 à 439. Invite Montmorin à assister M. de Pinel d'Almeida au sein de la Russie 437-438. — Étend le choix de Johnston pour une mission auprès de Madrid 440. Finisse de voir l'Espagne rechercher une négociation directe et en signale les dangers, 440 à 442, 445 à 446. — À propos de la présence de Cambes à Madrid explique que l'Angleterre cherche simplement à semer la trouble entre les deux nations et le soupçon sur nous dans l'esprit des États-Unis 440.

N'est effrayé de l'astrophysique a cet égard les avis, tout croit que l'Espagne romprait les engagements pris par le roi envers les Académies américaines par ses engagements envers les puissances publiques, 440-446. Proteste contre un duc d'Almeida, qui présentait comme certain que nos flottes seraient dirigées sur Plymouth 446-447. Confie à Montmorin le devoir du gouvernement du roi, de donner au comte d'Eschag le commandement de la flotte qui vient d'être formée, 447.

Justifie ce devoir par des raisons multiples 447-448. Répond au message de l'Espagne en introduisant la Russie dans la politique du continent que l'Angleterre avait jusqu'ici subordonné par l'intermédiaire de l'Autriche 448-449. Indique toutefois les arrangements qu'il faut organisationnel garder envers cette dernière puissance 449-450. Rapporte à Montmorin la surprise et les inquiétudes du gouvernement du roi d'apprendre que les vaisseaux de l'Espagne ont conduit si peu loin le comte d'Eschag afin de rendre à portée de Gibraltar, 451. Lettre au roi représentant que l'honneur de son règne est engagé à ne pas aller au-devant de la paix et

## Voyageurs. Le comte de Montmorin.

est déclinant pour sa part la responsabilité  
quant à l'état des finances suit alligéant 48-  
49. Pour rassurer Montmorin, le monarque  
sur l'état de la dette 49. Explique à l'em-  
barras que les vaisseaux de Gendron n'ont pu  
sortir de Brest, bien n'étant prêt et empêcher  
Rodney d'effrayer un désastre à l'escadre espa-  
gnole en étant rassemblée à l'aborder 49-50.  
On lui présente la liste à l'artillerie, sous son  
œil par le défaut d'entretien des armes 49.

Écrit qu'il venait à l'ordre 49-50.  
Expose le plan de campagne qui a été convenu  
que par l'armée et en l'air au plus tôt 49-  
50. Déclare du nouveau ordre de bataille  
la Russie maintenant placée à la tête des neutres  
et que ne proposait ni n'agréait rien de nature  
à faire manquer la nécessité de la paix compte  
à cet égard sur Catherine II parce qu'elle ne  
pourrait pas en son de manquer à ses enga-  
gements avec les États-Unis 49 à 50. — Se ré-  
sout contre la présence de Camacho à Ma-  
drid sans s'occuper de la nécessité de la paix  
pour l'Espagne à Montmorin le refus de Su-  
lano de s'occuper à Gendron pour attaquer un  
seigneur Saint-Christophe 49. Revient au sub-  
jet de Camacho en Espagne, au danger de  
voir celle-ci consentir à la paix en sacrifiant l'Amé-  
rique dit qu'il n'admettra pas pour celle-ci une  
paix établie sur la même que 50 à 51.

Année 1781. — Influence Montmorin de l'im-  
pression positive du médium qui vient d'être  
donnée par la Russie IV, 51. Le roi ne l'accep-  
te que sur l'avis de l'Espagne et des États-  
Unis et demande la réponse de M. de Flom-  
mance 51-52. — L'ambassadeur avec M. de  
Maupeou la mission, veut d'en finir par un  
coup d'éclat ou par un effort honorable et pen-  
sant de nouveau avec ce dernier à une descente  
en Angleterre 5 à 53. Note sur les nou-  
velles qui concernent de la médiation de la  
Russie et correspondances à ce sujet 5 à 54.

Dit à Montmorin d'aller à Madrid la mis-  
sion de la Russie et de l'Autriche 51-52.  
— Sur l'acceptation éventuelle d'une trêve  
pour les États-Unis 52-53. — Écrit à  
La Fayette et à Ternay, 53. — À La Fayette  
sur les intentions dirigées contre Franklin sur les

## Voyageurs. Le comte de Montmorin.

instructions données à Adams par le Congrès et  
sur les propositions de paix que pourrait faire  
l'Angleterre, 53-54. — Envoie La Fayette à  
ne rien indiquer aux États-Unis, mais à les har-  
asser 53.

Présenté leurs conditions quant à  
la pêche de Terre-Neuve 53. — À l'égard pour  
que La Fayette puisse le Congrès, maintenant  
que la guerre est déclarée à la Hollande afin  
de se rapprocher de cette république et d'y en-  
voyer un plénipotentiaire sage et éclairé 53.

Écrit que l'avis du cabinet français inquiète  
le roi à cause des grands sacrifices qu'il s'est déjà  
imposés 53.

Répondit les attitudes de son  
ministre dirigeant en informant La Fayette qu'il ne  
doit correspondre à Valenciennes qu'avec lui 53.

Fait pointer aux regards de l'Espagne, l'exactitude  
de son voir déformer les deux Amériques et son  
équivalence, montre au péril où se trouve la  
nouvelle aide pos actuellement dans la Manche 54-  
55.

Répondit aux demandes de la conférence de  
Hartford en informant que le roi peut mettre une  
quantité de millions à la disposition de Washington  
54-55 à 56.

Expose de sa venue à La Fayette  
la suite des résolutions et les raisons de  
que le comte de Gendron est chargé de faire 54-  
55.

Remet La Fayette du son système et  
le fait de faire apprécier les efforts du roi par  
Washington, 55.

Change La Fayette de  
mettre le Congrès en mesure de connaître son  
état ou se présenterait à la médiation d'aborder  
une sorte de caractère et d'attitude de John  
Adams, et de présenter à ce dernier de se laisser  
gagner dans les négociations par le représentant  
du roi 55-56.

Écrit pour le but de  
démontre les États-Unis à l'occasion d'une tenta-  
tive de paix et à y apporter des conditions respec-  
tives 55 à 56, 56 à 57.

À de nouveau  
montre La Fayette des instructions données au  
comte de Gendron, pour que son on devienne le  
ministre le plénipotentiaire assure qu'une partie  
des vaisseaux sera détachée vers l'Amérique et  
qu'il en enverra Washington 56-57.

Le motif de la demande espagnole pour La  
Fayette est joint et de l'importance pour le  
roi de leur ajouter à ses secours, 56 à 57.

Vainqueur. Le comte de [Suite.]

L'informe que la médiation n'avait pas et que la question s'y présentait en plénipotentiaires-médiateurs la médiation terminée 552. — Avant d'envoyer des ordres à La Vanguay pour ne pas appuyer John Adams aux Pays-Bas, il envoie au parlement à vouloir y prendre la caractéristique du représentant des États-Unis 562. — Avant d'envoyer que le Congrès refuse aux agents d'engager aucune discussion politique au Congrès sans nous avoir consultés 564. — Devant l'opinion du Gouvernement sur Franklin 563, 564. — Reconnaitre à La Fayette de l'argent le Congrès délégué des comités en matière avec l'Espagne, 564. — Avant d'envoyer à Jay l'assurance financière du roi sans facilité à Franklin le moyen de payer les intérêts qui ne pouvaient pas être payés à Madrid, ibid. — La prime à La Fayette l'importance qui réside de l'adhésion du Maryland à la constitution, 565.

Sur le langage que devrait adopter relative ment à la question d'un vote du roi.

Il parlait surtout en son nom, de manière à dégoûter par avance le roi et débarrasser le Congrès des dispositions des puissances de l'Europe en faveur des États-Unis, 566, 567. — Au même au sujet des paiements, que la part des décrets avait permis à planer sous le patronage de l'association des neutres, 579. — Avant d'envoyer que la défection de John Jay, mais le reconnaît maintenant pour rendu aux Anglais 581.

Apprend à Franklin la prise de Yorktown, 582. — Sent comme Washington qu'il lui fait une nouvelle et encore plus vigoureuse campagne l'envoi à La Fayette et à Choiseul, espère que les États-Unis s'y disposent, à La Fayette et lui y pointer son canon et que pour les stimuler, le roi leur fait une nouvelle somme de 6 millions de livres 584 à 586. — En lève à La Fayette et en qu'il dit de la mort du M. de Mureyn, 587 à 589.

Ne voulait pas moins l'opportunité d'être à l'effet des milices de peu. — À Paris et continue à leur l'Espagne ou doit contre l'opinion personnelle de Choiseul à l'égard de l'Espagne. — Envoie au roi l'assurance de son aide pour appuyer l'adhésion des délégués américains aux conférences de la médiation de procurer par la ou quelque vote la sanction de l'Europe à la

Vainqueur (Le comte de [Suite.]

politique du roi, et d'annoncer au monarque à se joindre tout armée préliminaire comme une nouvelle amorcement favorable à la Grande-Bretagne 6. — Avant d'envoyer des ordres sur le changement de politique de Catherine II et d'envoyer à l'insistance des motifs d'un amour de plus vive 7 à 9. — Pourrait du comte de Paris à ce propos 9. — Dit à Montmorency que les négociations devraient s'emparer de nos intérêts non à les favoriser, et trouve que Catherine II se refuse de se prêter à notre accord, 10. — Pour être appuyé par M. de Floridablanca relativement à l'adhésion des délégués américains. On fait également savoir tout ce qu'il a demandé à l'Espagne et à Vienne; il estime que les deux Couronnes n'ont plus à compter que sur elles-mêmes, et qu'il importe de refuser désormais la médiation, 10 à 11.

— Prend d'avantage tout cela à Montmorency dans une lettre particulière, où il lui annonce que le comte de Paris a été contraint de se retirer à la campagne 13, 14. — Répond à Montmorency qui est fatigué de ses efforts sans résultats dans ses négociations en faveur des demandes du roi pour envoyer M. de Floridablanca à une campagne bien étudiée et débattre des deux Couronnes 14 à 16.

Dit par le refus qu'apparaît l'Espagne à la jonction des flottes dans les mers d'Europe, mais ne laisse pas moins espérer que le gouvernement du roi ordonne à faire rentrer Gibraltar en la possession du côté portugais 17, 18. — Dans un pli particulier à Montmorency, mentionne comme les négociations de l'Espagne rendent difficile de les faire accepter par les nouvelles nouvelles 19. — Lui explique qu'entre M. de Mureyn, le roi et le comte de Choiseul, des motifs qui n'ont officiellement donné à Madrid et que c'est à nous de ramener de vigueur, 20, 21. — A rédigé la note envoyée avec Madrid qui définit l'armistice comme condition des préliminaires de paix proposés par les médiateurs et indiquant la nécessité de dégoûter le roi vis-à-vis des États-Unis 24, 25. — Informe Montmorency de la réponse faite par l'ambassadeur anglais de l'ambassadeur 26, 27. — Lui explique que la roi se propose toute aide de sa part aux intérêts des Américains 27. — Explique que nous nous efforçons à justifier notre conduite auprès du roi

VANMETER. Le comte de J. J. J.

page qui aurait eu besoin de justifier la chose 28. Blaise des deux contraires qu'il avait à l'esprit en Espagne les choses non mais un exemple de l'humanité 29. L'anglais Franklin du voir Marton, qui a tout fait de plus de 280000 avec lui 32.

Année 1787. M. de la garde La Lorraine contre des déclarations faites en Hollande auprès d'Adams en vue de la paix 34. Ses lieux d'empire avec le mouvement général des idées, l'histoire qu'il fait de l'histoire de l'humanité en 1787 35 36. N'ava pas confiance dans la sincérité des déclarations indiquées de paix venant par le cabinet de Londres et l'expliquait à Monsieur 37 40. Comment il répond à l'envoyé Fortin et un infanterie à la fois Madrid et Philadelphie 40 41. Franklin apparaît avec Franklin et avec Philadelphie dans toutes les déclarations montrant de la détermination constante de son aux intérêts des États-Unis et de ses dispositions à voir d'accord les instructions des commissaires pendant qu'Adams avait signalé notre refus d'accepter la médiation si nous n'y étions pas admis, et que ce refus pour le Congrès une preuve d'attachement patriotique 42 à 44.

Contenté que avait été son effort pour faire des Pays-Bas un des pivots de la lutte contre l'Angleterre et pour lui le Congrès avec une commission il avait écrit à La Lorraine à cet égard 44 45. Les explications pour l'Angleterre de la détermination de la guerre et le protestant qu'elle en a pris dans les pays amis aux États-Unis 45 46. La situation prédominante depuis la mort de M. de Mazarin 46. A dit-il le roi à offrir à son oncle d'envoyer devant Gibraltar les forces françaises qui viennent d'envoyer Mazarin 46.

Abandon de l'Espagne avec les Pays-Bas afin de mieux nous les rattacher et afin de les détourner de faire la paix pour leur compte 46.

Avait dit empêcher Adams d'accepter un message à Versailles, de communiquer aucune observation aux ministres relativement à leurs propositions.

Se rendait compte que les Provinces-Unies ne voulaient pas s'embarrasser en ce moment des États-Unis, ne tenait pas moyen pour combattre la primauté à Amsterdam ou à la Haye d'un officier anglais et d'un commandant de la

VANMETER. Le comte de J. J. J.

date au Congrès tout en attendant La Lorraine d'avoir pris l'initiative de proposer à ce sujet cette commission était soumise aux premières communications que le plénipotentiaire avait fait 53 54. Pour rendre connaissance aux bien de l'intercession de M. de la Vauguyon que l'anglais a sollicité pour rester en grâce.

Ne provoquait pas les Hollandais à reconnaître l'indépendance des États-Unis ne pouvait pas rendre la France possible envers eux des autres qu'ils avaient dans leur pays 54. Les choses que les «généralistes» de la Frise se montraient trop opposés à cet égard 55. Déclaraient à La Vauguyon sur ce sujet les recommandations d'expliquer à Adams les motifs de la guerre et de la rupture du son idyl.

S'ingéniaient à convaincre M. de Floridablanca de l'obligation pour l'Espagne de soutenir les Américains, afin d'éviter qu'il ne fût pas subordonné à son pays 55. — Répondait à La Lorraine que la question des plénipotentiaires dépendait de toutes les circonstances, lui tenait l'attitude qu'il doit y garder l'assurance que le roi rendra aux États-Unis les services qui ne pourraient pas mais ne leur fera ni le service de son plénipotentiaire, ni ne subordonner la paix pour l'Europe à l'acceptation des Américains 55. Lettre au roi pour qu'il s'occupe au maximum de son pays au siège de Gibraltar 56. Préoccupé avec Franklin de ne pas laisser les nouveaux ministres anglais penser que des propositions de paix ne seraient pas venues d'une manière oblique 56. — Ne craint pas à Gortchill la réputation que lui inspire le traité de 1763 que celui-ci voudrait passer pour traité 56.

Les a tout d'abord offert de porter l'attention des intérêts respectifs devant les puissances médianes 56. Lui dit-il que la son ne pouvait pas sans l'Espagne et la Hollande. et que la question des États-Unis doit être traitée directement avec eux 56 56. Rappelle qu'il donna de la protection morale dans le son en attendant l'arrivée des Hollandais 56.

Qu'il comprenait bien ainsi les plénipotentiaires de la paix suivant la conception dans l'état d'esprit en politique 57. Répondait par laquelle il informait La Lorraine de ce qui s'est passé 57 à 59. Au même pour qu'il démissionne le Congrès de ses fonctions de négociation du paix et d'intermédiaire que par ses communications au Congrès

Venue dans (La comte de). [Suite.]

et ne séparons pas de demandes exemplaires quant à la pêche et aux limites, 90 91. Mémoire au roi afin de le maintenir dans la voie politique adouée jusqu'alors, malgré la défectu du comte de Coigny aux Amiens, 92 118 à 120. Fait connaître à La Luzerne que l'événement a inspiré une nouvelle énergie, que des vœux ont été offerts au roi, des notes ou ébauches ordonnées, et que les Américains n'ont qu'à secondar de leur côté nos efforts, 92 93. — Se trouve en appent Fox et lord Shelburne au sujet des perspectives de paix, en faisant à La Luzerne, 94. Récuse qu'il communique à ce propos, 96. Appelé par Franklin et Jay à s'entendre avec eux la forme et la valeur de la commission d'Oswald, 96 100, 104. Avoit fixé par écrit son opinion qu'il tenaient à La Luzerne accompagnée du projet de réponse que les deux Américains pourraient adresser à Oswald, 100. — Avoit préparé un mémoire en réponse aux demandes de Fishburne sur Terre-Neuve, quant à la comte de Granville eussent les conclusions de lord Shelburne, 102. Répond à lord Shelburne en lui adressant Rayneval, 102, 104. A écrit de sa main, sur son papier privé les instructions données à ce dernier, 103 106 108.

Pourquoi il ne consentait pas à accepter l'intercession des puissances médiateurs sur son nom sur M. de Maunoir, 106 107. — Compte qu'il rend à La Luzerne sur ce sujet, 108. — Lui donne son sentiment quant à la commission d'Oswald, à l'usage qui pouvait en être fait et se pient à lui raconter que John Adams a réussi à conclure un traité avec la Hollande mais que celui-ci n'était maintenant la France, le traité devient inutile, 109 à 112. Avoit engagé Fishburne à demander au gouvernement anglais de dire expressément, dans les pouvoirs d'Oswald, ce qu'il entendait il était prêt à admettre, 12. Témoignage les favorable à la paix qu'il avait reçus de lord Shelburne et du lord Grantham, 137. — A La Luzerne sur le silence gardé en son lui par les plénipotentiaires américains et sur l'absence des négociations entre la France et l'Angleterre, 138. Ap. — Pan d'importance qu'il attachait au répondant à ce dernier aux instructions fournies par Barbé-Marbois au sujet de la

Venue dans Le comte de). [Suite.]

question des pêcheries, 137. — Ce que s'était passé entre les représentants des négociations de Jay avec le comte d'Aranda, 137, 138. — Explique à La Luzerne et l'engage à ne se occuper nullement le Congrès, 138. — Au sujet de l'agent d'informations Thomas, qu'on lui faisait payer sécrètement avant qu'il n'arrivât à Londres, 139.

Devait se fût-on que par La Fayette, d'après plus un courant des négociations des Américains qu'il se le disait à La Luzerne, et se chercha dans tous les cas à lui arrêter en rien ou à lui retarder, 134 135. — Tentait aussi fait d'engager d'entreprendre les démarches de Jay et d'Adams, 171 à 175. Que la course des choses comme il l'avait prévu diminuait de lui-même les prétentions de l'Espagne sur le Mississippi, au point qu'il n'en fut pas question dans les négociations du ministre avec les représentants anglais, 176. — Répondit à La Luzerne sur ses négociations, constatant que les intentions du roi pour les États-Unis n'ont point changé, et qu'il se proposait uniquement de ne pas se voir dépasser en charge de force aucune sans conditions, 176 à 179. Phénomène autour par les faits à rendre au plénipotentiaire que la négociation, en ce que nous concerne, sera bien vite abrégée, 180. Vivement blessé d'apprendre prochain de Franklin la signature des préliminaires américains, 181.

Cabine même vint lui en ce moment-là autour du roi, 180 187. — Ce qu'il en dit à Rayneval, 188. — Lettre offerte à Franklin, 191, 192. — Lève ses objections de son mouvement au sujet à La Luzerne, 193, 194. — A reçu les ordres de Franklin entendu ses explications conjointement avec Luzerne après l'arrivée de son, à La Luzerne que le roi accorde 5 millions aux États-Unis, 196 à 199. Avoit fait voir à l'Espagne combien ses demandes étaient exorbitantes et le disait au plénipotentiaire anglais, et choisit de confier M. de Floridablanco qui n'a pu rien faire avant la session du Parlement et avant été dans une nouvelle campagne, 200. — A Montmarçon au sujet de la proposition de M. d'Aranda de céder à l'Angleterre, 210.

Lettres à lord Grantham et à lord Shelburne, 215 216. Obéit d'Aranda l'absence de toutes les copies de l'Espagne, Gibraltar et



## VENEZUELA. Le comte de... [Suite.]

sept 215. — À Bayreuth, sur les sacrifices que devait volontairement le pays en cas d'insurrection 215-216. — Au roi, pour l'affirmer que les dernières dépêches de Bayreuth lui plaçant sous les yeux une face d'une résolution hardie, pour lui demander ses ordres 219-220. — Conduit Bayreuth chez le roi qui décide pour continuer l'expédition à l'Espagne de rétablir la Dominique et la Guadeloupe à l'Angleterre, 220. — Tient avec Bayreuth sept heures durant le conseil d'Asensio sans en obtenir rien de plus que ses concessions précédentes *ibid.* — Adjoint aux fils aînés à Bayreuth comme ambassadeur et le présente à un titre en faveur de son oncle le lord Shelburne et à lord Grantham 221. — Valeur historique qu'on lui attribue 222 à 224. — Répond avec dévouement à Bayreuth et s'efforce qu'il n'ait pas rompu devant les exigences nouvelles de Londres 224. — Longue conférence avec Asensio, au cours de laquelle il fut convaincu au point ambassadeur à Bayreuth ou à quel commandant de son 225. — Sans, ne se jure que'il avait été proposé pour membre des propositions à Madrid 226-227. — Drape de l'abolition du négoce d'esclaves en l'honneur de l'Église 227-228. — Transmet à Bayreuth une lettre de M. de Floridablanca assurant que le roi d'Espagne pourrait renoncer à Gibraltar, et fait offrir au cabinet de Londres d'en présenter l'offre pour Charles III 229. — Ce qu'il écrit pour cela à Bayreuth *ibid.* — Se hâte d'informer et d'ordonner qu'Asensio a accepté les propositions de lord Grantham et un projet d'en faire part aux autres aux ministres 231. — Surpris de la présentation de celle-ci de rétablir la Dominique comme tout à fait écarté auparavant à l'Angleterre, marque à Bayreuth la distance que lord Shelburne lui impose désormais et se tient prêt à en appeler aux forces maintenant réunies des deux couronnes, 235 à 236. — Pourquoi il était si rapidement réconcilié avec l'Espagne et son collègue 236.

Sept 237. — Mémoires dont son action politique des années autour du Louis XVI et qui comprennent aussi des négociations à Londres V 272. — Échange de sentiments de grande estime d'admiration même entre lui et les autres 273. — À Bayreuth, sur les sacrifices que devait volontairement le pays en cas d'insurrection 215-216. — Au roi, pour l'affirmer que les dernières dépêches de Bayreuth lui plaçant sous les yeux une face d'une résolution hardie, pour lui demander ses ordres 219-220. — Conduit Bayreuth chez le roi qui décide pour continuer l'expédition à l'Espagne de rétablir la Dominique et la Guadeloupe à l'Angleterre, 220. — Tient avec Bayreuth sept heures durant le conseil d'Asensio sans en obtenir rien de plus que ses concessions précédentes *ibid.* — Adjoint aux fils aînés à Bayreuth comme ambassadeur et le présente à un titre en faveur de son oncle le lord Shelburne et à lord Grantham 221. — Valeur historique qu'on lui attribue 222 à 224. — Répond avec dévouement à Bayreuth et s'efforce qu'il n'ait pas rompu devant les exigences nouvelles de Londres 224. — Longue conférence avec Asensio, au cours de laquelle il fut convaincu au point ambassadeur à Bayreuth ou à quel commandant de son 225. — Sans, ne se jure que'il avait été proposé pour membre des propositions à Madrid 226-227. — Drape de l'abolition du négoce d'esclaves en l'honneur de l'Église 227-228. — Transmet à Bayreuth une lettre de M. de Floridablanca assurant que le roi d'Espagne pourrait renoncer à Gibraltar, et fait offrir au cabinet de Londres d'en présenter l'offre pour Charles III 229. — Ce qu'il écrit pour cela à Bayreuth *ibid.* — Se hâte d'informer et d'ordonner qu'Asensio a accepté les propositions de lord Grantham et un projet d'en faire part aux autres aux ministres 231. — Surpris de la présentation de celle-ci de rétablir la Dominique comme tout à fait écarté auparavant à l'Angleterre, marque à Bayreuth la distance que lord Shelburne lui impose désormais et se tient prêt à en appeler aux forces maintenant réunies des deux couronnes, 235 à 236. — Pourquoi il était si rapidement réconcilié avec l'Espagne et son collègue 236.

Sept 237. — Mémoires dont son action politique des années autour du Louis XVI et qui comprennent aussi des négociations à Londres V 272. — Échange de sentiments de grande estime d'admiration même entre lui et les autres 273. — À Bayreuth, sur les sacrifices que devait volontairement le pays en cas d'insurrection 215-216. — Au roi, pour l'affirmer que les dernières dépêches de Bayreuth lui plaçant sous les yeux une face d'une résolution hardie, pour lui demander ses ordres 219-220. — Conduit Bayreuth chez le roi qui décide pour continuer l'expédition à l'Espagne de rétablir la Dominique et la Guadeloupe à l'Angleterre, 220. — Tient avec Bayreuth sept heures durant le conseil d'Asensio sans en obtenir rien de plus que ses concessions précédentes *ibid.* — Adjoint aux fils aînés à Bayreuth comme ambassadeur et le présente à un titre en faveur de son oncle le lord Shelburne et à lord Grantham 221. — Valeur historique qu'on lui attribue 222 à 224. — Répond avec dévouement à Bayreuth et s'efforce qu'il n'ait pas rompu devant les exigences nouvelles de Londres 224. — Longue conférence avec Asensio, au cours de laquelle il fut convaincu au point ambassadeur à Bayreuth ou à quel commandant de son 225. — Sans, ne se jure que'il avait été proposé pour membre des propositions à Madrid 226-227. — Drape de l'abolition du négoce d'esclaves en l'honneur de l'Église 227-228. — Transmet à Bayreuth une lettre de M. de Floridablanca assurant que le roi d'Espagne pourrait renoncer à Gibraltar, et fait offrir au cabinet de Londres d'en présenter l'offre pour Charles III 229. — Ce qu'il écrit pour cela à Bayreuth *ibid.* — Se hâte d'informer et d'ordonner qu'Asensio a accepté les propositions de lord Grantham et un projet d'en faire part aux autres aux ministres 231. — Surpris de la présentation de celle-ci de rétablir la Dominique comme tout à fait écarté auparavant à l'Angleterre, marque à Bayreuth la distance que lord Shelburne lui impose désormais et se tient prêt à en appeler aux forces maintenant réunies des deux couronnes, 235 à 236. — Pourquoi il était si rapidement réconcilié avec l'Espagne et son collègue 236.

## VENEZUELA. Le comte de... [Suite.]

autres agents, 271 à 274. — Informe Bayreuth de la signature des préliminaires à Versailles 275-276. — Appelle à son cabinet l'ambassadeur et son collègue qui agissent une sorte de confirmation nouvelle de l'alliance 274 à 277. — Interprète de cette déclaration La Louche, et lui explique qu'il s'est occupé de faire connaître les détails par l'ambassade 277, 278. — Ce qu'il écrit personnellement à Bayreuth sur les événements de sa politique, à propos de la signature des préliminaires 281, 282. — Que la grande raison de leur hostilité résidait en ce qu'ils comprenaient sur la continuation de la guerre 281-283. — Insiste sur l'importance à maintenir la paix et propose un acte dans cette vue 282. — Avant d'arriver les Espagnols dans l'Amérique 283. — Sans qu'il prit, au contraire, d'arriver à leur donner la mesure de l'Angleterre, 284. — Se plaint avec fondement à Montevideo de leur hostilité à se résoudre, 284-285. — Frappe tout le monde par sa modestie, après la rupture de la paix 286. — Expose avec suite à Bayreuth ce qu'il apprend d'elle, 286 à 288. — Par l'attitude qu'il avait prise Asensio, 288. — À La Louche, sur ce qu'il avait pu se rendre compte du Ministère des affaires étrangères et des négociations faites sur Fontenay par Jay et John Adams 293 à 295. — Au même sur la conduite du gouvernement du roi avec les plénipotentiaires des États-Unis ou à l'égard des amembassadeurs américains en Europe, et sur la plénipotentiaire de Harlet-Martin 295 à 299. — Lui montre que, tout en l'approuvant par la paix le Parlement a promis au roi de la maintenir. *ibid.*

VENEZUELA. Le pays de). — Cherche à se concilier à part IV 291.

VENEZUELA. Le traité de). — Approuve qu'on ne peut pas pour prouver une telle que l'État-Unis III 315.

VENEZUELA. La mise en œuvre par La Fayette et moi par lui et ses compagnons III 107, 112.

VENEZUELA. Le duc de). — Autour du monde pendant contre M. de Grimaldi II 20. — Nommé ambassadeur à Tunis, 1601.

VENEZUELA. Le comte de). — Commande les troupes américaines par les Toulous à la Champagne, IV 10-11.



## MONTAGNE (MONT).

et qu'il se prépare en conséquence, 369 370.

Arrive au marquis que l'union de l'Espagne avec la France mettra fin aux dissensions des gens, 375. Est fait du même à la Louisiane, qu'il a pu de s'atteler à son camp, souhaite que les États-Unis facilitent à l'Espagne l'acquisition des Florides, ainsi qu'un cadeau en argent de la part de celle-ci aurait pour cela beaucoup de poids, 379. — Signale, en attendant à Stedden l'indignité des républicains, 375. — Ne voit pas à la réclamation possible de Charleston, mais y insiste en motifs officiels, 376. Chargé par le Congrès de présider et de diriger le comité de réforme de l'armée, 377.

À Joseph donne sur les attributions du Congrès, 378 379. Heureux de revoir la Fayette, 385. Sa satisfaction d'apprendre à son camp qu'il pourrait son officier comme lui la prochaine acquisition de l'indépendance, et de leur demander de l'indiquer en dernier, 385. Écrit au comte de Guichenon de venir avec les États-Unis de leur situation difficile, 387. Fait partir La Fayette pour Philadelphie, 388. Impatient pendant qu'il reçoit du service du camp français comme absolument au Congrès et ne lui parait pas sur lui, rappele à un député qu'il venait pour reconnaître l'armée, 388. Invoque le pouvoir de prendre connaissance des communications apportées au Congrès par la Fayette, et d'arrêter, sans le comité déjà institué auprès de lui, les mesures nécessaires, 389 390.

390. — Ne que des paroles de reconnaissance pour la France, 390. Pour chaque État de fournir un contingent, 390. — Impatient d'envoyer New York, le devient d'autant plus et dit que Tenney et Buchanan sont arrivés sans se voir, 391. Tout dit que les Français anglais ne signent une agression contre le Canada, et fait dire par La Fayette un appel pour couvrir ce pays, 392. — Avant envoyé et renvoie de nouveau La Fayette vers les commandants français pour les débiter à l'approche New-York avec lui, 393 394.

Ne croyait pas que l'insurrection du général s'élèverait, étant donné la grande importance qu'il trouvait à redresser par un grand coup la situation, était d'ailleurs subverti par ses deux amis d'indépendance et du républicanisme,

## WASHINGTON (JAMES).

376. Pourquoi il avait pu être en ligne supérieure par La Fayette auprès des généraux français que de couvrir lui-même avec eux, 377. Qui sous le poids que le marquis avait réglé la mission venue à l'indépendance et à Tenney, 378 379. Répond parvient à Buchanan et se met à sa disposition pour se consacrer au service, 379 380. Écrit au comte de Guichenon et à La Fayette en disant qu'il quelle contribution les États-Unis ont offerts, 381. — Se reconstruit à l'indépendance avec les communications françaises et de son conseil nécessaire pour envoyer demander à Venetien de l'argent des troupes et des vivres, 383.

Part impétueux et méconnaît pour les États-Unis qu'il prend alors l'organisation de l'autorité publique et de l'armée, 384 386. À qui renvoie à La Fayette une note démontrant la nécessité d'une somme de 20,000 hommes et d'un emprunt de 20 millions de livres, probablement de 12 millions, 386. Avant composé lui-même le dossier du général La Fayette envoyé à Venetien, qui passe celui-ci par le camp français et un autre vers un ministre étranger, avec un pli pour Franklin, 383 à 385. Camp retranché qu'il avait établi à West-Point et découvert de la trahison d'Arnold, 388. Envoie Greene commander l'armée du Sud en remplacement de Gates, 389. Constatant à l'indépendance la La Fayette sur l'opportunité d'arrêter le camp et d'opposer l'arrêt d'une direction contre le Canada, 389. — Écrit avec empressement à son camp l'état-major de Washington, 389. Écrit à Buchanan et à Tenney pour changer le plan convenu et leur demande d'aller s'opposer les Anglais dans le Sud, 390.

Nouvelles démarches dans la même sens des gens de confiance avec les commandants anglais une campagne contre Charleston et la baie de Chesapeake, 389. Leur annonce qu'Arnold et Leslie s'avancent au Niagara et les presse de partir avec des forces, 391 392. Propose, plutôt qu'il ne donne des ordres à ses généraux, 393.

Intime de nouveau en faisant connaître qu'il avait 200 hommes prêts à marcher, 394. Écrit au ministre après l'arrivée de Pitt, avant reçu du Congrès l'ordre de diriger le Sud, 394. — Envoie à La Fayette 200 hommes

## WASHINGTON. Suite.

pour le Sud, vint à Newport, après les ardeurs de la bataille et du départ de l'expédition de Des Touches, 575, 576. — Flicité Rochambeau de la conduite de l'armée ainsi que des troupes et demande au Congrès au vote de gratification pour elles 577 578. — Remplissant peu de notes que sont les dévouements qui venaient de se passer, quelles raisons il en avait 576 579.

À l'effet de Rochambeau de lui envoyer ses troupes, répond qu'il faut différer jusqu'au retour de France de Rochambeau *ibid.* 58. — Sit toient Des Touches de se porter contre Pondichéry *ibid.* — L'armée et vint au Congrès l'usage à faire des 6 millions de livres demandés par le roi, 580. — Renvoie à l'arrêt sur la nécessité d'envoyer New York aux Anglais, quand l'armée du général Phillips et de ses amis furent par Clinton lui fait décider d'accepter leur jonction avec Arnold et Cornwallis 585. — Expédie à La Fayette l'ordre d'aller au secours à la disposition de Grasse aux Carolines *ibid.* — Conférence de Westchester, y fait décider contre l'opinion de Rochambeau qu'on s'en tint au point de New-York 589. — Demandé par la perspective de l'effet moral que produirait la prise de cette capitale *ibid.* — Approuve intemporeusement Fitch, qu'à Barren, d'envoyer l'armée à Barren une fois les troupes de Rochambeau parties 592. — Informe ses collègues de l'état alarmant des choses en Virginie et de l'insuccès de la tentative La Fayette 592, 593. — Croit maintenant qu'il faudrait pousser peut-être plus tôt à la Chesapeake qu'à New-York 593. — Esquisse de faire donner l'ordre à commander l'expédition de Des Touches *ibid.* — Jugé par La Fayette et par d'autres comme indigne ou plutôt malheureux de la volonté du Congrès 594. — Devait en sentir intimement d'ailleurs avec ses amis à la fin.

Demande à Rochambeau, encore en marche de le secourir dans une attaque de nuit contre New-York, puis y renonce 595 596. — Mémorial qu'il fut à ce moment et à ses troupes et les encourage. 596. — Consulté avec Rochambeau qu'il faut en attaquer New-York et Grasse leur en apporte les moyens ou au moins l'armée à Head of Elk d'où l'armée se rendra à la rencontre de Cornwallis, *ibid.* — Arrivé que Barren

## WASHINGTON. Suite.

est disposé à une capitulation dans la Chesapeake avant La Fayette de s'attendre à des informations importantes 595. — Satisfait des indications que Rochambeau a données au sujet de Grasse et de la demande de troupes qu'il lui a faite 598. — Sa position des dispositions de se donner ne guère plus qu'à marcher vers Head of Elk et en prenant La Fayette 598. — S'occupe à Rochambeau pour amener Grasse d'aller rejoindre Grasse au Sud, 598 599. — Minutif effort auquel ses forces finissent réduites. 599. — À Philadelphie peu après avec Rochambeau, inquiet ensemble de ne voir plus d'eau de Grasse, 599. — À dîner avec La Fayette reçoit la nouvelle que l'armée les attend dans la Chesapeake surprise de leur absence 600. — Sa marche avec Rochambeau de Head of Elk à Williamsburg, 600. — Se convertit à bord avec le comte de Grasse *ibid.* — Lui envoie par La Fayette une réponse au vote de la démission de se rendre la haute mer 600 601 à 602. — Remarque tout à fait Cornwallis dans Yorktown 606. — Joli journal qu'il avait tenu, à la perspective de renouveler pour se donner le dévouement de Burgoyne 603 604. — Sincérité de sa gratitude envers les officiers français 603 604. — Demande au comte de Grasse d'aller s'acharner avec lui l'armée à Charleston, se rend à bord avec La Fayette pour convaincre l'armée 604, 605 606 607. — Donne à ses troupes leur ordre de marche, mais sans commandement au Nord, mais celui de La Fayette vers Grasse au Sud. 607. — Demandé au Congrès de tout disposer rapidement pour une nouvelle et définitive campagne 608. — Ne pouvant pas sans raison que Charleston et les autres points encore anglais menaçassent la paix avait suivi de lui *ibid.* — Remarque à continuer La Fayette à aller pour lever en France où il jugait son influence utile pour les États-Unis, *ibid.* — Rappelle ses amis sur l'Madame d'Arville à Mount Vernon et écrit de là à La Fayette en confiant à son attachement pour les États-Unis l'obtenir de quelques livres américains pour la campagne suivante *ibid.* — Écarté par la forme sèche de sa réponse la tentative qu'il fait auprès de lui Clinton 608 609. — Inquiet d'attendre du sein

## WASHINGTON (ville).

partir nos troupes être bientôt à La Luzerne pour le remercier de leur concours, 259. Au rapport de La Luzerne a versé des larmes en apprenant la signature des préliminaires de paix et dit que c'était le plus heureux moment de sa vie 296.

## WASHINGTON ministre écossais, chef du parti anglais au Congrès III 26.

WATMOUTH Lord Pourquoi il remplace lord Rochford au *Foreign Office*, I 202. Ses dispositions roguées avec notre ambassadeur, 381, 382.

A propos de deux Français qu'il prétend reçus par le Congrès des Colonies, 480. Pense que le Portugal doit satisfaction à l'Espagne 536.

Prévenant avec Garner en septembre 1776, 583.

Ritme le Portugal devant Garner et Escarano.

I 15. Considère la retraite de M. de Carmaluz comme favorable à l'Angleterre en pensant que l'union sera moins grande entre la France et l'Espagne 29-35. Se plaint vivement à Masserano des armemens de la France et dit que nous secourons l'Amérique 56. Répond évasivement au sujet des lettres de marque 328.

WATMOUTH (Lord). *Suite*.

Lacouque et serré avec les deux ambassadeurs d'Espagne et de France, 333. Feint de n'avoir rien entendu de nos réclamations 803.

— Très ému de la déclaration qui a été notifiée par la France, 827, 828. — Envoie prévenir Noailles du rappel de lord Stormont, 829.

Adresse à notre ambassadeur ses passeports 833, 834. Renouvelle à Madrid les assurances de paix, III 14. Passe pour avoir demandé à Escarano la médiation de l'Espagne entre la France et l'Angleterre 49-56-57-64-66-75, 77. — Se porte garant des bonnes dispositions de l'Angleterre 197. — Répond à Almodovar 513. Récrimine contre la France 517. Revient sur ses paroles, 747. Parle de trêve 748. Adresse à lord Grantham à Madrid, les résolutions de sa cour, 776.

WASHINGTON (Sir Francis). *Solliciteur du gouvernement des États-Unis* III 616 IV 233 V 163, 164.

WILLING (Le major). — Campagne sur le Mississippi contre les Anglais III 261. Appelé « jeune étourdi » par Gérard 29.

## Y

YOUNG Le chevalier représentant de l'Angleterre à la Haye II, 717 à 719.

## Z

2-15









E249  
D68  
t.5  
Q



